MASTER NEGATIVE NO. 93-81225

MICROFILMED 1993

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
"Foundations of Western Civilization Preservation Project"

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States - Title 17, United States Code - concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material.

Under certain conditions specified in the law, libraries and archives are authorized to furnish a photocopy or other reproduction. One of these specified conditions is that the photocopy or other reproduction is not to be "used for any purpose other than private study, scholarship, or research." If a user makes a request for, or later uses, a photocopy or reproduction for purposes in excess of "fair use," that user may be liable for copyright infringement.

This institution reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

JUBE, AUGUSTE

TITLE:

HISTOIRE DES GUERRES DES..., v.1-5

PLACE:

PARIS

DATE:

1805

Master Negative #

93-81225

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

945
J87
et des
jusqu'à

Jubé, Auguste, baron, de La Perelle, 1765-1824.
Histoire des guerres des Gaulois Français en Italie... depuis Bellovèse la mort de Louis XII; par Auguste Jubé depuis Louis II jusqu'au traité d'Amiens; par Joseph Servan...
Paris an XIII, 1805. 0. 5 v. in 7.

Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 11X
IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB
DATE FILMED: 3-30-93 INITIALS JAMES
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

GUIDE TO CONTENTS

for

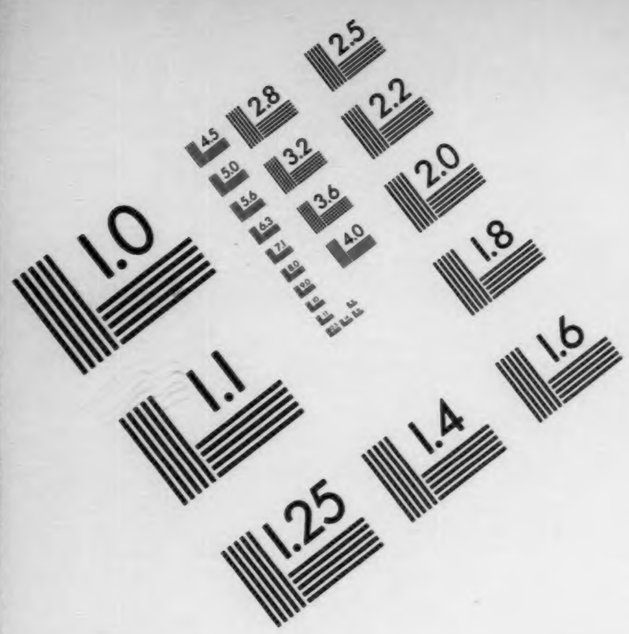
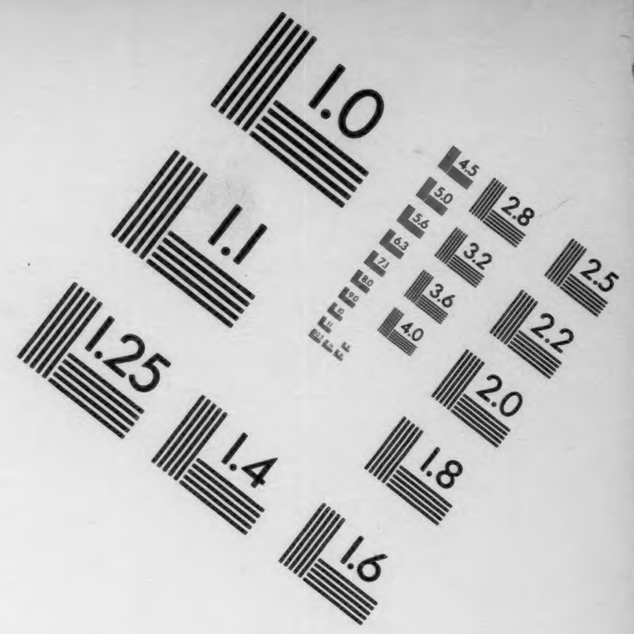
HISTOIRE DES GUERRES DES GAULOIS ET DES FRANCAIS EN ITALIE

REEL	MASTER NEGATIVE #	DATE	VOLUME
1	93-81225	1805	v.1
		1805	v.2
		1805	v.3.1
		1805	v.3.2
2	93-81226	1805	v.4.1
		1805	v.4.2
		1805	v.5

REEL 1

VOLS. 1-3.2

1805

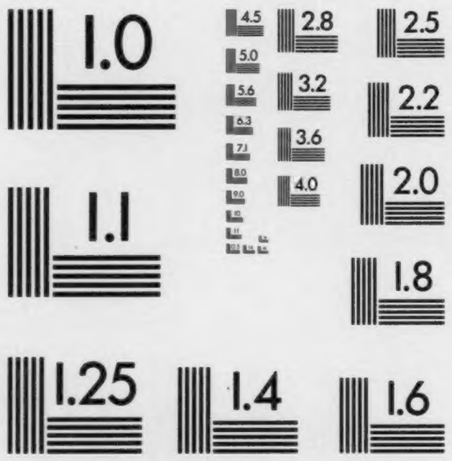
Association for Information and Image Management

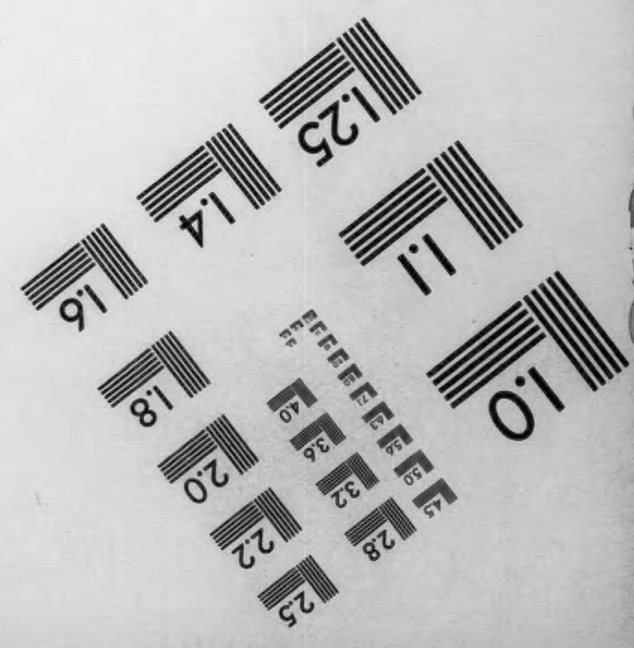
1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910

301/587-8202

Centimeter

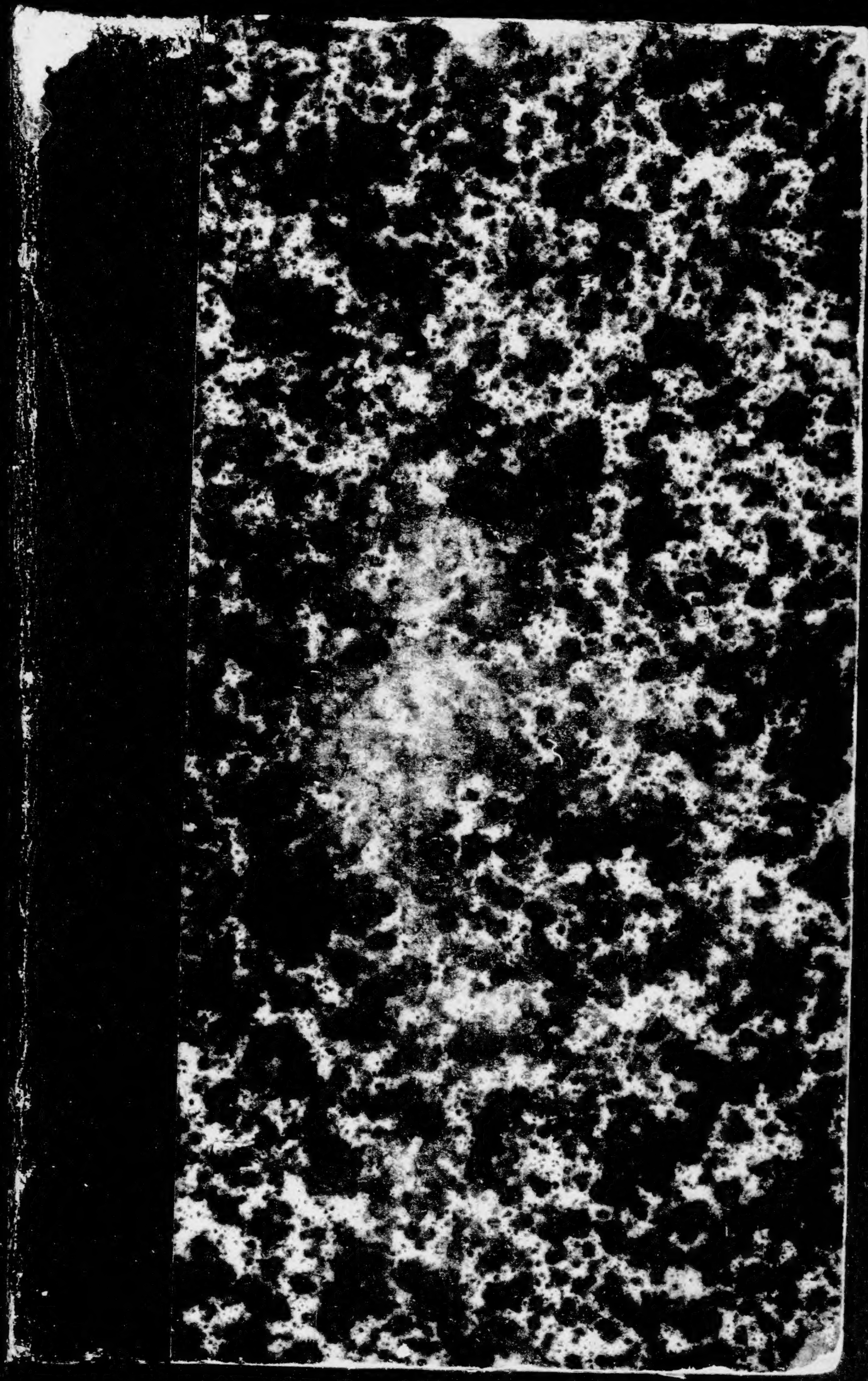
Inches





MANUFACTURED TO AIIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.

VOLUME 1



945 J87

Columbia University
in the City of New York
Library

Special Fund for History
1898
Given by
Seth Low

HISTOIRE
DES
GUERRES
DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE.

HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain;

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ex-Adjud. gén. Auguste JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Joseph SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME PREMIER.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

AN XIII — 1805.

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARY

SOMMAIRES DE L'OUVRAGE.

PREMIER VOLUME.

LIVRE PREMIER.

Depuis 591 avant l'ère vulgaire jusqu'en 450 après l'ère vulgaire : de l'irruption de Bellovèse, chef de Gaulois, en Italie, jusqu'à l'époque où les Gaules envahies par les Francs, peuple originaire des bords de la Vistule, perdent leur nom, et prennent celui de France.

LIVRE SECOND.

Depuis 450 après l'ère vulgaire jusqu'en 987 : des premiers rois de France jusqu'à la fin de la dynastie de Charlemagne.

LIVRE TROISIÈME.

Depuis l'an 987 jusqu'en 1483 : du règne de Hugues Capet au règne de Charles VIII ; découverte de la poudre à canon et de l'imprimerie, vers 1330 et 1450.

LIVRE QUATRIÈME.

Depuis 1483 jusqu'en 1498 : règne de Charles VIII.

LIVRE CINQUIÈME.

Depuis 1498 jusqu'en 1509 : du couronnement de Louis XII, à l'évacuation du royaume de Naples par les Français.

LIVRE SIXIÈME.

Depuis 1509 jusqu'en 1515 : du traité de Blois, à la mort de Louis XII.

250181

SECOND VOLUME.

LIVRE SEPTIÈME.

Depuis le 1er janvier 1515 jusqu'au 29 novembre 1516: de l'avénement de François Ier au trône, au traité de Fribourg, dit *la paix perpétuelle.*

LIVRE HUITIÈME.

Depuis le 29 novembre 1516 jusqu'au 20 avril 1522 : du Traité de Fribourg, à l'expulsion des Français de la Lombardie.

LIVRE NEUVIÈME.

Depuis le 20 avril 1522 jusqu'au 5 août 1529 : de l'élévation d'Adrien VI au pontificat, à la paix de Cambrai.

LIVRE DIXIÈME.

Depuis le 5 août 1529 jusqu'au 21 mars 1547 : de la paix de Cambrai jusqu'à la mort de François Ier.

LIVRE ONZIÈME.

Depuis le 1er août 1547 jusqu'au 3 avril 1559 : de l'avénement de Henri II au trône, jusqu'à la paix de Cateau-Cambresis.

LIVRE DOUZIÈME.

Depuis le 3 avril 1559 jusqu'au 14 mai 1610 : depuis la paix de Cateau-Cambresis jusqu'à la mort de Henri IV.

TROISIÈME VOLUME.

Ière PARTIE.

LIVRE TREIZIÈME.

Depuis le 14 mai 1610 jusqu'au 14 mai 1643 : de la mort de Henri IV, à celle de Louis XIII.

LIVRE QUATORZIÈME.

Depuis le 14 mai 1643 jusqu'au 10 août 1678 : de la mort de Louis XIII, à la paix de Nimègue.

LIVRE QUINZIÈME.

Depuis le 10 août 1678 jusqu'au 20 septembre 1697, et janvier 1699 : de la paix de Nimègue, à celles de Riswick et de Carlowitz.

LIVRE SEIZIÈME.

Depuis le 20 septembre 1697 jusqu'au 1er septembre 1715 : de la paix de Riswick et celle de Carlowitz, à la mort de Louis XIV.

IIe PARTIE.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Depuis le 1er septembre 1715 jusqu'au 20 octobre 1740 : de la mort de Louis XIV, à celle de l'empereur Charles VI.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Depuis le 20 octobre 1740 jusqu'au 10 mai 1774 : de la mort de Charles VI, à celle de Louis XV.

QUATRIÈME VOLUME.

Ire PARTIE.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

DEPUIS le 10 mai 1774 jusqu'au 21 janvier 1793 : de la mort de Louis XV, à celle de Louis XVI.

LIVRE VINGTIÈME.

DEPUIS le 21 janvier 1793 jusqu'au 5 octobre 1795 : de la mort de Louis XVI et la reprise de Toulon, à la formation du Directoire Exécutif.

LIVRE VINGT-UNIÈME.

DEPUIS le 5 octobre 1795 jusqu'au 3 février 1797 : de la formation du Directoire Exécutif, à la reddition de Mantoue.

IIe PARTIE.

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

DEPUIS le 3 février 1797 jusqu'au 17 octobre 1797 : de la prise de Mantoue, au traité de paix conclu à Campo-Formio.

CINQUIEME VOLUME.

LIVRE VINGT-TROISIÈME.

DEPUIS le 17 octobre 1797 jusqu'au 9 novembre 1799 : du traité de Campo-Formio, au renversement du Directoire Exécutif.

LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

DEPUIS le 9 novembre 1799 jusqu'au 25 mars 1802 : du renversement du Directoire Exécutif, au traité de paix signé à Amiens.

GUERRES EN ITALIE.

SOMMAIRE

DU LIVRE PREMIER.

Bellovèse en Italie. — Colonies gauloises au-delà des Alpes. — Autres expéditions des Gaulois. — Brennus. Pillage de Rome, siége du Capitole. — Nouvelles expéditions des Gaulois. — Manlius Torquatus. — Retraite des Gaulois. — Leur retour, leur défaite. — Première colonie romaine dans la Gaule Cisalpine. — Nouvelles tentatives, nouvelles défaites des Gaulois. — Grande coalition des Gaulois; consternation de Rome; bataille de Télamon. — Les Gaulois assiégés dans Milan. — Annibal. — Passage des Alpes. — Cavalerie gauloise. — Victoire des Gaulois dans la forêt de Litona. — Armée romaine dans les grandes Gaules. — Colonie romaine à Aix. — Dévouement des Gaulois. — Leurs victoires. — César dans les Gaules. — Auguste. — Asservissement des Gaulois. — Conduite héroïque de plusieurs de leurs chefs. — Les Gaulois incorporés dans les armées romaines, sous le règne des empereurs.

Première incursion des Francs. — Posthume. — Probus. — Constantin. — Julien. — Incendie de Rome. — Nouvelle invasion dans les Gaules, par les Alains, les Suèves et les Vandales. — Confédération des Armoriques. — Aétius. — Royaumes des Francs et des Bourguignons. — Attila. — Odoacre. — Les Gaules perdent leur nom, Rome ne conserve que le sien.

HISTOIRE
DES GUERRES
DES
GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE PREMIER.

Depuis 591 avant l'Ère Vulgaire, jusqu'en 450 après.

(753) Une troupe de pâtres et d'aventuriers, dirigée par un homme plein de courage et de génie, bâtissant quelques chaumières, et traçant autour d'elle une faible enceinte, avait jeté sur les bords du Tibre les fondemens du plus puissant empire. Rome naissait à peine, et déjà son enfance, que nous dépouillons de ce merveilleux dont ses historiens et ses poètes l'ont environnée, luttait avec avantage contre la

jalousie, la politique et les efforts de tous les petits états voisins de son territoire. Tarquin, le cinquième de ses rois, portait avec gloire la couronne qu'il avait usurpée, triomphait des Latins et des Étrusques, soumettait les Sabins, et préparait, dans les remparts du Capitole, un asile à la fortune du peuple romain. (616)

(600) Une colonie phocéenne, traversant la mer Égée, la mer Ionienne, celle de Sicile et la Méditerranée, venait de fonder, sur les côtes méridionales des Gaules, l'illustre ville de Marseille, et d'acclimater ainsi dans ces contrées le commerce et les arts qui florissaient en Grèce.

L'Égypte, fidelle à ses antiques usages, était soumise alors à la puissance de ses rois pendant leur vie; elle les jugeait sévèrement après leur mort.

(605) Les débris de l'empire d'Assyrie, qu'avait laissé démembrer le voluptueux Sardanapale, étaient, depuis deux siècles, divisés en trois grands royaumes : Assuérus régnait sur les Mèdes; Nabuchodonosor commandait à Ninive, et il s'acharnait à la destruction de l'antique et puissante ville de Tyr; l'immense Babylone était en proie à l'anarchie, et le grand Cyrus devait bientôt réduire toute

l'Asie sous son joug, en fondant le vaste empire des Perses. (536)

Le sage Solon venait de remplacer le code sanguinaire de Dracon par de nouvelles lois, sinon parfaites, du moins *les meilleures que l'on pût alors donner aux Athéniens,* dans le même temps où Daniel, Ezéchiel, Jérémie et beaucoup d'autres, prophétisaient sans succès chez le peuple le plus crédule et le plus superstitieux de l'univers. (594)

Le pays des Gaules, couvert encore de marais profonds et de forêts révérées, était occupé par des peuplades nombreuses, différant toutes entre elles par les formes de leur gouvernement, ne se rapprochant que pour se combattre, et néanmoins réunies, aux yeux des historiens, par une même origine, par des mœurs presque semblables, et par cette intrépidité féroce qui caractérisait tous les Celtes. Chez les Gaulois, deux conditions seulement jouissaient de quelque considération; les druides et la noblesse : les premiers avaient l'intendance du culte, l'institution de la jeunesse, la direction des affaires publiques et particulières. L'autorité de leur souverain pontife était absolue. Ils n'allaient point à la guerre, et ils étaient exempts de toute sorte d'impôts

et de servitude, *ce qui était cause*, a dit depuis César, *que chacun tâchait d'y mettre son fils et son parent.* L'ordre de la noblesse au contraire n'avait point d'autre exercice que celui des armes.

Ce peuple superstitieux sacrifiait journellement des victimes humaines. Les maris et les pères avaient puissance de vie et de mort sur leurs femmes et sur leurs enfans, et ils usaient fréquemment de ce droit barbare sur leurs épouses. Cette nation presque nomade, amie des armes et du carnage, ignorant les ressources du commerce et méprisant les travaux de l'agriculture, ne connaissant d'autre droit que celui de l'épée, avait souvent été contrainte d'envoyer au loin l'excès de sa population, et de conquérir des terres que d'autres savaient cultiver.

Sous le règne du vieux Ambigat, l'un des plus puissans chefs des Gaules, on vit deux nouvelles colonies armées quitter les rives de la Loire, et suivre les neveux de ce prince. Pendant que Sigovèse dirige l'une vers la Germanie, et à travers de cette antique forêt d'Hercynie, dont la Forêt Noire n'est plus qu'une faible portion, Bellovèse, à la tête de l'autre colonie, franchissant la barrière qu'a-

vait en vain élevée la nature, se précipite sur les Umbres, Gaulois d'origine, s'empare du pied des Alpes et de l'Apennin, des fertiles plaines du Pô et de l'Adige, et fonde, avec la ville de Milan, une puissance bientôt redoutable. (591)[1]

A cette même époque, sous un ciel aussi beau, les Grecs célébraient, pour la première fois, les jeux pythiens, auprès de cet auguste temple de Delphes dont les Gaulois devaient, trois siècles après, piller les immenses trésors.

L'aspect des riantes campagnes où Bellovèse venait de s'établir, la culture des oliviers et des vignes, inconnue jusqu'alors aux Gaulois, leurs succès contre les tentatives réitérées de leurs voisins, tout se réunit, sans doute, pour fixer cette nouvelle colonie dans ce riche territoire, que les Romains ont distingué des grandes Gaules par le surnom de *Gaule Cisalpine,* jusqu'à l'époque de la nouvelle division qu'Auguste fit de l'Italie.

Plusieurs siècles avant, d'autres Gaulois s'étaient déjà emparés de la Ligurie dont ils restèrent en possession, tandis que toutes les autres

[1] Cette colonie armée était composée d'Arvernes, d'Ambarres, de Senonois, de Bituriges, de Carnutes et d'Éduens.

contrées de l'Italie passaient successivement entre les mains de diverses colonies guerrières, et devenaient, avec leurs habitans, la proie des vainqueurs. C'est ainsi que le Latium avait obéi aux Sicules, aux Aborigènes, aux Pelasgiens, aux Arcadiens, aux Aurunces, aux Rutules, aux Volsques, aux Osciens, aux Ausoniens, aux Coriolans, aux Fidénates, aux Sicaniens et aux Latins; l'Étrurie aux Ombriens, aux Tyrrhéniens et aux Étrusques; enfin, toute la partie méridionale de l'Ausonie, aux Œnotriens, aux Ausoniens, aux Crotoniates, aux Locriens, aux Tarentins, aux Apuliens, aux Messapiens, aux Salentins, aux Iapyges et aux Calabrois, tous Grecs d'origine, et qui, par ostentation, donnèrent à cette petite contrée le nom de *Grande Grèce*.

Chaque colonie avait apporté les mœurs et les usages, le culte et la superstition, les arts et le langage de sa métropole; et l'on pouvait reconnaître les peuples qui descendaient des Grecs, des Lydiens, et des Celtes, Gaulois ou Galates.

Ceux de ces derniers qui jouissaient, dans la Cisalpine, des productions et de la fertilité de ce beau pays, attirèrent bientôt d'autres Gaulois.

(584) Les Cenomanes, guidés par Elitovius, franchissant les Alpes cotiennes, vinrent s'établir auprès de leurs compatriotes, dans le fertile Mantouan, dans la Carniole, et dans les territoires qui, depuis, ont dépendu de la république de Venise.

Bientôt après, les Lèves et les Ananes firent une troisième irruption en Italie, et se fixèrent sur les bords du Pô, ce fleuve que les poètes ont rendu si célèbre sous le nom d'*Eridan*.

Enfin, les Boïens et les Lingoniens, traversant les Alpes pennines, (Grand Saint-Bernard) allèrent fonder des établissemens sur la rive droite, et vers l'embouchure du Pô, entre Ravennes et Bologne.

Telle fut l'origine des villes nombreuses que l'on voit encore aujourd'hui florissantes dans ces belles contrées. Elles dûrent leur naissance à ces émigrations sorties successivement du sein d'un peuple qui dominait alors dans la plus grande partie de l'Europe.

Le long repos qui suivit tant d'expéditions prouva que l'humeur guerrière n'avait pas seule guidé ces nombreux aventuriers; leurs succès rapides avaient appris aux peuples agriculteurs combien il leur importait de se tenir en état de résister aux irruptions des barbares

qui, le fer à la main, se dirigent toujours vers les contrées les plus riches, vers les pays les mieux cultivés.

Une cause bien légère servit de prétexte pour appeler de nouveaux Gaulois dans le cœur de l'Italie. Un déni de justice de la part des magistrats de Clusium à l'égard d'Aruns, ayant fait concevoir à ce simple citoyen le projet d'aller chercher dans les Gaules de terribles instrumens de sa vengeance, il porta aux Senoniens (entre Paris, Meaux et Orléans) des vins délicieux, les instruisit des richesses de l'Italie, leur fit épouser sa querelle, et les guida lui-même, à travers les Alpes et la Gaule Cisalpine, jusqu'au pied des Apennins, et au-delà de Ravennes.

Pour venger l'honneur d'un mari outragé par un jeune pupille, les Gaulois, deux cents ans après la première invasion de Bellovèse, viennent donc ravager et conquérir tout le pays situé entre Ravennes et Ancône, combattre et chasser les Tyrrhéniens, originaires de la Lydie, bâtir la ville de Seno-Gallia ou Sena-gallica, (Sinigaglia) et assiéger enfin Clusium, où s'étaient renfermés la femme et le pupille d'Aruns. (392)

Rome, après avoir chassé ses rois, et vaincu

la coalition puissante qui s'était armée en leur faveur, était passée sous le gouvernement des consuls, avait momentanément subi le joug tyrannique des décemvirs, s'était réfugiée, dans des temps difficiles, sous l'autorité militaire et absolue d'un dictateur; et, par une suite non interrompue de guerres sanglantes et opiniâtres contre les Étruriens, les Volsques, les Latins, les Éques, les Herniques, les Sabins, les Toscans, les Fidénates même et les Veïens, elle préludait à la conquête du monde.

(396) La ville de Veïes, après un siége de dix ans, venait de succomber sous les efforts de Camille, et les Romains croissaient en richesses, en prétentions et en ingratitude. Camille, proscrit, portait au loin le tableau d'un grand homme injustement persécuté, et le modèle des citoyens vertueux constamment attachés à leur patrie.

(392 = 391) Ce fut alors que le sénat, imploré par les habitans de Clusium, députa trois Fabius pour offrir au chef des Gaulois la médiation du peuple romain. La réponse de Brennus indique sur quelles étranges bases on croyait alors fondé le droit public des nations.

« Nous portons, dit-il, notre droit à la pointe « de nos épées, et tout appartient aux gens de

« cœur; cependant, sans recourir à cette loi pri-
« mitive, nous nous plaignons des Clusiens qui,
« ayant plus de terres qu'ils n'en peuvent culti-
« ver, refusent de céder celles qui leur sont inu-
« tiles. Et quel autre motif, Romains, avez-
« vous pour subjuguer tant de peuples voisins ?
« Vous avez enlevé aux Sabins, aux Fidénates,
« aux Albains, aux Éques et aux Volsques, la
« meilleure partie de leur territoire. *Ce n'est pas*
« *que je vous taxe d'injustice ;* mais il est clair
« que vous-mêmes avez regardé comme la plus
« ancienne de toutes les lois *que le plus faible*
« *doit céder au plus fort.* Cessez donc de plaider
« pour les Clusiens, ou souffrez que nous pre-
« nions la défense de ceux que vous avez assu-
« jettis. . . . »

Étrange déclaration d'un barbare, et qui cependant diffère si peu de cette foule de manifestes publiés au milieu des nations civilisées !

Le fier langage de Brennus ne devait point donner satisfaction aux jeunes ambassadeurs. Abusant d'un caractère sacré, ils entrèrent dans Clusium sous un prétexte respectable, s'y renfermèrent, exhortèrent les assiégés à se défendre, et firent même, à leur tête, des sorties vigoureuses. Brennus irrité prend à témoin

de cette perfidie et ses dieux et ceux des Romains, lève le siége de Clusium, se dirige vers Rome, et demande qu'on lui livre les députés qui ont violé le droit des gens.

Le sénat tremblant renvoya l'affaire au peuple séduit par la popularité des Fabius, et l'intérêt particulier d'une famille l'emporta sur l'honneur et le salut publics ; le peuple approuva la témérité des jeunes patriciens, et nomma les trois Fabius tribuns militaires.

Rien ne put alors retenir la fureur, ni ralentir la marche de Brennus. Soixante-dix mille Gaulois, répandant par-tout l'épouvante, traversent l'Étrurie, descendent le long du Tibre, et rencontrent les tribuns à la tête de quarante mille hommes, sur les bords de l'Allia, qui se jette dans le Tibre au-dessus de Rome. (390) [1]

Ce fut sur ce terrain étroit que les Romains se mesurèrent pour la première fois avec les Gaulois, et cette rencontre leur fut défavorable. Resserrés entre la rivière et les coteaux

[1] C'est par erreur que des écrivains ont placé la bataille d'Allia à l'an de Rome 362, (392 avant l'ère vulgaire) les trois Fabius Ambustus n'ayant été nommés tribuns militaires qu'en 364, (Chronologie de Varron) 390 avant l'ère vulgaire.

voisins, ils voulurent suppléer au nombre par une sage disposition de leurs troupes, dont l'élite fut placée dans la plaine, et le reste sur les hauteurs ; mais, la crainte d'être enveloppés leur faisant renoncer à leur ordre de bataille accoutumé, ils étendirent leur front aux dépens de leur profondeur. Les Gaulois attaquèrent, avec leur furie et leurs cris ordinaires, les Romains qui occupaient les hauteurs, et, les ayant culbutés, ils se précipitèrent sur le flanc de ceux qui étaient rangés dans la plaine, et qui n'opposèrent presque aucune résistance. Quelques fuyards traversèrent le Tibre pour aller se réfugier dans Veïes; d'autres portèrent à Rome l'alarme et la consternation.

Brennus suivit de près ces derniers. Campé sous les murs de la ville, et informé que les portes restaient ouvertes, et que les remparts paraissaient abandonnés, il ralentit ses opérations, dans la crainte d'une embuscade, et il fournit ainsi le temps aux Romains de jeter dans le Capitole l'élite de leur jeunesse avec quelques armes et des vivres, tandis que les vieillards, les femmes et les enfans, accompagnés de leurs prêtres, allèrent traîner dans les villes voisines leurs fronts humiliés et leurs dieux fugitifs.

Enfin Brennus entra dans Rome, après trois jours employés à des précautions qu'on a pu appeler inutiles, mais qu'on ne devait point blâmer dans un chef de barbares, contre un peuple qui, combattant depuis près de quatre siècles, pouvait n'être point étranger aux ruses de la guerre. Ici, se présente un fait accueilli sur la foi de Tite-Live, ami du merveilleux, et dont Polybe, historien impartial, ne fait aucune mention. Si l'on en croit le premier écrivain, quatre-vingts personnages consulaires, au lieu de guider la jeunesse chargée de la défense du Capitole, ou d'aller rassembler les troupes des alliés, se revêtirent des marques de leurs dignités, et s'assirent sur leurs chaires curules, attendant tranquillement l'ennemi et la mort. L'étonnement et l'admiration font bientôt place chez les Gaulois à la curiosité; un soldat ose toucher la barbe de l'une de ces divinités immobiles, qui le frappe de son bâton d'ivoire, et que le Gaulois immole à son ressentiment. Ce meurtre, devenu le signal du carnage général, fut suivi d'un pillage général.

Le dévouement de ces vieillards, quoique fondé sur des préjugés religieux, est sans doute aussi fabuleux que celui de Curtius,

que la même histoire nous retrace quelques années après.

Cependant Brennus avait livré sans succès un assaut au Capitole; et, dans son dépit, il avait fait brûler la ville de Rome, qui contenait alors trente-huit temples peu somptueux, trois maisons décorées du nom de palais, et des cabanes de pasteurs, disséminées par tribus sur les cinq monts renfermés dans l'enceinte des murailles. C'est à cette époque que les historiens font remonter la perte des *grandes annales* recueillies par le *souverain pontife*, perte qui laisse une incertitude bien fondée sur toute l'histoire romaine antérieure à cet événement.

Manquant de vivres, privé des ressources que l'incendie venait de dévorer, Brennus, convertit en blocus le siége du Capitole, et détacha plusieurs partis pour aller fourrager dans la campagne, et pour piller les bourgs voisins. Mais, tandis que le succès couronnait l'audace de quelques détachemens, l'un d'eux, arrêté par la résistance de la ville d'Ardée,[1] fut surpris et taillé en pièces sous ses murs.

[1] *Ardea*, capitale des Rutules, sur les côtes du Latium, aujourd'hui Campagne de Rome.

Cet échec inattendu, et qui devait si fort influer sur la destinée de Rome et de l'armée gauloise, était l'ouvrage du généreux Camille, qui veillait encore sur son ingrate patrie. Ce grand homme, devenu la seule ressource des Romains, rassembla les débris épars de ce peuple naguère si menaçant, ranima le zèle des alliés, et se vit à la tête de quarante mille hommes, avec l'autorité dictatoriale qui venait de lui être conférée par le sénat assiégé.

Camille se disposait à faire lever le blocus de la citadelle : Brennus, de son côté, formait le projet de surprendre la place; il dirigeait des soldats d'élite sur les traces qu'avait laissées le jeune Romain, chargé d'informer le sénat du premier avantage remporté par Camille, et de transmettre à ce héros le décret de son élection. M. Manlius, personnage consulaire, éveillé par le cri des oies consacrées à Junon, sonne l'alarme, vole à la muraille, renverse dans le précipice les premiers Gaulois parvenus déjà jusqu'aux créneaux, et sauve ainsi ce même Capitole du haut duquel il devait être honteusement précipité, cinq ans après, sur l'accusation, peut-être injuste, d'avoir aspiré à la puissance souveraine.

Les oies, depuis cette époque, reçurent à

Rome des honneurs presque divins. Elles furent au contraire, dans les Gaules, l'objet d'un jeu sanguinaire et féroce, qui sert encore de délassement aux habitans de quelques campagnes, et qui contraste avec la simplicité de leurs mœurs.

Les assiégés, bloqués par Brennus, et les Gaulois, pressés par l'armée de Camille, étaient également réduits aux plus grandes extrémités; ils entrèrent enfin en négociation. Brennus consentit d'autant plus volontiers à cesser les hostilités, et à se retirer, aux conditions offertes par le sénat et appuyées par l'armée de Camille, qu'il fut effrayé d'apprendre que les Vénètes, profitant de son absence, s'étaient jetés sur les pays qu'il avait conquis entre les Apennins et la mer Adriatique, où ils causaient un grand ravage.

Telle fut, selon Polybe, l'issue de cette expédition des Gaulois, que Tite-Live fait terminer d'une manière désastreuse pour eux. Polybe s'exprime ainsi : « Les Gaulois étaient « les maîtres de Rome, qu'ils avaient prise de « force, excepté le Capitole : et *les Romains*, « *ayant fait la paix aux conditions qu'il plut* « *aux Gaulois de leur imposer*, et ayant re- « couvré leur patrie, commencèrent, etc.... »

Tite-Live, au contraire, suppose à Brennus la bassesse d'employer de faux poids, et de joindre la mauvaise foi à des railleries amères; il fait arriver inopinément Camille au milieu du démêlé entre les négociateurs, et par conséquent il lui fait traverser sans obstacle tous les postes du camp ennemi; il lui fait rompre les conférences, et engager le combat qu'il aurait pu commencer, avec un grand avantage, pendant le pour-parler des chefs. Selon le même historien, les Gaulois, ayant perdu quelques soldats, décampèrent précipitamment pendant la nuit, furent joints, le lendemain, par Camille, taillés en pièces, et massacrés, de sorte qu'il n'en resta pas un seul pour aller porter à ses compatriotes la nouvelle de cette catastrophe.

On reconnaît, dans ces invraisemblances, le soin minutieux avec lequel Tite-Live recueillait le merveilleux accrédité par une tradition populaire. Comment, en effet, concilier son récit avec la terreur inspirée si long-temps par l'approche de ces Gaulois que nous verrons bientôt revenir combattre les Romains, et ne céder ensuite à un peuple conquérant, qu'après deux siècles d'une résistance aussi aveugle qu'opiniâtre?

Cependant la politique du sénat avait triomphé du découragement des citoyens qui voulaient transporter à Veïes le siége de l'état, et abandonner ce Capitole auquel l'empire du monde était promis.

Née, pour ainsi dire, de ses cendres, Rome continuait de soutenir des guerres contre ses voisins belliqueux, songeait à se créer une force maritime, fondait une colonie en Sardaigne, et, par la vigueur de sa constitution, elle se fortifiait au milieu des troubles fréquens de l'anarchie. Les Gaulois, au contraire, par leurs guerres civiles toujours renaissantes, préparaient, de leurs propres mains, les malheurs, la ruine et l'asservissement de leur patrie.

Ces peuples remuans, qui ne savaient alors ni faire la guerre, ni goûter les douceurs de la paix, qui laissaient le soin de cultiver leurs fertiles campagnes aux femmes et aux vieillards, et qui l'imposaient aux esclaves, qui méprisaient tous les arts, parce qu'ils les ignoraient tous, et qui étaient avides d'or et de bestiaux, ne respiraient que le meurtre et les combats. Un courage que l'on doit appeler fureur, une présomption aveugle, une étrange rapacité, caractérisaient alors ces Gaulois, qui ne paraissaient avoir acquis aucune expérience dans

l'art des armes, malgré les combats qu'ils se livraient entre eux, ou qu'ils soutenaient contre leurs voisins.

Enfin, le germe de leur ruine était dans la division de leurs colonies en une foule de petites peuplades isolées, jalouses de leur indépendance, souvent de celle des autres, et ne se liant jamais par ces confédérations imposantes dont les Achéens n'avaient point encore fourni le modèle, et qui, depuis, ont fait la force et la gloire de plusieurs nations guerrières, agricoles ou commerçantes.

Marseille, de son côté, déterminée par le souvenir de son origine, et par des projets d'agrandissement, croyait devoir seconder la politique du sénat romain. Elle avait même contribué de ses richesses, pour aider à payer aux Gaulois la rançon de Rome, qui, par reconnaissance, fit avec les Marseillais un traité précurseur de leur assujettissement.

(379) Carthage, puissante par son commerce et par ses armes, faisait la guerre en Sicile, en Sardaigne, en Italie, et s'alliait aux Romains, qui devaient un jour faire passer la charrue sur le terrain occupé par ses remparts.

La Grèce, alors, après le siècle brillant de Périclès, au milieu de ses guerres intestines

et de son luxe, couverte des chefs-d'œuvres des arts, éclairée du flambeau de la philosophie, et presque déjà sur son déclin; la Grèce, qui avait successivement brisé, pendant plus d'un siècle, les immenses efforts des grands rois de Perse, léguait au monde de grands souvenirs. La tyrannie des Lacédémoniens dégénérés, succombait à Athènes sous les efforts de Thrasybule, et à Thèbes sous l'énergie d'Epaminondas et de Pélopidas; Socrate, buvant la ciguë, préparait à ses concitoyens d'amers et d'inutiles regrets. Xénophon, près de l'embouchure de l'Euphrate, offrait à dix mille braves les ressources de son génie et de sa prudence, et à des généraux qui seront immortels comme lui, le modèle de la constance, du désintéressement et de la modération. (371 et suiv.)

Vers cette époque, les Gaulois, fortifiés par le retour de ceux qui étaient allés vendre leurs services à Denys, tyran de Syracuse, suspendirent un moment le cours de leurs querelles particulières, et formèrent le projet de porter encore leurs armes contre la ville de Rome. On vit, de nouveau, leurs bandes nombreuses marcher à grandes journées vers le Latium, traverser le Tibre et l'Anio (Teverone), et ar-

river jusqu'aux portes d'Albe. Tite-Live, et Plutarque d'après son témoignage, leur font livrer une bataille décisive par le vieux Camille, dictateur pour la cinquième fois, qui en fit un grand carnage, après avoir su leur masquer une partie de ses troupes, et les avoir surpris au milieu de l'ivresse. Cette version a plus de vraisemblance que celle de Polybe, qui, supposant aux Romains l'impossibilité de réunir leurs alliés, et d'aller au-devant de l'ennemi, ne dit pas ce que devint la formidable armée des Gaulois. (367)

(361) Les Tiburtiens, six ans après, profitant de leur retour et de leurs dispositions belliqueuses, crurent le moment favorable pour secouer le joug des Romains, lorsque ceux-ci venaient d'essuyer, en combattant contre les Herniques, un échec qui avait coûté la vie à l'un des consuls. Bientôt les intrépides Gaulois s'avancèrent jusqu'aux bords de l'Anio, à moins de deux lieues de Rome, et les deux armées ne se trouvèrent séparées que par un pont qu'aucun des deux partis ne voulut détruire, et qui devint le théâtre d'une foule de combats particuliers. Ce fut là que le jeune Manlius, qui devait un jour sacrifier son propre fils à la discipline militaire, acquit à sa famille le sur-

nom de Torquatus, en se parant du collier d'or que portait le Gaulois qu'il vainquit. Tite-Live assure que les Gaulois, regardant l'issue de ce combat comme un présage funeste, abandonnèrent leur camp la nuit suivante, et gagnèrent la Campanie.

(360) Quoi qu'il en soit, on vit reparaître, quelques mois après, ces mêmes Gaulois, jusqu'aux pieds des murs de Rome, pendant que les consuls marchaient contre les Herniques et les Tiburtiens. Le sénat consterné nomma encore un dictateur, Q. Servilius Ahala, pour l'opposer à ces terribles ennemis. Un combat sanglant s'engagea près de l'une des portes de Rome, et la victoire, long-temps incertaine, se décida pour les Romains, qui ne purent empêcher la retraite que les Gaulois firent, cette fois, en assez bon ordre, vers Tibur.

On voit quel avantage aurait procuré aux Gaulois une alliance bien cimentée avec les valeureux Herniques et les habiles Tarquiniens; et il faut croire que, si ces peuples ne combinèrent point leurs opérations militaires avec les incursions annuelles des Gaulois, c'est que la barbarie, la légéreté et l'ignorance de ces derniers n'offraient aucun moyen d'établir

une sage coalition, et ne présentaient aucune garantie.

(358) Pour s'approcher de Rome, les Gaulois ne respectaient pas même le territoire de leurs amis; et cette imprudence, fatiguant les Latins de leur retour périodique, força ces derniers de renouveler l'ancienne alliance qui les unissait aux Romains, auxquels ils fournirent un fort contingent de troupes. Cette union venait de se cimenter, lorsque les Gaulois, inondant de nouveau la plaine de Præneste, (Palestrine) s'avancèrent rapidement entre Tibur et Tusculum. Un dictateur, C. Sulpicius [1] fut promptement nommé, et il se mit à la tête des meilleures légions tirées des deux armées consulaires. Bientôt les soldats romains qui, sans doute, s'accoutumaient à envisager les Gaulois sans frayeur, forcèrent le dictateur d'ordonner l'attaque, au lieu de laisser, suivant son projet, ces barbares

[1] Ces nominations fréquentes de dictateurs ne se trouvent point consignées dans les fastes consulaires. Elles peuvent s'expliquer par les irruptions subites et imprévues des Gaulois, à des époques où les deux consuls se trouvaient employés à d'autres expéditions. Cette dictature n'avait qu'un objet déterminé, au-delà duquel elle ne pouvait s'étendre.

se détruire eux-mêmes par la famine et par l'insubordination. Toutefois, il usa de stratagême avant d'en venir aux mains. Il fit équiper tous les mulets des bagages comme des chevaux de combat; et, pendant la nuit, il les fit monter sur les hauteurs, et cacher dans les bois, avec ordre à ceux qui les conduisaient, de ne paraître qu'au signal qu'ils recevraient de lui.

Dès le point du jour, Sulpicius marcha aux Gaulois, qu'il fit attaquer d'abord par ses Vélites armés de deux *pilums*, comme les premiers rangs des autres légionnaires, et qui n'empêchèrent pas les Gaulois d'aborder et de faire ployer l'aile droite des Romains. Le dictateur accourut pour rétablir le bon ordre et ranimer le courage des soldats, en leur reprochant leur premier empressement pour combattre. Deux fois les Gaulois se rallièrent, quoique pressés par le dictateur et par l'élite de son armée, et la victoire eût peut-être couronné leurs efforts, si Sulpicius, donnant à propos le signal convenu, n'eût fait sortir et descendre ceux qu'il avait placés sur les hauteurs. Les Gaulois, craignant d'être coupés, voulurent regagner leur camp; mais Valerius, général de la cavalerie, après avoir mis en déroute leur aile gauche,

leur opposa ses escadrons triomphans, qui, les forçant de se jeter dans la forêt voisine, et de gravir les montagnes, les y poursuivirent jusqu'à la nuit, et en firent un grand carnage.

Ce succès décisif sur les Gaulois, la défaite des Herniques et l'alliance des Latins, semblaient enfin permettre à Rome de prendre quelque repos.

(350) Mais à peine venait-elle d'admettre au nombre de ses alliés les courageux Samnites, et de faire ainsi un nouveau pas vers son agrandissement, que les Gaulois recommencèrent leurs incursions. Les divisions qui déchiraient alors la République lui devinrent avantageuses, et les ordres de Popilius, consul plébéien, furent exécutés avec un tel enthousiasme de la part du peuple, qu'on put mettre sur-le-champ deux armées sur pied. L'une étant restée pour garder la ville, Popilius, à la tête de l'autre, s'avança à la rencontre des Gaulois. Ceux-ci voulaient en venir à un engagement; mais Popilius, aimant mieux laisser à leur première ardeur le temps de se refroidir, se tint renfermé dans son camp. Les Gaulois, accusant de lâcheté la circonspection des Romains, les attaquèrent lorsqu'ils travaillaient à leurs retranchemens,

mais ils furent repoussés. Revenus à la charge le même jour, ils blessèrent Popilius dans le combat, et cet événement ralentit le courage des Romains, qui reculèrent alors, et qui perdirent leur caisse militaire et leur bagage. Tite-Live prétend que Popilius, reparaissant à leur tête, les ranima, rejeta les Gaulois jusque dans la plaine, enfonça le centre de leur armée en faisant prendre à la sienne l'ordre du *Coin*,[1] et les mit en pleine déroute.

(349) Dès l'année suivante, les Gaulois ravagèrent la côte maritime du Latium, et, par la bizarrerie des événemens, ils devinrent momentanément les défenseurs de ce pays, contre l'incursion de quelques pirates Grecs qui allèrent infester d'autres côtes. Rome arma contre ces deux ennemis à la fois, et L. F. Camille mena quatre légions contre les Gaulois.

Ainsi que deux de ses prédécesseurs, ce consul ne voulait point attaquer les ennemis, soit que la terreur du nom gaulois glaçât encore le courage des soldats romains, soit que, recueillant quelque expérience de leurs nombreux combats, les barbares fussent réellement devenus plus

[1] *Voyez* sur cet ordre les savantes et nombreuses dissertations de Folard, de Guischard, de Maizeroy, de Bouchaud de Bussy, de Segrais, etc.

formidables, soit plutôt que ces généraux éclairés se reposassent sur l'indiscipline et l'imprévoyance d'un ennemi qu'ils avaient appris à bien connaître. Camille alla camper près des champs Pontins. Ce pays, extrêmement coupé, n'avait point encore subi l'inondation, qui, d'une campagne fertile et peuplée, fit ces vastes marais que tentèrent successivement de dessécher Cethegus, Pompée, Domitien, Sixte V, et Pie VI. L'inaction dans laquelle les troupes se tinrent de part et d'autre est remplie, dans l'histoire de Tite-Live, par l'épisode merveilleux d'un combat entre un Gaulois et Marcus Valerius, surnommé depuis Corvinus; épisode, au surplus, peu honorable pour le Romain, qui ne dut l'avantage qu'au secours officieux d'un corbeau. Ce combat particulier fut suivi d'une affaire générale, qui devint encore fatale aux Gaulois, dont l'armée cependant se jeta sur l'Apulie, près de la mer Adriatique, où elle se maintint long-temps.

Pendant que le cœur de l'Italie était déchiré par cette guerre interminable, la petite ville marécageuse de Pella, donnait le jour à celui qui devait, avant l'âge de trente ans, subjuguer la Grèce, conquérir l'Égypte et l'Asie, renverser le trône des Perses, porter la gloire de ses

armes des bords de la mer Caspienne jusqu'aux rives du Gange, des montagnes de la Thrace jusqu'aux plaines de l'Indostan, et n'être arrêté dans l'exécution de projets plus vastes encore, que par une mort prématurée. Alexandre venait de naître, au moment où un fou avait incendié le magnifique temple de Diane à Éphèse. (356)

Si dans plusieurs circonstances on a reconnu combien le nom gaulois était redouté des Romains qui, sur de fausses nouvelles subitement accréditées, nommaient des dictateurs, et armaient jusqu'aux prêtres et aux ouvriers pour résister aux Gaulois, comment allier cette terreur panique avec tous les récits de Tite-Live, qui retrace tant d'avantages si aisément remportés par les Romains ?

(304 = 296) Polybe est bien plus digne de foi, lorsqu'il peint les Gaulois Cisalpins se liant avec ceux des grandes Gaules dont ils étaient menacés ; faisant ensemble un immense butin sur les terres des Romains, sans que ceux-ci les inquiètent en aucune manière ; s'entre-déchirant pour le partage de ce butin ; se réunissant aux Samnites, et remportant sur Fabius Gurges une victoire signalée ; fuyant, quelques jours après, mais revenant pour la cinquième fois assiéger la turbulente Aretium (Arezzo) ; se mesurant sous ses murs avec les Romains, leur tuant leur général et treize mille soldats ; repoussant les députés envoyés pour traiter de la rançon des prisonniers, ou les massacrant avec une férocité qui ne devait être que trop souvent imitée par cette même ville d'Arezzo, si fameuse dans les guerres d'Italie. (292 = 283)

Alors l'effroi du peuple romain, au seul nom de Gaulois, s'explique ; et l'on comprend pourquoi, lorsqu'il s'agissait de repousser ces terribles ennemis, personne n'était exempt de marcher et de combattre.

Rome, ayant donc à venger le meurtre de ses députés égorgés contre le droit des gens, prit les armes. Curius Dentatus s'avança contre les Gaulois, leur enleva tout le pays occupé par les Sénonois, depuis Ancône jusqu'à Ravennes, et, pour la première fois, Rome osa envoyer dans cette partie des Gaules une colonie qui s'établit dans la ville de Sienne. C'est peut-être à cette époque qu'il faudrait reporter le partage des terres conquises sur les Sénonois.

(282) Les Gaulois Boïens, craignant pour eux le même sort, levèrent une armée formidable, intéressèrent les Tyrrhéniens dans leur

cause, et leur firent partager leur défaite auprès du lac Oadmon (Bassano). L'année suivante, ils tentèrent encore la fortune, éprouvèrent un même sort, et furent contraints de traiter avec leurs vainqueurs conduits alors par Publ. Cornelius Dolabella Maximus. (281 = 271)

C'est ainsi que les Romains triomphaient successivement des diverses peuplades gauloises qui, par leur isolement, facilitaient leur défaite, et qui commettaient la même faute que les autres voisins de cette république, devenue aussi politique qu'ambitieuse.

La paix avec les Romains dura près d'un demi-siècle; mais les Gaulois, incapables de se reposer, allèrent désoler l'Illyrie, la Grèce, la Thrace et l'Asie.

(324) Déjà Alexandre était disparu du globe qu'il voulait conquérir; ses regards n'étaient point tombés sur l'Italie, et il ne paraît pas que son nom eût frappé l'oreille du peuple romain. Les Gaulois, qu'il avait reçus comme ambassadeurs, aux bouches du Danube, lui avaient donné une haute idée de leur nation qui, disaient-ils, ne craignait rien au monde que la chûte du ciel.

Quarante ans après, Pyrrhus, maître du petit

royaume d'Épire, répondant à l'appel des Tarentins injustement attaqués, avait traversé la mer Ionienne, et lutté contre les Romains en ennemi habile, généreux et redoutable. Ceux-ci virent bientôt, avec un secret plaisir, ce prince porter ses armes contre les Carthaginois, jusqu'alors leurs alliés, et auxquels, sous un prétexte spécieux, ils déclarèrent enfin la guerre, peu d'années après la mort de Pyrrhus. (280)

Les Gaulois étaient restés tranquilles spectateurs de la guerre contre ce prince, et de la première guerre punique que les Romains terminèrent à leur avantage, après des échecs multipliés, et durant laquelle les Gaulois auraient pu faire une si puissante diversion. Ce fut contre Rome triomphante, et près de fermer, pour la première fois depuis Numa, le temple de Janus, que les Gaulois cherchèrent à renouveler les hostilités. Mais la république commençait à manier avec dextérité les fils les plus déliés de la politique. La plus affreuse discorde s'empara des Boïens et des Gaulois transalpins qui, déjà rendus près d'Arezzo, se révoltèrent contre Atès et Galatus, leurs chefs, les immolèrent de leurs propres mains, et se massacrèrent les uns les autres en bataille rangée. (237)

(233) Le sénat voulut saisir l'occasion qu'il avait fait naître, de flatter le peuple et d'anéantir les Gaulois. Il fit passer une loi agraire déjà proposée par Caïus Flaminius, pour le partage égal de toutes les terres du Picenum, enlevées aux Gaulois Senonois. Cette mesure, l'une des premières causes de la corruption des mœurs romaines, souleva de nouveau tous les Gaulois.

Pendant que les décemvirs ont la barbarie de faire enterrer vifs un Gaulois et une Gauloise, un Grec et une Grecque pour accomplir ironiquement un oracle des livres Sibyllins, qui portait que les Grecs et les Gaulois prendraient possession de Rome, les Boïens et les Insubriens ne se contentent pas de s'unir aux Senonois, ils envoient encore presser ceux des grandes Gaules, et les Gésates qui habitaient entre le Rhône et les Alpes, de venir fortifier de leurs armes une cause qu'enfin, mais trop tard, ils reconnaissent commune. Les présens, les promesses, les exhortations, tout est mis en usage pour les animer; la puissance colossale des Romains, leurs richesses immenses, leurs défaites multipliées par les anciens Gaulois, rien n'est oublié. « Souvenez-vous, leur « disent-ils, que nos ancêtres communs prirent « d'emblée la ville de Rome; qu'ils en sont res-

« tés les maîtres pendant sept mois, et qu'après « avoir *cédé* et rendu la ville, non seulement « *sans y être forcés*, mais même avec reconnais- « sance de la part des Romains, ils sont retour- « nés sains et saufs, et chargés de butin, dans « leur patrie. » (227=228)

Une telle harangue produisit son effet, et jamais, dit Polybe, on ne vit sortir de ces provinces une armée plus nombreuse, et composée de soldats plus ardens et plus belliqueux.

Outre les troupes qu'ils avaient été contraints de laisser pour la garde de leurs frontières, ils s'avançaient avec cinquante mille hommes de pied, vingt mille chevaux, et un nombre égal de chariots.

Tous, ils jurèrent de ne quitter leurs baudriers qu'après la prise du Capitole; et d'avance ils vouèrent les armes et les dépouilles des ennemis à leur dieu Mars, qu'ils adoraient alors sous la figure d'une épée nue.

(226) Cependant tout tremble à Rome, et le peuple est dans la consternation. On lève des troupes, on emprunte des vivres et des munitions à la Sicile; l'armée s'avance jusque sur les frontières, avant même que les Gaulois sortent de leur pays. Le détail des préparatifs des Romains, dans cette circonstance, montre

combien les Gaulois étaient redoutés, combien Rome était puissante, et combien fut grande la faute des Carthaginois, de s'être, à cette époque, laissés enchaîner par la politique des Romains.

(225) L. Æmilius Papus, premier consul, marcha d'abord vers Ariminum (Rimini) pour fermer aux Gaulois ce passage entre les Apennins et la mer Adriatique. L'un des préteurs fut envoyé dans la Tyrrhénie, probablement vers Aretium (Arezzo), entre les Apennins et les monts de Sena-Julia (dans le Siennois). Caïus Attilius Regulus, second consul, était passé en Sardaigne.

Ce qui restait de citoyens dans Rome était plongé dans l'abattement, et croyait toucher au moment de sa perte. L'extrémité où les Gaulois les avaient souvent réduits se retraçait à leur souvenir. Rome assemble tout ce qu'elle a de troupes, et fait de nouvelles levées. Elle mande à ses alliés de se tenir prêts à marcher; elle fait venir de ses provinces les *registres de conscription* où étaient marqués les jeunes gens en âge de porter les armes, afin de connaître toutes ses forces. Elle accumule un tel amas de munitions et de vivres, qu'il ne s'en est jamais fait un pareil.

Il lui arriva des secours de toute espèce et de tous côtés; car ce n'était plus pour la défense de Rome et de son pouvoir que les peuples de l'Italie croyaient s'armer, c'était pour eux-mêmes, pour leur patrie, pour leurs propriétés; tant était grande la terreur que l'irruption des Gaulois avait répandue.

« Mais, afin (dit Polybe) de faire comprendre quelle était la république qu'Annibal osa « attaquer quelque temps après..... il est « à propos de faire voir l'appareil qu'ils firent « pour cette guerre, et combien en ce temps-là « ils avaient déjà de forces. Il partit avec les « consuls quatre légions romaines, et il y avait « dans chacune cinq mille deux cents hommes « de pied, et trois cents chevaux. L'un et l'autre consul avait avec lui les secours des alliés, « qui faisaient ensemble trente mille hommes « d'infanterie, et deux mille de cavalerie. Il « était venu, outre cela, plus de cinquante « mille hommes de pied, et environ quatre « mille chevaux des Sabins et des Toscans, « que l'on mit sur les frontières de la Toscane, sous la conduite du préteur, pour « les opposer aux ennemis. Il vint aussi, du « pays des Ombriens et des Sarcinates qui « habitent les Apennins, jusqu'au nombre de

« vingt mille hommes. Les Vénitiens et les « Cenomans en envoyèrent tout autant, que « l'on ordonna sur les extrémités de la Gaule « pour se jeter dans le pays des Boïens, et con- « traindre ceux qui étaient déjà sortis de se re- « tirer, et de se détacher des autres. Ainsi l'on « avait disposé les troupes en divers endroits « sur les frontières. Mais il y avait dans Rome, « comme un secours toujours prêt en toutes sor- « tes d'occasions, une armée de citoyens com- « posée de trente mille hommes de pied, et de « quinze cents chevaux, et, outre cela, trente « mille hommes de pied, et deux mille che- « vaux des alliés. L'on trouva, dans le rôle « des soldats qui fut apporté au sénat, quatre- « vingt mille hommes de pied des Latins, et « cinq mille chevaux, et soixante-dix mille de « pied des Samnites, avec sept mille chevaux. « Les Japyges et les Massapyges, qui s'étaient « joints avec eux, envoyèrent à cette guerre cin- « quante mille hommes d'infanterie, et seize « mille de cavalerie; les Lucains trente mille « hommes de pied, et trois mille chevaux; les « Marses, les Martneins, les Ferentins et les « Vestins, vingt mille hommes de pied et qua- « tre mille chevaux. Il y avait, outre cela, deux « légions en Sicile et à Tarente, qui étaient

« chacune de quatre mille deux cents hommes « de pied, et de deux cents chevaux. La mul- « titude de Rome et de la Campanie s'était « fait enrôler au nombre de deux cent cin- « quante mille hommes de pied, et de vingt- « trois mille chevaux. Ainsi les troupes qui dé- « pendaient du sénat, et qui étaient destinées « pour la garde de la ville, consistaient en cent « cinquante mille hommes de pied, et en six « mille chevaux, ou environ. Mais générale- « ment toutes les troupes étaient de sept cent « mille hommes d'infanterie, et de soixante- « dix mille de cavalerie. »

Il paraît que le préteur laissa les Gaulois pénétrer dans la Tyrrhénie, sans doute pour les enfermer, car ils avaient déjà ravagé ce pays jusqu'à Clusium (Chiusi),[1] lorsque apprenant qu'une armée romaine les suivait de près, et allait les atteindre, ils retournèrent sur leurs pas pour en venir aux mains avec elle. Les deux armées campèrent l'une auprès de l'autre; mais, pendant la nuit, les Gaulois ayant

[1] Polybe, en indiquant la ville de Clusium, à trois journées de Rome, n'a-t-il pas confondu avec Clusium-Novum dans les Apennins, à quinze lieues seulement de Fæsulæ? La grande Clusium est à vingt-cinq lieues de ce dernier endroit.

allumé des feux, et ayant ordonné à leur cavalerie de suivre la route qu'ils allaient prendre, dès qu'elle serait apperçue le matin par les Romains, ils se retirèrent sans bruit vers l'antique Fæsulæ (Fiezoli), pour y attendre leur cavalerie, et fondre à l'improviste sur les Romains. Ceux-ci, croyant que la crainte a déjà commencé la déroute des Gaulois, se mettent à leur poursuite. Le combat s'engage bientôt avec vigueur; et les Gaulois, plus braves, dit Polybe, et en plus grand nombre, tuent six mille hommes aux Romains, et forcent le reste d'aller se retrancher dans un poste avantageux. Les Gaulois, au lieu d'attaquer ce poste sur-le-champ, se contentèrent de le cerner; et ce retard imprudent leur devint funeste. L. Æmilius, sur le bruit de l'approche des Gaulois, s'était mis en marche; il se trouva, cette nuit même, campé près des ennemis. Les fuyards, ayant apperçu les feux de son camp, le firent prévenir de leur situation, et aussitôt il donna des ordres pour l'attaque. Les Gaulois qui, à la vue des mêmes feux, avaient reconnu l'arrivée des renforts survenus aux Romains, ne voulurent point confier aux hasards d'un nouveau combat le butin immense qu'ils avaient recueilli. Sur le conseil d'Anéroeste, l'un de

leurs rois, ils résolurent d'aller se décharger de leur butin dans leur patrie, pour reprendre ensuite les armes contre les Romains, qui se contentèrent de les suivre le long de la mer Tyrrhénienne, sans hasarder une bataille rangée.

Mais dans ce temps-là même, par un bonheur singulier, et indépendant de toute combinaison militaire, le consul Attilius était débarqué à Pise, et reconduisait ses légions à Rome, le long du même rivage. Il fut informé de l'approche des deux armées par quelques fourrageurs gaulois tombés au pouvoir de son avant-garde, près du promontoire de Télamon. Il fait aussitôt ranger son armée en bataille sur le front le plus étendu que les lieux peuvent permettre; et il occupe avec sa cavalerie une hauteur importante sur le flanc, ou plutôt vis-à-vis l'une des ailes de l'ennemi. Ce fut le combat qui se donna sur cette hauteur entre la cavalerie de chacune des deux armées, qui apprit à Æmilius qu'il venait de lui survenir un puissant renfort. Aussitôt il se prépare à seconder son collègue, et à attaquer de son côté.

Les Gaulois avaient pris de sages dispositions pour résister à deux armées à la fois, et pour interdire aux lâches tout moyen de recourir à

la fuite. Pendant que leur cavalerie disputait la hauteur, leur infanterie, rangée dos à dos, faisait front par devant et par derrière : leurs chariots à essieu bruyant bordaient les ailes, et le butin était gardé par un détachement, sur l'une des montagnes voisines.

On vit les Gésates, par valeur ou par bravade, se dépouiller de leurs braïes, et même de leurs saïes légères, et ne garder que leurs armes, de peur que les buissons dont ces lieux étaient couverts ne les empêchassent d'agir.

Malgré la mort d'Attilius, qui fut tué dès le premier choc, la cavalerie romaine fit si bien son devoir, qu'elle resta en possession de la hauteur que la cavalerie gauloise avait attaquée avec tant d'acharnement.

Ce fut alors que commença le combat étonnant entre trois armées à la fois. Si l'attitude des Romains était imposante, le nouvel ordre adopté par les Gaulois, la nudité des hommes de leurs premiers rangs, leurs cris confus, mêlés aux sons aigus de leurs trompettes, et que multipliait l'écho des montagnes voisines, tout inspirait aux Romains une épouvante contre laquelle l'espérance seule d'un immense butin pouvait les soutenir; car des historiens ont insinué que les soldats romains, dans ce

moment terrible, ne connaissaient plus cette intrépidité qu'enfante le desir de la gloire, et ce dévouement héroïque qu'inspire l'amour de la patrie.

Cependant, dès la première attaque, l'orgueil des Gésates fut puni par une grêle de traits dont les accablèrent les Vélites, et qui semèrent parmi eux la rage et le désordre.

Mais les Insubriens, les Taurisques et les Boïens se battirent avec un tel courage, un tel mépris de la mort, un tel acharnement, que la victoire se serait décidée pour eux, si leurs épées tranchantes, mais sans pointe, n'avaient pas été inférieures à celles des Romains, courtes, tranchantes, pointues et d'une trempe excellente. La cavalerie romaine, descendant de la hauteur, et prenant les Gaulois en flanc, vint terminer ce terrible combat. Ceux-ci furent taillés en pièces, et ils laissèrent quarante mille morts sur le champ de bataille; dix mille d'entre eux restèrent prisonniers, avec l'un de leurs rois, et Anéroeste se tua de sa propre main.

Æmilius, après cette victoire signalée, ravagea le pays des Boïens, laissa ses soldats se gorger de butin, et les reconduisit à Rome, qui lui accorda les honneurs du triomphe.

Ainsi échoua cette formidable irruption des

Gaulois qui menaçait Rome et toute l'Italie d'une ruine entière, et dont le mauvais succès, quoi qu'en aient écrit les auteurs romains, ne fut l'ouvrage ni de la prudence, ni du génie de leurs généraux, mais de la réunion d'heureuses circonstances qui concouraient comme à l'envi à l'agrandissement de la république.

Cependant cette terrible défaite, où les vaincus avaient acquis plus de gloire que leurs vainqueurs, ne terminait point la guerre. Rome chargea deux de ses plus grands généraux (T. Manlius Torquatus, et Q. Fulvius Flaccus) de la finir; mais la marche de leur armée fut retardée par des pluies abondantes, et par une maladie contagieuse. (224)

(223) La première expédition de leurs successeurs se borna au passage du Pô que les Romains franchissaient pour la première fois; et cet honneur est attribué par quelques historiens aux mêmes consuls Manlius et Flaccus. Quoi qu'il en soit, les Romains, après ce passage, furent tellement effrayés de la bonne contenance et du courage des Insubriens, qu'ils s'empressèrent de traiter avec eux, et de se retirer chez les Cénomanes, leurs fidèles alliés, avec lesquels ils revinrent bientôt, malgré la foi promise, retomber sur les plaines des

Insubriens, piller et incendier leurs villages. Les chefs de ce peuple belliqueux, voyant les Romains dans l'inébranlable résolution de les exterminer, prirent le parti de tenter encore la fortune, de rassembler toutes leurs forces, et de marcher à l'ennemi avec un appareil formidable. Les consuls, se méfiant des Cénomanes, dans une circonstance où il s'agissait de combattre d'autres Gaulois, leur firent repasser l'Adda, plièrent leur pont, et rangèrent l'armée romaine en bataille vers le coude formé par la rivière, au bord de laquelle ils appuyèrent ses deux ailes, seul moyen qu'ils crurent propre à réparer l'insuffisance du nombre. En s'adossant ainsi à l'Adda, le consul Flaminius privait ses cohortes de l'avantage qu'elles trouvaient habituellement à pouvoir se replier dans les intervalles, et se reformer derrière les premières lignes. Mais cette imprudence que lui reproche Polybe, et que Folard veut au contraire regarder comme un trait de génie, fut réparée par l'intelligence et l'habileté que déployèrent les tribuns légionnaires dans cette bataille, livrée malgré de sinistres présages et les ordres formels du sénat. Les Gaulois dûrent leur défaite à l'inégalité de leurs armes, et à leur usage de combattre presque nus,

contre des ennemis couverts d'une cuirasse, d'un casque et d'un bouclier, armés de javelots et de bonnes épées, et soutenus par des machines de guerre formidables.

Nous avons dit que le sénat avait envoyé la défense d'en venir aux mains avec les Gaulois, et qu'il s'était autorisé de la déclaration des augures pour engager les consuls à abdiquer, et à attendre une nouvelle élection. D'après les dispositions hasardées de Flaminius, on reconnaît que le sénat était fondé à concevoir quelques craintes sur le succès d'une bataille; et c'est ici un nouvel exemple de cette politique profonde qui savait faire intervenir le ciel, par l'organe des prêtres toujours aux ordres d'un sage gouvernement qui ne confiait leur important ministère qu'aux plus illustres de ses membres.

(222) L'événement justifia cependant la désobéissance du trop heureux Flaminius; et Rome qui, la première, avait rompu le pacte d'alliance qu'elle avait signé avec les Gaulois, était peu disposée, après cette victoire, à leur accorder la paix qu'ils envoyèrent demander. Sur le refus du sénat, les Gaulois rebutés tentèrent un dernier effort, et prirent encore des Gésates à leur solde. Les consuls allèrent assiéger la ville d'Acerres, sur les bords de l'Adda; les Gaulois, de leur côté passèrent le Pô, et firent le siége de Clastidium. Aussitôt Marcus Claudius Marcellus, l'un des plus grands hommes que Rome ait produits, et qui avait le plus contribué à faire rejeter la paix, laissant son collègue Cn. Corn. Scipio Calvinus sous les murs d'Acerres, se met à la tête des deux tiers de la cavalerie, et d'un corps d'infanterie armée à la légère. Il traverse le fleuve à Plaisance, et il vole au secours des Liguriens assiégés. Au bruit de l'approche des Romains, les Gaulois laissèrent Clastidium, vinrent au-devant des ennemis, et se rangèrent en bataille, ayant leur gauche appuyée à la rive droite du Pô. Le combat s'engagea, les Gaulois soutinrent avec leur courage ordinaire le premier choc de la cavalerie romaine; mais cette cavalerie, ayant enfoncé l'aile droite de l'armée gauloise, se jeta sur le corps de bataille qu'elle prit en queue et en flanc, et alors les Gaulois furent culbutés dans la rivière, ou passés au fil de l'épée. Ce succès décida de la prise d'Acerres, que les Gaulois abandonnèrent en se retirant à Milan, capitale des Insubriens, où ils furent poursuivis par Scipio Calvinus.

Ce consul avait entrepris le siége de cette

place, lorsque ceux des Gaulois qui avaient échappé à Marcellus, s'étant approchés de la même ville, tinrent Cornelius Scipio assiégé lui-même dans son camp. Ils parvinrent même à le forcer d'accepter le combat, et le Romain fut vaincu par les débris d'une armée. Mais l'arrivée de Marcellus changea bientôt la face des affaires, en jetant l'alarme parmi les Gésates stipendiés. Ceux-ci, abandonnant leurs compatriotes, les livrèrent lâchement au pouvoir de l'ennemi, et hâtèrent la reddition de Milan, de Côme, et de tous les postes le long du lac nommé alors Larius Lacus.

L'issue de cette dernière guerre fut entièrement funeste pour les Gaulois. Ils se virent dépouillés de tout leur territoire, depuis les Alpes jusqu'à la mer Ionienne; et ces peuples courageux furent contraints de recevoir des colonies romaines à Plaisance et à Crémone, sur les deux rives du Pô, et ensuite dans beaucoup d'autres villes de cette belle contrée.

Marcellus, qui avait tué de sa main Viridomate, l'un des chefs gaulois, fut honoré d'un triomphe extraordinaire. Les Romains envoyèrent, en témoignage de leur reconnaissance, une magnifique coupe d'or à ce même temple de Delphes que les Gaulois avaient pillé

cinquante-six ans avant, après avoir ravagé successivement, sous la conduite de Cambaule, de Cerethrius, de Brennus, d'Acichorius, de Belgius et d'un troisième Brennus, la Pæonie, l'Illyrie, la Macédoine, la Thrace, et les côtes d'une grande partie de l'Asie Mineure. Un siècle après, le consul Cn. Manlius Vulso, haranguant son armée, la première que les Romains envoyèrent en Asie, et qui, sous L. Cornel. Scipio, triompha d'Antiochus, convenait que les Gaulois faisaient la guerre avec courage, qu'ils l'avaient portée dans presque tout l'univers, et qu'ils s'étaient acquis dans les armes une gloire éclatante et méritée. « Ce sont les Gaulois, « écrit encore Diodore de Sicile, qui ont pris « Rome, qui ont pillé le temple de Delphes, et « qui ont imposé des tributs à une grande partie « de l'Europe et de l'Asie..... »

Rome, après cinq siècles et demi de combats, de revers et de triomphes, dominait donc sur toute l'Italie; et déjà sa dévorante ambition jetait autour d'elle des regards affamés. L'Illyrie et les grandes Gaules, l'Espagne et la Sicile, les côtes d'Afrique et la Grèce, également convoitées, allaient être successivement attaquées. Mais un grand homme, élevé dans les camps, nourri dans la haine du nom romain, venait,

à l'âge de vingt-six ans, d'être mis à la tête des armées carthaginoises. Annibal allait balancer la fortune de la république romaine, et faire trembler jusque dans ses fondemens l'édifice colossal de sa grandeur.

La discipline toujours sévère des légions, la politique astucieuse du sénat, avaient triomphé de la valeur aveugle et de tous les efforts mal combinés des Gaulois Cisalpins. Leurs dissentions intestines, leur inhabileté à saisir les occasions favorables, les préjugés qui arrêtaient leurs progrès dans le métier de la guerre devenu un art véritable chez les Grecs et chez les Romains, les vexations sanglantes qu'ils exerçaient sur tous les peuples dont ils se déclaraient les ennemis ou les alliés, tout avait contribué à leur expulsion du nord de l'Italie, et allait bientôt les faire succomber de même dans la Thrace et dans la Gallo-Grèce.

Une seconde déclaration de guerre entre les Romains et les Carthaginois ayant été fièrement proclamée par l'ambassadeur P. Valerius Flaccus, Annibal se disposa à pénétrer en Italie.

(220) Pendant le siége mémorable et la résistance héroïque de Sagunte, cet habile général avait cherché, par ses émissaires, à sonder les dispositions des habitans des grandes Gaules,

et à ranimer la haine que les Gaulois de la Cisalpine devaient aux Romains. Ses succès, à cet égard, avaient été rapides. A peine avait-il franchi les Pyrénées, que les Boïens, sans attendre qu'il eût aussi traversé les Alpes, se révoltèrent ouvertement, attaquèrent les nouvelles colonies de Crémone, de Plaisance, de Modène (Mutina), et taillèrent en pièces les secours amenés par le préteur Manlius. (218)

L'un des chefs de ces mêmes Gaulois alla même presser l'arrivée d'Annibal. Celui-ci, par la rapidité de sa marche, ayant trompé P. Cornelius Scipio, et ayant surmonté par sa constance et sa valeur les difficultés qu'il eut à vaincre sur les deux rives du Rhône, et dans le passage des Alpes,[1] commença ses opérations en Italie par le siége et la prise de Turin (Tarrasia), où les Gaulois le secondèrent puissamment.

D'autres Gaulois, alliés ou stipendiés de Rome, combattirent contre Annibal, avec assez d'ordre et beaucoup de bravoure, dans la célèbre affaire du Tésin (Ticinum) où Scipion fut défait. Mais, gagnés par les sollicitations de leurs compatriotes, et par les émissaires de

[1] *Voyez* la note à la fin du volume, (lettre *α*.)

l'habile Carthaginois, ils abandonnèrent bientôt le camp romain, et ils se rangèrent du côté d'Annibal qui, pendant cette guerre, tira le plus grand parti de la cavalerie gauloise, aux dépens de laquelle il eut l'adresse de ménager, dans toutes les affaires, le sang de ses Africains.

(214) Les Romains, battus sur les bords de la Trébia, et ensuite près du lac de Trasimène, où les Gaulois exercèrent si bien toute leur vengeance, furent sur le point de s'abandonner au désespoir; et c'en était fait de cette république, si elle n'eût possédé le sage Fabius Maximus, surnommé depuis *Cunctator*, dont elle ne sut cependant pas dès-lors apprécier le génie et la modération.

(216) La bataille mémorable de Cannes, si funeste aux Romains, fut une nouvelle occasion pour la cavalerie gauloise de signaler et son intrépidité et son acharnement. Les Boïens, à la même époque, se mesuraient contre d'autres légions romaines dans la forêt de Litona, au pied des Apennins, et le consul Posthumius, avant d'expirer, voyait les Gaulois entièrement victorieux.

(201) Mais Rome devait triompher de sa formidable rivale; et le génie d'Annibal, contrarié par ses concitoyens, était dominé par le

génie plus puissant de Scipion l'Africain. Une paix honteuse, terminant la seconde guerre punique, prépara l'entier anéantissement des Carthaginois. C'était dans le cours de cette guerre que les méditations d'Archimède avaient retenu, pendant trois ans, sous les murs de Syracuse, l'armée romaine commandée par le grand Marcellus. Le consul enfin fut vainqueur, et le géomètre immolé par un féroce légionnaire ne survécut point à la liberté de sa patrie. Les difficultés que les Romains éprouvèrent pour se rendre maîtres de cette place ne furent point perdues pour l'expérience, et ce peuple guerrier puisa dans ce long siége, des connaissances qui lui facilitèrent de nouveaux triomphes.

Cependant les Gaulois Boïens, fidèles à leur alliance avec Carthage, et sur-tout à leur aversion contre les Romains, venaient encore de vaincre ceux-ci, et de tailler en pièces sept mille hommes de leurs meilleures troupes.

Une guerre nouvelle que Rome déclara à Philippe V, roi de Macédoine, sous prétexte de protéger les Grecs et le roi d'Égypte Ptolomée Epiphanes, ranima l'audace des Gaulois; elle ne tarda point à se manifester. Se jetant sur les colonies romaines, et saccageant une seconde

fois Plaisance et les campagnes voisines, ils s'avancèrent jusqu'à Crémone, d'où ils furent repoussés par le préteur L. Furius Purpureo. (200)

(199) L'année suivante, ils profitèrent, pour continuer leurs ravages, de l'insouciance des consuls qui ne quittèrent point les murs de Rome; ils surprirent, enveloppèrent et détruisirent presque entièrement l'armée que conduisait contre eux le préteur Cn. Bebius Tamphilus, victime d'une aveugle sécurité.

(197) Mais le consul C. Cornelius Cethegus ayant ensuite remporté sur eux une grande victoire, la reconnaissance des Romains envers les dieux se mesura sur la terreur du nom gaulois; et, pendant quatre jours consécutifs, tous les temples de Rome retentirent d'actions de grace, tous les autels furent couverts d'holocaustes. Il fallut néanmoins une autre campagne pour réduire les Gaulois, dont le pays fut encore abandonné au pillage, et qui, deux ans après, ayant formé de nouvelles entreprises, ne purent résister à Tiberius Sempronius Longus, alors second consul. Chaque année, ces intrépides ennemis du nom romain semblaient sortir tout armés de la terre arrosée par le sang de leurs compatriotes. (196=194=193)

La victoire de Sempronius fut suivie d'un nouveau succès chèrement vendu au consul Corn. Merula. Enfin, les Gaulois luttèrent encore pendant deux autres campagnes contre la république romaine parvenue au plus haut degré de puissance; et leur défaite, à la fin de l'an 191, valut à P. C. Scipion Nasica les honneurs d'un triomphe extraordinaire.

De semblables succès couronnèrent les armes des Romains dans la Thrace et dans la Galatie, où les Gaulois, sur un léger prétexte, furent attaqués par eux, vaincus, pillés et soumis. Rome alors imposait des fers à la Grèce dégénérée. Mais, tandis qu'elle affectait de cacher ces chaînes sous les emblêmes de la liberté, elle renouvelait dans ses propres murs, à l'égard des immortels Scipions, l'exemple trop souvent donné par les peuples, de la persécution et de l'ingratitude.

(183) Une même année vit mourir au sein de l'infortune et loin de leurs dieux pénates, trois grands hommes qui avaient rendu les services les plus signalés, et qui servent encore de modèles aux plus grands capitaines. Le poison termina la vie d'Annibal et de Philopœmen; le chagrin abrégea les jours de Scipion l'Africain.

(181) Cependant les Gaulois Insubriens,

révoltés de l'avidité des questeurs romains, et du despotisme de quelques préteurs, prirent les armes. Le proconsul Æmilius Lepidus les punit de leur généreuse impatience. Au même moment, les Liguriens soutenaient, de leur côté, une lutte qui eût été moins inégale, si tous les Gaulois avaient su réunir et combiner leurs efforts. Ce fut dans cette guerre, et à l'occasion de l'abus infâme que le consul M. Popilius Lænas avait fait de la victoire, que l'on vit paraître le beau décret du sénat, finissant par ces expressions remarquables : « La victoire est « glorieuse quand elle se borne à dompter un « ennemi; elle devient odieuse quand elle oppri- « me des malheureux. » (173)

Combien de fois cette maxime a-t-elle été oubliée par ceux même qui l'avaient si solennellement proclamée !

Au milieu de tous ses triomphes, Rome, en laissant pénétrer dans ses murs l'or et les dépouilles des pays conquis, avait introduit ce luxe corrupteur, qui devait, avant l'espace d'un siècle, détruire sa liberté, assurer sa honte, entraîner sa décadence, et venger tant de peuples asservis.

(169) Le premier effet de la corruption fut la nécessité de porter des lois pour le recrutement

des armées, avec lesquelles néanmoins Paul Emile anéantit le royaume de Macédoine. Au retour de son expédition, il réunit aux richesses déjà accumulées dans Rome, des trésors si immenses, que jusqu'au temps d'Auguste, c'est-à-dire, pendant l'espace de plus de cent ans, le peuple ne paya plus aucune contribution. Pour prévenir les troubles dans la cité, et pour satisfaire la cupidité désormais insatiable des grands, il fallut fatiguer ce même peuple par des guerres sans cesse renaissantes, après lesquelles les généraux partageaient entre eux et leurs amis les dépouilles des vaincus; et, pendant qu'un esclave se vendait quatre drachmes, pendant que de simples citoyens avaient des esclaves par milliers, le fils du puissant roi Persée craignait assez la mort pour traîner son existence dans l'obscur emploi de greffier de la petite municipalité d'Albe.

(166) Malgré leur puissance déjà colossale, les Romains étaient toujours forcés d'entretenir une armée pour contenir la Gaule Cisalpine. Le fils du grand Marcellus et Caius Sulpicius, surnommé Gallus, avaient encore combattu ces indomptables Gaulois, lorsqu'une nouvelle guerre punique, entreprise injustement sur les instances de M. P. Cato, semblait devoir laisser

à ces peuples le temps de respirer, et même l'espoir de secouer un joug qui, de jour en jour, devenait plus odieux. Mais les embarras et les difficultés ajoutaient aux prétentions et à l'audace de cette étonnante république ; ce fut alors que le consul Q. Opimius Nepos, faisant pour la première fois traverser les Alpes aux aigles romaines, pénétrant dans les grandes Gaules, sous le prétexte de venger Marseille, réduisit sous la domination des Romains et le territoire d'Antibes *(Antipolis)*, que les Marseillais revendiquaient sur les Liguriens ; et la ville de Salina dont on cherche les ruines aux environs de Grasse. Ainsi, la division entre les Gaulois était un instrument que Rome maniait toujours avec habileté.

Cependant Carthage, la superbe Carthage, trahie par ses généraux, victime de ses dissentions intestines, de sa confiance en la valeur de stipendiaires étrangers, et sur-tout de la mauvaise foi des Romains, succombe. Un vaste incendie, allumé à la fois dans tous les quartiers de la ville, dévore les édifices somptueux de cette puissante capitale, et une urne remplie de ses cendres est portée dans le Capitole, comme pour devenir, un jour, le témoin des malheurs et de la ruine de sa rivale orgueilleuse. (146)

(143) Victorieuse de Carthage, de Corinthe, et de la célèbre ligue des Achéens, Rome sema de nouveau la discorde au milieu des Gaulois de la Cisalpine. Ceux-ci, toujours prêts à s'armer contre leurs oppresseurs, tuèrent d'abord cinq mille Romains en bataille rangée; mais ils furent défaits, un mois après, par les troupes d'une république qui ne dédaignait jamais de joindre à la force des armes les ressources de la trahison, et qui dévoila, bientôt après, son odieuse politique, par l'assassinat du brave Viriathe en Espagne, et par la rupture du traité que les Numantins, vainqueurs, avaient dicté au consul Hostilius Mancinus. (136)

Les Gaulois, toujours aveugles sur leurs véritables intérêts, ne profitèrent ni des troubles intérieurs de Rome, occasionnés et prolongés par la véhémence des Gracchus, ni de la guerre violente excitée en Sicile par les esclaves, ni de celle que l'Asie vit renaître pour la succession du roi de Pergame, ni enfin de la révolte de plusieurs villes d'Italie. Ils semblaient n'attendre pour combattre, que les momens où Rome pouvait déployer contre eux des moyens formidables.

(124) Aussi se trouvèrent-ils accablés par les légions triomphantes, près de Marseille, où

Caius Sextus Calvinus, les ayant réduits en esclavage et vendus, établit une colonie romaine en fondant la ville d'Aix (*Aquæ-Sextiæ*), et en procurant ainsi aux Romains l'établissement fixe qu'ils convoitaient dans les grandes Gaules.

(121) Ce ne fut que pendant la guerre civile où la liberté du peuple Romain périt avec le dernier des Gracchus, que les Gaulois Allobroges, ayant attaqué l'armée romaine, se virent abandonnés par leurs voisins gagnés par Domitius Ahenobarbus, et qu'ils échouèrent dans leur glorieuse entreprise. Les consuls et le sénat continuèrent de s'avilir par des trahisons, et de fouler aux pieds la justice et le droit des gens.

(118) Le consul Q. Marcius venait de fonder la ville de Narbo-Marcius, si célèbre depuis sous le nom de Narbonne; il avait vu les généreux Gaulois se précipiter dans les flammes, avec leurs femmes et leurs enfans, pour ne point survivre à la perte de leur liberté, lorsque, peu d'années après, le cruel Jugurtha, éclairé par sa propre expérience, jetant ses regards sur cette Rome insatiable, s'écriait: « O ville mercenaire! tu te vendrais toi-même, « si tu pouvais trouver un marchand assez ri- « che pour t'acheter. » (110)

(107 = 106) La fortune se déclarait cependant toujours pour cette république corrompue. Vainement les Helvétiens (Taurini) avaient défait et tué le consul L. Cassius Longinus, vainement ils avaient fait passer sous le joug Popilius et son armée; l'avare Q. Servilius Cepio abandonnait au pillage les maisons et les temples de Toulouse dont les habitans lui avaient ouvert les portes. Vainement les Gaulois, secondés par les Cimbres, remportèrent des avantages signalés sur Mallius et Cepio, et massacrèrent quatre-vingt mille Romains ou alliés, les deux fils du consul et quarante mille valets ou vivandiers; Marius et Sylla se réunirent pour les combattre. Vainement enfin, les dissentions intestines et la guerre civile excitées par ces féroces rivaux, la proscription des plus illustres sénateurs, la mort de cent mille citoyens égorgés, l'anarchie la plus complète, les efforts de Sertorius et de Spartacus offrirent aux Gaulois l'occasion la plus favorable de se venger et de s'affranchir; ils ne surent point en profiter. (105 = 100)

Il était de la destinée de Rome de ne pouvoir être accablée que sous son propre poids. Nageant dans le sang de ses citoyens, elle passait successivement de la dictature perpétuelle de

Sylla à l'oppression sanglante des Triumvirs; et déjà César, d'une main, détruisait les derniers vestiges de la liberté des Romains, lorsque, de l'autre, il enchaînait à son char l'indépendance des Gaulois. Cette mémorable guerre des Gaules que nous ne devons qu'indiquer, en immortalisant le vainqueur, couvrit de gloire les généreux vaincus. Elle prouva combien les armes des Gaulois auraient pu devenir funestes à la république romaine, s'ils fussent restés unis entre eux, et s'ils eussent saisi les circonstances qui, pendant plus de cinquante ans, s'étaient multipliées en leur faveur. (59=45)

(46) César régnait enfin. Un jeune roi qui devait sa couronne à Pompée, s'acquittait par l'assassinat de ce grand homme auquel un affranchi rendait les derniers devoirs, et le stoïque Caton mourait en bravant la clémence et la fortune du dictateur. Ici nous employons son propre langage. Cependant Montesquieu a dit : « On parle beaucoup de la fortune « de César ; mais cet homme extraordinaire « avait tant de grandes qualités sans pas un « défaut, quoiqu'il eût bien des vices, qu'il « eût été bien difficile que, quelque armée qu'il « eût commandée, il n'eût été vainqueur, et « qu'en quelque république qu'il fût né, il ne

« l'eût pas gouvernée. » Au reste, César s'était appliqué à exclure des camps l'antique amour de la patrie. On en peut juger par le dépit que manifesta la dixième légion révoltée, lorsque le général, feignant de la licencier, affecta de donner aux soldats la qualification de *citoyens*.

L'orgueil national avait fait place aux préjugés soldatesques; aussi chercherait-on vainement, désormais, de ces traits immortels de grandeur et de dévouement qui illustrèrent si long-temps les légions romaines, dans une milice dégradée pour laquelle le joug de la discipline militaire devenait insupportable, et le titre de citoyen un outrage. Les Gaulois, toujours dignes de leur réputation, rendirent des services essentiels à César pendant la guerre civile; l'usage qu'il sut tirer de leur valeur prouve l'estime qu'avait inspirée à ce grand capitaine leur résistance héroïque. [1]

Mais bientôt, enivré d'éloges et de succès, dédaignant la gloire de rendre à Rome son antique liberté, préférant le périlleux avantage

[1] On voit, en Afrique, trente cavaliers gaulois mettre en fuite, et poursuivre jusqu'aux portes d'*Adrumetum*, deux mille chevaux mauritaniens. (*Hirtius, Bell. Aff. cap.* 6.)

de l'asservir, César reçut la mort sur les marches du trône que lui avaient aplanies quelques lâches adulateurs. Ils insultèrent ensuite les premiers à la mémoire de ce héros dont les tablettes étaient ornées de maximes chères aux plus ardens amis de la liberté. (44)

A la mort du dictateur, Rome qu'il avait bien jugée pendant sa vie, n'était plus en état de secouer le joug. Épuisée par de nouvelles proscriptions, elle vit, presque avec joie, le timide et farouche Octave triompher de ses fiers rivaux, et couvrir son front du laurier impérial. (29)

Néanmoins, si les Gaulois succombèrent sous le génie guerrier de César, et sous la politique cruelle et astucieuse d'Auguste, ce ne fut plus le résultat de leur ancien aveuglement. Tant de guerres soutenues, tant de traités signés et rompus avaient enfin appris à chaque peuplade de quelle importance il était pour elle de se joindre aux autres Gaulois.

Parmi eux, les Belges passaient alors pour les plus vaillans, parce qu'ils étaient les plus éloignés du luxe et du commerce de Rome, et *qu'on ne leur portait pas, comme aux autres, ce qui amollit le courage.*

Tous reconnaissaient que Rome ne combattait pas, comme eux, pour la gloire et par amour pour les armes, mais par intérêt, mais pour les asservir, pour changer leurs lois, pour substituer ses préteurs à leurs chefs particuliers, pour lever sur eux des impôts énormes, et pour armer ensuite leurs bras en faveur de sa propre cause.

Ces vérités vivement senties auraient assuré l'indépendance des Gaulois, s'ils avaient pu se dépouiller de leur jalousie, de leurs haines mutuelles, de leur inconstance, de leur goût pour les dissentions, vices funestes qui les suivaient jusque dans leurs camps, et dont César et Octave surent si habilement profiter, le premier pour les vaincre, celui-ci pour les désarmer et les corrompre.

Mais, au milieu des orages dont Rome fut agitée, on avait vu luire quelques beaux jours. Sous le règne d'Auguste, les sciences et les arts vinrent couvrir de fleurs les chaînes du peuple. La postérité admire encore ces orateurs, ces historiens, ces poètes, ces philosophes même, qui, se créant alors une patrie nouvelle, semblaient chercher dans les arts consolateurs, l'oubli de la tyrannie, l'espérance de la gloire, et les délices de l'indépendance.

Mais, dans les premiers siècles de l'ère vul-

gaire, les sciences après avoir jeté un dernier éclat, disparurent. Les hommes furent pour longtemps abandonnés aux crimes de l'ignorance.

Les Gaules virent sans doute avec indifférence le sombre Tibère succéder à Auguste, qui semblait l'avoir choisi pour se faire regretter; mais elles supportèrent impatiemment l'augmentation excessive des impôts, l'orgueil et la cruauté des magistrats envoyés par Rome, ou plutôt par ses tyrans. Deux chefs distingués, Florus et Sacrovir, essayèrent d'affranchir leur pays : ils échouèrent dans cette noble entreprise, et, toujours dignes de leur patrie, ils ne voulurent point survivre à tant d'inutiles efforts.

Le généreux Julius Vindex eut un sort semblable, après avoir cependant provoqué la mort de Néron, et bien mérité de l'humanité entière.

(69) Les cruels généraux du cruel Vitellius commirent de si grandes atrocités dans les Gaules, qu'ils réveillerent encore l'audace de cette nation valeureuse, et fournirent à l'illustre Claudius Civilis un prétexte honorable pour venger des injures particulières, et pour faire reprendre aux Gaulois leur attitude menaçante, dans le même temps que l'incendie du Capitole semblait présager l'entière décadence de l'empire

romain. Mais, après deux campagnes pleines de faits militaires et d'actions d'éclat, la jalousie divisa encore les Gaulois, et contraignit Civilis à recevoir la paix de ce Vespasien qui pratiqua sur le trône des vertus qu'avant d'y monter il avait paru méconnaître.

(70) Depuis cette époque brillante, les Gaulois n'eurent plus d'occasion d'exercer leur valeur qu'en se rangeant sous les aigles romaines que des factions opposaient les unes aux autres.

Pendant l'espace de près de deux siècles, les intrigues d'un sénat avili; les caprices d'une soldatesque effrénée devenue étrangère à l'antique discipline, avaient successivement vendu et ravi la puissance à vingt-sept empereurs, la plupart incapables de l'exercer, mais au nombre desquels cependant l'humanité et la philosophie purent compter Titus, Trajan, Antonin et Marc-Aurèle.

(79) Sous le règne trop court de Titus, avait commencé l'horrible éruption du Vésuve qui engloutit Herculanum, Pompeïa et d'autres villes, et dans laquelle périt Pline l'Ancien, le jour même où, mille six cent soixante-seize ans après, (1er novembre 1755) le désastre affreux de Lisbonne devait épouvanter l'Europe et l'Afrique.

Parmi les soixante-trois empereurs qui se succédèrent depuis Jules-César jusqu'à la division de l'empire en oriental et en occidental, quarante-sept périrent de mort violente, la plupart assassinés par leurs propres gardes.

Philippe, le premier d'entre eux qui ait professé le christianisme, était fils d'un chef de brigands, et il avait fait mourir son prédécesseur.

Decius venait de monter sur le trône dont les soldats avaient précipité Philippe, lorsque le tribun Aurélien qui devait aussi, vingt ans après, revêtir la pourpre impériale, battit les Francs qui s'étaient jetés entre l'Elbe et le Rhin. La cavalerie gauloise contribua puissamment à cette victoire. C'était la première fois que les Romains se mesuraient avec ces peuples accourus des bords de la Vistule, et auxquels ils donnèrent le nom de *Fracti*, que le vulgaire changea bientôt en celui de *Franci*. (250)

(263) Gallien, pendant les derniers mois du règne de son père qui mourut dans les fers du roi de Perse, et pendant son propre règne, eut à combattre dans les Gaules de puissans ennemis.

L'Orient était ravagé par les Perses ; la province d'Asie et la Grèce étaient dévastées par des hordes de Goths, de Scythes et de Sarmates; les Gaules étaient envahies par les

Francs, et l'Italie se voyait attaquée par les Germains. Une foule d'usurpateurs [1] dont les droits contestés ne le cédaient point à ceux des princes qui affectaient de jouir de l'autorité suprême, se faisaient proclamer empereurs dans les diverses parties de l'empire. Le plus illustre d'entre ces derniers fut le vaillant Posthume, qui sut faire régner pendant sept ans la modération et l'équité sur les Gaules, l'Espagne et l'Angleterre, et qui mourut victime de son aversion pour le pillage. (267)

Il n'est pas indifférent de recueillir, au milieu de ce désordre général, deux traits de cet empereur Gallien qui laissait ainsi tomber le diadême en lambeaux, et qui n'avait pas rougi de triompher à Rome, pour les victoires remportées par l'usurpateur de son empire d'Orient. (264)

Il écrivait à Céler, général de l'une de ses armées : « Je ne serai point content, si vous faites « mourir simplement ceux qui ont porté les ar- « mes contre moi ; il faut que vous exterminiez « dans chaque ville tous les mâles, jeunes et « vieux. N'épargnez aucun de ceux qui m'ont

[1] Trebellius-Pollio nous a transmis la vie et les noms de trente de ces tyrans que d'autres écrivains réduisent au nombre de dix-huit.

« voulu du mal, aucun de ceux qui ont mal « parlé de moi. Tuez, mettez en pièces sans mi- « séricorde : vous m'entendez, faites comme « vous savez que je ferais moi-même, moi qui « vous écris ceci de ma propre main.... »

Un brave capitaine de ses troupes écrivait à un autre général : « La république est heureuse « d'avoir, dans ce temps-ci, un général tel que « vous. On en féliciterait Gallien, si on osait « lui dire la vérité, et blâmer ou louer quel- « qu'un comme il le mérite. Je sais le détail « de vos combats et de vos victoires; il fut un « temps où vous auriez été honoré du triom- « phe ; mais à présent je vous conseillerais de « vaincre avec plus de précaution, et de ne pas « oublier qu'il y a quelqu'un à qui vos victoires « pourraient donner de l'ombrage.... »

Le tyran que ces deux lettres font si bien connaître, fut assassiné dans son camp par ses capitaines, et déifié, après sa mort, par l'assemblée d'esclaves qui se disait encore le sénat romain. (268)

(273) L'empire des Gaules, projeté deux siècles auparavant par Civilis, et fondé par Posthume, fut renversé au bout de quatorze ans, moins encore par le courage et les talens de l'empereur Aurélien, que par la trahison

de ce vil Tetricus, incendiaire et bourreau de tant de cités gauloises, qu'Aurélien récompensa dignement, en l'attachant à son char de triomphe. Les Gaulois, vainqueurs des pays entre la mer et le mont Taurus, nommés *Gallo-Grèce* depuis leur séjour, étaient repoussés par Antiochus.

Le vertueux Probus, aussi grand homme de guerre que sage administrateur, venge les Gaules de l'invasion des Francs et des rois révoltés. Multipliant dans ces belles contrées la culture des vignes, il voulait encore tenir ses soldats occupés, diminuer progressivement le nombre des gens de guerre, affaiblir leur influence, affranchir le trône et l'état de leurs caprices tyranniques. Ce prince fut le dernier et peut-être le seul véritable bienfaiteur des Gaules, qui ne connurent de quel prix il était pour elles qu'après sa mort violente. On grava sur sa tombe ces mots : « Ici repose « PROBUS, dont la vie et les mœurs répondirent « à son nom. » Cette épitaphe, remarquable par sa simplicité, ne permet point de croire aux cruautés inutiles et impolitiques que quelques écrivains ont osé reprocher à la mémoire de ce vertueux empereur.

Dioclétien, que les moines ont calomnié,

et le féroce Constantin, qu'ils ont tant célébré, démembrèrent successivement le colosse immense de l'empire. Sous le règne de ce dernier, le sang commença de couler pour des guerres de religion, lorsque le christianisme avait à peine trois siècles d'existence.

Constantin, au milieu de ses vastes entreprises, remporta, avec les Gaulois organisés comme les anciennes légions romaines, de nombreux avantages sur les Francs, dont il livra aux bêtes féroces les soldats, les capitaines et les rois prisonniers. (306=320)

Tant de barbarie trouvait à la cour des apologistes. Les flatteurs comparaient de telles exécutions aux travaux d'Hercule; c'était aux Francs qu'ils prodiguaient le titre de Barbares. « Excellent empereur, s'écriaient-ils, que « vous êtes entré sous d'heureux auspices dans « le gouvernement de la république!... Vous « vous êtes peu soucié des haines perpétuelles « et de la colère inépuisable de la nation fran- « çaise..... Un empereur doit-il s'occuper de « l'outrage qu'a fait sa sévérité, s'il est assez « puissant pour maintenir ce qu'il a fait? O « grand Constantin, que vos ennemis vous haïs- « sent, pourvu qu'ils vous craignent!... »

Les armes des Gaulois continuaient à servir

tant de passions et d'animosités. Ce fut surtout dans la fameuse bataille de Mursa, sur la Drave en Pannonie, que l'on vit les troupes gauloises, quoique défaites par l'impéritie de l'usurpateur Magnence, s'obstiner à combattre, *ne pouvant se résoudre à donner à l'univers le spectacle incroyable de soldats gaulois montrant le dos à l'ennemi.* (343)

Mais ce puissant appui donné à l'usurpateur, en affaiblissant les Gaules, en épuisant leurs ressources particulières et le nombre de leurs soldats, ouvrit encore une fois les portes aux Francs appelés même à cette conquête par le lâche et féroce empereur Constance peu touché des maux qu'il attirait sur ses sujets, pourvu qu'il divisât l'attention et les forces de son compétiteur.

Ces Francs que les Eumènes et les Nazaire appelaient Barbares, étaient fidèles à garder leurs promesses, quoiqu'ils ne s'y astreignissent point par sermens. Les neiges et les frimas n'arrêtaient jamais leur marche précipitée. En combattant, ils ressemblaient aux flots de la mer, et leur fureur était portée à un tel excès qu'à peine un corps de troupes se trouvait détruit, qu'il en paraissait un autre sous la conduite d'un nouveau chef.

Libanius, ami de Julien, qui avait donné des leçons d'éloquence à saint Basile et à saint Jean Chrysostôme, ajoute à ces détails qu'on avait une si haute opinion de la valeur et de la fidélité des Francs, que mille prisonniers d'entre eux, envoyés par Julien à Constance, furent placés dans la garde de ce dernier qui déclara qu'un seul Franc valait à ses yeux plusieurs autres soldats. (358)

C'est ici que nous pouvons placer un portrait des Gaulois, fait alors par Ammien Marcellin, philosophe et homme de guerre.

« Les Gaulois sont, en général, d'une stature « élevée, blancs de peau, avec des cheveux « blonds, d'un regard imposant et farouche, « avides de querelles, fiers et présomptueux. « La plupart ont la voix menaçante, même « sans être en colère. Tout âge chez eux est éga- « lement propre au métier des armes; le vieil- « lard et l'adolescent marchent à la guerre avec « la même assurance et le même courage; ils « braveront également l'âpreté du froid et les « plus grands périls; jamais dans les Gaules, « personne, pour se soustraire au service mili- « taire, ne s'est avisé de se couper un pouce, « comme le font, en Italie, ceux qu'on appelle « plaisamment des poltrons. »

On remarque particulièrement ici l'ardeur et les dispositions prématurées de la jeunesse gauloise pour la guerre : « Privilége physique, « dit M. de Sigrais, dont la Gaule moderne « jouit encore, à l'exclusion et à l'étonnement « de ses voisins, d'ailleurs aussi guerriers qu'elle; « avantage naturel qui, dans le besoin, peut « multiplier subitement les défenseurs de l'état; « prérogative dont j'ai vu tirer des secours uti- « les, mais dont il est aussi aisé que dangereux « d'abuser. »

De ces divers tableaux, et de cette similitude dans les mœurs des Gaulois et des Francs, il résulte la conviction que ces derniers, en venant des bords de la Vistule, et en se jetant sur les pays arrosés par le Rhin et par la Moselle, ne faisaient que revenir sur des terres que leurs ancêtres avaient cultivées.

(356) A l'époque où écrivait Ammien Marcellin, les sciences étaient encore en honneur dans quelques villes des Gaules, et principalement à Autun, à Toulouse, à Trèves et à Bordeaux : elles ne firent que décliner depuis jusqu'au règne de Charlemagne; et ceux dont elles font les délices, remarquent qu'elles ont presque toujours éclairé les siècles illustrés par la gloire militaire.

Julien, n'étant encore que César, sut mettre à profit la valeur des Gaulois désormais soumis à la discipline. Ce fut à leur tête que, malgré la jalousie de l'empereur Constance, il triompha si glorieusement des redoutables Francs, qu'il sut les contenir par l'estime qu'il leur inspira, et qu'il acquit cette gloire éclatante que la haine en vain s'efforça d'obscurcir.

Cependant, il y avait déjà long-temps que les légions étaient dégénérées de leur organisation primitive. Non seulement les manipules de chaque cohorte ne contenaient plus que la moitié des hastaires, des princes, des triaires et des vélites; non seulement ces légionnaires n'étaient plus que des indigens ou des barbares qui se vendaient aux empereurs; mais ces soldats énervés ayant, comme nous l'avons dit, secoué le joug de l'ancienne discipline, s'étaient débarrassés du poids de la longue épée romaine, et de ces redoutables pilums que leurs bras amollis ne pouvaient lancer.

Par une suite de ce relâchement dans la discipline militaire, la cavalerie avait pris une grande supériorité; mais l'on s'efforçait en vain de la rendre aussi redoutable que l'avait été celle des Parthes combattant contre Crassus,

et celle des Daces, des Sarmates et des Huns qui avaient contraint le sectateur ardent de Xénophon, le sage Arrien, de changer l'ordre de bataille en usage jusqu'au siècle d'Adrien.

Sous le règne de Théodose le bourreau des Thessaloniciens, quelques prêtres prirent une part active aux affaires d'état, s'introduisirent dans les cours, y acquirent une grande influence, se procurèrent d'immenses richesses, et se tourmentèrent mutuellement par des persécutions sanglantes.

Au lieu de veiller au salut de leurs états, les empereurs prenaient part aux discussions théologiques, et pendant ces disputes ridicules si elles n'eussent été sanglantes, les débris du vaste empire romain devinrent la proie des Barbares. Alaric, assiéga trois fois Rome: en incendiant cette capitale du monde, il semblait venger sur elle, aux dépens de l'humanité, le Monde qu'elle avait asservi.

(406) Ce fut alors qu'une armée innombrable d'Alains, de Suèves et de Vandales réunis, pénétra dans les grandes Gaules, lorsque la perfidie de Stilicon et les craintes de son gendre l'empereur Honorius retenaient en-déçà des Alpes la plus grande partie de leur généreuse milice. Vainement les Gaulois, levés à la

hâte, se rangèrent sous les drapeaux d'un Constantin ; ce hardi rebelle se vit forcé de combattre à la fois, et contre l'invasion des Barbares, et contre l'armée envoyée alors par Honorius qui, depuis neuf mois, n'avait point trouvé de troupes à opposer à l'invasion des Gaules qu'il était de son intérêt de défendre.

Ces fiers aventuriers continuèrent de s'établir à la faveur de ces cruelles dissentions, pendant qu'Honorius, tremblant, associait un Constantin et ensuite un Constance à l'empire, et pendant qu'à l'exemple des habitans de la Grande Bretagne, cinq provinces gauloises formaient la confédération des Armoriques, et secouaient le joug des officiers de l'empereur.

(412=420) Vers cette époque, les Francs revinrent s'établir dans le nord des Gaules; les Bourguignons occupèrent, à l'est, les montagnes de l'Helvétie et le territoire des Séquanois. Aëtius, général de Valentinien, secondé des Gaulois, balança les succès des Francs; et réuni ensuite à ces deux peuples, il arrêta quelques instans l'irruption formidable d'Attila suivi d'un torrent de ces Huns qui, cinq cents ans avant cette époque, avaient dominé dans le

nord de l'Asie, occupé la grande Tartarie, et fait trembler le vaste empire de la Chine jusque dans ses antiques fondemens. (451)

Mais la mort d'Aëtius, poignardé par le chef même de l'empire dont il soutenait les colonnes ébranlées, rompit toutes les digues.

Le bouleversement devint général. Tout, à cette époque fameuse, changea de face, le gouvernement, les lois, les mœurs, la religion et le langage. Les noms des provinces, des fleuves, des mers, furent remplacés par d'autres noms; « les hommes mêmes en chan-« gèrent, dit Machiavel, et ils devinrent « Pierre et Mathieu, au lieu de César et de « Pompée. »

(476) Odoacre, prince des Hérules, se laissa proclamer roi de l'Italie conquise par lui sous le règne d'Augustule qu'il déposa. Les Gaules, après avoir lutté encore pendant environ vingt-six ans contre leur destinée, sous une suite rapide de faibles empereurs; réduites à quelques débris de provinces romaines; désolées par le fisc, par la guerre et par les discordes intestines, n'avaient plus que leur nom à perdre, lorsqu'elles tombèrent presque entièrement au pouvoir des Barbares.

Ainsi s'éclipsa le nom à jamais célèbre des

Gaulois. Pendant quatre cents ans, ils repoussèrent, rompirent ou agitèrent les fers dont Rome s'efforça de les charger. Pendant les deux siècles précédens, ils avaient menacé l'existence de Rome elle-même. Mais le plan constamment suivi par son astucieuse politique avait enfin obtenu un triomphe que la force de ses armes n'aurait pu lui procurer sur ces Gaulois, divisés lorsqu'ils avaient un si grand intérêt de se réunir; sans chefs parce qu'ils en reconnaissaient mille; sans discipline parce qu'ils avaient la présomption d'y suppléer par la bravoure; sans tactique et presque sans armes, parce que la science seule sait profiter des leçons de l'expérience, et parce que la valeur éclairée n'est le patrimoine et l'apanage que des nations civilisées.

Si la même époque devint fatale aux Romains, ce fut avec cette différence que, dispersés ou corrompus, mais tenant leur nom d'une ville grande et célèbre, ils le transmirent aux Barbares qui vinrent les asservir, et s'établir dans son enceinte. Les Gaulois, au contraire, toujours armés, toujours redoutables, se mêlèrent et bientôt se confondirent avec les Francs dont l'origine était semblable à la leur, et dont les chefs les délivraient du joug

tyrannique qu'ils portaient avec tant d'impatience.

Pendant le cours de nouvelles révolutions dans la partie occidentale du monde alors connu, l'ombre de l'empire romain déjà réfugiée vers l'Orient, va errer pendant dix siècles sur les rives du Bosphore, jusqu'à ce que Mahomet II faisant évanouir ce fantôme, vienne jeter les fondemens d'un nouvel empire.

FIN DU LIVRE PREMIER.

SOMMAIRE

DU LIVRE SECOND.

Premiers rois des Francs. — Clovis. — Théodoric. — Justinien. — Bélisaire. — Narsès. — Théodebert. — Cession des Gaules aux Français. — Leutharis et Buccelin. — Bataille près de Capoue. — Guerre des Lombards. — Childebert. — Maires du palais. — Mahomet. — Sarrasins. — Feu Grégeois. — Charles Martel. — Pepin le Bref. — Charlemagne. — Passage des Alpes. — Didier. — Witikind. — Arégise. — Nouvel empire d'Occident. — Louis le Débonnaire. — Révolte de ses enfans. — Son second mariage. — Charles le Chauve. — Bataille de Fontenai. — Normands en France. — Sarrasins en Italie. — Lothaire. — Louis II. — Adelgise. — Prétentions des Papes et du Clergé. — Gouvernement féodal. — Charles le Gros. — Béranger. — Eudes, comte de Paris. — Charles le Simple. — Hugues le Grand, dit l'Abbé. — Bozon. — Louis d'Arles. — Guelphes et Gibelins. — Vacances de l'empire. — Rodolphe de Bourgogne. — Hugues de Provence. — Lothaire, son fils. — Othon Ier. — Fin de la Dynastie de Charlemagne.

LIVRE SECOND.

Depuis 450 jusqu'en 987, Ère Vulgaire.

(450) Rome, après être parvenue au plus haut point de la gloire, venait de descendre au terme d'humiliation fixé par cette destinée qui agite sans cesse la balance des empires. La face entière de l'Europe était changée; l'Espagne était envahie par les Goths, la Grande Bretagne par les Anglo-Saxons, une grande partie de la Gaule par les Francs et par les Visigoths, et l'Italie par les Lombards, par les Grecs, et par plusieurs tyrans, sous les noms d'Exarques et de Ducs.

(464) Déjà le petit royaume des Francs Saliens était gouverné par Childéric son véritable fondateur, ou son quatrième roi, si l'on s'obstinait encore, malgré le sentiment des auteurs les plus sages, à compter Pharamond pour le premier d'entre eux. Le belliqueux Euric, roi des Visigoths, s'était rendu le maître de tout le midi des Gaules jusqu'au fleuve *Ligeris* (la Loire), lorsque Clovis, encore jeune, succédant à son père, signala son avénement au

trône par des conquêtes, et prépara son agrandissement par sa politique. (481)

Les historiens remarquent que la religion eut beaucoup de part aux succès rapides qui soumirent à Clovis la plus grande partie des Gaules. Le baptême qu'il avait habilement demandé, lui concilia tous les peuples catholiques qui s'empressaient à l'envi d'obéir à un prince dont la piété fut célébrée par les évêques et par les moines, mais dont la cruauté, la perfidie et les crimes furent publiés par tous les historiens.

(508) Ce fut à la suite de ses triomphes que Clovis reçut de l'empereur d'Orient, Anastase, un diplome qui lui conférait la dignité de consul.

Ce titre, si insignifiant depuis quelques siècles, devint dans la main du monarque adroit un moyen puissant de s'attacher tout ce qu'il y avait encore de Romains et de Gaulois amis de l'empereur, et de prendre sur eux la même autorité que celle dont il jouissait sur les Francs.

Mais sa mort qu'il avait fait devancer par le meurtre de tous ses parens, et la division de son royaume qu'il partagea imprudemment entre ses quatre fils, apportèrent de grands changemens à l'exécution de ses vastes projets,

qu'il était réservé au chef d'une autre race que la sienne de réaliser deux cent cinquante ans après.

Théodoric, vainqueur et meurtrier d'Odoacre dont les Bourguignons avaient feint de prendre la défense pour mieux ravager ses états, avait régné avec gloire sur l'Italie, pendant que les rois des Français, unis à lui par des traités, avaient conquis les royaumes des Thuringiens et des Bourguignons, et repoussé entièrement les Ostrogoths hors des Gaules. Justinien, ayant résolu de chasser tous les Barbares qui s'étaient successivement emparés de la partie occidentale de l'empire, négocia avec les enfans de Clovis, et les engagea moyennant un présent en argent, et la promesse d'un subside considérable, à l'aider dans son projet de reconquérir l'Italie.

Déjà l'immortel Bélisaire, vainqueur des Perses, avait repris la province d'Afrique sur les Vandales, et la Sicile sur les Ostrogoths, lorsque Vitigès, nouveau roi de ces derniers, après la mort violente de l'usurpateur Théodat, fit représenter aux Français que les succès rapides de Bélisaire, déjà maître de la Campanie et de Rome, étaient pour eux-mêmes un motif puissant de concevoir les plus vives inquié-

tudes. Les princes se rendirent à ses instances, et conclurent avec lui un traité secret par lequel ils s'engagèrent à le secourir, moyennant cent mille sous d'or, (ou deux mille livres pesant d'or) et la cession absolue, non seulement de la portion du territoire des Gaules encore occupée par les Ostrogoths, mais aussi de tous les droits de souveraineté que ces derniers pouvaient prétendre sur la totalité des Gaules, comme possesseurs de Rome. (536)

(538) Pour l'exécution de ce traité, et pour éluder la convention faite avec Justinien, les rois français envoyèrent en Italie dix mille Bourguignons qui aidèrent Vitigès à prendre Milan, au milieu des horreurs de la peste et de la famine qui ravageaient l'Italie. L'année suivante, Théodebert, roi de Metz ou d'Austrasie, jetant le masque, passe lui-même, avec cent mille Français, combat et les Ostrogoths et les Grecs, pille également les deux camps ennemis, dévaste la Ligurie, détruit Gènes, et s'avance jusqu'aux portes de Plaisance; mais la peste qui désola son armée, et la prise de Vitigès que Bélisaire fit passer à Constantinople, le forcèrent d'abandonner son entreprise, et d'accéder aux nouvelles propositions de Justinien qui, par un diplome impérial et solennel, confirma la cession déjà faite aux Francs des droits de l'empire sur toutes les Gaules. (539=540)

Cette cession authentique *fut reconnue et consentie* par tous les habitans de cette vaste contrée, qui revêtirent ainsi d'un caractère légal un droit que la force et la contrainte n'auraient pu légitimer.

Procope, secrétaire de Bélisaire, nous fait remarquer que Théodebert Ier avait peu de cavaliers qui tous combattaient près de sa personne, armés de javelots. Les piétons avaient pour armes une épée attachée par une espèce de ceinturon, un bouclier qu'ils maniaient avec beaucoup d'adresse, et une hache dont le fer était à deux tranchans. Cette hache était particulièrement employée à briser le bouclier de l'ennemi, sur lequel le Français frappait avec effort. L'augon, ou javelot des cavaliers était entièrement couvert de fer, et garni à sa pointe de deux crocs très-petits qui rendaient presque incurables les blessures qu'il faisait.

Justinien, cependant, rappelait et disgraciait Bélisaire qui joignait à la gloire d'avoir vaincu des rois, avec les plus faibles moyens, celle plus éclatante et bien plus rare d'avoir refusé une couronne. L'empereur le renvoya presque seul en Italie, peu d'années après, pour arrêter les

succès du célèbre Totila qui ne devait succomber que sous les efforts de Narsès. C'est à cet eunuque qu'il était réservé de détruire la monarchie des Ostrogoths en Italie, soixante-quatre ans après sa fondation par Théodoric. (544)

(553) Les Allemands que les rois français avaient rendus tributaires, avaient alors à leur tête Leutharis et Buccelin, deux frères pleins de courage, et avides de rétablir la gloire de leur nation. Ces hommes entreprenans devaient donner de l'ombrage aux rois : ils obtinrent facilement la permission d'aller faire la guerre en Italie où ils pénètrent avec soixante-dix mille hommes, Français et Allemands. Narsès, informé de l'approche de ces redoutables ennemis, convertit en blocus le siége de Cumes qu'il avait entrepris, et s'avança en Toscane, avec la plus grande partie de son armée. Il envoya en même temps des troupes avec des chefs éprouvés, pour disputer le passage du Pô aux Allemands et aux Français qu'elles trouvèrent déjà maîtres de Parme.

Fulcaris, l'un des généraux de Narsès, s'avançant sous les murs de cette ville, donna dans une embuscade où ses Hérules, malgré leur valeur, furent mis en déroute, et où il périt

lui-même, victime de son imprudence. Aussitôt, selon l'usage toujours suivi par les faibles, la plupart des villes de la Ligurie et du Parmesan ouvrirent leurs portes aux vainqueurs qui repoussèrent jusqu'à Ravennes les autres généraux de l'empire. Narsès qui, pendant ce temps, avait soumis les places principales de la Toscane, étant rentré dans Ravennes, termina la campagne par la défaite peu décisive de deux mille Français.

Cependant Leutharis et Buccelin, laissant par-tout des traces funestes de leur passage, et n'osant tenter le siége de Rome, se divisèrent en entrant dans le *Samnium*. Le premier, à la tête de presque toute la cavalerie, continua de suivre les bords de la mer Adriatique, parcourut les deux Abruzes, la partie orientale de la Lucanie, et ne fut arrêté que par la ville d'Otrante dont il ne put s'emparer. C'était sur le cap voisin d'Hydruntum que Pyrrhus avait voulu appuyer un pont de quinze à seize lieues qui eût joint l'Italie avec la Grèce par l'Épire. Buccelin, qui s'était dirigé le long de la mer de Toscane, en ravageant l'Étrurie, la Campanie et les deux Calabres, avait pénétré jusqu'au détroit de Sicile. Se flattant d'être élu roi par les Goths, il ne se conformait

point à l'avis que lui avait envoyé Leutharis de retourner, ainsi que lui, vers le nord, pour repasser ensemble dans les Gaules. En effet, Leutharis était déjà remonté jusqu'auprès de Pésaro *(Pisaurum)*, lorsque son avant-garde, attaquée par la garnison de cette ville, à la hauteur de Fano *(Fanum-fortunæ)*, prit la fuite, et jeta l'alarme au milieu de toute l'armée.

Les prisonniers faits pendant le cours de l'expédition, profitant du désordre, rompirent leurs liens, et s'échappèrent en emportant une grande partie du butin. Leutharis parvint à rallier ses troupes, passa en bon ordre sous les murs de Ravennes, où Narsès, il est vrai, n'était plus, et vint camper au-delà du Pô, depuis Vérone jusqu'à Trente *(Tridentum)*, vis-à-vis le lac de Garde, et sur les bords de l'Adige *(Athesis)*. Une maladie contagieuse qui désola ses troupes, et dont il fut lui-même la victime, ne leur permit pas d'attendre Buccelin. Celui-ci, revenu sur ses pas, et arrivé sur les bords du Casilin, près de Capoue, se trouva en présence de Narsès qui était accouru à sa rencontre. Quelques jours se passèrent en escarmouches ; mais Buccelin, ayant fait traverser le fleuve à ses troupes, au nombre de

trente mille hommes, livra bataille à Narsès qui n'avait alors que dix-huit mille soldats. Le premier choc fut défavorable à ces derniers, dont la première et la seconde ligne furent rompues avec impétuosité. Mais lorsque les Français et les Allemands, jetant des cris de victoire, se dispersèrent pour piller le camp impérial, Narsès les enveloppa étroitement, et en fit un massacre que les historiens portent même jusqu'à l'exagération.

Ici, l'on découvre la supériorité d'un vrai général sur une troupe d'aventuriers. Le récit de cet événement ne permet pas de douter que Narsès n'ait disposé, en troisième ligne, une véritable réserve qu'il avait eu l'attention de masquer à l'ennemi : et il devient alors assez vraisemblable que la fuite précipitée d'une premier corps d'infanterie armé de pied en cap, et d'une seconde ligne, ne fut qu'un piége tendu à l'inexpérience du jeune Allemand. Les troupes que celui-ci commandait n'avaient point d'armement uniforme, chaque soldat portait les armes qu'il avait pu enlever à son ennemi. L'infanterie, placée au centre formait le *coin* ou l'*embolom* des Grecs, et la cavalerie, très-peu nombreuse, combattait aux ailes. Une portion était entièrement bardée de fer, et l'autre

était armée à la légère ; méthode qu'ils avaient empruntée des Romains. Mais on a du moins la certitude que déjà les Français ne se présentaient point tumultuairement au combat, et qu'ils s'appliquaient à la recherche d'un art que les Romains eux-mêmes n'avaient pu porter à sa perfection.

(563) Narsès, depuis sa victoire, travailla sans relâche à chasser les Français de la Vénétie et de la Ligurie ; il les combattit plusieurs années de suite avec des succès inégaux, essaya de les lier par des traités aussitôt violés que conclus, et remporta sur eux un avantage signalé sur les bords de l'Adige (l'*Athesis*), où ils étaient venus se joindre au comte Widin, que Narsès fit prisonnier, et auquel il fit trancher la tête. Enfin il chargea Dagisthée, maître de la milice, ou général des armes, du soin de reprendre sur les Français les places qu'ils conservaient encore au pied des Alpes, et il parvint ainsi à réunir, mais pour bien peu de temps, l'Italie à l'Empire. (566)

Pendant que, dans les Gaules, les Français déchirés par leurs divisions intestines, par les intrigues et par les cruautés trop fameuses des Brunehaut et des Frédégonde, faisaient néanmoins respecter sur mer leurs flottes, et sur terre

leur infanterie, Justinien, par son ingratitude envers Bélisaire, et l'impératrice Sophie, par ses intrigues contre Narsès, allaient perdre le fruit des victoires de ces grands généraux, et ouvrir les portes de l'Italie aux rois des Lombards. Ceux-ci devaient, pendant deux cents ans, régner sur cette belle portion de l'Europe, après avoir tenté vainement de s'établir dans les Gaules d'où ils furent constamment repoussés, particulièrement par le génie, la valeur et la prudence du célèbre général Mummol. (567=588)

L'eunuque Narsès, petit, et d'une figure désavantageuse, possédant un vaste génie, un bon cœur que néanmoins les combats ont quelquefois dénaturé, un esprit juste, une ame magnanime, mourut à l'âge de quatre-vingt-seize ans, investi d'une grande autorité, couvert de gloire, et abreuvé d'amertumes.

L'empereur Maurice, craignant que les Lombards devenus puissans ne lui enlevassent ce qui lui restait encore en Italie, chercha, par une ambassade solennelle, à déterminer les rois des Français à faire la guerre aux Lombards ; et cette négociation, appuyée d'un présent de cinquante mille écus d'or, réussit auprès de Childebert, roi d'Austrasie. Ce prince

passa les monts à la tête d'une armée considérable, dévasta quelques campagnes; et, bientôt rebuté par la multitude des siéges qu'il lui fallut entreprendre, et pour lesquels ses troupes avaient très-peu de dispositions, il accepta les présens d'Antharic qu'il tenait enfermé dans Pavie, et remporta dans ses états l'or de l'empereur et celui du roi des Lombards. (584)

(585) Excité par les réclamations de Maurice, Childebert repassa en Italie; mais il céda aux nouveaux présens d'Antharic prompt à acheter la paix, parce qu'alors il n'était point en mesure de soutenir la guerre.

(588) La main de la sœur de Childebert, promise d'abord et ensuite refusée à Antharic, fournit bientôt aux Français une nouvelle occasion de repasser en Italie où ils furent taillés en pièces par Antharic mieux préparé à les recevoir.

Malgré cette vaine expédition, l'empereur Maurice ne cessait de solliciter Childebert ou de rendre les cinquante mille écus d'or, ou de remplir ses engagemens. Ce prince, après un événement particulier où Maurice avait eu l'occasion de venger l'assassinat commis sur des ambassadeurs français, envoya une armée considérable qui, distribuée sous vingt ducs

ou généraux, pénétra en Italie par le pays des Grisons, par le pas de Suze, et par le Trentin. Ces trois grandes divisions ravagèrent et pillèrent le pays; leurs chefs signèrent et violèrent des capitulations, et la nation Lombarde parut être menacée d'une entière destruction. Mais les Français n'étaient arrivés en Italie qu'au temps de la moisson: la chaleur qu'on éprouve à la fin de l'été dans les plaines renfermées entre les Alpes et l'Apennin, leur causa des maladies; l'usage immodéré des fruits produisit la dyssenterie qui, combattant pour Antharic avec l'intempérance, la débauche des troupes, et avec la rivalité des chefs, contraignit les ducs français à se retirer précipitamment, et seconda peut-être ainsi les vues secrètes de Childebert.

(591) Dans ces entrefaites, Antharic mourut subitement, pour expier, s'il faut en croire le pape Grégoire le Grand, le crime détestable (*nefandissimum*) d'avoir défendu que les enfans des Lombards fussent baptisés dans la religion catholique. Ce Barbare ignorait combien une politique toute contraire pouvait consolider sa puissance.

Un an après, Childebert conclut un traité de paix avec le successeur d'Antharic, et depuis

cette époque il n'inquiéta plus les Lombards qui eurent le temps d'affermir leur autorité et d'étendre leur domination, pendant les guerres qui divisèrent long-temps les rois des Français.

(584=628) Sous le règne de Clotaire II, le troisième des rois qui aient réuni dans leur personne toute la monarchie française, la charge de maire du palais qui jusqu'alors n'avait été que temporaire, fut donnée à vie; se trouvant depuis réunie au ministère et au commandement des armées, elle porta, chaque jour, des coups terribles et bientôt mortels à la famille royale des Mérovingiens.

(622) Ce fut vers ce même temps qu'un Arabe, d'abord simple conducteur de chameaux, mais intrépide, sobre et libéral, doué d'une éloquence vive et forte, d'une physionomie heureuse, et sur-tout d'un vaste génie, jeta les fondemens d'une nouvelle religion qu'il cimenta par la force des armes. Ses sectateurs datent leur ère de l'hégire, c'est-à-dire, du jour où Mahomet alla se réfugier à Médine, pour se soustraire aux poursuites des magistrats de la Mecque, alarmés des projets de ce célèbre novateur.

Sa persécution devait être l'époque de ses succès et de sa gloire. Le prophète fugitif devint conquérant; et bientôt dégoûté des éternelles disputes de la multitude des sectes qui se déchiraient impitoyablement, Mahomet défendit toute espèce de controverse: « Nos argu-« mens, disait-il lors de ses premiers combats « en Arabie, sont dans le tranchant de nos « sabres; chaque prophète a son caractère; celui « de Jésus a été la douceur; la violence est le « mien; il faut me croire ou mourir. » Mahomet prenait ainsi le moyen assuré de faire un grand nombre de prosélytes. Malheureusement la religion de Jésus, cette religion de douceur, fut quelquefois prêchée avec de pareils argumens; et il n'est pas inutile de remarquer que les successeurs de Mahomet furent toujours tolérans, malgré leur mépris insultant pour toutes les autres croyances.

Le commerce du Levant facilité par les négociations continuelles qui avaient lieu à Constantinople entre les rois des Français et l'empereur, les dépouilles que les armées françaises rapportaient toujours de l'Italie, même quand elles étaient vaincues, étaient la source du luxe et de la magnificence qui éclataient alors à la cour de ces rois.

(629) Clotaire avait eu un siége d'or massif; Dagobert, son fils, put s'asseoir sur un trône du

même métal, enrichi de pierres précieuses, ouvrage de cet Éloi célèbre par ses talens dans l'orfévrerie, qui fut depuis trésorier du roi, évêque de Noyon, et dont le nom se trouve dans la légende des saints, par reconnaissance des riches présens dont, à l'exemple de son maître, il dotait les églises.

Samon, marchand français, pour prix de son courage et de sa prudence, montait alors sur le trône des Esclavons ou Vinides, qu'il devait gouverner avec gloire, pendant l'espace de trente-cinq ans. (630)

A cette époque, l'église catholique était déchirée par des dissentions cruelles auxquelles les empereurs, les rois et les princes ne dédaignaient pas de prendre part. Elle sanctifiait, il est vrai, la mémoire des rois, des maires du palais et des ministres qui enrichissaient les chapelles et les moines; mais la corruption des mœurs était à son comble. Ce même Dagobert qui fondait des monastères, répudiait sa femme, sous un vain prétexte, pour épouser une religieuse.

(642) Sur un autre théâtre éloigné de cette partie de l'Europe, un zèle aveugle portait à l'empire des lettres un coup funeste et irréparable. Sept cent mille volumes, dit-on, recueillis

à Alexandrie pendant dix siècles, par les soins successifs d'une foule de rois et de savans, devinrent, en un seul jour, la proie des flammes, par ordre du calife Omar digne successeur du grand prophète, et formidable appui du Coran qui, aux yeux du fanatisme, devait suppléer à toutes les connaissances. [1]

Peu de temps après, l'île de Rhodes, si célèbre dans les annales du monde, tomba au pouvoir des Sarrasins. Ils vendirent à un Juif le fameux colosse de bronze de cent cinq pieds de hauteur, qui existait depuis plus de neuf cents ans, et dont les débris, formant un poids de sept cent vingt milliers, furent portés d'Antioche à Alexandrie par neuf cents chameaux. Ces mêmes Sarrasins, c'est-à-dire ces Orientaux, sous la conduite de Mahomet, et ensuite des califes ses successeurs, prennent Médine, la Mecque, une grande partie de l'Arabie, la Palestine et la Syrie; pénètrent dans la Perse, soumettent l'Égypte, inondent la Barbarie, la Mauritanie, toute l'Afrique; envahissent l'Espagne, fondent sur l'Italie, parcourent

[1] Quarante-sept ans avant l'ère vulgaire, l'année même de la bataille de Pharsale, quatre cent mille volumes de cette immense collection avaient été consumés.

l'Archipel, menacent la France même, et ne sont arrêtés que par Charles Martel qui s'oppose à leur invasion, et sans lequel ils allaient subjuguer le Monde.

Cependant alors, dans toutes les parties de l'Europe, le crime achetait le vain avantage de commander à des hommes, triste privilége que suivait toujours de près une mort violente et ignominieuse.

La France, gouvernée par les maires du palais, qui voulaient bien ne pas franchir encore la dernière marche du trône, servit d'asile à Pertharit, roi des Lombards, qu'avait dépossédé Grimoald. Elle arma même pour le jeune prince. Les Français, ayant passé les Alpes, s'avancèrent jusqu'auprès d'Asti sur le Tanaro, avec une imprudente ardeur. Grimoald, craignant le résultat d'une bataille, feignit tout à coup de céder à une terreur panique, se retira à la hâte, et laissa dans ses tentes une partie de ses bagages, avec des mets et des vins en abondance. Les Français, accourus pour piller, s'enivrèrent; Grimoald, revenant les surprendre au milieu de la nuit, les passa presque tous au fil de l'épée, sans avoir fait courir à ses troupes aucun danger. Ainsi fut renouvelée cette terrible et trop inutile leçon, que la valeur ne doit compter ni sur la gloire, ni sur les succès, si elle ne marche accompagnée de la prudence et de la discipline.

(673=678) Ce fut vers ce temps encore, et au siége de Constantinople, auquel s'acharnèrent pendant six années de suite les Sarrasins, que l'Égyptien Callinique fit usage de cette espèce d'artifice si célèbre sous le nom de *feu grégeois*, avec lequel il brûla, aux redoutables Sarrasins, une quantité prodigieuse de vaisseaux.

(690) Au milieu des faits multipliés que fournissent les guerres de ce siècle, et sur-tout celles que se livraient les ducs d'Italie pour usurper ou pour défendre le trône des Lombards, on en trouve qui servent à caractériser les mœurs du temps.

Alachis, duc de Trente, avait détrôné Cunibert, son ami dès l'enfance, et son bienfaiteur. Les cruautés inouies de l'usurpateur fournirent au jeune prince les moyens de revenir à la tête d'une armée, et de combattre le tyran. Le triomphe de Cunibert fut principalement dû au dévouement héroïque de Zénon. Ce diacre força le prince de lui remettre son armure, et périt victime des efforts qu'Alachis croyait diriger contre Cunibert. Le duc de

Trente avait refusé deux fois le combat singulier offert par le roi ; et sa lâcheté détacha de lui toute la noblesse qui le livra, presque sans défense, aux braves vengeurs des Lombards victorieux.

Le motif de cette défection est une des plus anciennes traces de ce point d'honneur ignoré des Romains, né chez les peuples du Nord, contre lequel on a tant écrit, et auquel on sacrifiera long-temps encore.

(710) Vers le commencement du huitième siècle, les Barbares, ignorant les avantages du commerce, ne connaissant que la guerre et le pillage, se disputaient les débris de l'empire d'Occident, et les lambeaux de celui d'Orient qui se déchirait de ses propres mains.

Les Visigoths, battus en Espagne par les Sarrasins qui voulaient étendre la religion et l'empire de Mahomet sur toute la terre, ne recevaient aucun secours. Leurs malheurs n'éclairaient point les autres peuples sur les dangers dont ils étaient tous menacés.

L'Italie n'était qu'un vaste champ de bataille où l'avidité des papes, à la faveur des cas de conscience et de la crédulité des peuples, savait seule trouver d'abondantes récoltes.

(751) Depuis quatre-vingts ans environ,

huit rois avaient successivement occupé le trône de France, sous le règne des puissans maires du palais, parmi lesquels on distingue Archambault, Grimoald, Erchinoald, le féroce Ebroin, Pepin le Vieux, Pepin Héristel, le victorieux Charles Martel, qui eut le bon esprit de ne se point mêler de la querelle des images, malgré les sollicitations des papes, et enfin ce Pepin le Bref dont l'ambition et la valeur allaient faire passer les Français sous une domination nouvelle. Ce dernier osa détrôner son roi Childéric, ou Hildéric III, le jeter dans un monastère, reléguer chez d'autres moines l'héritier du trône, et ceindre enfin un diadême que sa bravoure avait soutenu. Il feignit, selon quelques historiens, de consulter le pape sur cette question : *Qui devait être roi de celui qui n'en avait que le nom, ou de celui qui gouvernait réellement l'état?* Zacharie, qui cherchait alors de tous les côtés du secours contre les Lombards, s'empressa de répondre obligeamment : *Que le titre de roi appartenait à celui qui portait effectivement la couronne.* Le saint père donnait ainsi une leçon que les princes indolens ne savent pas comprendre, et dont n'eurent jamais besoin les hommes ambitieux et entreprenans.

(752) Pepin, avant de témoigner sa reconnaissance au saint siége, voulut affermir son pouvoir. En le consacrant aux yeux des peuples par le majestueux appareil des cérémonies religieuses, saint Boniface, alors évêque de Mayence, concourut à cet acte d'une sage politique, et vint sacrer un prince qui devait sa couronne à son mérite.

(754) Le pape Etienne III, autorisé par le faible empereur d'Orient, et, pour ainsi dire, son ambassadeur auprès du roi de France, vint bientôt solliciter l'appui de Pepin contre les entreprises du roi des Lombards. Par le résultat de cette négociation jusqu'alors sans exemple, il fut fait deux lots éventuels des possessions de l'empereur en Italie. Pepin et ses enfans reçurent du pape, comme s'il eût été autorisé par le sénat, par le peuple, par la noblesse et par le clergé, le titre de *patrice* ou *souverain de Rome et de son duché ;* et le pape accepta de Pepin la donation de Ravennes, de l'Exarchat et de la Pentapole.

Le pape et Pepin se donnaient donc mutuellement ce dont ils n'avaient le droit de disposer ni l'un ni l'autre.

Pepin, brûlant de signaler de nouveau son courage, et sur-tout de tourner l'attention de la noblesse vers une guerre étrangère, passa les

Alpes pour faire respecter par ses armes des donations que la force seule pouvait, sinon légaliser, du moins consolider. Son avant-garde, attaquée par Aïstulf, ou Astolphe, roi des Lombards, dans les gorges des montagnes, battit ce prince, et le poursuivit jusqu'auprès de Pavie, où il s'enferma. Pepin arrivé devant cette place, poussait le siége avec vigueur, lorsque le roi lombard, craignant la fortune et la valeur de Pepin constamment victorieux, demanda la paix, et consentit pour l'obtenir à la reddition de Ravennes et de toutes les places qu'il avait conquises sur les Grecs. Mais Pepin ne fut pas plutôt de retour en France, que l'astucieux Aïstulf recommença les hostilités, ravagea le nouvel état de l'église, et vint assiéger Rome elle-même.

Le pape alarmé tendit les bras vers son puissant protecteur, et il lui écrivit une lettre *au nom de saint Pierre lui-même*, pour le presser de venir défendre l'église, c'est-à-dire, le territoire que son humble vicaire avait trouvé si fort à sa convenance.

(755) Pepin, dirigé par de plus puissans motifs, revole en Italie, accompagné de Tassillon, duc de Bavière, avec lequel il défait les Lombards. Aïstulf accourut à sa rencontre ;

mais, n'osant le combattre, il s'enferma de nouveau dans les murs de Pavie.

Cependant l'empereur réclamait auprès de Pepin la reddition de la Pentapole, de Ravennes, et de l'Exarchat, et il lui offrait même le remboursement des frais de la guerre. Mais Pepin déclara dévotement *qu'il avait fait à saint Pierre une donation formelle de tout ce que l'empereur redemandait, et que pour tout l'or du monde il ne pouvait la révoquer.*

Pressé plus vivement que l'année précédente, Aïstulf demanda et obtint la paix qu'il acheta encore plus cher, en rendant les villes dont il était déjà convenu de se dessaisir, en se dépouillant en outre de Comacchio que les Lombards possédaient depuis très-long-temps, et en payant une forte somme à Pepin. Celui-ci se rendit à Rome avec les clefs de toutes ces places, et il les déposa, dit-on, sur l'autel de saint Pierre, avec une donation authentique qui rendit le saint apôtre, c'est-à-dire, ses modestes successeurs, seigneurs de Ravennes, de Boulogne, d'Imola, de Faenza, de Ferrare, d'Adria, de Cervie, de Conca submergée depuis par la mer, d'Ancône, de Classe, de Césarée, de Rimini, de Pesaro, de Fano, de Cézène, de Sinigaglia, de Jési, de Forlimpopoli, de Serra, de Montefeltro, d'Aceradgia, de Monte-di-Lucaro, de Bobbio, de Cagli, de Narni, de Luccolo, de Gubbio, de Comacchio, d'Urbin, des châteaux de Saint-Marin et de Sussubio. Ces places, et quelques autres moins importantes, comprises dans l'Exarchat et la Pentapole, formèrent ce que les papes ont appelé l'*État de l'Église ;* et le saint siége a fait soigneusement valoir l'époque de cette donation, pour fonder cette puissance temporelle, source de tant de combats, de meurtres et de trahisons.

Les papes ne tardèrent pas à affecter la souveraineté dans Rome, et, desirant avec ardeur se rendre indépendans, ils profitèrent du peu d'influence que conservaient en Italie les empereurs d'Orient, auxquels il ne restait plus alors que Naples et la Calabre, et de l'éloignement de Pepin. Ce prince n'aurait laissé après lui qu'un ouvrage imparfait, s'il ne s'était occupé de tous les moyens de consolider l'autorité royale dans sa maison ; et le pape avait secondé sa prévoyance, en fulminant la redoutable excommunication contre ceux qui tenteraient de transporter le sceptre dans une autre famille, ou de le rendre aux descendans avilis de Clovis.

(768) Pepin, grand homme d'état, mourut

après avoir, pendant dix-sept ans, porté glorieusement la couronne qu'il avait usurpée. Son épitaphe est remarquable par sa simplicité : *Pepin, père de Charlemagne.*

Sous le règne de Pepin, la cavalerie, qui commençait à être considérable dans les armées françaises, obligea de fixer *au premier de mai,* temps plus commode pour les fourrages, *l'assemblée générale de la nation*, qui jusqu'alors s'était réunie *le premier mars* de chaque année, en rase campagne, et dans un lieu qui prenait de là le nom de *Camp de Mars.*

On voit avec étonnement que les rois de la première race négligèrent d'entretenir cette belle cavalerie gauloise qui avait eu une si haute réputation, et qui, pendant long-temps, avait fait la plus grande force de la cavalerie romaine. On n'en retrouve que quelques vestiges sous Clovis, à Tolbiac, sous Thierry et Clotaire, ses fils, et sous Théodebert dans son expédition d'Italie ; mais on ne la voit reparaître avec éclat que dans la célèbre bataille livrée (en 732) aux Sarrasins, où il paraît qu'elle formait un cinquième de l'armée de Charles Martel. Elle n'avait alors ni bottes, ni armes défensives, et ne se servait que de la lance ou du javelot. Peut-être la crainte de

laisser aux Gaulois une trop grande influence dans les armées avait-elle fait donner long-temps la préférence aux fantassins. Quoi qu'il en soit, sous les derniers maires du palais et jusqu'au règne de Louis le Débonnaire, fils de Charlemagne, la France tirait de l'Espagne presque tous ses mulets, et ces étalons précieux que les Sarrasins avaient amenés de l'Arabie, de la Perse et de la Barbarie, nobles auteurs de nos belles races *normande, limousine, navarrine* dont la gloire est attestée, et dont le rétablissement est provoqué par tant d'écrivains estimables.

La Frise fournissait aux Français des étoffes et des fourrures ; l'Angleterre du blé, du fer, des cuirs, des chiens de chasse ; l'Afrique et l'Orient du blé, de l'huile d'olive et du papier d'Égypte, le seul qui ait été en usage en France jusqu'au onzième siècle ; et les marchands étrangers remportaient en échange du vin, du miel, du sel, de la poterie, des ouvrages précieux en cuivre, en or, et en argent.

La puissance du clergé, qui avait hérité du respect que les Francs et les Gaulois avaient eu pour leurs druides, était si grande qu'un auteur n'a pas craint de dire : *Que la fondation d'une abbaye de moines valait alors le gain d'une victoire aux yeux de la nation.* C'est qu'alors

les ecclésiastiques seuls savaient lire. Ils jouissaient, dans ces temps d'ignorance, de cette influence honorable qu'exercent sur les siècles éclairés, ces hommes de génie auxquels les sciences doivent leurs progrès et leur perfectionnement. Alors quelques dons faits à l'église et à ses ministres expiaient tous les brigandages, tous les crimes; et les prêtres s'occupaient encore plus d'accréditer cette opinion et d'accroître leurs priviléges, que de s'élever contre les épreuves prétendues judiciaires du fer, du feu, de l'eau, et des combats singuliers.

Dans les armées, la discipline fut exacte ou relâchée, suivant le génie et la réputation des rois ou des généraux qui les commandèrent. Les Français, mieux éclairés par leur instinct que les modernes par leurs lumières, eurent alors des places de guerre vraiment destinées à arrêter l'ennemi et non à loger des habitans, et ils leur donnèrent le nom de *Firmitates*, et ensuite de *Fertés*, qui est resté à quelques villes ou bourgs de la France.

Ils gardaient dans les siéges qu'ils ne pouvaient se dispenser d'entreprendre, et dans la défense des places, la même méthode que celle des Romains dont ils n'égalèrent jamais la pa-

tience; et leur infanterie, armée de haches et de javelots, ne connut l'usage de l'arc et des flèches que sous la seconde race.

Les Francs, peuple tout guerrier, avaient négligé la culture des lettres que la politique des Romains avait mise en honneur dans les Gaules, et que Charlemagne, *illettré*, mais non pas ignorant, essaya de faire refleurir, en même temps qu'il perfectionna l'art militaire.

Les dignités de grand-sénéchal, de connétable, de maréchal, étaient alors ignorées dans les camps; et la plus illustre, celle de connétable, ne devait paraître que sous Philippe Auguste, septième roi de la troisième race.

On était loin encore des temps où les domestiques attachés à la personne des rois, devaient imaginer de prendre la qualification de grands-officiers de la couronne, et prélever des traitemens proportionnés à l'importante surveillance qu'ils exerçaient sur l'écurie, sur la chapelle, sur la garde-robe, sur la cuisine, sur les valets, sur les chiens du monarque.

A peine Pepin avait-il fermé les yeux, que de nouvelles divisions déchirèrent la ville de Rome où les commissaires des rois Charles et Carloman épousèrent des intérêts opposés.

(769) Le pape Étienne III, fort de l'appui

du commissaire de Charles, fit crever les yeux à l'illustre primicier Christophle, et au sacellaire Sergius, son fils, auxquels il devait son élection. Il joignit à cette barbarie la lâcheté trop ordinaire de démentir les ordres qu'il avait donnés pour cet attentat.

(771) Bientôt la mort prématurée de Carloman fournit à Charles l'occasion de réunir dans ses mains toute la monarchie française, en usurpant la portion qui appartenait à ses neveux. Cette mort ouvrit à ce prince la carrière qu'il parcourut, pendant quarante-sept ans, avec tant de gloire et de bonheur. Des travaux utiles, des victoires éclatantes et de vastes conquêtes signalèrent ce long règne sous lequel les Sarrasins furent domptés, les Saxons vaincus, des nations barbares rendues tributaires jusqu'aux bords de la Vistule, la Dacie, l'Istrie, la Dalmatie soumises, une grande partie de l'Espagne et presque toute l'Italie ajoutées à la domination française que Charles étendit au-delà du Danube. Charles devait posséder l'empire d'Occident avec toutes ses prérogatives, et le laisser à ses enfans avec toutes ses vicissitudes.

Le pape Adrien Ier voyant la guerre qui occupait Charles contre les Saxons, dans le

nord de l'Europe, avait essayé d'en profiter au midi pour augmenter la puissance temporelle du saint siége à l'ombre de la vaine autorité des empereurs d'Orient. Mais ayant bientôt deviné le génie ambitieux et les grandes qualités du roi des Français, il se hâta de l'intéresser dans sa querelle contre Didier, roi des Lombards, et de lui envoyer, par mer, des ambassadeurs pour presser son passage en Italie.

Charles, victorieux à Paderborn, et possédé de l'esprit de conquête, n'employa vis-à-vis de Didier dont il venait de répudier la fille, quelque apparence de négociations qu'autant de temps qu'il lui en fallut pour approvisionner ses magasins, réunir des troupes, et vaincre la répugnance que la plupart des ducs français témoignaient à le suivre en Italie. (773)

Lorsqu'il eut réuni toutes ses forces à Genève, l'une de ses deux armées, sous les ordres de son oncle Bernard, fils illégitime de Charles Martel, se dirigea vers le Mont-Joux, tandis que lui-même il conduisit l'autre par le Mont-Cenis. [1]

Didier, bien informé de la répugnance des

[1] Voyez à la fin du volume la note *b*.

ducs, songea d'abord à faire garder les défilés des montagnes, et s'avança à la tête de toutes ses forces, vers Turin et la vallée d'Aoste, pour combattre les Français, si l'armée de Charles parvenait à forcer les passages. Charles, arrêté par les difficultés, eut recours à des pourparlers qui devaient faciliter le succès des trames que des émissaires secrets étaient chargés d'ourdir dans l'armée ennemie. En effet, tout étant disposé pour la trahison méditée contre Didier, un diacre guida quelques fantassins de Bernard par des routes inconnues. Ceux-ci se montrant tout à coup au-delà des défilés, secondent l'attaque simultanée de Charles. Les gardes avancées prenant la fuite, jettent l'alarme au milieu des troupes de Didier, et servent de prétexte à la défection presque totale des ducs d'Italie, déjà gagnés par les agens du pape et du roi des Français. Didier, se voyant contraint d'abandonner son camp et ses équipages, divisa le peu de troupes restées fidelles, envoya son fils Adelgise défendre Vérone, et courut s'enfermer dans Pavie. Il espérait recouvrer son royaume, s'il parvenait à conserver ces deux places importantes. Toutes les villes situées entre les Alpes et le Pô ne tardèrent point à ouvrir leurs portes aux détachemens envoyés par

Charles qui, ne pouvant emporter d'assaut celle de Pavie, en forma le blocus pour la réduire par la famine.

Si ce prince avait un grand desir de faire prisonnier le roi des Lombards, il regardait comme également essentiel de s'emparer de la veuve et des enfans de son frère Carloman, auxquels Didier avait donné asile.

Charles laissa donc à son oncle Bernard la conduite du siége de Pavie, et alla presser avec vigueur celui de Vérone, où s'étaient renfermés ces illustres fugitifs.

Adelgise, après une défense glorieuse, voyant la place réduite aux dernières extrémités, rassembla ses effets les plus précieux, s'échappa presque seul, et se rendit à Pise où il s'embarqua pour Constantinople. Charles entra bientôt dans Vérone, et, à sa honte, les fils de Carloman, tombés entre ses mains, ne se retrouvent plus dans aucun monument de l'histoire. S'il s'était contenté de les reléguer dans un cloître, les moines, seuls écrivains de ces temps, auraient-ils gardé le silence sur le sort de ces princes? (774)

Quoi qu'il en soit, il ne restait plus, dans le royaume des Lombards, de villes à conquérir que celle de Pavie.

Didier, vaincu par la famine, par les maladies, et sur-tout par les murmures et le soulèvement du peuple et des soldats, remit cette place, avec sa personne, à Charles, qui se fit proclamer alors *roi des Français et des Lombards*, en conservant le titre de *patrice des Romains*. Ce ne fut pas, sans doute, en vertu de la capitulation consentie par Didier, que ce prince estimable fut chargé de fers, traîné à Lyon ou à Liége avec sa femme, et qu'ils périrent l'un et l'autre dans l'obscurité d'un cachot.

Pendant le siége de Pavie, Charles, pour accélérer ses triomphes, et pour seconder sa vaste ambition, avait voulu se fortifier de l'appui déjà si puissant des ministres de la religion. Il avait donné à Rome, pendant les fêtes de Pâques, des témoignages publics de sa piété, et le pape n'avait pas manqué de lui faire renouveler et augmenter, pour le salut de son ame, la donation de Pepin en faveur de saint Pierre et de ses successeurs.

Maître des deux tiers de l'Italie, Charles en flatta les peuples par la diminution des impôts, en caressa les ducs, et ne laissa de garnisons françaises que dans la Toscane et à Pavie.

Cependant la défense de ses états dans la

Germanie, ravagée alors par les Saxons, l'avait forcé de repasser les Alpes avec son armée victorieuse, et de différer le châtiment projeté contre Arégise, duc de Bénévent, qui non seulement avait seul refusé de se soumettre au nouveau roi d'Italie, mais qui venait de prendre le titre de *prince*, et de se déclarer indépendant.

Adelgise, réfugié à Constantinople, et nommé *patrice* par l'empereur, avait profité de cette diversion pour intéresser le prince de Bénévent, les ducs de Spolette, du Frioul et de Chiusi, et pour les déterminer à armer en sa faveur.

(776) Charles, vainqueur des Saxons, et informé par le pape de ce qui se tramait en Italie, traverse le Danube, fond sur le Frioul, livre plusieurs combats, dans le dernier desquels le duc, toujours battu, perd la vie. Des historiens prétendent qu'étant tombé dans la mêlée, il fut fait prisonnier, et que Charles lui fit trancher la tête.

Quelques jours après, Treviso, patrie du fameux Totila, défendue par le beau-père du duc Rodgause, tomba au pouvoir de Charles par la trahison d'un prêtre, qui obtint un évêché pour récompense.

Les autres villes s'étant également soumises,

Charles, avant de retourner contre les Saxons, confia le gouvernement du Frioul à un Français qui prit le titre de *marquis*, correspondant à celui de *margraven*, en Allemagne, c'est-à-dire *gouverneur d'une frontière*.

Des Français furent aussi chargés du commandement des autres villes, et offrirent, par là, une plus sûre garantie à la tranquillité de Charles.

(775) Ces mesures importantes ayant été prises avec rapidité, Charles fut en état de joindre les Saxons avant la fin de la campagne. Il les battit, et il leur imposa des conditions rigoureuses dans le traité qu'il conclut avec eux à Paderborn, en Westphalie. Il courut aussitôt en Espagne pour soutenir la tyrannie de quelques chefs des Sarrasins, contre lesquels leurs peuples s'étaient soulevés; et, pour prix de ses secours, il retint en sa possession la Navarre et la Cerdagne. Ce prince reçut à Pampelune qu'il fit raser, les hommages de ceux qui commandaient dans tout le pays contenu entre l'Èbre et les Pyrénées, où se trouvent ce qu'on nomme aujourd'hui la Biscaye, Guipuscoa, partie de l'Aragon, et la Catalogne.

Mais, au retour d'une expédition aussi brillante, son arrière-garde fut taillée en pièces

par le duc des belliqueux Gascons, aidés des Sarrasins, qui s'était mis en embuscade dans la vallée de Roncevaux. (778)

(779) Parmi la foule d'illustres guerriers qui périrent lors de cette célèbre défaite, on compta ce fameux Roland dont nos anciens romans ont immortalisé la mémoire. Cet échec n'empêcha point Charles de revoler dans la Hesse pour battre encore les Saxons, et pour exercer, au nom du christianisme, sur cette nation valeureuse commandée par l'immortel Vitikind, les atrocités les plus inouies, atrocités qu'on le vit encore renouveler d'une manière plus horrible quelques années après. (785=782)

(781) Tant d'exploits militaires n'arrêtaient point l'activité d'une politique profonde. De pieuses fondations, des évêchés richement dotés, sanctifiaient habilement la possession des terres arrosées d'un sang généreux; et le pape, allié soumis et reconnaissant, sacra les deux enfans de Charles, le premier, roi d'Italie, et le second, roi d'Aquitaine. Leur père croyait ainsi consolider sa puissance.

(787) Jusqu'alors Charles, occupé de tant de guerres et de tant d'affaires importantes, avait dissimulé son ressentiment contre le nou-

veau prince Arégise; mais enfin il se disposa à lui faire la guerre. Le prince de Bénévent, cherchant à calmer un si redoutable adversaire, offrit la paix à des conditions que Charles aurait peut-être acceptées, si les intérêts personnels du pape n'avaient excité le pontife à employer ses efforts pour faire rejeter tout accommodement.

Le roi des Français porta donc le ravage dans le territoire de Capoue; mais ayant rencontré dans les troupes d'Arégise une résistance dirigée par la valeur et l'habileté, et voyant que ce prince, après avoir pourvu à la défense de Bénévent, s'enfermait et se fortifiait dans Salerne, d'où il pouvait, au besoin, se sauver par la mer, il accueillit les propositions de paix qu'Arégise lui fit présenter par son second fils Grimoald, accompagné d'évêques qui se rendirent à Garillan, où il était campé. Par ce traité, Arégise devint le vassal et le tributaire du roi d'Italie, fit le sacrifice de Capoue et de cinq autres places qui étaient à la convenance du pape, et livra douze otages, au nombre desquels était Grimoald.

Une soumission si absolue de la part d'un prince belliqueux ne pouvait être que le résultat de la contrainte.

Arégise ne tarda point à chercher les moyens de secouer ce joug honteux, et à solliciter des secours auprès de l'empereur d'Orient. Mais, pendant que ce dernier envoyait des commissaires chargés d'investir Arégise de la dignité de patrice, ce prince et son fils aîné moururent presqu'en même temps, et dans des circonstances qui firent naître quelques soupçons contre la main qui avait armé la France, qui avait recueilli leurs dépouilles, et qui sur-tout signait alors ces lettres adressées à Charles, et qu'on lit avec indignation dans le *Code Carolin.*

Le pape, si ardent à poursuivre Arégise pendant sa vie, dirigea après sa mort le même acharnement contre le jeune Grimoald, redemandé avec instance par les Bénéventins. La politique de Charles semblait devoir retenir ce jeune prince dans les fers; son amour propre, séduit par une réponse adroite de Grimoald, remit ce dernier en possession des états de son père, malgré toutes les remontrances et les prédictions fondées du pape Adrien. Une flatterie fit perdre de vue les plus puissantes considérations. (787)

(788) Pendant que les commissaires du roi Charles, bien informés de ses intentions se-

crètes, n'exécutaient que lentement et très-imparfaitement les fameuses donations faites à saint Pierre, Adelgise, persuadé que son neveu Grimoald ne manquerait pas de le seconder, vint descendre dans la Calabre avec des troupes nombreuses dont l'impératrice Irène, guidée par son orgueil et son dépit, lui avait donné le commandement.

Mais Grimoald, informé qu'on surveillait ses premières démarches, et retenu par la présence de quelques troupes françaises sous le commandement de Winigise, combattit les Grecs avec beaucoup de courage. Il remporta sur eux une victoire signalée, où le jeune fils du généreux Didier trouva le terme de ses efforts, de ses malheurs et de sa vie. [1]

La mort d'Adelgise n'éteignait pas toute la race du dernier roi des Lombards. Charles avait encore à redouter la vengeance de la duchesse de Bavière, épouse du malheureux Tassilon. Elle sut mettre dans ses intérêts les Huns, Abares ou Hongrois, dont les hostilités forcèrent Charles d'envoyer en Italie une nouvelle armée dont il donna le commandement

[1] Quelques auteurs cependant rapportent qu'il se sauva de nouveau à Constantinople, où il traîna le reste de ses jours dans l'obscurité.

à Pepin son fils, et la direction au comte Béranger. Cette armée, secondée des efforts de Henri, duc de Frioul, contraint de devenir l'allié de Charles, remporta sur les Abares des avantages nombreux, et s'enrichit de leurs dépouilles. Mais, bientôt affaiblie par une maladie qui attaqua ses chevaux, elle allait succomber, sans la valeur du duc d'Istrie, qui, dans une bataille sanglante, fit un carnage horrible de tous les Abares.

(793) Cependant Louis, roi d'Aquitaine, venait, conformément aux ordres de Charles, d'arriver au secours de son frère Pepin contre Grimoald qui enfin avait jeté le masque, et qui voulait s'emparer de quelques portions du patrimoine de saint Pierre.

Les succès des deux rois réunis furent si faibles, que Charles parut se contenter alors de la répudiation faite par Grimoald de son épouse, nièce de l'empereur Constantin Porphirogenète.

(794) La tenue du célèbre concile de Francfort sur le Mein, que Charles présida comme empereur, quoique non encore revêtu de ce titre inutile à sa puissance, avait suspendu ses exploits militaires. Il reprit bientôt les armes contre les indomptables Saxons, en même

temps qu'il fit recommencer par Pepin les hostilités contre Grimoald.

Ce fut dans cette guerre que Grimoald renouvela la ruse si souvent funeste aux Français, d'abandonner son camp rempli de vivres et de vins, et de revenir ensuite tomber à l'improviste sur des soldats plongés dans l'ivresse et dans le sommeil.

(799) Un attentat commis par des hommes armés, sur la personne du pape Léon III, donna lieu à ce pape de persuader à la multitude, qu'il avait eu les yeux crevés et la langue arrachée, et que Dieu lui avait rendu miraculeusement l'usage de ces organes.

Ce même attentat devint l'occasion d'une entrevue entre le pape et Charles, dans laquelle ce prince arrêta l'exécution du grand projet qu'il avait conçu de se faire proclamer empereur.

Après avoir mis les côtes de ses vastes possessions à l'abri des incursions des redoutables Normands, Charles arriva à Ravennes à la tête d'une puissante armée. Reçu en triomphe à Rome, il y assembla le clergé, avec toute la noblesse romaine et française, pour prononcer sur les accusations intentées contre le pape. Celui-ci ayant juré sur le livre des

Évangiles qu'il ne se sentait point coupable, on rendit à Dieu de solennelles actions de graces pour le remercier de l'innocence du saint père.

(800) Cette assemblée, si auguste par les dignités éminentes dont étaient revêtus ceux qui la composaient, avait une autre mission à remplir avant de se séparer; et Charles, proclamé par elle *empereur*, fut sacré par le pape, le 25 décembre 800.

C'est donc à cette époque que l'on peut rapporter le nouveau démembrement du vaste empire des Romains, et que l'on vit se renouveler, après trois cent vingt-quatre ans, la division en empire d'Orient et en empire d'Occident, qui subsiste encore aujourd'hui, malgré les changemens occasionnés par l'établissement successif de royaumes et d'autres principautés.

(803=807) Cependant la guerre entre Pepin et Grimoald se poussait et se soutenait avec une égale vigueur de part et d'autre; Grimoald ne se laissa point vaincre par les Français. Ce prince, disent les chroniques, souverain d'un état très-médiocre en comparaison de la monarchie française, fit voir, par son exemple, que Charlemagne n'aurait pas gagné tant de

batailles, ni fait tant de conquêtes, s'il eût ailleurs trouvé des ennemis qui sussent faire la guerre.

(806) Charles, après avoir vaincu pour la huitième fois les Saxons, et forcé le roi des Danois à accepter des conditions de paix, avait fait le partage de ses états entre ses trois fils. Charles, leur aîné, eut la Neustrie, l'Austrasie et la Thuringe, c'est-à-dire tout le pays compris depuis la Loire jusqu'aux rives de l'Elbe, au-delà du Weser; Louis eut l'Aquitaine, la Gascogne, et ce que les Français possédaient sur les frontières de l'Espagne, c'est-à-dire ce qui se trouvait entre le cours de l'Ebre, du Rhône et de la Loire; et le roi d'Italie vit ajouter à ses possessions la plus grande partie de la Bavière, la Souabe et le pays des Grisons.

Il n'est pas hors de propos de remarquer que Charlemagne, après quarante ans d'un règne glorieux, exerçant une autorité presque sans bornes, fit néanmoins approuver ce partage par une assemblée de grands propriétaires, ecclésiastiques et séculiers de son empire, qu'il avait à cet effet réunis à Thionville.

(811) Bientôt la mort de Charles son fils aîné, et de Pepin, vint affliger Charlemagne au milieu de tous les embarras que lui don-

naient le génie et la valeur du roi des généreux Danois, et ralentir les soins qu'il prenait pour établir une marine formidable.

(813) Charlemagne donna à Bernard, fils naturel de Pepin, le royaume d'Italie qu'avait possédé son père; et il nomma pour général de ses armées le comte Valla ou Valon, qui remporta presque aussitôt une victoire signalée sur le nouveau prince de Bénévent, et qui le contraignit à se soumettre.

Le patrice Nicéphore, Grec d'origine, avait détrôné l'impératrice Irène, que ses crimes inouis n'ont point empêché d'être canonisée par l'église grecque.

(802) Le règne de Nicéphore est l'époque marquée dans l'histoire pour le commencement de l'empire des Grecs ou du Bas-Empire, deux ans après que Charlemagne eut placé dans sa famille le sceptre impérial d'Occident. Ce prince, parvenu à un âge avancé, fatigué par de nombreuses incommodités qu'il devait à ses travaux, et qu'un penchant immodéré pour les femmes avait encore multipliées, associa à l'empire Louis, le seul fils qui lui restait.

Être toujours zélé pour la religion, honorer les évêques comme ses pères, aimer les peuples comme ses enfans, gouverner avec douceur,

sans se relâcher dans l'exercice de la justice, récompenser le mérite, être circonspect dans le choix de ses ministres, mais ne jamais dépouiller, sans un motif grave, de leurs dignités ceux qu'il en aurait revêtus, telle est l'espèce de code que ce grand homme dicta publiquement à son fils, et les conditions sages qu'il lui imposa.

(814) La mort vint bientôt terminer le règne glorieux d'un monarque dont l'ambition démesurée peut seule ternir la mémoire; car c'est à cette ambition et aux mœurs de son siècle qu'il faut attribuer les expéditions sanglantes qu'on le vit entreprendre ou autoriser. On pouvait reprocher à ce héros de s'être trop occupé de théologie; mais le courage, la patience, l'intrépidité, le génie, l'amour des arts et de la justice, tout se réunit en lui pour fixer les regards de la postérité; et, si l'on considère l'esprit du siècle où il vécut, les grandes qualités dont il brilla, et les bienfaits dont il combla le clergé, on concevra facilement pourquoi l'église le mit au nombre de ses saints, et pourquoi les historiens le proclamèrent un grand homme.

Montesquieu a sagement observé que l'armure des cavaliers, devenue plus pesante,

engagea Charlemagne à reculer la majorité qui, jusqu'à son règne, était restée fixée à quinze ans. Ce prince s'était efforcé de rendre à la classe du peuple une partie de ses droits naturels, et de l'affranchir de l'odieuse dépendance de ses comtes. Il était ainsi parvenu à introduire dans ses armées un grand nombre de propriétaires, chez lesquels germaient l'amour de l'ordre et le sentiment généreux de l'orgueil national. Mais sa mort renversa ses belles institutions, et les comtes reprirent bientôt assez de force pour rétablir les anciens abus, et balancer encore l'autorité royale.

Ce fut sous le règne de Charles qu'on recueillit en vers les espèces de chroniques des rois ses prédécesseurs, et que l'on vit paraître ces premiers romans que créa l'esprit chevaleresque, auquel des guerres non interrompues et un amour respectueux pour les dames avaient donné naissance.

Mais comment se flatter de pouvoir suivre ce grand homme dans tous les attributs de sa gloire? Le génie seul a le droit de léguer son portrait aux siècles futurs.

« Charlemagne, dit Montesquieu, songea à tenir le pouvoir de la noblesse dans ses limites,

et à empêcher l'oppression du clergé et des hommes libres..... Tout fut uni par la force de son génie..... L'empire se maintint par la grandeur du chef; le prince était grand, l'homme l'était davantage. Les rois ses enfans furent ses premiers sujets, les instrumens de son pouvoir, et les modèles de l'obéissance. Il fit d'admirables réglemens; il fit plus, il les fit exécuter. Son génie se répandit sur toutes les parties de l'empire. On voit dans les lois de ce prince, un esprit de prévoyance qui comprend tout, et une certaine force qui entraîne tout..... Vaste dans ses desseins, simple dans l'exécution, personne n'eut à un plus haut degré l'art de faire les plus grandes choses avec facilité, et les difficiles avec promptitude..... Les affaires renaissaient de toutes parts, il les finissait de toutes parts. Jamais prince ne sut mieux braver les dangers, jamais prince ne les sut mieux éviter. Il se joua de tous les périls, et particulièrement de ceux qu'éprouvent presque toujours les grands conquérans, je veux dire les conspirations. Ce prince prodigieux était extrêmement modéré; son caractère était doux, ses manières simples; il aimait à vivre avec les gens de sa cour..... Il mit

une règle admirable dans sa dépense; il fit valoir ses domaines avec sagesse, avec attention, avec économie; un père de famille pourrait apprendre, dans ses lois, à gouverner sa maison..... »

Louis venait d'hériter des vastes états de son père et de sa bravoure, mais non de son génie. Trop servile imitateur de Charlemagne pour mesurer la distance que des conjonctures différentes mettent entre deux actions semblables, Louis, partageant ses états entre ses enfans, et s'associant Lothaire, l'aîné d'entre eux, commençait le démembrement de l'empire français, connu sous le nom d'*empire d'Occident.* (817)

Cette association prématurée mécontenta les deux rois, et irrita Bernard, roi d'Italie, auquel ses courtisans firent aisément entendre qu'étant fils de Pepin, frère aîné de Louis, et possédant le royaume d'Italie, l'empire lui appartenait. Oubliant et sa faiblesse et le vice de sa naissance, le jeune Bernard lève des troupes pour appuyer sa rebellion; mais effrayé par les grands préparatifs de l'empereur, et trompé par les promesses de l'impératrice, il vient lui-même se jeter aux pieds de son oncle pour sol-

liciter son pardon. Louis le Débonnaire ordonna que le procès fût fait à Bernard et à ses complices ; et ce jeune prince expia son crime, ou plutôt son repentir et sa confiance, par la perte de ses yeux et de la vie.

(823) L'empereur se soumit bientôt, pour ce meurtre, aux cérémonies avilissantes de la pénitence publique. Mais, tandis qu'il édifiait le peuple par des pratiques puériles de dévotion, et qu'il irritait les évêques par de grandes réformes dans le clergé, on le vit épouser en secondes noces Judith. Cette princesse était fille du comte Welf de Weingarten, en Souabe, et l'un des principaux seigneurs de Bavière.

(819) De ce mariage naquit ce Charles dont l'existence devait être, pour la monarchie française, une source de malheurs.

Le besoin de donner un apanage à ce puîné et les pressantes sollicitations de sa mère ayant engagé Louis à faire un nouveau partage de ses états, deux de ses fils saisirent ce prétexte pour se révolter. Ils se rendirent, à plusieurs reprises, maîtres de la personne de l'empereur. Secondés par le ressentiment des évêques et des abbés, dont plusieurs furent depuis canonisés, ils avaient déposé leur père pour la troisième

fois, lorsque le puissant appui du roi de Germanie, leur frère, rendit à l'empereur toute son autorité, sans ôter au père rien de sa faiblesse.

En effet, la fin de ce règne malheureux ne fut qu'une succession non interrompue de révoltes et de pardons, d'ingratitude et de combats, à la suite desquels ce père infortuné et pusillanime mourut de chagrin et d'inanition, après avoir laissé déchirer ses états par des fils dénaturés, et usurper ses prérogatives par des papes ambitieux. (840)

Ceux-ci avaient d'abord profité des dissentions de l'empire, pour remplir leurs fonctions sans la confirmation nécessaire et préalable des empereurs ; ils ne tardèrent pas à prétendre au droit de conférer la couronne impériale.

La mort de l'empereur Louis ne put appaiser des troubles qui avaient eu pour motifs les avantages faits à Charles le Chauve. Malgré les sermens prêtés par le nouvel empereur Lothaire, le sang français coula encore pour les intérêts de trois frères divisés ; et la première année du règne du jeune Charles fut signalée par la sanglante bataille de Fontenai, près d'Auxerre, où les débats d'une seule famille im-

molèrent plus de cent mille Français. La division funeste qui se prolongea entre ces princes, et leur réunion feinte, contribuèrent également à la chûte de leur autorité, et à l'envahissement de leurs états respectifs par les Normands d'un côté, et par les Sarrasins de l'autre. Ces derniers, déjà maîtres de la Sicile, de la Pouille et de la Calabre, venaient de s'emparer du beau duché de Bénévent, pendant que Lothaire, battu en deçà des Alpes, se voyait dépouillé de l'empire par un jugement de ces mêmes évêques qui avaient justifié et partagé sa révolte contre son père, et qui citaient cette rebellion comme le principal motif de leur injurieuse sentence.

Rétabli ensuite par un nouveau traité avec ses frères, l'empereur envoya en Italie son fils Louis, à la tête d'une armée française que les Sarrasins ruinèrent, en l'attaquant partiellement dans les gorges des montagnes et dans les défilés. Les débris de cette malheureuse armée furent sauvés par le fils du duc de Naples, qui surprit et battit les Sarrasins. Une nouvelle armée française, envoyée par Lothaire, fournit au jeune roi d'Italie les moyens de vaincre complètement ces mêmes Sarrasins, et de se

venger sur eux d'une manière aussi barbare qu'éclatante.

(852) Quelques années après, il fut moins heureux dans une seconde expédition contre la ville de Bari, dont les Sarrasins contraignirent son armée à lever le siége.

Vers ce même temps, il se forma dans Rome une conspiration puissante contre l'autorité des Français, à l'obéissance desquels plusieurs magistrats voulaient se soustraire, en réclamant l'assistance des Grecs. Mais ce projet dont il ne fut point fourni de preuves, se trouva déjoué par la dangereuse dénonciation qu'en osa faire le maître de la milice romaine.

(855) Louis II, roi d'Italie depuis onze ans, et associé à l'empire depuis six ans, était empereur à l'âge de trente-trois ans, par l'abdication de Lothaire qui, obéissant aux préjugés établis, crut expier ses fautes en s'enfermant dans un couvent, après avoir opéré un second démembrement de l'empire par le partage de ses états entre ses trois enfans.

Lothaire II, son second fils, eut le pays situé entre le Rhône, la Saône, la Meuse, l'Escaut et le Rhin, dont une partie conserva le nom de Lorraine (*Lotharii regnum*), et Charles

eut la Provence, entre le Rhône, les Alpes et la Méditerranée, que ses frères se partagèrent, à sa mort, en 863.

(861) Les premiers soins de Louis II furent d'aller combattre les Sarrasins, qu'il n'empêcha point de mettre à contribution la principauté de Bénévent et les plus riches monastères. Vainement il eut recours à des levées extraordinaires, son armée encore défaite le réduisit à appeler son frère Lothaire; mais n'ayant point eu la sagesse de réunir ou de combiner leurs forces, ils ne purent retirer de leurs succès partiels aucun avantage décisif. Victorieux et battus successivement dans les campagnes suivantes, les Français emportèrent enfin d'assaut la ville de Bari, où ils passèrent tous les Sarrasins au fil de l'épée. Le commandant de cette ville, le seul qui eût été excepté de cette cruelle proscription, partageant la jalousie que les Grecs avaient conçue contre les Français, parvint bientôt à aigrir le prince de Bénévent contre eux. L'indiscipline des soldats français et les vexations qu'ils se permettaient d'exercer, donnaient beaucoup de poids aux insinuations du Sarrasin et aux offres secrètes des Grecs, qui aimaient mieux voir les infidèles en Italie,

que de permettre qu'ils en fussent chassés par les Français.

Le prince Adelgise fomentait la rebellion des principales villes de la Campanie, du Samnium et de la Lucanie, en même temps qu'il protestait de son attachement pour Louis, qui, reparaissant à la tête de ses troupes, réduisit les villes rebelles, assiégea Capoue, et ravagea son riche territoire. Mais ce prince, bientôt attendri par les prières du clergé, renonçant à ses projets de vengeance, revint se reposer à Bénévent, auprès d'Adelgise qu'il croyait son ami, parce qu'il en était le défenseur. Celui-ci commença par l'engager à congédier une partie de ses troupes, et à cantonner l'autre dans les bourgs et villages voisins, prétextant l'avantage du soldat et le soulagement de Bénévent. L'empereur suivit ce conseil perfide, et s'endormit au milieu de sa garde.

(871) Adelgise, croyant alors le moment favorable, se met à la tête de conjurés nombreux, bien armés, et portant des torches enflammées; il court au palais du prince qu'il ne peut cependant prendre par surprise; mais au bout de trois jours, Louis, n'ayant pour défense qu'un très-petit nombre de Français,

et manquant de vivres, tombe entre les mains du traître qui le jette dans une prison obscure. Mais, lorsque Adelgise calculait tous les avantages qu'il pouvait retirer de la captivité de l'empereur, il fut informé de l'approche d'une flotte sarrasine, et de la prompte réunion de l'armée française. Menacé ainsi de part et d'autre, il se décide à rendre à l'empereur sa liberté; mais il lui fait jurer sur des reliques, de ne tirer aucune vengeance d'un si sanglant outrage, et de ne plus entrer en armes dans la principauté de Bénévent.

Le pape Adrien II, celui-là même qui, le premier, avait essayé de se faire élire sans la participation des *missi*, ou commissaires de l'empereur, connaissait trop bien ses propres intérêts pour ne pas s'empresser de relever Louis d'un serment que la contrainte avait extorqué. Ce prince ainsi absous d'avance, craignit cependant de fournir un prétexte à la défection de quelques vassaux ambitieux, et remit à l'impératrice Engelbergue une armée formidable, avec le soin de le venger.

De nouveaux événemens vinrent changer cette disposition, et tournèrent un moment en faveur d'Adelgise les armes si justement préparées contre lui.

Il était de la plus grande importance pour l'empereur de repousser les Sarrasins qui, de l'Afrique, accouraient au secours de ceux d'Italie. Il marcha donc au secours de Salerne et de Capoue, dont les Sarrasins effrayés levèrent le siége. Vainement leur chef s'efforça de ranimer leur courage; ils bravèrent son autorité, se saisirent de sa personne, lui lièrent les mains, et le transportèrent ainsi dans son navire. Ils se rembarquèrent ensuite tumultueusement, et allèrent décharger leur fureur sur les côtes sans défense des deux Calabres.

(873) Louis saisit l'occasion favorable pour exécuter ses premiers projets contre Adelgise, et vint assiéger Bénévent. Mais Adelgise qui avait prévu cet orage, avait eu le temps de traiter secrètement avec l'empereur d'Orient qu'il offrait de reconnaître pour souverain, et auquel il promettait le tribut qu'il avait payé jusqu'alors au roi d'Italie. En vertu de cette négociation, on vit une flotte grecque arriver au port d'Otrante, et les troupes qu'elle avait débarquées se dirigèrent pour protéger Bénévent. Louis se hâta de négocier par l'entremise du nouveau pape. Il eut la liberté de reconduire son armée au-delà des Apennins;

mais, depuis cette époque, la principauté de Bénévent cessa de relever des empereurs français.

Deux ans après, la mort de Louis, qui ne laissait qu'une fille, semblait devoir procurer l'empire à Louis le Germanique, ou à Carloman son fils, que l'empereur avait institué son héritier. Mais Charles le Chauve, ayant traversé rapidement le Mont Cenis à la tête d'une armée, battit les troupes de son frère, commandées par le jeune Carloman, trompa par des négociations et de vaines promesses son autre neveu, acheta le suffrage du pape Jean VIII, et l'emporta momentanément sur les prétentions de Louis le Germanique. Ce dernier était plus digne de la couronne impériale; et sa mort arrivée l'année suivante, aurait dû mettre un terme à ces longues dissentions de famille. (876)

Charles, qui venait de faire crever les yeux à son propre fils, ne défendit pas mieux ses nouveaux états de l'Italie qu'il n'avait défendu ceux de France contre les incursions des Normands, et contre les entreprises des princes d'Aquitaine et de Bretagne. Mais, n'osant pas résister aux pressantes sollicitations du pape,

il acheta honteusement la paix avec les Normands; il prit quelques précautions contre ses neveux qu'il avait injustement attaqués, et par lesquels il avait été repoussé à Andernach, près de Trèves. Alors il repassa les Alpes à la tête d'un corps nombreux de cavalerie, après avoir donné ordre à ses généraux de le suivre avec le reste de son armée. Il ne fut pas plutôt arrivé à Pavie, qu'apprenant l'approche inattendue de son jeune neveu Carloman, roi de Bavière, il courut, avec le pape, se réfugier dans Tortone, d'où il se hâta de regagner la Savoie. Il avait attendu vainement l'arrivée de ses troupes retenues par la trahison de ceux auxquels il en avait confié le commandement, tandis que Carloman fuyait de son côté, sur le faux bruit de l'approche des Français. Charles, contraint par une maladie de s'arrêter au pied du Mont Cenis, dans la chaumière d'un paysan, y fut empoisonné par le juif Sédecias, son médecin, dans lequel il avait mis toute sa confiance et son affection. Cependant Charles avait imaginé pour contenir l'Italie, d'y établir trois nouveaux ducs. Il avait confié le Frioul à Béranger son neveu, le duché de Spolette à Gui ou Guidon, petit-fils, par sa

mère, de Louis le Débonnaire, et le duché de Milan à Boson, son beau-frère, que Carloman ne tarda point à déposséder.

Charles, aussi faible que vain, plus entreprenant que capable de soutenir ses entreprises, avait laissé prendre une nouvelle vigueur aux prétentions toujours croissantes du saint siége, pendant que l'autorité de sa couronne avait au contraire reçu les plus fortes atteintes par l'hérédité qui s'établissait dans les titres et dans les dignités. Ainsi naissait ce gouvernement féodal, redoutable rival des rois, funeste oppresseur des peuples que des comtes, des évêques et des moines, se partageaient comme de vils bestiaux.

Le titre d'empereur, déjà si différent de ce qu'il avait été entre les mains de Charlemagne, fut également brigué par Louis le Bègue, roi de France, comme fils de Charles le Chauve, et par Carloman, qui se substituait aux droits de Louis le Germanique, son père. Ayant eu l'un et l'autre la faiblesse de penser que l'agrément du pape leur était indispensable, ils s'abandonnèrent aux vaines démonstrations de Jean VIII, si prodigue de promesses et d'excommunication, et la mort vint les surprendre avant la décision du pontife.

Pendant que deux des enfans de Louis le Bègue partagèrent le royaume de France, celui de Bavière fut divisé entre les deux frères de Carloman ; et l'un d'eux, Charles le Gros, roi de Souabe, de Suisse et d'Alsace, étant entré en Italie à la tête de ses troupes, s'empara du royaume de Lombardie, et contraignit le pape à lui donner la couronne impériale, que personne alors ne lui pouvait disputer. (883)

Nous avons vu que le prédécesseur de Jean VIII avait osé se passer du suffrage, jusqu'alors nécessaire, des commissaires de l'empereur. Treize ans après, Jean prétendait déjà que les empereurs ne pouvaient être sacrés sans avoir été appelés et élus par les papes; et Charles le Gros, à la tête de son armée, n'avait point réclamé contre cette étrange formule.

(882=884) Un pacte honteux que les Normands venaient de dicter à ce prince, semblait annoncer sa chûte prochaine, lorsque la mort des deux jeunes rois des Français et l'enfance de Charles le Simple, fils posthume de Louis le Bègue, furent pour les seigneurs français une occasion d'offrir cette couronne à l'empereur.

Ce prince, par cette usurpation qu'il était impossible de justifier, réunit dans sa main les vastes états qu'avait possédés Charlemagne. Revêtu de la dignité impériale, Charles le Gros régnait sur l'Italie, la Germanie, la Pannonie (Hongrie), la France, et au-delà des Pyrénées, jusque sur les bords de l'Ebre. Mais il avait indigné les Allemands par la cession de la Frise au duc des Normands, et il prouva que la puissance ne doit pas se mesurer sur l'étendue des domaines.

Contraint par les redoutables Normands de recourir encore à des traités déshonorans qui soulevèrent contre lui la nation généreuse des Français; méprisé des Italiens qu'il abandonnait aux ravages des Sarrasins; aveuglément aigri contre le seul ministre qui fût capable de gouverner; enfin précipité subitement du haut de son trône, Charles fut réduit à la mendicité. Il vécut des aumônes d'un archevêque de Mayence, et d'Arnould, l'un des usurpateurs de ses états. (887)

La couronne de France ne passa point alors au dernier fils de Louis le Bègue. La jeunesse de Charles fut encore le prétexte qu'alléguèrent les seigneurs français pour choisir Eudes,

comte de Paris, fils de Robert le Fort, qui feignit de ne l'accepter que pour la conserver au jeune prince. Eudes était heureusement l'homme le plus en état de soutenir la monarchie prête à s'écrouler, de châtier les Normands, et de contenir les autres prétendans, ainsi que la foule de rebelles prêts à renouveler tous les désordres. Plusieurs comtes cependant ayant combattu pour Charles, Eudes partagea l'autorité avec ce prince qu'il laissa bientôt après, par sa mort, le maître autant que Charles pouvait le devenir, d'un royaume dont plusieurs usurpations avaient déjà détaché les deux Bourgognes, la Provence et le Dauphiné.

Il était alors facile de reconnaître que, si Charles n'eût pas été absolument incapable de régner, les seigneurs français toujours ambitieux se seraient bien gardés de le laisser monter sur le trône. Mais son incapacité était favorable à leurs projets d'envahissement; et ce fut pendant les vingt-quatre ans que le prince porta le titre de roi, que l'on vit s'établir d'une manière encore plus stable, ces duchés, ces marquisats, ces comtés héréditaires, cette gradation de fiefs déjà usurpés sous les règnes précédens, ces diverses seigneu-

ries aussi redoutables aux rois qu'accablantes pour les peuples, et qui ne devaient céder qu'après huit siècles de tyrannie, au génie despotique, mais sublime de Richelieu.

Tant de petits souverains, armés les uns contre les autres, se combattaient sans que le roi pût s'y opposer; et l'on vit Hugues le Grand, comme on avait vu Charles Martel, se tenir sur les marches du trône, et laisser paraître successivement son beau-frère et les faibles rejetons de la famille de Charlemagne, dont les trois derniers périrent de mort violente.

Cependant la mort de Charles le Gros avait laissé vacante la dignité impériale. Arnould, bâtard de Carloman, et duc de la Carinthie, favorisé par le pape, avait été obligé de la disputer à Guy, duc de Spolette, que le pape Étienne VI avait couronné, et à son fils, le valeureux Lambert. Béranger, duc de Frioul, s'étant fait depuis couronner empereur par le pape, portait ce titre depuis deux ans, quand il vit descendre du haut des Alpes un nouveau compétiteur. C'était Louis, roi d'Arles et de Bourgogne, qui réclamait la qualité d'empereur qui avait été portée par Boson, son père, comme époux de la fille unique de Louis II. Ce Boson,

que l'ambition de sa seconde femme Hermangarde et de sa sœur Richilde, épouse de Charles le Chauve, et l'appui de tous les évêques du Midi, avaient aidé à démembrer la France, passait pour avoir empoisonné sa première femme. Son nouveau royaume comprenait la Provence, le Dauphiné, une partie du Lyonnais, la Tarentaise, la Maurienne, une partie du comté et du duché de Bourgogne, le Vivarais, et le canton suisse où est Lausanne.

L'armée du jeune Louis fut taillée en pièces par Béranger, qui permit au roi d'Arles de ramener les débris de ses troupes, sous la condition expresse de ne plus rentrer en Italie.

(899) Arnould était mort empoisonné par les intrigues de la veuve de Guy, qu'il avait assiégée dans le château de Firmo.

Louis d'Arles, rappelé par les Italiens et par le pape Étienne VII mécontens de Béranger, revint malgré sa promesse à la tête d'une armée plus formidable; et secondé par Adalbert, marquis de Toscane, il poursuivit avec vigueur les troupes que Béranger commandait en personne. Étant parvenu à le joindre, il engagea le combat; et, la victoire s'étant décidée pour lui, Béranger se retira en Bavière,

laissant son rival maître de l'Italie et du titre insignifiant d'empereur, dont il se montrait si jaloux.

Étourdi d'un si prompt avantage, Louis commit l'indiscrétion de se brouiller avec Adalbert, de licencier les troupes italiennes, et de renvoyer les Français au-delà des Alpes. Peut-être ajouta-t-il l'imprudence d'abuser de son autorité. Quoi qu'il en soit, l'inconstance des Italiens rappela Béranger, qui accourut surprendre Louis dans Vérone, après avoir corrompu ses gardes, le chargea de fers, lui fit crever les yeux, et l'envoya dans son royaume d'Arles, où il régna jusqu'en 924, sous la dénomination de Louis l'Aveugle, qu'il dut à son imprévoyance.

(889) Ce fut au milieu des misérables et sanglantes rivalités pour le titre d'empereur, que l'on vit naître ces deux factions célèbres, connues sous le nom de *Guelphes* et de *Gibelins*, qui déchirèrent si long-temps la malheureuse Italie, l'une sous l'étendard des empereurs, l'autre sous la bannière des papes, et dont on retrouverait peut-être encore aujourd'hui les traces, dans le goût de ceux-ci pour l'asservissement, dans l'amour de ceux-là pour l'indépendance.

Ces papes mettaient beaucoup de suite dans leur projet d'accoutumer les Romains à se passer d'empereurs, pour s'assurer de plus en plus la souveraineté qu'ils ambitionnaient. Aussi vit-on des vacances de l'empire de trois et de dix ans. Celle qui précéda le couronnement d'Othon le Grand, duc de Saxe et roi de Germanie, se prolongea jusqu'à trente-huit ans. Les rois de Germanie et ceux de l'Italie qui, tous, voulaient ceindre leur front du diadême impérial, croyaient indispensable de recevoir de la main des papes le sacre et la couronne.

Rodolphe, roi de la Bourgogne transjurane, et Hugues, marquis de Provence, avaient successivement fait passer les Alpes à des armées françaises, pour aller recevoir et défendre la couronne d'Italie que leur avaient offerte les diverses factions.

(950) Lothaire, ayant succédé à Hugues son père, fut bientôt la victime d'une nouvelle conspiration qui mit Béranger, marquis d'Ivrée, sur le trône auquel fut enfin appelé Othon premier, dont le grand-père avait donné en Allemagne l'exemple que suivit en France Hugues l'Abbé, et qui ne tarda point

à réunir sur sa tête la couronne impériale.

Le dixième siècle, témoin de l'origine de beaucoup de grandes familles, en vit s'éteindre deux bien illustres, l'une en Asie, et l'autre en Europe. La dynastie des Tam, à la Chine, après deux cent quatre-vingt-dix ans de règne, fit place à cinq petites familles qui occasionnèrent de longs troubles; la dynastie de Charlemagne disparut après avoir régné deux cent trente-cinq ans, et abandonna l'Europe aux rivalités interminables entre les papes dont le pouvoir s'affermissait, les empereurs dont l'autorité chancelait, les rois qui se créaient de nouveaux domaines, et les seigneurs qui se multipliaient au milieu du désordre et de l'anarchie.

(987) A cette époque, les rois de France étaient les plus petits seigneurs de leur royaume, et deux cents ans ne s'étaient point encore écoulés depuis la mort de Charlemagne. Mais aucun de ses descendans n'avait hérité de son génie. La faiblesse de son fils, l'ingratitude et la division des enfans de Louis le Débonnaire, la rebellion scandaleuse des seigneurs, et sur-tout des évêques; les prétentions, les usurpations de la noblesse et du clergé, tout sembla con-

courir à accélérer les rapides progrès de la puissance temporelle des papes, et à dépouiller les princes français de la dignité impériale, ainsi que des possessions qu'ils auraient pu conserver en Allemagne et en Italie.

FIN DU LIVRE SECOND.

SOMMAIRE

DU LIVRE TROISIÈME.

Hugues Capet. — Mèle. — Godefroi. — Drangeot. — Tancrède. — Croisades. — Louis le Jeune. — Philippe Auguste. — Français, Rois de Jérusalem. — Empire latin. — Inquisition. — Saint Louis. — Grands Électeurs en Allemagne. — Charles d'Anjou appelé au trône de Naples. — Bataille de Bénévent; Défaite de Mainfroi. — Bataille de Palène; Défaite de Conradin par Érard de Valery. — Vêpres Siciliennes. — Procida. — Philippe le Long. — Tentatives pour établir l'uniformité des Poids et Mesures. — Les Valois. — Découverte de la Boussole et de la Poudre. — Les Suisses libres. — Jeanne Ière, Reine de Naples. — Louis II. — Bataille de Ponte-Corvo. — Jeanne II. — Le Comte de la Marche. — Louis III. — Alphonse d'Aragon. — Réné d'Anjou. — François Sforce. — Jean d'Anjou. — Bataille près du Vésuve. — Bataille près de Troja. — Galéas Sforce. — Louis XI. — Laurent de Médicis. — Mahomet II. — Destruction de l'Empire d'Orient. — Découverte de l'Imprimerie.

LIVRE TROISIÈME.

Depuis 987 jusqu'en 1483, Ère Vulgaire.

Une usurpation avait donné la couronne de France aux Carlovingiens, une usurpation venait de la leur enlever; mais Hugues Capet, en montant sur le trône, avait apporté bien plus de domaines et d'autorité que le roi qu'il remplaçait n'en avait possédé. Il était, en effet, duc de France, comte de Paris et d'Orléans; et il se trouvait fortifié de l'appui du duc de Bourgogne son frère, et de son beau-frère Richard, duc de Normandie. Son courage uni à beaucoup de modestie apparente, ses égards pour les autres seigneurs, et sa vénération affectée pour les évêques, avaient affermi la couronne dans sa famille. Sa politique avait fait mourir en prison le malheureux Charles de Lorraine et les deux plus jeunes de ses fils, derniers rejetons de la famille de Charlemagne; et la royauté était comptée pour si peu de chose par les grands seigneurs, depuis long-temps indépendans des rois, qu'ils se montrèrent indifférens à cette usurpation.

Alors le privilége d'élire les empereurs d'Occident était exercé par les seigneurs de Germanie, malgré les prétentions que le pape Jean VIII avait élevées lors du couronnement de Charles le Gros. Ces papes, d'abord choisis par les empereurs, non seulement avaient secoué le joug de leur souveraineté, mais ils voulaient encore traiter l'empire comme un fief mouvant du saint siége, et toujours à sa disposition.

(1025) Pendant que Robert, héritier de Hugues, était excommunié par le pape qui se mêlait de son mariage, ce même Robert, partageant les erreurs de son siècle, faisait, à l'instigation de quelques prêtres, brûler en sa présence d'autres prêtres accusés d'hérésie. Plusieurs princes et prélats italiens, ennuyés d'obéir à des Allemands, lui offrirent le royaume d'Italie, et, dit-on, la dignité impériale pour lui-même ou pour Hugues son fils aîné. Mais Robert ne fut point séduit par ces offres brillantes. Considérant que les Italiens étaient naturellement inconstans, qu'alors même ils étaient extrêmement divisés, il crut qu'un titre pompeux et qu'un état dont la possession était plus qu'incertaine, ne pourraient le dédommager des jouissances de la paix et de l'estime de

sa propre nation. Sa modération étonna les peuples voisins; elle flatta les Français, sur lesquels Robert était digne de régner.

Ce fut à la mort de ce prince qu'on entendit le peuple s'écrier : *Nous avons perdu un père qui nous gouvernait en paix ; nous étions en sûreté et nos biens aussi, et nous ne craignions personne.....* (1031)

C'était vers le milieu du règne de Robert qu'on avait vu plusieurs pélerins normands jeter en Italie les fondemens d'un grand royaume.

Le monastère de Saint-Michel du promontoire Gargano, sur la mer Adriatique, était célèbre par la dévotion des peuples. Mèle, apulien, illustre par son courage, [1] y ayant rencontré plusieurs de ces Normands, fut frappé de leur bonne mine et de l'air martial qu'ils laissaient éclater. Ce brave homme avait, depuis long-temps, formé le généreux projet d'affranchir sa patrie du joug odieux des empereurs grecs qui savaient tyranniser les peuples, et ne savaient pas les défendre contre les incursions des Africains. Mèle, desirant s'adjoindre pour compagnons de son entreprise des

[1] Machiavel, qui le nomme Mélore, dit qu'il commandait la Pouille au nom de l'empereur d'Orient.

guerriers tels que ces pélerins, lia conversation avec eux, leur vanta les agrémens et la fertilité de l'Apulie et de la Calabre, leur exagéra la faiblesse et la lâcheté des Grecs, et parvint à leur donner l'envie de venir s'établir dans cette belle portion de l'Italie.

(1016) Trop peu nombreux pour commencer alors leur entreprise, ils prirent l'engagement de revenir l'année suivante avec de plus grandes forces. Fidèles à leur promesse, ils rentrèrent effectivement par diverses routes en Italie, accompagnés d'un grand nombre de leurs compatriotes, déguisés tous en pélerins; et Mèle, remettant entre les mains de ces braves des armes qu'ils savaient mieux manier que le bourdon, commença la guerre avec quelque succès.

Déjà les Normands étaient couverts de gloire et chargés de butin; Mèle, combattant à leur tête, avait vaincu les Grecs dans trois batailles rangées, et il se trouvait maître de l'Apulie jusqu'à la terre de Labour. Basile Bugien, envoyé dès l'année précédente par les empereurs d'Orient pour repousser les Normands, et qui s'était alors borné à élever quelques forteresses, revint avec des forces supérieures, et un grand nombre de machines

de guerre. Arrivé par le golfe de Manfredonia, il remonta l'Ofanto; et, sur les bords de ce fleuve, près Cannes, il rencontra Mèle, lui livra une bataille dont l'avantage fut longtemps disputé, et, malgré la bravoure des Normands, il mit ses troupes dans une déroute complète.

Le généreux Mèle, désespéré de cet échec, laisse le reste de ses Normands sous la protection des princes de Capoue et de Salerne, et va solliciter, auprès de l'empereur Henri le Boiteux, des secours prompts et puissans. Les intérêts personnels de l'empereur et du pape parlaient encore plus hautement que les instances de Mèle, et les succès rapides des Grecs menaçaient tous les états de l'église dont les schismatiques n'étaient pas sans doute disposés à laisser la jouissance à sa sainteté.

La mort de Mèle, créé duc d'Apulie par l'empereur, avait retardé l'exécution des projets formés de concert avec lui, et presque toute la grande Grèce se voyait déchirée par les Grecs et par les Sarrasins.

(1020) Ce fut alors que Godefroi Drangeot, évitant le ressentiment de Richard II, duc de Normandie, vint avec ses frères et un grand nombre d'amis et de vassaux en Italie, et reçut

du pape, avec sa bénédiction, le conseil d'aller se joindre à ses compatriotes dans l'Apulie, pour combattre les Grecs.

Les succès et la victoire s'attachèrent aux bannières de ces braves aventuriers, dont les rangs se trouvèrent successivement grossis par de nouveaux Normands que l'empereur vint enfin seconder, et qu'il récompensa par quelques titres honorifiques dont les Normands ne tardèrent point à faire des dignités utiles.

(1024) Mais cet empereur, le dernier de la branche de Saxe, mourut avant d'avoir décidé la question de savoir s'il se ferait moine à Verdun, ou chanoine à Strasbourg. Ses largesses immenses en faveur des églises, et sa soumission aux évêques, valurent à ce prince l'honneur d'être canonisé en 1152 par le pape Eugène III.

Bientôt les fils de Tancrède, seigneur d'Hauteville, sur les côtes voisines de Coutances, vinrent renouveler contre les Grecs, dans les principautés de Salerne et de Capoue, des exploits dignes des temps héroïques. Averse, que les Normands avaient bâtie au nord de Naples, fut érigée en comté, et devint le prix de leurs services. Mais le voisinage de ces guerriers étant peu recherché par les divers

seigneurs qu'ils avaient secourus, ceux-ci parvinrent à diriger leur courage contre les Sarrasins, alors maîtres de la Sicile.

(1038) Les Normands se joignirent aux généraux de l'empereur d'Orient; et ce fut dans cette guerre que Guillaume, fils aîné de Tancrède, acquit le surnom de *Bras de Fer*, ou *Fier à Bras*.

L'orgueil et l'avidité des Grecs payèrent mal les travaux de leurs généreux auxiliaires, auxquels on disputa même leur part du butin; mais cette fois la fourberie des Grecs fut punie par la dissimulation des Normands. Ces derniers feignirent de borner leur demande à être rembarqués pour l'Italie, et les généraux grecs s'empressèrent de les faire tous conduire à Reggio, à l'extrémité de la Calabre.

Pendant que les Grecs s'applaudissent de l'éloignement des braves aventuriers, Guillaume et Ardouin, Robert Guiscard et Roger, de concert avec Rainulfe, comte d'Averse, se précipitent sur la Calabre et sur l'Apulie. Ils en chassent entièrement les troupes de l'empereur d'Orient; et les ports d'Otrante, de Brindes, de Tarente et de Bari, restèrent seuls encore quelques années au pouvoir des Grecs. Quelques historiens ont prétendu que

les Normands s'évadèrent du camp et de la Sicile, pendant la nuit. Mais ils n'avaient point de marine à leurs ordres, et les démarches de ces fiers alliés devaient être soigneusement éclairées par les généraux de l'empereur. Nous suivons donc ici la version la plus vraisemblable.

(1043) Telle fut l'origine de l'établissement des Normands dans ces fertiles contrées, qu'ils gouvernèrent d'abord comme une république aristocratique, dont Guillaume fut le premier chef, sous le titre de *comte de la Pouille*. Ses frères Drogon et Humfroi lui succédèrent. Après leur mort, Robert Guiscard, leur neveu, ajouta à ces conquêtes celle de la Sicile, et bientôt après les principautés de Salerne et de Bénévent. Il fit un bel apanage en Sicile à son frère Roger, dont le petit-fils Roger II réunit sur sa tête les possessions d'Italie, et prit le titre de roi de Sicile, de Pouille et de Calabre. (1127) Il parvint ainsi à former cette monarchie qui, à travers les troubles et les factions toujours renaissantes, passa aux empereurs de la maison de Souabe, et ensuite, comme nous le verrons, à la maison d'Anjou, dans la personne du frère de saint Louis, Charles le Sanguinaire, dont la barbarie occasionna un nouveau démembrement de ces royaumes.

(1060) Cependant l'impératrice Zoé élevait et précipitait plusieurs empereurs qui se succédaient dans sa couche et sur le trône de Constantinople; les Turcs Seljoucides, paraissant pour la première fois, fondaient un puissant empire aux dépens de la Perse; la rivalité des évêques enfantait le fameux schisme entre les églises grecque et latine; des papes faisaient un commerce scandaleux du souverain pontificat, et le faible roi de France, Philippe Ier, réclamait humblement contre les excommunications fulminées par eux. Presque dans le même temps, un pauvre hermite, touché des traitemens que les chrétiens éprouvaient en Orient, échauffait tous les esprits par ses prédications, et donnait à toute l'Europe cette impulsion qui entraîna tant de guerriers vers la Palestine. Ainsi commencèrent ces armemens extraordinaires qui, sous le nom de *croisades*, causèrent tant de désordres, immortalisèrent tant de héros, ruinèrent tant de familles, répandirent tant de sang, enrichirent tant d'églises et de monastères, préparèrent la liberté des communes, portèrent les premiers coups au gouvernement féodal, relevèrent l'autorité du roi, et consolidèrent pour si longtemps la prépondérance des papes qui surent

en profiter pour se soustraire à la dépendance des empereurs. (1095)

Ce fut à l'époque de ces guerres extravagantes et lointaines, que commença l'usage d'affecter aux familles des noms propres, tirés des terres que les uns possédaient, ou des fonctions exercées par les autres.

Les premières années du douzième siècle virent naître entre la France et l'Angleterre ces rivalités sanglantes que la plupart des historiens font terminer vers le milieu du quinzième siècle, lorsqu'il ne resta presque aux Anglais, sur le territoire de la France, que le port de Calais, mais qui, pour le malheur des hommes et malgré le flambeau de la philosophie, ont survécu à ces temps reculés et désastreux, entre la patrie de Newton et celle de Descartes.

Les rois de France, assez puissans pour faire tête aux rois d'Angleterre, et pour mettre des armées nombreuses en campagne, n'étaient point en état de tenir en respect leurs propres vassaux, qui dédaignaient même de voiler sous quelque prétexte leurs constans efforts pour piller et pour opprimer les peuples. Les grands vassaux de la couronne restaient simples spectateurs de ces dissentions particulières; et ce

fut un des motifs qui portèrent les rois à encourager les croisades qui dépeuplaient, il est vrai, leurs états, mais qui les délivraient de ces seigneurs séditieux, toujours prêts à bouleverser le royaume dès que leur inquiétude et leur avarice manquaient d'aliment au dehors.

(1137) Les commencemens du règne de Louis le Jeune avaient été agités par les mêmes troubles qui avaient affligé le règne du brave Louis le Gros son père. Mais la sagesse de Suger avait déjà préparé l'affaiblissement des grands vassaux par l'établissement des communes, l'affranchissement des serfs, et par une réforme bienfaisante dans l'indépendance des justices seigneuriales.

Ce grand homme opposait en vain la prudence de ses conseils à l'éloquence impétueuse du célèbre Bernard, qui pressait le roi d'entreprendre en personne une sainte expédition contre les infidèles.

L'église eut des autels pour le moine qui égara la dévotion des peuples, elle n'en eut pas pour le ministre vertueux qui travailla sans relâche à leur félicité.

Le remords secondait les sermons de Bernard. Louis, poursuivant les troupes de Thi-

baud, comte de Champagne, avait brûlé treize mille malheureux réfugiés dans une église; et, pour expier cet horrible attentat, il crut devoir immoler au loin d'autres victimes.

Ce moyen d'expier ses crimes fut saisi avec ardeur par les seigneurs français et par leurs femmes elles-mêmes. L'extravagance était portée à un tel point, que l'on envoyait des quenouilles et des fuseaux aux sages qui n'étaient point entraînés par l'exemple du roi.

(1147) Louis partit donc à la tête de tous ses grands vassaux et d'une foule innombrable de Français, pour cette malheureuse croisade dans laquelle l'empereur Conrad III partagea ses dangers et ses infortunes.

L'ambitieux Philippe Auguste, son successeur, avait cherché dans une nouvelle croisade, entreprise avec Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre, les moyens d'augmenter ses trésors et sa gloire.

La rivalité de ces deux princes, trop ressemblans pour rester amis, éclata d'abord en Sicile, où la médiation du roi des Français venait d'assurer pour bien peu de temps la possession de ce royaume à Tancrède, auquel on contestait la légitimité de sa naissance, mais que les Siciliens préféraient au cruel em-

pereur Henri VI qui réclamait les droits de sa femme Constance. Cette rivalité se ralluma sous les murs de la ville d'Acre, où l'on crut très-pressé de décider quel seigneur on investirait du royaume de Jérusalem, qui toutefois était encore entre les mains de l'illustre Saladin, calife d'Égypte. Philippe, de retour en France, y rapporta une haine implacable contre son bouillant rival et son ancien ami, qu'il fit depuis retenir dans une injuste prison, et qu'il combattit à outrance jusqu'à sa mort. (1199)

Les exécutions que le Vieux de la Montagne envoyait alors commettre au loin par ses assassins, fournirent à Philippe un prétexte pour établir auprès de lui une compagnie de gardes armés de masses d'airain, qui ne s'éloignant de sa personne ni jour ni nuit, ne devaient d'abord laisser approcher aucun inconnu, mais qui bientôt ensuite écartèrent indifféremment et les sujets les plus fidèles, et les amis les plus dévoués. Telle est l'origine des *sergens d'armes;* et ce fut pendant les guerres de ce même règne qu'on vit, pour la première fois, dans les armées, la dignité de *maréchal de France.* Ceux qui précédemment avaient porté ce titre n'étaient que premiers officiers de la maison

des rois. Mais Henri Clément commandait, en cette qualité, dans l'expédition de la Terre Sainte, et l'avant-garde de Philippe était sous ses ordres lors de la conquête de l'Anjou et du Poitou sur le roi Jean sans Terre, lâche assassin d'Artus, duc de Bretagne.

La dignité de *connétable de France*, comme fonction militaire, date environ des mêmes époques. (1191)

Philippe qui, par un mariage avait acquis l'Artois, et par un traité le Vermandois, signala son règne par la conquête de toute la Normandie, trois cents ans après que cette belle province avait été cédée au fier Rollon par le faible Charles le Simple; et, bientôt après, Philippe fit subir le même sort au Poitou, à la Touraine, au Maine et à l'Anjou. Ce fut alors seulement que, le domaine de la couronne s'étant accru de plus de moitié, les rois de France se trouvèrent de puissans monarques, et qu'aucun de leurs vassaux ne fut plus en état de rivaliser seul avec eux.

Mais ce même règne vit commencer dans le midi la guerre déplorable des Albigeois, contre lesquels le pape Innocent III n'hésita point de prêcher des croisades, dont le trop fameux Dominique fut l'apôtre, le comte de

Montfort l'odieux héros, et le comte de Toulouse l'une des plus illustres victimes.

Au milieu du fracas des armes et des excès de la superstition, on commençait cependant à retrouver quelques traces des arts et des lettres. Les cathédrales et les monastères offraient des écoles pour l'instruction de la jeunesse; on y recueillait les chefs-d'œuvres des anciens, dont les moines s'occupaient à multiplier les copies; on établissait des colléges, et l'utilité des sciences commençait à être reconnue. Mais l'ambition ne s'en montrait pas moins par-tout insatiable. Neuf Français s'étaient succédés sur le trône chancelant de Jérusalem, et le dernier d'entr'eux n'avait cédé qu'à la puissance et aux grandes qualités de Saladin.

(1204) D'autres Français venaient de ceindre à Constantinople le diadême impérial, et de fonder ainsi cette puissance faible et passagère que les Grecs ont appelée l'*empire latin*, et qui s'éteignit après le court espace de soixante ans.

(1233) Un pouvoir d'une bien autre étendue naissait au milieu des guerres religieuses. L'inquisition, enfantée par un prêtre, choisissait déjà ses victimes, et son glaive était remis à des moines par un pape, l'implacable Gré-

goire IX. Les princes d'Allemagne, qui ne trouvaient dans cet établissement aucun avantage particulier pour l'augmentation de leur puissance, étaient indignés de tout le sang qu'ils voyaient répandre. Le frère Conrad, dominicain, et grand inquisiteur, fit brûler une si grande quantité de victimes, sans examen et sans aucune forme judiciaire, que quelques gentilshommes ne trouvèrent d'autre moyen d'arrêter tant de carnage qu'en immolant à l'humanité ce chef de bourreaux infatigables.

L'Italie alors était plus que jamais le théâtre de toutes les factions, de toutes les cruautés, de toutes les tyrannies. Les papes, à force d'entreprises et d'audace, d'intrigues et de combats, de ruses et d'excommunications, touchaient enfin au but où tendait leur ambition, et régnaient dans Rome en souverains indépendans; les empereurs, trop affaiblis pour soutenir en Italie leur autorité, vendaient les plus beaux droits de la dignité impériale; la Savoie était gouvernée depuis deux cents ans par ses comtes qui ne reçurent le titre de duc que vers le commencement du quinzième siècle; les Milanais, trop fiers pour rester soumis, étaient trop turbulens pour rester libres; Florence, au milieu de ses révolutions, se donnait un

gouvernement républicain; elle rivalisait d'industrie et de richesses avec Pise, Gènes et Venise; les industrieux habitans de Lucques, les simples montagnards de Saint Marin, jouissaient de la liberté; ils ne rivalisaient avec personne; Naples enfin formait, avec la Sicile, une monarchie particulière.

Dans le siècle précédent, nous avons vu des Normands fonder ces deux royaumes, et régner sur ces pays si favorisés de la nature, si dévastés par les conquérans. Soumise aux Romains dès les premiers temps de la république, Naples était devenue successivement la proie des Goths, des Lombards et des Français. Partagée par ceux-ci avec les empereurs grecs, elle avait été envahie par les Sarrasins, et conquise par les Normands. L'empereur Henri VI, gendre de l'avant-dernier roi, venait d'usurper cette couronne à la mort de Tancrède, dont il fit enfermer la veuve et les filles après avoir inhumainement aveuglé et mutilé le prince Guillaume, jeune héritier du généreux Tancrède. Ce royaume était ainsi passé des princes normands à la maison de Souabe, cent ans après la conquête de Roger Ier.

Le féroce Henri avait été secondé par le pape Célestin III, dont il avait payé le crimi-

nel appui par les plus avilissantes soumissions.

Le vertueux Louis IX, au contraire, que l'église a canonisé, opposa toujours une fermeté inébranlable aux prétentions des papes, et il exigea impérieusement les contributions auxquelles le clergé voulait toujours se soustraire.

On vit ce grand roi refuser, pour son frère Robert d'Artois, l'empire dont le pape essayait de disposer au détriment de Frédéric II et de Conrad IV, contre lesquels il fit même prêcher des croisades. Mais, à la suite d'une maladie grave, Louis paya le tribut aux erreurs de son siècle. Il partit pour la malheureuse croisade où sa valeur ne put le sauver des horreurs de la captivité. Le souvenir des fers qu'il avait portés ne le dégoûta point de s'exposer vingt ans après aux mêmes hasards, dans une entreprise semblable où il devait trouver la mort.

Vers la fin de son règne, les papes, qui prétendaient à la suzeraineté du royaume de Naples et de Sicile, après en avoir excommunié le roi, offrirent cette couronne à Louis IX qui les remercia, au roi d'Angleterre qui la refusa de même pour son frère et pour son second fils, et enfin à Charles d'Anjou et de Provence, l'un des frères de saint Louis. Charles, acceptant un trône dont il lui fallait faire

la conquête, souscrivit à toutes les conditions que le pape Urbain IV lui imposa. Les principales étaient la renonciation formelle à la souveraineté des domaines possédés par le saint siége dans les deux royaumes; la réversion de la couronne à la cour de Rome, en cas de cessation d'héritiers légitimes; le paiement triennal d'une somme considérable présentée en hommage au pape, avec une *haquenée blanche*, par le grand connétable du royaume; le serment de fidélité prêté, lors de chaque changement de règne, au souverain pontife, et par le roi en personne, si cela était exigé; l'assurance de ne point toucher aux immunités ecclésiastiques, et la promesse de reconnaître et de jurer, dans la forme la plus authentique, aussitôt après la conquête du royaume, que Charles le tenait, et que ses successeurs le tiendraient de la pure libéralité et de la grace du saint siége.

(1266) Ce fut après ces précautions que le pape couronna d'avance l'ambitieux Charles, qui venait d'affronter une tempête pour traverser précipitamment la mer, et qui, chargé d'indulgences et de bénédictions, courut se mesurer avec le belliqueux Mainfroi dont les troupes jusqu'alors avaient obtenu des succès

constans. Ce prince, frère naturel de Conrad IV, combattait comme chargé de la tutelle de son neveu Conradin. La mort prématurée de Conrad était attribuée à Mainfroi, déjà soupçonné de l'assassinat de leur père commun l'empereur Frédéric II. C'est de cette époque que date la concurrence célèbre entre les maisons d'Anjou, de Souabe et d'Aragon, pour la couronne de Sicile; source de guerres si obstinées, de négociations si pénibles, de révolutions si fréquentes.

En Allemagne, la division était entretenue par l'élection simultanée de deux empereurs, l'un roi de Castille, et l'autre frère d'Henri III, roi d'Angleterre. L'anarchie était à son comble en Angleterre; les Maures d'Afrique désolaient l'Espagne; la Hongrie était en proie aux Tatares, et le pape Clément IV croyait remédier à tant de maux en publiant, dans chacun de ces pays, des croisades contre le parti qu'il ne favorisait point.

Ces bulles que fulminaient les papes commençaient à perdre de leur autorité en France sous le règne d'un prince pieux, mais qui savait distinguer les droits de l'église d'avec les prétentions de la cour de Rome. On avait même vu un curé de Paris, après avoir donné lecture d'une excommunication lancée par In-

nocent IV contre l'empereur Frédéric, excommunier à son tour celui des deux qui faisait injure à l'autre, et absoudre celui qui la souffrait.

Mais, dans l'Allemagne, les grands officiers de la couronne avaient secondé les papes dont la fougue, en semant le désordre, facilitait les usurpations de chaque prince, et sapait les fondemens de la puissance impériale. Ces grands officiers, usant du droit de présentation qu'ils partageaient avec les primats de Mayence, de Cologne et de Trèves, et profitant de l'extrême difficulté que les évêques et les autres princes éprouvaient alors pour se rendre aux diètes d'élection à travers la Germanie infestée par les brigands, venaient d'usurper entièrement le droit d'élire les empereurs. Ils l'avaient exercé ainsi après l'assassinat de Frédéric II vers 1250, et ils n'y mirent pas plus de formalités en 1257 et en 1273. Cette innovation en avait fait naître d'autres qui intéressaient plus particulièrement les propriétés. Les princes ecclésiastiques et séculiers, les villes même dont les possessions étaient placées sur les deux rives du Rhin, s'étaient cru obligés de former entr'eux une alliance perpétuelle pour le maintien de la paix publique, pour la répression du brigandage,

et pour la suppression des péages qui s'étaient multipliés à l'infini le long du fleuve et sur les routes.

Cette belle confédération de 1255, connue sous le nom de *ligue du Rhin*, n'était cependant qu'une imitation de la célèbre union anséatique qui déjà comptait un siècle d'existence, et dont nous aurons occasion de parler à l'époque de sa plus grande gloire, vers la fin du quinzième siècle.

Pendant l'interrègne qui précéda l'élection de Rodolphe de Habsbourg, en 1273, les princes s'approprièrent les biens de la couronne enclavés dans leurs terres, en sorte que le nouvel empereur ne put soutenir l'éclat de son rang qu'en enlevant au roi de Bohême l'Autriche, la Styrie, la Carniole et la Carinthie. Ces mêmes princes se lièrent encore mutuellement par des pactes de confraternité et de succession réciproque, qui privèrent le chef de l'empire du droit de conférer les fiefs vacans.

Nous ajouterons que la bulle par laquelle le pape Urbain IV somma, en 1259, les deux empereurs Richard de Cornouailles et Alphonse de Castille, de soumettre à son jugement la validité de leur élection, est la première preuve authentique de la réduction des électeurs au

nombre de sept. Ce collége était formé des trois primats, archi-chanceliers d'Allemagne, d'Italie, et du royaume d'Arles, auxquels se trouvaient réunis le grand maréchal, le grand sénéchal, le grand échanson et le grand chambellan. Ces fonctions étaient exercées, à cette époque, par le duc de Saxe, le duc de Bavière, alors comte palatin, le roi de Bohême au défaut du duc de Bavière, et le margrave de Brandebourg.

Tous ces usages, insensiblement introduits, formèrent une espèce de constitution, qui dans la suite se trouva successivement modifiée par la bulle d'or de Charles IV, en 1356; par le célèbre traité de Westphalie, que le souple Mazarin avait rédigé au milieu des Barricades de Paris, et contre lequel le pape éleva de vaines oppositions; par l'acte d'érection de l'électorat de Hanovre, que les états de l'Empire ne confirmèrent en 1708 qu'après de longues difficultés, et plus particulièrement encore par les opérations actuelles de la diète de Ratisbonne, auprès de laquelle l'intervention des gouvernemens de France et de Russie, comme puissances médiatrices, sera pour l'histoire une époque à jamais mémorable. (1803)

Cependant saint Louis, qui avait si généreu-

sement repoussé l'offre de l'empire pour l'aîné de ses frères, et qui avait répondu fièrement qu'il suffisait à Robert d'être le frère du roi de France, ne montra pas la moindre répugnance pour laisser Charles courir après une fortune aussi incertaine et moins brillante. Serait-ce que Mainfroi parut à Louis un concurrent moins redoutable que ne l'avait été Frédéric? ou serait-ce plutôt que ce prince magnanime, connaissant les inclinations féroces de Charles, se hâta de lui donner son consentement, et d'éloigner ainsi un prince qu'il aurait été dans la nécessité peut-être de réprimer et de punir?

Quoi qu'il en soit, Charles revêtu, dans ces entrefaites, par le peuple romain et sans le concours du pape, du titre de sénateur, était passé en Italie à la tête d'une foule de guerriers français excités par l'espoir d'obtenir la rémission de leurs péchés; car le pape n'avait pas oublié d'employer ses armes favorites, et de publier une croisade contre Mainfroi. Animés par le double motif de la religion et de la gloire, on pourrait ajouter par celui d'un riche butin, les Français, ayant franchi les Alpes sous le commandement de Bouchard de Vendôme, ayant traversé la Lombardie malgré les efforts du général Palavicini, s'étant grossis de

tous les Guelphes de la Toscane, marchèrent de succès en succès, laissant par-tout des traces de leur valeur et de leur cruauté.

Mainfroi intimidé ne sut point adopter un plan de défense, ni se fixer sur les moyens de retarder la marche de son compétiteur. Il mit d'abord le Gariglian entre les Français et lui, et, confiant à ses généraux la garde des postes les plus importans, il alla s'enfermer dans Capoue.

Charles parvint sans obstacles jusqu'au pont de Ceperano sur le Gariglian : le comte de Casete qui pouvait l'arrêter plusieurs jours, s'éloigna sans combattre, et favorisa ainsi la reddition de plusieurs places importantes.

Mainfroi désolé de cette défection fit inutilement demander la paix à un vainqueur fier de ses premiers succès; et, voyant encore Charles maître de San-Germano devant lequel il croyait que la bravoure de la garnison le retiendrait long-temps, il sortit de Capoue et se retira sur Bénévent, pour tâcher du moins de mettre la Pouille à couvert.

Charles le suivit à grandes journées, et enfin les deux armées se trouvèrent en présence dans la vallée de Bénévent. Mainfroi, inférieur en troupes, n'aurait sans doute point accepté le

combat contre toutes les règles de la prudence militaire; il aurait préféré de laisser dépérir son ennemi qui commençait à manquer de vivres, d'argent et de fourrages : mais il avait à craindre qu'un plus long retard n'occasionnât la désertion de son armée entièrement composée de troupes mercenaires, et recrutée de Sarrasins, de Siciliens, d'Allemands et de Lombards qui demandaient tous ou à combattre ou à être congédiés.

(1266) Mainfroi se trouva donc forcé de livrer la bataille. On en vint aux mains à un mille de distance de Bénévent; le choc fut terrible; mais les Allemands qui faisaient la principale force de Mainfroi, se virent bientôt forcés de plier. Ne frappant que de taille avec leurs longues épées, leurs haches et leurs masses d'armes, ils ne pouvaient s'approcher assez de leurs ennemis; les Français au contraire plus alertes, mieux armés pour l'attaque, et animés par le roi qui leur criait : *A l'estoc, soldats, à l'estoc*, leur portaient des coups sûrs au défaut de leurs armures. Après une heure de combat, les deux premiers corps de Mainfroi rangés sur un même front, furent enfoncés; le reste suivit bientôt leur exemple, et la déroute devint générale. Le carnage des troupes

de Mainfroi dura jusqu'à la nuit, et des historiens ont écrit que, dans l'armée de Charles, un seul chevalier fut tué. Le courage et l'habileté de Mainfroi auraient pu balancer le succès, si ce prince n'avait glorieusement péri au fort de la mêlée. Charles souilla son premier triomphe en commettant sur le cadavre de son rival des atrocités révoltantes, malgré le vœu des Français accoutumés à honorer dans leurs ennemis vaincus la bravoure et la magnanimité.

Le nouveau roi de Naples, enorgueilli par ses rapides conquêtes, gouverna tyranniquement; environné de courtisans lâches et flatteurs, il devint inaccessible au peuple, et les plaintes des malheureux ne purent pénétrer jusqu'à lui. Le pape Clément IV lui adressa même ces mots remarquables : « Si vous fermez tout accès auprès de vous, si vous ne montrez point cette affabilité si propre à gagner les cœurs, il faudra donc vous résoudre à ne jamais quitter l'épée ni la cuirasse, et à tenir votre armée toujours à vos côtés. Quelle triste existence pour un souverain, lorsqu'il est toujours suspect à ses peuples, et toujours en garde contre leur ressentiment!..... »

Cependant un compétiteur non moins redou-

table que ne l'avait été Mainfroi, s'avançait du fond de la Bavière. Conradin, prince d'Antioche, petit-fils de Frédéric, venait faire valoir ses droits que fortifiait aux yeux du peuple la barbarie de Charles. La bravoure, la douceur, les graces et l'humanité du jeune prince intéressaient presque toute l'Italie en sa faveur. Le premier obstacle qu'il rencontra fut dans les bulles d'excommunication que le pape lança contre lui; il n'en fut point effrayé, mais elles provoquèrent la désertion d'un grand nombre de ses crédules soldats. Il poursuivit néanmoins sa marche avec le duc de Bavière son oncle, et le jeune duc d'Autriche, Frédéric, son cousin et son ami; il traversa en vainqueur la Lombardie et la Toscane, et, par sa constance et ses succès, il réunit de nouvelles troupes sous ses drapeaux.

Charles, peu sûr des Napolitains mécontens, avait eu cependant l'imprudence de renvoyer en France l'armée des croisés. Il avait rétabli les taxes extraordinaires dont les peuples avaient été surchargés pendant les règnes précédens; il avait supprimé tous les emplois pour en créer de nouveaux à l'infini, et les confier à ses créatures qui se signalaient par leur dureté et par leur avarice.

N'ayant d'appui que dans le peu de Français qui lui restait, il chercha toutefois à engager une action générale. Les deux troupes ennemies se joignirent dans la plaine de Palène ou de Tagliacozzo, entre les monts Marsiens, le coteau dont la pente descend jusqu'à la ville d'Albi, et le lac de Celano, dans l'Abruzze ultérieure; les troupes de Charles occupèrent la colline, et Conradin campa dans la plaine même, sur l'autre rive du Giovenco que les deux armées côtoyaient depuis trois journées. Dès le point du jour, Conradin trompé par quelques mécontens d'Aquila qui lui firent croire que cette ville était prête à lui ouvrir ses portes, rangea en bataille son armée forte de trente mille hommes, et il la divisa en trois corps. Charles n'avait guère que dix mille combattans; mais il comptait parmi ses généraux le maréchal Henri de Cozence, Guillaume Létendard, Jean de Cléry, et sur-tout ce vieil Érard de Valeri qui s'était couvert de gloire dans les guerres de la Palestine. Cet habile capitaine auquel Charles eut la sagesse de donner le commandement, suppléa au nombre, et décida la victoire.

En effet, ayant également partagé en trois corps l'armée de Charles, il confia le premier

composé de Toscans, de Lombards et de Provençaux, à Henri de Cozence, (ou Guiscard de Lansac.) Celui-ci, renouvelant l'exemple de dévouement donné à la fin du septième siècle par le diacre Zénon, fit consentir le roi à lui laisser prendre ses armes et les autres marques de sa dignité, afin de réunir sur sa personne tous les efforts de l'ennemi. Le second corps, formé entièrement par les Français, fut commandé par Jean de Cléry et Guillaume Létendard. Charles se mit à la tête du troisième, qui ne montait qu'à huit cents cavaliers d'élite; et, suivant le conseil de Valeri, il resta couvert par la colline sur laquelle il avait campé.

(1268, 23 août) L'action commença de la part de Conradin par l'attaque du pont construit sur le Giovenco, et que le maréchal de Cozence s'était chargé de défendre. Après une vigoureuse résistance, ce général fut pris en queue par un détachement ennemi qui avait remonté la rivière pour la passer à gué, et le maréchal que l'on prit pour le roi fut assailli de toutes parts, et bientôt renversé sur le champ de bataille : il mourut victime d'un dévouement d'autant plus mémorable, que Charles en était moins digne. Les Français s'étant ébranlés pour soutenir le premier corps, furent aussitôt

attaqués par Conradin; et, malgré leur intrépidité, ils furent accablés par le nombre des belliqueux Bavarois, et obligés de se replier. Le prudent Valeri modérait, avec beaucoup de peine, l'ardeur de Charles qui brûlait d'aller secourir ses gens mis en déroute; il lui permit enfin de partir lorsqu'il vit les Allemands se débander et courir au pillage, ainsi qu'il l'avait prévu d'abord. Charles s'élance, fond en bon ordre sur des ennemis disséminés, écrase tout ce qui se trouve sur son passage, et rallie à leurs étendards ceux du maréchal et du seigneur de Cléry. Le combat se renouvelle; et les Allemands, étonnés de cette attaque imprévue, tournent le dos et fuient de tous côtés. Le prudent Valeri avait sur-tout recommandé à Charles de maintenir ses troupes en ordre de bataille, et ce sage conseil rendit la victoire complète. En effet, Henri de Castille qui, dès le commencement de l'affaire, s'était attaché à la poursuite des Italiens et des Provençaux, revenait victorieux avec ses Espagnols pour joindre Conradin dont il ignorait la défaite. L'habile Valeri, le voyant approcher en bon ordre, a recours au stratagême; il part à la tête d'un très-petit détachement de braves, fait une attaque simulée, et, dès le premier choc,

il tourne bride et se retire comme en désordre. Ce qu'il avait pressenti arriva; les ennemis, trompés par cette feinte, s'abandonnent à sa poursuite sans précaution. Charles saisit l'instant et tombe sur eux avec impétuosité; le combat recommence avec plus d'acharnement. Les Espagnols bien armés, et fermes dans leurs rangs, paraissent inébranlables; mais les Français, irrités d'une si longue résistance, les saisissent au corps, comme dans un tournois, en démontent un grand nombre, et parviennent à rester maîtres du champ de bataille. Ainsi l'avantage échappa des mains de Conradin. Henri de Castille s'était acharné mal à propos à poursuivre les fuyards; il avait, à son retour, donné dans le piége que lui avait tendu l'ennemi. Conradin avait imprudemment permis trop tôt le pillage à ses Allemands, et l'habile Valeri avait combiné ses manœuvres sur la connaissance exacte qu'il avait du génie, du caractère et du genre de bravoure des généraux ennemis; connaissance qui a toujours fait la principale étude des grands capitaines, et assuré le succès de leurs entreprises. Cette mémorable victoire de Celano, due entièrement à la cavalerie, et sur-tout aux belles dispositions d'Erard dont l'exemple resta long-

temps sans imitateurs, fut consacrée par la fondation d'un monastère,[1] et déshonorée par la barbarie du vainqueur. Le malheureux Conradin, surpris dans sa fuite avec Frédéric, reçut des juges de la main de son ennemi; et un infâme tribunal, malgré les vives réclamations de tous les rois de l'Europe, fit donner aux jeunes princes, sur un échafaud, la mort qu'ils n'avaient pu rencontrer dans les combats.

Ce meurtre, qui s'étendit sur un grand nombre d'autres personnes illustres, éteignit la maison de Souabe poursuivie par les papes avec tant d'acharnement jusque dans leur dernier rejeton. Elle avait possédé l'Empire pendant cent quinze ans, et pendant soixante-seize le royaume de Naples. Ainsi furent vengés sur une victime innocente les princes normands que l'empereur Henri VI avait fait inhumainement périr en s'emparant du trône de Sicile.

Les peuples, ainsi qu'ils devaient s'y attendre, furent cruellement punis de leur inconstance; et Charles, décoré par le saint siége du

[1] Quelques années après, un tremblement de terre engloutit ce monument, élevé bien plus à l'orgueil qu'à la reconnaissance.

titre pompeux de *défenseur de l'église*, fut marqué par les historiens véridiques du surnom de *Tyran des deux Siciles.* Comme les tyrans, en effet, il autorisait tous les crimes et toutes les exactions; comme eux, il pâlissait de crainte à la vue des opprimés; il ne marchait qu'au milieu des exécuteurs de ses volontés, et des étrangers intéressés à sa conservation. Ses cruautés soulevèrent en peu d'années la Sicile, et le fameux massacre connu sous le nom de *Vêpres Siciliennes*, (Pâques, 1282) traça en caractères de sang le profond ressentiment des Messinois. Huit mille Français de tout sexe, de tout rang et de tout âge, expièrent par leur mort les atrocités du roi qu'ils avaient suivi; deux familles seulement [1] furent épargnées au milieu de cet affreux carnage, comme pour apprendre aux hommes quel peut être encore, au milieu des plus grands bouleversemens, l'empire de la justice et de la vertu.

Charles eût été bientôt consolé de cette sanglante exécution, si l'actif Jean de Procida qui dirigeait la conspiration n'avait ouvert la

[1] Guillaume des Porcelets, et Philippe Scalambre, recommandables par leur bienfaisance et par leur humanité, étaient les chefs de ces familles.

Sicile à Pierre III, roi d'Aragon, et gendre de Mainfroi. Le succès de cette entreprise fut également dû aux intrigues du pape Nicolas III, de cet homme ambitieux et hardi, sous le pontificat duquel commença le *népotisme* qui souilla depuis tant de pages de l'histoire du saint siége. Les deux royaumes furent donc séparés pendant la vie de celui même qui les avait réunis sous sa puissance, et de ce démembrement datent ces guerres longues et funestes qui coûtèrent tant de trésors et de sang à la nation française. Les peuples de Naples et de Sicile, traités moins en hommes qu'en esclaves, tristes jouets de l'ambition et de l'avarice des princes, ne purent jamais s'attacher à aucun d'eux. Il est peu de pays où les révolutions aient été plus fréquentes; et l'on remarque qu'un écrivain qui en a fait l'histoire intitule son ouvrage : *Les trente-cinq Révoltes du très-fidèle peuple de Naples.*

(1283) Le roi de France Philippe III, que quelques historiens ont surnommé *le Hardi*, se croyant obligé de seconder son oncle Charles, [1]

[1] A l'occasion d'un défi que Charles accepta du roi d'Aragon qui manqua au rendez-vous, on peut remarquer que ce fut à Paris que Charles fit fabriquer ses armes et celles des cent chevaliers qui devaient combattre avec lui. (DANIEL.)

titre pompeux de *défenseur de l'église*, fut marqué par les historiens véridiques du surnom de *Tyran des deux Siciles.* Comme les tyrans, en effet, il autorisait tous les crimes et toutes les exactions; comme eux, il pâlissait de crainte à la vue des opprimés; il ne marchait qu'au milieu des exécuteurs de ses volontés, et des étrangers intéressés à sa conservation. Ses cruautés soulevèrent en peu d'années la Sicile, et le fameux massacre connu sous le nom de *Vêpres Siciliennes*, (Pâques, 1282) traça en caractères de sang le profond ressentiment des Messinois. Huit mille Français de tout sexe, de tout rang et de tout âge, expièrent par leur mort les atrocités du roi qu'ils avaient suivi; deux familles seulement [1] furent épargnées au milieu de cet affreux carnage, comme pour apprendre aux hommes quel peut être encore, au milieu des plus grands bouleversemens, l'empire de la justice et de la vertu.

Charles eût été bientôt consolé de cette sanglante exécution, si l'actif Jean de Procida qui dirigeait la conspiration n'avait ouvert la

[1] Guillaume des Porcelets, et Philippe Scalambre, recommandables par leur bienfaisance et par leur humanité, étaient les chefs de ces familles.

Sicile à Pierre III, roi d'Aragon, et gendre de Mainfroi. Le succès de cette entreprise fut également dû aux intrigues du pape Nicolas III, de cet homme ambitieux et hardi, sous le pontificat duquel commença le *népotisme* qui souilla depuis tant de pages de l'histoire du saint siége. Les deux royaumes furent donc séparés pendant la vie de celui même qui les avait réunis sous sa puissance, et de ce démembrement datent ces guerres longues et funestes qui coûtèrent tant de trésors et de sang à la nation française. Les peuples de Naples et de Sicile, traités moins en hommes qu'en esclaves, tristes jouets de l'ambition et de l'avarice des princes, ne purent jamais s'attacher à aucun d'eux. Il est peu de pays où les révolutions aient été plus fréquentes; et l'on remarque qu'un écrivain qui en a fait l'histoire intitule son ouvrage : *Les trente-cinq Révoltes du très-fidèle peuple de Naples.*

(1283) Le roi de France Philippe III, que quelques historiens ont surnommé *le Hardi*, se croyant obligé de seconder son oncle Charles, [1]

[1] A l'occasion d'un défi que Charles accepta du roi d'Aragon qui manqua au rendez-vous, on peut remarquer que ce fut à Paris que Charles fit fabriquer ses armes et celles des cent chevaliers qui devaient combattre avec lui. (DANIEL.)

lui avait envoyé, sous le commandement de son frère Pierre d'Alençon, des troupes nombreuses dont la valeur prolongea la guerre, sans en rendre l'issue plus avantageuse.

(12 juin 1284) Charles le Boiteux, fils du roi de Naples, fut battu et pris sur mer par le célèbre Roger Lauria, l'un des plus habiles marins de son temps, *proscrit* par le roi de Naples, et amiral au service du royaume d'Aragon. Peu s'en fallut que le jeune Charles ne payât de sa tête, par forme de représailles, la mort de Conradin; mais la reine Constance lui fit conserver la vie, et se contenta de l'envoyer prisonnier en Aragon.

Le roi Charles amena trop tard des secours qui ne furent employés qu'à contenir la Pouille et la Calabre; et, vers cette époque, les deux concurrens pour le royaume de Sicile moururent presqu'en même temps; Charles, au milieu des remords et des malédictions; Pierre, environné d'excommunications et des foudres du Vatican.

Charles II délivré de sa prison au bout de quatre années, et succédant à un prince féroce, se fit chérir par sa douceur dans le royaume de Naples, dont il ne devint paisible possesseur qu'après de longues et importantes

négociations. Durant l'espace de plus de trois cents ans, ce royaume demeura restreint à la Pouille, à la Calabre, à la terre de Labour et aux Abruzzes.

(1291) Pendant que les mamelucks chassaient les chrétiens francs de la ville d'Acre et de toute la Syrie, une dispute entre quelques matelots avait allumé la guerre qui divisait le roi de France Philippe le Bel et Édouard Ier, roi d'Angleterre. Presqu'en même temps, Philippe luttait avec avantage contre l'orgueil, les menaces et les prétentions de Boniface VIII, de ce pape qui ajouta une seconde couronne à la thiare, et à la mort duquel ces démêlés violens se terminèrent. Son successeur Benoît XI ayant été aussitôt empoisonné que couronné, Clément V, né Français, transféra le saint siége à Avignon; ce fut lui qui, de concert avec Philippe le Bel, détruisit le célèbre ordre militaire des Templiers, dirigea le supplice de ses plus illustres chevaliers, dont il ne rougit pas de partager les riches dépouilles.

Mais il venait de se passer, au milieu des montagnes et des forêts, un événement qui intéressait l'humanité entière. Le joug insupportable de la maison d'Autriche venait d'être secoué par quelques paysans de la vallée

de Liviner (*Leopontiorum Vallis*). Arnold de Melchtal, Wenner de Stauffacher, et Walter Fust faisaient retentir les rochers et les lacs des cris de *la liberté*. Les vengeurs de la Suisse opprimée léguaient aux ames fières et généreuses la flèche de Guillaume Tell et l'exemple des vainqueurs de Morgarten. (1308)

Louis X n'avait pour ainsi dire régné en France, que pour autoriser l'assassinat juridique d'Enguerrand de Marigny, sacrifié à la haine cruelle de Charles de Valois.

Philippe le Long avait succédé à son frère à une époque où la puissance des Gibelins devenait redoutable en Italie. Il céda aux vives instances du pape Jean XXII; et il envoya Philippe, fils du comte de Valois, pour secourir Verceil assiégée par les fils de Matthieu Viscomti, seigneur de Milan. Philippe, celui-là même qui devait un jour monter sur le trône de France, n'avait mené en Italie que quinze cents chevaux, son armée devant être augmentée par les secours du pape, du roi de Sicile, des Florentins et des autres Guelphes. Mais à peine était-il parvenu jusqu'à Mortara, que le fils aîné de Matthieu sut corrompre le général qui commandait sous les ordres de Philippe. Celui-ci se détermina à retourner en France

sans avoir tiré l'épée, *après avoir fait*, dit Mézerai, *je ne sais quel traité qui plâtrait une réconciliation entre les deux factions de la Lombardie.*

(1321) Philippe était mort sans pouvoir exécuter son projet d'établir pour les Français un même poids, une même mesure, et l'usage d'une même monnaie. La souveraineté exercée par tant de seigneurs particuliers avait été le principal obstacle qu'il avait rencontré dans une glorieuse entreprise dont le succès ne pouvait être l'ouvrage que du siècle le plus éclairé.

Charles IV, le dernier des fils de Philippe le Bel, était à peine roi, que le pape Jean XXII, qui s'était mêlé des débats élevés entre Frédéric d'Autriche et Louis de Bavière, fit de vains efforts pour disposer de la couronne impériale en faveur du jeune Charles.

Il était réservé à son successeur Benoît XII de déclarer par une bulle que tous les tyrans de la Lombardie étaient légitimes seigneurs des places qu'ils avaient usurpées; et l'empereur, rendant générosité pour générosité, légitimait par une déclaration semblable les usurpations faites sur le patrimoine de saint Pierre. Telle fut la source de la multitude de ces princi-

pautés qui multiplièrent en Italie les troubles, les guerres et les attentats.

Les temps malheureux où la France fut tyrannisée par la branche des Valois, étaient arrivés. Philippe VI renouvelait contre l'Angleterre, gouvernée par le célèbre Édouard III, ces guerres si funestes et si sanglantes qui, menaçant plus d'une fois la France de sa ruine, épuisèrent deux nations que leurs vrais intérêts auraient dû réunir.

Le quatorzième siècle marqué par les chants de Pétrarque et de Dante, par les pinceaux de Jean Vaneck,[1] par l'établissement des jeux floraux à Toulouse, par les récits naïfs du Sire de Joinville, et par la construction audacieuse du Pont Saint-Esprit, est l'époque de deux découvertes qui devaient influer à jamais sur les relations des hommes entre eux. La boussole, inventée et perfectionnée par le Napolitain Gioia (Givia) qui en fit hommage à son roi Charles le Boiteux, allait ouvrir aux navigateurs des mers jusqu'alors inconnues, et faire connaître à des sauvages les passions factices et l'indigente opulence des hommes civilisés.

[1] Cet artiste inventa ou retrouva le procédé de la peinture à l'huile.

L'invention de la poudre, vers 1330, substituant aux effets lents et silencieux du faible javelot, du pesant belier, de l'embarrassante catapulte, l'éclat, la rapidité, les ravages de la foudre, allait bientôt changer la science de la guerre, créer une nouvelle tactique, et rendre les combats plus terribles, mais souvent moins meurtriers.

La moitié de ce même siècle était écoulée lorsque Jean surnommé le Bon, succédant à son père qui venait d'obtenir la cession du Dauphiné, signala son avénement au trône par le supplice du connétable Raoul de Brienne décapité sans qu'on observât les formes prescrites par les lois. Ce règne commençait sous de malheureux auspices. (1350)

La mort de Charles II, roi de Naples, qui laissait quatre enfans, fit renaître la fameuse question sur le droit de succéder à cette couronne.

Le paisible et dévot Robert, son fils, pour assurer cette succession et la paix dans sa famille, prit des précautions que les événemens ne justifièrent point. Il laissa le royaume entre les jeunes mains de Jeanne Ière sa petite-fille, mariée dès l'enfance au prince André, second fils du roi de Hongrie. Robert, par ce mariage

précoce, avait cru prévenir les guerres qui pouvaient naître des prétentions réciproques des deux maisons d'Anjou; ce prince, recommandable par des vertus et des talens, était descendu dans le tombeau avec cette idée consolante.

(1346) Mais tandis que l'imprudence de Philippe de Valois et les talens d'Édouard III concouraient à désoler la France, l'héritière de la maison d'Anjou, Jeanne Ire, reine de Naples, faisait étrangler le jeune André, son mari et son cousin, dont le faible tempérament, selon quelques auteurs, ne répondait pas à la vivacité du sien. Cette princesse, abandonnant ensuite à la torture et au supplice les misérables qui avaient servi sa passion, apprenait aux complices de semblables crimes quelle récompense ils doivent attendre pour leur lâche complaisance.

Jeanne, devenue mère d'un fils qui mourut en Hongrie à l'âge de deux ans, était à peine passée dans les bras d'un autre époux, le jeune prince de Tarente, qu'elle fut contrainte de chercher dans la fuite un abri contre le courroux de son beau-frère Louis Ier, roi de Hongrie, qui, multipliant les exécutions arbitraires, vint châtier un crime par d'autres crimes.

Ce prince abandonna bientôt ses conquêtes, par l'effroi que lui causèrent quelques conspirations et cette peste si fameuse qui exerçait ses ravages en Italie.

Rome, alors, réveillée par l'audace de Nicolas Rienzi, s'étonnait elle-même de revoir pour un moment dans son sein l'attitude et les formes de l'ancienne république. Mais, pour relever la gloire du Capitole, il eût fallu un génie plus vaste, un peuple plus généreux.

(1348) C'était pendant cette révolution, que le pape Clément VI, craignant de ne pouvoir retourner à Rome, et profitant du besoin d'argent que Jeanne éprouvait pour rentrer dans son royaume, acheta d'elle la ville et le territoire d'Avignon, pour les posséder en toute souveraineté; il lui promit 80,000 florins d'or, et il déclara son innocence en plein consistoire: mais le saint père ne put rendre à Jeanne l'estime des peuples.

On l'avait vue épouser successivement quatre maris; nommer pour son héritier Charles de Duras, époux de sa nièce; révoquer ensuite son choix, et le faire tomber sur Louis d'Anjou, frère de Charles V; prendre part à la fameuse dispute des deux papes Urbain VI et

Clément VII, qui déchira indécemment l'église pendant quarante ans. Cette princesse, sur les vices et sur les qualités de laquelle les historiens sont si peu d'accord, fut étranglée dans la prison où la retenait Charles de Duras qui devait périr lui-même sur le trône de Hongrie, après s'en être aplani les degrés par de nouveaux forfaits.

Le roi Jean était mort à Londres, victime honorable de sa bonne foi. La sagesse de Charles V, secondée par la valeur de l'immortel Du Guesclin, avait glorieusement lutté contre Édouard, et réparé les malheurs de la France, malheurs qui allaient se renouveler sous le trop long règne de Charles VI.

Pour réaliser la donation faite par la reine Jeanne, il fallait au duc d'Anjou de l'argent et des soldats. Ce prince exacteur, auquel ses autres frères voulaient enlever la régence et la tutelle du roi son neveu, dut à l'appareil des supplices la connaissance du trésor que Charles V avait amassé dans le château de Melun, pour servir de ressources dans les calamités publiques qu'envisageait sa prévoyance. Louis s'empara des lingots d'or et d'argent, enrôla des Français, et parut bientôt en Italie à la tête d'une armée aussi formidable par sa valeur

que brillante par l'éclat de ses équipages. Pendant qu'il laissait la France entièrement dépourvue, les chevaux de ses hommes d'armes étaient richement caparaçonnés, les casques étaient artistement travaillés, décorés de lambrequins et de cimiers éclatans; une longue file de mulets chargés d'or, d'argent et de meubles précieux, placée en avant et en arrière de l'armée, donnait à sa marche tout l'éclat d'un triomphe. C'est ainsi que ce prince, dévoré d'avarice et d'ambition, traînait avec beaucoup de fatigues et de dépenses, à travers la Savoie et au-delà des Alpes, les dépouilles d'un peuple malheureux dont le gouvernement venait de lui être confié, et qu'il ne devait plus revoir. (1382)

Ses premiers pas furent signalés par des succès. Maître des Abruzzes et du comtat de Molize, au bas des Apennins, il traverse les montagnes, pénètre dans la terre de Labour par la route de Bénévent, vient camper à Caserte, et menace Nole et Capoue, en s'emparant d'Acerra et de Mataloni. L'astucieux Charles de Duras, renfermé long-temps dans sa capitale, sut constamment éviter le combat. Il refusa dix fois les défis particuliers de son concurrent. Sortant enfin de la ville de Naples, il se borne à obser-

ver les Français, à obstruer tous les passages, à inquiéter tous les fourrageurs; et, par cette manœuvre, il hâte la destruction d'une armée qu'attaquaient à la fois la disette, l'indiscipline, les maladies et l'inanition. Mais Louis, au moment même où sa position était le plus désespérée, fut secouru par deux capitaines allemands d'une grande réputation, Pierre de la Couronne et Guillaume Villenbach. Ces officiers expérimentés vinrent le dégager à la tête de six cents lances, et le mettre en état, malgré les ennemis, de se retirer sur Monte-Sarchi, d'où il put même, quelques jours après, revenir battre les Napolitains. Ayant consommé les fourrages qu'elle avait trouvés à Monte-Sarchi, l'armée française passa à Ceritto, et se jeta dans la Capitanate, en dépit de Charles dont elle harcela l'arrière-garde au moment où ce prince crut devoir venir mettre ordre à la sûreté de Naples. Cette ville avait armé les paysans pour sa défense, et elle repoussait avec ce secours les fréquentes excursions de la garnison de Caserte. Charles conçut aussitôt le dessein d'aller surprendre les Français campés dans la Pouille, près de l'Ofanto. Sa présence effectivement jeta l'alarme dans l'armée de Louis qui craignit d'être coupé, et de ne pouvoir rallier les garnisons et les partis dispersés dans la Pouille et dans la Capitanate. Cette position critique devait produire chez des Français une résolution hardie. Enfoncer les retranchemens ennemis, passer sur le corps des Napolitains plus nombreux, et gagner les plaines de Foggia, tout cela fut aussitôt exécuté qu'entrepris, et Charles se vit arracher une victoire que son plan semblait lui devoir assurer.

Pendant que les intrigues d'Urbain rappelaient encore Charles à Naples, le roi de France faisait passer à Louis un secours de douze mille chevaux que l'ignorance et l'avarice d'Engerrand de Coucy qui les commandait rendirent inutiles. L'adroite temporisation de Charles ayant achevé la ruine entière des troupes de Louis, ce prince fut attaqué de la maladie épidémique qui moissonnait les Français. Il mourut dans l'indigence, avec la honte et le désespoir d'avoir échoué dans une expédition dont ses ressources extraordinaires auraient dû garantir le succès. Les débris de son armée repassèrent, en mendiant, ces Alpes qu'elle venait de traverser avec tant de pompe et de richesses.

Le jeune prince qui devait succéder à Louis d'Anjou, et qui se trouvait en concurrence avec Ladislas, fils de Charles de Duras mort

en Hongrie esclave et victime de l'ambition ; fut trop faible et trop adonné à ses plaisirs, pour profiter du mécontentement qu'avaient inspiré aux Napolitains la hauteur et la dureté de Marguerite, mère et tutrice de Ladislas. Ce dernier, toujours infatigable, luttant contre la fortune sans se rebuter de ses disgraces, contraignit enfin Louis II de quitter Naples, après dix ans de revers et d'avantages. Louis, malgré les conseils de ses amis, s'embarqua, et fit voile vers la Provence, sacrifiant, par cette fuite précipitée, son trône et sa réputation.

(1410) Quelques années après, les villes d'Italie, alarmées de la politique, de l'ambition et des triomphes de Ladislas devenu maître de Rome dont il avait chassé Innocent VII, appelèrent Louis II à leur secours. Ce prince, battu d'abord sur mer par les Génois qui venaient de se soustraire à l'obéissance des Français, se mit à la tête de douze mille chevaux et d'une nombreuse infanterie qu'il avait rassemblés aux environs d'Arezzo, traversa à grandes journées l'État Ecclésiastique, et vint camper à Ceperano, en-deçà du Gariglian. Ladislas, avec son armée forte de treize mille hommes de cavalerie et de quatre mille fantassins, sans compter les troupes de quelques alliés, s'avança sur la frontière de son royaume, et se posta dans le territoire de Mont Cassin, sur la rive gauche du Gariglian, près de Ponte-Corvo, à quatre lieues environ du camp de Louis.

Les deux princes mirent tout en œuvre pour terminer leur querelle par une bataille, et ils ne tardèrent point, après divers défis, à en venir aux mains.

Ladislas, animé par la nouvelle de la victoire que les commandans de sa flotte venaient de remporter sur celle des Français, présentait cet avantage à ses troupes comme un nouveau motif d'émulation, comme un gage du succès. Louis rappelait à ses soldats l'anathême porté contre son rival, et le mauvais état de son armée. Le choc s'engagea par la rencontre de quinze cents hommes envoyés de part et d'autre à la découverte. Ce début fut favorable aux Français, qui exterminèrent le détachement des Napolitains, et Louis ayant passé le Gariglian à gué, l'action devint générale. La haine, la fureur, l'acharnement, étaient également partagés; aucune discipline n'était observée; aucune ruse de guerre n'était mise en usage; on se battait corps à corps, au milieu des éclats

d'épées, de coutelas et de haches d'armes : ce fut moins une bataille qu'une réunion de combats particuliers que la force eut seule le droit de décider. C'est ainsi qu'il faut considérer toutes les rencontres qui eurent lieu entre ces divers concurrens, et que quelques historiens décorent du nom de batailles rangées. Ladislas, ne pouvant parvenir à rallier les siens, s'enfuit, et les Français restèrent maîtres du terrain, d'un butin immense, des drapeaux, des étendards, et de presque tous les chevaux des hommes d'armes ennemis.

Si Louis ne recueillit point le fruit de sa victoire, des historiens en accusent quelques-uns de ses généraux qui trouvaient leur intérêt à perpétuer la guerre, et qui d'ailleurs ne se piquaient pas d'une exacte fidélité. Quelle autorité, d'ailleurs, pouvaient conserver des princes d'une médiocre réputation, sur des capitaines qui vendaient leurs troupes et leurs services au plus offrant, et qui ne se mettaient en campagne que dans le dessein de tout ravager indistinctement sur leur passage? A cette époque d'anarchie militaire, l'ardeur des princes pour en venir aux mains avec leurs rivaux n'était donc presque jamais partagée par leurs capitaines.

Quoi qu'il en soit, Ladislas eut le temps de revenir de sa première frayeur. Il profita de l'indolence de son rival, et sur-tout de la misère qui le forçait à rendre ses prisonniers, et à restituer à chacun d'eux son cheval et son bagage pour la modique rançon de huit ducats. Le jour de sa déroute, Ladislas avait risqué de perdre sa couronne et sa liberté; le lendemain, il ne craignait plus que pour son royaume ; le troisième jour, la perte de Louis était assurée. En effet, la lenteur, le défaut d'argent et la fourberie des guides mal payés, ruinèrent une seconde fois le parti des Français. Louis, n'ayant bientôt plus d'autres ressources que quelques bulles et les anathèmes lancés contre Ladislas, retourna en Provence avec des droits qui devaient encore faire couler bien du sang, et avec un esprit d'intrigue qui devait augmenter les maux de sa patrie.

(1414) Une seconde Jeanne succédait à son frère Ladislas qui, étant mort des suites de ses débauches au milieu des accès d'une cruelle frénésie, lui avait laissé une forte armée commandée par des capitaines d'une grande réputation. Jeanne II que, dans un autre rang, les historiens auraient appelée une vile courtisane, fut forcée par les seigneurs napoli-

tains, indignés des hauteurs de ses favoris, de se choisir un époux. Elle désigna Jacques de Bourbon, comte de la Marche, qui, ayant pris le titre de roi contre le gré de sa femme, fut bientôt par elle combattu, dépouillé et chassé de ses états avec tous les Français qui l'avaient accompagné. Jeanne reprit aussitôt après le cours de ses dissolutions.

On sait quels troubles déchiraient alors la France. Les princes du sang royal, oubliant leurs intérêts et les lois de l'honneur, s'étaient ligués pour favoriser le démembrement du territoire français. Beaucoup d'entre eux combattaient dans les rangs du roi d'Angleterre qui voyait ses prétentions appuyées par Isabelle de Bavière. Cette princesse, épouse du roi et mère du dauphin, vendait la France, et voyait son infâme marché ratifié par le parlement de Paris. Enfin la bataille d'Azincourt venait de rouvrir les plaies encore saignantes qu'avaient faites les journées fatales de Créci et de Poitiers.

(1421) Cependant à peine le maréchal de la Fayette eut-il vengé à Beaugé l'honneur des armes françaises, que la mort moissonna presqu'en même temps Henri V, roi d'Angleterre, et l'infortuné Charles VI.

Le voluptueux Charles VII allait monter sur le trône pour être le témoin des heureux efforts de Dunois, de Lahire, de Saintrailles, et pour gémir de la longue révolte du dauphin, le sombre Louis XI.

L'époque à jamais célèbre où la France fut affranchie du joug odieux de la domination étrangère, fut signalée par les illustres capitaines que nous venons de nommer, et auxquels la reconnaissance publique réunit le connétable de Richemont, les maréchaux de Rieux et de Lohéac, Brézé, sénéchal de Poitou, les comtes de Foix, de Clermont, d'Eu, de Nevers, de Laval, de Beauveau, de Tancarville, et Juvénal des Ursins.

Ce furent ces vaillans et sages généraux qui firent établir les *compagnies d'ordonnance* et les *francs archers*. Ils donnèrent aux travaux relatifs à l'artillerie une étendue et une activité dont on ne trouvait alors le modèle chez aucune autre puissance de l'Europe.

Nous avons vu que la fuite de Louis II, duc d'Anjou, n'altérait point aux yeux de sa famille les droits que lui avait acquis sur le royaume de Naples la donation faite à son père par Jeanne Ire. Louis III ayant résolu de les faire valoir, traita avec les Génois, passa en Italie à

la tête d'une armée dont les succès furent encore favorisés par la haine et le mépris qu'inspirait la conduite de Jeanne II. Celle-ci, au milieu des plus vives alarmes, avait appelé à son secours Alphonse d'Aragon, roi de Sicile; et, pour l'intéresser à sa défense, elle l'avait adopté et reconnu pour son héritier. Alphonse, malgré l'avis de son conseil, s'étant empressé d'accepter ces propositions, se fit précéder par une flotte, avant d'aller se mesurer lui-même contre le duc d'Anjou.

Celui-ci, à l'arrivée des Aragonais, avait renvoyé ses galères; et, désespérant de réduire Naples à force ouverte, il s'était cantonné dans Averse, d'où il envoyait battre la campagne. Il avait même été sur le point de surprendre la ville de Naples, et les meilleures places des deux Abruzzes passaient successivement sous son obéissance. Cependant Alphonse venait de faire son entrée triomphante, et d'offrir ainsi, aux yeux des Napolitains, un second concurrent à la succession de Jeanne. Après une campagne que les intrigues des généraux rendirent insignifiante, les deux princes signèrent une trève; mais Alphonse resta auprès de Jeanne. A peine les hostilités étaient-elles suspendues, que la reine éprouva, comme tant

d'autres princes, que les services d'un ami trop puissant pèsent plus que la présence d'un faible ennemi. Aigrie par les conseils de ses favoris plus encore que par l'autorité qu'usurpait Alphonse, et par l'audace qu'il venait de se croire obligé de déployer, elle révoqua l'adoption de ce prince, et institua pour son héritier le duc d'Anjou qu'elle voulait opposer aux efforts du roi de Sicile.

(1423) Ce dernier s'était en effet déjà rendu maître de Naples et de l'île d'Ischia, lorsque la sûreté de ses états héréditaires appela sa présence en Espagne. Son frère, Don Pèdre, auquel il avait, en partant, confié ses intérêts, dut bientôt la perte de la ville à la trahison de Caldora que Jeanne récompensa par l'épée de connétable. On vit, depuis, cette reine faible et indécise ôter et rendre plusieurs fois sa confiance à Louis que la mort vint enlever à l'âge de vingt-huit ans au milieu de toutes ces incertitudes. Jeanne, avant de le suivre dans le tombeau, eut le temps de se conformer au desir de ce prince estimable, en instituant pour héritier Réné d'Anjou, duc de Bar et de Lorraine, frère aîné de Louis, et alors retenu prisonnier dans la tour de Dijon par le duc de Bourgogne.

Dans le même temps, le célèbre Côme de

Médicis, proscrit de Florence où il devait régner un jour, montrait jusque dans l'exil sa grande ame et ses vastes espérances.

La reine Jeanne, en mourant, ne laissait aucun rejeton de la première branche d'Anjou qui régnait au milieu des troubles et du carnage, depuis plus d'un siècle et demi.

(1436) Les Napolitains ne touchaient point encore au terme de leurs maux, et Réné dont le courage égalait celui d'Alphonse, lui disputa la couronne. Un troisième concurrent, le pape Eugène IV, osa se mettre sur les rangs, en vertu du traité qu'avait souscrit Charles de Duras dont la postérité se trouvait éteinte. Cette ridicule prétention fut réduite à sa valeur par les Napolitains. Ils se divisèrent entre les deux princes qui, après un combat naval où Alphonse avait été battu par les Génois, se trouvaient l'un et l'autre prisonniers chez les alliés de leurs ennemis.

A cette époque, dit Machiavel, l'Italie, par les dispositions de ceux qui y régnaient, était dans une telle anarchie, qu'aussitôt que l'union des princes avait produit la paix, elle était troublée par ceux qui se trouvaient les armes à la main. La guerre ainsi ne faisait point acquérir de gloire, et la paix ne procurait point de repos.

(1446) Pendant qu'Isabelle, épouse de Réné, entrait en triomphe dans Naples, le duc de Milan rendait la liberté au roi Alphonse, malgré le vœu des Génois, et le duc de Bourgogne cédait aux sollicitations du pape, en brisant les fers de Réné.

Alphonse avait aussitôt profité de l'éloignement de son compétiteur, pour grossir son parti. Réconcilié avec les comtes de Nole et de Caserte, il s'était ouvert l'entrée de la Calabre par la prise de Scafati, dans la terre de Labour. Il avait même traversé les Apennins, près des anciennes Fourches Caudines; mais il n'avait pu entamer la Pouille et le comté de Bénévent.

Isabelle, alarmée des progrès d'Alphonse, avait sollicité et obtenu du pape quelque cavalerie commandée par le cardinal Jean Vitelleschi, plus célèbre encore par ses exploits guerriers que par ses grandes dignités ecclésiastiques, et dont les rapides succès furent suspendus par ce qui aurait dû les multiplier. La réunion des troupes de Jacques Caldora à sa petite armée donna naissance à une jalousie réciproque qui sépara bientôt les deux corps, et qui nuisit aux intérêts de Réné. Celui-ci, soutenu par les Génois, était enfin débarqué à Naples où il avait réglé avec Caldora les opérations mili-

taires. Le principal article de tous les plans de campagne semble être celui qui garantit la fidélité du général auquel on en confie l'exécution; il paraît, quoi qu'en aient écrit plusieurs estimables historiens, que le connétable n'avait pas souscrit à cet article.

Scafati fut d'abord reprise; mais Alphonse ayant gagné l'Abruzze pour attaquer les terres de Caldora, ce général abandonna la conquête si facile et si importante de la Calabre, pour aller défendre ses propriétés particulières. Pendant que l'Aragonais les ravageait, le connétable, attaquant Sulmone, pressa Réné de lui amener du renfort, et de venir ranimer par sa présence l'espoir et le courage des troupes. Réné le joignit avec ce qu'il avait pu ramasser de cavalerie; mais, croyant que Sulmone pouvait se défendre encore long-temps, et trouvant plus avantageux de déterminer Alphonse à sortir de l'Abruzze, il lui envoya un cartel que celui-ci accepta, en indiquant pour champ de bataille la plaine située entre Nole et Acerra. Alphonse prit en effet le chemin du rendez-vous, et son rival profita de cette imprudence qui ne s'explique que par les préjugés de la chevalerie. Réné fit promptement rentrer en sa puissance toutes les places de l'Abruzze qu'il

avait perdues. Le roi d'Aragon, ayant inutilement attendu son compétiteur, furieux de se voir ainsi trompé, ravagea la terre de Labour, la principauté ultérieure et la Basilicate. Ayant ensuite reçu par mer un renfort de troupes, il se trouva en état de venir assiéger Naples par terre, et de bloquer cette malheureuse ville avec ses galères. Ce fut devant cette place que Don Pèdre fut tué par un boulet que lancèrent les assiégés. Alphonse, contraint par l'abondance des pluies de quitter ses lignes, venait à peine de lever le siége et de s'éloigner de Naples, qu'une portion des murailles de la ville, ébranlée par l'artillerie et détrempée par les inondations, s'écroula et ouvrit une brèche dont auraient profité les Aragonais, s'ils fussent restés deux jours de plus dans leur camp. Pendant qu'Alphonse se retirait sur Capoue et sur Gayette, Réné était accouru par le comté de Bénévent, avait attaqué et battu Vintimillo de Monte-Sarchi, et était rentré dans Naples. L'inconstance, le sordide intérêt, l'amour propre outragé multiplient les traîtres pendant les discordes civiles; et l'hiver n'empêcha point que les deux rois, de part et d'autre, ne fissent d'heureuses tentatives sur diverses places dont la trahison leur ouvrait les portes.

Cependant les avantages croissaient en faveur d'Alphonse, et la mort du célèbre Jacques Caldora affaiblissait encore le parti de Réné. Convaincu de la nécessité de recueillir de nouvelles forces, celui-ci venait de sortir de Naples, après avoir amusé Alphonse par la fausse annonce de son retour en France; et gagnant Bénévent par Nole et Baïano, il s'était vu forcé de quitter le chemin de Monte-Forte et de franchir le mont Avellino, couvert alors de quatre pieds de neige. Ce passage, qui lui coûta quelques chevaux et beaucoup d'hommes, lui fournit l'occasion de signaler son courage et son affabilité; il sut faire passer sa gaieté et ses espérances dans l'ame de ses compagnons d'armes. Enfin, ayant donné dans cette route difficultueuse de nouvelles preuves d'intrépidité et de clémence qui lui concilièrent l'affection des peuples, et ayant vaincu l'indolence et l'irrésolution du jeune Antoine Caldora, son nouveau connétable, il s'avança vers le Val di Gardano, résolu de livrer un combat décisif. Alphonse, détrompé sur les véritables projets de son ennemi, s'était rapidement approché des mêmes lieux, avec les mêmes intentions, et Réné s'étonna de trouver le pont de Tuffara occupé par les troupes de son compétiteur.

Réné se détermina bientôt à forcer ce passage; mais, comptant peu sur la fidélité de Caldora, il voulut n'employer pour ce coup de main que les Français qui l'avaient suivi. Il vint à la tête de cette gendarmerie, attaquer le pont où ces braves se portèrent si vivement, que plusieurs des capitaines de Caldora, excités par le spectacle d'une si brillante valeur, se détachèrent avec leurs compagnies, et secondèrent les efforts de Réné. Les Aragonais étaient déjà en déroute, déjà Alphonse, malade et couché dans sa litière, songeait à opérer sa retraite, lorsque Caldora accourut l'épée à la main, donnant ordre à ses gens de s'arrêter, et frappant même tous ceux qui n'obéissaient pas assez promptement. *Que faites-vous?* dit Réné, *ne voyez-vous pas que la victoire est à nous? Sire*, répond le traître, *votre majesté ne connaît point la manière de combattre des Italiens; leur fuite n'est qu'une ruse.....* Et, sur de nouvelles observations du roi, Caldora s'écrie sans ménagement : *Si vous perdez Naples, vous conserverez la Provence et les autres états que vous possédez en France; mais si je perds mes troupes, je serai réduit à demander l'aumône.* Réné vit donc la victoire et la personne de son compétiteur échapper de

ses mains. Dès le surlendemain, le fourbe Caldora reçut avec hauteur les reproches de Réné, leva le masque, et alla offrir son bras déshonoré au roi de Sicile. Ce dernier, par une autre trahison, étant devenu maître du château d'Averse et de Naples, réunit bientôt sur sa tête, malgré le courage de Réné, et malgré la ligue du pape et des Génois, les deux couronnes que de grands talens le rendaient capable de soutenir.

Le duc d'Anjou aurait été efficacement secouru par François Sforce qui devait bientôt régner à Milan, si ce fameux capitaine qui aimait Réné, n'avait été occupé, avec ses troupes valeureuses, dans la Romagne et dans la Lombardie. Réné malheureux, mais couvert de gloire, se rembarqua pour la Provence où ses vertus, sa bonté, son goût pour les lettres et ses autres qualités aimables le firent si long-temps figurer dans les romances des troubadours, sous le nom du bon roi Réné.

(1452) Peu de temps après son retour, on vit l'Aquitaine chercher auprès des Anglais un nouvel appui contre les vexations des financiers et des généraux français. Vainement elle avait réclamé l'exécution des traités qui la liaient à la France, et la franchise qui lui avait

été garantie; Charles avait répondu avec hauteur qu'elle devait se résoudre à payer, et que le roi pouvait, *comme et quand il lui plaisait*, rendre tous ses sujets taillables. Les secours des Anglais eurent de faibles résultats; l'Aquitaine fut de nouveau soumise, et Bordeaux vit élever le château Trompette et le château du Ha, destinés à contenir ses habitans dont la fidélité eût été bien mieux assurée par un gouvernement plus juste et moins oppressif.

Malgré ses inclinations pour l'étude et pour les arts, le bon roi Réné jetait encore ses regards vers le beau royaume qui lui avait échappé des mains. Ayant appris que la violence de Ferdinand, fils naturel et successeur du magnanime Alphonse, et les intrigues du pape Calixte III, pouvaient faciliter de nouvelles tentatives de la part de la maison d'Anjou, Réné confia ses intérêts au courage de Jean son fils. (1458)

Cette dernière expédition était soutenue par la république de Florence, qui avait promis un subside annuel de 100,000 florins tant que durerait la guerre. Le duc de Savoie n'avait laissé d'abord passer les Provençaux qu'à la sollicitation du roi de France, et Réné était venu en personne aider son ami le duc de Milan à recon-

quérir les places que lui avaient enlevées les Vénitiens. C'était après ces avantages qu'il était repassé subitement en Provence, et qu'il avait envoyé Jean d'Anjou en Italie. Ce jeune prince avait été également chargé par Charles VII de prendre, en son nom, possession de la république de Gènes que le doge, pour se venger de la haine de ses concitoyens, avait été offrir au roi de France.

Mais après la mort d'Alphonse, Ferdinand fut secondé par les troupes du duc de Milan, cet ancien ami de Réné. Sforce en effet craignait que les Français, devenus maîtres de Naples, ne réclamassent son duché, parce que le duc d'Orléans avait épousé l'héritière unique de la maison de Visconti. Jean d'Anjou avait encore eu à lutter contre le dernier doge de Gènes, Pierre Fregosse qui déjà regrettait l'exercice de la souveraineté, et qui, par une nouvelle trahison, se lia avec Ferdinand pour inquiéter les Français.

Enfin Jean partit de Gènes sur une flotte nombreuse, fit route du côté de Naples, descendit à Baïa, marcha sur Sesse qui lui ouvrit ses portes. Bientôt le prince de Tarente, la ville d'Aquila, plusieurs autres villes et seigneurs reconnurent sa domination. Le célèbre Piccinino quitta même les drapeaux de Ferdinand pour augmenter les forces du duc d'Anjou qui, sur les bords du Sarno, derrière le mont Vésuve, mit en déroute les troupes de Ferdinand, et fit la plupart de ses généraux prisonniers. Jean aurait pu s'emparer de Naples; mais, ne songeant point assez de quelle importance est la possession d'une capitale, il perdit un temps précieux à réduire de petites places, et vit successivement tous ses avantages échapper de ses mains. Ferdinand, héritier sinon des vertus de son père, du moins de sa valeur et de sa politique, résistant courageusement, se maintint dans Naples et par conséquent sur le trône, malgré les efforts de Jean et la haine de ceux qu'il appelait ses sujets.

Cette guerre malheureuse durait encore lorsque Louis XI, mauvais fils, mauvais roi, mauvais père et profond politique, montait sur le trône des Français. (1461)

La mort de Charles VII donna lieu à des soupçons que sembla justifier la conduite de son fils dont le premier soin fut d'accueillir le médecin de Charles que celui-ci venait de faire enfermer. Louis fit des présens considérables à celui qui vint lui annoncer la mort de son père; il ne souffrit point que les seigneurs de la cour portassent le deuil; et il affecta, dès

le lendemain, d'aller à la chasse, vêtu de blanc et de pourpre.

Le premier acte de sa politique avait été d'inviter le pape Pie II qui soutenait le parti de Ferdinand, à retirer les troupes qu'il fournissait à ce prince contre Réné, neveu de Louis. Pour prix de cette condescendance, il promettait d'envoyer contre les Turcs une armée de soixante-dix mille combattans. L'astucieux pontife répondit : « Pourquoi demander avec tant d'instances le retour de quelques soldats que j'ai envoyés dans le royaume de Naples? Si le roi est en état de mettre sur pied soixante-dix mille hommes, qu'il lève cette armée formidable, qu'elle franchisse les Alpes, et nous lui serons tous soumis. »

Louis s'en tint à cette simple démonstration, et par un nouvel incident, l'espoir des Provençaux s'évanouit avec le reste de leurs forces. Les Génois dégoûtés de l'avarice et de la fierté du gouverneur que Jean d'Anjou leur avait laissé, avaient pris les armes et avaient contraint cet officier de se renfermer dans le petit château. Le roi Réné avait amené une flotte à son secours; mais en opérant la descente, il avait été mis en déroute, et obligé de se rembarquer précipitamment. Jean n'avait appris ces détails

qu'avec la plus grande douleur; et Piccinino l'ayant abandonné pour retourner avec Ferdinand, les affaires du duc d'Anjou déclinèrent avec rapidité. Une bataille livrée près de Troja, au pied de l'Apennin, décida la querelle. Jean d'Anjou vaincu gagna l'île Ischia d'où il fut encore obligé de fuir en France. Réné, occupé à peindre lorsqu'on vint lui annoncer la dernière déroute de son fils, ne quitta pas le pinceau. Imperturbabilité digne d'éloges, si le trépas d'une foule de généreux guerriers n'eût pas été lié à ces tristes revers!

(1470) Le valeureux Jean d'Anjou mourut à Barcelone, et ses deux fils le suivirent de près dans le tombeau, peu d'années avant l'époque de la mort de Galéas Sforce. L'assassinat de ce duc de Milan et le supplice de ses meurtriers, montrent la fin que doivent redouter les tyrans, et le prix trop souvent réservé à ceux qui veulent briser les chaînes d'un peuple inconstant et corrompu.

En France, le duc de Bourgogne, armé contre Louis XI, avait levé le siége de Beauvais, et ses troupes avaient fui devant des femmes dirigées par l'intrépide Jeanne Hachette.

Ce duc avait cherché à tirer parti des vexations exercées par Louis XI contre le roi Réné,

et à se faire instituer héritier des comtés de Provence et de Forcalquier. Mais sa politique avait échoué devant celle de Louis qui, s'étant rendu à Lyon, avait appelé Réné à sa cour, et l'avait comblé d'honneurs et de caresses. Louis ne laissa partir Réné qu'après avoir enrichi ses principaux conseillers, et avoir acheté le dévouement absolu de Palamède Forbin qui avait la confiance du comte de Provence.

Bientôt après, Charles, comte du Maine, auquel son oncle Réné avait, en mourant, légué ses droits sur le royaume de Naples, allait encore tenter la fortune, et immoler des hommes à ses prétentions, lorsqu'une maladie de langueur le força de renoncer à ses projets. Quoiqu'il eût lui-même deux neveux, il leur préféra le roi de France; il appela Louis XI, son cousin germain, à la succession de tous ses royaumes, états et seigneuries, en lui substituant après lui Charles, dauphin, et tous ses descendans et successeurs à la couronne. Cette donation importante était l'ouvrage du même Forbin dont nous venons de parler, et que le roi récompensa en lui confiant le gouvernement de Provence.

Louis XI était trop circonspect pour faire valoir les droits qui pouvaient s'étendre au-delà

des Alpes; son âge (cinquante-neuf ans) l'aurait d'ailleurs détourné de cette hasardeuse entreprise qu'il était réservé à Charles VIII d'exécuter treize ans après, et de signaler par des succès prompts et brillans, par des revers désastreux et rapides.

Dans les murs de Florence et de Pise, Laurent de Médicis fondait alors son immense pouvoir sur l'apparence de toutes les vertus, sur la réunion de toutes les qualités aimables, sur la haute protection qu'il accordait aux sciences et aux talens. Louis XI, par sa noire politique, fortifiait en France l'autorité royale, déjà augmentée par Charles VII, lorsqu'il avait pris à sa solde des troupes réglées. Louis avait abaissé et fait périr plusieurs grands vassaux qui exerçaient dans les provinces les droits de souveraineté. Par ses intrigues plus que par la force des armes, il avait réuni à la couronne leurs vastes domaines; et ses traités avec les Suisses qui commençaient à être en considération dans l'Europe, avaient encore affermi sa puissance. Tyran soupçonneux, jaloux et cruel, ses moyens pour gouverner furent la dissimulation et la terreur.

Louis XI, moins à plaindre, et pourtant plus malheureux qu'aucun de ses sujets, mourut au

milieu des stupides pratiques d'une lâche superstition. (1483)

A peine était-il dans le tombeau où le ressentiment du peuple devait, avant l'espace de cent ans, descendre chercher un vain aliment à sa fureur, que la défaite et la mort de Richard III terminait en Angleterre les longs débats entre les maisons d'Yorck et de Lancastre. Pendant cette guerre civile, les Anglais s'étaient déchirés pour savoir s'ils obéiraient à la Rose blanche ou à la Rose rouge. Après trente années de combats, cette dernière venait enfin de l'emporter; Henri VII montait sur le trône, et réunissait par un mariage les droits allégués par les deux familles.

(1453) Une révolution plus étonnante avait détruit l'empire d'Orient qui, depuis onze siècles, tombait en lambeaux. Mahomet II, après un siége de cinquante jours, s'était emparé de Constantinople. Il fondait en Europe le nouvel empire de ces Turcs qui, cinquante ans avant, semblaient s'être anéantis sous le bras victorieux de Tamerlan, près des ruines magnifiques de l'antique Ancyre.

Enfin, pendant qu'au milieu des intrigues et des désordres, les papes à Rome, et les Médicis à Florence, recueillaient d'illustres Grecs

fugitifs de Constantinople, et enrichissaient l'Italie de nombreux manuscrits où les sciences, la philosophie et les arts devaient un jour retrouver leurs plus illustres modèles, l'imprimerie naissait. Les chefs-d'œuvres de l'esprit humain, rapidement multipliés, allaient préparer dans les lettres cette révolution qui devait les rendre indépendantes du caprice et des passions, de l'ignorance et de la fourberie, du despotisme et de l'intolérance. La boussole, la poudre à canon et la typographie, devaient changer la face du globe, le monde semblait se réveiller d'un long et pénible sommeil; Américc Vespuce s'élevait sur les traces de Gioia; Copernic, destructeur du trône de Ptolémée, préparait la gloire de Képler et de Newton, tout annonçait le retour de la civilisation, et l'aurore de la renaissance des beaux jours de Périclès et d'Auguste semblait se lever lentement sur l'Europe.

FIN DU LIVRE TROISIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE QUATRIÈME.

Charles VIII. — Détails sur la Composition des Armées françaises. — Ludovic Sforce, (le Maure). — Alphonse II. — Le Duc d'Orléans. — Combat de Rapallo. Pierre de Médicis. — Charles VIII à Florence, à Rome, à Naples. — Bataille de Fornoue. — D'Aubigny. — Gonzalve, dit le Grand Capitaine. — Bataille de Séminara. — Ferdinand II maître de Naples. — Nouveaux Préparatifs de Charles. — L'Empereur Maximilien en Italie. — Mort de Ferdinand. — Frédéric III. — Le Pape Alexandre VI. — Mort de Charles VIII. — Avénement de Louis XII à la couronne de France.

LIVRE QUATRIÈME.

Depuis 1483 jusqu'en 1498, Ère Vulgaire.

DÉJA plus d'un siècle s'était écoulé depuis l'invention de la poudre, sans que cette découverte eût exercé une grande influence sur la tactique militaire.

Il est vrai que dès le règne de Philippe de Valois, vers 1345, on se servit d'armes à feu; mais elles ne furent d'abord employées que dans les siéges, ou concurremment avec les arcs et les arbalètes dont les Français n'avaient commencé à faire usage que vers la fin de la première race de leurs rois. L'embarrassante arquebuse que le mousquet devait remplacer, n'était point encore en usage, et la pesanteur énorme des premiers canons les rendait presque inutiles à la guerre. Sous Charles VII, on fondit un canon pour le transport duquel il fallait cinquante chevaux. Louis XI fit couler à Tours une pièce portant cinq cents livres de balles. Les canons employés par Charles VIII, Louis XII et même François Ier, étaient du calibre de cinquante livres.

Artevelle de Gand, fils d'un brasseur, avait deviné l'importance de l'artillerie dans les combats; on le vit employer des pierriers à la bataille de Rosebec, où il fut vaincu par le connétable de Clisson et le maréchal de Sancerre. (1382)

En 1450, sous Charles VII, le connétable de Richemont avait, à la bataille de Formigny si décisive contre les Anglais, tiré quelque parti de deux coulevrines de position.

Malgré ces essais avantageux, l'ignorance de ce siècle dans les arts mécaniques, et peut-être aussi l'intrigue des grands maîtres des arbalétriers, retardant la perfection de ces terribles machines, empêchèrent d'en reconnaître tout le prix, et de leur donner alors le degré d'utilité qu'elles atteignirent dans la suite.

Cependant l'indiscipline introduite dans les armées françaises par la multitude des grands et des petits vassaux plus ou moins indépendans du chef de l'état, avait cédé momentanément à la sage fermeté de Charles V, secondé de l'immortel Du Guesclin; mais ce désordre avait repris son cours sous le malheureux Charles VI dont le règne fut déchiré par tant de cruelles factions. La France paraissait toujours hérissée d'une foule innombrable de châteaux

forts où chaque seigneur particulier était toujours prêt à se renfermer et à soutenir des siéges. Ces places multipliées donnaient beaucoup d'inquiétude aux troupes du roi qui étaient forcées de les emporter avant de passer outre, dans la crainte de se voir couper leurs communications, la retraite et les vivres. La meilleure partie de chaque campagne se perdait ainsi dans de pareilles expéditions, et les guerres se trouvaient d'autant plus prolongées que chaque vassal n'était astreint au service militaire que pendant peu de jours.

Le brave et voluptueux Charles VII auquel les talens de ses généraux et l'intrépidité des Français avaient mérité le surnom brillant de Victorieux, avait senti le besoin de se procurer des forces indépendantes du caprice des feudataires de sa couronne. Il avait habilement profité de la réputation que lui avaient acquise ses succès contre les Anglais, et de la haine que ces insulaires avaient inspirée à ses sujets. Sous prétexte d'être toujours en mesure contre une invasion subite des Anglais, il conserva sur pied un corps de neuf mille hommes de cavalerie et de seize mille d'infanterie, pour la solde desquels il se fit assigner des fonds. Charles VII avait ainsi

lier marchait armé d'une longue épée tranchante, menue et à trois faces.

Charles VII avait en outre retenu et formé pour sa garde particulière deux belles compagnies d'archers et de gendarmes écossais, choisis parmi ceux amenés en France par les comtes de Boucan et de Douglas. La défiance porta Louis XI à multiplier cette garde ; le luxe de Louis XII et de François Ier, et sur-tout la magnificence de Louis XIV vinrent encore enchérir sur la terreur qui avait agité le soupçonneux Louis XI.

Ainsi s'étaient successivement fondues dans une organisation plus régulière et plus imposante les anciennes dénominations d'*armigeri*, de *scutiferi*, de *servientes*, de *clientes*, de *satellites*, de *coterelli*, de *ribaldi*, de *crennequiniers*, de *pichiquins*, de *pétaux*, de *bidaulx* et tant d'autres oubliées aujourd'hui ; ainsi avaient disparu ces innombrables bandes de *routiers* qui, licenciés à la fin de chaque guerre, parcouraient et désolaient les bourgades et les campagnes.

Cependant les abus ne tardèrent point à souiller ces beaux établissemens auxquels Charles VII avait dû sa gloire, et la nation son repos. Louis XI avait toléré tous les excès des gens

de guerre pour mieux assurer son despotisme, et pour s'autoriser à multiplier arbitrairement les tailles et les impositions. Les historiens contemporains s'expriment à cet égard avec une indignation généreuse.

(1483) Quoi qu'il en soit, Charles VIII, à son avénement au trône, se trouvait à la tête d'une troupe réglée où l'on distinguait quatre compagnies de sa garde, une compagnie de gendarmes écossais, une infanterie de seize mille archers d'élite, et une cavalerie d'hommes d'armes, de chevaux légers, de carabins dont le nombre s'éleva bientôt à dix-huit mille hommes, et qui eurent pour noyau et pour modèle cette illustre gendarmerie dont la valeur et les hauts faits dataient de l'origine de la monarchie française.

La cavalerie albanaise appelée aussi stradiots, et composée de Grecs en grande partie, ne se forma que pendant les guerres de Charles VIII en Italie. Elle fut connue dans les armées françaises jusqu'au règne d'Henri III. Son arme particulière était l'arzégage, bâton ferré par les deux bouts.

(1484) La présomption, compagne de la jeunesse et du pouvoir que l'on croit absolu, appelait le roi au-delà des Alpes ; les intrigues du duc d'Orléans le retenaient en France. Ce

duc contrarié par les états généraux tenus à Tours, et par le parlement qu'il avait voulu gagner, n'était que trop secondé par la rebellion du duc de Bretagne et par le mécontentement de l'archiduc d'Autriche, Maximilien, irrité de la rupture du mariage presque conclu entre sa fille et le roi Charles qui épousa dans la suite Anne de Bretagne promise à l'archiduc.

Ces deux guerres paraissaient tellement devoir distraire Charles de ses prétentions sur le royaume de Naples, qu'on vit Réné II, duc de Lorraine, appelé par les ambitieux Vénitiens pour disputer la couronne à Ferdinand II, solliciter et obtenir quelque appui de la cour de France. Il est vrai que, pendant ces vaines démonstrations, Charles soumettait ses droits sur la Provence à l'examen de quelques seigneurs de son propre conseil; ils ne manquèrent pas de trouver d'abord ces droits incontestables, et de découvrir bientôt après que les prétentions de Charles sur le royaume de Naples étaient également fondées.

Charles n'en donna pas moins les mains aux tentatives de Réné que sa faiblesse et son irrésolution firent échouer, malgré le soulèvement des barons napolitains conjurés contre l'insupportable tyrannie de Ferdinand, malgré même

l'appui des Vénitiens, des Génois, et de Jean-Baptiste Cibo qui venait d'acheter la chaire de saint Pierre.

Immédiatement après la mort de Sixte IV, chez lequel ses domestiques ne laissèrent pas même un linceul pour l'ensevelir, les cardinaux prirent dans le conclave des engagemens mutuels, et firent des sermens qui devaient lier le nouveau pape. Ils avaient pour but d'agrandir et d'assurer la fortune de chaque cardinal; on remarque cette clause : *Le pape futur accorde d'avance à tous les cardinaux électeurs l'absolution entière et sans réserve de tous les crimes qu'ils peuvent avoir commis, quelle qu'en soit l'énormité, et quand ils seraient de nature à ne pouvoir être pardonnés qu'après une énonciation expresse.*[1] Le cardinal Foscaro seul refusa de signer cet acte infâme.

Le choix du conclave tomba sur le noble Génois Cibo, cardinal de Melfe, père de cinq enfans bâtards, et qui prit avec la tiare, le nom d'Innocent VIII.

Une paix signée et garantie par ce pape, par

[1] *Voyez* le Journal de Burcard, maître des cérémonies de la chapelle du Pape, *manuscrits latins de la Bibliothèque Nationale, n° 5521, page 61.*

les Génois, par les Vénitiens et par cette cour d'Espagne pour le compte de laquelle l'intrépide Christophe Colomb découvrait alors le nouveau monde, semblait devoir ramener le calme dans l'Italie.

Mais Ferdinand, en jetant, au mépris des traités, les seigneurs napolitains dans les fers, ralluma le flambeau de la discorde. Le prince de Salerne, échappé par sa prévoyance à la sombre politique du roi de Naples, et fortifié du consentement des Vénitiens, vint presser Charles VIII d'entreprendre une conquête dont il dut lui déguiser les difficultés. Aux efforts de Saint-Séverin se joignirent ceux du pape qui ne pardonnait point à Ferdinand l'infraction du traité de paix, et qui lui pardonnait encore bien moins le refus de payer des droits de cens à la chambre apostolique.

Pendant que l'orage semblait ainsi se grossir sur la tête du roi de Naples, celui-ci cherchait à le conjurer par ses négociations. Il y serait peut-être parvenu sans la mort du pape Innocent VIII et du célèbre Laurent de Médicis dont la prudence, la circonspection et les conseils avaient long-temps étouffé les semences de division toujours près de germer entre Ferdinand et Ludovic Sforce oncle, tuteur, oppresseur et bientôt assassin de Jean-Galéas-Marie, duc de Milan. (1492)

L'imprudente précipitation de Pierre de Médicis rompit cet équilibre; et Ludovic inquiet, vigilant et soupçonneux, non content de s'allier avec les Vénitiens et ce trop fameux Rodrigue Lenzoli, dit Borgia, devenu pape sous le nom d'Alexandre VI, unit ses instances à celles des princes de Salerne, promettant à Charles VIII tous les secours qui dépendraient de lui, s'il voulait passer en Italie. Il s'engageait à prêter au roi 200,000 ducats, à lui délivrer tous les passe-ports nécessaires, à lui fournir cinq cents hommes d'armes, à laisser armer à Gènes autant de galères qu'il plairait à Charles qui, de son côté, s'obligeait publiquement à protéger le duc de Milan, et secrètement à lui donner la principauté de Tarente après la conquête du royaume de Naples. C'est ainsi qu'égaré par ses projets d'usurpation, Ludovic provoquait l'approche d'un danger éloigné pour se soustraire à celui qui lui paraissait imminent.

Il n'était pas sans doute difficile de déterminer à cette entreprise un prince jeune, bouillant et maître d'une armée qui avait déjà vaincu le duc de Bretagne, le roi d'Angleterre et l'ar-

chiduc d'Autriche. Au lieu de profiter de ses succès sur ce dernier et d'écouter les sages remontrances de l'amiral Louis Mallet de Graville, il prêta plus volontiers l'oreille aux flatteuses espérances d'Étienne de Vers ou de Vesc, sénéchal de Beaucaire, et du général Guillaume Briçonnet, conseillers avides qu'avaient facilement séduits de riches présens et des promesses plus magnifiques encore. Charles n'eut aucun égard à la situation de la France épuisée sous les règnes précédens, au peu de confiance que méritait l'amitié des puissances d'Italie, aux dépenses que cette guerre allait entraîner, à la politique de Ferdinand, à la bravoure bien reconnue du duc de Calabre son fils, aux dangers enfin de s'éloigner d'un royaume qui sortait à peine des crises de la minorité, et sur lequel l'Empire, l'Espagne et l'Angleterre jetaient toujours des regards insatiables.

Cependant Ferdinand feignait de ne point ajouter foi aux projets de Charles, tandis qu'en secret il renouvelait et multipliait ses négociations avec une activité surprenante. Il venait même de se concilier la cour de Rome par le mariage d'une de ses filles naturelles avec l'un des bâtards du pape, et de changer les dispositions de Ludovic par la garantie qu'il

promettait à son usurpation. La mort vint le surprendre au milieu de toutes ces intrigues, et l'aîné de ses fils, Alphonse II, ne tarda pas à obtenir de l'ambitieux Alexandre VI, l'investiture du royaume de Naples. (1494)

On a peine à suivre la politique à travers ses détours multipliés. Comment, en effet, purent changer avec tant de rapidité les intérêts, disons mieux, les caprices du pape, des princes et des républiques d'Italie, dont les intrigues et les instances pressèrent tour à tour le roi des Français d'entreprendre son expédition, de la retarder, d'y renoncer? Bajazet vit même le saint siége, devenu maître de la personne de Zizim, établir avec l'empire de Constantinople des rapports intimes, dans le temps où les papes prêchaient de nouvelles croisades contre les Turcs désignés par les chrétiens sous le nom d'*infidèles*.

Ce fut au milieu de toutes ces fluctuations que le roi partit pour l'Italie, après avoir confié l'administration du royaume à sa jeune femme Anne de Bretagne qu'il avait épousée en 1491, quoiqu'elle fût sa parente et qu'elle fût déjà fiancée à Maximilien, roi des Romains, dont Charles devait épouser la fille. Ce prince n'avait pas même attendu la double dispense

qu'il avait envoyé demander au pape pour conclure ce mariage avantageux.

En s'éloignant de la reine, il lui donna pour conseils le duc de Bourbon et l'amiral de Graville.

D'après ses ordres, le duc d'Orléans s'était dirigé vers Gènes avec les troupes destinées à s'embarquer. Bientôt averti que Frédéric, frère d'Alphonse, s'approchait de cette ville à la tête de quarante-quatre galères, le duc joignit la flotte napolitaine, et après un combat opiniâtre de sept heures, il la contraignit à prendre le large.

Quelques jours après, cette même flotte ayant débarqué quatre cents hommes à Rapallo, dans la rivière du Levant, pour soutenir les intelligences que Frédéric conservait au milieu de Gènes, le duc d'Orléans se présenta devant Rapallo, effectua sa descente à la faveur d'une artillerie encore peu familière aux Italiens, et secondé d'un corps d'infanterie suisse accouru de Gènes, il remporta sur les ennemis une victoire d'autant plus signalée que leur rembarquement devint impossible, et que leur flotte alla se réfugier dans le port de Naples d'où elle ne sortit plus.

Le duc ayant rétabli l'ordre dans Gènes, retourna vers Asti sur le Tanaro, où Charles

venait d'arriver après avoir passé par Vienne, Briançon, le Pas de Suze et Turin. C'est dans cette dernière ville que le roi avait emprunté les bijoux de la duchesse de Savoie et de la marquise de Montferrat. Il mit ces bijoux en gage pour 24,000 ducats, et l'on peut juger par là de la légéreté de son caractère et de la situation de ses finances au commencement même d'une si vaste entreprise.

C'était alors que naissait François Ier, cinq ans avant Charles-Quint son implacable rival, princes dont les querelles devaient coûter tant de sang à leurs peuples, tant de maux à l'Italie.

Charles avait traversé les Alpes avec trois mille six cents hommes d'armes, six mille archers, vingt-deux mille fantassins armés de piques et d'arbalètes. Cette armée était suivie de cent quarante gros canons, et de quatre cents pièces appelées de campagne, dont le calibre était réduit à cinquante livres de balles. Huit mille montagnards conduisaient et servaient cette formidable artillerie.

Il y avait déjà cent ans environ que les Vénitiens, dans une guerre contre les Génois, avaient introduit cette arme en Italie. Mais l'artillerie des Français était plus légère; leurs boulets étaient en fer; des chevaux, au lieu de

bœufs, traînaient ces redoutables machines; enfin les Français disposaient les batteries avec promptitude; les décharges se succédaient avec une rapidité inconnue jusqu'alors aux Italiens qui ne se servaient encore que d'énormes bombardes et de boulets de pierre.

Après ce passage extraordinaire des Alpes, que les historiens cependant ont peu célébré, Charles fut attaqué de la petite vérole. Pendant que cette maladie le retenait à Asti, l'ambassadeur d'Espagne qui l'avait accompagné, détermina Ludovic Sforce à changer absolument de parti. Pour prix de sa trahison, il lui offrit d'unir à son fils aîné l'une des filles de Ferdinand le Catholique. Celui-ci qui déjà songeait au projet de réunir le royaume de Naples à celui de Sicile, avait chargé son envoyé de l'informer de tous les événemens. Il l'avait revêtu des plus amples pouvoirs, afin qu'il pût influer sur la direction des affaires, et employer, suivant les circonstances, la hauteur, la souplesse, les détours de l'intrigue, les démonstrations de l'amitié.

La dissimulation, compagne des traîtres, dirigea la conduite de Ludovic; et dans le moment où il sépara ses intérêts de ceux de Charles, il alla lui renouveler l'assurance d'un dévouement sans bornes. Il lui retraça sur-tout avec soin toutes les considérations capables de fortifier le projet que ce prince avait imprudemment conçu.

Cependant le duc de Calabre, fils du roi de Naples, s'était avancé jusque dans la Romagne, à la tête de soixante escadrons et d'un corps nombreux d'infanterie, pour empêcher les Français de pénétrer de ce côté, tandis que les Florentins devaient leur fermer le passage de la Toscane. Le duc de Calabre campait sous Faenza, et Alphonse lui-même était descendu dans l'Abruzze ultérieure pour ramener par des promesses ou par des menaces Fabrice et Prosper Colonne qui tenaient le parti de la France.

Peut-être eût-il été plus convenable à Charles de marcher sur-le-champ vers la Romagne où les forces inférieures du duc de Calabre ne paraissaient pas devoir opposer une longue résistance, et d'où l'on pouvait pénétrer aussitôt dans les états du roi de Naples par les Abruzzes. Mais le roi des Français craignant de compromettre sa gloire et ses intérêts, en laissant derrière lui les Florentins et le pape qu'il aurait pu seulement tenir en respect, se contenta de détacher quelques hommes d'armes sous le

commandement de d'Aubigny pour faire tête au duc de Calabre, et il résolut de marcher lui-même vers la Toscane avec toutes ses troupes. La flotte reçut l'ordre de quitter Gènes et de suivre le long de la côte les opérations de l'armée.

Arrivé à Pavie, Charles eut de nouvelles preuves de la perfidie de Ludovic. Celui-ci, néanmoins, par ses démonstrations parvint à prolonger l'erreur du roi, et même à le refroidir sur les intérêts du jeune duc de Galéas, pupile et victime de Ludovic qui lui arrachait ses états et la vie.

Par une fatalité attachée à ceux qui gouvernent, Charles préférait aux sages avis de quelques hommes éclairés les conseils astucieux et intéressés de cet usurpateur qui voulait reprendre, avec les armes des Français, Pise, Sarzana et Pietra-Santa. Le roi tourna donc ses pas vers Pontre-Moli au pied de l'Apennin, fit capituler Sarzana après un siége de trois jours, et reçut les soumissions des faibles et industrieux Lucquois.

Tandis que les Florentins effrayés envoyaient porter à Charles les propositions les plus avantageuses par quinze députés ennemis de Pierre de Médicis, ce tyran si fier dans la prospérité,

ne pouvant plus compter sur l'appui du duc de Calabre, eut l'infamie d'aller lui-même acheter les bonnes graces du roi par la cession momentanée des six meilleures places de la république, par la promesse de 200,000 ducats dont Charles devait payer les intérêts, et par l'abandon formel du parti d'Alphonse. Tant de bassesse mit le comble à la haine et au juste ressentiment des Florentins qui bannirent le traître Médicis, confisquèrent ses immenses trésors, et vendirent à l'encan cette riche collection de meubles, de tableaux, d'antiques et de manuscrits précieux, qu'avaient recueillie ses illustres ancêtres.

Les Français n'en étaient pas moins devenus maîtres des clefs de la Toscane; et une femme, tutrice du jeune seigneur d'Imola et de Forli, en leur remettant ces deux places importantes, empêchait le duc de Calabre de garder plus long-temps sa position sous Faenza. Il parvint à se replier sur Césène, tandis qu'Alphonse dont le séjour s'était inutilement prolongé dans l'Abruzze, s'avança du côté de Terracina, près de l'antique Anxur et des Marais Pomptins, dans le dessein de se joindre à Virginie des Ursins pour assiéger Nettuno appartenant aux Colonnes. Ce port est situé entre

Terracine et Ostie dont l'antiquité remonte au règne du quatrième roi de Rome, Ancus Martius. Ostie ayant été reprise par les Colonnes pendant la marche d'Alphonse, ce prince prit aussitôt le chemin de Naples où il alla s'enfermer.

Une retraite si précipitée devait augmenter la terreur d'Alexandre VI. Le cardinal de Sienne reçut de lui la mission d'aller conjurer l'orage prêt à fondre sur sa tête, et ce prélat n'omit rien de ce qui pouvait ralentir la marche du roi. Celui-ci, sans accorder d'audience au cardinal, fit répondre aux diverses objections qu'on lui avait soumises qu'il ne craignait ni la peste, parce que la mort mettait un terme aux travaux des hommes, ni la famine, parce qu'il conduirait avec lui des vivres en abondance, ni les armes des Turcs contre lesquels il avait, dès son enfance, fait vœu de combattre. Ces dernières paroles faisaient allusion aux intrigues du pape avec Bajazet, et cette réponse fut immédiatement suivie d'une déclaration de guerre signifiée au pape et à Alphonse, et reçue par ces deux princes avec une hauteur affectée.

Bientôt l'ignorant Charles fut introduit en triomphe dans Florence dans le moment même où mourait le jeune prince de La Mirandole,

prodige d'érudition pour son siècle. Pendant que toutes les inscriptions déclaraient le roi *restaurateur de la liberté*, il imposait aux Florentins, malgré la noble résistance de leurs députés, les conditions les plus dures, les contributions les plus fortes, et sur-tout l'obligation si pénible de révoquer le décret d'exil lancé contre leur tyran.

Pierre ne rentra cependant plus dans Florence. Il se traîna jusqu'à sa mort, à la suite des armées françaises, et il périt dans un naufrage. Charles avait vraisemblablement une arrière-pensée sur la principauté de la Toscane. Au reste, il voulut bien accorder aux Florentins soumis la faveur signalée de substituer dans leurs armes, une fleur de lis d'or à celle de gueule qu'ils avaient portée jusqu'alors.

Après des proclamations, des protestations, des sermens même, le roi renforcé par les troupes de d'Aubigny qui lui reprochait ses lenteurs, vint jeter une garnison dans la ville de Sienne dont il se méfiait, et attendre près du Lac del Poghetta, aux confins de la Toscane, sa grosse artillerie qui le suivait par mer.

Le pape, conformément à l'usage des princes d'Italie, poursuivait au milieu des hostilités le cours de ses négociations. Le roi s'avança du

côté de Viterbe qui, à l'exemple d'Aqua-Pendante, de Monte-Fiascone et de toutes les places circonvoisines, se soumit aux Français. Vainement le duc de Calabre voulut s'opposer à cette espèce de marche triomphale; ses convois interceptés par la garnison d'Ostie le forcèrent à rétrograder vers Rome dont le pape lui ouvrit les portes, et où son armée acheva de mettre la famine et d'indisposer le peuple.

Charles arrivé sur les bords du lac de Bracciano, et n'étant plus qu'à une journée de Rome, détacha un corps de cinq cents hommes d'armes et de deux mille Suisses pour aller passer le Tibre à son embouchure, se joindre à la garnison d'Ostie, et couper la retraite au duc de Calabre.

Le roi lui-même devait pénétrer dans Rome par le côté de l'ouest, tandis que les Colonnes y entreraient par les portes de l'est. Les alarmes du peuple furent augmentées par le projet qu'on supposait aux Français d'incendier la ville, et par la chûte inattendue d'un pan de muraille qui présentait à l'ennemi une ouverture facile.

Le pape qui venait de déclarer en plein consistoire qu'il s'opposerait aux Français au péril même de sa vie, envoya, cinq jours après, annoncer au roi qu'il pouvait entrer dans Rome,

et s'étant enfermé dans le château Saint-Ange, il obtint pour le duc de Calabre un sauf-conduit que Charles accorda avec la légéreté qui signalait toutes ses actions. Si, comme l'a écrit Guichardin, Ferdinand eût refusé de prendre le sauf-conduit, aurait-il pu quitter Rome le jour même de l'entrée du roi, sans que l'armée nombreuse des Français eût inquiété sa retraite?

Charles entra, le dernier jour de l'année, dans la ville de Rome avec la même pompe et le même appareil qu'il était entré dans Florence. Rome, pendant le séjour du roi, fut traitée en ville conquise. On voit, dans le Journal intéressant que nous avons déjà cité, que Charles affecta de faire attendre le pape dans la salle du consistoire jusqu'à ce qu'il eût dîné; que pendant la cérémonie que le pape voulait rendre imposante, les Français témoignèrent fort peu de respect pour le saint père, et que dans la ville, pour loger leurs chevaux et leur suite, ils firent sortir les chevaux des écuries des cardinaux, et délogèrent même quelques prélats.

(1495) Cependant le roi, dix jours après son entrée dans Rome, sans s'arrêter aux plus justes observations contre l'élection, les intrigues et la conduite d'Alexandre VI, conclut avec ce pape un traité de paix. Les principales condi-

tions de ce traité furent la promesse de l'investiture du royaume de Naples, la remise des places de Spolette, de Terracine et de Civita-Vecchia ; le pape devait en outre livrer au roi la personne de Zizim, en retenant toutefois la pension de 400,000 ducats que la Porte envoyait annuellement.

Ce dernier article fut seul exécuté, si toutefois c'était s'y conformer que de livrer l'infortuné Zizim après avoir fait circuler dans ses veines le poison dont il mourut. Ajoutons qu'une autre clause non exprimée dans le traité, et qui sans doute avait servi de base à toutes les autres, fut religieusement observée, et que le général Briçonnet, déjà évêque de Saint-Malo, reçut le chapeau de cardinal pour prix de cette paix simulée que ses intrigues avaient ménagée.

Charles, toujours confiant et toujours trompé, se mit bientôt en marche pour le royaume de Naples. Il était à peine à Velletri, à huit lieues de Rome, que le cardinal de Valence, César Borgia, digne fils du pape, et qui devait servir d'otage et accompagner le roi dans son expédition, s'évada sous le déguisement de valet d'écurie.

Tandis qu'un pape consacrait ainsi, par son autorité, la violation manifeste des traités, un

roi auquel l'Espagne dut l'établissement de l'odieuse inquisition, un roi décoré par le saint siége du titre religieux de *Catholique*, marchait sur les traces d'Alexandre VI ; et l'ambassadeur du roi de Castille osait déchirer, sous les yeux même de Charles, l'original du dernier traité conclu entre la France et l'Espagne. La violence de cet envoyé contrastait sans doute avec la modération d'un roi jeune, bouillant, et qui se trouvait à la tête d'une armée victorieuse. Il se contenta de renvoyer le fougueux ambassadeur, et l'on ne tarda point à apprendre qu'avant même cette indécente conduite, le roi de Castille avait expédié une flotte pour soutenir le roi de Naples, et qu'il lui avait fait passer des troupes sous le commandement de Gonzalve Fernandez de Cordoue.

Cependant le château d'Aquila et les meilleures places des Abruzzes se rangeaient sous l'obéissance des Français. Alphonse, abattu et tout à coup déconcerté, avait assemblé son conseil et ses généraux, et après avoir abdiqué la couronne en faveur de son fils Ferdinand, il avait quitté Naples le jour même où Charles était sorti de Rome. Passant ensuite en Sicile, il s'enferma dans un cloître avec le souvenir déchirant de ses crimes, de ses vexations et de

sa cruauté, souvenir qui égara sa raison et abrégea ses jours.

Ferdinand, plus cruel encore peut-être que son père et que son aïeul, avait marqué son avénement au trône par ces actes extraordinaires de clémence et de générosité qui signalent presque toujours les premiers pas d'un tyran.

Ce nouveau roi s'occupa sans délai de la défense de ses états. Ayant rassemblé les cinquante escadrons et les soixante mille hommes qui lui restaient, il envoya garder le Pas de Castro-Celli, sur la droite d'Aquino, et il se porta lui-même à San-Germano, au pied du célèbre Mont-Cassin. Ce poste situé derrière le Garigliano (Lyris), entre de hautes montagnes et des marécages profonds, passait avec raison pour une des clefs du royaume; mais, dans de pareilles circonstances, il était difficile que des dispositions militaires suppléassent seules à l'attachement des peuples et au dévouement des troupes qui ne pouvaient si tôt oublier la haine profonde qu'avaient méritée les deux derniers rois.

De son côté, Charles, secondé de sa redoutable artillerie, avait emporté Monte-Fortino, entre Velletri et Valmontone, et il avait pris

d'assaut la forteresse de Monte-di-San-Giovani, sur les confins du royaume de Naples. Ayant abandonné au carnage la garnison et les habitans de ces deux places, il avait répandu la terreur par cette étrange méthode inusitée en Italie depuis plusieurs siècles, et il s'était ainsi ouvert tous les passages.

Les défilés gardés par les Napolitains furent abandonnés avec leur grosse artillerie dès l'approche de l'avant-garde des Français, et Ferdinand se vit lui-même entraîné dans la fuite du corps d'armée quil commandait. Dissimulant d'abord son ressentiment contre ses officiers, il résolut de distribuer ses forces dans Capoue, dans Gayette (Gaetta) et dans Naples, et d'attendre, pendant la résistance de ces places, le résultat de la ligue qui se négociait en sa faveur. Mais, d'un côté, Capoue ne voulut le recevoir qu'avec une suite peu nombreuse, et, de l'autre, il se trouva dans la nécessité de courir à Naples pour y appaiser les esprits soulevés à la nouvelle des succès de l'armée française. J. Jacques Trivulce auquel il avait laissé pendant sa courte absence le gouvernement de Capoue, alla jusqu'à Calvi au-devant de Charles avec les chefs de la garnison, et mit ce prince en possession de la ville. Ferdinand re-

tournant à Capoue, apprit en chemin la trahison de Trivulce, la dispersion de ses troupes, la prise de ses partisans les plus ardens et les plus distingués, la réduction même de Nole au pouvoir des Français, et la révolte nouvelle des Napolitains. Outré de tant de revers, il rentre dans Naples, y assemble les principaux habitans, les exhorte à se défendre, leur annonce de prompts secours, descend même jusqu'à promettre de faire oublier, par la douceur de son gouvernement, les vexations de son aïeul et de son père. Tant d'instances restèrent sans succès, et ce roi insulté par la populace, abandonné par les courtisans chargés de ses bienfaits, n'osa se renfermer dans l'une des forteresses de Naples. Il permit aux habitans de se rendre aux Français, et ayant brûlé quelques bâtimens en rade, pour ne point les laisser à la disposition de l'ennemi, il passa dans l'île d'Ischia dont le gouverneur même eut l'ingratitude de lui disputer l'entrée. Il s'enfuit ensuite jusqu'en Sicile, avec sa fille Jeanne, avec la reine veuve de son aïeul, et avec son oncle Frédéric qui devait bientôt lui succéder sous des auspices encore plus malheureux.

Charles prévenu de cette fuite par des députés de Naples, ne tarda pas à faire son entrée triomphante dans cette capitale, où il fut accueilli avec les mêmes transports de joie qu'un mois auparavant le peuple avait fait éclater lors de l'avénement de Ferdinand au trône. Les forteresses se rendirent après avoir essuyé quelques volées de canon, et les plus illustres familles vinrent avec celle des Caraffe, enrichie cependant par la maison d'Aragon, prêter à l'heureux vainqueur le serment de fidélité. Le reste du royaume fut soumis en aussi peu de temps qu'il en eût fallu pour le parcourir, et les garnisons des plus fortes places envoyèrent porter leurs clefs aux Français, et implorer leur clémence. L'île d'Ischia, Brindisi où Virgile avait fini ses jours, Gallipoli dans la terre d'Otrante, Amantes et Tropea dans la Calabre, restèrent ou rentrèrent, avec la ville d'Otrante, sous la domination des Aragonais, sans que Charles, étourdi de ses succès, daignât s'en occuper.

Il venait de se faire couronner roi de Naples, lorsqu'il repoussa hautement les propositions de Frédéric qui ne réclamait que la Calabre pour le roi son neveu, et qui ne demandait pour lui-même que la conservation de la petite principauté d'Alta-Mura, dans la terre de Barri, au pied de l'Apennin. Cette principauté

et quelques autres terres peu considérables formaient son apanage. Frédéric ayant refusé de son côté les grands établissemens que lui offrit Charles en France pour lui et pour le roi son neveu, les deux princes se séparèrent également mécontens l'un de l'autre.

Cependant les Français ne gardaient aucune mesure, et abusaient de leur prospérité. L'avarice ou l'incapacité des favoris de Charles, l'insolence des gens de guerre, l'avidité de tous aliénèrent bientôt les esprits, et l'on vit les habitans de tout le royaume regretter l'affreux gouvernement de celui qu'ils avaient contraint à prendre la fuite; inconstance naturelle aux Napolitains, mais qui n'était en cette circonstance que trop bien justifiée par l'oppression de leurs vainqueurs.

Au milieu des fêtes, des joutes et de la débauche, les Français fermaient les yeux sur la ligue puissante qui se formait contre eux, ou ils en faisaient l'objet de leurs sarcasmes et de leur dérision.

Mais le pape, l'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Milan, les Vénitiens même, ne s'étaient point endormis; et dirigés par des intérêts différens, ils avaient conclu, en la présence et malgré l'habileté de Comines, un traité de

confédération générale qui devait durer vingt-quatre ans, et dont le prétexte apparent était *le maintien de la liberté de l'Italie*, et sur-tout *la défense de l'église;* ce qui lui fit donner le nom de *sainte ligue.*

Par la défense de l'église, le pape entendait la restitution des places fortes qu'il avait remises pour garans de sa paix avec Charles; la liberté de l'Italie menacée signifiait, pour le roi d'Espagne, la crainte de voir la Sicile lui échapper; pour l'empereur Maximilien, la répétition de ses droits sur la Toscane; et pour Ludovic Sforce, l'appréhension où il était que le duc d'Orléans, petit-fils de Valentine Visconti, ne réclamât comme son héritage, le duché de Milan. Les Vénitiens croyaient, de leur côté, l'occasion favorable pour s'approprier quelques ports dans l'Adriatique. Tant de désintéressement de la part des alliés, et l'influence de Rodrigue Borgia sanctifièrent sans doute cette redoutable confédération dont les principales conditions furent que l'on entretiendrait une armée de soixante mille hommes, dont trente-quatre mille de cavalerie; que les troupes espagnoles qui se trouvaient en Sicile aideraient Ferdinand à recouvrer ses états, tandis que la flotte vénitienne attaquerait les places mari-

times, et que Ludovic s'emparerait d'Asti où le duc d'Orléans était resté avec peu de forces. L'empereur et le roi d'Espagne devaient en outre faire chacun une irruption en France, au moyen des fonds que les autres confédérés s'engageaient à leur fournir. Les Florentins se défendirent d'accéder au traité dans l'espoir de rentrer dans la possession de leurs places que Charles avait promis d'évacuer, et quoique dans ce temps même, les troupes françaises envoyées à Pise par mer, commissent beaucoup d'excès sur l'un et sur l'autre territoire.

Pour résister avec quelque apparence de succès à une telle coalition, il aurait fallu que les Français se fussent d'abord concilié l'attachement des peuples par leur modération, comme ils avaient conquis leur admiration par leur valeur. Mais après tant d'abus et de vexations tolérées par le roi, il ne paraissait plus rester à celui-ci d'autre parti que de retourner en France, et d'opérer cette retraite en bon ordre, avant que les alliés eussent rassemblé toutes leurs forces.

En même temps qu'il se voyait forcé de prendre cette détermination, il donnait au peuple de Naples le spectacle solennel et insignifiant d'un nouveau couronnement et d'une entrée

triomphante dans cette capitale que, huit jours après, il allait abandonner.

C'est à l'occasion de cette cérémonie que ce prince crut, sur la parole de quelques nobles, que Naples qu'il habitait depuis trois mois, n'avait pour citoyens que des gentilshommes, et que tout le reste des habitans était des étrangers. Le peuple ne tarda point à le détromper d'une si singulière erreur, et il fut rétabli par le roi dans ses anciennes prérogatives qu'Alphonse Ier avait suspendues en 1456.

Avant de quitter Naples, Charles fit reconnaître en qualité de vice-roi et de généralissime Gilbert de Bourbon, duc de Montpensier, prince aussi indolent que brave. Le gouvernement de la Calabre fut laissé à d'Aubigny créé grand connétable de ce royaume.

Le Mont Saint-Ange (Monte-di-San-Angelo), près du golfe de Manfredonia, fut érigé en duché en faveur de Dom Julien, de la famille des Laville-sur-Ilon; Gaeta fut confiée au sénéchal de Beaucaire, Tarente à Georges de Sully, Manfredonia à Gabriel de Montfaucon, et l'Abruzze à Gratien des Guerres, tous officiers distingués auxquels le roi, promettant de l'argent et des secours, ne laissa que quelques Suisses, quelques fantassins français,

huit cents lances, et cinq cents hommes d'armes qu'il avait pris à sa solde.

Charles se mit en route avec le reste de son armée réduite à neuf mille hommes dont neuf cents gens d'armes et deux mille cinq cents Suisses, dans le même temps que Ferdinand rentrait dans la Calabre, et que les côtes de la Pouille étaient menacées par la flotte des Vénitiens.

Le roi des Français dirigea sa marche vers Rome malgré tout ce que lui fit dire, pour l'en détourner, le pape qui se sauva à Pérouse, et auquel cependant le roi fit remettre, suivant ses engagemens, Civita-Vecchia et Terracine, retenant seulement Ostie jusqu'après son retour en France.

Les terres de l'Église furent traversées par l'armée française, comme si elles eussent appartenu au plus fidèle des alliés; Toscanella seule dont la destinée fut d'être si fréquemment assiégée, et qui refusa le passage à l'avant-garde, fut emportée d'assaut et abandonnée au pillage.

Le roi arrivé à Sienne, reçut de Philippe de Comines et de Trivulce qu'il avait retenu à son service le sage conseil de gagner en diligence les Alpes avant la jonction des troupes ennemies; mais Charles perdit six jours dans des discussions qu'il termina par deux fautes essentielles. Il se prêta au caprice des Siennois qui, mécontens de la forme de leur gouvernement, obtinrent comme une faveur d'être soumis au jeune Louis de Luxembourg, comte de Ligny, cousin du roi. Ils devaient l'expulser un mois après. En second lieu, l'avidité des seigneurs français fit rejeter les propositions avantageuses des Florentins qui, pour la restitution des places qu'on avait en dépôt, offraient un secours de trois cents gens d'armes, de deux mille fantassins, un prêt de 70,000 ducats, et le paiement de 30,000 autres, reste de la somme stipulée par le traité précédent.

Ces seigneurs obtinrent, ainsi qu'ils le desiraient, le gouvernement de ces places, avec des détachemens d'infanterie qui affaiblirent encore l'armée.

Pendant que Charles ménageait aussi peu le temps et les forces qui lui restaient, le duc d'Orléans, au lieu de se tenir sur la défensive, comme il en avait reçu l'ordre, et d'amener les troupes nouvellement arrivées de France et une partie de celles qu'il avait dans Asti, s'occupait à surprendre Novare, et à commencer, pour son propre compte, la conquête du Mila-

nais. Il fournissait ainsi aux Vénitiens le prétexte qu'ils cherchaient depuis long-temps pour jeter le masque, et pour réunir ouvertement leurs forces à celles des autres confédérés.

Cette désobéissance du duc d'Orléans et les résultats qu'elle entraînait semblaient devoir hâter la marche de Charles. Mais ce prince, après avoir seulement laissé Florence sur sa droite, dans la crainte d'y être retenu trop long-temps, vint s'arrêter dans la ville de Pise, où il entendit les réclamations des Pisans et les sollicitations des députés florentins. Ceux-ci, acharnés contre une république que Florence avait ruinée depuis plus de quatre-vingts ans, voulaient faire confirmer cette destruction par le roi de France. Charles, sans porter aucune décision, laissa garnison dans Pise, et s'avança vers Lucques, Pietra-Santa, Massa et Sarzana.

Ce fut de cette dernière place qu'il détacha encore cent vingt lances et cinq cents fantassins de son armée, pour tenter une entreprise sur Gènes, concurremment avec le peu qui lui restait de son armée navale.

Ainsi que nous venons de le remarquer, les Vénitiens, depuis la prise de Novare, croyant ne plus devoir garder aucun ménagement, avaient prescrit au marquis de Mantoue, Gonzague, généralissime de leur armée, de s'approcher des Apennins pour en disputer le passage au roi.

Charles instruit que ces troupes étaient déjà réunies dans le Parmesan aux autres confédérés, et formaient une armée de plus de trente mille combattans, se rendit à Pontre-Moli, et dès le soir même il voulut aller asseoir son camp au-delà des montagnes. Cette résolution et la promptitude avec laquelle elle fut exécutée presque sous les yeux d'un ennemi aussi supérieur en nombre, contribuèrent à sauver les Français. Combien d'avantages, en effet, offrait aux Vénitiens l'attaque d'une armée engagée dans ces longs défilés, traînant avec des peines infinies une artillerie pesante! Mais le courage des Français et des Suisses, secondé par l'exemple des chefs de l'artillerie, surmonta tous les obstacles que ne sut point multiplier la lente indécision de Gonzague.

Dès le lendemain, l'armée française se trouva réunie à Fornuovo sur la rive droite du Taro, et en présence des ennemis campés à trois milles, près de l'abbaye de la Ghiarola. Les Italiens furent étonnés de voir les Français venir en si petit nombre à leur rencontre, et cette surprise altéra leur confiance. Aucun d'eux

n'avait douté que le roi ne laissât une partie de son armée à Pise, et ne s'embarquât pour retourner en France, ou qu'ayant traversé l'Apennin, il ne gagnât dans Tortone par les sentiers escarpés de Cento-Croce. Aussi leurs chefs auraient-ils accordé au roi le passage qu'il leur avait fait demander, si l'ambassadeur d'Espagne, aux yeux duquel la perte des Français était du plus grand intérêt, et qui s'inquiétait peu des dangers qu'une défaite pouvait faire courir à ses alliés, n'eût fait prononcer le refus pendant qu'on attendait la décision de Ludovic et de la république de Venise.

Cependant les Français s'avançaient pleins d'audace et de fierté. Il leur fallait traverser le torrent du Taro grossi par les pluies abondantes d'un violent orage, et ce passage il le fallait effectuer en présence de l'ennemi.

(7 juillet 1495) L'opération commença, dès la pointe du jour, par la plus grande partie de l'artillerie, et elle ne fut troublée que par quelques escarmouches, faute essentielle que commit encore le marquis de Mantoue.

L'avant-garde, sous les ordres du maréchal de Gié, était composée de quatre cents lances, de quelques Suisses, de trois cents archers à pied, de quelques arbalétriers à cheval de la

garde du roi, et de la plus grande partie de l'infanterie. Le roi, armé de toutes pièces, marchait avec le corps de bataille. L'arrière-garde, suivie du bagage, était confiée au comte de Foix, père du célèbre Gaston; et, suivant l'usage de ce temps, ces trois corps marchaient à de très-grandes distances l'un de l'autre.

L'armée française ne pouvant se déployer dans la plaine trop étroite de San-Andrea, descendit le long de la rive gauche du Taro. Lorsque son avant-garde fut arrivée à la hauteur du camp des Italiens, elle fut attaquée par les troupes du duc de Milan qui fondirent rapidement sur elle pendant que le marquis de Mantoue, après avoir pourvu à la sûreté de son camp, passait plus haut le torrent pour tourner l'arrière-garde sur laquelle il vint tomber avec un escadron de six cents hommes d'armes, cinq mille fantassins, et un gros de stradiots et d'autres chevaux légers. Il laissait sur l'autre rive un corps de troupes considérable sous le commandement d'Antoine, fils naturel de l'illustre Frédéric Montefeltro, duc d'Urbin, auquel il prescrivit d'attendre de nouveaux ordres pour venir le joindre. Enfin une partie de sa cavalerie légère devait aller prendre les Français en flanc, pendant que le

reste des stradiots, traversant le Taro vis-à-vis Rocca-Lazzone, s'emparerait du bagage que la pénurie de troupes ne permettait pas au roi de faire garder. Charles ayant vu le mouvement du marquis de Mantoue, fit marcher sur-le-champ son corps de bataille au secours de l'arrière-garde, et il se précipita lui-même avec tant de diligence à la tête d'un seul escadron, que, dès le commencement de l'action, il se trouva aux premiers rangs. La mêlée s'engagea bientôt, et le combat se soutint de part et d'autre avec une égale ardeur. La terre fut en un instant jonchée d'hommes et de chevaux, l'acharnement fut porté à son comble, et les Italiens, encouragés par leur grand nombre, et sur-tout par l'exemple du brave Gonzague qui était présent par-tout, allaient peut-être remporter l'avantage, lorsque le corps de bataille vint mettre fin aux dangers que le roi courait personnellement, et lui rendit l'espérance.

Pendant ce nouveau choc qui fut terrible, les stradiots pillaient le bagage au lieu de l'enlever militairement, et traversaient le torrent avec les mulets, les chevaux et les autres équipages.

A la vue de leurs compagnons chargés de

butin, tous les stradiots destinés à pénétrer dans la ligne française par les ouvertures que le choc des lances y avait faites, coururent au pillage, et entraînèrent avec eux l'infanterie et la grosse cavalerie. Les Italiens affaiblis, et vainement soutenus par l'intrépidité de leur général, se trouvèrent enfin acculés contre le torrent qu'ils furent contraints de repasser en désordre, et ils rejoignirent le corps d'Antoine de Montefeltro qui n'avait fait aucun mouvement parce que Rodolfe, oncle du marquis de Mantoue, avait été tué en lui portant l'ordre d'avancer.

L'avantage se décidait en faveur des Français à l'arrière-garde et au centre ; le succès de l'avant-garde avait encore été plus rapide. Elle avait répondu à la première attaque des Milanais par une charge si impétueuse, qu'ils avaient regagné à la hâte le gros de leur armée. Le maréchal de Gié avait pu les poursuivre ; mais voyant sur l'autre rive un corps de gens d'armes en bataille, il avait cru prudent de ne point permettre à sa troupe de se disperser, et il avait attendu dans une belle contenance l'arrière-garde et le corps de bataille.

Ce combat, qui ne dura que le court espace d'une heure, fut néanmoins l'un des plus meur-

triers qui eût eu lieu depuis long-temps en Italie, quoique l'artillerie n'y ait presque point eu de part. La perte des Français fut à peine de deux cents soldats; mais celle des Italiens monta à trois mille quatre cents hommes, dont plus de trois cents gens d'armes, et beaucoup d'officiers de distinction.

Camille Vitelli, Trivulce et la Tremouille avaient particulièrement contribué au gain de cette bataille dans laquelle venait de se distinguer, à l'âge de vingt ans, ce Pierre du Terrail, cet immortel Bayard, auquel sa bravoure et ses vertus devaient acquérir, un jour, le titre de *Chevalier sans peur et sans reproche*.

Le marquis de Mantoue, au courage duquel nous devons cependant rendre hommage, les généraux vénitiens et les écrivains qu'ils payèrent, affectèrent d'assurer que les Français avaient été battus : il y eut même à Venise des feux de joie pour célébrer la victoire; mais les suites de cette bataille réduisirent à leur juste valeur les démonstrations des Italiens qui ne purent empêcher l'armée française de poursuivre sa route au milieu d'un pays ennemi, de parcourir le territoire de cinq forteresses, de traverser deux rivières profondes, de se tenir constamment dans l'abondance

de toutes les provisions, sans éprouver, pendant ce trajet, la perte d'un seul homme.

Charles, malgré l'infériorité de ses troupes, leur épuisement et les escarmouches réitérées des Milanais, parvint jusqu'aux portes d'Alexandrie, laissa sur sa gauche les champs de Marengo que les Français devaient immortaliser trois cents après, alla passer à gué le Tanaro, et entra dans Asti huit jours après la bataille de Fornuovo.

Déterminé à ne quitter l'Italie qu'après avoir fait lever le siége de la célèbre Novare, il fit camper sa petite armée victorieuse, et s'occupa de son recrutement.

Novare où se trouvait renfermé le duc d'Orléans, était pressée par les troupes du duc de Milan, auxquelles venait encore de se joindre l'armée des confédérés.

D'ailleurs, par l'imprévoyance du duc d'Orléans et par l'avide rapacité de ses officiers, la place était entièrement dépourvue de vivres et de munitions. Aussi le marquis de Mantoue et Galéas de San-Severino s'étaient contentés d'occuper toutes les avenues de la place, de se rendre maîtres des châteaux voisins, et ils ne voulaient point commettre aux hasards d'un nouveau combat la possession d'une ville dont

il semblait que la famine leur allait bientôt ouvrir les portes.

Cependant le roi pressait avec ardeur l'arrivée des nouvelles levées qu'il avait ordonnées en France, et faisait venir dix mille Suisses, la seule infanterie qu'on pût alors opposer aux lansquenets employés par les ennemis. Il avait passé le Pô, et il était venu jusqu'à Trino pour profiter des bonnes dispositions de la duchesse de Savoie, marquise de Montferrat et tutrice de son fils. Cette princesse en effet ouvrit à Charles les portes de Verceil (Vercelliæ), et augmenta ainsi les inquiétudes des alliés, en fournissant au roi le moyen de pouvoir jeter plus facilement des secours dans Novare.

Pendant que ce prince partageait son temps entre les soins qu'exigeaient cette guerre et ses fréquens voyages vers les rians coteaux de Chiéri où il allait revoir la belle Anne Soréla, ses capitaines, abandonnés à leurs propres forces, disputaient avec beaucoup de gloire et peu de succès le royaume de Naples à l'infatigable Ferdinand.

L'incertitude des Génois et cette inconstance que tous les historiens s'accordent à leur reprocher, avaient fait échouer l'expédition hasardée sur Gènes, et même les galères du roi

avaient été brûlées par François Spinola, dit le Maure.

Mais, dans le royaume de Naples, le brave d'Aubigny chargé de défendre la Calabre, osait se mesurer avec le célèbre Gonzalve (Ferdinand d'Aguilard), dit de Cordoue, que le roi d'Espagne avait envoyé sous le prétexte de secourir le roi de Naples, mais avec un dessein plus ambitieux et beaucoup moins désintéressé.

Ferdinand lui-même marchait avec le grand capitaine, et l'armée de Siciliens, d'Espagnols et de Napolitains qu'ils commandaient avait déjà soulevé la plus grande partie du royaume. Déjà Rheggio était tombée en leur pouvoir, lorsque d'Aubigny les ayant rencontrés près de Seminara, n'hésita point à les attaquer.

Un courage égal de part et d'autre, la présence de Ferdinand et de Gonzalve d'un côté, et de l'autre une discipline plus sévère, et l'activité de d'Aubigny balancèrent pendant quelque temps la victoire; mais enfin elle se décida encore une fois pour les Français, et la déroute de Ferdinand fut complète. Ce prince dut la vie au dévouement héroïque de l'un de ses anciens pages, et s'étant réfugié à Palmi, il se rembarqua pour la Sicile, dans la résolution de faire bientôt de nouvelles tentatives. Gon-

zalve avait gagné Rheggio à travers les Apres-Monts, et là il se préparait à venger son parti et sa gloire.

On vit bientôt Ferdinand sortir de Messine avec une flotte de quatre-vingts bâtimens commandée par l'amiral espagnol, marin plein de bravoure et d'une expérience consommée.[1] Ces vaisseaux ne portaient, il est vrai, presque aucune troupe de débarquement; mais, par cet appareil, le prince s'empressait de maintenir les intentions favorables du plus grand nombre des Napolitains qu'aurait pu refroidir le bruit de sa dernière défaite. En effet, il n'eut pas plutôt mouillé dans la rade de Salerne, que cette ville et toutes les places situées le long de ce golfe se déclarèrent en sa faveur. Naples elle-même ne fut contenue que par la fermeté des Français dont le commandant toutefois n'osa point tenter l'entreprise qui lui fut suggérée contre la flotte de Ferdinand. Celui-ci retiré à l'île d'Ischia, et voulant seconder le mouvement que préparaient ses partisans, vint descendre entre Naples et le Vésuve, à l'embouchure du Sébéto.

[1] Les historiens ne s'accordent point sur son nom. Les uns l'appellent Villamiarmo, les autres Ricajencio, ceux-ci Villamarino.

Montpensier, aussi imprudent alors qu'il avait été irrésolu la surveille, se précipita hors des murs, avec presque toutes ses troupes, pour voler au-devant de l'ennemi, abandonnant ainsi la place à la merci des conjurés qui saisirent avidement cette occasion favorable et inespérée.

Bientôt la populace, soulevée au son du tocsin, s'empare des portes en faisant retentir avec acclamation le nom de Ferdinand.

Les Français surpris d'une révolution qu'il était si facile de prévoir et de prévenir, et désespérant de se soutenir entre deux attaques également vigoureuses, se replièrent sur leur gauche, et faisant le tour de la ville, ils allèrent, par un chemin long et presque impraticable, gagner le château neuf et s'y renfermer. C'est là qu'après de vains efforts pour prendre la ville, ils résolurent d'attendre de nouveaux secours.

Cependant presque toutes les autres places se soumettaient à Ferdinand, les unes réduites par la force des armes, les autres ouvertes par la révolte des habitans, celles-ci livrées par la lâcheté de ceux auxquels le commandement en avait été confié.

La flotte expédiée de Villefranche, et qui

portait aux Français des secours en vivres et en hommes, étant conduite par un officier fort estimé des troupes de terre, mais peu expérimenté dans la marine, ne put aborder. La brave garnison des châteaux de Naples, en butte à des attaques multipliées et aux horreurs de la famine, se vit donc contrainte de capituler presque dans le même temps où Alphonse venait de finir à Messine une carrière commencée dans les armes avec gloire, et terminée dans le froc avec ignominie.

Malgré toutes les mesures qu'avaient prises les alliés, et particulièrement le duc de Milan, pour presser la reddition de Novare, resserrer la garnison, intercepter ses fourrages, ses convois et les secours que Charles s'efforçait d'y jeter, on crut devoir recourir à d'autres moyens, et le pape consentit volontiers à jouer une comédie ridicule. L'un de ses massiers vint solennellement signifier au roi l'ordre de quitter l'Italie avec son armée, sous peine d'être frappé des foudres du Vatican, et d'être sommé de comparaître à Rome. Ces armes déjà usées devaient avoir bien peu de valeur dans la main d'un homme aussi corrompu que l'était Borgia. Charles répondit qu'il s'étonnait que le saint père qui n'avait pas voulu l'attendre lorsqu'à

son retour de Naples il avait desiré lui baiser les pieds, le pressât si fort actuellement de se rendre auprès de lui; qu'au reste, il travaillait à obéir à ses ordres; qu'il le priait seulement d'avoir un peu de patience, et de l'attendre à Rome, afin que son voyage ne fût pas inutile.

L'activité du marquis de Mantoue était plus utile aux alliés que les menaces d'Alexandre. Le duc d'Orléans était réduit à la plus affreuse nécessité. Sa brave garnison soutenait, avec un courage dont il donnait l'exemple, la famine et les maladies que ce fléau traîne à sa suite, et lorsque entièrement épuisée, elle voyait en frémissant approcher le terme de sa résistance, le hasard fit ouvrir des conférences pour la paix.

Pendant que Charles concluait à Trino, avec les Florentins, un traité qui paraissait déterminer le sort de Gènes et de Pise, ainsi que des places occupées par les Français dans le territoire de Florence, et pendant que ce traité procurait au roi un subside de 300,000 ducats, il envoyait à Casal un commissaire chargé de pourvoir à la sûreté du Montferrat et à la tutelle du jeune Guillaume dont la mère venait

de mourir. Ce commissaire adroit saisit l'occasion de s'aboucher avec les envoyés du marquis de Mantoue, venus pour faire des complimens de condoléance. Il leur vanta les avantages que procurerait aux Français et aux Italiens une paix solide, et la gloire qui rejaillirait sur ceux qui en auraient jeté les premiers fondemens. Ces ouvertures furent mutuellement accueillies, et une trève de quelques jours prépara les conférences qui s'établirent entre les commissaires du roi, ceux des Vénitiens et ceux du duc de Milan.

C'était la généreuse garnison de Novare qui prenait le plus d'intérêt à la signature de cette trève. Elle put sortir avec honneur d'une place qu'elle avait glorieusement défendue et qu'elle confia aux habitans, sous le serment de ne la remettre à aucun des deux partis sans le consentement de l'autre.

Les articles du traité définitif furent bientôt dressés. Les prétentions du duc d'Orléans sur le duché de Milan n'y étaient point ménagées; mais la restitution des places prises de part et d'autre, la soumission de Gènes, la liberté des prisonniers, la réduction des dettes contractées par le roi, étaient à peu près les seuls avan-

tages que l'on pouvait raisonnablement exiger aux approches de l'hiver, avec une cavalerie affaiblie par les maladies et par la désertion, une infanterie composée de stipendiés étrangers toujours prêts à se mutiner pour leur paie, des caisses entièrement vides, et vis-à-vis d'une armée très-nombreuse, bien entretenue, parfaitement retranchée.

Au reste, le desir de la paix et du repos se manifestait de toutes parts, et Charles n'hésita point à faire prévaloir dans son conseil les avis qui se prononcèrent pour la pacification.

La paix fut conclue à Verceil entre le roi et le duc de Milan; les Vénitiens eurent un délai de deux mois pour y accéder, et Charles ne perdit pas un moment pour reprendre le chemin de la France avec une précipitation qui ressemblait à une déroute. On dit qu'il craignait que les Suisses, arrivés depuis quelques jours, ne se saisissent de sa personne pour garantie du paiement de trois mois entiers de solde qu'ils réclamaient, sous prétexte que Louis XI avait accueilli leurs prétentions dans des circonstances semblables. Au défaut de la personne du roi, ils s'emparèrent des capitaines

français qui les avaient amenés, et l'on fut obligé de souscrire à leurs demandes.

Trivulce avait été nommé gouverneur d'Asti dont presque toute la garnison se débanda. Charles, en repassant les monts, jeta à peine un regard sur cette Italie si rapidement conquise, et qu'il ne devait plus revoir; à peine se souvint-il de ces braves auxquels il avait abandonné la défense de son royaume de Naples.

Pendant que la légéreté de son caractère, et peut-être les conseils insidieux de quelques courtisans vendus aux ennemis, retenaient le roi à Lyon, et l'occupaient de joutes, de galanteries et de tournois, la trahison du duc de Milan, la politique des Vénitiens, l'épuisement des Florentins, l'opiniâtreté des confédérés et la persévérance de Ferdinand, enlevaient aux Français en Italie leurs dernières ressources.

Il est vrai que les généraux délaissés dans les états napolitains avaient redoublé d'ardeur et de dévouement. Persi avait remporté un avantage signalé sur Thomas Caraffe, à Eboli, dans la principauté citérieure; mais il n'avait pas su ou n'avait pas voulu profiter de la victoire. Montpensier s'étant embarqué la nuit avec

deux mille cinq cents hommes, était descendu à Salerne, lorsque l'armée française était déjà campée près de Nocera, et que l'actif Ferdinand occupait la plaine de Sarno, à l'est du Mont Vésuve. La proximité des deux partis qui se trouvaient ainsi à quatre milles l'un de l'autre, semblait annoncer un dénouement très-prochain; mais leurs troupes étant à peu près d'égales forces, chacun d'eux craignait de s'abandonner au hasard d'un combat qui eût été décisif. Le temps se passa donc en escarmouches, et un détachement de Napolitains venait d'échouer et de périr à l'attaque du château de Giffone, près San-Severino, lorsque les renforts envoyés par le pape, contraignirent les Français à s'écarter de Nocera qui tomba au pouvoir de Ferdinand, et qui devint en un instant le sanglant théâtre des vengeances les plus féroces. (1495)

Dans ces entrefaites, Montpensier avait rejoint l'armée, et il l'avait conduite à Ariano dont il s'était emparé. Ferdinand avait été forcé d'abandonner la principauté citérieure, et d'aller attendre à Monte-Fusculo, près de Bénévent, les secours que lui avaient promis les confédérés.

Les hasards de la guerre s'étaient de même balancés dans la Pouille et dans les Abruzzes; mais l'argent étant venu à manquer aux Français, et la longue maladie de d'Aubigny ayant interrompu ses exploits, le parti napolitain prit quelque avantage. Cependant les finances de Ferdinand n'étaient pas dans un meilleur état, et il acheta des Vénitiens de nouveaux subsides en hommes et en argent. Venise, en assistant son allié, ne perdait pas de vue ses intérêts, et Ferdinand fut obligé de lui engager les cinq ports principaux qu'il possédait sur l'Adriatique. (1496)

Charles toutefois n'avait pu entièrement fermer l'oreille aux instances des ambassadeurs de Florence, et des envoyés de ceux des barons napolitains qui tenaient pour la France. On retraçait aux yeux de ce prince la rapidité de ses conquêtes, la gloire d'avoir paru à la tête de ses armées en Italie, et d'y avoir renouvelé le souvenir des anciens exploits de sa nation; on ne lui dissimulait point la honte qui rejaillirait sur lui de la perte d'un royaume si facilement conquis, et d'un si grand nombre d'illustres Français chargés seuls de sa défense. Le roi avait paru songer réellement à repasser

en Italie, et il avait même adopté des dispositions importantes. Trivulce devait retourner à Asti comme lieutenant général; le commandement de l'avant-garde allait être confié au duc d'Orléans que le roi se proposait de suivre immédiatement avec le reste de l'armée, et une flotte nombreuse devait être expédiée.

Au premier bruit de ces préparatifs, Ludovic Sforce connut de nouveau les alarmes, lui qui s'était fait donner le nom de *Fils de la Fortune* par une troupe de ces vils écrivains qui, s'il était possible, déshonoreraient les lettres, et que les hommes puissans rencontrent toujours sous leurs pieds. Mettant en œuvre tous ses artifices pour temporiser avec le commissaire du roi, le duc pressait l'empereur Maximilien Ier de passer en Italie. Ce prince vint en effet montrer sa faiblesse et ses irrésolutions, s'en retourna honteusement sans être entré dans Milan, et ne se signala que par le saccage d'un petit bourg de la Toscane.

Il semblait, à la vivacité avec laquelle Charles VIII avait repris ses projets sur Naples, que l'exécution allait suivre de très-près. Mais il était entouré d'hommes vendus au pape et au duc de Milan, mais il était jaloux du duc d'Or-

léans que les premiers succès devaient rendre maître du Milanais, mais sur-tout il était retenu par l'amour, aux pieds de l'une des filles attachées au service de la reine.

Des retards aussi préjudiciables entraînaient la perte des états de Naples, et sacrifiaient sans retour les plus braves guerriers. Ceux-ci avaient pourtant eu une occasion favorable de terminer heureusement la guerre, en s'emparant de la personne de Ferdinand dont les troupes s'étaient débandées pour s'abandonner au pillage de Fangeté di Monté-Forté.

Mais la trahison de ce même Persi qui, l'année précédente, avait négligé de poursuivre sa victoire près d'Eboli, sauva encore une fois le roi de Naples d'un danger imminent, et aggrava la triste position des Français. Persi, non content de s'opposer, comme l'un des premiers officiers de l'armée, au dessein vigoureux de Montpensier, alla jusqu'à détourner ouvertement les soldats de combattre, et à insinuer aux Suisses et aux Allemands de saisir ce moment pour réclamer une paie qu'on n'était pas en état de leur compter. Montpensier, contraint en outre de lever le siége de Circellé, s'avança vers Ariano, résolu de livrer bataille, seule

ressource qui restait alors aux Français. Mais Ferdinand qui n'ignorait ni la pénurie qu'éprouvaient ses ennemis, ni la rivalité qui divisait leurs généraux, ni le ressentiment que les peuples conservaient contre eux, se garda bien d'accepter le combat. Il ne s'occupa qu'à les harceler, à choisir de bonnes positions, à leur couper les vivres, et à leur disputer même le courant des eaux. Il mit tant d'habileté dans l'exécution de ce projet, qu'il les contraignit d'abandonner, pendant la nuit, le camp où ils s'étaient retranchés sous Casalalboré au nord-ouest d'Ariano, et de se retirer vers la Pouille où ils espéraient trouver plus facilement de quoi subsister. Ferdinand s'étant mis à leur poursuite pendant un jour entier, et désespérant de les atteindre, se jeta sur Gesualdo qui lui fut livré par trahison; c'était le même poste qui avait soutenu un siége de quatorze mois contre les Français. Ceux-ci, dans leur retraite, s'étaient amusés à piller la ville d'Atella, et, lorsqu'ils eurent été presque aussitôt forcés de s'y enfermer, cette place ne put leur procurer aucune ressource. L'habile Ferdinand, fidèle au plan qu'il avait adopté, éleva des lignes de contrevallation, s'empara de tous les postes

voisins, brûla les moulins, ferma tous les passages. Le pillage qui n'avait enrichi que quelques officiers, n'avait point fourni à la caisse militaire les moyens de faire la *montre* des troupes allemandes. Elles passèrent à la solde du roi de Naples, et cette défection que le bon ordre eût prévenue, acheva de ruiner les affaires des Français.

Gonzalve, dans la Calabre, ne les poursuivait pas avec moins de succès. Maître à Castrovillari de la grande route qui conduit de Salerne à Conzenza, il avait appris que plusieurs barons postés à Laïno sur la rivière de Sapri qui sépare la Calabre de la principauté, se proposaient de venir l'attaquer, et il avait résolu sur-le-champ de les prévenir et de les surprendre. Il partit donc un peu avant la nuit, laissant à sa gauche la grande route et les postes que les barons avaient à leur disposition; il prit un chemin difficile à travers les montagnes, dirigea son infanterie le long de la rivière, avec ordre de s'emparer du pont qui communiquait du bourg au château de Laïno, et ayant traversé la rivière à gué avec sa cavalerie, il se jeta sur le bourg avant le lever du soleil. La sécurité dans laquelle les barons s'étaient endormis entraîna leur perte. Ceux qui essayèrent de regagner le château trouvèrent le pont coupé par leur ennemi, et ce coup de main décida du sort de la Calabre et bientôt de tout le royaume. Gonzalve, en effet, ayant rejoint Ferdinand devant Atella, les Français dénués de toutes ressources, ne purent tenir plus long-temps devant les Napolitains, les Vénitiens et les Espagnols réunis, et Montpensier signa une capitulation non seulement pour Atella, mais encore pour les autres places qui, dans le royaume, étaient gardées par les officiers dépendans de son commandement.

L'amnistie des barons et des autres seigneurs fut religieusement stipulée, et la valeureuse garnison d'Atella fut conduite jusque sur le golfe de Naples, à Castel-à-Maré di Stabbia, et dans les ports de Baïes et de Pouzzol.

De vains prétextes retardèrent long-temps l'embarquement garanti par la capitulation, et ce fut près des ruines magnifiques de deux villes autrefois célèbres, que périrent dans la misère et dans un abandon criminel le chef et les débris d'une armée long-temps victorieuse.

Les généreux d'Aubigny, Gratien des Guer-

res, Charles de Sanguin et Dom Julien, furent les derniers à se rendre. Mais Tarente, Gaëte et Monte di San-Angelo qu'ils avaient si vaillamment défendus, suivirent enfin le sort des autres places. Tout allait donc être entièrement soumis à Ferdinand, lorsque ce prince belliqueux mourut, et sembla s'ensevelir dans son triomphe.

Il eut pour successeur son oncle Frédéric III, auquel un sort bien différent était destiné. Dans l'espace de trois ans, la couronne de Naples avait passé sur la tête de six rois; car on peut y comprendre celui d'Espagne au profit duquel Gonzalve retenait les conquêtes qu'il venait de faire dans la Calabre.

Charles VIII, malgré son indifférence et l'attrait des plaisirs, ne put apprendre sans un sentiment de honte les dernières nouvelles de Naples. Ce roi qui, si long-temps, avait négligé d'envoyer les secours qu'il devait à tant de vaillans guerriers, qui avait abandonné la république de Florence son alliée, à tout le ressentiment des confédérés, et la famille des Ursins à l'avarice du pape, songea, comme pour venger sa gloire, à une nouvelle expédition sur Gènes et sur Savone.

Il est vrai que ses armes avaient repoussé avec un prompt succès l'irruption faite par le roi d'Espagne dans le Languedoc, et il avait dû ce rapide avantage à l'artillerie dont le service était déjà plus perfectionné en France que chez aucun de nos voisins; mais un armistice de quelques jours, suivi bientôt d'une trève de plusieurs mois, empêcha les hostilités de produire un résultat important.

Les préparatifs de la nouvelle expédition parurent jeter encore un grand effroi dans l'ame de Ludovic; et, en effet, le duché de Milan se trouvait plus menacé que Gènes où les troubles intérieurs étaient pour lors appaisés, et que pouvaient puissamment défendre les flottes réunies de cette république, de Venise et de Frédéric.

Trivulce, d'ailleurs, lieutenant général de Charles VIII en Italie, semblait plus fidèle aux instructions secrètes du duc d'Orléans, que soumis aux ordres formels du roi. Le duc que la mort prématurée du jeune dauphin avait rendu héritier présomptif de la couronne, et qui se voyait encore rapproché du trône par la santé chancelante de Charles, n'avait pas eu de peine sans doute à faire épouser ses in-

térêts personnels à un général étranger dont la fortune allait dépendre incessamment de sa volonté.

Cependant Trivulce n'osa point afficher une désobéissance ouverte. Après s'être emparé de Novi comme d'une place qui coupait la communication entre Gènes et Milan, et après avoir enlevé l'important château de Bosco à trois lieues d'Alexandrie, il affecta de ne point suivre le cours de ses avantages, et il fournit aux Vénitiens et à Ludovic, ce favori de l'inconstante fortune, le temps de se reconnaître. Baptistin Frégose et le fameux cardinal de Saint-Pierre aux Liens n'étant point secondés, comme ils devaient l'être par Trivulce, échouèrent devant Gènes et devant Savone. La pénurie des fonds se fit encore sentir; la division entre les généraux français ne permit aucun ensemble dans les opérations; et les confédérés rentrèrent en possession de Novi, de Bosco et des autres places conquises par les Français auxquels il ne resta plus que quelques postes dans le marquisat de Final, sur la rivière du Ponent.

L'Italie, à cette époque malheureuse, n'avait point à gémir seulement sur le fléau de la guerre. Des crimes qui ne trouvaient leur excuse dans aucun préjugé, pesaient encore sur cette terre désolée.

A Rome, on voyait un pape se déclarer le rival de ses deux fils amans de leur sœur que son propre père avait enlevée successivement à deux maris; et tant de forfaits venaient d'être couronnés par un fratricide. A Florence, des citoyens illustres étaient condamnés à cause de leur attachement à la famille des Médicis. Pour répondre à l'appel au peuple qu'ils avaient interjeté en vertu d'une loi existante, on hâtait le moment de leur supplice, et la mort les frappait, pendant le silence de la nuit, dans l'enceinte de leurs cachots. Un moine même, le véhément Savanarole expiait dans les flammes le crime d'avoir tonné contre les infamies de la maison Borgia.

(1498) Charles cependant venait de mourir, laissant après lui la réputation d'un prince vaillant dans les combats, insouciant dans les conseils, généreux envers ses ennemis, facile, faible même avec ses courtisans. Il dut à la nature son indolence extrême, et à la sombre politique de son père sa profonde ignorance.

L'avénement de Louis XII au trône, en multipliant les prétentions du roi de France, appor-

tait quelques changemens dans les dispositions de la plupart des puissances d'Italie, et c'était encore en vain que ces belles et malheureuses contrées soupiraient après la paix et le repos.

Mais reposons un moment nos regards sur la confédération anséatique formée dès l'an 1164, et parvenue au comble de sa gloire et de sa puissance à la fin du quinzième siècle.

Le commerce et l'industrie si actifs au midi de l'Europe, entre les mains des républiques italiennes, étaient entravés au nord par des pirates féroces, et par des seigneurs avides et ignorans. Les uns et les autres trouvaient plus commode de piller les villes commerçantes et de s'approprier leurs richesses, que de rechercher et d'employer les moyens d'en acquérir de semblables. Quelques marchands, pour défendre leurs propriétés et pour résister au prétendu *droit manuaire*, mieux nommé *droit du poing* (faustrecht), formèrent une union (hanse) entre eux. Les villes de Hambourg, de Lubeck, de Brême et autres fondèrent ensuite une véritable confédération qui devint si respectable et si imposante qu'elle força les princes même à reconnaître ses droits, ses priviléges et son indépendance.

Vers le milieu du quatorzième siècle, cette belle confédération put soutenir une guerre avantageuse contre le roi de Danemarck, Waldemar III, et, soixante-dix ans après, elle arma deux cent cinquante vaisseaux et douze mille hommes. Elle devint une ligue redoutable dans laquelle on put compter, en 1494, jusqu'à quatre-vingts villes célèbres de toutes les parties de l'Europe.

Mais l'Amérique ayant été découverte, et les Portugais ayant doublé le Cap de Bonne-Espérance, le commerce dut prendre une autre direction. Le brigandage cessa d'être soutenu par les princes, et la *ligue anséatique*, n'ayant plus le même motif et ne trouvant plus les mêmes ressources, s'affaiblit à l'époque où les peuples connurent le prix d'une civilisation dont elle avait hâté les progrès.

Tous les arts avaient éprouvé l'influence de cette civilisation, et nous avons pu reconnaître par la conduite du maréchal de Gié, par celle du marquis de Mantoue, par les combinaisons de Gonzalve et du roi Ferdinand, que l'art militaire se perfectionnait d'une manière bien remarquable depuis le milieu de ce siècle.

Déjà l'on commençait à revenir de ce vain

point d'honneur de *donner toujours bataille*, et que Fabius presque seul, chez les Romains, avait eu la grandeur d'ame de dédaigner. Déjà l'attaque et la défense des places devenaient un art qui n'avait pu naître que depuis l'établissement d'une infanterie régulièrement organisée. La gendarmerie n'était encore formée que sur une seule ligne, et sans intervalles déterminés entre les escadrons; mais sa première charge avait de l'ensemble, et son premier choc était redoutable. La formation et l'armement des archers anglais qui influèrent le plus dans les terribles combats de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, sont dignes de fixer l'attention des temps les plus éclairés. Enfin si les vieux capitaines avouaient encore qu'ils ignoraient l'art d'empêcher le désordre et la confusion parmi leurs nombreux soldats, et si l'indépendance affranchissait chaque chef de bandes de l'autorité du général, et faisait marcher chaque enseigne séparément, du moins les troupes commençaient à fortifier des camps, et à s'exercer, pendant la paix, aux manœuvres qu'il est nécessaire d'exécuter en présence de l'ennemi. Ce fut Louis XI qui, en 1479, donna le premier un si grand exemple. Sa profonde politique lui avait sans doute fait entrevoir dans l'avenir le résultat de cette belle innovation négligée par ses successeurs, que le génie militaire de Frédéric devait créer de nouveau, et s'approprier au milieu du siècle dernier.

FIN DU LIVRE QUATRIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE CINQUIÈME.

Situation de l'Europe à l'époque du couronnement de Louis XII. — Ce Prince fait valoir ses prétentions sur le royaume des deux Siciles et sur le duché de Milan. — Il envoie une armée en Italie, après s'être lié avec le duc de Savoie, le Pape et les Vénitiens. — Siége, prise et pillage d'Alexandrie. — Conquête du Milanais. — Soumission de Gènes. — Ludovic opère un soulèvement dans le Milanais. — Il est trahi par les Suisses, et livré aux Français. — Projet de partage du royaume de Naples. — Exploits militaires du Cardinal Borgia. — Pillage de Capoue : des Religieuses sont publiquement vendues, et achetées pour le sérail du fils du Pape. — Trait mémorable de Piété filiale. — Conquête du royaume de Naples. — Rivalité entre les Espagnols et les Français. — — Bataille de Cérignoles. — Mort d'Alexandre VI. — Bayard. — Louis XII, dupe de la perfidie de Ferdinand, voit ses troupes entièrement chassées du royaume de Naples par le Grand Capitaine.

LIVRE CINQUIÈME.

Depuis 1498 jusqu'en 1509, Ère Vulgaire.

Le trône de France était occupé par le prince qui, dix ans auparavant, s'était armé contre Charles VIII. Louis alors duc d'Orléans, fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin, n'avait dû la vie qu'au zèle de Jeanne de France, sa femme, qu'il répudia cependant après vingt-cinq ans de mariage, pour épouser la veuve du roi, son prédécesseur. La reine Anne devait la singularité de sa destinée à la possession du duché de Bretagne, qu'il était si important de conserver à la couronne de France.

On ne peut parler de la bataille de Saint-Aubin, sans retracer en même temps le mot de Louis XII qu'on cherchait à aigrir sur le trône, contre La Tremouille qui l'avait fait prisonnier. « Le roi de France, dit le monarque, « n'est point chargé de venger les querelles du « duc d'Orléans..... » Ce prince, en confiant depuis à La Tremouille les expéditions les plus importantes, prouva que cette maxime était réellement gravée dans son cœur.

Lors de l'avénement de Louis XII, Alexandre VI continuait de déshonorer le saint siége. Le féroce Bajazet II n'était point encore empoisonné par son fils Sélim plus féroce que son père, et qui devait lui succéder, au préjudice d'Achmet.

L'avare Henri VII régnait en Angleterre. Les royaumes de Danemarck, de Suède et de Norwége se trouvaient réunis dans la main de Jean, fils de Christiern II. Les Welikeknèz, ou grands chefs de Russie, commençaient à soumettre, à leur tour, les princes tartares qui les avaient si long-temps retenus sous le joug. L'empire d'Occident ou plutôt d'Allemagne était gouverné par ce Maximilien Ier qui avait commencé sa carrière militaire d'une manière brillante en Artois; qui avait ensuite tenté, sans succès, une expédition en Italie; qui, après avoir épousé la riche Bourgogne et les dix-sept provinces des Pays-Bas, essaya vainement d'épouser la Bretagne, mais réussit à marier son fils à la couronne[1] d'Espagne. L'orgueilleuse noblesse de Bohême repoussait le

[1] La gravité de l'Histoire n'a pas dédaigné de conserver ce distique :

Bella gerant fortes, tu felix Austria, nube;
Nam quæ Mars aliis, dat tibi regna Venus.

frein que s'efforçait de lui imposer la maison d'Autriche, et la Hongrie était, pour la même cause, le théâtre sanglant de guerres interminables. La famille des Jagellons régnait sur ces fiers Polonais constamment harcelés par les Walaques et par les Turcs, eux que leurs divisions fatales devaient un jour effacer de la liste des nations; l'électeur de Brandebourg allait s'approprier la Prusse dont les habitans avaient été convertis, à coups de sabre, par l'ordre teutonique dont il était le grand-maître. Enfin la liberté réfugiée dans les montagnes de la Suisse, entendait encore prononcer son nom par quelques républiques d'Italie.

Ainsi que nous l'avons remarqué, Louis, outre ses droits à la couronne de Naples en sa qualité de roi des Français, en avait de particuliers sur le duché de Milan, du chef de son aïeule Valentine fille de Jean Galéas Visconti, et sœur de Philippe Marie, dernier mâle de cette famille, dont le bâtard François Sforce avait usurpé l'héritage.

Louis ne tarda point à afficher ses prétentions, par les titres de roi des deux Siciles et de duc de Milan qu'il ajouta à celui de roi de France, et par la communication qu'il en donna au pape et aux républiques de Florence et de

Venise. Nous avons dit que les dispositions des diverses puissances d'Italie avaient subi un grand changement lors de la mort de Charles VIII. En effet, Louis XII par la maturité de son âge, son économie bien entendue, l'expérience qu'il avait acquise dans le métier des armes, et l'art avec lequel il savait presque toujours modérer ses mouvemens, qualités qu'il dut peut-être à ses longues disgraces, paraissait devoir être un ennemi bien autrement formidable.

Charles avait pu être long-temps amusé par les vaines négociations de la cour d'Espagne, mais il fallut qu'elle se prononçât avec Louis XII, et Gonzalve fut rappelé du territoire de Naples, lui et toutes ses troupes. Le pape, les Vénitiens, les Florentins cherchèrent, par des motifs différens, à conclure des traités avec le nouveau roi, et il n'y eut pas jusqu'au duc de Milan qui n'essayât de tenter un accommodement. Mais, outre la haine personnelle que Louis portait à ce prince, à cause de son arrogance dans la dernière guerre du Milanais, le roi voyait avec plaisir la rivalité qui s'établissait entre le duc et les Vénitiens à l'occasion de l'interminable guerre de Pise. Il voulait aussi profiter du ressentiment que témoignait

le pape contre Frédéric qui avait hautement refusé sa fille Charlotte qu'Alexandre VI demandait pour son bâtard, l'infâme cardinal-diacre César Borgia.

On vit donc Louis XII au contraire, combler le même Borgia d'honneurs et de richesses, lui donner le duché de Valentinois, et le marier à la sœur du roi de Navarre, malgré la juste répugnance de toute la maison d'Albret. Pouvait-il mieux témoigner sa reconnaissance pour la *bulle de divorce* qu'avait apportée l'ex-cardinal, et mieux flatter l'insatiable ambition d'Alexandre ?

(1499) Cependant les affaires d'Italie lui faisaient sentir la nécessité de ne rien entreprendre au-delà des Alpes, avant d'avoir pris ses précautions avec ses voisins. Ses premiers soins, en effet, furent de confirmer la paix conclue entre son prédécesseur et le roi d'Angleterre, de traiter avec l'archiduc Philippe, de signer une trève avec l'empereur, et de renouveler son alliance avec les Suisses. Le moment lui parut alors favorable pour lier une confédération avec les Vénitiens dont la prudence si renommée cédait momentanément au desir de se venger de Ludovic, et à l'appât des promesses que leur faisait Louis d'étendre leur

territoire jusqu'aux bords de l'Adda. Le pape auquel on avait caché ce traité, voulut y être compris, moyennant les secours que lui garantissait le roi pour reconquérir les places de la Romagne dont quelques seigneurs s'étaient emparés à la faveur des troubles de l'Italie.

Ludovic voyant échouer en France ses négociations, ses offres, ses largesses et ses artifices, eut recours à l'empereur Maximilien, et même au grand seigneur qu'il détermina, selon l'opinion généralement répandue, à faire aux Vénitiens cette guerre si acharnée qui ne finit qu'en 1504.

Pendant ces tentatives, Louis XII accouru à Lyon, après avoir établi la vénalité des charges, pressait le départ de son armée, et dès la fin de juillet, ses troupes passèrent les Alpes sous les ordres de Louis de Luxembourg, comte de Ligny, de Robert Stuard-d'Aubigny, et du maréchal de Trivulce, filèrent dans le Piémont à la faveur d'un nouveau traité conclu avec le duc de Savoie, et vinrent camper aux environs d'Asti. Ludovic, peu certain des secours de l'empereur, et peu confiant sur les moyens de Frédéric, fortifiait à la hâte le fort d'Anone sur le Tanaro, et les places de Novare et d'Alexandrie, en même temps qu'il cherchait, mais

en vain, à s'attacher de nouveau le marquis de Mantoue qu'il avait imprudemment indisposé contre lui. Cet habile général était alors fort mal remplacé par Galéas-San-Severino auquel Ludovic avait confié seize mille hommes d'armes, quinze mille stradiots, dix mille hommes d'infanterie italienne, et cinq cents fantassins allemands, pour la conservation des places qu'il avait sur la droite du Pô. Galéas ne suivit que trop ponctuellement l'instruction qu'il avait reçue de ne point s'obstiner à tenir la campagne; mais il se conforma bien moins exactement aux ordres de défendre les forteresses avec opiniâtreté. En effet, l'armée française, alors composée de seize mille hommes d'armes [1] et de treize mille fantassins, dans le nombre desquels on comptait cinq mille Suisses, traînait à sa suite cinquante-huit pièces de canon. Ayant enlevé le château d'Arazzo, elle alla investir sur l'autre rive du Tanaro la place d'Anone,

[1] Il ne faut pas perdre de vue que chaque homme d'armes avait avec lui trois archers, un courtillier ou écuyer, et un page. Chaque compagnie de cent lances formait donc une troupe de six cents cavaliers, non compris les volontaires qui suivaient, à leurs dépens, ces compagnies dans l'espoir de devenir hommes d'armes. Une ordonnance de Louis XII (7 juillet 1498) porte même à sept hommes la lance formée.

si fréquemment victime des guerres de ce pays, et qui commande le chemin d'Asti à Alexandrie. San-Severino ne songea qu'alors à relever par des troupes aguerries la faible garnison d'Anone ; mais les Français que le marquis de Montferrat avait reçus dans Folizzano, rendirent impraticable l'exécution de son projet.

Dans l'espace de trois jours, le faubourg, la ville et la citadelle d'Anone tombèrent en leur pouvoir, et ils en passèrent la garnison au fil de l'épée. On a déjà vu que c'était ainsi qu'ils débutaient ordinairement à leur entrée dans l'Italie, afin de répandre au loin la terreur de leurs armes. Il n'en fallait pas tant pour épouvanter San-Severino qui alla s'enfermer, avec toute son armée, dans Alexandrie : les forces qu'il avait à sa disposition lui auraient cependant permis de donner beaucoup d'inquiétude aux Français. Ceux-ci, maîtres du cours du Tanaro, s'avancèrent à quatre milles d'Alexandrie, et entrèrent dans Valenza par la trahison du gouverneur astucieux même qui, vingt ans auparavant, avait livré à Ludovic une porte de Tortone qu'il gardait pour le jeune duc Jean Galéas Marie. Possesseurs de Valenza, sur la droite du Pô, les Français s'emparèrent bientôt de Bassignano sur la même rive, de Voghierra,

de Castel-Nuovo, de Ponte-Curone sur la droite du Tanaro, et enfin de Tortone, dont la ville et le château furent abandonnés par Antoine Palavicino. Ils purent alors investir Alexandrie qu'ils commencèrent à battre en brèche.

Cependant la rapidité de leurs succès avait fait perdre tout courage à Ludovic. Ce prince si arrogant dans la prospérité, assembla le peuple dont il avait encouru la haine. Il protesta de son attachement pour ses sujets, il rappela que lui seul de tous les souverains de son temps, s'était assujetti à donner des audiences publiques où il accueillait toutes les réclamations; il promit de supprimer une partie des impôts ; il s'efforça de faire redouter aux Milanais la domination des Français ; il annonça l'arrivée prochaine des secours qu'il attendait et du roi de Naples, et des Suisses et de l'empereur ; il sollicita l'affection des peuples, cette force irrésistible que méprisent les tyrans dans la prospérité, et qu'ils implorent dans l'infortune. Ludovic l'implorait en vain.

A l'est de ses états, le sort des armes avait favorisé les Vénitiens. Entrés dans la Ghierra-d'Adda, ils s'étaient emparés de Caravagio sous les murs de laquelle François Sforce les avait battus cinquante-trois ans avant, et qui venait

de donner naissance au célèbre et malheureux Polidore Caldara de Caravage. Maîtres des autres villes voisines de l'Adda, ils jetaient un pont sur ce torrent, lorsque le comte de Gajazzo que le duc de Milan leur avait opposé, reçut l'ordre de se rendre précipitamment à Alexandrie pour se joindre à Galéas. L'armée de Venise, à cheval sur l'Adda, poussait ses courses jusque sous les murs de la nouvelle Lodi fondée par l'empereur Frédéric Barberousse, tandis que Gajazzo ne construisait qu'avec lenteur le pont qui lui était nécessaire pour traverser le Pô. Il donnait ainsi aux Français, par insouciance ou par trahison, le temps d'enlever Alexandrie. A peine quelques portions des murailles de cette place étaient-elles entamées par leur canon, que Galéas, effrayé, s'évada pendant la nuit avec une partie de ses chevaux-légers, laissant le reste de ses troupes sans ordres et sans instructions. Les Français profitant du tumulte qu'occasionna la nouvelle de cette lâche défection, pénétrèrent dans la ville à la pointe du jour, la mirent au pillage, et firent prisonniers tous les soldats que Galéas avait abandonnés. Celui-ci montrait, dit-on, depuis ce honteux événement, une lettre par laquelle Ludovic réclamait sa présence dans

la capitale. Mais soit que cet ordre fût véritable, soit qu'il fût supposé par le comte de Gajazzo auquel on attribua cette fourberie, rien ne pouvait autoriser Galéas à déployer tant de bassesse et d'imprévoyance. Également desservi par un traître et par un lâche, voyant toutes ses villes se soulever, la forte Mortara et l'antique Pavie capituler, le peuple insulter sous ses yeux à son autorité, son propre trésorier tomber, en plein jour, sous les coups d'un assassin, le duc de Milan crut devoir songer à mettre sa vie en sûreté. Il quitta sa capitale en versant des larmes amères, et il dirigea ses pas vers Inspruck où il espérait trouver ce même Maximilien qu'il avait reçu, peu d'années avant, plutôt comme un officier de sa maison que comme un prince revêtu de la dignité impériale.

Ludovic n'était pas encore sorti de ses états, que Milan et toutes les villes de son duché traitèrent avec les généraux français auxquels Gènes même voulut aussi se soumettre. Celui que Ludovic avait préféré au petit nombre de ses fidèles amis pour lui confier le château de Milan qui passait alors pour imprenable, n'attendit pas même que sa forteresse fût honorée de quelques coups de canon ; cet infâme vint

en échanger les clefs contre une somme d'argent. Sa perfidie fut aussi odieuse aux Français que funeste au prince dont il trahissait la confiance, et qui se trouvait, dans l'espace de vingt jours, dépouillé de l'état florissant qu'il avait usurpé.

Louis s'empressa de venir prendre possession de sa conquête, et le peuple ne lui sut aucun gré de l'abolition de quelques impôts qu'il supprima en entrant dans Milan. Toujours aussi extrême dans ses espérances qu'exagéré dans ses craintes, ce peuple s'était flatté de ne plus payer aucune imposition.

Pise, pendant ces entrefaites, repoussait toujours avec courage et succès les fers que voulaient lui imposer les Florentins, et ceux-ci, dans leur aveugle fureur, punissaient par des tourmens et par la mort, l'illustre Paul Vitelli du malheur d'avoir échoué contre la glorieuse résistance des Pisans. Mais pour réussir dans son projet, Florence prenait un plus sûr moyen, et parvenant, à force de soumission, à conclure un traité avec Louis XII, elle achetait son appui contre la ville de Pise dont la liberté cependant avait été garantie par Charles VIII.

Tous les princes d'Italie se pressaient autour

du vainqueur, les uns pour le féliciter, les autres pour faire excuser leur ancien attachement envers Ludovic, tous pour assurer leurs propriétés ou leurs usurpations. Le pape n'oublia point, dans ces conjonctures, de réclamer l'exécution des promesses du roi qui donna effectivement des troupes au duc de Valentinois pour l'aider à mettre sous son obéissance particulière plutôt que sous l'autorité du saint siége, les principales villes de la Romagne. Yves d'Alègre et le Bailly de Dijon commandaient ces forces auxiliaires prêtées par le roi; leurs premiers efforts furent couronnés par des succès rapides.

Mais Louis XII ayant prorogé la trève avec l'empereur, et y ayant compris tout ce que la France possédait en Italie, était retourné dans son royaume, après avoir pris toutes les mesures qu'il avait cru convenables pour la conservation du Milanais. L'une de ces mesures, entièrement contraire au but qu'il s'était proposé, était la nomination de Trivulce au gouvernement de ce pays. Ce général italien, naturellement animé de l'esprit de parti, joignait à ses haines particulières une fierté insupportable qui éclipsait toutes ses belles qualités. Il soutenait, avec une partialité insultante, la

faction dont il avait été le chef; et les militaires français, trop assurés de l'impunité, révoltaient par leurs vexations et par leurs outrages, un peuple qui s'était empressé de les accueillir. L'expérience du passé ne les éclairait point, et le nouvel échec qu'ils allaient éprouver ne devait pas instruire davantage d'autres guerriers de la même nation.

Outre son imprudence dans le choix de Trivulce, Louis avait encore à se reprocher son départ précipité pour la France, et l'envoi accéléré des secours promis à César Borgia.

(1500) Ludovic, en effet, ne recevant de l'empereur que de belles promesses, mais étant bien informé de la disposition des Milanais que leurs vainqueurs avaient aliénés, résolut de tenter encore la fortune avec cinq cents hommes d'armes et huit mille Suisses qu'il avait levés. Il prévint même, par la rapidité de sa marche, les dispositions de Trivulce, l'approche des Vénitiens et le retour d'Yves d'Alègre. Franchissant les monts, traversant le comté de Chiavenna, se confiant aux eaux du lac de Como, et paraissant sous les murs de cette ville avec une portion de ses troupes, avant l'arrivée des renforts envoyés par Trivulce, il vit fuir devant lui les Français que

poursuivaient la haine des habitans. Ce ressentiment était un auxiliaire qui seconda puissamment les armes de Ludovic sous l'autorité duquel rentrèrent les villes de Milan, de Parme et de Pavie. Les peuples et les seigneurs accueillirent leur nouveau maître avec ces témoignages d'affection et de joie qui se renouvelaient à l'arrivée de chaque conquérant.

Le fier Trivulce avait cédé à l'orage. Trop certain de l'inimitié des Italiens, il s'était d'abord réfugié dans le château de Milan, et bientôt quittant ce poste défendu par d'Espi, il se dirigea vers Novare où ayant jeté quatre cents lances, il vint s'enfermer dans Mortara. Il était de la destinée des Français de faire plus facilement des conquêtes, que de les conserver. Ce que n'avait osé Trivulce dans le cœur du Milanais, quelques troupes vénitiennes l'exécutèrent sur les rives du Pô et de l'Adda. Plaisance et Lodi furent contenues par elles, Alexandrie et toutes les places du même côté ne firent aucun mouvement; le seul voisinage d'Asti leur en imposait.

De son côté, Yves d'Alègre averti par Trivulce, s'était séparé du duc de Valentinois; et traversant, avec assez d'ordre, les territoires de Parme et de Plaisance, il entra dans Tor-

tone à l'invitation des Guelphes dont les propriétés ne furent pas plus épargnées que celles des Gibelins. Après cette odieuse expédition, d'Alègre abandonné par ses Suisses que Ludovic avait gagnés, se retira dans Alexandrie.

Pendant que le duc de Milan, habile à profiter des circonstances, employait les prières et les promesses pour multiplier ses ressources; que, laissant le cardinal son frère devant le château de Milan, il emportait celui de Vigevano, après avoir passé le Tesin, et qu'il remontait vers Novare pour en former le siége, Louis XII plein de dépit, mettait la même activité dans ses nouveaux préparatifs. Les Vénitiens croyaient encore de leur intérêt de rester unis à la France, la bourse des Florentins lui était ouverte, et Gènes, volontairement soumise depuis quatre mois, s'étonnait elle-même de sa constance.

Ludovic et son frère étaient à peine rentrés dans Milan, que quinze cents lances, dix mille Suisses et six mille fantassins français étaient réunis à Mortara, sous la conduite de Ligny, de Trivulce et de ce Louis de La Tremouille dont Louis XII avait été le prisonnier. En même temps que ces généraux, peu d'accord entre eux, se dirigeaient vers Novare dont

Ludovic s'était emparé, ils ne négligeaient point les négociations secrètes pour ébranler la fidélité des capitaines suisses au service du duc de Milan. Ce dernier qui s'était arrêté au pied du château de Novare que défendait Bayard, au lieu de marcher droit à Mortara, vit les Suisses se mutiner, sous prétexte du paiement de leur montre, dans le moment où les Français l'investissaient, après avoir occupé le chemin qui conduit au Tesin. Ludovic furieux, veut sortir pour en venir aux mains avec l'ennemi; ses Suisses déclarent qu'ils ne peuvent, sans un ordre exprès des cantons, se battre contre leurs compatriotes; le duc les conjure au moins de vouloir bien le conduire en lieu de sûreté, ils refusent *pour ne pas*, disent-ils, *contrevenir à leur traité avec la France;* enfin il se trouve réduit à solliciter la faveur dangereuse de se confondre dans leurs rangs, déguisé et armé comme un de leurs soldats. C'est là qu'il fut reconnu et pris par les Français. Bientôt La Tremouille le fit partir pour Lyon où il réclama vainement la grace de voir le roi, et d'où il fut conduit d'abord au Lys de Saint-Georges en Berry, et ensuite dans le donjon que Louis XI avait fait bâtir à Loches. Cette prison fut le tombeau de Ludovic Sforce.

Ce prince y traîna les dix dernières années de sa vie, après avoir inquiété, par son ambition, l'Italie, la France, l'Espagne et l'Empire; après avoir usurpé la souveraine puissance par un assassinat, et s'être aliéné tous les cœurs par sa vanité, son infidélité dans ses engagemens, sa confiance dans son propre mérite, et sa jalousie contre l'habileté des autres. Le malheur qui s'appesantissait sur la tête de ce *Fils de la Fortune* avertissait les princes du danger des troupes auxiliaires que l'on multipliait sans aucune proportion dans les armées, et sans aucun ménagement pour les peuples.

Le cardinal Ascanio ne tarda point à partager le sort de son frère. Trahi par son parent et son ami dans le château duquel il prenait quelques instans de repos, en s'éloignant du Milanais, il tomba au pouvoir du sénat de Venise, et celui-ci, effrayé par la demande impérieuse de son allié, livra le cardinal entre les mains du roi qui le fit enfermer à Bourges, dans la même prison que lui-même avait occupée pendant deux ans : *exemple mémorable*, dit Guichardin, *qui montre assez quelle est l'incertitude de la condition humaine.*

L'armée de Ludovic fut bientôt dispersée après la chûte de son chef. Les soldats italiens

furent pris; on facilita aux Allemands et aux Francs-Comtois qu'il avait amenés, les moyens d'opérer leur retraite, les Français ayant alors intérêt de ne point irriter ces deux nations.

Toutes les villes du Milanais suivirent promptement l'exemple de Milan qui envoya des députés au cardinal d'Amboise, pour implorer la clémence du roi. Toutes obtinrent leur pardon, et furent taxées à diverses sommes dont une partie leur fut remise par ce prince qui passait toutefois pour aimer beaucoup l'argent.

Ce goût paraissait raisonné chez Louis XII qui n'oubliait point la réponse de Trivulce auquel il avait demandé ce qu'il fallait pour faire la guerre avec succès. *Trois choses sont nécessaires*, avait dit Trivulce; *la première de l'argent, la seconde de l'argent, et la troisième de l'argent.* L'art de s'en procurer sans exaction, et d'en raviver les sources en protégeant les arts et le commerce, et en inspirant la confiance, serait donc un des plus sûrs garans d'une supériorité constante.

Les Suisses ayant été congédiés après cette expédition aussi prompte qu'elle avait été heureuse, s'emparèrent de Bellizona sur le Tesin, au nord du Lac majeur, et qu'ils trouvèrent à leur convenance. Le roi aurait pu racheter

alors, pour une somme modique, cette place qui donnait aux douze cantons [1] une des clefs de la Lombardie, et qui devint, par la suite, bien fatale aux Français.

Cependant les succès rapides que Louis avait obtenus dans le Milanais étaient peu propres à modérer son ambition, et ce prince ne regarda ces triomphes que comme le prélude de la conquête du royaume de Naples, qu'il méditait. Mais deux considérations importantes suspendaient encore cette dernière expédition. D'un côté, l'empereur s'efforçait de faire prendre les armes aux électeurs et aux autres princes de l'Empire; de l'autre, on reconnaissait facilement que le roi catholique tenait un œil jaloux ouvert sur les projets de la France. Maximilien, malgré son indolence, n'avait pu apprendre sans dépit et sans honte le sort de Ludovic auquel il avait vendu si cher sa protection, et qui, dépouillé de ses états, languissait dans une obscure prison. Ferdinand qui voyait Louis XII maître du Milanais, desirait reprendre la négociation qui avait eu pour objet le royaume de Naples dont le partage lui convenait d'autant plus qu'il ne désespérait

[1] Le canton d'Appenzel ne se forma et ne s'unit aux autres qu'en 1513.

point de s'emparer, par la suite, de la portion que se seraient réservée les Français.

Telles étaient les dispositions de ces deux princes, lorsque le cardinal d'Amboise entreprit de se les concilier l'un et l'autre. Ne pouvant décider l'empereur à signer un traité de paix où fussent stipulées l'investiture du duché de Milan et la liberté d'attaquer le royaume de Naples, il proposa pour l'avenir le mariage du jeune duc de Luxembourg (depuis Charles-Quint) qui n'avait pas encore un an, avec la princesse Claude âgée de quinze mois, fille de Louis XII, et à laquelle il promettait le duché de Milan pour apanage. L'archiduc Philippe d'Autriche qui connaissait combien la guerre contre la France nuisait au commerce des Pays-Bas, et qui souriait à l'union projetée de son fils avec la jeune Claude, appuyait vivement la négociation; et, comme il eût été difficile de régler pour le moment, tous les articles d'un traité de paix, on arrêta une trève de plusieurs mois, et il n'y fut rien stipulé de relatif au royaume de Naples.

S'étant ainsi rassuré du côté de l'Allemagne, le cardinal offrit à Ferdinand le partage que ce prince politique feignit un moment de refuser, pour augmenter ses avantages et la sé-

curité du ministre. Enfin on convint mutuellement de l'expulsion de Frédéric, *pour empêcher*, disait-on, *que ses états ne fussent une porte toujours ouverte aux entreprises des infidèles*. D'après de si saints motifs, les deux monarques se firent réciproquement leurs parts, en laissant provisoirement aux Vénitiens les places maritimes qui leur avaient été données pour gage des sommes que l'avant-dernier roi de Naples leur avait empruntées. Louis, sous le titre de *roi de Naples et de Jérusalem*, devait posséder Naples, Gaëte, toute la terre de Labour, l'Abruzze entière, et la moitié du droit levé sur les bestiaux qui paissent dans les fertiles pâturages de la Pouille. L'autre moitié de ce droit qu'on appelait *douane de la Pouille*, et dont le total se montait alors à 100,000 ducats, était laissée à Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon, qui, sous le nom de *duc de Calabre et de Pouille*, devait posséder ces deux riches provinces.

Pendant toutes ces négociations que l'on tenait secrètes, le cardinal avait continué de fournir des troupes aux Florentins contre Pise, et au duc de Valentinois pour réduire la Romagne.

Ce dernier, maître de Pesaro, de Rimini,

avait envahi, par la trahison, presque tout le Val di Lamone. Mais il avait échoué, malgré les plus grands efforts, devant Faenza gouvernée cependant par un enfant, abandonnée de tous ses protecteurs, et défendue par le seul courage de ses habitans. Contraint d'en lever le siége, Borgia avait juré, en vomissant mille imprécations, de venir au commencement de la campagne suivante, emporter la place ou périr sous ses murailles.

Pise prolongeait sa glorieuse résistance, et Beaumont que les Florentins avaient demandé pour être à la tête des Français, n'avait point profité de l'affection que les Pisans témoignaient pour ces derniers. Il avait laissé ravitailler la place qu'il assiégeait, et ne sachant point prémunir son camp contre l'indiscipline, il avait vu toute son armée se débander, et reprendre en désordre le chemin de la Lombardie.

Le pape, dans ces entrefaites, faisait valoir les mines inépuisables de la crédulité des peuples et de la vanité des hommes. Il vendait avec profusion les chapeaux de cardinal, et les indulgences au moyen desquelles tous les catholiques purent, sans aller à Rome, gagner ce Jubilé imaginé par le fougueux Boniface VIII,

à l'exemple du Jubilé des Juifs, et dont les époques furent successivement rapprochées par Clément VI, par Urbain VI, le bourreau des cardinaux, et par Sixte V, tous également empressés de favoriser une aveugle superstition.

Ces trafics honteusement exercés par Alexandre, étaient un moyen de plus d'assouvir son ambition personnelle. Des richesses si loyalement acquises allaient remplir la caisse du duc de Valentinois, et faciliter ses conquêtes. Faenza assiégée de nouveau par les troupes françaises et espagnoles qui combattaient pour le duc, capitula après avoir repoussé trois assauts consécutifs. Le jeune Astor Manfredi, prince d'une grande beauté, auquel Borgia avait garanti la liberté de se retirer où bon lui semblerait, et la jouissance de tous ses biens particuliers, fut au contraire conduit à Rome où il mourut empoisonné, après avoir été, dit-on, victime de la plus infâme lubricité. C'était ainsi que quatorze siècles avant, et dans la même ville, l'odieux fils d'Agrippine avait fait périr Britannicus dernier rejeton de l'illustre famille des Claudiens.

(1501) Enhardi par ses succès et déclaré par son père *duc de Romagne*, le duc de Valentinois avait tenté de s'emparer du Boulonnais,

et d'attaquer même les Florentins déchirés et affaiblis par leurs divisions intestines. Un ordre formel du roi vint suspendre sa marche, et le contraignit de se joindre à l'armée française qui, sous la conduite de d'Aubigny et de Charles d'Amboise, se dirigeait vers le royaume de Naples, en traversant la Toscane, tandis qu'une flotte partie des ports de la Provence, sous les ordres de Philippe de Raveistein, et chargée des troupes de débarquement, longeait les côtes avec la même destination.

Frédéric, ainsi que toute l'Italie, ignorait le pacte conclu entre les Français et les Espagnols, et le refus que Louis XII opposa aux offres avantageuses qu'il lui avait proposées, n'avait pu lui ouvrir les yeux. Au contraire, ayant pressé Gonzalve de quitter la Sicile et de s'avancer jusqu'à Gaëte, il ne fit aucune difficulté de lui livrer les places que ce général demanda dans la Calabre, sous prétexte de pourvoir à la sûreté de ses troupes. Mais ce prince reconnaissant enfin qu'il avait ouvert son royaume au plus dangereux de ses ennemis, précipita dans les fers quelques seigneurs dont il soupçonnait la fidélité, et crut mettre le jeune duc de Calabre, son fils aîné, à l'abri des événemens, en l'envoyant à Tarente. Vou-

lant ensuite éviter le péril qui le menaçait lui-même, il alla camper à San-Germano où il espérait être plus heureux que ne l'avait été, six ans auparavant, Ferdinand son neveu et son prédécesseur.

Cependant les ambassadeurs d'Espagne et de France avaient notifié le traité de partage au pape, et sa sainteté s'était empressée d'expédier en faveur des deux rois la bulle d'inféodation, dans laquelle il n'avait point oublié de régler le tribut qui serait payé, chaque année, à la chambre apostolique, et la somme exigée, au moment même, pour la bénédiction par laquelle il consacrait une injuste entreprise.

Pendant que les politiques s'épuisaient en raisonnement, pendant qu'ils taxaient Louis XII d'imprudence et le roi catholique de perfidie, pendant que le pape faisait chanter le *Te Deum*, et que Gonzalve multipliait les assurances et les sermens pour prolonger la sécurité de Frédéric, d'Aubigny à la tête de sa petite armée de neuf cents hommes d'armes et de sept mille hommes d'infanterie, suivis de trente-six pièces d'artillerie, s'avançait à grands pas vers les frontières du royaume de Naples. A peine avait-il décampé de dessous les murs de Rome, que la terreur devint générale dans les états de

Frédéric. Ce prince accablé lui-même par la déclaration que Gonzalve fit alors publier, et se voyant attaqué sur tous les points par deux ennemis puissans, quitta San-Germano, et confia la défense de Capoue à Fabrice Colonne et à Dom Hugues de Cardonne, auxquels il laissa deux cents hommes d'armes et seize mille fantassins. Ayant chargé Prosper Colonne de veiller à la conservation de Naples, il vint s'enfermer dans Averse avec le reste de ses troupes.

Ce n'était pas impunément que les Colonnes servaient le parti de Frédéric, et d'Aubigny, sur sa route, avait pillé ou brûlé toutes leurs propriétés; il vengeait en outre l'assassinat de quelques députés des barons napolitains attachés à la France, et dont la mort avait été attribuée à Fabrice Colonne. A l'approche des Français, San-Germano et les villes voisines s'étant révoltées, ils se trouvèrent, en douze jours, maîtres de cette partie de la terre de Labour, d'Averse abandonnée par Frédéric, de Maddalone, de Nole et de Marigliano. Mais Fabrice était résolu à défendre vaillamment Capoue que d'Aubigny fut contraint d'investir et d'assiéger dans les formes. Les mauvaises dispositions des habitans de la ville et des gens

de la campagne qu'on avait eu l'imprudence d'y laisser réfugier en grand nombre, hâtèrent la reddition de cette place importante.

Après un violent assaut où pourtant les Français avaient été vigoureusement repoussés, Fabrice se vit obligé de capituler. Il était encore à conférer avec le général français, lorsque la négligence des sentinelles ou la trahison d'un habitant introduisit les assiégeans dans l'intérieur des remparts. Le pillage, la terreur et la mort se répandent aussitôt dans la ville, pénètrent dans les asiles jusqu'alors inviolables. Le même sort égale les traîtres aux généreux défenseurs de leur pays; la brutalité du soldat confond ses ennemis et ses partisans, et les aveugles citadins apprennent, à leurs dépens, qu'un farouche vainqueur frappe sans aucune exception, et ne tient ancun compte des vœux coupables dont s'honorent la trahison et la lâcheté. Des femmes recommandables par leur rang, peut-être par leurs vertus, et une foule de religieuses, après avoir servi à la débauche des soldats, furent vendues à Rome comme de vils bestiaux, et le duc de Valentinois en réserva quarante des plus belles pour renouveler son sérail. Le nom de ce bâtard du pape devait figurer par-tout où des excès

honteux et d'odieux forfaits dégradaient l'espèce humaine.

Après cette sanglante expédition si peu propre à concilier aux Français l'amour des Napolitains, mais si capable de jeter l'épouvante dans tous les cœurs, d'Aubigny vint camper au-delà d'Averse, à trois lieues de Naples. Frédéric auquel Prosper Colonne avait inutilement conseillé de tenter le sort des combats, envoya offrir au général français de lui livrer, dans huit jours, sa capitale et toutes les places qui, suivant le partage, devaient appartenir à la France. Il ne demandait que *la permission de garder, pendant six mois, l'île d'Ischia d'où il pourrait se retirer où bon lui semblerait, hors du royaume de Naples, et d'envoyer cent hommes d'armes dans Tarente. Il laissait en outre, dans les châteaux de Naples, toute l'artillerie que Charles VIII y avait abandonnée.*

Les généraux français trouvèrent ces propositions trop avantageuses pour n'être point accueillies, et Frédéric passa tristement dans l'île d'Ischia qui renfermait, à la même époque et dans un si petit espace, un roi détrôné et dévoré d'inquiétudes sur le sort de ses enfans, Béatrix sa sœur, veuve d'un roi célèbre de Hon-

grie, et que Ladislas Jagellon, roi de Bohême, auquel elle avait procuré une seconde couronne, avait honteusement répudiée, enfin sa nièce, cette belle et infortunée Isabelle, à laquelle Ludovic Sforce, oncle et tuteur de son mari, avait enlevé, par une rapide succession de forfaits, son époux, son fils et ses états.

Dans le même temps, l'armée fut témoin d'un trait qu'on ne peut lire sans attendrissement, et que nous citons toutefois avec réserve.

Le jeune Louis de Montpensier, frère aîné du trop célèbre Charles de Bourbon, après s'être distingué à l'assaut que les Français livrèrent à Capoue, se rendit à Pouzzoles pour y visiter le tombeau de Gilbert, son père, mort en 1496 après avoir été vice-roi de Naples. On assure que ce prince, ayant exigé l'ouverture du cercueil, éprouva une douleur si vive et si profonde en voyant les restes de ce père chéri, qu'il fut saisi d'une fièvre ardente dont il mourut, quelques heures après, à l'âge de dix-huit ans. On réunit aux cendres de son père celles d'un jeune prince dont on louait déjà la valeur et la bonté, et qui laissait, en mourant, un exemple si mémorable de piété filiale.

Frédéric avait pu croire que ses maux étaient à leur comble ; il n'avait point calculé sur l'é-

ternelle rivalité des généraux de terre et de mer. Philippe de Raveistein, à son arrivée dans le golfe de Naples, ayant pris communication du traité, trouva mauvais qu'on eût conclu cette importante affaire sans sa participation, et refusa son assentiment. Frédéric, réduit à solliciter l'amiral [1] de ratifier l'acte qui le dépouillait de ses états, apprit, pour toute réponse, qu'il se disposait à venir l'attaquer dans sa dernière retraite avec la puissante flotte qu'il avait sous ses ordres. Le malheureux prince descendit jusqu'à conjurer Raveistein de l'aider au moins de ses conseils, c'est-à-dire de l'informer de ses intentions, promettant humblement de s'y conformer avec docilité. L'amiral lui manda que le meilleur parti qu'il eût à prendre était de se remettre au pouvoir du roi de France, et de se confier en sa générosité. Ce conseil était d'autant plus amer, et les circonstances étaient d'autant plus impérieuses que l'infortuné monarque avait scrupuleusement exécuté les clauses de son traité, et que toutes ses places étaient, par ses ordres même, au pouvoir des Français. Forcé de s'a-

[1] Il en faisait les fonctions en l'absence de Louis Mallet, seigneur de Graville et de Marcoussis, et beau-père de Charles d'Amboise qui lui succéda en 1508.

bandonner à la discrétion de l'un de ses ennemis, il ne pouvait balancer entre Louis XII dont la droiture était généralement reconnue, et Ferdinand qui n'avait point hésité à dépouiller le fils de sa sœur, et que son neveu était autorisé à regarder comme le principal auteur de sa disgrace. Son ressentiment décida de son choix, et ayant obtenu un sauf-conduit de d'Aubigny et de l'amiral, il s'embarqua avec sa femme et quatre enfans, jeta un dernier coup d'œil sur ces riches contrées dont il avait été le souverain et qu'il ne devait plus revoir, et il se rendit en France où, pour prix de sa renonciation au royaume de Naples, il reçut le titre de *duc du Maine et d'Anjou*, avec un revenu annuel de 20,000 livres et une rente viagère de 30,000 livres que Louis XII n'eut à payer que pendant les trois années suivantes. Les frères Colonnes qu'il avait chargés de la défense d'Ischia, à son départ de cette île, la gardèrent encore long-temps sous son nom, malgré les ordres qu'il leur envoya de la remettre aux Français.

Gonzalve, de son côté, n'avait pas eu des succès moins rapides. Maître de la Pouille et de la Calabre, il emporta de vive force Manfredonia, et il souscrivit à une capitulation par

laquelle Tarente devait lui être remise, si elle n'était pas secourue dans l'espace de quatre mois. Il avait en outre juré, sur le *saint sacrement*, de laisser une entière liberté au duc de Calabre auquel son père avait prescrit secrètement de venir en France, lorsqu'il se verrait contraint de céder à la fortune.

En exécution de son redoutable serment, Gonzalve envoya ce prince en Espagne où il devait, loin de son père et de ses états, traîner, pendant près de soixante ans, une existence obscure. On peut remarquer que, par une nouvelle bizarrerie du sort, ce duc de Calabre eut, dans la suite, pour seconde femme, Germaine de Grailly de Foix, nièce du roi de France, et veuve du vieux roi catholique qui, en l'épousant, avait voulu acquérir de prétendus droits à la couronne de Navarre. Germaine porta ces mêmes droits au marquis de Brandebourg, en lui donnant sa main en 1519; et ce fut après un second veuvage et tant de vicissitudes, qu'elle se maria à l'héritier dépouillé du royaume de Naples.

Cependant le roi d'Espagne paraissait s'être assuré de la personne de son petit-neveu, pour balancer l'avantage que Louis XII pouvait retirer de la possession de Frédéric. Cette défiance

était peu propre à resserrer l'union entre les deux couronnes ; et déjà de vives contestations s'étaient élevées à l'occasion des provinces dont le partage avait été convenu sans que les limites en fussent exactement indiquées. Les Français soutenaient que la Capitanate où se trouvait précisément le duché de San-Angelo donné à Gonzalve par le roi Frédéric, et que l'Ofanto séparait du reste de la Pouille, faisait partie des Abruzzes, ou du moins ne devait appartenir à aucune des provinces partagées. De leur côté, les Espagnols prétendaient que la Principauté et la Basilicate dépendaient de la Calabre, et que la Pouille comprenait aussi le Val di Benevento que les Français possédaient. Ces difficultés naissaient des nouvelles dénominations qu'Alphonse Ier avait données aux anciennes provinces de son royaume, en les subdivisant. Gonzalve et Louis d'Armagnac, duc de Nemours, cherchant à donner aux possessions respectives des deux rois les limites les plus étendues, et, sous ce prétexte, rallumant le flambeau de la guerre, montraient combien il importe que les traités soient clairs et précis.

Non seulement l'impatience du duc de Nemours ne lui permit point d'attendre les ordres

du roi pour commencer les hostilités dont le début lui fut favorable, mais Louis XII lui-même, profitant de cette circonstance pour accroître ses prétentions, prit à sa solde plusieurs barons napolitains distingués par leurs richesses et leur valeur, fit embarquer deux mille Suisses pour Naples, et se rendit lui-même à Lyon, afin de transmettre plus facilement ses ordres, et de passer les monts, si sa présence devenait nécessaire en Italie.

Ce prince venait de conclure un nouveau traité avec les Florentins, après avoir négocié vainement, par l'entremise du cardinal d'Amboise, la paix définitive qu'il brûlait de conclure avec l'empereur. Il avait accueilli, avec de grands honneurs, l'archiduc Philippe qui se rendait en Espagne, après la mort d'Isabelle sa belle-mère, et il continuait de protéger les conquêtes que le duc de Valentinois faisait sur les seigneurs de l'État Ecclésiastique. Le pape aux succès duquel la mort allait bientôt mettre un terme, venait de s'allier à l'illustre maison d'Est, en mariant au fils d'Hercule, duc de Ferrare, qui n'avait osé la refuser, cette trop fameuse Lucrèce dont le nom contrastait si bien avec ses débordemens. C'était cette même fille du pape qui, divorcée avec ses deux pre-

miers maris, et veuve d'un troisième assassiné par le duc de Valentinois, avait, disait-on, partagé ses faveurs et son infamie entre son père et ses deux frères.

(1502) Pendant que le courage des Pisans prolongeait leur résistance contre tous les efforts des Florentins, la révolte de la ville d'Arrezzo qui secoua momentanément leur joug, donna beaucoup d'inquiétudes au gouverneur du Milanais, hâta l'arrivée de Louis XII en Italie, et fut sur le point de changer totalement ses dispositions à l'égard du pape et du duc de Valentinois, soupçonnés d'avoir fomenté ce soulèvement. Mais l'espoir de tous les princes de l'Italie qui avaient en horreur les perfidies multipliées du duc de Valentinois, fut encore trompé. Le roi connaissant les nouveaux préparatifs que faisait l'empereur, voyant trois cantons suisses prêts à soutenir, par les armes, leurs prétentions sur Bellinzoné et sur la Valteline, et d'ailleurs ayant une confiance entière dans le cardinal d'Amboise, s'était facilement appaisé. Le ministre enflammé du desir d'occuper bientôt la chaire de saint Pierre, et de s'en aplanir la route par son dévouement à la cour de Rome, s'était rendu garant de la bonne foi du pape, et Louis se contenta des

assurances que le père et le fils lui donnèrent de l'appuyer de tout leur pouvoir, dans la guerre renouvelée par le duc de Nemours au sein du royaume de Naples.

Ce vice-roi ayant reçu depuis un renfort de deux mille Suisses et de deux mille Français, avait soumis toute la Capitanate, à l'exception de Manfredonia et de Monte-San-Angelo. Impatient d'effacer la gloire militaire de d'Aubigny qu'il avait laissé à Naples, il traversa l'Ofanto, et ayant campé non loin des lieux immortalisés par la victoire d'Annibal sur les Romains, il investit Canosa. Cette ville, qu'un tremblement de terre devait détruire deux siècles après, était alors sous la garde de Pierre de Navarre, illustre capitaine, qui dut son élévation à son mérite, et ses malheurs à la fortune. Pierre fut le premier [1] qui, dans l'attaque et la défense des places, ait fait, pour les mines, usage de la poudre. Il aurait su défendre plus long-temps la place confiée à ses soins, si Gonzalve qui avait besoin de ses secours et de l'infanterie qu'il commandait, ne l'eût autorisé à quitter Canosa. La garnison ne fut point prisonnière; elle sortit avec armes et

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note *c*.

bagages, et rejoignit Gonzalve trop faible pour tenir la campagne, mais qui conservait encore, dans la Calabre ultérieure, Manfredonia, Monte-San-Angelo, Séminara et Gerace; dans la Calabre citérieure, Cosenza; dans la terre d'Otrante, Tarente, Otrante et Gallipoli; et dans la terre de Bari, Andria et le port intéressant de Barletta.

L'habile général s'était enfermé dans cette dernière place pour y attendre les secours que lui envoyait le roi catholique, et sur-tout les vivres et les poudres qu'il avait secrètement obtenus de Venise, ou plutôt de quelques marchands vénitiens. C'étoit là aussi que d'Aubigny avait proposé de l'investir et de le presser avec la plus grande vigueur, pour terminer heureusement la guerre par la prise du Grand Capitaine. Mais contre l'avis, et malgré les protestations de d'Aubigny que le duc de Nemours était peu disposé à écouter, on n'avait laissé devant Barletta qu'un faible détachement, et on avait dirigé les troupes, sur plusieurs colonnes, vers les diverses places qu'on se proposait de réduire.

Pendant que, dans les deux armées, tous les soldats s'entretenaient de la bravoure et du désintéressement qui signalaient le vertueux

Bayard, d'Aubigny était rentré dans la Calabre, et n'ayant pu enlever le château de Cosenza, il s'en était indignement vengé sur la ville qu'il avait abandonnée au pillage. Ensuite il avait marché à la rencontre de quelques troupes débarquées de Sicile, et auxquelles s'étaient réunis les Espagnols qui se trouvaient encore dans la province; il était tombé sur elles à l'improviste, et il les avait taillées en pièces.

Mais lorsque la désunion des généraux français et la division de leurs forces secondaient la prudence de Gonzalve mieux encore que les ressources qu'il tirait des commerçans de Venise, la négligence de Louis XII vint multiplier les moyens du Grand Capitaine et accroître ses espérances. Au moment même où l'on s'attendait à voir le roi redoubler d'efforts pour achever ce que l'impétuosité française avait si bien commencé, et pour expulser entièrement les Espagnols de l'Italie, on apprit avec étonnement qu'il venait de repasser les monts et de retourner en France, après avoir rendu ses bonnes graces au duc de Valentinois, et lui avoir même promis des troupes pour poursuivre ses projets contre Bologne et les vicaires de l'Église. La nouvelle de ce traité fut un coup

de foudre pour tous les princes du nord de l'Italie que la multiplicité des crimes du pape et de son fils avaient depuis long-temps jetés dans la consternation. Ces monstres dont la cruauté égalait la perfidie étaient en horreur à leurs propres alliés, et leur conduite ultérieure ne justifia que trop l'effroi qu'avait causé le nouvel appui que venait de leur ménager l'injuste protection du cardinal d'Amboise. Vainement le duc de Ferrare, Bentivoglio, le marquis de Mantoue, les Florentins, les Vénitiens firent-ils conjurer le roi, au nom de son intérêt personnel et de sa propre gloire, de ne plus favoriser un barbare altéré de sang, et dans les mains duquel le fer et le poison avaient été funestes à tant de familles et à ses plus proches parens, les intérêts du cardinal l'emportèrent, et Louis resta inébranlable.

On sait l'issue de la ligue que s'empressèrent de former ceux que menaçait plus particulièrement la fureur de Borgia. On se rappelle avec quelle adresse et quel succès il en détacha successivement tous les membres, et avec quelle férocité son père et lui abusèrent de leur confiance, et se baignèrent dans le sang de ces infortunés.

(1503) Pendant que le roi fatigué du récit

de tant de crimes, adressait de vains reproches au duc de Valentinois, et s'opposait à ses desseins sur l'illustre ville de Sienne, la prospérité des Français commençait à décliner dans le royaume de Naples. Terra-Nuova, au milieu de la Calabre ultérieure, résistait à l'attaque des barons napolitains qui secondaient les opérations de d'Aubigny, lorsque Cardonne (Hugues de Folch) ayant amené de Messine huit cents fantassins espagnols qui avaient servi sous le duc de Valentinois, et ayant réuni à ces bandes huit cents autres fantassins et cent chevaux, marcha au secours de Terra-Nuova. Le comte de Mélito qui commandait le siége, le leva pour aller à la rencontre des Espagnols qui s'avançaient par une route étroite entre la montagne et une chaussée qui les séparait d'un ruisseau presqu'à sec. Mélito, dont les troupes étaient plus nombreuses, n'ayant pu engager Cardonne à passer le ruisseau pour combattre dans un terrain plus étendu, se décida imprudemment à le traverser lui-même, et à livrer aux Espagnols une espèce d'assaut. Des troupes plus aguerries, secondées par une position plus avantageuse, devaient vaincre; Mélito fut battu.

De nouveaux secours arrivaient successive-

ment d'Espagne à Messine ; et de Messine ils se rendaient en Calabre, dans le port de Rheggio dont les Espagnols s'étaient emparés à la faveur de l'éloignement de d'Aubigny. Celui-ci réduit à une armée très-peu nombreuse, était accouru pour résister à ces forces toujours croissantes ; et après avoir remporté quelques avantages, il tenait en échec un corps considérable dont il n'était séparé que par quelques barricades dans la ville même de Terra-Nuova. L'approche d'un nouveau renfort le contraignit de se replier sur Rosarno [1] en deçà du Métramo, tandis que les Espagnols trop nombreux se retirèrent à Séminara, pour pouvoir se procurer plus facilement des vivres.

D'Aubigny, à la tête d'une poignée de braves, tenait ainsi des forces supérieures resserrées dans l'extrémité de la Calabre ; le duc de Nemours occupait alors, avec moins de gloire, les avenues de Barletta.

En effet, Gonzalve qu'il avait espéré réduire par la famine et par les maladies contagieuses qui désolaient sa garnison, non seulement soutenait la constance de ses soldats par le courage qu'il déployait, et par les espérances qu'il sa-

[1] Guichardin nomme ce lieu Losarno.

vait chaque jour faire renaître dans leurs cœurs, mais il songeait encore à maintenir au dehors la réputation de ses armes et de son infatigable activité. Castellanetta (Castania) sur le Talvo ou le Liéto, venait de chasser cinquante lances françaises qui, cantonnées dans ses murs, avaient, par leurs excès, lassé la patience des habitans ; et cinquante autres lances, détachées pour surprendre un convoi d'argent qui se rendait, le long de la mer, de Trani à Barletta, venaient d'être taillées en pièces. Gonzalve, informé en outre que les approches de Ruvo, [1] située à douze milles de Barletta, étaient négligemment gardées par Chabannes, si célèbre depuis sous le nom de *la Palisse*, se rend pendant la nuit, à la vue de cette place, dirige sur elle une batterie de quelques pièces de campagne, foudroie les murailles, ouvre la brèche, commande l'assaut, et force la Palisse de se rendre à discrétion. [2] Le vainqueur fait plus,

[1] Nommé Rubos par Guichardin. (*Voyez* Horace, liv. I, satire V, vers la fin.)

[2] Nous n'avons point adopté le récit romanesque de la mort de la Palisse sous les murs de la forteresse dont la défense lui avait été confiée. Outre l'invraisemblance de la barbarie attribuée en cette occasion à Gonzalve, il suffit d'observer qu'il est question dans cet écrit du duc

il retourne à Barletta, et il y rentre sans aucun obstacle, avant que les Français dispersés dans leurs cantonnemens aient eu le temps de se réunir, et d'inquiéter sa marche et son expédition.

Cependant Louis XII s'était empressé de suspendre avec les Suisses, les nouvelles hostilités auxquelles avait donné lieu la prise de Bellizona située au-dessus du Lac majeur, et sur la route qui descend du Mont Saint-Gothard. Il était parvenu à détacher ceux des cantons qui, n'ayant point à cette possession un intérêt direct, ne s'étaient armés que pour remplir le devoir imposé par leurs anciennes confédérations; et il avait amené les autres à un accommodement provisoire, par l'habileté avec laquelle Chaumont avait su leur intercepter les vivres, et jeter au milieu d'eux la division et la défiance. D'ailleurs, il était bien important pour les Français de ne point rompre avec une nation aussi belliqueuse qui avait si peu à perdre, et dont l'infanterie était d'une si grande utilité dans les combats.

D'un autre côté, Louis n'avait rien négligé

de Nemours, et que ce duc mourut en 1503, tandis que Chabannes fut maréchal de France en 1515, et tué à la bataille de Pavie en 1525.

pour conclure une paix solide avec l'Espagne. L'archiduc Philippe retournant vers la Flandre, et chargé des pouvoirs de Ferdinand et d'Isabelle, venait de signer un traité au milieu des fêtes et des honneurs qu'on lui avait prodigués à la cour de France. Ce traité confirmant celui de Grenade, prescrivait la restitution mutuelle des places enlevées de part et d'autre. Le roi de France et celui d'Espagne abandonnaient ce qui devait leur appartenir en faveur de la jeune princesse Claude et de Charles, duc de Luxembourg, dont le mariage déjà proposé fut alors définitivement arrêté.

Cette paix solennellement jurée par le roi, par l'archiduc au nom de son beau-père, et par les deux ambassadeurs sans le consentement desquels Philippe ne pouvait rien terminer, avait été signée avec tant de bonne foi de la part de Louis XII, que ce prince avait dès le moment même, contremandé le départ de trois cents lances et de trois mille fantassins qui devaient se rendre dans le royaume de Naples. Ferdinand, au contraire, fournit en cette occasion un nouveau témoignage de sa duplicité, et les courriers expédiés par Louis et par Philippe trouvèrent Gonzalve dans des dispositions bien opposées à celles que manifesta le duc de

Nemours. Le Grand Capitaine fortifié par l'arrivée des deux mille lansquenets enrôlés en Allemagne, et dont les Vénitiens, jaloux de Louis XII, avaient toléré le passage; instruit des véritables intentions de son maître, et formant peut-être secrètement pour lui-même, un projet que quelques historiens lui ont attribué, déclara hautement qu'il continuerait la guerre jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres contraires de la part d'Isabelle et de Ferdinand. Il fallut donc que Nemours affaibli par des pertes multipliées, rappelât, pour soutenir une lutte désormais inégale, tous les corps qu'il avait eu l'imprudence de disperser. D'Aubigny fut seul autorisé à ne pas se réunir au gros de l'armée, et à continuer sa belle défense dans la Calabre, sans autres ressources que celles qu'il tirait de son activité et du courage de ses troupes.

Les barons du royaume qui tenaient pour le roi de France, furent appelés près du vice-roi, et ce fut en obéissant à cet ordre que le duc d'Atri (Adria, dans l'Abruzze ultérieure) fut taillé en pièces et fait prisonnier par Pierre de Navarre. Ce duc avait quitté Otrante, où il était en quartier avec Louis d'Ars, capitaine d'une compagnie de gens d'armes français.

Tous deux étaient convenus de réunir leurs forces, pour mieux résister pendant leur route, à Pierre de Navarre qui battait la campagne avec un gros d'infanterie espagnole; mais Louis d'Ars ayant trouvé un moment favorable pour passer seul, avait perdu de vue ses engagemens et les dangers auxquels il laissait exposé le duc d'Atri. Celui-ci apprenant, par ses espions, que Pierre de Navarre se portait vers Matera pour se joindre à Gonzalve, avait cru devoir profiter de ce mouvement pour percer jusqu'au duc de Nemours. Mais par un de ces hasards qu'il ne pouvait prévoir, et que les Français eurent peut-être à se reprocher, il fut rencontré par Pierre de Navarre qui revenait sur ses pas au secours des habitans de Rutigliano révoltés contre la garnison française. Ne pouvant se résoudre à une retraite qui l'eût enfermé sans ressource dans la terre d'Otrante, se fiant d'ailleurs sur le nombre de ses hommes d'armes, et comptant sur la fatigue qu'une marche forcée devait causer aux fantassins espagnols, le duc d'Atri accepta le combat. L'acharnement fut égal de part et d'autre; mais la cavalerie ne put tenir contre les efforts d'une infanterie que dirigeait Pierre de Navarre, et le duc vaincu et renversé, tomba

au pouvoir des Espagnols. Dans le même temps, un chevalier de Rhodes, commandant quatre galères françaises qu'il croyait en sûreté dans le port d'Otrante, sous la garantie des Vénitiens, se voyait contraint par l'amiral Villamarina de couler bas ses galères, de mettre ses forçats en liberté, et de chercher sur terre un asile dangereux pour ses soldats et pour lui.

Tant d'événemens fâcheux étaient soigneusement publiés par Gonzalve, comme le présage de revers plus éclatans pour les Français dont l'impatience allait encore se charger de justifier l'inconstance de la fortune.

Louis XII avait prescrit à ses généraux de se tenir sur la défensive jusqu'à l'arrivée de nouvelles troupes, ou jusqu'à la ratification de la paix sur laquelle sa franchise ne lui laissait concevoir aucun doute. Mais la jalousie des deux généraux faisant ardemment desirer à chacun d'eux de trouver l'occasion de se signaler dans une affaire éclatante et décisive, l'intérêt de la patrie, les règles de la prudence, le salut de l'armée, tout devait être sacrifié à cette rivalité dont les suites furent toujours funestes, et les exemples toujours multipliés. D'Aubigny que nous avons vu se replier à Rosarno, pour mieux défendre la Calabre contre les Espagnols qui recevaient continuellement de nouveaux renforts envoyés de Messine, ne put se contenir plus long-temps. Laissant sa cavalerie dans la place, où elle ne pouvait cependant lui rendre aucun service, il vint occuper Gioïa avec son infanterie, et garnir de quelques canons la rive droite du Marro, pour dégoûter les Espagnols de tenter le passage de cette rivière. Ceux-ci étaient alors commandés par ce féroce Antoine de Lève auquel l'audace, le bonheur et le génie acquirent depuis tant de célébrité dans le Milanais et en Autriche, et qui devait, trente-trois ans après, succomber au chagrin d'avoir conseillé à Charles-Quint sa honteuse expédition en Provence. Antoine fit marcher son avant-garde sous les ordres d'Emmanuel Benavidès qui amusa d'Aubigny par quelques démonstrations, tandis que le corps d'armée remontant la rive gauche, profita d'un gué à un mille et demi au-dessus de Gioïa.

D'Aubigny s'appercevant trop tard du piége qui lui avait été tendu, marcha rapidement vers sa gauche; mais il trouva l'ennemi entièrement passé et déjà formé en bataille. La précipitation avait jeté le désordre dans les rangs des Français qui furent brusquement at-

taqués et presque aussitôt taillés en pièces. Ils prirent la fuite, abandonnant au pouvoir de l'ennemi leurs canons et une foule de prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent plusieurs barons napolitains. D'Aubigny lui-même s'étant imprudemment renfermé dans le petit fort d'Angitola ou Attignola, et y ayant été promptement investi, fut contraint de se rendre aux vainqueurs, et perdit en un seul jour, le fruit d'une savante et glorieuse résistance. Huit ans avant, dans les mêmes lieux, il avait battu le roi de Naples et le Grand Capitaine.

La défaite de d'Aubigny semblait devoir inspirer de la circonspection au duc de Nemours. Elle ne fit qu'enflammer son courage et augmenter sa présomption. Il assembla dans Canose où il se trouvait alors, un conseil de guerre, bien moins pour consulter des militaires éclairés que pour donner à des officiers complaisans l'occasion de flatter ses intentions secrètes et de justifier sa désobéissance. Le général était d'avis de combattre; cet avis ne tarda point à décider la majorité du conseil, et Nemours ne douta plus de la victoire.

Négligeant donc d'enfermer Gonzalve dans Barletta, où la famine et la peste semblaient acharnées contre ses troupes et combattre pour

les Français, on le laissa, sans opposition, se diriger vers Cerignola. Nemours informé de sa marche, traversa l'Ofanto déjà presqu'à sec, et quitta Canose pour se porter à la rencontre des Espagnols qui traversant, ainsi que leurs ennemis, un pays aride, perdirent comme eux beaucoup de monde par la chaleur excessive, quoique le mois de mai ne fût pas encore commencé. Les deux armées se trouvèrent en présence à la chûte du jour, et au moment où les Espagnols campés au milieu des vignes, travaillaient à élargir le fossé derrière lequel ils avaient assis leur camp. Il eût été facile de les y tenir renfermés, et d'augmenter ainsi le découragement que le manque de vivres avait jeté parmi eux. Ce sage parti fut conseillé par quelques capitaines, et rejeté hautement par Nemours qui, sans reconnaître ni les forces ni la disposition de l'ennemi, et malgré l'obscurité de la nuit, ordonna l'attaque. Elle fut impétueuse de la part des Français, et glorieusement secondée par les Suisses qui combattaient avec eux. Mais le front de l'armée espagnole s'étant trouvé beaucoup plus étendu qu'on ne l'avait supposé, Nemours fut obligé de donner à sa ligne un plus grand déploiement, et de la prolonger au travers des vignes et des brous-

sailles. Il négligea même de faire combler un large fossé qu'il avait devant lui, et qui peut-être même n'avait pas été reconnu. La profondeur de ce retranchement qu'il fallait franchir ayant forcé l'infanterie de rompre ses rangs, le duc crut devoir changer sa manœuvre et essayer de prendre l'ennemi en flanc; mais, au lieu de faire ordonner de sang froid ce mouvement par les chefs de bandes, il cria : *Arrière! arrière!* A ces mots que le désordre et l'obscurité ne pouvaient rendre intelligibles que pour les lâches, l'infanterie plia; bientôt elle tourna le dos, et la gendarmerie fondit sur elle, croyant repousser les Espagnols. Nemours désespéré, se précipite dans les rangs, et tombe, incertain si le fer dont il est frappé, est lancé par une main ennemie. Gonzalve qui, dès le commencement du combat, venait de donner une preuve mémorable de sa présence d'esprit,[1] ne laissa point aux Français le temps de se rallier; les ayant poursuivis avec vigueur,

[1] Le feu prit aux poudres des Espagnols, cet accident allait abattre le courage des soldats superstitieux : *La victoire est à nous*, s'écria Gonzalve, *Dieu nous annonce que nous n'aurons plus besoin de notre artillerie*; et chaque Espagnol crut aussitôt voir le ciel combattre à ses côtés.

une victoire rapide et décisive couronna ses efforts et la discipline qu'il avait su maintenir parmi ses troupes.

On se rappelle que dix-sept siècles avant, sur la rive opposée de l'Ofanto, Annibal avait préparé le succès de la célèbre bataille de Cannes par une de ces plaisanteries, qui sorties de la bouche d'un grand général, vont se répéter dans toutes les tentes, fortifier la confiance du soldat, et décider quelquefois du sort des armes.[1]

Nous avons accueilli sur cette courte bataille de Cerignola, la version qui nous a paru la plus vraisemblable; mais nous ne devons point dissimuler que les suites funestes qui résultèrent de ce combat donnèrent lieu, comme cela devait être, à des relations très-diverses et d'autant plus difficiles à concilier. Les amis et les alliés de la maison d'Armagnac ne purent se résoudre à laisser peser sur la mémoire de ce dernier rejeton d'une famille illustre et infortunée, la honte de cette défaite importante. Ils s'accordèrent à publier que Nemours n'aurait point livré la bataille dans de telles circonstances, sans les reproches de pusillanimité qui lui furent adressés par quelques ca-

[1] *Voyez* Plutarque, Vie d'Annibal.

pitaines. Mais est-il probable que le moindre soupçon se soit élevé contre le courage d'un jeune général dont la bouillante ardeur venait de faire rejeter dans le conseil le parti que dictait la prudence ? Au surplus, quand il serait vrai qu'il eût cédé à des considérations de cette nature, il eût été moins excusable à une époque où l'on ne pouvait pas avoir perdu le souvenir de la bataille d'Azincourt et les causes principales qui avaient influé sur cette déplorable journée, ainsi que sur les défaites de Crécy et de Poitiers.

Nous avons même vu, dans ces dernières campagnes d'Italie, que le grand échec d'Azincourt avait produit du moins cet avantage que ce n'était plus un déshonneur de ne point accepter la bataille quand on ne le jugeait pas convenable. Des expériences funestes avaient enfin dissipé les préjugés de la chevalerie, et l'on voyait renaître, depuis un demi-siècle, l'art des marches, des reconnaissances, des positions et des campemens, qui avait paru s'ensevelir avec la gloire et la discipline des légions romaines.

Aucun des généraux français n'eut, après la défaite de Cerignola, assez d'influence et de génie pour faire adopter le parti qui s'offrait

naturellement, de profiter des bonnes dispositions du prince de Melfi (Jean-Baptiste Caraccioli), de disputer à Gonzalve le passage des gorges qui séparent la principauté ultérieure de la Basilicate, et enfin de le devancer dans la ville de Naples, et d'y faire une longue résistance. Il est vrai qu'une nouvelle trahison d'Alexandre VI aurait rendu très-difficile l'exécution de la dernière partie de ce plan, le pape ayant souffert qu'une émeute populaire empêchât le départ des grains achetés à Rome pour l'approvisionnement de la garnison de Naples.

Quoi qu'il en soit, une partie des troupes françaises et quelques barons napolitains suivirent d'Alègre qui les distribua entre Gaëte et Trajetto,[1] tandis que d'autres restèrent avec Louis d'Ars à Venosa, au pied de l'Apennin, où vint le joindre le généreux et fidèle prince de Melfi, plus attaché à sa parole qu'à la conservation de ses riches propriétés.

Gonzalve maître de la campagne, marcha droit à Naples dont les portes lui furent ouvertes par le peuple, pendant que la garnison

[1] Quinze siècles auparavant, ces côtes avaient été témoins de la mort de l'orateur romain, après avoir vu l'implacable Marius aux prises avec l'adversité. Gaëte est près des ruines de Formiæ et de Minturnes.

française s'enfermait dans les châteaux. Le Grand Capitaine secondé de Pierre de Navarre, poussait avec vigueur la reddition des forteresses. Déjà, par des batteries bien dirigées et par le jeu d'une mine, il avait forcé le Château-Neuf que Charles d'Anjou avait commencé, et qui devait être un jour fortifié aux frais des courtisanes de Naples.

Cependant Louis XII avait enfin reconnu qu'il ne pouvait compter plus long-temps sur la bonne foi de la cour d'Espagne, et après de vains pourparlers qu'il avait été contraint de rompre avec éclat, il se préparait à reconquérir un royaume dont sa crédulité venait de le dépouiller, et dont la perte lui coûtait déjà tant d'argent et tant de braves soldats. Trop grand toutefois pour faire tomber son ressentiment sur l'archiduc dont l'innocence lui était connue, il ne diminua rien des égards que ce prince avait trouvés à sa cour. Il le rassura même par ces paroles dignes d'être conservées : « Si votre beau-père s'est souillé par une perfidie, je ne veux point l'imiter ; j'aime mieux avoir perdu un royaume que je saurai bien reconquérir, que l'honneur qui ne se peut jamais recouvrer..... »

Son dessein était d'envoyer à Naples une

armée nombreuse et une flotte formidable, en même temps qu'il occuperait les Espagnols en attaquant d'un côté la Biscaye, de l'autre le Roussillon qui ne devait être conquis que cent quarante ans après, et en menaçant les côtes de la Catalogne et du beau royaume de Valence. Pendant ces vastes préparatifs, il avait fait hâter le départ de Gènes de six gros vaisseaux et de plusieurs bâtimens de transport chargés de troupes, de vivres et de munitions, pour ravitailler Naples, ses châteaux et Gaëte. Mais cette escadre était arrivée trop tard devant Naples, et ayant fait de vains efforts pour contraindre les vaisseaux espagnols à accepter le combat, elle avait gagné le golfe de Gaëte. Gonzalve sentait bien de quelle importance il était de réduire cette dernière place que l'on regardait comme la clef du royaume, depuis qu'Alphonse, roi d'Aragon, l'avait fortifiée. Aussi laissa-t-il à Pierre de Navarre la continuation du siége du château de l'Œuf, et pendant que l'armée qui avait battu d'Aubigny travaillait à soumettre le reste des barons fidèles aux Français, et que Prosper Colonne dirigeait une semblable expédition dans les Abruzzes, Gonzalve marcha sur Gaëte avec le reste de ses troupes.

A son approche, les Français et les barons évacuèrent le château de Fondi, la petite ville d'Itri, les coteaux de Mola et les murs de Trajetto, sur les bords escarpés du Gariglian. Ils vinrent s'enfermer dans Gaëte, sous le commandement d'Yves d'Alègre et de quelques barons napolitains. Le Grand Capitaine maître, par cette retraite, de San-Germano et de toute la terre de Labour, car les villes d'Averse et de Capoue avaient subi le sort de la capitale, vint se loger dans les vastes faubourgs de Gaëte dont le port et les fortifications furent en même temps attaqués. Les principaux efforts de Gonzalve s'étaient dirigés contre le monticule, en dehors du château, où l'on voit un ancien mausolée appelé dans le pays *la Tour de Roland.*[1] Mais ce poste que Gonzalve environna depuis d'un retranchement, et qui n'avait alors que quelques batteries revêtues de gazon, fut si vaillamment défendu par les Français, qu'après trois assauts consécutifs, le général espagnol renonça à son projet, et se borna à bloquer Gaëte. Cette place reçut bientôt par mer Ludovic, marquis de Saluces,

[1] C'est là que reposent les cendres du fondateur de l'ancienne ville de Lyon, Lucius-Munatius-Plancus.

successeur du duc de Nemours, et un renfort considérable qui suspendit, mais pour bien peu de temps, les succès du Grand Capitaine.

Pendant que les Espagnols conquéraient les Abruzzes par la force des armes, et presque toute la Calabre par d'adroites négociations, pendant que l'opiniâtre acharnement de la république de Florence jetait de plus en plus les habitans de Pise dans la consternation et le désespoir, l'ambitieux Alexandre et son infâme bâtard s'occupaient des moyens de profiter de tant de troubles et de dissentions. Mais une mort terrible vint tout à coup frapper le pape et menacer le duc de Valentinois.

On croit généralement que, l'un et l'autre, ils furent atteints du poison qu'ils avaient préparé pour le cardinal Corneto (Castellezi) chez lequel ils s'étaient invités, et dont les richesses immenses avaient enflammé leur insatiable cupidité. Mais des mémoires particuliers que l'impartialité de leur auteur rendent peu suspects, assurent qu'Alexandre VI mourut d'une fièvre tierce, et que son fils, retenu alors dans le lit, fit piller les trésors du pape avant que de laisser publier sa mort.[1]

[1] *Voyez* Burcard, *manuscrits latins de la Bibliothèque Nationale, n°* 5163, *fol.* 1, et *les Notices des manuscrits, tome* I^er^, *page* 118.

La joie et la curiosité publiques se repaissaient encore de la vue de son cadavre, que déjà les troupes des diverses factions occupaient les faubourgs, les jardins et les places de Rome. Les Colonnes, les Ursins, et Valentinois que son ambition ne pouvait quitter qu'à la mort, remplissaient de soldats et d'agitations une ville qui redoutait encore et l'armée de Gonzalve, et celle que la France envoyait sous le commandement de La Tremouille. Ce chef illustre dont nous avons déjà parlé, mettant sa plus grande gloire dans la fidélité à sa patrie, avait pris pour devise une roue, avec ces mots : *Sans sortir de l'ornière.*

L'aveugle ambition du cardinal d'Amboise qui voulait occuper le saint siége, et qui fut trompé par Valentinois avant de l'être par le cardinal de la Rovère, contribua dans cette occasion, à perdre en Italie les affaires de la France, en retenant l'armée aux portes de Rome, au lieu de la laisser courir à sa destination dans le royaume de Naples. Combien on a lieu de s'étonner des éloges prodigués à la vertu de Georges d'Amboise, quand on se rappelle l'inique protection qu'il accorda constamment à l'odieux Valentinois, et l'influence funeste qu'il eut sur les entreprises de Louis XII contre le

Milanais et contre les Vénitiens, et quand on se souvient qu'il signa le traité de Blois de 1504, traité qui aurait opéré le démembrement de la France, sans la fermeté des états généraux !

La tiare cependant qui donnait lieu à tant d'agitations, à tant de dispositions hostiles, venait de tomber sur la tête d'un moribond. François Picolomini ne songeait en effet qu'à mourir, et il eut à peine le temps d'être ordonné prêtre, sacré évêque, et couronné pape.

A la faveur des mêmes intrigues et des mêmes divisions, le fougueux et turbulent Julien de la Rovère auquel nous avons déjà vu jouer un si grand rôle, ne tarda point à remplacer, sous le nom de Jules II, le pape Pie III, et à signaler son ingratitude et sa haine contre les Français.

Les armes de Louis XII n'avaient point été heureuses du côté des Pyrénées, et sa flotte, après de vaines démonstrations sur les côtes d'Espagne, était rentrée dans le port de Marseille. On attribuait ce peu de succès à l'inconduite des chefs, à l'avidité des munitionnaires, à la rapacité des trésoriers.

Les mêmes causes se réunissaient, à la même

époque, contre l'armée d'Italie. Gonzague, marquis de Mantoue, avait succédé à Louis de La Tremouille qu'une maladie grave retenait à Sienne. Il avait dirigé les Français, en sortant de Rome, par la route qui se trouve à gauche de celle de Velletry. Les habitans de Val di Montone et des places occupées par les Colonnes, leur fournirent volontiers des vivres, et Gonzague fut à peine arrivé à Ceprano et à Ponte-Corvo, qu'il fut joint par le marquis de Saluces. Celui-ci avait profité de la retraite de Gonzalve dans San-Germano, pour reprendre toute la partie de la terre de Labour comprise entre Fondi et le Gariglian, et la première opération du marquis de Mantoue fut de tourner San-Germano, et de venir assiéger Rocca-Secca où Gonzalve avait jeté des troupes, ainsi qu'à Monte-Cassino. Mais rebuté de cette attaque dès le premier assaut, Frédéric Gonzague imagina de renoncer à cette entreprise d'où pouvait dépendre le sort du royaume de Naples, et de ramener les Français à Fondi. Une si étrange résolution acheva d'indisposer les troupes contre ce seigneur italien dont la fidélité était d'autant plus suspecte, qu'il avait commandé l'armée des ligués contre Charles VIII. Le défaut de confiance devenant aussitôt la source et le prétexte de l'insubordination, enfanta les malheurs dont les Français devinrent encore les victimes.

Cependant les deux rois de France et d'Espagne venaient de conclure une trève partielle pour cinq mois, et par une suite bizarre de la destinée du roi Frédéric, cette trève négociée par sa médiation, ne s'étendant que sur les pays situés à l'ouest des Alpes, laissait ses propres états livrés aux horreurs de la guerre. Bientôt les ambassadeurs espagnols, fidèles aux instructions de leur maître, persuadèrent à Frédéric que Ferdinand desirait sincèrement lui rendre sa couronne, et que Louis s'opposait seul à son rétablissement. Mais pendant ces funestes négociations, Gonzalve profitait habilement de l'abattement des Français et de la désunion de leurs chefs.

Ainsi que nous venons de le voir, ils avaient échoué devant Rocca-Secca. Honteux de ce début, ils s'étaient emparés d'Acquino, et dirigés vers la tour bâtie sur la rive droite du Liris, à l'endroit nommé aujourd'hui Barca del Garigliano.

Gonzalve qui n'avait occupé San-Germano,

Rocca-Secca et Monte-Cassino, que pour fermer aux Français l'entrée du royaume de Naples, voyant qu'ils renonçaient à forcer ces passages, y laissa quelques fantassins, et côtoyant à grandes journées la rive gauche du Gariglian, il arriva assez à temps pour faire tête au marquis de Mantoue. Le Grand Capitaine ayant une armée bien moins nombreuse que celle des Français, bornait alors son dessein à empêcher leur établissement en-deçà du Liris, et son espoir était fondé sur la difficulté qu'offrait en présence d'un ennemi le passage du fleuve qui n'était pas guéable en hiver.

Cependant, contre son attente, les Français jetèrent leur pont et se rendirent maîtres de ce passage à la faveur des batteries croisées qu'ils établirent sur le rivage qui était plus élevé de leur côté que de l'autre, et sur des barques qu'ils avaient détachées de leur flotte et auxquelles ils avaient fait remonter la rivière.

Peu disposé à profiter d'un si grand avantage, le marquis de Mantoue n'ébranla son armée que le lendemain. Gonzalve toujours actif, sut mettre en pratique cette maxime consignée depuis par Lloyd dans ses Mémoires

militaires, *que lorsqu'on fait la guerre aux Français, il faut toujours attaquer le premier, et contrarier incessamment leurs dispositions.* Lorsqu'il vit qu'une portion de Français inférieure en nombre à son armée, avait effectué le passage, il donna le signal du combat, et fit attaquer avec impétuosité.

L'échec de Rocca-Secca était encore trop présent à leur mémoire, le ressort puissant de l'enthousiasme et de la confiance était relâché; ils ne tardèrent point à être culbutés, et à se précipiter en désordre sur leur pont que les Espagnols eussent même traversé avec eux, si le feu de l'artillerie française n'eût puissamment protégé cette retraite.

Le marquis de Mantoue n'essaya pas de retenir plus long-temps une autorité qui s'échappait de ses mains; il remit le commandement de l'armée au marquis de Saluces. Malgré le témoignage de Guichardin, d'autres écrivains ont suspecté la loyauté de Frédéric Gonzague, et l'ont accusé d'avoir entraîné la défection de la meilleure partie de la cavalerie italienne, et d'avoir fourni à Gonzalve des renseignemens sur la situation de l'armée française.

Cette armée délivrée de la méfiance que lui inspirait un général étranger, ne pouvait pas s'affranchir aussi facilement de la crainte que lui faisait éprouver la haute réputation de Gonzalve. *Les ennemis*, dit Henri de Rohan, *à la rencontre d'un capitaine heureux en guerre, ne combattent qu'en crainte, comme assurés d'être battus.* La difficulté de triompher de cette répugnance détermina le marquis de Saluces à différer une nouvelle tentative pour le passage. Il se contenta de retrancher et de fortifier la tête du pont du côté de l'ennemi, et il s'abandonna bientôt ensuite à une funeste sécurité. Il ne retint plus dans son camp que la moindre partie de l'armée; il laissa le reste se disperser et prendre des quartiers du côté de Mola, de Fondi et de Traëtto, en sorte que l'armée occupait alors une étendue de plus de cinq lieues. On a essayé de le justifier de cette fatale imprudence en rappelant que les rigueurs de l'hiver qui, cette année, se fit sentir de très-bonne heure, étaient alors excessives. Les neiges et la pluie tombaient sans interruption, et comme si les fléaux de la nature eussent été insuffisans pour détruire cette belle armée, la criminelle avarice des trésoriers et des munitionnaires semait dans toutes les compagnies le désespoir, la contagion et la mort. Mais le terrain qu'occupaient les Espagnols était encore plus désavantageux que celui où campaient les Français. Nous avons déjà remarqué que sur la gauche du Gariglian, la plaine est moins élevée que sur la droite; presque toute l'année ce terrain est marécageux, et n'est traversé par aucune chaussée. Aussi pour s'obstiner à garder une pareille position, et pour résister au conseil qu'on lui donnait de faire rentrer dans Capoue des soldats qu'il savait ordinairement si bien ménager, il fallait que le Grand Capitaine roulât dans son esprit un projet plus profond que ne l'annonçait la bravade que lui attribuent les historiens, et dans laquelle il enveloppait sans doute les desseins qu'il méditait. « J'aime mieux « perdre la vie, lui fait-on dire, en gagnant « un demi-pied de terrain, que de reculer de « quelques pas pour la prolonger de cent ans. » Il savait mieux que personne de quel prix sont les jours d'un grand général, et combien des retraites nécessaires ou simulées peuvent quelquefois procurer de gloire et d'avantages.

Cependant le marquis de Saluces, engourdi

dans l'inaction, recevait l'affligeante nouvelle de la retraite et du massacre de la garnison qu'il avait laissée à Rocca-Guillielma, et qu'avaient continuellement harcelée les troupes de Rocca-Secca et des places voisines. Désolé de la situation de son armée que le sage Gonzalve connaissait aussi bien que lui, il aspirait après le retour du printemps, lorsque l'infatigable Espagnol faisait construire à la hâte et en secret, auprès de Sessa (Suessa), des bateaux pour jeter un pont sur la rivière. Ces bateaux furent transportés le 27 décembre à quatre milles au-dessus du pont des Français, et Gonzalve, ne laissant que son arrière-garde dans son camp, part, et dans la même nuit, il remonte le fleuve, le traverse, s'établit à Sujo, et s'y fortifie avant que les Français aient le moindre soupçon de ce mouvement rapide.

La surprise et la honte permirent à peine au marquis de Saluces de songer à quelques dispositions tardives; et pendant qu'il envoyait Yves d'Alègre pour débusquer l'ennemi de Sujo, et qu'il pressait le rassemblement de ses troupes dispersées, il ne put retenir dans le devoir celles qu'il avait près de lui. La terreur

venant ajouter au désordre qu'un mécontentement trop juste avait prolongé, le camp fut abandonné tumultuairement pendant la nuit, et ces Français si valeureux quand l'ignorance et la cupidité ne détruisent pas leur ardeur et leur enthousiasme, abandonnèrent à l'ennemi leurs munitions de guerre, leur artillerie, et jusqu'à leurs blessés et leurs malades.

Gonzalve victorieux avant d'avoir combattu, et secondé de ce même Alviano (Barthelemi) qui, douze ans après, devait être si utile à François Ier lors de la bataille de Marignan, poursuivit les fuyards avec son avant-garde et son corps de bataille, tandis que son arrière-garde cherchait à rétablir le pont des Français que ceux-ci venaient de rompre.

Harcelés sans cesse par les Espagnols, se retirant avec lenteur, et renouvelant à chaque instant de sanglantes escarmouches, les gens d'armes protégèrent la retraite de l'infanterie et de quelques canons qui la précédaient. Mais l'arrière-garde de Gonzalve ayant exécuté son passage, et se portant directement sur Gaëte, pendant que le Grand-Capitaine côtoyait les hauteurs, le combat devint plus général et plus meurtrier. Ce fut sur-tout au pont de

Mola dit Gaëta (Formia) que cette immortelle gendarmerie française signala son courage et sa résistance. Bayard s'y couvrit de gloire ; nouvel Horatius Coclès, il arrêta seul deux cents Espagnols qui se précipitaient sur cet étroit passage. Tant de bravoure aurait rendu aux Français leur énergie, s'il n'était plus facile d'inspirer le courage que de le ranimer quand il est abattu. Ce fut donc en vain que sur une terre consacrée par la cendre de tant de héros romains et gaulois, leur ame semblait animer les Trivulce, les Duterrail, les d'Alègre et les Carpi, le génie et la fortune de Gonzalve décidèrent du succès de cette terrible journée. L'infanterie française à peine arrivée auprès de la tour que l'on croit être le tombeau de Cicéron, se débanda entièrement : les bagages, le reste de l'artillerie, les chevaux, les armes, tout fut abandonné. Une partie des soldats se dispersant dans la Campanie, périt avec ceux qui ayant leurs quartiers à Itri, à Fracé, à Ponte-Corvo, n'avaient pu rejoindre l'armée, et succomba sous la vengeance des paysans, ou sous le fer des soldats de Fabrice Colonne que Gonzalve avait envoyé battre la campagne. Les autres allèrent s'enfermer pêle

mêle dans Gaëte, unique et dernier refuge que l'habile Gonzalve allait leur arracher. En effet dès le lendemain, avant le lever du soleil, son armée triomphante occupait les faubourgs de la ville et la tour de Roland. Les Français étaient en grand nombre dans la place ; les vivres venaient enfin d'y arriver en abondance, et une flotte maîtresse de la mer, multipliait les ressources et semblait devoir augmenter les espérances. Mais les funestes effets d'un premier découragement rendaient inutiles de si grands avantages. Les menaces de Gonzalve achevèrent d'accabler les soldats et leurs généraux ; une capitulation rédigée à la hâte, et où les intérêts des seigneurs napolitains furent même négligés, remit Gaëte en la puissance du Grand Capitaine. La liberté de d'Aubigny et des prisonniers faits de part et d'autre fut stipulée, et les débris de l'armée, pour retourner en France, eurent la faculté de s'embarquer ou de traverser l'Italie.

(1504) Mais la fortune de leur ennemi et le ressentiment des Italiens n'étaient pas encore ce qu'ils avaient à redouter le plus. Victimes du plus criminel abandon, la plupart d'entre eux périrent de faim, de froid, de misère ; leurs

cadavres mutilés attestèrent sur les routes, dans les places, sous les portiques des palais, à la porte des hôpitaux, et loin d'une patrie que tant de braves étaient si dignes de revoir, la cupide et barbare insensibilité de ceux sur lesquels l'état s'était reposé du soin de pourvoir à leur solde et à leur subsistance. Le bannissement, ou, selon quelques écrivains, le supplice de l'un de ces vampires, ne répara aucun des maux causés par la malversation, et ne donna qu'un exemple de justice aussi frappant qu'infructueux.

Cependant Gonzalve, en un seul jour et presque sans efforts, était devenu le maître du royaume de Naples; une armée nombreuse et brillante s'était dissipée devant lui comme une vaine fumée. Louis d'Ars, il est vrai, qui s'était d'abord retranché dans Venosa, menaçait encore la Pouille; quelques barons s'étaient fortifiés dans leurs châteaux; mais Gonzalve reconnut qu'il lui suffisait d'envoyer Alviano pour les réduire. En effet, il donna des quartiers d'hiver au reste de ses troupes qui les réclamaient assez hautement; et, à cette même époque, ses jours furent menacés par une maladie grave qui était le fruit de ses

fatigues, de ses travaux et de ses méditations.

Mais l'éclat et l'importance des exploits de ce Grand Capitaine commençaient de fatiguer l'envie, et lui préparaient les amertumes qui l'attendaient à la fin de sa carrière.

FIN DU LIVRE CINQUIÈME.

cadavres mutilés attestèrent sur les routes, dans les places, sous les portiques des palais, à la porte des hôpitaux, et loin d'une patrie que tant de braves étaient si dignes de revoir, la cupide et barbare insensibilité de ceux sur lesquels l'état s'était reposé du soin de pourvoir à leur solde et à leur subsistance. Le bannissement, ou, selon quelques écrivains, le supplice de l'un de ces vampires, ne répara aucun des maux causés par la malversation, et ne donna qu'un exemple de justice aussi frappant qu'infructueux.

Cependant Gonzalve, en un seul jour et presque sans efforts, était devenu le maître du royaume de Naples; une armée nombreuse et brillante s'était dissipée devant lui comme une vaine fumée. Louis d'Ars, il est vrai, qui s'était d'abord retranché dans Venosa, menaçait encore la Pouille; quelques barons s'étaient fortifiés dans leurs châteaux; mais Gonzalve reconnut qu'il lui suffisait d'envoyer Alviano pour les réduire. En effet, il donna des quartiers d'hiver au reste de ses troupes qui les réclamaient assez hautement; et, à cette même époque, ses jours furent menacés par une maladie grave qui était le fruit de ses

fatigues, de ses travaux et de ses méditations.

Mais l'éclat et l'importance des exploits de ce Grand Capitaine commençaient de fatiguer l'envie, et lui préparaient les amertumes qui l'attendaient à la fin de sa carrière.

FIN DU LIVRE CINQUIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE SIXIÈME.

Animosité du Pape contre les Vénitiens. — Traité de Blois. — Le Pape commence la guerre. — Soulèvement et Punition de Gènes. — Passage de l'Empereur en Italie. — Ligue de Cambrai. — Passage du Roi de France en Italie. — Bataille de la Ghiara d'Adda, ou d'Agnadel. — Les Vénitiens attaqués de toutes parts. — Brouillerie entre le Pape et le Roi de France. — Rupture entre le Roi et les Suisses. — Mort du Cardinal d'Amboise. — Irruptions des Suisses dans le Milanais. — Le Pape est menacé d'un Concile, et assiégé dans Bologne. — Le Pape fait, en personne, le siége de la Mirandole. — Concile de Pise. — Concile de Latran. — Le Pape, le Roi d'Aragon, les Vénitiens ligués contre la France. — Conquêtes de Gaston de Foix. — Bataille de Ravennes. — Mort de Jules II. — Léon X. — Ligue entre la France et les Vénitiens. — Après la mort d'Anne de Bretagne, le Roi épouse Marie d'Angleterre. — Mort de Louis XII. — Coup d'œil général sur l'Influence des guerres des Français en Italie, sur les Mœurs, le Gouvernement et les Progrès de l'Esprit humain.

LIVRE SIXIÈME.

Depuis 1504 jusqu'en 1515, Ère vulgaire.

La cour de France était inconsolable de la perte d'un royaume pour la conservation duquel tant de sang et tant d'argent venaient d'être inutilement sacrifiés. Ce qui ajoutait encore à la honte et au désespoir de Louis XII, c'est qu'il sentait qu'après la destruction d'une si puissante armée, et la mort d'un si grand nombre de capitaines, son duché de Milan restait à la merci de l'empereur ou du roi d'Aragon. Mais il plut à la fortune qui s'était joué de ses espérances, de ne pas justifier ses craintes, et le Milanais ne fut point alors attaqué, grace à la légéreté et à l'incertitude de Maximilien, à la maladie qui retenait Gonzalve, et, si l'on veut, à la prudente circonspection de Ferdinand. Ce dernier, dans le dessein d'affermir sa nouvelle conquête, consentit à une trève générale avec Louis XII qu'il flattait de l'espoir d'une paix prochaine et avantageuse.

Cependant le pape ne voyait qu'à regret la tranquillité dont l'Italie était sur le point de

jouir, et après laquelle les peuples avaient si long-temps soupiré; ce prêtre turbulent n'hésita point à saisir et à agiter les torches de la discorde. Déjà il s'était assuré par une trahison, de la personne de Borgia, pour mieux réaliser ses propres desseins sur la Romagne presque entièrement envahie par les Vénitiens. César s'était sauvé de sa prison d'Ostie; il s'était réfugié auprès de Gonzalve qui, après l'avoir amusé par la vaine promesse de puissans secours, l'avait envoyé en Espagne où il fut enfermé dans le château de Medina del Campo, sur le torrent de Zapardiel. Enfin ce monstre, auquel tant de forfaits méritaient l'échafaud, devait s'évader de cette seconde prison, endosser encore la cuirasse, et trouver trois ans après, en combattant pour le roi de Navarre, son beau-frère, *un genre de mort si justement envié par tous les braves.*[1]

Débarrassé de César Borgia dont la captivité n'avait pas procuré au saint siége autant d'avantages que Jules en avait espéré, ce pape songea à triompher des armes et de la politique des Vénitiens.

[1] *Voyez* la lettre, en date du Caire, adressée par Bonaparte à la veuve de l'amiral Brueys. (2 fructidor an 6)

Leur commerce commençait à se ressentir des découvertes faites dans le siècle précédent par les Portugais et par les Espagnols. Les premiers avaient parcouru les côtes occidentales de l'Afrique. Des îles Canaries, ils s'étaient avancés jusqu'à celles du Cap-Vert; ils avaient affronté le passage brûlant de l'équateur, et s'éloignant de la ligne, ils étaient parvenus jusqu'à la pointe sud de l'Afrique. Soutenus par l'espérance, ils avaient doublé ce cap; multipliant leurs établissemens le long du canal de Mozambique, ils avaient traversé les golfes d'Arabie et de Perse, parcouru la mer des Indes, reconnu les côtes de Malabar et de Coromandel, pénétré jusqu'au-delà du golfe de Bengale, et par leurs traités, leurs armes, leurs alliances et leurs comptoirs, transporté à Lisbonne l'entrepôt de ce commerce immense d'épiceries qui, depuis cinq siècles, était la source des richesses et de la puissance de Venise.

Nous avons vu, dans l'un des livres précédens, de quelle importance avaient été pour la cour d'Espagne les succès de l'entreprise héroïque du célèbre, estimable et malheureux Christophe Colomb. La nation espagnole dut au courage et à la persévérance de cet infatigable

navigateur, ces richesses excessives qui, recueillies sans modération, vinrent corrompre et appauvrir leurs nouveaux possesseurs.

Les Pizare, les Cortèz, les Almagre, secondés du prêtre Luques, féroces successeurs d'un grand homme, commettant d'inutiles forfaits, se baignaient dans le sang de victimes innocentes, immolaient à leur cupidité les Montezumes, l'inébranlable Guatimozin, la race révérée de Mango-Capac, et les innombrables habitans du nouveau monde. Il semblait alors qu'un torrent rapide d'or et de pierreries, ayant ses sources vers le nord et le midi de l'isthme de Panama, traversait l'océan Atlantique, et venait fondre, par diverses embouchures, sur l'Andalousie, la Biscaye, les deux Castilles et la Catalogne. Mais l'Espagne, accablée sous le poids de ses trésors, n'avait pas su leur donner l'emploi qui les ennoblit. L'exemple des républiques florissantes par le commerce ne l'éclaira point : tout, chez elle, se changea en or, et l'or, chez elle, paralysa l'agriculture et détruisit la population.

Venise, au contraire, à cette époque, régnait encore sur la fertile Chypre dont la trahison l'avait rendue maîtresse en 1489, et sur la célèbre Candie (Creta) que les armes et les supplices avaient réunie à ses conquêtes. Elle possédait les cinq meilleurs ports du royaume de Naples sur l'Adriatique, les places maritimes de la Romagne, tout le Crémonois, et le vaste territoire qui s'étend jusqu'à l'Adda. Les flottes les plus nombreuses et les mieux équipées, l'arsenal le mieux fourni de l'Europe, les matelots les plus expérimentés, la plus brillante opulence, et sur-tout cette sage administration qui savait remplir le trésor public sans fouler les peuples par des impôts multipliés et mal répartis, auraient assis la puissance de la république sur des bases inébranlables, malgré la jalousie et les efforts de ses voisins. Mais ces richesses mêmes étaient la source de son affaiblissement. Elle crut long-temps pouvoir se reposer de sa défense sur des troupes étrangères, qu'une valeur souvent éprouvée et une discipline jusqu'alors inconnue dans les autres troupes de l'Europe eussent sans doute rendues invincibles, si l'amour de la patrie ou le sentiment de la gloire les eussent animées.

Bajazet II venait de lui imposer une paix dont les conditions étaient rigoureuses, mais que les circonstances n'avaient pas permis de refuser.

Quel moment pouvait paraître plus favo-

rable au pape pour exercer son ressentiment contre les Vénitiens, que celui où, dépouillés par le grand seigneur de leurs plus belles possessions dans l'ancienne Grèce, ils se voyaient encore contraints de renoncer à leur monopole, et de laisser échapper de leurs mains le sceptre du commerce et de la navigation!

Cependant Jules redoutant l'intervention des Français, cherchait à effrayer ou à corrompre le sénat de Venise, avant de se résoudre à le combattre. Ce fut pendant des pourparlers qui ne lui devinrent point infructueux, que ce pontife s'efforça de procurer de nombreux ennemis aux Vénitiens, dans le moment même où il négociait avec eux.

Bientôt ils connurent le traité de Blois par lequel le pape, l'empereur, le roi de France et l'archiduc se liguaient contre leur république, pour lui enlever les usurpations que chacune des parties contractantes prétendait avoir à lui reprocher. La réunion incohérente de tant d'intérêts opposés devait rassurer les Vénitiens contre le succès d'une telle coalition.

Il leur était facile de reconnaître que le roi de France et son ministre se réservaient intérieurement les moyens d'éluder des conventions qui tendaient au démembrement du royaume.

En effet, la Bourgogne, la Bretagne, les droits de Louis sur Gènes et sur le Milanais seraient devenus la dot de la jeune princesse Claude promise à l'archiduc Charles, c'est-à-dire, au petit-fils de deux monarques ennemis naturels de la France. Aussi le roi eut-il le soin, deux ans après, de faire réclamer hautement les états généraux contre un projet aussi désastreux, et de céder à leurs sollicitations, en fiançant sa fille au duc de Valois, François comte d'Angoulême, héritier présomptif de la couronne.

Immédiatement après la conclusion du traité de Blois, Isabelle, épouse de Ferdinand, venait de suivre au tombeau le malheureux Frédéric. Sa mort allait donner à l'archiduc Philippe l'occasion de faire valoir les droits de Jeanne, son épouse, sur le royaume de Castille, et de les revendiquer contre son beau-père qui cherchait vainement à s'autoriser du testament qu'il avait obtenu d'Isabelle, à l'article de la mort.

(1505) Les Vénitiens avaient été peu alarmés des menaces que leur avait faites l'empereur dont ils connaissaient la faiblesse et la légéreté; mais voyant que les affaires personnelles dont Ferdinand allait être occupé, don-

neraient à Louis XII tout le loisir de réaliser de nouveaux projets sur l'Italie, ils firent au pape des offres que le souverain pontife voulut bien accepter, sans rien diminuer néanmoins de sa hauteur et de ses prétentions.

L'Italie, à cette époque, était en proie à divers fléaux. Cette année fut signalée par des tempêtes extraordinaires, par des tremblemens de terre, et par les ravages de la peste.

Alors la guerre mémorable de Florence contre les habitans de Pise se poursuivait toujours avec une haine égale de part et d'autre. Chaque année voyait recommencer le dégât des campagnes, et renaître le dévouement héroïque des Pisans aidés par les républiques de Lucques et de Gènes, attaqués par les Colonne et les Savelli, et inutilement secourus par l'entreprenant Barthelemi d'Alviano qui avait à se plaindre de l'Espagne. Comme cette guerre n'a qu'un rapport indirect avec celles des Français en Italie, nous nous contenterons de rappeler ici que Pise devait encore résister pendant quatre autres années, et que Florence, après avoir tenté à grands frais de détourner le cours de l'Arno, s'assura du consentement des rois Louis et Ferdinand qui, moyennant 125,000 ducats, privèrent les Pisans du fantôme de leur

protection. Ce fut alors que Pise enfin succomba, et reçut de Florence un traitement plus doux qu'une si longue opposition ne devait le lui faire craindre. Le cardinal d'Amboise fut le grand négociateur de ce marché déshonorant. *Il toucha*, dit le naïf Delanoue, *aussi bien aux cent qu'aux vingt-cinq mille ducats. O que l'avarice fait de maux ! Quelle tache la France et l'Espagne se mirent sus par les menées d'un prêtre !*

Depuis cette époque, Pise qui avait conquis la Corse et la Sardaigne, qui avait dominé sur la Méditerranée, ne conserva que le souvenir de sa gloire et de sa liberté.

Cependant, malgré les sermens solennels prêtés en présence du cardinal de Rouen par l'empereur Maximilien, malgré même le paiement effectué entre ses mains de la moitié du prix stipulé pour l'investiture du duché de Milan, il était facile de voir qu'il ne passerait point alors en Italie. Il prétextait la guerre qui le retenait contre le duc de Gueldres, Charles d'Egmond, et l'électeur palatin Philippe, dit l'Ingénu. Louis qui n'avait point vu sans jalousie l'augmentation de puissance que la mort d'Isabelle allait procurer à l'archiduc, ne dissimulait pas son desir de renouer ses an-

ciennes liaisons avec Ferdinand duquel il espérait pouvoir obtenir de l'argent dont il se montrait toujours avide. De son côté, Ferdinand s'alarmait de l'approche de son gendre, et du dessein qu'il manifestait de lui enlever le gouvernement de la Castille.

La crainte et l'avarice furent plus fortes que la haine et le ressentiment. Les deux monarques se lièrent par une paix dont la principale condition fut le mariage de Germaine de Foix, petite-fille d'un roi de Navarre, et nièce de Louis XII qui, pour dot, abandonna ses droits sur la portion si complétement perdue du royaume de Naples, et qui reçut de Ferdinand la promesse de 700,000 ducats payables en dix années. Le roi catholique assurait à son épouse un douaire de 300,000 ducats, et consentait que la dot retournât à la couronne de France si Germaine lui survivait sans enfans de ce mariage. Il s'engageait en outre à soutenir les prétentions de Gaston, frère de Germaine, sur le royaume de Navarre. Les intérêts des barons napolitains furent stipulés, en même temps qu'on aggravait le malheur de la veuve et des enfans de Frédéric, et, non contens de laisser intervenir le roi d'Angleterre comme garant de cette paix, les deux princes

formèrent une ligue défensive pour son affermissement. Dans ce traité furent compris les Florentins et Jules II, Jules II qui, dans toutes les circonstances, faisait éclater contre Louis XII la plus profonde aversion.

Ce pape néanmoins crut qu'il était de son intérêt de se servir de l'instrument qui semblait s'offrir, pour reconquérir sur les Vénitiens les places qu'ils avaient reprises dans la Romagne, et c'était à cet important projet qu'il restât toujours constamment attaché. Aussi le vit-on accueillir les propositions que le roi des Français lui fit renouveler; mais alors il était plus facile à l'un et à l'autre de multiplier leurs promesses mutuelles que d'en exécuter aucune. Jules, pour contenir le roi et son ministre, retardait toujours l'envoi des chapeaux si ardemment sollicités pour le frère de La Tremouille et pour le cousin du cardinal d'Amboise. Louis inquiet des préparatifs que faisait l'empereur pour passer en Italie, était en outre pressé par ce prince de lui fournir les cinq cents lances, et d'avancer le reste des 100,000 ducats stipulés par le traité de Blois. Mais de tous les articles contenus dans ce traité, il n'y avait plus que l'investiture du duché de Milan qui convînt au roi; car celui-ci, par sa paix avec

Ferdinand et par l'accroissement de puissance que Philippe venait de recevoir, se trouvait dans des dispositions bien différentes. Ainsi, comme nous l'avons déjà fait pressentir, la rivalité, l'ambition et les intérêts particuliers des confédérés nuisaient à la confédération, et Venise put espérer que l'orage s'éloignerait enfin, sans éclater sur sa tête.

(1506) Mais l'impatience du pape ne pouvait s'accommoder de tant de retards, et, feignant de renoncer à ses projets contre les Vénitiens, il tourna ses armes contre les villes de Pérouse et de Bologne qui, depuis le commencement du quinzième siècle, avaient secoué le joug de la puissance pontificale. Il n'hésita pas même, en se mettant en marche, de proclamer que le roi des Français secondait son entreprise, et d'ordonner que le logement fût fait pour les troupes françaises.

Qui croirait que ce fut au milieu de toutes ces intrigues, de toutes ces agitations, de toutes ces dispositions militaires que Jules II posait les fondemens du temple le plus majestueux de la chrétienté? Cet homme extraordinaire, secondé du génie de Michel-Ange, éleva l'église de Saint-Pierre sur le lieu même où l'empereur Constantin, portant alors le titre de

grand prêtre de Jupiter, avait bâti un oratoire pour les chrétiens.

Le roi, mécontent, plaisantait amèrement de la jactance et de la précipitation de Jules, tandis que le cardinal d'Amboise expédiait au maréchal de Chaumont, son neveu, l'ordre de joindre en personne l'armée du pape avec cinq cents lances. Ainsi fut violée la parole que Louis avait donnée aux Bentivoglio de ne point fournir de secours contre eux. L'armée française se réunit à Parme, et quoique des pluies affreuses se fussent jointes aux rigueurs de l'hiver, sa marche s'exécuta sans désordre et sans accident. L'approche du maréchal dont la valeur égalait la superstition et l'opiniâtreté, et qui venait de soumettre, en passant, Castel-Franco, décida de la reddition de Bologne, car Pérouse était déjà soumise; mais les Français eurent la honte de n'être point admis dans l'enceinte d'une ville que leur présence venait de conquérir au saint siége. C'est que l'on redoutait en eux ce brigandage toléré par des chefs dont plusieurs donnaient le funeste exemple de la déprédation. Oubliant et leur nom et leur gloire, ces mêmes Français se crurent dédommagés de l'affront qu'ils venaient d'essuyer, par le don de

18,000 ducats que le pape envoya distribuer dans les compagnies, sans déguiser l'insulte pour la main qui venait d'augmenter sa puissance.

Cependant le nouveau roi de Castille s'était embarqué à l'île de Walcheren, sur une flotte de quatre-vingts vaisseaux, et il avait fait voile pour l'Espagne. Après avoir été forcé, par une violente tempête, de relâcher en Angleterre, et de se racheter en quelque façon de la brillante captivité qu'il avait trouvée au milieu des honneurs qui lui furent prodigués à la cour d'Henri VII, Philippe arrivé en Castille, avait fait renoncer son beau-père à l'administration de ce royaume, et le roi d'Aragon s'était empressé de passer en Italie pour prendre possession de ses états de Naples. Il avait mouillé à Gènes, où s'était trouvé le Grand Capitaine dont la présence et la soumission venaient dissiper les soupçons de son roi, et les calomnies de ses envieux.

Ce fut à Gènes que Ferdinand apprit la mort de Philippe. Cette fin prématurée venait à propos pour le roi catholique, et l'idée qu'on avait conçue de sa politique et de son ambition, lui fit imputer un crime, parce qu'on le croyait capable de le commettre, et parce qu'il en devait recueillir le fruit. Philippe mourant

à vingt-huit ans, avait décerné la tutelle de Charles, son fils aîné, à Louis XII qui confia ce jeune prince aux soins de Philippe de Croüy, seigneur de Chièvres, et ce gouverneur, dit Mézeray, rendit Charles-Quint plus habile qu'il ne fallait pour le bien de la France.

Ferdinand paraissait, au surplus, avoir si bien calculé les événemens, que la mort de son gendre ne changea rien à son voyage, et qu'il reprit sa navigation pour se rendre à Naples dont les habitans renchérirent sur les témoignages d'amour et d'alégresse qui avaient coutume de signaler l'arrivée d'un nouveau maître.

Pendant que ce prince s'efforçait de modérer ou de satisfaire les prétentions multipliées des Napolitains, tandis qu'il tâchait d'allier les intérêts des barons qui réclamaient les conditions du traité, avec les demandes de ceux qui sollicitaient le prix de leur dévouement, Gènes venait de voir rallumer dans ses murs les feux mal éteints de la discorde civile; Gènes en proie à l'orgueilleux ressentiment des nobles et à la férocité aveugle et impétueuse de la populace, allait encore éprouver la bravoure, accroître le courroux, et exercer la générosité des Français.

Ceux-ci, comme nous l'avons vu, étaient redevenus les maîtres des Gènes depuis la première conquête du Milanais par Louis XII, en 1499. Cette ville, chef-lieu d'un territoire si peu étendu, avait tenu long-temps le sceptre de la mer, et sans doute elle aurait pu le conserver, si les Génois, mieux unis, avaient su profiter de leur situation avantageuse. L'origine de la superbe Gènes se perd dans la nuit des temps héroïques de la Grèce. Elle faisait un commerce considérable lorsqu'elle fut détruite par les Carthaginois, dans la seconde guerre punique, et rebâtie par les Romains sous la domination desquels elle reprit sa première splendeur. Elle suivit le sort de l'empire romain jusqu'à l'invasion des barbares en Italie. Devenue successivement la proie des Huns, des Gépides, des Sarrasins, des Goths et des Lombards, elle dut au génie de Charlemagne le retour de son éclat, de ses richesses et de son activité. Vers la fin du neuvième siècle, sous le règne chancelant de Charles le Gros, elle secoua le joug des Carlovingiens, et s'érigea en république. Depuis cette époque, son histoire est celle de toutes les divisions, de tous les changemens, de tous les excès, de tous les malheurs, de tous les crimes qu'entraînent

l'ambition, la haine et la rivalité des factions. Il est impossible à la mémoire la plus exercée de retenir la longue nomenclature des divers gouvernemens que se donnèrent et que secouèrent les Génois, ainsi que des familles qui usurpèrent successivement le souverain pouvoir, au milieu des troubles, du carnage et de la dévastation. Parmi elles on distingua les Spinola, les Doria, les Corté, les Fiesques, les Grimaldi, les Adorne, les Négroni, les Justiniani, les Frégose. Ce furent ces familles et plusieurs autres qui revêtues, à différentes époques, des priviléges de la noblesse, et animées de ses prétentions, firent couler le sang de leurs concitoyens sous les bannières à jamais rivales des Guelphes et des Gibelins, et mirent leur patrie tantôt sous le pouvoir des ducs de Milan, tantôt sous les poignards de l'anarchie, et tantôt sous la protection onéreuse des rois de France. L'un de ces derniers qui appréciait l'inconstance de cette république, avait répondu brusquement à ses députés, lorsqu'ils protestaient de la fidélité avec laquelle Gènes se donnait à lui : *Et moi, je la donne au diable.* Ce diable fut l'archevêque de Gènes, Paul Frégose, qui exerça sur ses concitoyens tous les genres de cruauté propres à retracer le règne des plus odieux tyrans.

Au milieu de tant de vicissitudes, et tandis qu'elle créait et réformait, rétablissait et renvoyait, rappelait et déposait ses consuls, ses podestats, ses capitaines, ses abbés du peuple, ses capitaines de la liberté, ses chefs de l'état, ses capitaines généraux et ses doges, Gènes enrichie par les croisades et le commerce, avait soutenu des guerres implacables contre les républiques ses voisines et ses rivales; et pour opprimer les indomptables Corses, elle avait prodigué, pendant plusieurs siècles, le sang de ses enfans.

A l'époque où nous sommes parvenus, les garnisons françaises souvent réclamées par les Génois, avaient été plusieurs fois victimes des mouvemens convulsifs de ce peuple turbulent qui ne savait ni obéir, ni jouir de la liberté. Cependant la domination de Louis XII, toujours bon et affable, semblait ne pas lui déplaire. Les nobles et les plébéïens s'étaient même disputé le futile honneur de porter le dais lors de la première entrée du monarque, et cette discussion fut l'origine d'une nouvelle brouillerie et de nouveaux troubles.

Une rixe particulière était devenue l'étincelle d'un incendie général, et le peuple excité sous main par Jules II, s'était porté à de graves

excès que la conduite impérieuse et les vexations de la noblesse avaient provoqués. Le gouverneur français avait eu la faiblesse de donner son consentement à la nouvelle loi que la populace avait dictée, et d'après laquelle elle se réservait les deux tiers de toutes les dignités et de toutes les magistratures.

Enhardi par ce succès inattendu, le peuple avait multiplié ses prétentions, et huit tribuns pris dans son sein, exerçaient sur la république une autorité sans bornes. Pour signaler leur puissance et pour donner à ces mouvemens un caractère tellement prononcé que le peuple ne fût plus maître de rétrograder, ces furieux avaient porté les armes hors de l'enceinte de Gènes. Non contens de s'emparer de Spécia et d'autres places de la rivière du Levant où Louis Fiesque, commandant pour les Français, ne tenait que quelques milices mal exercées, ils allèrent, à l'extrémité de la rivière du Ponent, mettre le siége devant Monaco alors possédé par les Grimaldi, et presser, par terre et par mer, cette place qu'ils voulaient, disaient-ils, faire restituer à la république. Le gouverneur Ravestein et son lieutenant Roquebertin, n'avaient point eu la prudence de prévenir ces troubles; ils n'eurent pas la force d'en arrêter le cours.

Le roi fut indigné au récit de cette nouvelle révolution, et il ne contint les premiers mouvemens de sa colère que dans la crainte de forcer, par une rigueur inconsidérée, les mécontens de se livrer à l'empereur qu'il soupçonnait de n'être point étranger à ces désordres. Cachant donc alors son ressentiment, il parut disposé à l'oubli du passé, et il alla jusqu'à promettre la confirmation des nouvelles lois, n'exigeant pour prix de son indulgence que le retour à la tranquillité, et la restitution des places enlevées de vive force. Il semblait que ce pardon devait être reçu du peuple avec d'autant plus d'empressement qu'il avait envoyé des députés vers le roi pour justifier ses démarches, en même temps que les nobles avaient réclamé de ce prince des secours prompts et puissans, et des moyens de vengeance. Mais enhardie par de nouveaux succès obtenus avant le retour de ses députés, et poussée à tous les excès par ce petit nombre d'audacieux qui, n'ayant à perdre ni honneur ni fortune, ne paraissent jamais qu'au sein des orages populaires, cette multitude farouche mit le comble à ses outrages. Quelques troupes envoyées par elle, ayant battu entre Recco et Rapallo le fils de Jean-Louis Fiesque qui avait tenté de re-

prendre de la supériorité sur cette côte, elle alla assiéger le château du Castellet (Castellaccio). Ce vieux fort construit par les ducs de Milan, lorsqu'ils étaient seigneurs de Gènes, était placé à peu près où se trouve aujourd'hui le fort de l'Éperon, et sa position aurait donné les moyens de contenir les habitans, si Ravestein avait eu la précaution d'augmenter son enceinte pour y placer une garnison plus nombreuse. La poignée de Français qui l'occupait alors fut forcée de se rendre, et ces malheureux furent lâchement égorgés par des monstres qui, s'applaudissant de leur trahison, montraient, en rentrant dans Gènes, leurs mains dégouttantes du sang de leurs victimes. Maîtres du Castellet, les Génois entreprirent le siége de la citadelle, et pour mieux défendre le passage qui du mont Isolé se dirige entre les Deux-Frères, vers le Castellet, et qui du Castellet conduit à la ville, ils bâtirent à la hâte un fortin sur cette route, environ au même lieu où l'on voit le fort de la Tenaille.

(1507) Cependant le roi pressait la levée d'une armée formidable qu'il voulait commander en personne, et il envoyait Yves d'Alègre qui, à la tête de quelques mille fantassins, traversa le Var, secourut Monaco, poursuivit

les Génois, les força d'opérer leur retraite par la Corniche, et nettoya toute la rivière du Ponent. Neuf mille Suisses et dix mille fantassins français, trois mille chevaux-légers et autant de gens d'armes, partis de Grenoble, traversèrent le Mont Cenis, passèrent à Suze où Louis se rendit lui-même, et se dirigèrent vers Alexandrie où Chaumont, gouverneur du Milanais, leur amena encore six mille hommes d'infanterie. Les généraux les plus distingués, la noblesse la plus illustre, étaient de cette expédition pour laquelle le cardinal d'Amboise n'avait épargné ni les vivres ni les munitions. Il avait réuni les canonniers les plus habiles, et levé dans la Bretagne les plus vigoureux pionniers.

Des apprêts aussi multipliés ne changèrent point la résolution où étaient les Génois de se défendre. Ils se confiaient dans les défilés de leurs montagnes, et plus encore dans le ressentiment que le pape venait de faire éclater contre le roi, et dans la protection que leur promettait l'empereur. Leurs troupes cependant n'avaient ni munitions ni chefs expérimentés, et l'indolence naturelle de Maximilien était un garant de son inaction.

Mais aussitôt que les Français eurent remonté la Scrivia, et furent parvenus au Borgo di Fornari, ils culbutèrent bientôt tous les postes avancés des Génois, et chassèrent devant eux, comme des troupeaux effrayés, leurs soldats non aguerris. Chaumont, sans leur donner le temps de se reconnaître, descendit dans la vallée de Polcevera (Pozzevera), et campa au village de Rivarolo, sur la gauche du torrent, pendant que la Palisse et le marquis de Mantoue auquel Louis avait confié l'étendard royal,[1] longeant les hauteurs qui dominaient le Castellet, s'emparèrent de toute la crête des montagnes, depuis les Deux-Frères jusqu'aux portes de Gènes, sur le revers qui regarde la vallée de Bisagno. Dans le même temps, la flotte expédiée des ports de Provence bloquait par mer les Génois dont les galères s'étaient réfugiées dans le golfe de la Spécia.

Ce fut alors seulement que la populace sentit diminuer son audace et sa confiance; le reste de cette courte guerre de huit jours fait connaître toutes les fluctuations d'une multitude sans guide, abandonnée au désordre, à la fureur et au repentir. En effet, lorsqu'après un combat où les Génois avaient résisté avec assez

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note *d*.

de fermeté, les Français étaient parvenus à enlever le fortin placé entre la ville et le Castellet, les Génois épouvantés envoyèrent des députés chargés de négocier avec le roi. Mais, tandis que ces envoyés écoutaient de la bouche du cardinal d'Amboise les dures conditions qu'on voulait leur imposer, une troupe de furieux s'élança des remparts, et fit mine de vouloir reprendre le fort et de menacer le camp des Français. Elle soutint même l'escarmouche pendant plusieurs heures, et alla enfin se renfermer dans le Castellet.

La défiance, compagne de l'épouvante, parcourut les maisons de Gènes, et le peuple, en fureur, crut facilement aux bruits de trahison que ses ennemis semèrent avec adresse. Ses chefs plus habiles à exciter sa révolte qu'à le diriger dans sa défense, se séparèrent de lui, et se réfugièrent secrètement à Pise. Abandonné ainsi de ceux dont il n'avait été que l'aveugle instrument, il n'eut plus d'espoir que dans l'orgueilleuse commisération du roi, et il s'estima heureux que la faction des nobles, sous le joug de laquelle il allait rentrer, daignât se charger d'intercéder pour lui. Elle s'en acquitta d'une manière digne d'elle.

Prosternés aux pieds du roi, les sénateurs

(anziani) déplorèrent les troubles que leurs outrages avaient fait naître, rejetèrent tous les excès sur des vagabonds sans domicile qu'il eût cependant été facile de connaître et d'expulser, invoquèrent la clémence du roi qu'ils comparèrent à la divinité, et sollicitèrent à grands cris le pardon d'une illustre république dont le plus grand crime était d'avoir voulu se gouverner elle-même.

Louis, enivré d'éloges, parut se laisser fléchir; sa main quitta le glaive qu'elle agitait, et le mot de pardon vint se placer sur ses lèvres. Tous les historiens, d'un commun accord, ont loué sa modération; elle fut en effet signalée par le supplice de soixante citoyens, du doge et de quelques nobles, par une contribution de 200,000 ducats, par la privation de toutes les marques de la souveraineté, par l'obligation que l'on imposa à la ville de fortifier, à ses frais, la citadelle et le Castellaccio, de construire, à l'ouest du port, à la tour de Codifa ou de la Lanterne, une forteresse que l'on affecta même de nommer la Briglia, la Bride, parce qu'elle commandait le port et une partie de la ville, d'augmenter le nombre des casernes, de recevoir et de solder une garnison plus nombreuse, d'entretenir en-

fin trois galères armées au service du roi.

Ainsi furent terminés à Gènes des mouvemens imprudemment excités et mal dirigés. La liberté avait été le prétexte de ces soulèvemens auxquels on aurait donné un autre nom que celui de révolte, s'ils avaient été couronnés du succès.

Après ces témoignages nombreux de sa royale indulgence, Louis congédia la portion de son armée qu'il avait employée à la réduction des Génois, et il se rendit à Milan pour attendre le retour de Ferdinand avec lequel il devait avoir une entrevue à Savone lorsque le roi d'Aragon repasserait en Espagne.

Louis, au reste, ébloui par la rapidité de sa victoire, ne songea point à se rendre maître du golfe de la Spécia, à former sur les deux rivières des établissemens solides pour le commerce des Français, et sur-tout à s'assurer du petit nombre de communications de l'état de Gènes avec le reste de l'Italie, au moyen desquelles il pouvait balancer le pouvoir et les intrigues des autres princes de cette belle contrée.

Il n'ignorait pas cependant que son entreprise sur Gènes avait réveillé toutes les haines et toutes les jalousies. Il savait que l'empereur,

excité par les insinuations des Vénitiens et par les fougueuses remontrances de Jules, avait convoqué une diète à Constance, afin de presser l'armement de tous les princes de l'Empire contre la France. Louis était peint comme un roi ambitieux qui ne songeait à rien moins qu'à usurper la couronne impériale, et son ministre était accusé, non sans fondement, d'aspirer encore à la chaire de saint Pierre. Les discours de Maximilien et les intrigues du cardinal de Sainte-Croix auraient peut-être ébranlé les députés de la diète, si des émissaires secrets de Louis n'eussent habilement semé l'argent et la division au milieu d'eux. D'ailleurs, le désarmement des troupes françaises donnait un démenti formel aux graves accusations alléguées par l'empereur, et l'on ne tarda point à reconnaître que ce prince, ainsi que le pape, voulaient s'aider de toutes les forces de l'Empire pour venger des intérêts personnels. Jules n'avait soutenu les mouvemens populaires de Gènes que par haine contre le roi et son ministre, et Maximilien ne pouvait pardonner à Louis d'avoir été chargé par Philippe de l'éducation du jeune archiduc Charles.

Tous les efforts de l'empereur n'aboutirent donc qu'à lui faire promettre par la diète un

secours de huit mille chevaux et de vingt-deux mille fantassins, soldés seulement pendant six mois, et environ 100,000 florins du Rhin, pour l'entretien de son artillerie.

Un si faible résultat ne paraissait point ébranler la résolution de Maximilien, et pendant qu'il cherchait à se procurer un renfort chez les Suisses, et à négocier son passage sur le territoire de Venise, Louis avait fait fortifier à la hâte les faubourgs de Milan, et les places principales de son duché. L'entrevue brillante qui avait eu lieu, dans ces entrefaites, entre ce prince et le roi d'Aragon, n'avait paru rien changer aux affaires d'Italie. On conjectura seulement que Ferdinand avait promis sa médiation pour hâter la paix entre l'empereur et la France, ses secours pour faire conjointement la guerre aux Vénitiens, et son assentiment pour la convocation d'un concile. Par cette dernière promesse, cet adroit politique s'était de nouveau concilié la confiance du cardinal d'Amboise qui convoitait toujours la tiare avec opiniâtreté. Ce ministre espérait profiter de la mésintelligence qui venait d'éclater entre Jules et Ferdinand pour l'investiture du royaume de Naples.

(1508) Cependant Maximilien, après avoir

effrayé toute l'Italie par le bruit exagéré de ses préparatifs, envoya un héraut à Vérone pour y notifier qu'il allait se rendre en Italie, et prendre à Rome la couronne impériale. Il demandait en même temps des quartiers pour quatre mille chevaux. Conformément à la résolution déjà adoptée par le sénat de Venise, il lui fut répondu que s'il se présentait sans démonstrations hostiles, il recevrait sur son passage tous les honneurs dus à son rang, mais que l'on était trop fondé à lui soupçonner des intentions moins pacifiques. Cette réponse fut immédiatement suivie d'une sommation qui citait le doge et le sénat à comparaître devant l'empereur, et à lui demander pardon. Le sénat n'ayant point obéi, fut condamné par la chambre impériale, et mis au banc de l'Empire. En traitant ainsi les Vénitiens comme des vassaux rebelles, la cour impériale saisissait l'occasion de développer les étranges prétentions qu'elle affectait sur presque toute l'Europe, et dont elle ne s'est jamais départie que par politique ou par crainte.

Dans les derniers jours de l'année précédente, et lorsqu'on ignorait encore si l'empereur descendrait par le Frioul, ou s'il côtoierait l'Adige, s'il attaquerait le Milanais par la Suisse

ou par la Savoie, enfin s'il se jetterait sur la Bourgogne, on avait vu mille Allemands, dirigés par quelques Génois bannis, traverser rapidement le Feltrin et la Marche Trévisane, et arriver presque jusqu'à la rive gauche du Pô. Ils devaient passer ce fleuve, et se rendre à Gènes par le pays de Parme. Chaumont fit manquer leur projet par l'envoi de quelques troupes à Parme même, et ils se retirèrent tranquillement, sans que les Vénitiens se missent en devoir d'inquiéter leur marche. Pendant que Venise ménageait ainsi l'empereur, le roi de France qui provoquait une confédération contre elle, allait néanmoins s'occuper de la défendre : c'est que les négociations n'étant point encore parvenues à leur maturité, Louis croyait de son intérêt de se mettre en mesure contre les premières tentatives de Maximilien, et de ne permettre la ruine projetée de la république que lorsqu'il aurait acquis le droit de partager le butin. Il avait donc pourvu d'abord à la défense de la Bourgogne dont La Tremouille était alors gouverneur; et non content de faire passer dans le duché de Milan des corps nombreux de cavalerie et d'infanterie, il avait pris, avec l'agrément du roi d'Aragon, deux mille cinq cents fantassins espagnols à sa solde. Il

avait, en outre, fait occuper le territoire de Vérone par quatre mille fantassins et par quatre cents lances que commandait le maréchal de Trivulce, et pour opérer une diversion qui lui fût favorable, il continuait de secourir le duc de Gueldres qui faisait la guerre au jeune archiduc. Les Vénitiens, de leur côté, avaient confié la défense du Frioul à Barthelemi d'Alviano qui etait rentré à leur service; et le comte de Pétigliano, posté à Roveredo, était chargé par eux de disputer le cours de l'Adige. Nous venons de voir que, pendant toutes ces dispositions, quelques Allemands avaient pénétré jusqu'aux limites du duché de Mantoue, et qu'ils n'avaient échoué que par l'activité du maréchal de Chaumont.

L'empereur était enfin arrivé à Trente, et après des messes solennelles et des processions, il avait quitté le titre de *roi des Romains* pour prendre celui d'*empereur élu* que l'on donnait aux rois des Romains, lorsqu'ils passaient en Italie pour se faire couronner. Ayant ensuite fait embarquer sur l'Adige des provisions en abondance, il se mit à la tête de quinze cents chevaux et de quatre mille fantassins levés dans ses états héréditaires, et il se dirigea par les montagnes qui bordent le territoire de Vi-

cence. Il fit marcher sur Roveredo Joachim Nestor, électeur de Brandebourg,[1] qui, sur un refus de logemens, revint à Trente dès le lendemain, avec les deux mille hommes de pied et les cinq cents lances qu'il commandait.

Les premiers pas de Maximilien furent marqués par quelques succès dans la vallée de Siago; mais il s'éloigna tout à coup jusqu'à Botzen sur l'Eisach, remonta cette rivière jusqu'au confluent de la Rientz, se rendit à Prunechen, et partant des sources de la Piave, il vint ravager les vallées de Cadore. Immédiatement après ces expéditions dignes d'un aventurier, il partit pour Inspruch, dans le dessein de mettre ses pierreries en gage, laissant à ses généraux le soin d'attaquer le Trévisan, et de continuer quelques exploits insignifians sur les bords de l'Adige.

L'intention du roi de France n'était pas de secourir efficacement les Vénitiens; il blâma

[1] Ce prince, fils de Jean, dit Cicéron, fut dans ses états le protecteur des lettres, et contribua à leur renaissance. Son père avait fondé, en 1495, l'université de Francfort sur l'Oder, où mille étudians se firent inscrire dès la première année. Joachim construisit le château de Postdam. Son fils Joachim II embrassa la doctrine de Luther en 1539.

même leur entreprise sur Trieste que d'Alviano, victorieux dans le Frioul, venait d'enlever avec Goritia. Il s'empressait de fortifier cette dernière place sur le Lizonzo, pour opposer une barrière aux incursions des Turcs.

Les Vénitiens payaient bien leurs troupes, ils faisaient des conquêtes; Maximilien était aux expédiens pour solder les siennes, et leur défection croissait chaque jour avec les succès de son ennemi. Effrayé du mauvais pas où l'avaient entraîné des projets aussi légèrement conçus que mal exécutés, ce prince sollicita une trève dont les Vénitiens fixèrent la durée, et qu'ils conclurent directement, en réservant au roi de France d'y accéder dans l'espace de quelques mois. Ce traité qui conservait à chaque puissance les places qu'elle avait conquises, et qui l'autorisait même à les fortifier, était trop avantageux aux Vénitiens pour qu'ils s'arrêtassent aux difficultés qu'avait voulu faire le roi, en exigeant que la trève fût générale, et qu'elle comprît sur-tout le duc de Gueldres dont la cour de Vienne avait résolu la perte.

Cependant ils avaient à craindre de la part du roi, un ressentiment qui ne tarda point à éclater. En effet, le traité de Cambrai fut conclu, au nom de Maximilien, par Marguerite

d'Autriche, duchesse douairière de Savoie, fille et premier ministre de l'empereur, et au nom de Louis, par le cardinal d'Amboise. Ce dernier, qui travaillait depuis long-temps à cette négociation, la nomma hautement son chef-d'œuvre. Ce traité célèbre (10 décembre) renouvelait celui de Blois, et consacrait la confédération de Maximilien, de Jules, de Louis et de Ferdinand contre le doge et la seigneurie de Venise. Quelques princes d'Italie furent contraints d'entrer dans cette ligue dont le but était de faire restituer au pape Sarrazane, Ravennes, Cervie (Phicocle), Faenza, Rimini, Cézène et Imola; à l'empereur les villes et seigneuries de Roveredo, de Vérone, de Padoue, de Trévise, de Vicence, du Frioul et du patriarchat d'Aquilée; au roi de France, en sa qualité de duc de Milan, les villes et territoires de Brescia, de Crema, de Crémone, de Bergame et de Ghiaradda, et enfin au roi catholique, comme roi de Naples, les ports de Trani, de Brindes, d'Otrante et de Gallipoli, engagés aux Vénitiens lors du prêt fait par eux pour la dernière expédition contre Frédéric. Le duc de Savoie, en accédant à la ligue, quelque temps après, crut le moment favorable pour faire valoir les prétentions qu'il formait

sur le royaume de Chypre, et on invita le roi de Hongrie à profiter de la circonstance pour rentrer en possession de tout ce que Venise lui avait enlevé dans la Dalmatie.

Cet orage formidable semblait annoncer l'entière destruction de la république. Ses trésors, la valeur de ses troupes, la célébrité des généraux qu'elle soudoyait, la sagesse qui présidait à ses conseils, tant d'avantages pouvaient-ils balancer long-temps les efforts de cette foule d'ennemis puissans acharnés à sa perte? Mais la politique de quelques sénateurs découvrait dans cette réunion même le plus utile des alliés. L'indécision de Maximilien, son extravagante prodigalité, sa jalousie contre Ferdinand, la sage circonspection de celui-ci, l'inquiétude, la turbulence et la cupidité de Jules, l'impétueuse franchise de Louis en butte à la haine des autres confédérés, tels étaient les élémens de cette monstrueuse coalition.

Le pape qui en était le premier moteur, fut le dernier à la ratifier; il fit même aux Vénitiens des offres que ceux-ci repoussèrent avec dignité. Le sénat vénitien pensait qu'un sacrifice dicté par l'ennemi, augmente ses prétentions, et ajoute aux moyens de les faire valoir. Ce fut donc par politique, et non par une vaine

témérité, que la république dédaigna de descendre à des soumissions avilissantes.

(1509) Quoi qu'il en soit, le roi de France, fidèle aux engagemens qu'il avait pris, se rendit à Lyon, pour être à portée d'ouvrir le théâtre de la guerre. Dès le mois d'avril, ses troupes se mirent en marche, et traversèrent les Alpes. Pendant qu'un héraut alla déclarer la guerre au sénat de Venise, Chaumont partit de Milan à la tête de trois mille chevaux et de six mille fantassins, traversa l'Adda auprès de Cassano, et vint assiéger Treviglio avant que l'armée des Vénitiens fût assemblée. Le même jour, le marquis de Mantoue, avec les cent lances qu'il fournissait au roi, attaqua Casal-Maggiore. Dans le même temps, Roquebertin sortait de Plaisance, traversait sur un pont de bateaux l'Adda, à son confluent avec le Pô, et ravageait le territoire de Crémone. Toutes ces expéditions réussirent, et les deux places furent rendues par leurs gouverneurs effrayés d'une attaque aussi subite.

Cependant Venise avait délibéré sur les moyens les plus efficaces de résister au torrent prêt à fondre sur elle. Le comte Pitigliano avait proposé de faire camper les troupes à Orci, pour protéger à la fois le cours du Sério

et de l'Oglio, Brescia, Crémone et Bergame; pour pouvoir facilement harceler les ennemis, leur couper les vivres, et neutraliser tous leurs efforts. Barthelemi d'Alviano voulait au contraire qu'on portât, sans délai, le théâtre de la guerre dans le duché de Milan, et qu'on réduisît les Français au système défensif, ordinairement si funeste pour eux en Italie. La résolution d'Alviano parut trop téméraire, le projet de Pitigliano trop circonspect. Il fut arrêté que l'on se porterait sur l'Adda, qu'on suivrait exactement les mouvemens de l'ennemi, en évitant de se mesurer avec lui, sans une nécessité absolue ou sans l'apparence d'un avantage assuré. On voit que le sénat ne s'occupait alors que de résister à Louis XII, et qu'il pressentait que, pendant cette campagne, les Vénitiens n'auraient pas beaucoup à redouter Maximilien qui mendiait en Flandre des subsides, Ferdinand qui ne travaillait qu'avec lenteur à ses préparatifs, et le pape qui ne dissimulait point son indécision.

L'armée vénitienne commandée par Pitigliano et Alviano, moins unis entre eux que ne l'étaient alors les membres du gouvernement de la république, était forte de dix-huit mille hommes d'armes, de neuf mille cinq cents

Albanais et autres troupes légères, et de vingt-sept mille fantassins. Le roi n'avait que vingt mille hommes d'infanterie, quatre cents archers, et deux mille deux cents gens d'armes. Mais on distinguait à la tête de ses troupes les ducs de Bourbon, d'Alençon, de Lorraine, de Longueville et de Nemours, les comtes de Vendôme, de Nevers, de Genève et de Foix, les marquis de Saluces, de Rothelin et de Montferrat, et sur-tout La Tremouille, Chaumont, Châtillon, Trivulce, Bayard et la Palisse. Les Génois lui fournissaient quatre caraques, bâtimens peu convenables à la manœuvre, mais très-propres au transport des troupes; les Florentins lui avançaient 50,000 ducats, et il en tirait 10,000 autres du duché de Milan dont les vassaux se préparaient à le suivre.

De son côté, le sénat de Venise avait pourvu, par un grand nombre de barques et de vaisseaux, à la sûreté du golfe, du lac de Garde, du Pô et des autres rivières par où l'on pouvait craindre les insultes du duc de Ferrare, gonfalonier de l'église, et du marquis de Mantoue. Mais trop habile pour se reposer entièrement sur ses dispositions militaires, il négociait déjà pour dissoudre la ligue, et pour jeter la division au milieu des confédérés, en même

temps qu'il faisait répandre, jusque dans les salles du Vatican,[1] son appel au futur concile de la bulle foudroyante que le pape avait lancée contre les Vénitiens, et de ses excommunications qui étaient plus méprisées chez ces riches commerçans que par-tout ailleurs.

Le roi apprit, à son arrivée à Milan, que les Vénitiens avaient incendié la petite ville de Tréviglio. Formant aussitôt le projet de reconquérir cette place, il se mit à la tête de son armée dont l'avant-garde était commandée par le duc de Nemours, et la réserve sous les ordres du duc de Longueville. De part et d'autre, l'artillerie dont on attendait les plus grands secours, était nombreuse et bien servie.

Louis XII, empressé de combattre, fit jeter des ponts sur l'Adda, à la hauteur de Rivolta, et dans un lieu où la rivière est couverte d'une foule de petites îles qui auraient pu donner aux généraux vénitiens la facilité de disputer ce passage. Mais Pitigliano, qui commandait en chef, voulait se conformer ponctuellement aux ordres du sénat. Venise qui connaissait la fougue française, qui savait de quelle quantité

[1] Le Vatican ne cessa d'être la demeure habituelle des papes que sous Paul III (Alexandre Farnèze), vers 1545.

de volontaires l'armée de Louis était obstruée, et qui prévoyait les difficultés que ce prince devait rencontrer pour se procurer des vivres et des fourrages, avait expressément recommandé de se tenir sur la défensive, de côtoyer les Français, de les harceler nuit et jour, et d'inquiéter sans cesse leurs convois et leurs fourrages.

D'ailleurs, en défendant avec succès le passage de l'Adda, Pitigliano eût craint peut-être de ne se trouver jamais à même de profiter des fautes que le roi aurait pu faire dans ses marches, et de donner ainsi le temps aux confédérés de commencer leurs opérations, et de les combiner avec celles des Français.

Cependant Louis, après le passage de l'Adda, avait adopté quelques nouvelles dispositions pour la marche et pour l'organisation de son armée. Chaumont avait le commandement de l'avant-garde formée de cinq cents gens d'armes et des six mille Suisses que le roi tenait à sa solde. Le corps de bataille était de six mille lances et de six mille fantassins, Basques et Gascons. Le roi s'y trouvait en personne, avec sa garde, et accompagné des ducs de Lorraine et de Gueldres, du comte de Nevers, du maréchal d'Aubigny, et de beaucoup d'autres seigneurs. La Palisse commandait l'arrière-garde non moins formidable que le corps de bataille; et ces illustres volontaires, qui se faisaient toujours un honneur de suivre en foule les rois de France à la guerre, étaient réunis sous les ordres de Montpensier, et formaient une réserve imposante, destinée à porter du secours à celui des trois autres corps qui, le premier, en aurait besoin.

Ayant donc pénétré sans obstacle dans la Giera-d'Adda, Louis avait fait emporter d'assaut la place de Rivolta, et il s'y était logé, sans pouvoir déterminer les Vénitiens à quitter le camp qu'ils avaient fortifié entre Cassano et Tréviglio. Pour les arracher de cette redoutable position, et pour intercepter, au profit de son armée, les vivres et les fourrages qu'ils tiraient en abondance du Crémasque et du Crémonois, il résolut de descendre dans ces deux territoires, et de s'emparer de Pandino et de Vailate. Mais Pitigliano ayant pénétré son projet, chargea d'Alviano de marcher promptement sur Pandino, tandis que lui-même il conduirait l'avant-garde dans Vailate, pour mettre ce dernier poste à l'abri de toute insulte; et comme, par cet ordre de marche, Alviano allait se trouver le plus près de l'armée fran-

çaise, lorsque Pitigliano le quitterait pour prendre la route de Vailate, le général lui laissa le plus grand nombre et l'élite des troupes vénitiennes.

Le roi, de son côté, après avoir incendié Rivolta, se dirigeait également sur Pandino, et son avant-garde ayant atteint, près le village d'Agnadel, le corps que commandait Alviano, celui-ci fut contraint d'accepter le combat.

Il paraît que les deux armées ennemies n'étaient pas mieux informées, l'une que l'autre, de leur proximité, et que, dans ces lieux coupés par des haies et par des buissons, elles avaient néanmoins négligé d'éclairer leur marche mutuelle.

Quoi qu'il en soit, Alviano ne perdit pas un moment pour tirer parti de l'avantage que lui offrait le terrain. Toute son infanterie fut rapidement rangée sous des vignes dont les ceps très-élevés formaient une espèce de palissade que la cavalerie ennemie ne pouvait franchir. Une pluie abondante qui était tombée pendant toute la nuit, rendait encore plus glissante la pente qui s'étendait vers l'armée française. Après ces précautions contre le premier choc de l'ennemi, Alviano, maître d'un champ

assez spacieux derrière lui, avait fait placer au-delà de ce champ et sur une éminence, toute son artillerie qu'il destinait à protéger le ralliement de ses troupes, si elles étaient forcées dans l'espèce de retranchement qu'il leur avait ménagé, et à repousser la gendarmerie française, si elle pénétrait au-delà des vignes et du fossé derrière lequel il avait placé sa cavalerie. Il avait au surplus envoyé prévenir Pitigliano, dès la première charge exécutée par la Palisse et par Trivulce qui feignirent de croire, et qui affectèrent de s'écrier que le général vénitien était surpris. Ayant ainsi augmenté l'ardeur et la confiance de leurs gens d'armes, ces deux braves les avaient conduits, tête baissée, contre la ligne redoutable d'Alviano. Mais les chevaux bardés et caparaçonnés ne purent pénétrer. Pendant que les piquiers vénitiens les perçaient, les arquebusiers tiraient les cavaliers presqu'à bout portant; rien ne pouvait les garantir de la mort. Chaumont arrivé sur ces entrefaites, et voyant le peu de succès de la cavalerie, la fit relever par ses Suisses. L'armure pesante de ceux-ci nuisant à leur agilité, et le terrain étant devenu encore plus impraticable par les pieds des chevaux, la ligne des assaillans ne put garder aucun ensemble, et

les Italiens les massacraient à mesure qu'ils gravissaient à travers les échalas.

Chaumont se vit obligé d'envoyer demander du secours, et c'était le moment que le corps des volontaires attendait avec impatience. L'échec essuyé sous leurs yeux par la gendarmerie de la Palisse, n'avait diminué ni leur ardeur, ni leur témérité. Montpensier marche à leur tête; ils s'avancent à travers les monceaux de cadavres; ils gravissent impétueusement; ils arrivent près des vignes; l'ennemi n'est plus qu'à une faible distance : mais, fort de sa position, il attend de pied ferme, il tire avec le même sang froid. La fougue des imprudens volontaires reçoit, en frémissant, une leçon terrible, et le carnage devient affreux.

Louis alors ébranle le corps de bataille. Éclairé par l'échec de la cavalerie de la Palisse et de celle de Montpensier, il jette ses lances sur les deux ailes, et pousse ses Basques sur ce glacis rapide que les Vénitiens défendaient avec tant d'avantage. Mais les Basques et les Gascons pénètrent avec agilité; déjà ils joignent les arquebusiers ennemis, les précipitent dans le fossé, franchissent tous les obstacles, coupent en vingt endroits la première ligne d'Alviano, et attaquent dans tous les sens ces portions de

corps isolées. Alviano croit alors devoir profiter de la ressource qu'il s'était préparée. Il replie avec adresse tout ce qu'il peut rallier, et il fait revenir sa cavalerie et sa seconde ligne sous la protection de son artillerie. Pendant cette manœuvre, le roi avait fait tourner le fossé à toute sa gendarmerie, et ravi de trouver enfin un champ de bataille, il s'avançait, ainsi que l'avait prévu d'Alviano, avec cette impétuosité si justement reprochée aux simples volontaires. Louis, en effet, accompagné seulement des deux cents gens d'armes de sa garde, devance la ligne française, affronte le feu terrible des canons placés sur le monticule, et joint le front de l'ennemi. Au milieu des ravages causés par l'artillerie, ce prince répondait aux avis hasardés par quelques officiers : « Que ceux qui ont peur se mettent der-« rière moi ! » Ce n'était point un reproche, ainsi que l'ont cru quelques historiens; quel chevalier, accompagnant le roi dans un tel danger, eût pu encourir le moindre soupçon de lâcheté ? Mais ce prince, aussi gai qu'il était brave, voulait, par une plaisanterie, justifier son heureuse imprudence.

Son exemple courageux détermina tous les fantassins et les lansquenets à le suivre, et les

troupes d'Alviano furent chargées avec tant de vigueur qu'elles ployèrent presque aussitôt. Leur déroute fut complète. Alviano lui-même, combattant au milieu d'un escadron de braves qui s'immolèrent à sa défense, fut blessé, et tomba au pouvoir des Français avec son artillerie, le bagage de son armée, et plus de six mille prisonniers.

Si la rivalité de Pitigliano eût permis à ce dernier de venir au secours de son collègue, l'issue de la célèbre bataille d'Agnadel eût peut-être été différente. Mais Pitigliano s'autorisa des ordres du sénat; il assura même qu'il avait essayé de mener ses troupes contre les Français, mais que les fuyards étaient venus jeter le désordre dans ses rangs. Comme il était alors le seul homme que les Vénitiens pussent opposer aux ennemis, sa conduite fut approuvée.

Depuis que d'Alviano avait, quelques années auparavant, manqué à sa parole, et honteusement conduit aux Espagnols des troupes levées avec l'argent de la France, Louis s'en était toujours souvenu. Mais d'Alviano se trouvait son prisonnier, Louis oublia tout ressentiment, et le général fut traité, dans le camp des Français, comme le méritaient ses talens, son courage et ses malheurs.

Louis savait pardonner; il sut aussi profiter de la victoire. En moins de quinze jours il fut maître de Caravagio, de Bresse, de Bergame, de Crême, de Crémone, de Pizzighitone et de Peschiera. Faut-il attribuer au même prince si grand à l'égard d'Alviano, le massacre de la garnison de cette dernière citadelle, et le supplice infâme du gouverneur et de son fils? Si l'ordre barbare qui fut exécuté, n'émana point du roi, quel était donc alors le droit de la guerre, quelles étaient les règles de la discipline, puisque aucun officier français ne fut puni?

Des succès si rapides et tant de férocité avaient jeté la consternation dans Venise. Mais, pendant que tous les habitans se couvrent de deuil, Louis non seulement s'empare de ce qui devait lui revenir suivant le traité de Cambrai, mais réduit sous l'obéissance de l'empereur Vicence, Vérone, Padoue, et tout le Frioul. Trévise seule s'était maintenue sous la domination vénitienne, par la volonté de ses habitans qui n'avaient vu qu'un banni arriver pour prendre possession de leur ville au nom de Maximilien. L'inaction de ce prince n'était point imitée par Jules II. Une armée papale,

commandée par le duc de Ferrare, gonfalonier de l'Église, et par le nouveau duc d'Urbin, neveu de Jules, prenait possession des places de la Romagne, à la faveur de l'épouvante répandue par l'approche des Français. Ainsi, dit Voltaire, les papes qui prétendaient tenir d'un empereur français leurs premiers domaines, dûrent le reste aux armes de Louis XII.

Le sénat de Venise, accablé de tant de désastres, prend la résolution de renoncer à ses états de terre ferme, se persuadant que, s'il peut conserver l'empire de la mer, des circonstances plus favorables lui permettront de réparer ses malheurs, et de rentrer dans ses possessions.

Des ambassadeurs partent aussitôt, et vont mettre aux pieds de tous les confédérés l'abandon de toutes les possessions réclamées par chacun d'eux. Louis fut le seul auprès duquel ils n'osèrent intercéder. Maximilien déclara qu'il ne pouvait entendre à aucune proposition sans le consentement du roi de France; mais le roi d'Aragon accepta les ports que les Vénitiens avaient occupés dans le royaume de Naples, et le pape, malgré ses vaines démonstrations de ressentiment, consentit à admettre les députés que le sénat envoyait pour implorer l'absolution.

Il était facile de reconnaître que les Vénitiens, au milieu de leur abattement, profitaient avec habileté de la jalousie qu'inspirait aux confédérés la gloire des armées françaises. Jules voyait toujours un compétiteur dans la personne du cardinal d'Amboise; Ferdinand craignait pour Naples la rivalité de Louis. Ainsi le but de la ligue était à peine rempli, que déjà ceux qu'elle avait enrichis travaillaient à s'en détacher.

L'imprévoyance de l'empereur seconda la politique de Venise. Il avait négligé de fortifier Padoue dont la possession était si importante, et il ne tenait dans la citadelle que trois cents fantassins et cinquante chevaux. Cette place fut habilement surprise par les provéditeurs, et le jour marqué par ce succès fut regardé à Venise comme l'époque du rétablissement de la république qui confia aussitôt la défense de Padoue au comte de Pitigliano.

L'empereur avait appris la perte de Padoue et de tout le Frioul, lorsqu'il avisait encore aux moyens de les conserver. Ses prodigalités le mettaient hors d'état de tenter à lui seul de reprendre les conquêtes qu'il venait de laisser échapper; il invoqua de nouveau le secours du roi de France.

Celui-ci, après avoir seul rempli les enga-

gemens imposés à chacun des confédérés, et après avoir attendu vainement l'empereur sur les bords du lac de Garde où ces deux princes devaient avoir une entrevue, avait licencié la plus grande partie de son armée, et repassé les monts.

Touché de la position de Maximilien, et craignant peut-être de le jeter, par un refus, dans les intérêts du pape et de Ferdinand qui pourtant, à cette époque, paraissaient encore ses alliés, Louis ordonna à Chaumont d'Amboise de détacher la Palisse avec mille gens d'armes, quatre mille Gascons, quelques lansquenets, et des aventuriers français, pour attendre, sur les confins du Véronèse, les ordres de l'empereur. Le chevalier Bayard que la Palisse avait rencontré, s'était réuni à son ami, et son exemple avait entraîné plusieurs capitaines et plus de deux cents volontaires, les uns animés par l'amour de la gloire, les autres dirigés par l'espoir du pillage.

Maximilien était enfin descendu en Italie, avec sa petite armée obligée de combattre à chaque pas les paysans des montagnes qui, dans toute cette guerre, témoignèrent une grande fidélité pour les Vénitiens, et une aversion profonde pour les Allemands.

Lorsque l'empereur eut été joint par la Palisse, il s'empressa de concerter avec lui les opérations du siége de Padoue que les Vénitiens avaient promptement fortifiée, et que la garnison, à l'exemple de Pitigliano, avait juré de défendre jusqu'à la mort.

Ce siége était digne de fixer l'attention de toutes les puissances. D'un côté, Venise attachait son salut à la conservation de cette place; de l'autre, l'empereur desirait recouvrer sa gloire par le succès d'une expédition où, pour la première fois, il paraissait avec l'appareil convenable à sa dignité.

La garnison de Padoue était forte de vingt-cinq mille hommes, et munie de toutes les provisions de guerre et de bouche qu'il avait été possible de ramasser. Une jeunesse bouillante, animée par l'éloquence du doge, était venue s'enfermer dans ce dernier rempart de la république, et brûlait du desir de se signaler. L'armée impériale était composée de trente mille lansquenets, de vingt mille hommes de cavalerie allemande, de douze mille Suisses, de beaucoup de pionniers, et des troupes que commandaient la Palisse et Bayard. On y remarquait encore les plus grands princes de l'Allemagne; en sorte que tous ces corps réunis

formaient une des plus brillantes armées qu'on eût vues depuis long-temps.

Deux batteries formidables furent dressées devant la place, et servies avec une grande activité, malgré les sorties fréquentes des chevaux-légers et des Albanois. Ceux-ci avaient eu l'audace de se loger dans les faubourgs, et de là, ils inquiétaient jour et nuit l'infanterie française et allemande. La Palisse fut repoussé dans un assaut qu'il livra, et un convoi d'argent pénétra dans Padoue malgré les efforts de l'armée impériale. Chaque jour était témoin de nouvelles rencontres, et de nouveaux traits de bravoure. Un homme d'armes de la compagnie de Bayard, âgé de seize ans, conduisit et présenta à Maximilien un officier albanois remarquable par sa force et par sa haute stature, que ce jeune Français avait fait prisonnier. L'empereur ne put dissimuler son étonnement devant l'Albanois qui, dans sa confusion, déclara qu'il avait été enveloppé par quatre cavaliers, et qu'il n'avait cédé qu'au nombre. Son vainqueur lui répliqua par un démenti, et demanda à recommencer le combat en présence de l'empereur et de son capitaine; mais le prisonnier n'osa se soumettre à cette épreuve. Le jeune élève de Bayard se

nommait Boutières, et fut lieutenant général sous François Ier.

Cependant, vers le neuvième jour, la batterie placée dans le quartier des Français ayant fait une large brèche, une nouvelle attaque fut résolue. Elle ne servit qu'à augmenter la gloire et l'espérance des assiégés.

Étonnés de trouver tant de résistance, et de rencontrer toujours au-delà des brèches de nouveaux ouvrages et de nouveaux obstacles, les Français dont le sang n'était point ménagé par les généraux de l'empereur, soupçonnèrent la fidélité d'un certain Constantin, Grec de nation, oncle de la marquise de Montferrat, et qui possédait presque entièrement la Macédoine et la Thessalie. La Palisse reprocha hautement à ce seigneur d'avoir des intelligences avec Pitigliano, et offrit de le lui prouver dans un combat singulier dont Constantin éluda honteusement le défi.

Dès le lendemain, un nouvel assaut ayant été résolu sans que la Palisse eût été appelé au conseil, les Français reçurent l'ordre de mettre pied à terre pour appuyer les lansquenets. Plusieurs officiers, ne consultant que leur impatience de voir terminer le siége, allaient se déterminer à obéir, lorsque Bayard demanda

que les gentilshommes allemands combattissent également à pied, offrant, à cette condition, de leur frayer le chemin de l'honneur. Une aussi juste proposition fut repoussée par les Allemands qui répondirent que leur dignité ne leur permettait pas de combattre autrement qu'à cheval. L'empereur ne put venir à bout de vaincre leur répugnance, et il leva le siége de Padoue, en se plaignant des Français, du pape et du roi d'Aragon; plaintes qui ne le sauvèrent point du mépris que l'issue de cette grande entreprise lui fit encourir. Sa brillante armée se dissipa; il en conduisit les débris dans Vicence et dans Vérone, et il s'en retourna lui-même à Trente, pendant que la Palisse mécontent, rentrait sur les terres du Milanais.

(1510) Bientôt après, sur les instances de Maximilien, Chaumont, le duc de Nemours et la Palisse reçurent l'ordre de se rendre à Vérone, au service de l'empereur qui était toujours aux expédiens pour payer ses troupes. La solde était journellement le prétexte de nouvelles rumeurs, et Vérone fut pillée jusqu'à trois fois dans une même semaine, par les Allemands, par les Espagnols et par les Français.

Les Vénitiens qui s'étaient emparés de Vicence, de Bassano, de Feltro, et du château de

la Scala, espéraient que les mauvais traitemens qu'avait éprouvés la ville de Vérone seraient favorables à leurs intérêts. Leur armée s'en était approchée, et elle s'était postée au village de San-Martino et à San-Bonifacio, après avoir été repoussée des faubourgs qu'elle avait osé occuper. Quelques partisans que la république avait dans le Frioul, avaient enlevé Castel-Novo bâti sur une montagne escarpée au-delà du Tagliamento.

Ces succès avaient déjà ranimé l'orgueil du sénat de Venise qui, malgré l'avis des plus sages de ses membres, voulut tenter une expédition contre le duc de Ferrare auquel, entre autres griefs, on reprochait les excès commis par ses troupes dans le Polésine de Rovigo où les possessions des nobles Vénitiens avaient été indignement ravagées et incendiées. La prudence voulait que la république se bornât à la défense de Padoue, de Trévise et des autres places qu'elle avait reconquises, et qu'elle attendît le résultat des divisions semées au milieu de ses ennemis. Mais le desir de se venger étouffa les conseils de la prudence. Une armée de terre, appuyée d'un grand nombre de galères, de flûtes et de barques qui remontèrent le Pô, fit la conquête du Polésine, et vint

menacer Ferrare. Cette ville courait un danger évident, et le duc avait déjà échoué dans une sortie qu'il avait exécutée à la tête de ses troupes dont les plus braves étaient tombées au pouvoir de l'ennemi, lorsque Jacques de Coligny, oncle du célèbre amiral de ce nom, vint au secours de la place avec cent cinquante lances que Chaumont lui avait données. D'un autre côté, Chaumont avait augmenté la garnison de Vérone, contenu et payé les Espagnols qui réclamaient leur solde, et menacé Vicence. Ces dispositions contraignirent les Vénitiens d'abandonner le Ferrarois, et de ne laisser, pour soutenir l'armée navale, que quatre cents fantassins et quatre cents Albanois qui faisaient néanmoins des courses fréquentes jusqu'aux portes de la ville.

Ce fut alors que le duc de Ferrare et le cardinal d'Est, mettant à profit la connaissance qu'ils avaient du pays et du fleuve, prirent la résolution hardie de détruire la flotte vénitienne. Ayant occupé, pendant la nuit, la chaussée qui bordait le Pô du côté opposé à celui où la flotte était mouillée, ils parvinrent à y établir, rapidement et sans bruit, une artillerie formidable, pendant que les Vénitiens enfermés dans un fort qu'ils avaient construit

à la tête d'un pont, se disposaient à repousser l'assaut dont ils se croyaient menacés. La nuit suivante, ayant démasqué ses batteries, le duc foudroya les galères ennemies. Les pièces furent si habilement servies, le feu fut nourri avec tant d'activité que tous les vaisseaux furent brûlés, coulés bas, ou contraints de se rendre, et soixante enseignes tombées au pouvoir du duc de Ferrare, devinrent un gage honorable de son triomphe signalé.

Cet échec si funeste aux armes des Vénitiens n'empêchait pas que Vérone ne fût inquiétée par eux, et que leur cavalerie légère ne remportât souvent l'avantage lorsque les Français ou les Allemands tentaient une sortie, ou voulaient protéger l'arrivée de quelques convois. L'importance de cette ville ancienne et célèbre, que sépare le fleuve profond de l'Adige, était également sentie par les Vénitiens et par les confédérés. Louis continuait à avancer de l'argent à l'empereur, pour se préparer des droits sur cette place et sur Valeggio qui devait le rendre maître du cours du Mincio; Venise reconnaissait que la possession de Padoue ne pouvait être assurée que par la reprise de Vérone, et le pape, toujours jaloux du roi de France, toujours inquiet des prétentions dont

il accusait le cardinal d'Amboise, ne dissimulait plus l'intérêt qu'il accordait aux Vénitiens. D'un côté, il consentait à leur donner une absolution solennelle que la politique alors ne permettait pas de recevoir avec indifférence; de l'autre, il s'efforçait de rétablir la paix entre eux et l'empereur, en même temps que ses émissaires cherchaient à soulever contre Louis XII le nouveau roi d'Angleterre Henri VIII, et les Suisses. Il était puissamment secondé, dans cette dernière entreprise, par le fougueux évêque de Sion, Matthieu Schinner, ennemi irréconciliable du roi. Jules ne négligeait rien pour dépouiller Louis de toutes ses possessions en Italie, bien résolu de frapper ensuite les mêmes coups sur les autres princes ultramontains.

Personne, au surplus, n'était plus capable que ce pontife d'exécuter ce vaste et hardi projet d'affranchir l'Italie de ceux qu'à l'imitation des anciens Romains, il appelait *Barbares*. Doué d'un courage inébranlable, d'une ambition démesurée, d'une opiniâtreté qui croissait par les succès, qui se roidissait contre les revers, Jules II connaissait tout le parti qu'il pouvait tirer de la crédulité des peuples, et toute l'influence que la dignité qu'il occupait,

pouvait lui procurer sur tant de princes que leurs mœurs, leurs craintes, leurs divisions et leurs intrigues amenaient à ses pieds pour mendier ses absolutions, ou pour écarter d'eux ces foudres imaginaires dont il avait l'art de menacer leurs têtes. A ces armes si long-temps redoutables dans l'opinion des peuples, sa valeur en savait joindre de plus réelles. Dans tous ses démêlés, s'embarrassant bien moins d'avoir raison que d'obtenir l'avantage, il s'occupait de discipliner les troupes qu'il prenait à sa solde; il traçait, de sa main, le plan des opérations militaires, et nous le verrons même, malgré ses infirmités, endosser la cuirasse, et courir personnellement tous les hasards de la guerre.

Malgré la fougue de son caractère, il savait quelquefois dissimuler; et si, l'année précédente, il avait hautement violé, à l'occasion d'un évêché de Provence, l'espèce de concordat qu'il venait de conclure à Biagrasso, il s'était empressé de témoigner des dispositions moins hostiles. Il feignait même d'accorder quelque faveur aux propositions que Louis lui avait adressées par Albert Pio, comte de Carpi, qui ne desirait peut-être pas vivement de réussir dans sa négociation. Les intérêts de ce seigneur paraissaient être, en effet, de provoquer l'abais-

sement de la maison d'Est avec laquelle il partageait la souveraineté de Carpi. Mais la haine du pape était toujours implacable; et l'on ne tarda point à reconnaître que le souverain pontife ne s'était d'abord contraint que pour ne point rompre avec Maximilien qui employait les menaces, et avec le roi d'Angleterre qui négociait avec la France. Jules jeta le masque dès qu'il apprit que la diète d'Ausbourg n'accordait à l'empereur que de faibles subsides consommés d'avance, et dès qu'Henri l'eut assuré qu'un article secret de son traité déclarait formellement que la paix conclue avec Louis serait rompue, si ce prince attaquait les états de l'Église.

(1510) Fier de ces deux garanties, le pape s'en était procuré une autre, en faisant décider les Suisses à recevoir de lui une pension de 1,000 florins du Rhin, par canton. Il avait habilement profité du ressentiment de ce peuple belliqueux que Louis XII avait eu l'indiscrétion d'outrager dans un moment où il lui importait si fort de ménager son alliance. La prodigalité de Jules venait d'acquérir au saint siége des défenseurs que l'insultante parcimonie du roi avait irrités.

Le pape ayant aussitôt renouvelé la querelle

suscitée au duc de Ferrare, allié des Français, voulait lui interdire l'exploitation des abondantes salines des marais de Comachio, et la faculté d'établir sans sa permission, comme seigneur suzerain, des droits sur la navigation du Pô. Le véritable grief était la protection que Louis accordait à Alphonse dont il avait reçu des subsides, et dont les états, par leur position, étaient d'une extrême importance pour les affaires de la Lombardie.

Louis avait en vain cherché à appaiser le pape, et à concilier les promesses qu'il avait faites au duc de Ferrare, avec la vénération qu'il affectait pour le saint siége. Son embarras était d'autant plus grand qu'il s'était aliéné les Suisses, ainsi que nous venons de le voir, et qu'il avait laissé conclure sous ses yeux une réconciliation entre Maximilien et Ferdinand. Celui-ci, au moyen de quelques milliers de ducats, se voyait assuré de la régence des royaumes de Castille jusqu'à la majorité de l'archiduc Charles, et se trouvait en état de résister puissamment aux tentatives du roi de France sur le royaume de Naples. Cette imprévoyance de Louis était encore attribuée à l'ambition du cardinal d'Amboise, et au desir de se ménager des appuis pour obtenir l'objet

de ses vœux immodérés auxquels la mort allait enfin mettre un terme. Cette mort aggravait la situation pénible du roi. En effet, si la manie d'obtenir la tiare avait entraîné ce prêtre dans des démarches inconsidérées et souvent funestes à son pays, on ne pouvait cependant pas disconvenir qu'il ne réunît la connaissance profonde des affaires, le coup d'œil rapide, la fermeté, l'activité infatigable et la longue expérience qui font les grands ministres. Louis, d'ailleurs, était accoutumé à suivre ses conseils, et à se reposer sur lui du poids du gouvernement et de l'embarras des négociations. Rien ne prouve mieux de quel prix avaient été les services du ministre, que l'audace déployée par le pape, immédiatement après la mort du cardinal. Les motifs de la haine de Jules n'ayant plus le même prétexte, on devait s'attendre à le trouver mieux disposé à accueillir l'entremise du roi. Au contraire, il augmenta ses prétentions, et il demanda impérieusement que Louis abandonnât sans réserve le duc de Ferrare.

Cependant les armes des Français, des Impériaux et des Espagnols avaient obtenu de nouveaux succès au commencement de cette campagne. Chaumont, à la tête de quinze cents

lances, de dix mille fantassins, de trois mille pionniers et d'une artillerie nombreuse, avait été joint par le prince d'Anhalt, lieutenant général de l'empereur, qui était sorti de Vérone avec trois cents lances françaises, deux cents gens d'armes allemands, et trois mille hommes d'infanterie. Alphonse s'était d'abord réuni à eux avec sa gendarmerie et quelque cavalerie légère. Mais après avoir repris le Polésine de Rovigo que les Vénitiens avaient abandonné, et après s'être remis en possession de Montagnana et d'Est, ainsi que de quelques autres places à sa convenance, il était retourné à Ferrare avec ses troupes, sous le prétexte que quelques galères vénitiennes avaient remonté le Pô. C'était après son départ que Vicence était rentrée sous l'autorité de l'empereur, et que Legnago avait été emportée par les Français.

Les malheureux Vicentins n'avaient dû la vie qu'aux instances réitérées des généraux français qui eurent beaucoup de peine à calmer le ressentiment du prince d'Anhalt, en lui rappelant que la terreur multipliait les difficultés, et que la clémence au contraire, source de l'affection des peuples et d'une grande renommée, facilitait les succès, et devenait le meilleur garant des conquêtes.

Les Vénitiens étaient privés d'Alviano que la France retenait prisonnier, et de Pitigliano qui venait de mourir. Après avoir échoué dans le projet de mettre à la tête de leur armée le marquis de Mantoue qu'ils avaient pris, l'année précédente, lorsqu'il allait joindre la Palisse à Vérone, ils confièrent le commandement au provéditeur André Gritti, excellent marin, et l'un des nobles les plus dévoués à leur patrie. C'était contre l'usage de la république que ses troupes de terre se trouvaient aux ordres d'un noble Vénitien, et Gritti qui possédait d'assez grandes qualités pour avouer celles qui lui manquaient, se défendit d'accepter un emploi pour lequel les circonstances exigeaient le capitaine le plus expérimenté. Son refus fit tomber le choix sur Frégose, homme médiocre et grand parleur, et successivement sur Paul Baglioné et sur Malvezzi.

Malgré la perte de presque tout leur état de terre ferme, les Vénitiens avaient encore sur pied quatorze cents hommes d'armes, dix mille fantassins, et sur-tout quatre mille hommes de cette cavalerie légère dont leur guerre contre les Turcs leur avait découvert l'utilité. Au mépris du traité de Cambrai, le pape avait permis aux sujets du saint siége de prendre du

service chez eux, et les chefs de bandes les plus renommés de l'État Ecclésiastique venaient offrir leurs bras à une puissance chez laquelle on n'avait jamais à réclamer de solde arriérée.

Quoi qu'il en soit, les provéditeurs n'avaient pas trouvé de plus sûr moyen de défendre Porto-Legnago que de l'envelopper d'une inondation générale. Mais, à l'approche des Français, la garnison ayant eu la témérité de s'avancer jusqu'à un demi-mille, osa attaquer un faible détachement de Français et d'Espagnols qui devançaient l'avant-garde. Ceux-ci se précipitèrent dans l'eau, chargèrent l'ennemi, le poursuivirent avec tant de vigueur qu'ils entrèrent dans Porto pêle-mêle avec les fuyards dont plusieurs périrent dans le combat, et dont beaucoup d'autres se noyèrent en voulant traverser l'Adige, et regagner Legnago. Ce coup de main ayant rendu Chaumont maître de Porto, il se hâta de jeter un pont, et d'envoyer Molard avec quatre mille Gascons et six pièces de canon, pour attaquer le bastion qui défendait l'entrée de la ville dans la partie supérieure. Le provéditeur et quelques nobles Vénitiens, laissant les assiégés réparer les brèches que faisait l'artillerie française, se retirèrent dans le château. Cette défection acheva de décourager

le commandant de ce bastion qui se rendit, et qui, malgré la capitulation, vit piller par les vainqueurs, ses bagages, ceux de la garnison, et toutes les maisons de la ville. Les soldats qui gardaient l'autre bastion, dans la partie inférieure de la place, jetèrent leurs armes, et s'enfuirent à travers les marais que l'inondation avait formés. Le château ne fit pas une plus longue résistance.

Après ce triomphe facile, la faiblesse de l'armée allemande contraignit Chaumont de laisser encore garnison française dans Porto-Legnago, et pour se conformer aux nouveaux ordres du roi qui cédait aux instances de Maximilien, il protégea les entreprises des Allemands sur Citadella, Basciano, Castel-Nuovo, la Scala et Covolo qu'ils pirent pour faciliter la marche de l'empereur que l'on attendait toujours d'Inspruck. Ce prince, pour les seuls avantages duquel les Français combattaient, avait enfin consenti à supporter les frais de cette campagne, et comme il n'était point en état de faire les fonds nécessaires, il les avait empruntés du roi auquel il avait engagé, jusqu'au remboursement, Vérone et son territoire.

Pour mieux seconder les opérations des Allemands, les troupes françaises et espagnoles

se joignirent à eux, et ayant ensemble traversé la Brenta, ces armées réunies assiégèrent Montselcé, pour investir ensuite Trévise, car Padoue leur paraissait toujours inattaquable.

Montselcé est située dans une plaine; mais la citadelle est assise sur la cime d'un rocher très-élevé au centre de la ville, et environnée d'une triple enceinte de murailles. L'artillerie ayant été dirigée contre la première enceinte, un détachement d'infanterie gasconne fut envoyé pour reconnaître la brèche. Il y marcha avec une telle ardeur que les assiégés crurent qu'on allait monter à l'assaut. Ils se retirèrent précipitamment, sans aucune précaution, les Français pénétrèrent avec eux dans les deux autres enceintes, et jusque dans la citadelle où la garnison fut égorgée. Une tour qui avait servi d'asile à sept cents fuyards, fut livrée aux flammes par les Allemands, et la cruauté que les Vénitiens avaient exercée sur un seul homme, donna lieu à ces affreuses représailles. Ils avaient fait pendre, comme traître, Soncino Benzoné, natif de Crême; servant dans l'armée française, il s'était écarté durant la marche, et était tombé entre leurs mains.

La Palisse s'était distingué dans ce siége de quelques minutes. Sa valeur lui valut une

chaîne d'or de la part de la reine Anne de Bretagne, qui mettait sa gloire à récompenser la bravoure des capitaines, en même temps qu'elle encourageait le talent des hommes de lettres. On était encore aux temps où l'esprit de galanterie était inséparable de l'amour de la gloire. Lorsque Chaumont se rapprochait des frontières du Milanais, on vit plusieurs hommes d'armes français s'avancer sous les murs de Padoue, et aller rompre, dans les portes même de la ville, leurs lances ornées de rubans aux livrées de leurs dames. La plus grande partie de l'armée vénitienne était alors enfermée dans cette place.

Le pape, de son côté, après avoir lancé les foudres de l'église contre Alphonse, faisait marcher ses troupes vers le Ferrarois. Il savait certainement que les Suisses allaient descendre dans le Milanais, car c'était lui qui avait préparé l'attaque dont Gènes était menacée. Ces mouvemens avaient été combinés pour contraindre le roi de France à rappeler dans le duché de Milan les troupes prêtées au duc de Ferrare et à Maximilien, et pour hâter ainsi la ruine d'Alphonse et la reprise de Vérone.

Contarini à la tête des galères de Venise, Marc-Antoine Colonne commandant les troupes du pape, et la faction des Frégose venaient d'échouer dans une première entreprise contre Gènes, lorsque les Suisses commencèrent à descendre des montagnes, au nombre de six mille hommes mal armés, dénués d'artillerie, de munitions, de vivres et de pontons. Chaumont, n'ayant lui-même alors que très-peu de troupes disponibles, marcha à leur rencontre, sans toutefois s'exposer à en venir aux mains. De Bellizone ils étaient venus occuper Varèse, entre le lac Majeur et le lac de Côme; mais continuellement harcelés par Chaumont, manquant de tout, ils ne tardèrent point à regagner les défilés des montagnes, reconnaissant qu'il fallait assurer par de plus sages mesures le succès d'une entreprise dont la fougue de Schinner leur avait dissimulé les difficultés.

Les armes du pape avaient été plus heureuses. Le duc de Ferrare, aidé de quelques troupes françaises, avait, il est vrai, repris les places dont le duc d'Urbain s'était d'abord emparé; mais ce dernier ayant reçu des renforts, avait de nouveau triomphé de la résistance d'Alphonse. Il s'était même avancé jusqu'à Castel-Franco. Le jeune neveu du pape partageait le commandement avec le cardinal de Pavie qu'il détestait, et qu'il devait bientôt assassiner.

Ils étaient alors dans les lieux illustrés par la célèbre bataille que gagna Marc-Antoine sur les consuls Hirtius et Pansa. Le jeune Octave qui, dans la suite, lui arracha l'empire du monde et la vie, combattait à ses côtés. Le cardinal et le duc quittèrent les bords du Panaro, ils se présentèrent subitement devant Modène qu'Alphonse et Chaumont n'avaient pu garnir de troupes, et qui capitula. Peu s'en fallut que Rheggio n'éprouvât le même sort.

Une seconde tentative de Jules sur Gènes n'avait pas mieux réussi que la première. L'armée des Vénitiens, après avoir emporté quelques places, venait encore d'échouer honteusement devant Vérone. Le Frioul, l'Istrie, le Ferrarois, en proie tour à tour aux armées de la république, du pape et des confédérés, étaient le théâtre d'une guerre barbare qui n'offrait aucun résultat, et dans laquelle un prêtre vieux et infirme déployait le plus d'activité, et montrait le plus d'acharnement.

L'économie de Louis XII et peut-être l'amour du repos l'avaient porté à faire au pape des propositions que la haine de Jules avait repoussées avec violence. Ce vieillard croyait réellement le moment arrivé où il allait chasser les Barbares de l'Italie. Il se vantait hautement

d'être réservé par la providence à cette grande destinée : il ne négociait plus ; il tonnait. Les instructions que, jusqu'alors, il avait envoyées à ses généraux, ne satisfaisaient plus son impatience ; il voulait marcher lui-même à la tête de ses troupes, et appaiser dans le sang la soif de la vengeance. Malgré la rigueur de l'hiver, il se rendit à Bologne pour attaquer Ferrare, et il contraignit les Vénitiens à seconder ses opérations par l'envoi de deux escadres.

Il n'était plus possible au roi de France de garder aucun ménagement. Louis XII fit proposer à Maximilien de poursuivre, avec lui, le pape par les voies canoniques, et de convoquer un concile. Il offrit à ce prince de l'aider à se rendre maître non seulement des états vénitiens, mais encore de Rome, des états de l'Église et de toute l'Italie, comme appartenant de droit à l'Empire. Il n'exceptait que le duché de Milan, les états de Gènes, de Florence et de Ferrare. Maximilien qui, à son tour, était dévoré du desir d'être pape, accueillit avec transport le projet de Louis, et donna son consentement pour la convocation d'un concile du clergé de France et d'Allemagne. On s'était assuré de plusieurs cardinaux, et Jules

se trouvait ainsi menacé d'un nouvel orage.

Mais il avait un puissant auxiliaire dans la reine Anne de Bretagne. Cette princesse, par ses scrupules, avait souvent calmé les ressentimens, et arrêté l'impétuosité de son époux qui témoignait une grande affection pour elle. Ce fut sans doute à sa prière que Louis remit au printemps l'expédition qu'il était si important de commencer sans délai contre le pape, et qu'il s'amusa à consulter les évêques de son royaume sur des questions que les souverains ne soumettaient plus, depuis long-temps, à la décision des casuistes. Cette assemblée fut plus digne d'elle en rappelant l'exécution de la pragmatique-sanction de Charles VII, dont les sages dispositions avaient été puisées dans les réglemens du fameux concile de Bâle, en 1439, et en ordonnant que le clergé de France contribuerait aux dépenses de la guerre dirigée contre Jules.

Celui-ci ne perdait point le temps en délibérations. Son armée désolait tout le Ferrarois, tandis que les galères de Venise faisaient de grands ravages sur les deux rives du Pô. Il voulait absolument attaquer Ferrare, malgré l'avis de ses généraux qui savaient que deux cent cinquante lances françaises s'étaient en-

fermées dans cette place; et pour ne négliger aucune des armes dont il pouvait disposer, il excommuniait le duc de Ferrare, Chaumont, et tous les principaux officiers de l'armée française.

Ces derniers avaient été retardés dans leurs opérations par le soulèvement de l'infanterie allemande que l'empereur ne payait point, et par l'échec que venait d'essuyer la garnison de Legnago qui avait voulu piller Montagnana. Sans ces deux contre-temps, Chaumont aurait pu enlever Modène avant que le pape n'y eût envoyé une garnison suffisante. Pour mettre Modène en état de défense, Jules s'était trouvé contraint d'employer une partie de l'armée qu'il destinait au siége de Ferrare, et il n'épargnait pas les invectives contre la lenteur des Espagnols et des Vénitiens. Mais la politique de Ferdinand ne se laissait point effrayer par des injures, et le pape fut obligé de remettre entre les mains du cardinal de Rheggio la bulle d'investiture, avant que les trois cents lances que le roi catholique lui prêtait comme vassal, quittassent les frontières du royaume de Naples.

Les secours que Jules attendait étant enfin arrivés, le pontife brûlait de voir son armée aux prises avec les Français. Ses généraux n'a-

vaient pas le même empressement. Ils appréciaient à leur juste valeur ces milices levées à la hâte, et qui, dans toutes les rencontres, laissaient tomber tout le poids de la guerre sur la gendarmerie qu'elles abandonnaient au premier choc.

Pendant que le duc de Ferrare disputait ses états aux armes du pape et des Vénitiens, Chaumont se laissait entraîner aux instances des Bentivoglio, et se livrait inconsidérément à des bannis dont les espérances, selon Guichardin, toujours fondées sur leurs desirs plutôt que sur la raison, ne réussissent presque jamais. Ces anciens maîtres de Bologne lui persuadèrent que les habitans de cette ville n'attendaient que leur approche pour se révolter contre la domination du saint siége, et ils le flattèrent de l'espoir de se rendre maître, par un coup de main, de la personne du pape, et de tout le sacré collége. « C'est manquer de prudence que de former un projet contre un état, sur les relations infidelles de ceux que les révolutions en ont chassés. L'envie de rentrer dans la patrie y fait voir souvent à ces personnes ce qui ne s'y trouve point. Elles se flattent sur le nombre des amis qu'elles croient y avoir conservés..... Souvent même les bannis, sans

être trompés, trompent ceux qu'ils veulent engager à tenter une grande entreprise, dans l'espérance que la fortune pourra la faire réussir. »[1]

Le pape apprenant l'approche des Français, ne partagea point la terreur dont furent saisis les cardinaux, ses favoris, ses ministres, et même les officiers de ses troupes, dont la plupart restaient interdits, et dont les plus courageux, dit Dubos, faisaient leur testament. Accablé par une maladie grave, Jules brava les médecins et ses ennemis. Il chercha, par des bienfaits, à ranimer le courage des habitans; mais enfin, pressé par les ambassadeurs de l'empereur, des Vénitiens, des rois d'Angleterre et d'Aragon, il feignit de desirer la paix, et il amusa Chaumont par les lenteurs d'une négociation. Ces démonstrations lui avaient paru nécessaires, jusqu'à l'arrivée du secours que lui envoyait le général de l'armée vénitienne. Ce renfort consistait en six cents chevaux légers, et un escadron de Turcs que les Vénitiens avaient à leur solde, et que Chaumont laissa pénétrer dans la ville.

On peut voir jusqu'à quel point Jules était

[1] Ligue de Cambrai, par Dubos, livre II, an 1510.

supérieur aux préjugés du temps, et combien il croyait son autorité affermie. Un des principaux griefs qu'il avait allégués pour armer tous les princes chrétiens contre Venise, était d'avoir, à la fin du siècle précédent, laissé prendre par Mahomet II le port d'Otrante qu'ils auraient pu secourir avec leur flotte, et d'avoir ainsi ouvert aux infidèles l'Italie dont ils n'avaient été, disait-il, chassés que par miracle. Et lui, par un mépris formel de toutes les convenances, n'hésitait point à employer les armes ottomanes contre des chrétiens dont il se disait le père.

Reprenant donc aussitôt son caractère audacieux, il repoussa avec indignation les conditions de paix dictées par Chaumont. Celui-ci qui avait perdu trois jours en vains pourparlers, et dont les troupes commençaient à manquer de vivres, se vit obligé de retourner à Castel-Franco, et de là à Rubières, avec la honte d'avoir légèrement entrepris une expédition, ou de ne l'avoir point conduite avec assez de vigueur. Les historiens n'ont peut-être pas assez remarqué que le pape, en feignant de négocier, savait l'embarras dans lequel il jetait Chaumont. Ce général n'avait plus le même appui auprès de son maître, et la reine

Anne qui croyait aux excommunications, ne lui aurait jamais pardonné le coup de main auquel Jules sut échapper par son adresse et par sa fermeté.

Il devait sa liberté à la condescendance de Louis. Il en profita pour faire retentir toutes les cours de la chrétienté de plaintes amères contre ce prince qu'il déclarait indigne du titre de *roi très-chrétien*. En même temps il pressait avec une nouvelle ardeur l'attaque de Ferrare, sans aucun égard pour l'intervention de Maximilien qui représentait à sa sainteté que la plus grande partie des états d'Alphonse était du fief de l'Empire.

Ferrare alors était peu en état de se défendre, la garnison en était affaiblie par les fatigues et les maladies. Chaumont, faute d'argent, avait même été obligé de congédier son infanterie italienne, et s'il était parvenu à lever, depuis, quelques bandes, il se bornait à défendre Sassuolo, Rubières, Parme et Reggio. Mais lorsque la ruine de Ferrare semblait inévitable, le cardinal de Pavie persuada au pape de tenter le siége de Concordia et de la Mirandole qui appartenaient aux enfans du comte Ludovic Pic que le roi de France protégeait. Leur mère était fille naturelle du maréchal de Trivulce

qui avait procuré à ses petits-fils l'investiture de l'empereur. Concordia fut aussitôt soumise; mais les Français ayant jeté à la hâte quelque infanterie dans la Mirandole, Jules résolut d'en former le siége, malgré la rigueur de la saison. Le mauvais temps faisait traîner les travaux en longueur; le pape accuse de trahison tous ses généraux, et vient se mettre lui-même à la tête de son armée. Tour à tour capitaine, ingénieur et soldat, il presse les travaux de la tranchée, il active le feu des batteries, il anime ses troupes par son exemple, et par l'espoir du pillage.

(1511) Mais tant d'efforts seraient demeurés inutiles, sans la faute commise par Chaumont. La garnison, composée d'infanterie étrangère, était commandée par Alexandre Trivulce, neveu du maréchal, et le courage des soldats était soutenu par l'espoir de voir Chaumont arriver au secours de la place. Mais celui-ci, en s'éloignant de Bologne, avait eu la légéreté de croire la campagne finie, et de licencier son infanterie, suivant la coutume établie alors, mais qu'il n'aurait pas dû suivre devant l'attitude imposante de Jules. Chaumont s'autorisait de quelques ordres du roi où ce prince s'efforçait d'allier son extrême économie avec la guerre

qu'il était forcé de soutenir. D'un autre côté, on soupçonnait le général de cacher, sous un prétexte apparent, le desir d'humilier la famille de Trivulce dont il était jaloux. Quoi qu'il en soit, ce fut à Milan, aux pieds d'une femme où l'amour l'avait ramené, qu'il apprit le danger que courait la Mirandole. Quelque diligence qu'il affecta d'apporter dans la levée de nouvelles troupes, la rigueur de la saison et la hauteur des neiges s'opposaient au transport des munitions et de l'artillerie; et les assiégés, après une résistance vigoureuse, après avoir successivement délogé le pape des divers quartiers qu'il avait choisis, et l'avoir, par ces insultes, irrité davantage, furent contraints de capituler. Une large brèche était alors ouverte, et une glace épaisse remplissait les fossés de la place.

Jules s'obstinait à refuser la vie aux soldats, et à garantir les habitans du pillage; mais ses capitaines obtinrent enfin qu'il se contentât de retenir prisonniers Trivulce et quelques autres officiers, et que la ville se rachetât du pillage promis à ses troupes. L'impatience du vainqueur orgueilleux ne lui permettant point d'attendre que l'on déblayât les terres amoncelées derrière les portes de la ville, le pape armé de

toutes pièces, traversa le fossé, et fit son entrée triomphante par la brèche.

Ce succès lui aurait fait poursuivre avec encore plus d'ardeur ses projets sur Ferrare; mais l'approche des Français le força de retourner à Bologne, et bientôt de se retirer à Ravennes. Il avait laissé son armée entre Cento et Final, dans le Modénois, et les Vénitiens restaient postés à Bondino. L'armée française s'avançait enfin; elle était devancée par la réputation de sa cavalerie, mais ses généraux étaient divisés d'opinion sur les opérations de la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir. Trivulce venait d'arriver le jour même que la Mirandole avait capitulé. Ce guerrier s'opposait au desir que témoignaient le duc de Ferrare et Chaumont de marcher droit à l'ennemi, pour le combattre ou le forcer à la retraite, pour mettre ainsi Ferrare à l'abri de toute insulte, et pour contraindre le marquis de Mantoue à remplir ses devoirs de vassal de l'empereur et de pensionnaire du roi de France. Trivulce qui connaissait la position avantageuse des ennemis, et la difficulté des chemins qu'il fallait suivre, voulait au contraire que l'on assiégeât Modène ou Bologne, seul moyen de les attirer dans un lieu propre à combattre. Il avait, à cette

occasion, rappelé deux maximes de l'art militaire : la première, de ne jamais tenter la fortune par une bataille, sans une nécessité absolue, ou sans l'apparence d'une victoire assurée; la seconde, de se borner à une guerre défensive quand on n'est chargé seulement que de couvrir une place ou un pays. De grands capitaines ont prouvé que cette dernière maxime est susceptible de quelques exceptions. L'avis de Trivulce fut d'abord méprisé. Ce ne fut qu'après une marche extrêmement périlleuse, et lorsqu'on reconnut l'impossibilité de pénétrer par des chaussées étroites que les ennemis avaient même coupées en plusieurs endroits, que l'on consulta de nouveau le vieux maréchal, et que l'on consentit à tenter le siége de Modène où le cardinal d'Est prétendait avoir des intelligences. Mais la jalousie du roi d'Aragon fit encore échouer cette entreprise.

Depuis que les armes du pape l'avaient mis en possession de Modène, l'ambassadeur de Ferdinand s'était réuni à celui de Maximilien pour engager Jules à remettre à l'empereur cette place qui, depuis long-temps, relevait de l'Empire. On se doute bien qu'une pareille demande n'était point accueillie par le pape au moment où il triomphait de la Mirandole, et

où il menaçait fièrement Ferrare; mais la présence de l'armée française le rendit accessible à cette proposition. Chaumont vit avec étonnement les étendards de l'empereur flotter sur les murs de Modène, et respecta l'alliance qui jusqu'alors paraissait unir la France et Maximilien.

La levée honteuse du siége de Bologne, l'abandon plus honteux encore de la Mirandole, et la marche rétrograde que Chaumont venait de faire, avaient accablé de chagrin ce général qui n'était plus soutenu par le crédit de son oncle, et qui perdait chaque jour de sa considération parmi les troupes. Il tomba malade, et mourut à Corregio, laissant le commandement au maréchal de Trivulce. Celui-ci n'étant point assuré de l'agrément du roi, se contenta de revenir vers Sermide, pour protéger la Bastide de Genivole que le pape faisait assiéger. Chatillon et Bayard qui gardaient la ville de Ferrare, n'avaient point attendu le mouvement de Trivulce pour aller attaquer les troupes du pape, les culbuter, et prendre leurs drapeaux et leur artillerie. Le jeune Gaston de Foix, duc de Nemours, fut chargé d'aller enlever Léonard de Prato, chevalier de Rhodes, officier le plus distingué de l'armée

vénitienne, et qui occupait, avec cent cinquante chevaux, les avenues de la Mirandole. Le détachement de Léonard fut pris; lui-même il fut tué dans l'action, et les Vénitiens cherchèrent à exciter le zèle des autres capitaines par les honneurs qu'ils rendirent à la mémoire du chevalier de Prato.

Tout à coup on apprit que l'empereur songeait à négocier la paix, et qu'il envoyait à cet effet l'évêque de Gurck à Mantoue où il desirait voir réunir un congrès. C'était Ferdinand qui lui avait inspiré cette résolution si opposée aux derniers engagemens que Maximilien venait de prendre avec la France. Le roi d'Aragon n'avait pas entrevu sans crainte l'accroissement de puissance qu'allait procurer à Louis son union avec l'empereur, la ruine des Vénitiens par leurs armes, et celle du pape par un concile. Il avait facilement persuadé le prince qui se plaisait davantage à changer de projets, et Louis XII ne se dissimula point le danger dont il était menacé. Il savait que les troupes de Ferdinand étaient restées dans l'armée du pape bien au-delà du temps exigé par l'investiture du royaume de Naples; que le roi d'Aragon équipait une flotte nombreuse qu'il destinait en apparence pour l'Afrique;

que Maximilien venait de conclure une alliance avec les Suisses, et que Jules ne manquerait pas de saisir tous les moyens de hâter la paix entre l'empereur et les Vénitiens, et d'offrir peut-être ses armes contre le Milanais.

Toutes ces considérations le déterminèrent à laisser au maréchal de Trivulce le commandement des troupes, qu'il avait d'abord destiné au prince de Longueville, son parent, et petit-fils du fameux comte de Dunois. Néanmoins il avait ordonné de suspendre les hostilités contre les États de l'Église, pendant la durée du congrès auquel il avait envoyé l'évêque de Paris, recommandable par ses mœurs et par ses lumières.

Jules continuait toujours la guerre, et multipliait ses créatures en faisant des cardinaux dont il se proposait d'opposer l'autorité et les décisions à celles du concile dont on le menaçait. Il s'efforça de gagner l'évêque de Gurck qu'il était parvenu à faire venir jusqu'à Bologne où il était allé le recevoir, et il lui promit même un chapeau de cardinal. Mais Matthieu Lang, trop pénétré de sa dignité pour être flatté d'un titre dont les prélats allemands connaissaient la valeur, tint fermement à ses instructions. Jules ne put obtenir que le traité

entre les Vénitiens et l'empereur fût conclu avant que l'affaire du duc de Ferrare ne fût entièrement terminée, et le ministre de Maximilien se vit obligé de rompre les négociations.

L'opiniâtreté du pape jetait toutes les cours dans l'étonnement. On ne pouvait comprendre que sa haine fût assez aveugle pour lui faire mépriser la médiation de l'empereur et du roi d'Aragon, repousser les nouvelles avances d'un prince puissant, à la tête d'une nation belliqueuse, et braver la tenue d'un concile. Mais, d'un côté, il était secrètement rassuré par Ferdinand, et de l'autre, il projetait d'opposer un concile convoqué par lui, au concile que l'empereur et le roi de France voulaient réunir.

L'espoir de la paix étant évanoui, Trivulce ébranla son armée. Concordia fut attaquée, prise et pillée; et pendant que l'armée du pape côtoyait la rive du Panaro opposée à celle que suivait Trivulce, celui-ci ayant tourné la ville de Modène, dont il put alors tirer ses vivres, s'approcha de Bologne, brûlant du desir de se signaler par le succès d'une entreprise où Chaumont avait échoué. Il vint camper à cinq milles de Bologne, près de Laïno, lieu célèbre où les triumvirs Auguste, Lépide et Marc-Antoine sacrifièrent mutuellement leurs meilleurs

amis, et cimentèrent leur union monstrueuse par ces proscriptions au souvenir desquelles l'ame se sent pénétrée d'indignation et d'horreur.

Jules n'avait point attendu l'approche des Français pour quitter Bologne. Mais avant de s'éloigner de ses murs, il avait assemblé ses magistrats. Il leur avait rappelé tous ses bienfaits, et tous les autres droits qu'il croyait avoir à leur fidélité. Les magistrats, de leur côté, avaient protesté de leur reconnaissance; ils avaient juré que le canal de Bologne regorgerait du sang des Bolonais avant qu'ils reconnussent un autre souverain que lui. Il partit avec ces assurances. A peine était-il à Ravennes, que Bologne était soulevée, qu'elle ouvrait ses portes aux Bentivoglio, et que la statue de Jules, traînée dans la place publique, était couverte des outrages de la populace. C'était cette belle statue de bronze où Michel-Ange avait plutôt représenté un Jupiter tonnant, qu'un pontife qui bénit.[1] Les Bolonais alléguaient comme un des principaux motifs de leur ressentiment, la cruauté avec laquelle le cardinal légat avait fait périr, sans forme

[1] Observations sur l'Italie, par M. Grosley, tome Ier.

de jugement, des citoyens qui déplaisaient au pape. L'armée de ce dernier ne tint pas longtemps après la défection de Bologne. Le duc d'Urbin, en fuyant précipitamment, ne songea pas même à envoyer des ordres à la portion de son armée qui se trouvait près de la rivière, du côté des Français. Trivulce, sans combattre, fit beaucoup de prisonniers, et s'empara de l'artillerie, des bagages, et même de l'étendard du duc d'Urbin. Celui-ci ne tarda point à vouloir couvrir son déshonneur par un forfait; réfugié près de son oncle, il profita d'une audience accordée par le pape à son légat qui venait se justifier de la perte de Bologne, et il poignarda le cardinal. Ce vieux mignon était digne de mourir d'une telle main. Jules au désespoir, ne pouvant soutenir sa douleur et sa rage, partit sur-le-champ pour Rome, et vit affichée sur son passage la convocation du concile auquel il était sommé de comparaître.

Cependant les Bentivoglio, en rasant la citadelle de Bologne, affectaient une grande confiance dans la fidélité des peuples, en même temps qu'ils croyaient prévenir ainsi de nouvelles usurpations de la part du pape, ou même des généraux français. Le duc d'Urbin, Guy-Balde ou Guimbaud, oncle maternel de Fran-

çois-Marie de la Rovère qui lui succédait, avait pris les mêmes précautions en rentrant dans ses états dont l'avait dépouillé le duc de Valentinois. Machiavel ne décide point s'ils eurent raison l'un et l'autre, mais il conclut en blâmant quiconque se fie en ses forteresses plus qu'en l'affection de ses peuples.

Trivulce, malgré son ardeur, n'osait point entrer sur les terres de l'État Ecclésiastique, et il attendait impatiemment les ordres du roi. Ce prince retenu par les prières de sa femme, par le desir de rendre la paix à ses sujets, par la crainte de faire peser sur eux de nouveaux impôts, avait consenti à renouer les négociations; et donnait à toutes les puissances un nouveau témoignage de sa modération. Le pape leur fournissait de nouvelles preuves de son orgueil et de son animosité. Ses prétentions croissaient encore depuis que Trivulce, par ordre de Louis, avait congédié son infanterie, et n'avait gardé que trois mille Gascons que commandaient Maugiron et Molard, et qu'il avait distribués dans le Milanais avec sa gendarmerie. Il avait aussi envoyé à Vérone cinq cents lances et treize cents lansquenets sous la conduite du capitaine Jacob. Bologne fut mise à l'abri d'un coup de main, et la Palisse con-

duisit à l'empereur les troupes que le roi s'était engagé à lui fournir. Louis espérait ainsi s'attacher Maximilien près duquel il savait que Jules poursuivait ses intrigues. Le pontife avait effectué son projet de convoquer un concile universel dans l'église de Saint-Jean de Latran, et il avait foudroyé un monitoire contre les cardinaux du concile de Pise. Cette ville et Florence avaient été aussitôt mises par lui en interdiction, et ces coups d'autorité avaient déjà rejeté l'empereur dans son indécision.

Ce prince s'était servi des troupes de la Palisse pour chasser les Vénitiens de Vicence, de Legnago, d'Udine, de tout le Frioul et de Gradisca. Mais n'ayant point osé tenter de plus grandes opérations, ni attaquer Trévise ou Padoue, les Allemands eurent bientôt perdu tout ce qu'ils avaient conquis pendant la campagne. C'était ainsi que le roi de France, craignant de contribuer, par des secours plus considérables, à un trop grand accroissement de la puissance de Maximilien, lui fournissait le prétexte de se détacher de son alliance, et de se joindre à ses ennemis.

Le pape travaillait avec ardeur à opérer ce changement. Une maladie grave avait suspendu son activité. On crut sa mort assurée, et quel-

ques jeunes seigneurs essayèrent de haranguer le peuple, et de rappeler les Romains à la liberté. C'était parler aux habitans de Rome une langue étrangère; ils ne furent point compris, et le pape, après avoir recouvré la santé, dédaigna de les punir. Pendant sa convalescence, il avait donné l'absolution à son neveu, assassin du cardinal de Pavie. Il avait sur-tout, par une bulle foudroyante, porté les peines les plus terribles contre la simonie, et contre ceux qui achèteraient la tiare. Ces deux crimes lui étaient hautement imputés. Il ne lança point d'anathèmes contre les fauteurs d'une guerre interminable, et de son lit, il renoua des négociations avec Louis pour le tromper, et avec Ferdinand, Henri VIII et les Vénitiens, pour le combattre. Tant de constance fut enfin couronné du succès, et une ligue qu'il appela *sainte*, fut signée par lui, le roi d'Aragon et les Vénitiens. On laissait à l'empereur et au roi d'Angleterre la liberté d'y accéder.

La France n'était pas désignée positivement dans l'acte de cette nouvelle confédération; mais on déclarait que le but du traité était de conserver l'unité de l'Église, de la garantir du schisme dont elle était menacée par le conciliabule de Pise, de lui rendre toutes les places

qui appartenaient médiatement ou immédiatement au saint siége, et de déclarer la guerre à quiconque s'opposerait à l'exécution de ces articles. Le pape fournissait quatre cents lances, cinq cents chevaux-légers, six mille fantassins; les Vénitiens huit cents hommes d'armes, mille chevaux-légers, huit mille hommes de pied; le roi d'Aragon douze cents hommes d'armes, mille chevaux-légers, et dix mille hommes d'infanterie espagnole. Douze galères devaient être armées par ce prince, et quatorze par les Vénitiens qui, avec le pape, s'engageaient à donner 40,000 ducats par mois.

Le roi de France se laissait encore tromper par les protestations de Ferdinand, lorsque la sainte ligue était déjà proclamée à la cour de Rome; et, par une suite d'un premier refus, il repoussait encore les propositions de quelques chefs des Suisses qui avaient desiré renouveler l'ancienne capitulation, et réconcilier leur nation avec les Français. Les Suisses, gagnés par le pape, se disposèrent à passer en Italie.

Cependant Louis XII s'était enfin résolu à lever de nouvelles troupes. Il avait confié le commandement du Milanais à Gaston de Foix, et bien décidé à pousser la guerre avec vigueur, il avait prescrit à tous les gens d'armes de son

royaume de passer les monts, et il n'avait réservé que peu de forces qu'il destinait à défendre la Picardie. Toutes ces dispositions n'étaient encore qu'ordonnées, lorsque les Suisses arrivèrent à Varèse avec quelques munitions, et avec quelques pièces légères d'artillerie, portées par des chevaux. Gaston qui n'avait que très-peu de monde avec lui, et qui avait été contraint de laisser quelques troupes à Bresse, à Vérone, et d'en envoyer à Bologne, n'avait pas d'autre parti à prendre que de côtoyer d'abord les ennemis, et de leur couper les vivres, s'il était possible. Toutes les places fortes du Milanais avaient été approvisionnées par ses soins. Trivulce et lui étaient arrivés à Sarono, avec le petit nombre de lances et de volontaires dont ils pouvaient disposer, lorsque les Suisses s'avancèrent jusqu'à Galaraté. Les Français appuyèrent à gauche, vinrent occuper Legnago sur la rivière d'Olona, à quatre milles des ennemis, et se portèrent même à Busto-Arcizio. Gaston ayant reçu un héraut que les Suisses lui avaient envoyé, selon l'ancien usage, pour lui offrir la bataille, répondit noblement qu'il se battait quand il lui convenait de le faire, et non pas quand il plaisait à son ennemi. Cédant ensuite au grand nombre, il vint s'enfermer

dans les faubourgs de Milan, où il reçut quelques renforts. Les Suisses n'ayant point le canon qui leur eût été nécessaire pour attaquer cette place, tournèrent vers Monza sur le Lambro, et firent croire que leur intention était de passer l'Adda. Gaston aussitôt jeta quelques troupes dans Cassano.

Par les lettres qu'on avait interceptées, on connaissait combien les Suisses étaient étonnés de n'entendre parler ni du pape, ni des Vénitiens. Bientôt après ils offrirent de se retirer, moyennant un mois de paie pour toute leur armée; et lorsqu'on discutait encore sur la somme qu'ils paraissaient exiger, ils remontèrent précipitamment vers Côme, et retournèrent dans leur pays, sans que l'on pût attribuer cette retraite extraordinaire à d'autre cause qu'à leur ressentiment contre leurs nouveaux alliés, dont ils avaient attendu vainement les secours pour traverser l'Adda.

Le pape aurait bien voulu diriger les premiers efforts des armées combinées sur Florence. Il ne pardonnait point à cette république d'avoir souffert la convocation du concile à Pise, d'où cependant il avait été contraint de sortir pour se réfugier à Milan. Jules reprochait encore à Florence les subsides qu'elle

avait imposés sur le clergé, à la sollicitation du gonfalonier Soderini qu'il voulut faire assassiner. Mais outre le départ précipité des pères du concile que les Florentins avaient su provoquer, ils avaient aussi cherché les moyens de se concilier le roi d'Aragon auquel ils avaient député François Guichardin qui écrivit, dans la suite, une histoire estimée des guerres d'Italie. Cette république qui avait mécontenté le pape, s'aliéna le roi de France par les ménagemens qu'elle crut pouvoir garder, et ses divisions intestines lui devaient rendre funeste son imprudente neutralité.

(1512) L'armée réunie du pape et du roi d'Aragon, au lieu de traverser l'Apennin, défila donc dans la Romagne, et s'empara sans difficulté de toutes les possessions du duc de Ferrare en-deçà du Pô. La Bastide de Genivole fut prise par Pierre de Navarre, reprise par le duc, et chacune de ces opérations fut signalée par le massacre affreux de la garnison.

Mais c'était à la reprise de Bologne que le pape attachait le plus d'importance, et les longues délibérations des généraux espagnols pour décider de quel côté il fallait attaquer, et quelles précautions on devait prendre contre l'armée française, indisposèrent le cardinal légat qui

ne savait lui-même comment satisfaire l'impatience du pape. Il fallut que le vice-roi de Naples imposât silence au prélat qui voulait diriger les opérations d'une armée commandée, il est vrai, par Cardone, mais où se trouvait Fabrice Colonne, avec beaucoup de vieux capitaines, et où sur-tout on distinguait l'illustre Pierre de Navarre.

Gaston avait cru d'abord que quelques secours qu'il avait envoyés seraient suffisans pour la sûreté de Bologne dont il avait confié la défense à Yves d'Alègre, au jeune Odet de Foix, au capitaine Vincent que l'armée surnommait le Grand Diable, et à Antoine Motier, petit-fils de ce Gilbert de La Fayette dont nous avons parlé sous le règne de Charles VI. Mais le général, pressé par ces braves de venir lui-même se mettre à leur tête, dérobe à ses ennemis une marche qu'il exécute pendant la nuit, malgré le vent et la neige, et il entre dans Bologne, deux heures après le lever du soleil, avec treize cents lances et quatorze mille fantassins, dont six mille lansquenets. S'il eût suivi son dessein d'attaquer sur-le-champ, c'en était fait de l'armée combinée dont la sécurité eût assuré la perte. Mais, non moins docile que courageux, Gaston se rendit aux observations

de d'Alègre qui ne crut pas devoir commettre le sort d'une bataille à la bravoure de troupes excédées de fatigues. Cardone n'apprit que le lendemain, par un prisonnier, l'arrivée de Nemours, et le siége fut levé avec précipitation.

Pendant que l'armée du pape et du roi d'Aragon cherchait des positions avantageuses dans le Bolonais, Gaston volait au secours du château de Bresse que pressaient les Vénitiens, après avoir pris la ville, ainsi que Bergame, Orci-Vecchi, Orci-Nuovi, Ponte-Vico et plusieurs autres places qui leur avaient ouvert leurs portes. Le château de Bresse n'aurait pu leur opposer une longue résistance; mais le sénat qui s'occupait à envoyer des magistrats dans les villes reconquises, négligeait de fournir à son armée l'artillerie de siége qui lui était nécessaire. Gaston jette, en passant, quelques lances et cinq cents fantassins dans Ferrare, traverse le Pô à la Stellata, passe sur le territoire du duc de Mantoue auquel il en fait ensuite demander permission pour qu'il ne puisse ni délibérer, ni prévenir les Vénitiens. Il campe une nuit dans le Véronèse, et s'approche de la Scala. Il apprend que Baglioné revient de Bresse, après avoir conduit quelques troupes et de l'artillerie; il le joint près de l'Adige, avec le peu

de troupes qui avaient pu le suivre, l'attaque avec impétuosité, triomphe de sa longue résistance, et le culbute dans le fleuve. Le lendemain, il rencontre et défait un autre parti vénitien, et il arrive dans un des faubourgs de Bresse, neuf jours après son départ de Bologne. Il somme les habitans de se rendre. Sur leur refus, il marche à la tête d'une élite d'hommes d'armes à pied comme lui, précédés de six mille fantassins gascons et allemands. Il pénètre dans la première enceinte du château, et, après un instant de repos, il s'élance dans cette ville où les Vénitiens combattent pour leur salut, et les Français pour la gloire et le pillage. Le choc est terrible, la résistance opiniâtre. Mais la victoire se déclare enfin pour Gaston. Huit mille hommes du parti vénitien périssent, le reste de leurs troupes est prisonnier, et la belle ville de Bresse est, pendant sept jours, abandonnée au pillage. Les Français achetèrent cette conquête par la mort de beaucoup de braves, et ce fut dans cette ville que Bayard, dangereusement blessé, signala son désintéressement, et dota les deux filles d'une dame chez laquelle il avait été porté après le combat.

Après avoir rétabli le bon ordre dans son

armée, Gaston courut aussitôt chercher l'armée des alliés vers la Romagne. Personne n'était plus digne que ce jeune prince de la confiance de Louis XII, et plus capable d'exécuter les nouveaux ordres qu'il venait de recevoir de ne plus rien ménager. Louis, en effet, voyait s'anéantir les alliances qui l'avaient uni au roi d'Aragon, à l'empereur, aux Florentins, au roi d'Angleterre. Ce dernier avait congédié l'ambassadeur de France, et déclaré qu'il n'était pas convenable que le ministre d'un prince qui persécutait le saint siége, parût dans une cour aussi dévouée à l'Église que l'était celle d'Angleterre. C'était Henri VIII qui tenait ce langage. Louis, menacé de tous côtés, avait prescrit à Gaston de livrer bataille, et de profiter de sa victoire pour marcher sur Rome. Voulant diminuer aux yeux des peuples l'odieux de cette expédition, il ordonna qu'elle se fît au nom du concile qui envoya même à l'armée, en qualité de légat, le cardinal de San-Severino, homme fier, d'une taille gigantesque, et dont les inclinations martiales s'accordaient peu avec sa profession.

En entrant dans le Bolonais, Gaston avait une armée de cinq mille lansquenets, seize cents hommes d'armes, et treize mille fantassins dont cinq mille Gascons, et le reste Français et Picards. Ces derniers étaient, ainsi que les Gascons, fort estimés en France, et soutenaient le parallèle avec l'infanterie espagnole. L'artillerie du duc de Ferrare et deux cents chevaux-légers de ce prince devaient joindre l'armée française. Celle des ennemis témoignait autant de répugnance à accepter le combat, que Gaston montrait d'empressement à le présenter. La politique de Ferdinand dirigeait, du fond de son cabinet, la marche de ses troupes, et ce prince espérait obtenir bientôt un succès décisif par la diversion puissante qu'il se proposait de faire, conjointement avec l'Angleterre, sur les frontières de la Guienne, et sur les côtes de la Bretagne et de la Normandie. Conformément aux instructions du roi catholique, le vice-roi de Naples et ses généraux se tenaient sur la défensive, cherchant à protéger les villes de la Romagne, à conserver leurs communications avec Rome, et à s'assurer toujours leurs vivres et leurs fourrages. En effet, pendant que les Français occupèrent Medicina, Castel-Guelfo, Bagnara, Solarolo et Cotignola, les alliés se retranchèrent successivement sous les murs d'Imola, à Castel-Bolognèse, et dans le *Champ aux Mouches*. L'art

des marches et des campemens était pour ainsi dire créé de nouveau, chez les Français, par un prince de vingt-trois ans, et chez les Espagnols, par un vieux soldat, car le vice-roi avait ordre de ne se conduire que par les avis de Pierre de Navarre.

Pour les forcer à combattre, Gaston résolut de former le siége de Ravennes, persuadé que les ennemis, et le pape sur-tout, ne consentiraient point à se voir enlever sous leurs yeux une place de cette importance. Vainement il essaya, par une marche feinte, de leur donner le change sur son dessein. Ils le pénétrèrent, et se hâtèrent de jeter dans Ravennes des forces suffisantes pour leur donner le temps de la secourir, si elle était attaquée. Le reste de l'armée se campa sous le canon de Faenza, du côté de la mer, et au-delà de l'Amoné.

Les Français ayant traversé ce même fleuve vis-à-vis Granarolo, et s'étant emparés de Russi, s'approchèrent de Ravennes. Ils établirent leur camp vis-à-vis la porte Adriana, appuyant leur droite au Ronco (Bedesis), et leur gauche au Montoné (Vitis). Ces deux rivières qui prennent leurs sources dans l'Apennin, viennent confondre leurs eaux au-dessous de Ravennes, dont la mer baignait autrefois les murailles. Ravennes, Classe et Césarée formaient, du temps d'Auguste, un port où mouillait la flotte destinée à la garde de la mer Adriatique. Césarée a disparu, et il ne reste de l'importante ville de Classe que la belle église de Saint-Apollinaire, au milieu d'une plaine aride.

Gaston ayant jeté un pont sur les deux torrens, avait établi à la fois deux batteries, l'une sur la gauche du Montoné, l'autre à la droite de son camp. Celle-ci était dirigée contre un bastion, entre le Ronco et la porte Adriana. Dès le jour même, et quoique la brèche n'eût encore que soixante pieds de largeur, Gaston ordonna l'assaut. Il y était forcé par le manque de vivres, la difficulté de fourrager, et l'approche des ennemis. Mais ce qui le détermina davantage encore, ce fut l'ordre envoyé par l'empereur à ses Allemands de quitter l'armée, et la défense qu'il leur fit de combattre contre les Espagnols. Le capitaine Jacob qui était entièrement dévoué au roi, montra cet ordre au chevalier Bayard avant de le communiquer à ses officiers, et il fut convenu avec le duc de Nemours que les intentions de Maximilien ne seraient publiées que le lendemain. Les échelles furent aussitôt plantées, et trois bataillons séparés d'Allemands, de Français et d'Italiens,

précédés par une élite de gens d'armes à pied, attaquèrent avec impétuosité. Les assiégés se défendirent avec bravoure. Cinq fois les Français revinrent à la charge ; mais, pris en flanc par une coulevrine que Marc-Antoine Colonne plaça sur une face de bastion, leurs efforts furent inutiles, et Gaston fit sonner la retraite. Cet assaut qui avait duré trois heures, coûta la vie à trois cent cinquante braves, parmi lesquels on regretta particulièrement Coligny de Châtillon, et d'Espy, maître de l'artillerie.

Les habitans de Ravennes, effrayés, allaient capituler sans le consentement de Colonne, lorsqu'on apperçut l'armée des alliés dont les généraux remplissaient l'engagement qu'ils avaient pris avec Marc-Antoine. Ils s'étaient emparés de Forli, et ayant traversé le Ronco, ils suivaient la droite de cette rivière. On pouvait croire qu'ils voulaient se jeter dans Ravennes, à la faveur de la Pignetta, grande forêt de pins qui s'étend depuis la rivière jusqu'à la mer. Ils auraient pu occuper le terrain qui se trouve entre la ville et le confluent des deux rivières, où les Vénitiens les eussent approvisionnés ; et si ce parti eût été pris par eux, les Français se seraient vus dans la nécessité de lever le siége. Mais les généraux

espagnols pensèrent que leur approche suffirait pour sauver Ravennes, et que le duc de Nèmours n'oserait point livrer l'assaut en leur présence. S'étant donc arrêtés à trois milles de la place, ils employèrent le reste du jour et la nuit suivante à entourer d'un fossé tout leur camp, à l'exception d'un espace de quarante pieds de large qu'ils conservèrent à la tête des retranchemens, pour faciliter le passage de leur cavalerie.

Les mêmes motifs qui avaient nécessité l'assaut, rendaient la bataille indispensable.

Le 11 avril, jour de Pâques, à la pointe du jour, l'armée française traversa le Ronco sous les yeux des alliés qui restèrent en bataille derrière leurs retranchemens, malgré les sages conseils de Fabrice Colonne qui voulait qu'on attaquât les Français lors de leur passage. Les ennemis laissèrent de même Gaston ranger son armée en bataille. La Palisse à qui le roi venait de donner la charge de grand-maître de sa maison, aidait son jeune général.

L'armée française ayant sa droite appuyée au Ronco, avait la forme d'un croissant, pour mieux envelopper les retranchemens ennemis, que Pierre de Navarre avait été contraint de tracer en quart de cercle, à cause du terrain

sur lequel son camp était assis. Louis de Brézé, sénéchal de Normandie, et le duc de Ferrare commandaient la droite composée de sept cents lances, et de cinq mille fantassins allemands auxquels la garde de l'artillerie fut d'abord confiée. Le centre était formé par huit mille Gascons et Picards, et cinq mille autres fantassins du duché de Milan, sous les ordres de Frédéric Bozzolo, cadet de la maison de Mantoue. Les francs-archers et les chevaux-légers, au nombre environ de trois mille hommes, fermaient l'aile gauche à la tête de laquelle marchait Trivulce. Derrière le duc de Ferrare, la gendarmerie du corps de bataille et de la gauche était réunie, au nombre de sept cents lances, sous le commandement de la Palisse. Cette disposition avait été prise par Gaston, lorsqu'il reconnut que les ennemis s'obstinaient à l'attendre derrière leurs retranchemens. Yves d'Alègre avait été laissé sur la gauche du Ronco, avec quatre cents lances et quelques fantassins, pour tenir en respect la garnison de Ravennes, tandis que le capitaine Paris, Écossais, gardait le port de Montoné, avec un détachement de mille hommes d'infanterie. Le cardinal légat, armé de toutes pièces, était aux côtés de la Palisse, et, pour porter ce colosse et

son armure, il avait fallu faire venir des chevaux de la basse Saxe. Gaston avait assigné un poste à chaque officier; le sien était partout où il devait y avoir du danger. Trente braves, parmi lesquels on distinguait Lautrec, son cousin, étaient attachés à sa personne. Revêtu de son armure brillante et de sa riche casaque, portant sur ses traits l'assurance et la gaieté de son âge, Gaston parcourut le front de son armée, montrant l'ennemi et promettant la victoire. Chaque historien s'est plu à lui composer une longue harangue : l'éloquence de ce jeune héros était dans la fierté de son attitude, dans les lauriers dont il était déjà couvert, et dans l'amour qu'il avait inspiré à tous les soldats.

Le faible Cardone laissait alors ranger son armée par Pierre de Navarre qui, connaissant la supériorité de la gendarmerie française, avait mis tout son espoir dans la redoutable infanterie espagnole. Il avait imaginé des chariots armés de faulx à la manière des anciens, et sur lesquels il avait placé de petites pièces de campagne; il distribua une trentaine de ces chars à la tête de son infanterie, pour arrêter le choc des Français. Derrière son artillerie qu'il avait disposée à la droite du Ronco, il

rangea huit cents hommes d'armes et six mille fantassins que commandait Fabrice Colonne. Le vice-roi occupait le centre avec six cents lances, et quatre mille hommes d'infanterie. Le cardinal de Médicis, vêtu selon sa dignité, était près de Cardone, et bénissait l'armée au nom du concile de Latran qui n'était encore que convoqué. La droite était fermée par les chevaux-légers à la tête desquels était ce marquis de Pescaire, jeune encore, mais chez lequel on découvrait le germe de ces grandes qualités qui devaient l'immortaliser un jour. Enfin Carvajal, placé derrière Fabrice Colonne, commandait l'arrière-garde composée de quatre cents gens d'armes et de quatre mille fantassins. Pierre de Navarre, accompagné de cinq cents hommes de pied, ne s'était réservé aucun poste particulier.

L'artillerie de chaque armée commença le combat. Celle des Espagnols, placée derrière des épaulemens, causa un grand ravage au milieu des gendarmes français, et Gaston voyant que la sienne ne pouvait atteindre les ennemis, fit porter quelques coulevrines à sa gauche, vers la pointe du croissant, et vis-à-vis l'espace où le fossé des retranchemens était interrompu. Le feu de ces pièces, prenant d'écharpe toute la ligne espagnole, lui fit en peu d'instans autant de mal que l'armée française en avait essuyé. Fabrice Colonne, peu accoutumé à ce genre de combat, furieux de voir ainsi dans ses rangs la mort et le désordre, fatigué de demander depuis long-temps la permission de charger, fit rapidement combler la partie du fossé qu'il avait en tête, et marcha droit à l'ennemi. Son mouvement entraîna la gendarmerie de Cardone et celle de Carvajal qui le suivirent immédiatement. Pierre de Navarre se vit contraint d'ébranler aussi son infanterie qu'il avait fait mettre ventre à terre depuis la nouvelle position qu'avait prise l'artillerie des Français, et cette marche précipitée rendit inutile les chariots dont il s'était promis un si grand avantage.

La mêlée devint bientôt générale, le carnage fut affreux. La gendarmerie, de part et d'autre, fit des prodiges de valeur; mais Gaston ayant appelé à propos la réserve d'Yves d'Alègre, celui-ci prit en flanc le corps de Fabrice Colonne, tomba dessus avec fureur, le divisa, le mit en fuite, et Fabrice, renversé de son cheval, tomba au pouvoir des Français. Raymond de Cardone n'avait point attendu cet échec pour quitter le terrain, et il

ne se crut en sûreté que lorsqu'il fut entré dans Ancône, à trente lieues du champ de bataille; officier bien digne des sarcasmes du pape, qui ne l'appelait jamais que madame de Cardone. Sa honte fut partagée par Carvajal, et par cet Antoine de Lève, alors militaire obscur, mais qui, dans la suite, sut faire oublier sa faute par de si grands talens et par une gloire si éclatante. Cependant Pierre de Navarre redoublait de courage et d'activité; il avait su faire passer son ardeur dans l'ame de chaque fantassin, et il ne désespérait pas encore de remporter la victoire. Il était parvenu à replier son infanterie derrière ses retranchemens dont les passages étaient garnis de plusieurs rangs de piquiers inébranlables, et déjà les Gascons et les Picards avaient échoué dans une vive attaque. Bayard et Louis d'Ars étaient alors chargés d'empêcher la gendarmerie espagnole de se rallier derrière l'infanterie; ils s'en acquittaient avec leur valeur et leur habileté ordinaires, et ils faisaient prisonniers Pescaire, et une foule d'autres capitaines. Le cardinal de Médicis, qui n'avait pu fuir aussi vîte que Cardone, fut lui-même enveloppé, saisi avec sa croix de légat, et présenté ainsi au cardinal San-Severino dont le bras ne se fatiguait point d'immoler des ennemis.

Mais il fallait entamer la redoutable infanterie espagnole. Un officier allemand, nommé Fabien, remarquable par sa force et par sa haute stature, se dévoua généreusement. Ce digne imitateur des deux Décius prenant par le travers la longue pique qu'il portait, et la baissant avec violence sur celles des piquiers espagnols vis-à-vis desquels il se trouvait, prescrivit à ses soldats de marcher sur son corps, et de se précipiter sur l'ennemi. Les Français et les Allemands ayant en effet pénétré par cette brèche, vengèrent la mort du brave Fabien, et celle d'Yves d'Alègre qui, dans une nouvelle charge, venait de périr avec son fils. La fureur est à son comble, le carnage est épouvantable. Pierre de Navarre, tout à la fois soldat et capitaine, se défend comme un lion; il tombe enfin couvert de blessures, et Gaston triomphe sur une terre jonchée de mourans et de cadavres.

Une telle victoire eût été complète aux yeux de tout autre général, et les officiers de Nemours le pressaient de se reposer. Mais ce prince avait les yeux fixés sur un gros d'Espagnols dont la retraite se faisait en bon ordre, par la chaussée qui conduit à Cézène. Son courage s'irritait de voir des vaincus marcher dans une aussi

belle ordonnance. Il reprend son casque en frémissant, il s'élance, suivi d'un petit nombre de gens d'armes, et se jette avec impétuosité sur les derrières de ce bataillon. Les derniers rangs se retournent, et le reçoivent pique baissée. Son cheval est tué; Gaston lui-même tombe couvert de quatorze blessures, et meurt après avoir vaincu.

Ainsi périt, couronné par la victoire, ce jeune héros que l'Europe avait déjà surnommé le *Foudre de l'Italie*, digne, à tous égards, de servir de modèle aux militaires, si l'on pouvait excuser la témérité qui lui coûta la vie. Gaston, au surplus, était de ces êtres rares et privilégiés chez lesquels la perfection et le génie n'ont pas besoin des leçons de l'expérience, et qui, dès leurs premières armes, se signalent par des triomphes dont s'honoreraient les plus illustres capitaines à la fin de leur carrière.

Les Français payaient bien cher le gain de cette mémorable bataille. Les généraux ennemis étaient prisonniers, l'artillerie et les bagages des vaincus formaient un butin immense; mais Nemours était mort, et le désespoir que sa perte causait à l'armée, n'empêcha point qu'elle ne pleurât aussi le brave d'Alègre, l'un de ses capitaines lés plus expérimentés.

L'amour des soldats ne s'éteint pas avec la vie de ceux qui en sont l'objet. L'armée ne consentit qu'avec peine, et au bout de plusieurs jours, à se dessaisir du corps de Gaston qu'elle fit enfin conduire en triomphe dans la ville de Milan. Lorsqu'on le déposa dans la cathédrale, sous le dôme, les principaux prisonniers furent forcés à le suivre, et, pour catafalque, on lui dressa un trophée des drapeaux nombreux et des armes des vaincus. Les malheurs qui suivirent de près sa mort, ayant éloigné les Français du Milanais, le cardinal de Sion ne rougit pas de troubler les cendres d'un héros, de poursuivre, suivant ses expressions, le cadavre d'un excommunié, et de le faire enterrer secrètement chez les religieuses de Sainte-Marthe. Lorsque François Ier passa les Alpes, en 1515, l'armée s'empressa de consacrer un magnifique monument à Gaston, dans l'église où il avait été inhumé. Mais cent soixante ans après, les religieuses ignorant quel honneur les cendres de Nemours faisaient à leur maison, détruisirent son mausolée, en dispersèrent les ornemens, et jetèrent dans une cour obscure les débris de la statue de ce prince illustre. Tant il est vrai que les gouvernemens sont les seuls gardiens fidèles des monumens que la reconnaissance

élève à la mémoire des grands hommes !

La mort d'un seul Français avait donc changé la face des affaires ; elle faisait perdre le fruit de tant de gloire et de succès. Vainement Ravennes et toutes les forteresses de la Romagne ouvrirent leurs portes aux vainqueurs, vainement la consternation se répandit dans les principales cours de l'Europe, Louis connut toute l'étendue de sa perte. *Dieu nous garde*, s'écria-t-il après avoir lu les lettres de la Palisse, *Dieu nous garde de remporter jamais de pareilles victoires !*

En effet, le pape abattu d'abord par la nouvelle accablante de la défaite de ses troupes, de celles du roi d'Aragon, et de la prise de son légat, avait été bientôt rassuré par les détails que le cardinal de Médicis lui avait envoyés par son cousin [1] Jules, chevalier de Rhodes, qui ne paraissait se rendre à Rome que pour instruire leurs amis de la situation du cardinal. Jules de Médicis informa le pape et le consistoire de l'affliction et du désordre où l'armée française était plongée. Il leur apprit que la Palisse et le légat San-Severino, désunis entre

[1] Léon X le fit cardinal en 1513. Il devait succéder, en 1523, au pape Adrien VI, sous le nom de Clément VII.

eux, n'avaient conservé presque aucun empire sur les troupes ; que chaque capitaine, que chaque soldat était beaucoup plus occupé de mettre le butin en lieu de sûreté, que de courir à de nouveaux combats, et que les Français cantonnés dans la Romagne, attendant tristement de nouveaux ordres du roi de France, ressemblaient moins à des vainqueurs enhardis qu'à des vaincus découragés.

Les desirs du pape s'accordaient trop bien avec de pareils renseignemens, pour qu'il ne les accueillît pas, et pour qu'il ne repoussât point avec fierté les conseils pusillanimes que lui donnaient ses cardinaux. Néanmoins, pour mieux tromper le roi, il consentit à ce que le vice-légat d'Avignon continuât des négociations entamées avant la bataille de Ravennes. Mais il semble que les plus grands ennemis de la France étaient alors l'insurmontable parcimonie de Louis XII, et l'imprévoyance inexplicable des intendans de ses finances. En même temps qu'ils rappelaient la Palisse dans le Milanais pour repousser la nouvelle irruption que l'on craignait de la part des Suisses, ils congédiaient, pour plaire au roi, disaient-ils, l'infanterie italienne qui avait combattu à Ravennes, et une partie des fantassins français,

gascons et picards. Il faut que tous les historiens s'accordent à rapporter de tels faits, pour qu'on se permette d'y ajouter foi, et il faut aussi qu'aucun d'eux n'accuse ces intendans de corruption, pour qu'un soupçon honteux ne flétrisse point leur mémoire. Du moins peut-on en conclure que la destinée des chefs d'armées est bien à plaindre lorsque le mouvement, la solde et l'entretien de leurs troupes sont à la merci d'une volonté indépendante de la leur.

Pendant que Jules II amusait le roi de France par de fausses démonstrations, et qu'il convoquait cependant avec beaucoup d'appareil son concile de Latran, le légat, prisonnier à Milan, se conformait avec zèle à ses instructions secrètes. Ne rougissant point d'abuser de la crédulité de braves soldats, prostituant à des intérêts criminels ce que la religion offrait de plus respectable, ce prélat distribuait des absolutions, des indulgences, et, pour prix de ses bienfaits, ordonnait de déserter, et de rompre les engagemens les plus sacrés. Telles étaient les armes que des prêtres employaient contre une nation valeureuse, armes dont le funeste succès n'est que trop souvent attesté par l'histoire. Schinner avait redoublé ses intrigues et ses prédications au milieu des Suisses. Une des

maximes qu'il leur avait répétées avec le plus d'affectation, et qu'ils avaient le mieux retenues, était que l'or et l'argent appartenaient à ceux qui avaient les armes à la main. Ils ne pouvaient d'ailleurs supporter que Louis XII leur eût substitué les lansquenets, et ils brûlaient du desir de le convaincre que les soldats suisses étaient alors les meilleurs fantassins de l'Europe. Ils n'exigèrent même, contre leur coutume, qu'un très-faible salaire, avant que de se mettre en marche. En les voyant réunis à Coire, la Palisse crut un moment qu'ils se proposaient de fondre sur le Milanais par le lac de Côme que ne défendait point encore le fort de Fuentès; mais ayant appris que les Suisses s'étaient dirigés vers le Trentin, il se rendit sur le Mincio. A peine s'était-il établi dans Valeggio, que les Suisses arrivèrent à Villa-Franca, et que leur approche le contraignit de traverser le fleuve, et de se replier sur Castiglioné dellé Stivéré, entre Bresse et Mantoue. Ce fut là que son infanterie allemande reçut de l'empereur l'ordre formel de se séparer des Français, et que cette défection dont Maximilien se fit un si grand mérite auprès des alliés, fit gémir encore davantage sur l'absurde économie des trésoriers généraux du roi de France.

De ce moment, il fut impossible à la Palisse non seulement de tenir la campagne, mais de suspendre la marche des ennemis. Il pourvut à la sûreté de Bresse, de Bergame, de Crémone, et il voulut essayer lui-même de défendre Pavie où s'étaient réfugiés, avec les pères du concile, tous les ministres que le roi entretenait à Milan, et où l'on avait conduit les prisonniers faits à la dernière bataille. Mais le découragement était à son comble parmi ses troupes et leurs officiers; il fallut regagner le chemin des Alpes; et cette armée qui fuyait ainsi devant des fantassins dénués de canons et de cavalerie, était celle que la victoire avait couronnée, deux mois avant, à Ravennes.

Les Suisses qui affectaient de reconquérir le Milanais pour le fils de Louis Sforce, dit Le More, s'appropriaient néanmoins le prix des capitulations, et les impôts qu'ils établissaient sur tous les habitans. Ils trouvèrent même à leur convenance Locarno et Magadino sur le lac Majeur, Lugano sur le lac de ce nom, et Mendrisio, entre ce même lac et la ville de Côme. Ils s'emparèrent de toutes ces places, et à leur exemple, les Grisons, malgré leur alliance avec les Français, prirent Chiavenne et toute la Valteline.

Le seul moyen d'être utiles qui restât encore aux officiers français commandant les divers châteaux assiégés, était de jeter la division parmi les alliés. Ils y réussirent, en remettant chacune de ces places précisément à l'une des puissances qui n'y avaient aucun droit. Le pape, l'empereur, les Vénitiens, les Suisses et Ferdinand s'accusaient déjà mutuellement, et Louis XII put espérer de détacher de la coalition quelques-uns de ses ennemis. Son autorité n'était plus reconnue alors que dans Bresse, Crème, les châteaux de Crémone et de Milan, le Castelet et la Lanterne de Gènes. Son concile dont les prélats n'avaient ni plus de mœurs, ni plus de piété que ceux qu'ils voulaient réformer, avait traîné sa honteuse existence de Pise à Milan, de Milan à Pavie, et traversait les Alpes pour aller s'ensevelir dans la ville de Lyon, où le poursuivaient le ressentiment et les foudres de Jules.

L'âge et les infirmités de ce pontife ne ralentissaient ni sa haine, ni ses prétentions. Il avait résisté aux humbles prières de la dévote Anne de Bretagne; il avait voulu abuser de la confiance que le duc de Ferrare avait mise dans le sauf-conduit qu'il lui avait envoyé; il avait soulevé Gènes; il était rentré dans Bo-

logne en maître irrité ; il s'était approprié Parme et Plaisance, et il n'hésitait point à prétendre que l'exarchat de Ravennes s'étendît jusqu'aux Alpes, sur toute la rive droite du Pô. S'il eût vécu plus long-temps, Jules n'aurait pas manqué de produire un titre authentique pour assurer au saint siége cette vaste propriété. Mais l'opération la plus importante de la fin de son règne, fut le rétablissement des Médicis à Florence, et le coup mortel dont sa vengeance frappa la liberté de cette illustre république.

Florence n'avait alors ni capitaines expérimentés, ni infanterie exercée. Ce qui lui restait de gendarmerie, était dans les places du Milanais qui tenaient encore pour la France. La famille des Médicis qui avait déjà produit Côme, le *Père de la Patrie*, et Laurent, le *Magnifique*, ayant fait servir la reconnaissance de ses concitoyens à leur asservissement, avait subi, en 1494, la peine due à sa dévorante ambition. Mais, depuis cette époque, elle n'avait jamais perdu l'espoir de reconquérir la souveraine puissance; et ses complices avaient rempli la république de troubles, pour dégoûter les citoyens de la liberté. Des hommes perdus de mœurs, accablés de dettes, et auxquels les Médicis promettaient des honneurs et des richesses, ne cessaient de conspirer contre les magistrats, de fomenter de nouvelles dissentions, et de présenter le retour d'une famille comme le seul remède aux maux qu'elle provoquait, et dont ils étaient les auteurs. Jules II était l'ame de tous ces mouvemens, et chaque échec qu'éprouvaient en Italie les armes françaises, devenait à Florence le signal d'une nouvelle tentative en faveur des Médicis. Le pape venait de confier leur cause à Cardone dont l'artillerie n'était alors composée que de deux coulevrines, mais qui commandait à cette infanterie espagnole dont la fière résistance avait vendu si cher aux Français la victoire de Ravennes. Les Médicis d'abord ne demandaient qu'à jouir, dans les murs de Florence, des droits de simples citoyens, et le peuple crut à leur modération. Rentrés par la force des armes, leur triomphe devint bientôt complet, et Florence fut asservie par cette famille qui fournit tant de noms chers aux arts, illustres dans l'histoire, mais qu'un Français ne peut prononcer sans songer aux minorités désastreuses de François II, de Charles IX et de Louis XIII.

Cependant, malgré l'affront que le roi de

France venait de recevoir dans l'abaissement d'une république dont il était le protecteur, il voyait croître les divisions qu'il avait semées au milieu de ses ennemis.

Dans la conférence tenue à Mantoue, et où Cardone s'était rendu avant l'expédition de Florence, l'empereur et le roi d'Aragon avaient été contraints de se conformer au desir du pape et des Suisses, et de consentir que Maximilien Sforce fût investi du duché de Milan. Mais il avait fallu renvoyer à d'autres instans toutes les négociations relatives à l'alliance entre le pape et l'empereur, à la paix que Jules voulait négocier entre celui-ci et les Vénitiens, et à toutes les autres mesures que l'on desirait prendre pour mettre l'Italie à couvert des entreprises de la France. L'évêque de Gurck s'étant rendu ensuite à Rome pour concilier ces différens intérêts, et n'ayant pu réussir, malgré les efforts du pape, des ambassadeurs espagnols et des cantons suisses, à conclure la paix entre l'empereur et les Vénitiens, fit un traité particulier avec le pape, au nom de son maître. La république alors se voyant de nouveau menacée des armes temporelles et spirituelles du saint siége, Louis saisit cette occasion pour lui proposer de se liguer avec elle. Mais cette

négociation traîna plusieurs mois en longueur, à cause de la défiance que beaucoup de sénateurs avaient conçue, et du desir qu'ils montraient de se réconcilier avec Maximilien.

Il s'en fallait bien qu'au milieu de tous ces embarras, Louis XII n'eût à s'occuper que des affaires de l'Italie. Nous avons vu que l'Espagne s'était unie avec l'Angleterre pour attaquer la France. Henri VIII alors avait pour épouse cette Catherine, fille de Ferdinand, veuve d'Artur, frère d'Henri, et dont la répudiation scandaleuse devait un jour causer une si grande révolution dans le culte religieux de l'Angleterre. Ferdinand avait obtenu que son gendre lui envoyât six mille hommes d'infanterie pour attaquer la Guienne conjointement avec les Espagnols. Mais tandis qu'il négociait le passage de ses troupes par la Navarre, et que Jean d'Albret se confiait dans les secours tardifs de la France, Ferdinand s'empara brusquement de la haute Navarre, sous prétexte que le pape avait jeté l'interdit non seulement sur la France, mais encore sur les possessions de tous ses alliés. Satisfait ensuite d'une conquête qui lui avait si peu coûté, il oublia ses premiers engagemens avec les Anglais qui se

rembarquèrent en désordre, après avoir ainsi servi à l'agrandissement d'une puissance rivale.

Louis, toujours pris au dépourvu, avait essayé de reconquérir la Navarre; mais l'activité du duc d'Albe avait triomphé du courage de Lautrec et de la Palisse. La rigueur de la saison, la disette de vivres, le ressentiment de quelques montagnards combattirent encore pour le roi d'Aragon, et ce prince demeura paisible possesseur du royaume de Navarre.

Pendant que Ferdinand tirait un si grand parti d'une bulle du pape, il s'efforçait d'empêcher les Vénitiens d'accéder aux propositions de Louis; il pressait Maximilien de céder Vérone à la république, et d'employer le prix de cette cession à tenter sur la Bourgogne une grande expédition qu'il promettait de seconder.

(1513) Jules, de son côté, s'abandonnait aux plus vastes projets. Mécontent des Lucquois, du cardinal de Médicis, du cardinal de Sion, du nouveau doge de Gènes, et des Espagnols, toujours irrité contre le duc de Ferrare et le roi de France, il dépouillait le roi de sa dignité par une bulle, il allait arracher au duc ses propriétés par la force des armes; il voulait s'emparer du royaume de Naples, et de nouveaux troubles allaient être excités

par lui dans Lucques, dans Gènes et dans Florence. Au milieu de tant d'agitations, la mort vint le frapper, et l'Italie crut qu'elle allait goûter quelques instans de repos.

Le cardinal Jean de Médicis, âgé de trente-sept ans, lui succéda sous le nom de Léon X. On n'avait point encore vu de pape aussi jeune, et de couronnement aussi fastueux. Les circonstances rendaient impolitiques ces dépenses jusqu'alors inouies; elles ne firent l'admiration que de la populace.

Dans ces entrefaites, Louis XII qui desirait envoyer au-delà des Alpes l'armée sous les yeux de laquelle Ferdinand s'était emparé de la Navarre, avait conclu une trève avec ce prince. Il avait profité du ressentiment que le le roi d'Aragon témoignait contre le pape et les Vénitiens, auxquels il reprochait de n'avoir point tenu les engagemens contractés avec lui. Dans le moment même où l'on publiait ce traité en Espagne, il arrivait un courrier pour notifier au roi d'Aragon, de la part d'Henri VIII, les grands préparatifs qui se faisaient en Angleterre contre la France, et pour le sommer d'agir de son côté, ainsi qu'ils en étaient mutuellement convenus.

Le roi de France n'avait pas été aussi heu-

reux dans ses efforts pour regagner les Suisses. L'orgueil de cette nation s'était accru avec l'influence que lui avait acquise sa conduite dans les derniers événemens. Elle voyait auprès de ses diètes les ambassadeurs de tous les princes mendier son alliance, et les recevait avec cette hauteur que la prospérité donne aux peuples qui ne savent pas en soutenir le poids. Les Suisses refusèrent à Louis le pouvoir de lever des troupes dans leurs cantons.

Mais ce prince avait enfin réussi auprès des Vénitiens. André Gritti et Barthelemi d'Alviano, tous deux prisonniers en France, avaient secrètement conduit la négociation, sans donner aucun ombrage aux puissances ennemies de Louis XII. Venise lui promit huit cents hommes d'armes, quinze cents chevaux-légers, dix mille fantassins, pour le servir contre tous ceux qui s'opposeraient au recouvrement d'Asti, de Gènes et du Milanais. Le roi, auquel les Vénitiens cédaient Crémone et la Ghiera d'Adda, prenait l'engagement de les aider à reprendre toutes les places qu'on leur avait enlevées en Lombardie, et dans la Marche Trévisane. Ainsi les Français s'étaient battus pendant quatre ans pour exécuter le traité de Cambrai, ils allaient se battre pendant quatre autres années

pour l'anéantir, et l'on regardait ce nouveau traité comme le chef-d'œuvre de la politique du sénat.

Louis se flattait de reprendre le Milanais avant que l'Angleterre pût attaquer la France. Henri VIII n'avait alors ni armes, ni canons, ni cavalerie, et son infanterie était si faible qu'il faisait lever en Allemagne une grande quantité de lansquenets. En conséquence, Trivulce hâtait à Suze la réunion de l'armée française composée de quinze cents lances, de huit cents chevaux-légers, de sept mille fantassins français, et de huit mille lansquenets. La Tremouille devait la commander, avec le titre de lieutenant général.

Les Suisses, de leur côté, annonçaient hautement le dessein de défendre le Milanais. Outre les troupes qu'ils avaient déjà dans la Lombardie, ils envoyaient encore quatorze mille hommes sous les ordres du capitaine Motin et du baron d'Alt-Sax.

Les dispositions de Léon X n'étaient pas aussi faciles à connaître. Ce pontife, par un émissaire secret, faisait assurer Louis XII de son dévouement; il le prévenait que s'il adoptait quelques mesures contraires aux intérêts de la France, elles seraient nécessitées par les

dernières opérations de son prédécesseur. Mais ce prêtre n'oubliait pas l'expulsion de Pierre de Médicis sous Charles VIII, et sa propre captivité à la bataille de Ravennes. On pouvait présumer qu'il avait les mêmes projets que Jules II ; on savait seulement que la différence qui existait dans les caractères de ces deux papes, en causerait une grande dans leurs opérations. Déjà Léon invitait le roi de France à faire la paix, en même temps qu'il déclarait vouloir maintenir la ligue faite par Jules II avec l'empereur, l'Espagne et l'Angleterre, qu'il exhortait les Suisses à défendre l'Italie, et qu'il annonçait la résolution où il était de maintenir l'alliance que son prédécesseur avait faite avec eux.

Mais, pendant ces diverses négociations, les succès de l'armée française et des Vénitiens avaient été rapides. La haine et le mépris que Maximilien Sforce avait généralement inspirés, et les concussions exercées par les Suisses, avaient porté les Milanais à la révolte. A peine eurent-ils la certitude de l'approche de La Tremouille, qu'ils se soulevèrent, et il ne resta plus à Sforce que Côme et Novare. C'est dans cette dernière place qu'il était allé s'enfermer avec les Suisses ; c'est là qu'il fut bientôt assiégé par les mêmes

généraux qui, dans le même lieu, s'étaient emparés de la personne de son père. Ludovic avait été livré par les mêmes Suisses auxquels Maximilien Sforce confiait en ce moment sa défense.

La Tremouille qui avait appris les succès de Barthelemi d'Alviano auquel le sénat de Venise avait confié le commandement des troupes de la république, et qui voyait le Milanais se soustraire à l'autorité de Sforce, avait poursuivi ce prince dans Novare. Le desir de terminer par un coup décisif la conquête du Milanais, l'ayant empêché d'attendre que toute son armée fût réunie à Suze, il n'avait amené avec lui que cinq cents hommes d'armes, six mille lansquenets, et quatre mille fantassins français.

Croyant trop légèrement pouvoir compter sur les intelligences qu'il s'était ménagées dans la place, ce général investit Novare avec une telle négligence, et il dirigea si mal son attaque, que Mottin fit entrer sept mille Suisses presque sous ses yeux, et que les assiégés affectèrent de tenir toujours ouverte la porte de la ville qui regardait le camp. Sous le règne de Charles VIII cependant, et depuis que Louis XII était monté sur le trône, les Français avaient

été plusieurs fois dans le cas de défendre Novare dont les côtés faibles leur devaient être bien connus. Quoi qu'il en soit, ils livrèrent un assaut qui fut repoussé avec vigueur, et apprenant que la garnison allait recevoir le lendemain un nouveau renfort, ils levèrent le siége, et vinrent camper à la Riota, à deux milles de Novare, pour disputer le passage du Tesin aux Suisses que l'on attendait encore. Mais ceux-ci avaient traversé la rivière au moment même où La Tremouille avait quitté les murs de la place, ils s'étaient éloignés de la grande route, et ils étaient entrés dans Novare sans être rencontrés par les Français.

Le capitaine Mottin ne laissa point refroidir l'ardeur de combattre que la garnison témoignait depuis l'arrivée de ses compatriotes, et il excita les compagnies à attaquer le camp de La Tremouille, avant que d'autres Suisses ne vinssent partager avec eux la gloire et le butin. Cette entreprise eût été téméraire, si La Tremouille eût assis son camp avec quelques précautions. Mais il n'avait préparé aucune communication entre sa gendarmerie et l'infanterie qui se trouvaient séparées par des haies vives et par des canaux; il n'avait même fait aucun usage de cette espèce d'armes défensives dont

Robert de La Marck venait de rétablir l'usage, qui, employées avec succès à Groningue, prirent le nom de *chevaux de Frise,* et dont il existait une grande quantité avec les bagages de l'armée. On assura, dans la suite, que ce camp eût été moins mal disposé si Trivulce, dans lequel La Tremouille avait mis sa confiance, n'eût possédé, dans cette portion du Novarèse, un grand nombre de métairies qu'il desirait ménager.

Les Suisses sortirent donc de Novare avant le jour, et attaquèrent les Français qui à peine avaient eu le temps de se mettre en bataille. L'artillerie causa d'abord un grand ravage parmi les assaillans; mais ils s'élancèrent sur les canons avec une telle fureur, qu'après avoir eu leurs deux premiers bataillons entièrement rompus, ils parvinrent néanmoins à se rendre maîtres des pièces, et à les tourner contre l'infanterie allemande et française qui alors prit la fuite.

Les vainqueurs n'osèrent point attaquer la gendarmerie, et l'on ne peut expliquer pourquoi La Tremouille ne chercha point les moyens de couper la retraite aux Suisses qui reprirent le chemin de Novare, avec l'artillerie que leur valeur avait su conquérir.

Au plus fort du combat, Robert de La Marck, duc de Bouillon, qui commandait une compagnie d'hommes d'armes, apprit que ses deux fils, capitaines dans l'infanterie allemande, étaient blessés. Père tendre, guerrier intrépide, il se précipite à la tête d'un escadron, franchit tous les obstacles, pénètre, au milieu des bataillons suisses, hérissés de piques, jusqu'au lieu où ses enfans avaient combattu, les enlève, revient au camp avec son fardeau glorieux, et donne une seconde fois l'existence à des fils dignes de lui. L'aîné se fit connaître avantageusement, dans la suite, sous le nom de maréchal de Fleuranges.

Ce fait particulier prouve de quelle importance il eût été de ménager à la gendarmerie les moyens d'en venir aux mains, et il ne doit point échapper aux réflexions de ceux qui cherchent à déterminer laquelle des deux *armes*, de l'infanterie ou de la cavalerie, exerce sur l'autre une véritable supériorité.

Cependant la Tremouille, entièrement découragé, se plaignant de Trivulce, négligeant toutes les ressources que lui offraient les dispositions des Milanais, la possession des principales forteresses, les opérations de l'armée vénitienne, reconduisit ses troupes en France,

et termina, par sa retraite, une expédition dont le début semblait promettre des résultats plus avantageux.

Ce fut la dernière de celles que les Français firent en Italie sous le règne de Louis XII. Ce prince, pour lequel les Fiesques venaient de reconquérir Gènes, vit bientôt cette propriété chancelante échapper encore de ses mains, avec tout ce qu'il possédait au-delà des Alpes.

Le vice-roi de Naples, conformément aux instructions de son maître, s'était éloigné des Suisses, lorsque les triomphes de l'armée française la rendaient redoutable. Mais, après son dernier échec, les Espagnols protégèrent la révolte des Génois, et marchèrent contre les Vénitiens sur lesquels aussi le malheur ne tarda point à s'appesantir. Cardone, après avoir été contraint de lever le siége de Padoue, après s'être imprudemment avancé jusqu'aux lagunes de Venise, pour avoir le frivole avantage de lancer quelques boulets sur cette ancienne maîtresse de la mer, n'avait échappé à une perte certaine que par la précipitation de l'Alviano. Ce général commit, auprès de Vicence, une faute entièrement semblable à celle qui, en 1356, avait jeté le roi Jean dans les fers, et précipité la France dans un abyme de maux

dont la sagesse de Charles V put à peine la retirer.

Louis était trop occupé dans l'intérieur de son royaume, pour céder au desir qu'il avait de secourir ses alliés, et de renouveler ses tentatives sur Gènes et sur le Milanais. Henri VIII avait enfin réuni une armée, et il débarquait à Calais, en même temps que les Suisses, à son instigation, se jetaient sur la Bourgogne. Les Anglais avaient essayé d'aborder en Normandie; mais la flotte française, supérieure à la leur, était encore renforcée par une escadre de galères amenées de la Méditerranée, les premières dont l'histoire moderne fasse mention dans l'océan Atlantique.

La rivalité des généraux français entraîna la prise de Thérouenne, ville forte qui ne subsiste plus, la reddition de Tournai, et la malheureuse journée de Guinegaste. Mais la division qui s'établit entre l'empereur, l'archiduc et le roi d'Angleterre, rassura bientôt la France. La Tremouille, chargé de la défense de Dijon, s'était exposé au ressentiment de Louis XII, en achetant, par des promesses exagérées, le prompt retour des Suisses dans leur patrie. Malgré le mécontentement que le roi affecta de ce traité, malgré son refus formel de le ratifier, il n'en est pas moins vrai que La Tremouille préserva sa patrie des plus grands maux, en empêchant ainsi la jonction des Suisses et des Anglais.

Cependant les hostilités n'étaient que suspendues, et la France pouvait craindre de voir, au commencement de la campagne prochaine, ses ennemis fondre encore sur elle, et rapporter dans son sein toutes les calamités de la guerre. Le roi, cédant enfin aux sollicitations de sa femme, recourut aux négociations, et la reine Anne de Bretagne eut, avant de mourir, la consolation de contribuer à la paix qu'elle avait si ardemment souhaitée entre son époux et le saint siége. Louis XII, qui avait fait travestir, sur le théâtre des Halles, à Paris, le pape, l'église et les cardinaux, ainsi que Philippe le Bel avait fait jouer Boniface VIII et son clergé, abandonna le concile de Pise, et souffrit que ses ministres allassent recevoir pour lui l'absolution. L'exemple lui en avait été déjà donné par les fiers cardinaux San-Severino et Sainte-Croix, auxquels rien n'avait paru trop avilissant pour recouvrer leurs riches bénéfices.

(1514) Henri VIII, de son côté, se plaignait de la trève conclue d'abord entre Louis XII et Ferdinand, que ce dernier venait encore de

renouveler sans sa participation. Louis profita de la circonstance ; il fit avec l'Angleterre un traité où les deux puissances se promettaient des secours mutuels. Bientôt après, ce prince qui avait fait éclater à la mort de la reine Anne les marques de la plus vive douleur, crut consolider son alliance avec Henri, en épousant, à l'âge de plus de cinquante ans, sa sœur Marie, qui n'en avait que dix-huit, et quoiqu'elle fût fiancée à l'archiduc. Nous avons vu que la dernière alliance de Louis avec les Vénitiens avait été négociée par des prisonniers; celle-ci fut l'ouvrage du duc de Longueville qui était tombé au pouvoir des Anglais à la bataille de Guinegaste.

Rassuré du côté de l'Angleterre, irrité des nouvelles intrigues du pape, Louis XII ne tarda point à tourner ses regards vers le Milanais ; et malgré les dispositions de l'empereur, les sollicitations de Ferdinand, les menaces des Suisses, il allait faire recommencer la guerre au-delà des Alpes, quand la mort vint l'enlever à l'amour des Français, le 1er du mois de janvier. (1515)

Prince aimable, administrateur économe, militaire intrépide, négociateur trop crédule, Louis XII fit la guerre toute sa vie, sans fouler

le peuple dont il se plaisait à être nommé *le Père*.

Sa rupture imprudente avec les Suisses, sa longue liaison avec les Borgia, sa confiance aveugle en Ferdinand, et ses guerres en Italie, ne firent point honneur à sa politique. Machiavel lui reproche six fautes essentielles : Il consentit à la ruine des petits princes ; il seconda l'insatiable cupidité des papes; il s'associa un étranger tout-puissant pour la conquête de Naples ; il ne vint point demeurer assez long-temps au milieu de ses conquêtes ; il n'y fit point passer de colonies ; enfin il dépouilla les Vénitiens, ses alliés, les seuls que l'intérêt personnel attachât réellement à la France. Machiavel nous apprend qu'il avait fait lui-même la plupart de ces observations au cardinal d'Amboise.[1] Mais un ministre absolu accueille moins volontiers les avis donnés par la prudence, que les éloges prodigués par la flatterie.

Ainsi, grace à l'insouciance de Charles VIII et à l'économie de Louis XII, les Français voyaient encore la guerre prête à se rallumer, et quoiqu'ils eussent remporté en Italie bien

[1] *Le prince* de Nicolas Machiavel, à la fin du chapitre III.

plus d'avantages qu'il n'en fallait pour la subjuguer, ils n'y avaient pas conservé une seule place lorsque François Ier monta sur le trône.

Quel avait donc éte le résultat de tant de terres ravagées, de tant de sang répandu ? Quelle avait été sur-tout l'influence de tant de guerres sur les mœurs des Français, sur leur gouvernement, sur les progrès de l'esprit humain ?

Nous avons vu que les Gaulois, si longtemps redoutables à l'Italie, avaient familiarisé les Romains avec leur bravoure féroce qui succomba sous les efforts réunis du courage, de la politique et de la discipline. Mais ce fut dans leur résistance même que César puisa cette gloire éclatante, cette autorité militaire, qui l'aidèrent à asservir sa patrie. Ainsi les Romains payèrent bien cher la gloire d'avoir vaincu les Gaulois. Ceux-ci, amollis bientôt, comme leurs maîtres, par le luxe et par la corruption qui, du sein de Rome, se répandaient chez tous les peuples conquis, ne purent opposer qu'une barrière fragile aux diverses irruptions des Barbares. On se rappelle que, lorsque les derniers empereurs d'Occident vendirent aux Visigoths l'autorité qu'ils feignaient d'avoir encore sur les Gaules, lorsque les Ostrogoths, fortifiés par les querelles religieuses dont s'occupaient les empereurs d'Orient, se dépouillèrent de leurs prétentions en faveur des Français, les Romains se trouvèrent confondus avec les Gaulois, et soumis aux vainqueurs du territoire dont ils avaient fait autrefois la conquête.

A peine les Français furent-ils maîtres des Gaules, qu'ils ne purent rester étrangers aux guerres d'Italie. On les vit servir alternativement les intérêts des Ostrogoths et ceux de Justinien, combattre pour Vitigès et pour Bélisaire, vendre leur sang à celui qui l'achetait par les offres les plus brillantes.

Mais les cessions faites aux enfans de Clovis ne changèrent rien aux conditions auxquelles ces princes régnaient sur les Français non encore séduits par les délices romaines. Vêtus de peaux et de laine grossière, égaux entre eux, toujours disposés à combattre, toujours jaloux de vaincre, ces hommes fiers et généreux ne reconnaissaient dans leurs rois que des chefs et des généraux, jamais des maîtres. Ils délibéraient eux-mêmes sur les intérêts publics, et ils ne confiaient aux rois que l'exécution des mesures adoptées dans leurs célèbres assemblées du Champ de Mars.

Néanmoins ils apportèrent, de leurs premières expéditions en Italie, une idée confuse de ces usurpations particulières qu'avait tolérées la faiblesse des empereurs, et qu'avait ensuite multipliées la rivalité des partis qui s'étaient disputé les dépouilles de l'empire. Ces exemples avaient séduit l'avarice des leudes et des prêtres. Les uns avaient hérité de la considération dont les druides avaient joui si long-temps dans les Gaules; les autres voulaient profiter de l'avantage d'être plus particulièrement connus du prince, et d'avoir toujours combattu à ses côtés. Ils s'empressèrent, en conséquence, de seconder les entreprises des rois sur la liberté publique, et ils exigèrent, pour prix de leur dévouement, des *bénéfices* aux dépens des domaines de la couronne.

Les usurpations des évêques et des abbés n'ayant pas toujours eu pour prétexte d'anciens services militaires, Charles Martel ne se fit aucun scrupule d'enlever au clergé ses bénéfices, et de les distribuer, *à la charge de foi et de services,* aux capitaines qui l'avaient aidé dans ses glorieuses expéditions contre les Sarrasins. Il est vrai qu'après sa mort, plusieurs moines le virent, en songe, dans les enfers, aux prises avec les démons; mais, pendant sa

vie, il fut trop puissant, il recueillit trop de gloire, il avait trop d'élévation dans l'ame, pour ménager des hommes qu'avilissaient alors leur oisiveté et la corruption de leurs mœurs.

Après la mort de ce grand homme, et pendant les guerres de Pepin et de Charlemagne en Italie, ce fut chez les Lombards que les leudes français puisèrent tous les élémens de ce gouvernement féodal qui commença, dès le règne de Charles le Chauve, (vers 870) à devenir si funeste aux rois de cette race, qui renouvela son influence après la mort de Hugues Capet, que l'on crut détruit sous les enfans de Philippe le Bel, et qui servit néanmoins de prétexte aux guerres malheureuses dont la France eut tant à gémir sous presque tous les Valois.

Le gouvernement féodal, qui rendit les vassaux maîtres de déterminer l'époque, la durée et la nature de leur service à la guerre, devait retarder le perfectionnement de l'art militaire chez les Français. Il fermait tout espoir à l'émulation, il rendait inutiles les plans les mieux concertés, il ne permettait de profiter d'aucune victoire, de réparer aucune défaite; il prolongeait les guerres, et il substituait au véritable esprit militaire, d'abord les nobles préjugés de

la chevalerie, et bientôt après le désordre, les vexations et le brigandage.

C'était aussi de l'Italie que venait la puissance colossale du clergé dont le chef suprême se trouvait le premier magistrat du royaume, par l'effet des appels nombreux qui ressortissaient à son tribunal. Saint Louis, en portant une main ferme et hardie sur ces usurpations, prouva que la vraie pitié sait faire justice des prétentions absurdes, quelle que soit l'origine qu'on leur suppose, ou le voile dont on s'efforce de les couvrir.

Mais un mal aussi grand et dont aucun roi ne sut préserver les Français, fut le goût immodéré pour ce luxe qui brillait de tout son éclat à la cour de Rome, où les croisades l'avaient apporté, et dans les républiques d'Italie, où le commerce accumulait toutes les richesses du monde. Ce luxe pouvait être regardé comme avantageux pour les peuples qui rendaient les autres nations tributaires de leur industrie; mais, en France, il ruinait les grands propriétaires : il ruinait même les commerçans auxquels les seigneurs croyaient faire beaucoup d'honneur en contractant avec eux des dettes exorbitantes. Le duc d'Orléans, frère du malheureux Charles VI, et aïeul de Louis XII,

avait autorisé ces vols par son exemple. Ils devinrent pour long-temps un des moyens le plus en usage de prouver une illustre origine, et d'acquérir une grande considération.

Ce même luxe avait cependant hâté l'affranchissement de beaucoup de serfs, dès le douzième siècle; mais bientôt l'autorité presque illimitée des rois, les subsides de toute espèce, la dureté du gouvernement, firent regretter la première servitude, et produisirent les horreurs de l'anarchie. Les Français, au milieu du quatorzième siècle, ne secouèrent le joug que pour proclamer des droits imprescriptibles, et pour retomber, aussitôt après, sous la verge du despotisme qui crut voir, dans l'établissement des troupes réglées, la base la plus inébranlable de son pouvoir.

La religion dont on s'occupait beaucoup à l'article de la mort, et dont la doctrine sur l'égalité primitive de tous les hommes luttait contre les maximes du monde, contribuait à multiplier les chartes favorables à cette partie du peuple qui était employée à l'agriculture, et qui gémissait sous le poids de l'esclavage. Ce fut pour l'amour de Dieu et le salut de l'ame qu'on renonça au droit de disposer de la personne des cultivateurs et de leurs biens, de leur

imposer des taxes arbitraires, et qu'on leur permit de se marier suivant leurs intérêts et leur inclination. Les craintes inspirées à quelques seigneurs moribonds fournirent des exemples qui devinrent salutaires à la classe la plus nombreuse du peuple pour lequel il était avantageux que les grands fussent retenus par le frein de la religion. Malheureusement il la faisait consister, cette religion, dans des pratiques minutieuses, dans des superstitions ridicules, et, plus malheureusement encore, il avait versé son sang pour des querelles qu'il ne pouvait comprendre. Ce n'est pas une semblable superstition que Polybe eût mise au rang des avantages que les Romains avaient pardessus tous les autres peuples. [1] Sa crédulité était entretenue par de nombreux miracles sur la réalité desquels le clergé ne tolérait aucun doute. L'Italie était et devait être long-

[1] *Voyez* le *Discours* de Montesquieu *sur la politique des Romains dans la religion*, pag. 195, tom. IV de la belle édition des *Œuvres complètes* de ce grand homme, en 5 vol. in-4°, pap. vélin, 1796, chez *Bernard*. Elle renferme une foule de fragmens inédits; on y voit avec plaisir le *portrait des grands hommes de France*, tracé par l'auteur de l'*Esprit des Lois*, et un choix heureux d'idées neuves et ingénieuses.

temps encore le principal théâtre de toutes ces merveilles qui ne s'opérèrent qu'à la voix des prêtres, jusqu'au moment où nous les verrons partager avec les généraux français cette précieuse prérogative.

Les hommes avaient donc été adoucis par la religion, mais la superstition en retardait l'influence bienfaisante, et l'histoire des mœurs du siècle où nous sommes parvenus est l'histoire de tous les crimes.

Les guerres de Charles VIII et celles de Louis XII en Italie, étaient peu propres à réparer tant de désordres. Cependant elles contraignirent la France et les puissances ultramontaines à changer leur système militaire. Louis XI n'avait puisé sa politique que dans sa dissimulation. Il abattit, il est vrai, la puissance des grands, et réunit de vastes domaines à la couronne; mais il laissa échapper l'héritage de la Bourgogne, et il souffrit qu'il passât dans les mains de l'Autriche dont il ne devinait pas la grandeur prochaine et l'éternelle rivalité. Charles VIII lui-même, après avoir acquis la Bretagne par un mariage, avait sacrifié le Roussillon et ses plus belles possessions en Artois, pour obtenir de Ferdinand et de Maximilien la vaine assurance qu'ils ne l'in-

quiéteraient point dans son expédition d'Italie. Cette neutralité n'eut point d'autre garantie, et c'était acheter bien cher une simple promesse qu'on ne devait point tenir.

Les Italiens, de leur côté, ne savaient point faire la guerre. Les batailles qu'ils se livraient entre eux ne coûtaient la vie à aucun combattant. Leurs armées n'étaient composées que de brigands, souvent obscurs, quelquefois titrés, qui vendaient leurs services, qui ravageaient les terres, qui pillaient les habitans, et qui s'épargnaient mutuellement. Les différens états de cette contrée attachaient bien plus d'importance à ce qu'ils appelaient la politique, et la politique n'était pour eux qu'un dédale de négociations perpétuelles et interminables.

L'impétuosité de la valeur française, à laquelle ils ne purent d'abord opposer de résistance, leur fit naître l'idée des coalitions, et ils forcèrent ainsi la France de recourir aux mêmes moyens. De là naquirent des rapports nouveaux entre les puissances de l'Europe, et de cette époque date l'origine de ce système d'équilibre que les gouvernemens invoquent ou repoussent, suivant qu'ils le croient avantageux à leur gloire et à leur autorité.

L'esprit humain commençait à marcher d'un

pas plus hardi. Les langues grecque et latine étaient cultivées; enrichie de leurs trésors, la langue italienne, dont Pétrarque avait découvert les charmes, préparait à l'idiome français ses accens vifs et légers; Amyot et Montaigne, contemporains du Tasse qu'avaient précédé Machiavel, l'Arioste, Guichardin, Raphaël et Michel-Ange, fondaient la langue immortelle de Corneille, de La Fontaine, de Racine, de Molière, de Buffon, de Voltaire et de Montesquieu. Ainsi les dernières guerres des Français au sein de l'Italie contribuèrent aux progrès de l'esprit humain.

Mais le commerce doit en recueillir le premier honneur. Cet instrument de la grandeur des Médicis devint celui de leur munificence. Ce fut à lui que l'on dut la conservation des manuscrits les plus précieux, les récompenses accumulées sur les hommes estimables qui se livrèrent à l'étude des sciences et des beaux arts, les recherches opiniâtres qui conduisirent à la découverte de la boussole, de la poudre à canon et de l'imprimerie. Ce fut lui qui apprit aux hommes combien est digne de leur vénération le génie qui les éclaire, et qui déchire le voile de l'ignorance, toujours inséparable des fers de la servitude. Ceux dont

la fortune était alors fondée sur la stupidité des peuples frémirent, et leurs efforts contre le progrès des lumières n'en prouvèrent que davantage l'existence, la gloire et l'utilité.

C'est ainsi que les hommes s'avançaient lentement, et à travers mille obstacles, vers le perfectionnement de la civilisation. Ils ne pouvaient, il est vrai, s'affranchir du joug de leurs passions, mais du moins ils acquéraient les moyens de les diriger vers la gloire et le bonheur.

FIN DU PREMIER VOLUME.

NOTES.

(*a*) Page 51.

Les Alpes séparaient l'Italie de la Gaule et de la Germanie. Cette longue chaîne de montagnes commence vers la côte de la Méditerranée, près de Monaco, et se termine à cette portion du golfe de Venise, désignée sous le nom de golfe de Carnero, et qui s'étend depuis la côte occidentale de l'Istrie jusqu'à l'île de Grossa et aux côtes de Morlaquie.

On a donné aux diverses subdivisions des Alpes les noms de

Maritimes, depuis la mer jusque vers les sources de la Stura méridionale;

Cottiennes, depuis le Mont-Viso jusques et compris le grand Mont-Cénis;

Grecques, depuis les sources de l'Isère jusqu'aux sources de l'Arve;

Pennines, depuis le grand Saint-Bernard jusqu'au Simplon;

Lépontiennes, dont le nom générique était *Adula*, ou *Atulla*, et que l'on subdivisait encore en *Rhœtiques* et *Tridentines*, depuis le Saint-Gothard jusqu'au Splugen;

Noriques, depuis les sources de la Drawe jusqu'aux sources de la Sawe;

Carniques, depuis les sources du Lizonzo jusqu'aux sources du Lauback qui va grossir la Sawe;

Juliennes, que l'on nommait aussi *Vénétiennes* et *Pannoniques*, depuis le Lauback et le Risano jusqu'aux sources du Wipack.

Outre les routes connues du temps de Polybe, dont nous parlerons plus bas, on en pratiqua plusieurs autres :

Une par les *Alpes Maritimes*. *'Via Aurelia, à Româ per Tusciam et Alpes maritimas, Arelatum usque.* On estime que ce chemin est le premier de ceux qui ont servi de passage de la Gaule en Italie. Polybe le connaissait, mais il ne fut perfectionné que long-temps après lui.

Deux routes passaient par les *Alpes Cottiennes*. La première, *à Mediolano Arelate*, fut ouverte par le roi Cottius. « *Lenito tandem timore, in amicitiam Octaviani* « *principis receptus, molibus magnis extruxit, ad vicem* « *memorabilis muneris, compendiarias, et viantibus* « *opportunas, medias inter alias Alpes vetustas.....* » L'empereur Probus fit travailler à ce même chemin. La seconde route fut ouverte par le grand Pompée; elle passait par Suse, le Mont-Cénis et la vallée de Maurienne. « *Is (Pompeius) igitur ad Alpes penetrandas magno* « *animo profectus*, non per Annibalis illud memoratum « iter, *verùm haud longè à Rhodani atque Eridani fon-* « *tibus iter cepit, quæ ambo flumina parvo inter se* « *spatio caput exerunt.....* » (APPIAN.) On voit combien est fautive cette indication des sources du Rhône et du Pô; elle vient peut-être des premiers copistes.

Une route était tracée par les *Alpes Grecques*. Jules-César la suivit, lorsqu'à la tête de ses légions il traversa les Alpes pour faire la guerre à Pompée. Des autels, élevés en l'honneur d'Hercule, conservaient la tradition du passage de ce héros :

« Est locus Herculeis sacer aris.... »

dit Petronius-Arbiter. Pline fait mention de ce passage, chap. 17, liv. 3.

Trois routes traversaient les *Alpes Pennines*. La plus courte et la plus étroite était par le val Petina; la plus longue et la plus large passait par les vallées d'Aoste et de Bardo; et la troisième, qui aboutit dans la Suisse, se dirige, par Bellinzona et le Mont-Adule, près des *Alpes Lépontiennes*. César parle de ces Alpes, (*init. lib.* 3, *Bell. Gall.*) et les nomme *Summas Alpes*. Il s'est glissé une erreur au mot *Octodurum*, dans le Dictionnaire topographique de D. J. Martin (Hist. des Gaules, tom. 2.) Il y est dit que cette capitale des Véragres, que César ne qualifie cependant que de *bourg*, et qu'on nomme aujourd'hui *Martinach*, était à la gauche du torrent de la Drance. Voici les propres expressions de César : « *Cùm hic (vicus) in duas partes flumine divi-* « *deretur, alteram partem.... Gallis concessit (Galba);* « *alteram vacuam ab illis relictam cohortibus ad hieman-* « *dum attribuit....* » Octodurum était donc sur l'une et l'autre rive de la Drance. Ce fut par la troisième de ces routes que l'empereur Constance marcha contre les Allemands, et que ceux-ci entrèrent en Italie, sous le règne de Claude, successeur de Gallien. Ils furent battus près du lac de Garde.

Deux routes passaient par les *Alpes Rhœtiques*, ou *Tridentines*. La première, le long du lac de Côme, par Coire et Brégens. Drusus et Tibère s'en servirent pour aller terminer la guerre contre les Rhœtes. (*Dion. lib.* 54.) Stilicon, général de Théodose, prit la même route, si l'on en juge par les vers de Claudien. La seconde allait de Trente à Ausbourg. Florus (*lib.* 3, *cap* 3.) fait présumer que ce fut par là que les Cimbres arrivèrent.

Une route par les *Alpes Carniques*, passait à la célèbre ville d'Aquilée, saccagée par Attila.

Une autre route par les *Alpes Juliennes*, servait de passage aux troupes romaines, lorsqu'elles marchaient vers

la Pannonie et l'Illyrie. Jules-César l'avait commencée, Auguste la fit achever.

Plusieurs écrivains se sont épuisés en conjectures pour tracer, d'une manière positive, la route qu'Annibal a tenue dans les Alpes.

Polybe, auteur presque contemporain, et d'une exactitude que l'on cite pour modèle aux historiens, Polybe, qui avait visité les localités, a cependant négligé des détails importans sur le nom des vallées parcourues et des montagnes gravies par les Carthaginois. On peut en conclure que les subdivisions indiquées ci-dessus sont d'une date postérieure à l'époque où écrivait Polybe, et qu'alors les bourgades détruites et brûlées par la vengeance d'Annibal n'avaient pu encore être rétablies. Dans d'autres lieux sans doute, les ruines de ces habitations auraient pu éclairer l'écrivain et perpétuer la tradition; mais, dans le sein des Alpes, au milieu des torrens et des avalanches, quels changemens la nature, livrée à elle-même, ne devait-elle pas avoir opérés dans l'espace de cinquante ans![1]

Tite-Live, qui écrivait plus de cent ans après Polybe, pouvait encore moins donner, à cet égard, des notions certaines. Aussi se borne-t-il à réfuter l'opinion de ceux qui, sur le nom d'*Alpes Pennines*, fondaient la supposition que les Carthaginois eussent traversé la montagne appelée aujourd'hui le *Saint-Bernard*.

Il n'était donc guère permis aux modernes de s'écarter de ces deux historiens, sans se perdre dans des systèmes ingénieux, il est vrai, mais peu satisfaisans pour les amis de la vérité.

Folard, à qui nous devons d'excellens commentaires sur Polybe, s'est particulièrement laissé entraîner au

[1] Polybe mourut à quatre-vingt-deux ans, 121 ans avant l'ère vulgaire, et 97 après le passage d'Annibal.

projet séduisant de tracer, jour par jour, la marche des Carthaginois à travers les monts. Il va jusqu'à désigner affirmativement les lieux où Annibal a campé, où il a combattu, où le découragement de ses troupes lui a fourni cette occasion brillante de déployer toute l'étendue de ses ressources, de son courage et de son génie. Pour achever la conviction, Folard réunit à son système des cartes militaires, où il nous représente les montagnards, les barbares, pour me servir de l'expression des Romains, rangés en ordre de bataille, dans ces gorges étroites, comme le seraient des légions romaines au milieu des plaines de l'Italie.

M. de Saint-Simon, aide-de-camp du prince de Conti, dans la préface de son *Histoire de la campagne de* 1744, fait une digression intéressante sur le passage d'Annibal. Ainsi que Folard, il appuie son opinion sur la connaissance qu'il a des lieux; mais ce serait une erreur d'en conclure que ces deux écrivains sont d'accord. Saint-Simon accuse Folard de s'être écarté bénévolement de la version de Polybe et de celle de Tite-Live, sur-tout dans les détails qui, se trouvant également confirmés par les deux historiens, semblent avoir acquis ce degré de certitude que l'on est convenu d'accorder à l'histoire. On verra que Saint-Simon n'est pas, sous ce même rapport, entièrement irréprochable.

Un docteur de Montpellier a reproduit en 1789, dans des *Essais Historiques sur le Mont Saint-Bernard*, l'ancienne tradition combattue par Tite-Live. Il se fonde sur des inscriptions latines, dont quelques-unes, attestées uniquement par des moines, n'existent plus, et dont il corrige ou rétablit les autres, d'après son système. Il cite sur-tout le témoignage de Luitprand, évêque du dixième siècle, qui dit avoir lu sur un rocher du val d'Aoste ces mots : « *Transitus Annibalis.* » Il ne voit pas que ce

monument, qu'il appelle *éternel*, aurait porté l'inscription en langue punique ou celtique, ou qu'au moins le nom d'*Hannibal* y eût été tracé comme on l'écrivait alors.

Josias *Simler*, érudit du seizième siècle, avait aussi adopté légèrement la tradition vulgaire; mais il se garda bien de rien affirmer. « *Illud enim iter* (en parlant du chemin que Pompée s'ouvrit par le Mont-Cénis) *multò* « *opportuniùs est Penninis Alpibus per quas Hannibal* « *transivisse creditur....* »

Pline, copié ensuite par Sempronius, par Servius, par Ammien-Marcellin, s'était néanmoins exprimé avec réserve. « *His (Pœninis) Pœnos transisse memorant....* » On voit que, de son temps, la tradition avait décidé de l'orthographe du mot *Penninæ;* et cette orthographe, à son tour, confirmait la tradition. Combien d'étymologies ont des sources aussi incertaines!

Bergier, dans son Histoire instructive des grands chemins de l'empire romain, dit que la belle route ouverte par Pompée se trouve entre la voie d'Hercule (le Saint-Bernard) et la voie d'Annibal. Mais Bergier se contredit dans le même paragraphe; et il partage l'erreur de Servius et d'Appien, qui ne séparent les sources du Rhône et de l'Éridan que par le Mont-Cénis.

Grosley, dans ses Observations sur l'Italie, publiées en 1764, sous le nom de deux gentilshommes suédois, repousse également l'opinion du passage d'Annibal par le Saint-Bernard. Il se décide pour le Mont-Cénis; et l'on verra bientôt pourquoi je ne suis pas entièrement de son avis.

Strabon, le meilleur géographe de l'antiquité, qui écrivait sous le règne d'Auguste, et qui avait probablement sous les yeux cette belle histoire de Polybe, dont il est parvenu jusqu'à nous si peu de fragmens, dit que, du temps de Polybe, il n'y avait à travers les Alpes

que quatre grands chemins pour passer de l'Italie dans les Gaules. Ses expressions sont remarquables : « *Unam* « *per Ligures, alteram per Taurinos* quâ usus sit Anni- « bal; *tertiam per Salassos, quartam per Rhætos....* »

C'est donc à la fois Polybe, Tite-Live et Strabon, qui nous assurent qu'Annibal n'a point passé *per Salassos*, par le val d'Aoste, ni conséquemment par le Saint-Bernard. Remarquons que Tite-Live, qui avait l'amitié d'Auguste, et à qui les meilleurs mémoires avaient été fournis, combat vivement, à l'occasion de ce passage, la tradition populaire, pour laquelle cependant il témoigne tant d'égards en d'autres circonstances. Il rétablit même la véritable origine du nom d'*Alpes Penninæ*, tiré de leur élévation, (*Alpes Summæ*, dit César) et du dieu *Penn*, que les habitans de ces montagnes y adoraient.

Annibal n'a point passé non plus par le Mont-Cénis. Nous pourrions citer l'autorité d'Appien et de Simler; mais celle de *Pompée* vaut mieux encore. Ce grand homme s'exprimait ainsi dans la lettre qu'il écrivit au sénat : « *Hostes in cervicibus jàm Italiæ agentes, ab* « *Alpibus in Hispaniam submovi : per eas iter*, aliud « atque Annibal, *nobis opportuniùs patefeci....* » (Frag. de SALL.)

Folard guide Annibal par le Mont Genèvre, et Saint-Simon le dirige plus au sud, par le Mont-Viso. Cette différence dans l'opinion de ces deux militaires provient de ce que chacun d'eux fait tenir aux Carthaginois une route très-opposée, après avoir quitté le confluent du Rhône et de l'Isère.

Tous les critiques s'accordent sur le point de départ. Ils ont adopté la substitution proposée par Cluvier du mot *Isarar*, au lieu du mot *Arar*, que l'on voit dans Tite-Live, et du mot Σχεδας, qui s'est glissé dans plu-

sieurs éditions de Polybe.[1] Il est évident qu'Annibal n'aurait pas eu le temps de parvenir jusqu'au confluent de la Saône et du Rhône, qu'aucun intérêt ne le conduisait aussi loin, et que ce grand général n'a pu se déterminer à opérer deux autres fois, sans aucun motif, le passage du Rhône qu'il avait eu tant de peine à exécuter sur le territoire des Cavares.

Il ne s'agissait donc que de conduire Annibal de la presque île des Allobroges jusqu'au pied des Alpes.

Le texte de Polybe est simple, clair et formel. « Le « nouveau roi des Allobroges (qu'Annibal venait d'af- « fermir sur son trône, et qui avait fourni aux Cartha- « ginois des vivres, des vêtemens, des armes, des mu- « nitions en abondance) suit *jusqu'au pied des Alpes* « Annibal, qui n'entrait qu'en tremblant *dans les terres* « *des Gaulois montagnards*, et il l'escorte *jusqu'à l'en-* « *droit d'où il devait entrer dans les Alpes*. Il avait déjà « marché pendant dix jours, et avait fait environ huit « cents stades de chemin *le long du fleuve ;* déjà il se dis- « posait *à mettre le pied dans les Alpes*, lorsqu'il se vit « dans un danger auquel il était très-difficile d'échapper. « Tant qu'il fut dans le plat pays, les chefs des Allo- « broges ne l'inquiétèrent pas dans sa marche, soit qu'ils « redoutassent la cavalerie carthaginoise, ou *que les* « *Barbares dont elle était accompagnée, les tinssent en* « *respect.* Mais, *quand ceux-ci se furent retirés, et qu'An-* « *nibal commença d'entrer dans les détroits des monta-* « *gnes*, alors les *Allobroges* coururent s'emparer des lieux « qui commandaient ceux par où il fallait passer néces- « sairement.... Annibal campe au pied des Alpes, et « envoie reconnaître l'ennemi. Il fait une marche de

[1] *Voyez* les Mémoires de l'académie des inscriptions et belles-lettres, tomes 3 et 5.

« nuit, et s'empare de leurs postes. Les Barbares l'at- « taquent le lendemain ; Annibal les bat, détruit leurs « villes et tous leurs bourgs, dont il abandonne le pillage « à son armée..... »

Ne devait-on pas conclure de tous ces détails fournis par un historien exact, par un militaire éclairé, que le roi des Allobroges conduisit Annibal à travers les peuples de sa nation ; que son escorte, autrement, eût été d'une mince utilité aux Carthaginois, et que le retour dans sa capitale eût pu devenir funeste au prince Brancus ; qu'après avoir marché, pendant dix jours, *le long du fleuve*, et après avoir fait environ trente-trois lieues communes de France, Annibal se trouva *au pied des Alpes, et toujours chez les Allobroges ?* C'est donc évidemment l'Isère qu'il a côtoyée.

Cependant Saint-Simon le fait redescendre le long du Rhône pendant dix jours, et traverser de nouveau l'Isère et la Drôme, si difficiles à franchir en automne par une grande armée ; il le fait revenir, sans motif, vers les Romains, qu'il pouvait supposer à sa poursuite ; il le fait escorter par un roi allobroge, chez des peuples qui ne peuvent reconnaître l'autorité de ce prince ; enfin il place les Carthaginois, après dix jours de marche, aussi loin des Alpes qu'au moment de leur départ.

Je sais bien que la version de Tite-Live s'écarte de celle de Polybe ; mais la raison, les principes et l'évidence sont d'accord avec ce dernier. D'ailleurs, Tite-Live ne fait point descendre Annibal jusqu'au milieu des Tricastins, mais *vers les Tricastins ;* il ne le fait point passer au centre des Voconces, mais *à l'extrémité du pays des Voconces.* Ainsi, pour faire triompher son système, M. de Saint-Simon ne se contente pas de négliger le texte de Polybe, il dénature aussi celui de Tite-Live.

D'après cet examen, ce serait donc à l'entrée de la

vallée du Grésivaudan, vers les lieux où se trouve aujourd'hui le fort *Barraux*, près de l'Isère, qu'Annibal aurait eu à vaincre les premières difficultés; et c'est alors que Montmélian et Chambéry auraient éprouvé le ressentiment de ce général et la fureur de son armée.

Je suis porté à croire que c'est dans la vallée de Maurienne, où coule la rivière d'Arc, qu'il fut séduit par les démonstrations des montagnards, et égaré vers le petit Mont-Cénis, qui n'était point alors un passage, et que la saison rendait encore plus impraticable. Ce fut après avoir battu ces perfides, qu'Annibal se dirigea de lui-même vers le sommet des Alpes, qu'il gagna avec peine le Lautaret, qu'il traversa la Durance à la hauteur de l'emplacement actuel de Briançon, et qu'il arriva au Mont-Genèvre. [1]

Comme il ne pouvait plus se confier aux guides du pays, il ne lui restait d'autre parti à prendre que de se diriger vers l'est, et de gagner le val de Suse qui se déployait sous ses yeux, et qu'arrose la Doria. La fermeté de sa résolution est prouvée par les efforts inouis avec lesquels il parvint à s'ouvrir un passage, plutôt que de faire encore errer son armée à travers d'autres montagnes.

Quel que soit le lieu où il ait harangué ses troupes, il lui suffisait de voir et de montrer une vallée vers l'orient, pour ranimer leur espérance. Mais des promesses aussi solennelles lui imposaient, dans ces circonstances difficiles, l'obligation de ne plus diriger son armée vers un point opposé; et voilà pourquoi il fendit les rochers, et creusa un chemin praticable même pour ses éléphans, plutôt que de rétrograder.

---

[1] « *Alteram per Taurinos, quâ usus sit Annibal....* » (Vide *suprà.*)

Polybe et Tite-Live s'accordent sur l'espace de temps qu'Annibal employa dans ce passage mémorable. Saint-Simon, d'après eux, lui fait faire ce trajet en quinze jours. Il témoigne un juste étonnement en voyant les calculs de Folard, qui, malgré ces deux historiens, veut que ce passage ait été effectué en douze jours.

C'est ainsi qu'appuyé sur le texte de Polybe, je cherche à rectifier les systêmes de Folard et de Saint-Simon. J'écarte sur-tout le retour inutile et dangereux d'Annibal le long du Rhône, malgré les raisonnemens de Saint-Simon; et je n'admets point le détail des marches, des combats, des campemens de l'armée carthaginoise à travers les montagnes, tels qu'il a plu à Folard de les imaginer.

Dans la suite de cet ouvrage, nous aurons à tracer une marche aussi extraordinaire et plus rapide; mais les matériaux ne manqueront point à l'historien, et nous ne laisserons à la postérité aucune incertitude sur le passage des Alpes par Bonaparte.

(*b*) Page 113.

On s'est borné à recueillir sur le passage des Alpes par Charlemagne, les éclaircissemens que l'histoire a fournis; le lecteur pourra le comparer avec celui d'Annibal, et avec celui de nos jours :

« *Pius rex Carolus usque Genuam venit : divisoque ibi exercitu suo partem misit* per Alpes Cottias, et per juga Cibennica, *id est per montem quem accolæ Cenisium vocant, quæ latera aperiunt in agros Taurinorum. Desiderius rex tunc juxta Clusas Longobardorum exercitum composuerat : sed impetum Francorum sustinere non valens, Papiam ipse Desiderius refugit. Et pius rex*

Carolus post Desiderium per apertas Clusas veniens, civitatem ipsam obsedit. » (*Anno* 773.)

Ex Adonis Viennensis archiepiscopi Chronico. (Obiit anno 875.)

« *Carolus magnus..... non cunctatas igitur copias ad Alpes progredi jubet. Occupaverat Desiderius angustias montium fortissimis præsidiis. Sed cognito regis adventu, in planâ mox hostis se recepit. Superatis jugis postquàm Taurinum Carolus pervenit, certior factus Desiderius, Vercellas cum grandi exercitu profectum esse, converso in illum agmine Carolus Vercellas petit. Ubi dimicandi potestate factâ, fusos suos cùm videret, Desiderius Papiam fugâ se proripuit. Locum ubi pugnatum est, propter interfectorum stragem Mortariam incolæ appellaverunt; ubi sacella duo, unum beato Petro; alterum divo Eusebio dicata sunt: in illo Amillius, in hoc, amicus sepultus est, qui tantâ formæ similitudine æquales fuisse traduntur, ut alter, ab altero, haud facilè discerni posset. Et hi quidem in Caroli exercitu militantes apud Mortariam occubuerunt.* »

Roberti Gaguini, de Francorum Gestis Annales, nec non Huberti Vellei consertus Agger. Parisiis, cum privilegio, anni 1521, fol. 48 et 49.

« ..... In villâ Theodone vocatâ
Insignis Caroli pietatem regis adivit.
.....
Talibus auditis, causam rex protinùs omnem
Sollicito volvens animo, satis affore justum
Perpendit.....
Atque suo statim regno collegit ab omni

Roboris immensi variis ex gentibus agmen.
Quod secum ducens, *Genuam* pervenit ad urbem,
Quam rapido cursu Rhodanus præterfluit amnis.
Tùm gemino Longobardos invadere bello
Decrevit, *populumque suum* divisit, et unam
Cum duce Bernardo partem præceperat ire
Per *montem Jovis*: id nomen vetus indidit error.
At reliquam per *Cinisium* rex duxerat ipse.
Transcensis igitur horrendis Alpibus, instar
Turbidinis Ausoniæ duplex exercitus arva
Irruerat, latè regnum vastans opulentum,
Jamque metus cunctos Francorum perculit ingens.
.....
Et clausum *Ticino*, cui nunc est *Papia* nomen..... »
.....

Poetæ Saxonici Annalium lib. I, vers. 98 *et seq. Anno* 773, *indict.* 10.

« .... Ayant donc assemblé son armée à Genève, il la divisa en deux corps : avec l'un, Bernard, son oncle paternel, prit sa route par le Mont-Jou; et lui, avec l'autre, passa par le Mont-Cénis. Didier s'était avancé, avec toutes ses troupes, pour garder les passages des montagnes; et il les tenait si bien fermés, que les Français, les ayant tentés par diverses fois et par différens endroits, étaient à la veille de s'en retourner sans rien faire, quand les Lombards tout d'un coup prirent l'épouvante, et abandonnèrent leur poste avec une extrême confusion, soit que quelque petit nombre de Français, ayant grimpé par des rochers et par des précipices, leur fit appréhender d'être enveloppés, ou qu'une partie de leurs gens même ayant été secrètement débauchée par les pratiques du pape, eût commencé à lâcher pied. Quoi qu'il en soit, Didier, n'ayant pu arrêter ce désordre, se jeta dans Pavie, etc. etc. »

« Charles, avec une partie de son armée, se campa devant Pavie, et envoya l'autre devant Vérone. »

Extrait de l'Histoire de France, par Mézeray.

« Charles alors marcha contre Didier..... Les Alpes l'arrêtèrent quelque temps; il en trouva tous les passages étroitement gardés; mais enfin il s'ouvre une entrée par où l'ennemi craignait le moins, fond à l'improviste sur les Lombards, et les met en déroute. Didier se sauve dans Pavie, etc. etc. »

Extrait de l'Histoire de France, par Vély.

(c) Page 329.

Un ingénieur génois avait tenté, au siége de *Serresanella*, en 1487, de faire sauter une muraille, par le moyen de la poudre à canon. Cet essai ne lui avait pas réussi. *Pierre* fut plus heureux à l'attaque du château de l'Œuf, en 1503; et ce succès qui entraîna la conquête du royaume de Naples, fit attribuer au Navarrois la gloire de cette découverte.

On ne fait généralement remonter l'invention de la poudre qu'au milieu du quatorzième siècle. Ce sont des moines allemands auxquels on en défère l'honneur. Mais un autre moine, l'Anglais *Roger Bacon*, avait deviné la détonnation du soufre, du nitre et du charbon réunis, et il les avait annoncées plus de cent ans avant les expériences de *Barthold Schwarts*, ou de *Constantin Anklitzen*.

Si le témoignage de l'auteur du *Grand Théâtre Historique* dédié au prince royal de Prusse, est digne de foi, on peut assurer que l'on voyait en 1703, à *Amberg*, capitale du haut Palatinat, un canon qui avait été coulé en 1303. Ce qui ferait supposer à la fabrication de la

poudre une époque plus reculée. D'ailleurs, depuis quelques mille ans, les Indiens et les Chinois la connaissaient, quoiqu'ils ne la préparassent pas de la même manière. Ces derniers l'employaient, dans leurs fêtes, à leurs feux d'artifice. Le premier usage qu'en firent les Européens, fut de la consacrer à la destruction de leurs semblables.

Il paraît certain que, vers l'an 1338, on se servit de bombardes et de canons pour battre les murailles des places assiégées; mais on hésita long-temps à diriger ces formidables machines contre des hommes. En 1380, lorsque le célèbre *Carlo Zéno*, revenant de Constantinople, et commandant pour les Vénitiens, employa le canon contre les Génois, dans un combat, sous la ville de Chiozza (Fossa-Claudia), toute l'Italie se récria contre ce qu'elle appelait une contravention manifeste aux lois de la bonne guerre.

Cependant un pareil exemple avait été donné dans l'Occident, par les Maures, en 1342, devant Algésiras, et en 1346, par les Anglais, à la bataille de Crécy.

Pierre Mexia, ou *Messia*, de Séville, raconte le premier fait dans ses *Leçons Diverses*; et, s'il fallait en croire le chroniqueur *dom Pèdre*, évêque de Léon, l'usage des canons aurait été familier aux mêmes Maures dès les premières années du quatorzième siècle. Ainsi beaucoup de probabilités se réunissent en faveur de l'opinion de ceux qui font venir d'Orient la découverte de la poudre.

Quant à la bataille de Crécy, nous convenons qu'il est inutile de recourir à l'effet de quelques pièces de canon, pour expliquer l'avantage que les Anglais remportèrent; mais, en réponse à la question que fait Voltaire, *Pourquoi le roi de France n'aurait-il pas eu aussi ses canons?* on peut rappeler la marche de l'armée française, qui fit à la hâte, et par les plus mauvais temps, trois grandes

lieues de chemin; l'empressement du comte d'Alençon, qui désobéit à son roi; le tumulte avec lequel tous les bannerets voulurent occuper le premier rang, et vinrent se précipiter dans cette espèce d'entonnoir que formait le terrain au fond duquel le prince de Galles avait rangé sa petite armée. Toutes ces circonstances réunies ont pu rendre alors inutile le canon des Français. Voltaire se demande encore si la pluie a pu ne ménager que l'arc des archers anglais; mais le Prince Noir avait fait couvrir ces arcs pendant la pluie, et cette précaution n'avait point été prise par les arbalétriers génois lors de la marche forcée qu'on leur avait fait exécuter.

Si les canons suivaient les armées dès le milieu du quatorzième siècle, il en devait résulter une autre manière de s'armer, d'autres règles pour construire, attaquer et défendre les places, pour conduire, ranger les troupes, et les faire combattre.

Cependant ces mutations furent long-temps insensibles. Elles étaient retardées par les préjugés chevaleresques qui repoussaient un moyen de combattre loin de son ennemi, et par l'organisation de la gendarmerie qui, presque par-tout indépendante, et ne servant dans les guerres générales que par de très-courts intervalles, était peu disposée à étudier de nouvelles manœuvres, et à se soumettre à une discipline qu'elle regardait comme avilissante. On peut donc croire que l'invention de la poudre et l'usage des canons influèrent sur la réforme que Charles VII fit de cette gendarmerie, et sur la création des compagnies d'ordonnance. Alors des subsides réguliers mirent le prince à même de se procurer une nombreuse artillerie, et la discipline, peu à peu introduite dans les troupes, fit connaître toute l'importance de ces armes redoutables.

Le comte de Dunois s'en servit avec succès en 1423,

quoique le président Hénault assure que ce guerrier célèbre ne se signala, pour la première fois, qu'en 1427. En 1450, Artus de Bretagne, connétable de Richemont, tira quelque avantage de deux coulevrines posées sur l'un des coteaux du *douet* de Formigny. On donnait alors aux pièces d'artillerie les noms les plus formidables; mais ce fut Louis XIV qui fit graver sur les canons cette terrible devise : *Ratio ultima regum.* « La dernière raison « des rois, dit *le Spectateur,* (tom. 3, 23e Disc.) n'est « pas toujours la meilleure. » En 1468, dans la guerre du duc de Bourgogne contre les Liégeois, on vit le beau-frère de Louis XI, le comte de Charolois, renouveler l'antique usage de fortifier son camp. Louis XI l'imita en 1472; et cette sage mesure que nécessitait l'artillerie, valut à ce prince une dénomination injurieuse : tant il est difficile de surmonter un préjugé établi!

On s'appliquait encore à fondre des canons d'un calibre énorme. L'épreuve de la fameuse bombarde coulée à Tours en 1473, devint fatale au fondeur *Jean Maugue.* Étant resté devant la bouche de la pièce pendant qu'on la rechargeait, il fut emporté, avec quatorze autres personnes, par le boulet, pesant 500 livres. Ce fut à cette occasion que l'on cria dans les carrefours de Paris : « Priez pour *Jean Maugue*, qui est allé de vie à « trépas, *entre le ciel et la terre,* au service du roi, notre « Sire. »

Les hommes d'armes, pour résister à la mousqueterie, portèrent d'abord une armure plus pesante. La mollesse et l'indiscipline firent ensuite négliger ces moyens de défense; elles parvinrent même à les rendre méprisables aux yeux de la bravoure, et l'ancien point d'honneur d'accepter toujours la bataille, fut remplacé par le vain mérite d'aller affronter, presque nu, des blessures et la mort, sans aucun avantage pour son pays.

L'infanterie reprit alors la considération qu'elle avait perdue depuis la décadence de l'empire romain; elle opposa une glorieuse résistance à la gendarmerie, et décida du sort des combats. Cependant les arcs et les arbalètes restèrent en usage jusqu'après la bataille de Pavie, époque à laquelle François Ier leur substitua l'arquebuse, et remplaça la charge de grand maître des arbalétriers par celle de grand maître de l'artillerie.

Il y avait loin encore de tous ces changemens partiels que l'expérience faisait successivement adopter, aux véritables connaissances militaires qui ne furent déployées, dans le même siècle, que par le trop fameux duc d'Albe, par Henri IV, par le duc de Parme, et qui eurent pour cause première l'établissement des troupes réglées.

Terminons cette note par le rapprochement singulier que l'on trouve dans les *Essais de Saint-Foix* : Un moine découvrit la poudre à canon; un évêque (celui de Munster) inventa les bombes; un capucin (le père Joseph) imagina les espions de police et les lettres de cachet. Ajoutons que la plupart des historiens attribuent la découverte de l'imprimerie à un militaire, Jean Mentel, de Strasbourg.

(*d*) Page 389.

La nécessité de se reconnaître à la guerre a toujours fait adopter des marques distinctives de ralliement : on désigne, en terme générique, ces symboles sous le nom d'enseignes. Les enseignes se divisent en *drapeaux* et en *étendards;* le drapeau convient à l'infanterie, l'étendard à la cavalerie.

Les peuples ont toujours voué à ces signes distinctifs un attachement égal au respect. Les Romains regardaient la perte des enseignes comme un malheur; la cohorte

qui avait perdu les siens était exilée du camp, et n'y revenait qu'après une action éclatante.

Béneton, ancien gendarme, qui a publié sur cette matière un profond commentaire, a recueilli avec soin les marques générales qui étaient en usage sur les enseignes des divers peuples de l'antiquité : ainsi le soleil chez les Perses, l'aigle de Jupiter chez les Romains, la chouette de Minerve à Athènes, un cheval parmi les Carthaginois, l'épée de Mars chez les Celtes, furent les marques distinctives des armées. On voit les Gaulois, déterminés à secouer le joug que César leur imposait, jurer sur leurs enseignes, avant de livrer leurs otages. Les habitans de l'Armorique s'étant donnés aux Français, sous Clovis, les Romains ne se rendent qu'à condition qu'ils garderont leurs enseignes. Cet attachement aux signes de ralliement des braves fut encore plus sacré dans l'antiquité que chez les modernes.

Auguste *Galand* dit que les Francs joignirent des signes d'adoption à leurs symboles d'origine.

Lorsque Clovis eut embrassé le christianisme, il ne voulut plus d'autre enseigne que celle de son culte. Sous Constantin, il n'y avait plus dans l'empire que l'aigle et la croix. Le labarum impérial était le chiffre de Jésus-Christ, brodé en pierreries.

Tacite, en parlant des Germains, et Grégoire de Tours, en parlant des Français, s'accordent à dire que les uns et les autres avaient toujours eu pour enseignes des symboles d'animaux, d'élémens, de rivières, et des divers objets de leur culte.

Outre les enseignes nationales, chacun des premiers rois avait la sienne. Les Francs Ripuaires avaient eu une épée; les Francs Saliens, une tête de bœuf : après son baptême, Clovis adopta l'enseigne bleu uni. Indépendamment de la bannière de saint Martin, de l'oriflamme,

des fleurs de lis et des croix, les monarques français eurent un étendard particulier : Charles VIII avait adopté le cerf; Louis XII, le porc-épic; François Ier, la salamandre; Henri II, le croissant; Henri III, trois couronnes; Henri IV, la massue d'Hercule.

Mais il paraît constant que, chez les Français, le symbole général fut successivement la *bannière bleue de saint Martin*, la *bannière rouge de saint Denis*, et la *cornette blanche*.

Saint Martin avait été un des premiers apôtres du christianisme dans les Gaules. Les Français l'adoptèrent pour patron. Clovis et Charlemagne, ayant à combattre des peuples ennemis de leur religion, crurent devoir ne marcher que sous les auspices des héros de leur foi et de celle des peuples qu'ils conduisaient à la victoire; les comtes d'Anjou furent les premiers porte-enseignes connus de l'*enseigne* ou *bannière de saint Martin*.

Depuis Hugues Capet, dont les successeurs fixèrent leur séjour à Paris, saint Denis, patron de leur capitale, le devint bientôt de tout le royaume. C'est Louis le Gros qui, le premier, fit un usage général de la *bannière de saint Denis*. Il leva, pour la première fois, l'oriflamme en 1124, avant de partir pour la guerre contre l'empereur Henri V. Le premier qui l'ait porté, en qualité de porte-oriflamme, est Anceau de Chevreuse, qui perdit l'enseigne et la vie à la bataille de Mons-en-Puelle, en 1304. Sous Charles VI, un seigneur quitte la dignité de maréchal de France pour celle de porte-oriflamme.

A la fin du quinzième siècle, on ne vit plus de bannières dans les armées françaises. Les drapeaux les firent disparaître sous Louis XI, à l'imitation des Suisses et des Allemands.

On croit que, sous Charles V et sous Charles VI, l'*étendard de France* fut orné de la croix rouge. Sous

Charles VII, il perdit son nom et son ornement; il prit le nom de *cornette blanche*. Sous Philippe-Auguste, il fut bleu, parsemé de fleurs de lis d'or; sous Charles VI, il avait la croix blanche, ainsi que sous Louis XII et François Ier. Il est fort question de la cornette blanche dans les guerres civiles sous Charles IX et Henri IV, et sous Louis XIII, en 1620 et 1642.

Sous la seconde race, on vit des *gonfanons*, étendards des troupes menées par les comtes, abbés, évêques, etc.; l'*étendard royal*, porté à la tête du corps où le roi était en personne.

Sous la troisième race, la *bannière* était pour les milices de chaque commune ou paroisse; celle des chevaliers bannerets était carrée. Le *pennon* était pour les chevaliers non bannerets.

Les armées de François Ier étaient plus nombreuses en infanterie qu'en cavalerie. Sous la seconde et même la troisième race, jusqu'au quinzième siècle, il y avait eu plus de cavalerie que d'infanterie. Depuis François Ier jusqu'à présent, des proportions plus régulières furent établies entre les deux armes. Sous Charles VII, l'infanterie commence à marcher sous des *drapeaux*; la gendarmerie d'ordonnance, sous des *étendards* et des *guidons*; la cavalerie légère, sous des *cornettes*. Il ne fut plus question de bannières, ni de pennons.

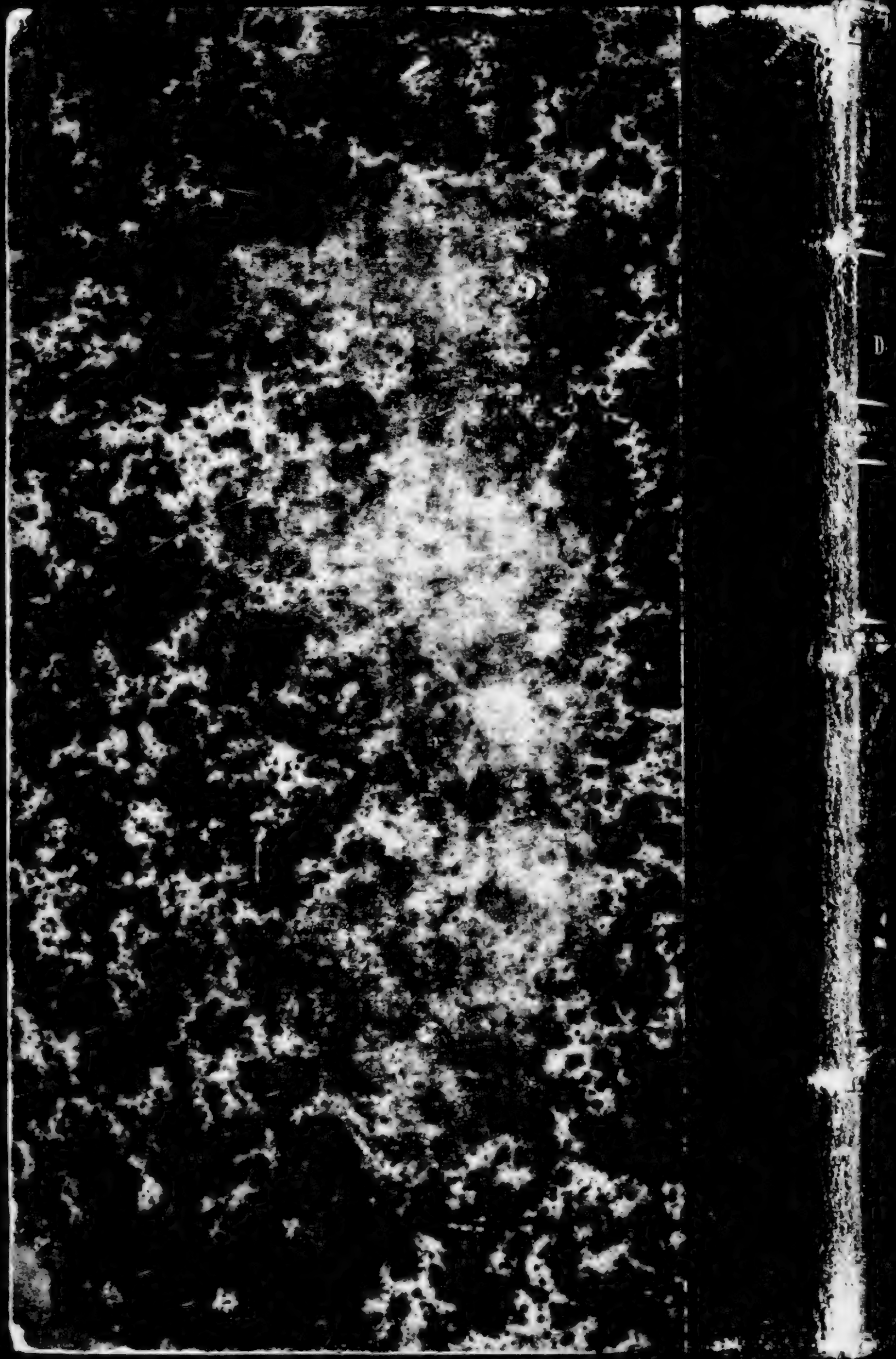
FIN DES NOTES DU PREMIER VOLUME.

Errata du premier volume.

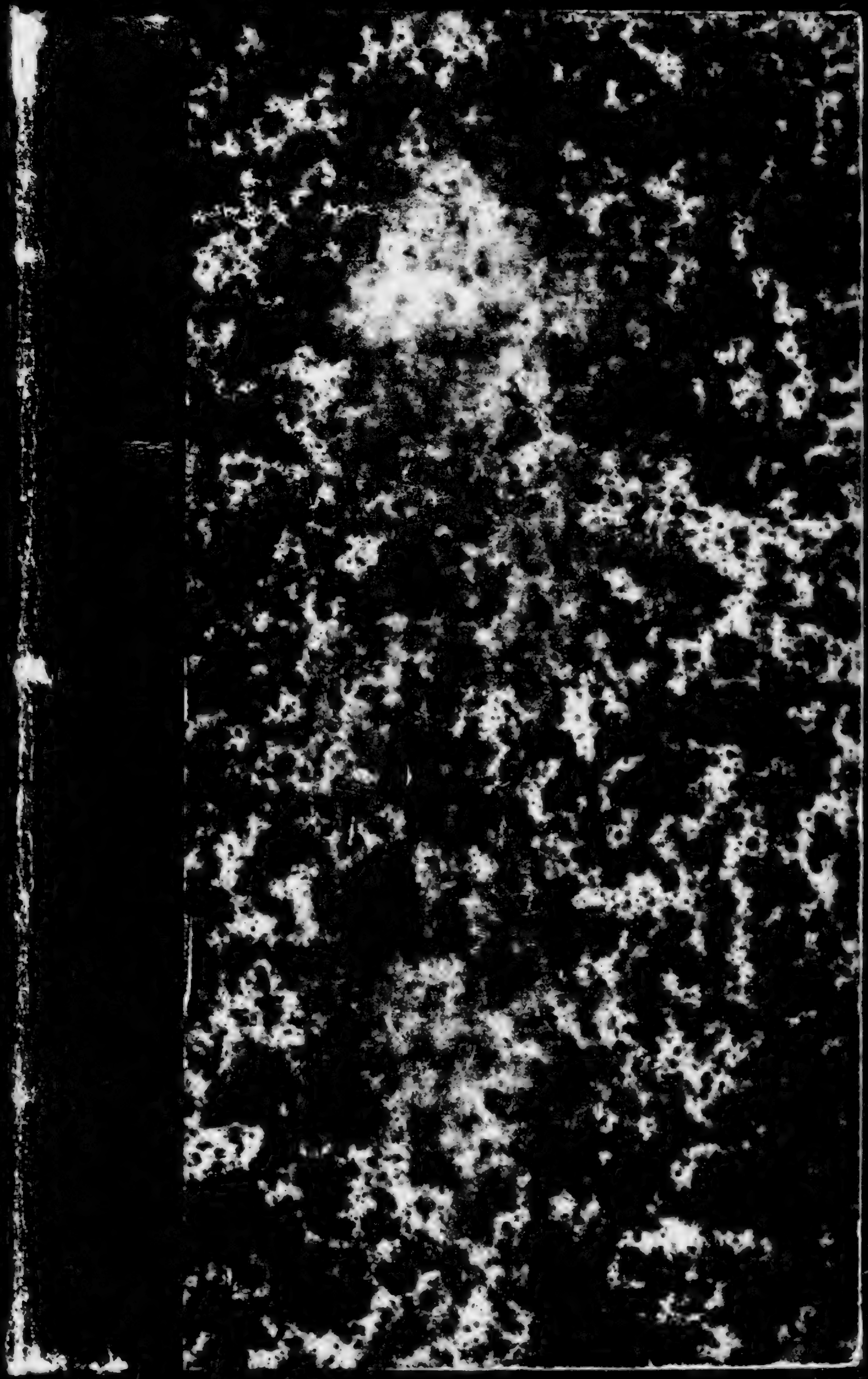
Pag. 15, lig. 23, *après le mot* carnage, *effacez le mot* général.
Pag. 87, lig. 10, cavaliers qui tous, *lisez* cavaliers : tous.
Même page, lig. 18, l'Augon, *lisez* l'Angon.
Pag. 88, lig. 13, pénètrent, *lisez* pénétrèrent.
Pag. 118, lig. 4, margraven, *lisez* der markgraf.
Pag. 145, lig. 5, prête à, *lisez* près de.
Pag. 226, avant-dernière ligne, *effacez* toujours.
Pag. 506, lig. 9, pitié, *lisez* piété.
Dans plusieurs passages, *substituez* la Palice, où ce nom est écrit la Palisse.

945 J87 1
Europe
Hist. des guerres en Italie

COLUMBIA UNIVERSITY
0032190913



VOLUME 2



945 J87 2

Columbia University
in the City of New York
Library

Special Fund for History
1898
Given by
Seth Low

HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

HISTOIRE
DES
GUERRES
DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain.

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ancien Adjud. gén. Aug. JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Jos. SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME II.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

AN XIII — 1805.

COLLEGIO
ARENARIO
RASELI

GUERRES EN ITALIE.

95182

SOMMAIRE

DU LIVRE SEPTIÈME.

État de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, au seizième siècle. — François Ier succède à Louis XII. — Intérêts des différentes puissances de l'Europe. — Etat de la France. — François Ier se prépare à faire la guerre. — L'Empereur, le Roi d'Espagne, le Pape, les Suisses, veulent s'opposer à ses prétentions sur le Milanais. — Les Français passent les Alpes. — Les Vénitiens marchent pour les joindre. — François Ier négocie avec les Suisses. — On convient de tout. — Le Cardinal de Sion les décide à fausser leur parole. — Bataille de Marignan. — Prise du château de Milan. — Renonciation de Sforce au Milanais. — Entrée de François Ier dans Milan. — Traité entre les Suisses et François Ier. — Mort du Roi d'Espagne. — Entrevue de François Ier avec le Pape. — Traité entre eux. — Pragmatique-Sanction ; Concordat. — L'Empereur assiége Milan. — Il s'enfuit dans le Tyrol. — Prise de Brescia. — Les Francais assiégent Vérone. — Traité de Noyon. — Le Connétable de Bourbon est rappelé du Milanais. — Lautrec le remplace. — Traité de Fribourg, ou *Paix perpétuelle*.

HISTOIRE
DES GUERRES
DES
GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE SEPTIÈME.

DEPUIS l'Avénement de François Ier au trône, jusqu'au Traité de Fribourg, dit LA PAIX PERPÉTUELLE.

Du 1er janvier 1515 au 29 novembre 1516.

ARRIVÉ à l'une des époques les plus importantes de l'histoire du monde, il devient toujours plus essentiel de donner à nos lecteurs (comme on l'a fait dès le commencement de cet ouvrage) des idées suffisantes pour connaître le gouvernement, les lois, les mœurs

de chacune des nations qui se partageaient le monde dans les différentes périodes, devenues bien plus remarquables vers ces temps dont l'histoire militaire d'Italie va nous occuper. Comment, en effet, se bornant à des descriptions purement militaires, pourrait-on faire connaître les causes, souvent si importantes, qui ont nécessité les guerres dont on écrit l'histoire, et celles, non moins essentielles à connaître, qui, produisant des diversités inattendues dans les établissemens politiques, donnent naissance à ces formes particulières de gouvernement, d'où résulte une si grande variété dans le caractère et le génie des nations?

EN ASIE.

GOUVERNEMENT.

La Chine continuant d'être soumise à la dynastie appelée *Ming*, qui avait chassé du trône les Tatars, ne changea pas d'état dans ce siècle.

Dans l'Inde, les Musulmans *patanes* l'emportèrent au commencement de ce siècle : mais enfin Akebar, l'un des descendans de Tamerlan, reprit la supériorité en battant complètement, vers Agra, un prince qui se disait descendant de Por, que Quinte-Curce a rendu si célèbre sous le nom de Porus. Akebar fit du bien dans l'Inde, ses fondations sont immenses; on y admire toujours le grand chemin bordé d'arbres l'espace de cent cinquante lieues, depuis Agra jusqu'à Lahor, célèbre ouvrage de ce conquérant, embelli encore par son fils Géanguir.

La presqu'île de l'Inde, dans le Gange, n'était pas encore entamée; elle n'avait connu de vainqueurs sur les côtes que les Portugais. Le vice-roi de cette nation, qui résidait à Goa, égalait alors le grand mogol en magnificence et en faste, et le surpassait beaucoup en puissance maritime. Il avait à sa disposition et sous ses ordres cinq gouvernemens, ceux de Mozambique, de Malaca, de Mascate, d'Ormus et de Ceylan.

La Perse éprouva dans ce siècle une révolution dont la religion fut la cause. Un Perse, nommé Esdar, prêcha quelques dogmes nouveaux; Scharustan, usurpateur de la Perse, craignant son crédit, le fit assassiner. Son fils prit les armes, et conquit enfin ce royaume où son père ne voulait que prêcher. Il laissa à son fils Thamas la Perse puissante et paisible. C'est ce même Thamas qui réussit à repousser

Soliman, après avoir été sur le point de perdre sa couronne. Ses descendans régnèrent paisiblement en Perse, jusqu'aux révolutions qui, de nos jours, ont désolé cet empire. Sur la fin du treizième siècle, la Perse devint un des plus florissans et des plus heureux pays du monde sous le règne de Schaabas, arrière-petit-fils d'Ismaël. Il n'y a guère d'état qui n'ait eu un temps de grandeur et d'éclat, après lequel il dégénère.

Le voyageur Chardin prétend que l'empereur de Perse est moins absolu que celui de Turquie; mais il ne paraît pas que le scha dépende d'une milice, comme le grand seigneur. Chardin avoue du moins que toutes les terres, en Perse, n'appartiennent pas à un seul homme.

Les Turcs continuèrent leurs progrès durant ce siècle; et Soliman, fils de Sélim, fut toujours un ennemi formidable aux Persans et aux chrétiens. Il démembra les états de Venise et de la Hongrie : le gouvernement turc resta, d'ailleurs, toujours le même.

FINANCES.

Les rois de Perse conservèrent la coutume de recevoir des présens de leurs sujets : cet usage

était établi au Mogol et en Turquie, et il l'a été en Pologne, le seul royaume où il semblait raisonnable, par rapport aux faibles revenus de ses rois; mais le grand mogol et le grand seigneur sur-tout, possesseurs de trésors immenses, ne devaient se montrer que pour donner. C'est s'abaisser que de recevoir, et cependant ces souverains font de cet établissement un titre de grandeur! Chardin prétend que les étrennes du roi de Perse lui valaient cinq ou six de nos millions. Les empereurs de Chine n'ont jamais avili ainsi leur dignité.

Au reste, les citoyens jouissaient tranquillement de leurs possessions, et payaient à l'état une taxe qui n'équivalait pas à un de nos écus, par an.

Il résultait du dépouillement de l'empire turc, que toute l'administration de ces vastes états était établie sur moins de soixante de nos millions en numéraire, sans compter, il est vrai, les confiscations et les tributs en denrées.

MILICE.

Soliman fit trembler la Perse et l'Italie dans un temps où Charles-Quint ébranlait l'Europe; mais les souverains de l'Asie ne faisaient point la guerre, comme les princes de l'Europe, avec

de l'argent et des négociations. La force du corps, l'impétuosité, la bravoure aveugle des janissaires, établirent sans discipline cet empire qui se soutient par l'avilissement des peuples vaincus et les jalousies des peuples voisins. Les sultans ne mirent jamais en campagne cent quarante mille combattans à la fois, si l'on retranche la multitude qui suit leurs armées; mais ces forces étaient toujours supérieures à celles qu'on pouvait leur opposer.

COMMERCE.

Si le terroir de la Perse n'est pas aussi fertile que celui de la Turquie, les Perses sont plus industrieux; mais la mer leur manquait. Alors les Portugais s'étaient emparés du port d'Ormus; une petite nation dominait sur le golfe Persique, et fermait le commerce maritime à toute la Perse. (1507)

Toutes les nations chrétiennes commençaient à se disputer le commerce du Levant avec les Turcs; mais Venise en avait la principale partie.

LOIS, JUSTICE ET POLICE.

Dans la Perse, comme dans toute l'Asie, la justice fut toujours rendue sommairement; on n'y connut jamais ni les avocats, ni les procédures; on plaide sa cause soi-même, et la maxime qu'une courte injustice est préférable à une justice longue et épineuse a prévalu chez tous ces peuples qui, long-temps policés avant nous, ont toujours été moins raffinés que nous ne le sommes.

RELIGION.

Un Persan nommé Esdar, connu de nous sous le nom de *Sophi*, c'est-à-dire sage, et qui, malgré cette sagesse, avait des terres considérables, forma, sur la fin du quinzième siècle, la secte qui divise aujourd'hui les Persans et les Turcs.

Pendant le règne du Tatar Ussum Cassam, une partie de la Perse, flattée d'opposer un culte nouveau à celui des Turcs, de mettre Ali au-dessus d'Omar, et de pouvoir aller en pélerinage ailleurs qu'à la Mecque, embrassa avidement les dogmes du sophi. Les semences de ces dogmes étaient semées depuis long-temps. Il fit éclore et donna une forme à ce schisme politique et religieux, qui paraît aujourd'hui nécessaire entre deux grands empires voisins et jaloux l'un de l'autre. Ni les Turcs ni les Persans n'avaient aucune raison de reconnaître Omar ou Ali pour successeur légitime de Ma-

homet. Les droits de ces Arabes qu'ils avaient chassés, devaient peu leur importer; mais il importait aux Persans que le siége de leur religion ne fût pas chez les Turcs.

Le sophi dogmatisa donc pour le salut et l'intérêt de la Perse; mais il dogmatisait aussi pour le sien propre. Cependant il se rendit bientôt trop considérable, et l'usurpateur Scharustan, qui craignit son influence, le fit assassiner en 1499.

La religion mahométane d'Ali, dominante en Perse, permettait un libre exercice à toutes les autres. Il y avait encore à Ispahan des restes d'anciens Perses *ignicoles*, qui ne furent chassés de la capitale que sous le règne de Schaabas; ils étaient répandus sur les frontières, et particulièrement dans l'ancienne Assyrie, partie de l'Arménie haute où réside encore leur grand prêtre. Plusieurs familles des dix-huit tribus de ces Juifs Samaritains, transportés par Salmanazar du temps d'Osée, subsistaient encore en Perse; et il y avait encore, au temps dont nous parlons, près de dix mille familles des tribus de Juda, de Lévi, de Benjamin, emmenées de Jérusalem, avec Sédécias leur roi, par Nabuchodonosor, et qui ne revinrent point avec Esdras et Néhémie.

Quelques Sabéens, disciples de saint Jean-Baptiste, étaient répandus dans le golfe Persique : les chrétiens arméniens du rite grec faisaient le plus grand nombre; les Nestoriens composaient le plus petit : les Indiens de la religion des bramins remplissaient Ispahan; on en comptait plus de vingt mille : la plupart étaient de ces Banians qui, du cap Comorin jusqu'à la mer Caspienne, vont trafiquer avec vingt nations, sans s'être jamais mêlés à aucune.

Enfin toutes ces religions étaient vues de bon œil en Perse, excepté la secte d'Omar, qui était celle de leurs ennemis. C'est ainsi que le gouvernement anglais admet toutes les sectes, et tolère à peine le catholicisme.

SCIENCES ET ARTS.

Si les missionnaires européens étonnèrent les Chinois, avec leurs faibles connaissances en physique et en mathématiques, ils n'auraient pas moins étonné les Persans. La langue persane est belle, et, depuis six cents ans, elle n'a pas été altérée. Leurs poésies sont nobles, leurs fables ingénieuses; en géométrie, ils n'ont pas beaucoup avancé au-delà des élémens d'Euclide; ils ne connaissent d'astronomie que

celle de Ptolémée, et cette astronomie n'est encore, chez eux, que ce qu'elle a été si long-temps en Europe, un chemin pour parvenir à l'astrologie judiciaire : tout se réglait en Perse, comme chez les anciens Romains, par le vol des oiseaux et l'appétit des poulets sacrés. Chardin prétend que, de son temps, l'état dépensait quatre millions par an en astrologues. Si Newton, Halley, Cassini, se fussent produits en Perse, ils eussent été négligés, à moins qu'ils n'eussent voulu prédire.

La médecine était, comme celle de tous les peuples ignorans, une suite d'expériences réduites en pratique, sans aucune connaissance de l'anatomie. Cette science avait péri avec les autres; mais elle renaissait au commencement du seizième siècle, par les découvertes de Vezal et le génie de Fernel.

Enfin, de quelque peuple de l'Asie que l'on veuille parler, on peut dire de lui : Il nous a précédé, nous l'avons surpassé.

USAGES ET MŒURS.

La Perse, comme la Chine et la Turquie, ne connurent jamais de noblesse; il n'y a dans ces vastes états de distingués que la classe des employés, et les hommes qui ne le sont pas,

ne peuvent tirer avantage de ce qu'ont été leurs pères.

Le sérail d'Ispahan passait pour moins cruel que celui de Constantinople : la jalousie du trône portait souvent les sultans turcs à faire étrangler leurs parens; les scha se contentaient de faire arracher les prunelles des princes de leur sang. En Chine, on n'a jamais imaginé que la sûreté du trône exigeât de tuer ou d'aveugler les frères et les neveux des souverains; on leur laissait toujours les honneurs, sans autorité : tout prouve que les mœurs chinoises étaient les plus douces et les plus sages de l'Orient.

EN AFRIQUE.

Nous nous bornerons à dire que Sélim Ier prit en 1515 la Syrie et la Mésopotamie, et entreprit de soumettre l'Égypte. C'eût été une entreprise aisée, s'il n'avait eu que des Égyptiens à combattre; mais l'Égypte était gouvernée et défendue par une milice formidable d'étrangers, semblable à celle des janissaires : c'était des Circasses venus de la Tartarie; on les appelait *mameluks*, ce qui signifie esclaves.

Ces mameluks étaient les maîtres de l'Égypte depuis les dernières croisades; ils avaient vaincu et pris saint Louis; ils établirent, depuis ce temps, un gouvernement comme celui d'Alger. Un roi et vingt-quatre gouverneurs de provinces étaient choisis entre les soldats. La mollesse du climat n'énerva point cette race guerrière, parce qu'elle se renouvelait tous les ans par l'affluence des autres Circasses appelés sans cesse pour remplir ce corps de vainqueurs toujours subsistant.

Toman Bey fut le dernier roi mameluk; il tomba entre les mains de Sélim, qui lui confia le gouvernement de l'Égypte après le lui avoir enlevé.

Toman Bey, de roi devenu pacha, eut le sort des pachas; il fut étranglé après quelques mois de gouvernement.

Depuis ce temps, le peuple de l'Égypte, comme à peu près ceux du reste de l'Afrique, fut enseveli dans le plus honteux avilissement. Cette nation est devenue plus pusillanime que du temps de Cléopâtre. On nous dit qu'elle inventa les sciences, et elle n'en cultiva pas une; qu'elle était sérieuse et grave, et aujourd'hui on la voit, légère et gaie, chanter et danser dans la pauvreté et l'esclavage : cette multitude

d'habitans, qu'on disait incalculable, se réduit à trois millions au plus.

EN EUROPE.

GOUVERNEMENT.

Si nous voulons nous former une idée de la situation des gouvernemens de l'Europe dans le seizième siècle, et que nous tournions d'abord nos regards vers le Nord, nous verrons la Suède conserver sa liberté avec le droit d'élire ses rois.

Le Danemarck avait la même administration; c'était une aristocratie à laquelle présidait un roi électif.

La Pologne était encore moins soumise à ses rois; le peuple était esclave, et les nobles, qui étaient ses vrais souverains, faisaient les lois et les rois.

La Hongrie se gouvernait entièrement comme la Pologne. Le peuple y était esclave, et les nobles étaient ses tyrans. L'esclavage y devint même si dur, que tous les habitans de la campagne se soulevèrent contre des maîtres aussi despotes. Cette guerre civile, qui dura quatre années, affaiblit encore ce malheureux royaume : la noblesse, mieux armée que le peuple, eut

le dessus, et la guerre finit par le redoublement des chaînes du peuple, qui continua, encore pis que jamais, d'être l'esclave de ses seigneurs.

L'Allemagne était devenue une république de princes et de villes privilégiées, quoique le chef s'expliquât, dans ses édits, en maître absolu de l'univers. L'Allemagne, sous ce gouvernement, était plus heureuse qu'aucun autre état du monde, lorsque Charles-Quint la fit trembler pour sa liberté. Jamais empereur, avant lui, n'avait osé prétendre au despotisme; mais sa puissance et ses succès le rendirent redoutable à l'Europe, et encore plus à l'Allemagne : heureusement pour elle, la vie de Charles-Quint fut un continuel orage, et jamais empereur, s'il fut le plus craint, n'eut plus à craindre.

Charles-Quint, plus maître de l'Espagne que de l'Allemagne, doit être regardé comme le premier roi absolu de ce royaume. Ce fut pour l'Espagne et sous son empire que se fit la découverte et la conquête du Mexique et du Pérou, événement remarquable qui préparait à l'Europe tant de maux et si peu de bien.

Philippe II, son successeur, aggrava encore le joug de l'autorité; mais, sous son règne, l'Espagne eut une prospérité brillante, soutenue par beaucoup d'influence et un grand pouvoir en Europe.

Le Portugal se rendit illustre sous le gouvernement du prince Henri, qui employa sa philosophie à faire le bonheur du monde. Ce royaume tomba sous le pouvoir despotique de Philippe II, roi d'Espagne, après la mort funeste de son roi Sébastien.

La France avait été heureuse sous un roi tel que Louis XII; mais, depuis Louis XI, elle était livrée à tous les abus de l'autorité qui pouvaient être commis par des rois passionnés ou faibles. Sous François Ier, on n'eut à soutenir que des guerres étrangères; mais les guerres civiles excitées par la religion, sous les règnes de François II, Charles IX et Henri III, firent de la fin de ce siècle un temps de fureurs, d'avilissement et de calamités. Le manque de bonne foi et un mauvais gouvernement furent la cause de tant de malheurs.

L'Angleterre mettait déjà, dans la balance de l'Europe, ce poids qui la fait pencher où elle se jette. Elle fut dominée, dans le commencement de ce siècle, par le génie tyrannique et cruel d'Henri VIII : le parlement ne fut guère alors que l'instrument de ses passions, et lui servit à commettre juridiquement beaucoup de

meurtres. Sur la fin du siècle, et sous le règne d'Élisabeth, l'Angleterre jouit d'une gloire et d'une puissance qui la firent encore plus respecter : le gouvernement était vraiment libre, tout s'y faisait par l'autorité des lois, et déjà les actes seuls du parlement conduisaient les Anglais.

L'Italie alors le pays le plus florissant de l'Europe, s'il avait perdu de sa puissance, n'était plus autant exposé à ces guerres étrangères qui l'avaient désolé sous les rois de France, depuis Charles VII jusqu'à François Ier : il avait vu cesser ces guerres intestines de principautés contre principautés, de ville contre ville; l'Italie enfin n'était plus fatiguée par ces conspirations autrefois si fréquentes.

Naples et la Sicile furent sans révolution ; ce royaume était alors le seul au monde qui fût tributaire.

Léon avait couronné à Rome, non par le crime, mais par l'adresse et la fermeté, l'ouvrage d'Alexandre VI, la puissance temporelle des papes ; ils étaient alors souverains absolus de Rome.

Venise jouissait de la tranquillité que son gouvernement lui procurait ; elle était le rempart de la chrétienté contre les Turcs, rempart,

à la vérité, ébranlé en beaucoup d'endroits, mais résistant encore par les villes qui lui restaient en Grèce, par l'île de Candie, de Chypre, et par la Dalmatie. Son domaine en terre ferme commençait à être quelque chose ; les Vénitiens possédaient depuis long-temps Padoue, la Marche Trévisane et le Frioul. Tout cela, cependant, ne composait pas en Italie un état assez formidable pour donner de l'inquiétude aux puissances de l'Europe, et faire regarder les Vénitiens comme des conquérans dangereux. La vraie puissance de Venise se trouvait dans les trésors de Saint-Marc, où était renfermé de quoi soudoyer l'empereur et le roi de France.

Doria rendait la liberté à Gènes, sa patrie, qu'il pouvait opprimer par toutes les forces de Charles-Quint ; il y établit le gouvernement qui y subsista plus de trois cents ans. Doria vécut quatre-vingt-quatorze ans, l'homme le plus considéré de l'Europe ; on lui éleva une statue à Gènes, comme au libérateur de sa patrie.

Dans ce temps se formait, des débris des Pays-Bas et du desir de la liberté, un nouvel état qui ne paraissait pas destiné à la puissance dont il a joui depuis ; c'était la république

d'Hollande. La tyrannie de Philippe II et le génie du prince d'Orange commencèrent cet ouvrage, qui fut à peu près terminé vers la fin du siècle.

Une entreprise du même genre eut le même succès ; Genève reprit sa liberté des mains de ses évêques et des ducs qui se la disputaient.

Une remarque qui ne doit pas échapper, c'est qu'on voit dans ce seizième siècle des cardinaux à la tête de presque tous les états de l'Europe. C'est, en Espagne, Ximenès, sous Isabelle; Louis XII est gouverné par le cardinal d'Amboise; François Ier a pour ministre le cardinal Duprat; Henri VIII est, pendant vingt ans, soumis au cardinal Volsey, fils d'un boucher; Charles-Quint prit pour son ministre, en Espagne, son précepteur, le cardinal Adrien ; la Flandre fut gouvernée par le cardinal Granvelle, tandis que le cardinal Martinusius fut maître en Hongrie, sous Ferdinand, frère de Charles-Quint.

Si tant d'ecclésiastiques ont régi des états purement militaires, ce n'est pas seulement parce que les rois se fiaient plus aisément à un prêtre qu'ils ne craignaient pas, qu'à un général d'armée qu'ils redoutaient, c'est encore parce que ces hommes d'église étaient presque toujours plus instruits et plus propres aux affaires que les généraux et les courtisans de ce temps.

FINANCES.

Par-tout les souverains avaient ou commençaient à avoir des revenus fixes et certains.

L'ordre régna en France dans les finances de Louis XII, par son extrême économie et la modération des impôts. Les guerres de François Ier, ses dissipations, le prix de sa rançon, introduisirent dans les finances un désordre qui rendit les peuples très-malheureux.

Le désordre augmenta et parvint au comble dans les guerres civiles sous François II, Charles IX et Henri III ; en général, les souverains, à peine assurés de leur autorité, l'étaient encore bien moins de leurs finances.

L'on se tromperait, si l'on mesurait les finances de Charles-Quint sur les richesses du Mexique dont il était devenu possesseur. Les premiers trésors qui furent envoyés de ce pays furent engloutis dans la mer ; il ne recevait point de tributs réglés de l'Amérique, comme en reçut depuis Philippe II; l'Allemagne ne lui fournissait rien, et de l'Espagne il tirait peu de chose; les dépenses de son couronnement et ses premiers établissemens furent im-

menses ; enfin les guerres qu'il eut à soutenir de tous côtés épuisèrent tellement ses finances, qu'il fut obligé plus d'une fois d'emprunter pour subvenir à ses dépenses.

Ce fut Philippe II qui profita réellement des trésors du nouveau monde ; aucun souverain ne fut aussi riche, et ses richesses furent employées au malheur de l'Europe. Il avait environ trente millions de ducats d'or de revenu, sans être obligé de mettre de nouveaux impôts sur les peuples; c'était un revenu qui surpassait celui de tous les monarques chrétiens ensemble.

Il fallait, dès ce temps, distinguer en Angleterre les revenus du roi de ceux de l'état ; on peut juger de ceux-ci par le soin qu'on donnait déjà à la culture des terres, et par les progrès du commerce sous Élisabeth. Cette reine n'avait guère au-delà de 600,000 liv. sterl. de revenu, tandis qu'au moment où nous écrivons, soit pour les besoins de l'état, soit pour l'intérêt de la dette, la dépense en Angleterre se monte, en 1803, à 684,432,000 fr.

Dans le Nord, et sur-tout en Pologne, les rois étaient pauvres; l'état leur accordait environ 12,000 de nos livres : la rente de la royauté et la capitation des Juifs faisaient un des plus gros revenus de la république.

Les schismes de la moitié de l'Europe, qui avait cessé de reconnaître les papes, venaient de leur faire perdre la source la plus abondante de leurs richesses. Ainsi les lumières, qui commençaient à chasser la crédulité, rendaient leurs revenus très-incertains.

MILICE.

Les puissances de l'Europe étaient presque toujours en guerre ; mais, heureusement pour les peuples, les petites armées qu'on levait pour un temps, retournaient cultiver les campagnes, et, au milieu des guerres les plus acharnées, il n'y avait pas dans l'Europe la cinquième partie des soldats qu'on entretient aujourd'hui dans la plus profonde paix. On avait encore à peine l'idée de cet effort continuel et funeste qui consume toute la substance d'un gouvernement dans l'entretien des armées nombreuses toujours subsistantes, qui, en temps de paix, ne peuvent être employées que contre les peuples, et qui finissent toujours par être funestes à leurs maîtres.

La gendarmerie faisait toujours la principale force des armées chrétiennes ; mais les fantassins, qui jusqu'alors avaient été méprisés, commencèrent dans ce siècle à devenir l'arme

la plus redoutable des armées. Vers le milieu du quinzième siècle, Charles VII conserva, à la paix, un corps de neuf mille hommes de cavalerie et de seize mille d'infanterie; il nomma des officiers pour commander ces troupes, les discipliner et les instruire : les plus distingués des nobles s'empressèrent d'entrer dans ce service, où ils s'accoutumèrent à dépendre de leur souverain, à exécuter ses ordres, et à le regarder comme le juge de leur mérite et la source des graces. Bientôt on en vint à ne calculer la force des armées que par le nombre des troupes régulières qui s'y trouvaient. En moins d'un siècle, les nobles et leurs vassaux, quoiqu'on les requît encore quelquefois de se mettre en campagne, ne furent plus considérés que comme une multitude embarrassante pour les troupes avec qui elles faisaient la guerre, et furent regardés avec mépris par des soldats accoutumés aux détails pénibles et constans d'une discipline régulière; les Allemands les appelaient *lands knocht*, valets de terre.

Outre les troupes nationales soldées et permanentes de Charles VII, Louis XI prit à sa solde six mille Suisses, qui formaient alors l'infanterie la plus formidable et la mieux disciplinée de l'Europe.

Louis XII y ajouta un corps d'Allemands connu sous le nom de *bandes noires*.

Les princes d'Allemagne, qui commandaient à des hommes doués de la force, du courage et de la persévérance propre à faire de bons soldats, firent bientôt dans leurs troupes des changemens qui les mirent en état de le disputer aux Suisses et aux Français pour la discipline et la valeur.

Les Espagnols, par leur situation, ne pouvaient guère employer que leurs troupes nationales dans la partie méridionale de l'Italie, théâtre ordinaire des opérations de la guerre. Non seulement ils adoptèrent la discipline des Suisses, mais ils améliorèrent sa formation en mêlant dans leurs bataillons un certain nombre de soldats armés de mousquets pesans : ils formèrent ainsi ce fameux corps d'infanterie qui, pendant plus de cent cinquante ans, fut la terreur et l'admiration de l'Europe.

Les états de l'Italie diminuèrent aussi par degrés le nombre de leurs corps de cavalerie, et, à l'exemple de leurs voisins plus puissans, firent consister dans l'infanterie la force de leurs armées.

Depuis cette époque, les différentes nations de l'Europe firent la guerre avec des forces plus

appropriées à toute espèce de service militaire, plus capables d'agir dans tous les pays, et plus propres à faire et à conserver des conquêtes.

Parmi les guerriers illustres de ce siècle, les principaux sont Gustave Vasa, en Suède; Doria, à Gènes; Jean de Médicis, le marquis de Pexaire, sous Charles-Quint; dans les Pays-Bas, le duc de Parme, Guillaume de Nassau; en France, Anne de Montmorenci, Bayard, Montluc, le connétable de Bourbon, le connétable de Montmorenci, le maréchal de Brissac, le duc de Guise si funeste à sa patrie, Henri IV, Lesdiguières, les deux Birons, Crillon, Lanoue, etc.; en Angleterre, le célèbre chevalier Zaleig rendait déjà ses compatriotes redoutables sur mer.

COMMERCE.

Le passage du cap de Bonne-Espérance, exécuté par les Portugais, et le voyage de Gama, changèrent le commerce de l'ancien monde. Alexandre, regardé si mal à propos comme un destructeur par des hommes légers ou inconséquens, Alexandre qui fonda plus de villes qu'il n'en détruisit, et se rendit par là, malgré ses vices, vraiment digne du nom de Grand, avait destiné sa ville d'Alexandrie à être le

centre du commerce du monde et le lien des nations : elle l'avait été en effet sous les Ptolomées, sous les Romains, sous les Arabes, et elle était encore l'entrepôt de l'Égypte, de l'Europe et des Indes.

Venise, au quinzième siècle, tirait, presque seule, d'Alexandrie toutes les denrées de l'Asie, et, sans le voyage de Gama, cette république serait devenue la puissance prépondérante de l'Europe; mais le passage du cap de Bonne-Espérance détourna la source des richesses.

Jusque là les princes avaient fait la guerre pour conquérir des provinces; on la fit alors pour établir des comptoirs, et, dès le commencement de ce siècle, on s'habitua à répandre du sang pour se procurer quelques épiceries.

Alphonse d'Albuquerque et quelques autres fameux capitaines portugais combattirent successivement les rois de Calicut, d'Ormus, de Siam, et défirent la flotte du soudan d'Égypte. Les Vénitiens, intéressés, comme le soudan, à traverser les progrès des Portugais, avaient proposé à ce prince de couper l'isthme de Suez à leurs dépens, et de creuser un canal qui joignît le Nil à la mer Rouge : ils eussent, par cette entreprise, conservé l'empire du com-

merce des Indes; mais les difficultés firent renoncer à ce grand projet.

Les Portugais, en moins de cinquante ans ayant découvert cinq mille lieues de côtes, furent les maîtres du commerce par l'océan Éthiopique et par la mer Atlantique; ils eurent, au milieu de ce siècle, des établissemens considérables vers les Moluques, jusqu'au golfe Persique. Une grande partie des productions utiles et agréables furent apportées par les Portugais en Europe, à bien meilleur marché que Venise ne pouvait les donner. Ainsi la route du Tage au Gange devint très-fréquentée, et le roi de Siam était allié à celui de Portugal.

Mais, tandis que toutes les sources du commerce s'ouvraient pour le Portugal, l'industrie languissait en France; on n'y avait aucune manufacture, les terres y étaient mal cultivées, et leur culture était troublée par les guerres civiles; une magnificence passagère à la cour, et une pauvreté réelle dans le royaume: cependant Marseille et Lyon se livraient à des opérations commerciales.

L'Italie touchait à peine à la révolution qui devait lui arracher toutes les branches du commerce; elle en jouissait encore, elle cultivait les mûriers; Milan et Venise fabriquaient

seules l'or trait, et les belles manufactures étaient bornées à ces deux villes.

L'Espagne acquérait, par des découvertes encore plus étonnantes que celles des Portugais, des richesses immenses, et beaucoup plus grandes en apparence. L'Amérique méridionale, devenue l'une de ses provinces, vint fournir à son commerce des denrées inconnues à l'Europe, la cochenille, le cacao, l'indigo, et sur-tout des métaux, qui sont les signes représentatifs de toutes les denrées; elle versait abondamment l'or et l'argent en Europe, et inspirait aux autres nations l'émulation utile de cultiver les richesses réelles, pour partager ces richesses factices.

L'Angleterre ouvrit dans ce siècle la véritable mine, la culture des terres, la division du travail, la perfection des machines; il s'y formait déjà des négocians opulens qui enrichissaient le reste de la nation. Le gouvernement d'Élisabeth favorisait cette révolution.

En Allemagne, les villes d'Ausbourg et de Nuremberg, répandant les richesses de l'Asie qu'elles tiraient de Venise, se ressentaient déjà de leurs correspondances avec les Italiens.

Tous les états du Nord, la Pologne, le Danemarck, la Suède et la Russie, négligeaient

le commerce, encore inconnu dans ces états qui, n'étant point encore civilisés entièrement, n'avaient pas les besoins factices qui se sont si fort multipliés dans les sociétés prétendues plus policées.

JUSTICE, POLICE ET LOIS.

Les états chrétiens ont long-temps manqué et manquent encore de bonnes lois positives. Leur jurisprudence, encore gothique en plusieurs points, composée de leurs anciennes coutumes et des lois de cinq cents petits tyrans, avait souvent recours aux lois romaines et à celles des Hébreux.

La police générale de l'Europe s'était perfectionnée, en ce que les guerres particulières des seigneurs féodaux n'étaient plus permises nulle part; mais l'usage des duels était toléré.

Les décrets des papes, toujours sages, et, de plus, utiles à la chrétienté dans ce qui ne concernait pas leurs intérêts personnels, anathématisaient les duels; mais plusieurs évêques les permettaient. Les parlemens de France les ordonnaient quelquefois, témoin celui de Legri et de Carouge. Sous Charles VI, il se fit ainsi beaucoup de duels juridiquement. Le même abus était aussi appuyé en Allemagne, en Italie et en Espagne, par des formes regardées comme essentielles.

Il y avait presque par-tout des tribunaux réglés pour rendre la justice.

Le conseil aulique s'établit en Allemagne en 1512; les parlemens s'affermirent en France sous Louis XII; la magistrature, sous le célèbre chancelier de Lhôpital, se séparait de la noblesse militaire, et, en perdant un peu de force, acquérait une forme permanente.

Le conseil de Madrid subsistait en Espagne; mais la police n'y fut jamais perfectionnée.

La Pologne ne commençait à avoir des lois écrites que vers l'an 1552; mais les nobles étaient au-dessus de toute justice et de toute police. Le même vice était dans le Danemarck.

Les lois étaient plus respectées en Suède, sous le gouvernement du grand Gustave.

En Angleterre, sous Henri VIII, il n'y eut qu'un masque de justice. Sa volonté faisait toutes les lois; et ces lois, par lesquelles on jugeait les hommes, étaient si imparfaites, qu'on pouvait alors condamner à mort un accusé sans produire deux témoins contre lui. Ce ne fut que sous le règne d'Édouard VI que les Anglais conçurent, à l'exemple des autres na-

tions, la nécessité d'admettre deux témoins pour faire condamner un coupable.

La justice fut exacte et intègre sous Élisabeth.

RELIGION.

Le seizième siècle est l'époque la plus fatale du catholicisme. La religion chrétienne éprouva alors une révolution plus grande que celle d'Orient, et vraisemblablement plus durable.

Luther, Zuingle, Calvin, et Henri VIII, roi d'Angleterre, furent les principaux auteurs de ce changement ; ils enlevèrent à Rome la moitié de l'Europe. Le tiers de l'Allemagne, la majorité de la Suisse, Genève, la Hollande, quelques parties de la France, se déclarèrent pour la réforme ; et bientôt l'Angleterre, sans l'adopter, ne reconnut de pape que son roi : enfin, au milieu de cette subversion, les anabaptistes proposaient encore des réformes d'une autre espèce.

Le concile de Trente, qui fut tenu dans ce siècle, ne fit que redoubler la haine contre Rome. L'Italie, occupée d'intrigues et de plaisirs, n'eut aucune part à ces troubles ; et les Espagnols insoucians ne s'en mêlèrent pas.

Ce déchirement ne se fit pas sans des maux

infinis pour les hommes, et jamais la religion ne coûta tant de sang.

Les Suisses perdaient leur tranquillité pour la religion, et s'armaient contre eux-mêmes.

Elle dressait, sous le cruel Henri VIII, des échafauds dans toute l'Angleterre.

Philippe II s'appliquait à exterminer, par tous les supplices connus, les hérétiques de ses vastes états, et l'inquisition le secondait dans sa cruauté.

François Ier, qui soutenait les luthériens dans l'Allemagne, et qui s'alliait avec les musulmans, n'en faisait pas moins brûler les protestans de son royaume.

C'était la persécution qui avait forcé la Hollande à devenir libre.

Enfin toute la surface de l'Europe était couverte des plaies que la religion avait faites. L'inquisition n'en fut pas l'instrument le moins fatal. On peut en reporter l'origine au treizième siècle, sous le roi saint Louis; mais elle ne déploya toute sa rigueur que dans le seizième siècle, et ne contribua pas peu à aigrir les esprits déjà soulevés.

Un des plus grands maux que la religion causait à l'Europe, était cette foule de religieux que les papes établissaient par-tout, comme

des mains dont ils se servaient pour diriger les états. Quoique tous ces ordres eussent été institués avant le seizième siècle, à l'exception de celui des jésuites, établi en 1521, l'abus parvint alors à son comble, et il ne fut plus possible de le tolérer; tout était infesté de cette milice de moines qui combattaient pour un souverain étranger, au milieu de leur propre patrie.

Le pouvoir des papes ne se relèvera sans doute jamais du coup que la réforme lui porta; ce pouvoir fut anéanti dans la moitié des pays qu'il dominait, et très-affaibli dans le reste. Les souverains qui n'ont pas entièrement extirpé l'autorité des papes, en ont resserré l'étendue; et ces pontifes en disputent aujourd'hui les limites par la souplesse et la condescendance, comme ils les étendaient autrefois par la force et par la magie de la superstition. Les évêques et les prêtres, n'ayant pas tant acquis, n'ont pas aussi tant perdu. Mais, en général, l'autorité des ministres de la religion a beaucoup diminué; on doit la compter pour rien dans les pays soumis à la réforme, et elle a été très-limitée dans les autres.

SCIENCES ET ARTS.

La gloire du génie, dans ce seizième siècle,

appartient à la seule Italie, ainsi qu'elle avait été le partage de la seule Grèce. Tous les arts étaient cultivés à Florence, sous l'heureuse protection de Médicis. Ce siècle était celui de Guichardin, de Machiavel, du Tasse, de l'Arioste, et de Galilée.

Les querelles de religion, qui agitaient le reste de l'Europe, la plongèrent dans la barbarie, et ne furent qu'une maladie de plus pour l'esprit humain.

USAGES ET MŒURS.

Les tournois n'étaient point abolis au commencement de ce siècle; mais ils le furent vers l'an 1560, après Henri II, dont ces jeux avaient causé la mort. Avec eux périt l'ancien esprit de chevalerie, qui ne reparut plus guère que dans les romans : cet esprit régnait encore beaucoup dans le temps de François Ier et de Charles-Quint. François Ier était un vrai chevalier, et Charles voulait l'être.

Tous les usages de la vie civile différaient des nôtres. Le pourpoint et le petit manteau étaient devenus l'habit de toutes les cours; les hommes de loi portaient par-tout la robe longue et étroite, les marchands une petite robe qui descendait à mi-jambe.

Il n'y avait, sous François, que deux coches dans Paris, l'un pour la reine, l'autre pour Diane de Poitiers. Hommes et femmes allaient à cheval.

L'industrie n'avait point changé en palais somptueux les cabanes de bois et de plâtre qui formaient les rues de Paris. Londres était encore plus mal bâtie, et la vie y était plus dure. Les plus grands seigneurs menaient, à cheval, leurs femmes en croupe, à la campagne : c'était ainsi que voyageaient toutes les princesses, couvertes d'une cape de toile cirée dans les saisons pluvieuses. On n'allait point autrement au palais des rois. Cet usage se conserva jusqu'au milieu du dix-septième siècle. La magnificence de Charles-Quint, de François Ier, d'Henri VIII et de Léon X, n'étaient que pour les jours de solennités et d'éclat. Les modes des Français se communiquaient déjà aux cours d'Allemagne, en Angleterre et en Lombardie. Les Italiens se plaignaient que, depuis le passage de Charles VIII, on affectait, chez eux, de s'habiller à la française, et de faire venir de France tout ce qui servait à la parure. Le pape Jules II fut le premier qui laissa croître sa barbe, pour inspirer, par cette singularité, un nouveau respect au peuple. François Ier,

Charles-Quint et tous les autres rois, suivirent cet exemple, adopté à l'instant par leurs courtisans; mais les gens de robe, toujours attachés à leurs anciens usages, quels qu'ils soient, continuaient à se faire raser, tandis que les jeunes guerriers affectaient la marque de la gravité et de la vieillesse. C'est une observation peu importante peut-être; mais elle entre dans l'histoire des usages.

Les querelles sanglantes de la religion mirent dans les mœurs toute la férocité que peut inspirer le fanatisme.

On le vit se jeter en France dans les guerres funestes de François II, Charles IX, et Henri III. On n'y trouvait pas ces mœurs douces et faciles qui semblent caractériser aujourd'hui les habitans de ce royaume, et la force terrible de la religion agitait l'ame des Français dans des sens opposés à celui où les poussait la nature.

La fermentation de ce levain, mêlé au caractère des Anglais, produisit à Londres des mœurs plus dures et plus cruelles que jamais.

Les mêmes troubles aiguisaient aussi les esprits et endurcissaient les ames en Allemagne; enfin toute l'Europe et ce beau siècle honoré

par le retour des arts furent souillés de sang et de crimes.

FRANÇOIS PREMIER.

Ce fut au commencement du seizième siècle, le 1er janvier 1515, que la France perdit Louis XII. Ce prince, qui, en naissant, semblait n'être pas destiné à être roi, sut, malgré les guerres qu'il eut à soutenir sous son règne, mériter de ses sujets le surnom précieux de Père du Peuple, titre bien plus flatteur, aux yeux de l'humanité, que celui de conquérant ou de grand capitaine.

François Ier, successeur de Louis XII, était encore plus loin du trône que lui. Petit-fils de Jean, comte d'Angoulême, troisième fils de ce duc d'Orléans assassiné sortant de chez la reine, dans la rue Barbette, en 1407, par les ordres du cruel Jean, duc de Bourgogne, François ne pouvait avoir un grand espoir à la couronne; et, pour le faire monter sur le trône, il fallut que Charles VIII et Louis XII ne laissassent aucune postérité.

L'éducation de François, connu sous le nom de comte d'Angoulême, fut confiée à Artur de Gouffier Boissy; mais, ne paraissant en aucune manière destiné à régner, son éducation

ne fut pas tournée du côté des affaires de l'administration, de la politique et du grand art de gouverner. D'ailleurs, Louis XII, et surtout Anne de Bretagne, étaient trop jaloux l'un et l'autre du gouvernement, pour en communiquer les mystères. Boissy fut donc obligé de faire prendre une autre route à la pénétration de son élève, à son activité, à cet instinct curieux et avide qui, volant au-devant de l'instruction, dévorait tous les objets. Il dirigea toutes ces dispositions vers l'amour de la gloire; il cultiva en lui cette franchise, cette valeur, cette générosité, caractères héroïques de la chevalerie française; il lui apprit à répandre sur toutes ses actions, sur toutes ses manières, le vernis de l'affabilité; il lui fit sentir sur-tout que la barbarie seule avait pu attacher de l'honneur à l'ignorance, et de l'avilissement aux talens; il lui fit aimer tous les arts, et le disposa de bonne heure à leur accorder cette protection qui lui mérita, de leur reconnaissance, le titre de Père des Lettres. Cependant les exercices de l'esprit ne nuisaient pas à ceux du corps, toujours si utiles, alors si nécessaires. Le jeune prince, adroit, léger, d'une taille élégante, d'une physionomie majestueuse, d'un tempérament robuste, brillait

dans les tournois, excellait à la course, à la lutte, au maniement des armes, et personne ne conduisait un cheval avec tant de graces.

L'élite de la noblesse française, élevée avec lui, le prenait pour modèle, s'empressait à le suivre, à lui plaire, et s'attachait à lui par les doux liens de l'égalité.

Louis XII ayant conçu beaucoup de tendresse pour le jeune comte d'Angoulême, lui donna le duché de Valois. Dès-lors ce jeune prince, et Gaston de Foix, duc de Nemours, remplacèrent dans le cœur du roi les deux fils qu'il avait perdus.

Cependant Louis XII eut bientôt à pleurer la mort prématurée de ce Gaston de Foix, son neveu, le foudre d'Italie, dont l'activité incroyable avait puni l'audace des Suisses, confondu l'orgueil de Jules II, déconcerté tous les efforts de la ligue papale, et écrasé les forces réunies des Vénitiens, des Romains et des Espagnols. Alors ce roi malheureux réunit toute sa tendresse sur le duc de Valois, qui, jaloux de la gloire de Gaston, et enflammé d'une courageuse émulation, s'empressa de faire ses premières armes dans cette guerre malheureuse où la France, entamée de tous côtés, luttait difficilement, avec des forces inégales, contre l'Europe entière.

Mais bientôt Louis XII envoya le jeune Valois prendre le commandement de l'armée de Navarre, dont le retour en France fut précipité par l'irruption de l'empereur et du roi d'Angleterre en Picardie.

L'année suivante (1513), le roi, qui avait éprouvé les talens militaires du duc de Valois, le choisit pour réparer l'échec reçu à la journée de Guignegaste, rassurer les troupes alarmées, et soustraire la Picardie au joug qui la menaçait. Mais, comme il s'agissait de faire une guerre purement défensive, d'arrêter les progrès des ennemis, sans rien entreprendre, le roi, craignant le courage impétueux du jeune François, lui défendit de risquer aucun combat, et lui enjoignit de suivre les avis des capitaines les plus expérimentés et les plus prudens de son armée.

François saisit l'esprit de cette campagne, et, en traversant la Somme pour se porter à Encres, il couvrit toute la frontière, sauva la Picardie, et remplit avec sagacité l'objet dont il était chargé.

Cependant le duc de Longueville, prisonnier à Londres, ayant réussi à arranger, en 1514,

le mariage de Louis XII avec Marie d'Angleterre, fille d'Henri VIII, on jouit en France des faveurs de la paix; mais elle fut troublée, quelques mois après, par la mort du roi. Cet amour de la gloire militaire, trop souvent funeste aux humains, et dont François Ier était dévoré, lui fit bientôt mettre à exécution des projets dictés par sa passion dominante.

L'Italie était alors le principal théâtre des expéditions militaires des Français. Deux grands objets, Naples et Milan, appelaient leur valeur dans ces contrées.

On connaît les prétentions des rois de France sur Naples, la marche triomphante de Charles VIII à travers l'Italie, la ligue qui se forma contre lui, son retour précipité en France, et l'expulsion des Français du royaume de Naples, qui en fut la suite.

On connaît la trahison du roi d'Aragon d'abord envers les Napolitains, ensuite envers Louis XII qui, s'étant allié avec lui pour exercer ses droits sur le royaume de Naples, se vit enlever la partie qui devait lui échoir en partage, par Gonzalve, digne instrument des fourberies de ce roi d'Aragon qui ne craignit pas d'acquérir un peu de gloire en se perdant d'honneur.

En vain Louis XII voulut-il essayer de nouveau quelques tentatives sur le royaume de Naples, elles furent malheureuses, et Ferdinand goûta encore le plaisir, si flatteur pour lui, de vaincre, et celui si honteux de tromper.

On doit se rappeler que les droits sur le Milanais étaient propres à la maison d'Orléans. On sait qu'un homme dont la fortune n'avait d'abord fait qu'un paysan, et dont elle prit plaisir, dans la suite, à faire un héros, Atendulo, connu sous le nom de guerre de Sforce, après avoir illustré son nom par les armes, avait laissé un François Sforce, son bâtard, qui marcha sur ses traces, et surpassa son bonheur, en conquérant, en protégeant et gardant le Milanais pour lui-même.

On a vu Ludovic Sforce, descendant de François Sforce, régner sur le Milanais au moment où Louis XII songea à faire valoir ses droits sur ce duché, et quinze jours suffire aux Français pour s'emparer de tout le Milanais.

On a vu ensuite Louis XII, chassé par Ludovic, revenir infructueusement dans le Milanais une seconde, une troisième fois, et les Suisses remettre sur le trône ce même Sforce qu'ils en avaient chassé, en ne lui permettant

cependant de régner que sous leur protection.

A peu près aussi maltraité à Gènes, sur laquelle Louis XII avait aussi voulu faire valoir ses droits, ce roi laissa, en mourant, à son successeur le soin de venger sur Milan et sur Gènes des affronts impunis.

Mais quels étaient, à cette époque, les intérêts des diverses puissances de l'Europe? Dans quelles dispositions étaient-elles à l'égard de la France? Quels étaient le caractère, les talens, les ressources des principaux souverains que François Ier allait avoir à combattre, ou avec lesquels il pourrait traiter? Voilà ce qu'il nous importe d'examiner rapidement, pour satisfaire nos lecteurs.

L'Italie, où la guerre allait d'abord commencer, était partagée en cinq grands états; le duché de Milan, l'état de l'Eglise, celui de Florence, le royaume de Naples, et la république de Venise.

Les autres états qui subsistaient à l'ombre de ceux-ci, n'avaient qu'une très-légère influence sur le systême de l'Italie; mais tous craignaient de voir les Français en possession du Milanais, convaincus qu'ils feraient alors tous leurs efforts pour reconquérir le royaume de Naples, tentative dont le succès, pressant l'Italie par les

deux bouts, l'eût menacée d'une servitude prochaine. Ne réussissait-elle pas? ils emploieraient continuellement l'intrigue et les armes pour recouvrer ce royaume; l'Italie, dès-lors déchirée par les querelles des deux puissances rivales, serait forcée d'épouser leur haine, et de se diviser au gré de leurs intérêts.

Les états situés au centre, continuellement traversés par des armées ennemies toujours dévastatrices, deviendraient souvent le théâtre de la guerre; dès ce moment, la neutralité serait impossible. Le repos et la liberté fuyant à jamais de l'Italie, l'établissement des Français dans le duché de Milan deviendrait le signal d'une discorde éternelle.

Il était donc de l'intérêt des princes et des états d'Italie de se réunir à Maximilien Sforce, pour repousser cette puissance étrangère; mais cet intérêt général se modifiait suivant les vues particulières de chaque état.

Les Florentins n'osant plus songer à détruire l'autorité des Médicis, s'occupaient à la borner, tandis que ceux-ci travaillaient à l'étendre. Il était naturel de penser qu'ils seraient portés à embrasser les intérêts du prince qui seconderait le plus utilement leurs vues.

Jules II s'était emparé, pendant son ponti-

ficat, de Parme, de Plaisance, de Bologne, de Modène, de Reggio; Léon X n'avait point rendu ce que Jules II avait enlevé. François Ier avait donc à s'assurer de l'amitié du pape, en lui laissant les usurpations de ses prédécesseurs, ou à l'avoir pour ennemi, en prenant le parti des princes expoliés par Jules II.

Les Vénitiens s'étaient alliés à Louis XII, afin de lui aider à reconquérir le Milanais : cette alliance se continua, malgré le peu de succès des deux puissances réunies; François Ier n'eut qu'à l'entretenir.

L'intérêt des ducs de Savoie semblait devoir être de traverser les vues de la France sur le Milanais; mais, à l'avénement de François Ier, les nœuds intimes qui unissaient la maison de Savoie à la branche royale d'Angoulême, rendaient le duc Charles III entièrement dévoué aux intérêts de son neveu.

L'Allemagne avait alors pour chef, Maximilien d'Autriche, que son mariage avec Marie de Bourgogne avait rendu de bonne heure ennemi naturel des Français; mais le trône impérial, qu'il occupait avec peu de gloire, ne lui donnait pas autant de puissance que de grandeur. Les états indociles se refusaient souvent à ses projets, en lui fournissant fort

peu de troupes, et encore moins d'argent.

Les Suisses, par leur position, devaient être toujours en défiance contre l'empereur d'Allemagne, et toujours amis des Français; mais les intérêts changent avec les conjonctures, et ils étaient alors protecteurs des Sforce, défenseurs du Milanais, alliés de l'empereur, ennemis ardens des Français.

L'Espagne semblait ne s'élever au plus haut degré de force et de puissance que pour y élever la maison d'Autriche; et la conduite de Ferdinand avec Louis XII devait faire présumer que le roi d'Espagne ne serait pas favorable à François Ier dans l'expédition du Milanais, si propre à faciliter aux Français la conquête du royaume de Naples.

L'Angleterre, alors étrangère à tout, prétendait cependant que rien ne se fît sans elle. La balance que les Vénitiens avaient tenue en Italie, les Anglais prétendaient la tenir dans toute l'Europe; mais François Ier ayant en France, dans le duc de Suffolck, qui conservait des prétentions à la couronne d'Angleterre, un moyen de jeter sur ce royaume une étincelle capable de rallumer les anciens incendies occasionnés par les disputes entre les maisons de Lancastre et d'Yorck. Henri VIII en était d'au-

tant plus obligé à entretenir la paix avec les Français. Ceux-ci avaient encore un autre moyen de contenir ou d'inquiéter Henri VIII, et de l'empêcher de prendre part aux affaires d'Italie; c'était leur ancienne et continuelle alliance avec l'Écosse.

Les états du Nord n'avaient, pour ainsi dire, aucune influence sur les intérêts des autres états de l'Europe.

La puissance ottomane prenait tous les jours de nouveaux accroissemens : elle aurait pu faire d'utiles diversions contre le roi d'Espagne, dans le royaume de Naples, et contre l'empereur, en Allemagne; mais alors une pareille alliance eût paru infâme et monstrueuse. On n'avait point encore assez compris que, dans les alliances d'état à état, c'est la seule conformité d'intérêt qu'on doit consulter.

La France ne possédait alors ni la Flandre ni l'Artois; elle n'avait ni l'Alsace, ni la Cerdagne, ni le Roussillon; avec des ports sur l'Océan et sur la Méditerranée, elle était sans marine; malgré les guerres continuelles, il n'y avait point d'infanterie nationale; les arts n'y fleurissaient pas encore; le commerce, les manufactures, n'y attiraient point non plus l'argent des étrangers : cependant, comparée aux

autres nations de l'Europe, la France en était le modèle; comparée à elle-même, elle n'était plus tyrannisée par des ennemis étrangers, comme sous les Valois, ni déchirée par des ennemis domestiques, comme sous Louis XI et sous Charles VIII; toutes les anciennes plaies étaient fermées.

Les guerres d'Italie, sous Charles VIII et Louis XII, avaient formé d'excellens capitaines, les Châtillon, les Darts, les La Tremouille, les Chabanne, les Bayard, les d'Imbercourt, les Galiot, les Trivulce, sous lesquels se formaient plusieurs jeunes capitaines pleins d'ardeur et de courage; Lautrec et ses deux frères, Lescuvé et Leparre, Bonnivet, Montmorenci, Brion, Téligni, les Créqui, les Guise, les Dabellais, les Lamarck, les Brissac, tous vrais chevaliers passionnés pour l'état, pour le roi, pour la guerre et pour la gloire, peu jaloux de commander, peu exercés à obéir, tous très-ardens à combattre, la plupart bornant leur ambition à être capitaines, ou même lieutenans des compagnies de gendarmerie.

Ce corps de cavalerie française, ou de gendarmerie, était composé de noblesse; si quelquefois on y admettait des gens nés dans le tiers-état, c'était à condition de n'exercer que

la profession des armes, qui alors ennoblissait. Cette troupe avait long-temps passé pour invincible. Les échecs de Guinegaste et de Novare avaient un peu flétri sa réputation.

C'était dans ce corps que consistaient les principales forces militaires de la France, avec une infanterie nationale soudoyée et retenue sous les drapeaux, mais trop peu nombreuse, puisqu'on avait souvent recours à des troupes étrangères.

Tel était l'état où François Ier, à son avénement, trouva l'Europe et la France.

Dans un temps où l'esprit de chevalerie eût été moins en vigueur, dans un siècle où l'on eût mieux connu les intérêts de l'état pour lui et respectivement aux autres, où l'on eût mieux calculé le bonheur du peuple et la prospérité du royaume, le conseil du roi se serait fait un devoir de l'éloigner de l'idée de passer en Italie pour s'emparer d'un petit état séparé de la France par la Savoie, les Alpes, le Piémont, et entouré de toutes parts de puissances intéressées à s'opposer à cette invasion, ou à inquiéter le prince qui l'entreprendrait : mais François Ier avait déjà commandé des armées; il était adoré de la noblesse dont il prenait les intérêts avec chaleur, et qui avait alors une

si grande influence; il était plein du souvenir de tant de victoires qui avaient signalé en Italie les armes des deux derniers rois ses prédécesseurs; il n'était donc pas étonnant qu'un jeune prince si ardemment desireux d'acquérir de la gloire, oubliât les défaites essuyées, l'argent dépensé, les soldats sacrifiés, les impôts exigés, la jalousie et les craintes des puissances de l'Europe excitées, ainsi que les souffrances du peuple et de l'humanité. Aussi François Ier se laissa-t-il entraîner par les goûts et l'ambition des capitaines compagnons de ses premiers faits d'armes, et par la soif de la gloire militaire, si flatteuse pour le héros qu'elle couronne, et si désastreuse pour les malheureux humains qui l'aident à l'acquérir. D'ailleurs, ce roi ne souhaitait pas, avec moins de passion que son prédécesseur, d'entrer en Italie, et il desirait sur-tout aller y venger les affronts prétendus qu'avaient éprouvés les armées françaises à la bataille de Novare.

Mais pour ne pas réveiller la jalousie de ses voisins, qu'une déclaration prématurée aurait mis sur leur garde, il parut n'avoir d'autres vues que de conserver l'amitié des puissances de l'Europe, et d'affermir sa naissante autorité.

En conséquence, il fit des traités d'alliance

avec le roi d'Angleterre, l'archiduc régnant dans les Pays-Bas, et les Vénitiens; il négocia avec l'empereur, le pape, le roi d'Espagne : il voulut aussi envoyer un ambassadeur aux Suisses; mais ces peuples, animés par le cardinal de Sion, refusèrent des passe-ports, et déclarèrent que, si le traité de Dijon n'était pleinement exécuté, ils allaient entrer en armes dans la Bourgogne. C'était précisément cette déclaration que François Ier demandait; il s'empressa de la publier, se plaignit hautement de la dureté des Suisses, et fit faire ouvertement, en Bourgogne et en Dauphiné, des préparatifs qu'on pouvait croire uniquement destinés à la défense de ces provinces.

Toujours sous le même prétexte, il ramassa de l'argent,[1] porta ses compagnies d'ordonnance jusqu'au nombre de quatre mille lances, leva en Allemagne, chez les Grisons, dans la Gueldre, dans la Navarre, une nombreuse infanterie, et fit conduire à Lyon beaucoup d'artillerie.

Le pape et les autres princes donnèrent dans le piége; mais l'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Milan, envoyèrent des ambassadeurs

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note *a*.

en Suisse, afin d'y conclure une ligue pour la défense de l'Italie; dans laquelle il fut stipulé que les Suisses entreraient en Bourgogne ou en Dauphiné, et le roi d'Espagne, avec une nombreuse armée, attaquerait la France par Perpignan ou Fontarabie. On laissa au pape un certain temps pour accéder à ce traité; mais en vain le pressait-on de se décider, en vain Ferdinand écrivait-il à ce prince et à tous ceux d'Italie : « Ne vous endormez point sur une vaine confiance, n'examinez pas tant ce que votre ennemi doit faire, considérez un peu plus ce qu'il fait. Est-ce uniquement pour défendre la Bourgogne, qu'il ajoute à sa gendarmerie quinze cents lances? que le duc de Gueldre lui rassemble six mille fantassins d'élite dans ses états? que Pierre de Navarre lève pour lui dix mille Gascons ou Basques? »

Sans doute ces raisons frappèrent enfin le pape, et le déterminèrent à entrer dans la ligue, en exigeant que cette démarche serait secrète; mais, obligé de renoncer à la neutralité ou au secours du pape et des Florentins, François Ier sut décider Octavien Frégose à lui remettre Gènes, en y recevant les troupes françaises qu'il voudrait y envoyer, et à chan-

ger le titre de doge en celui de gouverneur perpétuel pour le roi.

Ce traité de la France avec Frégose dévoila entièrement les projets du roi; il ne fut plus possible de douter qu'il ne se proposât de conquérir le Milanais, et dès-lors tous les projets pour une guerre offensive s'évanouirent : il ne fut plus question d'entrer dans la Bourgogne ou dans le Dauphiné, dans le Languedoc ou dans la Guienne; on courut à la défense de l'Italie.

Vingt mille Suisses allèrent occuper les passages des Alpes; l'empereur se borna à laisser un nombre assez peu considérable de soldats allemands, avec ceux des Espagnols; le pape, ayant toujours envie de cacher ses desseins, fit marcher ses troupes sous les ordres de Laurent de Médicis, son neveu, et les fit arrêter sous le canon de Plaisance, assurant les confédérés qu'elles allaient joindre les Suisses, et disant aux Français qu'elles allaient garder Parme et Plaisance; Raimond de Cardone, vice-roi de Naples, s'était porté à Vérone, à la tête des Espagnols, afin d'arrêter les troupes vénitiennes commandées par l'Alviano, général fameux par ses succès, et grand dans ses disgraces.

En s'avançant vers les Alpes, les Suisses

ravagèrent les états du duc de Savoie et des autres alliés de la France en Italie; ils prétendaient même conquérir et conserver ces états, et déjà ils se les partageaient.

François Ier n'ayant plus rien à dissimuler, après avoir confié la régence à sa mère, prit, au mois d'août la route de l'Italie, à la tête de quinze mille hommes de cavalerie, de quarante mille d'infanterie, de trois mille pionniers, et d'une nombreuse artillerie.

Il avait partagé son armée en trois corps. Le connétable commandait l'avant-garde; le roi se réserva le corps de bataille, et donna le commandement de l'arrière-garde au duc d'Alençon : mais, avant tout, il fallait passer les Alpes, et c'était peut-être l'objet le plus difficile à remplir de toute l'entreprise.

On ne connaissait alors que deux passages à travers les Alpes; l'un vers le nord, par le Mont Cenis; l'autre vers le midi, par le Mont Genèvre : tous deux aboutissaient au Pas de Suze, et c'était là que les Suisses attendaient l'armée française. L'ardeur, toujours excessive et si souvent trop inconsidérée des chevaliers français, leur faisait demander d'emporter ces passages de force; mais l'infanterie entière eût péri dans ces défilés étroits et tortueux, sans

pouvoir se développer, ni être secondée par la cavalerie.

Les passages à travers les Alpes n'étaient ni aussi multipliés ni aussi praticables que de nos jours; on n'avait point encore découvert ni développé la superbe théorie du pendant des eaux, appliquée à l'art de la guerre dans les montagnes; l'on ignorait les moyens à prendre pour tourner une position, et la guerre des montagnes devait être inconnue à des officiers qui, jusqu'alors, n'avaient eu sous leurs ordres quē des cavaliers chargés de fer, et de la mauvaise infanterie.

On fit embarquer une partie des troupes sous la conduite d'Aimar de Prie, grand maître des arbalétriers, avec ordre de descendre à Gènes, et de pénétrer dans le Milanais, au-delà du Pô. On avait espéré d'abord que la crainte d'être attaqué à la fois par-devant et par-derrière, que la nécessité de défendre le Milanais engageraient les Suisses à abandonner Suze, et à laisser la liberté du passage à l'armée française; mais, en supposant que ce détachement pût être rendu très-promptement dans le Milanais, ce qui était infiniment douteux, pouvait-il avoir des succès assez rapides, capables d'effrayer les Suisses, et de les décider à quitter le pays de Suze? Cela

n'était pas probable; la saison d'ailleurs était très-avancée, et la faute que l'on avait commise, de ne pas devancer les Suisses dans le Piémont, se faisait toujours plus sentir, lorsqu'un heureux hasard vint procurer un moyen imprévu de la réparer.

Un paysan piémontais, dont on aurait dû conserver le nom, par reconnaissance du service qu'il rendit, errait depuis soixante ans dans les détours des Alpes; la chasse, dont il faisait son unique métier, l'avait mis en relation avec les vivandiers français, auxquels il fournissait du gibier. Il apprit d'eux l'embarras de l'armée, et conçut le projet de faire fortune; il alla trouver le comte de Morette, son seigneur, qui servait alors dans l'armée française, et il s'offrit de lui indiquer une route inconnue, mais sûre, par laquelle on pourrait pénétrer en Piémont sans être inquiété par les Suisses.

Le comte de Morette, ne voulant pas agir légèrement, résolut de se convaincre par lui-même, et, guidé par le paysan, alla examiner la route proposée; il y trouva des difficultés, mais encore ne lui parurent-elles pas insurmontables. Il se décida alors à en lever le plan, et, d'après l'avis du duc de Savoie, il se rendit, avec le paysan, à Lyon, où était encore le roi.

On s'empresse d'examiner le plan, et on a bien de la peine à le croire fidèle ; cependant on charge Lautrec et Navarre, l'un le plus entreprenant, l'autre le plus sage et le plus expérimenté des officiers de l'armée, de visiter ces périlleux passages, avec les maréchaux de Trivulce et de la Palice, le comte de Morette et le paysan..... Le second rapport confirma le premier.

C'était la première marche d'Annibal à travers les Alpes, avec tous ses travaux et ses périls, dont il fallait renouveler l'entreprise. Un détachement de l'armée est envoyé sur le Mont Cenis ; un autre sur le Mont Genèvre, pour menacer les Suisses et les inquiéter ; le reste de l'avant-garde passe à gué la Durance, et s'engage dans les montagnes, du côté de Guillestre ; trois mille pionniers la précèdent ; le fer et le feu lui ouvrent une route périlleuse à travers les rochers ; on remplit les précipices avec des fascines et de gros arbres ; on jette des ponts de communication ; on traîne, à force de bras, l'artillerie dans quelques endroits inaccessibles aux bêtes de trait ou de somme ; les soldats aident les pionniers, les officiers aident les soldats ; tous, indistinctement, manient la pioche et la coignée ; on gravit les montagnes

à pics, on fait des efforts plus qu'humains ; on brave la mort, qui semble se multiplier de toutes parts, et planer sur ces vallées profondes arrosées par l'Argentière, et où d'impétueux torrens de neige et de glaces, fondues par le soleil, se précipitent avec un fracas épouvantable ; on marche en tremblant dans des sentiers étroits, glissans et raboteux, où chaque faux pas occasionne une chûte qui fait souvent rouler au fond des abymes les hommes et les bêtes, avec toute leur charge. Le bruit des torrens, les cris des mourans, les hennissemens des chevaux harassés de fatigue et effrayés tout à la fois, étaient horriblement répétés par tous les échos ; ce qui redoublait encore la terreur et le tumulte. On arrive enfin à une dernière montagne, où, pendant quelque temps, on craint de voir échouer tant d'efforts et de travaux ; la roche vive, devant laquelle on se trouvait, résistait à la sape et à la mine. Navarre, qui l'avait plusieurs fois sondée, commençait à désespérer du succès, lorsque des recherches plus heureuses lui découvrent une veine assez tendre qui cède aux efforts du fer et du feu, et laisse un passage qui permet à l'armée d'arriver, au bout de huit jours, dans le marquisat de Saluce, après avoir admi-

ré ce que peut l'audace et la persévérance.

Une partie des troupes pénétra dans la plaine par le Pas de la Dragonnière, une autre par les hauteurs de Roque-Servières, et de Coni; le maréchal de la Palice s'était frayé une route particulière, il avait conduit une colonne par Briançon et Sestrières, afin de couvrir l'artillerie.

Les Suisses ne s'apperçurent de rien, et les Piémontais non seulement gardèrent scrupuleusement le silence sur la marche des Français, mais vinrent les avertir de l'arrivée de Prosper Colonne, à la tête de la cavalerie du pape, à Villefranche, petite ville sur le Pô, à quelques lieues de sa source. Aussitôt les maréchaux de Chabanne, d'Aubigny, Bayard, d'Imbercourt, Montmorenci, et tous les capitaines les plus propres au coup de main, font monter à cheval leurs hommes d'armes, et marchent à leur tête. Le comte de Morette et le paysan les guident à travers le Mont l'Épervier, qui voyait, pour la première fois, de la cavalerie traverser ses âpres sinuosités. On passe le Pô à gué; et d'Imbercourt, à la tête de l'avant-garde, arrive à midi à la vue de Villefranche. La sécurité y avait produit la négligence; les postes étaient abandonnés, les soldats dispersés, les portes

ouvertes : cependant on voit l'ennemi, mais en vain, on ne peut le croire. Forcé de s'en convaincre, on court en tumulte aux portes, on s'empresse pour les fermer. Deux gens d'armes de la compagnie d'Imbercourt, Hallencourt, gentilhomme picard, et Beauvais, gentilhomme normand, poussent leurs chevaux avec tant de violence, que, du choc, Hallencourt est précipité dans le fossé; mais l'intrépide Beauvais passe sa lance à travers la porte, la soutient avec vigueur, et donne le temps à d'Imbercourt et à sa troupe de l'appuyer : la porte est enfoncée. D'Imbercourt, quoique blessé au visage, ne cesse de combattre; le maréchal de Chabanne arrive; les Français se précipitent dans la ville; la maison de Prosper Colonne est environnée; ce général n'étant encore instruit de rien, d'Aubigny le fait prisonnier; Colonne, revenu de sa surprise, et convaincu de son malheur, accuse son lieutenant, s'accuse lui-même d'avoir flétri ses lauriers, et ne trouve aucune excuse à donner pour une telle inattention.

D'un autre côté, les troupes sous les ordres d'Aimar de Prie étaient descendues à Gènes; quatre mille soldats génois s'étaient joints à elles, les villes d'Alexandrie et de Tortone

avaient été surprises, et la plus grande partie du Milanais, située au-delà du Pô, était déjà conquise.

La nouvelle de ces succès consterna les confédérés, qui commencèrent à se diviser; mais le cardinal de Sion et les Suisses, frémissant de rage de voir les Français leur échapper, se hâtèrent de marcher vers le Milanais pour le défendre. Sur leur chemin, ils pillèrent également et Chivas, qui leur ferma ses portes, et Verceil, qui leur ouvrit les siennes; cependant leurs chefs n'étaient pas tous dans les mêmes dispositions à l'égard de la France.

Le cardinal de Sion reprochait au colonel Albert de la Pierre, commandant les Suisses du canton de Berne, d'avoir connu la marche des Français à travers les Alpes; la Pierre répondit à cette insulte par des brutalités. Le cardinal osa le faire arrêter; mais, relâché au bout de vingt-quatre heures, le colonel demande hautement la solde de ses troupes; il n'est point écouté. Le cardinal s'enfuit à Pignerol, et Albert ramène dans le canton de Berne la plus grande partie de sa troupe.

On pourrait croire, avec Bayard et le connétable de Bourbon, que l'on aurait défait les Suisses, si on les avait attaqués dans ce moment de désordre; mais François Ier, à qui ses généraux communiquèrent cette idée, était encore à Lyon avec le corps de l'armée : il jugea qu'il serait prudent d'attendre la réunion de toutes ses forces; peut-être aussi était-il jaloux d'avoir part à la gloire de ses capitaines. Quoi qu'il en soit de ces différentes conjectures, le roi passa les Alpes sans obstacle, traversa le Piémont, prit, dans sa marche, plusieurs places sans s'arrêter, et arriva enfin, avec ses forces réunies, à Marignan (en italien Melegnano).

Il restait à François Ier une jonction importante à effectuer, et une autre à empêcher. On devait desirer voir l'Alviano joindre l'armée française avec les troupes vénitiennes qui étaient sous ses ordres; on devait s'opposer à la jonction des troupes de l'Église et des Espagnols aux Suisses. L'Alviano, pour empêcher cette jonction et exécuter la sienne, côtoyait le Pô, et s'avançait du côté de Vérone. Médicis et Cardone étaient enchaînés dans le Plaisantin par des méfiances continuelles : cependant Médicis força Cardone à passer le Pô, pour s'opposer à la jonction des Vénitiens et des Français; mais, quelque cavalerie de ceux-ci s'étant avancée jusqu'à Lodi pour la faciliter, les

confédérés repassèrent le Pô avec précipitation, et retournèrent se mettre à couvert sous le canon de Plaisance. L'Alviano arriva alors sans obstacle jusqu'à Lodi, où il se trouva à portée de donner la main au camp de Marignan.

Cependant le roi traitait avec les Suisses, et tout paraissait se disposer à un accommodement; quelque onéreux qu'il fût, François Ier voulait bien y souscrire, et, à ce sujet, il écrivait à Lautrec : « Un roi ne doit point hasarder le sang de ses sujets, ni verser celui de ses ennemis, lorsqu'on peut racheter l'un et l'autre pour de l'argent. »

Enfin, le 8 septembre 1515, on était convenu de tout, grace au zèle héroïque des principaux officiers qui vendirent leurs vaisselles, et donnèrent tout leur argent. Le bâtard de Savoie et le maréchal de Lautrec furent chargés de mener ce convoi à Bufalora, où les Suisses devaient se trouver pour le recevoir; mais le cardinal de Sion, devenu plus absolu par la retraite du colonel de la Pierre, fit tant par ses intrigues et ses discours, inspirés par la plus aveugle passion, qu'il décida les Suisses à se couvrir de honte, en allant attaquer le convoi d'argent qui se rendait à Bufalora, et à tomber ensuite sur l'armée française. Heureusement un espion, bien payé, s'empressa de prévenir Lautrec de cette résolution; et celui-ci, après s'être détourné de sa route et avoir mis l'argent en sûreté, avertit le roi de se tenir sur ses gardes.

Les conjonctures n'étaient donc pas si favorables aux Suisses qu'avait voulu les leur dépeindre le cardinal de Sion : ils n'avaient point saisi d'argent à Bafalora, le roi veillait sur leurs mouvemens, et l'armée vénitienne allait arriver; mais les Suisses étaient trop avancés, ils se déterminèrent au combat, et marchèrent vers Marignan.

Le roi s'entretenait avec l'Alviano au moment où le connétable de Bourbon le fit prévenir que l'on voyait les Suisses s'avancer en ordre de bataille. A cette nouvelle, l'Alviano court vers Lodi pour hâter la marche de l'armée vénitienne; le roi s'arme et se met à la tête de ses troupes, qui voyaient avec transport arriver le moment de laver l'affront reçu à Novare; le connétable range l'armée en bataille; il confie aux lansquenets la garde de l'artillerie placée au centre, et met sa cavalerie sur la gauche et la droite du corps de bataille.

Les Suisses s'avançaient avec un silence fa-

rouche vers l'artillerie, afin de s'en emparer, pour la tourner contre les Français, ou l'enclouer. La même manœuvre leur avait fait gagner la bataille de Novare; ils négligèrent donc la cavalerie des deux ailes, et chargèrent les lansquenets avec une vigueur peu commune. L'affectation de cette démarche alarma les lansquenets; ils crurent que les Français étaient convenus de les sacrifier aux Suisses : frappés de cette idée, ils reculèrent en gardant leurs rangs. Heureusement le connétable, qui vit ce mouvement et en pénétra la cause, se hâta, en voulant les désabuser, de leur inspirer une émulation utile. Il fit avancer les bandes noires, le roi à leur tête, pour la défense de l'artillerie dont les Suisses commençaient déjà à s'emparer; en même temps il fait ébranler la cavalerie, et ordonne à l'une et à l'autre de fondre sur les Suisses. Dès-lors un dépit magnanime s'empare des lansquenets; ils rougissent de leur erreur, ils volent pour la réparer; déjà ils ont prévenu les bandes noires, et repris leur premier poste; celles-ci, de leur côté, veulent justifier le choix qu'on avait fait d'elles; une ardeur jalouse anime les deux corps, et les Suisses sont pressés de toutes parts sans être ébranlés; ils résistent, ils attaquent avec

la même vigueur; ici l'ennemi est défait, là il est vainqueur.

Le connétable, le maréchal de Chabanne, d'Imbercourt, Téligni et quelques autres capitaines, s'acharnaient, avec leurs compagnies de gendarmes, à entamer un gros bataillon suisse qui repoussait toutes leurs attaques. Après avoir épuisé toutes les ressources de la valeur, ils sont rejetés sur l'infanterie, prêts d'être accablés; le roi, à la tête de deux cents hommes d'armes, prend par le flanc ce bataillon suisse, l'arrête d'abord, le pénètre ensuite, le force enfin à mettre bas les armes, et à demander quartier.

L'approche de la nuit, jointe à un épais tourbillon de poussière qui s'éleva entre les combattans, les empêchait de se reconnaître, ayant les uns et les autres des écharpes et des croix blanches. Après avoir vaincu le bataillon suisse, le roi, courant à de nouveaux périls, rencontre un bataillon d'environ huit mille hommes : il le prend pour les lansquenets; mais à peine a-t-on crié France, qu'on est assailli d'une multitude de coups de piques : on y répond par des prodiges de valeur qui donnent le temps au roi de rallier cinq à six mille lansquenets, et au connétable de ramener à la

charge l'infanterie française, avec une partie de la gendarmerie. Alors, tandis que le connétable enfonce, d'un côté, le bataillon suisse, le roi, maître de l'artillerie déjà plusieurs fois prise et reprise, après s'être fait jour, d'un autre côté, à coups de canon, passe à travers les ennemis, qui, ayant reculé et perdu beaucoup de terrain, se divisent en plusieurs pelotons, et renouvellent le combat en plusieurs endroits. Le roi revient à l'artillerie, où était alors le fort de la bataille; les Suisses continuaient d'y porter sans cesse toutes leurs forces. Cependant on avait déjà combattu depuis trois heures après midi jusqu'à onze heures et demie, et l'ardeur des combattans, loin de se ralentir, semblait être augmentée. Enfin la lune leur déroba entièrement sa lumière; la profondeur de l'obscurité les força à suspendre leurs coups, sans les faire penser à se retirer de part ni d'autre, chacun restant sur le terrain qu'il occupait; la gendarmerie à cheval, l'infanterie sous les armes, Suisses, Français, lansquenets, Milanais, mêlés, confondus les uns avec les autres, aucun n'osant se faire connaître à son voisin. Le prince de Talmon était enfermé entre deux bataillons suisses. Bonnivet croyait soutenir les dix mille Gascons commandés par Navarre;

mais leur ardeur les avait emportés jusqu'au milieu du corps de bataille des Suisses, et Bonnivet était enveloppé de tous les côtés.

Le roi était environné des siens, qui se rassemblaient autour de lui autant qu'ils le pouvaient; il était éclairé par un flambeau; épuisé par la fatigue et la soif, il demande à boire: on lui présente, dans un casque, une eau bourbeuse et teinte de sang, qu'il avale avec avidité, et vomit aussitôt avec horreur. Vandenesse vient annoncer au roi qu'il n'est qu'à cinquante pas du plus gros bataillon des Suisses, et qu'il ne peut éviter d'être pris, s'il est apperçu. La retraite était dangereuse; on éteint le flambeau, et le roi, restant à sa place, se repose tout armé, et sans dormir, sur l'affût d'un canon, attendant avec impatience le retour du jour et le renouvellement du combat.

A la pointe du jour, on observe une espèce de trève tacite; chacun court se ranger sous son drapeau, et se prépare à un nouveau combat. Beaucoup de Français qui avaient cru le roi mort, se rassemblèrent autour de lui avec de grands transports de joie.

Cependant le combat recommence, et les Suisses reviennent à la charge avec tant d'impétuosité, qu'ils obligent les lansquenets et les

bandes noires à reculer plus de cent pas; mais le connétable vient les soutenir avec sa gendarmerie, et les Suisses ne peuvent pas réussir à les enfoncer. Pendant ce temps-là, Galiot de Genouillas, grand maître de l'artillerie, renversant continuellement des files entières d'ennemis, ouvrait des routes faciles à travers les bataillons les plus épais; et le roi profitait de ces avantages avec tant de vivacité, que la victoire, après quatre heures de combat, se déclara enfin pour les Français.

En vain les Suisses veulent-ils la ramener par une diversion heureuse, en vain détachent-ils un corps considérable qui, à la faveur des ravins et des vallons, marche pour surprendre l'arrière-garde française; ils sont trompés dans leur attente. Le duc d'Alençon, qui commandait cette arrière-garde, attendait ces Suisses qui espéraient le surprendre; il les attaque le premier, les repousse; Mongiron et Cossé achèvent la déroute de ce détachement avec leurs compagnies de gendarmes, et Pierre de Navarre avec ses Gascons.

Ce dernier événement oblige les Suisses de céder, en se retirant cependant en bon ordre; et le roi dédaigne de les poursuivre, dans la persuasion, sans doute, que la politique or-

donnait de ménager une nation avec laquelle on serait bien aise de renouveler d'anciennes alliances.

Mais l'Alviano, qui arrive dans ce moment, veut prendre part aux événemens de la journée; il croyait la bataille perdue, la vue du champ de bataille le dissuade : il regrette alors la gloire qu'il s'était flatté d'acquérir; mais la bonne contenance des Suisses lui servait de prétexte pour entreprendre de troubler leur retraite. Il attaque donc l'arrière-garde suisse, et remporte sur elle un reste de victoire inutile et trop chèrement acheté.

Deux compagnies suisses restaient encore dans un village voisin de Marignan; on les somma inutilement de se rendre, il fallut forcer ces braves et opiniâtres guerriers dans les maisons, où ils osaient encore se défendre. Fruits affreux de la guerre! ils y furent misérablement brûlés jusqu'au dernier, avec quelques Français qui avaient pénétré dans ces maisons, l'épée à la main.

Cette bataille, remarquable dans les fastes militaires plutôt par l'acharnement et la bravoure des combattans que par la science dont on y fit usage, coûta plus de quinze mille hommes aux Suisses, et environ six mille aux

Français. Ainsi le cardinal de Sion resta chargé envers l'humanité du crime d'avoir fait égorger plus de vingt-cinq mille hommes pour les seuls intérêts de sa haine.

L'histoire fournit peu d'exemples de tant d'acharnement et de tant de valeur : c'est encore ici, comme le disait assez plaisamment, mais très-judicieusement, un officier fort instruit, *une bataille à coups de poing*. On ne voit qu'une mêlée d'hommes qui n'ont chacun d'autre but que de profiter de leurs forces, pour atterrer leurs adversaires ; néanmoins il reste plus de vingt mille hommes sur le champ de bataille, et, pour effectuer ce carnage, plus de quatre-vingt mille se battent, pendant plus de douze heures, sans méthode, sans art, ne cherchant mutuellement qu'à s'entr'égorger. La science avait cependant fait quelques pas; l'infanterie n'était plus, comme auparavant, un ramas de paysans, sans formation, sans discipline, sans instruction; elle était mieux armée, mieux dressée aux évolutions militaires ; on avait de l'artillerie : on commençait donc à avoir des hommes à pied et des armes à feu. Mais le génie militaire n'avait point encore animé quelques hommes privilégiés, pour leur inspirer la manière d'employer utilement ces

différens moyens : si l'on avait les matériaux de la science, ils étaient tellement informes, que l'art était dans le chaos.

Ainsi, au lieu de distribuer l'artillerie de bataille, la seule encore en usage ; de lui faire occuper des positions; de lui donner par là les moyens de prendre obliquement, en écharpe ou en revers, ces lourdes masses de l'infanterie suisse; de les arrêter, de les ouvrir, de les effrayer, de faciliter leur déroute, on réunit sur un seul point, au centre, toutes les bouches à feu, et on les prive par là des effets terribles qu'elles auraient dû produire. Il paraît, d'ailleurs, qu'on s'était bien peu occupé encore à connaître, à pratiquer les moyens de faire mouvoir facilement et avec légéreté ces masses énormes, non plus qu'à les servir avec facilité et promptitude, et à rendre leurs effets bien plus désastreux, en multipliant leurs coups, seuls avantages cependant à tirer d'une arme dont les effets sont si incertains, sur-tout lorsque l'arme, pour ainsi dire immobile, ne peut tirer que directement devant elle.

L'infanterie, formée sur un ordre infiniment profond, d'après sa manière d'être armée et une fausse application des principes militaires des Grecs et des Romains, était un corps à peu

près inerte, réuni au centre de la bataille, dans la vue d'y assurer la défense de l'artillerie, contre laquelle les Suisses étaient habitués de faire leurs plus grands efforts. Mais, y étant trop entassée, privée des moyens de manœuvrer, elle était réduite à reculer ou à avancer, à être culbutée ou à culbuter. Formés sur un ordre moins profond, trente mille hommes d'infanterie auraient pu occuper un plus grand front, fournir les moyens de former une réserve, et procurer des corps disponibles pour se porter sur l'une ou l'autre des ailes, dépasser le front de l'ennemi, inquiéter ses flancs, ou le tourner.

La cavalerie ne présentait pas de moindres inconvéniens, par sa formation et l'armure des cavaliers, qui contribuait beaucoup à écraser les chevaux et à appesantir leur marche. Formée aussi sur un trop grand front, elle devenait d'une extrême faiblesse; d'abord, parce qu'elle n'avait aucune espèce de consistance et d'appui, et que conséquemment le cavalier, blessé ou mort, ne pouvait être remplacé par aucun autre; ensuite, parce que chaque gendarme, au moyen de cette mauvaise formation, se faisait une gloire de charger individuellement, et d'aller faire son coup de lance

pour son propre compte : ce qui était aussi vicieux que dangereux et inconvenant.

Dans un temps où l'adresse, la force du corps, la bravoure, avaient fait imaginer, pour les chevaliers, des combats d'homme à homme, comment put-on se résoudre à former à la guerre, avec ces mêmes chevaliers, des corps qui, par leur faiblesse, leur peu d'union, leurs habitudes, leur manière de combattre, se trouvaient dans l'impossibilité d'agir hostilement en masse, tandis qu'au contraire, en les formant au moins sur deux rangs, on aurait doublé les forces, et on se serait assuré, en donnant plus de poids, plus d'ensemble, plus de masse aux combattans, de pouvoir en faire plus aisément des divisions particulières, qui auraient pu attaquer, sur une plus grande quantité de points, d'une manière imposante, et se faire craindre à l'ennemi sur une multitude d'autres, moyen toujours sûr de l'inquiéter, de l'intimider, de déranger ses projets, ou même de les détruire ?

Le roi eut son cheval blessé de deux coups de piques, et reçut de violentes contusions, ses armes ayant été enfoncées en plusieurs endroits.

Le connétable et le maréchal de Trivulce

coururent les plus grands dangers. Parmi les héros qui s'illustrèrent à Marignan, celui qui, après le connétable, eut le plus de part à la victoire, fut Galiot de Genouillas, grand maître de l'artillerie, qui tira un si grand parti de l'arme qui était sous ses ordres, et à qui le roi attribuait le gain de la bataille.

La lettre du roi à la duchesse d'Angoulême, donne une idée très-avantageuse de son caractère. En parlant de ses généraux et de ses officiers, il prend par-tout le ton de l'égalité, de l'amitié; c'est un soldat qui parle de ses camarades, c'est un père qui parle de ses enfans; il loue les vivans avec transport, il regrette les morts avec une douleur tendre; par-tout il suit les impulsions de son cœur, il écrit ce qu'il sent. S'il parle de lui-même, il ne déguise ni n'exagère ses exploits; il dit la vérité : quand il parle de ses ennemis, il ne se plaint point de leur perfidie, n'insulte point à leur défaite, et sait admirer et faire admirer leur valeur.

Après avoir fait ensevelir les morts, panser les blessés, avoir donné ses ordres pour l'érection d'une chapelle, en mémoire et en reconnaissance de sa victoire, le roi arma chevalier, sur le champ de bataille, ceux qui venaient de s'y distinguer, après avoir fait à Bayard

l'honneur de recevoir lui-même, de la main du héros, l'ordre de la chevalerie.

Il marcha ensuite vers Milan. Le cardinal de Sion, qui s'y était retiré après la bataille, se hâta d'en sortir au bruit de l'approche du roi, pour se réfugier chez l'empereur, emmenant avec lui le jeune François Sforce, frère puîné du duc Maximilien; mais il fuyait moins les Français que ses propres compatriotes, qui ne voyaient plus en lui que le fléau de sa patrie.

Quelques Suisses croyant devoir, par honneur, suivre jusqu'au bout la fortune de Maximilien Sforce, s'enfermèrent avec lui dans le château de Milan. A l'arrivée du roi, les habitans s'empressèrent de lui apporter les clefs de la ville; mais le roi ne crut pas devoir y faire son entrée avant d'avoir soumis le château. Ce château passait pour une des places les plus fortes de l'Europe. Sforce avait des vivres pour un mois; et la diète générale des Suisses, tenue à Zurich depuis la bataille de Marignan, venait de décider que la nation s'armerait de nouveau pour la défense de Sforce, et lèverait jusqu'à cinquante mille hommes en sa faveur. D'un autre côté, il était assez probable que le cardinal de Sion réussirait à arracher l'empereur à son indolence. Le pape même, qui n'a-

vait encore conclu aucun traité avec le roi, était capable d'envoyer ses troupes au secours du château de Milan, et alors les troupes espagnoles se fussent jointes infailliblement à celles du saint siége.

Les Français, pour enlever à Sforce toutes ressources, pressaient la place avec la plus grande vivacité. C'était le connétable qui conduisait le siége. La partie du génie était abandonnée aux talens connus de Navarre qui, avec le secours des mines, se proposait de faire sauter la place en l'air, mais qui faillit à être lui-même la victime de son art terrible. Il avait poussé la tranchée jusqu'aux bastions de la place ; ses travailleurs étaient couverts, les défenses extérieures des assiégés détruites, les fossés desséchés. Une casemate du boulevard, qu'il fit sauter en l'air, et dont il se trouvait trop près, l'ensevelit sous ses ruines; on l'en retira avec peine, couvert de blessures. Cet événement ralentit les travaux du siége, que Navarre savait seul diriger; une fois rétabli, il les reprit avec une nouvelle vigueur qui alarma les assiégés, déjà épouvantés par le bouleversement de la casemate. L'art des mines effrayait d'autant plus, qu'il était plus nouveau, et ses secrets moins connus : d'ailleurs, il n'arrivait des secours

d'aucun côté. Le vice-roi de Naples, à la nouvelle de la victoire remportée par les Français à Marignan, s'était empressé de remmener ses troupes découragées, pleines d'effroi, et dont il n'était plus le maître; Laurent de Médicis, abandonné des Espagnols, songea peu à marcher au secours de Sforce; l'empereur promettait toujours, et restait immobile; les Suisses prêtaient l'oreille aux propositions du roi de renouveler les anciennes alliances; il y avait de la mésintelligence parmi les assiégés; enfin le connétable, saisissant à propos ces différentes circonstances, entama une négociation qui eut le plus heureux succès, et au moyen de laquelle, après vingt jours de siége, Sforce se décida, pressé par Jean de Gonzague, son oncle, et Jérôme Morron, son chancelier, à remettre aux Français les châteaux de Milan et de Crémone, les deux seules places qui lui restaient dans le Milanais : en même temps, il renonça à tous ses droits sur le duché en faveur du roi, qui lui donna un asile en France, paya ses dettes, lui assura une pension de 30,000 écus en argent ou en bénéfice, en lui procurant le chapeau de cardinal. Sforce se rendit en France, charmé d'échapper à l'insolente protection des Suisses, aux exactions de l'empereur, aux arti-

fices des Espagnols, à l'alliance frauduleuse du pape, et paraissant convaincu qu'il allait être plus libre et plus heureux dans l'obscurité paisible de sa retraite, qu'il ne l'avait été sur un trône où on l'avait fait asseoir malgré lui.

Le roi, maître du Milanais, fit son entrée dans la capitale de ce nouvel état, accompagné de cinq princes du sang, et à la tête de son armée triomphante. Il établit ensuite à Milan un parlement, à l'instar de celui de Paris; il visita les places du duché, et séjourna à Vigenova, où il reçut les complimens faux ou sincères de tous les princes de l'Italie; enfin il accorda aux Vénitiens les secours nécessaires pour recouvrer leur état de terre ferme.

Mais son but n'était pas entièrement rempli; il fallait traiter avec les Suisses, le roi d'Espagne, le pape, l'empereur d'Allemagne, et effacer jusqu'au moindre vestige de la ligue formée contre la France.

Les négociations entamées avec les Suisses se terminèrent par une paix aux mêmes conditions acceptées de part et d'autre à Gelara, avant la bataille de Marignan, et auxquelles le roi vainqueur eut la sagesse de ne rien changer.

Les Suisses reconnurent le roi pour duc de

Milan, comte d'Aste, et seigneur de Gènes; s'engagèrent à rendre les places et châteaux qu'eux ou leurs alliés possédaient dans le Milanais, et promirent de fournir le nombre de troupes dont on conviendrait, selon les circonstances.

Le roi s'obligea, de son côté, de leur payer, dans les termes convenus, un million d'écus; il augmenta en même temps les pensions qu'on leur payait avant la rupture avec la France, et que Louis XII leur avait refusées.

Les Suisses conservèrent Bellinzone et le comté d'Avone; mais les cinq petits cantons qui étaient en possession des vallées du Milanais, que le roi se faisait rendre, refusèrent de signer le traité, et les huit autres cantons stipulèrent qu'ils n'agiraient point hostilement contre leurs compatriotes, quand on entreprendrait de reprendre sur eux les vallées.

On pourrait dire que, par ce traité, les Suisses étaient plutôt désarmés à l'égard des Français, que réconciliés avec eux.

Le roi d'Espagne, qui tremblait toujours pour le royaume de Naples, bien loin de songer à vivre pacifiquement avec François Ier, ne négligeait rien pour lui susciter de nouveaux ennemis; mais, au moment où il cher-

chait à réveiller la haine des Suisses, où il irritait la jalousie du roi d'Angleterre, et où il fournissait 20,000 écus à l'empereur, pour faire une irruption dans le Milanais, il mourut le 22 février 1516, victime, comme l'avait été Louis XII, du desir tardif d'avoir des héritiers de son nom.

Ce prince laissa après lui un témoignage de sa haine contre les Français, en appelant à sa succession, au préjudice de Ferdinand son petit-fils, Charles son frère puîné, qui, en joignant à ses états ceux de l'Espagne et de la maison d'Autriche, (dont il devait hériter à la mort de Maximilien) devait former une puissance formidable naturellement ennemie de la France.

Le pape, voyant que la fortune ne se démentait point en faveur de François Ier, donna enfin ordre à son nonce de terminer. On se hâta donc de conclure; le roi prit sous sa protection la maison de Médicis et le gouvernement de Florence dans l'état où il était alors, c'est-à-dire tendant à la monarchie; le pape rappela les troupes de l'Église qui servaient contre les Vénitiens, et remit au roi Parme et Plaisance, à condition qu'il tirerait le sel de Cervia, et non plus de Comachio dans le Ferrarois.

Il restait encore plusieurs points particuliers à régler. Le pape et le roi se virent à Bologne, pour terminer plus promptement: là ils traitèrent de trois objets principaux, Naples, les feudataires du saint siége, la pragmatique et le concordat. Le roi consentit à mettre un certain délai avant d'attaquer Naples. Pour les feudataires, il fit rendre au duc de Ferrare, Modène et Regge, en remboursant au pape quelques sommes qu'il prétendait avoir avancées. Quant au duc d'Urbain, il se contenta des assurances du pape, d'accorder à sa recommandation pour ce prince tous les égards qu'elle méritait. Enfin, sur la pragmatique et le concordat, le roi et le pape décidèrent, à leur satisfaction réciproque et au mécontentement des tribunaux français, le point le plus important du droit canonique.

Selon l'ancienne discipline, les abbés étaient élus par les moines; les évêques, par le clergé uni au peuple. Cette discipline fut heureuse pendant les premiers siècles; mais l'église, enrichie, vit naître sa corruption de sa splendeur. Les bénéfices, qui, dans l'origine, étaient des fardeaux honorables, mais pesans, source féconde de devoirs et de travaux, devinrent des objets de cupidité, que la simonie s'empressa d'enlever au mérite. Dès-lors les assemblées

devinrent tumultueuses, agitées, livrées à la discorde, à la violence, au scandale; les querelles, les combats, le meurtre, les déshonorèrent.

Les rois, pour appaiser ces troubles, prévenaient ou gênaient les suffrages par des ordres absolus, ou des recommandations qui en tenaient lieu; et leur influence sur les élections était devenue presque toujours prépondérante.

On ne tarda pas à être divisé sur cette question; les uns soutinrent les élections par l'église et le peuple, les autres regardèrent les nominations comme un droit de la couronne.

Mais les vrais ennemis des élections n'étaient pas les rois; c'étaient les papes. Tant que ceux-ci respectèrent l'autorité des conciles, ils respectèrent les élections; mais, dès l'instant où les fausses décrétales et les décrets de Gratien eurent accrédité des opinions ultramontaines, lorsque des appels trop directs, des évocations trop fréquentes, portèrent à Rome les contestations qui s'élevaient au milieu des élections, les papes s'occupèrent à attirer insensiblement à eux tous les détails du gouvernement de l'église, et ils sentirent combien la collation des bénéfices pouvait étendre et affermir l'empire pontifical.

Bientôt la faiblesse des rois, la superstition des peuples, la puissance des papes, renversèrent entièrement la discipline des élections. Chaque jour vit naître de nouveaux abus; taxes ordinaires et extraordinaires, droits de provisions, annates, décimes, dévolutions, prévention, vacances, *(incuria)* dépouille, expectatives ou mandats apostoliques, réserves,[1] en un mot, tout ce qui pouvait rapporter de l'argent. Les princes favorisèrent ce brigandage, pour avoir part aux décimes; les cardinaux l'augmentèrent, pour envahir les meilleurs bénéfices; les prélats le soutinrent, ils lui devaient leur intrusion; le clergé inférieur ne pouvait que gémir.[2]

Cependant le clergé de France, chargé de remédier aux maux de l'église, s'était assemblé à Bourges en 1438, où il reçut des ambassadeurs du concile de Bâle. On examina les canons, on les adopta, et on forma cette ordonnance si chère aux Français, si odieuse aux papes, la pragmatique-sanction.

Elle déclarait le concile général représentatif de l'église universelle, supérieur au pape; elle

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

abolissait les réservations, les graces expectatives, les annates, les évocations; conservait aux églises le droit d'élire leurs évêques, aux monastères d'élire leurs abbés, etc.

Les papes regardèrent toujours la pragmatique comme le plus grand attentat à leur autorité; les Français, au contraire, y voyaient un frein nécessaire aux vexations de la cour de Rome.

Louis XI, séduit par les raisons de Jean Goffredi, évêque d'Arras, renvoya l'original de la pragmatique à Rome; il y fut traîné avec opprobre, comme un monument de la révolte des Français, étouffée par le saint siége: mais ce triomphe était prématuré, les parlemens préparaient une résistance invincible.

Au reste, sous le règne de Louis XI, la pragmatique fut suivie ou négligée, selon qu'il était content ou mécontent des papes. Elle rentra dans ses droits sous Charles VIII et Louis XII; mais les papes s'en étaient toujours plaints. Le concile de Latran venait de l'annuller sous le pontificat de Léon X, et le royaume de France avait été mis en interdit. Ces étincelles pouvaient causer un grand incendie. Louis XII, voulant le prévenir, promit d'envoyer des prélats français au concile

de Latran, pour y répondre sur le fait de la pragmatique; il avait seulement demandé un délai, les chemins n'étant pas libres, par rapport à la guerre : il mourut sur ces entrefaites.

François Ier avait fait la même promesse que son prédécesseur; Léon X le pressait de la remplir, et le roi, qui, encouragé par ses succès dans le Milanais, desirait ardemment la conquête de Naples, et jugeait nécessaire d'avoir le pape pour ami, consentit à traiter avec lui de la pragmatique, qui lui tenait si fort à cœur. En quittant Bologne, il chargea de cette affaire importante le chancelier Duprat. Ce chancelier était veuf, chargé d'une nombreuse famille; en l'élevant aux plus hautes dignités de la magistrature, la duchesse d'Angoulême ne l'avait point enrichi. L'église seule pouvait lui procurer ces moyens; mais ce magistrat ne pouvait rien espérer sous le régime des élections. Le chancelier avait pour lui la faveur du roi et de la duchesse; il fallait donc que la nomination de la prélature appartînt au roi.[1] Le pape était peu jaloux de ce stérile honneur; le profit lui suffisait : les an-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

nates furent son partage; il se réserva seulement de donner les provisions. [1]

Le concordat fut conclu le 15 août 1516. Par ce décret, Léon XI porta le dernier coup à cette pragmatique, l'horreur de Rome; mais il faut lire dans l'histoire la manière dont il fut accueilli en France par les parlemens et le clergé, la fermeté noble et vraiment protectrice de la liberté naturelle avec laquelle le premier président de Paris parla au roi, et fut soutenu par sa compagnie. Cependant ils furent obligés de céder, dans la crainte des suites fâcheuses que pourraient avoir ces dissentions intérieures, et le concordat fut enregistré le 22 mars 1518.

Quelques personnes penseront peut-être que le roi et le parlement avaient raison dans cette affaire, le roi sous le point de vue de politique, le parlement sous le point de vue légal; mais, pour le bonheur des peuples, pour le respect dû à ses droits, si souvent oubliés, la politique ne doit-elle pas se taire là où la loi la condamne? Malheureusement François Ier, vif et obstiné, ne craignait pas d'humilier le parlement; il ne sentait pas combien il diminuait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

le respect dû au premier magistrat, en maltraitant les dépositaires et les défenseurs des lois, et en contraignant leur conscience et leur volonté.

Après avoir terminé ses affaires en Italie, et donné le gouvernement du Milanais au connétable, qui avait eu tant de part à cette conquête, le roi revint en France.

Le duc de Milan ayant abdiqué, les Suisses étant appaisés, le pape satisfait, ou feignant de l'être, le roi d'Espagne étant mort, il ne restait plus de la ligue formée contre la France que l'empereur, faible ennemi qui haïssait mollement, qui signalait encore plus mollement sa haine contre les Français réunis aux Vénitiens pour les aider à recouvrer leurs états en terre ferme.

Trivulce, commandant des forces réunies des deux puissances, assiégeait à la fois Vérone et Bresse; le maréchal de Lautrec mena contre Bresse quatre cents hommes d'armes, commandés par le bâtard de Savoie, et six mille Gascons, sous les ordres de Pierre de Navarre. A leur arrivée, les Bressans capitulèrent, et promirent de rendre la place, si, dans vingt jours, ils n'étaient secourus; ils le furent. Le comte de Roquendorff, ayant pénétré jusqu'à Bresse

par le pays des Grisons, introduisit dans cette place six mille Allemands, qui firent d'abord convertir le siége en blocus; mais ce premier secours fut bientôt suivi d'un autre bien plus considérable, et non moins inattendu. Seize mille Allemands, quatorze mille Suisses, suivis d'une cavalerie nombreuse, descendirent des montagnes du Trentin, conduits par l'empereur en personne.

Le roi d'Espagne venait de mourir; l'empereur, déjà tuteur de Charles, espérait obtenir l'administration des royaumes de Castille et d'Aragon, qu'avait eue Ferdinand, et la mériter, en flattant, par une irruption dans le Milanais, la haine des Espagnols pour les Français : d'ailleurs, son armée ne lui coûtait rien. Les 120,000 écus du roi d'Espagne avaient servi à la lever, et c'était l'argent du roi d'Angleterre qui devait la soudoyer.

A l'arrivée de l'armée impériale, le maréchal de Lautrec leva le blocus de Bresse, et recula vers l'Adda, dans l'intention d'en disputer le passage; mais, trop faible pour exécuter ce projet, il fut forcé de se retirer vers Milan, et d'abandonner à l'empereur, qui le ravagea, le pays entre l'Adda et le Pô.

Arrivé à Milan, Lautrec répandit tellement

l'alarme, que le connétable de Bourbon, sur son récit, désespérant de sauver les faubourgs, prit le parti, sans doute trop précipité, de les détruire.

Les Milanais se souvinrent long-temps avec douleur de cette destruction; ils y furent d'autant plus sensibles, que la lenteur de l'empereur ayant donné le temps de se reconnaître, l'activité du connétable pourvut promptement à la défense et à la sûreté de la ville, dans laquelle Albert de la Pierre ne tarda pas à se rendre, à la tête de treize mille Suisses, avant qu'elle ne fût entièrement investie.

Mais les Suisses, amenés par Albert, ayant refusé de combattre contre leurs compatriotes qui servaient dans l'armée de l'empereur, le connétable, irrité de leurs procédés, et craignant que leur défection ne répandît le découragement dans l'armée, les licencia sur-le-champ, comme des soldats rebelles, indignes de servir sous lui. Albert de la Pierre, véritablement attaché aux Français, resta avec sa compagnie de trois cents hommes, sous la condition cependant de n'être employé que contre les Allemands.

Averti du départ des treize mille Suisses, l'empereur se crut maître du Milanais; il me-

naça Milan, il parla de la faire disparaître, si elle n'apportait ses clefs : sur le refus qu'on en fit, il distribua ses quartiers autour de la ville.

Les menaces de l'empereur furent vaines ; tous ses projets échouèrent contre la vigilance du connétable. Le défaut d'argent ayant d'ailleurs excité une révolte, parmi les Suisses, dans l'armée impériale, et l'empereur ayant lu une lettre de Trivulce, (qui avait pris ses mesures pour la faire intercepter) dans laquelle, par un stratagême heureux, ce général écrivait aux capitaines suisses, comme pour entretenir avec eux une intelligence, afin d'exécuter, de concert, un complot contre Maximilien. Celui-ci fut tellement effrayé en voyant sa perte jurée, que, supposant qu'on devait lui compter 80,000 écus à Trente, il y court en poste; cependant ce voyage était une fuite. En vain attendait-on l'empereur au-delà de l'Adda, il ne revint point. Dès-lors le désordre se met dans l'armée, dépourvue de chef et d'argent ; les Suisses se débandent, et vont piller Lodi et Saint-Ange, pour se payer de l'argent qui leur est dû ;[1] le siége de Milan est levé par les Allemands ; ils sont poursuivis par le comte de Saint-Paul ; Montmorenci et Leseur, qui troublent leur marche, chargent leur arrière-garde, et leur tuent beaucoup de monde.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

Telle fut la ridicule issue d'une entreprise qui s'annonçait sous un appareil aussi formidable.

Les Français, ainsi délivrés de Maximilien et de son armée, retournèrent avec les Vénitiens au siége de Bresse, qui ne tarda pas à capituler.

L'armée alla ensuite assiéger Vérone ; mais l'arrivée du comte de Roquendorff, qui vint au secours de la place avec huit mille Allemands, le feu qui prit à un convoi de huit cents barils de poudre, qui venait au camp des assiégeans, forcèrent Lautrec de lever le siége, et de se porter vers Villefranche, poste avantageux qui, séparant le Mantouan du Véronais, lui donnait la facilité de couper les vivres aux assiégés.

Ainsi les Français aidaient les Vénitiens à recouvrer leurs états de terre ferme, quand l'archiduc Charles, devenu héritier des royaumes d'Espagne, sentit l'importance pour lui de s'allier avec François Ier, afin de n'être point troublé dans la prise de possession de son nouvel héritage.

Ces deux princes avaient ensemble de grands intérêts à régler. François Ier brûlait de reconquérir Naples, et il était résolu de soutenir le roi de Navarre; Charles venait d'hériter des droits de la maison d'Aragon sur le royaume de Naples; et la Navarre était trop précieuse à l'Espagne, par sa situation vers les Pyrénées, pour consentir à la restituer. Cependant l'intérêt le plus pressant du nouveau roi d'Espagne était de ne pas se brouiller avec la France; il demanda à François Ier de nommer un plénipotentiaire, et de désigner une ville pour les conférences: celui-ci choisit Noyon, et nomma le grand maître de Boissy; Charles désigna le seigneur de Chièvres, ami particulier de Boissy. Ainsi les deux gouverneurs furent chargés de discuter les intérêts de leurs deux illustres élèves.

Boissy ne sut point profiter de l'avantage des circonstances; on peut croire que le nouveau roi d'Espagne aurait accédé sans peine à rendre la Navarre et le royaume de Naples. Il avait tout à craindre; l'Aragon et la Castille pouvaient lui préférer le jeune Ferdinand, son frère; la Castille pouvait au moins refuser de le reconnaître pendant la vie de sa mère; la France pouvait facilement réaliser ces événemens; elle pouvait aussi, pendant l'absence de Charles, prendre les Pays-Bas. C'était donc le moment de tout obtenir du nouveau roi d'Espagne: la France n'obtint rien, et accorda tout.

On convint que Charles satisferait Henri d'Albret sur la Navarre. Quant au royaume de Naples, on prit pour base le traité de partage, conclu en 1501 et 1505; et François Ier, à l'instar de Louis XII, céda au roi d'Espagne la moitié du royaume de Naples, en faveur du mariage entre le roi d'Espagne et madame Louise, fille alors unique du roi, âgée d'un an.

Malgré le traité conclu à Noyon, en août 1516, le roi d'Espagne accéda, dans la même année, à un traité qui se conclut à Londres le 28 octobre, entre l'empereur et le roi d'Angleterre. C'était une véritable ligue défensive contre quiconque attaquerait l'une des trois puissances, et par conséquent contre la France qui, en secourant les Vénitiens, attaquait nécessairement l'empereur et le roi d'Angleterre: on laissait dans ce traité la liberté à toutes les autres puissances d'entrer dans cette ligue; on y comprenait les cantons suisses, même sans les consulter, et on leur assignait des pensions afin de les déterminer: mais l'empereur, à qui

l'on n'assignait point de pension, et à qui les Vénitiens consentirent d'acheter la restitution de Vérone, se dégoûta bientôt de la ligue de Londres. Vérone, que Lautrec réduisait à la famine, allait être forcée de capituler; l'empereur, qui voulait toucher 100,000 écus, se hâta de remettre cette place aux Vénitiens, de conclure la paix avec eux et les Français, et d'accéder au traité de Noyon, par le traité de Bruxelles, du mois de décembre 1516, ensuite par celui de Cambrai, du 11 mars 1517.

L'alliance des Français et des Vénitiens avait eu un plein succès; les Français avaient recouvré le Milanais, les Vénitiens leur état de terre ferme; ils avaient fait une paix glorieuse, et l'empereur en fit une lucrative : en conséquence, il permit aux cinq cantons suisses qui, par égard pour lui, avaient refusé de prendre part au traité fait entre François Ier et les huit autres cantons, de s'allier comme eux avec la France. Dès-lors, François Ier conclut à Fribourg, avec les treize cantons, les ligues grises, les Valaisans, enfin, tout le corps helvétique, le traité auquel on donna le nom de paix perpétuelle, et qui le mérita par la scrupuleuse fidélité des Suisses à rester depuis alliés à la France.

Quelques mois après, le connétable de Bourbon fut rappelé de son commandement du Milanais; et la principale cause de cette espèce de défaveur parut avoir été l'ouvrage de l'amour ou de la haine de la duchesse d'Angoulême; le maréchal de Lautrec fut mis à sa place: quoiqu'il eût des titres pour l'obtenir, on prétendit alors que le prix de la valeur avait été donné à la beauté, et que les charmes de la comtesse de Châteaubriant, sa sœur, avaient été plus puissans que ses services. Déjà le crédit de cette maîtresse balançait, s'il n'effaçait pas, celui de la duchesse d'Angoulême.

Après tant de succès et de sacrifices, François Ier n'avait plus d'ennemis à craindre en Italie; lorsque la jalousie imprudente du maréchal de Lautrec contre le maréchal de Trivulce, et la manière aussi dure qu'injuste dont ce dernier fut traité par le roi, mirent dans le cœur des Milanais des dispositions fâcheuses à l'égard de leur gouverneur et de la nation française. Mais les effets de ces dispositions n'éclatèrent que longtemps après; et le roi, assuré dans ce moment du pape, de l'empereur et du roi d'Espagne, demeura tranquille possesseur de la Lombardie.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE HUITIÈME.

Charles d'Autriche, Roi d'Espagne, est proclamé Empereur. — Entrevue entre François Ier et Henri VIII. — Surprise de Mouzon. — Investissement de Tournai. — La Guerre recommence en Europe. — Création des indulgences. — Telzel. — Luther. — Zuingle. — Sorel. — Calvin. — Pallavicin fait pendre Cardin. — Le Pape se déclare contre la France. — Surprise de Gènes manquée. — Entreprise sur Côme échouée. — Lautrec arrive à Milan. — Levée du siége de Parme. — Lautrec laisse échapper les ennemis à Pontévico. — Crémone se rend aux confédérés, ainsi que Lodi, Pavie, Alexandrie, Parme et Plaisance. — Mort de Léon X; Adrien VI le remplace. — Belle Défense de Parme. — Lautrec est obligé de lever le siége de Pavie. — Bataille de la Bicoque perdue par les Français. — Les Vénitiens traitent avec l'Empereur. — Lautrec revient en France après avoir perdu le Milanais. — Prosper Colonne termine la campagne par la prise et le pillage de Gènes.

LIVRE HUITIÈME.

Depuis le Traité de Fribourg, jusqu'à l'expulsion des Français de la Lombardie.

Du 29 novembre 1516 au 20 avril 1522.

Ici commence un nouvel ordre de choses : de plus grands intérêts, de plus grands événemens, et même de plus grands hommes, vont occuper la scène. Charles d'Autriche, roi d'Espagne, élevait sourdement, à travers mille obstacles, l'édifice de sa grandeur : jusqu'alors, on avait ignoré ce qu'il pouvait être; obscur et caché dans les Pays-Bas, en paix avec ses voisins, jurant à François Ier une obéissance respectueuse et filiale, s'assurant de l'amitié du roi d'Angleterre, prévenant, par une administration douce et prudente, les révoltes de ses indociles sujets, Charles était heureusement arrivé au trône d'Espagne; mais, dès ce moment, il desirait ardemment recevoir de Maximilien la couronne impériale, avec les états héréditaires de la maison d'Autriche, et toutes ses négociations auprès de lui furent dirigées afin de réussir dans cet objet important. Le choix

de l'empereur, pour faire élire un roi des Romains, flottait entre Charles et Ferdinand ; il allait même se décider pour ce dernier, lorsque le cardinal de Sion, qui n'avait point quitté la cour de l'empereur, en fut instruit. La grandeur de Charles lui paraissait le plus sûr moyen d'abaisser ou d'affaiblir les Français ; il n'en fallait pas davantage pour sa haine : aussi ne cessa-t-il de parler en faveur du roi d'Espagne au conseil et dans le cabinet de l'empereur. Persuadé par les raisons du cardinal de Sion, fatigué de ses intrigues, entraîné par son éloquence, le conseil d'Autriche se joignit à lui ; le cardinal de Gurk l'appuya ; l'empereur, déjà fort ébranlé, céda à leurs instances, et il fut décidé qu'on s'occuperait sérieusement à faire élire le roi d'Espagne roi des Romains.

Les Français sentirent toutes les conséquences de ce projet, et, tandis qu'ils n'oubliaient rien pour le traverser, l'empereur mourut le 15 janvier 1519.

Alors les trois plus puissans monarques de l'Europe chrétienne, le roi de France, le roi d'Angleterre et le roi d'Espagne, aspirèrent ouvertement au trône de l'Empire.

On négocia, on cabala, on intrigua, on fit jouer tous les ressorts si souvent employés dans

cette circonstance, pour se tromper mutuellement ; enfin on n'oublia rien de part et d'autre pour réussir : mais les divisions que tant d'intrigues et d'efforts contraires introduisirent dans la diète, lassèrent enfin les électeurs. La vertu de Frédéric, électeur de Saxe, vue de plus près, les frappa davantage, sur-tout en la comparant avec l'ambition de ses compétiteurs ; ils lui déférèrent unanimement la couronne. Malheureusement pour l'humanité, qui eut tant à souffrir des querelles de François et de Charles, l'électeur, déjà si digne de la porter, s'en montra plus digne encore, en la refusant. Alors les électeurs, frappés de respect, décidèrent qu'ils choisiraient pour empereur celui que Frédéric désignerait pour monter sur le trône que sa prudence magnanime laissait vacant. Ce prince nomma le roi d'Espagne comme celui qui appartenait le plus à l'Allemagne, qui aurait le plus d'intérêt à la défendre, et le moins de facilité à l'asservir. Quelques électeurs voulurent encore parler pour François Ier ; mais la majorité l'emporta pour le roi d'Espagne, qui fut proclamé empereur le 28 juin 1529, sous le nom de Charles-Quint.

Instruit de sa nomination, Charles se hâta

d'arriver en Allemagne pour y recevoir la couronne impériale; mais, en le nommant, l'électeur de Saxe avait conseillé de prendre contre lui des mesures en faveur de la liberté. Les électeurs crurent donc devoir employer, à l'égard de Charles, une précaution inconnue jusqu'alors; ils introduisirent l'usage des capitulations,[1] devenu depuis invariable, afin que l'empereur eût toujours sous les yeux les devoirs auxquels il s'engageait, et qui devenaient une condition inséparable de l'élection. Ils prirent pour prétexte que ce prince apportait de l'Espagne des maximes contraires au gouvernement germanique; mais on voulut en vain empoisonner le triomphe de Charles-Quint, on ne put en ternir l'éclat. L'Europe vit avec admiration ce jeune prince, alors caché, pour ainsi dire, dans les marais de la Flandre, contraint et gêné en Espagne, presque ignoré en Italie, humblement soumis aux volontés du plus grand ennemi de sa maison, sortir de l'obscurité, et, pour ainsi dire, de l'esclavage, par la démarche la plus imposante et la plus heureuse, déconcerter, par son coup d'essai, toutes les mesures de François Ier, et porter quel-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

que atteinte à la considération dont il avait joui en Europe.

François Ier sentit son humiliation plus vivement qu'il ne l'aurait dû, et le chagrin qu'il en eut, doit être regardé comme le véritable principe des guerres dont tout son règne fut agité. François Ier, persuadé qu'Henri VIII partageait son ressentiment, accéléra une entrevue avec ce roi, entre Ardres et Guines. Cette entrevue, connue sous le nom *du Champ du Drap d'or*, fut célèbre par la magnificence qu'on y déploya : *La dépense y fut telle*, dit Martin du Bellay, *que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés, sur leurs épaules.*

Une chose digne de remarque, c'est que, dans cette occasion, les Français se signalèrent par la magnificence, et les Anglais par le goût.

On ne doit pas oublier non plus que le roi d'Angleterre, ayant provoqué François Ier à la lutte, fut renversé sans pouvoir jamais prendre sa revanche.[1]

Au reste, le nouveau traité fait entre les deux rois n'ajouta rien d'important à celui de la restitution de Tournai;[2] mais François Ier fut

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (8).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

trompé dans ses desseins, Henri VIII ayant déclaré qu'il ne voulait se mêler en aucune manière des divisions qui pourraient s'élever entre François Ier et l'empereur.

Tout le monde sentait bien cependant que la paix ne pouvait durer long-temps. La haine entre les deux puissances rivales était nourrie par trop de prétentions et d'intérêts contraires; le traité de Noyon n'avait point été exécuté, ni la Navarre restituée à la maison d'Albret; l'empereur restait en possession de tout le royaume de Naples; le duc de Gueldre implorait, à grands cris, la protection de la France contre les violences de Charles-Quint; celui-ci, de son côté, réclamait le duché de Bourgogne, usurpé par Louis XI sur Marie de Bourgogne, son aïeule. Sa qualité d'empereur lui donnait des prétentions sur le Milanais; il se plaignait de la protection accordée à ses ennemis par François Ier, et des troubles suscités ou fomentés par lui dans ses états.

Des troubles éclatèrent en Espagne; on les attribuait injustement à François Ier, qui eut soin cependant d'en profiter pour tâcher de remettre Henri d'Albret sur le trône de ses pères.

L'Espaze, frère de Lautrec, fut chargé de rétablir le roi de Navarre dans ses états; mais

ce général français, battu et fait prisonnier dans la plaine de Squiros, ne put empêcher Henri d'Albret de perdre tous ses états, à l'exception de Saint-Jean Pied de Port.

On conçoit que cette agression, quoique juste, était peu faite pour ramener Charles-Quint à des voies pacifiques : aussi ne tarda-t-il pas de faire attaquer, par le comte de Nassau, Robert de la Marck, duc de Bouillon, qui était protégé par la France, mais qui, n'ayant pas été secouru à propos, fut obligé de céder et de solliciter une trève, qui lui fut accordée avec peine, et dont l'empereur profita pour augmenter les forces qui étaient aux ordres du comte de Nassau, afin d'assurer la ruine entière de la maison de la Marck, et l'invasion des frontières de France.

Occupés de ces préparatifs, les généraux de l'empereur ne cessaient d'assurer qu'ils ne pensaient en aucune manière à troubler la paix avec la France; mais ces protestations furent bientôt démenties par une démarche qui ne recevait ni interprétation ni excuse. Le comte de Nassau passa le Cher, et s'avança pour surprendre Mouzon; en même temps, le seigneur de Fiennes, à la tête d'un corps de troupes impériales, alla investir Tournai : c'était là le

moment attendu et desiré. Les Français sortirent de l'incertitude où ils avaient flotté si longtemps; ils songèrent sérieusement à la guerre : cette vive étincelle embrasa bientôt l'Europe, et on se battit à la fois au nord, au levant, au midi, au couchant, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, en Navarre.

A la même époque, des causes très-légères, produites en apparence par le hasard, préparaient une importante révolution.

Léon X, à son avénement, trouva les revenus de l'église épuisés par les vastes entreprises de ses deux ambitieux prédécesseurs; il était lui-même libéral. Ses projets pour l'agrandissement de sa famille, son amour pour l'ostentation, son goût pour le plaisir, et la magnificence avec laquelle il récompensait les hommes de génie, l'engageaient tous les jours dans de nouvelles dépenses : pour y suffire, on eut recours à tous les expédiens que put enfanter la fertile imagination des prêtres, et, entre autres moyens, on imagina de vendre des indulgences. [1]

Albert, électeur de Mayence, archevêque de Magdebourg, ayant été chargé de la publi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

cation de ces indulgences, se servait, pour les distribuer en détail dans la Saxe, d'un moine dominicain nommé Telzel, de mœurs licencieuses, mais d'un esprit actif, et distingué par une éloquence bruyante et populaire. [1]

Dans le même temps, Martin Luther, moine augustin, [2] mettait en question l'efficacité des indulgences, et déclamait contre la conduite déréglée et la fausse doctrine de ceux qui les publiaient. Frédéric, électeur de Saxe, qui venait de fonder une université à Wirtemberg, avait choisi Luther pour y enseigner d'abord la philosophie, ensuite la théologie; et ce professeur, regardé comme le principal ornement de l'université, était au plus haut point de son crédit et de sa renommée, lorsque Telzel commença à publier les indulgences dans les environs de Wirtemberg. Il y eut d'abord un prodigieux succès; mais Luther, indigné de la fourberie des vendeurs d'indulgences et de la simplicité des acheteurs, monta en chaire dans la grande église de Wirtemberg, et il y déclama avec la plus grande amertume contre

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

les déréglemens de ceux qui publiaient les indulgences. [1]

La cour de Rome, loin de s'alarmer de cette nouvelle doctrine, y faisait à peine attention; Léon X était loin de pressentir, et Luther lui-même ne prévoyait pas, sans doute, combien les suites de cette querelle seraient funestes au saint siége. [2] La Saxe ne fut pas le seul pays où l'on vit éclater cet esprit de révolte contre les dogmes et les usurpations de l'église romaine; les mêmes causes suscitèrent en Suisse, à peu près dans le même temps, une attaque vigoureuse du même genre : les franciscains, chargés d'y publier les indulgences, exécutèrent leur commission avec la même indiscrétion et la même rapacité qui avait rendu les dominicains si odieux en Allemagne : ils poursuivirent cependant, sans aucun obstacle, leur expédition, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés à Zurich. Ce fut dans cette ville qu'ils trouvèrent Zuingle, ne cédant en rien à Luther pour le zèle et l'intrépidité, et qui osa s'opposer à leurs progrès. [3]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

Peu de temps après parurent Fazel et Calvin, [1] qui propageaient leur doctrine en Suisse et à Genève; le calvinisme même effaçait peu à peu le luthéranisme : la plupart des villes de France quittèrent une hérésie qui vieillissait et qui venait de trop loin, pour une hérésie voisine et nouvelle ; mais les parlemens signalaient à l'envi leur haine contre cette secte, et faisaient brûler impitoyablement tous ses prédicans et leurs associés. [2]

Ainsi la guerre était vivement allumée en Allemagne, en Suisse, en France, entre les partisans du saint siége et ceux de la réforme; et, tandis qu'ils s'anathématisaient, se déchiraient ou se brûlaient, les différens souverains de l'Europe étaient sur le point de commencer une guerre pour satisfaire leur haine, leur jalousie ou leur ambition, d'une manière non moins funeste à l'humanité que la guerre occasionnée par les opinions religieuses.

L'Italie avait éprouvé divers changemens depuis 1519. La mort de Médicis avait laissé le pape seul administrateur des états de Toscane et d'Urbin : bien loin de restituer Modène

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

et Regge, il avait tenté de s'emparer de Ferrare; il eût voulu être le seul souverain de l'Italie. Il avait sur-tout le vaste projet d'en chasser les étrangers. Les souverains, possesseurs du Milanais et de l'Italie, étaient essentiellement ses ennemis; Léon X fondait ses espérances sur leurs discordes; il se flattait de les détruire l'un par l'autre : pour y réussir, il fallait s'allier successivement avec l'une et l'autre puissance, les appuyer, les quitter tour à tour à propos, et n'en servir jamais aucune utilement.

Léon n'avait point contribué à élever Charles-Quint au trône de l'Empire ; il pouvait donc beaucoup l'embarrasser, en refusant de le reconnaître, ou en exigeant qu'il renonçât au royaume de Naples. Il parut d'abord prendre ce dernier parti, et se tourner du côté du roi de France, avec lequel il fit un traité secret, dans lequel il promettait de ne pas reconnaître Charles-Quint, et d'aider François Ier à reconquérir le royaume de Naples, sous des conditions à la vérité un peu dures. [1]

Le roi de France fit en même temps, avec le pape, une ligue pour la défense de l'Italie,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

et il se chargea d'y faire entrer les Vénitiens; mais le roi abandonna ses projets sur Naples, convaincu sans doute du peu de sincérité du pape dans son traité, pour l'aider à en faire la conquête. Cette conduite occasionna des propos : le pape fit des plaintes amères, le roi des reproches; les esprits s'aigrirent, et Léon X passa rapidement de la défiance à la haine, et de la haine à la défection.

Pendant que ce levain d'aigreur fermentait, et avant que l'empereur se fût publiquement détaché de l'alliance des Français, il se présenta diverses conjonctures qui pouvaient l'autoriser à éclater.

Le maréchal de Lautrec gouvernait depuis long-temps le Milanais avec une rigueur insupportable; les proscriptions avaient dépeuplé Milan; les bannis étaient en si grand nombre, qu'on les voit jouer un rôle dans l'histoire, se rassembler, former des entreprises, et susciter beaucoup d'affaires aux Français.

Le maréchal de Lautrec étant allé à la cour, Lescur, son frère, connu alors sous le nom de maréchal de Foix, vint le remplacer. A son arrivée, les bannissemens, les confiscations, recommencèrent; le nombre des mécontens s'accrut; il s'éleva des révoltes. Le maréchal

en craignait les suites; mais, au lieu de les prévenir par la douceur, il crut devoir redoubler sa sévérité, et pousser à bout les mécontens. Il apprit que quelques bannis du Milanais s'étaient attroupés à Buffeto, petite place appartenant à Christophe Pallavicin; il lui dépêcha un Crémonois, nommé Cardin. Les bannis persuadèrent à Pallavicin que cet homme était venu pour les surprendre; celui-ci le fait arrêter, et, sur le refus des juges de le condamner, il le juge lui-même, le condamne à être pendu, et fait exécuter la sentence: après ce coup hardi, les bannis se sauvèrent à Regge, où ils furent joints par Jérôme Moron, chancelier du Milanais. Mécontent du gouvernement des de Foix, il ne cessait de cabaler auprès du pape, de l'empereur et de tous les souverains d'Italie, en faveur de François Sforce. Ce jeune prince, héritier des droits de sa maison sur le Milanais, par la renonciation de son frère Maximilien, était resté à Trente, où il attendait les événemens.

Guichardin, auteur de l'Histoire des guerres d'Italie, était gouverneur de Modène et de Regge: cette dernière place était alors sans défense. Le maréchal de Foix espérait intimider le gouverneur, et l'obliger à lui remettre

les bannis, en se présentant à main armée devant la place; il ne réfléchit pas combien cette démarche avait l'air d'une hostilité, et combien aussi il était probable que Guichardin serait averti. Il le fut en effet, et prit ses précautions. Le maréchal s'avance vers Regge, du côté de Parme, et, pour empêcher les bannis de s'échapper par la porte de Modène, il envoie un corps de troupes pour veiller sur cette porte; il demande ensuite une entrevue au gouverneur, qui la lui accorde à la poterne du ravelin de la porte de Parme. Tandis que le maréchal se plaint de l'accueil fait aux ennemis de son maître, et que le gouverneur lui témoigne son étonnement sur son entrée avec des troupes sur les terres du pape, on ouvre la porte de Modène pour recevoir une voiture de farine. Les troupes françaises qui se trouvaient là croient devoir profiter d'une aussi belle occasion pour s'emparer de la place: elles tentent d'entrer, on les repousse avec vigueur; on ferme la porte; l'alarme se répand en un instant; on crie à la trahison; on tire sur la suite du maréchal de Foix, et on eût tiré sur lui-même, si on n'avait craint de blesser ou de tuer le gouverneur. Alexandre Trivulce est blessé mortellement, les autres s'enfuient; le

maréchal inquiet ne sait quel parti il doit prendre. Guichardin, sage et tranquille au milieu du tumulte, fait cesser les décharges, et, prenant le maréchal par la main, le fait entrer dans le ravelin, afin qu'il réponde de la conduite de ses troupes, auxquelles le maréchal ne tarde pas à être rendu; mais les bannis sont conservés et protégés.

Le maréchal, sentant trop tard les prétextes de rupture qu'il venait de fournir au pape, lui dépêcha Lamotte Grouin pour s'excuser, et lui rendre compte des motifs de sa démarche. Le pape ne voulut rien entendre, déclara toute alliance avec les Français désormais rompue, tonna contre la France, excommunia le maréchal de Foix, et publia hautement que l'intérêt de la religion et de l'Italie l'obligeait d'écouter les propositions de dom Jean Manuel, ambassadeur de Charles-Quint.

Vers le même temps, le tonnerre tomba à Milan sur le magasin général des munitions de guerre qui devaient être distribuées dans les différentes places du Milanais.[1]

Si les mécontens et les partisans de l'empereur eussent été moins consternés, ils auraient

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

pu facilement s'emparer du château. Les Français et quelques sénateurs attachés à la France s'empressèrent de s'y rassembler, et de le garder jusqu'à l'arrivée d'une compagnie de cent hommes d'armes venus de Novare : les brèches furent bientôt réparées.

Avant de rendre leur traité public, le pape et l'empereur avaient tenté de surprendre Gènes par le moyen des Adornes, et le Milanais par celui des bannis, qui conservaient des intelligences dans les principales places de cet état.

Depuis long-temps les Adornes et les Frégoses étaient à Gènes les chefs des deux factions contraires. Les Frégoses triomphaient sous la protection de la France; les Adornes, exilés et retirés dans le royaume de Naples, entretenaient des intelligences dans Gènes. Tout à coup Jérôme Adorne paraît à la vue de la côte de Gènes avec cinq galères napolitaines, deux de l'État Ecclésiastique, quatre brigantins, et quelques autres navires montés par deux mille soldats espagnols; il espérait escalader Gènes. Il avait sur ses vaisseaux les échelles nécessaires pour effectuer ce projet; mais le jour les surprit : d'ailleurs, Frégose avait été averti, et, grace à ses soins, rien n'ayant re-

mué, ni dans la ville, ni sur toute la côte, la flotte fut obligée de se retirer sans avoir rien entrepris, et après avoir perdu plusieurs soldats et quelques officiers de marque qui furent atteints par le canon de la place dont la flotte s'était trop approchée.

Dans le même temps, les bannis formaient le projet d'attaquer à la fois Côme, Milan, Crémone, Parme et Plaisance.

L'entreprise sur Côme fut la première. Mainfroi, Pallavicin et Matto Brinzi, chefs de parti, errans dans les montagnes, ayant fait embarquer sur le lac de Côme un grand nombre de lansquenets et d'Italiens, choisirent, pour surprendre la place, un jour où les réjouissances publiques qu'on célébrait hors de la ville, en faisaient sortir les habitans.

Le gouverneur, brave capitaine basque, nommé Garrou, en était sorti lui-même. Tout à coup il entend sonner l'alarme, et il apperçoit les ennemis; il rentre précipitamment dans la ville; se défiant de quelques bourgeois, il les mêle avec les soldats rangés en bataille le long des murailles : par cette précaution, il rend inutiles les intelligences de l'ennemi dans la ville.

Instruits de ce mouvement, Pallavicin et

Matto s'arrêtent; ils vont camper hors de la vue de la ville, afin d'y attendre la nuit, pendant laquelle Antoine Rusquo doit les introduire par une ouverture faite à la muraille, derrière sa maison. Mais Garrou n'a point perdu de vue les ennemis; il a fait reconnaître leur camp; il est instruit que la garde y est négligée; il sort à la tête de deux cents hommes, trouve les ennemis endormis, en passe une partie au fil de l'épée, s'embarque sur le lac en même temps que ceux qui avaient pris la fuite avec Matto et Pallavicin, arrive avant eux vers un défilé par lequel ils devaient passer, les arrête avec tous les Italiens de leur suite, donne la liberté anx lansquenets, et envoie les deux chefs à Milan.

Le maréchal de Foix, enchanté de ces succès, s'empresse de faire instruire avec une rigueur inouie le procès de Pallavicin et de Matto; ils ne peuvent échapper au plus horrible supplice : l'un et l'autre sont écartelés, et plusieurs citoyens considérables du Milanais pris avec eux, ou dénoncés par eux comme leurs complices. Ainsi le maréchal se rassasia de vengeances cruelles, et combla le désespoir des malheureux Milanais.

Les autres entreprises formées sur les prin-

cipales places du Milanais ne furent point exécutées, ou furent découvertes, prévenues et punies.

Lorsque le pape crut les esprits disposés, par ces rigueurs, à une révolte générale; lorsque l'affaire de Regge eut fourni les prétextes dont il croyait avoir besoin, il leva le masque, entra en guerre ouverte avec les Français, et rendit public son traité avec l'empereur. [1]

Il était important pour le pape et l'empereur, qui se disposaient à entrer dans le Milanais par le Parmesan et le Plaisantin, d'attirer dans leur parti le marquis de Mantoue; on réussit à le détacher de la France, en lui offrant la dignité de capitaine général des troupes de l'Église.

Les Suisses se divisèrent, et, dans cette guerre, on en vit une égale quantité à peu près dans les deux armées ennemies.

Les Vénitiens, encore fidèles à leur alliance avec les Français, envoyèrent Théodore Trivulce avec quatre cents lances, et un corps considérable de cavalerie légère qui joignit le maréchal de Foix, mais ne voulurent pas ou négligèrent, avant cette jonction, d'empêcher

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

les lansquenets arrivés à Trente de joindre l'armée des confédérés qui s'assemblaient dans la Romagne.

Le duc de Ferrare armait pour recouvrer Modène et Regge.

François-Marie de la Rovère, duc d'Urbin, s'était réfugié à Milan, où il était venu demander de l'argent et de l'emploi.

Ainsi les Français, appuyés par les Vénitiens, par une partie des Suisses, déchargés de la défense des ducs d'Urbin et de Ferrare, avaient à combattre, en Italie, les Florentins, François Sforce, le marquis de Mantoue, et une partie des Suisses.

Le commandement général de l'armée de la ligue papale fut confié à l'expérience éprouvée de Prosper Colonne; le marquis de Pescaire commandait les Espagnols sous ses ordres, et partageait avec lui le pouvoir.

Une multitude d'autres chefs commandaient des corps particuliers. [1] Leur mérite pouvait être utile, leur multiplicité indifférente; mais la mésintelligence qui régna souvent entre Colonne et Pescaire pouvait être très-funeste aux intérêts des confédérés. Ces deux hommes

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

étaient d'un caractère entièrement opposé. Colonne, temporiseur comme Fabius, était, comme lui, taxé de timidité; Pescaire, vif, ardent, présomptueux, joignait la ruse italienne à la fierté espagnole : l'un et l'autre exclusivement occupés des intérêts de leur maître, qui n'étaient pas toujours les mêmes.

Cette armée était d'environ dix-huit mille hommes d'infanterie et de douze cents hommes d'armes, sans compter les bannis qui avaient des intelligences dans toutes les places du Milanais, et dont le courage, excité par la fureur, semblait propre à produire de grandes choses. Moron était dans leur armée.

Tous les corps particuliers se réunirent à Bologne, où les chefs délibérèrent sur les opérations de la campagne.

Le maréchal de Foix voyant la guerre prête à éclater, et les confédérés sur le point de tomber sur le Milanais, écrivait au roi qu'il avait pourvu à tout; qu'il avait plus de Suisses qu'il n'en voulait; qu'il se riait des projets des ennemis, tandis qu'il écrivait avec instance au maréchal de Lautrec, son frère, pour hâter son retour à Milan, et se décharger sur lui du poids des événemens : mais le maréchal ne s'empressait pas de se rendre à ses invitations.

Il sentait, il disait, il répétait sans cesse que, sans argent, on ne pouvait conserver le Milanais, parce que les Suisses, mal payés, déserteraient infailliblement, et le laisseraient sans défense au moment où leurs secours seraient le plus nécessaires : Lautrec connaissait d'ailleurs les dispositions de la duchesse d'Angoulême à son égard; il la croyait capable de traverser ses opérations, pour se ménager le plaisir perfide de lui attribuer les disgraces des armées françaises, et le perdre. En conséquence, il s'obstinait à ne vouloir quitter la cour que quand il aurait reçu tout l'argent dont il croyait avoir besoin; il partit enfin sur les assurances réitérées du roi, de la duchesse d'Angoulême, du chancelier Duprat, et du surintendant Semblançay, qu'en arrivant dans le Milanais, il recevrait 400,000 écus qu'il avait demandés.

Rendu à Milan, Lautrec, loin de blâmer les rigueurs de son frère, voulut encore y ajouter; il débuta en faisant traîner à l'échafaud et décapiter un vieillard de soixante et quinze ans, ce Christophe Pallavicin qui avait si légèrement immolé Cardin à ses soupçons. Son supplice révolta les hommes, même les plus indifférens.

Les confédérés, pour ne point laisser der-

rière eux de places ennemies, se déterminèrent à faire le siége de Parme ; mais cette détermination ne fut prise qu'après avoir occasionné les plus violens propos et les débats les plus longs entre les deux généraux, Pescaire soutenant qu'il fallait marcher droit vers Milan, sans s'arrêter à faire des siéges : d'après cette opinion, on ne s'était point muni de l'artillerie nécessaire, et il fallut en faire venir de Bologne pour faire le siége de Parme.

Ces lenteurs donnèrent le temps aux Français de mettre cette place en état de défense. Le maréchal de Foix vint y commander en personne, en attendant que son frère eût pu rassembler les troupes qui lui arrivaient de Venise et de Suisse.

Le maréchal commença par faire brûler les faubourgs de Parme, désespérant de les défendre. La rivière de la Parma, qui traverse cette ville, la sépare en deux parties ; celle nommée Codi Ponté, comme la plus faible, fut attaquée par les confédérés : en outre, en attaquant la place par ce côté, ils lui ôtaient toute communication avec Plaisance et le Milanais. Après avoir long-temps battu la place avec leur faible artillerie, les confédérés étant parvenus à faire quelques brèches, hasardèrent

trois assauts, où ils furent repoussés. Cependant le maréchal de Foix, désespérant de pouvoir garder le Codi Ponté, se jeta sur la rive opposée de la Parma ; dès-lors les confédérés entrèrent dans le Codi Ponté, où ils furent reçus par le peuple avec une joie qui attestait leurs dispositions à l'égard de la France.

Lautrec parut enfin sur la rive ultérieure du Pô avec une armée encore faible : il fondait sa principale espérance sur sept mille Suisses qui l'avaient déjà joint, et qui devaient être incessamment suivis de six mille autres ; mais ces six mille Suisses pensèrent l'empêcher de secourir Parme, par le refus qu'ils firent de passer le Pô avant l'arrivée de leurs compatriotes. Lautrec fut donc long-temps réduit à côtoyer le fleuve ; il le passa enfin, et s'approcha de Parme dans l'intention de livrer bataille.

On apprit dans le même temps que le duc de Ferrare, à la tête de deux cents gens d'armes, de deux cents chevaux-légers et de deux mille hommes d'infanterie, faisait une diversion dans le Modénais. Après s'être emparé de Final, de San-Felicé, il menaçait Modène, et avait obligé les confédérés de faire marcher un détachement pour se jeter dans la place.

Parme résistait toujours. Sa constance, l'arrivée de Lautrec, l'expédition du duc de Ferrare, ce détachement envoyé à Modène, ceux qu'il faudrait y envoyer encore si l'armée française se renforçait, la mésintelligence de Colonne et de Pescaire, tout contribua à répandre le découragement parmi les confédérés; la défiance, fille du malheur, vint encore augmenter les divisions. [1]

Enfin, au milieu de ces momens d'inquiétudes et de craintes, on tint un grand conseil, où, après beaucoup de débats, il fut résolu qu'on lèverait le siége. [2]

La retraite de cette armée, qui recula d'abord jusqu'à Regge, eût pu être fortement inquiétée, si Lautrec, plus vigilant, mieux servi en espion, eût pu connaître avec quelle précipitation tumultueuse elle se faisait, si on l'eût instruit des troubles excités par les lansquenets, et auxquels il donna le temps de se calmer, en perdant des momens précieux à battre vainement l'inutile château de Roque-Blanque. [3]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

Pendant ce temps, l'armée des confédérés s'augmentait de six mille hommes d'infanterie italienne; elle allait aussi recevoir douze mille Suisses procurés par le cardinal de Sion, et en marche sous ses ordres : mais, ces secours n'étant point encore entièrement arrivés, les confédérés ne pouvaient reparaître devant Parme et Plaisance. Ils prirent le parti d'aller tenter de plus heureux hasards au-delà du Pô, dans un pays qui, n'ayant point éprouvé les ravages de la guerre, fournirait des vivres en abondance; ils passèrent le Pô un peu au-dessus de Berfello, sans en être empêchés par Lautrec, qui pouvait aisément disputer ce passage. Il avait des pontons rassemblés près de Crémone, sur lesquels une partie de son armée pouvait passer rapidement sur la rive opposée, pour en défendre l'abord aux confédérés, tandis qu'avec l'autre partie, saisissant le moment où les confédérés auraient tenté le passage, il aurait pu les attaquer en queue, et les mettre en désordre. Il avait été assez prévenu de leurs projets, pour s'occuper à les traverser. Quelques jours auparavant, Jean de Médicis était venu, pendant la nuit, pour brûler les pontons de Lautrec; les bateliers, qui l'avaient apperçu, les avaient mis en sûreté : mais cette tentative indiquait

assez l'envie des confédérés de passer le Pô, et un général plus actif que Lautrec n'eût pas manqué de faire surveiller les ennemis, et de les empêcher d'exécuter leur plan.

Ainsi, le général français ayant manqué aux principes de surveillance les plus communs à la guerre, les confédérés employèrent tranquillement un jour et une nuit à passer le Pô; laissant ensuite le Crémonais à gauche, ils s'avancèrent, en côtoyant l'Oglio, vers les frontières des Vénitiens, par un pays où aucune place forte ne pouvait les arrêter. Cette marche savante, dont Prosper Colonne avait donné l'idée, avait deux objets; l'un de recevoir les Suisses qui arrivaient par le pays des Grisons, l'autre d'effrayer les Vénitiens, qui, déjà ébranlés, commençaient à s'excuser auprès du pape de leurs liaisons avec les Français. [1]

Lautrec, ayant passé le Pô trop tard, poursuivait de loin les confédérés, qui lui échappaient sans cesse; il les joignit enfin près de Rebec, sur les bords de l'Oglio, bien disposé à les troubler, dès le lendemain, dans leur marche. De leur côté, les confédérés, ne pouvant traîner leur artillerie dans les chemins

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

qui leur restaient à parcourir pour se rapprocher des Grisons, se déterminèrent à attendre les Suisses dans le poste qu'ils occupaient. Cette situation était très-périlleuse; les Suisses pouvaient tarder à arriver; les vivres devaient manquer dans un pays ennemi, en présence d'une armée supérieure : d'ailleurs, la ville de Rebec, auprès de laquelle les confédérés étaient campés, est entièrement dominée par Pontevico, ville située sur l'Oglio, appartenant aux Vénitiens. Mal à propos comptait-on sur la défection de ceux-ci; Gritter et Trivulce étaient toujours dans l'armée française; et ce fut en leur présence que Lautrec fit transporter une partie de son artillerie dans Pontevico. Les confédérés allaient donc, d'après cette manœuvre, être exposés au feu de cette place, sans pouvoir l'éviter : dans cette position, leur ruine paraissait assurée; mais, qui pourra le croire? les confédérés décampèrent, pendant la nuit, en ordre de bataille, menant leurs équipages devant eux, et leur marche fut respectée; rien ne fut attaqué, ni même insulté, et ils arrivèrent à Gabionneta, sur les frontières du Mantouan, ne sachant s'expliquer à eux-mêmes comment ils avaient évité une perte aussi certaine.

Ici l'histoire se tait sur les causes d'une pareille conduite. Lautrec voulait-il prolonger la guerre ? était-il gagné par les ennemis ? était-il si mauvais général qu'il ne sût pas appercevoir les occasions où il pouvait les battre ? se plaisait-il à les voir fuir devant lui, dans l'assurance de les retrouver quand il voudrait ? Ce sont là des conjectures auxquelles on ne saurait s'arrêter plusieurs fois, cette dernière sur-tout. Lautrec avait eu la victoire dans les mains, et jusqu'au choix même de la manière de vaincre. Il pouvait foudroyer les ennemis dans leur camp, les y attaquer ou les y affamer; enfin il pouvait empêcher leur retraite, et rien ne peut aider à expliquer pourquoi il ne prit aucun de ces partis : ce qui est d'autant plus incompréhensible, qu'il devait se méfier de la fortune, qui ne tarda pas en effet, comme à son ordinaire, à se venger, par des refus constans et par les plus sanglans outrages, du mépris que Lautrec avait fait de ses faveurs. Le reste de cette guerre du Milanais ne fut plus, pour ce général, qu'un tissu de disgraces.

Quelques chevaux-légers, envoyés du côté de Coire, passèrent rapidement sur les terres de Venise, trompèrent la vigilance des Vénitiens et des Français, et assurèrent la jonction

des Suisses à l'armée des confédérés, qui ne bornèrent plus leurs projets à une simple défensive. Ils se voyaient alors à la tête de forces considérables, par la perfidie du cardinal de Sion, qui, pour satisfaire sa vengeance et sa haine, ne se contenta pas de leur amener douze mille Suisses, mais qui réussit encore à leur procurer la plus grande partie des treize mille qui se trouvaient dans l'armée française, et qui la quittèrent [1] d'après les ordres des cantons.

Lautrec, forcé alors de prendre la défensive, se retira vers Milan, dont il fit relever à la hâte les fortifications; mais, malgré les avis du roi qui mandait de veiller principalement sur l'Adda, malgré les lettres orgueilleuses dans lesquelles il assurait que l'ennemi n'oserait jamais passer cette rivière, malgré son affectation de parler avec dédain sur la timidité de Colonne, sur l'inexpérience de Pescaire, non seulement les ennemis passèrent l'Adda, guidés par Moron et quelques autres bannis, qui leur indiquèrent un endroit mal gardé où ils trouvèrent des bateaux cachés dans des roseaux, mais ils forcèrent Lautrec de se renfer-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

mer dans Milan, et bientôt après de s'enfuir de cette ville, qu'ils surprirent, pour se jeter dans Côme avec quelques troupes. [1]

La ville de Crémone apprenant le désastre des Français, dont elle détestait la domination, se hâta de se rendre aux confédérés.

Le maréchal de Lautrec ne se croyant pas en sûreté dans Côme, en voyant arriver Pescaire pour en faire le siége, se hâta d'en sortir, en y laissant le brave Vandenesse, le généreux émule de Bayard ; quant à lui, il alla passer l'Adda vers l'endroit où cette rivière sort du lac de Côme, et il se retira sur les terres des Vénitiens avec ses troupes et les leurs.

Au bout de dix ou douze jours, Vandenesse fut obligé de capituler ; il alla joindre Lautrec dans les états de Venise : mais les Vénitiens s'ennuyèrent bientôt de voir l'armée française vivre à discrétion sur leurs terres. On craignit de lasser leur amitié ; on résolut de s'avancer vers Crémone, dont Jeannot d'Herbouville défendait encore le château. Quelques troupes que Lautrec lui fit passer le mirent en état de livrer assaut à la ville : les habitans soutinrent le premier avec succès ; ils prévinrent le second par une capitulation. Le maréchal de Lautrec entra donc dans Crémone.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

Après ce léger avantage, le maréchal envoya en France son frère, pour représenter l'impossibilité de défendre le Milanais, sans un prompt et puissant secours.

Le maréchal de Foix, arrivé à la cour, y justifiait avec peine et lui et son frère ; mais tout le monde y sentait et prouvait la nécessité de porter dans le Milanais des forces qui en empêchassent entièrement la perte.

Cependant Lautrec pourvoyait autant qu'il le pouvait à la sûreté du peu de places qui lui restaient ; mais il ne pouvait arrêter les conquêtes des confédérés, et bien moins encore les effets de la haine que lui et son frère avaient inspirée. Lodi se soumit ; les habitans de Pavie forcèrent la garnison à s'enfuir, en la menaçant de la livrer, et d'ouvrir leurs portes aux Impériaux ; à Alexandrie on trahit les troupes chargées de la défendre, en introduisant les Impériaux dans ses murs ; enfin Parme et Plaisance se rendirent à Vitelli.

Le pape, en recevant ces heureuses nouvelles, en fut saisi au point qu'il en mourut trois jours après, le 2 décembre 1521.

Cet événement, si important dans les con-

jonctures présentes, pouvait changer la face des affaires; il ouvrit un nouveau théâtre aux talens politiques de l'empereur et du roi de France. [1]

A la mort de Léon X, le cardinal de Médicis, dans l'incertitude des événemens, avait cru devoir licencier les troupes pontificales. Cet affaiblissement de l'armée des confédérés avait arrêté le cours de leurs conquêtes; l'argent commençait aussi à leur manquer, le pape ayant fait presque tous les frais de la guerre.

François-Marie de la Rovère profita de ce moment pour rentrer dans son duché d'Urbin : sa valeur, sa pauvreté, ses infortunes, le rendaient intéressant. A la tête de cinq à six cents hommes, qui s'attachèrent sans solde à ses intérêts, il reconquit en peu de jours presque tout son duché.

Les Baglion s'efforçaient de rentrer dans Pérouse.

Le duc de Ferrare était encore armé pour recouvrer ses états.

Enfin les Suisses, justement indignés de la surprise faite à leurs sujets par le cardinal de Sion, non seulement refusèrent de nouveaux

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).

secours aux ambassadeurs envoyés par les confédérés, mais encore ils rappelèrent les troupes qui étaient dans leur armée, et ils accordèrent seize mille hommes aux Français.

Ainsi tout semblait concourir à donner à Lautrec les plus flatteuses espérances, et lui assurer les moyens de réparer ses fautes nombreuses; mais la France devait être punie par la perte du Milanais et d'une grande quantité de braves gens, victimes de la cruelle sévérité des deux maréchaux de Foix et Lautrec envers le peuple de ce duché, et des sottises militaires si multipliées, qu'on peut reprocher à ce dernier, dans cette campagne.

Cependant Colonne et Moron ne perdirent pas courage dans cette extrémité. Colonne mit sa cavalerie en quartier d'hiver dans les duchés de Parme et de Plaisance, l'infanterie espagnole et allemande dans les places du Milanais; Jérôme Adorne fut envoyé en Allemagne pour y faire de nouvelles levées de lansquenets; Moron, sous le titre d'ambassadeur de François Sforce, courut à Milan, avec Colonne, pour chercher de l'argent et achever de soulever les esprits en faveur du maître sous lequel il espérait gouverner; un moine enthousiaste ou

fourbe lui prêta le secours de ses fureurs éloquentes. [1]

Guichardin ne servit pas moins la cause commune par sa belle défense de Parme. [2]

Le détachement des troupes françaises qui avait tenté inutilement le siége de Parme repassa promptement le Pô, et alla rejoindre le gros de l'armée, entre Milan et Crémone. Cette armée grossissait tous les jours; les Suisses l'avaient jointe; on y avait attiré, par des bienfaits et des établissemens solides, Jean de Médicis et les troupes à ses ordres, soudoyées auparavant par Léon X. Ainsi les forces combinées de France et de Venise se trouvaient en état de rouvrir la nouvelle campagne par les plus brillantes expéditions.

Une faute signala son commencement. Les Vénitiens, quoique prévenus, manquèrent de s'opposer au passage de Jérôme Adorne avec six mille lansquenets destinés pour l'armée des confédérés.

Le château de Milan tenait encore pour la France; l'armée alla droit pour le délivrer, et reprendre la ville : mais Colonne, après en

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

avoir réparé les murailles, pour empêcher tout secours dans le château, l'avait enfermé dans une double circonvallation, qui le tenait investi de tous côtés.

Après avoir perdu plusieurs officiers de distinction en reconnaissant ces lignes, après s'être convaincu de l'impossibilité de les forcer, Lautrec alla établir son camp à Cassano, pour s'opposer à la jonction des six mille autres lansquenets conduits par Sforce; de là il détacha Montmorenci et Durefuge pour enlever un grand convoi qui venait du Plaisantin et du Parmesan à Milan, sous une puissante escorte. Durefuge s'était mis à la tête des coureurs, et, ayant rencontré les ennemis, avait eu l'imprudence de les charger sans pouvoir être soutenu par Montmorenci; aussi fut-il mis en déroute, et sa fuite précipitée allait jeter le désordre dans l'infanterie de Montmorenci, lorsque celui-ci, après avoir jeté sa troupe à droite et à gauche, et fait un passage aux hommes d'armes de Durefuge, se hâta de resserrer ses files, fit face à l'ennemi, l'arrêta, le renversa, et s'empara du convoi, aidé de Durefuge, qui avait eu le temps de se rallier et de se joindre à lui pour achever la destruction de l'escorte.

Lautrec reçut en même temps que cette heureuse nouvelle, celle de l'arrivée du maréchal de Foix avec un renfort considérable, et deux hommes bien précieux, Pierre de Novare et le chevalier Bayard.

Mais le maréchal de Foix ayant pris la route de Gènes, était obligé, pour rejoindre son frère, de traverser la Lomeline, qui était occupée par les Impériaux. Cependant Lautrec ne pouvait point abandonner son poste pour aller au-devant de son frère, sans ouvrir au duc de Ferrare le chemin de Milan; il prit le parti de rester dans son camp, et d'envoyer au-devant de lui Montmorenci et Durefuge avec trois mille Suisses, mille fantassins milanais, et deux cents hommes d'armes avec quatre pièces d'artillerie.

Après avoir surmonté beaucoup d'obstacles, et avoir eu le bonheur de se retirer heureusement de la trahison d'un batelier qui s'était chargé de lui faire passer le Tesin, après avoir effrayé le marquis de Mantoue, ce détachement mit le siége devant Novare pour frayer une route plus sûre et plus facile au maréchal de Foix.

Le gouverneur de cette place était le comte Philippe Torniello, fameux par ses cruautés.[1] Le château tenait encore pour les Français. Dès le commencement du siége, Durefuge eut la jambe fracassée de l'éclat d'une coulevrine; il en mourut peu de jours après. Montmorenci continua le siége, après avoir augmenté son artillerie de quelques pièces de canon tirées du château. La brèche étant assez grande pour donner l'assaut, il avertit les Suisses de s'y préparer; ceux-ci répondirent qu'ils seraient toujours prêts à se battre en rase campagne, mais qu'ils n'entendaient rien à la guerre de siége. Obligé de dissimuler sur un semblable caprice, il fallut se contenter de la promesse qu'ils firent d'escorter et de soutenir ceux qui monteraient à l'assaut. Dans cette circonstance, on se décida à mettre à pied la gendarmerie, qui monta à l'assaut; dès qu'elle fut sur le haut de la brèche, l'artillerie du château balaya les remparts, et obligea les assiégés de se retirer. Ceux-ci gagnèrent un retranchement ultérieur d'où ils commençaient à faire beaucoup de mal aux Français, lorsque les gendarmes, s'étant coulés le long du retranchement, abattirent quelques maisons, prirent l'ennemi en flanc, et l'enveloppèrent

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (31).

facilement. Alors les Suisses, qui n'avaient pas voulu prendre part à l'assaut, s'empressèrent de venir prendre part au pillage, et de faire un massacre horrible des bourgeois et des soldats.

Après la prise de Novare, rien n'arrêta la jonction de Montmorenci avec le maréchal de Foix. On prit, en passant, Vigévano, et on se hâta d'aller trouver Lautrec à Cassano, où il n'avait point rempli l'objet qui l'avait retenu dans ce poste. Sforce avait trompé sa vigilance, trop souvent endormie, et, au moyen d'un grand détour, il s'était rendu à Festo, où, secondé par Prosper Colonne qui était venu à sa rencontre, ils étaient entrés l'un et l'autre dans Milan, où François Sforce avait été reçu avec de grands témoignages de joie.

Toutes les jonctions étant ainsi effectuées de part et d'autre, les deux armées étaient en état de tenter le sort des armes; leurs forces étaient à peu près égales, elles étaient à une très-petite distance l'une de l'autre, et tout semblait annoncer un événement décisif.

Colonne, persuadé qu'il perdait sa gloire en se tenant enfermé dans des murailles, sortit de Milan pour tenir la campagne.

Lautrec voulut faire le siége de Pavie : son

artillerie et celle des Vénitiens battirent la place avec tant de vigueur, que les brèches permirent bientôt de livrer l'assaut. On disposa tout pour cette action; mais Sainte-Colombe, lieutenant de la compagnie de Lautrec, exécuta mal les ordres dont dépendait le succès de l'assaut. Deux mille hommes d'infanterie à ses ordres ne soutinrent point, comme ils le devaient, quatre cents archers, qui, abandonnés, furent taillés en pièces; ce qui empêcha l'assaut de réussir, et fit repousser les assiégeans avec beaucoup de perte pour eux : en outre, Prosper Colonne envoya au secours de la ville deux mille hommes d'élite, qui, à la faveur de la nuit et de la présence d'esprit de leur chef, passèrent, avec autant d'habileté que de hardiesse, au travers du camp des assiégeans.

L'officier qui les conduisait ayant rencontré un corps-de-garde français, parla italien à l'officier de garde, et se fit passer pour un capitaine vénitien qui allait au quartier des troupes de la république. Arrivé là, il parla français, et dit qu'il allait, par ordre de Lautrec, occuper un poste qu'il indiqua; on le crut, on le laissa passer, et il ne fut reconnu qu'au moment où il donna le signal de son arrivée aux portes de Pavie. Colonne ne s'en tint pas

là; il arriva lui-même, avec toutes ses forces, pour faire lever le siége; il vint camper à la Chartreuse, à trois milles du camp des Français : mais, les pluies ayant tellement enflé le Tesin que les barques qui transportaient de la Lomeline les vivres de l'armée française ne purent plus arriver, Lautrec fut obligé de décamper. Il alla d'abord à Marignan pour recevoir des vivres du Lodessan et du Crémonais; il prit ensuite la route de Monza, où il pouvait tirer des vivres du Bergamasque. Un intérêt pressant l'obligeait de s'avancer vers le nord du Milanais; les Suisses, mal payés, commençaient à murmurer, et la caisse militaire était restée à Arona, sur la rive droite du lac Majeur. Moron, pour ôter aux Français toute communication avec cette ville, et pour enlever la caisse si elle sortait, avait fait partir de Milan Anchise Visconti, avec un camp volant. Cet officier alla occuper le poste de Festo, sur la rive gauche du lac Majeur et du Tesin; de là, il avait les yeux ouverts sur Arona et sur tout le cours du Tesin. Rien ne pouvait passer sans être exposé au feu de Festo. Il fallait donc forcer ce poste pour arriver à Arona, et payer les Suisses. Tous les autres postes, situés entre le Tesin et Milan, étaient

occupés par les ennemis; ce qui obligeait de faire un long circuit au levant de Milan, et de tourner ensuite au nord-ouest : ce fut pour prendre cette route que les Français allèrent d'abord camper à Monza.

Cette marche, qui rapprochait les Français de Milan, et qui les mettait à portée de le surprendre, fut suspecte aux Impériaux, qui se pressèrent de remonter vers Milan, et prirent poste à la Bicoque, entre Lodi, Monza et Milan. La Bicoque était un vieux château bâti dans un parc immense, où les anciens ducs de Milan venaient prendre le plaisir de la chasse. Ce parc, environné de toutes parts de profonds et larges fossés, pouvait contenir une armée de plus de vingt mille hommes, et formait naturellement un camp inexpugnable. La campagne des environs était coupée d'une infinité de ruisseaux qui, suivant l'usage de la Lombardie, servaient à arroser les prairies. Colonne ajouta encore aux avantages de ce camp, en faisant relever les bords des fossés, en élevant de distance en distance des plate-formes qui dominaient la campagne, et sur lesquelles il plaça son artillerie.

On ne conçoit pas ces dispositions de la part de Colonne, et sur-tout ces précautions si mul-

tipliées pour rendre son camp aussi fort, si, comme le disent les historiens, il ne pouvait pas, dans cette position, empêcher les Français de marcher sans obstacle vers Festo et Arona. C'était en effet le projet de Lautrec; mais il ne fut pas, dit-on, le maître de le suivre. Les Suisses se plaignaient de ce qu'on fuyait devant Colonne, et sur-tout de ce qu'on ne les payait pas : en vain leur représenta-t-on qu'on s'approchait d'Arona, où était la caisse; qu'on forcerait aisément le poste de Festo, avec une armée si puissante; qu'alors la caisse passerait aisément le Tesin, et qu'après les avoir satisfaits sur leur solde, on se rapprocherait de Milan, et on marcherait aux ennemis, qu'il n'était ni prudent ni utile d'attaquer actuellement dans leur camp de la Bicoque, si on ne voulait pas s'exposer à une défaite certaine. Les Suisses n'écoutèrent rien, et ils chargèrent Albert de la Pierre de porter à Lautrec leurs dernières propositions, *argent, congé, ou bataille.*

Lautrec, emporté par son caractère bouillant, choisit des deux derniers inconvéniens celui qui lui parut sans doute le moindre, et disposa tout pour le combat, ou plutôt pour sa défaite.

Quelques historiens, pour excuser ce général, ont prétendu qu'il avait cédé malgré lui à la violence des Suisses; mais le bon Brantome n'est pas de leur avis : « Il les devait très-bien et beau laisser aller, et les recommander à tous les diables; car jamais le fait ne va bien quand il faut que le général obéisse à ses soldats, et combatte à leur volonté. »

Comment, en effet, pouvoir excuser un général d'une faute aussi grave ? Livrer une bataille dont la perte était aussi évidente, sous le prétexte qu'une partie de son armée l'y forçait ! Encore ici les Suisses laissaient l'alternative de les congédier ! Que pouvait-il, après tout, en arriver ? l'affaiblissement de l'armée; mais elle pouvait alors effectuer facilement sa retraite, et prendre telle ou telle position, où elle aurait pu s'assurer de ses vivres, se tenir sur la défensive, et attendre les événemens. Comment ! tous les généraux et les principaux officiers de l'armée étaient dans la conviction qu'on allait mener les troupes à une boucherie horrible et infructueuse, et ce Lautrec, qui avait refusé à Rebec d'écraser, d'affamer ou de détruire dans sa retraite l'armée des confédérés, ose, avec une imprudence extrême, les attaquer dans une position où il doit

s'attendre à une défaite honteuse et infiniment meurtrière !

Mais au moins, ajoutent les historiens qui lui sont favorables, ce général fit pour cette funeste bataille les meilleures dispositions que le génie et la prudence pouvaient suggérer. Suivons-le dans ces dispositions ; voyons-en les effets, et osons les examiner.

La gendarmerie, placée à l'avant-garde et commandée par le maréchal de Foix, devait attaquer au pont de pierre qui avait été reconnu la veille ; c'était le seul endroit par où il fût possible, à force de courage, de pénétrer dans le camp ennemi.

Montmorenci, à la tête de huit mille Suisses, devait attaquer au côté diamétralement opposé à ce pont : comme il n'y avait là aucun chemin par lequel on pût s'introduire dans le camp, il fallait traverser les fossés et franchir les retranchemens. Cette attaque devait être la plus meurtrière ; on la confia aux Suisses qui avaient voulu absolument combattre ; on les fit appuyer de l'artillerie, tandis qu'un vallon les mettait hors de la portée de celle des ennemis.

Lautrec se plaça, avec le maréchal de Chabanne, le bâtard de Savoie et le grand écuyer

Saint-Sevrin, au corps de bataille, auquel on n'avait fixé aucune attaque particulière.

Les Vénitiens formèrent l'arrière-garde sous le commandement du duc d'Urbin, qui, après avoir reconquis ses états, vint rejoindre l'armée.

Pierre de Navarre dirigea les travaux des pionniers.

Pont-Dormi, à la tête d'un corps de réserve, devait tout observer, se porter par-tout, et s'opposer à toutes les sorties que l'ennemi voudrait faire.

A cet ordre, que quelques historiens trouvent admirable, et où le maréchal de Lautrec, disent-ils, s'était montré si supérieur à lui-même, qu'il méritait d'être couronné par le succès, Colonne opposa l'assiette de son camp et une sage distribution de ses troupes dans les différens postes. L'infanterie allemande et toute l'artillerie furent chargées de repousser l'attaque de Montmorenci. Sforce se chargea de défendre le pont avec quatre cents chevaux et six mille fantassins italiens de nouvelle levée : le reste des troupes était répandu avec intelligence derrière les retranchemens.

Outre les dispositions dont nous venons de rendre compte, Lautrec s'était proposé de faire

une attaque aux environs du pont; et, pour en assurer le succès, il avait fait quitter à ses soldats la croix blanche, signal du parti français, et leur avait fait prendre des croix rouges, à l'instar de celles des troupes impériales : en même temps ayant fait un détour, il avait pris la route de Milan à la Bicoque, pour persuader aux Impériaux que c'était un renfort qui leur arrivait de cette ville. Mais Prosper, instruit par ses espions, afin d'éviter la confusion et l'équivoque dans la mêlée, distingua ses soldats en leur faisant mettre des épis de blé sur leurs casques.

Le succès des deux principales attaques dépendait du concert qui régnerait entre elles. Suivant les ordres qu'il avait reçus, Montmorenci s'arrêta dans le vallon, où sa troupe était à l'abri du feu des retranchemens; il y attendait que son artillerie fût arrivée, et dirigée de manière à faire taire celle de l'ennemi; que Pierre de Navarre, avec ses pionniers, eût ouvert les chemins pour arriver au point de l'attaque; enfin que le maréchal de Foix fût arrivé au pont qu'il devait attaquer : mais l'impatience des Suisses ne souffrit aucun délai. Leur valeur, ce jour-là, était une ivresse, une fureur; ils accumulèrent faute sur faute; ils

entraînèrent Montmorenci à l'assaut, plutôt qu'il ne les y conduisit : dès-lors on prévint tous les préparatifs, on dérangea tous les plans du général; on sortit inconsidérément du vallon, on parut à la vue des retranchemens et à la portée du canon dont ils étaient couverts. Bientôt plus de mille Suisses sont renversés par les premières décharges : les autres en deviennent plus furieux; ils se précipitent dans le fossé; mais ils sont forcés de se convaincre trop tard que les retranchemens étaient si escarpés, qu'il était impossible de les franchir. En même temps, des mousquetaires espagnols, cachés dans des blés, faisaient un feu terrible sur les Suisses, qui se consumaient en efforts surnaturels et superflus. Déjà Albert de la Pierre, leur fameux commandant, et vingt-deux capitaines, étaient tués sur la place; plusieurs gentilshommes de la première distinction avaient été moissonnés par le canon; Montmorenci lui-même, jeté par terre d'un coup de mousquet, avait été retiré avec beaucoup de peine du nombre des morts.

Enfin les Suisses, entièrement découragés, prirent le parti de se retirer, et de se réfugier dans ce vallon qu'ils auraient dû quitter plus à propos, pour ne pas y revenir battus et hor-

riblement maltraités; ils avaient perdu plus de trois mille hommes.

Tandis qu'ils se livraient à un abattement non moins excessif que leur témérité et leur ridicule entêtement, le maréchal de Foix avait attaqué le pont de pierre, et, après s'en être rendu maître, avait pénétré dans les retranchemens. Lautrec se hâta de le joindre avec ses troupes, et il fit demander aux Suisses quelques bataillons pour le renforcer; mais les Suisses, qui avaient tout perdu, n'osèrent rien réparer. Cependant Colonne, voyant l'attaque des Suisses absolument abandonnée, porta toutes ses forces contre le maréchal de Foix, en y envoyant successivement des troupes fraîches; celles-ci chargèrent sans interruption celles du maréchal, qui, déjà excédées, diminuant continuellement, et n'étant point soutenues, furent obligées de reculer, de repasser le pont, et de se mettre en bataille de l'autre côté.

Les Français, dans cette journée, comme à leur ordinaire, avaient donné de grandes preuves de valeur; mais la bataille livrée si inconsidérément, les dispositions pour l'attaque, l'entêtement des Suisses de vouloir se battre, celui non moins funeste de leur part d'attaquer hors de propos, le refus de marcher après avoir

été repoussés, l'inaction funeste des troupes vénitiennes, tout, avant, pendant et après la bataille, sembla concourir à rendre cette journée une des plus funestes des fastes militaires de la nation française.

Entrons dans quelques détails.

Avant la bataille. Comment, nous le répétons, oser commettre la faute grave de la livrer, quand on est assuré de la perdre, ou même dans l'impossibilité de joindre l'ennemi, et dans la certitude d'être écrasé en le tentant! Comment l'oser, quand on n'est pas assuré d'être ponctuellement obéi par des troupes (les Suisses) qui devaient naturellement être bien enorgueillies en voyant qu'on s'était soumis à leurs volontés, et par d'autres (les Vénitiens) dont on avait les plus fortes raisons de se méfier, puisqu'elles avaient refusé de se charger de l'attaque qu'on avait voulu leur confier!

Mais, après avoir pris la détermination de combattre, quelles sont les dispositions du général?

Était-il prudent de diriger une des principales attaques sur un pont presque impossible à emporter, et si étroit, que, même forcé, il ne procurait pas des moyens suffisans pour se porter rapidement en force dans l'intérieur,

s'y déployer, et prendre en revers, en flanc, par derrière, les troupes qui défendaient les retranchemens? Outre cette inconvenance militaire, pourquoi confier cette attaque à la gendarmerie, qui aurait dû tout au plus être destinée à entrer à la suite de l'infanterie, pour la soutenir et assurer la défaite des ennemis, en portant dans leurs rangs la frayeur et la mort? Était-il plus sage de faire la seconde attaque, la plus importante, précisément à la partie du camp exactement opposée à celle du pont, et conséquemment la plus éloignée de ce point, et ne pouvant s'entendre, s'accorder, ni se soutenir avec l'autre?

Était-ce pour profiter de ce vallon, où les Suisses se trouvaient d'abord à couvert, hors de la vue des ennemis et des coups de son artillerie? Mais, si telle était la véritable raison, il fallait alors ne faire au pont qu'une fausse attaque, chercher deux autres points plus rapprochés de l'attaque opposée pour en faire de véritables, et prendre pour celles-ci, qui auraient dû être les plus importantes, toutes les précautions de l'art, afin d'en assurer le succès; ainsi faire préparer des fascines pour combler les fossés; reconnaître des positions où l'on pût placer de l'artillerie de manière à faire taire

celle de l'ennemi, à protéger le comblement des fossés, et bientôt après à en assurer le passage; faire mettre pied à terre à une partie de la gendarmerie, la distribuer à la tête des colonnes d'attaque; ne pas laisser ensemble les Suisses, encore bien moins ne confier qu'à eux l'attaque principale et le succès de la journée. Quant aux Vénitiens, pourquoi en former une arrière-garde absolument inutile dans une pareille circonstance? Il fallait les renvoyer, s'ils refusaient entièrement de servir, ou les distribuer dans les différentes colonnes, avec les troupes suisses, françaises et allemandes, aux différents points où l'on aurait projeté de faire des attaques vraies ou fausses; enfin il aurait fallu multiplier les corps de réserve, afin de pouvoir assurer par-tout des secours très-prompts, soit dans les points où l'on serait repoussé, soit dans ceux où on aurait eu le bonheur de pénétrer.

Quant au stratagême projeté par Lautrec, de surprendre les ennemis en faisant prendre à ses troupes des croix de la couleur des troupes allemandes, et en ayant l'air d'arriver du côté de Milan, on pourrait concevoir la possibilité de la réussite, si l'on se fût battu en rase campagne; mais ici, où l'armée ennemie était en-

tourée de fossés larges et profonds, où il n'y avait, pour pénétrer dans le camp, qu'une seule entrée praticable, comment arriver jusqu'aux ennemis, les joindre, et leur faire croire qu'on est des leurs ? Ce n'est pas d'après le projet qu'avait Lautrec de tenter une attaque à côté du pont, qu'il aurait pu espérer faire réussir son stratagême.

Pendant la bataille. Pourquoi se décider à attaquer en plein jour un camp retranché d'une manière aussi formidable ?

Si le général avait pris les précautions indispensables pour être instruit de ce qui se passait aux différens points d'attaque, s'il fut instruit en effet sur-le-champ, comme cela dut être, de ce qui se passait à celle des Suisses, pourquoi n'empêcha-t-il pas celle du pont par le maréchal de Foix ? car, assurément, quand, dans un plan quelconque d'attaque, on s'est borné à en faire deux principales, si l'une des deux manque totalement, on doit empêcher de tenter la seconde ; ce qui était très-facile à exécuter devant une armée enfermée dans un camp entouré de retranchemens et de fossés avec une seule issue.

En prenant cette précaution, le général aurait toujours perdu, il est vrai, trois mille

Suisses ; mais il n'aurait perdu qu'eux : il devait espérer, d'ailleurs, que cette leçon les rendrait plus dociles, et qu'ils se décideraient à marcher sur Festo ; et, dans le cas où ils persisteraient à s'en aller, au moins le reste de l'armée, n'ayant pas souffert, aurait été bien plus en état de faire sa retraite, de prendre une défensive menaçante, d'occuper des positions où elle aurait pu attendre sans crainte de nouveaux secours ; et le général, après avoir commis la faute d'avoir cédé à la folle obstination des Suisses, l'aurait en quelque sorte réparée, en ne la prolongeant pas, en conservant la vie à une grande quantité d'officiers de distinction et à de braves soldats, et en n'aggravant pas sa première faute par la honte d'une entière défaite qu'il aurait pu et dû éviter.

Après la bataille. Qui pourra croire ce que disent les historiens, et ce qu'ils regardent comme un trait de grandeur d'ame de la part de Lautrec, que ce général, après avoir été aussi maltraité, proposa à son armée de passer la nuit à la vue de la Bicoque, et de renouveler le combat le lendemain ! Si une idée aussi folle passa par la tête du général, on doit se féliciter de la persévérance des Suisses dans

leur ferme résolution de retourner au camp de Monza, et de là dans leur pays.

Les pertes faites aux attaques de la Bicoque et le départ des Suisses mettant Lautrec dans l'impuissance de tenir la campagne, il prit le parti de jeter dans les places les troupes qui lui restaient.[1] Il s'occupa d'abord de Lodi, place importante par la communication qu'elle procurait avec le Crémonais, à la faveur du pont de bateaux construit par les Français. Cependant on n'eût jamais eu le temps d'introduire du secours dans cette place, sans une violente sédition dont les lansquenets furent les moteurs dans le camp des confédérés.[2] Bonneval, qui était gouverneur de Lodi, l'avait fait fortifier avec soin, et, avec le secours que lui amenèrent Bozzolo et Médicis, sa garnison se trouva forte de trois mille hommes d'infanterie et de quatre cents chevaux. Médicis et Bozzolo, comptant sur la vigilance du gouverneur, songèrent à faire reposer leurs troupes, fatiguées et de la bataille et de la marche forcée qu'elles venaient de faire pour se rendre à Lodi. Cependant la sédition appaisée dans l'armée des

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

confédérés, elle était venue camper à Marignan, et, le lendemain, Sforce et Pescaire parurent à la tête de son avant-garde aux portes de Lodi. A leur arrivée, Bonneval crut important de faire une sortie, et de les attaquer avant que le gros de l'armée parût; mais il fut repoussé, et ses troupes rentrèrent dans la ville avec tant de confusion, que les ennemis y entrèrent avec elles. Les soldats de Médicis se trouvant endormis, presque toute la garnison fut faite prisonnière; on brisa le pont de bateaux que les Français avaient sur l'Adda; Lodi fut livrée au pillage. Crémone allait suivre le même sort; il était à peu près impossible d'y conduire des secours. Lautrec n'osait proposer à personne cette périlleuse entreprise. Pont-Dormi offrit de se jeter dans cette place; il tint parole : il sut éviter les ennemis, et il entra dans Crémone avec les troupes à ses ordres. Le maréchal de Foix l'y suivit peu de temps après.

Au milieu de ces désastres, les Vénitiens, craignant de voir entamer leurs frontières, traitaient de leur paix particulière avec l'empereur, auprès duquel ils faisaient valoir leur inaction au combat de la Bicoque. Pour rompre le cours de ces négociations, Lautrec en-

voya Montmorenci à Venise; quant à lui, forcé de se convaincre de l'impossibilité de soutenir les affaires du roi en Italie sans de nouveaux secours, après avoir visité la ville et le château de Crémone, les châteaux de Milan, Novare et Pizzigithone, les seules places qui restaient aux Français dans le Milanais, il se rendit en France.

Il y était à peine arrivé, que déjà Pizzigithone s'était rendue au marquis de Pescaire; que le maréchal de Foix avait été forcé de rendre Crémone, obligé de se méfier de Jean de Médicis et de sa garnison : dès-lors, si les Vénitiens ne prirent point des engagemens avec les ennemis de la France, du moins ne firent-ils aucun effort en sa faveur. Crémone venait de se rendre; le château de Milan ne tarda pas à l'imiter.

Enfin Prosper Colonne, portant ailleurs ses conquêtes, court se présenter devant Gènes, où, aidé du parti des Adornes et de la trahison de Pescaire, la ville est surprise, pillée, et Adorne proclamé doge.[1]

Ainsi la sagesse de Colonne, l'activité de Pescaire, la défection des Suisses, les fautes

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

de Lautrec, ses rigueurs et celles de son frère, quelques intrigues de la reine-mère,[1] et la faiblesse du roi, chassèrent entièrement les Français de la Lombardie, et il ne leur resta au-delà des Alpes que le château de Crémone, où commandait le brave Jeannot d'Herbouville.

Au milieu de ces agitations de la France et de l'Europe, le jeune Soliman II, le plus grand des empereurs turcs après Mahomet II, reculait de plus en plus les bornes de son empire vers l'Occident, en prenant Belgrade et Rhodes.[2]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).

FIN DU LIVRE HUITIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE NEUVIÈME.

Ligue de Rome. — François Ier se dispose à passer en Italie. — Révolte du Connétable de Bourbon. — François Ier, obligé de rester en France, confie l'armée d'Italie à l'Amiral Bonnivet. — Celui-ci forme le blocus de Milan. — Mort d'Adrien VI. — Exaltation de Clément VII. — Bonnivet lève le blocus de Milan. — Mort de Prosper Colonne. — Peste dans Milan. — Défection des Suisses. — Défaite des Français au passage de la Sesia. — Mort de Bayard. — Les Ennemis pénètrent en Provence. — Bourbon est obligé de lever le siége de Marseille, et de rentrer en Italie. — François Ier le suit. — Il prend Milan. — Il se décide au siége de Pavie. — François Ier est battu et fait prisonnier à Pavie. — Projet de ligue contre l'Empereur. — Clément VII est fait prisonnier. — Mort du Connétable de Bourbon. — Prise et sac de Rome. — Lautrec rentre en Italie. — Il fait des conquêtes dans le Milanais. — Gènes est reconquise par Frégose. — Lautrec s'approche de Rome. — Le Pape s'échappe de sa prison. — Lautrec marche vers Naples. — Il l'investit. — Le Prince d'Orange la défend. — Combat dans le golfe de Salerne. — Conduite pernicieuse de François Ier envers Doria. — Elle occasionne la défection de Doria, la liberté de Gènes, le ravitaillement de Naples. — Mort de Lautrec. — Levée du siége de Naples. — Pierre de Navarre fait prisonnier. — Évacuation du royaume de Naples. — Trahison du Marquis de Saluces. — Arrivée du Comte de Saint-Paul en Italie. — Il est battu et pris à Landriano. — Les débris de l'armée française rentrent en France. — La Paix se fait à Cambrai.

LIVRE NEUVIÈME.

Depuis l'Élévation d'Adrien au Pontificat, jusqu'à la Paix de Cambrai.

Du 20 avril 1522 au 5 août 1529.

La puissance de Charles-Quint et la sagesse de son conseil avaient eu le crédit de faire élire pape son précepteur Adrien, quoique né à Utrecht, et presque inconnu à Rome. Il était venu prendre possession de la tiare pontificale; mais ce nouveau pape, étonné de l'être, étranger dans l'Italie, ignorant les intérêts et les droits de ses souverains, n'y apporta d'autres sentimens qu'une haine aveugle pour la France, et une reconnaissance respectueuse pour l'empereur, pour lequel, à proprement parler, il était gouverneur de Rome. [1]

Cependant Adrien sentait qu'en qualité de chef de l'église, il devait montrer des intentions impartiales et pacifiques, sur-tout au moment où les Turcs, sous Soliman, faisaient de Rhodes le tombeau de ses défenseurs, et

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (37).

désolaient jusqu'aux rives du Danube; mais Adrien attribuait aux Français seuls tous les troubles de la chrétienté, et il voulait qu'ils achetassent la paix par le sacrifice de toutes leurs prétentions. Ainsi l'incapacité du saint père et son dévouement servile à l'empereur, en lui ôtant en France toute espèce de confiance, le mettaient encore dans l'impossibilité de décider les puissances belligérantes à faire la paix, et à se réunir contre les Turcs. D'ailleurs, la paix était à peu près impossible entre elles; une trève même ne leur convenait pas. L'empereur la voulait de plusieurs années; rien de plus naturel, il possédait le Milanais: le roi de France la voulait à peine de quelques mois; il desirait seulement obtenir le temps nécessaire pour se préparer tranquillement à rentrer en campagne. Ainsi, tandis que, de part et d'autre, on formait mille intrigues secrètes pour s'entre-nuire, le cardinal de Médicis, qui d'abord s'était retiré de la cour de Rome, piqué de n'avoir pas été porté à la première place, se hâta d'y revenir dès qu'il fut convaincu de la haine qu'on y portait aux Français, et ne tarda pas à gouverner, sans concurrens, l'esprit du pape.

Dès ce moment, il le décida à se réconcilier

avec tous les feudataires du saint siége qui s'étaient mis sous la protection de François Ier; il poussa les Vénitiens à s'unir à la maison d'Autriche, contre les Français: enfin le résultat de tous ces mouvemens politiques fut que le pape, l'empereur, le roi d'Angleterre, toute l'Italie, toute l'Allemagne, presque toute l'Europe se trouva liguée contre la France seule. Cette ligue fut connue sous le nom *de ligue de Rome.* Prosper Colonne en fut nommé généralissime par le pape et l'empereur.

A la nouvelle de cette ligue formidable, François Ier, s'arrachant aux voluptés, s'enflamma de nouveau pour la gloire. Tant d'ennemis à combattre irritèrent son courage; il ne voulut pas se borner à se défendre contre eux, il voulut les attaquer.

En effet, contre l'attente publique, le roi disposa tout pour son voyage d'Italie, après avoir pourvu à la défense des frontières. Les troupes marchèrent vers Lyon, où elles devaient se réunir; le duc de Suffolck y conduisit ses lansquenets et deux mille hommes de troupes levées en Picardie; Bonnivet et Lorges, à la tête de six mille hommes d'infanterie, s'emparèrent du Pas de Suze. Le maréchal de Montmorenci passa aussi les Alpes avec douze mille hommes,

pour se joindre à l'amiral Bonnivet à Turin, où ils devaient attendre le roi qui était en route, lorsqu'une révolution, qui fermentait depuis quelques années au milieu de sa cour, vint éclater et rompre la plus grande partie de ses mesures.

Nous avons déjà vu qu'on accusait la duchesse d'Angoulême d'avoir été en partie la cause des dernières disgraces des Français en Italie. Ce fut encore elle qui occasionna la révolution sur laquelle nous allons donner rapidement quelques détails, parce que ses résultats influèrent cruellement, en Italie, sur les événemens militaires dont nous allons nous occuper.

Depuis long-temps la duchesse d'Angoulême avait conçu pour le connétable de Bourbon une passion très-vive, tandis que ce prince, si on en croit son histoire secrète, était fortement épris des charmes de madame d'Alençon, sœur du roi. Si on en croit encore les historiens, le connétable dut, en grande partie, son élévation à la duchesse dont il avait flatté les faiblesses, et auprès de laquelle il s'était servi, en homme habile, de l'ascendant d'un homme indifférent sur le cœur d'une femme passionnée; mais, parvenu au dernier degré où il pouvait aspirer,

ses froideurs éclatèrent, et il dédaigna trop ouvertement une femme qui avait treize ans plus que lui, pendant qu'il aimait passionnément une jeune dame aimable, belle, dont il était aimé, et qui occupait le premier rang à la cour. La duchesse méprisée, en voulant se venger, excita la haine du connétable; mais elle le haït à son tour, comme on hait quand on aime.

Par une conduite très-peu délicate, elle fit arrêter les pensions du connétable; il ne daigna pas s'en plaindre, et ce fut un nouvel outrage pour la duchesse. Bientôt après ayant contribué à la conquête du Milanais, et le roi lui en ayant confié le gouvernement, la duchesse persuada à son fils qu'il était imprudent de laisser un état si éloigné, encore mal uni à la France, entre les mains d'un prince du sang, jeune, puissant, ambitieux, aimé des troupes, du peuple, de la noblesse, capable de tout entreprendre: sa gloire, ses talens, sa vertu même, furent employés contre lui. On le rappela, et la duchesse goûta à la fois le double plaisir de l'affliger et celui de le revoir.

Elle lui fit donner encore une autre mortification, à laquelle il fut très-sensible; ce fut de faire confier au duc d'Alençon, au passage de

l'Escaut, le commandement de l'avant-garde, l'une des plus belles prérogatives de la charge du connétable. De son côté, il n'épargnait à la duchesse aucun témoignage de mépris et de haine. Ce fut dans l'espérance de la perdre qu'il aida Lautrec à se justifier : malheureusement cette justification, en inculpant la duchesse d'Angoulême, fit périr l'innocent Semblençai.

Au milieu de tous ces mouvemens d'amour et de haine, l'épouse du connétable mourut, sans enfans, à Châtelleraut, le 28 avril 1521, après avoir confirmé, par son testament, la donation portée dans le contrat de mariage.

La duchesse d'Angoulême sentit son amour renaître avec l'espérance. Elle pouvait réparer tous les maux qu'elle avait faits au connétable; elle pouvait l'élever au faîte de la puissance, et le faire, pour ainsi dire, roi sous l'autorité de son fils; mais, quand on parla au connétable d'épouser la duchesse d'Angoulême, il résista à toutes les instances, il brava toutes les menaces : on assure même qu'il se permit des railleries sur l'âge et la conduite de la duchesse; ce qui mit cette princesse au désespoir, et lui fit jurer la perte du connétable.

En conséquence, guidée par un besoin excessif de vengeance, elle prit le parti aussi

violent qu'injuste de dépouiller le connétable de tous ses biens, en réclamant la succession de la maison de Bourbon, comme héritière de Susanne Bourbon-Beaujeu, femme du connétable.

Le chancelier Duprat, qui aurait dû donner de sages conseils à la duchesse, la servait dans ses fureurs. Il épuisa la féconde subtilité de son esprit pour prêter des couleurs à l'injustice; il connaissait et ne rejetait pas les honteuses ressources de la chicane, en interprétant certaines clauses, en abusant des mots, en en détournant le sens : il en fit résulter un prétendu droit de réversion de certaines terres au domaine; il sut mettre en jeu les droits sacrés de la couronne; il fit intervenir le roi; il intéressa le zèle des magistrats à dépouiller injustement le connétable; il arma contre lui l'artifice et la force, le sophisme et le crédit, l'autorité trop flexible des lois, l'éloquence trop versatile des avocats, les faiblesses et les erreurs des juges.

Jamais cause en France n'eut tant d'éclat. Il s'agissait, il est vrai, de la possession ou de la perte de plusieurs provinces; le Bourbonnais, l'Auvergne, la Marche, le Forez, le Beaujolais, la principauté de Dombes, et une multitude de seigneuries titrées et considérables.

Les parties étaient, d'un côté, le roi et sa mère; de l'autre, un prince du sang, le second par sa naissance, le premier par son mérite, et connétable de France.

Toutes les passions étaient en mouvement dans cette affaire. L'orgueil d'un homme déjà illustré par ses belles actions à la guerre, incapable de fléchir, trop capable de se venger; la rage d'une femme toute-puissante et dédaignée, les prétentions d'un roi aveuglé par sa tendresse respectueuse pour sa mère; de la part des juges, la crainte qu'inspirait la duchesse, le respect pour le roi, et les égards dus aux services et à la gloire du connétable.

Bourbon fit tête à l'orage qu'il pouvait conjurer d'un seul mot; cependant l'avarice avait peu de part à l'injustice de la duchesse d'Angoulême. Qu'on lui adjugeât les biens du connétable, ou qu'on les réunît à la couronne, elle était contente, pourvu que le connétable fût dépouillé, espérant que, dans l'impuissance de soutenir son rang, humilié de se voir dépouillé de ses richesses, elle le verrait enfin revenir à ses pieds pour la faire jouir de la douceur de pardonner à son amant soumis.

Le parlement s'empressa de seconder les vues de la duchesse, en ordonnant, par provision,

le séquestre des biens de la maison de Bourbon: c'était commencer la ruine du connétable.

Quant au fond du procès, il fut plusieurs fois suspendu et repris, et ne fut terminé qu'après sa mort.

Ce procès néanmoins faisait grand bruit en Europe. L'empereur, attentif à tout, vit avec plaisir les imprudens ennemis du connétable le pousser au désespoir; il le fit sonder, il le plaignit, il irrita sa colère, il fit briller à ses yeux la fortune et la vengeance; il lui offrit en mariage la princesse Éléonore, sa sœur, veuve du roi de Portugal, avec une dot de 1,200,000 écus, outre 20,000 écus de rente qu'elle possédait déjà, indépendamment de 600,000 écus de bagues et joyaux; enfin il promit de l'instituer son héritière. De son côté, le connétable devait faire soulever les provinces de sa dépendance, tandis que l'empereur pénétrerait dans la Bourgogne, ferait entrer dans le Languedoc une armée de lansquenets, et que le roi d'Angleterre attaquerait la Picardie et la Normandie : on devait attendre le moment où le roi serait engagé en Italie.

Cependant des bruits commençaient à se répandre et à parvenir jusqu'au roi, qui y ajoutait si peu de foi, qu'en se disposant à partir

pour l'Italie, il avait nommé le connétable son lieutenant-général dans le royaume, pour régler, conjointement avec la duchesse d'Angoulême, toutes les affaires de l'état pendant son absence ; mais, obligé d'avoir au moins des soupçons, il pressa le connétable de l'accompagner en Italie. Celui-ci promit de le suivre, mais supposait une maladie pour s'en dispenser.

Cette conduite augmenta les soupçons du roi, et le décida à passer par Moulins, où le connétable feignait d'être malade. Le roi lui confia qu'on lui avait donné de forts soupçons sur sa fidélité, et l'exhorta à ne pas manquer à ses devoirs ; le connétable convint avoir reçu des propositions de la part de l'empereur, dont il n'avait voulu lui faire part que de vive voix, et lui montra le plus grand empressement à partir pour l'Italie.

Malgré tous ces aveux et toutes ces promesses, on conseilla au roi de le faire arrêter ; mais on ne put jamais le décider à commettre une pareille violence. Il se borna à laisser près de lui un nommé Perrot de Warti, chargé en apparence de l'informer de sa santé, mais, en effet, de veiller sur la conduite du connétable.

C'était un espion importun ; il fallait s'en

débarrasser. Le connétable ne tarda pas à feindre de se porter mieux, et à se mettre en route pour Lyon ; Warti s'empresse d'aller porter cette nouvelle au roi. Pendant son absence, le connétable court se renfermer dans son château de Chantelle, d'où il fait partir l'évêque d'Autun pour aller assurer le roi de sa fidélité, sous la condition de lui faire restituer sur-le-champ tous les biens de la maison Bourbon.

Sur ces entrefaites, le roi, instruit de la fuite du connétable, ne doutant plus de sa trahison, avait donné des ordres pour le faire arrêter. On se saisit d'abord de l'évêque d'Autun, et de ses papiers ; le roi vit avec une indignation nouvelle, dans les instructions de l'évêque, que le connétable eût osé mettre des réserves et des conditions à sa fidélité, et qu'il eût voulu traiter avec lui d'égal à égal. Le sujet insolent parut irriter davantage que le sujet rebelle : bientôt enfin tous les mystères de la conspiration furent révélés. [1]

Cependant le connétable, sachant ou soupçonnant ce qui se passait à Lyon, était parti de Chantelle avec toute sa maison, et s'était rendu à Herment, petite ville d'Auvergne ;

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

mais, sa marche avec tant de monde ne pouvant être secrète, il se déguise, part d'Herment pendant la nuit, suivi d'un seul gentilhomme nommé Pomperant, avec lequel il échappe, non sans beaucoup de périls et de peines, à toutes les troupes mises sur pied pour l'arrêter, et arrive enfin dans les domaines de l'empereur en Franche-Comté, où il trouva plusieurs gentilshommes de son parti qui l'y attendaient : mais ils n'y étaient pas tous, quelques-uns ayant déjà été arrêtés. [1]

De la Franche-Comté, Bourbon, passant par l'Allemagne et le Trentin, se rendit à Plaisance pour y conférer sur les opérations de la campagne avec les généraux de l'empereur, dont il alla ensuite attendre à Gènes les ordres que Lurcy était allé lui demander en Espagne.

Charles-Quint avait voulu acquérir dans le connétable un allié puissant et utile qui l'eût introduit dans le centre de la France. Cette chimère était détruite ; Bourbon n'était plus qu'un illustre banni que le sort lui donnait à protéger, n'ayant plus à lui offrir que son épée, ses talens et son désespoir. Alors les froideurs

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (39).

de la protection succédèrent aux offres brillantes faites pour le séduire, et l'on se borna à lui proposer ou de passer en Espagne, ou de rester dans le duché de Milan, avec le titre de lieutenant-général de l'empereur en Italie. Le choix n'était pas difficile ; Bourbon préféra la gloire et les honneurs par ses services, au vil métier de courtisan auprès de la cour d'Espagne.

L'évasion du connétable et la découverte de sa conjuration avaient obligé le roi de changer ses projets de campagne, et en avait retardé considérablement les opérations.

L'intérieur du royaume était menacé, et le roi, ne pouvant plus passer en Italie, nomma l'amiral Bonnivet pour le remplacer, et y commander l'armée. Celui-ci se hâta d'aller se mettre à sa tête, et s'occupa de pénétrer dans le Milanais.

L'armée des confédérés n'était point encore rassemblée ; l'armée française s'empara sans obstacle de toute la partie du Milanais située au-delà du Tesin. A cette nouvelle, Colonne rassemble quelques troupes à la hâte pour disputer le passage de cette rivière, en prenant ses quartiers le long du fleuve, depuis Turbigo jusqu'à Biagrasso. Les Français s'avancent alors

par Vigévano, un peu au-dessous du camp des alliés, et passent le Tesin, une partie à gué, une partie dans des barques, après avoir écarté, à coups de canon, quelques Allemands qui se trouvaient de l'autre côté du fleuve.

Colonne ayant échoué dans son projet, et se trouvant trop faible, se retira promptement à Lodi. Antoine de Lève se jeta dans Pavie, et les alliés commencèrent à être très-inquiets sur le sort de Milan, qui se trouvait alors dans un très-mauvais état de défense, quoique avec une garnison très-nombreuse; mais le général français les rassura, en se bornant, après quelques pourparlers infructueux, à en faire le blocus, au lieu d'en tenter l'attaque.

Quelques historiens ont voulu disculper Bonnivet de sa conduite dans cette occasion; mais elle est trop contraire aux principes militaires les plus communs, pour ne pas la faire considérer sous son vrai point de vue.

L'amiral commit une première faute très-grave, après avoir passé le Tesin, et avoir laissé échapper la faible armée des alliés, d'entrer en pourparler avec les Milanais, puisque, si on en croit Martin de Bellay, militaire et historien estimable, Prosper Colonne, en arrivant dans cette ville, y trouva les soldats et les habitans tellement effrayés, qu'il voulut se hâter d'en sortir pour se retirer à Lodi. Il ne pensait donc pas, quoiqu'à la tête d'une armée, qu'il fût prudent de rester dans une ville aussi mal fortifiée, et où on était dans des dispositions si peu favorables pour la défendre.

Les pourparlers furent longs, ajoute du Bellay, et occasionnèrent la ruine de l'armée; car ils donnèrent le temps de revenir de la première frayeur, de relever les remparts et de se mettre sur ses gardes. Seconde faute.

La troisième, fut de se décider à un blocus dans une saison très-avancée, n'ayant point d'armée d'observation, et de donner par là le temps aux ennemis de se reconnaître, de rassembler leurs forces, de prendre plusieurs places sans obstacle, d'enlever des magasins, et, en résultat, de battre l'armée ou de la détruire.

Décidé au blocus, Bonnivet, pour affamer Milan, fit briser les moulins des environs, couper les canaux qui conduisaient de l'eau dans la ville, s'empara de Monza, et envoya le chevalier Bayard attaquer Lodi. Au seul nom de Bayard, le marquis de Mantoue s'enfuit sur les terres des Vénitiens; Bayard profita de cette terreur, jeta un pont sur l'Adda et marcha vers Crémone. Le château tenait encore, occupé par

huit soldats français qui n'avaient pas encore pu être réduits ; ces braves, tristes restes de plus de quarante hommes, qui avaient tous péri en soutenant le siége, après s'être fait serment de défendre le château jusques à la mort du dernier d'entre eux, le défendaient depuis dix-huit mois, sans avoir reçu aucun secours, aucune nouvelle, aucune consolation de la France.

L'histoire fournit bien peu de traits d'un courage et d'une fermeté aussi constante ; et cependant, tandis qu'elle s'appesantit sur des étiquettes et des détails minutieux, elle ne nous a transmis ni les noms de ces braves si dignes d'être illustrés, ni la manière dont on récompensa leur infatigable persévérance.

Bayard avait pourvu le château de soldats et de vivres; mais, quatre jours de pluies continuelles ayant rendu les chemins impraticables, et les subsistances ne pouvant parvenir dans son camp, il fut obligé d'abandonner son entreprise sur Crémone. Heureusement les infirmités de Colonne, la multitude des chefs et des différens corps rendaient les mouvemens des alliés lents et difficiles.

Au milieu des longues opérations du siége de Milan, on reçut la nouvelle de la mort du pape Adrien. Cet accident priva les confédérés

du poids que donnait à leurs armes l'autorité pontificale : cette mort fut d'ailleurs à peine un événement; le seul qu'elle produisit, fut la défection du duc de Ferrare, qui redevint ennemi de la cour de Rome, qui ne lui avait pas remis, comme on en était convenu, Regge et Modène; ce duc reprit Regge, et, ne pouvant s'emparer de Modène, il prit Rubière, poste important par la facilité qu'il donne de faire des courses jusqu'aux portes de Modène et sur le chemin de Rome.

Cependant Bonnivet bloquait toujours Milan ; en occupant Monza, il empêchait les vivres d'arriver du côté du Nord par le Lambro; Lodi et Crémone les empêchaient de venir par l'Adda : Pavie appartenait encore aux alliés ; mais, Bonnivet ayant placé son camp entre cette place et Milan, aucun convoi ne pouvait passer sans être intercepté. Enfin, les Français étaient maîtres de tout le cours du Tesin, la famine commençait à se faire sentir dans Milan ; mais, dans cette extrémité, l'infatigable Morron redoublait de zèle et de travaux, il animait les Milanais à la constance, il leur faisait savoir que Bonnivet souffrait beaucoup dans son camp, et que les pluies et les neiges continuelles ne lui permettraient pas de tenir la campagne long-

temps dans un pays coupé par tant de canaux et de rivières. Pendant ce temps, on dérobait quelques convois à la diligence des Français, et tous les jours étaient marqués par des pillages, des courses, des rencontres, des escarmouches, où ordinairement ces derniers n'avaient point l'avantage. Aussi avaient-ils perdu en peu de temps, dans différens petits échecs, jusqu'à quinze cents chevaux.

Enfin Colonne entreprit d'affamer Bonnivet lui-même dans son camp, qui tirait tous ses vivres du Novarais et de la Lomeline, à la faveur d'un pont sur le Tesin, vis-à-vis de Vigévano. Prosper forma le projet de s'emparer de ce pont, et fit marcher des troupes en conséquence. L'amiral pénétra leurs desseins, et ordonna au chevalier Bayard et à Renzo de Ceré de marcher à Vigévano avec les troupes qui étaient à Monza. Cette démarche fit perdre aux ennemis l'envie et la facilité de s'emparer du pont du Tesin. Mais, en abandonnant Monza, l'amiral laissa arriver dans Milan des vivres en abondance du Bergamasque, du Bressan et de tout l'État de Venise.

Cette faute irréparable eut les suites les plus funestes. Comment concevoir d'ailleurs que l'amiral, qui s'était emparé avec empressement

de Monza, pour ôter aux Milanais les moyens de tirer des vivres de Lambro, ait pu se permettre d'évacuer cette ville, après en avoir tiré les troupes destinées à protéger le pont sur le Tesin? Ce poste n'était-il pas déjà gardé? ne devait-il pas suffire d'y envoyer simplement du renfort? et ne devait-on pas prendre dans le camp les troupes nécessaires pour remplir cet objet? C'est encore là une de ces fautes qu'on ne pardonnerait pas à l'homme le plus novice dans l'art militaire.

Après une pareille inconséquence, Bonnivet, frustré de l'espérance d'affamer Milan, songea à se retirer au-delà du Tesin pour mettre les troupes en quartier d'hiver dans le Novarèse et la Lomeline.

Bonnivet ayant mis son artillerie au-delà du Tesin, et envoyé en quartier d'hiver, en Piémont, en Provence, en Languedoc, une partie de son infanterie fatiguée et délabrée, mit le reste de ses troupes dans Biagrasso et dans Rossat, où elles avaient des vivres en abondance: résolu d'attendre dans ces postes les troupes fraîches qui devaient lui arriver de France. Nous dirons qu'il n'aurait pas dû, dans les circonstances où il était, envoyer son infanterie hiverner aussi loin.

Cependant Prosper s'affaiblissait tous les jours, la maladie et l'amour lui ouvraient le tombeau où la mort le fit descendre le 30 décembre 1523. [1]

Ce grand capitaine mourut à propos pour éviter l'affront d'un rappel : son ennemi, le cardinal de Médicis, ayant mieux formé son intrigue à la mort d'Adrien, venait, après cinquante jours de conclave, d'être élevé au pontificat, sous le nom de Clément VII.

Ce nouveau pape avait une grande réputation et une assez longue expérience des affaires ; il avait été le conseil d'Adrien et de Léon X, il aimait le travail, il dédaignait les plaisirs, il réunissait les forces de la république de Florence à celles de l'État Ecclésiastique ; aussi puissant que Léon X, et réputé aussi habile, il semblait promettre un pontificat illustre. Cependant, en affectant de dépouiller tous les sentimens particuliers qui l'avaient animé comme cardinal de Médicis, et de ne plus envisager que ce qu'il devait à sa place, qui lui faisait un devoir d'une entière impartialité entre les puissances belligérantes ; en recevant également bien, en apparence, l'envoyé de l'empereur, celui de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

François Ier ; persuadé que le repos de l'Italie était attaché à l'expulsion des Français, il voulut bien contribuer à l'achever ; il continua donc en secret la ligue pour la défense du Milanais ; il donna 20,000 ducats à l'ambassadeur de Charles-Quint, et lui en fit donner 30 mille par les Florentins.

Bonnivet était toujours à Biagrasso, où il attendait les secours qui devaient lui arriver de France et de la Suisse. Les alliés espéraient qu'il manquerait de vivres, et que la famine le chasserait d'un poste où il paraissait impossible de le forcer.

Lannoi, vice-roi de Naples, avait remplacé Colonne ; Pescaire était accouru à l'armée dès qu'il avait appris la mort de ce général ; le duc de Bourbon ne tarda pas aussi à y arriver, et le duc de Milan vint partager le commandement avec eux. Tous ces principaux chefs étaient jaloux les uns des autres. Et Bonnivet aurait dû profiter de leurs divisions ; mais ce général était trop embarrassé de la position où il se trouvait pour pouvoir s'occuper d'objets qui auraient demandé d'autres talens que les siens pour réussir.

L'amiral avait envoyé Bayard avec deux cents hommes d'armes et quelque infanterie au

village de Rebec, situé entre Pavie, Lodi et Milan, pour intercepter les convois que l'on voudrait conduire à Milan, du Lodessan et de Pavie. Bayard s'était chargé à regret de cette commission; ce village se trouvant trop éloigné du quartier général, on ne pouvait s'attendre à être secouru, si on venait à être attaqué, et la troupe confiée à Bayard était trop faible pour se soutenir dans un poste sans fortification. Ce que Bayard avait prévu arriva; Pescaire, instruit de sa marche sur Rebec, se hâta de s'y rendre avec trois cents chevaux et une nombreuse infanterie, pour l'enlever; ayant choisi la nuit pour mieux réussir dans cette expédition, il avait fait mettre à ses soldats des chemises sur leurs habits pour qu'on pût les reconnaître dans l'obscurité. Arrivé deux heures avant le jour aux gardes avancées, celles-ci prirent la fuite et répandirent l'alarme dans le camp. Bayard était malade, et, quoiqu'il vînt de prendre une médecine, il monta promptement à cheval, y fit monter sa gendarmerie, et ordonna à Delorges de rassembler l'infanterie, et de la conduire à Biagrasso : pour lui, avec une poignée de gendarmes, il fit tête à l'ennemi, et réussit, en sacrifiant tout le bagage, à couvrir, à faciliter la retraite, et à

épargner le sang de ses soldats. On nomma ce coup de main *la camisade*, à cause des chemises que les soldats avaient sur leurs habits; et le nom de camisade est resté à ces sortes d'expéditions nocturnes.

Bayard, qui n'était pas accoutumé à des affronts, ne put pardonner à Bonnivet de lui avoir attiré celui-ci; et cette contestation fit le plus grand tort au général : l'armée s'accoutuma dès-lors, ainsi que le peuple, à le regarder comme un courtisan qui voulait que tout cédât à la faveur.

Cependant l'amiral attendait toujours des renforts sans lesquels il ne pouvait rien entreprendre. Les alliés en avaient reçu un considérable; mais, au lieu d'attaquer l'armée française, ils prirent le parti, bien plus sage, de passer le Tesin, de s'emparer des places au-delà de ce fleuve, afin de lui couper les vivres, et de l'enfermer entre le Tesin et Milan : ils effectuèrent leurs projets, et, en entrant dans la Lomeline, ils s'emparèrent de Gambalo. L'amiral, craignant alors de perdre Vigévano et le reste de la Lomeline, passa promptement le Tesin, plaça son avant-garde autour de Vigévano, et son corps de bataille à Mortare : ce poste était encore très-avantageux pour les

vivres. Les chemins du Mont-Ferrat, du Vercellois, du Novarèse, étaient libres.

Dans cette position, l'armée française n'était qu'à deux milles de celle des ennemis. Bonnivet commit la faute de leur présenter la bataille deux jours de suite; les généraux des alliés eurent la sagesse de la refuser, convaincus que l'armée française, manquant bientôt d'argent et de vivres, se dissiperait d'elle-même. Le duc d'Urbin alla faire le siége de Garlasco: cette place, qui coupait les vivres aux confédérés, fut enlevée par les Vénitiens, après deux assauts où ils perdirent beaucoup de monde.

Le voisinage des deux armées occasionnait des escarmouches qui n'étaient point à l'avantage des alliés; mais ils continuaient d'accumuler des succès plus solides. Ils prirent d'abord Sartirano, vers le confluent de la Sesia et du Pô, dans la Lomeline; remontant ensuite la Sesia, ils s'emparèrent de Verceil. Au moyen de ces deux conquêtes, les Français se trouvaient réduits, pour les vivres, au seul Novarèse, province épuisée et ruinée, et les chemins pour leur retour en France étaient à peu près coupés.

Il restait à l'amiral quelques espérances. Six mille Suisses arrivaient du côté d'Yvrée, où

ils devaient être soutenus par quatre cents hommes d'armes; ils devaient passer la Sesia au-dessus de Verceil, et se jondre à Bonnivet à Novare. Six mille Grisons s'avançaient d'un autre côté, vers les Bergamasques, et devaient se joindre à Lodi au prince Bozzolo, qui les y attendait : de là, ils devaient faire une diversion au-delà de Milan, pour y rappeler les confédérés; et Bonnivet, renforcé par les Suisses, pouvait alors ou inquiéter les ennemis dans leur marche, ou aller joindre le prince Bozzolo, porter la guerre au-delà du Tesin, et tenter de forcer Milan.

Les confédérés, instruits de la marche des Suisses et des Grisons, s'attachèrent à traverser leur jonction : pour empêcher celle des Suisses, leur armée se plaça entre Novare et la Sesia, afin de leur disputer le passage de cette rivière, et de couper de plus en plus les vivres aux Français.

Pour empêcher la jonction des Grisons, Jean de Médicis, à la tête d'un très-fort détachement, repassa le Tesin, marcha aux Grisons, et poussa, pour les inquiéter, des partis jusqu'à leur camp de Cravina, entre l'Adda et le Bembro : ceux-ci, se trouvant ainsi harcelés et privés de cavalerie pour les soutenir, ne recevant

point de paie, reprirent le chemin de leur pays, en se plaignant amèrement des Français.

Après leur retraite, Médicis revint sur le Tesin, où il réussit à briser, vers Bufalora, le pont de bateaux des Français. Ayant ainsi renfermé l'armée française entre le Tesin et la Sesia, il s'assura de n'être point traversé dans la conquête de tout ce qui restait aux Français entre le Tesin et Milan.

La ville la plus importante était Biagrasso : cette place, située sur le grand canal qui portait presque tous les vivres à Milan, interceptait encore une des principales sources de l'abondance de cette capitale. Les batteries furent dressées, la tranchée faite, l'assaut livré, la ville prise en un même jour. On fit de grandes réjouissances à Milan pour la prise de cette place importante, qui assurait leur entière liberté; mais, malheureusement pour les Milanais, en prenant cette ville, ils rapportèrent dans leurs murs les miasmes de la peste qui avait commencé à se faire sentir à Biagrasso, et qui, en moins d'un mois, fit périr plus de cinquante mille Milanais. Ce fléau s'étendit jusqu'au camp des Français, où il fit de grands ravages.

Il venait d'aggraver la déplorable position

de l'armée française, enfermée entre des rivières, pressée par les ennemis, assiégée par la faim, affaiblie par les désertions, désolée par les maladies, lorsque le débordement de la Sesia sur l'autre rive, où se trouvaient les Suisses, vint leur fournir un prétexte plausible de ne pas se joindre à l'armée : s'ils n'avaient pu la mettre en état de se soutenir dans le Milanais, au moins auraient-ils pu faciliter et assurer sa retraite en France. En vain Bonnivet les envoya-t-il presser de se joindre à lui ; ils répondirent durement qu'ils n'étaient point venus pour servir sous lui, mais seulement pour reconduire leurs compatriotes dans leur pays. Ils se plaignirent d'avoir été trompés, n'ayant point trouvé à Yvrée les quatre cents hommes qui devaient les escorter : en conséquence, ils se crurent dégagés de tout.

Ce malheur en occasionna un autre. Dès l'instant où les Suisses, qui mouraient de faim, de maladie et de rage dans l'armée française, virent leurs compatriotes à l'autre bord, ils se débandèrent, et allèrent les joindre : dès-lors, l'amiral se vit contraint de passer la Sesia lui-même, pour tenter de s'enfuir en France par le val d'Aoste. En conséquence, ce général fit jeter un pont entre Romagnano et Gatinara ;

point de paie, reprirent le chemin de leur pays, en se plaignant amèrement des Français.

Après leur retraite, Médicis revint sur le Tesin, où il réussit à briser, vers Bufalora, le pont de bateaux des Français. Ayant ainsi renfermé l'armée française entre le Tesin et la Sesia, il s'assura de n'être point traversé dans la conquête de tout ce qui restait aux Français entre le Tesin et Milan.

La ville la plus importante était Biagrasso : cette place, située sur le grand canal qui portait presque tous les vivres à Milan, interceptait encore une des principales sources de l'abondance de cette capitale. Les batteries furent dressées, la tranchée faite, l'assaut livré, la ville prise en un même jour. On fit de grandes réjouissances à Milan pour la prise de cette place importante, qui assurait leur entière liberté; mais, malheureusement pour les Milanais, en prenant cette ville, ils rapportèrent dans leurs murs les miasmes de la peste qui avait commencé à se faire sentir à Biagrasso, et qui, en moins d'un mois, fit périr plus de cinquante mille Milanais. Ce fléau s'étendit jusqu'au camp des Français, où il fit de grands ravages.

Il venait d'aggraver la déplorable position

de l'armée française, enfermée entre des rivières, pressée par les ennemis, assiégée par la faim, affaiblie par les désertions, désolée par les maladies, lorsque le débordement de la Sesia sur l'autre rive, où se trouvaient les Suisses, vint leur fournir un prétexte plausible de ne pas se joindre à l'armée : s'ils n'avaient pu la mettre en état de se soutenir dans le Milanais, au moins auraient-ils pu faciliter et assurer sa retraite en France. En vain Bonnivet les envoya-t-il presser de se joindre à lui; ils répondirent durement qu'ils n'étaient point venus pour servir sous lui, mais seulement pour reconduire leurs compatriotes dans leur pays. Ils se plaignirent d'avoir été trompés, n'ayant point trouvé à Yvrée les quatre cents hommes qui devaient les escorter : en conséquence, ils se crurent dégagés de tout.

Ce malheur en occasionna un autre. Dès l'instant où les Suisses, qui mouraient de faim, de maladie et de rage dans l'armée française, virent leurs compatriotes à l'autre bord, ils se débandèrent, et allèrent les joindre : dès-lors, l'amiral se vit contraint de passer la Sesia lui-même, pour tenter de s'enfuir en France par le val d'Aoste. En conséquence, ce général fit jeter un pont entre Romagnano et Gatinara;

il s'avança, pendant la nuit, sur les bords de la Sesia. Les Impériaux, très-fatigués par des marches et des contre-marches perpétuelles, auraient voulu passer cette nuit dans leur camp; mais le duc de Bourbon, qui avait eu la plus grande part aux succès de cette campagne, les décida à marcher une partie de la nuit pour se rapprocher de la Sesia, et veiller sur les démarches des Français. A la pointe du jour, l'amiral fit défiler son infanterie sur le pont; il s'était placé à l'arrière-garde, où il soutenait les efforts de l'armée ennemie, lorsqu'il fut mis hors de combat par un coup de mousquet qu'il reçut au bras.

Hors d'état de combattre, l'amiral confia à Bayard, à Saint-Paul et à Vandenesse, le sort de l'armée. *Sauvez-la, s'il est possible*, dit-il à Bayard : il est bien tard; *mais mon ame est à Dieu, ma vie à l'état. Je sauverai l'armée aux dépens de mes jours.* Vandenesse, à qui l'amiral confia l'artillerie, fit, comme Bayard, le serment du sacrifice de ses jours, et tous deux ne tinrent que trop bien parole.

Vandenesse fut tué quelque temps après, sur la place, d'un coup d'arquebuse à croc. Le chevalier Bayard ne tarda pas aussi d'en recevoir un dans les reins : *Jésus, mon Dieu, je suis mort!* s'écria-t-il. Il mourut en effet comme il avait vécu, ses dernières actions portant le caractère de cette simplicité héroïque et chrétienne qui l'avait distingué toute sa vie.[1]

Le comte de Saint-Paul, resté seul chargé de couvrir la retraite, s'en acquitta avec prudence et valeur; il fut secondé par Annebau, le vidame de Chartres, et Delorges : celui-ci, à la tête d'un gros corps d'infanterie qui n'avait point encore passé la rivière, fit faire si à propos une décharge de mousqueterie sur les Espagnols qui pressaient le plus la gendarmerie française, qu'il les fit reculer assez loin pour donner le temps à sa troupe et au reste de l'armée de passer la rivière. Mais Saint-Paul avait commis la faute de confier l'artillerie aux Suisses, qui, rentrant dans leur pays, la laissèrent en-deçà d'Yvrée, où les Impériaux s'en emparèrent.

Contens de voir les Suisses rentrer dans leur pays, et les Français se diriger vers le Pas de Suze pour gagner le Dauphiné, les généraux des confédérés ne songèrent pas à inquiéter l'ennemi dans sa retraite.

Quelque temps avant, le château de Cré-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).

mone s'était rendu faute de vivres; il ne restait plus aux Français que Lodi et Alexandrie, qui, ne pouvant plus être secourus, furent obligés de se rendre.

Ainsi l'évacuation du Milanais par Bonnivet fut encore plus entière que celle de Lautrec; mais, par le crédit excessif de la duchesse d'Angoulême, l'amiral fut gracieusement accueilli par le roi, tandis que Lautrec avait été obligé de justifier sa conduite, et avait eu bien de la peine à y réussir.

Après des fautes aussi graves et aussi multipliées de la part de l'amiral Bonnivet, dans ses deux campagnes en Italie, quel est le lecteur qui en aurait lu les détails ? et qui pourra croire que non seulement quelques historiens ont osé disculper sa conduite, et la trouver peu répréhensible, mais encore que François Ier, en repassant en Italie pour y faire la guerre, ait pensé qu'il était important et avantageux pour lui de s'y faire accompagner par ce même général qui avait marqué chaque jour de son commandement en Italie par des négligences, des inadvertances, des présomptions, ou de graves erreurs?

L'empereur n'avait pas été moins heureux vers les Pyrénées que vers les Alpes; mais il

n'avait pas eu les mêmes succès dans les Pays-Bas.

Cependant Bonnivet battu, les Français chassés de l'Italie, le Milanais arraché à leurs efforts, Sforce couronné, tant de triomphes de la ligue, tant de pertes de la France, ne suffisaient point encore à la haine de l'empereur et à la vengeance de Bourbon; un nouveau traité fut conclu entre eux et le roi d'Angleterre, pour transporter la guerre d'Italie en France, et se partager ce royaume. La plupart des puissances d'Italie, contentes d'avoir assuré la paix de leurs états par l'expulsion des Français, refusèrent d'entrer dans cette nouvelle entreprise. Clément VII prédit dès-lors qu'elle ne servirait qu'à rallumer dans son pays une guerre plus opiniâtre; mais il fit de vains efforts pour en détourner l'empereur : d'ailleurs, les Français voulaient faire oublier leurs défaites, Bourbon voulait venger ses injures, Henri voulait troubler l'Europe, Charles voulait faire des conquêtes.

Aussi l'armée impériale ne tarda-t-elle pas à pénétrer en Provence. Bourbon desirait avancer jusqu'à Lyon; il se flattait d'être reçu à bras ouverts dans ses domaines du Forez, Beaujolais, Bourbonnais, Auvergne, et que la

noblesse, à laquelle il était si cher, se déclarerait en sa faveur, et lui faciliterait la conquête du reste de la France méridionale, tandis que les Anglais et les Flamands réunis soumettraient toutes les provinces septentrionales.

Ce plan, très-beau dans la spéculation, et qui pouvait n'être pas chimérique dans l'exécution, fut détruit par la défiance et l'intérêt particulier.

L'empereur craignit que Bourbon, s'il réussissait à s'emparer de ses domaines, ne fît sa paix en sacrifiant l'armée impériale; il voulut auparavant que l'on prît Marseille. Bourbon y consentit, bien convaincu d'ailleurs de la facilité de cette conquête; il fut trompé dans son attente. Les soldats, les habitans, s'encouragèrent mutuellement à la défense; on fortifia la place avec une promptitude incroyable; on combattait d'une main, on travaillait de l'autre; les femmes même les plus considérables s'exposèrent à tous les périls, et elles travaillèrent, du côté de l'attaque, à des contremines, qu'on nomma la tranchée des dames.

Cependant François Ier, irrité par l'audace de ses ennemis, s'indigna de sa coupable indolence, et prit la résolution de marcher lui-même au secours de Marseille.

Il envoya d'abord en avant Brion et Renzo de Ceré, avec deux cents hommes d'armes et trois mille fantassins; il augmenta ensuite les faibles restes de l'armée que Bonnivet avait ramenée en France, de quatorze mille Suisses, six mille lansquenets, quinze cents hommes d'armes. Tandis que le maréchal de Chabannes s'emparait d'Avignon, le roi s'avançait jusqu'à Salon. Bourbon, voulant prévenir son arrivée, poussa les attaques avec une vigueur extraordinaire; mais, la constance des assiégés rendant tous ces efforts continuellement inutiles, il fallut se résoudre à lever le siége. On prépara donc tout pour la retraite; on croyait n'avoir rien négligé pour la faire en bon ordre, lorsque le maréchal de Chabannes, arrivant inopinément avec quatre cents chevaux, tailla en pièces une partie de l'arrière-garde, et enleva beaucoup de bagages, tandis que Montmorenci, avec un autre détachement, harcelait sans cesse l'ennemi, et le poursuivait jusqu'au-delà de Toulon.

Pendant que l'armée impériale levait le siége de Marseille, et était obligée de se retirer dans la Provence, l'armée navale de l'empereur était battue par une flotte française.

Après de pareils succès, le roi aurait dû

songer à la paix ; mais comment quitter un titre de duc de Milan, pris à l'avénement de la couronne ? comment se voir sur les frontières du Milanais, à la tête d'une armée puissante, sans tenter de nouveau cette fragile et périlleuse conquête ?

En vain les capitaines les plus expérimentés représentèrent que la saison était trop avancée, qu'on ne pourrait former aucune entreprise considérable sans s'exposer à passer l'hiver sous la tente, au milieu des neiges et des eaux ; rien ne put ébranler le roi, et il fallut ou passer pour un lâche, ou prendre le parti de se perdre avec ce prince intrépide et imprudent.

L'armée des Impériaux continuait de marcher vers le Milanais ; Bourbon et Pescaire s'étaient réunis au vice-roi de Naples, qui, pendant le siége, s'était porté à Astie, afin d'assurer la retraite. L'armée française marchait sur leurs traces.

Le roi, pour éviter de commettre la même faute que Bonnivet, marcha droit à Milan. Les Impériaux se hâtèrent de l'y prévenir ; mais à peine Lannoy y entrait par une porte, que le marquis de Saluces paraissait à une autre, à la tête d'un détachement de l'armée française. Le vice-roi voulut alors faire prendre

les armes aux habitans ; mais les ravages de la peste avaient changé cette cité en un vaste désert, où tout représentait l'image de la désolation et de la mort, et où les habitans, consternés, abattus par tant de malheurs, n'étaient plus capables d'une résolution courageuse. Les Espagnols, réduits à eux-mêmes, voulurent défendre les faubourgs, où s'était présenté le marquis de Saluces ; ils furent repoussés. Le vice-roi, ayant appris que le roi, qui était à Vigévano, envoyait un nouveau détachement sous les ordres de la Tremouille, se hâta de quitter Milan, et de se retirer à Lodi. Ainsi les Français, sans beaucoup d'efforts, devinrent possesseurs paisibles de la capitale.

Mais cette capitale, épuisée, affaiblie et ruinée, ne décidait plus, comme autrefois, du sort du duché ; et il restait, pour en être le maître, de plus importantes conquêtes. On proposa le choix du siége de Lodi ou de Pavie ; Lodi rendait maître de l'Adda, Pavie du Tesin. Les anciens officiers opinaient, dit-on, pour le siége de Lodi. L'armée impériale s'y était retirée, à la vérité, mais dans un tel état de dépérissement et de désordre, que sa résistance paraissait impossible. Lodi pris, Pa-

vie, perdant toute espérance d'être secourue, devait tomber d'elle-même avec les autres places du Milanais.

Mais Bonnivet et un autre courtisan nommé Saint-Marsault donnèrent la préférence au siége de Pavie, et, malheureusement, le roi suivit les conseils d'un général que ses sottises réitérées à la guerre auraient dû lui rendre infiniment suspect.

Antoine de Lève commandait dans Pavie; il ne négligea rien pour s'assurer tous les moyens d'une défense la plus opiniâtre.

Tout parut cependant prospérer d'abord aux Français. Les batteries ayant fait une grande brèche au corps de la place, du côté du quartier du roi, on donna l'assaut, on emporta la brèche, et on se crut maître de Pavie; mais on fut bien désabusé en appercevant des retranchemens intérieurs que le commandant de la place avait fait élever, qui se trouvaient imprenables sans le secours de l'artillerie, et étaient hors de son insulte et de sa portée. Il fallut donc abandonner cette première attaque.

On proposa un autre plan relatif à la situation de Pavie. Un des bras du Tesin baigne les murailles de cette ville, de l'ouest au sud, du côté de la Lomeline; un autre bras coule dans

Lomeline même, et se rejoint avec le premier, à un mille au-dessous de Pavie. On proposa de faire couler les eaux du grand canal dans le petit, et, par ce moyen, ayant mis à sec une grande partie des environs de la place, quelques coups de canon devaient suffire pour faire brèche à ces murailles peu fortes et sans défense. On avait adopté ce projet; et déjà on commençait à élever des digues pour arrêter le cours du grand canal, et élargir le lit du petit, lorsque le Tesin, enflé tout à coup par des pluies abondantes, renversa les digues, et fit abandonner le projet.

Le siége alors traîna en longueur; on employa la sape et la mine, et on chercha les moyens d'affamer la place. La lenteur de ces opérations, jointe à l'incertitude du succès, occasionna des inquiétudes et du relâchement dans les esprits. D'un autre côté, l'empereur était attaqué d'une fièvre quarte qui l'empêchait d'agir; le roi d'Angleterre, au lieu de lui fournir les sommes convenues pour la descente en Provence, lui en redemandait qui lui étaient dues, et que l'empereur était dans l'impuissance d'acquitter sur-le-champ. Toutes ces circonstances parurent au pape des conjonctures favorables à la paix. Il proposa d'abord une

trève de cinq ans; François Ier et le vice-roi de Naples en rejetèrent tous deux les conditions avec hauteur.

Le pape ne se rebuta point; il continua sa médiation, mais sans fruit. Une sanglante catastrophe devait terminer cette querelle : au reste, Clément VII, trouvant sans doute alors plus d'avantages à s'unir avec le roi qu'avec l'empereur, chargea l'évêque de Vérone de conclure la paix particulière du saint siége avec la France.

Après la conclusion de ce traité, qui ouvrait la Toscane et les États de l'Église à François Ier, ce prince, se persuadant qu'il n'avait pas besoin de toutes ses forces pour soumettre Pavie, et sachant que le vice-roi de Naples avait transporté presque toutes les troupes de ce royaume dans le Milanais, crut l'occasion favorable pour porter la guerre dans le royaume de Naples, et faire une diversion qui obligerait les Impériaux à diviser leurs forces. En conséquence, il détacha de son armée, pour une expédition aussi inconsidérée, le duc d'Albanie, avec deux cents lances, quatre mille hommes d'infanterie, et quelque artillerie; Renzo de Céré embarqua en même temps à Villefranche, dans le comté de Nice, une nombreuse infanterie, dont le rendez-vous avec le duc d'Albanie était à Livourne.

A la nouvelle de la marche du duc d'Albanie vers Naples, le vice-roi, qui avait laissé le royaume sans troupes et sans défense, voulait se hâter d'y retourner avec les forces qu'il avait amenées de la Lombardie. Le marquis de Pescaire s'y opposa; il représenta l'armée du duc d'Albanie comme trop faible pour une expédition de cette importance, et devant être arrêtée par la moindre résistance des places fortes. Il traita cette expédition de pure ostentation, et il soutint que François Ier feignait de menacer Naples, pour obliger les défenseurs du Milanais à diviser leurs forces. Son avis prévalut; on se borna à faire observer la marche et les démarches du duc d'Albanie, et on s'occupa plus sérieusement de la défense de Pavie.

Les munitions de guerre manquaient dans cette place et dans le camp du roi; on tirait fort peu de part et d'autre; l'attaque et la défense étaient languissantes. Le roi, pour se procurer de l'argent, vendit sa protection au duc de Ferrare 70,000 ducats, dont 50,000 en argent, et 20,000 en munition.

Antoine de Lève était encore plus embar-

rassé dans Pavie que le roi dans son camp. L'argent lui manquait, et les lansquenets, qui composaient la très-grande majorité de la garnison, menaçaient de livrer la ville, s'ils n'étaient payés. Le vice-roi trouva les moyens de lui en faire parvenir, mais en trop petite quantité pour satisfaire les troupes : de Lève se décida alors à faire fondre les vases sacrés et les reliquaires, dont il fit une monnaie pour satisfaire au cas urgent dans lequel il se trouvait.

Mais tous ces moyens eussent été bien infructueux, et l'armée des confédérés eût été obligée de rester dans l'inaction, si le duc de Bourbon n'eût profité du temps où le siége traînait en longueur, pour se rendre auprès du duc de Savoie, ennemi alors de la France par son mariage avec Béatrix de Portugal, sœur d'Isabelle, qui était sur le point d'épouser l'empereur, et n'eût décidé ce prince à lui prêter des pierreries et de l'argent. Avec ce secours, il passe en Allemagne, et, aidé du crédit de l'archiduc Ferdinand, il y lève douze mille lansquenets déjà aguerris et disciplinés. [1] Le capitaine Fronsberg les commandait.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

Avec cette petite armée, Bourbon rejoignit Pescaire et Lannoi à Lodi, et, en augmentant aussi considérablement l'armée des confédérés, tandis que François Ier diminuait la sienne par des diversions imprudentes et déplacées, [1] il lui inspira de la confiance et le desir de marcher pour faire lever le siége de Pavie.

L'armée impériale se trouvait forte alors de dix-sept mille hommes d'infanterie, de sept cents hommes d'armes, et d'autant de cavalerie légère. François Ier croyait avoir treize cents lances et vingt-six mille hommes d'infanterie : il payait en effet son armée sur ce pied ; mais, si l'on en croit les historiens, la majorité des corps étaient incomplets et mal entretenus : d'un côté, les officiers italiens recevaient et prenaient pour eux la paie des soldats qui leur manquaient, et, de l'autre, la négligence intéressée des commissaires secondait cette avare infidélité, tout le monde profitant de l'inapplication du roi pour le tromper. Dès que le roi fut informé que les Impériaux marchaient pour secourir Pavie, il manda les garnisons de la plupart des places qu'il avait dans le Milanais, et fit rejoindre les troupes qui se trouvaient à Savone ;

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

mais, en passant dans l'Alexandrin, elles furent attaquées, battues et dispersées, par Gaspard Maino, gouverneur d'Alexandrie.

En s'avançant vers Pavie, les Impériaux firent attaquer, et enlevèrent le poste de Saint-Angélo, entre Pavie et Lodi ; ils s'assurèrent, par là, de leur communication avec cette place. Le duc de Sforce, qui était dans Crémone, assura celle de cette ville avec l'armée des alliés, en battant un corps français commandé par Pallavicin.

Dans le même temps, Jean de Médicis ayant reçu un coup de feu au talon en repoussant une sortie, on fut obligé de le transporter à Plaisance : des-lors, sa troupe, au nombre de quatre mille, se débanda du moment où elle se vit sans chef.

Enfin, à tant de petits échecs qui minaient en détail l'armée française, à tant de diversions volontaires, vint se joindre celle forcée des Grisons, qui l'affaiblit considérablement encore. [1]

Ces événemens malheureux et multipliés avaient commencé à décourager les Français. Antoine de Lève, au contraire, sachant qu'on

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

venait à son secours, redoublait de courage, multipliait les sorties, épuisait les assiégeans par cent petits combats, tandis que le marquis de Pescaire avait poussé des retranchemens jusqu'à leur camp, et les tenait en alarmes par de continuelles escarmouches, où l'avantage était presque toujours du côté des Impériaux.

On ne pouvait donc plus prendre Pavie sans livrer bataille. On tint un grand conseil à ce sujet : là, tous les officiers le plus expérimentés proposèrent de lever le siége, d'éviter le combat, et de se retirer à Binasco ; ils voyaient les soldats affaiblis, fatigués, découragés, aux prises avec des troupes qui n'avaient essuyé ni les fatigues d'un siége, ni les rigueurs de la mauvaise saison. Chez les Impériaux, ils voyaient l'intérêt de combattre ; ils manquaient d'argent, et ils ne pouvaient se flatter de retenir longtemps les lansquenets, qui ne s'étaient engagés que dans l'espérance d'une bataille prochaine : chez les Français, au contraire, ils voyaient la nécessité d'attendre dans des postes sûrs ce qu'allait devenir ou faire l'armée des alliés. Ce sage délai, en procurant du repos, donnait le temps de recevoir les renforts attendus de la France, de la Suisse et de l'Italie même.

Mais les conseils de la prudence n'étaient pas toujours les plus agréables au roi. Il s'était vanté publiquement, il avait écrit par-tout qu'il prendrait Pavie ou qu'il périrait sous ses murs ; il ne pouvait se résoudre à la prétendue humiliation dé lever le siége. Malheureusement, les Bonnivet, les Marsault, et plusieurs autres courtisans, abondaient dans son sens, et n'eurent pas de peine à lui persuader d'attendre les ennemis dans les retranchemens; ils croyaient concilier la prudence avec la valeur, en profitant contre eux des avantages d'un camp bien assis et bien retranché. Plus malheureusement encore, Bonnivet fut chargé des dispositions de cette fameuse journée.

Le camp du roi fut placé de manière à défendre l'entrée de Pavie, et à donner la main au parc de Mirabel; en sorte que, pour faire pénétrer des secours dans la place, il fallait forcer les retranchemens du camp, ou renverser les murailles du parc, et y pénétrer. Mirabel était, comme la Bicoque, un château bâti dans un parc fort étendu; le duc d'Alençon l'occupait avec l'arrière-garde; l'avant-garde, commandée par le maréchal de Chabannes, et le corps de bataille, commandé par le roi, occupaient le reste du camp, qui dominait sur

la campagne : on avait établi une communication entre le camp et le parc.

Les ennemis approchaient, les escarmouches devenaient fréquentes ; enfin les Impériaux résolurent de pénétrer dans Pavie, par le parc de Mirabel. Si les Français sortaient de leur camp pour défendre le parc, ils perdaient l'avantage de leur position et on était décidé à leur livrer bataille; s'ils restaient dans leur camp, on se flattait, en portant toutes ses forces sur le parc, d'enlever aisément le quartier du duc d'Alençon et de jeter des secours dans la place. Telle était la situation des deux armées, quand le roi reçut une lettre de son ambassadeur à Rome, qui lui écrivait de la part du pape, de ne point exposer une conquête infaillible, aux hasards d'une bataille que les ennemis seuls avaient intérêt de livrer : il l'avertissait, comme ses généraux l'avaient déjà fait dans le conseil, que l'armée des Impériaux était prête de se disperser faute d'argent, et que Pavie ne pouvait plus tenir : mais ces sages avis, déjà rejetés dans le conseil, ne pouvaient prévaloir; le roi n'écoutait rien, il resta dans son camp et attendit les ennemis.

Il ne les attendit pas long-temps; la nuit du

23 au 24 février, après avoir fait mettre des chemises aux soldats par-dessus leurs armes, pour qu'ils se reconnussent dans l'obscurité, les ennemis s'avancèrent, une partie vers le parc de Mirabel, tandis que l'autre simulait deux attaques, appuyés du feu continuel de leur artillerie.

A la faveur du bruit, de l'obscurité et des fausses attaques, les Français ne s'apperçurent point du travail des pionniers qui sapaient les murs du parc, là où devait se faire la principale attaque.

Deux heures avant le jour, les sapeurs avaient réussi à renverser quarante ou cinquante toises des murs du parc par où entrèrent trois mille arquebusiers espagnols, avec quelques chevaux-légers; ils étaient suivis d'un bataillon de quatre mille lansquenets et espagnols de vieilles bandes, de trois autres bataillons, deux espagnols, le troisième lansquenet, ayant sur chacune de leurs ailes deux grosses troupes de gendarmerie.

Déjà le jeune marquis de Gaste, cousin de Pescaire, avait forcé l'épée à la main, et surpris la garnison du château de Mirabel. Déjà même un détachement de sa troupe était aux portes de Pavie. Mais Brion avait eu le bon-

heur de le battre et d'empêcher la communication. D'un autre côté, Galliot de Genouillac, ayant dirigé son artillerie sur la brèche où d'abord étaient entrés les Espagnols, et par où les troupes qui les suivaient voulaient pénétrer, les mit dans le plus grand désordre, en forçant les soldats de se précipiter les uns sur les autres, pour gagner un vallon où ils pussent être à couvert de cette foudroyante artillerie.

Cependant le roi, s'imaginant que tous les efforts des ennemis allaient se porter sur le château de Mirabel, sortit à la hâte de son camp, et déploya sa gendarmerie devant le parc; mais au lieu de se borner à faire reprendre le château, à achever la défaite du détachement que Brion venait de battre, et à laisser aux batteries de Genouillac, qui déjà avait si bien réussi, le soin de défendre la brèche et d'en fermer le passage aux Impériaux, ne pouvant voir de sang froid les ennemis s'ébranler et annoncer les apparences d'une défaite prochaine, son courage l'emporta, il sortit du parc, se répandit dans la campagne avec sa gendarmerie, et rendit inutile son artillerie par cette démarche imprudente et inconsidérée.

Dès que les troupes des alliés se sentirent à l'abri du canon, elles se rallièrent prompte-

ment, et Bourbon avec ses Allemands, Pescaire avec ses Espagnols, Lannoi avec ses Italiens, s'avancèrent pour envelopper le roi, tandis que le marquis de Gaste, d'un côté, revenait attaquer les Français par derrière, et, de l'autre, qu'Antoine de Lève, faisant une sortie vigoureuse avec toute sa cavalerie, secondait puissamment les efforts des alliés.

Le maréchal de Chabannes avec l'arrière-garde, le duc d'Alençon avec l'avant-garde, voyant l'affaire entamée en pleine campagne, accoururent au secours du corps de bataille et lui formèrent deux ailes. Le maréchal de Chabannes à l'aile droite, le duc d'Alençon à l'aile gauche, les bandes noires réduites à cinq mille hommes, vinrent se placer entre l'aile droite et le corps de bataille : entre celui-ci et le duc d'Alençon était un corps d'environ huit ou dix mille Suisses; ces deux troupes étaient à portée d'être soutenues et par la gendarmerie qui formait le corps de bataille, et respectivement par la cavalerie de chaque aile. L'armée des Impériaux était divisée en une multitude de corps particuliers prêts à se porter par-tout et à s'entre-secourir; ainsi furent changées toutes les premières dispositions; ainsi le courage inconsidéré du roi rendit inutiles la bonté de la

position de son camp, la force du parc de Mirabel et les effets terribles de son artillerie, qui déjà avait commencé de lui assurer la victoire.... ainsi, en perdant tous ces avantages, François Ier augmenta la supériorité de l'armée des alliés, qui dès cet instant dûrent compter sur la victoire.

Mais, pour assurer davantage leurs succès, ils se décidèrent à porter leurs efforts principalement contre le corps de bataille et l'aile droite, en négligeant l'aile gauche.

Bourbon, à la tête de ses Allemands, se porta contre les bandes noires; Pescaire marcha contre le corps de bataille; Castaldo, son lieutenant, attaqua l'aile droite avec un corps de cavalerie napolitaine.

Les bandes noires soutinrent d'abord le choc des Allemands avec un courage mêlé de désespoir, mais le combat ne put être long-temps égal entre deux troupes si inégales en nombre; et Bourbon assura leur défaite, en profitant du plus grand front de sa troupe pour la faire replier aux deux extrémités, prendre par ce moyen les bandes noires sur les deux flancs, les mettre hors d'état d'aucune résistance, les écraser alors et les détruire entièrement.

Après cette victoire, l'aile droite, déjà fort

affaiblie, pour avoir enfoncé deux fois le corps de cavalerie qui l'attaquait, se trouvant entièrement séparée du corps de bataille, fut attaquée par les lansquenets, auxquels se joignit la cavalerie napolitaine que Castaldo avait ralliée; dès-lors le maréchal de Chabannes, accablé par la multitude, vit sa troupe se dissiper, et prendre la fuite sans pouvoir la retenir.

Le roi faisait des prodiges d'une valeur chevaleresque au corps de bataille. La gendarmerie, secondée des Suisses, avait enfoncé et dissipé l'infanterie italienne, qui s'était présentée la première pour l'attaquer; Pescaire, l'ayant remplacée avec ses Espagnols, arrêta leurs progrès : mais, en même temps qu'il se présentait de front, quinze cents arquebusiers basques, d'une agilité extrême, et formés depuis longtemps à cet exercice, s'approchaient, en tirailleurs, des rangs les plus serrés de la gendarmerie française, y faisaient leurs décharges, et disparaissaient tout à coup; ils allaient recharger à l'abri du danger, et revenaient occasionner de nouveaux ravages au milieu d'une troupe qui ne pouvait qu'à peine les voir, et jamais les atteindre. Le roi crut donner moins de prise à leurs décharges, en faisant ouvrir les rangs et les files de sa cavalerie; le mal en

devint plus grand. Les Basques se mêlèrent alors dans les rangs, choisirent ceux qu'ils voulaient frapper, préférèrent les officiers, et, en moins d'une heure, détruisirent une grande partie de la gendarmerie.

Tandis que toute cette généreuse noblesse mourait ainsi pour son roi, le duc d'Alençon, au lieu de marcher à son secours avec l'aile gauche, épouvanté de la défaite de l'aile droite et du désordre du corps de bataille, fait sonner la retraite. Les Suisses, qui comptaient sur la cavalerie de cette aile pour être soutenus, croyant, en la voyant se retirer, qu'on veut les sacrifier à la haine des lansquenets qui marchaient alors contre eux, sont saisis de frayeur, et prennent la fuite.

Après la défaite de l'aile droite, la défection de l'aile gauche, la destruction des bandes noires et la défaite des Suisses, tout ce qui avait pu échapper, et à qui il restait du courage et de l'honneur, était venu se ranger autour du roi, où l'on se défendait encore, et où ne tardèrent pas de se porter tous les différens corps ennemis, sur-tout celui de Bourbon, auquel jusqu'alors on n'avait pu résister, et qui acheva de déterminer la victoire par une charge générale qui rompit et ouvrit la gendarmerie en

six endroits, sans lui laisser aucune possibilité de se rallier.

Cependant le roi combattait encore, et combattit le dernier dans cette journée. Toute la noblesse qui l'avait entouré était morte à ses côtés ; il avait devant lui un rempart de Français et d'ennemis, morts ou mourans : tous ceux qui osaient franchir cette barrière payaient de leur vie leur témérité, lorsque son cheval, percé d'une balle, tomba mort, et se renversa sur lui en l'entraînant dans sa chûte. Tous les soldats espagnols et allemands s'approchèrent alors à l'envi ; mais le roi, quoique blessé en deux endroits à la jambe, épuisé par le sang qui sortait d'une blessure au front, froissé et presque écrasé par sa chûte, eut encore la force de se dégager, et le courage de se relever pour combattre à pied, et tuer quelques ennemis : il allait se faire tuer lui-même, lorsque Pomperant, ce gentilhomme qui avait accompagné le duc de Bourbon dans sa fuite, ayant reconnu le roi, pénètre jusqu'à lui, se jette à ses pieds, le conjure de céder au sort qui trahissait sa valeur, et lui propose de se rendre au duc de Bourbon. François Ier frémit à cette proposition ; il demande le vice-roi de Naples, on le fait venir. Le roi lui remet son épée ; Lannoi

la reçoit à genoux, lui baise la main, et lui donne une autre épée : il le fait ensuite conduire dans son camp, pour faire panser ses plaies. Ce fut là où il écrivit à sa mère ce billet si remarquable, et malheureusement trop vrai : *Madame, tout est perdu, fors l'honneur.* [1] Des frontières dégarnies, la consternation dans tous les ordres du royaume, la désunion dans le conseil de la reine régente, le roi d'Angleterre menaçant d'entrer en France, formaient un concours de circonstances qui ne justifiaient que trop les expressions de François Ier.

Dès qu'il fut en état de marcher, on le conduisit au château de Pizzighitone, sous la garde du capitaine Alarcon ; il devait rester dans ce château jusqu'au retour des courriers qu'on avait envoyés en Espagne pour prendre les ordres de l'empereur.

François Ier ne fut pas le seul roi qui perdît la liberté à la bataille de Pavie. La fortune de l'empereur fit encore tomber entre ses mains Henri d'Albret, roi de Navarre ; mais il eut le bonheur d'échapper du château de Pavie, où on l'avait enfermé. [2]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

On ne saurait faire connaître ici tous les officiers de distinction qui périrent ou furent faits prisonniers dans cette journée si malheureusement mémorable; nous nous contenterons de citer l'amiral Bonnivet. Celui-ci, pénétré sans doute de désespoir du mauvais effet de ses conseils, toujours si pernicieux, après avoir fait de vains efforts pour arracher le roi au péril qui le menaçait, se lança sur le bataillon des lansquenets, et, s'exposant sans mesure à tous les coups d'épées et de piques, il se vit bientôt délivré de l'horreur de vivre.

Théodore, Trivulce et Chaudion, qui étaient restés pour la garde de Milan avec deux mille hommes, ayant appris la ruine entière de l'armée française, et sentant l'impossibilité de défendre la capitale du Milanais, voulurent du moins sauver la garnison; ils sortirent de la place, allèrent passer le Tesin vers sa source, et traversèrent les états du duc de Savoie, qui n'osa pas leur refuser le passage. Les garnisons françaises avaient été rappelées de toutes les autres places du Milanais, avant la bataille; ainsi ce duché se trouvait entièrement évacué. En poursuivant la garnison de Milan, les Impériaux prirent Montcarlier, Raconis et Carmagnole, dans le Piémont, afin d'obliger le

duc de Savoie à se déclarer ouvertement pour l'empereur; ils s'emparèrent aussi des états du marquis de Saluces, pour le punir de son attachement à la France.

Ainsi les fautes sans nombre du roi, de quelques-uns de ses généraux et de ses courtisans, lui donnèrent le chagrin d'être chassé de l'Italie pour la troisième fois, d'être conduit prisonnier à Madrid, de voir détruire la gendarmerie française, les bandes noires, et d'être témoin de la mort de tous les capitaines formés sous les deux rois ses prédécesseurs.

La première faute, la plus grave sans doute, celle qui entraîna toutes les autres, fut, après la levée du siége de Marseille, d'avoir voulu suivre les alliés en Italie, et reconquérir le duché de Milan.

La seconde faute, qui tient aux conseils donnés par la flatterie et l'incapacité de Bonnivet, fut d'avoir assiégé Pavie, au lieu de Lodi. En attaquant cette dernière place, c'était attaquer l'armée entière des alliés; c'était la paralyser, lui ôter tous les moyens d'agir, et, si l'on réussissait, s'assurer sur-le-champ de la conquête du Milanais, et probablement des moyens pour attaquer le royaume de Naples.

La troisième faute fut l'envoi du duc d'Al-

banie et de Renzo de Ceré vers la Toscane, pour pénétrer ensuite dans le royaume de Naples. C'était affaiblir l'armée dans le moment où, au contraire, elle aurait dû être renforcée; c'était découvrir ses intelligences avec le pape, et tout cela dans la seule supposition très-douteuse d'effrayer le vice-roi de Naples, et de le décider à quitter l'armée pour retourner, avec ses troupes, défendre les états dont la garde lui était confiée.

La faute d'envoyer le marquis de Saluces, avec cinq mille hommes, pour s'emparer de quelques places de la rivière de Gènes, ne fut pas moins grave. En effet, en réunissant ces différentes troupes, conduites par ces officiers à des expéditions lointaines dans un moment très-peu propice, le roi aurait formé une armée d'environ quinze mille hommes d'infanterie et mille chevaux, qui aurait été destinée à observer l'ennemi dans Lodi, si l'on s'était obstiné au siége de Pavie; à le harceler, à intercepter ses convois, à lui couper les vivres, à prendre quelques places, et sur-tout à lui ôter l'envie d'oser marcher sur Pavie pour y porter des secours et y attaquer le roi.

La quatrième faute fut de continuer le siége quand on fut obligé de se convaincre qu'il

traînait en longueur, et de s'obstiner à vouloir soumettre la place par une espèce de blocus.

La cinquième faute fut d'attendre les ennemis dans les retranchemens. La maxime militaire est qu'une armée qui fait un siége, ne doit jamais attendre dans ses lignes une armée qui vient l'attaquer. Le camp était sans doute dans une position fort heureuse, et d'un très-difficile abord; mais il ne servait pas d'appui et de défense au parc de Mirabel, que l'on a fort mal à propos comparé à celui de la Bicoque. Là, toute l'armée de Colonne était renfermée; le parc était entouré et défendu par de larges fossés; le général en avait augmenté les défenses naturelles par des cavaliers garnis d'artillerie, et s'opposant au passage du fossé: ici, au contraire, le parc de Mirabel ne contenait que l'aile gauche de l'armée; il n'était défendu que par de simples murailles, qui n'étaient point défendues elles-mêmes, puisque les pionniers impériaux purent, sans obstacle, en faire tomber cinquante toises, par où entrèrent les Espagnols. Aussi le roi commit-il une sixième faute en sortant de son camp, avec sa gendarmerie, pour repousser les ennemis qui avaient pénétré dans le parc, et s'étaient déjà emparés du château de Mirabel: dès que

l'on eut connu les effets terribles et si heureux de l'artillerie, il fallait se borner à envoyer quelques bataillons suisses pour seconder Brion, et l'aider, après qu'il eut battu le détachement ennemi qui voulait pénétrer dans la place, à reprendre le château de Mirabel, et à finir d'écraser la troupe de Dugaste, qui se trouvait dans le parc, enfermée et séparée du gros de l'artillerie.

La septième faute, qui aggrava toutes les autres, et assura une victoire si complète à l'ennemi, fut la sortie du roi du parc de Mirabel, sous le prétexte d'achever la défaite des alliés. Dès-lors, l'artillerie fut rendue inutile, les Impériaux rassurés, les plans d'attaque et de défense entièrement changés, tous les moyens pour repousser les ennemis devenus nuls, l'armée française livrée aux idées particulières de chacun de ses chefs, forcée de prendre un ordre de bataille qui n'avait point été combiné, et dans lequel on fit nécessairement des fautes assez graves. Ainsi, par exemple, le corps de bataille fut entièrement composé de cavalerie, et à chacune de ses ailes on plaça deux corps d'infanterie à peu près isolés; les Suisses à l'aile gauche, et les bandes noires à l'aile droite : mais le parti pris par le duc de Bourbon de se

porter particulièrement contre les bandes noires, et de profiter de la supériorité de sa troupe pour les envelopper et les écraser, prouve que ce corps était isolé, et point assez soutenu par l'aile droite, ni par le centre. Ce corps, mieux lié aux deux autres, n'aurait pas pu être enveloppé; soutenu par eux, et les soutenant à son tour, le duc de Bourbon n'aurait pas eu un succès aussi prompt et aussi entier, succès d'où se suivit la perte totale de la bataille.

L'infanterie suisse n'était pas mieux liée au centre et à l'aile gauche; si elle l'avait été, jamais les arquebusiers basques n'auraient pu réussir à fatiguer la gendarmerie française, à la harceler, et enfin à la détruire.

La huitième faute enfin fut d'avoir laissé dans l'inaction l'aile gauche, dès que l'on fut convaincu que les ennemis portaient leurs principaux efforts sur l'aile droite et le centre. Il fallait faire manœuvrer l'aile gauche pour prendre en flanc les troupes italiennes et espagnoles qui attaquaient le corps de bataille; peut-être aurait-on dû aussi en détacher une partie pour aller secourir et soutenir l'aile droite : dès-lors, le duc d'Alençon n'aurait pu penser à fuir, et les Suisses, ne se croyant pas trahis, n'auraient pas songé à abandonner le champ de bataille.

Tandis que les Français étaient repoussés de l'Italie, ils avaient en Picardie, sur les Impériaux, quelques avantages qu'ils achetaient par la perte irréparable du brave Pont-Dormi.

Cependant, après le désastre de François Ier, Charles-Quint négligea de suivre sa fortune. Il aurait dû entrer en France, et venir profiter de la victoire de ses généraux en Italie; il resta oisif en Espagne : il aurait dû prendre le Milanais pour lui, et il en vendit l'investiture à François Sforce. D'un autre côté, le roi d'Angleterre, au lieu de se réunir à lui pour démembrer la France, devint jaloux de sa grandeur, et traita avec la régente. Enfin la prise de François Ier, qui devait faire naître de si grandes révolutions, ne produisit guère qu'une rançon, avec des reproches, des démentis, des défis formels et inutiles, qui mêlèrent du ridicule à ces événemens terribles, et qui semblèrent dégrader les deux premiers personnages de la chrétienté.

Le transport de François Ier hors de l'Italie avait donné des craintes à toutes les puissances de cette contrée. Les troupes impériales étaient payées, contentes et victorieuses; rien ne pouvait leur résister : elles pouvaient courir du Milanais au royaume de Naples, et d'une

mer à l'autre, sans rencontrer aucun obstacle.

Jérôme Morron, toujours plus zélé pour la grandeur de François Sforce, son maître, voyait avec douleur la dépendance dans laquelle l'empereur le retenait, et la dureté des conditions qu'il lui imposait. Il crut que les Français, ne devant plus s'occuper de la conquête du Milanais, pouvaient devenir des alliés utiles à Sforce, et que c'était désormais à l'empereur qu'il fallait résister; il forma, d'après ces réflexions, un projet digne de son génie; il voulut rassembler, dans une ligue contre l'empereur seul, la France, l'Angleterre, le pape, les Florentins, les Vénitiens, et Pescaire lui-même.

Ce plan hardi embrassait le projet de la liberté de l'Italie, si cher au pape Jules et à Léon X, mais trop vaste pour Clément VII. Les Français ne devaient rien posséder en Italie, les Espagnols devaient en être chassés, Sforce devait être seul paisible possesseur du Milanais; Pescaire, pour prix de sa perfidie, devait avoir le royaume de Naples, dont le pape lui aurait donné l'investiture.

Pescaire fut le premier que Morron crut devoir sonder sur ce projet; il parut l'approuver, et on crut pouvoir compter sur lui. Le pape

entra aussi dans la ligue, et y entraîna les Florentins ; les Vénitiens y entrèrent de même avec empressement.

La ligue traita en même temps avec la France ; la régente s'engagea à fournir des troupes et de l'argent.

Mais Pescaire, sur lequel on croyait pouvoir compter, trahit, dit-on, et la ligue et l'empereur : heureusement, au moment où Sforce allait en être la victime, Pescaire mourut à l'âge de trente-six ans.

Au bruit de cette mort, la ligue se ranima. La régente assura de nouveau cinq cents lances et 40,000 ducats par mois, qui seraient employés à soudoyer les Suisses ; elle promit, en outre, de porter la guerre sur les frontières d'Espagne, pour empêcher l'empereur de porter des secours en Italie. Les Vénitiens commencèrent à s'ébranler, le pape même ne fut plus autant effrayé ; le duc de Ferrare, à la sollicitation des Vénitiens, consentit aussi d'entrer dans la ligue ; enfin François Ier, au sortir de sa prison de Madrid, y accéda le 22 mai 1526. C'était dans la ligue que résidait le seul espoir de la délivrance des princes ; le roi s'y livra tout entier. Dans l'origine, elle n'avait été qu'une conjuration ; elle prit alors une forme

plus légitime, et s'appela ligue sainte, parce que le pape en était le chef : on y fit aussi entrer les Suisses pour avoir leurs soldats, et le roi d'Angleterre pour avoir son argent. [1]

L'expédition la plus pressée était celle de marcher au secours du duc de Milan, sur qui s'acharnait toujours la vengeance de l'empereur. Il ne restait plus au malheureux Sforce que les châteaux de Crémone et de Milan ; Pescaire avait envahi tout le reste. Après la mort de ce général, Antoine de Lève et le marquis de Gaste vinrent reprendre les opérations du siége de Milan avec la plus grande vivacité. Quelques soldats s'y défendaient encore avec leur duc, pour l'arracher, pour s'arracher eux-mêmes aux cruelles barbaries des Espagnols : les confédérés ne pouvaient donc faire de trop prompts efforts pour le dégager.

Les puissances d'Italie, comme plus voisines du mal et du remède, s'ébranlèrent les premières. Les troupes du pape, des Florentins et des Vénitiens, s'avancèrent lentement vers Milan ; mais l'irrésolution et l'incertitude régnaient dans l'armée, et plus encore dans les cabinets des princes. Les hostilités languis-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

saient, les négociations étaient ouvertes partout; la défiance et le défaut de concert traversaient toutes les démarches.

Cependant la même fortune qui avait mis un roi dans les fers de l'empereur, en 1525, fit encore, en 1527, le pape Clément VII son prisonnier, sans qu'il le prévît, sans qu'il y eût la moindre part. Ce même duc de Bourbon, si fatal à François Ier, le fut de même à Clément VII. L'empereur l'avait envoyé commander dans le Milanais une armée d'Espagnols, d'Allemands et d'Italiens, avec lesquels il venait enfin de prendre le château de Milan; mais cette armée victorieuse était mal payée, et manquait de tout. Bourbon, se trouvant absolument sans ressource, ayant distribué sa vaisselle, ses meubles, ses habits, proposa à ses capitaines et à ses soldats d'aller piller Rome pour leur solde, comme autrefois les Hérules et les Goths avaient fait ce voyage; ils y consentirent, et y marchèrent, malgré une trêve signée entre le pape et le vice-roi de Naples. On escalade les murs de Rome, Bourbon est tué en montant à la muraille, le 5 mai 1527;[1] mais Rome est prise, saccagée, comme elle le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

fut par Alaric, et le pape, réfugié au château Saint-Ange, y est prisonnier.

A cet ennemi de la France succéda un autre ennemi non moins terrible pour elle, et aussi implacable; Philibert, dernier prince d'Orange.[1] Ce fut lui qui, à la mort du duc de Bourbon, dont il fut le témoin, se trouva chargé de l'exécution de son entreprise. Les soldats retrouvèrent en lui le cœur et la tête du général qu'ils venaient de perdre.

Cependant le pape actuellement sous la garde d'un capitaine espagnol, les deux fils de France encore au pouvoir de l'empereur, le Milanais arraché aux Sforce, le patrimoine de saint Pierre enlevé à ses successeurs, l'Italie entière asservie ou menacée, tous ces événemens rendaient l'empereur tellement redoutable, que la ligue fit enfin, mais trop tard, de véritables efforts.

Pendant que l'empereur et François Ier se couvraient de ridicule par des défis et des cartels, l'armée impériale, répandue dans Rome et dans les environs, s'affaiblissait insensiblement par les ravages de la peste; les restes de la vieille armée de la ligue, commandée par le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

duc d'Urbin et par le marquis de Saluces, faisaient des courses et des fautes dans l'Ombrie; Lautrec, après avoir passé les Alpes vers la fin de juillet 1527, à la tête d'une armée d'environ mille hommes d'armes et de vingt-six mille fantassins, faisait des conquêtes dans le Milanais, où il avait en tête Antoine de Lève, avec fort peu de troupes.

Il semble qu'on eût dû d'abord courir à Rome pour délivrer le pape, en apparence le principal objet de la guerre; mais Sforce, pour qui on devait conquérir le Milanais, et les Vénitiens, qui desiraient de voir, avant tout, ce duché enlevé à l'empereur, obtinrent de Lautrec qu'il s'arrêterait en Lombardie.

Ce général pénétra dans l'Alexandrin, où il prit Bosco et Alexandrie : cette place fut remise au duc de Sforce, au grand mécontentement de Lautrec, qui voulait en faire, avec raison, une place de sûreté en cas de retraite, et un rendez-vous pour les troupes qui arriveraient de France.

Pendant ces opérations, César Frégose, à la tête d'un détachement de l'armée française, avait surpris Gènes, dont le gouvernement fut confié au maréchal Théodore Trivulce.

Antoine de Lève venait de battre Medequin;

deux places importantes demandaient tous ses soins, Milan et Pavie. Milan était trop vaste pour le peu de monde aux ordres d'Antoine de Lève, Pavie était trop dépourvue de vivres; de Lève se détermina pour Milan.

Cependant Lautrec poursuivait ses conquêtes. Il prit Vigévano, s'empara de toute la Lomeline, jeta un pont sur le Tesin, prit Biagrasso, et, marchant ensuite droit à Milan, confirma de Lève dans l'opinion qu'il avait eu raison d'avoir préféré Milan à Pavie : mais tout à coup Lautrec, tournant au levant, se présente aux portes de cette dernière place. La brèche est bientôt faite, Pavie est emportée d'assaut : la garnison eut le temps d'échapper et de rompre le pont; mais la ville fut livrée au pillage.

Tout réussissait alors à la ligue, et bientôt le duc de Sforce allait être entièrement maître du Milanais. Cependant le chef de la ligue était toujours accablé de douleurs, environné de périls, et prisonnier au château Saint-Ange : d'un autre côté, Milan, sans garnison, sans argent, sans vivres, devait ouvrir ses portes au moment où l'on s'y présenterait. Si, au contraire, on quittait le Milanais, de Lève s'y fortifierait, et ne pourrait plus en être chassé.

Lautrec se décida à satisfaire les deux partis ; il laissa au duc de Sforce ses troupes, avec celles des Vénitiens, pour achever la conquête du Milanais, et il marcha au secours du pape avec le reste de l'armée. Dès qu'Antoine de Lève fut instruit de cette résolution, il sortit de Milan pour forcer les postes qui gênaient l'arrivée des subsistances dans cette place ; il se présente devant Biagrasso, il s'en empare, et il se préparait à reprendre toute la Lomeline, lorsque Lautrec, qui s'était arrêté à Plaisance et à Bologne, on ne sait pourquoi, instruit de ses desseins, détacha cinq ou six mille fantassins sous la conduite de Pierre de Navarre, qui reprit Biagrasso et resserra de Lève dans Milan.

Lautrec s'avançait toujours vers l'état de l'Église. Dès les premiers jours de son entrée en Italie, l'empereur avait songé à délivrer le pape, et à se donner tout l'honneur de cette délivrance ; mais l'empereur exigeait que le pape payât ce qui était dû à l'armée impériale, et qu'il s'engageât à ne plus s'allier avec ses ennemis.

Dans ces conjonctures, la conduite de Clément fut très-adroite ; il promit beaucoup à l'empereur, fit assurer secrètement Lautrec qu'il ne tiendrait aucune des promesses qu'il

ferait, sut mettre le fameux Morron dans ses intérêts, et se réconcilia avec son plus furieux ennemi, le cardinal Pompée Colonne.

Lautrec avançait toujours sans obstacle. L'empereur envoya de nouveaux ordres pour mettre le pape en liberté ; mais le pape les prévint : le malheur avait augmenté ses défiances ; tout lui était suspect. A l'entrée de la nuit du 8 au 9 décembre 1527, il sortit du château Saint-Ange, déguisé en marchand ; quelques arquebusiers l'accompagnèrent jusqu'à Monté-Fiascone, d'où il gagna Orviette, où il arriva la nuit, presque seul, et sans être accompagné d'aucun des cardinaux.

Le pape, arrivé à Orviette, écrivit à Lautrec pour le remercier d'avoir contribué à sa délivrance, et il offrit sa médiation pour la paix à toutes les puissances ennemies ; il s'ensuivit quelques négociations infructueuses, qui ne firent que rendre la guerre plus animée.

Lautrec résolut de la porter dans le royaume de Naples ; les Impériaux, débarrassés du soin gênant de garder le pape, s'y étaient retirés, et se livrèrent entièrement au soin de le défendre. La marche de Lautrec était pénible ; elle se faisait au milieu d'un hiver très-rigoureux : plus de trois cents hommes de son armée

moururent de froid, sous ses yeux, dans l'Abruzze. Arrivé dans la Capitanate, il partagea son armée en plusieurs corps, pour la commodité des vivres. Le prince d'Orange, en ayant été averti, vint pour les couper; Lautrec, voyant son dessein, se hâta de réunir son armée à Lucera. Le prince d'Orange voulut en vain s'y opposer.

Après leur jonction, les Français allèrent chercher les Impériaux dans leur camp de Troia; mais il était trop fort pour oser les y attaquer. En vain Lautrec tourna autour du camp, l'insulta par son artillerie; rien ne fut capable d'émouvoir les Impériaux. Enfin, la nuit qui suivit l'arrivée des bandes noires qui étaient venues augmenter la force de l'armée française, les Impériaux, prévoyant qu'ils seraient attaqués, se retirèrent sans bruit, et allèrent droit à Naples.

Les avis furent alors partagés dans l'armée française. Les uns voulaient suivre celle des Impériaux vers Naples, dans l'espérance que ces derniers n'y seraient pas reçus; les autres voulaient que l'on commençât par s'emparer des principales places du royaume : alors, Naples tombant d'elle-même, les troupes qui s'y seraient renfermées seraient obligées de se rendre à discrétion. On s'en tint à ce dernier parti.

L'armée tira alors vers la Basilicate; Pierre de Navarre prit Melphe, un autre détachement prit Venuse. Après la prise de ces deux places, la plupart des autres ouvrirent leurs portes; Manfredonia, sur la mer Adriatique, et Goëte, sur l'autre mer, firent seules quelque résistance. Il ne resta plus enfin à réduire que la capitale : c'était le plus difficile.

Les vivres, il est vrai, pouvaient bientôt manquer, et la division se mettre parmi les chefs. D'ailleurs, à peine les Français parurent-ils à la vue de Naples, que tout sembla leur être favorable; il se livra diverses escarmouches, dans lesquelles ils eurent presque toujours l'avantage.

Enfin Naples fut investi. Le siége contre une armée entière qui défendait la ville, parut dangereux et meurtrier, son succès incertain : le blocus semblait présenter des chances plus heureuses; il était déjà presque tout formé du côté de la terre, par la prise de toutes les places situées autour de Naples. Pour resserrer davantage la ville, et couper tous les convois qui pourraient venir de terre, on construisit divers forts, dont l'attaque et la défense donnèrent lieu à des combats assez violens.

Cependant c'était en vain que, du côté de la terre, tant de places conquises, tant de forts construits, tant de précautions prises, fermaient le passage aux vivres; c'était en vain que Lautrec avait étendu ses quartiers jusqu'à un demi-mille de la place, pour la priver de la commodité des aqueducs de Poggio-Realé, si le port par où Naples recevait des vivres restait libre, ainsi que la mer. Cependant l'escadre française n'était pas suffisante pour bloquer entièrement ce port, et les Vénitiens, qui auraient dû envoyer leurs galères pour compléter le blocus, préférèrent les occuper à la prise de Polignano, de Brindes et d'Otrante.

Cette conduite intéressée des Vénitiens commença de nuire à la cause commune, et la conduite de François Ier envers André Doria[1] vint ôter tout espoir de succès, et occasionner la perte du royaume de Naples, ainsi que celle d'une armée victorieuse.

La mésintelligence entre André Doria et Renzo ayant fait abandonner une entreprise sur la Sardaigne,[2] Doria se retira à Gènes, où il préféra de rester dans l'inaction, et de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

confier à Philipin, son neveu, le commandement des galères qui devaient bloquer le port de Naples.

Le vice-roi de cette ville avait entrepris de surprendre cette flotte, ou de l'attaquer à force ouverte. Le combat s'était livré dans le golfe de Salerne;[1] il avait été extrêmement meurtrier de part et d'autre, mais la victoire avait été entière. De six galères des Impériaux, deux étaient prises, deux avaient été submergées; les deux autres, très-maltraitées, avaient regagné avec bien de la peine le port de Naples. Cependant une pareille victoire, qui semblait devoir entraîner la réduction de cette ville, accéléra la ruine des Français.

Lautrec voulut envoyer en France les prisonniers les plus importans faits dans le combat de Salerne. Philipin Doria eut ordre de les y conduire; mais, arrivé à Gènes, André Doria les retint, et protesta qu'il ne les rendrait que lorsqu'il aurait été dédommagé par la cour de France de la rançon du prince d'Orange, et de celle de Moncade, qu'il avait fait prisonnier dans un combat naval.

A cette nouvelle, le conseil du roi avait été

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

saisi d'indignation, et, n'ayant vu dans le procédé de Doria qu'un excès d'insolence, un attentat criminel, malgré les remontrances de Dubellay Langey,[1] François Ier, poussé par ses courtisans, ôta à Doria le commandement des galères, pour le confier à Barbesieux, qui reçut l'ordre d'aller se mettre à la tête des galères françaises et génoises, et de s'assurer d'André Doria; mais, l'ayant trouvé prévenu et instruit de ce qui se passait, il n'obtint de lui que les galères de France, et décida, par cette démarche, Doria à traiter avec l'empereur.[2]

Cette défection assura la liberté de Gènes et le ravitaillement de Naples, qui n'avait besoin que de vivres pour résister.

Dès-lors le siége traîna en longueur. La peste fut portée, dit-on, dans le camp des Français par les Napolitains : ce fléau emporta une grande partie de l'armée; Lautrec lui-même en fut atteint. Les assiégés, reprenant courage, assiégent à leur tour les Français dans leur camp; ils leur enlèvent tous leurs convois. Bientôt la famine se joint à la peste; les morts,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).

les désertions, deviennent plus fréquentes; en vain Lautrec, accablé par la maladie, fait des efforts surnaturels pour contenir les soldats, les encourager, leur donner de l'espérance, la cour de France, toujours négligente, n'envoie que des secours trop faibles ou trop tardifs : au lieu de lever le siége, Lautrec s'obstine à le continuer; et il succombe sous le poids de la fatigue et de la maladie.[1]

La mort de Lautrec vint précipiter la perte de l'armée; le marquis de Saluces en prit le commandement. Il n'avait pas de grandes ressources dans l'esprit; il ne put se refuser aux instances de cette armée détruite, qui demandait à grands cris à se retirer. On le fit, pendant la nuit, avec assez de succès; mais les ennemis, ayant été avertis, attaquèrent l'arrière-garde, la battirent, et pénétrèrent jusqu'au corps de bataille, où ils firent prisonnier Pierre de Navarre qui le commandait, et qui alla mourir à Naples, où il fut conduit.[2]

L'armée française s'était retirée à Averse; les Impériaux en firent le siége. Le marquis de Saluces, blessé au genou d'un éclat de pierre,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

se hâta de capituler honteusement ;[1] mais, n'ayant pas une assez grande autorité dans l'armée pour la faire souscrire à son infamie, ceux des Français que la maladie n'avait point entièrement abattus allèrent se joindre, dans l'Abruzze, aux troupes qu'avaient nouvellement levées Renzo de Ceré et le prince de Mielphe : elles se retirèrent toutes ensemble à Barlette, d'où l'on ne put les chasser. Quelques Français, restés dans le fort des Basques, devant Naples, capitulèrent honorablement. Le marquis de Saluces, après avoir commandé un instant, pour être la dernière cause et le témoin de la perte du royaume de Naples et de la dispersion de l'armée de la ligue, mourut de ses blessures.

Pendant ces événemens dans le royaume de Naples, les troupes vénitiennes, jointes à celles de Sforce, s'étaient chargées de resserrer Antoine de Lève dans Milan, et de le réduire par la famine ; mais le duc d'Urbin, qui commandait les troupes vénitiennes, montra beaucoup d'indifférence sur les affaires de la ligue.

Cependant ni les troupes d'Antoine de Lève, ni celles de la ligue, n'étaient en état d'agir ;

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

on attendait, de part et d'autre, des renforts nécessaires.

Le duc de Brunswick venait de lever pour l'empereur dix mille hommes de bonne infanterie, appuyés de six cents chevaux.

La ligue attendait le comte de Saint-Paul avec des forces à peu près égales ; mais on ne songeait aux affaires, en France, que quand on était las des plaisirs. Le duc de Brunswick était en Italie, que Saint-Paul n'était pas encore en état de partir.

Heureusement pour la ligue, que de Lève, après avoir surpris Pavie et Mortare, et s'être réuni au duc de Brunswick pour faire le siége de Lodi, fut arrêté par la peste, le défaut de paiement et l'inconstance, qui dissipèrent peu à peu les lansquenets, et forcèrent à lever le siége de cette place. Il ne lui resta de cette armée que deux mille Allemands qui consentirent à servir sous ses ordres.

Le comte de Saint-Paul arriva enfin avec une armée très-peu considérable, grace à la négligence des généraux ou à leur connivence avec les commissaires de l'armée, qui recevaient la solde pour le complet des corps auxquels il manquait une grande partie des soldats qui devaient les composer.

La dissipation du roi était trop bien apperçue par ses courtisans, ses ministres, ses généraux, et sur-tout par ces hommes mercenaires et avides, par-tout détestés, toujours employés, et qui ont un si grand intérêt que l'état soit mal gouverné, le prince faible, passionné ou orgueilleux, et le peuple malheureux. Ainsi les secours n'arrivaient jamais à temps; ils étaient toujours trop faibles : l'argent, moins bien fourni encore que les soldats, ne suffisait jamais aux besoins, et se trouvait dévoré en partie avant d'arriver à sa véritable destination. Ainsi la France, avec de braves soldats, de grands capitaines, des citoyens pleins de zèle pour l'état, et de passion pour la gloire, ne réussissait dans aucune entreprise.

La jonction du comte de Saint-Paul avec les confédérés se fit sans obstacle sur les bords de l'Adda, dans le Lodésan. On commença à presser les Impériaux de toutes parts avec assez de célérité, on pénétra dans le centre du Milanais, on prit Saint-Angélo, on chassa les ennemis de Marignan, on menaça Milan, on prit Vigévano, on vint ensuite forcer et piller la ville et le château de Pavie; mais ce fut là le terme des succès des alliés.

Les Vénitiens servaient très-mal la cause

commune. Ils craignaient de voir les Français agrandir leur puissance en Italie; ils étaient flattés de voir l'état de Gènes échapper à François Ier.[1] Aussi, après bien des entrevues du duc de Sforce, du duc d'Urbin et du comte de Saint-Paul, après bien des plaintes réciproques, de froides excuses, de profondes dissimulations, on fit semblant d'agir de concert; on envoya des troupes et de l'argent de France et de Venise, mais toujours moins qu'on en avait promis, et bien moins qu'il n'en fallait. Ainsi les forces réunies des alliés ne surent pas empêcher deux mille cinq cents Espagnols de joindre Antoine de Lève à Landriano.

Le comte de Saint-Paul s'en vengea en prenant, presque seul, Mortare et Novare, entre le Tesin et la Sesia; Saint-Angélo et Saint-Colombano, dans le Lodésan, et en réduisant, par degrés, Antoine de Lève aux deux places de Milan et de Côme.

Cependant il restait toujours à forcer de Lève dans Milan. Le comte de Saint-Paul voulait en faire le siége, les Vénitiens préféraient le blocus; ce furent eux qui l'emportèrent : d'ailleurs, les esprits n'étaient pas disposés aux

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

grandes entreprises; ils se tournaient tous vers la paix.

Mais le comte de Saint-Paul, peu fait pour l'inaction, indigné des subterfuges continuels du duc d'Urbin, et jaloux de son ascendant, déclara que, puisque l'on renonçait à faire le siége de Milan, il irait ailleurs chercher la gloire, et servir son maître. En effet, une autre expédition, plus importante pour les Français que le siége de Milan, tentait toujours son courage; c'était la réduction de Gènes : il ne se consolait point d'avoir vu prendre cette ville. Mais, pendant qu'il errait entre le Tesin et Milan, mécontent des alliés, méditant les moyens de venger seul cet affront, Antoine de Lève lui en fit essuyer d'autres, après lui avoir fait enlever Novare par Philippe Tornielo.[1] Instruit qu'il se proposait de passer par Pavie pour gagner le Tortonèse, qu'il avait déjà envoyé devant lui son avant-garde, avec son artillerie et les bagages, pour l'attendre à Lardarigo, et qu'il s'était avancé jusqu'à Landriano, Antoine de Lève, malgré la goutte qui le tourmentait, se fait porter dans une chaise, livre une camisade aux Français à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

Landriano, les surprend et les met en déroute. En vain Saint-Paul fit avancer tour à tour, et toujours au hasard, les lansquenets, la cavalerie, et quelques troupes italiennes; tous ces différens corps, repoussés, renversés les uns sur les autres, ne firent qu'augmenter la déroute. Saint-Paul, entraîné dans la fuite, se trouve arrêté par un large fossé; il pousse son cheval pour le franchir; le cheval se cabre, résiste, s'élance, tombe, et s'enfonce dans la fange : Saint-Paul alors est fait prisonnier avec plusieurs autres officiers de distinction. La cavalerie, qui fuyait vers Pavie, rencontre l'avant-garde, lui communique son effroi; celle-ci abandonne l'artillerie et les bagages, qui tombent au pouvoir de l'ennemi; et l'armée du comte de Saint-Paul est tellement dissipée, qu'à peine un petit nombre de soldats put rentrer en France.

Cet échec fut le dernier acte d'hostilité de cette guerre. L'épuisement de toutes les puissances rendait la paix nécessaire. François Ier voulait revoir ses enfans, et soulager ses sujets; l'empereur, malgré tous ses succès, n'était sûr de rien; la ligue subsistait toujours; une partie du Milanais était entre les mains de Sforce; les Français se battaient encore dans l'Abruzze,

dans la Pouille, dans la Basilicate; les Turcs commençaient à presser les Autrichiens en Allemagne; l'Italie ne demandait qu'à respirer; le roi d'Angleterre ne pouvait qu'approuver tout ce que ferait François Ier.

Le pape fit d'abord sa paix avec l'empereur;[1] bientôt après François Ier fit aussi la sienne à Cambrai; elle fut publiée le 5 août 1529:[2] cette paix se fit sur le plan du traité de Madrid. Charles-Quint rendit alors les deux enfans de France, et se désista de ses prétentions sur la Bourgogne, pour deux millions d'écus.

Charles-Quint eût dû peut-être alors consommer ce qu'avaient commencé les Charlemagne et les Othon; mais la prise de Rome, la captivité du pape, ne servirent pas plus à rendre Charles-Quint maître de l'Italie, que la prise de François Ier ne lui avait donné une entrée en France.

L'Italie, à cette époque, en connaissant enfin la paix, se trouva au même point à peu près où elle s'était vue à l'avénement de François Ier au trône. Sforce régnait à Milan, les Vénitiens étaient réduits à leurs anciennes possessions,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (62).

les Médicis régnaient à Rome et à Florence, le royaume de Naples était assuré à l'empereur.

La guerre n'avait donc servi, comme à l'ordinaire, qu'à faire périr beaucoup de monde, à faire augmenter les impôts et la misère du peuple, à occasionner de plus grands vols et de plus grandes dilapidations, à faire languir l'agriculture, le commerce et les arts; à satisfaire enfin l'ambition et les passions de quelques souverains, et de quelques-uns de leurs courtisans.

FIN DU LIVRE NEUVIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE DIXIÈME.

François Ier s'occupe de réformes et d'établissemens utiles. — Il conçoit et il exécute le plan des légions. — Il protége les arts. — Henri VIII fait casser son mariage avec Catherine d'Espagne. — Il épouse Anne de Boulen. — La bulle lancée à cette occasion contre Henri VIII fait perdre l'Angleterre à la cour de Rome. — On voit paraître en France l'instituteur de l'ordre des Jésuites. — Ligue d'Ausbourg. — Soliman se retire de Hongrie. — Paul III succède à Clément VII. — Assassinat de Merveille. — Mort du duc de Sforce. — La guerre se déclare de nouveau. — Entrée des Français en Piémont. — Liberté de Genève. — Nouvelle trahison du marquis de Saluces. — Entrée de l'Empereur en Provence. — Mort du Dauphin. — L'Empereur s'enfuit de Provence. — Les Français forcent le Pas de Suze. — Le Piémont est compris dans la trève conclue pour les Pays-Bas. — Entrevue du Pape, de François Ier et de Charles-Quint, du côté de Nice. — Charles-Quint traverse la France pour se rendre à Gand. — Il fait assassiner deux ambassadeurs envoyés par François Ier à Constantinople. — La guerre recommence. — Le Comte d'Enguien vient commander en Italie. — Il gagne la bataille de Cerisoles. — L'Empereur entre en Champagne. — La position embarrassante dans laquelle il se trouve le décide à conclure la paix. — La conjuration de Gènes échoue. — Mort d'Henri VIII. — Mort de François Ier.

LIVRE DIXIÈME.

Depuis la Paix de Cambrai jusqu'à la Mort de François Ier.

Du 5 août 1529 au 31 mars 1547.

La France humiliée, sa considération diminuée dans l'Europe, ses alliés abandonnés et opprimés, tant de sacrifices dérobés à sa faiblesse, les enfans de France dépouillés de leur patrimoine par la cession d'Aste et du Milanais, la couronne privée du droit de souveraineté sur la Flandre et sur l'Artois ; tant de pertes, tant de malheurs, tant d'humiliations, tourmentaient horriblement le roi : mais, au milieu de ces désastres publics, il eut la sagesse de s'occuper des lettres, qui le consolèrent et lui procurèrent une gloire plus solide que celle après laquelle il avait couru si inutilement, au détriment de sa tranquillité et du bonheur de ses peuples.

Les lettres firent plus encore ; elles accoutumèrent François Ier à s'attacher davantage à la réforme des abus qui s'étaient introduits dans toutes les parties de l'administration intérieure.

SOMMAIRE

DU LIVRE DIXIÈME.

François Ier s'occupe de réformes et d'établissemens utiles. — Il conçoit et il exécute le plan des légions. — Il protége les arts. — Henri VIII fait casser son mariage avec Catherine d'Espagne. — Il épouse Anne de Boulen. — La bulle lancée à cette occasion contre Henri VIII fait perdre l'Angleterre à la cour de Rome. — On voit paraître en France l'instituteur de l'ordre des Jésuites. — Ligue d'Ausbourg. — Soliman se retire de Hongrie. — Paul III succède à Clément VII. — Assassinat de Merveille. — Mort du duc de Sforce. — La guerre se déclare de nouveau. — Entrée des Français en Piémont. — Liberté de Genève. — Nouvelle trahison du marquis de Saluces. — Entrée de l'Empereur en Provence. — Mort du Dauphin. — L'Empereur s'enfuit de Provence. — Les Français forcent le Pas de Suze. — Le Piémont est compris dans la trève conclue pour les Pays-Bas. — Entrevue du Pape, de François Ier et de Charles-Quint, du côté de Nice. — Charles-Quint traverse la France pour se rendre à Gand. — Il fait assassiner deux ambassadeurs envoyés par François Ier à Constantinople. — La guerre recommence. — Le Comte d'Enguien vient commander en Italie. — Il gagne la bataille de Cerisoles. — L'Empereur entre en Champagne. — La position embarrassante dans laquelle il se trouve le décide à conclure la paix. — La conjuration de Gènes échoue. — Mort d'Henri VIII. — Mort de François Ier.

LIVRE DIXIÈME.

Depuis la Paix de Cambrai jusqu'à la Mort de François Ier.

Du 5 août 1529 au 31 mars 1547.

La France humiliée, sa considération diminuée dans l'Europe, ses alliés abandonnés et opprimés, tant de sacrifices dérobés à sa faiblesse, les enfans de France dépouillés de leur patrimoine par la cession d'Aste et du Milanais, la couronne privée du droit de souveraineté sur la Flandre et sur l'Artois; tant de pertes, tant de malheurs, tant d'humiliations, tourmentaient horriblement le roi : mais, au milieu de ces désastres publics, il eut la sagesse de s'occuper des lettres, qui le consolèrent et lui procurèrent une gloire plus solide que celle après laquelle il avait couru si inutilement, au détriment de sa tranquillité et du bonheur de ses peuples.

Les lettres firent plus encore; elles accoutumèrent François Ier à s'attacher davantage à la réforme des abus qui s'étaient introduits dans toutes les parties de l'administration intérieure.

Il s'occupa en même temps d'établissemens utiles; il fonda le collége royal, il renouvela les grands jours, il partagea le royaume en généralités, il s'occupa de l'exportation des grains de province à province, et ensuite hors du royaume, moyennant un droit; enfin, obligé d'avoir des troupes sur pied, instruit par l'expérience de ses prédécesseurs et par la sienne du danger de compter sur les troupes étrangères, il conçut, en 1533, un nouveau plan d'infanterie nationale régulière, connue sous le nom de légions.[1] A l'occasion de leur établissement, il composa un traité de la discipline militaire, dont on a dit du bien, même après sa mort.

Ce qui nous paraît le plus digne d'être remarqué dans la constitution des légions de François Ier, c'est que chacune d'elles avait une certaine quantité de provinces dans lesquelles elles devaient être d'abord levées, et ensuite continuellement recrutées et complétées. Tacite était dans l'opinion que l'usage de nos ancêtres, d'avoir divisé leur pays par nations, les nations par cantons, et les cantons par familles, pour former leurs armées, était un des plus

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (63).

puissans aiguillons de leur courage. *Quodque præcipuum fortitudinis incitamentum est, casus nec fortuita conglobatio turmam aut cuneum facit, sed familiæ et propinquitates.*

Tandis que les arts et les lettres changeaient la face de la France, l'amour, ou plutôt l'ambition démesurée d'une femme, et l'orgueil blessé d'un puissant souverain, changeait celle de l'Angleterre.

Parmi beaucoup de maîtresses, Henri VIII, homme voluptueux, fougueux et opiniâtre dans ses desirs, eut Anne de Boulen, fille d'un gentilhomme de son royaume : cette fille, d'un enjouement et d'une liberté qui promettaient tout, eut cependant l'adresse de ne pas s'abandonner entièrement, et d'irriter la passion du roi, au point de le résoudre à en faire sa femme.

Ce prince était marié depuis dix-huit ans à Catherine d'Espagne, tante de Charles-Quint; il en avait eu trois enfans. On ne pouvait lui reprocher ni stérilité, ni mauvaise conduite: mais cette princesse avait d'abord épousé le prince Arthur, frère aîné d'Henri VIII, et, l'ayant perdu au bout de quelques mois, Henri, avec la dispense du pape Jules II, l'avait épousée solennellement; cependant, après dix-huit

ans de mariage, il prétexta des remords de conscience, et sollicita Clément VII de casser la bulle de Jules II, et de déclarer son mariage contraire aux lois divines et humaines.

Le pape ne voulut pas déclarer la tante de l'empereur concubine, et ses enfans illégitimes.

François Ier soutenait à Rome le parti d'Henri VIII; celui-ci citait au pape le Lévitique. Dans ce temps, comme encore, on avait souvent recours aux lois romaines et à celles des Hébreux.

C'était un spectacle curieux et rare de voir, d'un côté, le roi d'Angleterre solliciter les universités de l'Europe d'être favorables à son amour; de l'autre, l'empereur presser leurs décisions en faveur de sa tante, et le roi de France soutenir la loi du Lévitique contre celle du Deutéronome, pour rendre Charles-Quint et Henri VIII irréconciliables.

Muni d'approbations, pressé par sa maîtresse, lassé des subterfuges du pape, soutenu de son clergé, encouragé par François Ier, Henri fait casser son mariage par une sentence de Crammer, archevêque de Cantorbéry, et épouse sa maîtresse en janvier 1533. Le pape alors ne put refuser à Charles-Quint une bulle contre

Henri VIII; mais le pape, par cette bulle, perdit le royaume d'Angleterre. [1]

Ce fut à cette époque que l'on vit paraître en France l'instituteur de l'ordre des jésuites, dont on s'est épuisé à dire tant de bien et tant le mal, qui a été desiré et accueilli par-tout, et qui par-tout a eu des ennemis.

Ignace de Loyola commença, en 1534, à former à Paris le plan de la société, et à se consacrer à l'enseignement des enfans. Ses disciples remplirent cette vue avec un très-grand succès; mais ce succès même fut une source de troubles, et les villes où ils enseignèrent, en concurrence avec les universités, furent un théâtre de divisions.

Cependant, si le desir d'enseigner produisit des événemens funestes, la renonciation aux dignités ecclésiastiques assura la grandeur de l'ordre. La plupart des souverains prirent des jésuites pour confesseur, et cette place devint souvent bien plus importante qu'un siége épiscopal : c'est un ministère secret qui devient puissant à proportion de la faiblesse du prince.

Ainsi les jésuites, en instruisant tous les en-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (64).

faus, en confessant tous les individus, en prêchant à la cour et dans les chaires les plus distinguées des différentes villes du royaume, en faisant des missions particulières dans les campagnes, en formant des congrégations pour chaque classe de la société, en affiliant à leur ordre les hommes de tous les rangs, de tous les états, parvinrent à gouverner plusieurs cours de l'Europe, à se faire une grande réputation par l'éducation et la prédication, à aller reformer les sciences à la Chine, à rendre, pour un temps, le Japon chrétien, et à donner des lois aux peuples du Paraguai.

Tous soumis à un général perpétuel et absolu, liés tous ensemble uniquement par l'obéissance qu'ils vouaient à un seul, leur gouvernement peut être le modèle du gouvernement monarchique.

Les jésuites furent chargés de la haine publique, et attirèrent la confiance; ils furent évincés, et remis en crédit; ils eurent un prodigieux nombre de jaloux, et jouirent de la faveur populaire. Ainsi, dans une société nombreuse, occupés des sciences et de la religion, les esprits ardens et inquiets se font des ennemis, les savans se font de la réputation, les caractères insinuans se font des partisans, et

les politiques tirent parti du travail et du caractère de tous les autres.

Pendant le cours de ces différens événemens, il était aisé de voir que les haines entre François Ier et Charles-Quint n'étaient qu'assoupies par l'impuissance de les faire éclater. François Ier, qui aurait dû sagement abandonner ses prétentions sur le Milanais et sur Naples, source intarissable de guerres malheureuses, cherchait au contraire, en troublant l'Allemagne, à pouvoir s'assurer de pénétrer de nouveau et plus sûrement en Italie : de son côté, Charles-Quint s'attachait à semer la défiance parmi ses ennemis, pour empêcher leur réunion; il cherchait à embarrasser, à diviser, à brouiller les vues et les intérêts de chacun.

Cependant le roi de France avait ouvert les yeux sur les artifices de l'empereur, qui ne cessait d'user de tous les moyens pour lui faire perdre la confiance de ses alliés; il ne lui en restait plus alors que deux : le roi d'Angleterre, et Soliman, empereur des Turcs. Cette alliance, dont quelques historiens ont voulu douter, fut l'époque d'un changement important dans le systême politique de l'Europe. [1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (65).

Le célèbre Martin Luther remplissait alors l'Allemagne et le Nord de ses intrigues. Le roi d'Angleterre avait écrit contre lui, en France on brûlait ses sectateurs, Rome l'avait proscrit, l'empereur l'avait mis au ban de l'Empire; mais toutes ces persécutions n'avaient fait que le rendre plus important, et qu'inspirer plus de zèle à ses prosélytes. Plusieurs princes étaient dans ses intérêts : ceux catholiques d'Allemagne s'alarmèrent du schisme qu'ils prévoyaient; ils s'unirent entre eux, et avec l'empereur, par la ligue d'Ausbourg.

Cette ligue, formée contre les protestans, les menaçaient d'une persécution à laquelle ils voulurent se soustraire : ils s'adressèrent au roi de France et à celui d'Angleterre; mais, pour déterminer ces deux princes, il fallait leur fournir quelques prétextes plausibles, puisés dans le sein de la politique : autrement, eussent-ils osé protéger au dehors l'hérésie qu'ils combattaient chez eux? C'était encore une de ces alliances délicates contre laquelle s'élevait l'esprit de la religion mal entendu : heureusement la ligue d'Ausbourg fournit le prétexte qu'on desirait.

L'empereur, qui n'avait point encore de fils, qui voulait assurer l'Empire à sa maison, et

avoir un coadjuteur en Allemagne, secondé par la ligue catholique, fit élire son frère Ferdinand roi des Romains, le 5 janvier 1531. Plusieurs princes de l'Empire, après avoir protesté contre cette élection, s'assemblèrent à Semalcade, où ils formèrent une ligue, le 25 janvier 1531, entre tous les princes protestans et mécontens.

Pour attirer le roi de France dans cette ligue, on trouva que, suivant les anciens traités de la France et de l'Empire, les rois de France étaient les défenseurs nés des libertés germaniques : malgré ces raisons, le roi balançait à s'engager. Entraîné enfin par les fougueuses sollicitations d'Henri VIII et par les sages remontrances de Langey, il consentit à faire un traité avec les princes protestans d'Allemagne; mais ce ne fut qu'une ligue défensive conclue à Eslingen, et qui heureusement n'eut pas de suite, l'empereur ayant accordé aux réformés le libre exercice de leur religion jusqu'au prochain concile.

Charles craignait alors une nouvelle invasion des Turcs : au moyen de sa dernière condescendance, il réunit les catholiques et les protestans entre eux, et se trouva en Hongrie, à la tête de deux cent mille hommes, afin de

résister à Soliman, qui, pour réparer l'affront qu'il avait reçu devant Vienne, marchait, de son côté, à la tête de trois cent mille combattans. Heureusement ces armées si nombreuses, qui devaient causer de si grands maux à cette partie de l'Europe, ne se combattirent point. Soliman arriva trop tard en Hongrie; il ravagea quelques terres, se montra à peine, et se retira : on respecta cette retraite, et l'humanité fut délivrée des fléaux qui la menaçaient.

La retraite précipitée de Soliman avait ôté à François Ier et à Henri VIII l'occasion d'envahir l'Italie. L'empereur avait réussi à y former une nouvelle ligue défensive en sa faveur, dans laquelle les Vénitiens refusèrent constamment d'entrer : de son côté, François Ier avait eu une entrevue à Marseille avec le pape, et, après y avoir marié solennellement son fils, le duc d'Orléans, à Catherine de Médicis, nièce de Clément VII, il avait obtenu de ce dernier de l'appuyer de ses forces et de son pouvoir pour reconquérir le Milanais, soumettre Gènes, et assurer le duché de Milan au duc d'Orléans. Après cette entrevue, le pape avait repris la route de Rome, où il ne survécut pas long-temps au schisme de l'Angleterre.[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (66).

Alexandre Farnèse lui succéda sous le nom de Paul III.

Cependant les sujets de mécontentement s'accumulaient tous les jours davantage entre François Ier et Charles-Quint; l'assassinat de Merveille[1] vint y mettre le comble. Ce Merveille était envoyé de la cour de Rome auprès du duc de Milan, qui avait instamment sollicité le roi de le lui envoyer, et ce fut lui qui lui fit trancher la tête dans la prison.

François Ier sentit avec horreur cette indigne violation des droits les plus saints, et, en appelant sur le perfide Sforce la vengeance de Dieu et des hommes, il prépara la sienne; il écrivit à tous les princes de l'Europe, et surtout à l'empereur, qui, après avoir répliqué froidement que cette affaire ne le regardait pas, se hâta de donner la princesse de Danemarck, sa nièce, au duc de Milan, comme pour lui payer le prix de son crime.

Après cette démarche, on dut présumer la guerre inévitable entre le roi et l'empereur. François Ier en fit tous les préparatifs avec modération; il employa une année entière à lever des troupes en France, en Allemagne,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (67).

résister à Soliman, qui, pour réparer l'affront qu'il avait reçu devant Vienne, marchait, de son côté, à la tête de trois cent mille combattans. Heureusement ces armées si nombreuses, qui devaient causer de si grands maux à cette partie de l'Europe, ne se combattirent point. Soliman arriva trop tard en Hongrie; il ravagea quelques terres, se montra à peine, et se retira : on respecta cette retraite, et l'humanité fut délivrée des fléaux qui la menaçaient.

La retraite précipitée de Soliman avait ôté à François Ier et à Henri VIII l'occasion d'envahir l'Italie. L'empereur avait réussi à y former une nouvelle ligue défensive en sa faveur, dans laquelle les Vénitiens refusèrent constamment d'entrer : de son côté, François Ier avait eu une entrevue à Marseille avec le pape, et, après y avoir marié solennellement son fils, le duc d'Orléans, à Catherine de Médicis, nièce de Clément VII, il avait obtenu de ce dernier de l'appuyer de ses forces et de son pouvoir pour reconquérir le Milanais, soumettre Gènes, et assurer le duché de Milan au duc d'Orléans. Après cette entrevue, le pape avait repris la route de Rome, où il ne survécut pas long-temps au schisme de l'Angleterre. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (66).

Alexandre Farnèse lui succéda sous le nom de Paul III.

Cependant les sujets de mécontentement s'accumulaient tous les jours davantage entre François Ier et Charles-Quint; l'assassinat de Merveille [1] vint y mettre le comble. Ce Merveille était envoyé de la cour de Rome auprès du duc de Milan, qui avait instamment sollicité le roi de le lui envoyer, et ce fut lui qui lui fit trancher la tête dans la prison.

François Ier sentit avec horreur cette indigne violation des droits les plus saints, et, en appelant sur le perfide Sforce la vengeance de Dieu et des hommes, il prépara la sienne; il écrivit à tous les princes de l'Europe, et surtout à l'empereur, qui, après avoir répliqué froidement que cette affaire ne le regardait pas, se hâta de donner la princesse de Danemarck, sa nièce, au duc de Milan, comme pour lui payer le prix de son crime.

Après cette démarche, on dut présumer la guerre inévitable entre le roi et l'empereur. François Ier en fit tous les préparatifs avec modération; il employa une année entière à lever des troupes en France, en Allemagne,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (67).

et à les exercer : il voulut tout voir par lui-même ; il se rendit dans les différentes provinces où il avait levé les légions, et il passa en revue ces nouveaux corps.

Mais, au moment où François Ier crut qu'il fallait marcher pour punir Sforce, il fut arrêté par le duc de Savoie, autrefois son ami, son allié, devenu depuis son ennemi secret. Le roi avait envoyé le président Poyet demander au duc de Savoie le passage sur ses terres ; celui-ci, pour l'accorder, proposa d'échanger diverses provinces qui confinaient au royaume, et l'auraient ouvert aux armes de l'empereur. Cette proposition irrita le ressentiment du roi, en y joignant de l'inquiétude ; il s'avança alors jusqu'à Lyon, d'où il envoya déclarer la guerre au duc de Savoie. Ainsi le théâtre de la guerre se trouva changé, comme le système politique : on ne pouvait plus pénétrer dans le Milanais que par la conquête des états du duc de Savoie. En conséquence, l'amiral Brion-Chabot, chargé du commandement de l'armée française, soumit la Bresse, le Bugey; pénétra dans la Savoie, prit Chambéry, Mont-Mélian, et, après avoir éprouvé quelque résistance dans la Tarentèse, déjà il était parvenu jusqu'au Mont Cenis, lorsque le duc de

Sforce mourut sans enfans, et changea, par cette mort inopinée, tous les points de vue politiques.

La vengeance de François Ier n'avait plus d'objet, et ses droits sur le Milanais paraissaient désormais ne devoir éprouver aucun obstacle ; mais les convenances générales de l'Europe, les convenances particulières de l'Italie, semblaient toujours s'opposer à voir le roi de France maître du duché de Milan. L'Italie avait toujours cherché à rejeter de son sein les grandes puissances qui pouvaient détruire sa liberté : d'un autre côté, l'empereur, encouragé par ses succès, voulait garder pour lui le Milanais, qu'il avait déjà voulu envahir du vivant de Sforce. Cependant il fallait cacher ce projet pour en assuser l'exécution : en conséquence, l'empereur eut l'adresse de négocier pendant tout l'hiver de 1535 à 1536, et d'épuiser, dans cette négociation, tout ce que la diplomatie peut décemment se permettre de mauvaise foi, d'artifice et de détours; toujours sur le point de conclure en apparence, il ne conclut jamais.

Au milieu de toutes ces ruses diplomatiques et de la fausseté la plus insigne, l'empereur faisait sourdement les préparatifs les plus for-

midables, et continuait de tromper le négociateur français, qui ne cessait d'espérer et de faire espérer ; mais François Ier s'ennuya enfin de ces ruses de la politique, et il ne voulut pas qu'une négociation captieuse le tînt enchaîné pendant la saison d'agir : il fit donc demander à l'empereur une réponse positive avant la fin de janvier 1536, et, n'en ayant reçu ni en janvier ni en février, au mois de mars l'amiral de Brion eut ordre de se mettre en campagne à la tête d'une armée qui devait être de trente-quatre mille hommes.

Il fallait pénétrer dans le Piémont ; Philippe de Torniello et le marquis de Marignan marchaient pour s'emparer du Pas de Suze, et en disputer le passage aux Français. Danebeau, qui commandait alors la cavalerie légère ; Montejean, qui était à la tête du corps des légions, furent avertis de leur marche : ils se hâtèrent de prévenir l'ennemi ; ils y réussirent, gagnèrent les plaines du Piémont avant leur arrivée, et les firent reculer jusqu'au-delà de Turin.

Le duc de Savoie, à l'approche des Français, fit embarquer son artillerie et ses meubles les plus précieux sur le Pô, et se retira à Verceil, d'où il envoya sa famille à Milan, après

avoir conseillé aux Piémontais de se soumettre.

L'amiral de Brion établit son camp entre Turin et Chivas, pour y attendre les troupes qui devaient composer son armée, et qui arrivaient lentement les unes après les autres. Lorsqu'il eut rassemblé environ seize mille hommes, il s'avança jusqu'à la Doire, où il rencontra un corps de six mille hommes des ennemis, disposé à lui en disputer le passage.

L'armée française avait trop peu de cavalerie pour oser le tenter de vive force, et en passant à la nage une rivière profonde et rapide ; aussi l'amiral se prépara-t-il à jeter un pont : mais, à l'aspect de l'ennemi et de l'obstacle qui se présente pour le joindre, l'impatience des Français s'irrite, leur courage s'enflamme ; ils demandent à grands cris de passer la rivière. L'amiral veut que le pont soit jeté, et qu'on attende au lendemain ; les cris des soldats redoublent, l'amiral est obligé de céder. Allez donc, dit-il, et que cette ardeur ne se démente point. A ces mots, qui sont communiqués à toute l'armée, elle marche sans confusion, et se jette dans la rivière. Un légionnaire apperçoit du côté des ennemis un bateau qui pouvait servir au passage de l'amiral ; il nage seul, le détache seul, et le conduit à son général, mal-

gré les décharges continuelles d'arquebuserie que l'on faisait sur lui. Les ennemis, étonnés de tant de bravoure de la part des Français, se retirent avec précipitation ; et l'amiral, arrivé à l'autre bord, s'empresse de donner, en présence de toute l'armée, un anneau d'or au légionnaire qui venait de faire une aussi belle action, et dont l'histoire, trop souvent bassement flatteuse, n'a pas même daigné nous conserver le nom.

Pendant la guerre de la révolution, on a vu se renouveler ce même trait de bravoure. A l'affaire du pont de Saint-Pierre, dans la Vendée, on se trouvait obligé de traverser une rivière; les ennemis s'opposaient au passage, et le rendaient très-difficile à l'armée républicaine. Le lieutenant-colonel de la légion des Francs, le citoyen Targe, de Condrieu, département du Rhône, connu dans l'armée sous le nom de Jean Barth, par rapport à sa bravoure, décide quelques chasseurs sous ses ordres à le suivre : son sabre entre ses dents, il se jette le premier dans la rivière; ses braves compagnons l'imitent; ils arrivent à l'autre bord, effraient l'ennemi déjà intimidé, raniment le courage des républicains par leur exemple : bientôt la rivière est passée, et déjà l'ennemi a pris la fuite.

Les premiers succès de l'amiral Brion n'eurent pas des suites fort heureuses. Antoine de Lève vint prendre le commandement des troupes impériales, en qualité et sous le titre de capitaine général de la ligue, chargé uniquement de la défense du Milanais, disant hautement qu'il ne s'approchait de Verceil que pour empêcher les Français, qui marchaient sur la Sesia, d'entrer dans le Novarèse et la Lomeline. Cette conduite inquiétait extrêmement l'amiral, qui n'osait poursuivre le duc de Savoie, dans la crainte de retrouver dans le capitaine de la ligue, le général de l'empereur, et de faire accuser les Français d'avoir occasionné la rupture. En vain l'amiral cherchait-il à faire expliquer Antoine de Lève, il ne put y réussir; et cette perplexité le retint dans l'inaction. Il y était encore retenu par une querelle très-vive qui s'était élevée entre les légionnaires français et les lansquenets; on en était venu aux mains, il y avait eu beaucoup de sang répandu, et ce n'avait été que très-difficilement qu'on avait pu arrêter les rixes continuelles, et rétablir l'ordre et la discipline.

L'invasion de François Ier en Savoie procura la liberté à Genève, qui devint alors comme la capitale de la religion réformée, et vit doubler

sa population, son industrie et son commerce; mais ce prince n'en retira aucun avantage ni pour lui, ni pour ses sujets, qui furent d'autant plus malheureux en supportant les maux de la guerre, en voyant les armées françaises chassées pour la quatrième fois de l'Italie, et la France sur le point d'être envahie par l'empereur, qui, aux premières nouvelles de la marche des Français, avait quitté Naples pour se rendre à Rome. Ce fut là où ce prince, dans une assemblée des cardinaux et du sénat, se déchaina d'une manière véhémente et indécente contre le roi de France, l'accusa d'avoir incendié l'Europe par son ambition insatiable, et se permit les bravades les plus ridicules et les propos les plus inconsidérés.

Après une conduite aussi peu mesurée, il fallait vaincre François Ier. Antoine de Lève eut ordre de passer la Sesia, et vint se camper entre Turin, Verceil et Saint-Germain, tandis que l'amiral, qui aurait pu prendre Verceil et s'opposer au passage de la Sesia, reçut ordre du roi de suspendre ses conquêtes, et de se retirer, jusqu'à nouvel ordre, dans une position défensive et sûre. Le roi voulait absolument qu'il ne pût rester aucune équivoque sur l'agresseur. En passant la Sesia, en entrant dans

le Piémont, Antoine de Lève avait préparé les hostilités; il n'en avait fait aucune. Le roi se bornait donc à conserver le Piémont, et à défendre le royaume; il connaissait assez la vanité de l'empereur, pour être assuré qu'il préférerait pénétrer en France, à attaquer le Piémont : il fit en conséquence toutes les dispositions nécessaires, et se réserva la garde de la Provence.

Cependant les événemens ne s'arrangèrent pas entièrement comme l'avait cru et desiré le roi, et les affaires en Piémont prirent une face que sa prévoyance n'avait pu prévenir; l'amiral, en revenant à la cour, avait laissé au marquis de Saluces le commandement des troupes qui étaient restées en Piémont.

Le marquis de Saluces avait été élevé avec le roi, qui l'avait toujours beaucoup aimé, mais qui n'en avait pas fait un bon général, et qui, malgré toutes les graces dont il l'avait comblé, n'en fit qu'un ingrat et un traître.

Livré entièrement aux Impériaux, par crainte, ambition ou ineptie, Saluces s'opposait, dans le conseil, à tous les projets utiles, en empêchait l'exécution, et faisait connaître à Antoine de Lève, qui prenait ses mesures

en conséquence, toutes les délibérations qui avaient été arrêtées.

On avait décidé de fortifier et de garder Turin, Fossano et Coni. d'Annebaut, chargé de la défense de Turin, s'y enferma avec l'élite de la noblesse française; le brave Monpessat offrit de se jeter dans Fossano, de le fortifier et de le défendre. Laroche du Maine, si connu par ses saillies audacieuses, opina pour Coni: Monpessat se soumit à cette décision; il demanda de la célérité, et ce fut justement ce que lui refusa le marquis de Saluces.

Pour gagner du temps, il proposa de visiter plus scrupuleusement Fossano; et, sur cette nouvelle visite, on en arrêta les fortifications, auxquelles on destina huit ou neuf cents pionniers. Monpessat avait déjà fait commencer les travaux; les pionniers disparurent dans la nuit: dès-lors on ne put se défendre des plus violens soupçons. Les murmures commencèrent; bientôt ils redoublèrent : mais Saluces continuait de tout arrêter. On ne fortifia ni l'une ni l'autre place. Les ennemis approchaient, on eut de l'inquiétude; on songea à mettre l'artillerie en sûreté : le marquis proposa de la mettre à Revel, place située dans ses états. L'effronterie de cette proposition fit perdre patience; on ne dissimula plus ses soupçons, et les officiers prirent leur résolution malgré ce général infidèle. On eut bientôt après les preuves les plus certaines d'une trahison qui finit par son évasion de l'armée, après avoir fait porter à Revel une grande quantité de provisions de bouche et de guerre, destinées à la défense de Fossano et de Coni.

De Lève, profitant des avis qu'il avait reçus, partit de Turin, dont il faisait le siége, pour surprendre Fossano; son avant-garde, en arrivant, voulut s'emparer d'un couvent de saint François, situé hors de la ville, que l'on se hâtait de démolir, parce qu'il nuisait à la défense de la place. Les assiégés marchèrent au secours des travailleurs; le combat fut vif, la nuit sépara les combattans; mais Antoine de Lève en profita pour s'emparer du couvent : au moyen de ce poste, il se trouvait logé à une portée d'arquebuse de la ville. Les remparts n'avaient que six pieds de haut; c'étaient de simples levées de terre faites à la hâte, et dominées en beaucoup d'endroits. Les assiégés avaient bien peu de vivres, bien peu d'armes, et manquaient entièrement d'eau : l'ennemi était informé de cette détresse; mais il ne connaissait pas les ressources du courage des assié-

gés, et n'imaginait pas même qu'ils pussent se défendre. Il laissa libre le quartier de la porte qui mène à Coni, espérant qu'ils en profiteraient pour se retirer dans cette ville : ils ne s'en servirent que pour se procurer de l'eau.

Il fallut donc entreprendre une attaque dans les règles, ouvrir la tranchée, et dresser les batteries. Dès le troisième jour, une batterie de deux canons avait déjà détruit toutes les défenses de la place : dès-lors, au lieu de se rendre, les assiégés font deux sorties, l'une d'infanterie, l'autre de cavalerie. La première, favorisée par un chemin creux, gagne, sans être apperçue, le quartier des lansquenets, les surprend, en fait un grand carnage, tandis que la cavalerie, qui les attaque d'un autre côté, augmente le désordre. L'alarme se répand dans tout le camp; les hommes de tranchées, voyant tant de monde courir aux armes, quittent leurs postes. La garnison, qui était restée pour la garde de la ville, s'en apperçoit; elle sort, comble les tranchées, taille en pièces ceux qui s'y trouvaient encore, et marche au quartier d'Antoine de Lève : celui-ci venait, à cause de sa goutte, d'être jeté dans une chaise, et bientôt après dans une pièce de blé, où il resta caché jusqu'après la retraite des Français, qui se fit en très-bon ordre.

De Lève s'étant un peu remis des périls imprévus de cette journée, et s'étant convaincu, par la bravoure des assiégés, qu'ils se défendraient jusqu'à ce qu'il y eût une brèche au corps de la place, résolut d'en faire une; ayant été faite en très-peu d'heures, le canon cessa de tirer. Monpessat imagina alors qu'on allait livrer l'assaut : il se disposa à recevoir les ennemis; mais des dissentions intestines dans le camp impérial firent prendre la résolution à de Lève de réduire Fossano par la famine.

Monpessat ne se serait pas refusé à une capitulation; mais il n'aurait pas voulu faire le premier cette proposition. Le hasard le servit bien. Antoine de Lève, ayant eu à faire traiter de la rançon d'un officier qui avait été pris dans une sortie, fit faire des complimens à Laroche du Maine, avec lequel il était fort lié : cette politesse établit naturellement des pourparlers. On envoya Villebon au général espagnol; celui-ci, tout en parlant d'humanité, proposa des conditions trop dures : Villebon répondit qu'ils sauraient mourir, mais jamais abandonner les armes. De Lève, craignant alors de réduire les assiégés au désespoir, envoya un trompette, avec des fruits pour Laroche du Maine, et le pria à dîner pour le lendemain.

Laroche du Maine fut reçu avec la plus grande distinction; beaucoup d'officiers vinrent à sa rencontre, et Antoine de Lève se fit porter dans sa chaise, au-devant de lui. Après les premiers complimens, on parla d'affaires, et la fermeté de Laroche du Maine obtint les conditions les plus honorables; mais une de ces conditions, de rester un mois dans la place pour y attendre des secours, était impraticable: on manquait de vivres, et on n'avait rien osé stipuler à cet égard. Quand tout fut conclu et signé, Laroche du Maine dit à de Lève: Vous venez d'accorder à votre ennemi ce que vous n'avez pu lui refuser; promettez-moi actuellement de lui accorder une grace. *Je le promets*, dit de Lève, *vous connaissant incapable de rien demander qu'un ami puisse vous refuser.* Laroche du Maine sollicita alors que les Impériaux fournissent des vivres aux assiégés, en payant; de Lève surpris, après avoir hésité, finit par accorder ce que demandait son ami.

L'empereur arriva au camp peu de jours après, suivi d'une armée formidable; on lui présenta les otages, auxquels il fit l'accueil le plus distingué, sur-tout à Laroche du Maine.

« Que dit-on de mes projets? et où croyez-vous que j'aille? demandait l'empereur à Laroche du Maine. — En Provence. — Sans doute: les Provençaux sont mes sujets; j'irai les voir. — Votre majesté les trouvera bien désobéissans, j'ose l'en assurer. — Combien y a-t-il de journées d'ici à Paris? continua Charles-Quint. — Si, par journées, vous entendez des batailles, il y en a au moins douze, à moins que vous ne soyez battu à la première. »

Enfin les Français évacuèrent Fossano, après s'y être défendus, pendant un mois, contre des forces très-supérieures, et s'y être fait nourrir pendant un autre; ils gagnèrent Fenestrelle, et ne conservèrent que Turin, assiégé par Scalenghe, et défendu par Annebaut. Ceré venait de vaincre des difficultés insurmontables, et de pénétrer dans cette place avec quelques troupes et de l'argent. L'empereur avait si peu compté sur sa résistance, qu'il avait cru pouvoir la laisser en arrière.

Annebaut profita de cette faute; il fit de fréquentes sorties, et ne rentra jamais sans du butin et des prisonniers. Il s'empara de Ciria, où les Impériaux avaient un magasin très-bien fourni; il prit Rivoli, Veillane, et quelques autres places autour de Turin: d'un autre côté, le parti du roi s'était fortifié par des levées considérables faites en Italie. Les Français s'é-

tendirent dans le Piémont, prirent les états du marquis de Saluces, virent bientôt après lever le siége de Turin, et s'emparèrent de Carignan, Mont-Callier, Quiers, Quiéras.

Pendant ces événemens, l'empereur, feignant toujours de négocier, s'acheminait vers la Provence, après avoir exalté l'imagination des officiers et des soldats de son armée, en leur faisant regarder comme infaillible la conquête et le partage de la France.

L'empereur ayant fait embarquer ses vivres, son bagage et son artillerie, côtoyait la mer, et s'avançait du côté de Grasse et d'Antibes.

Ainsi ce que François Ier avait prévu et desiré venait de s'effectuer; l'ennemi était en France, il fallait réussir à l'en chasser honteusement.

L'armée française était campée à Valence, afin de veiller à la fois sur la Provence et le Dauphiné : dès l'instant où l'empereur fut entré en Provence, le roi, sans quitter Valence, afin de prévenir l'ennemi et de s'assurer du cours du Rhône, envoya le maréchal de Montmorenci, avec le gros de l'armée, camper sous Avignon.

Arrivé le 4 août 1536 au camp d'Avignon, le maréchal tint un grand conseil pour con-

naître les dispositions de l'armée, et la pénétrer de celles du roi. Une grande partie de l'armée impériale était encore engagée dans les défilés des Alpes; fallait-il marcher à sa rencontre pour l'attaquer à la sortie de ces défilés? fallait-il l'attendre dans le camp d'Avignon? Si on allait au-devant des Impériaux, si on les battait, on les empêchait de pénétrer en France; mais, si on recevait le moindre échec au commencement de cette expédition, l'armée serait découragée, les Français effrayés, et la retraite très-incertaine : en restant dans le camp d'Avignon, au contraire, on évitait ce danger; on se fortifiait dans un poste avantageux, d'où l'on pouvait suivre et contrarier tous les desseins de l'empereur; on avait devant soi la Durance, sur laquelle on dominait, et qui devait arrêter l'ennemi; on était appuyé sur le Rhône, qui augmentait les forces de la position, et assurait à l'armée des provisions de bouche et de guerre : mais on abandonnait à l'ennemi tout ce qui était entre les Alpes et la Durance. Aussi, en s'arrêtant à ce dernier parti, comme le plus sage, l'on se décida à la nouvelle précaution d'ôter aux ennemis tous moyens de subsistance dans le pays qu'on lui abandonnait.

Bonneval fut envoyé à la tête d'un détachement, pour remplir cette rigoureuse et pénible commission.

La noblesse, toujours prête à se sacrifier pour sa patrie dans ces temps qui se ressentaient encore de l'esprit de la chevalerie, s'empressa de donner l'exemple des plus généreux sacrifices. On voyait des gentilshommes brûler eux-mêmes leurs granges, leurs greniers; abattre leurs moulins, briser leurs meules, donner leur vin à boire aux soldats français, et se priver de tout, de peur de laisser quelque chose à l'ennemi.

Mais les pauvres habitans des villes et des campagnes, ces citoyens obscurs et malheureux qui nourrissent et soutiennent l'état, et n'ont de raison de l'aimer qu'en proportion des avantages qu'ils en retirent, ne témoignaient ni la même soumission, ni le même empressement. Bonneval fut obligé d'user envers eux de force et de violence, de les réduire à la misère et au désespoir.

On ne connaît pas assez ces horribles malheurs de la guerre; l'histoire les indique, elle n'ose en peindre les détails : il faut même en avoir été le témoin pour les croire? Comment imaginer, en effet, les cris, le désespoir, la

rage et les efforts impuissans de ces infortunés dont on livre aux flammes les toits, les moissons, tous les fruits de leurs travaux passés, toutes leurs espérances pour l'avenir, qui se précipitent à travers les armes, les soldats, les flammes, pour y périr, ou en arracher les restes d'une subsistance nécessaire qui leur est inhumainement ravie, non par les ennemis, mais par leurs propres concitoyens, leurs défenseurs, leurs frères? Et voilà ce que coûtent les lauriers cueillis sur les champs de bataille! voilà le fruit des passions immodérées des souverains! voilà ce que l'on ne sait pas assez, ce que l'on oublie trop vîte en temps de paix! Pourquoi l'écrivain véridique est-il forcé de citer au tribunal vengeur de la postérité les exécrables provocateurs de ce fléau du monde?

Aix, capitale de la Provence, était comprise dans cette grande destruction. Montejean, un des plus braves hommes de son temps, offrait de la défendre; mais il ne put ébranler les résolutions du maréchal : on lui permit seulement, en cédant à ses importunités, d'aller tâter l'ennemi; ce qu'il fit si malheureusement, que tous les hommes de son détachement furent tués ou pris, et qu'il fut du nombre des derniers.

L'échec de Montejean produisit l'effet que le roi et Montmorenci avaient craint. L'empereur enfla cette petite victoire ; l'Europe retentit du bruit d'une escarmouche qui devait à peine faire la matière d'une nouvelle dans les deux camps. A entendre Charles-Quint, c'était un glorieux prélude des triomphes qui lui étaient destinés ; ce qu'il y eut de plus triste, fut le découragement et l'effroi dans le camp d'Avignon, où Montmorenci se hâta de revenir pour rassurer les esprits.

La Provence et le Piémont n'étaient pas les seuls théâtres de la guerre, et la ville de Guise venait de tomber au pouvoir des ennemis. A ces nouvelles fâcheuses vint se joindre celle de la mort du dauphin. [1]

L'empereur cependant poursuivait sa route ; mais sa marche à travers les montagnes était très-pénible, et continuellement troublée par ces malheureux paysans dont on avait ravagé les terres, et qui, réfugiés dans les montagnes, tournaient alors toute leur fureur contre l'ennemi : l'empereur lui-même y courut de grands risques. Cinquante paysans bien déterminés avaient formé le projet de lui ôter la vie, et

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (68).

de faire cesser la guerre ; ils s'étaient renfermés dans une tour au pied de laquelle devait passer Charles ; ils devaient tous tirer à la fois sur lui. Heureusement pour ce prince, ils se méprirent, et, étant tous tombés eux-mêmes entre les mains des ennemis, l'empereur les fit tous pendre : il fit de même brûler ou massacrer une troupe de paysans qui s'étaient retirés sur une montagne avec leurs femmes et leurs enfans. Ces barbares violences firent jurer aux paysans provençaux de ne faire grace à aucun des ennemis.

Au milieu de ces périls et de ces cruautés, l'empereur pénétrait en Provence, et ne tarda pas à se présenter devant Aix, qui ne lui opposa aucune résistance ; mais, en avançant dans un pays dévasté, il fut bientôt exposé aux horreurs de la famine. La sage obstination du roi et de Montmorenci devait enfin triompher : l'un et l'autre, renfermés dans des camps bien situés et bien défendus, souffraient les bravades de l'empereur, qui ne parlait que d'aller forcer ses invisibles ennemis dans l'ombre de leurs retranchemens. Cependant, instruit de la manière dont le maréchal avait fortifié son camp d'Avignon, et dont il avait tiré parti de l'art et de la nature pour le rendre imprenable,

l'empereur tourna du côté de Marseille, et envoya reconnaître Arles.

Arrivé devant Marseille, l'empereur, qui voulut accompagner le marquis Dugaste dans une reconnaissance, faillit à y perdre la vie ou la liberté. Un hasard heureux le tira de ce mauvais pas, tandis que Dugaste était obligé de prendre la fuite avec les troupes qui l'accompagnaient. Peu de jours après, les Marseillais firent tomber le duc d'Albe dans une embuscade, où les Impériaux perdirent beaucoup de monde, comptèrent parmi les morts beaucoup d'officiers distingués, et restèrent tellement effrayés de cet échec, que les généraux crurent qu'il était prudent de ne pas continuer un siége qui avait déjà été si meurtrier. Cet avis acquit de nouvelles forces par une tentative inutile faite sur Arles par le marquis Dugaste. Celui-ci s'était convaincu par ses propres yeux, et au péril de sa vie, qu'en treize jours, malgré les dissentions affreuses qui avaient régné parmi les troupes, les travailleurs avaient tellement métamorphosé la place, que tous les endroits reconnus pour faibles étaient devenus les plus forts.

Après s'être convaincu de l'impossibilité de prendre aucune des places de la Provence,

l'empereur voulut tenter de pénétrer dans le Languedoc par le Rhône. En conséquence, ses galères attaquèrent une tour qui défendait l'embouchure de ce fleuve; mais l'artillerie de la tour coula à fond une des galères, et força les autres à se retirer.

Quel parti prendre au milieu de tous ces désastres et de ces affronts? se retirer, ou faire croire qu'on allait enfin attaquer le camp d'Avignon : l'empereur prit ce dernier parti. La nouvelle de ce dessein, portée dans le camp de Valence, décida le jeune dauphin à solliciter la permission de se rendre au camp d'Avignon; le roi, qui se proposait de s'y rendre si l'empereur persistait dans ses projets, permit à son fils de saisir cette première occasion d'acquérir de la gloire.

La présence de ce jeune prince répandit une telle ardeur parmi les soldats, qu'ils commencèrent à murmurer de l'inaction où Montmorenci les retenait. On ne voulait pas voir que cette inaction était la source de tous les succès, qu'elle empêchait l'empereur de rien entreprendre, qu'elle le tenait renfermé dans son camp auprès d'Aix, où il se voyait assiégé par la faim. Ses fourrageurs revenaient toujours battus; tous les aventuriers français étaient

en campagne pour leur faire la chasse, et remportaient tous les jours de nouveaux avantages sur les Impériaux, lorsqu'ils voulaient soutenir leurs fourrageurs. Les paysans provençaux étaient sur-tout le plus grand fléau pour les soldats et les convois de l'empereur : n'ayant plus dans son camp ni farine, ni moulins, ni fours, toute son espérance consistait dans une grande quantité de biscuits, qui venait d'être débarquée à Toulon. Pour transporter ce convoi, on avait rassemblé toutes les bêtes de somme, depuis Nice jusqu'à Aix : les paysans, avertis de ces préparatifs, se mettent en embuscade, coupent les jarrets à toutes les bêtes de somme, et enlèvent le convoi.

Dès cet instant, il ne resta plus à l'empereur que le parti de se battre, ou celui de fuir honteusement ; il osa encore prendre celui des menaces. Il fit marcher contre quelques places, dans l'espoir qu'on viendrait à leur secours. Doria lui ayant apporté des vivres et de l'argent, il fit revenir dans le camp son artillerie, qui était déjà embarquée ; il donna l'ordre de se fournir de vivres pour huit jours, et de se tenir prêts à marcher. Tout semblait donc annoncer une attaque prochaine, et François Ier était accouru à Avignon. Mais on fut bientôt

informé, par un espion très-sûr, que l'armée impériale, qui à peine avait vu l'ennemi, de cinquante mille hommes, était réduite à vingt-cinq ; et, peu de jours après, on apprit par Martin du Bellay, qui avait été envoyé à la découverte, que l'empereur prenait le chemin des Alpes, le long de la mer ; qu'on pouvait suivre sa route à la trace des morts dont elle était couverte, et à l'infection que tant de cadavres, laissés dans le camp ou abandonnés sur les chemins, répandaient dans l'air. La mortalité avait étendu ses ravages depuis Aix jusqu'au-delà de Fréjus, tandis que l'empereur, avec quelques débris menacés du même sort, fuyait, à travers tant de périls, devant un ennemi qu'il avait bravé. Peut-être François Ier eût-il pris le parti de le poursuivre avec toute son armée; mais les mauvaises nouvelles qu'il reçut alors de la Picardie, où Péronne demandait les plus prompts secours, lui firent prendre la résolution de lui en porter lui-même. Ainsi l'armée impériale fut sauvée d'une destruction totale, mais non pas de perdre, d'Aix à Fréjus, plus de deux mille hommes moissonnés par la maladie, et une bien plus grande quantité, quand l'armée fut dans les montagnes : là, les paysans s'emparaient

des armes des Impériaux morts, mourans, ou trop faibles pour les défendre, et s'en servaient pour les détruire. Dans plusieurs endroits, ils les avaient devancés dans leur retraite, s'étaient emparés des défilés, des hauteurs, avaient abattu les ponts nécessaires au passage; et les Impériaux, ainsi arrêtés à chaque pas, ne pouvaient avancer qu'avec le secours d'un grand grand nombre de pionniers, qui raccommodaient les chemins, et jetaient des ponts à la hâte : pendant ce temps, la cavalerie légère des Français taillait en pièces leur arrière-garde.

Dans cette situation si difficile, les Impériaux n'auraient pu sauver ni leurs bagages ni leur artillerie, si l'empereur n'eût pris la précaution de faire transporter l'un et l'autre à Gènes, sur la flotte de Doria.

On regarda en France comme un triomphe l'expulsion des Impériaux. Il aurait été bien plus important et bien plus louable de les empêcher d'y entrer, que de se féliciter de les en voir sortir; et l'on ne conçoit pas comment François Ier avait pu former le plan de se tenir sur une défensive infiniment trop resserrée en Piémont; afin, disent les historiens, de donner à l'empereur l'idée et les moyens de pénétrer

en France : tant il est vrai que les souverains et les courtisans oublient sans cesse les malheurs du peuple, pour s'occuper de leur ambition ou flatter leur goût ! Quelques maux qu'ait pu souffrir alors l'armée de l'empereur, approchèrent-ils de ceux immenses que furent obligés de supporter les Provençaux dans leurs personnes et dans leurs propriétés ?

Dans des temps très-rapprochés du nôtre, le maréchal de Belle-Isle obligea les Impériaux d'évacuer la Provence, où ils avaient pénétré, dans l'espérance d'envahir quelques provinces méridionales de la France. Comme Montmorenci, Belle-Isle sut contenir dans un camp la fougue des Français, en les renfermant dans une position peut-être plus avantageuse, en ce qu'elle couvrait une plus grande partie du royaume; mais, dans l'une et l'autre circonstance, beaucoup d'oisifs et d'ignorans blâmèrent les deux généraux, et les accusèrent de trop de circonspection. On ne sait guère, dans l'oisiveté des grandes villes, quels efforts il en coûte pour rassembler des vivres dans un pays qui en fournit à peine à ses habitans, pour garder des rivières, pour enlever aux ennemis les postes avantageux dont ils se sont emparés; enfin les dangers de livrer une bataille,

et ceux infinis auxquels on s'expose si on la perd.

Pendant que le roi se croyait obligé de quitter la Provence pour aller au secours de Péronne, le comte de Nassau levait le siége devant cette ville, après avoir tenté inutilement quatre fois de la prendre d'assaut, et avoir été constamment repoussé par la sagesse, la prévoyance et la bravoure du maréchal de Fleurange, qui défendait la place.

La campagne de 1537, dont le théâtre fut d'abord en Picardie et en Artois, se passa à prendre, à laisser prendre des villes, et à commettre des fautes de part et d'autre. Heureusement Charles-Quint commençait à être fatigué de la guerre, et à desirer la paix; cependant, pour ne pas compromettre ses sermens et sa gloire, il se servit de sa sœur, reine douairière de Hongrie, pour proposer une trève, et des conférences pour la paix. Elles se tinrent à Boni; mais les députés ne purent y convenir que d'une trève de dix mois, pour la Picardie et les Pays-Pas. Ce traité fut signé le 30 juillet 1537.

Au moyen de cette trève, la guerre se trouva concentrée dans le Piémont. Quoiqu'elle se réduisît à de bien faibles entreprises, encore

étaient-elles dépendantes des différens chefs qui commandaient le peu de troupes qu'on avait pu y conserver : c'était sur-tout entre Rangoné et Gonzague que la discorde était poussée aux plus grands éclats; le premier était trop gêné par l'obligation de consulter Gonzague, qui, de son côté, était jaloux de l'autorité de Rangoné.

A la faveur de ces dissentions, le célèbre Dugaste, si habile à les faire naître et à les fomenter, avait eu peu de peine à reprendre la plupart des places dont Annebaut avait fait la conquête.

Cependant le roi s'était déterminé à envoyer d'Humières commander en Italie, et à lui faire passer un renfort considérable. Un peu avant son arrivée, un simple soldat de l'armée française, nommé Tholosan, natif de Coni, avait surpris Quiers avec d'autres soldats de bonne volonté, dont il s'était fait suivre. Dugaste, indigné, s'était présenté pour reprendre cette place; mais personne ne contribua autant à en faire lever le siége que ce même Tholosan qui l'avait prise : aussi l'honneur d'avoir défendu Quiers est resté à ce brave soldat, comme celui de l'avoir conquise.

La prise et la conservation de Quiers furent

à peu près les seuls succès qui compensèrent les pertes que les Français n'avaient cessé de faire sous Rangoné. Ils possédaient encore le château de Carmagnole; Dugaste en fit le siége. Deux cents fantassins italiens, qui étaient renfermés dans la place, la défendirent avec beaucoup de valeur, et ne se rendirent qu'à la dernière extrémité.

Pendant ce siége, on avait perdu le marquis de Saluces d'un coup d'arquebuse. Dugaste voulut savoir quels étaient les hommes qui avaient été chargés de servir le feu d'une fenêtre du château, qu'il désigna; on lui présenta alors un soldat qui n'avait jamais quitté ce poste, et qui seul y avait fait un feu continuel. Dugaste le fait aussitôt arrêter, et le fait pendre comme meurtrier du marquis de Saluces. Cette inconcevable cruauté, aussi contraire à l'humanité qu'aux lois les plus sacrées du droit de la guerre, doit couvrir d'une infamie éternelle le nom et la mémoire du marquis de Dugaste.

Après la prise de Carmagnole, le comte de Rangoné s'était retiré à Pignerol : ce fut là où d'Humières, à la tête de son renfort, prit le commandement des troupes françaises. A son arrivée, les Impériaux reculèrent; les Français

s'emparèrent alors de Chivas, d'Albe, de Quiers : de leur côté, les Impériaux tentèrent inutilement de surprendre Turin et Cassel; mais ils prirent Rivoli, Veillane, qui, jointes à Mont-Callier, Carignan, Carmagnole, dont ils étaient en possession, ôtaient à la garnison de Turin toute communication avec Pignerol et avec le Val de Suze.

Dans cette grande détresse, Langey courut représenter au roi les besoins, les malheurs, la constante fidélité des défenseurs de Turin; il le trouva marchant au secours du Piémont : il en obtint d'abord 25,000 écus, pour porter à la garnison de Turin des moyens de se procurer des vivres. En effet, dès que les paysans du voisinage furent assurés d'être payés, ils s'empressèrent d'y porter des provisions; ainsi, soulagés et assurés d'un prompt secours, la garnison de Turin se confirma toujours davantage dans la résolution de conserver cette place au roi, dont l'arrivée en Piémont devenait tous les jours plus nécessaire.

Les Impériaux avaient repris Quiers, Albe, Quiéras; et, dès-lors, maîtres du cours du Tanaro et du Pô, ils avaient marché vers Pignerol, afin de s'emparer ensuite du Pas de Suze, et de fermer l'entrée de l'Italie.

Un ingénieur bolonais, nommé Jérôme Morin, venait de fortifier Pignerol. Dugaste, qui espérait l'emporter d'emblée, fut obligé de changer d'avis, et de se borner à investir la place; encore des sorties fréquentes, et toujours funestes aux Impériaux, lui apprirent que cette entreprise n'était point sans périls.

Le roi, arrivé à Lyon le 6 octobre, s'était fait précéder du dauphin et de Montmorenci. Au premier avis de leur marche, Dugaste avait envoyé dix mille hommes, commandés par César de Naples, pour s'emparer du Pas de Suze. L'espèce d'avant-garde, commandée par le dauphin, quoique jointe aux restes de l'armée de d'Humières, qui était venu jusqu'à Briançon, était encore bien faible : cependant Montmorenci, après avoir bien reconnu les lieux, crut pouvoir attaquer avec succès César de Naples, et forcer le passage. Pour cet effet, il fit prendre à son infanterie les sentiers qui dominaient les retranchemens; et ces troupes faisant de là un feu terrible sur les Impériaux, ceux-ci prirent bientôt la fuite en désordre, et furent suivis avec tant de vivacité, qu'ils ne purent pas même s'arrêter dans Suze, où étaient leurs bagages et leurs magasins, et dont on emporta aussi le château, qu'il était très-important de posséder, pour assurer les munitions de guerre et de bouche qui venaient de la France.

Ainsi, en 1515, les Français étaient entrés en Italie en évitant, presque miraculeusement, le Pas de Suze; en 1537, ils forcèrent ce passage par le seul moyen praticable dans les montagnes, qui est de tourner l'ennemi, ou de le dominer. Montmorenci profita donc ainsi, en officier instruit, de la faute de César de Naples, qui s'était borné à se tenir derrière ses retranchemens, sans s'être emparé des hauteurs qui les dominaient.

Au bruit de la défaite de César de Naples, Dugaste avait levé précipitamment le blocus de Pignerol, et s'était arrêté à Mont-Callier, où il avait retranché la tête du pont, pour veiller sur Turin et sur le Pô. Les Français prirent alors Veillane, en gravissant, comme à Suze, sur les montagnes voisines, et y portant de l'artillerie avec des efforts et une constance inouïe; ils prirent ensuite Rivoli, Grouillan, et beaucoup de petits forts entre Turin et Mont-Callier; ils enlevèrent aux Impériaux plusieurs magasins de blé, et ils marchaient à leur camp, dans l'intention de les forcer, quand le marquis Dugaste prit le parti de repasser le

Pô en rompant le pont, et de se retirer sous le canon d'Ast : dès-lors Mont-Callier, Carignan, Poivin, Riva, Villeneuve d'Ast, et une grande quantité d'autres places entre le Pô et le Tanaro, se soumirent aux Français, et leur procurèrent d'immenses magasins de blé, qui mirent l'abondance dans l'armée et dans Turin.

Il restait encore deux places importantes entre les mains des Impériaux : l'une, Ulpiano, entre les Alpes et le Pô; l'autre, Quiers, entre le Pô, le Tanaro. On avait décidé d'en faire le siége dès que le roi serait arrivé dans le Piémont avec le reste de son armée; mais ces expéditions ne furent pas tentées, la reine douairière de Hongrie venait d'obtenir que la trève conclue pour la Picardie et les Pays-Bas serait étendue au Piémont. On convint alors de conserver de part et d'autre les places dont on était en possession. La trève y devait durer trois mois; la publication s'en fit le 27 novembre 1537 à Carmagnole.

L'épuisement des finances, la difficulté de recruter et de compléter les corps qui composaient les armées, l'impossibilité d'augmenter les impôts, et de pouvoir faire des emprunts, voilà les causes les plus ordinaires et les plus

actives des trèves et des paix! L'humanité, en général, n'est guère consultée; la politique s'empare des affaires, et les dirige à son gré, et il paraît que, dans cette circonstance, elle ne donna pas à François Ier les conseils qui lui fussent les plus avantageux. Le roi avait fait une alliance avec Soliman; et celui-ci, fidèle à ses engagemens, avait envoyé Barberousse ravager le royaume de Naples, tandis qu'il marchait en personne dans la Hongrie, où il venait de remporter la victoire la plus signalée. Devait-il, pouvait-il même conclure une trève sans le consentement de son allié? et cet oubli des convenances et des devoirs ne pouvait-il pas irriter Soliman, et le décider à faire sa paix particulière? et dans quel moment encore le roi accédait-il à cette trève? dans celui où les affaires prenaient en Piémont la plus heureuse tournure, où l'on avait dans le Milanais des partisans qui promettaient de faire livrer au roi les citadelles de Pavie et de Lodi, où l'on avait des intelligences dans le Frioul pour enlever au roi des Romains Gradisca et Goritia, où les affaires étaient bonnes sur les frontières de la Picardie et de l'Artois, et où il se préparait une grande insurrection dans les Pays-Bas : il n'y eut pas jusqu'à George

d'Armagnac, évêque de Lavaur, qui ne représentât fortement au roi quels étaient ses véritables intérêts relativement à l'alliance ottomane.

Malgré toutes ces raisons, le roi voulut s'occuper uniquement du soin de se procurer la paix; cependant, en voulant la faire, il ne voulait pas la recevoir. Ainsi, pour mieux s'entendre, on prolongea d'abord la trève jusqu'au 1er juin 1538.

Les progrès faits par les luthériens et les calvinistes dans les différentes contrées de l'Europe, avaient déterminé Paul III à convoquer un concile à Trente, qui devait juger ces disputes religieuses. Pour parvenir à ce rassemblement d'évêques, il fallait rétablir la paix en Europe; le pape sollicita et obtint de Charles-Quint et de François Ier qu'ils se rendraient à Nice, où il convint de se trouver lui-même pour concilier les différens.

Mais le duc de Savoie, alarmé de voir choisir Nice pour le lieu des rendez-vous, et craignant que ce ne fût un motif secret pour s'emparer de la seule place qui lui restait, refusa de recevoir les trois têtes couronnées. Le pape fut obligé de se loger dans un couvent de franciscains, près de Nice; l'empereur à Villefranche, et le roi de France à Villeneuve, à un quart de lieue de Nice.

Ainsi le duc de Savoie, qui avait un si grand intérêt à ménager les trois puissances qui se trouvaient réunies, et qui devaient naturellement décider de son sort, par sa conduite timide et inconstante, mécontenta l'empereur, irrita le pape, et ne satisfit pas le roi.

Cependant le pape, pour remplir son but, voyait alternativement Charles et François Ier; il écoutait leurs plaintes, il proposait des expédiens, et cherchait à concilier des esprits irrités et jaloux : il était secondé, dans cette respectable entreprise, par la reine de France Éléonore d'Autriche, sœur de l'empereur.

Le résultat de leurs instances fut que, la paix ne pouvant se conclure, on s'arrêta à une trève de dix ans entre les deux puissances.

Après cette trève signée, le pape ménagea une entrevue entre ces deux grands rivaux, à la rade d'Aigue-Morte; Charles-Quint même descendit à terre, fit la première visite, et se mit entre les mains de son ennemi : c'était la suite de l'esprit du temps. Charles se défia toujours des promesses du monarque; il se livra à la foi du chevalier.

Le duc de Savoie fut long-temps victime de

la trève et de l'entrevue. Ces deux monarques, qui, en se voyant avec tant de familiarité, prenaient toujours des mesures l'un contre l'autre, gardèrent les places du duc; le roi de France pour se frayer un passage, dans l'occasion, vers le Milanais, et l'empereur pour l'en empêcher.

De retour en Espagne, l'empereur apprend que la ville de Gand s'était révoltée, et que le feu de l'insurrection menaçait tous les Pays-Bas. Gand voulait se donner au roi de France, comme à son seigneur souverain; l'exemple de cette ville, l'une des plus grandes et des plus riches de l'Europe, pouvait entraîner la Flandre et une partie du Brabant. François Ier, à qui Charles-Quint promettait alors l'investiture du Milanais pour le duc d'Orléans, rejeta les propositions des Gantois, dans la crainte de rompre les négociations entamées avec la cour de Madrid.

Charles-Quint ose alors demander à François Ier le passage à travers ses états, pour se rendre en Flandre. Non seulement on lui accorde cette faveur, mais, pour lui ôter toute inquiétude, le dauphin et le duc d'Orléans vont au-devant de lui jusqu'à Baïonne, et l'accompagnent, comme pour lui servir d'otages;

le roi lui-même vint jusqu'à Châtelleraut. Ce voyage fut un enchaînement de fêtes; le but était d'aller faire pendre quelques malheureux citoyens.

Le dessein de François Ier, en recevant l'empereur dans ses états avec tant d'appareil et de bonne foi, était d'obtenir de lui l'investiture du Milanais : ce fut dans cette vaine idée qu'il refusa l'hommage des Gantois; il n'eut ni Gand ni Milan.

La générosité avec laquelle le roi avait reçu l'empereur en France, tant de fêtes somptueuses, tant de témoignages de confiance et d'amitié réciproques, n'aboutirent donc qu'à de nouvelles guerres.

Tandis que Charles-Quint, pour mettre le comble à sa gloire, voulait conquérir Alger, comme il avait subjugué Tunis quelques années auparavant, et qu'il échouait dans cette entreprise, François Ier envoyait à Constantinople, par la voie de Venise, deux ambassadeurs, pour y resserrer les nœuds de son alliance avec Soliman. L'empereur, averti de leur départ et de la route qu'ils devaient prendre, donne l'ordre au marquis Dugaste, son gouverneur dans le Milanais, de s'en défaire le plus secrètement possible, et de lui faire par-

venir leurs instructions, sous prétexte qu'ils étaient nés tous deux sujets de l'empereur : malgré la violation la plus manifeste du droit des gens et la générosité dont se piquaient alors les officiers du roi, ainsi que ceux de l'empereur, l'ordre de celui-ci fut exécuté.

Le roi ne pouvait pas souffrir impunément une pareille insulte ; aussi déclara-t-il hautement qu'il tirerait une vengeance exemplaire du meurtre de ses deux envoyés ; aussi la guerre ne tarda-t-elle pas à recommencer avec fureur vers les Pyrénées, vers les Alpes, et en Picardie.

François Ier ayant disgracié le connétable de Montmorenci, l'amiral de Brion, le chevalier Poyet, le cardinal de Lorraine, d'Annebaut, et le cardinal de Tournon, se trouvèrent seuls à la tête des affaires. Ces nouveaux ministres, plus zélés qu'habiles, crurent mal à propos devoir se distinguer par de nouveaux plans. Celui de la guerre semblait tout tracé ; il fallait continuer les conquêtes dans le Piémont, pénétrer jusque dans le Milanais, et l'arracher à l'empereur : on se contenta, au contraire, de se soutenir du côté de l'Italie, et on porta la guerre vers le Roussillon et le Luxembourg.

Langey, qui commandait dans le Piémont

en qualité de gouverneur, n'avait que cinq mille hommes d'infanterie ; le marquis Dugaste, qui commandait les Impériaux, en avait quinze mille. Malgré cette inégalité de forces et sa mauvaise santé, Langey sut rendre la fortune à peu près égale ; il était même parvenu à débaucher un corps de six mille Italiens qui servaient dans l'armée impériale, et, ainsi renforcé, il allait tenir la campagne, lorsque les Suisses refusèrent de poursuivre les Impériaux, et se retirèrent à Pignerol. Langey, ainsi abandonné, distribua ses troupes dans les différentes places, et prit le parti de se faire porter à Turin. L'activité de son esprit formait un contraste singulier avec ses infirmités corporelles. Paralytique, à demi mort et presque éteint, porté en chaise dans tous ses voyages et toutes ses expéditions, ce même homme, quand il fallait agir, devenait ce général vigilant dont la loyauté et les entreprises mettaient tout le Piémont en mouvement. Dugaste, enhardi par la retraite de Langey, s'était emparé du château de Carignan. A la nouvelle de cette prise, le roi écrivit à Langey de tenter l'impossible pour rentrer dans ce château ; la chose était déjà faite quand le courrier arriva. C'était un spectacle intéressant pour les

militaires que l'attention avec laquelle Langey et Dugaste s'observaient, s'attaquaient, se défendaient, et profitaient de tous leurs avantages.

L'arrivée en Italie des troupes françaises qui avaient échoué devant Perpignan, n'y procura pas les avantages qu'on aurait dû en attendre. Annebaut, qui les commandait, voulant tout faire par lui-même, eut peu d'égards pour les avis de Langey, et fut accusé d'avoir manqué volontairement deux expéditions importantes proposées par ce dernier, l'une pour prendre Casal, l'autre pour enlever l'armée impériale, alors très-affaiblie.

Langey, sensible au mépris que d'Annebaut faisait de son expérience et de ses lumières, repassa en France, et mourut à Saint-Symphorien, sur la montagne de Tarare, le 9 janvier 1543.

Cette perte était d'autant plus fâcheuse, qu'elle était irréparable. Aucun homme alors ne porta dans les affaires autant de courage, d'activité, d'intelligence, de connaissances dans les intérêts des princes, un caractère à la fois aussi insinuant, aussi obligeant : nul homme ne fut en même temps plus zélé, plus désintéressé, plus généreux. Il employa tous

ses talens, tout son bien, tous ses amis, tout son être, au service de la patrie : on le vit nourrir dans le Piémont, à ses dépens et sur son crédit, toutes les personnes que les guerres avaient ruinées. *Cet homme,* dit Charles-Quint en apprenant sa mort, *m'a fait seul plus de mal que tous les Français ensemble.*

Langey mort, son frère, Martin du Bellay, soumit plusieurs châteaux, sur la montagne du Mont-Ferrat qui dominait Turin, au point qu'on ne pouvait entrer ni sortir, ni introduire des vivres dans la place. Après ce succès, du Bellay vint rejoindre, devant Coni, Annebaut, qui faisait le siége de cette place, et qui fut obligé de le lever, ayant été repoussé dans un assaut où il perdit beaucoup de monde. Ce fut par cette malheureuse expédition que d'Annebaut termina la campagne en Italie, comme il l'avait terminée en Roussillon par la levée du siége de Perpignan : heureusement il quitta le Piémont, et en laissa le commandement à Boutières, qui, malgré ses négligences, conserva, grace à la prudente vigilance de du Bellay, la ville de Turin, qu'une trahison bien ourdie devait livrer à César de Novare. Pendant cette campagne, les avantages furent à peu près égaux entre l'empereur et le roi.

Cependant la guerre continuait, et il devenait important pour François Ier de dissuader l'empereur des Turcs de toutes les fausses inculpations qu'on n'avait cessé d'imaginer pour brouiller les deux souverains, et empêcher ce dernier de continuer ses puissantes diversions, qui avaient été souvent si heureuses pour la France. Après l'assassinat de Rincon et de Frégose, il fallait trouver quelqu'un qui voulût se charger du dangereux honneur d'une commission qui exposait à de tels périls, et qui fût très en état de la bien remplir; du Bellay proposa au roi le capitaine Paulin, connu depuis sous le nom du baron de la Gade.[1] Il avait démêlé en lui de grands talens pour la négociation, et le courage nécessaire pour braver tous les dangers et vaincre toutes les difficultés.

Paulin arriva à Constantinople, parla si éloquemment, agit si subtilement, qu'il détruisit tous les préjugés, dissipa tous les nuages, mit dans ses intérêts l'aga des janissaires, et parvint enfin à se faire entendre, croire et goûter de Soliman lui-même, dont il devint presque un favori, et obtint tout ce qu'il demanda. Chérédin, surnommé Barberousse, amiral du sul-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (69).

tan et vice-roi d'Alger, eut ordre de le prendre sur sa flotte, de lui obéir en tout, et de ne faire la guerre que selon ses conseils : dès-lors, les forces maritimes ottomanes, composées de cent dix galères, commandées par Barberousse, firent voile vers les côtes de Provence, et vinrent se joindre à celles des Français, commandées par le comte d'Enguien, âgé alors de vingt-deux ans.[1]

Bientôt les fleurs de lis et le croissant sont devant Nice; mais les Français et les Turcs sont obligés d'évacuer la ville et de lever le siége du château, à l'approche du duc de Savoie et d'André Doria, ce héros qu'on peut mettre à la tête de tous ceux qui servaient la fortune de Charles-Quint.

Le comte d'Enguien ramena sa flotte à Marseille, et, sur le bruit répandu qu'on allait livrer bataille à l'empereur, il courut se rendre à l'armée royale : de son côté, Barberousse, n'ayant plus avec lui les Français pour le contenir, signala ses courses par ses ravages ordinaires; il saccagea ou brûla plusieurs villes en Toscane, dans le royaume de Naples, désola et saccagea l'île de Lipari.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (70).

Pendant ces événemens maritimes, la guerre se continuait dans le Piémont ; le marquis Dugaste avait assiégé Mont-Dovi : par de faux ordres, il avait déterminé le commandant à se rendre ; et, par la plus infâme des trahisons, ses troupes avaient violé les articles les plus sacrés de la capitulation, en dépouillant les Suisses et en en massacrant plusieurs ; cruauté inouïe dont les Suisses se vengèrent par la suite, en faisant périr une grande multitude d'Espagnols, auxquels, dès cet instant, ils avaient voué une haine éternelle.

Après cette prise importante, Dugaste marcha droit à Carignan : cette ville domine, au nord, la plaine entre Turin et Pignerol ; au levant, tout ce qui est entre le Pô et le Tanaro ; au couchant, une grande partie du marquisat de Saluces. Au moyen de fortes garnisons dans Carignan et dans Vulpiano, on pouvait fatiguer, par des courses continuelles, les Français renfermés dans Pignerol, et peut-être leur enlever, avec Turin, tout ce qu'ils possédaient entre les Alpes et le Pô, ou leur ôter au moins toute communication avec les places situées au levant et au midi de Carignan. Pour priver les ennemis de tous les avantages qu'ils pouvaient retirer de Carignan, Boutières, ne pouvant la

défendre, en faisait démolir les fortifications. Dugaste le prévint ; il chassa les travailleurs, mit en fuite les troupes qui voulurent les soutenir, et qui se réfugièrent à Mont-Callier : il fit ensuite réparer les fortifications, et rendit cette place une des plus fortes de l'Italie.

Quelques levées faites en Provence, en Dauphiné et en Suisse, ayant remis Boutières en état de tenir la campagne, il s'avança vers le nord du Piémont, prit quelques petites places, et alla attaquer Yvrée, dont il leva le siége pour aller, avec sa petite armée, au-devant du comte d'Enguien, qui venait le remplacer et commander dans le Piémont.

Malgré l'extrême rigueur du froid, le nouveau général français voulut mériter, par d'utiles exploits, le commandement confié à sa jeunesse ; il tint d'abord un grand conseil, pour n'être point taxé de présomption ou d'imprudence. D'après les avis des officiers les plus expérimentés, on y arrêta le plan de la campagne, qui devait commencer par le siége de Carignan.

Cette entreprise était difficile ; Carignan était défendue par quatre mille hommes de meilleures troupes impériales, et les vivres y venaient en abondance de tous les lieux circon-

voisins. Il fallait d'abord lui ôter cette ressource. Le comte fit brûler un pont par où la garnison recevait des rafraîchissemens de tous les pays, entre le Pô et le Tanaro : quant à celui en-deçà du Pô, afin de l'empêcher d'y communiquer, le comte alla camper à Vimeux, et fit fortifier le petit poste de Saint-Martin, sur le chemin de Mont-Callier, au sud-ouest de Carignan, en-deçà du Pô.

De son côté, Dugaste mettait une grande importance à conserver Carignan; il rassembla ses forces à Quiers, dans l'intention de ravitailler Carignan, à quelque prix que ce pût être.

A cette nouvelle, le comte d'Enguien, après avoir laissé une garnison suffisante au poste de Vimeux, passa le Pô sur un pont de bateaux, jeté entre Carignan et Mont-Callier, aux Sablons, et alla camper à Ville-Destellon, entre Quiers et Carignan, coupant absolument cette communication, tandis que Villeneuve coupait celle d'Ast.

Dès-lors le marquis Dugaste se décida à aller passer le Pô près de Carmagnole, au-dessus de Carignan, à ouvrir entièrement à cette ville la communication du marquisat de Saluces, qui lui fournirait des vivres en abondance, et à enfermer les Français au-delà du Pô, dans un

pays ruiné depuis long-temps, où ils seraient affamés et harcelés par les garnisons de Quiers, d'Ast, de Mont-Dovi, de Coni, de Fossano, et de plusieurs autres places.

Le général français, qui sentit tout le danger pour son armée de l'exécution de ce projet, alla s'emparer lui-même de Carmagnole.

Ainsi ces deux généraux savaient se deviner, se prévenir, et les obstacles qu'ils craignaient réciproquement stimulaient leur génie, développaient leurs talens, et étendaient leurs lumières.

La prise de Carmagnole achevant de resserser entièrement Carignan, les officiers fixèrent des termes auxquels ils convenaient de capituler. Tout annonçait une bataille prochaine que le comte d'Enguien était bien loin de vouloir éviter, mais pour laquelle il voulait connaître le sentiment du roi, et pouvoir payer la solde de l'infanterie française, due depuis trois mois, ainsi que la paie des Suisses et des autres troupes étrangères, qui pourraient refuser de marcher au moment où l'on voudrait combattre. Il se décida donc à envoyer Montluc au roi, pour lui faire part de la position dans laquelle il se trouvait, et lui demander de l'argent et ses ordres.

Introduit dans le conseil, Montluc trouva de grandes oppositions sur la bataille, et le roi était à peu près le seul qui fût d'avis de la hasarder. Vous n'avez qu'un seul mot, disait Montluc au comte de Saint-Paul, *Si nous perdons.* Pourquoi ne pas dire plutôt : *Si nous gagnons?* et nous gagnerons en effet. Ce ton enthousiaste était encore celui des beaux temps de la chevalerie, il était fait pour plaire au roi; aussi s'écria-t-il : *Qu'ils combattent donc, et qu'ils soient victorieux.*

Montluc porta au camp français la permission de combattre, et la promesse que du Bellay le suivrait avec de l'argent pour payer les troupes.

Sur le bruit de la permission accordée au comte d'Enguien de livrer bataille, toute la jeune noblesse prit la poste pour se rendre en Piémont; Boutières même, qui s'était retiré dans ses terres, accourut, comme les autres, pour avoir part au combat. Mais ces dignes chevaliers ne s'en tinrent pas là; ils offrirent au général, qui manquait d'argent, tout ce qu'ils avaient apporté, et la circonstance le décida à l'accepter.

Cependant le marquis Dugaste, voyant les Français maîtres de Carmagnole, résolut d'aller passer le Pô sur le pont de bateaux construit et fortifié aux Sablons par le comte d'Enguien, qui avait supposé être dans le cas d'en avoir besoin pour son retour. Dans la supposition où les Français s'avanceraient pour le défendre, il avait projeté de passer sur les derrières de Carmagnole, mettant entre lui et les Français des marais qui couvriraient son armée; de traverser le Pô sur un pont dont il portait les pièces, de pénétrer dans le marquisat de Saluces, d'y prendre trente mille sacs de blé, d'en jeter la moitié dans Carignan, d'en garder le reste pour ses subsistances, d'enfermer l'armée française entre le Pô et le Torranno, où elle se consumerait faute de vivres; de ruiner et brûler, dans le reste du Piémont, tout le plat pays, et, après avoir pourvu à la sûreté des places, de marcher vers Yvrée, où il serait renforcé de dix mille hommes; de pénétrer dans la Savoie et la Bresse par le Val d'Aouste, de s'avancer jusqu'à Lyon pour y attaquer la France, tandis que l'empereur l'insulterait du côté de la Champagne.

Le général espagnol s'était mis en marche pour exécuter ce vaste plan, lorsqu'il rencontra sur ses pas, le 13 avril 1544, l'armée française qui arrivait sur les hauteurs de Cerisoles,

d'où elle commença à escarmoucher, après s'être mise en bataille, au lieu d'attaquer l'armée impériale avant que toutes ses troupes fussent arrivées.

Après avoir attendu inutilement pendant quatre heures, le comte d'Enguien se retira à Carmagnole, afin de donner à ses soldats quelques momens de repos, qui devenait nécessaire après une marche forcée pendant une chaleur excessive.

Le 14 avril il en partit, une heure avant le jour, pour reprendre son premier poste; mais il le trouva déjà occupé par l'ennemi, qui joignait alors à la supériorité du nombre l'avantage de la position. Malgré ces inconvéniens, le général français, obligé de céder à l'ardeur des soldats, qui demandaient à grands cris à combattre, les rangea en bataille. Il donna à Boutières l'aile droite, avec quatre-vingts lances, trois mille hommes d'infanterie conduits par Detaix, et un corps nombreux de cavalerie légère, qui obéissait à Determes; il se mit au centre avec deux cents lances, quatre mille fantassins de vieilles bandes gascones, et quatre mille Suisses; l'aile gauche fut confiée à Dampierre, avec quatre mille fantassins du comté de Gruyères, enclavé dans la Suisse, trois mille

Italiens, et quatre ou cinq cents archers à cheval. On plaça huit pièces de canon à la tête des Suisses, et autant à celle des Gruyériens. Martin du Bellay et Monneins furent chargés des fonctions d'aide-de-camp.

On donna à Montluc et à quelques autres capitaines sept ou huit cents arquebusiers pour couvrir la marche de l'armée, et amuser l'ennemi pendant qu'elle se formait.

La gauche de l'armée impériale était commandée par le prince de Salerne, avec dix mille fantassins napolitains et huit cents chevaux florentins conduits par Rodolphe Baglioné. Le général espagnol commandait, au centre, dix mille lansquenets aux ordres d'Alisprand de Mandruce, et huit cents chevaux; à la droite était Raimond de Cordoue, avec six mille hommes de vieilles bandes espagnoles et allemandes, et huit cents chevaux conduits par le prince de Sulmone; l'aile gauche, que le général regardait comme la plus faible, était placée sur la hauteur, et couverte par toute l'artillerie qui, de là, foudroyait l'armée française; il avait enjoint expressément au prince de Salerne, qui la commandait, de rester immobile jusqu'à nouvel ordre.

Le combat commença par les arquebusiers

des deux partis, qui se battirent quatre heures sans que les armées s'ébranlassent. Cependant le marquis Dugaste, voyant qu'il ne pouvait attirer les Français, marcha à la tête de huit cents chevaux, suivi des dix mille lansquenets qui formaient le centre de sa bataille : alors Detaix, qui commandait l'infanterie de l'aile droite, croyant ce moment favorable pour prendre en flanc ce corps qui s'avançait ainsi détaché de ses ailes, voulut marcher; mais du Bellay, qui était chargé de surveiller tous les mouvemens, s'étant apperçu que celui-ci découvrait le flanc des Suisses, obligea Detaix de retourner à son poste. Cependant, en s'avançant ainsi avec son corps de bataille, Dugaste eut bientôt masqué son artillerie : dès-lors les Suisses et les bandes gasconnes, qui s'étaient mis ventre à terre pour en éviter les effets, se lèvent, se serrent, forment une colonne, et tombent en masse sur les Allemands, sur lesquels ils eurent bientôt un grand avantage. Les Allemands combattaient avec de longues piques, qu'ils tenaient par le bout; les Suisses et les Gascons les portaient plus courtes, et les tenaient par le milieu.

Dès l'instant où ces deux corps furent aux prises, on pouvait sans danger attaquer le flanc

des Impériaux; c'est ce que fit Boutières avec sa cavalerie, qui deux fois traversa les lansquenets d'un bout à l'autre. C'était peut-être trop oublier que l'ennemi pouvait aussi insulter le flanc de la colonne ou de l'aile droite de l'armée française. En effet, Baglioné, à la tête de ses huit cents chevaux florentins, tenta de le faire; mais Determes, qui l'observait, marcha à lui avec ses chevaux-légers, culbuta du premier choc la cavalerie italienne, la renversa sur l'infanterie du prince de Salerne, et, ne regardant pas assez s'il était suivi, s'enfonça seul au milieu de cette troupe, où il fut renversé de son cheval et fait prisonnier : quant au prince de Salerne, observateur rigide des ordres qu'il avait reçus, il se borna à rallier ses troupes et à les rassurer.

Ainsi les succès de l'aile droite et du centre de l'armée française n'étaient pas douteux, tandis qu'à l'aile gauche, quoique Dampierre eût mis en fuite la cavalerie commandée par le prince de Salerne, les soldats de Gruyères et les Italiens, n'osant attendre le choc des vieilles bandes espagnoles et allemandes, avaient lâché le pied, et pris honteusement la fuite. En vain le comte d'Enguien, qui était accouru avec sa gendarmerie pour réparer ce désordre,

avait-il percé deux fois cette redoutable colonne, après avoir perdu l'élite de ses braves, il ne put réussir à retarder sa marche. Ne sachant point encore ce qui s'était passé au centre et à l'aile droite, qui lui étaient cachés par une colline, le comte crut que la bataille était perdue : résolu dès-lors à ne point survivre à cette défaite, il ne songeait plus qu'à vendre chèrement sa vie, lorsqu'il vit arriver à son secours des corps de cavalerie ; les Gruyériens eux-mêmes, honteux de leur fuite, revinrent se former derrière leurs officiers qui combattaient encore, et marchèrent contre ces vieilles bandes qui chantaient déjà victoire, mais qui, voyant marcher contre elles des troupes de tous côtés, commencèrent à se replier, toujours en ordre de bataille, et sans perdre leurs rangs. Cependant il fallait achever la défaite de cette troupe. On fit marcher contre ses flancs les Gascons et les Suisses, qui la harcelèrent pendant plus d'un mille de chemin; les Suisses sur-tout, se rappelant la manière dont ils avaient été traités à Mondovi par les Espagnols, s'animaient à la vengeance contre eux en criant *Mondovi !* et les massacraient impitoyablement. Ainsi la troupe du prince de Salerne, qui n'avait point reçu les ordres d'attaquer, et qui s'était échappée par des chemins détournés, fut la seule épargnée. On évalua la perte des ennemis à quinze mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers de distinction; quatorze pièces d'artillerie, la caisse militaire de l'armée, la vaisselle d'argent du marquis Dugaste et des principaux officiers, une forte somme d'argent monnoyé, les pièces du pont sur lequel le marquis projetait de passer le Pô, six à sept mille cuirasses, et le convoi destiné pour Carignan, que le commandant, Pierre Colonne, refusa, pendant dix jours, d'évacuer, et qui ne consentit à se rendre qu'après avoir épuisé absolument toutes ses munitions. Les historiens ne font monter la perte des Français, dans cette journée mémorable, qu'à deux cents hommes à peu près.

Ainsi, environ un siècle après, un prince du même nom, du même âge, et non moins grand général, acheva à Rocroy et dans les plaines de Lens la destruction totale de ces fameuses bandes espagnoles, auxquelles un de ses aïeux avait déjà fait essuyer un si terrible échec à Cerisoles.

Quelques historiens ont beaucoup blâmé le comte d'Enguien, arrivé le 13 sur les hauteurs de Cerisoles, de n'avoir point attaqué sur-le-

champ les Impériaux, dont l'armée n'était pas entièrement réunie, (le marquis Dugaste ayant commis la faute de laisser les Espagnols en arrière pour dégager une partie de son artillerie, qui était embourbée.)

Nous ne pensons pas de même. D'abord, l'armée française avait fait une marche forcée; les soldats étaient excédés de chaleur, ils avaient besoin de repos, et probablement de nourriture, et ce ne sont pas là les momens qu'il faut choisir pour combattre : ensuite, quoique les Espagnols n'eussent pas joint le corps de bataille, l'armée ennemie était encore supérieure en nombre à celle des Français. Nous pensons donc que la première faute faite par le comte d'Enguien, fut de quitter son camp pour se retirer à Carmagnole; la seconde, de n'avoir pas songé qu'en y restant, il pouvait et devait le fortifier pour y attendre les ennemis, et profiter contre eux de tous les avantages de la nature et de l'art; la troisième, d'avoir confié l'aile gauche aux Gruyériens et aux Italiens, sur lesquels il ne pouvait ni ne devait compter. Scipion lui avait laissé, dans sa conduite à Zama, un grand exemple à suivre; il avait mis au centre de son armée, et un peu en arrière, les Espagnols, dont il soupçonnait la

fidélité. A Cerisoles, le comte d'Enguien aurait dû prendre le même parti vis-à-vis des Gruyériens et des Italiens, et profiter des fautes que cette disposition peu usitée aurait pu faire commettre au général ennemi; il aurait pu aussi placer devant son centre, ainsi disposé en arrière, la plus grande partie de son artillerie, qui se serait trouvée plus à couvert, et dont les coups auraient dû nécessairement éloigner les troupes qui auraient voulu attaquer le centre : enfin il aurait dû former une réserve, qui, dans tous les cas, lui aurait été d'un très-grand secours; il aurait pu la composer des chevaux-légers commandés par Determes, et des arquebusiers commandés par Montluc, qui aurait reçu ordre de venir se former avec eux, dès l'instant où les armées en seraient venues aux prises. Cette réserve aurait pu ou secourir ou renforcer les parties qui se seraient trouvées trop pressées par l'ennemi, ou se porter sur une des ailes, la dépasser, et prendre l'ennemi en flanc ou par derrière.

Dans tout le détail où nous venons d'entrer, que voit-on ? rien autre chose que des charges plus ou moins vigoureuses, de la bravoure personnelle dans les chefs comme dans les subalternes, mais aucune disposition qui

puisse faire honneur à la capacité des généraux.

Quelle démarche que celle du marquis Dugaste, venant attaquer avec un énorme bataillon de dix mille hommes, sur dix de profondeur, conduisant ce bataillon si vîte, que les rangs, les files, les intervalles étaient dans un tel désordre, qu'on y voyait, comme dit Montluc, de grandes fenêtres et des enseignes bien derrière, sans employer d'autre précaution que celle de faire couvrir un des flancs de cette phalange par huit cents gendarmes, qui paraissent ne lui avoir été utiles que pour sa retraite!

Quelle imprudence de la part du comte d'Enguien de charger, avec mille hommes au plus de cavalerie, cinq mille piquiers et arquebusiers!

Quelle disposition que celle de cette avant-garde, de ce corps de bataille, de cette arrière-garde composant trois corps très-séparés les uns des autres, n'ayant entre eux qu'une communication très-difficile, et telle que souvent la nature du terrain les rendait invisibles les uns aux autres!

Quelle méthode défectueuse d'entremêler ainsi l'infanterie avec la cavalerie! quelle faute sur-tout de n'avoir point donné des réserves à chacun des corps!

Après une aussi grande victoire, il aurait été infiniment important de satisfaire les troupes sur la solde qui leur était due, de profiter de la haine contre les Espagnols qui se manifestait de toutes parts en Italie, de mettre à profit l'ardeur des troupes, la bonne volonté des Italiens, et la consternation des ennemis. On pouvait alors, sans grands frais, recouvrer le duché de Milan, et, en poussant jusqu'à Naples, obliger l'empereur de porter en Italie les troupes destinées à envahir la France.

Pour remplir ces vastes projets, le comte d'Enguien ne demandait point de troupes, mais seulement qu'on assignât à son armée des fonds certains qui ne fussent sujets à aucun retardement.

Le roi goûta beaucoup les idées du comte, mais il eut la sagesse de s'y refuser; il préféra, aux espérances séduisantes de faire des conquêtes en Italie, d'assurer la défense et la conservation du royaume; et, pour remplir cet objet, il retira de l'Italie douze mille hommes de vieilles troupes dont il avait besoin en France, n'y laissa que trois mille Suisses et quelques nouvelles milices, sans même fournir de quoi les soudoyer.

Malgré cet état d'abandon, le jeune prince

ne perdit pas courage. Aidé de Pierre Strozzi, l'un des principaux chefs de l'armée qui s'était formée à la Mirandole, il s'empara de Casal, d'une partie du Mont-Ferrat, du fertile pays des Langhes, qui nourrit son armée, et se disposait à pousser plus loin ses conquêtes, lorsque le marquis Dugaste, qui était plus embarrassé que lui, lui proposa une trève de trois mois, qu'il accepta, et qui fut confirmée par les deux souverains, occupés alors de plus grands intérêts.

L'empereur avait passé le Rhin, et dirigeait sa marche sur cette partie de la Champagne qui, contiguë à la Lorraine et aux trois Évêchés, manquait de places fortes, parce qu'elle semblait n'avoir rien à redouter d'un si faible voisinage.

Après avoir pris Ligny, qui lui était important pour favoriser les convois qu'il tirait de la Lorraine, sans s'arrêter à assiéger Stenay, il marcha droit à Saint-Dizier, où il ne s'attendait pas à trouver une aussi forte résistance. L'armée du roi, moins forte que celle de l'empereur, s'assemblait alors au camp de Jalon, en-deçà de la Marne, sous la conduite des deux fils de France et de l'amiral Annebaut : mais, dans la crainte d'être obligé à livrer une bataille dont la perte aurait ouvert à l'empereur le chemin de la capitale, cette armée se tenait en-deçà de la Marne, et le dauphin put à peine en détacher quelque cavalerie avec un peu d'infanterie, sous les ordres de Brissac, pour fatiguer le camp de l'empereur, et ralentir les opérations du siége. Mais cet officier, forcé par la supériorité du nombre de troupes que l'on envoya contre lui, fut obligé de revenir à Châlons après avoir perdu une partie de son infanterie.

Cependant Saint-Dizier se défendait toujours ; l'expérience et la bravoure des officiers qui s'y étaient renfermés suppléaient à la faiblesse de la place et de la garnison. L'empereur avait vu ses troupes d'élite repoussées dans un assaut général qui avait duré neuf heures, et, quelques jours après, les tranchées comblées, ses mineurs tués, ses travailleurs enlevés, et ses brèches réparées : il ne lui restait donc plus que de réduire par la famine cette intrépide garnison, lorsqu'une ruse, ou plutôt un faux ordre scellé du chiffre, sans doute contrefait, du duc de Guise, qui se trouvait alors auprès du roi, en décidant le comte de Sancerre à capituler, amena une trève de douze jours, qui donna occasion d'ouvrir des conférences pour la paix.

ne perdit pas courage. Aidé de Pierre Strozzi, l'un des principaux chefs de l'armée qui s'était formée à la Mirandole, il s'empara de Casal, d'une partie du Mont-Ferrat, du fertile pays des Langhes, qui nourrit son armée, et se disposait à pousser plus loin ses conquêtes, lorsque le marquis Dugaste, qui était plus embarrassé que lui, lui proposa une trève de trois mois, qu'il accepta, et qui fut confirmée par les deux souverains, occupés alors de plus grands intérêts.

L'empereur avait passé le Rhin, et dirigeait sa marche sur cette partie de la Champagne qui, contiguë à la Lorraine et aux trois Évêchés, manquait de places fortes, parce qu'elle semblait n'avoir rien à redouter d'un si faible voisinage.

Après avoir pris Ligny, qui lui était important pour favoriser les convois qu'il tirait de la Lorraine, sans s'arrêter à assiéger Stenay, il marcha droit à Saint-Dizier, où il ne s'attendait pas à trouver une aussi forte résistance. L'armée du roi, moins forte que celle de l'empereur, s'assemblait alors au camp de Jalon, en-deçà de la Marne, sous la conduite des deux fils de France et de l'amiral Annebaut : mais, dans la crainte d'être obligé à livrer une bataille dont la perte aurait ouvert à l'empereur le chemin de la capitale, cette armée se tenait en-deçà de la Marne, et le dauphin put à peine en détacher quelque cavalerie avec un peu d'infanterie, sous les ordres de Brissac, pour fatiguer le camp de l'empereur, et ralentir les opérations du siége. Mais cet officier, forcé par la supériorité du nombre de troupes que l'on envoya contre lui, fut obligé de revenir à Châlons après avoir perdu une partie de son infanterie.

Cependant Saint-Dizier se défendait toujours ; l'expérience et la bravoure des officiers qui s'y étaient renfermés suppléaient à la faiblesse de la place et de la garnison. L'empereur avait vu ses troupes d'élite repoussées dans un assaut général qui avait duré neuf heures, et, quelques jours après, les tranchées comblées, ses mineurs tués, ses travailleurs enlevés, et ses brèches réparées : il ne lui restait donc plus que de réduire par la famine cette intrépide garnison, lorsqu'une ruse, ou plutôt un faux ordre scellé du chiffre, sans doute contrefait, du duc de Guise, qui se trouvait alors auprès du roi, en décidant le comte de Sancerre à capituler, amena une trève de douze jours, qui donna occasion d'ouvrir des conférences pour la paix.

Le roi d'Angleterre, qui assiégeait déjà Montreuil et Boulogne, accepta les propositions du congrès ; mais l'empereur y fit proposer des conditions si dures, que les plénipotentiaires français se crurent obligés de se retirer. Dès-lors la trève étant expirée, la guerre recommença, et l'empereur se porta sur les bords de la Marne, dans l'intention de la passer. La marche de cette armée jeta l'épouvante dans Paris ; elle y devint encore bien plus forte au moment où l'empereur s'empara d'Épernay et de Château-Thierry, par l'inexécution des ordres donnés par le dauphin, et la trahison d'un capitaine qu'il avait envoyé à Épernay pour en rompre le pont et en évacuer les magasins : on en vint jusqu'à commencer des travaux pour envelopper Montmartre par de larges fossés, afin d'assurer sur ses hauteurs une retraite à l'armée du dauphin, qui, de là, aurait protégé Paris, et aidé à sa défense.

Heureusement l'empereur, de son côté, n'était pas sans inquiétude. La saison s'avançait, son armée s'affaiblissait à vue d'œil ; celle des Français, campée alors à La Ferté-sous-Jouare, se renforçait tous les jours ; le roi d'Angleterre, s'obstinant à la prise de Montreuil et de Boulogne, refusait constamment de venir le joindre : d'ailleurs, s'il attendait que les pluies d'automne rendissent les chemins impraticables, ou que la famine moissonnât la fleur de ses troupes, il s'exposait à fuir encore une fois sans conserver un seul hameau en France.

Ces considérations décidèrent l'empereur à renouer des conférences, qui se tinrent à Crespy, au grand dépit des troupes françaises, qui, connaissant leurs forces, et commençant à s'appercevoir de la situation fâcheuse de l'ennemi, brûlaient du desir de l'attaquer.

Néanmoins le roi ne fut arrêté par aucune considération, et, subjugué par la duchesse d'Étampes, il consentit à des conditions qui lui faisaient sacrifier l'état au duc d'Orléans, et qui parurent tellement onéreuses au dauphin dont on exigea la signature, qu'après l'avoir donnée, il se crut obligé de protester devant deux notaires et un grand nombre de témoins.

On peut excuser peut-être la conduite des deux souverains dans cette occasion, par l'empressement qu'ils devaient mettre l'un et l'autre à consentir à des conditions qui les tiraient sur-le-champ de la position embarrassante où ils se trouvaient, résolus qu'ils étaient sans doute l'un et l'autre de ne point accomplir le traité.

Après la légère esquisse que nous avons cru devoir donner ici de la campagne de l'empereur en Champagne, nous ne saurions nous refuser au desir de rappeler à nos lecteurs celles des Prussiens et des Impériaux en 1792, à peu près sur le même terrain, avec le dessein, comme l'avaient eu leurs ancêtres, de marcher d'abord sur Paris, et ensuite d'envahir la France.

Dans l'époque moderne, Longwy ne fit pas meilleure défense que Ligny dans l'époque ancienne; mais le commandant Baurepaire fut bien loin de se défendre à Verdun, comme le comte de Sancerre l'avait fait à Saint-Dizier; sans doute cela lui eût été plus difficile, vu les progrès de l'art de l'attaque, et la faiblesse des défenses de Verdun. Cependant, au lieu de se donner la mort, s'il se fût borné à mettre le feu aux magasins des vivres en pain et en fourrage, qui se trouvaient alors à Verdun, les Prussiens, qui trouvèrent à s'y alimenter pendant vingt-sept jours, n'auraient pu s'éloigner de cette ville, et pénétrer dans les plaines de la Champagne. Cette faute commise, on se comporta, je crois, plus militairement qu'on ne le fit sous François Ier, qui resta en-deçà de la Marne, au lieu que nos troupes marchèrent

droit à Sainte-Ménehould. On était plus à même, par là, de secourir la Lorraine et d'intimider l'ennemi, qui aurait voulu se jeter sur Reims pour marcher sur Paris : si on était obligé de reculer et de se retirer en-deçà de la Marne, on ne laissait plus devant soi qu'un pays dévasté, et n'offrant aucune ressource à l'armée qui serait venu l'occuper. D'ailleurs, cette position, plus hardie, aurait dû tranquilliser davantage les esprits, et donnait de plus grands moyens pour réunir, former et aguerrir les citoyens qui accouraient de toutes parts pour défendre leur patrie; et cependant, malgré toutes ces précautions, la peur ne s'empara pas moins de l'esprit des Parisiens, que des hommes atroces imaginèrent de tranquilliser par des massacres trop pénibles à rappeler, et, à peu près comme sous François Ier, par des prétendues fortifications, aussi ridicules qu'elles auraient été insuffisantes.

Cependant, quoique les Allemands modernes n'eussent pas eu des succès comme sous Charles-Quint, qu'ils ne se fussent pas avancés jusqu'à Château-Thierry, qu'ils eussent été arrêtés à Varennes par les sages dispositions du général Kellermann, la dyssenterie, les maladies, la conviction qu'ils eurent trop tard que tous les

Français n'accouraient pas au-devant d'eux, et on doit ajouter quelques considérations politiques,[1] les décidèrent à se retirer d'un pays où ils auraient infailliblement perdu la plus grande partie de leur armée; mais, dans cette dernière circonstance, aucun traité, aucune trève ne favorisait la retraite des Impériaux et des Prussiens; et l'on peut croire que, si le général Dumouriez, au lieu de venir à Paris, au lieu de faire filer la majeure partie de l'armée vers la Belgique, eût marché, de concert avec le général Kellermann, à la suite des ennemis, il en eût bien peu échappé. D'ailleurs, en prenant ce parti, les armées françaises auraient facilement gagné les bords du Rhin, l'auraient traversé, et, en portant la guerre dès cet instant en Allemagne, auraient délivré la France des ennemis qui vinrent depuis, d'un côté, jusqu'aux portes de Strasbourg, et, de l'autre, jusqu'à celles de Péronne et de Dunkerque.

La conjuration de Gènes venait d'échouer.[2] La paix étant conclue entre l'empereur et François Ier, le roi d'Angleterre se décida dès-lors

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (71).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (72).

à en faire autant avec ce prince, événement qui précéda de bien peu de temps la mort de l'un et de l'autre, Henri le 28 janvier 1547, François Ier le 31 mars de la même année.

Ce roi fut en tout la victime du bonheur de Charles-Quint; il laissa, en mourant, une discorde trop durable entre la maison de France et celle d'Autriche.

On reproche à ce prince le supplice de Semblançay, l'oppression de Bourbon, la faveur de Bonnivet, des généraux nommés par l'amour, traversés par la haine; l'autorité souvent déposée en des mains étrangères, l'empire de la duchesse d'Angoulême, celui non moins étonnant de madame de Châteaubriant, les intrigues de la duchesse d'Étampes dans la campagne de 1544 impunies, les ministres placés ou déplacés au gré de la maîtresse régnante, l'exil de Montmorenci; enfin on reproche à ce prince ce que l'histoire peut reprocher à presque tous les monarques : légéreté, insouciance, entêtement, despotisme, déprédation, cruauté, injustice, orgueil, etc.....

FIN DU LIVRE DIXIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE ONZIÈME.

Mort de Luther. — Concile de Trente. — Mort de Paul III. — Jules III est placé sur le trône pontifical. — La guerre recommence en Italie. — Bataille de Neuberg. — Prise de Toul, Metz et Verdun. — Paix de Passau. — L'empereur est obligé de lever le siége de Metz. — Les Siennois recouvrent leur liberté. — Bataille de Muriano perdue par les Français. — Brissac prend Yvrée et surprend Casal. — Formation en France des églises réformées. — Mort de Jules III. — Exaltation de Paul IV. — Défense de Sienne par Montluc. — Remontrances du parlement de Paris contre l'inquisition. — Le duc d'Albe est obligé de lever le siége de San-Yago. — Ligue avec le pape. — Abdication de Charles-Quint. — Sa mort. — Le duc de Guise entre en Italie pour attaquer le royaume de Naples. — Trompé par les neveux du pape, il s'apprêtait à repasser en France; il en reçoit l'ordre après la perte de la bataille de Saint-Quentin. — Ce général s'empare de Calais, de Guines, de Ham. — Le roi d'Espagne consent à des conférences à Cercamp. — Le duc de Sessa se retire dans le Milanais. — Mort de Marie, reine d'Angleterre. — Élisabeth lui succède. — Les conférences se reprennent à Cateau-Cambrésis. — On y signe la paix. — Mort d'Henri II.

LIVRE ONZIÈME.

DEPUIS l'avénement d'Henri II au trône jusqu'à la paix du Cateau-Cambrésis.

Du 1er avril 1547 au 3 avril 1559.

LUTHER était mort à Eisleben, lieu de sa naissance, le 18 février 1546, à l'âge de soixante-trois ans. Son système religieux faisait les progrès les plus rapides; près de la moitié de l'Allemagne avait secoué le joug de l'église romaine, la fidélité du reste s'ébranlait de toutes parts; la ligue de Smakalde donnait aux protestans une influence qui balançait celle de l'empereur, ils paraissaient unis autant pour le maintien de leur liberté que pour leur religion; enfin l'empereur avait donné une existence légale au protestantisme, dans l'assemblée de Nuremberg, en accordant à ceux qui professaient cette religion la liberté de conscience jusqu'à la tenue du concile général légitimement convoqué.

Les protestans avaient dû cette indulgence aux mahométans qui ravageaient la Hongrie; mais à peine le danger fut-il passé, que Charles-

SOMMAIRE

DU LIVRE ONZIÈME.

Mort de Luther. — Concile de Trente. — Mort de Paul III. — Jules III est placé sur le trône pontifical. — La guerre recommence en Italie. — Bataille de Neuberg. — Prise de Toul, Metz et Verdun. — Paix de Passau. — L'empereur est obligé de lever le siége de Metz. — Les Siennois recouvrent leur liberté. — Bataille de Muriano perdue par les Français. — Brissac prend Yvrée et surprend Casal. — Formation en France des églises réformées. — Mort de Jules III. — Exaltation de Paul IV. — Défense de Sienne par Montluc. — Remontrances du parlement de Paris contre l'inquisition. — Le duc d'Albe est obligé de lever le siége de San-Yago. — Ligue avec le pape. — Abdication de Charles-Quint. — Sa mort. — Le duc de Guise entre en Italie pour attaquer le royaume de Naples. — Trompé par les neveux du pape, il s'apprêtait à repasser en France; il en reçoit l'ordre après la perte de la bataille de Saint-Quentin. — Ce général s'empare de Calais, de Guines, de Ham. — Le roi d'Espagne consent à des conférences à Cercamp. — Le duc de Sessa se retire dans le Milanais. — Mort de Marie, reine d'Angleterre. — Élisabeth lui succède. — Les conférences se reprennent à Cateau-Cambrésis. — On y signe la paix. — Mort d'Henri II.

LIVRE ONZIÈME.

DEPUIS l'avénement d'Henri II au trône jusqu'à la paix du Cateau-Cambrésis.

Du 1er avril 1547 au 3 avril 1559.

LUTHER était mort à Eisleben, lieu de sa naissance, le 18 février 1546, à l'âge de soixante-trois ans. Son système religieux faisait les progrès les plus rapides; près de la moitié de l'Allemagne avait secoué le joug de l'église romaine, la fidélité du reste s'ébranlait de toutes parts; la ligue de Smakalde donnait aux protestans une influence qui balançait celle de l'empereur, ils paraissaient unis autant pour le maintien de leur liberté que pour leur religion; enfin l'empereur avait donné une existence légale au protestantisme, dans l'assemblée de Nuremberg, en accordant à ceux qui professaient cette religion la liberté de conscience jusqu'à la tenue du concile général légitimement convoqué.

Les protestans avaient dû cette indulgence aux mahométans qui ravageaient la Hongrie; mais à peine le danger fut-il passé, que Charles-

Quint, oubliant les services qu'il venait de recevoir des protestans, s'occupa plus fortement que jamais des moyens d'anéantir le protestantisme. Dans cette vue, il engagea Paul III à assembler le concile de Trente, qui commença ses séances à la fin de l'année 1545, et dura dix-huit ans, sous le pontificat de cinq papes; cependant les protestans avaient déclaré que jamais ils ne regarderaient comme leurs juges des évêques convoqués, non pour examiner leur doctrine, mais pour la condamner : d'un autre côté, on comptait à peine quarante évêques à Trente, et le pape et l'empereur se pressaient si peu de faire augmenter leur nombre et de hâter leurs opérations, qu'on était forcé de se convaincre qu'ils s'occupaient l'un et l'autre d'objets plus importans pour eux.

La mort de François Ier avait donné à Charles-Quint des espérances qu'il ne vit jamais se réaliser. Non seulement il eut dans Henri II, successeur de François Ier, un ennemi redoutable, mais, dans ce même temps, les partisans de la nouvelle religion, en Allemagne, assemblaient contre lui une grande armée : pour la combattre, il fut obligé d'avoir recours aux Espagnols, et à l'argent et aux troupes du pape Paul III.

Avant cet événement, l'empereur, après avoir contribué en Italie à l'assassinat de Pierre-Louis Farnèze, duc de Parme et de Plaisance, fils naturel du pape Paul III, s'était emparé de Plaisance, et se serait mis en possession de Parme, si Camille Ursin, officier du pape, ramassant à la hâte quelques compagnies, n'eût fermé les portes et contenu les bourgeois.

Henri II s'était empressé de saisir cette occasion pour soulever l'Italie contre Charles-Quint; il avait envoyé à Rome le cardinal de Lorraine, afin de décider le pape à former une ligue qui fût d'abord défensive, mais que le cardinal voulait rendre offensive et générale. Les Vénitiens, à la nouvelle de la prise de Plaisance, avaient tenu des conseils, et s'étaient préparés à la guerre. A Naples, cinquante mille hommes avaient pris les armes, et auraient massacré tous les Espagnols, s'ils n'eussent pris la précaution de se renfermer dans la citadelle : les chefs de la révolte s'étaient réfugiés à Rome, ils y sollicitaient vivement la protection du pape et celle du cardinal de Lorraine. On avait besoin de la marine vénitienne pour tenir la mer, et entreprendre avec succès de soutenir les Napolitains. Le pape se chargeait d'obtenir leur adhésion : à leur défaut,

Quint, oubliant les services qu'il venait de recevoir des protestans, s'occupa plus fortement que jamais des moyens d'anéantir le protestantisme. Dans cette vue, il engagea Paul III à assembler le concile de Trente, qui commença ses séances à la fin de l'année 1545, et dura dix-huit ans, sous le pontificat de cinq papes; cependant les protestans avaient déclaré que jamais ils ne regarderaient comme leurs juges des évêques convoqués, non pour examiner leur doctrine, mais pour la condamner : d'un autre côté, on comptait à peine quarante évêques à Trente, et le pape et l'empereur se pressaient si peu de faire augmenter leur nombre et de hâter leurs opérations, qu'on était forcé de se convaincre qu'ils s'occupaient l'un et l'autre d'objets plus importans pour eux.

La mort de François Ier avait donné à Charles-Quint des espérances qu'il ne vit jamais se réaliser. Non seulement il eut dans Henri II, successeur de François Ier, un ennemi redoutable, mais, dans ce même temps, les partisans de la nouvelle religion, en Allemagne, assemblaient contre lui une grande armée : pour la combattre, il fut obligé d'avoir recours aux Espagnols, et à l'argent et aux troupes du pape Paul III.

Avant cet événement, l'empereur, après avoir contribué en Italie à l'assassinat de Pierre-Louis Farnèze, duc de Parme et de Plaisance, fils naturel du pape Paul III, s'était emparé de Plaisance, et se serait mis en possession de Parme, si Camille Ursin, officier du pape, ramassant à la hâte quelques compagnies, n'eût fermé les portes et contenu les bourgeois.

Henri II s'était empressé de saisir cette occasion pour soulever l'Italie contre Charles-Quint; il avait envoyé à Rome le cardinal de Lorraine, afin de décider le pape à former une ligue qui fût d'abord défensive, mais que le cardinal voulait rendre offensive et générale. Les Vénitiens, à la nouvelle de la prise de Plaisance, avaient tenu des conseils, et s'étaient préparés à la guerre. A Naples, cinquante mille hommes avaient pris les armes, et auraient massacré tous les Espagnols, s'ils n'eussent pris la précaution de se renfermer dans la citadelle : les chefs de la révolte s'étaient réfugiés à Rome, ils y sollicitaient vivement la protection du pape et celle du cardinal de Lorraine. On avait besoin de la marine vénitienne pour tenir la mer, et entreprendre avec succès de soutenir les Napolitains. Le pape se chargeait d'obtenir leur adhésion : à leur défaut,

on devait avoir recours au pirate Dragut. Mais toutes ces dispositions hostiles n'étaient qu'apparentes; elles exigeaient, avant de compter sur elles, et de pouvoir en faire une ligue offensive, que l'on examinât les choses avec plus de réflexion. Le cardinal de Lorraine fut donc obligé de proposer de revenir en France pour y soumettre ces différens objets au roi et à son conseil, afin de prendre des résolutions qui ne fussent pas inconséquentes et prématurées.

A peine cependant le cardinal de Lorraine avait-il quitté la cour de Rome, que le ressentiment si profond du pape avait fait place à des sentimens plus doux. Aucune des conditions de la ligue défensive n'avait été exécutée; et, malgré cette conduite, on se persuada à la cour de France que le pape ménageait l'empereur par timidité, et qu'à la vue d'une armée française au-delà des monts, ayant le roi en personne à sa tête, le saint père reprendrait bientôt ses premiers engagemens, peut-être même irait-il plus loin. On fit donc marcher secrètement plusieurs détachemens de troupes vers le Dauphiné. Le roi prétexta de vouloir visiter ses provinces; mais, arrivé en Italie, il s'apperçut bientôt à quel point il s'était abusé sur le compte du pape; et, tandis qu'il délibérait sur la conduite qu'il avait à tenir, un soulèvement dans la Guienne et une sédition à Bordeaux, à l'occasion de la gabelle, l'obligèrent à renvoyer promptement en France les troupes dont il s'était fait accompagner, et à y revenir lui-même.

Une année après, le pape Paul III, n'ayant pu ramener à ses devoirs Octavio, son petit-fils, qui s'était jeté dans les bras des officiers de l'empereur, expira le 10 novembre 1549, déplorant son excessive indulgence pour ses proches, la seule tache, en effet, qui eût terni la gloire de son pontificat.

La France ne sentit pas assez la perte qu'elle venait de faire, s'étant flattée mal à propos de pouvoir disposer de la tiare en faveur d'un homme qui lui serait entièrement dévoué. Après des perfidies, des cabales, des intrigues, des empoisonnemens, le choix tomba enfin sur le cardinal Delmonté, qui, sous le nom de Jules III, affecta d'abord en public de grandes obligations à la France, et n'en consentit pas moins aux desirs de l'empereur sur le retour du concile à Trente, sur l'assurance de la possession de Parme à Octavio, etc.

Cependant celui-ci, n'étant point en état de soutenir une garnison à Parme, toujours me-

nacé par les troupes de l'empereur, s'adressa inutilement au pape, qui s'était engagé à la soudoyer. On avait persuadé à Jules qu'il était de son intérêt de faire tomber Parme entre les mains de l'un de ses neveux, afin d'être plus à même d'obtenir de Charles-Quint qu'il traitât favorablement le saint siége. Les Farnèze, ayant donc insisté inutilement, prirent le parti de se jeter dans les bras de la France.

A cette nouvelle, Jules, naturellement emporté, se livra aux plus violens transports de colère; mais, n'ayant pu résoudre les Farnèze à changer de résolution, il voulut entrer en négociation avec Henri II, qui reçut très-mal le nonce du pape, et finit par lui dire que *le saint père se repentirait bientôt de ce qu'il avait fait.*

Accablé d'une réponse aussi dure, Jules ne manqua pas, comme on l'avait bien prévu, d'avoir recours à l'empereur, qui exigea de lui de citer Octavio Farnèze, et, s'il ne comparaissait pas, de le déclarer rebelle, de confisquer ses biens, et de commettre l'exécution de la sentence à l'empereur, qui était l'avoué et le défenseur du saint siége. Si la France gardait le silence, la guerre devait être bientôt terminée; si, au contraire, elle prenait parti

pour les Farnèze, elle perdrait alors infailliblement la Mirandole, dont elle s'était injustement emparée, et dont l'empereur, en qualité de suzerain, songeait à disposer en faveur d'un des neveux du pape.

En effet, il était bien difficile à la France de faire parvenir aucun secours direct dans le duché de Parme, séparé du Piémont par toute la longueur du Milanais. La première tentative que l'on fit à cet égard eut le succès le plus malheureux. Il y avait dans le Piémont cinq compagnies italiennes dévouées au service de France; le connétable imagina qu'à la faveur de la paix, qui n'était pas encore rompue, ces troupes pourraient, en les séparant par petits pelotons, traverser le duché de Milan, et se rendre dans celui de Parme. En vain le maréchal de Brissac, qui commandait en Piémont, représenta que c'était envoyer ces braves gens à la boucherie, le connétable persista; il fallut obéir : mais les craintes du maréchal ne tardèrent pas à se réaliser. Ferdinand Gonzague, instruit de ce projet par ses espions, avait posé sur toutes les routes des sentinelles et des corps-de-garde, dont les soldats, tombant sur ces malheureux sans défense, les haohèrent en pièces, ou les mirent à la chaîne, pour servir,

en qualité de forçats, sur les galères d'André Doria.

Brissac, informé d'une conduite aussi barbare et aussi contraire aux droits des gens, arrêta, par représailles, l'évêque d'Astorga, qui traversait le Piémont, et envoya un trompette à Ferdinand de Gonzague, avec une sorte de cartel, dans lequel il lui reprochait la cruauté exercée de sang froid contre de malheureux soldats qui, sur la foi publique, traversaient le Milanais pour rentrer dans le sein de leur famille, et, en lui annonçant la disposition où il était d'user de représailles sur les sujets de l'empereur, il le rendit responsable aux yeux de l'Europe de l'infraction de la paix, et de tous les malheurs qu'occasionnerait une nouvelle guerre entre les deux souverains. Gonzague feignit de n'avoir aucune connaissance de ce qui venait de se passer.

Cependant le pape, entraîné par ses neveux, obsédé par les ministres de l'empereur, faisait des préparatifs de guerre; et, bientôt après, ses troupes, jointes à celles de l'empereur, occupèrent la place de Bersello, qui appartenait au cardinal de Ferrare, et qui servait d'entrepôt pour faire passer des blés du Ferrarois dans le Parmesan.

Après cette démarche, Gonzague s'empara de Calistrano, de Tizanno, de Torchiara, de Felino, de Colorno, et s'approcha des murs de Parme. Une troupe de volontaires français que l'amour de la gloire avait attirés dans cette ville, ayant tenté une sortie faite avec plus de courage que de prudence, avait été enveloppée et taillée en pièces, et Parme se trouvait dans le péril le plus imminent, lorsque Pierre Strozzi, qui venait de rassembler ses vieilles bandes et de les augmenter, parvint, après une marche aussi savante que hardie, à tomber sur un quartier de l'armée de Gonzague lorsqu'on le croyait éloigné de plusieurs journées, à le culbuter, et à entrer triomphant dans Parme, qui néanmoins resta toujours bloquée, et qui allait être forcée de capituler faute de vivres, si la garnison de la Mirandole n'avait pas contribué à la tirer d'embarras.

Le jeune Horace Farnèze, gendre du roi, et Saint-Gelay, seigneur de Laussac, informés que Delmonté avait retiré toutes les garnisons des places du territoire de Bologne pour en grossir son armée, allèrent le mettre à contribution. Le pape, informé de cette incursion, envoya dès-lors les ordres les plus précis à son neveu Delmonté, afin qu'il quittât sur-le-champ

en qualité de forçats, sur les galères d'André Doria.

Brissac, informé d'une conduite aussi barbare et aussi contraire aux droits des gens, arrêta, par représailles, l'évêque d'Astorga, qui traversait le Piémont, et envoya un trompette à Ferdinand de Gonzague, avec une sorte de cartel, dans lequel il lui reprochait la cruauté exercée de sang froid contre de malheureux soldats qui, sur la foi publique, traversaient le Milanais pour rentrer dans le sein de leur famille, et, en lui annonçant la disposition où il était d'user de représailles sur les sujets de l'empereur, il le rendit responsable aux yeux de l'Europe de l'infraction de la paix, et de tous les malheurs qu'occasionnerait une nouvelle guerre entre les deux souverains. Gonzague feignit de n'avoir aucune connaissance de ce qui venait de se passer.

Cependant le pape, entraîné par ses neveux, obsédé par les ministres de l'empereur, faisait des préparatifs de guerre; et, bientôt après, ses troupes, jointes à celles de l'empereur, occupèrent la place de Bersello, qui appartenait au cardinal de Ferrare, et qui servait d'entrepôt pour faire passer des blés du Ferrarois dans le Parmesan.

Après cette démarche, Gonzague s'empara de Calistrano, de Tizanno, de Torchiara, de Felino, de Colorno, et s'approcha des murs de Parme. Une troupe de volontaires français que l'amour de la gloire avait attirés dans cette ville, ayant tenté une sortie faite avec plus de courage que de prudence, avait été enveloppée et taillée en pièces, et Parme se trouvait dans le péril le plus imminent, lorsque Pierre Strozzi, qui venait de rassembler ses vieilles bandes et de les augmenter, parvint, après une marche aussi savante que hardie, à tomber sur un quartier de l'armée de Gonzague lorsqu'on le croyait éloigné de plusieurs journées, à le culbuter, et à entrer triomphant dans Parme, qui néanmoins resta toujours bloquée, et qui allait être forcée de capituler faute de vivres, si la garnison de la Mirandole n'avait pas contribué à la tirer d'embarras.

Le jeune Horace Farnèze, gendre du roi, et Saint-Gelay, seigneur de Laussac, informés que Delmonté avait retiré toutes les garnisons des places du territoire de Bologne pour en grossir son armée, allèrent le mettre à contribution. Le pape, informé de cette incursion, envoya dès-lors les ordres les plus précis à son neveu Delmonté, afin qu'il quittât sur-le-champ

le territoire de Parme pour courir, avec toutes ses troupes, à la défense du patrimoine de l'Église, et contenir la garnison de la Mirandole. Gonzague voulut en vain s'opposer à ce départ, l'ordre était précis ; alors, dans la crainte que la séparation totale des deux armées ne produisît un refroidissement entre les deux souverains, il garda avec lui une partie des troupes de l'Église, et la remplaça par un corps mieux discipliné de troupes impériales. Paul de Terme, informé de cet arrangement, s'empresse de faire savoir à Gonzague que, si les troupes impériales agissaient hostilement sur les terres de la Mirandole, qui appartenait incontestablement au roi, tout traité serait enfreint, et la guerre serait ouverte entre les deux souverains. Malgré ces observations, les troupes impériales mirent tout à feu et à sang sur le territoire de la Mirandole, et le roi saisit cette occasion pour envoyer ordre à ses généraux d'attaquer, par droit de représailles, les sujets de l'empereur par-tout où ils pourraient les rencontrer.

Le maréchal de Brissac, prévoyant que la guerre ne tarderait pas à se déclarer, s'était préparé de longue main à tirer un parti avantageux des premières hostilités, sous prétexte

d'exercer ses troupes qu'une longue paix et la vie sédentaire des garnisons avaient engourdies, mais, dans la réalité, pour mettre en défaut les espions que Gonzague entretenait dans le Piémont. Il les tint dans un mouvement perpétuel, les obligeant à faire une marche de deux lieues avant le déjeûner, et les chargeant quelquefois de pain pour deux ou trois jours, quoiqu'elles dussent rentrer le soir dans la garnison. Avec des troupes ainsi exercées, Brissac, ayant reçu les ordres du roi, projeta de surprendre, la même nuit et à la même heure, Quiers, Quiéras et Saint-Damiens, qui tenaient le Piémont dans une continuelle sujétion. Vassé escalada les murs de Saint-Damiens, Gordes fut moins heureux à Quiéras, Brissac s'empara de Quiers le troisième jour.

A cette nouvelle, Gonzague quitta le blocus de Parme, qu'il confia à Jean-Jacques Medequin, marquis de Carignan, pour marcher vers le Piémont avec une partie de l'armée : mais, en arrivant dans une saison avancée, avec des troupes fatiguées, sans magasins ni aucuns préparatifs, Gonzague n'osa pas même tenter d'attaquer les deux places que Brissac venait de lui enlever ; et Medequin, trop faible, perdant tous les jours du terrain devant la garnison

de Parme, fut obligé de lui abandonner la campagne, et successivement plusieurs forts, qui servirent à assurer le retour de l'abondance à Parme : d'un autre côté, la garnison de Mirandole n'avait presque rien à redouter ; les chefs et les soldats, pleins de courage et de bonne volonté, faisaient des sorties presque toujours heureuses.

Le cardinal de Tournon, qui s'était retiré à Venise, levait en son propre nom de nouvelles compagnies, qu'il faisait passer aux deux places assiégées. Les Vénitiens, les ducs de Ferrare, de Mantoue et d'Urbin, sachant combien il leur importait que ces places ne tombassent pas au pouvoir de l'empereur, favorisaient les Français en ce qui ne contrevenait point formellement à la neutralité.

Après ces différens événemens, Jules comprit combien cette guerre serait fâcheuse pour lui. Depuis trois ou quatre mois qu'elle durait, il avait épuisé son crédit, mis en gage les pierreries de sa couronne, et ne voyait personne qui voulût seulement lui avancer 10,000 écus ; l'empereur ne remplissait point ses engagemens, il ne payait pas même ses troupes. Ainsi, livré tour à tour à la colère et à la crainte, au repentir et à la honte, voulant la paix, et rougissant de la demander, le pape écrivit, de sa propre main, au roi une longue lettre qui peignait au naturel les divers mouvemens dont son ame était agitée. Cette lettre arriva dans une conjoncture favorable. Depuis que la guerre était ouverte directement avec l'empereur, celle de Parme n'avait plus d'objet, et coûtait des sommes qu'on pouvait mieux employer ailleurs. Ainsi on tira parti de l'impuissance naturelle de Jules, et on lui fit signer une trève de deux ans, à laquelle la maison de Farnèze dut son salut et toute sa grandeur ; elle fut confirmée par l'empereur, à cause de l'affreuse position où il se trouvait, et le besoin pressant qu'il avait de rappeler ses troupes autour de lui.

En vain Charles-Quint avait-il gagné l'éclatante victoire de Neuberg, le 24 avril 1547, le nouvel électeur de Saxe, Maurice, s'était mis à la tête de la ligue, et l'empereur, sur le point d'être fait prisonnier avec son frère, avait fui en désordre par les détroits d'Inspruck, tandis qu'Henri II se saisissait de Metz, Toul et Verdun.

Cependant les troubles de l'Allemagne paraissaient appaisés par la paix de Passau, qui assura la liberté du corps germanique. Les

principaux articles étaient l'intérim supprimé, l'empereur devant assembler une diète pour terminer les disputes de religion, les protestans devant jouir, en attendant, d'une entière liberté de conscience ; les assesseurs de la chambre impériale devant être tirés indifféremment des deux religions ; et, si, dans la diète prochaine, les esprits ne pouvaient pas se concilier, la transaction présente devait être regardée comme une loi de l'Empire.

De pareils gages de sûreté étant donnés aux protestans, Charles crut pouvoir profiter de ce moment pour reprendre Metz ; et, quoique possesseur du Mexique, il fut obligé d'emprunter 200,000 écus d'or au duc de Florence. Avec cette somme, il leva une armée formidable ; il marcha vers la France, investit Metz, et fut obligé d'en lever le siége après soixante-cinq jours d'attaques inutiles, et la perte du tiers de son armée.

Tandis que Charles-Quint était obligé de s'éloigner des murs de Metz, et de se retirer à Bruxelles, le maréchal de Brissac lui enlevait, dans la Lombardie, les villes d'Albe et de Verue. Ferdinand Gonzague levait honteusement le siége de Saint-Damiens, Doria était battu par Dragut, et la mauvaise conduite de

don Fernand de Mendoza lui faisait perdre Sienne.

Cette ville, comme la plupart des grandes cités d'Italie, s'était long-temps gouvernée en république ; mais, craignant de tomber sous la domination de Côme de Médicis, duc de Florence, la faction populaire, qui l'emportait sur celle des nobles, réclama la protection de Charles-Quint, et reçut dans la ville un petit corps de soldats espagnols, envoyé pour maintenir l'exécution des lois et la tranquillité publique. Une fois établi dans la ville, Mendoza, ambassadeur de l'empereur à Rome, qui commandait ces troupes, persuada à la multitude, toujours crédule, de bâtir une citadelle, afin de garantir la ville pour jamais des entreprises du duc de Florence. Cette construction fut poussée avec la plus vive activité ; mais, avant que la forteresse fût achevée, Mendoza leva le masque : non seulement il parla en maître, mais il désarma tous les citoyens, et les soldats de la garnison, mal payés, furent mis à discrétion chez les habitans, où ils se livrèrent aux excès les plus révoltans.

Les Siennois, convaincus alors qu'il fallait se débarrasser des Espagnols avant la confection totale de la citadelle, s'adressèrent aux

ministres du roi de France en Italie, et leur persuadèrent facilement le tort qu'ils feraient aux affaires de l'empereur, en s'occupant de la délivrance de leur patrie, entreprise qui ne pouvait être ni longue ni dispendieuse. Il suffisait de huit à neuf cents hommes, et la liberté du passage sur les terres du saint siége, et ils s'engageaient à faire nommer le roi protecteur et suprême administrateur de la république. Ce projet agréé par le roi, Loussac se rendit à Rome, où ayant obtenu sans peine du pape le passage des troupes françaises par ses états, elles se présentèrent inopinément aux portes de Sienne, qui leur furent ouvertes et abandonnées par les Espagnols, qui évacuèrent bientôt après la citadelle que les Siennois rasèrent jusqu'aux fondemens.

Pendant ces événemens, Brissac soutenait en Italie la réputation des armes françaises autant par ses talens que par le mérite des officiers qui le secondaient. Des capitaines, l'enthousiasme et la soif de la gloire s'étaient communiqués jusqu'au dernier des soldats; ils ne connaissaient plus aucun péril, et leurs chefs étaient bien plus occupés à les arrêter qu'à échauffer leur courage. Avec de tels officiers et de pareils soldats, il s'empare aisément des châteaux de

Cève et de Courtemille, qui lui ouvraient un chemin jusqu'à Savone : tandis qu'il attirait de ce côté les principales forces et toute l'attention de l'ennemi, il traverse avec un détachement le Piémont, vient de nuit surprendre Verceil, pille le palais ducal, et se retire avec un butin estimé plus de 100,000 écus.

Du Piémont, la guerre s'était étendue jusque dans la Toscane. Par les secours accordés aux Siennois, Paul de Termes, arrivé à Sienne après la destruction de la citadelle, avait exhorté les citoyens à travailler sans relâche à fortifier leur place, pour se mettre à l'abri de la vengeance éclatante de l'empereur, qui ne manquerait pas de vouloir en tirer une de l'affront qu'ils venaient de lui faire essuyer. Ce prince avait en effet donné ordre à Pierre de Tolède, vice-roi de Naples, de marcher avec toutes ses forces contre les rebelles. Le grand âge de don Pèdre et les fatigues du voyage l'ayant conduit en peu de jours au tombeau, son fils lui succéda dans le commandement de l'armée, qui, après la jonction des corps, se trouva monter à vingt mille hommes de pied, et à deux mille de cavalerie. Paul de Termes, hors d'état de tenir la campagne contre des forces si supérieures, dispersa une partie de son infanterie

dans les différens forts qui pouvaient arrêter l'ennemi quelques jours, et ne s'attacha qu'à fortifier Sienne et Mont-Alcin. Il trouva dans les citoyens toute la bravoure et la bonne volonté qu'il pouvait desirer ; les femmes même voulurent participer à la gloire de défendre leur patrie : quatre des principales de la ville levèrent chacune une bannière, et, suivies de trois mille autres, elles allèrent donner l'exemple du travail.

Cette ardeur générale rendit inutile, pendant tout l'hiver, les attaques des Impériaux. A l'entrée du printemps, et dès l'instant où l'escadre des Turcs et des Français, qui avaient hiverné dans les ports du Levant, commença à tenir la mer, don Garice fut obligé de marcher à la défense du royaume de Naples, et ne laissa dans le territoire de Sienne que les troupes du duc de Florence et celles amenées du duché de Milan par le marquis de Marignan. Cependant les Turcs, n'ayant osé, malgré les vives instances du duc de Salerne, hasarder une descente à Naples, s'avancèrent sur les côtes de la Toscane, où les Français prirent à leur bord Paul de Termes et toutes les bandes françaises et italiennes qui étaient à la solde de la France. Il fut remplacé à Sienne par le maréchal

Strozzi, parent de la reine, qui était personnellement intéressé à se venger de Côme de Médicis, le tyran de sa patrie et le destructeur de sa maison : on lui adjoignit, pour le seconder, Blaise de Montluc, qui arriva heureusement à Sienne, suivi de deux ou trois enseignes de Gascons et de Provençaux.

La flotte sur laquelle s'était embarqué Paul de Termes, après avoir pillé l'île d'Elbe qui appartenait au duc de Florence, vint débarquer dans l'île de Corse, soumise alors aux Génois. On prit toutes les villes susceptibles de quelque défense avec une telle rapidité, qu'il ne restait plus aux Génois, dans toute l'île, que la place de Calvi, lorsque le départ précipité des Turcs et l'arrivée de Spinola, à la tête d'un corps considérable de troupes génoises, forcèrent le général français à renvoyer le siége au printemps suivant.

Après l'arrivée de Montluc, Pierre Strozzi, se trouvant à la tête d'une armée de douze mille fantassins et de mille à douze cents chevaux, résolut non seulement de tenir la campagne contre les forces du marquis de Marignan, mais encore de lui livrer bataille, et de transporter la guerre sur le territoire de Florence, bien convaincu que Côme avançait la

solde de l'armée du marquis de Marignan, et qu'il en dirigeait les opérations, dans l'espérance qu'il aurait sa part des conquêtes qu'elle pourrait faire. Il fut d'ailleurs instruit que l'on travaillait à débaucher les soldats de son armée, et sentit combien il était important de battre le marquis de Marignan, afin d'embarrasser le duc de Florence, et de lui ôter les moyens d'employer ses finances à corrompre ses troupes. Malheureusement, en cherchant à joindre le marquis, Strozzi s'approcha trop imprudemment de son camp, près de Marcianno; et, faute d'avoir pris les précautions ordinaires de le faire reconnaître avant de s'en approcher, ce ne fut qu'à sa vue qu'il fut convaincu de l'impossibilité de le forcer, d'obliger le marquis d'en sortir pour combattre, et enfin de ne pouvoir tenir lui-même, faute de subsistances, dans la mauvaise position où il venait de se jeter. D'un autre côté, comment oser se retirer devant une armée plus forte, commandée par un général habile? Montluc proposa le seul moyen à prendre, qui était de profiter de l'obscurité de la nuit pour effectuer cette retraite, bien assuré qu'à la pointe du jour l'armée française serait déjà trop éloignée pour que le marquis de Marignan entreprît de la suivre

avec le moindre succès. Mais, excessivement jaloux de sa réputation, Strozzi, ne voulant pas donner à son rival le prétexte de se vanter qu'il l'avait fait fuir devant lui, se décida à lever son camp en plein jour; et, à cette faute, il joignit celle de faire partir son artillerie pendant la nuit, et de se priver par là d'un puissant moyen d'assurer sa retraite.

A peine l'armée française s'était-elle mise en mouvement, qu'elle fut harcelée par les chevaux-légers et les arquebusiers du marquis de Marignan, qui ne tarda pas à se mettre lui-même à sa poursuite avec son artillerie et le reste de son armée.

Continuellement arrêté dans sa marche, Strozzi crut qu'il devait profiter d'un ravin qu'il venait de passer pour ranger son armée en bataille, et arrêter l'ennemi en le combattant. Dès le premier choc, trahi par un de ses principaux officiers, et abandonné de sa cavalerie, Strozzi, quoique blessé, vint se mettre à la tête de son infanterie; mais celle-ci, foudroyée par l'artillerie des ennemis, prise en flanc par sa cavalerie, malgré son acharnement à se défendre, ne put résister dès l'instant où elle vit emporter son général criblé de blessures. La perte de cette bataille entraîna celle

des bagages, de l'artillerie, de la moitié de l'infanterie, et laissa au marquis de Marignan la facilité de marcher sans obstacle jusqu'aux portes de Sienne. Dans la consternation où avait jeté la nouvelle de ce désastre, dans l'état d'abandon où allait se trouver la ville de Sienne, elle n'aurait opposé aucune résistance, si Montluc, qui était venu s'y jeter, ne fût parvenu à rassurer les esprits les plus timides, par sa prudence, ses discours persuasifs, sa vigilance et son activité.

Pendant que Montluc se défendait à Sienne, Strozzi, guéri de ses blessures, ramassait les débris de son armée, s'adressait à tous ceux qui pouvaient lui donner des secours, et surtout au maréchal de Brissac, dont la fortune continuait à seconder les talens. L'empereur, ayant écouté des délations contre Ferdinand Gonzague, l'avait remplacé par don Lopez de Figuéroa, homme sans réputation dans la partie militaire. Brissac, n'ayant pas tardé à reconnaître son incapacité, avait résolu de prendre Yvrée, capitale du Val d'Aoste, dont la conquête lui ouvrait une communication avec la Suisse. Toutes ses mesures se trouvèrent si bien prises, que la place fut investie, et réduite à capituler avant que personne se mît en mouvement pour la défendre. Après avoir ensuite emporté avec la même célérité la fort de Mazin, et quelques autres qui fermaient l'entrée de cette vallée, il donna ses soins à fortifier et à bien approvisionner la place de San-Yago, qui devait lui servir de poste avancé pour une expédition importante; c'était la surprise de Casal. Salvoison, gouverneur de Vérue, s'était procuré une intelligence dans cette ville, et offrait de s'en rendre maître par une surprise nocturne. Dès que les fortifications de San-Yago furent achevées, Salvoison choisit le lundi gras, dans le dessein de surprendre Figuéroa, qui se trouvait à Casal ce jour-là pour y donner une fête aux dames de la ville; il monte des bateaux qui l'attendaient sur le Pô, descend ce fleuve, le fait traverser, à la hauteur de San-Yago, aux troupes qui devaient l'accompagner, et arrive, à trois heures après minuit, au pied des murailles de Casal : quelques soldats escaladent sans bruit, et, guidés par le maître d'école de Casal qui les attendait, ils entrent dans le premier corps-de-garde, égorgent tout ce qui s'y trouve, et ouvrent la porte la plus voisine au reste de la troupe. Salvoison la range en bataille, occupe la grande place et les principales rues, donne ordre aux

trompettes et aux tambours de répandre l'alarme, et aux soldats de crier *France !* La garnison, qui se présente par petites troupes, est bientôt repoussée; les plus sages gagnent la citadelle, où Figuéroa s'était réfugié en chemise : pendant le reste de la nuit, Salvoison se maintient en barricadant les rues qui communiquaient à la citadelle. A midi, le maréchal arrive avec de nouvelles troupes; il fait dresser sur-le-champ, contre la citadelle, quatre ou cinq canons saisis dans la ville, en attendant l'arrivée des siens, embarqués sur le Pô : l'attaque est si vive, que cinq cents Allemands, qui formaient la garnison, forcèrent leurs officiers à capituler.

Ce fut à cette époque que le maréchal reçut les demandes des Siennois pour leur envoyer du secours; mais il s'en fallait bien que sa position fût aussi heureuse qu'elle était brillante. Tandis qu'on prodiguait l'argent dans les expéditions infructueuses des Pays-Bas, plusieurs soldats, qui l'aidaient à exécuter de si hautes entreprises, marchaient pieds nus, et avaient pour habit une chemise sale qui se nouait autour du corps; il était dû quatre mois de solde aux Suisses, cinq aux bandes françaises, six aux italiennes, sept aux chevaux-

légers, huit à l'artillerie, et le peu de gendarmerie qu'il y avait à cette armée y servait pour la gloire, à ses propres dépens. Dans une pareille détresse, ne pouvant songer à secourir les autres, Brissac envoya des députés au roi, chargés de mettre sous les yeux du conseil un plan d'opérations dont il devait résulter, non seulement la délivrance de Sienne, mais aussi l'expulsion de Côme de Médicis de Florence. On ne douta point à la cour que Brissac ne tînt parole; mais, ayant entamé des pourparlers pour la paix, on ne voulut hasarder aucune dépense, ni permettre aucune tentative, avant d'avoir vu clairement le résultat des négociations.

A n'envisager la France qu'extérieurement, et sous ses rapports avec les puissances étrangères, rien n'annonçait encore qu'elle dût rechercher la paix : elle étonnait l'Europe par la promptitude et l'immensité de ses armemens, elle disposait souverainement du royaume d'Écosse, elle comptait l'île de Corse au nombre de ses provinces, elle dominait sur les deux mers, et projetait un établissement dans le Brésil, qui devait bientôt lui faire partager les trésors du nouveau monde; elle était affermie en Italie par la possession du Piémont, cou-

verte, du côté de l'Allemagne, par la conquête récente des Trois Évêchés et d'une partie du Luxembourg ; ses armées étaient nombreuses et disciplinées, et, à aucune époque, elle n'avait eu un aussi grand nombre d'excellens officiers. Mais, lorsqu'on venait à considérer ce que coûtait déjà cette supériorité apparente, quels efforts il fallait faire pour la soutenir, à combien d'abus et de désordres elle avait donné lieu, on s'appercevait aisément qu'on ne pouvait trop tôt terminer la guerre.

Indépendamment de l'aliénation d'une grande partie des domaines de la couronne, on avait, par des ventes successives, doublé ou triplé la vente de tous les offices, soit de finance, soit de justice. Ces provisions étaient délivrées à quiconque apportait la somme stipulée ; il s'ensuivait que les personnes opulentes pouvaient espérer quelque justice en la payant bien cher, tandis que les pauvres étaient constamment oubliés : ainsi les sommes considérables consacrées pour rendre la justice gratuite, tournaient au préjudice du peuple et à l'avilissement de la magistrature.

Le clergé, autre espèce de magistrature d'autant plus importante qu'elle domine sur l'opinion publique, et doit veiller sur les mœurs,

n'était ni mieux composé ni plus ménagé. Le haut clergé, qui aurait dû maintenir l'ordre et la discipline, abusait scandaleusement de ses richesses, et donnait l'exemple d'un luxe effréné, de l'oubli des devoirs, et de la dépravation dans tous les genres ; le bas clergé, plongé dans la misère ou livré à l'intrigue, n'avait ni le courage ni la facilité de remplir convenablement ses fonctions : ainsi le peuple, sans pasteur et sans guide, croupissait dans l'ignorance la plus profonde, ou s'abandonnait au délire de la plus aveugle superstition.

De pareilles circonstances favorisaient singulièrement les progrès de la réforme, et les émissaires de Calvin acquéraient tous les jours une foule de partisans dans tous les ordres de l'état ; les seules armes qu'on leur eût opposées étaient la terreur et les supplices, au lieu de mettre en usage une douce et sage persuasion. Ceux que la crainte forçait à s'éloigner formaient par-tout des germes qui ne tardaient pas à fructifier ; ceux, au contraire, qui se faisaient un mérite de braver la mort par leur intrépide fermeté, en scellant de leur sang la doctrine qu'ils enseignaient, inspiraient de la pitié aux uns, de l'admiration aux autres, et à presque tous une dangereuse curiosité.

C'est de l'année 1555 qu'il faut dater la formation en France des églises prétendues réformées. Bientôt après on songea à procurer à cette religion un domaine et une principauté dans le nouveau monde; et, quoique cet établissement n'eût pas de succès, quoique la cour ignorât encore la formation des églises protestantes, les craintes qu'inspiraient les partisans nombreux de la réforme, jointes à l'épuisement du crédit et des ressources, rendaient toujours plus nécessaires la paix ou une trève. Pour arriver à ce but si important, on nomma des plénipotentiaires, qui s'assemblèrent dans un endroit près le bourg de Marq, à égale distance d'Ardres, de Calais et de Gravelines; mais, tandis que chacun des plénipotentiaires s'obstinait à défendre des prétentions qui ne pouvaient conduire ni à la paix, ni même à une trève, on reçut la nouvelle de la mort de Jules III, ainsi que celle de Marcel II, qui n'occupa le trône pontifical que vingt-quatre jours, et bientôt après l'exaltation du cardinal Caraffa, sous le nom de Paul IV. Cet événement put apporter quelques changemens apparens dans les conférences; mais, ce qui en occasionna la rupture totale, et confirma l'empereur dans sa mauvaise foi et ses intentions hostiles,

ce fut la nouvelle qu'il reçut de la prise de Sienne, événement pour la réussite duquel il est probable qu'il consentit aux conférences, les fit prolonger, et les rendit infructueuses.

En effet, tant qu'on s'était flatté en France que la paix pourrait se conclure, on commit la faute grossière de ne pas secourir Sienne, sous prétexte que cette ville ne devait pas rester à cette couronne; mais, puisque l'empereur en faisait continuer le siége, et que cette diversion lui était très-nuisible, il était bien naturel de penser que, dès l'instant où cette ville aurait été prise, ce prince deviendrait moins desireux de consentir à aucune trève.

Cependant Montluc, quoique oublié avec sa garnison, prolongea pendant huit mois sa défense; mais, lorsque toutes les provisions furent consommées, et que, chaque jour, des hommes tombaient morts d'inanition dans les rues, il ne s'opposa plus à ce que le sénat entrât en pourparlers, refusant cependant de prendre part à ce qui pourrait être décidé, résolu qu'il était de s'ouvrir un passage l'épée à la main, et de vendre chèrement sa vie. Cette résolution furieuse en imposa au marquis de Marignan; loin de disputer le passage à cette troupe, il eut l'attention de placer sur sa route des mulets

chargés de vivres, et vint, très-peu accompagné, complimenter lui-même Montluc et les braves qui s'étaient distingués sous lui pendant la durée du siége.

D'après une des clauses du traité, huit cents des plus considérables citoyens sortirent de Sienne avec la garnison française, et vinrent s'établir à Mont-Alcin, où ils transportèrent le siége de la république, sous la protection du roi de France.

Après la réduction de Sienne, l'armée s'était portée sur Porto Hercolé, le seul port de mer par lequel la nouvelle république pût entretenir une correspondance directe avec la France. Strozzi, qui connaissait toute l'importance de cette place, avait profité de la durée du siége de Sienne pour la mettre en état de défense, autant que le permettaient le manque d'argent et l'assiette de la place, dominée par trois collines.

A l'approche de l'ennemi, Strozzi ne jugea pas à propos de rester dans la place; il se contenta d'y laisser une forte garnison, qui, malgré sa bravoure, fut emportée d'assaut, et vit massacrer sous ses yeux les bannis de Florence qui avaient suivi la fortune de Strozzi.

Cet infortuné général, ainsi outragé dans sa patrie, ne fut point dédommagé en France;

poursuivi par la haine du connétable, il fut obligé de se retirer à Rome, et fut remplacé en Italie par Soubise Parthenay, qui ne devait pas se promettre d'être plus heureux, si le gouvernement ne prenait le soin de lui faire parvenir des secours suffisans en hommes et en argent.

Cependant l'Italie n'était pas le seul endroit où il fallait penser à envoyer des troupes et de l'argent; le Piémont, les frontières depuis l'Océan jusqu'au Rhin, ne méritaient pas une moindre attention. On eut donc recours, comme les années précédentes, à des impôts, à des aliénations de greniers à sel, à des créations d'offices, etc.; on en vint même jusqu'à des menaces de confiscation aux titulaires qui ne lèveraient pas sur-le-champ de nouvelles provisions qui devaient procurer de l'argent au trésor public. Enfin, comme l'on était inquiet du côté des protestans, et que l'on espérait les forcer à la tranquillité en les torturant et en les intimidant, on projeta d'établir l'inquisition; mais le parlement, qui ne s'était soumis à enregistrer les deux édits, dont l'un créait de nouveaux offices, et l'autre attaquait l'immobilité des charges, qu'avec la clause de l'exprès commandement du roi, fit des remon-

trances si fortes contre l'inquisition,[1] que ce projet ne passa pas, au moins pour le moment.

Ainsi les hostilités ne tardèrent pas à recommencer sur les frontières de la Champagne et de la Picardie, et devinrent beaucoup plus sérieuses en Italie, où les deux souverains projetaient de s'attaquer plus vivement cette année que les précédentes, par l'empressement qu'ils mettaient à y faire passer leurs meilleures troupes.

Ferdinand Alvarez de Tolède, le plus grand capitaine qu'eût produit l'Espagne depuis Gonzalve de Cordoue, trop connu par ses cruautés dans les Pays-Bas, indigné des pertes consécutives qu'essuyait la monarchie espagnole en Italie, et ne les imputant qu'à l'ignorance ou à la lâcheté des gouverneurs du Milanais, s'était vanté que, si on lui fournissait une armée de trente mille combattans, *il balaierait si bien, en deux campagnes, les Français de toute l'Italie, qu'il n'en resterait pas même la graine*. Cette forfanterie avait été rapportée au roi Philippe par Gômes de Silva, qui, jaloux de posséder seul sa confiance, avait saisi avidement une si belle occasion d'éloigner un rival

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (73).

redouté. Philippe, qui ne retirait rien de la cession anticipée que son père lui avait faite de ses états d'Italie, goûta le projet, le communiqua à l'empereur, et tous deux pressèrent le duc d'Albe d'accepter cette commission. On s'obligea à lui fournir trente mille hommes, une partie des sommes nécessaires pour leur entretien, et les pouvoirs les plus amples pour lever les impôts directs et indirects, pour suppléer à celles qu'on ne lui fournissait pas.

Afin de lui procurer l'avantage presque toujours décisif d'entrer le premier en campagne, et de prendre l'ennemi au dépourvu, l'empereur annonça que le duc d'Albe serait le chef des plénipotentiaires qui devaient assister de sa part aux conférences de Marck, et ne le remplaça par le duc de Médinacœli qu'au moment où il traversait l'Allemagne pour se rendre en Italie.

Le conseil de France n'avait point soupçonné la cause de ce changement subit de plénipotentiaires. Brissac, plus clairvoyant, parce que sa position le rendait plus attentif, fut le premier qui la devina : s'étant bientôt procuré des informations exactes sur le nombre et la qualité des troupes que ce nouveau gouverneur devait avoir à ses ordres, il sollicita ardemment des

secours qui lui devenaient d'une nécessité urgente, et prit avec les troupes qu'il avait déjà toutes les mesures que son expérience et ses lumières lui suggérèrent, pour ne pas essuyer des pertes avant qu'ils arrivassent.

La place de San-Yago était le poste le plus avancé dans le pays ennemi, et le premier par conséquent qui paraissait devoir être attaqué. Il engagea Bonnivet à s'y renfermer, distribuant ensuite la plus grande partie de ses forces dans Casal et les autres places qui avaient quelque chose à craindre; il se tint avec un camp volant au milieu de toutes ces places, prêt à se porter où sa présence serait nécessaire.

Le duc d'Albe, qui n'avait demandé que trente mille hommes pour exterminer les Français, se trouvait à la tête de trente-six mille, sans compter les pionniers et les hommes attachés à l'artillerie. Il dirigea d'abord sa marche sur Casal; chemin faisant, ayant été obligé de livrer l'assaut au petit château de Fressinel, et, l'ayant emporté, il fit pendre le capitaine, et envoya les soldats aux galères, cruauté barbare digne de son caractère atroce : il voulait inspirer l'effroi, il n'inspira que l'horreur. Après avoir tourné quelques jours autour de Mont-Ferrat, il se fixa enfin, comme l'avait

prévu Brissac, au siége de San-Yago. Les approches furent long-temps disputées, et lui coûtèrent beaucoup de monde. Le neuvième jour du siége, Ludovic de Biraque ménagea une sortie si à propos, qu'il blessa dangereusement don Raimond de Cordoue, grand maître de l'artillerie, encloua plusieurs canons, et en fit traîner deux dans la place. Quinze jours s'étaient écoulés, et l'ennemi avait déjà tiré deux mille huit cents coups de canons sans avoir pu gagner le fossé, lorsque le renfort dont Brissac ne cessait de solliciter l'arrivée parut au-delà des monts, précédé et suivi d'illustres volontaires.

Pour soutenir l'ardeur de cette bouillante jeunesse, Brissac promit de les mettre bientôt en présence de l'ennemi, quoiqu'il n'eût aucune envie de commettre à l'événement toujours incertain d'une bataille le fruit de tant d'années de travaux. Lorsque tous ses préparatifs furent achevés, et au moment où il marchait déjà, il écrivit à Bonnivet : dans sa dépêche, il exagérait ses forces, marquait le jour où il attaquerait les lignes du duc d'Albe, et lui prescrivait ce qu'il aurait à faire de son côté. Après avoir fait tirer plusieurs copies, il en remit une à différens messagers, chargés de traverser le

camp ennemi pour arriver à la place, bien convaincu qu'il y aurait au moins un d'entre eux qui serait arrêté. Cette ruse eut un plein succès. Le duc d'Albe, effrayé des forces de son ennemi, craignant d'exposer des troupes harassées et à moitié découragées contre l'élite de la noblesse française, de nombreux bataillons suisses, et ces vieilles bandes piémontaises devenues la terreur de l'Italie, leva le siége avec tant de précipitation, qu'il abandonna à l'humanité de l'ennemi plus de quatre cents malades, pour se retirer fort avant dans son gouvernement.

Content d'avoir réussi à faire lever le siége de San-Yago, le maréchal, au lieu de poursuivre le duc d'Albe, vint reprendre celui de Vulpian, qu'il avait interrompu quelques mois auparavant. Au moment où il allait commencer les opérations, il fut attaqué d'une maladie dangereuse qui l'obligea de se faire transporter à Turin : en partant, il laissa le commandement au duc d'Aumale, colonel général de la cavalerie légère, et lui remit, en présence des principaux officiers, un plan d'attaque qu'il avait formé sur la connaissance exacte de l'intérieur de la place, et le pria instamment de vouloir bien s'y conformer.

L'impatience des princes et l'amour-propre du nouveau général l'emportèrent sur ces sages conseils : peu de jours après le départ de Brissac, ils livrèrent un assaut, où ils furent repoussés après avoir perdu trois cents des meilleurs soldats de l'armée, et plusieurs braves officiers. A cette nouvelle, le maréchal, outré de colère, écrivit au duc d'Aumale et aux princes une lettre pleine de reproches, sur le peu d'égards ou plutôt le mépris offensant qu'ils venaient de lui marquer. Sensibles à cette réprimande, ils reprirent le plan d'opérations qu'ils se repentaient trop tard d'avoir abandonné, et gagnèrent en peu de jours les bords du fossé.

Le général espagnol, qui avait été forcé de congédier une partie de son armée faute de fonds pour acquitter leur solde, sentant quel tort la perte de Vulpian ferait à sa réputation, chargea don Manuel de Luna, l'un des plus braves et des plus sages officiers de son armée, d'introduire un renfort et des munitions dans la place. Instruit de cette résolution, le duc d'Aumale envoya, pour la faire échouer, Chatenier de la Roche-Posa, qui enleva le convoi, et défit si complètement l'escorte, que don de Luna entra presque seul dans la ville assiégée :

quelques jours après, les Français s'emparèrent de la ville et de la citadelle.

Cependant le duc d'Albe n'était pas resté dans l'inaction ; ayant reconnu l'importance du poste de Ponte Stura, il l'avait fortifié, et en avait fait en peu de jours une des meilleures places de la contrée. Au moyen de cette forteresse et de celle de Mont-Calve, il coupait aux Français toute communication avec le Mont-Ferrat, le Canavois et le fertile pays des Langhes ; il se mettait en même temps, par là, en état de leur enlever la moitié de leurs conquêtes, et les réduisait à ne pouvoir plus subsister dans ce qui leur restait qu'en tirant, à grands frais, toutes leurs provisions du Lyonnais et de la Bourgogne. Les Français, sentant les conséquences de cette entreprise, dès qu'ils se furent rendus maîtres de Vulpian, se portèrent sur Mont-Calve, où, au moyen d'intelligences, ils surprirent la ville, et eurent bientôt la citadelle par capitulation : parmi les officiers qui composaient la garnison de Ponte Stura était le jeune marquis de Pescaire, fils du célèbre gouverneur du Milanais. Son immense fortune lui avait permis de lever à ses frais douze cents gentilshommes ou vieux soldats, qu'on nommait les *braves de Naples*.

Voulant les mettre à portée de se distinguer, le jeune Pescaire alla les établir, avec le consentement du duc d'Albe, dans le bourg de Vignol, sur le sommet d'une montagne escarpée qui dominait sur une partie du Mont-Ferrat ; leur ayant indiqué la manière de fortifier promptement ce poste, il alla s'occuper à leur préparer des secours, dans le cas où ils seraient attaqués.

En effet, le maréchal sentit si bien la nécessité de les déloger, que, quoique encore malade, il ne voulut se reposer de cette attaque sur personne. Il investit donc la montagne, dressa des batteries, sépara en trois divisions les différens corps de troupes qui devaient arriver en même temps au sommet, et fit auparavant couper par des tranchées et garder par des troupes les seuls chemins par où l'ennemi aurait pu l'aborder pour l'attaquer par derrière. Après ces dispositions, tous les corps s'ébranlent ; ils sont bientôt au sommet de la montagne : en vain les braves de Naples se battent en désespérés, enveloppés de tous côtés, accablés par le nombre, ne pouvant s'ouvrir aucun chemin pour s'échapper, ils se firent tuer jusqu'au dernier. A peine la défaite était-elle achevée, que l'on vit arriver le marquis

de Pescaire avec douze cents chevaux et trois mille arquebusiers; mais il était trop tard, et il fut obligé de se retirer.

La prise de Vignol termina la campagne en Italie; il se formait à l'autre extrémité de cette contrée un orage qui pouvait bientôt obliger le maréchal à quitter le Milanais pour se transporter dans le royaume de Naples.

Jean-Pierre Caraffe, doyen du sacré collége, est proclamé pape sous le nom de Paul IV. Destiné dès sa plus tendre enfance à la profession ecclésiastique, il avait montré une passion extraordinaire pour l'étude; arraché par ses parens à la vie sédentaire, pour monter sur un plus grand théâtre, il avait rempli avec distinction quelques nonciatures, et obtenu d'abord l'évêché de Théate, où il jeta les fondemens d'une congrégation de clercs réguliers qui prirent le nom de théatins, du lieu de leur origine, et parmi lesquels il se retira sur le Mont Pinico, pour se livrer sans partage à la méditation. Paul III, ayant entendu vanter sa doctrine et sa sainteté, voulut le consulter, et demeura si satisfait de ses réponses, qu'il le décora de la pourpre romaine, et bientôt après lui donna l'archevêché de Naples, où il éprouva de si grandes difficultés de la part du vice-roi et

des ministres de l'empereur, qu'il devint l'ennemi le plus inflexible que ce prince eût dans le sacré collége : aussi ne serait-il jamais arrivé au trône pontifical, s'il n'avait été élu par la voie de l'adoration, malgré la réclamation des impérialistes.

A peine honoré de la tiare, Paul résolut de réformer son palais, le sacré collége, la ville de Rome, le clergé, et de réprimer la licence de ses barons; mais, embarrassé de trouver des ministres qui ne fussent pas vendus à l'empereur, et qui le servissent fidellement, il les choisit, malheureusement pour l'Europe, parmi ses neveux. Il en avait quatre, il en préféra deux : Jean Caraffe, comte de Montorio, chef de la maison; Charles Caraffe, d'abord chevalier de Malte, puis au service de l'empereur, quelque temps après dans le camp d'Octave Farnèze, de là parmi les troupes aux ordres de Strozzi, esprit turbulent, souple, audacieux, pétri de ruses, de noirceurs et de mensonges. Son oncle lui conféra le titre de cardinal..... Dévorés l'un et l'autre d'ambition, et bien convaincus cependant, vu la sévérité des principes de leur oncle et son inflexible opiniâtreté, qu'ils ne pourraient en obtenir aucune portion du patrimoine du saint siége, ils se décidèrent à

profiter de son amour pour les réformes, en le poussant à confisquer à leur profit les biens des seigneurs ou autres rebelles à ses ordres.

Mais il ne suffisait pas de confisquer des biens, il fallait encore s'en emparer, les défendre et les conserver : c'était précisément ce qui arrivait pour le duché de Poliano, dont le pape venait de donner l'investiture au comte de Montorio, son neveu, après l'avoir confisqué à Marc-Antoine Colonne, connétable héréditaire du royaume de Naples, qui ne tarda pas à en avoir les forces à sa disposition.

On commença donc d'abord par s'occuper des fortifications; on pensa ensuite à s'assurer des dispositions de la France, et, pour décider entièrement le pape à allumer le flambeau de la guerre, on arrêta un certain Calabrois, nommé César de Spina, à Rome, et un abbé Navi, à Bologne, qui se trouvèrent chargés de papiers adressés à l'abbé du Berseigne, dans lesquels se trouvait le projet de l'empereur de faire assassiner le cardinal Caraffe, et empoisonner le saint père et son neveu le comte de Montorio. Dès-lors le pape assembla un grand nombre de cardinaux et les ambassadeurs des différentes puissances, et, après leur avoir fait part des procédures et de l'authenticité de la

conjuration, il leur dit qu'il était résolu, dans une si déplorable conjoncture, d'appeler à son secours le roi de France, de donner à son second fils l'investiture du royaume de Naples, et de faire revivre en faveur du troisième l'ancien royaume de Lombardie, qui comprenait le Milanais et la Toscane. Dès le même jour, le traité d'une ligue fut arrêté, signé et envoyé à Rucellai, qui résidait toujours à la cour de France.

Ce traité, qui s'annonçait sous un jour si favorable, fut accueilli en France; on y modifia seulement quelques articles trop favorables aux Caraffe,[1] et on envoya à Rome le cardinal de Lorraine, sous prétexte d'une ambassade d'*obédience*, afin de faire adopter au pape les changemens que l'on avait faits au traité : chemin faisant, il devait engager le duc de Ferrare à y accéder, et il y réussit en satisfaisant son avarice. Il s'engagea avec lui, au nom du roi, à le faire nommer généralissime de la ligue, à lui entretenir une compagnie de cent lances, à stipendier pour la défense de son duché, pendant la guerre, deux cents chevaux-légers, deux mille hommes d'in-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (74).

fanterie, à déposer d'avance une somme de 100,000 écus, et, si la ligue réussissait, à lui assigner une rente de 20,000 sur le royaume de Naples, de 15,000 sur la Toscane, et de 50,000 sur le duché de Milan, en lui hypothéquant, pour ces différentes créances, la ville et le territoire de Crémone : de son côté, le duc devait fournir, aux prix des marchés, des vivres aux troupes françaises qui traverseraient ses états, en défendre l'entrée aux troupes autrichiennes, et fournir à l'armée une certaine quantité de canons, de poudre et de munitions de guerre dont ses arsenaux étaient remplis.

Les ennemis du cardinal de Lorraine trouvèrent qu'il avait été bien libéral envers son parent. Le roi adopta en partie cette façon de penser; le cardinal répondit qu'on pouvait avoir raison en apparence, mais qu'en réalité l'état de Ferrare était tellement essentiel pour l'entreprise qu'on méditait, qu'en négligeant de s'en assurer, il fallait renoncer à porter la guerre dans le royaume de Naples et dans la Toscane. D'ailleurs, on devait considérer que tous les avantages promis se réduisaient à des promesses toutes subordonnées aux événemens, et sur lesquelles on ne serait pas fort

difficile quand on aurait conquis le royaume de Naples, la Toscane et le duché de Milan.

Quant au pape, quoiqu'il fût mécontent des changemens faits au traité sans sa participation, se trouvant trop avancé pour reculer, il le signa, et y ajouta, de son plein gré, la liberté au roi de traiter sans lui, avec la maison d'Autriche, aux conditions qui lui conviendraient.

Malgré les plus grandes précautions pour garder le secret sur ce traité, l'empereur fut ponctuellement informé de tout ce qui venait d'être arrêté; et, quoiqu'il affectât de ne parler de cette ligue que comme d'un de ces météores qui paraissent devoir embraser l'univers, et que le moindre vent a bientôt dissipé, il en fut effrayé, et cet incident contribua beaucoup à l'affermir dans l'étonnante résolution qu'il méditait depuis long-temps.

Lassé de tant de secousses, vieilli avant le temps, détrompé de tout, parce qu'il avait tout éprouvé, Charles renonça à ses couronnes et aux honneurs à l'âge de cinquante-six ans, âge où l'ambition des autres hommes est dans toute sa force, et où tant de rois subalternes, nommés ministres, ont commencé la carrière de leur grandeur.

En abdiquant, Charles tenta encore vainement auprès de son frère de se désister, en faveur de Philippe, du droit qu'il avait à la couronne impériale; il fut plus heureux auprès du roi de France, avec lequel il réussit à conclure, le 5 février 1556, une trève de cinq années.

Une fois arrivé dans sa solitude de Saint-Just, on prétend que l'esprit de Charles-Quint s'affaiblit. En effet, passer la journée à démonter des pendules et à tourmenter des novices, se donner dans l'église la comédie de son propre enterrement, se mettre dans un cercueil, et chanter son *de profundis*, semblent les traits d'un cerveau désorganisé. Celui qui avait fait trembler l'Europe et l'Afrique, repoussé le vainqueur de la Perse, mourut donc en démence; tout montre, dans sa famille, l'excès de la faiblesse humaine.

Maximilien, son grand-père, veut être pape; Jeanne, sa mère, est folle et enfermée; Charles-Quint s'enferme chez des moines, et y meurt ayant l'esprit aussi troublé que sa mère. On pourrait aussi attribuer à Philippe un grain de folie bien plus terrible pour l'humanité que les démences de Charles-Quint dans son monastère; la folie de la mauvaise foi, de la cruauté,

des empoisonnemens, du despotisme et des échafauds.

A peine Charles était-il mort, et déjà son fils avait jeté dans les mains des inquisiteurs Constantin Ponce, son confesseur, qui fut condamné comme hérétique, et livré aux flammes. L'archevêque de Tolède avait été traîné dans les prisons du saint office, et n'évita un sort pareil à celui de Ponce qu'en interjetant appel à Rome. Enfin ce farouche tribunal avait instruit une procédure criminelle contre la mémoire de l'empereur, à l'effet de l'arracher du lieu saint où il reposait pour le faire servir de pâture aux chiens; et cette atrocité aurait été consommée, si l'on n'avait fait sentir à Philippe qu'il allait se couvrir lui-même d'infamie. D'un autre côté, ce prince, qui faisait alors dans les Pays-Bas le premier essai de cette politique sourde, artificieuse et cruelle, vers laquelle son goût l'entraînait, débuta avec la France par enfreindre les articles les plus sacrés de la trève qu'il venait de signer, la délivrance des prisonniers, et consomma cette infidélité par l'empoisonnement du maréchal de la Marck, par une trahison pour surprendre Metz, la levée des plans de Montreuil, de Saint-Quentin, de Corbie, de Péronne, l'em-

poisonnement des puits de Marienbourg, des négociations en Allemagne pour y lever des troupes, en Italie pour s'attacher Octave Farnèze.

Le roi de France, au contraire, s'était hâté de licencier toutes les troupes étrangères qui étaient à sa solde, et était retombé dans son insouciance et ses prodigalités accoutumées. Cependant il était fatigué de la manière dont il s'était comporté avec le pape, en signant la trève de cinq ans sans l'en avoir prévenu auparavant, et ne comprenant dans ce traité lui et ses neveux qu'en termes vagues, et sans rien stipuler relativement à leurs querelles avec les Colonne et le vice-roi de Naples. Il s'empressa donc de se faire excuser par son ambassadeur, et de faire assurer le pape que ce nouveau traité ne changerait rien à leurs premiers engagemens; qu'il continuerait à le défendre contre tous ceux qui entreprendraient de l'attaquer, et de tenir sous sa sauve-garde et sa protection spéciale les neveux de sa sainteté et toute la maison Caraffe.

Ces protestations n'avaient pas rassuré le pape et ses neveux. Colonne levait des troupes avec la permission du vice-roi, et le terrible duc d'Albe menaçait d'arriver incessamment

à Naples pour mettre les Caraffe à la raison. Quelles forces avaient-ils à lui opposer? Il ne leur restait que deux partis, ou se soumettre sans réserve à l'orgueilleux Espagnol, ou tenter de faire rompre la trève, et de ramener la France à ses premiers engagemens. Ce dernier parti pouvait être pris par le pape, sans paraître déroger aux sentimens même d'un souverain pontife. La trève ne paraissait avoir été convenue que pour avoir de nouvelles conférences, et arriver à une paix définitive; Paul se déclara le médiateur et l'arbitre de cette paix après laquelle tout le monde devait soupirer, et qu'il était de son devoir d'accélérer.

En conséquence, il nomma deux légats, l'un pour la France, l'autre pour l'Espagne; mais, bien loin de parler pour la paix, le cardinal Caraffe, envoyé légat en France, n'y parla que de la guerre. Cependant il ne réussissait pas à se faire écouter sur ce point, ni à ébranler le connétable de Montmorenci, qui avait facilement démontré dans le conseil tous les avantages attachés à la paix. Caraffe prit un autre parti; il se borna alors à demander qu'il plût au roi d'envoyer en Italie quelques compagnies de gendarmerie ou d'autres milices bien disciplinées, dont la solde ne coûterait pas plus en

Italie qu'en France. Cette démonstration seule, qui n'avait rien de contraire à ses engagemens, pouvait dissiper l'orage qui se formait contre Rome. Mais alors on pouvait connaître les dispositions du roi d'Espagne : s'il ignorait ce qui se passait en Italie, s'il ne tramait aucun dessein dont on dût s'alarmer, l'argent et les troupes y seraient utilement employés à la défense des malheureux Siennois ; si, au contraire, Philippe refusait de s'expliquer, ce secours, tout modique qu'il était, joint aux milices du pape, préserverait Rome d'une entière désolation, et donnerait le temps aux véritables secours d'arriver.

Quoique le connétable vît clairement qu'accéder à ces nouvelles demandes, c'était lever l'étendard de la guerre, entraîné cependant par des considérations personnelles, et dans l'espoir, dit-on, que le duc de Guise, auquel on réservait la conduite du corps de troupes qui irait en Italie, y perdrait sa réputation, et le cardinal, qui était le prôneur de cette idée, sa place au conseil. Après avoir refusé et discuté, pour éviter tous les reproches, le connétable leva son opposition dès l'instant où il crut avoir mis son honneur à couvert.

Lorsqu'il eut été arrêté dans le conseil d'assister le pape, on avisa aux moyens de lui faire passer des secours promptement et secrètement. Le cardinal Caraffe partit d'abord avec le maréchal Strozzi et le capitaine Montluc ; on nomma celui-ci gouverneur du territoire de Sienne, et on lui permit de tirer du Piémont et de l'île de Corse deux ou trois mille hommes de vieilles bandes, sous prétexte de rafraîchir la garnison de Mont-Alcin et autres places.

Malheureusement tout ce mystère n'était déjà plus de saison ; les troupes ennemies étaient entrées sur le territoire de l'Église, et la guerre avait été solennellement déclarée de la part du duc d'Albe, qui s'était emparé sans résistance des places frontières, et y avait établi des garnisons. Ainsi, lorsque Montluc arriva avec ses vieilles bandes, trop faible pour tenir la campagne, il les distribua dans les quartiers de Rome les plus exposés, et garantit au moins, par ce moyen, la ville d'un assaut.

La défection d'Octave Farnèze, duc de Parme, dérangea encore davantage tous les plans qu'on avait formés sur l'Italie ; mais le duc de Florence, ayant offert alors d'entrer dans la ligue, rassura les esprits alarmés, et fit prendre le parti au roi de nommer général de l'expé-

dition le duc de Guise, et de lui ordonner de hâter ses préparatifs.

Le duc se mit en effet en marche à la fin de décembre, et arriva à Turin le 25 janvier 1557. Toutes ses forces consistaient en quatre cent quarante lances, cinq cents chevaux-légers, dix mille fantassins, nombre suffisant sans doute pour entreprendre une guerre défensive dans un pays où l'on possédait déjà plusieurs places fortifiées, mais infiniment trop petit pour traverser toute l'Italie, et conquérir des royaumes défendus par des armées bien plus considérables. Le maréchal de Brissac ne manqua pas de faire sentir une vérité aussi palpable au duc de Guise; et, après lui avoir parlé de la témérité, ou plutôt de la folie de son entreprise, il lui proposa d'unir leurs forces, et d'attaquer de concert le duché de Milan, en lui offrant de servir sous ses ordres.

Guise sentit toute la noblesse de ce procédé; mais le projet était trop contraire à ses instructions, et il ne pouvait changer, de son autorité privée, tout ce qui avait été arrêté dans le conseil du roi : tout au plus, une fois rendu à sa destination, pouvait-il proposer aux alliés d'attaquer d'abord le Milanais du côté qui confinait à l'état de Ferrare, tandis que le

maréchal l'attaquerait du côté du Piémont. Cette double attaque devait nécessairement jeter une grande incertitude dans les résolutions de l'ennemi, qui, ne sachant où diriger sa défense, donnerait aux deux généraux des moyens de diriger leurs opérations avec succès. Brissac ne combattit pas ce projet; il se contenta de prévenir le duc de Guise de se méfier des Italiens, et sur-tout des Caraffe. Cependant les deux généraux adressèrent un courrier au roi, pour lui rendre compte des projets qui avaient été débattus dans le conseil.

Après ces précautions sages, le duc de Guise se mit en marche pour traverser le Milanais et le Parmesan. Cette entreprise offrait de grandes difficultés; il fallait traverser de grandes rivières, et se rendre maître de deux ou trois places fortes qui fermaient le passage. Le maréchal de Brissac fit mine de se porter sur Milan, afin d'attirer de ce côté l'attention de l'ennemi, tandis que le duc de Guise alla subitement investir Valence, qui, au bout de cinq jours, fut abandonnée de sa garnison, qui se retira dans la citadelle, où elle ne tarda pas à capituler. La ville de Bassignan présenta encore moins de résistance. Après avoir remis ces deux places au maréchal, et avoir reçu de son

armée quinze cents hommes d'infanterie et trois cents chevaux-légers, le duc traversa sans obstacle le Pô et le Tanaro, et entra sur les terres du duc de Parme : celui-ci, en excusant le mieux qu'il put sa trahison, s'empressa de fournir abondamment des vivres à l'armée, qui arriva sans perte aux environs de Reggio. Le duc de Ferrare et le duc de Guise se réunirent pour concerter ensemble un plan d'opérations; mais, au moment où ils allaient s'enfermer pour tenir leur conseil, arriva le cardinal Caraffe qu'il était impossible d'en exclure. Le duc de Ferrare commença donc à donner son opinion, et il fut d'avis d'attaquer d'abord le Milanais; le cardinal Caraffe, au contraire, donnait d'excellentes raisons pour préférer l'attaque du royaume de Naples, et il finit par assurer que, si on abandonnait le pape et ses états aux cruautés du duc d'Albe, le saint père ne pourrait plus s'empêcher, après s'être convaincu qu'il ne pouvait plus compter sur les promesses de la France, d'écouter les propositions que l'Espagne n'avait pas discontinué de faire au saint siége et à la maison Caraffe.

Dès-lors le duc de Guise sentit tout ce que sa position avait d'épineux et d'embarrassant. Dans cette perplexité, il feignit de se ranger

du côté du cardinal Caraffe, et, laissant son armée aux ducs d'Aumale et de Nemours, il alla à Rome avec le cardinal, pour voir par lui-même quelles étaient les dispositions du pape à l'égard de la France, quels préparatifs on avait faits à Rome, et sur quoi il pouvait définitivement compter. Chemin faisant, le duc rencontra à Fossombronne le cardinal de Tournon, qui lui représenta qu'il ne pouvait, sans risquer sa réputation et le salut de son armée, entamer l'expédition de Naples avant de s'être assuré positivement de l'alliance ou de la neutralité du duc de Florence, qui, par sa situation, pouvait, en donnant la main, soit au duc d'Albe, soit au gouverneur de Milan, le mettre entre deux feux, et lui fermer le chemin de la retraite en cas de malheur. Le duc fut parfaitement de cet avis, et Caraffe lui-même fut obligé d'en être.

Maurillac avait été chargé de diriger cette négociation : à son arrivée à Rome, il avait fait part au pape de l'intention du roi, de pardonner au duc, à condition toutefois qu'il consentirait à remettre son fils pour être élevé auprès du dauphin. Côme, à cette nouvelle, avait caché son embarras sous les dehors de la

plus vive satisfaction, et s'était borné à demander le secret et le temps nécessaire pour se retirer des mains des Espagnols, auxquels il avait confié les garnisons de Pise, de Livourne et de Florence, ses trois places les plus importantes. Quant au pape, dans la défiance où l'on était des Caraffe, on lui avait demandé pour otage le jeune marquis de Cava, fils aîné du duc de Paliano, et une place; il avait offert Civita-Vecchia, qui, peu éloignée des villes que l'on conservait en Toscane, assurait à l'armée une retraite en cas de malheur, et une communication ouverte avec la Corse et Marseille. Telle était la situation des affaires à l'arrivée du duc de Guise à Rome.

Le duc trouva le pontife parfaitement bien disposé pour tout ce qui pouvait intéresser le roi de France et sa famille; quant à ce qui pouvait regarder les projets hostiles, le maréchal de Strozzi et Montluc avaient, à l'expiration de la trève, recouvré les places d'Ostie, de Tivoli, et presque toutes les terres de l'Église, sans aucun mouvement de la part du duc d'Albe: mais les Caraffe ne s'étaient donné aucun soin pour former des magasins, et se procurer la quantité de munitions de guerre

qu'ils s'étaient obligés de fournir aux deux armées. Tandis que le duc travaillait sans relâche à remplir ce vide, ses troupes arrivèrent sur les terres de l'Église. Toute son armée consistait, après avoir tout réuni, en cinq cents hommes d'armes, huit ou neuf cents chevaux-légers, et treize ou quatorze mille fantassins: il la conduisit dans l'Abruzze, en côtoyant les bords de la mer Adriatique, emporta d'assaut la petite ville de Cœnopoli, et mit le siége devant Civitella, située sur une montagne de difficile accès, et l'une des clefs du royaume de ce côté. La lenteur des Caraffe à fournir leur contingent de troupes, et à faire voiturer les convois, laissa le loisir au duc d'Albe d'y jeter un corps d'élite. Ce contre-temps ne découragea point le duc de Guise; il battit la place avec sa faible artillerie, et, dès qu'il eut fait une ouverture aux murailles, il donna le signal de l'assaut. Ses troupes s'y portèrent avec courage; mais elles furent repoussées, la brèche n'étant pas praticable. Une nouvelle brèche et un second assaut ne réussirent pas mieux que les premiers: le duc se décida alors à lever le siége pour marcher au-devant du duc d'Albe, et lui présenter la bataille. N'ayant pu l'attirer en

rase campagne, et commençant à manquer de fourrages, il se retira en bon ordre, et mit ses troupes en quartiers, pour les laisser reposer pendant les grandes chaleurs de l'été. Le duc d'Albe en fit autant, après avoir pris les deux petites places de Pratica et de Massimo.

Tout l'honneur de la campagne était resté au duc d'Albe. Cette mortification irrita la fierté du duc. Dans la première audience qu'il demanda au pape, après son retour à Rome, il se plaignit amèrement à lui de la manière dont s'étaient comportés ses neveux, et de celle dont ils se comportaient encore, étant instruit qu'ils traitaient en secret, et sans sa participation, avec le duc d'Albe; qu'il allait rendre compte au roi de tout ce qui s'était passé, et qu'en attendant de nouveaux ordres, il ne se mêlerait en aucune manière de la guerre de Naples, à moins qu'on ne lui donnât pour places de sûreté, outre Civita-Vecchia, qui ne lui avait point encore été délivrée, celles de Spolette et d'Orviette. Ces places étaient nécessaires au duc pour le mettre à portée d'exécuter l'expédition qu'il se proposait sur Florence; elles assuraient en outre suffisamment les derrières de son armée. En l'y pourvoyant de vivres, de munitions de guerre, et en y laissant de fortes garnisons, il pouvait se flatter qu'elles arrêteraient l'ennemi assez de temps pour qu'il pût s'emparer des places de Sienne, de Porto Hercolé, de Florence, de Livourne et de Pise.

Cependant les opérations du duc de Guise n'avaient pas été tout à fait infructueuses. Le gouverneur du Milanais ayant été obligé de s'affaiblir pour envoyer de nouveaux renforts au duc d'Albe, le maréchal de Brissac avait profité de cette circonstance pour fortifier Valence, prendre le Val Frenières et Quiéras, et, après avoir manqué Coni par l'indocilité d'un de ses principaux officiers, il avait renfermé dans des gorges l'armée de Pescaire, qui s'y était imprudemment engagée en sortant de Coni.

Au retour du maréchal de Strozzi, envoyé en France par le duc de Guise, celui-ci alla déclarer au pape que, d'après les ordres du roi, il allait continuer à l'assister de toutes ses forces, mais en prenant les précautions nécessaires pour le salut de son armée : il persista, en conséquence, à demander qu'on lui remît Civita-

Vecchia, Spolette et Orviette. Cette demande, qui, la première fois, avait révolté tous les esprits, ne fut pas accueillie plus favorablement; et le cardinal Caraffe, devinant adroitement, d'après cette demande, le véritable dessein du duc, en instruisit secrètement Côme de Médicis, qui venait de terminer selon ses desirs son arrangement avec l'Espagne. Mais le duc, sans vouloir entrer en arrangement avec un homme si dangereux et si faux, se proposa, au défaut de Spolette et d'Orviette, d'emporter d'assaut Sienne et Porto Hercolé, et, en les unissant avec Mont-Alcin et Grosseto, d'en former une barrière capable d'assurer les derrières de son armée, tandis qu'il fondrait sur le duc de Florence, et n'aurait affaire qu'à lui.

Pendant que le duc de Guise se mettait en marche pour exécuter ses projets, le duc d'Albe marcha sur Paliano, dont la garnison commençait à manquer de vivres. Les Caraffe eurent recours alors au général français, qui, après les avoir beaucoup blâmés, s'était décidé à faire marcher au secours de Paliano une forte division de son armée, lorsqu'il reçut la désastreuse nouvelle de la bataille de Saint-Quentin,[1] et l'ordre de ramener promptement son armée à la défense du royaume; ordre infiniment heureux dans les circonstances où se trouvait le duc, qui, grace à la duplicité des Caraffe, à leur mauvaise foi, à leur perfidie, avait conservé ses forces entières, tandis qu'indubitablement, mieux secondé par eux, il se serait enfoncé dans le royaume de Naples, où, après avoir perdu bien du monde dans les siéges et dans les combats, il aurait fini par y perdre son armée et sa réputation.

Au lieu de ces malheurs, il se trouvait prêt à retourner en France avec une armée assez considérable: au moment où il en reçut l'ordre, il n'eut donc qu'à se mettre en marche. Après avoir pris congé du pape, on prétend que le saint père lui dit alors: *Vous avez peu fait pour le roi, très-peu pour l'église, et bien moins encore pour votre gloire.* C'était peindre fidellement, en peu de mots, l'expédition du duc de Guise, qui s'embarqua avec deux de ses frères et huit cents arquebusiers à Civita-Vecchia, laissant le reste de l'armée sous la conduite des ducs d'Aumale et de Nemours, qui la ramenèrent en France.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (75).

En envoyant un courrier au duc de Guise pour le faire revenir en France, on n'oublia pas d'en envoyer un autre au maréchal de Brissac, pour lui demander le vieux Determes, le jeune d'Anville, et avec eux trois ou quatre compagnies de gendarmerie, une partie des vieilles bandes, et les quatre mille Suisses qui avaient servi pendant six ans sans interruption sous ses ordres. Mais le maréchal, qui vit le péril où l'exposait une pareille demande de perdre sa réputation et tout le fruit de ses travaux, dépêcha Boivin de Villars, son secrétaire, pour représenter au roi que le Piémont, hérissé de places fortes, la seule digue qui pût empêcher les ennemis de pénétrer dans les provinces méridionales de la France, était un des points principaux et les plus importans à conserver pour le salut de l'état; qu'en lui enlevant tout à la fois ses meilleures troupes, c'était le mettre à la merci de l'ennemi, sans qu'il en résultât aucun avantage pour les provinces qu'on voulait secourir, les troupes que l'on demandait devant rester au moins six semaines pour se rendre de Turin à Paris; qu'au lieu de s'affaiblir ainsi de tous côtés, il fallait se hâter de lever vingt mille Suisses, et autant d'infanterie nationale, en exigeant de chaque possesseur de riches bénéfices une année entière de leur revenu, offrant de donner l'exemple, en abandonnant 40,000 livres, provenant des bénéfices qui se trouvaient dans sa famille. Il proposait aussi qu'on exigeât un quartier de la recette de chaque receveur des deniers royaux, remboursable après la paix. Il se plaignait de ce qu'on faisait si peu compte de ses lumières, qu'on ne songeait pas à l'appeler. Enfin, instruit qu'on distribuait des commissions pour lever de nouvelles compagnies de gendarmerie, il adressait au roi Lamothe-Gondrin, Pavan-Gordon et le baron des Adrets, qui avaient mérité par des actions d'éclat un avancement qu'il ne pouvait leur procurer en Piémont.

Le roi s'excusa auprès du maréchal de ne l'avoir point appelé, par la difficulté de le remplacer en Piémont, où sa présence valait une armée; il lui laissa ses Suisses et sa gendarmerie, et il l'autorisa, pour avoir de l'argent, à engager des domaines jusqu'à la valeur de 100,000 écus, environ 2,430,000 liv. de notre monnaie actuelle.

Après la perte de la bataille de Saint-Quentin, la faveur populaire se tourna sur le duc

de Guise, et on applaudit généralement aux lettres qui le déclaraient lieutenant général et représentant de la personne du roi dans toutes les terres de la domination française. Le duc de Nevers lui-même, qui, renfermé dans son camp sur les bords de l'Oise, venait bien réellement de sauver la France par sa sage temporisation, sa prudence, les précautions nécessaires qu'il avait prises, les forces qu'il avait rassemblées, et l'engagement volontaire de ses biens, vit sans murmurer qu'un autre vînt recueillir le fruit de ses travaux, et remit à l'heureux duc de Guise le commandement, en se soumettant à servir sous ses ordres.

Bientôt ce général s'empara de Calais, de Guines, de Ham, et changea tellement, dans le court espace de quelques mois, la face des affaires en France, que le roi d'Espagne songea dès-lors sérieusement à traiter de la paix. Il est vrai qu'il la proposa à des conditions si déraisonnables, qu'on ne put rien arrêter d'abord; mais bientôt après le duc de Guise vint ajouter à ses conquêtes la ville de Thionville, et, malgré la défaite du maréchal Determes à Gravelines, on reprit les conférences à Cer-

camp. Plusieurs causes en retardèrent la marche; une, entre autres, assez importante, fut dans quelques succès en Italie de la part du duc de Sessa.

Au milieu des embarras où l'on s'était trouvé en France, on y avait trop oublié le Piémont, où l'on n'avait envoyé ni troupes ni argent. Le roi d'Espagne, informé de la position fâcheuse dans laquelle se trouvait le duc de Brissac, résolut de tenter un dernier effort, persuadé que, s'il parvenait à chasser les Français du Piémont, il lèverait le plus grand obstacle à une pacification telle qu'il la desirait. En conséquence, il avait mis sur pied une armée de trente mille combattans, dont il avait confié le commandement au duc de Sessa. Dans cette circonstance, le maréchal de Brissac, hors d'état de tenir la campagne, s'était borné à la défense des places; mais il n'avait pu empêcher le duc de Sessa de prendre le château de Cental, ceux de Démon, de Roque-Parvières et de Roquavion, qui maîtrisaient les gorges du marquisat de Saluces. Ces conquêtes, peu importantes en elles-mêmes, encouragèrent le duc de Sessa à attaquer Mont-Calva, qu'il enleva malgré la bravoure du baron des Adrets,

et grace à la lâcheté du vidame de Piquigny.

La nouvelle de ces différentes conquêtes, arrivée pendant la durée des conférences, rendit les ministres espagnols d'autant plus intraitables, qu'ils ne doutaient pas que le duc de Sessa ne fût bientôt maître de tout le Mont-Ferrat; mais ce général, ayant voulu s'approcher de Casal, fut si maltraité par Lamothe-Gondrin qui était sorti à sa rencontre, qu'il ne songea plus qu'à se retirer dans le Milanais, et ôta, par cette démarche, aux plénipotentiaires espagnols tout l'espoir qu'ils avaient dans les conquêtes du duc de Sessa, pour être plus exigeant dans leurs prétentions.

La mort de Marie, reine d'Angleterre, arrivée le 17 novembre 1558, vint apporter de nouvelles entraves à la marche des conférences. Élisabeth fut appelée au trône; et, comme la nouvelle reine demandait du temps pour se mettre au fait des affaires et prendre des résolutions dans des circonstances aussi difficiles, en laissant subsister la trève, on convint de suspendre pour deux mois les conférences, et de se rassembler, soit à Cercamp, soit dans un lieu plus commode, vers la fin de janvier.

Les conférences furent en effet reprises, à

cette époque, à Cateau-Cambresis, et la paix y fut signée le 3 avril 1559.[1]

Peu après le 10 juillet de la même année, le roi périt d'un éclat de lance brisée, qui lui perça le front un peu au-dessus de l'œil gauche, dans un tournoi donné à l'occasion du mariage de sa fille et de sa sœur, et à la fin duquel il força Montgomery de rompre une lance avec lui.[2]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (76).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (77).

FIN DU LIVRE ONZIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE DOUZIÈME.

Conspiration d'Amboise. — Mort de François II. — Charles IX monte sur le trône. — Colloque de Poissy. — Massacre de Vassy. — Bataille de Dreux. — Assassinat du duc de Guise. — Bataille de Saint-Denis. — Mort du connétable de Montmorenci. — Bataille de Jarnac. — Henri de Navarre bat le duc de Cossé à Arnay-le-Duc. — Journée de la Saint-Barthelemi. — Mort de Paul IV. — Pie IV le remplace. — Congrès à Lyon. — Reddition de Turin au duc de Savoie. — Fin du concile de Trente. — Mort de Pie IV. — Pie V est élu pape. — Bulle *in cœnâ domini*. — Mort de Pie V. — Exaltation de Grégoire XIII. — Réforme du calendrier. — Bataille de Lépante. — Mort de Charles IX. — Henri III lui succède. — Formation de la Ligue. — Sixte-Quint remplace Grégoire XIII. — Mort de Marie Stuart. — Bataille de Coutras. — Journée des Barricades. — Mort de Catherine de Médicis. — Assassinat d'Henri III. — Bataille d'Arques. — Bataille d'Ivry. — Sixte-Quint meurt. — Innocent IX le remplace. — Bientôt après Clément VIII monte sur le trône pontifical. — Abjuration d'Henri IV. — Son entrée dans Paris. — Il prend la Savoie. — La paix se fait à Lyon. — Mort d'Élisabeth. — Mort de Clément VIII. — Léon X est choisi pour pape. — Assassinat d'Henri IV.

LIVRE DOUZIÈME.

Depuis la paix de Cateau-Cambresis jusqu'à la mort d'Henri IV.

Du 3 avril 1559 au 14 mai 1610.

Ici la scène change entièrement pour la France. Le fanatisme religieux s'en empare; il allume des torches, il dresse des bûchers, il arme les frères, les parens, les amis, les citoyens les uns contre les autres; les passions les plus désordonnées se sont emparées de tous les esprits, et le royaume est livré aux assassins, aux factions, aux bourreaux, aux délateurs et à la guerre civile.

Au milieu de ces malheurs et de ces désordres, les Français ne prirent les armes que pour se battre entre eux. Nous avons cru qu'il était de notre devoir d'historien d'esquisser rapidement les scènes d'horreurs qui se passèrent dans ces temps malheureux, afin de faire connaître les personnages, soit nationaux, soit étrangers, qui en furent les moteurs, les acteurs ou les victimes; nous aurions craint de mériter des reproches de la part de nos lecteurs,

si nous avions laissé dans l'histoire dont nous nous occupons, une lacune de quarante années, pendant lesquelles il se passa des événemens d'autant plus importans à connaître, qu'ils furent les suites de ceux qui les précédèrent, et les causes de ceux qui les suivirent.

La mort funeste d'Henri II fut le signal de tous les malheurs, de toutes les calamités qui peuvent affliger un peuple pendant trente ans. François II, parvenu à la couronne à seize ans, gouverné par des princes d'un sang étranger et des grands officiers jaloux du crédit des Guise, commença la subversion de la France.

La reine mère, princesse d'un génie souple, d'une politique digne de Machiavel, balança d'abord entre la faction des Guise, celle d'Antoine, roi de Navarre, chef des protestans, et celle de Montmorenci. Bientôt elle se déclara pour les Guise qu'elle n'aimait pas, mais dont elle croyait avoir besoin : les chefs des deux autres partis furent éloignés. François, duc de Guise, et Charles, cardinal de Lorraine, se virent, par ce moyen, à la tête du gouvernement; et on arrêta qu'ils seraient assassinés à Amboise, en 1560. C'est la première conspiration connue en France. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (78).

La conspiration, découverte et punie, ne servit qu'à augmenter le pouvoir de ceux qu'on avait voulu détruire; elle révolta contre eux tous les ordres du royaume, et produisit de nouveaux troubles. Les calvinistes, toujours animés par le prince de Condé, prirent les armes dans plusieurs provinces : cependant ni le roi de Navarre, père d'Henri IV, ni l'amiral de Coligni, ni son frère Andelot, n'osaient encore se déclarer ouvertement. Le prince de Condé fut le premier chef de parti qui parût faire la guerre : en homme timide, il portait et retenait la main, et, croyant toujours se ménager avec la cour qu'il voulait perdre, il eut l'imprudence de venir à Fontainebleau, en courtisan, dans le temps où il eût dû rester à la tête de son parti. Les Guise le font arrêter dans Orléans; on lui fait son procès, il est condamné à perdre la tête. Le célèbre chancelier de Lhôpital, cet intrépide philosophe, refusa, dans ce temps d'enthousiasme et de fureur, de signer cet arrêt; le comte de Sancerre suivit cet exemple courageux.

Cependant la main du bourreau allait trancher les jours de Condé, lorsque, le 15 décembre 1560, François II mourut, laissant à Charles IX un royaume en proie aux dissentions intérieures.

si nous avions laissé dans l'histoire dont nous nous occupons, une lacune de quarante années, pendant lesquelles il se passa des événemens d'autant plus importans à connaître, qu'ils furent les suites de ceux qui les précédèrent, et les causes de ceux qui les suivirent.

La mort funeste d'Henri II fut le signal de tous les malheurs, de toutes les calamités qui peuvent affliger un peuple pendant trente ans. François II, parvenu à la couronne à seize ans, gouverné par des princes d'un sang étranger et des grands officiers jaloux du crédit des Guise, commença la subversion de la France.

La reine mère, princesse d'un génie souple, d'une politique digne de Machiavel, balança d'abord entre la faction des Guise, celle d'Antoine, roi de Navarre, chef des protestans, et celle de Montmorenci. Bientôt elle se déclara pour les Guise qu'elle n'aimait pas, mais dont elle croyait avoir besoin : les chefs des deux autres partis furent éloignés. François, duc de Guise, et Charles, cardinal de Lorraine, se virent, par ce moyen, à la tête du gouvernement; et on arrêta qu'ils seraient assassinés à Amboise, en 1560. C'est la première conspiration connue en France. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (78).

La conspiration, découverte et punie, ne servit qu'à augmenter le pouvoir de ceux qu'on avait voulu détruire; elle révolta contre eux tous les ordres du royaume, et produisit de nouveaux troubles. Les calvinistes, toujours animés par le prince de Condé, prirent les armes dans plusieurs provinces : cependant ni le roi de Navarre, père d'Henri IV, ni l'amiral de Coligni, ni son frère Andelot, n'osaient encore se déclarer ouvertement. Le prince de Condé fut le premier chef de parti qui parût faire la guerre : en homme timide, il portait et retenait la main, et, croyant toujours se ménager avec la cour qu'il voulait perdre, il eut l'imprudence de venir à Fontainebleau, en courtisan, dans le temps où il eût dû rester à la tête de son parti. Les Guise le font arrêter dans Orléans; on lui fait son procès, il est condamné à perdre la tête. Le célèbre chancelier de Lhôpital, cet intrépide philosophe, refusa, dans ce temps d'enthousiasme et de fureur, de signer cet arrêt; le comte de Sancerre suivit cet exemple courageux.

Cependant la main du bourreau allait trancher les jours de Condé, lorsque, le 15 décembre 1560, François II mourut, laissant à Charles IX un royaume en proie aux dissentions intérieures.

La mort de François II fut le salut du prince de Condé. On assembla des états à Orléans; ils accordèrent la tutelle de Charles IX et l'administration du royaume à Catherine de Médicis. Ces états-généraux firent connaître combien cette administration était vicieuse. Le roi était endetté de quarante millions de livres; on manquait d'argent : ce fut là le véritable principe du bouleversement de la France. Si Catherine de Médicis avait eu de quoi acheter des partisans et payer une armée, les différens partis qui troublaient l'état auraient été contenus par l'autorité royale; Catherine, sans moyens de force, placée entre les catholiques et les protestans, ne pouvait guère que négocier, au lieu de régner.

Elle commença par indiquer le colloque de Poissy : c'était mettre l'ancienne religion en compromis, et donner un grand crédit aux calvinistes, en les faisant disputer contre ceux qui se croyaient faits pour les juger.

Le résultat du colloque fut un édit du 15 janvier 1561, qui autorisa les protestans à avoir des prêches hors des villes, et cet édit prétendu de pacification fut la source des guerres civiles.

Le duc de Guise, passant auprès de Vassy,

trouva des calvinistes qui, jouissant des priviléges de l'édit, chantaient paisiblement leurs pseaumes dans une grange; ses valets insultèrent ces malheureux, ils en tuèrent environ soixante, blessèrent et dissipèrent le reste.

Alors les protestans se soulevèrent dans presque tout le royaume; chaque ville devint une place de guerre, et les rues, des champs de bataille : ce que la faction protestante pouvait amasser, servait à faire venir des Allemands pour achever la destruction du royaume. Le roi d'Espagne, de son côté, envoyait des petits secours aux catholiques pour entretenir cet incendie, dont il espérait profiter.

La première bataille rangée se donna à Dreux, le 19 décembre 1562.[1] Les Suisses faisaient la principale force de l'infanterie royale, les Allemands celle de l'armée protestante. Cette journée fut unique par la prise des deux généraux Montmorenci, qui commandaient l'armée royale, et le prince de Condé. François de Guise, lieutenant du connétable, gagna la bataille; et Coligni, lieutenant de Condé, sauva son armée.

Après la victoire de Dreux, le duc de Guise

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (79).

alla assiéger Orléans ; il était prêt de prendre la ville, qui était le centre de la faction protestante, lorsqu'il fut assassiné en février 1563.[1] Ce meurtre fut le premier que le fanatisme fit commettre ; les protestans étaient devenus des enthousiastes furieux. Un moment de paix succéda à ces troubles ; Condé s'accommoda avec la cour, mais l'amiral était toujours à la tête d'un grand parti dans les provinces.

Charles IX, ayant atteint l'âge de treize ans un jour, tint un lit de justice, dans lequel sa mère se démit de la régence ; alors, plus que jamais, chacun cherchait à dévorer une partie du gouvernement. Le clergé d'un côté, les pasteurs calvinistes de l'autre, criaient à la religion ; Dieu était leur prétexte, la fureur de dominer leur seule et véritable passion, et les peuples, enivrés de fanatisme, étaient les instrumens et les victimes de l'ambition de tous les partis opposés.

Louis de Condé, qui avait voulu arracher le jeune François II des mains des Guise à Amboise, tenta d'enlever Charles IX, dans Meaux, au connétable de Montmorenci.

Quelque temps après, le prince et l'amiral

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (80).

livrèrent, le 10 novembre 1567, à Saint-Denis, une bataille où le connétable fut blessé à mort à l'âge de quatre-vingts ans ; [1] homme intrépide à la cour comme dans les armées, plein de grandes vertus et de défauts, général malheureux, esprit austère, difficile, opiniâtre, mais honnête homme, et pensant avec grandeur.

Cette bataille de Saint-Denis fut indécise, et la France n'en fut que plus malheureuse. Tout le royaume est ravagé ; ce sont autant de guerres qu'il y a de villes ; le catholique, le protestant, le prêtre, le bourgeois, l'artisan, l'agriculteur, n'est pas en sûreté dans son lit ; on abandonne la culture des terres, ou on les laboure les armes à la main. Les protestans, dans leurs assemblées, proposaient d'abolir en France la puissance despotique, la papauté et la chicane, qu'ils nommaient les trois pestes du genre humain : ces propositions, en soulevant contre eux le parlement et le clergé, leur assuraient de nombreux partisans.

On fait néanmoins une paix forcée ; mais chaque paix est une guerre sourde, et tous les jours sont marqués par des meurtres et des assassinats.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (81).

Bientôt cependant la guerre se fait plus ouvertement. La reine Élisabeth soutenait les protestans; le duc d'Anjou, qui depuis monta sur le trône sous le nom d'Henri III, commandait les armées : le maréchal de Tavanes était son guide et son conseil. Il battit à Jarnac, le 13 mai 1569, l'armée protestante commandée par le prince de Condé, qui fut assassiné, après la défaite, par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou.[1] Coligni, en rassemblant les débris de l'armée vaincue, rendit la victoire des royalistes inutile.

La reine de Navarre présente alors son fils, depuis Henri IV, à l'armée, et le fait reconnaître chef du parti sous Coligni, qui le conduisait en effet, en servant de père à Henri, et en soutenant seul le poids de cette cause malheureuse. Vaincu à Montcontour, où se trouva Henri IV, âgé de quatorze ans, le 3 octobre 1569,[2] Coligni sut profiter de la faute du duc d'Anjou, qui négligea de poursuivre et de dissiper les protestans, pour faire le siége de Saint-Jean-d'Angely; il répara les pertes occasionnées à son parti, dans cette journée; et Henri

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (82).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (83).

battit ensuite, à Arnay-le-Duc, en juin 1570, le duc de Cossé,[1] deux mois avant qu'on signât la paix, le 11 août de la même année.

Mais cette paix, qui semblait devoir faire respirer la France, ne fut que la préparation de la Saint-Barthelemi. Cette affreuse journée[2] fut méditée et arrangée pendant deux années; on ne la conçoit ni de la part d'une femme élevée dans les plaisirs, ni de celle d'un roi de vingt ans. Le mélange de galanterie et de fureur, de volupté et de carnage, qui formait alors l'esprit national, est une des bizarreries les plus fortes où les contradictions de l'espèce humaine se soient jamais peintes.

S'il pouvait y avoir quelque chose de plus déplorable que la Saint-Barthelemi, c'est qu'elle fit recommencer la guerre civile. Les calvinistes ne pensèrent plus, dans tout le royaume, qu'à vendre chèrement leur vie, depuis qu'on avait égorgé environ soixante mille de leurs frères en pleine paix; il en restait environ deux millions pour faire la guerre. De nouveaux massacres suivirent donc, de part et d'autre, ceux de la Saint-Barthelemi; ils fu-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (84).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (85).

rent encore suspendus un instant par la paix faite à des conditions favorables aux protestans.

Au milieu de tous ces désastres et de ces disputes, la mort du pape Paul IV avait suivi de près, en Italie, celle d'Henri II; le cardinal Jean-Ange de Médicis, qui prit le nom de Pie IV, fut élu pour le remplacer. Ce pape, aussi dévoué à la maison d'Autriche que son prédécesseur en était ennemi, fut constamment gouverné par la cour de Madrid. Cependant le temps fixé à Cateau-Cambresis pour l'entière restitution du Piémont au duc de Savoie, approchait; les ministres de France, au lieu de le restituer, proposaient un autre traité, sous prétexte de procéder à la révision des lettres que la maison de France avait à faire valoir contre la maison de Savoie. Un congrès fut indiqué à Lyon, après lequel on rendit au duc de Savoie Turin et les autres villes du Piémont que la France avait gardées jusqu'alors : dès cet instant, le duc les fit fortifier de manière à rendre les invasions en Italie beaucoup plus difficiles.

L'architecture militaire avait fait, chez les Italiens, des progrès qui ne furent égalés que plus de cent ans après dans le reste de l'Europe.

Pacioto, d'Urbin, qui traça la fortification de la citadelle de Turin, se fit une réputation que celle de Vauban lui-même n'a pas effacée. Les limites des états de l'Italie furent alors fixées, de manière que les légers changemens que quelques-uns éprouvèrent depuis n'occasionnèrent aucune secousse générale.

Les armées des Français, des Allemands, des Espagnols, en Italie, y avaient fait réformer le systême militaire; au lieu des compagnies de Condotiéry, qui se vendaient à ceux qui voulaient les payer, chaque puissance eut ses milices particulières. Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, long-temps général des troupes espagnoles, témoin de l'excellence de cette infanterie, établit le premier, en Italie, la discipline et la tactique qu'elle observait.

Du côté de la religion, à peine Pie IV avait-il pris possession du pontificat, qu'il s'était déterminé à rétablir le concile de Trente, oublié depuis dix ans. Ferdinand, qui voulait faire élire roi des Romains son fils aîné Maximilien, se contenta, vis-à-vis des protestans, de confirmer la paix de religion décrétée dans les diètes précédentes : dès-lors la scission entre les catholiques et les protestans fut absolument prononcée, et les voies de conciliа-

tion, ouvertes auparavant, se trouvèrent absolument fermées.

Le concile fut alors obligé de se borner à régler la discipline de l'église latine, et fut enfin terminé en 1563, après avoir duré l'espace de dix-huit ans.[1] Depuis cette époque, la république chrétienne fut partagée en deux grands partis, les catholiques et les protestans.

Pie IV était mort subitement en 1560; le cardinal Alexandrin lui avait succédé, sous le nom de Pie V. Son ardeur à redoubler la sévérité de l'inquisition, et l'affreux supplice du feu, dans lequel il fit périr tant de monde, démontrent combien il était cruel et sanguinaire; ses intrigues en faveur de Marie Stuart contre Élisabeth, la chaleur avec laquelle il fomenta les troubles de la France, la fameuse bulle *in cœnâ domini*,[2] prouvent combien il était passionné, et manquait de modération. Il avait été dominicain; la sévérité de son caractère augmenta par la dureté du cœur puisée dans les cloîtres.

En vain ce pape fit-il quelques arrêtés assez sages, ramassa-t-il des trésors, arma-t-il des

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (86).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (87).

galères contre les Ottomans, créa-t-il Côme de Médicis grand duc de Toscane, il ne put effacer, par quelques actes de modération et d'une saine politique, tous les maux occasionnés d'ailleurs par ses passions immodérées : il mourut le 1er mai 1572. Hugues Buon-Compagno lui succéda sous le nom de Grégoire XIII, qui rendit son pontificat célèbre par la réforme du calendrier qui porte son nom.[1]

En Allemagne, le vaste empire de Charles-Quint, composé de parties incohérentes, s'écroulait sans avoir pu s'asseoir sur des bases solides. Ferdinand était mort en 1564, laissant à son fils aîné Maximilien II la couronne impériale. Ce prince avait fait en 1543 un testament auquel il ne dérogea pas, et qui jeta de loin les semences de la guerre qui troubla l'Europe au milieu du dix-huitième siècle.[2]

Maximilien II régna douze ans; doué de toutes les vertus qui distinguent les hommes dans une condition privée, ce prince semble avoir existé pour donner quelques consolations aux humains au milieu des tourmens auxquels ils étaient exposés presque par-tout ailleurs.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (88).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (89).

Son aversion pour l'effusion du sang passa pour faiblesse; les papes ne purent jamais l'engager à réduire les protestans par la voie des armes. Ce n'est pas, disait-il, en rougissant les autels du sang hérétique qu'on peut honorer le père commun des hommes. Il proposa de nouveau, à la cour de Rome, d'abolir en Allemagne le célibat ecclésiastique, d'y permettre la communion sous les deux espèces, et la célébration des offices divins en langue vulgaire : non seulement Pie IV refusa d'admettre cette voie de conciliation qui pouvait ramener les protestans, mais il osa menacer l'empereur de le faire déposer par les électeurs catholiques, s'il continuait à se mêler des affaires de religion.

Alors ce prince, témoin des terribles commotions causées par les disputes sacerdotales, en France, en Angleterre et dans les Pays-Bas, consentit à ce que tous ses sujets jouissent d'une liberté entière de conscience. Il tint, dit-on, ce discours à Henri d'Anjou, lorsqu'il quitta la Pologne pour venir régner en France : « Vous allez monter sur un trône orageux; mais vous pouvez faire renaître la paix. Changez le conseil du feu roi, rejetez sur lui la haine et l'animosité que les massacres ont excitées dans les esprits. Dieu est le seul maître du cœur des

hommes; les rois ne commandent pas à la pensée, et, lorsqu'ils prétendent exercer un empire qui ne leur appartient pas, ils s'exposent à perdre celui dont ils jouissent. » Si Henri avait suivi des conseils aussi sages, la Ligue n'aurait pas eu lieu.

A la honte de la raison humaine, le gouvernement d'un prince qui voulait conduire les hommes par les grands principes de la morale et de l'équité naturelle inspira plus de murmure et de raillerie que de reconnaissance.

Soliman II, surnommé le Magnifique, venait de mourir après avoir régné quarante-six ans, et avoir étendu son empire d'Alger à l'Euphrate, et du fond de la mer Noire aux extrémités de la Grèce et de l'Épire. Exact observateur de sa parole, ami de la justice et du bon ordre, il fit fleurir, par sa vigilance, les vastes états agrandis par ses armes : la victoire l'accompagna jusque dans les bras de la mort. Il termina sa vie devant Sigeth, en Hongrie; et à peine avait-il rendu le dernier soupir, que la ville fut prise d'assaut.

Sélim II, qui lui succéda, après avoir fait une trève avec Maximilien et le sénat de Venise, s'empara, au mépris de ce traité, de l'île

de Chypre. Cette infidélité et l'importance de cette conquête avaient réveillé toutes les puissances de l'Italie; et, cinq mois après, elles avaient rassemblé dans les ports de la Sicile deux cents galères, six grosses galéasses, vingt-cinq vaisseaux de guerre, et un grand nombre de vaisseaux de transport. Jean d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, commandait cette flotte formidable; elle rencontra celle des Turcs à Lépante, lui livra bataille le 7 octobre 1571, non loin des rivages célèbres où Marc-Antoine et Auguste combattirent autrefois pour l'empire du monde. Les Turcs, entièrement défaits, perdirent en cette journée cent soixante galères, prises ou coulées à fond. La consternation se mit dans le sérail; et, si on eût suivi le conseil de Jean d'Autriche, qui voulait aller sur-le-champ attaquer les Dardanelles, la ville de Constantinople aurait peut-être échappé aux Osmanlis. La division se mit entre les chefs, et les Vénitiens se hâtèrent de faire la paix, pour se conserver les profits qu'ils tiraient du commerce avec les Ottomans.

Après cette paix, Sélim, abandonnant les rênes du gouvernement à son grand visir, s'ensevelit au fond de son sérail, avec ses femmes et ses eunuques. Les padishas de Constantinople ne firent plus de grandes conquêtes; l'empire ottoman sembla circonscrit dans ses limites; les descendans des Amurat, des Mahomet, des Soliman, amollis par les jouissances les plus délicieuses, parurent rarement à la tête des armées; ces fiers janissaires, qui faisaient trembler l'Europe et l'Asie, ne devinrent redoutables que pour leurs souverains.

Ce fut à cette époque que Sigismond, roi de Pologne, étant mort, l'Europe apprit avec surprise que le choix de la diète était tombé sur le duc d'Anjou, au grand mécontentement des princes d'Allemagne, qui virent avec horreur passer chez eux ce prince teint du sang répandu à la Saint-Barthelemi. Au départ d'Henri d'Anjou pour la Pologne, la santé de Charles IX était très-chancelante; quelques Français, jetant leurs regards sur l'avenir, cherchaient à profiter de la mort prochaine du roi pour rétablir solidement la tranquillité intérieure. Henri, roi de Pologne, était généralement odieux; il fut question de lui fermer le retour de la France, de placer sur le trône le duc d'Alençon, d'éloigner des affaires Catherine de Médicis, et de donner au jeune roi un conseil composé de catholiques. Ce parti fut nommé celui des politiques; il renfermait

les principaux chefs des catholiques et des réformés, le duc d'Alençon, le roi de Navarre, le prince de Condé, le duc de Cossé, les enfans du connétable de Montmorenci.

La reine mère, instruite des résolutions des politiques, charge Henri de Guise d'en arrêter les suites. Montmorenci et Cossé sont mis à la Bastille, on donne des gardes au duc d'Alençon et au roi de Navarre, le prince de Condé prend la fuite, La Molle et Coconas ont la tête tranchée.

Ce fut la dernière action publique à laquelle Charles IX imprima le sceau de son autorité; il mourut le 3 mai 1574, n'ayant que vingt-quatre ans. Douze jours avant sa mort, Charles IX avait remis les rênes de l'état entre les mains de sa mère. Henri III quitta bientôt la Pologne pour se rendre en France.

Le nouveau roi, gagné par les Guise, qui voyaient dans la paix la ruine de leurs projets ambitieux, était à peine arrivé à Lyon, qu'avec le peu de troupes qu'on lui avait amenées il voulut forcer des villes qu'il eût pu ranger à leur devoir avec un peu de politique.

Cependant le duc d'Alençon et le roi de Navarre s'étaient enfuis de Paris : le premier fortifiait par sa présence le parti des politiques;

le second, après avoir abjuré publiquement la religion romaine, se montrait à la tête des réformés. Le prince de Condé conduisait en France une armée d'Allemands; Catherine de Médicis passait pour coupable de tous les crimes; tous les genres de débauche régnaient à la cour.

Le parti des politiques s'était réuni à celui des protestans. Le roi n'avait point d'argent;[1] il est obligé de proposer la paix en avril 1576, les protestans en dictent les conditions. L'exercice public du calvinisme est permis par-tout, excepté à deux lieues de Paris et de la cour; on crée des chambres, mi-partie de catholiques et de protestans, dans les parlemens de Paris, Toulouse, Grenoble, Aix, Rouen, Dijon et Rennes; le roi désavoue publiquement la Saint-Barthelemi; la mémoire de Coligni est réhabilitée.

Cette paix, qui eût été l'objet de l'alégresse générale si Henri l'eût publiée à son entrée en France, lorsqu'il pouvait rejeter les malheurs passés sur la conduite de ses prédécesseurs, ne contenta personne; les protestans la regardaient comme l'effet inévitable de la nécessité, et les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (90).

catholiques comme un monument d'opprobre qu'on ne pouvait trop se presser d'anéantir. Les passions irritées n'écoutaient aucun conseil raisonnable ; les catholiques et les protestans croyaient toujours avoir trop accordé, ou n'avoir pas assez obtenu : tout ne respirait alors que factions. Henri de Guise était fait pour elles ; il avait, dit-on, toutes les grandes qualités de son père. Avec une ambition plus effrénée, plus artificieuse, il forma la Ligue projetée par son oncle le cardinal de Lorraine,[1] et songea à s'élever sur les ruines d'un royaume si mal gouverné.

Le roi, pressé entre les calvinistes qui demandaient trop de liberté, et les ligueurs qui voulaient lui ravir la sienne, crut faire un coup d'état en se déclarant le chef de la Ligue, et il l'enhardit davantage. Il est obligé de rompre malgré lui la paix donnée aux réformés, sans pouvoir leur faire la guerre ; il assemble des états à Blois, le 13 décembre 1576 ; les hostilités se renouvellent de tous côtés, et la paix se fait encore en 1577.

On ne pouvait gouverner un tel royaume qu'avec du fer et de l'or ; Henri III pouvait à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (91).

grande peine avoir l'un et l'autre : il ne régnait pas. La ligue catholique et les confédérés protestans se faisaient la guerre, malgré lui, dans les provinces ; les maladies contagieuses et la famine se joignaient à tant de fléaux.

C'est dans ce temps que le duc d'Anjou, frère du roi, alla dans les Pays-Bas chercher, au milieu d'une désolation non moins funeste, une principauté qu'il perdit par une tyrannique imprudence ; il mourut en 1584, en même temps à peu près que le prince d'Orange fut assassiné.[1] La mort du duc d'Anjou rendit le roi de Navarre héritier présomptif de la couronne de France. Ce prince, le plus généreux chevalier de son temps, écrivit alors à Henri III pour lui remontrer que c'était à lui et à sa couronne que la Ligue en voulait, bien plus qu'aux réformés ; il lui fit voir le précipice ouvert, et lui offrit ses biens et sa vie pour le sauver.

Mais Félix Perneti, cardinal de Montalte, qui venait de remplacer Grégoire XIII, mort en 1585, sous le nom de Sixte-Quint, fulminait contre le roi de Navarre et le prince de Condé cette fameuse bulle dans laquelle il les appelle

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (92).

génération bâtarde et détestable de la maison de Bourbon ; il les déclare déchus de tous droits, de toute succession. Dès-lors la Ligue fait valoir la bulle, et force le roi à poursuivre son beau-frère qui voulait le secourir, et à seconder le duc de Guise qui travaillait à le détrôner avec respect. C'était la neuvième guerre civile depuis la mort de François II.

Ce fut alors, en 1587, que l'Angleterre vit périr sur un échafaud Marie Stuart, reine d'Écosse.[1]

Henri, roi de Navarre, eut donc à combattre à la fois le roi de France, Marguerite sa propre femme, le pape et la Ligue.

A l'égard du saint père, Henri le brava jusque dans Rome, en y faisant afficher dans les carrefours un démenti formel à Sixte-Quint, et en appelant de sa bulle à la cour des pairs.

Il n'eut pas beaucoup de peine à empêcher son imprudente femme à se saisir de l'Agénois.

Quant à l'armée royale sous les ordres du duc de Joyeuse, il la vainquit à Coutras, le 10 octobre 1587,[2] combattant en soldat à la tête de ses troupes, faisant des prisonniers de sa

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (93).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (94).

main, et montrant, après la victoire, autant d'humanité et de modestie que de valeur pendant la bataille.

Mais, pendant qu'Henri battait l'armée royale à Coutras, le duc de Guise dissipait, à Vimori et à Anneau,[1] une armée d'Allemands qui venait se joindre à celle du roi de Navarre. Le malheur de Coutras et la gloire du duc de Guise furent deux nouvelles disgraces pour le roi de France ; Guise demande la publication du concile de Trente, l'établissement de l'inquisition, la confiscation des biens des protestans, et le bannissement de ses favoris.

Henri III se décide alors, pour éviter les troubles qu'il prévoyait, à défendre au duc de Guise de venir à Paris. Le duc y vient malgré cette défense : d'où s'ensuit la journée des Barricades, le 12 mai 1588 ;[2] la fuite du roi à Chartres, le 13 ; les seconds états de Blois, le 16 octobre, même année ; l'assassinat du duc de Guise, le 23 novembre, au moment où il entrait dans la chambre du roi ;[3] celui du cardinal de Lorraine, son frère, le 24 du même

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (95).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (96).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (97).

mois, et la mort de Catherine de Médicis quelque temps après,[1] le 5 janvier 1589.

Si, au milieu de toutes ces horreurs, le roi, se couvrant du masque et des apparences d'une justice précipitée, eût accouru dès l'instant à Paris avec ses troupes, il s'en serait rendu maître; mais, après avoir pris des mesures pour se venger, il ne sut pas en prendre pour régner.

On ne le regarde plus que comme un parjure et un assassin. Le pape l'excommunie, la Sorbonne le déclare déchu du trône, la faction des seize domine dans Paris; le parlement instruit, à l'occasion du duc de Guise, un procès criminel contre Henri de Valois, ci-devant roi de France et de Pologne.

Le roi avait une armée trop faible; il a recours à Henri de Navarre, son vainqueur et son successeur légitime : bientôt les deux rois arrivent devant Paris, à la tête d'environ trente mille combattans. Henri III établit son quartier à Saint-Cloud, le roi de Navarre à Meudon : le siége allait commencer, Henri III est assassiné le 1er août 1589, par un jacobin nommé Jacques Clément.[2]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (98).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (99).

Le meurtre d'Henri III faisait Henri de Navarre roi de France; mais la religion servait de prétexte à la moitié des chefs de l'armée pour l'abandonner, et à la Ligue pour ne pas le reconnaître : elle choisit pour roi le cardinal de Bourbon Vendôme. Le roi d'Espagne compte alors la France pour une de ses provinces; le duc de Savoie, qui s'était emparé du marquisat de Saluces, menace à la fois le Dauphiné et la Provence.[1]

Il ne restait donc à Henri IV que la justice de sa cause, son courage et quelques amis. D'abord, avec huit mille combattans, il bat à Arques, le 23 septembre 1589, l'armée du duc de Mayenne, forte de vingt mille hommes;[2] ensuite il emporte les faubourgs de Paris : mais, trop faible pour s'emparer de la ville, il est obligé de se retirer.

Bientôt après le roi d'Espagne envoie au secours de la Ligue quatre mille cavaliers et trois mille hommes de la vieille infanterie vallonne, sous les ordres du comte d'Egmond. Henri rassemble le peu de forces qu'il peut avoir, et, à la tête de dix mille combattans seulement, il

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (100).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (101).

livre la fameuse bataille d'Ivry, où il bat les ligueurs et les Espagnols, infiniment supérieurs en nombre, en artillerie et en tout ce qui peut être nécessaire à une armée très-considérable.[1]

Après cette victoire signalée, Henri marche encore vers Paris, qu'il eût pris par famine s'il n'eût eu trop de pitié des assiégés. Le roi d'Espagne avait envoyé le duc de Parme au secours de la capitale avec une puissante armée; Henri IV court lui présenter la bataille, le duc de Parme la refuse : continuer alors le siége de cette grande ville, devant une armée supérieure, était une chose imprudente et impossible. Voilà donc encore la fortune d'Henri retardée, et ses victoires inutiles : au moins force-t-il le duc de Parme à rentrer en Flandre.[2] Sixte-Quint venait de mourir en 1590;[3] Urbain, qui l'avait remplacé pendant onze jours, le fut par Grégoire XIV, qui, après s'être empressé d'employer les trésors ramassés par Sixte-Quint pour envoyer des troupes à la Ligue,[4] mourut en 1591 ; remplacé pendant deux mois

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (102).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (103).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (104).
[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (105).

par Innocent IX, Hippolyte Aldobrandin, son successeur, sous le nom de Clément VIII, avait envoyé un légat pour assister aux états de Paris.

Pendant qu'on employait contre Henri les armes et la plume, la politique et la superstition ; pendant que ces états, aussi tumultueux, aussi divisés qu'irréguliers, se tenaient dans Paris, le roi de Navarre était à ses portes, et menaçait la ville pour une troisième fois. Il y avait quelques partisans : beaucoup de vrais citoyens, lassés de leurs malheurs et du joug d'une puissance étrangère, soupiraient après la paix ; mais le peuple était retenu par la religion. Henri IV fit son abjuration dans l'église de l'abbaye de Saint-Denis, le 25 juillet 1593 : cette cérémonie fut suivie d'une trève de trois mois.

Mayenne en avait profité pour aller visiter son gouvernement de la Bourgogne, après avoir confié le commandement de Paris au maréchal de Brissac. Ce brave militaire résolut d'en ouvrir les portes à Henri IV ; il se concerta, à cet effet, avec l'échevin Langlois, le prévôt des marchands L'huillier, et le président Le Maître.

Un nouvel arrêt du parlement de Paris calmait les inquiétudes des ligueurs; les ambas-

sadeurs de Rome et d'Espagne étaient dans la plus grande sécurité, lorsque, le 4 mars 1594, ils sont réveillés au bruit des décharges de mousqueterie et des cris répétés de *vive le roi !* et Henri est au milieu de sa capitale sans qu'il y eût presque de sang répandu.

Cependant, tout maître de Paris qu'était Henri IV, sa puissance fut long-temps à s'affermir. Forcé de donner l'administration entière des finances au duc de Sully, ce ministre intègre trouva, en 1596, qu'on levait cent cinquante millions sur le peuple, pour en faire entrer environ trente dans le trésor public. Enfin, par des emprunts, par les soins infatigables du duc de Sully, si digne de le servir, Henri IV vint à bout de rassembler une florissante armée, la seule, depuis trente ans, qui eût été pourvue du nécessaire, la première qui eût eu un hôpital réglé dans lequel les blessés et les malades eurent des secours qu'on ne connaissait point encore.

Il reprend Amiens à la vue de l'archiduc Albert, le contraint de se retirer, et court, de là, pacifier le reste du royaume. Enfin la France est à lui, le pape lui donne l'absolution ; il conclut avec l'Espagne, à Vervins, le 2 mai 1598, la paix la plus avantageuse que la

France eût faite avec ses ennemis depuis Philippe Auguste.[1] Fort peu de temps après, Philippe II termina sa carrière.[2]

La paix extérieure, dont l'Italie jouissait depuis le traité de Cateau-Cambresis, fut sur le point d'être troublée en 1600. Henri IV, paisible possesseur de son royaume, songeait à retirer des mains du duc de Savoie le marquisat de Saluces, envahi pendant les troubles de la Ligue. Ce marquisat était regardé comme un fief mouvant du Dauphiné, et François Ier s'en était emparé, par droit de réversion, après la mort du marquis Jean Louis, qui ne laissait point d'enfans mâles. Les ducs de Savoie assuraient que cette petite province, enclavée dans le Piémont, devait leur appartenir en vertu des pactes de famille entre la maison de Maurienne et celle de Saluces : cette contestation avait été soumise au jugement du pape par un article du traité de Vervins.

Le roi de France sollicitait alors à la cour de Rome la cassation de son mariage avec Marguerite, fille d'Henri II ; et, pour augmenter son crédit en Italie, il proposait d'é-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (106).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (107).

pouser Marie, fille de François de Médicis, grand duc de Toscane. Les deux négociations éprouvaient beaucoup de lenteur. Le duc de Savoie, sentant toute l'importance du marquisat de Saluces, épuisait les ressources de la politique pour en éloigner la restitution; il vint à Fontainebleau faire sa cour au roi, et se flatta, à force de complimens et de souplesses, d'obtenir que ce prince se désisterait de cette demande.

Trompé dans son attente, il promit de satisfaire le roi, et manqua à sa parole : en même temps, il implorait le secours de Philippe II, son beau-père. Une armée nombreuse s'assemblait dans les environs de Milan, sous les ordres du comte de Fuentes; elle entretenait les espérances du duc : mais, d'un côté, la guerre des Pays-Bas, dans laquelle la cour de Madrid était engagée, de l'autre, les succès des Ottomans en Hongrie, ne permettaient guère à Philippe de rompre la paix de Vervins que son père avait signée.

Henri IV, parfaitement instruit de la situation de ses voisins, s'avançait vers Lyon, sous prétexte d'y recevoir sa nouvelle épouse Marie de Médicis, mais bien plus véritablement pour attaquer la Savoie.

Lesdiguières avait mandé à sa majesté que le duc de Savoie faisait fortifier ses places, surtout celles de la Bresse, et qu'il les remplissait de munitions de guerre et de bouche : on sut d'ailleurs qu'il faisait de grandes instances à la cour de Madrid. Le roi prit donc son parti, d'après les conseils du duc de Sully, alors grand maître de l'artillerie, qui eut bientôt tout disposé pour entrer en campagne. Lesdiguières fut chargé de reconnaître le château de Montmélian; Vienne et Castenet reconnurent celui de Bourg-en-Bresse : on résolut, d'après leur rapport, de se rendre maître de ces deux villes. L'une et l'autre furent prises en effet, malgré les trahisons du duc de Biron, et le roi fit investir Chambéry, qui se rendit dès le lendemain, ainsi que le château : le roi alla ensuite se saisir de Conflans, de Miolens, Mortier, Saint-Jacome, Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel, aucune de ces places n'ayant tenu devant le canon. Pendant ces opérations militaires, le duc de Sully reconnaissait toutes les places de la Bresse, particulièrement le château de Bourg.

Sur la parole et les promesses du duc de Sully, le roi le chargea d'entreprendre l'attaque de Charbonnières et celle du château de Mont-

mélian. Il prit l'une et l'autre place en assez peu de temps, malgré toutes les difficultés qu'il rencontra du côté de la saison, de la nature du local, de la position des places, du genre de rochers qui les entouraient, et beaucoup plus encore de la part des courtisans, qui ne cessaient d'assurer le roi que l'entreprise du duc de Sully était aussi présomptueuse qu'inconsidérée, et d'un succès impossible.

La prise du château de Montmélian ayant donné au roi la faculté de marcher en avant avec son armée, le cardinal Aldobrandin, neveu du pape, qui venait traiter avec sa majesté de son mariage et de la paix, se hâta d'arriver, et obtint du roi que les conférences se tinssent à Lyon ; mais, après s'être convaincu que les plénipotentiaires étaient presque tous dans les intérêts du duc de Savoie, le roi convint, avec le duc de Sully, de faire raser les fortifications du fort Sainte-Catherine. Le légat, qui avait fait des instances particulières sur leur conservation, fut si courroucé en apprenant la démolition de ce fort, qu'il rompit les négociations.

Le duc de Sully seul, après avoir trouvé le moyen de ramener le légat à des idées plus raisonnables et entièrement pacifiques, conclut

avec lui un traité qui languissait depuis si long-temps,[1] et d'après lequel la paix fut publiée à Lyon le 17 janvier 1601.

Deux ans après, la reine Élisabeth, ayant régné glorieusement pendant quarante ans, termina sa carrière.[2]

Clément VIII, après avoir voulu terminer les disputes sur la grace et le libre arbitre,[3] allait prononcer sur cet objet, lorsque la mort le surprit le 3 mars 1607. Léon XI, de la maison de Médicis, n'occupa le siége, après lui, que trois semaines ; Camille Bourguesse, qui lui succéda, prit le nom de Paul V. Quoiqu'en dispute et en guerre avec les Vénitiens, quoique occupé du molinisme et du jansénisme, le soin de ce pape fut d'embellir Rome.[4]

Après avoir pacifié ses états, Henri IV ne fut plus occupé que de ses grands projets ; il n'attendait qu'une occasion pour les mettre à exécution. Il croyait l'avoir trouvée ; il projetait d'entrer en campagne dans le printemps de l'année 1610 ; ses troupes étaient déjà arri-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (108).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (109).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (110).

[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (111).

vées au rendez-vous, sur les frontières de la Champagne, lorsqu'il fut assassiné le 14 mai de la même année.[1]

Le duc de Sully ne doutait pas que cet assassinat ne fût l'effet d'une conjuration : on sait aussi comme il parle, dans ses Mémoires, des projets du roi contre la maison d'Autriche, et l'on est étonné que des historiens sensés aient voulu les révoquer en doute. Quoi qu'il en soit des projets qu'on lui prête, Henri n'eût-il pas replongé la France dans les guerres les plus ruineuses? était-ce d'ailleurs le moment de la faire? Malgré seize ans de paix, la France était encore bien éloignée de s'être relevée de tous les maux qu'elle avait soufferts. Était-ce dans des circonstances encore aussi fâcheuses qu'il fallait mener les Français au combat? La guerre ne convient qu'à des états jeunes et nerveux que le repos accable, que le mouvement fortifie, et qui, tourmentés du besoin des conquêtes, portent au dehors le superflu de leur population, dont la réaction pourrait troubler l'harmonie au dedans.

Au reste, on avait vu s'opérer, vers la fin du seizième siècle, de grands changemens dans

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (112).

toutes les parties du systême politique, ainsi que dans celles qui concernaient l'art militaire, le commerce, les arts, l'agriculture et les lettres.

L'Asie avait vu se multiplier chez elle les conquérans européens.

L'Afrique n'avait encore offert à leur cupidité qu'un point qui leur était devenu nécessaire pour arriver plus facilement en Asie.

L'Amérique avait déjà vu une partie de ses habitans payer de leur vie ou de leur liberté l'insatiable avarice des Espagnols.

Mais, dans aucune de ces parties du monde, il n'y avait eu de changement notable dans le gouvernement, les mœurs, etc.

Il n'en avait pas été de même en Europe. La religion avait pris une face différente, et les divers novateurs étaient enfin parvenus à se faire une assez grande quantité de partisans pour donner de la consistance à chacune de leurs différentes sectes, qui toutes s'étaient formées au détriment de la puissance papale et de la religion romaine.

Pour le gouvernement. L'Italie, dont la plus grande partie était occupée par le chef de la maison d'Autriche, voyait ses princes

tourner sans cesse les yeux vers ce formidable voisin, et mesurer ses démarches sur les siennes, soit pour se soustraire au joug dont il les menaçait, soit pour profiter des graces dont il les flattait.

Dans tous les pays soumis aux princes autrichiens, le gouvernement était devenu absolu. L'autorité souveraine avait tout abaissé en Espagne, en Italie, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Bohême, et dans la Hongrie.

Les Tudor, qui régnaient depuis Henri VII, s'éteignent, et sont remplacés par les Stuart. L'Angleterre est presque devenue une monarchie sans bornes, sous le gouvernement d'Élisabeth : si on en excepte l'article des subsides, tous les droits du peuple relatifs à l'administration ont été absorbés par la prérogative royale.

L'Écosse est réunie à l'Angleterre, et cet événement est un des plus intéressans de la politique, par l'influence qu'il eut sur le systême de l'Europe.

Les Valois, assis sur le trône de la France depuis Philippe V, tombent avec Henri III, et la branche des Bourbon, sortie du même tronc, lui succède. Tout a été bouleversé en

France sous les enfans d'Henri II; Henri IV a ramené la vraie monarchie, un roi assemblant la nation quand il s'agit de statuer sur ses lois, délibérant avec elle, et ne décidant que de son aveu, des tribunaux intermédiaires chargés de faire exécuter ces lois.

Le sang des Jagellon, dont les princes ont gouverné la Pologne pendant deux cents ans, finit dans Sigismond II, et dès-lors la couronne est possédée par diverses maisons.

Le Portugal devient une province d'Espagne. La témérité de Sébastien, la faiblesse du cardinal Henri, l'extrême supériorité de Philippe et les talens du duc d'Albe, décidèrent l'esclavage de Lisbonne.

La Hongrie, qui devint une province de l'Autriche, dut la perte de sa liberté à la mollesse des sultans, et à l'excès de ses droits et de ses priviléges.

Le despotisme, au contraire, occasionne les troubles de la Russie.

L'imprudence de Sigismond fut la seule cause qui lui fit perdre la Suède.

L'Europe vit se former la nouvelle république d'Hollande. La dureté, la superstition de Granvelle, la sévérité de Philippe II, les ri-

gueurs de l'inquisition, les cruautés du duc d'Albe, occasionnèrent le premier soulèvement; le génie du premier prince d'Orange, les talens militaires du second, les secours d'Élisabeth, fixèrent le succès; la constance, la patience, l'intrépidité, l'industrie des nouveaux républicains, établirent leur liberté sur des fondemens durables. Leçon immortelle pour les rois, qui, voyant le peuple le plus faible, le plus pauvre, secouer le joug du monarque le plus puissant, le plus riche, doivent se convaincre que rien ne garantit leur pouvoir quand ils l'ont rendu odieux!

Genève est tout à fait soustraite à ses anciens maîtres, et goûte une tranquillité qu'elle doit à sa sagesse et aux puissances qui la protégent.

L'art militaire fait des progrès dans la partie de la fortification. On commença à donner aux tours une forme pentagonale; on les nomma alors bastions: ils furent d'abord très-petits. Ce fut sous François Ier, qui fortifia Landrecy, et Henri II, qui fit travailler au nouveau Hesdin, que l'on fit en France des changemens sensibles à la manière de fortifier. Quelques auteurs regardent la citadelle d'Anvers, bâtie sous Philippe II, comme la première place

construite régulièrement sur le nouveau systême.

Depuis cette époque, les forteresses furent réparées ou construites par le systême bastionné, et suivant les idées proposées par divers ingénieurs, parmi lesquels on distingue Benoît de la Treille, en 1567; Alghin, d'Acarpi, en 1570; Daniel Specker, en 1589; Errard, de Bar-le-Duc, en 1594; Marchi, en 1599.

Dans la partie de la poliorcétique, ou l'art de faire les siéges, l'art d'attaquer les places se perfectionna à mesure que la fortification opposa de meilleurs moyens de défense. Tant qu'elle n'avait présenté à l'ennemi que de faibles retranchemens, l'escalade suffit pour s'emparer d'une place; mais, lorsqu'on eut environné les villes de hautes murailles, flanquées de tours, au pied desquelles régnaient des fossés larges et profonds, il fallut avoir recours à d'autres moyens d'attaque.

Alors on tenta l'escalade avec des échelles, on essaya de saper les murs, on ouvrit la mine, on fit des brèches à l'enceinte, le plus souvent les assiégeans formèrent un blocus; mais la découverte de la poudre fit prendre une autre marche à la poliorcétique.

Sous François Ier et Henri II, on multiplia l'artillerie; ses calibres furent jusqu'à cinquante livres de balles : mais les guerres civiles qui désolèrent la France ne permirent pas d'accélérer les progrès de cet art. Ce ne fut que sous Henri IV que Sully, devenu grand maître de l'artillerie, la mit sur un bon pied : elle n'était cependant pas encore très-nombreuse en 1595, où l'on regardait comme très-extraordinaire que le comte de Fuentes eût pu employer soixante et dix canons au siége de Cambrai.

Durant les guerres de François Ier et de Charles-Quint, l'art des siéges fit de nouveaux progrès. Au siége de Thionville, en 1558, par le duc de Guise, Montluc fit élargir la tranchée, et fit soutenir les travailleurs, en plaçant douze ou quinze cents soldats bien armés dans des arrière-coins qu'il fit faire de vingt pas en vingt pas.

En 1503, Pierre de Navarre commença à employer la mine au siége du château de l'Œuf.

En 1579, Henri IV parut être le premier qui eût fait usage du petard pour surprendre Cahors.

En 1577 et 1580, les Polonais employèrent

les boulets rouges au siége de Dantzick et de Poloczko.

En 1585, Jambelly fit des barques infernales pour la défense d'Anvers.

En 1588, au siége de Wachten-Dook, en Gueldres, on employa le mortier pour lancer des bombes.

Vers la fin du quinzième siècle, on avait abandonné l'usage des terrasses. On se détermina, dans le seizième siècle, à former des tranchées, qu'on ouvrit à la portée du canon; on les poussait en zig-zag, on les appuyait par des redoutes, en formant des communications aux batteries : enfin on exécutait des places d'armes ou parallèles peu étendues.

Dans la partie des combats, cette chevalerie, si renommée dans l'histoire du moyen âge, avilie et dégradée par le trop grand nombre de ceux qui avaient été admis à jouir de cet honneur, ne rendit plus d'aussi bons services lorsqu'elle eut à lutter contre des compagnies de cinquante ou de cent lances : [1] aussi perdit-elle bientôt cet ancien crédit qu'elle n'avait dû qu'à l'ignorance des vrais principes.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (113).

Cependant ces nouveaux corps de gendarmerie, combattant en haie sur une seule ligne, sans que les intervalles entre les compagnies ou escadrons fussent bien déterminés, étaient sans doute encore bien loin d'être une troupe très-redoutable.

Cette cavalerie était soutenue par les francs-archers; bientôt on les remplaça par les arquebusiers, leur arme ayant été reconnue pour supérieure à l'arbalète et à l'arc.

Sous Henri IV, le duc d'Albe, le prince de Parme, la cavalerie fut formée sur six ou huit rangs.

On avait déjà connu le grand avantage des réserves; mais on en avait fait trop peu d'usage.

Le grand art des campemens, des marches, celui de fatiguer son ennemi en se plaçant toujours très-près de lui, la sagesse de savoir différer une bataille, et de préférer des avantages journaliers à ces brillantes prouesses si souvent désastreuses, l'adresse de faire subsister des armées dans les pays les plus stériles, le coup d'œil qui décide du succès des batailles, en faisant choix de bonnes positions, tous ces différens progrès de l'art militaire furent dus

au duc d'Albe, à Henri IV, au duc de Parme et à Maurice de Nassau : ce fut dans son armée qu'on se servit, pour la première fois, de lunettes à longue vue, et des galeries dans les siéges.

Cependant la plupart des généraux, connus braves et impétueux pour l'attaque, étaient souvent dépourvus des qualités si importantes pour la guerre, de la vigilance et de l'attention.

Mais plusieurs officiers distingués ne se bornèrent pas, dans ce siècle, à donner à la guerre des preuves de leur valeur et de leur capacité; ils réfléchirent sur leur art, et ils nous ont laissé de solides preuves qu'ils savaient aussi bien écrire sur la théorie militaire, qu'en appliquer les principes aux grandes actions de la guerre. [1]

Dans la législation, jamais la France ne fut plus bouleversée, et jamais elle ne vit ses souverains porter de plus sages lois. C'est du règne de Charles IX, ce règne de troubles, de fanatisme et de sang, que datent les plus belles ordonnances. Le chancelier de Lhôpital opéra ce prodige; de grands magistrats secondèrent ses

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (114).

intentions; de Thou, de Harlai, Jeannin, Durantin, Pasquier, Armand, les deux Pithou, etc.

Les progrès de la navigation continuent, et de nouveaux pays se découvrent.

Le commerce change encore une fois de centre. Les Hollandais, les Anglais, s'emparent des colonies qui échappent aux Portugais; les Anglais vont chercher les baleines au fond des mers de la Laponie, les pelleteries à Archangel, l'ivoire sur les côtes d'Afrique, les métaux précieux dans le Mexique et le Pérou; les Hollandais les imitent, et se rendent bientôt leurs rivaux.

Les arts mécaniques fleurissaient depuis trois siècles dans la Flandre; ils fuient à l'approche du duc d'Albe et du tribunal de l'inquisition: ils vont chercher en Angleterre un gouvernement plus doux, en France la protection d'un héros, en Angleterre la précieuse liberté de penser.

Les mathématiques dûrent à François Viette deux méthodes nouvelles: la substitution, dans l'algèbre, des lettres de l'alphabet aux chiffres numériques, pour désigner des quantités inconnues; l'idée d'appliquer l'algèbre à la géométrie, en réduisant les lignes et les angles de

la seconde de ces deux sciences aux lignes de la première.

L'Allemand Rothman, l'Italien Zabarella, l'Irlandais Jonas, le Danois Longomontanus, se distinguèrent dans l'astronomie; ils sont tous effacés par le fameux Ticho-Brahé.

Le hasard fit faire alors une découverte qui devint bientôt le principe de plus grands succès. Les enfans d'un ouvrier, en Hollande, jouant avec des verres à lunettes, en réunirent deux aux extrémités d'un tube; surpris de voir, par ce moyen, les objets rapprochés et grossis, leurs cris attirèrent leur père: celui-ci réfléchit sur ce prodige; il communique ses réflexions et ses idées, et il forme le premier télescope.

L'optique avait péri avec les lettres, sous le fer des Barbares. Marolicus lui rendit la vie par son Traité de la lumière et de l'ombre; Jean de Portes éclaircit ses idées, Antonio de Dominis découvrit le phénomène de l'arc-en-ciel.

La science de la perspective reparut avec l'optique; la théorie des mécaniques renaquit en même temps, par les soins d'Ubaldi.

Ainsi la vérité s'approchait, conduite par l'esprit philosophique. Lhôpital la faisait ré-

gner dans le sanctuaire de la justice, Philippe Sidney la faisait goûter à la cour d'Élisabeth, Ramus tâchait de la ramener dans les universités; Bodin illustra sa patrie par son Livre sur la République; Charron et Montaigne rappelèrent aux hommes la science sublime de la morale avec la naïve éloquence de la vertu.

L'histoire, les langues mortes, les langues vivantes, commençaient à faire de véritables progrès : les unes et les autres s'enrichissaient de plusieurs ouvrages écrits avec profondeur. La poésie naquit : après Garnier, Ronsard et Reignier, Malherbe parut, et fit une révolution dans la langue française. En Angleterre, Spincer avait essayé l'idylle avec succès, lorsque Shakespear créa ses prodiges. En Espagne, ce fut le siècle d'or de la poésie. Spinosa et le comte Rebolledo publièrent des idylles dignes de Théocrite; Guevedo se rendit immortel par ses Bucoliques du Tage; Ulloa et Christoval lancèrent la satire; Horera obtint le nom de divin; les deux Argensola furent regardés comme les rivaux d'Horace; Louis de Léon fut fameux par ses Odes; Villega fut l'émule d'Anacréon; Lopez de Rueda le véritable créateur du théâtre,

perfectionné par Naharo; Alonzo Derzilla, soldat et navigateur, donna son poème de la Raucana. Les Portugais eurent leur Camoëns, à qui l'on dut la Lusiade. En Italie, le Tasse, dans le genre héroïque, laissait loin de lui tous ses contemporains; Annibal Caro donnait de Virgile et de Lucrèce les meilleures traductions en vers que possédaient les langues modernes; Tansillo imitait Pétrarque.

Les beaux-arts étaient encore réfugiés dans cette Italie qui les avait vu renaître.

Le célèbre Palladio décorait Vicence; il y bâtissait un théâtre, encore admiré de l'Europe. La sculpture se soutenait à Florence, la peinture y était déchue. Rome possédait Barroche, Michel Carravage, le Josepin, etc.; mais l'école romaine commençait à dégénérer. L'école vénitienne était très-florissante; le Titien, le Tintoret, vivaient encore; le Bassan, Paul Véronèze, développaient tous les talens. L'école lombarde arrivait à sa perfection; les trois Carrache donnaient des leçons sur l'histoire, la fable, les mœurs, les usages, la poésie, la géométrie, l'anatomie, la perspective, et joignaient la pratique à la théorie; l'Albane, le Dominicain, le Guerchin, le Guide, bril-

laient dans cette école. En Flandre, Brugel, Dubois, Vos, Mabuse, Moro, Elsheimer, Veniusotho, sortaient la peinture de la médiocrité où elle avait été jusqu'à eux dans leur patrie. La gravure s'enrichissait par les talens de Vilamerie, de Saldert et de Corneille Cort.

La France, privée de bons peintres, possédait le sculpteur Germain Pilon, à qui l'on doit le joli groupe des trois Graces, et les architectes Louis de Foix, et Philibert de Lorme, dont on aime à voir encore les travaux ingénieux au sein de la capitale.

FIN DU SECOND VOLUME.

NOTES.

(*a.* 1) Page 52.

A LA mort de Louis XII, les trésors étaient vides; cependant François Ier ne voulait pas rendre odieuse l'époque de son avénement au trône, en rétablissant des impôts dont la suppression avait fait bénir Louis XII au moment où il monta sur le trône : il fallait y suppléer par des ressources extraordinaires aussi promptes qu'efficaces. Le génie hardi et fécond du chancelier Duprat se chargea d'en trouver; il proposa une création de charges dans les parlemens, qui seraient vendues au profit du roi, sous prétexte de prêt pour les besoins de l'état : on n'aurait pas osé alors laisser soupçonner la vénalité, quoique les offices des juridictions inférieures eussent commencé à être vénaux avant saint Louis, pendant son règne, sous Louis le Hutin, et encore depuis. Charles VII avait réformé cet abus; il se renouvela sous Louis XI. Charles VIII et Louis XII défendirent la vénalité de tous les offices indistinctement. Sous le règne de ce dernier, on vendit quelques offices de finance dans des besoins très-pressans de l'état; mais le roi révoqua même cette vénalité. François Ier la rétablit, et l'étendit aux charges de magistrature. Cette nouveauté, qu'on trouva alors très-dangereuse, scandalisa beaucoup; elle inspira les préventions les plus fortes : on supposait que les nouveaux juges porteraient dans leurs fonctions des ames vénales comme leurs charges. Le parlement s'éleva contre cette innovation, fit des remontrances, et n'enre-

gistra que *sous l'exprès commandement du roi;* mots vagues et vides de sens, qui ne mettaient pas à couvert la responsabilité des magistrats, et apprenaient au peuple que ses défenseurs naturels céderaient à toutes les volontés du monarque, pourvu qu'il en vînt à *de très-exprès commandemens.*

Au reste, la vénalité des charges a-t-elle tous les inconvéniens dont on a voulu l'accuser? En général, à peine s'était-il écoulé quelque temps depuis l'époque où l'on avait mis un prix à une place, que déjà l'acquéreur ne reçoit pas, en honoraires, seulement l'intérêt de la somme qu'il avait donnée. On peut citer pour exemple ces mêmes places de magistrature dans les différens parlemens de France. Les moindres coûtaient de 25 à 30,000 livres, et valaient environ 500 livres de gages. La disproportion était bien plus forte dans le parlement de Paris, sur-tout à l'égard des charges de président à mortier, de greffier en chef, etc.; et l'état payait d'autant plus faiblement et plus mal les gages d'office vendus primitivement à son profit, qu'il s'éloignait davantage de l'époque où il en avait reçu la finance.

Il a donc toujours été nécessaire que les acquéreurs d'offices eussent une certaine fortune; et presque toujours ce fut l'appât d'obtenir une plus grande considération, ou d'arriver à des titres de noblesse et à des priviléges, qui détermina les acquéreurs à faire des sacrifices dont ils ne devaient retirer aucun avantage pécuniaire. Ainsi le gouvernement acquit, par ce moyen, de grands avantages; celui d'avoir une espèce de garantie de la conduite de l'homme, qui devait naturellement être retenu dans ses devoirs par l'intérêt, s'il ne l'avait été par les sentimens, et celui plus essentiel de mettre en général, dans les places de magistrature, des propriétaires en état de s'y maintenir et d'en soutenir les prérogatives,

sans craindre qu'ils fussent maîtrisés par les menaces du souverain, ou par la crainte de la perte d'une place qui n'aurait pas été à eux s'ils ne l'avaient pas achetée, ou qu'on aurait pu leur ôter à volonté.

Voyez les sommes énormes que dépensent, en Angleterre, les candidats qui aspirent à entrer dans la chambre des communes; et cependant on n'a attaché à ces places aucun émolument; elles ne peuvent produire aucun profit : aussi sont-elles respectées, et vraiment respectables. Les citoyens qui les occupent y défendent les droits de l'homme et du peuple, et y émettent continuellement des idées libérales sans craindre la moindre vexation de la part du souverain, dont ils censurent quelquefois la conduite, ni des ministres auxquels ils ne craignent pas de dire très-souvent, en face, les vérités les plus dures.

Voyez, au contraire, les conseils de la plupart des souverains; trop souvent ils sont composés d'hommes dont l'adulation, la bassesse, l'orgueil, la faiblesse ou l'intérêt personnel ne cessent de flatter les passions du maître; toujours tremblans de perdre la faveur ou des places lucratives dont ils n'auraient pas le courage de se passer, ils ne craignent pas d'être chargés de la dureté, de l'odieux ou de l'inconséquence des ordres que l'on donne, des injustices que l'on se permet, ou des cruautés que l'on exerce.

(2) Page 85.

Annate. Revenu d'une année que les papes retenaient sur les bénéfices qu'ils conféraient.

Dévolution. Droit établi en 1179 par Alexandre III, dans le troisième concile de Latran : c'est une loi contre les collateurs négligens qui faisaient passer à un autre leur droit de conférer. L'objet de cette loi était d'em-

pêcher la trop longue vacance des bénéfices, et, jusque là, il n'y avait rien que de juste; mais les papes abusèrent de ce droit en l'attirant tout entier à eux seuls, et en l'exerçant toujours sous le moindre prétexte. Il en était de même *de la prévention*, c'est-à-dire du droit de prévenir les collateurs ordinaires et les patrons ecclésiastiques. L'exercice de ce droit était poussé jusqu'aux derniers excès de l'abus.

Mandat apostolique, ou *grace expectative*. Collation anticipée par laquelle le pape assurait à un ecclésiastique un bénéfice non vacant : de là, les vœux pour la mort du titulaire, et quelquefois les efforts pour la hâter. Ces graces, d'ailleurs, étaient quelquefois vendues.

Vacance, incuria. Droit de nommer aux bénéfices des ecclésiastiques qui mouraient à Rome; et il faut remarquer que la multitude des droits exercés par les papes sur les bénéfices de toute la chrétienté, attirait à Rome une foule d'ecclésiastiques de tous pays. Bientôt ce qu'on appelait *curia*, c'est-à-dire la cour de Rome, fut étendu à deux journées de Rome ou d'Avignon, et le droit de la vacance *in curiâ* fut étendu à toute espèce de vacance.

Ces divers abus peuvent être compris sous le nom général de réserves : les unes spéciales, par lesquelles le pape se réservait la disposition d'un bénéfice particulier quand il serait vacant; les autres générales, comme lorsque le pape Jean XXII se réserva tout à la fois toutes les cathédrales. C'est à Boniface VIII et à Clément V qu'on attribue les premières réserves générales : *Il n'y avait laboureur qui ne baillât argent pour avoir une grace expectative*, dit Jean Juvénal des Ursins.

(3) Page 85.

Brantôme peint tous ces désordres avec une naïveté bien franche et bien vive. « Le pis était, dit-il, quand ils ne pouvaient s'accorder dans leurs élections, le plus souvent s'entre-battaient, se gourmaient à coups de poings, venaient au braquemart, voire s'entre-tuaient. Ils élisaient le plus souvent celui qui était le meilleur compagnon, qui aimait le plus les ga...., les chiens et les oiseaux, qui était le meilleur biberon; bref, qui était le plus débauché.... Aucun n'élisait quelque simple bon homme de moine, qui n'eût osé grouiller ni commander faire autre chose, sinon ce qui leur plaisait, et le menaçait, s'il voulait trop faire, du galant et rogne supérieur. D'autres élisaient, par pitié, quelque pauvre hère de moine, qui, en cachette, les dérobait, et faisait mourir de faim ses religieux. Les évêques, élevés et parvenus à ces grandes dignités, Dieu sait quelle vie ils menaient! Une vie toute dissolue après chiens, oiseaux, fêtes, banquets, confréries, noces et pu....., dont ils en faisaient des sérails; ainsi que j'ai ouï parler d'un, de ces vieux temps, qui faisait rechercher de jeunes belles petites filles, de l'âge de dix ans, qui promettaient quelque chose de leur beauté à l'avenir, et les donnait à nourrir et élever, qui çà qui là, parmi leurs paroisses et villages, comme les gentilshommes, des petits chiens, pour servir quand elles seraient grandes. J'en dirais davantage; mais j'ai peur de scandaliser. »

(4) Page 87.

Par ce moyen, le chancelier avait un plus grand espoir de se faire combler de graces ecclésiastiques. Il avait exercé d'abord la profession d'avocat à Paris, et rempli, successivement après, les places de lieutenant général au bailliage de Mont-Ferrand en Auvergne, d'avocat général au parlement de Toulouse; maître des requêtes, président du parlement de Paris, chancelier,

puis cardinal, et alors, en même temps, archevêque de Sens, évêque de Meaux, d'Albi, de Coutances, de Diez, de Gap, et abbé de Fleury ou Saint-Benoît-sur-Loire.

(5) Page 88.

« On ne vit jamais d'échange plus bizarre, dit Mézerai. Le pape, qui est une puissance spirituelle, prit le temporel pour lui, et donna le spirituel à un prince temporel. »

(6) Page 92.

Ces fréquentes révoltes des Suisses, qui rendaient alors leurs services si dangereux, dit un historien de François Ier, n'étaient, après tout, qu'une juste punition de l'imprudence des princes, qui, les employant en trop grand nombre dans les armées, les mettaient en état de faire la loi, et qui joignaient à cette première faute l'injustice de ne pas les payer exactement.

Si l'on s'en tenait à ce qui s'est passé sous les règnes de Charles VIII, Louis XII et François Ier, relativement aux troupes levées chez les étrangers, on aurait bientôt décidé sur le danger auquel on s'exposait d'être continuellement maîtrisé par des hommes qui, au moindre retard dans le paiement de leur solde, ou au moindre caprice, se mutinaient, refusaient de se battre, et reprenaient le chemin du pays dont ils étaient sortis; mais il faut en outre considérer cet objet, assez important, sous un autre point de vue, celui de l'avantage que l'on peut en retirer, ou que l'on doit en espérer. Dans les premiers temps, on voulut avoir des soldats étrangers, parce qu'ils étaient mieux disciplinés, mieux exercés que les troupes nationales, et qu'on pouvait les retenir sous les armes autant de temps qu'on pouvait les payer. Dans des temps postérieurs, où l'on avait des troupes

exercées et disciplinées, l'on voulut avoir des soldats étrangers, sous le prétexte que, d'une part, c'étaient des hommes que l'on enlevait à l'ennemi; que, de l'autre, c'étaient des hommes que l'on enlevait de moins, chez soi, aux arts, au commerce et à l'agriculture : mais ces avantages n'étaient qu'apparens; rarement les régimens étrangers contenaient-ils un quart d'hommes véritablement étrangers. C'était, pour l'ordinaire, dans la Lorraine, l'Alsace, la Flandre, la Belgique, le pays de Liége, qu'on enrôlait des soldats prétendus levés en Allemagne; la Savoie, le Piémont, le comté de Nice, les états de Gènes, fournissaient les prétendus Italiens. On n'ôtait donc point, par ce moyen, des hommes aux puissances étrangères, puisque la grande majorité était enrôlée dans des provinces françaises nouvellement conquises, et les autres dans des petits états limitrophes avec lesquels la France était rarement en guerre; et, si cela pouvait opérer quelque diminution, elle était si modique, qu'il ne valait pas la peine de prendre une telle mesure. Cette mesure, d'ailleurs très-coûteuse, puisque la solde de ces régimens était plus forte que celle des nationaux, et quelquefois très à charge, par la raison que ces régimens n'étaient pas toujours les plus braves de l'armée; qu'en temps de guerre ils étaient assez difficiles à recruter, et qu'à chercher à enlever des soldats à l'ennemi, il aurait fallu préférer enrôler des hommes véritablement étrangers, et les distribuer ensuite dans les régimens français. Les Suisses seuls pouvaient faire une exception; encore n'aurait-il pas fallu les payer, ni les traiter différemment que les troupes nationales, ni les soumettre à une justice et à une police différente.

(7) Page 102.

Depuis long-temps les électeurs exigeaient de chaque

empereur nouvellement élu qu'il confirmât leurs priviléges, et promît de ne les violer en aucune circonstance. Tant qu'on déféra la couronne impériale à des princes qui n'étaient redoutables ni par l'étendue de leurs états, ni par l'étendue de leur génie, on crut qu'une promesse verbale était un gage suffisant de leur conduite; mais le choix d'un empereur aussi puissant que Charles demandait d'autres précautions. On forma une capitulation, dans laquelle on exposa les priviléges et immunités des électeurs, des princes de l'Empire, des villes, et de tous les autres membres du corps germanique. Les ambassadeurs de Charles signèrent, en son nom, cette capitulation, qu'il confirma lui-même, à son couronnement, de la manière la plus solennelle. Depuis cette époque, les électeurs ont prescrit à ses successeurs les mêmes conditions. En Allemagne, la capitulation est regardée comme une puissante barrière entre l'empereur et ses sujets contre les progrès de la puissance impériale, et comme la grande charte de leurs priviléges.

(8) Page 103.

Toutes les entrevues, soit pour les conférences, soit pour les fêtes, furent d'abord assujetties à ces précautions qui naissent de la défiance, et produisent la gêne. Des barrières étaient posées, le nombre de la suite des deux princes réglé, les distances mesurées, les pas comptés: si le roi d'Angleterre allait voir la reine de France à Ardres, il fallait qu'à l'instant le roi de France allât voir la reine d'Angleterre à Guines, afin que les deux rois se servissent mutuellement d'otages. La franchise de François Ier s'impatientait de ce cérémonial ombrageux. Il se lève un jour dès le grand matin, contre sa coutume, prend avec lui deux gentilshommes et un page, parce qu'il les trouve sous sa main, monte à cheval, et

court à Guines; il rencontre sur le pont le gouverneur de la ville, avec deux cents archers: Mes amis, leur crie-t-il d'un ton libre et gai, je vous fais mes prisonniers, et qu'on me mène tout à l'heure à l'appartement du roi mon frère. Tandis que les Anglais, étonnés, en croient à peine leurs yeux, et disent, en bégayant, qu'Henri n'est point encore éveillé, François Ier arrive à sa porte, frappe, éveille Henri, qui, surpris et charmé, lui dit: *Mon frère, vous me faites le plus agréable tour qu'on fit jamais; vous m'apprenez comment il faut vivre avec vous. C'en est fait, je me rends votre prisonnier, et vous donne ma foi.* Il lui présenta en même temps un collier qui valait 15,000 angelots, (l'angelot valait 15 sous) en lui disant: *Portez-le aujourd'hui, je vous prie, pour l'amour de votre prisonnier.* Le roi le prit, et lui donna un bracelet valant plus de 30,000 angelots. Le roi d'Angleterre voulut alors se lever: *Mon frère*, lui dit François, *vous n'aurez point aujourd'hui d'autre valet-de-chambre que moi;* et il lui donna la chemise, remonta ensuite à cheval. En revenant, il trouva plusieurs des siens qui accouraient au-devant de lui, pleins d'inquiétude: *Mon maître*, lui dit Fleurange, *vous êtes un fou d'avoir fait ce que vous avez fait, et donne au diable celui qui vous l'a conseillé.* Le roi lui répond: *Je n'ai pris conseil de personne, parce que je savais bien que personne ne me donnerait celui que je voulais prendre.*

(9) Page 103.

Quand on arrêta les articles du traité, Henri, qui les lisait, ayant d'abord lu les titres de François, commença à lire les siens, et, *je Henri, roi d'Angleterre*, il s'arrêta, et dit: *J'ai pensé ajouter, roi de France; mais, puisque vous êtes ici, je ne le dirai pas, car je mentirais.*

(10) Page 106.

SUIVANT la doctrine romaine, toutes les bonnes œuvres des saints, au-delà de celles qui étaient absolument nécessaires pour leur salut, jointes au mérite infini de Jésus-Christ, sont déposées dans un trésor inépuisable. Les clefs de ce trésor furent confiées à saint Pierre et aux papes ses successeurs, qui l'ouvrent quand il leur plaît, et qui, en transportant, pour une certaine somme, une portion de ce mérite surabondant sur un fidèle, peuvent lui procurer ou le pardon de ses propres péchés, ou la délivrance d'une ame du purgatoire au salut de laquelle ils s'intéressent. Ce fut dans le onzième siècle qu'Urbain II distribua, le premier, ces sortes d'indulgences, comme la récompense de ceux qui prenaient les armes pour aller conquérir la terre sainte. Ensuite elles furent accordées à ceux qui fourniraient un soldat pour la même expédition : enfin on les distribua sans distinction à quiconque donnait de l'argent pour accomplir quelques vœux pieux ordonnés par le pape. Jules II les avait prodiguées pour la construction de l'église de Saint-Pierre de Rome. Léon X se servit du même prétexte pour accorder des iudulgences.

(11) Page 107.

ABBÉ des moines de son ordre, Tetzel exécuta sa commission avec le plus grand zèle et le plus grand succès, mais avec assez peu de décence et de discrétion, en vantant à l'excès les graces attachées à ces indulgences, en assurant, 1° qu'elles absolvaient de toutes les censures ecclésiastiques; 2° de tous les péchés, transgressions et excès, quelque énormes qu'ils pussent être; 3° qu'elles rétablissaient dans la participation des saints sacremens de l'église et dans la pureté baptismale, en sorte qu'à

l'article de la mort les portes de l'enfer seraient fermées, et celles du paradis ouvertes.

« Quiconque, disaient Tetzel et ses affidés, achète des lettres d'indulgence, peut avoir l'ame en repos sur son salut. Les ames, renfermées dans le purgatoire aussitôt que l'argent sonne dans le coffre, s'échappent de ce lieu de tourment, et montent droit au ciel. L'efficacité des indulgences était telle, ajoutaient-ils, que même le viol de la vierge serait remis et expié, et que le pécheur était affranchi à la fois de la peine et de la coulpe. Voyez, s'écriaient-ils, voyez les cieux ouverts : si vous n'y entrez pas actuellement pour un prix si modique, quand donc y entrerez-vous? »

Ainsi les moines, en donnant les indulgences pour un prix très-modique, en firent d'abord un commerce très-étendu et très-lucratif parmi la multitude crédule; mais l'extravagance de leurs discours et les irrégularités de leur conduite excitèrent à la fin un scandale universel.

Les uns s'indignèrent de voir le peuple s'appauvrir pour remplir les trésors d'un pontife prodigue; les autres plaignaient son erreur, de croire qu'au moyen des indulgences il pouvait négliger la pratique des vertus chrétiennes; ceux-ci étaient choqués de voir Tetzel et ses associés dissiper, dans les excès de l'ivrognerie, du jeu et des plus infâmes débauches, l'argent que leur apportait une piété crédule, dans l'espérance d'obtenir le bonheur éternel; tous enfin commencèrent à souhaiter qu'on mît des bornes à un trafic aussi nuisible à la société que funeste à la religion.

(12) Page 107.

MARTIN LUTHER ne pouvait trouver de conjonctures plus favorables, et les esprits de ses compatriotes ne pouvaient être mieux disposés à écouter ses discours,

lorsqu'il commença à mettre en question l'efficacité des indulgences, et à déclamer contre la conduite déréglée et la fausse doctrine de ceux qui les publiaient.

Martin Luther était né à Eisleben, en Saxe. La pauvreté de ses parens n'empêcha pas qu'il ne reçût une éducation savante, pendant le cours de laquelle il donna plusieurs fois des preuves d'une vigueur de génie et d'une pénétration peu communes. Comme son ame était naturellement susceptible d'impressions sérieuses, et portée à cette mélancolie religieuse qui se plaît dans la solitude et la dévotion monastique, il se retira dans un couvent d'augustins. Sa piété, son amour pour l'étude et son application infatigable, lui firent bientôt une réputation distinguée dans son couvent. Ayant rencontré un exemplaire de la Bible qui restait négligé dans son monastère, il quitta les autres études pour se livrer tout entier à cette lecture, et il la suivit avec tant d'ardeur et d'assiduité, qu'il étonna bientôt ses confrères, peu accoutumés à puiser dans cette source leurs notions théologiques.

(13) Page 108.

Luther osa discuter la doctrine que Tetzel et ses associés enseignaient; il fit sentir au peuple le danger qu'il y avait à se reposer de son salut sur d'autres moyens que ceux que Dieu lui-même avait marqués dans l'Écriture. La hardiesse et la nouveauté de ces opinions attirèrent singulièrement l'attention publique: soutenues d'ailleurs par l'idée favorable que Luther avait inspirée de son caractère personnel, et débitées avec une éloquence populaire et persuasive, elles firent sur son auditoire l'impression la plus profonde.

Encouragé par ce début favorable, il écrivit à l'électeur de Mayence, et lui peignit avec vivacité les déréglemens et la fausseté de ceux qu'il avait chargés de

prêcher les indulgences; mais le prélat était trop intéressé à leurs succès, pour réformer leurs abus.

La première tentative que fit Luther fut de se concilier les suffrages des savans. Dans cette vue, il publia quatre-vingt-quinze thèses, qui contenaient ses sentimens sur les indulgences. Ces thèses se répandirent dans toute l'Allemagne avec une rapidité étonnante; on les lisait avec une extrême avidité, et chacun admirait la hardiesse d'un homme qui osait révoquer en doute la plénitude de la puissance des papes, et attaquer les dominicains, armés de toutes les terreurs de l'inquisition.

Les augustins, dont Luther portait l'habit, ne mirent aucun obstacle à la publication de ses opinions, tant il s'était acquis, parmi ses confrères, une grande autorité par son savoir et par ses mœurs! Les augustins, d'ailleurs, étaient fort contens des invectives de Luther contre les dominicains; ils se flattaient de voir bientôt leurs rivaux devenir l'objet du mépris et de la haine du peuple.

De son côté, l'électeur de Saxe, le prince le plus sage de l'Allemagne, dont Luther était sujet, n'était pas fâché que cet obstacle vînt traverser la publication des indulgences; il encourageait secrètement le projet de Luther, et se flattait que cette dispute, qui s'échauffait entre des ecclésiastiques, pourrait mettre quelques bornes aux exactions de la cour de Rome, que, depuis long-temps, les princes séculiers s'étaient vainement efforcés de réprimer.

D'un autre côté, Luther vit bientôt s'élever contre lui plusieurs adversaires zélés, qui cherchèrent à défendre la puissance et la richesse de la cour de Rome. Tetzel publia des contre-thèses à Francfort-sur-l'Oder; Eccius, célèbre théologien d'Ausbourg, fit ses efforts pour réfuter les principes de Luther, et Prierius, moine domini-

cain, inquisiteur général, écrivit contre lui avec tout le fiel de l'école. La décision de juges si partiaux, si intéressés à leur propre cause, ne satisfit point le peuple, qui commençait à douter de l'autorité même de ces guides vénérables, lorsqu'il la trouvait en opposition avec les maximes de la droite raison et avec les décisions de la loi divine.

(14) Page 108.

Léon X ne voyait dans toute cette querelle que les effets de la haine et de la jalousie monastiques; il paraissait disposé à ne pas y entrer, et à laisser les augustins et les dominicains disputer à loisir avec leur animosité ordinaire.

Cependant les sollicitations des adversaires de Luther, irrités de la hardiesse et de la sévérité avec laquelle il avait traité leurs écrits, jointes aux progrès étonnans que ses opinions avaient déjà faits dans les différentes parties de l'Allemagne, réveillèrent à la fin l'attention de la cour de Rome, et Léon X se vit obligé de prendre des mesures pour défendre l'église contre une attaque qui était devenue trop sérieuse pour ne mériter que le mépris.

(15) Même page.

Animé par la hardiesse d'un républicain, libre de toutes les entraves que l'autorité d'un souverain imposait au réformateur allemand, Zuingle marcha à son but avec plus d'audace et de célérité, et se proposa de renverser l'édifice entier de la religion établie. Luther s'applaudit de se voir secondé par un si vigoureux auxiliaire, et vit avec joie la rapidité de ses progrès. En vain les universités de Cologne et de Louvain venaient-elles, par deux décrets, de condamner ses opinions comme erronées. le caractère intrépide de Luther ne faisait que s'irriter

par la résistance. Poussant donc ses recherches et ses attaques d'un point de doctrine à un autre, il commença à ébranler les fondemens les plus solides sur lesquels étaient établies la richesse et la puissance de la cour de Rome.

Léon X fut alors convaincu qu'il n'y avait plus d'espérance de ramener Luther par la douceur. Plusieurs prélats se plaignaient, d'ailleurs, de l'indulgence inouie du pape : il se décida donc enfin à assembler le collége des cardinaux, et, le 15 juin 1520, parut cette bulle fameuse qui fut si fatale à l'église de Rome.

La publication de cette bulle en Allemagne fit naître des sentimens divers. Les adversaires de Luther croyaient pouvoir triompher; ses sectateurs, dont le respect pour l'autorité du pape allait toujours diminuant, lurent les anathêmes de Léon avec plus d'indignation que de terreur. Dans quelques villes, le peuple s'opposa même avec violence à la promulgation de la bulle; dans d'autres, ceux qui tentèrent de la publier furent insultés, et la bulle elle-même fut mise en pièces et foulée aux pieds.

Luther ne fut ni déconcerté ni intimidé par cette sentence. Après avoir renouvelé son appel au concile général, il publia des remarques sur la bulle d'excommunication; il déclara hautement que le pape était l'homme du péché, ou l'antechrist prédit par le Nouveau Testament; il se déchaîna contre sa tyrannie, et exhorta tous les princes chrétiens à secouer un joug si ignominieux; enfin il assembla les professeurs et les écoliers de Wirtemberg, et, en présence d'une grande multitude de spectateurs et avec beaucoup d'appareil, il jeta aux flammes les volumes du droit canon, avec la bulle d'excommunication : cet exemple fut imité dans plusieurs villes d'Allemagne.

(16) Page 109.

Guillaume Farel, ami de Calvin, avait déjà été chassé de Meaux pour ses opinions. Après avoir prêché la nouvelle doctrine, et excité des troubles à Grenoble, à Gap, à Bâle, à Strasbourg, à Metz, à Montbéliard, à Neufchâtel, dans la ville d'Aigle, dans le bailliage de Moral, il acquit assez d'autorité à Genève pour y renverser les autels et brûler les images en plein jour. Il arrêtait dans les rues les prêtres portant le viatique aux malades, et les avertissait que ce qu'ils portaient avec tant de solennité, n'était que du pain; il invita les religieuses de Sainte-Claire à quitter le voile et à se marier; enfin, après avoir été ainsi accueilli à Genève, et en avoir ensuite été chassé, Farel en devint le principal ministre. Dès-lors il engagea Calvin à partager les travaux de son apostolat : celui-ci, né d'une famille obscure à Noyon, le 10 juillet 1509, avait aussi été obligé de quitter la France pour se réfugier en Italie, où, sa célébrité étant devenue suspecte, il s'était enfui en France, et puis en Allemagne; il y avait paru aux diètes et aux conférences avec un éclat toujours effacé par Luther, dont il modifiait la doctrine, et dont il détestait la tyrannie, quoique non moins tyran que lui. Il lui fallait un empire particulier; il s'empressa d'aller joindre son ami Farel à Genève. Calvin avait peu de grace et de facilité à parler; il laissa prêcher son ami, et se mit à enseigner la théologie.

Farel tonnait en chaire contre l'église romaine, Calvin écrivait contre elle avec force et avec grace; il fortifiait et augmentait la révolution, qui devait sa naissance à Luther. Ayant voulu changer trop brusquement de rites, auxquels Genève tenait encore, il s'en fit chasser comme l'avait été Farel : comme lui aussi, il y fut rappelé.

Bientôt son crédit éclipsa tout autre crédit; il donna seul à la religion de Genève sa forme définitive, il en régla la doctrine et la discipline, il fut le chef presque absolu de cette église; il régna, en un mot, d'autant plus despotiquement à Genève, qu'il n'y paraissait que zélateur de la liberté.

Calvin attirait, rassemblait dans sa nouvelle patrie les Français fugitifs et persécutés en France pour leurs opinions : il les substituait aux catholiques que la réforme chassait de Genève, il leur assurait une patrie et la liberté, il les attachait à sa doctrine particulière, il s'enrichissait des pertes particulières de François Ier. Calvin avait donné à ce roi imprudent des conseils utiles dans son Livre de l'*Institution*, dont la préface, infiniment séduisante, dictée par la raison et l'humanité, est faite sur le modèle des anciennes apologies de la religion chrétienne, présentées aux empereurs qui la persécutaient. L'Institution est un des livres dont la réforme se glorifie le plus, et avec raison : le parlement de Paris le fit brûler le 14 janvier 1543.

De ces différentes sectes naquit le socinianisme, ainsi nommé de Lelio Socin, né à Sienne en 1525, et de Fauste Socin, son neveu : c'est, de toutes les sectes qui reconnaissent Jésus-Christ, celle qui le reconnaît le moins. Le socinien est proprement un incrédule qui fonde son incrédulité sur l'Évangile, au lieu de l'étendre jusqu'à l'Évangile même. Gregorio Pauli disait que l'église romaine était un temple dont Luther abattait le toit, Calvin les murailles, Socin les fondemens.

(17) Page 109.

On brûlait à Paris un nommé Séraphin, qui avait fait des prosélytes à Langres; on arrêtait à Meaux soixante personnes, dont on en brûlait quatorze, et on bannis-

(16) Page 109.

Guillaume Farel, ami de Calvin, avait déjà été chassé de Meaux pour ses opinions. Après avoir prêché la nouvelle doctrine, et excité des troubles à Grenoble, à Gap, à Bâle, à Strasbourg, à Metz, à Montbéliard, à Neufchâtel, dans la ville d'Aigle, dans le bailliage de Moral, il acquit assez d'autorité à Genève pour y renverser les autels et brûler les images en plein jour. Il arrêtait dans les rues les prêtres portant le viatique aux malades, et les avertissait que ce qu'ils portaient avec tant de solennité, n'était que du pain; il invita les religieuses de Sainte-Claire à quitter le voile et à se marier; enfin, après avoir été ainsi accueilli à Genève, et en avoir ensuite été chassé, Farel en devint le principal ministre. Dès-lors il engagea Calvin à partager les travaux de son apostolat : celui-ci, né d'une famille obscure à Noyon, le 10 juillet 1509, avait aussi été obligé de quitter la France pour se réfugier en Italie, où, sa célébrité étant devenue suspecte, il s'était enfui en France, et puis en Allemagne; il y avait paru aux diètes et aux conférences avec un éclat toujours effacé par Luther, dont il modifiait la doctrine, et dont il détestait la tyrannie, quoique non moins tyran que lui. Il lui fallait un empire particulier; il s'empressa d'aller joindre son ami Farel à Genève. Calvin avait peu de grace et de facilité à parler; il laissa prêcher son ami, et se mit à enseigner la théologie.

Farel tonnait en chaire contre l'église romaine, Calvin écrivait contre elle avec force et avec grace; il fortifiait et augmentait la révolution, qui devait sa naissance à Luther. Ayant voulu changer trop brusquement de rites, auxquels Genève tenait encore, il s'en fit chasser comme l'avait été Farel : comme lui aussi, il y fut rappelé.

Bientôt son crédit éclipsa tout autre crédit; il donna seul à la religion de Genève sa forme définitive, il en régla la doctrine et la discipline, il fut le chef presque absolu de cette église; il régna, en un mot, d'autant plus despotiquement à Genève, qu'il n'y paraissait que zélateur de la liberté.

Calvin attirait, rassemblait dans sa nouvelle patrie les Français fugitifs et persécutés en France pour leurs opinions : il les substituait aux catholiques que la réforme chassait de Genève, il leur assurait une patrie et la liberté, il les attachait à sa doctrine particulière, il s'enrichissait des pertes particulières de François Ier. Calvin avait donné à ce roi imprudent des conseils utiles dans son Livre de l'*Institution*, dont la préface, infiniment séduisante, dictée par la raison et l'humanité, est faite sur le modèle des anciennes apologies de la religion chrétienne, présentées aux empereurs qui la persécutaient. L'Institution est un des livres dont la réforme se glorifie le plus, et avec raison : le parlement de Paris le fit brûler le 14 janvier 1543.

De ces différentes sectes naquit le socinianisme, ainsi nommé de Lelio Socin, né à Sienne en 1525, et de Fauste Socin, son neveu : c'est, de toutes les sectes qui reconnaissent Jésus-Christ, celle qui le reconnaît le moins. Le socinien est proprement un incrédule qui fonde son incrédulité sur l'Évangile, au lieu de l'étendre jusqu'à l'Évangile même. Gregorio Pauli disait que l'église romaine était un temple dont Luther abattait le toit, Calvin les murailles, Socin les fondemens.

(17) Page 109.

On brûlait à Paris un nommé Séraphin, qui avait fait des prosélytes à Langres; on arrêtait à Meaux soixante personnes, dont on en brûlait quatorze, et on bannis-

sait les autres, qui allaient prêcher ailleurs, et finissaient par être presque tous brûlés; le parlement de Bordeaux n'en faisait guère moins brûler dans Agen; à Sens, Jean Langlois, avocat, était brûlé à la poursuite de son oncle, nommé Barville; à Tournay, Pierre Brusly est brûlé à petit feu; Étienne Dolet, ce violent ennemi d'Éranne, qui s'était fait un nom par ses écrits estimables pour son temps, fut brûlé comme protestant : la Sorbonne, de son côté, ne s'oubliait pas, et sa vigilante autorité allait jusqu'à donner des avis aux prélats, qui étaient obligés d'y avoir égard.

(18) Page 110.

La première condition était, que le roi cèderait au saint siége la ville de Gaëte, et toute la partie du royaume de Naples renfermée entre le Gariglion et les confins de l'État de l'Église.

La seconde que le reste du royaume de Naples serait possédé non par le roi, mais par son second fils Henri.

La troisième que le roi donnerait du secours au pape contre les feudataires rebelles du saint siége.

(19) Page 114.

Il y avait deux cent cinquante milliers de poudre, douze cents pots à feu et une provision de sel pour cinq ans. L'explosion fut épouvantable; une tour du château sauta en l'air, toutes les maisons contiguës au château furent renversées, toutes celles de la ville furent ébranlées jusqu'aux fondemens. Richebourg, commandant du château, trois cents soldats de la garnison, plusieurs bourgeois qui étaient venus se promener sur l'esplanade, furent écrasés.

(20) Page 118.

L'objet principal de ce traité était de chasser les Français du Milanais, et d'y établir François Sforce sous la protection de l'Empire, et sous la condition que Parme et Plaisance seraient réunis au domaine ecclésiastique, et que les états de Milan et de Gènes se fourniraient de sel aux salines de Cervia. L'empereur prit envers et contre tous la défense de la maison de Médicis et de la république de Florence; il promit de seconder le pape contre ses vassaux rebelles, de donner 10,000 ducats de pension au cardinal de Médicis, sur l'archevêché de Tolède, et des terres du même revenu, dans le royaume de Naples, au bâtard qu'avait laissé Laurent de Médicis, neveu du pape. L'empereur consentit aussi à augmenter le cens qu'il devait au pape pour le royaume de Naples. Le pape reçut la haquenée blanche en signe de vasselage, et releva l'empereur de l'incompatibilité tant alléguée du royaume de Naples avec l'Empire.

(21) Page 119.

Jérôme Adorne commandait les deux mille Espagnols qu'il avait ramenés de sa stérile navigation sur les côtes de Gènes; Antoine de Lève, soldat de fortune, qu'un mérite éminent élevait aux honneurs militaires, commandait quatre cents lances qu'il avait amenées du royaume de Naples; Jean Médicis, qui déployait alors le courage et les talens d'un héros, commandait la cavalerie légère du pape; le comte Gui Rangon était capitaine général de l'infanterie de l'Église; Vitelly commandait les troupes florentines; le marquis de Mantoue était gonfalonier, commandant cent hommes d'armes, et, quoique censé commander les troupes de l'Église, il était subordonné à Prosper Colonne et à Guichardin, commissaire général de l'armée.

(22) Page 124.

Les Impériaux se persuadèrent que, si le recouvrement de Parme et de Plaisance procurait d'abord au pape tout le fruit qu'il pouvait se promettre de la guerre, il deviendrait plus froid sur les intérêts communs; qu'il ne seconderait plus de si bonne foi les alliés dans la conquête du Milanais; que peut-être même, passant à l'infidélité, il ferait sa paix avec les Français, pour s'assurer, par un traité, la possession de ces deux places.

(23) Même page.

Tous les chefs, à l'envi, exagérèrent les périls et les difficultés de cette entreprise. On allait se voir serré entre la place et l'armée française; Lautrec allait bloquer le camp des confédérés; plus de fourrages, plus de convois à espérer sans combat. Lautrec du côté du Milanais, le duc de Ferrare du côté de l'Église, allaient fermer tous les passages aux vivres; une affaire générale pouvait détruire l'armée, un blocus ne pouvait manquer de l'affamer. On insistait avec affectation sur tous ces inconvéniens; personne n'osait risquer le mot de retraite. Pescaire fut plus franc; il soutint qu'il fallait lever le siége, tandis qu'on le pouvait encore sans un extrême péril. Prosper Colonne, Vitelli, Antoine de Lève, approuvèrent cet avis; Guichardin seul voulut inutilement engager ces officiers généraux à révoquer une résolution si humiliante.

(24) Même page.

On découvrit alors une conspiration formée contre Milan par les bannis; les Visconti en étaient l'ame, l'évêque d'Alexandrie en était le chef. Sur le faux bruit de la prise de Parme par les confédérés, cet évêque s'avançait vers Milan avec quinze cents hommes d'infanterie et deux cents chevaux; il marchait, à la faveur de la nuit, par des routes détournées, et devait se trouver au point du jour à une porte de Milan. Les mécontens qui étaient dans la place devaient s'assembler par pelotons, ouvrir une porte, et se joindre aux troupes de l'évêque. Cent hommes étaient cachés dans la maison d'Alexandre d'Apian; un autre détachement, de deux cents hommes, occupait des jardins autour de la porte que l'on devait ouvrir; un conjuré, nommé Mapello, devait ouvrir une autre porte; on devait courir au palais de l'évêque de Tarbes, égorger ce prélat, faire un massacre des Français et de leurs partisans.

En s'approchant de la ville, l'évêque fut fort surpris d'entendre de grandes décharges d'artillerie et des sons de cloche, qui annonçaient des réjouissances publiques: on célébrait à Milan la levée du siége de Parme. Bientôt après il apprit qu'on avait arrêté Mapello, et il ne tarda pas à se convaincre par lui-même que tout était découvert, quand on vint lui annoncer qu'on avait apperçu des chevaux-légers, qui poursuivirent lui et sa troupe le long du Tesin, jusqu'à Sesto, et saccagèrent ensuite ou brûlèrent les châteaux des plus puissans bannis, où les conjurés s'étaient réfugiés.

(25) Page 126.

Ainsi les Vénitiens, alliés de la France, traitent avec le pape son ennemi; le pape, allié de l'empereur, traite avec la France; la France elle-même traitait avec l'empereur. Telle est la marche fausse de la politique; rien n'est sacré aux yeux de l'intérêt public et particulier: dès qu'il parle, on lui sacrifie tout. Malgré les traités publics et cimentés en apparence par les sermens les plus forts, on ne manque jamais de négocier en secret, afin

d'enlever à son ennemi quelques-uns de ses alliés ; et, dans le même temps, si les événemens sont défavorables, on n'a pas honte de traiter avec son principal antagoniste, sans rougir de lui sacrifier les puissances plus faibles qu'on avait attirées dans son parti par les promesses les plus solennelles.

(26) Page 129.

Les Suisses voyaient depuis long-temps avec indignation qu'au mépris des recès de leurs diètes, au mépris de la décence publique et des liens patriotiques, leurs sujets, entraînés par des intrigues particulières, se partageaient à leur gré entre les différentes puissances, et s'exposaient souvent à tremper leurs mains dans le sang de leurs propres concitoyens. La république helvétique voulut absolument faire cesser ce scandale ; elle envoya des ordres à tous les Suisses des deux armées, de revenir dans leur pays. Le cardinal de Sion, qui veillait à tout, fut instruit de cette résolution, et sut en tirer parti. Le courrier dépêché à l'armée française signifia l'ordre de la république ; aussitôt tous les Suisses obéirent, et quittèrent l'armée : mais le courrier qu'on envoyait aux confédérés, arrêté et gagné par le cardinal de Sion, ne publia point l'ordre dont il était chargé. Ainsi tous les Suisses de l'armée des confédérés restèrent : c'était déjà beaucoup. Le cardinal ne se borna pas à ce qu'il avait déjà fait : dans l'ignorance où étaient les Suisses de l'armée française d'un ordre pareil, qui avait dû être porté à leurs compatriotes dans l'armée des confédérés, il profita de leur ignorance, leur persuada que la république ne refusait ses soldats qu'aux Français, et, en appuyant ces raisonnemens avec de l'argent, il les décida presque tous à venir servir avec leurs compatriotes dans l'armée des confédérés.

(27) Page 130.

Tandis que les confédérés délibéraient sur les opérations d'une campagne qui ne pouvait désormais qu'être heureuse, un paysan vint se présenter à eux sous la forme d'un spectre politique. Il leur ordonne, de la part de Dieu, de marcher droit à Milan ; il leur promet que cette ville ouvrira à l'instant ses portes au son de toutes les cloches : il avait l'air, le ton, l'enthousiasme d'un prophète.

Un des meilleurs moyens de vérifier ces prédictions, c'est d'y croire, et on crut à celui-ci, en appercevant dans cet homme moins un envoyé de Dieu, que des mécontens restés en foule dans Milan, dont on résolut de ne pas tromper la confiance. Le marquis de Pescaire, avec ses Espagnols, arrive le premier à l'entrée d'un des faubourgs ; vers le commencement de la nuit, il épouvante et dissipe le corps-de-garde, composé de Vénitiens ; il se saisit de la barrière. Théodore Trivulce, un des officiers vénitiens, apprend ce désordre dans son lit, où il était malade ; il se lève à la hâte ; il se traîne, mal armé, mal accompagné, au-devant de l'ennemi ; il est fait prisonnier : le maréchal de Foix est exposé à subir le même sort. Bientôt les Impériaux remplissent la ville, et Lautrec a bien de la peine d'en sortir avec ses troupes, après en avoir laissé une partie dans le château.

(28) Page 132.

La brigue impériale et la brigue française devaient partager tout le sacré collége. Le ministère français pouvait regagner en Italie ce qu'il avait perdu en Allemagne. Indépendamment de l'intérêt toujours si pressant de conserver ou de recouvrer la considération, un intérêt

plus pressant encore devait tourner vers le conclave toutes les vues des deux cabinets rivaux. Il y avait lieu de penser que le pape, quel qu'il dût être, embrasserait le parti auquel il serait redevable de son élection.

La fausseté habile de la faction impériale trompa la pénétration des différens prétendans; elle échappa même à l'œil perçant des Italiens. Les cardinaux du parti de l'empereur voulaient nommer cet Adrien qui avait été précepteur de Charles-Quint, et qui avait gouverné l'Espagne en son absence. Il devait toute sa fortune à l'empereur : s'il allait encore lui devoir la papauté, pourrait-il ne pas seconder aveuglément tous ses projets? D'un autre côté, comment proposer l'élection d'un homme qui, ayant passé toute sa vie en Flandre ou en Espagne, et n'ayant jamais paru en Italie, n'y était connu de personne, plus décrié d'ailleurs par les troubles d'Espagne qu'illustré par les dignités accumulées sur sa tête? Comment espérer que le professeur se transformât tout à coup en un grand prince qui sût concilier tant d'intérêts contraires, marcher d'un pas ferme et libre à travers tant de puissances divisées, gouverner l'Italie en paix, agiter ou calmer l'Europe par les ressorts de sa politique?

Tels étaient les obstacles qui s'opposaient à l'élection d'Adrien. Il n'y avait peut-être qu'un moyen de les surmonter; c'était d'embarrasser tellement le scrutin par des intrigues secrètes, et d'opposer tant de suffrages au parti qui paraîtrait prépondérant, que les cardinaux, égarés dans ce labyrinthe, fussent trop heureux de trouver le fil qu'on leur présenterait à propos pour en sortir. La faction impériale s'attacha donc à entasser des poids contraires dans la balance qui paraissait pencher en faveur du cardinal de Médicis; elle embrassa ouvertement le parti du cardinal Volsey, tandis qu'elle cabalait secrètement et efficacement pour Adrien. On allait tous

les jours au scrutin, sans rien conclure; il ne s'élevait pas une voix en faveur d'Adrien, mais aucun de ses compétiteurs ne l'emportait irrévocablement.

Les cardinaux s'ennuyèrent enfin de ce flux et reflux de suffrages. La brigue d'Adrien croyant avoir acquis toutes les forces dont elle avait besoin, un cardinal le nomma tout à coup avec un air d'inspiration affectée; il fut appuyé à l'instant, et eut d'abord plus de vingt voix, toutes du parti de l'empereur : c'était déjà plus des deux tiers. Les autres cardinaux, voyant la pluralité des voix si parfaitement décidée, y joignirent les leurs, et l'élection d'Adrien se fit d'un consentement unanime.

(29) Page 134.

C'ÉTAIT un augustin nommé André, de Ferrare. Ce fougueux orateur imprima si fortement dans toutes les ames l'horreur du nom français et l'amour de Sforce, il persuada si pleinement la nécessité de tout sacrifier pour s'assurer de l'expulsion des Français, il étala d'une manière si frappante tous les signes du courroux céleste contre ce peuple ennemi, que chaque citoyen s'empressa de contribuer aux frais d'une guerre qui paraissait si sainte et si juste; tous se disputaient l'honneur de porter la première et la plus forte offrande : l'enthousiasme alla si loin, que des pauvres, qui n'avaient que deux écus, en portaient un, et consentaient à manquer du nécessaire, pourvu que les Français fussent chassés du Milanais.

(30) Même page.

LES Français avaient regardé la vacance du saint siége comme une occasion favorable de reprendre Parme. Dans ces occasions, les gouverneurs songent plus à leurs intérêts qu'à la sûreté des places. Guichardin pensa plus noblement; il mit sa gloire à mériter la confiance dont

on l'avait honoré. Chargé par les Médicis, ses amis, de la garde de cette place au nom du saint siége, il crut devoir la lui conserver, le pontificat vacant dût-il être occupé par un ennemi des Médicis. Aussi voit-on, dans la conduite de Guichardin défendant Parme, tout ce que peut l'intrépidité dirigée par la prudence : on y voit ce gouverneur animer des soldats qu'il ne pouvait payer, rassurer le peuple épouvanté, résister jusqu'à trois fois aux remontrances, aux instances du conseil de ville, impatient de se rendre, et le prévenant qu'il allait capituler sans lui. Au milieu de ces divisions intérieures, de grands cris s'élèvent des remparts; on entend sonner les cloches de la haute tour : c'était le signal d'un assaut. Les Français, sortant du Codi Ponte, s'avançaient avec leurs échelles vers le corps de la place. Alors Guichardin, pour toute réponse aux députés du conseil, vole à la défense des remparts; tout le monde le suit, tout s'anime par son exemple : la garnison est inébranlable, les habitans sont fidèles; tout combat, jusqu'aux moines. Les femmes portent, sur les murailles, des rafraîchissemens à leurs défenseurs, et les Français, repoussés, lèvent le siége.

(31) Page 137.

L'HISTOIRE nous représente Torniello comme un de ces brigands féroces dont les Thésée, les Hercule, délivraient autrefois la terre. On prétend qu'après avoir plongé les prisonniers français dans des cachots, il leur ouvrait le ventre, leur dévorait le cœur, et faisait manger l'avoine à ses chevaux dans leurs entrailles déchirées et palpitantes.

(32) Page 154.

AU moment où l'armée affaiblie de Lautrec se retira

vers Milan, Médicis et Pescaire voulaient qu'on y marchât en droiture. Prosper Colonne préféra de se porter d'abord à Marignan, point intermédiaire qui menaçait également Milan et Pavie, afin de forcer Lautrec à s'expliquer sur ses projets.

Le danger, égal pour les deux villes de Pavie et de Milan, réduisait Lautrec dans l'impossibilité de les défendre toutes les deux, et le forçait d'opter entre ces deux moyens, fort différens l'un de l'autre, de soutenir les affaires du roi.

En conservant Pavie, Lautrec protégeait sa communication avec Gènes, le Piémont, Parme et Plaisance; il s'assurait le cours du Pô, avec la liberté de faire la guerre ou à la rive gauche de ce fleuve, pour troubler les entreprises des ennemis dans le Milanais, ou à sa rive droite, pour mettre ce fleuve entre les confédérés et lui; et, dans le cas d'une non réussite, il eût pu prendre une défensive qui lui assurait sa retraite dans les états de Gènes, tandis que les Vénitiens, intéressés à troubler l'établissement des confédérés dans le Milanais, y auraient apporté tous les obstacles qui auraient dépendu d'eux, et, en combinant leurs mouvemens avec ceux des Français, profitant des circonstances et des événemens, changer la nature de la guerre en leur faveur.

En défendant Milan, au contraire, Lautrec n'avait d'autre avantage que de se tenir plus à portée des Vénitiens, et de s'entendre plus facilement avec eux pour les différens projets qu'ils voudraient exécuter.

En abandonnant Pavie, Lautrec procura à Prosper Colonne les moyens de s'emparer de Parme et de Plaisance; et il devait d'autant moins prendre ce parti, qu'il connaissait la disposition du peuple de Milan à son égard, et sur-tout celle de la faction gibeline, dont il avait fait périr le chef. Aussi ne put-il pas se soutenir dans Milan,

et, après sa perte, il repassa l'Adda; et, en se rapprochant des Vénitiens avec une armée faible, intimidée, manquant de tout, qui avait perdu toutes ses communications, il mit dans une entière dépendance de ces républicains toutes les forces et tous les établissemens du roi.

Quels avantages, au contraire, ce général n'aurait-il pas tirés de la mort de Léon X, s'il eût pris le parti de conserver Pavie, et de se tenir sur les bords du Pô! Le château de Milan, que les forces réunies des ennemis ne purent réduire, fut une preuve que l'éloignement de Lautrec ne l'aurait pas exposé davantage. Son armée, placée à la rive droite du Pô, en conservant Parme et Plaisance, aurait soutenu Crémone au moyen d'un pont. Il ne restait alors de places exposées que celles des Vénitiens, qui auraient pu les défendre, et au secours desquelles Lautrec aurait pu venir, au moyen du pont de Crémone; mais alors Lautrec aurait eu une grande facilité à exécuter en Toscane une diversion qui eût forcé Médicis d'y accourir avec les troupes de l'Église : ce qui aurait fort affaibli l'armée de l'empereur, et aurait pu contribuer, en augmentant dans le conclave l'influence de la France, à empêcher l'élection d'un pape entièrement vendu à l'empereur.

Enfin les succès du duc de Ferrare et du duc d'Urbin auraient pu être plus considérables, s'ils avaient été aidés par les Français; et la nature de la guerre aurait nécessairement changé par le seul événement de la mort de Léon X, si, après l'affaire de Vaury, Lautrec eût su prendre une position qui lui conservait la communication avec les états de Gènes.

Dès-lors, en effet, les Suisses n'auraient pas forcé Lautrec de se battre à la Bicoque; Gènes n'aurait pas été prise et saccagée par les Impériaux; les secours amenés

de France par Bonnivet seraient venus augmenter la force de l'armée française, qui n'aurait pas été chassée de l'Italie.

(33) Page 154.

Les lansquenets demandaient une gratification pour la victoire que l'on venait de remporter sur les Français. Colonne la refusa, prétendant qu'il n'en était dû que dans le cas d'une bataille rangée : c'était, selon lui, plutôt un siége qu'une bataille; l'ennemi s'était retiré en bon ordre, avec son artillerie et son bagage, sans qu'on troublât sa retraite. Ces raisons parurent de mauvaise foi aux lansquenets; ce n'était pas leur faute, si l'on n'avait pas attaqué l'ennemi hors des lignes. Ils reprochèrent à Colonne de ne les avoir retenus que pour se préparer un prétexte odieux de leur refuser une gratification méritée; ils s'emportèrent, et, bravant toute discipline, ils mirent l'épée à la main contre lui. Colonne allait trouver la mort dans le sein de la victoire, quand Sforce, pour qui ces troupes étrangères avaient quelque attachement, appaisa le tumulte en promettant la gratification, sous la caution des six plus riches bourgeois de Milan.

(34) Page 156.

Colonne fondait sur la prise de Gènes l'espérance de payer son armée victorieuse et mécontente. Le parti des Adorne se fortifiait de plus en plus dans la ville; ils promettaient de livrer cette place aux Impériaux. Frégose, malade et découragé, réclamait en vain le secours des Français accablés; on faisait vainement en France des levées, qui ne pouvaient être prêtes assez tôt. Pierre de Navarre, qui était à Marseille depuis la dispersion de l'armée de Lautrec, eut ordre d'embarquer pour Gènes tout ce qu'il pourrait rassembler de soldats; il ne put se procurer

que deux galères, montées de cent hommes chacune : il entra dans le port de Gènes au moment où les menaces et les promesses du marquis de Pescaire commençaient à ébranler les habitans. Navarre empêcha qu'il ne fût introduit dans la place; mais il ne put empêcher qu'on ne capitulât. Vivaldi, député par les habitans, alla trouver le général espagnol dans sa tente; on était convenu d'une suspension d'armes, pendant les conférences. Les Génois, endormis sur la foi de cette trève, négligeaient la garde de leur ville : quelques soldats espagnols, en se promenant sans dessein autour de la place, apperçurent à la muraille une brèche qu'on avait oublié de relever; ils s'en emparent, toute l'infanterie espagnole les suit : on monte sur les remparts, on entre dans la ville; Frégose est pris dans son lit. Navarre rassemble à la hâte tout ce qu'il peut trouver de soldats; il gagne la place d'armes, il range sa petite troupe en bataille, fait la plus belle et la plus inutile résistance : on l'enveloppe, il est pris. Quelques gendarmes de la compagnie de Saint-Paul se jettent dans le château, et ne se rendent qu'après avoir essuyé tout ce que la famine a d'horreur. La ville est pillée; on y fait un butin immense. Le marquis de Pescaire proteste n'avoir aucune part à cette infidélité; mais il s'en commettait trop sous sa conduite : on ne le crut pas plus à Gènes qu'à Côme. Colonne le blâma hautement; il lui avait ôté les moyens de payer son armée.

(35) Page 157.

Après avoir perdu le Milanais, Lautrec, ayant pris le parti de revenir en France, eut recours au connétable de Bourbon, qui, comme lui, haïssait la duchesse d'Angoulême, leur persécutrice, et son protégé Bonnivet.

Le connétable, trouvant dans la justification de Lautrec un moyen de nuire à la duchesse, lui obtint une audience du roi, qui reçut Lautrec avec une froideur si marquée, que ce général osa lui en demander raison. Le roi alors l'accabla de reproches sur la perte du Milanais; Lautrec, sans s'émouvoir, lui rappela sa promesse de lui faire tenir 400,000 écus, sans lesquels il ne se serait jamais chargé de défendre la Lombardie, et lui assura ne les avoir jamais reçus. Le roi, étonné, et découvrant une trahison, fit venir le surintendant Semblançai, pour lui demander compte de l'argent qui avait dû être envoyé à l'armée d'Italie; Semblançai avoua alors que, le jour où il devait envoyer cette somme, la duchesse d'Angoulême l'avait obligé de la lui remettre, en lui assurant de se charger de l'événement. J'ai le reçu de la duchesse, ajouta Semblançai, qui prouvera la vérité de mon dire.

A ce propos, le roi court à l'appartement de sa mère, et lançant sur elle un regard furieux : « C'est donc votre avarice, madame, qui occasionne la perte du Milanais et la ruine de mes affaires. » La duchesse, peu accoutumée à ce ton, prend le parti de tout nier; elle accuse le surintendant, exige de le voir : il paraît; elle lui donne le démenti le plus formel, et demande vengeance de sa calomnie. Semblançai perd la tête : la crainte, l'étonnement, le jettent dans un embarras inexprimable; et le roi, aimant mieux le croire coupable que sa mère, le fait arrêter, conduire à la Bastille, en ordonnant d'instruire son procès avec la dernière rigueur.

Semblançai avait joui jusqu'alors d'une réputation sans tache; renfermé dans les fonctions de son ministère, il vivait parmi les intrigues et les passions sans y prendre part. Le roi avait pour lui une amitié qui tenait du respect; il l'appelait son père. La faveur, pleine de considération, dont il jouissait, lui avait fait beaucoup d'ennemis; son économie, son intégrité, en augmentaient le

nombre : il défendait les intérêts du peuple contre l'avidité des grands, ce qui est un crime ou une sottise à la cour. Malgré toutes ses représentations, le roi dissipait ses finances en profusion envers ses favoris, et sa mère en intrigues contre ses ennemis.

Ce fut la duchesse d'Angoulême en effet que l'on peut véritablement accuser d'avoir volé et les gens de finance, et son fils, et l'état : elle fit plus encore ; moins coupable par son avidité que par sa haine, elle voulait, en retenant les 400,000 écus, faire échouer l'expédition de Lautrec, pour pouvoir le détruire, et détruire avec lui la comtesse de Châteaubriant, qui avait pris un si grand empire sur François Ier.

Le procès de Semblançai dura cinq ans ; ce qui prouve l'impossibilité où l'on était de lui trouver le moindre crime : il fut terminé par un arrêt du 9 août 1527, qui, sans parler du divertissement des fonds destinés pour l'Italie, déclare vaguement Semblançai convaincu de concussion, de malversation ; confisque ses biens, sur lesquels il prélève une somme de 300,000 livres, par forme d'amende envers le roi ; condamne le surintendant à être pendu à Monfaucon, (ce qui fut exécuté) et ne parle des contestations élevées entre la duchesse et Semblançai que pour déclarer qu'il ne statue rien sur cet article.

Le public ne se trompa point sur l'innocence de Semblançai ; il imputa la perte du Milanais aux fautes grossières de Lautrec en Italie, pendant la dernière campagne, et à la perfidie de la duchesse d'Angoulême. Il disait hautement : « Lautrec, après avoir épargné quatre fois les ennemis qu'il pouvait accabler, conserve son crédit à la cour, parce que la comtesse de Châteaubriant, maîtresse du roi, est sa sœur. La duchesse d'Angoulême, après avoir trahi le roi et sacrifié l'état et ses passions,

est toujours triomphante, et règne encore despotiquement, parce que le roi est son fils. Un citoyen vertueux, un ministre vigilant, un vieillard vénérable, est traîné indignement au gibet, après avoir langui cinq ans dans les fers, parce qu'il est faible et sans appui, parce que la mère du roi le persécute, et qu'une maîtresse ne le défend pas. Pour prix des longs services qu'il a rendus avec honneur à plusieurs rois, il périt, à soixante-deux ans, du supplice réservé aux hommes les plus vils et aux crimes les plus bas.

« Est-ce là, s'écriait-il pendant l'exécution, ce père du roi et du peuple ? Quel exemple de l'inconstante faveur des rois ! quel monument d'injustice et de barbarie ! »

Cette horrible aventure répand encore aujourd'hui de l'horreur sur la mémoire de François Ier, et sur-tout de la duchesse d'Angoulême ; mais a-t-elle contribué à rendre les souverains plus circonspects, à diminuer l'influence des reines mères, celle des maîtresses, la faiblesse des souverains pour leurs favoris ou leurs favorites, l'injustice envers les hommes probes, l'oubli ou l'éloignement des hommes capables qui veulent le bien de leur pays, et sur-tout celui du peuple et de l'humanité ? Cette aventure a-t-elle diminué la faveur accordée aux méchans qu'on ne cesse de prôner et de protéger, et tous les maux qui sont occasionnés sans cesse par l'oubli des droits et des devoirs sacrés de l'homme, les passions désordonnées, l'insouciance, la cruauté, l'orgueil, la débauche, l'immoralité des hommes auxquels le peuple fait la sottise de confier et de conserver les places les plus importantes de l'état ?

(36) Page 157.

Soliman avait trouvé dans l'une et l'autre place des ennemis dignes de son courage ; la défense de Rhodes

sur-tout est un des plus beaux modèles qu'on puisse proposer aux cœurs passionnés pour la gloire. Les généreux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem y signalèrent une valeur, une constance, une patience, supérieures aux forces ordinaires de l'humanité. Le grand-maître, Villier de l'Isle-Adam, fit tout ce qu'on peut attendre d'un héros; son courage, sa prudence, son zèle, son activité, forment le tableau le plus sublime et le plus touchant : toujours sur les remparts ou aux pieds des autels, soldat, général et religieux, il bravait tous les dangers, essuyait toutes les fatigues, repoussait tous les assauts, animait ses frères par ses exhortations ou par ses exemples; il se reproduisait par-tout, il se multipliait. Abandonné des hommes, il ne s'abandonna pas lui-même; un désespoir héroïque ranima ses efforts : on le vit, oubliant son âge et sa dignité, passer trente-quatre jours et trente-quatre nuits dans les retranchemens, ne se permettant qu'à peine quelques heures de sommeil sur un matelas qu'on lui jetait au pied des retranchemens. Il aurait repoussé toutes les forces de l'empire ottoman, si elles n'eussent eu Soliman en tête; il succomba enfin au bout de cinq mois : mais dans quelle circonstance! De cent cinquante mille combattans qui formaient l'armée des Turcs, plus de quarante mille avaient été tués dans les sorties et dans les différentes attaques; les fatigues et les maladies, suites d'un aussi long siége, en avaient emporté un pareil nombre; la place avait essuyé plus de cent vingt mille coups de canon, elle n'était plus qu'un monceau de cendres, ou qu'un amas de ruines : tout ce qui avait résisté au canon avait été renversé par les mines. Les assiégés n'avaient plus ni poudre, ni vivres, ni pionniers, ni défenseurs; presque tous les chevaliers étaient morts, mourans, ou mis hors de combat : et c'étaient des hommes aussi valeureux que deux princes ambitieux laissaient accabler!

(37) Page 159.

Le cardinal Palavicin a dit d'Adrien : *Fu ecclesiastico ottimo, pontifice in verita mediocre;* il avait les vertus d'un pontife, il n'en avait pas les talens. Il voulait réformer les abus de la cour de Rome, et rendre à l'église sa splendeur; il y travaillait avec courage et avec succès, quand la mort le prévint : ses intentions étaient pures, son zèle sincère. Les Romains le haïrent, parce qu'il détestait le luxe; la postérité doit l'en estimer : il aimait la vérité, même lorsqu'elle lui était contraire.

(38) Page 169.

Bourbon cherchait des complices dans toute la France; Lurcy, son secrétaire de confiance, parcourait les diverses provinces, sondait, parmi la noblesse, ceux qu'il croyait le plus attachés au connétable, et les plus mécontens de la duchesse d'Angoulême. Matignon et d'Argouges, gentilshommes des plus distingués de la Normandie, reçurent des lettres du connétable pour se rendre à Vendôme; ils s'y trouvèrent au jour marqué. Lurcy, après leur avoir fait jurer sur l'Évangile de garder le secret, leur révèle toute la conspiration, les presse d'y entrer, les sollicite de faciliter l'entrée des Anglais dans cette province.

On avait mal payé Matignon et d'Argouges; ils voulaient tout révéler, mais leur serment les retenait : ils prirent le parti d'envoyer un prêtre au grand sénéchal Brézé, qui lui dit qu'il avait appris en confession qu'un gros personnage du royaume, et de sang royal, conspirait contre l'état, avec l'empereur et le roi d'Angleterre. Sur l'avis que Brézé en donna à la régente, elle ordonna d'obliger le prêtre à nommer les personnes qui s'étaient confessées, de les faire venir à Blois, où elle se trouvait.

Matignon et d'Argouges s'y rendirent ; le chancelier Duprat reçut leur déposition, et la régente se hâta d'en instruire le roi, qui dès-lors envoya des troupes de tous côtés pour envelopper le connétable.

(39) Page 170.

On n'avait pu saisir le connétable ; mais on avait arrêté à Lyon et ailleurs le comte de Saint-Vallier et sept autres gentilshommes, ainsi que l'évêque du Puy : on instruisit le procès de tous ces accusés, ainsi que celui du connétable. Leur déposition fit arrêter une multitude de complices de tous rangs, de tout état, tant Français qu'étrangers : la base du procès fut la déposition de Matignon et d'Argouges.

Au reste, dans ce procès, tout capital qu'il était, il n'y eut guère que les absens qui eurent tort. Dix-neuf complices du connétable, qui l'avaient suivi hors du royaume, furent condamnés à mort par contumace ; les sept gentilshommes arrêtés avec Saint-Vallier furent ou acquittés sur-le-champ, ou condamnés à quelque amende, ou à quelque temps de prison : Saint-Vallier fut le plus sévèrement jugé. Le 16 janvier 1524, le parlement porta un arrêt qui le condamnait à perdre la tête : on le conduisit à la Grève ; tout malade qu'il était, il monta sur l'échafaud, et, dans l'instant où il se baissait pour recevoir le coup de hache, sa grace arriva. On veut que la célèbre Diane de Poitiers, sa fille, ait acheté cette grace au prix de son honneur ; mais cette grace était bien peu favorable. Les lettres de rémission du comte de Saint-Vallier portent qu'il sera renfermé pour toute sa vie entre quatre murailles, où il ne recevra le jour et la nourriture que par une petite fenêtre. Il paraît que Saint-Vallier s'échappa de sa prison : quelques écrivains lui ont fait faire un testament, le 26 août 1539, dans son

château de Pisançon ; mais ils ne marquent point l'époque de sa mort.

(40) Page 178.

Colonne était le premier Italien qui eût su faire la guerre, depuis que Charles VIII, traversant l'Italie d'un bout à l'autre, y avait développé des principes jusqu'alors inconnus de l'art terrible de la guerre ; Prosper et Fabrice Colonne furent ses disciples et ses créatures. Prosper ajouta beaucoup à sa haute réputation par les grandes choses qu'on lui a vu faire à la tête des armées des alliés : sa vieillesse fut le temps de sa plus grande gloire. On dut le regarder comme le Fabius de son siècle ; il sut toujours temporiser avec fruit : il avait un génie sage et souple ; il était ennemi des batailles, il voulait tout devoir à la sagesse de ses mesures, et rien au hasard ; il aimait à faire une guerre systématique, savante et ingénieuse, et à pouvoir rendre compte de tous ses succès ; il excellait dans l'art de choisir ses campemens, de fatiguer, de ruiner les armées ennemies sans combattre, de leur couper les vivres, de rendre leurs forces inutiles, d'éviter tous leurs piéges, de les faire infailliblement tomber dans les siens. C'est cet art que les Turenne et les Catinat ont tant perfectionné depuis.

(41) Page 187.

Au défaut de croix, Bayard baisait la croisée de son épée : n'ayant point de prêtre, il se confessait à son maître d'hôtel ; il consolait ses amis et ses domestiques ; il bravait, sans orgueil et sans faiblesse, la rebellion triomphante. *Pleurez sur vous, Monsieur,* dit-il au duc de Bourbon qui s'attendrissait à l'aspect de ce héros expirant, *pleurez sur vous-même : pour moi, je ne suis point à plaindre. Je meurs en faisant mon devoir, vous triom-*

phez en trahissant le vôtre; vos succès sont affreux, et le terme en sera funeste.

Bayard n'avait que des admirateurs et des amis parmi les ennemis mêmes, qui avaient plus d'une fois éprouvé sa générosité lorsque le sort des armes les avait fait tomber entre ses mains. Sa vie ne fut qu'une suite d'exploits étonnans et d'actions vertueuses. Toujours vainqueur dans les tournois, dans les combats singuliers, hardi dans les coups de main, savant dans les expéditions plus importantes, il fut le plus grand des guerriers; doux, simple, modeste dans la société, amant délicat, ami sincère, franc chevalier, humain, libéral, il fut le meilleur des hommes. On ne lit point, sans verser des larmes de tendresse, d'admiration et de plaisir, tout ce qu'il a fait pour l'humanité, pour la gloire et pour la galanterie. La bienfaisance, qui embellit et anime toutes ses vertus, joint un intérêt touchant à l'éclat imposant de sa réputation.

(42) Page 192, *à la fin de l'alinéa.*

Lorsqu'on a vu l'armée du roi, si supérieure à celle que commandait Bourbon, suivre celle-ci avec tant de diligence, et passer le Tesin presque en même temps, on a dû croire sans doute que Bonnivet voulait l'engager dans une action générale, ou bien l'obliger à se renfermer dans les places : ce qui était un autre moyen de la détruire, puisque cette armée, ne recevant aucun secours d'argent, ne pouvait subsister qu'en étant maîtresse du pays dont les contributions servaient à son entretien, et que, s'affaiblissant d'ailleurs tous les jours, elle ne pouvait se rétablir qu'au moyen de quelques levées qui se faisaient successivement en Allemagne, et qu'elle n'aurait pu recevoir si on l'avait forcée à abandonner ses communications.

Mais, lorsqu'au lieu de suivre les Impériaux, on a vu l'armée du roi arrêtée inutilement aux environs de Milan; lorsque cette inaction a donné le temps à Bourbon de prendre une position derrière l'Adda, dans laquelle l'amiral n'a jamais songé à l'inquiéter, et à Antoine de Lève celui de se préparer à la défense de la place qui fût la mieux fortifiée qui existât alors en Italie, défendue par les meilleures troupes impériales, et devant laquelle, pour en faire le siége, on était obligé de prendre une position dangereuse par la longueur des lignes de circonvallation qu'il fallait faire aboutir au Pô et au Tesin, ce qui ne laissait aucun espace derrière le camp des assiégeans qui ne fût occupé par la ville ou défendu par son canon; lorsqu'enfin on voit Bonnivet laisser, à une petite distance de lui, une armée ennemie maîtresse du pays et de presque toutes les places, on doit être étonné alors que l'amiral ait préféré une entreprise périlleuse et sujette à tant d'inconvéniens à une conquête plus facile, et au moins aussi avantageuse, que la prise de Pavie.

Nous voulons parler de la prise de Gènes, à laquelle le roi aurait certainement réussi, en augmentant les forces aux ordres de Renzo de Ceré, qui, après la destruction de la flotte impériale, s'était emparé avec facilité de Savone, de Varagine, d'une grande partie de la côte du Levant, et avait jeté l'épouvante dans Gènes.

Et, si l'ambition du roi n'avait pas voulu se borner à cette conquête, qui, jointe aux places dont il était le maître sur la rive droite du Pô, lui assurait les plus grands moyens d'inquiéter les ennemis sur la rive gauche, il pouvait tirer parti de la possession des états de Gènes pour donner de sérieuses inquiétudes à Bourbon et à Pescaire pour le royaume de Naples; et, dès-lors, il réussissait nécessairement ou à déplacer les Impériaux, en leur faisant quitter le Milanais et les obligeant à

combattre, ou il s'emparait du royaume de Naples.

(42 *bis*) Page 198.

Georges Fronsberg était d'une taille gigantesque, d'une force extraordinaire, d'une valeur féroce, excellent citoyen, luthérien furieux, capable de tout entreprendre pour servir sa patrie et pour nuire au pape, saisissant avec ardeur l'occasion d'aller faire la guerre en Italie, dans l'espérance que les conjonctures amèneraient quelques moyens d'humilier le saint siége. Son ambition était de porter ses mains sacriléges sur le pape; il avait fait faire une chaîne d'or pour l'étrangler de sa propre main, *parce qu'à tous seigneurs tous honneurs*, disait-il.

(43) Page 199.

Indépendamment de l'expédition du duc d'Albanie sur le royaume de Naples, le roi avait encore envoyé le marquis de Saluces, avec un détachement de quatre ou cinq mille hommes, pour s'emparer de quelques places de la rivière de Gènes. Il prit en effet Savone et Varagio; il défit quatre mille hommes que Hugues de Moncade avait débarqués sur cette côte pour essayer de reprendre ces places : en même temps, les galères françaises, commandées par André Doria, poursuivaient Moncade sur la mer, brûlaient la Capitane de Gènes jusque dans le port, et faisaient Moncade prisonnier. On croit que, si le marquis de Saluces avait eu plus de troupes, il aurait pu forcer Gènes du côté de la terre, tandis que Doria aurait forcé le port avec ses galères; mais, vains triomphes! dangereux avantages! ce n'était ni à Gènes ni à Naples qu'il fallait courir, c'était devant Pavie, c'était à l'armée du roi qu'auraient dû se réunir tant de forces qu'on en éloignait si mal à propos.

(44) Page 200.

Alors s'élevait, sur les bords du lac de Côme, vers les confins du Milanais et du pays des Grisons, l'étonnante fortune d'un homme aussi singulier que l'avait été Fickingen en Allemagne, et le premier Sforce en Italie. Il se nommait Jean-Jacques Médequin; il était Milanais, fils d'un commis de la douane : son esprit, ses talens, ses intrigues, lui avaient donné entrée dans la maison du duc de Sforce, auquel il servait de secrétaire. Bientôt il conçut l'espérance d'une plus grande fortune, si les Français s'emparaient du Milanais; et, pour s'attirer leur faveur, il leur révélait tous les secrets de son maître. Sforce fut instruit de cette infidélité par les lettres qu'il intercepta; il jura alors la perte de Médequin : il le chargea d'une lettre pour le gouverneur de Musso, place située à l'extrémité du Milanais, vers le lac de Côme. Cette lettre était un ordre au gouverneur de faire jeter le porteur dans le lac. Médequin, soit par méfiance, soit pour instruire les Français du sujet de sa commission, décacheta la lettre, et apprit le sort qu'on lui préparait. Sur cette découverte, un homme ordinaire aurait fui ou se serait caché; mais Médequin avait l'audace d'un héros avec l'ame d'un traître : il voulut que les moyens employés pour sa perte devinssent les degrés de sa fortune et les instrumens de sa vengeance. Il supprime la lettre de Sforce, et, imitant son écriture, il fabrique deux autres lettres, adressées l'une au gouverneur de Musso, l'autre à son lieutenant. Par la première, le duc avertissait vaguement le gouverneur d'être en garde contre les Grisons, qui, en descendant de leurs montagnes pour servir la France, pourraient surprendre Musso; par la seconde, le duc mandait au lieutenant qu'il avait découvert un projet formé par le gouverneur, de livrer la place

aux Français, qu'il fallait prévenir cette trahison, et prêter main-forte à Médequin, qui allait, par son ordre, à Musso pour arrêter le gouverneur, et veiller à la sûreté de la place. Médequin arrive à Musso, rend les deux lettres, est bien reçu du gouverneur, bien servi par le lieutenant. Le gouverneur est arrêté, Médequin se saisit de son argent, et l'emploie à corrompre la garnison; il se rend maître de la place, lève le masque, et chasse le lieutenant. Mais, pour conserver cette place et pouvoir braver le ressentiment de Sforce, il avait besoin d'une puissante protection; il préféra celle de l'empereur, et, pour la mériter, il résolut de lui rendre un service important. Il y avait alors six mille Grisons dans l'armée de François Ier; Médequin entreprit de les forcer à retourner dans leur pays.

Les Grisons étaient sans ennemis et sans méfiance; Médequin profita de cette sécurité. Il dressa des embûches au gouverneur de Chiavenne, place importante du pays des Grisons, et voisine du lac de Côme; il enleva aisément le gouverneur un jour qu'il était sorti de la place sans escorte. Il parait ensuite à la vue de Chiavenne; il demande à parler à la femme du gouverneur, elle se présente sur la muraille. Médequin, tenant une épée dans une main, lui montre de l'autre son mari désarmé, lié, prêt à recevoir le coup mortel: *Choisissez, Madame*, lui dit alors Médequin, *ou de me remettre votre place, ou de voir égorger votre mari.* Cette femme, effrayée, préfère son mari à son devoir, et ouvre les portes à Médequin.

C'était une situation nouvelle pour les Grisons de se voir attaqués chez eux, et d'avoir à défendre leur propre pays; ils crurent devoir rassembler toutes leurs forces. L'élite de leurs soldats était devant Pavie, dans l'armée de François Ier; ils leur envoyèrent les ordres les plus pressans de revenir dans leur pays: ils joignirent à ces ordres des menaces si terribles contre les réfractaires, qu'il fallut obéir.

(45) Page 211.

Après la bataille, le roi se fit conduire dans l'église des Chartreux pour y faire sa prière, et le premier objet qui frappa ses yeux fut cette inscription: *Bonum mihi, quia humiliasti me, ut dicam justificationes tuas.* L'application était sensible; le roi en fut frappé et touché.

(46) Même page.

Pescaire avait refusé, dit-on, 100,000 écus que le roi de Navarre lui avait fait offrir pour sa rançon. Il prit alors d'autres mesures pour sortir de captivité; il corrompit deux de ses gardes, qui favorisèrent un stratagême entre lui et Vivès, son page. Celui-ci entra le matin dans la chambre du roi de Navarre, pour l'habiller; le roi prit les habits de Vivès, qui se mit au lit à sa place. Le faux page passa au travers du corps-de-garde sans être reconnu; il trouva des chevaux hors du château, et prit précipitamment la route du Piémont. Vivès, pour donner plus de temps à son maître, feignit d'abord de dormir, et tint ses rideaux fermés jusqu'au soir: enfin l'inquiétude fit violence au respect; le capitaine de la garde entra, ouvrit les rideaux, et reconnut Vivès.

Le prince Bozzolo, qui avait aussi été fait prisonnier, gagna ses gardes, comme le roi de Navarre, et se sauva de sa prison.

(48) Page 221.

L'objet de la ligue, tel qu'il fut fixé par le traité, était d'assurer le Milanais à François Sforce, qui épouserait une princesse du sang de France, paierait à Maximilien

Sforce, son frère, qui vivait toujours en France, la pension que le roi lui avait payée jusqu'alors, et au roi lui-même un tribut annuel de 50,000 écus. A ces conditions, le roi confirmait la cession qu'il avait faite du Milanais, et ne se réservait que la cité de Gènes et le comté d'Est, lorsqu'on les aurait repris.

On devait aussi conquérir le royaume de Naples, dont le pape donnerait l'investiture à qui il voudrait, non cependant sans l'aveu des confédérés. Si le roi d'Angleterre et le cardinal d'Yorck servaient bien la ligue, ils devaient avoir dans le royaume de Naples, le premier, une principauté de 30,000 ducats, le second, une de 10,000. Au reste, on n'enlevait point ce royaume irrévocablement à l'empereur; on lui laissait la liberté d'entrer lui-même dans la ligue qui se formait contre lui. A ce prix, il pouvait conserver le royaume de Naples, et ne perdre que le Milanais. On ne devait poser les armes qu'après avoir forcé l'empereur à mettre les princes en liberté.

(48 *bis*) Page 222.

Le premier coup d'arquebuse parti des remparts de Rome renversa ce héros, et termina ses agitations avec sa vie. La haine et la vengeance l'avaient égaré dans la carrière de la gloire. L'Espagne, qu'il servit trop bien, le négligea; l'Italie, qu'il opprimait, le détesta; la France, qu'il trahit, fut plus indulgente, elle le plaignit: on rejetait toute la haine de sa révolte sur la duchesse d'Angoulême, qui l'y avait forcé.

(49) Page 223.

Ce seigneur, né Français, avait d'abord offert ses services à François Ier; mais on ne lui témoigna point toute l'estime qu'il méritait : il fut froidement accueilli. Sa

fierté ressentit vivement cet outrage; il partit mécontent, et alla se jeter dans les bras de Charles-Quint.

Les Français, pour punir Philibert, confisquèrent la principauté d'Orange et les grands biens qu'il possédait en Bourgogne. Après de tels procédés, la haine du prince pour les Français devint si violente, qu'il ne pouvait la contenir : elle éclatait en toute occasion; elle s'exhalait en satires et en injures, quand elle ne pouvait s'assouvir par les armes. Il s'affligeait hautement de leurs succès, il insultait publiquement à leurs disgraces.

(51) Page 230.

André Doria, issu d'une des plus anciennes et des plus illustres familles de Gènes, était le plus grand homme de mer de son temps. Il aimait la gloire et sa patrie, et ne dédaignait point la fortune : la fierté républicaine, qu'augmentait encore en lui la connaissance de ses talens, le rendait odieux aux courtisans, et lui rendait les courtisans odieux. Il avait servi autrefois avec éclat François Ier, à la solde duquel il s'était mis; depuis il avait passé au service de Clément VII, auquel il fut attaché dans la ligue dont on vient de voir l'histoire; il se remit au service de François Ier dans le temps où Lautrec fut envoyé en Italie. C'était lui qui, en bloquant le port de Gènes, sa patrie, avait aidé à la soumettre au roi; mais il desirait que ce prince, content de n'avoir plus les Génois pour ennemis, voulût les avoir pour alliés, et qu'il rétablit à Gènes, sous sa protection, le gouvernement républicain. Non seulement le roi n'accéda point aux desirs de Doria, mais il parut vouloir relever Savone, la rivale de Gènes. Il la démembra de ses états; il en rétablit les fortifications et le port, qu'il parut destiner à la construction et à la retraite de ses vaisseaux; il la mit en état de partager avec Gènes l'empire de la mer de

Ligurie : et déjà le commerce de Savone s'agrandissait, au point d'alarmer celui de Gènes ; le trafic du sel y avait été transporté. Les Génois prièrent Doria d'employer son crédit pour obtenir que Savone fût remise dans son premier état ; il parla, et n'obtint rien : les courtisans traitèrent même de crime d'état les pressantes sollicitations de Doria en faveur de sa patrie. C'en était bien assez, sans doute, pour donner à ce général des sujets de mécontentement.

(52) Page 230.

On crut appercevoir les premiers signes du mécontentement de Doria dans une expédition qui fut tentée sur la Sicile vers le temps où le maréchal de Lautrec arriva devant Naples. Un Sicilien, nommée César Impérador, avait proposé aux Français de leur faciliter la conquête de cette île, par le moyen de quelques-uns de ses amis las du joug espagnol : ces offres parurent mériter de l'attention, et François Ier résolut d'envoyer un corps d'armée en Sicile. André Doria eut le commandement de la flotte, et Renzo de Ceré celui des troupes de débarquement. Une tempête violente obligea la flotte de cingler vers l'île de Corse, dont la proximité engagea les Français à passer en Sardaigne. Doria voulut qu'on s'arrêtât dans cette dernière île, et l'emporta sur Renzo de Ceré, qui voulait, selon sa destination, continuer sa route vers la Sicile.

Le vice-roi de Sardaigne vint à la rencontre des Français avec des forces très-supérieures ; il fut complètement battu, et mis en déroute. La prise de Sassary fut le prix de cette victoire ; mais ces succès, qui semblaient présager la perte de l'île entière, n'aboutirent à rien. Une extrême disette, qui suivit trop rapidement une abondance meurtrière, occasionna une peste qui consomma les trois quarts

de cette petite armée. La mésintelligence de Doria et de Renzo, s'envenimant d'ailleurs de plus en plus, fit abandonner l'entreprise de Sardaigne, et manquer celle de Sicile. Les restes de cette armée victorieuse et détruite revinrent à Gènes, où André Doria resta dans une inaction très-usspecte.

(53) Page 231.

L'étalage des innombrables voiles de la flotte impériale ébranla d'abord un peu Philipin ; mais, de loin, c'était quelque chose, et, de près, ce n'était rien. Cette flotte, à mesure qu'elle approchait, dissipait elle-même l'illusion qu'elle avait fait naître. Les premiers coups de canon écartèrent toutes ces voiles impuissantes ; Philipin vit alors qu'il n'avait réellement affaire qu'à six galères. Il en coula d'abord deux à fond ; il enveloppa les autres, et les força de venir à l'abordage. Ces quatre galères, montées par l'élite des troupes impériales, se défendirent avec le plus grand courage : on combattit depuis deux heures après midi jusqu'à quatre heures après minuit ; on vit des compagnies espagnoles changer jusqu'à sept fois de porte-enseigne : tous briguaient avec audace l'honneur de porter cette enseigne, qui semblait promettre une mort certaine à quiconque osait s'en charger. Cependant Philipin, en doublant, par une manœuvre adroite, la supériorité de ses forces, triompha enfin de toute cette résistance. De huit cents soldats embarqués sur les galères espagnoles, sept cents périrent dans le combat : la plupart de ceux qui restèrent furent blessés ; tous les chefs de la flotte impériale furent faits prisonniers ; César Ferramusca fut submergé, Moncade fut tué.

Ce terrible combat coûta aussi beaucoup aux Français ; des quatre cents arquebusiers envoyés par Lautrec, il n'en revint que soixante.

(54) Page 232.

Un homme qui n'était ni favori ni courtisan, mais citoyen plein de zèle et de fidélité : quoique ami de Doria, Dubellay-Langey fut l'un des premiers sur lequel Doria songeait à se venger des refus de François Ier, et des calomnies de ses courtisans. Il en prévint Lautrec, qui l'envoya à la cour pour concilier cette affaire, s'il était possible. En se rendant en France, Dubellay passa par Gènes; Doria lui ouvrit son cœur, lui fit ses plaintes, et le chargea de ses propositions. Arrivé à la cour, Dubellay tâcha de faire prendre des idées plus exactes de l'importance de Doria; il montra les besoins qu'on avait de ses services, sur-tout dans la conjoncture du siége de Naples, dont Doria pouvait seul assurer le succès par le secours de ses galères; il représenta que la défection de ce général entraînerait celle de l'état de Gènes; il voulut faire juger de la nécessité de conserver Doria, par les mouvemens que se donnait Dugaste pour le séduire : mais c'était parler une langue étrangère dans un pays où un sujet, quel qu'il fût, n'était toujours qu'un sujet, et où les talens paraissaient bien moins nécessaires que l'obéissance. Les jeunes courtisans, d'ailleurs, n'étaient pas les seuls qui pensaient ainsi; le chancelier Duprat, que son expérience et ses lumières rendaient l'oracle du conseil, ne voulait jamais que l'autorité reculât, ni fléchît; système dangereux qui ne serait admissible que dans le cas où l'autorité serait infaillible, ou qui deviendrait inutile, si l'autorité connaissait mieux l'art de fléchir à propos et avec dignité.

(55) Même page.

En quittant le service de la France, où il avait été si injustement traité, Doria ne s'occupa que de sa patrie, à

laquelle il assura sa liberté. Gènes fut déclarée libre, sous la protection de l'empereur; Savone fut rendue aux Génois, Doria s'engagea à commander douze galères pour le service de Charles-Quint, qui lui assigna 60,000 ducats d'appointemens.

(56) Page 233.

La peinture que l'on fit à Lautrec des malheurs de l'armée le saisit à un tel point, qu'il en mourut. Il fut enterré d'abord dans un champ par des soldats de son armée, puis transporté dans une cave, à Naples, par un soldat espagnol, qui espérait le vendre bien cher à sa famille; enfin le petit-fils de Gonzalve lui érigea un tombeau de marbre, parmi ceux de ses pères, dans l'église de Sainte-Marie-la-Neuve, uniquement guidé, ainsi que l'indique l'épitaphe, par ce mouvement tendre et respectueux qu'inspire aux cœurs sensibles le spectacle ou le souvenir des malheurs de l'humanité. Le pape, qui avait dû sa délivrance à Lautrec, lui fit faire de magnifiques obsèques à Rome, et François Ier à Paris, dans l'église de Notre-Dame.

Quelques auteurs ont osé assurer que Lautrec méritait qu'on honorât sa mémoire; mais on conçoit difficilement comment ils ont pu hasarder une pareille assertion. Comme chargé d'un gouvernement infiniment important, Lautrec aliéna tellement les cœurs et les esprits par ses injustices, ses caprices et ses cruautés, qu'il n'y avait qu'un desir dans tout le Milanais, celui de chasser les Français; qu'un seul sentiment sur Lautrec, celui de la haine et de l'horreur; qu'une seule action, celle des conspirations, des sacrifices, des réunions, pour satisfaire le besoin qui oppressait l'ame de chaque habitant de la Lombardie, de tirer vengeance de tous les maux qu'avait attirés sur leurs têtes la conduite barbare et inhumaine

de Lautrec et de son frère. Comme général d'armée, Lautrec commit les fautes les plus grossières. Dans la campagne de 1521, et même dans celle de 1528, il se comporta avec une telle impéritie, une telle présomption, une telle ignorance des principes les plus élémentaires de l'art de la guerre, que les pertes et les défaites qu'occasionna sa conduite militaire ne peuvent être attribuées qu'à un officier sans mérite, et que la faveur la plus aveugle avait placé et maintenu à la tête des armées.

(57) Page 233.

Quelques auteurs ont prétendu que Pierre de Navarre, conduit à Naples, y avait été étouffé entre deux matelas, par ordre de l'empereur, pour le punir de s'être attaché au service de la France. Cette assertion paraît très-invraisemblable. Le même Pierre de Navarre avait déjà été pris à Gènes par les mêmes Impériaux; il avait été délivré moyennant une rançon, et l'on n'avait pas même exigé de lui qu'il quittât le service de la France. Au reste, ce fut un excellent capitaine que la France perdit. Sa longue expérience, l'art des mines qu'il exerça le premier en Europe avec un grand succès, tant de siéges qu'il conduisit, tant de villes à la prise desquelles il contribua, tant de batailles où il se trouva, tant de malheurs qu'il éprouva, celui sur-tout d'être fait prisonnier trois fois, tout le fait placer parmi les capitaines les plus distingués de son temps. Gonzalve-Ferdinand de Cordoue, ce généreux ami des héros malheureux, rendit à sa mémoire les mêmes honneurs qu'à celle de Lautrec.

(58) Page 234.

Par cette capitulation, le marquis de Saluces remettait au prince d'Orange la ville et le château d'Averse,

l'artillerie, les vivres, les munitions, les armes, les bagages, les chevaux, sa personne même, et celle des principaux officiers. Les Italiens de l'armée de Saluces s'engageaient à ne servir de six mois contre l'empereur; les Français devaient être renvoyés, avec une escorte, jusqu'aux frontières de France. Le marquis devait aussi se rendre médiateur auprès des Français, des Vénitiens et de leurs alliés, pour les engager à remettre les places dont ils s'étaient emparés dans le royaume de Naples.

(59) Page 237.

La peste, qui avait si bien servi Doria devant Naples, le servit aussi bien à Gènes. Les ravages qu'elle faisait dans cette place l'avaient fait abandonner presque entièrement des troupes françaises. Théodore Trivulce, qui y commandait pour le roi, s'était retiré dans le château; la flotte française, que commandait Barbezieu, voyant les galères de Doria qui s'avançaient pour profiter du trouble et de l'abandon où était la ville, se sauva promptement à Savone, dans la crainte que le port de Gènes ne fût bloqué, et les chemins de la France fermés. Doria n'avait que cinq cents hommes de débarquement, et n'avait osé se promettre un succès aussi rapide; il en profita. Il entra dans Gènes, où il fut reçu comme le père et le libérateur de sa patrie : le joug français fut brisé; Trivulce, qui s'était renfermé dans le château, ayant inutilement demandé des secours, fut obligé de le rendre; les Génois le rasèrent, et, après avoir pris Savone, ils en comblèrent le port.

Libres alors, délivrés de toute autorité étrangère et de toute concurrence sur la mer de Ligurie, les Génois, par le conseil de Doria, établirent une forme de gouvernement, qui parut enfin fixer leur inconstance. Pour extirper les profondes racines des factions qui, jusqu'a-

lors, avaient déchiré le gouvernement, on confondit les familles nobles avec les plébéiennes; on nomma un conseil de quatre cents personnes, en qui résida le pouvoir de nommer à toutes les magistratures, de nommer le doge, qui devait changer tous les deux ans. Ainsi fut rempli, à la gloire éternelle de Doria, ses desirs les plus chers, la liberté de Gènes et l'asservissement de Savone.

(60) Page 238.

Ce fameux Philippe Tornielo, qui avait été pris en 1522 dans Novare, et dont nous avons parlé dans la note trente-unième, vivait encore; sa haine pour les Français était devenue moins féroce, mais non moins vive, depuis sa captivité. De Lève l'envoya faire lever le siége de Novare; le château tenait encore pour l'empereur, et Tornielo y fut facilement introduit: de là, il lui fut aisé, avec le renfort qu'il avait amené, de réduire la ville.

(61) Page 240.

L'empereur devait au pape des sacrifices pour tout ce qu'il lui avait fait souffrir: outre sa prison et ses longs malheurs, les suites de l'expédition du duc de Bourbon avaient fait descendre du trône de Florence la maison des Médicis. La base du traité entre le pape et l'empereur devait être et fut le rétablissement des Médicis à Florence.

Le nom de Médicis n'était porté alors avec éclat que par trois bâtards: Clément VIII, fils naturel de Julien; Alexandre, fils naturel de Laurent II, et Hippolyte, fils naturel de Julien II. C'était à Alexandre que Clément VII destinait le gouvernement de Florence; il avait fait Hippolyte cardinal. L'empereur profita, pour sa bâtarde, des vues qu'avait le pape pour les bâtards de sa maison; il donna en mariage, à Alexandre de Médicis,

Marguerite d'Autriche; il promit de le remettre en possession de l'autorité que les Médicis avaient eue à Florence; il s'engagea à faire rendre au pape Ravennes et Cervia, dont les Vénitiens s'étaient emparés. Le pape, de son côté, donnait à l'empereur l'investiture du royaume de Naples.

A l'égard du Milanais, reprenant l'ancienne accusation de félonie contre Sforce, l'empereur stipula qu'on jugerait ce prince; si justifié, le duché lui serait rendu; si jugé coupable, l'empereur disposerait du duché en faveur d'une personne agréable au saint siége.

Par ce traité, le pape obtint tout ce qu'il voulait; le duc de Ferrare, les Vénitiens et les Florentins, étaient sacrifiés.

(62) Page 240.

Cette paix fut appelée la paix des *Dames*, parce qu'elle fut l'ouvrage de deux femmes qui négocièrent ensemble à Cambrai; Marguerite d'Autriche pour l'empereur, la duchesse d'Angoulême pour le roi de France. Le roi y sacrifia les intérêts de ses alliés, au desir de posséder ses deux enfans.

(63) Page 244.

Charles VII avait établi les *francs archers*, ainsi nommés à cause des priviléges et des franchises qu'il leur accorda. Chaque paroisse entretenait un homme de ce corps, et le roi, au besoin, mettait sur pied, en peu de jours, quarante-deux mille hommes d'assez bonne infanterie. Louis XI, qui a eu si souvent une fausse politique, négligea cette institution, parce que son père en était l'auteur; il aima mieux payer des Suisses. Charles VIII s'en servit aussi; il eut pourtant quelque infanterie nationale. Louis XII, s'étant brouillé avec les Suisses,

prit des lansquenets, et augmenta un peu l'infanterie française. François Ier, d'abord ennemi des Suisses, prit des lansquenets; puis, ayant fait avec les Suisses la paix perpétuelle de Fribourg, il prit à la fois des lansquenets et des Suisses, et cependant il augmenta encore l'infanterie française.

Outre les étrangers et le peu d'infanterie nationale régulière qu'on avait alors, les guerres d'Italie avaient formé des compagnies irrégulières de fantassins nommés aventuriers, à qui le pillage tenait lieu de solde pendant la guerre, et le brigandage pendant la paix. C'étaient ces semblables aventuriers que Charles V avait envoyés détrôner le roi de Castille, pour en débarrasser la France. François Ier eut beaucoup de peine à réprimer les désordres de leurs successeurs; il rendit contre eux des ordonnances sévères.

Jusqu'à ce prince, l'infanterie n'était pas séparée en corps différens : on donnait à divers capitaines tantôt cinq cents hommes, tantôt mille, tantôt deux mille, à commander. Dans le loisir que lui donna la paix de Cambrai, François Ier, instruit par la lecture des anciens, conçut, en 1533, un nouveau plan d'infanterie nationale régulière; c'étaient des légions. Il en créa sept, chacune de six mille hommes; il désigna les provinces où elles devaient être levées : Une en Normandie, une en Bretagne, une en Picardie, une en Bourgogne; la Champagne et le Nivernais réunis devaient en fournir une, ainsi que le Dauphiné, la Provence, le Lyonnais, unis à l'Auvergne, une; le Languedoc devait fournir la septième : on devait en lever une huitième dans la Guienne, mais seulement pour la garde des places du côté de l'Espagne. Les sept premières, formant quarante-deux mille hommes de pied, devaient être composées de douze mille arquebusiers, et trente mille hallebardiers.

Ces légions furent divisées en six compagnies, de mille hommes chacune, commandées par un capitaine, deux lieutenans et deux enseignes. Le premier capitaine avait le titre de colonel, ou commandant de la légion : pour qu'elles fussent toutes prêtes à marcher au premier ordre, les capitaines devaient avoir des rôles qui continssent le nom, le surnom et la demeure de chaque soldat.

François Ier accorda aux légionnaires les mêmes priviléges que les francs archers avaient eus sous Charles VII, c'est-à-dire que chaque soldat devait être exempt de 20 sous de taille, et payer le surplus : s'il s'en trouvait qui fussent gentilshommes, ils devaient être exempts du ban et arrière-ban. Chaque capitaine, commandant mille hommes, avait 50 livres par mois de gages, 1,000 livres en temps de guerre; chaque lieutenant 25 livres par mois; chaque enseigne 15 livres; chaque centenier (il y en avait dix) 12 livres; chaque chef d'escouade, (il y en avait quarante) chaque fourrier, (il y en avait quatre) chaque sergent de bataille, (il y en avait six) 10 livres; quatre tambours et deux fifres, à 7 livres par mois chacun.

Les gages des lieutenans, enseignes, centeniers, chefs d'escouade, sergens, tambours, fifres, devaient être les mêmes en temps de paix et temps de guerre; les simples légionnaires, retirés dans leurs maisons en temps de paix, n'avaient pour solde que l'exemption de 20 sous de taille, et 4 livres qui leur étaient payées, par égale portion, en deux revues qui se faisaient régulièrement tous les ans dans la province : en temps de guerre, les piquiers et hallebardiers touchaient 5 livres par mois, les arquebusiers 6 livres.

Les places de capitaine de la légion étaient à la nomination du roi; ces capitaines nommaient eux-mêmes leurs lieutenans et tous les officiers inférieurs, mais ils ne pouvaient les tirer que de la province dont était la légion.

Il y avait à la suite de chaque légion un prévôt à 15 liv. de gages par mois, et quatre sergens à 7 livres, lesquels s'informaient des vols, des meurtres ou des violences qui pouvaient se commettre sur les routes ou dans les garnisons, saisissaient les coupables, et en faisaient une prompte justice.

Tout soldat légionnaire, qui se distinguait par quelque action d'éclat, devait recevoir, de la main de son capitaine, un anneau d'or, porté au doigt; il devait aussi dès-lors avoir le droit d'être promu à tous les grades d'officier inférieur, jusqu'à celui de lieutenant inclusivement, et, parvenu à ce grade, il était anobli.

En formant ce corps permanent d'infanterie nationale, François Ier n'abolit point l'usage de ces levées d'hommes rassemblés au hasard, connus sous le noms d'aventuriers; ce qui nuisit infiniment à ce nouvel établissement. Comme ces milices étaient moins dispendieuses et plus tôt prêtes, elles continuèrent d'être en vigueur; et, quoique inférieures aux légions pour le courage et la discipline, elles les firent bientôt oublier.

(64) Page 247.

A LA nouvelle de cette bulle, la fureur d'Henri ne connut plus de bornes; il rompit tous les liens de l'unité, il se fit déclarer, par son clergé, chef suprême de l'église anglaise. Son parlement lui confirma ce titre, et abolit toute autorité du pape, ses annates, son denier de saint Pierre, les provisions des bénéfices. Les peuples prêtèrent avec allégresse un nouveau serment au roi, qu'on appela le serment de suprématie; tout le crédit du pape, si puissant pendant tant de siècles, tomba en un instant sans contradiction, malgré le désespoir des ordres religieux. Ceux qui prétendaient que, dans un grand royaume, on ne pouvait rompre avec le pape sans danger,

virent qu'un seul coup pouvait renverser ce colosse vénérable dont la tête était d'or, et les pieds d'argile. En effet, les droits de la cour de Rome pour vexer les catholiques n'étaient fondés que sur ce qu'on voulait bien être rançonné, et, dès qu'on ne le voulut plus, on sentit qu'un pouvoir qui n'est pas fondé sur la force n'est rien par lui-même.

(65) Page 249.

C'ÉTAIT en troublant l'Allemagne qu'il fallait s'ouvrir la route de l'Italie. Il y avait, à ne consulter que les intérêts immédiats de la politique, un allié puissant qui pouvait mettre des poids décisifs dans la balance; allié utile qui ne pouvait que servir, et jamais nuire : bien différent de toutes ces petites puissances italiennes toujours tendant à une neutralité impossible, toujours indifférentes sur le succès du parti qu'elles avaient embrassé par force, toujours prêtes, sur la moindre crainte, à grossir le parti contraire. Celui-ci était aussi essentiellement ennemi de l'Autriche que François Ier lui-même; il pouvait l'attaquer à la fois dans l'Allemagne et dans l'Italie. C'était l'empereur turc, c'était Soliman II, l'un des plus grands princes, l'un des plus redoutables conquérans dont l'orgueil ottoman se glorifie. Mais mille préjugés, alors très en crédit, semblaient interdire une pareille alliance; François Ier sut les mépriser, sans cependant le faire ouvertement, tant une semblable association paraissait monstrueuse! Les lettres d'un côté, les opinions des sectaires de l'autre, commençaient heureusement à faire ouvrir les yeux. On distinguait déjà beaucoup d'idées qu'une respectueuse et timide ignorance confondait auparavant; l'esprit était enhardi à examiner, à rapporter chaque idée à son vrai principe; l'expérience dégoûta enfin de ces pieuses et imprudentes expéditions

des croisades, et l'on commença à se convaincre que la politique seule pouvait décider de la paix ou de la guerre, et donner des ennemis ou des alliés, selon les intérêts présens, certains, et propres à chaque nation.

(66) Page 252.

On a loué dans Clément VII des qualités pontificales, de la gravité, de la décence dans les mœurs, de la piété, beaucoup d'art pour traiter avec les hommes, cette souplesse d'esprit si nécessaire à un souverain qui n'est puissant que par la considération qu'il sait s'attirer. La timidité, par conséquent, la faiblesse, furent l'écueil le plus ordinaire de ses talens. La postérité paraît l'avoir mis au second rang, parmi les papes qui ont illustré le saint siége. Sa passion dominante fut l'agrandissement de sa maison : heureux de n'avoir point assez vécu pour voir la discorde et la haine la désoler !

(67) Page 253.

Un gentilhomme milanais, nommé Merveille, qui était venu en France sous Louis XII, y avait fait une fortune considérable par les bienfaits de ce roi et de François Ier. L'éclat avec lequel il parut à Milan, dans un voyage qu'il y fit, lui donna des liaisons avec les principaux officiers du duc, et le fit connaître au duc lui-même, auquel il plut. Le duc avait alors pour chancelier François Taverne, neveu de Merveille. Ce dernier, de retour en France, reçut à Fontainebleau son neveu, qui, allant en ambassade, s'était détourné pour voir son oncle. Présenté au roi, il lui fit entendre que le duc de Milan serait enchanté d'avoir à sa cour un ambassadeur français, et que cette ambassade pourrait être avantageuse à la France et au duc; mais il lui fit sentir en même temps combien il serait important de dérober à l'empereur la

connaissance de ces liaisons, et qu'en conséquence la personne qui serait envoyée ne devait prendre aucun caractère public, mais être simplement connue comme un homme conduit à Milan pour des affaires particulières, et recommandé au duc par le roi. Après ces différentes observations, Taverne indiqua son oncle, qui, ayant été agréé, reçut des lettres de créance qui ne devaient être montrées qu'au duc, et des lettres de recommandation pour l'empereur, en cas d'événement.

Merveille fut très-bien reçu du duc; il était de toutes ses fêtes, il l'accompagnait par-tout : peut-être commit-il quelque imprudence d'action ou de propos. Quoi qu'il en soit, l'empereur ne tarda pas à savoir ou à soupçonner que cet homme avait un titre pour résider auprès du duc; et ce mystère, répandu sur un commerce déjà si suspect par lui-même, lui fit craindre quelque trahison : dès-lors l'empereur reprit son ancienne colère contre son infidèle vassal; il fit des reproches et des menaces. Sforce lui envoya les fausses lettres de recommandation. Cette ruse ne servit qu'à irriter davantage l'empereur; il accusa le duc de joindre la fourberie au mystère : celui-ci fut effrayé, et, pour prévenir les effets du ressentiment de l'empereur, il lui fit assurer qu'il recevrait incessamment des preuves éclatantes de sa fidélité.

Un seigneur de la maison de Castiglione tient devant un domestique de Merveille un propos de mépris sur son maître; le domestique le lui reproche, Castiglione le dément. La dispute s'échauffe, le domestique met l'épée à la main, Castiglione se retire, deux de ses domestiques tombent sur celui de Merveille; on les sépare. Instruit de cet événement, Merveille s'adresse à un parent de Castiglione, pour connaître le vrai de cette affaire. Castiglione proteste n'avoir jamais tenu les discours qu'on lui impute; Merveille, content de ce désaveu, envoie

faire des excuses à Castiglione sur l'étourderie de son domestique. Le bruit de ces débats parvient jusqu'au duc, qui défend aux deux gentilshommes toute voie de fait. Cependant on voyait Castiglione passer et repasser continuellement devant l'hôtel de l'ambassadeur, accompagné de dix ou douze hommes armés. Un soir, ayant rencontré cinq ou six domestiques de Merveille, il les attaqua; l'ambassadeur en porta ses plaintes au magistrat, qui promit justice, et ne la rendit point.... Castiglione attaqua de nouveau les domestiques de Merveille; mais ils étaient sur leur garde, ils se mirent en défense : le combat fut sanglant, et Castiglione fut un de ceux qui resta mort sur la place.

Le lendemain matin, (4 juillet 1533) le même magistrat, qui n'avait pas voulu prévenir ce malheur, se transporte chez Merveille, le fait saisir et conduire en prison. Ses gens sont mis au cachot, on leur fait subir la question; on n'oublie rien pour leur arracher, par la violence des tourmens, une déposition contre leur maître. Merveille est gardé à vue; personne n'a la liberté de le voir : le magistrat fait son rapport au duc, il prend ses ordres, et, après s'être transporté le 6 juillet, pendant la nuit, dans la prison, il fait trancher la tête à Merveille, et son corps est exposé, le lendemain, dans la place de Milan.

(68) Page 272.

Le dauphin était aimable et intéressant; il voulait acquérir de la gloire; il venait faire l'apprentissage de la guerre à la suite du roi; il s'était embarqué sur le Rhône, pour aller le rejoindre à Valence : on lui a reproché alors d'aimer déjà les femmes avec trop d'excès. Ainsi échauffé par le plaisir, il courait à la gloire au milieu des ardeurs d'un été si sec et si chaud, que, dans des provinces plus

au nord que celles où il voyageait, les plus grandes rivières étaient presque entièrement taries. S'étant arrêté à Tournon, il s'amusa à y jouer à la paume avec cette vivacité qu'il mettait dans tous ses goûts et dans tous ses exercices. Excédé de fatigue, de soif et de chaleur, il but de l'eau fraîche avec intempérance, et il est probable qu'il mourut, le quatrième jour, d'une pleurésie. Mais on ne voulut pas croire sa mort naturelle; on aima mieux concevoir les plus affreux soupçons : on accusa un Italien, nommé Montecuculli, son échanson, de l'avoir empoisonné; on regarda Charles-Quint comme l'auteur du crime. Qu'aurait donc gagné l'empereur à faire périr par le poison un prince de dix-huit ans, qui n'avait jamais fait parler de lui, et qui avait un frère? Montecuculli fut écartelé; quoi de plus horrible!

(69) Page 296.

Paulin, connu depuis sous le nom du baron de la Garde, était né et élevé dans l'obscurité chez des parens pauvres. Un caporal, passant par le bourg où était Paulin, lui trouva, autant qu'il pouvait en juger, de l'esprit et une physionomie heureuse; il le demanda à son père, en lui proposant de le prendre pour son goujat. Le père, ne voulant pas s'en priver, le refusa. Le fils ne pensa pas de même; il s'échappe de la maison paternelle, rejoint le caporal, le sert deux ans en qualité de goujat, devient arquebusier, enseigne, lieutenant, capitaine, toujours brave, toujours distingué par les talens de la guerre dans tous ces emplois subalternes.

Paulin, proposé au roi par Dubellay Langey, sait éviter les poignards de Dugaste, en traversant l'Italie. A Constantinople, où le droit des gens était peu respecté, il évite d'autres dangers : les intrigues secrètes de l'empereur pénétraient jusqu'à la Porte, et y poursuivaient l'am-

bassadeur français; Paulin sait les rendre inutiles, et parvint enfin à obtenir tout ce qu'il voulait.

Paulin négocia aussi à Venise, en se rendant à Constantinople, et, en revenant, il peignit fortement au sénat l'oppression, la servitude et les malheurs de l'Italie, sous la puissance accablante de l'empereur. Il serait parvenu à une triple alliance avec la République, la France et l'Empire ottoman, si le Chiaoux Jumasbey, qui avait ordre de le seconder dans cette négociation, ne se fût laissé corrompre par les émissaires de la maison d'Autriche, et n'eût traversé les vues de Paulin.

(70) Page 297.

Le comte d'Enguien était oncle d'Henri IV, frère d'Antoine, duc de Vendôme, depuis roi de Navarre; de Louis, premier prince de Condé, tige de la branche de Condé et de celle de Conti; du cardinal de Bourbon, roi de la Ligue, sous le nom de Charles X; de Jean, tué, en 1557, à la bataille de Saint-Quentin.

(71) Page 320.

Quelques personnes ont prétendu qu'une lettre du roi, alors enfermé au Temple, et qui lui avait été demandée par les Girondins, avait déterminé le roi de Prusse à se retirer; quelques autres ont soutenu que la convention avait acheté cette retraite. Le sentiment de gens qui paraissent mieux instruits nous paraît plus probable; ils disent que les cours de Vienne et de Pétersbourg n'avaient déterminé le roi de Prusse à entrer dans la coalition que sous la condition de lui faire, dans la Pologne, quelque cession de pays qui était à sa convenance, mais qu'une fois entré en France, ayant obtenu ce qu'il desirait, il s'était empressé de prétexter ses mauvais succès et les maladies qui excédaient son armée, pour se hâter d'en sortir.

(72) Page 320.

Les Impériaux dominaient dans Gènes; la possession des ports de cette république était d'une nécessité indispensable à Charles-Quint, pour envoyer, suivant les occurrences, d'Espagne dans la Lombardie les forces nécessaires pour garantir ce pays de l'invasion des Français, maîtres de Turin. Le pontife résolut d'enlever à l'empereur un poste aussi important, et en même temps la meilleure partie de la marine castillane rassemblée dans les ports de Gènes.

La réussite de cette conjuration devait changer la face des affaires d'Italie. La république de Gènes serait mise sous la protection de la France; la Lombardie, dépourvue de troupes, échappait à l'empereur, trop occupé en Allemagne pour envoyer des forces en Italie; le duc de Parme et de Plaisance pouvait devenir duc de Milan.

Jean-Louis de Fiesque était jaloux depuis long-temps de l'autorité d'André Doria; le pape se servit de ce mécontentement pour l'exécution de son dessein. Le duc de Parme se chargea de concerter avec lui le moyen de rendre à Gènes sa liberté; la duchesse de Modène, sœur de François Ier, offrit au Catilina génois les Français qui composaient sa garde.

La conjuration fut conduite avec tant de secret, que les Doria n'en eurent jamais le moindre soupçon. Tout était prêt, il ne restait plus qu'à faire le coup; il s'agissait de massacrer les Doria et leurs principaux partisans. On avait arrêté de le faire dans un festin qu'on leur donnerait; Gianetino, petit-neveu de Doria, étant sorti de la ville le jour convenu, il fallut changer de mesures.

On résolut alors de tenter à force ouverte ce que la ruse ne pouvait exécuter; la nuit du 22 au 23 janvier fut choisie pour cette entreprise. Le moment était favo-

rable; le doge quittait sa place le 1^er^ de ce mois, et son successeur ne devait être élu que le 4 : la république, pendant cet intervalle, éprouvant une commotion, Fiesque pouvait plus aisément s'emparer de la magistrature vacante.

La veille du jour fixé pour l'exécution des projets des conjurés, Fiesque visita ses amis le soir, fit sa cour aux Doria, et vint ensuite dans son palais. Les portes en avaient été ouvertes dès le matin, tout le monde pouvait y entrer; mais on n'en laissait sortir personne.

Les principaux conjurés avaient dispersé sans bruit, dans la ville, les gens armés dont ils s'étaient assurés. Les chefs des familles patriciennes ou plébéiennes, qui se croyaient lésées par la nouvelle forme d'administration, avaient été invités à souper; Fiesque leur explique son plan, ses ressources, et les pénètre de son enthousiasme : on se détermine à tenter sur-le-champ la fortune.

Fiesque, avant de quitter son palais, court à l'appartement de sa femme, lui confie à la hâte un secret qu'elle ne peut plus ignorer, s'arrache de ses bras, et vient rejoindre ses compagnons.

Il s'était réservé l'attaque du port, comme le point le plus important et le plus périlleux. Il était alors minuit. Les conjurés s'emparent sans résistance de quelques portes, et forcent les autres; Fiesque tente de monter sur les galères; bientôt le trouble se répand dans la ville; on entend crier dans toutes les rues *Fiesque* et *liberté*.

La multitude prend les armes, et se joint aux conjurés; les patriciens ferment leurs portes pour se garantir du pillage; le bruit de l'insurrection parvient enfin au palais. Gianetino s'habille à la hâte, et marche vers le port; les conjurés l'atteignent à la porte Saint-Thomas, et le massacrent. Le vieux Doria eût éprouvé le même sort, si Jérôme de Fiesque avait attaqué subitement son palais,

comme on en était convenu. Instruit de la mort de son petit-neveu, Doria monte à cheval, et se dérobe, par la fuite, à ses ennemis.

Cependant quelques sénateurs s'étaient assemblés dans le palais de la république, et, plusieurs d'entre eux ayant tenté inutilement d'attaquer les conjurés, tous s'étaient décidés à envoyer des députés à Jean-Louis de Fiesque, pour se soumettre aux conditions qu'il lui plairait de prescrire.

Ce chef des conjurés n'était plus : à l'instant même où, après s'être emparé de la flotte, il était sur le point de joindre ses compagnons victorieux, on entend un bruit extraordinaire sur la galère amirale. Fiesque craint un soulèvement des forçats; il y court : la planche sur laquelle il passe se renverse; il tombe dans la mer, et y périt au moment où le sort venait de se déclarer entièrement en sa faveur.

Cette nouvelle déconcerta les conjurés; le secret si profond, gardé jusqu'alors, devint la cause qui fit échouer la conjuration. Le chef était mort, la plupart de ceux qu'il faisait agir ne connaissaient ni tout le projet, ni tous les agens; aucun d'eux n'avait assez de talens pour le remplacer; tous se dissipèrent, et Doria reprit son autorité en moins de temps qu'il ne l'avait perdue.

(73) Page 354.

« En qualité de magistrats, c'est-à-dire d'hommes préposés pour empêcher l'oppression, nous redoutons, ou plutôt nous abhorrons l'établissement d'un tribunal de sang, où la délation tient lieu de preuves, où l'on ôte à l'accusé tous les moyens de défense, et où l'on ne respecte aucune forme judiciaire. En révisant ces sortes de procédures, nous les avons trouvées si remplies d'absurdités et d'inepties, que, si nous nous sommes défendus de

soupçons de mauvaise foi et de méchanceté envers ceux qui remplissent des places dans l'inquisition, nous ne saurions nous empêcher au moins de déplorer leur ignorance et leur présomption. C'est cependant à de pareils juges qu'on veut vous persuader, Sire, de livrer, pieds et poings liés, vos fidèles sujets, en leur enlevant la ressource de l'appel. Les mêmes liens qui unissent vos sujets à vous, vous unissent à eux; vous leur devez sûreté et protection. Que vous conseillent donc les promoteurs du nouvel édit? de méconnaître votre peuple, d'aliéner vos sujets, de rompre le contrat par lequel vous régnez; en un mot, de vous donner un rival qui ne tardera pas de devenir votre maître.

« Éloignés de votre présence, courbés sous le poids des travaux champêtres, ou absorbés dans l'exercice des arts et métiers, vos fidèles sujets ignorent ce qu'on trame contre eux autour de vous; ils ne soupçonnent pas que vous songiez dans ce moment à les séparer de vous, et à les priver de leur sauve-garde naturelle. Quant à vous, Messieurs, ajouta l'orateur, en se tournant vers les ministres, les conseillers d'état et les courtisans, qui m'écoutez si tranquillement, et qui croyez apparemment que la chose ne vous regarde pas, il est bon que vous perdiez cette idée. Tant que vous jouissez de la faveur, vous mettez sagement le temps à profit; les biens et les graces pleuvent sur votre tête; tout le monde vous honore, et il ne prend envie à personne de s'attaquer à vous : mais plus vous êtes élevés, plus vous avoisinez la foudre, et l'on sait à quoi tient souvent une disgrace. Quand ce malheur vous arrivait autrefois, vous vous retiriez du moins avec une fortune qui vous consolait de votre chûte, et que vous transmettiez à vos héritiers. A dater de l'enregistrement de l'édit, vous aurez, comme auparavant, pour successeurs des hommes maigres et affamés qui, ne

sachant combien de temps ils resteront en place, brûleront de se faire tout d'un coup riches, et y trouveront une merveilleuse facilité, bien assurés d'obtenir votre confiscation, et, bientôt après, de s'assurer d'un inquisiteur et de deux témoins; et, fussiez-vous des saints, vous serez brûlés comme hérétiques. »

On ne connaissait pas alors de meilleurs moyens de combattre les novateurs que de les faire brûler en les livrant à l'inquisition, qu'on voulait établir par-tout.

Ce tribunal de sang causa de si grands soulèvemens dans les Pays-Bas, et en fit sortir un si grand nombre de familles, que Charles-Quint fut obligé d'abandonner le dessein de l'établir. Malgré cette expérience, il voulut, quelque temps après, l'établir dans le royaume de Naples. La noblesse et le peuple, tout le monde prit les armes; on se battit dans Naples pendant plus de quinze jours, et Charles-Quint ne fit que compromettre son autorité.

Ce ne fut pas une leçon pour ses successeurs, ni pour les papes, ni pour d'autres souverains; ils continuèrent de faire des tentatives jusqu'en 1709, que l'empereur Charles VI abolit tout à fait l'inquisition.

(74) Page 365.

Le traité portait que le roi très-chrétien s'obligeait à défendre le pape Paul IV, le cardinal Caraffe, le comte de Montorio et le comte de Montebello, et promettait de leur rendre autant de biens en France qu'ils en perdraient en Italie, à raison de cette guerre; que cette ligue s'étendrait sur toute l'Italie, à l'exception du Piémont; que l'on déposerait d'abord, soit à Rome, soit à Venise, 500,000 écus, dont 350,000 par le roi, perpétuellement renouvelés dans la même proportion, tant que durerait la guerre; la même chose de la part du

pape, pour 150,000; que le roi ferait passer dix mille hommes d'infanterie en Italie, cinq cents lances et cinq cents chevaux-légers. Le pape, de son côté, fournirait dix mille fantassins et mille chevaux-légers. Quant à l'artillerie et aux munitions de guerre et de bouche, elles devaient être fournies à frais communs. Après la conquête du royaume de Naples, le pape devait en donner l'investiture à un des fils du roi, autre que le dauphin, à la réserve du duché de Bénévent, qui resterait au saint siége; le comte de Montorio et celui de Montebello devaient obtenir, dans ce cas, chacun une terre titrée, de 25,000 écus de revenu, dans le royaume de Naples. Ni le futur roi de Naples, ni aucun de ses successeurs, ne pouvait être en même temps roi des Romains, roi de France, duc de Milan et de Toscane.

(75) Page 383.

Le duc de Savoie, à la tête d'une armée de soixante mille hommes, tandis que la France ne pouvait lui en opposer que vingt-quatre mille, après avoir fait mine de faire le siége de Marienbourg, de Rocroy, de Mézières, de Moberfontaine, s'était replié tout à coup sur la Picardie, avait dirigé sa marche sur Guise, et investi la ville de Saint-Quentin. A cette nouvelle, l'amiral de Coligni s'était empressé de venir se jeter dans la place. Après l'avoir examinée, et s'être convaincu qu'il n'avait pas le monde suffisant pour la défendre, il avait fait savoir au connétable qu'il n'était point en état de repousser un assaut, et que plus on attendrait pour lui envoyer un renfort, plus on trouverait de difficultés à l'introduire.

La ville de Saint-Quentin était en grande partie défendue par un marais parsemé de fondrières, remplies de fange, recouvertes de roseaux et de plantes aquatiques, qui recelaient des gouffres dont on ignorait la profondeur. Les ennemis, ne pouvant approcher de ce côté, s'étaient contentés d'établir un corps-de-garde, soutenus d'un détachement, dans un moulin, et quelques cabanes, qui couvraient la tête du marais, et de jeter dans les courans d'eau des batelets remplis de soldats, pour couper toute correspondance entre la place et les dehors.

L'amiral, qui avait connu l'avantage qu'il pouvait tirer du marais, l'avait fait sonder dans toute son étendue, y avait découvert quelques sentiers qu'il avait rendus praticables jusqu'à un large ruisseau qui en bordait l'enceinte. C'était par là qu'il entretenait un commerce suivi avec le connétable, et qu'il se flattait de pouvoir faire entrer le renfort dont il avait besoin. Il lui manda donc qu'en se portant à la tête du marais avec un corps de troupes capable de déloger le détachement espagnol qui occupait le moulin, il serait facile, à l'aide de quelques bateaux qu'il tiendrait prêts sur le ruisseau, de faire passer un renfort de l'autre côté, et de se retirer ensuite sans avoir rien à craindre de l'ennemi, trop éloigné pour pouvoir inquiéter l'escorte.

Le connétable, s'étant fait rendre un compte exact de la position des ennemis, de la distance et des obstacles naturels qui les séparaient de la tête des marais, du moyen de leur couper le seul chemin par où ils pourraient y arriver, forma le projet imprudent d'aller en plein jour affronter une armée trois fois plus forte que la sienne, et de ramener son armée après avoir rempli son objet. Toutes les parties de son plan bien combinées, il voulut, pour plus de précaution, aller s'assurer par ses propres yeux, autant qu'il était possible, de ce qu'il ne connaissait encore que par les rapports des officiers et des ingénieurs qui lui en avaient levé les plans. Prenant donc avec lui deux mille chevaux et quatre mille hommes d'infanterie, il s'avança jusqu'au bord du marais, d'où il

considéra à son aise l'assiette du camp ennemi, pendant que le baron de Fumel mesurait, par son ordre, la largeur du ruisseau, et dépêchait un exprès à l'amiral, pour l'avertir de tenir prêts pour le lendemain les bateaux qui devaient passer le renfort.

Le surlendemain, jour de saint Laurent, le connétable, partant de La Fère avec toute son armée et vingt pièces de canon, arriva sur les neuf heures du matin à la tête des marais, dissipa le corps-de-garde qui gardait le moulin, et y plaça le prince de Condé, qui, en l'absence du duc d'Aumale, remplissait les fonctions de capitaine général de cavalerie; il détacha ensuite deux compagnies de reitres pistoliers, du régiment du rhingrave, pour occuper la tête du seul débouché par où l'ennemi pût venir à lui, et il les fit soutenir par trois compagnies de gendarmerie aux ordres du duc de Nevers; il rangea sur une éminence, qui dominait le faubourg de l'île où était le quartier du duc de Savoie, ses vingt pièces d'artillerie, dont il ordonna une décharge générale. Cette grêle de boulets, tombant avec fracas sur les tentes et les masures qui servaient d'abri aux soldats, mit la vie du duc en danger, et toutes ses troupes dans une extrême confusion. Cependant le connétable remplissait le premier objet de son voyage, en faisant passer de l'autre côté du ruisseau les officiers et les soldats destinés à renforcer la garnison. Cette opération était très-lente, l'amiral n'ayant pu, dans un aussi court espace de temps, se procurer que cinq batelets. De leur côté, les ennemis, revenus de leur première épouvante, faisaient défiler leur cavalerie, et successivement tout le reste de leur armée, sur une chaussée qui aboutissait au seul chemin qui conduisait à la tête du marais. Le prince de Condé, appercevant du haut du moulin les premiers escadrons qni commençaient à se former dans la plaine, en fit

avertir le connétable, et lui dire qu'il n'avait pas de temps à perdre pour marcher à l'ennemi, et culbuter dans les marais ce qui était déja passé, ou songer à la retraite. Le connétable, qui n'aimait pas les conseils, fit répondre au prince qu'il était bien jeune pour lui donner des avis; qu'il commandait les armées avant sa naissance, et qu'il comptait bien lui donner encore des leçons sur l'art de la guerre pendant vingt ans. Sur les rapports qui lui avaient été faits, le connétable croyait qu'il ne pouvait passer que quatre cavaliers de front sur la chaussée : en conséquence, il avait calculé combien de temps il faudrait à quatre ou cinq compagnies pour franchir la chaussée. Si elles marchaient en avant, elles devaient être culbutées par le détachement qui gardait le défilé; si elles attendaient leur armée, le connétable présumait pouvoir être arrivé à La Fère avant que les compagnies eussent atteint la tête du marais. Toute cette supposition se trouva fausse, et fit crouler tous les calculs : la chaussée donnait le passage à trente cavaliers de front. Toujours persuadé d'avoir tout le temps nécessaire, le connétable attendit, pour ordonner la retraite, que Dandelot fût passé avec cinq cents canonniers, et Saint-Remi avec un certain nombre d'ingénieurs; alors seulement le connétable songea à se retirer, en formant son arrière-garde avec sa cavalerie. Le duc de Nevers, appercevant ce mouvement, et étant sur le point d'avoir toute l'armée sur les bras, retira son détachement du défilé, et vint se joindre au prince de Condé, l'un et l'autre doublant alors le pas pour joindre l'armée, qui avait déjà fait une lieue.

Cependant les ennemis étaient arrivés sans obstacle au moulin, et, n'y trouvant personne, le duc d'Egmond, conjecturant que l'arrière-garde du connétable ne pouvait être éloignée, demanda au duc de Savoie de la

suivre, de l'attaquer pour l'arrêter dans sa marche, et lui donner le temps d'arriver avec le reste de l'armée. Après avoir obtenu cette permission, il part, atteint bientôt les Français, et, à la tête d'une des trois divisions qui étaient sous ses ordres, il déborde le flanc droit de l'armée française; le comte de Horn et le prince de Brunswick le flanc gauche, et les comtes de Mensfeld et de Hagstrote attaquent la queue. Le connétable fut forcé alors de se convaincre qu'il n'y avait plus moyen d'éviter la bataille, et se disposa à la recevoir. Pendant ce moment, ayant rencontré le vieux Dognon, officier expérimenté, il lui demanda ce qu'il fallait faire : *Il y a deux heures que je vous l'aurais bien dit; mais maintenant je n'en sais rien.* La cavalerie française, presque toute composée de noblesse, soutint le choc avec courage, et continua de se battre jusqu'à ce que, accablée par le nombre, elle fut renversée et mise en déroute. L'infanterie, formée en bataillon carré, repoussa sans s'ébranler toutes les attaques de la cavalerie, qui prit alors le parti d'attendre l'arrivée du duc de Savoie et de sa nombreuse artillerie. Dès l'instant où elle fut placée et put commencer à tirer, elle fit de larges trouées dans cette masse immobile, et donna entrée à la cavalerie, qui eut bientôt foulé aux pieds, sabré et dissipé cette troupe désunie. Les uns comptent deux mille cinq cents morts; d'autres en font monter la perte au double, parmi lesquels se trouvèrent beaucoup d'officiers de la plus haute naissance. Les blessés et les prisonniers furent encore bien plus nombreux : parmi ces derniers se trouva le connétable de Montmorenci, blessé d'un coup de pistolet qui lui avait fracassé la cuisse.

Arrêtons-nous un moment pour faire quelques réflexions sur la conduite des généraux de l'une et l'autre armée dans une affaire d'une aussi grande importance,

et à laquelle pouvait être attaché le salut ou la perte d'un grand empire.

Du côté du connétable, toute sa conduite est un tissu de fautes impardonnables. Quel devait être son plan? celui d'une défensive très-réservée avec une armée peu nombreuse, et l'espoir de la voir augmenter. Il ne devait donc jamais rien hasarder, et se tenir constamment dans des positions inexpugnables; il devait cependant, autant qu'il lui était possible, soutenir les places que l'ennemi pouvait assiéger. Le duc de Savoie s'était présenté devant Saint-Quentin avec le projet d'en former le siége, l'amiral Coligni s'était jeté dans cette place pour la défendre; il était important pour le connétable d'en empêcher ou retarder la prise. L'amiral en avait trouvé les moyens, il les avait indiqués au connétable; il s'agissait d'en profiter, et la réussite était à peu près sûre, en prenant les mesures indiquées par la raison, la prudence et les maximes militaires les plus communes.

D'après la connaissance que l'on avait de la faute des ennemis, de ne pas avoir fait reconnaître le marais, d'en avoir mal gardé la tête, et d'avoir occupé une position qui les mettait hors de portée de savoir promptement ce qui se passait de ce côté, ni d'y porter rapidement des secours dans le cas d'une tentative de la part de l'ennemi, il paraissait certain qu'en préparant du côté de la ville tous les moyens d'un prompt passage, envoyant le renfort demandé par l'amiral, escorté de quelque cavalerie légère, le faisant arriver au moulin au milieu de la nuit, il aurait fait prisonniers les soldats qui gardaient ce poste, serait arrivé à la petite pointe du jour sur les bords de la rivière, l'aurait passée, serait entré dans Saint-Quentin, et la cavalerie légère aurait été de retour à La Fère avant que le duc de Savoie eût été instruit de cet événement à son réveil.

Après ces probabilités, toutes favorables et suffisantes pour remplir les vues du connétable et le plan qu'il avait dû se former, comment concevoir cette idée si folle, si inconvenante, d'abandonner une bonne position, d'exposer Saint-Quentin, l'armée et le royaume, en marchant, sans motifs, avec des troupes peu nombreuses, à portée et à la vue d'ennemis beaucoup plus forts, le tout pour protéger, sans nécessité, un renfort important sans doute, mais qu'on n'aurait pas pu se permettre de tenter, si, pour assurer son entrée dans la ville, il avait fallu faire marcher l'armée?

Après avoir fait la faute capitale, cause première des malheurs de cette journée, comment excuser le connétable de toutes celles qu'il commet encore, et sans lesquelles il eût été à peu près assuré, au moins après avoir fait une étourderie, qu'elle n'aurait pas eu des suites fâcheuses?

La première faute fut de ne pas arriver à la tête du marais avant la pointe du jour.

La seconde, connaissant que l'armée ennemie avait une chaussée et un défilé à traverser, de n'avoir pas tenté de couper la chaussée, ou de l'embarrasser, et, quant au défilé, de n'y avoir pas fait remuer de la terre, ou jeter des arbres, afin de le rendre plus difficile, et, au lieu de cavalerie pour le défendre, de n'y avoir pas mis, ainsi qu'à la tête de la chaussée, quelques pièces d'artillerie et des arquebusiers postés, des deux côtés, sur les hauteurs.

La troisième faute fut d'avoir placé son artillerie de manière à dominer le camp du duc de Savoie, et ensuite de l'avoir fait tirer, comme pour avertir l'ennemi que l'on était là, et l'inviter à venir attaquer. Pourquoi avoir amené avec soi tant d'artillerie, puisque l'on avait le projet de se retirer après avoir fait entrer le convoi?

pourquoi s'en être servi d'une manière aussi puérile, dans une circonstance où il était important de laisser ignorer qu'on fût là?

La quatrième, d'avoir voulu attendre que tout le renfort fût de l'autre côté de la rivière, et entré dans Saint-Quentin. Les gardes du moulin étaient dissipées, l'ennemi très-éloigné; pourquoi ne pas se retirer?

La cinquième, de n'avoir pas profité de l'avis très-sage du prince de Condé, au lieu de lui faire une réponse aussi inconvenante. Qu'importait-il qu'on eût dit au connétable que la chaussée ne contenait que quatre hommes de front? Le fait était qu'il se formait dans la plaine un corps de cavalerie, et qu'il aurait été très-important de l'attaquer sur-le-champ et de le dissiper, afin de pouvoir répéter plus sûrement la même opération sur tout ce qui pourrait encore se présenter successivement.

La sixième, d'avoir fait de mauvaises dispositions pour la retraite; d'abord en abandonnant le corps que commandaient le prince de Condé et le duc de Nevers, au lieu de s'en servir pour coopérer à la sûreté de l'armée; ensuite en composant l'arrière-garde en entier de cavalerie.

La septième faute enfin fut, dès l'instant où le connétable se crut obligé de combattre, d'avoir formé de toute son infanterie une masse qui dès-lors devint immobile, et fut exposée à tous les effets désastreux de l'artillerie; peut-être aurait-il été plus sage, dès l'instant où l'on se fut convaincu que l'on ne pouvait pas éviter d'être attaqué par le comte d'Egmont, de chercher à prendre une position militaire qui pût aider à diminuer la faiblesse de l'armée, et rendre l'attaque de la cavalerie ennemie moins dangereuse; d'étendre le front, en portant la cavalerie de l'arrière-garde sur les ailes, en mettant l'infanterie en colonnes, ou, suivant

l'usage du temps, en plusieurs bataillons carrés, avec des intervalles, entre lesquels on aurait placé; dans les uns, de l'artillerie; dans les autres, des arquebusiers à cheval ou à pied, suivant les terrains; enfin de faire de l'avant-garde et des corps du prince de Condé et du duc de Nevers une réserve qui aurait protégé les intervalles de l'infanterie, assuré les flancs de l'armée, et porté des secours par-tout où l'on en auroit eu besoin.

D'après ces dispositions, la cavalerie française n'aurait pas été renversée et mise en déroute, et l'infanterie écrasée par l'artillerie et la cavalerie ennemie. Ces deux corps se seraient mutuellement soutenus l'un par l'autre, et, quoique inférieurs en nombre à ceux de l'ennemi, aidé par une position savante, ils auraient pu ne pas éprouver une défaite, et peut-être même battre l'armée impériale.

Les fautes du duc de Savoie ne sont pas moins capitales.

La première semble avoir été, en se décidant au siége de Saint-Quentin, de n'avoir pas assez senti l'importance, ayant une armée aussi nombreuse, d'investir entièrement la place.

La seconde, de n'avoir point fait sonder et reconnaître le marais, au point de savoir quelle disposition il était sage de prendre relativement à un des moyens de défense des assiégés qui pouvait leur être favorable ou défavorable.

La troisième, en plaçant une garde à la tête du marais, de l'avoir faite si faible, qu'il était très-aisé de l'enlever, sur-tout après avoir campé les troupes de manière que, pour arriver au moulin, il fallait traverser une chaussée longue et étroite, et ensuite un défilé.

La quatrième, d'avoir si peu surveillé les projets et les mouvemens du connétable, que celui-ci ait pu arriver jusqu'au marais, en enlever la garde, et faire passer un

renfort dans la place sans être apperçu, et qu'il aurait même pu s'en retourner à La Fère sans être inquiété, si, par une conduite dont on ne saurait trop blâmer l'imprudence, il n'avait pas commis la faute si grave de faire une décharge de toute son artillerie sur le camp du duc de Savoie.

La cinquième fut de renvoyer au duc de Nevers tous les simples soldats qui étaient prisonniers, en leur faisant jurer qu'ils ne serviraient point contre le roi d'Espagne pendant six mois. Ce fut un renfort précieux qu'il envoya au duc, qui, sans exiger qu'ils manquassent à leur serment, les distribua dans les places de seconde ligne où il y avait des magasins, et en retira les garnisons, qui lui formèrent en peu de temps une armée de seize cents chevaux et de sept ou huit mille fantassins, indépendamment de la maison du roi et des arrière-bancs.

Emmanuel ajouta-t-il à toutes ses fautes celle de ne pas marcher sur Paris? Plusieurs historiens l'ont accusé de l'avoir commise, et ont prétendu que, si, au lieu de reprendre le siége de Saint-Quentin, il eût marché droit à Paris, il n'aurait éprouvé aucune résistance; maître de la capitale, et ne trouvant plus aucune place forte jusqu'à Baïonne, il aurait eu la facilité de s'étendre, et aurait enlevé au roi tout espoir de se relever jamais de sa défaite. Mais n'y a-t-il pas bien de la présomption, à des personnes qui ignorent, pour l'ordinaire, comment on fait mouvoir et subsister une armée, de vouloir donner des leçons à des officiers à qui on accorde du talent, et sur-tout de leur reprocher des fautes qu'ils avaient le plus grand intérêt de ne pas commettre?

Certainement Philippe devait desirer de terminer, par un coup décisif, une guerre à laquelle ses finances ne pouvaient long-temps suffire. Le duc de Savoie n'avait d'espérance d'être rétabli dans ses états qu'en con-

tribuant à bouleverser la France. Mais les magasins de l'armée impériale étaient à Cambrai et à Valenciennes. En marchant sur Paris avant de s'être rendus maîtres de quelques-unes des places fortes qui bordaient la Picardie, où auraient-ils pu établir des magasins ? A deux lieues seulement du champ de bataille, on trouvait sur la route la place de La Fère, dont il fallait entreprendre le siége en règle, ou la laisser derrière soi. En prenant le premier parti, c'était déjà s'éloigner du plan de marcher directement sur Paris; en prenant le second, c'était exposer l'armée à périr de faim, et même à ne pouvoir plus se retirer dans le cas où elle recevrait un échec. Quelque chemin que l'on prît, on trouvait toujours plusieurs places fortes, et deux ou trois grandes rivières, dont le duc de Nevers n'aurait pas manqué de disputer le passage, après en avoir fait couper les ponts; et, comme une armée de soixante mille hommes, qui traîne à sa suite beaucoup d'artillerie, ne peut marcher que très-lentement, le duc de Nevers aurait eu le temps de faire retirer les paysans, avec leur bétail et leurs provisions, dans les places fortifiées, et de mettre même Paris en état de défense.

(76) Page 389.

Presque tous les états de l'Europe furent compris, dans ce traité de paix, comme alliés d'Henri ou de Philippe. Le pape reconnaissait Ferdinand en qualité d'empereur romain; le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, était rétabli dans la possession de ses états, à l'exception des villes de Turin, Pignerol, Quiers, Chiros et Villa-Nova, dont Henri restait en possession jusqu'à ce que ses prétentions sur les places du chef de sa grand'mère eussent été réglées en justice; les Français évacuaient les places qu'ils possédaient dans la Toscane et le pays

de Sienne; la Lombardie et le royaume de Naples étaient assurés à la cour de Madrid. Deux mariages furent le nœud de cette paix; celui d'Élisabeth, fille aînée du roi de France, avec le roi d'Espagne, et celui de Marguerite, sœur d'Henri II, avec le duc de Savoie.

(77) Page 389.

Les amusemens alors, dans les cours, étaient des combats à la barrière, des joutes, des tournois, des tours de force. On sait qu'avant l'invention des armes à feu, la force du corps rendait les guerriers presque invincibles; la jeunesse s'exerçait dans tous les jeux qui entretenaient la vigueur ou l'adresse : de là vinrent les tournois, inventés dans les siècles de la chevalerie. Ces fêtes militaires, très-souvent sanglantes, passèrent de mode lorsque, l'artillerie s'étant perfectionnée, les lances ne fixèrent plus le sort des batailles; elles étaient en usage dans le seizième siècle. La ville de Milan se rendit fameuse par ses manufactures d'armes complètes, qui passaient pour être à l'épreuve des balles d'arquebuse.

On sait que les *arquebuses* furent les premières armes à feu dont on se servit dans les batailles; ce mot vient de l'italien *arco bugio*, arc troué. L'ouverture par où se communique le feu à la poudre, dans les arquebuses qui succédèrent aux arcs des anciens, donna lieu à cette dénomination. Selon Hauzelet, l'arquebuse devait avoir quarante calibres de long, et porter une balle d'une once et sept huitièmes, avec autant de poudre. Il paraît que cette arme ne commença à être en usage qu'au commencement du seizième siècle. L'arquebuse, dit Fabrice Colonne dans les Dialogues de Machiavel sur l'art de la guerre, est un bâton inventé de nouveau, qui fait aujourd'hui la principale force des armées.

Des arquebuses vinrent les pistolets à rouets, dont le

canon n'avait qu'un pied de long. Ces armes ne sont plus en usage aujourd'hui ; on en conserve, par curiosité, dans les arsenaux. Le rouet, qui donnait le mouvement du ressort de ces armes, était une petite roue d'acier solide qu'on appliquait contre la platine de l'arquebuse ; elle avait un essieu qui la perçait dans son centre : au bout, traversant l'intérieur de l'essieu qui entrait dans sa platine, était attachée une chaînette qui s'entortillait autour de cet essieu ; quand on la faisait tourner, elle bandait le ressort auquel elle tenait. Pour bander le ressort, on se servait d'une clef qui, s'adaptant à l'extrémité intérieure de l'essieu, faisait mouvoir le rouet en le tournant ; et, par ce mouvement, une petite coulisse de cuivre, qui couvrait le bassinet rempli d'amorce, se retirant de dessus, le chien, armé d'une pierre de mine, comme le chien du fusil l'est d'une pierre à fusil, était, par le même mouvement, en état d'être lâché dès qu'on tirait avec le doigt la détente, comme dans les fusils d'aujourd'hui : alors le chien, tombant sur le rouet d'acier, faisait feu, et enflammait l'amorce.

Aux arquebuses succédèrent les *mousquets ;* ils différaient des fusils d'aujourd'hui, en ce qu'au lieu de la pierre dont on se sert pour faire prendre feu à cette dernière arme, on se servait de mèches pour la première. Le canon du mousquet était de trois pieds huit pouces ; sa portée était de cent vingt à cent trente toises. Cette arme avait une platine à laquelle était attaché le serpentin, avec la gachette qui le faisait mouvoir et le bassinet ; le serpentin tenait à la gachette, au moyen d'une vis : son extrémité au dehors était deux espèces de feuilles formées par une tête de serpent, propre à fixer, à l'aide d'une vis, la mèche avec laquelle on mettait le feu à la poudre du bassinet. Cette tête de serpent faisait donner à cette pièce le nom de serpentin ;

la partie du serpentin, engagée sous la platine, formait une petite gachette où répondait la clef. Cette clef était un morceau de fer disposé en équerre ou manivelle, dont un côté tenait à la gachette du serpentin, l'autre se tirait avec la main, pour faire tomber la mèche du serpentin sur le bassinet, et faire ainsi partir le coup.

Le bassinet était composé de quatre pièces de fer posées en saillie sur la platine, vis-à-vis la lumière ou la petite ouverture faite au canon du mousquet, pour lui faire prendre feu au moyen de l'amorce renfermée dans le bassinet ; celle de dessus s'appelait couverture, la troisième pièce était le garde-feu, la quatrième la vis qui liait tout ensemble : l'équipage du mousquet était à peu près le même que celui du fusil.

La lenteur avec laquelle l'arquebuse et le mousquet faisaient feu faisait desirer une arme différemment construite ; ce ne fut qu'en 1630 qu'on inventa le fusil.

A mesure que l'artillerie moderne se perfectionnait, les anciennes armes tombaient en désuétude, et avec elles les jeux guerriers dans lesquels une jeunesse belliqueuse, pour entretenir sa force et son adresse, brillait dans les tournois dans le seizième siècle.

(78) Page 392.

La conspiration d'Amboise est la première que l'on connaisse en France. Il y eut dans cette conspiration une audace qui tenait de celle de Catilina, un manége, une profondeur, un secret, qui la rendirent semblable à celle des Vêpres Siciliennes, et des pazzi de Florence. Le prince Louis de Condé en fut l'ame invisible, et conduisit cette entreprise avec tant de dextérité, que, quand toute la France sut qu'il en était le chef, personne ne put l'en convaincre.

Il n'a jamais été prouvé que, dans cette co[illegible]tion,

on dût tuer les Guise. Cinq cents gentilshommes, tous bien accompagnés, et mille soldats déterminés, conduits par trente capitaines, devaient se rendre au jour marqué dans Amboise, où était la cour. Le succès semblait sûr. Le secret fut gardé par tous les conjurés, pendant près de six mois : l'indiscrétion du chef, nommé La Renaudie, qui s'ouvrit dans Paris à un avocat, fit découvrir la conjuration. Elle n'en fut pas moins exécutée; les conjurés n'allèrent pas moins au rendez-vous; leur opiniâtreté désespérée venait sur-tout du fanatisme de la religion.

Les Guise eurent à peine le temps de faire venir des troupes. Il n'y avait pas alors quinze mille hommes enrégimentés dans tout le royaume; mais on en rassembla bientôt assez pour exterminer les conjurés. Pendant un mois entier, on ne vit dans Amboise que des échafauds sanglans et des potences chargées de cadavres.

La conspiration, découverte et punie, ne servit qu'à augmenter le pouvoir de ceux qu'on avait voulu détruire; François de Guise eut la puissance des anciens maires du palais.

(79) Page 395.

L'armée protestante, après avoir tenté vainement de surprendre Paris, marchait vers la Normandie, pour se rapprocher des secours qu'elle attendait de l'Angleterre. Le connétable la suivit à la tête de l'armée catholique; il l'atteignit à Dreux, après avoir passé sans obstacle la petite rivière d'Eure : ses forces consistaient en seize mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux; les réformés avaient huit ou neuf mille hommes d'infanterie, et quatre à cinq mille chevaux.

« Trop faible en cavalerie, le connétable aurait dû faire bien reconnaître le pays, pour savoir que, deux

ou trois lieues plus loin, en suivant la route de Normandie, il aurait trouvé un chemin creux et un pays fourré, où la cavalerie ennemie n'aurait pu leur être d'aucune utilité. Ayant commis cette faute, il crut y remédier par un nouvel ordre de bataille. Le maréchal de Saint-André imagina de séparer, pour la première fois, toute l'infanterie en cinq gros bataillons, à égale distance les uns des autres; il appuya le premier au village de Bléville, et remplit les intervalles de chacun de ces corps par un escadron de cavalerie.

On continuait de donner le nom d'escadron à tout corps de cavalerie, quoique les cavaliers se rangeassent en haie sur la même ligne, sans profondeur, et même à une certaine distance les uns des autres, pour avoir le maniement libre de la lance, tandis que les reitres, armés d'un pistolet, marchaient serrés sur trente hommes de front, et quinze ou seize de profondeur.

C'était pour remédier à cette différence dans la formation, qui donnait tout l'avantage aux reitres, que le maréchal de Saint-André avait changé l'ordre habituel de bataille. Dans le nouvel arrangement, chaque compagnie de lanciers, si elle était rompue, pouvait se retirer derrière les bataillons d'infanterie, s'y rallier, s'y reformer, et revenir à la charge : d'ailleurs, des arquebusiers, qui garnissaient le front et les angles des bataillons, rendaient les intervalles d'un abord très-difficile. Outre ces précautions, le maréchal avait formé une réserve sous les ordres du duc de Guise.

L'armée, ainsi disposée, formait un croissant dont les deux pointes, appuyées sur les villages de Bléville et de Pigné, étaient couvertes par vingt canons, qui semblaient rendre le front inabordable.

Le prince et l'amiral l'ayant jugé ainsi, et croyant qu'il y aurait de la témérité à attaquer, songèrent à

suivre leur route par Châteauneuf, qui les ramenait au village de Tréon ; mais ce chemin ne les mettait pas entièrement hors de portée du canon. Les argoulets, sur qui tomba la première décharge, s'enfuirent à toute bride ; et les reitres, que cette fuite découvrait, se jetèrent dans un vallon. Le connétable, jugeant alors que les ennemis cherchaient à éviter la bataille, et se croyant assez fort avec l'aile droite pour achever de les mettre en déroute, se mit à leur poursuite.

Le prince et l'amiral, qui ne pouvaient plus se dispenser d'en venir aux mains, se rangèrent en bataille, et décidèrent d'attaquer les flancs du corps du connétable. En conséquence, le prince ordonna à Davaret et Moni de se précipiter, à la tête de leur compagnie de gendarmerie, au travers d'un bataillon suisse qui formait la gauche du connétable ; il les fit suivre par un corps de six cents reitres. Ce bataillon, percé d'outre en outre par son front, fut pris en même temps en flanc par le prince, qui y pénétra sans résistance. Danville, qui voulut accourir à son secours avec trois compagnies de gendarmerie et quatre ou cinq de cavalerie légère, ayant été renversé par un corps de reitres, se replia vers l'aile gauche, qui gardait encore son premier poste. A la partie de l'aile droite catholique, Coligni était venu fondre sur les escadrons du connétable, son oncle ; et, dès l'instant où les reitres avaient tiré à bout portant, le désordre s'y était mis. Le connétable avait été blessé et pris, une grande quantité d'officiers de distinction tués ; et, bientôt après, les deux régimens français, qui d'abord avaient été appuyés au village de Bléville, attaqués par l'amiral, avaient pris la fuite, et s'étaient précipités en partie dans l'Eure. Ainsi, de toute la division du connétable, il ne restait plus que le bataillon des Suisses, qui s'était rallié, et avait fait reculer

le bataillon des lansquenets que le comte de La Rochefoucault avait amenés pour achever de les détruire ; vainqueurs des Allemands, ils se rapprochaient du canon confié à leur garde, lorsque le prince de Condé les fit charger par trois escadrons de cavalerie française et allemande. Ils soutinrent cette nouvelle attaque avec une intrépidité qui mit le comble à leur réputation ; ils allaient périr jusqu'au dernier, si le maréchal de Saint-André ne s'était enfin décidé à marcher.

Après avoir fait attaquer d'abord deux corps d'infanterie que le prince semblait avoir oubliés, et qui prirent honteusement la fuite, le maréchal marcha contre un corps de reitres, qui, manquant de poudre, et fatigué des attaques livrées aux Suisses, se retira dans un bois, où l'infanterie, qui avait pris la fuite, s'était mise à couvert. Il trouva plus de résistance dans les compagnies de gendarmerie française ; mais, son cheval s'étant abattu, et l'ayant entraîné dans sa chûte, il fut pris et tué. Après sa mort, le duc d'Aumale soutenait encore la fortune du combat, lorsqu'il fut renversé de cheval, et eut l'épaule déboîtée. Ainsi la défaite de l'armée royale allait être complète, si le duc de Guise eût tardé davantage à se montrer.

Depuis le commencement de la bataille, il s'était tenu à l'écart avec sa réserve ; ayant enfin reconnu que l'infanterie du prince était détruite, que ses reitres étaient occupés à piller les bagages, que la gendarmerie, ayant brisé ses lances, ne se battait plus qu'avec l'épée, il étend la main vers sa troupe, et lui crie : *Marchons, amis ; ils sont à nous !*

L'amiral, appercevant ce mouvement, se hâta de se retirer vers le bois, qui se trouvait alors garni d'infanterie française et allemande, ainsi que des reitres qui avaient pris la fuite. Le prince de Condé aurait dû le

suivre ; il lui parut trop humiliant de céder le champ de bataille : il fut bientôt enfoncé de toutes parts. Il se battait en retraite au moment où, son cheval ayant eu la jambe cassée et s'étant abattu, il tomba, et fut fait prisonnier par Danville.

Le duc de Guise voulut alors marcher contre l'amiral ; celui-ci était déjà sorti du bois avec trois cents hommes d'armes et douze cents reitres. Le duc, n'ayant à lui opposer que quatre cents lances, en laissa le commandement au vieux Labrosse, et courut pour faire avancer les vieilles bandes de Martiques, les Espagnols et les Suisses, pour soutenir cette gendarmerie. La troupe, commandée par Labrosse, fut enfoncée ; Labrosse et son fils aîné tués. Le bruit se répandit en même temps que le duc de Guise avait subi le même sort ; et l'amiral formait le projet de profiter de ces événemens, lorsqu'il fut forcé de se détromper à la rencontre des bandes d'infanterie qui l'attendaient de pied ferme, et obligé dès-lors à se retirer à une lieue du champ de bataille, au village de la Neufville, où il passa la nuit.

(80) Page 396.

Le 5 février 1563, le duc de Guise avait investi la ville d'Orléans ; et les travaux furent poussés si vivement, que, le 18, le duc était allé reconnaître la brèche, pour y donner un assaut le lendemain. Il revenait à son quartier, lorsque Jean Poltrot de Meré, gentilhomme protestant, qui le suivait d'assez loin, l'approcha de vingt pas, lui tira un coup de pistolet chargé de deux balles, et l'atteignit à l'épaule, au défaut de la cuirasse. Le duc de Guise mourut de sa blessure, Poltrot fut arrêté et écartelé.

(81) Page 397.

Le prince de Condé s'était emparé de Saint-Denis, Saint-Ouen, Aubervilliers, Busenval, Saint-Cloud, et, en général, de tous les villages autour de Paris, dans le dessein d'affamer cette ville. Les Parisiens n'avaient pas tardé de jeter les hauts cris, privés comme ils l'étaient, par la manière dont ils se trouvaient cernés, de l'abondance et de la liberté à laquelle ils étaient habitués. Il était donc devenu nécessaire d'en venir aux mains.

L'armée royale avait trois mille chevaux, quatre mille fantassins français, six mille Suisses et les compagnies parisiennes, sur lesquelles on choisit sept ou huit mille hommes, pour en faire un corps complet d'infanterie.

L'armée du prince n'avait que deux mille trois cents chevaux et trois mille cinq cents hommes, Dandelot et Montgomery ayant été détachés, avec huit cents chevaux et douze cents fantassins, pour empêcher Brissac et Strozzi de passer l'Oise à Pontoise.

D'après la détermination prise par le connétable, il sortit de Paris le 10 novembre 1567, pour attaquer le prince de Condé. Arrivé à La Chapelle, il se mit en bataille ; le maréchal de Montmorenci, son fils, commandait l'avant-garde : occupant la gauche, vis-à-vis Saint-Ouen ; le connétable, le corps de bataille, vis-à-vis Saint-Denis. Là étaient les Suisses et quatorze pièces d'artillerie. Le duc d'Aumale et le maréchal Danville, aussi fils du connétable, commandaient l'arrière-garde, qui formait l'aile droite placée du côté de La Villette, vis-à-vis Aubervilliers.

Les troupes parisiennes occupaient, en arrière, depuis La Chapelle jusqu'à La Villette.

Du côté des protestans, l'amiral, accompagné de ses

deux fils et de quelques chefs, s'était formé, avec son aile droite, devant Saint-Ouen. Genlis, Lavardin et quelques autres, étaient à l'aile gauche, qui couvrait Aubervilliers. Le prince de Condé et plusieurs officiers de marque occupaient le centre, plus reculé vers Saint-Denis, de manière que l'armée formait une espèce de croissant.

Après quelques escarmouches, qui durèrent environ jusqu'à une heure après midi, les différens corps en vinrent aux mains, et d'abord celui du maréchal de Montmorenci, qui rompit celui de l'amiral; mais, le prince l'ayant soutenu, et les corps aux ordres de l'un et de l'autre n'en ayant formé qu'un, ils chargèrent avec tant de furie, que les Suisses seuls tinrent ferme auprès de l'artillerie, dont les coups avaient été jusqu'alors sans effet. Du côté de la gauche des réformés, des arquebusiers, placés dans un ravin qui se trouvait d'Aubervilliers à La Villette, avaient fatigué la cavalerie et l'infanterie royales, dont une partie avait pris la fuite, et avait été suivie par les troupes parisiennes, peu accoutumées à courir de pareils dangers.

Le connétable, voulant se porter par-tout, avait déjà reçu cinq blessures, lorsqu'un Écossais lui tira à brûle pourpoint un coup de pistolet qui perça sa cuirasse, et le renversa de son cheval.

Au bruit du malheur du connétable, les troupes se rallièrent de part et d'autre; la mêlée devint encore plus acharnée et plus furieuse. Condé est obligé de changer de cheval, le sien ayant été blessé; et, bientôt après, il se décide à faire sa retraite sur Saint-Denis, le nombre des catholiques s'accroissant continuellement, encouragés qu'ils étaient par le duc d'Aumale et le maréchal de Danville, qui, étant accourus avec la réserve, trouvaient peu de résistance de la part des troupes déjà

excédées de fatigues : d'ailleurs, la nuit, qui arriva, vint mettre entièrement fin au combat.

(82) Page 398.

Le duc d'Anjou venait d'être nommé général de l'armée royale. Le vicomte de Tavannes, son conseil, et tous les officiers distingués dans l'armée, furent d'avis qu'il fallait attaquer les réformés avant leur jonction avec les forces qu'ils attendaient d'Allemagne. On marcha, en conséquence, du côté de Châtelleraut; on assiégea ensuite et l'on prit Loudun, d'où l'on marcha vers Jarnac, dont l'amiral s'était emparé après avoir fait couper le pont de Châteauneuf, dont la citadelle était gardée par soixante Écossais.

Le prince de Condé était à Jarnac, avec le corps de bataille; la cavalerie légère à Triac; l'amiral à Bassac, avec l'avant-garde; Montgomery, Soubise et Laloue, gardaient le passage de Châteauneuf, et, malheureusement, les gens de guerre chargés de la défense du passage, imaginant que les Écossais, qui se trouvaient de l'autre côté, seraient plus que suffisans pour le défendre, se répandirent dans les villages voisins, et furent sans doute assez mal surveillés, pour n'être pas contenus à leur poste.

Le duc d'Anjou s'était avancé jusqu'à Châteauneuf, où les Écossais, loin d'en défendre le château, s'y étaient rendus à discrétion. Alors le duc feint de se porter vers Cognac, afin de donner plus de sécurité aux ennemis, et ne pas leur laisser soupçonner la lâcheté des Écossais, et qu'il était maître du passage; mais, pendant sa fausse marche, Biron avait reçu l'ordre de dresser promptement un pont de bateaux, sur lequel, revenant précipitamment sur ses pas, il passa avec son armée, du 12 au 13 mars, après avoir eu l'attention de laisser, sur

un coteau opposé, une certaine quantité de fantassins destinés à garder les bagages, et à faire croire que c'était l'armée qui était encore campée dans cet endroit.

Cette ruse militaire ayant parfaitement réussi, le duc d'Anjou surprit les protestans, dont on fit d'abord un grand carnage dans les bourgs de Bassac et de Triac : on les poursuivit ensuite du côté de Jarnac, où ils se retiraient; et l'on fut arrêté par un ruisseau dont les bords étaient très-escarpés, peu guéables pour la cavalerie, et où l'amiral avait porté mille arquebusiers. Cependant ces troupes avaient été rompues, lorsque l'amiral, qui vint à leur secours, les détermina à tenir ferme, en faisant savoir au prince la position fâcheuse où il se trouvait. Celui-ci accourut, et, par son exemple, anima tellement les combattans de son parti, que la victoire allait se déclarer pour eux au moment où le duc, qui venait de passer la rivière avec le reste de l'armée, arrivant au lieu du combat, fit charger les ennemis en tête et en flanc, et les força à prendre la fuite. Le prince seul voulut tenir ferme, et il fut fait prisonnier, son cheval blessé s'étant abattu sous lui, et l'ayant entraîné dans sa chûte.

(83) Page 398.

Après la bataille de Jarnac, les protestans, ayant joint leurs forces à celles qui leur étaient arrivées de la Flandre et de l'Allemagne, se trouvèrent en état de tenir la campagne; ils avaient huit mille chevaux, seize mille fantassins, et douze pièces de canon. L'armée royale avait à peu près le même nombre de cavaliers, deux mille hommes d'infanterie, et quelques canons de plus.

Il était d'ailleurs d'autant plus important pour l'amiral de battre les ennemis, qu'une partie de ses troupes

françaises voulaient prendre quelque repos, que celles allemandes demandaient impérieusement leur solde, et que l'armée avait beaucoup de peine à se procurer des subsistances.

De son côté, le duc d'Anjou, voulant terminer une guerre qui était aussi onéreuse à la France, qui en était le théâtre, marchait dans l'intention d'attaquer l'armée des protestans; et déjà, le 29 septembre 1569, son avant-garde avait battu à Sainte-Clair l'arrière-garde des ennemis.

Après un échec aussi rude et aussi malheureux, l'amiral s'était retiré à Montcontour sans être poursuivi par la cavalerie royale, qui aurait probablement réussi, dans ce cas, à rendre complète la déroute de l'armée protestante. Heureux de cette faute, et inquiet de la position où il se trouvait, Coligni avait cru que le parti le plus sage était de s'éloigner : il avait trouvé beaucoup de contradiction dans le conseil; ces débats avaient fait perdre du temps, et ce fut très-tard, et malgré l'avis des autres chefs, que l'armée se mit en marche.

Le duc d'Anjou, instruit de cette retraite, arrêté par la Dive qui arrose Montcontour, n'ose hasarder de la passer si près de l'ennemi, pour tomber sur son arrière-garde; il remonte vers la Grimaudière, y passe la rivière, et, par la rapidité de sa marche, réussit à couper celle des ennemis avant qu'ils fussent arrivés au bourg d'Arvaux.

L'amiral s'y présenta néanmoins le 3 octobre 1569, à la tête de l'avant-garde, avec deux canons et deux coulevrines. Il avait les reitres et une partie des lansquenets à sa droite, soutenus par mille arquebusiers français; à gauche, le duc de Guise, le prince d'Aufin, plusieurs autres capitaines à la tête d'hommes d'armes et de cavalerie légère; le duc d'Anjou menait le corps

de bataille; Biron, premier maréchal de camp, conduisait la réserve. Dès les huit heures du matin, on tira du canon de part et d'autre. Bientôt après les tirailleurs de l'armée royale ayant repoussé ceux de l'armée protestante, le duc de Montpensier chargea avec tant de fureur la troupe commandée par l'amiral, que celui-ci, se voyant environné de tous côtés, fit demander au comte de Nassau de lui envoyer quelques reitres pour le soutenir. Le comte, ayant mal conçu la demande de l'amiral, vint lui-même à la tête de tous les reitres; ce qui intimida et affaiblit beaucoup le corps de bataille qu'il commandait.

Le mouvement du comte détermina le duc d'Anjou à porter tous ses efforts du côté de l'amiral. En vain le comte de Nassau avait-il rallié la cavalerie déjà rompue, en vain même commençait-il à avoir quelque avantage, Biron, qui avait reçu les ordres de marcher avec la réserve, vint rassurer les troupes royales, et contribuer à la défaite totale de la cavalerie protestante, qui se sauva partie à Partenay, partie à Arvaux, où l'on avait déjà porté l'amiral, grièvement blessé.

Après cette déroute de la cavalerie, l'infanterie des protestans, qui se trouvait sans appui, et pour ainsi dire sans chef, fut assaillie de tous côtés, et taillée brutalement en pièces, quoiqu'elle demandât quartier.

Si l'on en croit d'Aubigni, les protestans perdirent quinze mille hommes dans cette journée, et les catholiques seulement six cents.

Au moment de la bataille, Coligni avait envoyé les jeunes princes de Navarre et de Condé sur une colline, d'où ils pouvaient tout voir, et il leur avait donné une escorte de quatre mille chevaux. Le jeune Henri brûlait de combattre et de se signaler : au moment où la cavalerie royale fut ébranlée par le comte de Nassau, le

prince de Béarn voulait fondre sur le corps de bataille avec ses quatre mille chevaux; on l'en empêcha. *Eh! nous perdons la bataille!* s'écria le prince, *puisque nous donnons aux ennemis le temps de se reconnaître et de recevoir du secours.* Henri avait raison; tout le monde convint, après la bataille, que, si le corps du prince de Navarre avait donné, l'armée catholique aurait été battue, et, en se repentant de ne pas avoir suivi ses conseils, on prit la plus grande idée de sa capacité.

(84) Page 399.

Après avoir perdu la bataille de Jarnac, qui avait été si meurtrière, les protestans ne se découragèrent pas. Dans une conjoncture si accablante, ils rassemblèrent leurs soldats épars, se rapprochèrent de la Bourgogne, du Bourbonnais et du Berri, et fixèrent leur rendez-vous général à La Charité : leurs projets étaient de marcher vers Paris, afin d'en inquiéter les habitans, dès l'instant où ils auraient reçu les secours des reitres et des lansquenets qu'ils attendaient d'Allemagne.

Catherine de Médicis, instruite de ce plan, avait fait marcher une armée, sous les ordres du maréchal de Cossé Gonnor, pour s'opposer à la jonction, et dissiper ensuite l'armée protestante. Le maréchal ne prétendait pas moins que d'exterminer jusqu'au dernier réformé; il fut trompé dans ses calculs. L'amiral Coligni n'était pas encore bien remis d'une maladie grave qui l'avait réduit à l'extrémité, et il ne restait pour commander l'armée des protestans que les princes de Béarn et de Condé, deux enfans pleins de courage et d'intrépidité, dont on ne devait pas encore attendre raisonnablement de grandes vues, ni de grands desseins. Mais l'événement ne permit pas de rester dans le doute à ce sujet; et le jeune Henri donna de lui, dans cette circonstance, des idées

de bataille; Biron, premier maréchal de camp, conduisait la réserve. Dès les huit heures du matin, on tira du canon de part et d'autre. Bientôt après les tirailleurs de l'armée royale ayant repoussé ceux de l'armée protestante, le duc de Montpensier chargea avec tant de fureur la troupe commandée par l'amiral, que celui-ci, se voyant environné de tous côtés, fit demander au comte de Nassau de lui envoyer quelques reitres pour le soutenir. Le comte, ayant mal conçu la demande de l'amiral, vint lui-même à la tête de tous les reitres; ce qui intimida et affaiblit beaucoup le corps de bataille qu'il commandait.

Le mouvement du comte détermina le duc d'Anjou à porter tous ses efforts du côté de l'amiral. En vain le comte de Nassau avait-il rallié la cavalerie déjà rompue, en vain même commençait-il à avoir quelque avantage, Biron, qui avait reçu les ordres de marcher avec la réserve, vint rassurer les troupes royales, et contribuer à la défaite totale de la cavalerie protestante, qui se sauva partie à Partenay, partie à Arvaux, où l'on avait déjà porté l'amiral, grièvement blessé.

Après cette déroute de la cavalerie, l'infanterie des protestans, qui se trouvait sans appui, et pour ainsi dire sans chef, fut assaillie de tous côtés, et taillée brutalement en pièces, quoiqu'elle demandât quartier.

Si l'on en croit d'Aubigni, les protestans perdirent quinze mille hommes dans cette journée, et les catholiques seulement six cents.

Au moment de la bataille, Coligni avait envoyé les jeunes princes de Navarre et de Condé sur une colline, d'où ils pouvaient tout voir, et il leur avait donné une escorte de quatre mille chevaux. Le jeune Henri brûlait de combattre et de se signaler : au moment où la cavalerie royale fut ébranlée par le comte de Nassau, le

prince de Béarn voulait fondre sur le corps de bataille avec ses quatre mille chevaux; on l'en empêcha. *Eh ! nous perdons la bataille !* s'écria le prince, *puisque nous donnons aux ennemis le temps de se reconnaître et de recevoir du secours.* Henri avait raison; tout le monde convint, après la bataille, que, si le corps du prince de Navarre avait donné, l'armée catholique aurait été battue, et, en se repentant de ne pas avoir suivi ses conseils, on prit la plus grande idée de sa capacité.

(84) Page 399.

Après avoir perdu la bataille de Jarnac, qui avait été si meurtrière, les protestans ne se découragèrent pas. Dans une conjoncture si accablante, ils rassemblèrent leurs soldats épars, se rapprochèrent de la Bourgogne, du Bourbonnais et du Berri, et fixèrent leur rendez-vous général à La Charité : leurs projets étaient de marcher vers Paris, afin d'en inquiéter les habitans, dès l'instant où ils auraient reçu les secours des reitres et des lansquenets qu'ils attendaient d'Allemagne.

Catherine de Médicis, instruite de ce plan, avait fait marcher une armée, sous les ordres du maréchal de Cossé Gonnor, pour s'opposer à la jonction, et dissiper ensuite l'armée protestante. Le maréchal ne prétendait pas moins que d'exterminer jusqu'au dernier réformé; il fut trompé dans ses calculs. L'amiral Coligni n'était pas encore bien remis d'une maladie grave qui l'avait réduit à l'extrémité, et il ne restait pour commander l'armée des protestans que les princes de Béarn et de Condé, deux enfans pleins de courage et d'intrépidité, dont on ne devait pas encore attendre raisonnablement de grandes vues, ni de grands desseins. Mais l'événement ne permit pas de rester dans le doute à ce sujet; et le jeune Henri donna de lui, dans cette circonstance, des idées

de courage, de prudence et de capacité, qu'il ne cessa de confirmer et d'augmenter jusqu'à sa mort.

Le maréchal de Cossé, à la tête de treize mille hommes, avait joint à Arnay-le-Duc l'armée protestante, forte seulement de six mille hommes; le maréchal avait ordre exprès de livrer bataille.

Ce premier fait d'armes resta long-temps gravé dans la mémoire d'Henri, et s'en entretenant lorsqu'il fut monté sur le trône : « Mes premiers exploits d'armes, disait ce prince, furent à Arnay-le-Duc; il était question ou de combattre, ou de me retirer. Je n'avais retraite qu'à plus de quarante lieues de là; et, si je demeurais à la discrétion des paysans; en combattant aussi je courais fortune d'être pris ou tué, parce que je n'avais point de canons, et les gens du roi en avaient. A dix pas de moi fut tué un cavalier, d'un coup de coulevrine : mais, recommandant à Dieu le succès de cette journée, il le rendit heureux et favorable. »

Combien cette façon simple et naïve de raconter ses actions est intéressante et instructive! Ce n'était qu'un enfant qui agissait, et l'on croit voir un général consommé qui balance toutes les raisons qui doivent le décider. L'armée des réformés était extrêmement avancée dans le pays; elle ne pouvait espérer de secours et de retraite que dans la Saintonge, ou dans le Languedoc, et elle était dans la Bourgogne. Si elle refusait le combat, il fallait renoncer à la jonction avec les Allemands; et la retraite devenait d'autant plus difficile, que harcelé par l'armée de Cossé, fatigué par les paysans, embarrassé de subsister, obligé de traverser plusieurs grandes rivières, on pouvait aussi avoir bientôt sur les bras l'armée du duc d'Alençon, et alors on était perdu sans ressource. Il est vrai que le combat était très-désavantageux; l'armée de Cossé était le double plus nombreuse;

elle avait du canon, et les réformés se trouvaient dans un pays où ils avaient très-peu de partisans : mais il reste aux hommes de génie de grandes ressources. Henri, en courant les risques d'une bataille, pouvait remporter la victoire, passer sur le corps de l'armée de Cossé, marcher vers Paris, effrayer la reine, et sauver son parti; au lieu qu'en se retirant, il était certain de ne point réussir dans sa retraite, de rassurer le roi et sa mère, et de perdre les réformés : il n'est donné qu'aux grands hommes de saisir promptement les différentes faces sous lesquelles on peut envisager un objet intéressant. Le jeune prince les vit toutes, pesa les raisons pour et contre, et se décida pour la seule qui pût être avantageuse; il se présenta à l'ennemi, qui fut sans doute intimidé de cette résolution : tout se passa en une escarmouche très-vive, où les royalistes furent repoussés, et après laquelle le maréchal de Cossé se contenta de suivre de loin l'armée protestante, qui réussit à opérer sa jonction avec les Allemands.

N. B. Il nous aurait été bien difficile d'entrer dans des détails plus longs et plus instructifs sur les journées de Dreux, de Saint-Denis, de Jarnac, de Montcontour et d'Arnay-le-Duc, les historiens du temps ayant été très-laconiques sur ces différentes batailles. A quoi aurait-il servi d'ailleurs qu'ils se fussent étendus davantage? On voit régner en général, dans chacune de ces affaires, la plus grande uniformité dans l'ordre de bataille, la manière de combattre, l'ignorance des principes militaires, si bien connus, et mis en usage depuis; nulle reconnaissance du terrain, nulle précaution, aucune attention d'occuper des positions avantageuses, point de surveillance, nulle manœuvre savante; tout se borne à s'approcher, à se mêler, à se donner des coups de lance,

à essuyer quelques coups de pistolet ou d'arquebuse, et à prendre la fuite quand on est accablé par le nombre.

(85) Page 399.

Soit que l'on eût fixé, ou non, l'instant où l'on voulait exterminer les réformés, soit que leurs plaintes ou leurs menaces eussent fait appréhender qu'ils ne quittassent la ville pour recommencer la guerre, on se décida à ne pas différer davantage. La cruauté la plus barbare, l'emportement, la vengeance, la frénésie, le fanatisme, présidèrent aux scènes d'horreurs qui se passèrent dans cette journée. A peine le signal du carnage était-il donné, que déjà les rues étaient pleines de forcenés qui ne respiraient qu'assassinat : les portes sont enfoncées; on pille, on tue, on satisfait ses haines; vieillards, femmes, enfans, tout est livré à l'indiscrétion d'un barbare zèle; les morts et les mourans remplissent bientôt les rues; il n'existe plus ni amitié, ni parenté, ni respect : c'est du sang que l'on veut, et on se presse de s'en rassasier. Mais il fallait qu'une reine, à jamais horrible aux Français, jouit du spectacle des forfaits qu'elle venait d'ordonner. Des gardes, rangés exprès dans le Louvre, recevaient tous les malheureux qu'on leur poussait en foule, ou qui cherchaient un refuge, et ils en font un massacre effrayant sous les yeux de la cour, encouragés par le roi, qui tirait des coups de carabine sur tous les calvinistes qu'il croyait reconnaître.

(86) Page 402.

A peine Pie IV avait pris possession du pontificat, qu'il s'était déterminé à rétablir le concile de Trente, oublié depuis dix ans.

Bientôt les évêques d'Espagne, d'Italie, quelques-uns de France et d'Allemagne, se rendent à Trente. Le

cardinal de Mantoue les préside, et l'on commença, le 18 janvier 1562, à s'occuper d'affaires.

La discipline de l'église latine fut réglée d'une manière uniforme; l'institution et la résidence des évêques n'y sont pas déclarées de droit divin; les annates et les autres taxes établies par la cour romaine subsistent; la puissance ecclésiastique, au lieu d'être restreinte dans ses anciennes limites, y est étendue aux dépens de la puissance temporelle; à peine osa-t-on entamer les questions regardées comme le principe du schisme des protestans : l'abus révoltant des indulgences et leur vente publique subsistèrent après le concile, comme auparavant. Enfin les décisions du concile furent anéanties elles-mêmes par le décret inséré à la fin de la dernière session, portant qu'elles n'avaient force de loi que sauf l'autorité du siége apostolique.

Le concile finit en 1563.

(87) Page 402.

Pie V envoya à Charles IX une bulle qui lui permettait d'aliéner le fonds de 50,000 écus de rente des biens ecclésiastiques, à condition qu'il exterminerait les protestans de son royaume.

(88) Page 403.

La vicissitude des saisons donna naissance, dans les temps anciens, à l'institution de l'année. Les hommes, naturellement portés à rechercher les causes de ces vicissitudes, s'apperçurent bientôt qu'elles étaient produites par les différentes situations du soleil par rapport à la terre; ils convinrent d'appeler une année l'espace de temps que cet astre mettait à revenir dans la même situation, et à produire les mêmes saisons.

Si on en croit Hérodote, les Égyptiens dressèrent les

premiers calendriers ; leur année fut de trois cent soixante jours, qu'ils partagèrent en douze mois. Trismégiste ajouta cinq jours à l'année égyptienne.

On prétend que, parmi les Grecs, Thalès régla l'année de la même manière. Les Juifs, les Perses, les Syriens, avaient des années d'une longueur différente. Romulus distribua l'année romaine en dix mois, alternativement de trente et trente-un jours. Numa Pompilius changea la distribution de l'année romaine ; elle fut composée de douze mois, qui formaient trois cent cinquante-cinq jours. Cette année, d'abord trop courte, fut ensuite trop longue, Numa ayant fait intercaler quarante-cinq jours dans chaque période de quatre ans.

Les grands pontifes furent chargés de corriger cette erreur. Jules César employa Sozigènes, astronome d'Alexandrie : ce savant commença par absorber l'erreur de soixante-sept jours, en ajoutant deux mois à l'année 708 de Rome.

Les astronomes calculaient alors que la révolution solaire était de trois cent soixante-cinq jours et six heures : en conséquence, l'année julienne fut fixée à trois cent soixante-cinq jours ; restaient les six heures, qui faisaient un jour de mécompte en quatre années. On régla que, tous les quatre ans, ce jour serait intercalé à la fin du mois de février.

Cette réforme eût atteint sa perfection, si la période solaire eût été exactement de trois cent soixante-cinq jours et six heures ; mais elle n'est réellement que de trois cent soixante-cinq jours, cinq heures, quarante-huit minutes et quelques secondes. Cette différence, s'accumulant pendant la marche des années, formait un espace de vingt-quatre heures en cent trente-quatre ans, et, vers le temps du concile de Trente, la différence entre l'année civile et l'année solaire était de dix jours.

Le retranchement de ces dix jours et les moyens d'éviter cette erreur à l'avenir, furent l'objet de la nouvelle réforme du calendrier fait par Grégoire XIII. Un médecin, nommé Lilion, proposa de retrancher dix jours à l'année 1582, où l'on était pour lors, et, à l'avenir, de régler que la centième année ne serait pas bissextile, excepté celle de chaque quatrième siècle, c'est-à-dire qu'on ferait une soustraction de trois jours bissextils dans l'espace de quatre siècles.

(89) Page 403.

Ferdinand avait fait, en 1543, un testament par lequel il ordonnait que, dans le cas où la postérité mâle de Ferdinand et de Charles-Quint s'éteindrait, les états autrichiens appartiendraient à sa fille, femme d'Albert II, duc de Bavière, et à ses enfans : l'événement prévu, étant arrivé de nos jours, a ébranlé l'Europe.

(90) Page 409.

« On ne parlait alors, dit plaisamment Pierre de l'Étoile dans son Journal, que de ce diable d'argent ; on le disait trépassé, et on en fit l'épitaphe. »

(91) Page 410.

Ce fut cet excès d'opprobre qui enhardit le duc de Guise à former la Ligue projetée par son oncle le cardinal de Lorraine : tout respirait alors les factions, et Henri de Guise était fait pour elles.

Le plan de la Ligue, qui avait été tracé en 1568 par le cardinal de Lorraine, se trouve dans les manuscrits de la Bibliothèque Nationale.

La première proposition de la Ligue fut faite dans Paris ; on fit courir, chez les bourgeois les plus zélés, des papiers qui contenaient un projet d'association pour

défendre la religion, le roi et la liberté de l'état, c'est-à-dire pour opprimer à la fois le roi et l'état par les armes de la religion. La Ligue fut ensuite signée solennellement à Péronne, et dans presque toute la Picardie. Bientôt après les autres provinces y entrèrent; le roi d'Espagne la protégea, et ensuite les papes l'autorisèrent.

(92) Page 411.

Philippe voulut être souverain absolu dans les Pays-Bas, ainsi qu'il l'était en Espagne. Il voulut donc abroger toutes les lois, imposer des taxes arbitraires, créer de nouveaux évêques, et établir l'inquisition qu'il n'avait pu faire recevoir ni dans Naples, ni dans Milan. La seule crainte de l'inquisition fit plus de protestans que tous les livres de Calvin. Les principaux habitans des Pays-Bas s'unissent; ils envoient porter en Espagne leurs plaintes au pied du trône; ils demandent l'éloignement du cardinal de Granvelle, La cour leur envoie le duc d'Albe, avec des troupes espagnoles et italiennes, et l'ordre d'employer les bourreaux autant que les soldats : ce qui peut ailleurs étouffer une guerre civile, la fit alors naître en Flandre.

Guillaume de Nassau, prince d'Orange, surnommé le Taciturne, songea presque seul à prendre les armes, tandis que les autres pensaient à se soumettre. Il y a des esprits fiers, profonds, d'une intrépidité tranquille et opiniâtre, qui s'irritent par les difficultés; tel était le caractère de Guillaume : il n'avait ni troupes ni argent, les persécutions lui en donnèrent. Le nouveau tribunal, établi à Bruxelles, jeta les peuples dans le désespoir. Guillaume, retiré en Allemagne, condamné à perdre la tête, se fait calviniste : ses frères, ses amis et ses promesses, lui font trouver des soldats; il les envoie d'abord en Frise, sous les ordres de son frère Louis.

Son armée est détruite; il ne se décourage point; il en forme une autre d'Allemands et de Français que l'enthousiasme de la religion et l'espoir du pillage engagent à son service. La fortune lui est rarement favorable; il entre cependant enfin dans le Brabant avec une petite armée; il se retire en Zélande et en Hollande. Toute sa ressource était dans des pirates; l'un d'eux surprend la Brille; un curé fait déclarer Flessingue, et les états d'Hollande et de Zélande s'unissent à lui, et le reconnaissent pour stathouder; on abolit la religion romaine, et on se déclare indépendant du gouvernement espagnol.

Harlem est pris; l'armée du prince d'Orange est encore battue; ses frères sont tués, et son parti se fortifie par l'animosité du peuple; il est reconnu gouverneur du Brabant dans Bruxelles.

Alexandre Farnèze, duc de Parme, l'un des plus grands capitaines de son temps, est inutilement envoyé dans les Pays-Bas; il ne peut empêcher ni la fondation des sept Provinces-Unies, ni le progrès de cette république qui naquit sous ses yeux.

Philippe, toujours tranquille à Madrid, proscrit le prince d'Orange, et met sa tête à 20,000 écus.

Guillaume, devenu l'égal de Philippe, se porte pour son accusateur au tribunal de toutes les cours de l'Europe et de tous les hommes.

Des assassins vengèrent enfin Philippe de Guillaume de Nassau. Un Français, nommé Salcède, trama sa mort; Jaurigni, Espagnol, le blessa d'un coup de pistolet dans Anvers; enfin Balthazar Gérard, Franc-Comtois, le tua dans Delft, aux yeux de son épouse, qui vit ainsi assassiner son second mari, après avoir perdu le premier, ainsi que son père l'amiral de Coligni, à la journée de la Saint-Barthelemy.

Philippe donna des lettres de noblesse à Gérard et à sa postérité.

(93) Page 412.

Toutes les rivalités étaient entre Marie et Élisabeth ; rivalité de nation, de couronne, de religion, celle de l'esprit, celle de la beauté. Marie n'avait de supériorité sur Élisabeth que celle de ses agrémens, qui contribuèrent à son malheur. La reine d'Écosse encourageait la faction catholique en Angleterre, et Élisabeth animait, avec plus de succès, la faction protestante. En Écosse, elle empêcha long-temps Marie de se marier à son choix.

Cependant Marie épouse Henri Stuart, son parent, et catholique comme elle : les seigneurs protestans veulent prendre les armes ; la reine d'Écosse les poursuit elle-même, et les contraint de se retirer en Angleterre. Jusque là tout était favorable à Marie. La faiblesse de son cœur commença tous ses malheurs ; elle devint amoureuse d'un musicien italien, nommé David Rizzio. Son mari le fait assassiner ; elle poursuit les meurtriers du musicien, et prend un nouvel engagement avec un comte de Bothuel. Ces nouvelles amours produisent la mort du roi son époux : tous les ordres de l'état, tout le peuple, accusèrent Bothuel de l'assassinat ; et, malgré cela, Marie a l'imprudente audace d'épouser publiquement l'assassin de son mari, quoiqu'il fût marié.

Ces attentats soulèvent l'Écosse. Marie, abandonnée de son armée, se réfugie sur les frontières d'Angleterre ; Élisabeth se rend arbitre entre elle et la régence d'Écosse : elle lui devait un asile, elle la fait transférer à Lentburg, qui fut pour elle une prison.

Le pape Pie V, croyant servir Marie, lance une bulle qui excommuniait Élisabeth, et déliait ses sujets du

serment de fidélité. Cet attentat, si horrible et si absurde, ulcéra le cœur d'Élisabeth.

Le grand malheur de la reine Marie fut d'avoir des amis dans sa disgrace. Il se forma dans Londres des partis en sa faveur : le grand projet était de délivrer Marie, de mettre sur le trône d'Angleterre la religion catholique avec elle ; on conjura contre Élisabeth. Alors celle-ci fit juger Marie, son égale, comme si elle avait été sa sujette ; elle n'avait cependant sur elle d'autre juridiction que celle du puissant sur le faible et sur le malheureux.

Enfin, après dix-huit ans de prison dans un pays qu'elle avait imprudemment choisi pour son asile, Marie eut la tête tranchée dans une chambre de sa prison, et l'Europe eut en horreur la cruauté et la dissimulation d'Élisabeth.

(94) Page 412.

La faction des seize, toujours plus hardie et plus idolâtre du duc de Guise, augmentait l'audace de ce chef de la Ligue, tandis que le faible Henri III, ne sachant pas lui résister, imagina, pour contre-balancer son pouvoir, de mettre le duc de Joyeuse, son favori, à la tête des troupes qui étaient dans la Guienne.

Quoique Henri de Navarre eût réuni toutes ses forces, il était bien peu en état de tenir tête à l'armée du duc de Joyeuse ; aussi ne pensait-il plus qu'à s'ouvrir un chemin par la Guienne, le Languedoc et le Lyonnais, vers la source de la Loire, où il pouvait se joindre aux Allemands. Dans ces dispositions, le roi marchait vers Chalais et Aubeterre, avec le dessein d'y passer l'île et la Drogne, et de mettre cette rivière entre lui et l'armée de Joyeuse, lorsque ce maréchal, qui avait pénétré les desseins d'Henri, crut ne devoir pas attendre l'armée de Matignon ; et, dans la crainte de laisser

échapper l'armée des protestans, il se mit à sa suite, afin de la combattre avant qu'elle eût pu passer les rivières qu'elle avait devant elle. Henri avait jugé le poste de Coutras très-important pour assurer le passage de la Drogne, Joyeuse avait pensé de même; mais La Tremouille, envoyé par Henri pour s'emparer de ce poste, y était arrivé avant Lavardin, envoyé par Joyeuse, et s'y était maintenu après une escarmouche très-vive. Avec l'avantage de ce poste, Henri crut pouvoir tenter le passage de la rivière; il y fit travailler toute la nuit: une partie des bagages et de l'artillerie était déjà de l'autre côté. On vint apprendre au roi que Joyeuse, qui avait quitté son camp dans la nuit, serait en présence au plus tard à huit heures du matin; dès-lors le roi de Navarre changea toutes ses dispositions: il aurait couru de trop grands risques en voulant continuer de passer la rivière, et son armée était trop faible pour se hasarder devant un ennemi infiniment supérieur en forces. On ignorait alors la manière de fortifier une tête de pont, et de préparer à une armée les moyens de passer impunément une rivière: d'ailleurs, l'artillerie du roi consistait en trois pièces de canon, et, quoique déjà de l'autre côté, elle était bien peu suffisante pour en imposer à l'armée ennemie, qui aurait voulu attaquer celle d'Henri à son passage. Toutes ces raisons décidèrent le roi à faire revenir ce qui avait passé la rivière, et à former son ordre de bataille. Il sentit combien il serait difficile de faire repasser son artillerie assez à temps: cette arme était alors très-difficile à manœuvrer; cependant il indiqua l'éminence où on la placerait. On découvrait déjà la tête de l'armée ennemie: heureusement pour l'armée protestante, Joyeuse, ou par ignorance du terrain, ou par trop d'ardeur, commença à se servir de son artillerie dans un endroit si bas, qu'il fut

obligé de donner des ordres pour la changer; mouvement qui la lui rendit inutile, et donna le temps de placer celle d'Henri, et de s'en servir. Il n'est pas donné à tous les généraux d'avoir cette justesse du premier coup d'œil qui, abrégeant les opérations, s'arrête aux seuls mouvemens nécessaires, et prévient ceux de l'ennemi: le roi de Navarre avait acquis depuis long-temps cette science si nécessaire pour disposer des troupes et livrer une bataille. Opposé à un homme de guerre aussi habile que lui, cette journée eût été l'époque de sa ruine et de celle de son parti; adossé à une rivière, très-inférieur en nombre et en artillerie, il ne pouvait devoir la victoire qu'à la supériorité de ses dispositions, de ses manœuvres et de son génie.

On compara, dans le temps, ces deux armées à celles de Darius et d'Alexandre. Celle de Joyeuse, beaucoup plus nombreuse, sur-tout en cavalerie, mais des courtisans efféminés, des soldats chargés d'or, un chef amolli par les délices d'une cour voluptueuse; du côté de Bourbon, moins de combattans, mais une noblesse exercée aux fatigues, des hommes couverts de fer, à leur tête un jeune héros nourri dans les camps, familiarisé avec les revers, échauffant tous les cœurs de l'ardeur guerrière dont il était animé. Ce contraste se remarquait à la première vue des armées; quelqu'un le faisait apercevoir au roi: *Hé bien, nous en aurons tant plus belle visée sur eux, quand nous viendrons à mêler les mains ensemble.*

Pour assurer le passage de la rivière, le roi avait laissé à une lieue et demie, sur les derrières, du côté du camp ennemi, sa cavalerie légère, et une troupe de quatre-vingts cavaliers, armés de salade,[1] à une demi-

[1] La salade était une espèce de casque léger assez semblable au pot en tête: elle s'appelait morion pour l'infanterie.

lieue moins loin, pour la soutenir. Au soleil levant, le 20 octobre 1587, la cavalerie légère du duc de Joyeuse, dont il avait fait son avant-garde, rencontra celle d'Henri, et fondit sur elle sans délibérer; La Tremouille, qui la commandait, soutint bravement le choc : mais, comme il avait ordre de se retirer, il fit mettre pied à terre à soixante de ses arquebusiers à cheval, et leur fit occuper un défilé. La Roche-Gallet se mit à leur tête, et fit un feu si vif, qu'il arrêta les ennemis; mais il aurait succombé, sans une charge faite très à propos par le capitaine d'Arambure, et l'arrivée des quatre-vingts salades, qui, réunis à La Roche-Gallet et à d'Arambure, firent reculer les ennemis plus de cinquante pas, et assurèrent la retraite de La Tremouille : il arriva à l'armée d'Henri au moment où il était occupé de la mettre en bataille dans une garenne près de Coutras. Le roi voulait d'abord placer sa cavalerie légère à sa gauche ; mais, ayant observé qu'il n'avait pas de quoi garnir un grand chemin plein de haies entre cette cavalerie et le reste de l'armée, il fit appuyer ses troupes sur la droite, en s'éloignant du grand chemin, pour faire de la place à la cavalerie légère : il plaça des arquebusiers à pied à côté de chacun de ses escadrons. Enfin, d'Aubigné lui ayant représenté que sa gauche était trop dégarnie d'infanterie, vu l'impossibilité ou le danger de porter des corps de la droite à la gauche dès que l'action serait engagée, Henri ordonna que trois cents arquebusiers, tirés des régimens de la droite, traversassent, en courant, entre les deux armées, et allassent se placer, à la gauche, derrière deux cents autres qui s'avanceraient pour les recevoir.

Les deux armées restèrent quelque temps en présence; un peu avant neuf heures, on commença à se canonner. Alors le roi, s'adressant aux princes de Condé et de Soissons, en les quittant pour prendre son poste, leur dit : *Souvenez-vous que vous êtes du sang de Bourbon, et, vive Dieu ! je vous ferai voir que je suis votre aîné. Et nous, nous vous montrerons que vous avez de bons cadets.*

Alors le roi donna ordre au ministre de La Roche-Chaudieu de faire la prière; on la commença par-tout, et on y mêla le chant des pseaumes. Pendant ce temps, l'artillerie du roi de Navarre, très-bien placée, faisait un ravage étonnant dans la cavalerie ennemie et dans le régiment de Picardie, dont elle emportait des rangs entiers.

Lavardin, témoin de ces ravages, ayant obtenu du duc de Joyeuse de charger, se mit à la tête de son escadron, qui s'ébranla en même temps que la troupe d'Albanais du capitaine Mercure; celle de Montigni, le régiment d'infanterie de Seluseaux, et, à la gauche, ceux de Picardie et de Tiercelin.

Lavardin, Montigni et le capitaine Mercure, renversèrent la cavalerie légère et l'escadron de M. de Turenne. Toute la cavalerie légère s'enfuit jusqu'à Coutras; une partie même passa la rivière, et se sauva jusqu'à Pons, tandis qu'au contraire la plus grande partie de l'escadron de Turenne se rallia derrière les escadrons du centre qui n'avaient point encore combattu. L'infanterie fut plus heureuse à la droite. Le capitaine Charbonières chargea si vivement les régimens de Picardie et de Tiercelin, qui avaient déjà passé le fossé du bouquet de bois, que ces régimens furent entièrement défaits, après avoir perdu beaucoup de monde. A la gauche, les capitaines Montgomery et Belsuns avaient crié à leurs fantassins : *Enfans, il faut périr; mais il faut que ce soit au milieu des ennemis. Allons l'épée à la main; il n'est plus question d'arquebuse;* et, se mettant à la tête du bataillon,

d'environ trois cents hommes, ils marchent tête baissée à l'infanterie catholique, plus nombreuse des deux tiers, se jettent à travers les piques, en les écartant ou les arrachant, et taillent en pièces tout ce qui leur résiste.

Pendant ces différens combats, le duc de Joyeuse, informé de la déroute d'une partie de la cavalerie des protestans, se disposait à venir attaquer les escadrons du roi, des princes de Condé et de Soissons; et il les aurait certainement défaits, si Lavardin, après avoir repoussé la cavalerie légère, avait pu ramener ses gens, et attaquer par derrière : mais il ne put jamais rallier ses cavaliers, qui étaient occupés, avec les Albanais, à piller le bagage dans Coutras.

Le prince de Condé, après la défaite de Turenne et de La Tremouille, aurait marché aux ennemis, sans un vieux officier qui l'arrêta, en lui disant qu'il n'était pas encore temps, qu'il fallait se garder pour ceux qui arrivaient; et il lui montrait la troupe de Joyeuse, qui s'était séparée en trois, pour assaillir en même temps les trois escadrons. Plusieurs causes concoururent à la défaite de cette cavalerie, bien supérieure en nombre à celle des protestans. La fougue qui emportait la jeune noblesse, qui composait une grande partie de cette cavalerie, leur avait fait prendre carrière de trop loin, de façon qu'en arrivant à l'ennemi elle n'était plus en ordre, et qu'aucun d'eux ne put désarçonner celui qu'il attaquait : d'ailleurs, la décharge des arquebusiers placés parmi les escadrons avait renversé une infinité de cavaliers. Enfin les trois escadrons des princes, qui n'avaient pas remué jusqu'à ce que la cavalerie du duc fût à dix pas, ayant piqué et enfoncé par les brèches, avec des lances plus courtes et plus fortes, percèrent et serrèrent de si près les cavaliers ennemis, que bientôt la plupart furent obligés de lever leurs lances, et qu'il ne

fallut qu'un instant pour que cette gendarmerie, percée de toutes parts, et prise par les flancs, fût battue et dispersée : en même temps, l'infanterie de la gauche et de la droite avait mis en fuite tout ce qui lui était opposé, de façon qu'en moins d'une heure la bataille fut entièrement gagnée.

Henri montra dans cette journée toute la bravoure d'un soldat, et toute la sagacité d'un grand capitaine; il fit lui-même plusieurs prisonniers, et il ne cessa de combattre et de se trouver dans la mêlée qu'après l'entière défaite du duc de Joyeuse, qui périt dans le combat, ainsi que son frère, et une quantité étonnante de gens de marque et de gentilshommes. Comme général, il fit lui-même la disposition de sa bataille, rangea son armée, et plaça son artillerie si avantageusement, qu'elle contribua beaucoup à ses succès par les dégâts qu'elle fit dans l'aile gauche du duc.

Le succès de cette journée était d'autant plus flatteur pour Henri, qu'il venait de gagner une bataille à la tête d'un parti qui avait toujours été battu sous l'amiral de Coligni et le premier prince de Condé. Mais il augmenta encore sa gloire par la manière dont il se comporta envers les blessés et les prisonniers : il veilla lui-même aux soins qu'il ordonna que l'on prît des premiers; quant aux seconds, il les renvoya presque tous sans rançon, et fit des présens à plusieurs d'entre eux.

(95) Page 413.

Une armée d'Allemands et de Suisses marchait au secours du roi de Navarre; elle consistait en huit mille reitres, six mille lansquenets, seize mille Suisses. Le baron Donave commandait les Allemands; le sieur de Clervaut était colonel général des Suisses.

Cette armée marchait le long de la Loire, ayant le

duc de Guise, qui la suivait pour la harceler, et, sur la rive opposée, le roi, avec ses troupes, qui l'empêcha de passer à La Charité. Arrivé près de Montargis, le duc de Guise tomba à l'improviste, au milieu de la nuit, sur les reitres qui étaient logés dans le village de Vimori, en tua plusieurs, enleva les bagages, et se retira à la pointe du jour, dans la crainte d'être enveloppé.

Les Allemands, ainsi fatigués, manquant de vivres, privés de leurs bagages pris à Vimori, assommés sans rémission par les paysans, quand ils s'écartaient du gros de l'armée, voyaient tous les jours leur nombre diminué, et accusaient hautement le roi de Navarre de les avoir trahis.

Dans cette circonstance, les Suisses écoutèrent les propositions qu'on leur faisait de la part du roi, et convinrent d'entrer à son service.

Les reitres avaient grande envie de les imiter; leurs chefs parvinrent à les détourner de cette idée, et les décidèrent, ainsi que les lansquenets, à marcher vers la Beauce, où ils trouveraient plus facilement les moyens d'avoir des vivres, et peut-être d'être joints par le roi de Navarre.

Arrivé à Anneau, petite ville de la Beauce, le baron Donave crut pouvoir se fier à la parole du capitaine Chaulard, commandant dans le château : cet officier s'était engagé, si on ne l'attaquait pas, à garder la plus scrupuleuse neutralité.

Mais cet officier n'en avait pas moins traité avec le duc de Guise, et il était convenu de le recevoir dans le château, pour, de là, fondre sur les ennemis dans la ville, les surprendre et les détruire.

D'après ces conventions, à la pointe du jour, le 24 novembre 1587, plusieurs régimens français devaient

entrer dans le château, et, laissant dedans cinquante hommes, se mettre en bataille dans la cour. Le duc, avec sa cavalerie, devait attendre l'issue de l'entreprise près de la porte, afin de tailler en pièces ceux qui sortiraient pour se sauver.

Tout s'exécuta ainsi qu'on l'avait arrêté. Les troupes catholiques, étant entrées dans le château à la faveur du bruit des trompettes, qui sonnaient alors le bout de selle, pénétrèrent dans la ville, furent d'abord arrêtées par quelques chariots, les brisèrent, attaquèrent les reitres, mirent le feu aux maisons dans lesquelles ils voulurent se défendre, et les eurent bientôt mis en fuite. Quelques-uns s'échappent, et vont porter l'alarme dans les bourgs voisins, où étaient logés les lansquenets et les Suisses : ceux-ci veulent sortir de leurs quartiers; le duc de Guise les contient. Pendant ce temps, le carnage et les ravages du feu continuaient dans Anneau, où il périt plus de quatre mille reitres sur la place; cinq ou six cents furent faits prisonniers; tous leurs chevaux pris, et leurs équipages, sept enseignes et un drapeau des lansquenets.

Après cette surprise si sanglante, toujours poursuivis par le duc de Guise et le fils aîné du duc de Lorraine, les Allemands, en se retirant, couvrirent les chemins de corps débiles et languissans jusqu'au Mont Saint-Claude.

(96) Page 413.

Après avoir chassé les Allemands, Henri III était revenu à Paris, où on l'avait insulté publiquement par des propos et par des libelles. Il avait été instruit que les séditieux avaient écrit au duc de Guise de revenir promptement au secours du parti : celui-ci avait répondu de se fournir d'armes dans tous les quartiers, et

qu'il serait sous très-peu de temps à Paris. Le roi alors lui avait fait ordonner de ne pas y paraître; mais, malgré cette défense, il y était arrivé le 9 mai 1588. Le roi, étonné de cette hardiesse, l'avait mandé, avec le dessein de le faire assassiner; Guise s'était rendu au Louvre au milieu des cris du peuple, *vive Guise! vive le défenseur de l'état, de la religion catholique, et le sauveur de Paris!* Rendu dans l'appartement de la reine, le roi, qui avait changé de dessein, après plusieurs paroles assez dures, lui dit que ce serait par sa conduite qu'il se justifierait, et que les effets lui feraient juger de la droiture de ses intentions.

Le duc se retira sans répliquer; mais le roi, inquiet des suites, avait pris ses précautions pour faire venir des troupes, afin d'être en sûreté dans Paris. Dès le 12 mai, sur les trois heures du matin, un détachement de quatre mille Suisses, qui étaient à Lagni, entra par la porte Saint-Honoré : le roi leur marqua leur poste, en leur recommandant de la modération. Ils s'y rendaient tambour battant et les armes hautes; le peuple les voyait passer en silence, inquiet et étonné; tout réussissait à souhait, lorsque, passant sur le pont Saint-Michel, quelqu'un dit tout haut *qu'il n'y aurait femme de bien qui ne passât par la discrétion d'un Suisse.* Ce propos parvint jusqu'à la place Maubert, dont on avait négligé de s'assurer. En un instant, cette parole, passant de bouche en bouche, et se grossissant, se répète dans la place. Cette multitude, engourdie, commence à se remuer : les uns courent aux armes; les autres dépavent les rues, garnissent les fenêtres de pierres, tendent les chaînes, les soutiennent de tonneaux qu'ils remplissent de terre, qu'ils appuient de planches, de solives, de meubles, et de tout ce qu'ils rencontrent sous la main. On sonne le tocsin; les barricades se poussent;

les troupes, qui ne recevaient point d'ordres, se laissent investir; en moins de quatre heures, toute cette grande ville se trouve comme enfermée, et les mutins poussent leurs dernières barricades jusque devant le Louvre. Au milieu de tout ce désordre, on jetait des pierres, on tirait des coups de fusil, et il y eut environ trente Suisses tués ou blessés. Cependant la cour entrait en négociation avec le duc de Guise, toujours plus impérieux. Le lendemain, nouvelles négociations, pendant lesquelles Henri III prend le sage parti de sortir de Paris.

(97) Page 413.

Le temps d'ouvrir les états arriva; ils le furent à Blois, en 1588, par les menées du duc de Guise : les ligueurs s'y trouvèrent les plus forts. On y prit d'abord plusieurs résolutions contraires à l'autorité royale; l'audace du duc croissait tous les jours, et le faible Henri ne pouvait plus supporter ses insolences et ses outrages : mais, ce qui acheva de le déterminer, ce fut le maréchal d'Aumont, qui vint lui confier les efforts qu'avait faits le duc de Guise pour le mettre dans ses intérêts. Le maréchal fit faire au roi de sérieuses réflexions sur tout ce qu'il avait à craindre d'un ennemi aussi puissant et aussi ambitieux; on tint un conseil secret, où l'on résolut la perte du duc et de toute sa famille, et cette résolution eut son effet le 13 décembre.

Ainsi périrent le cardinal et le duc de Guise : le cardinal, d'un esprit dangereux et turbulent, capable de tout entreprendre contre son roi, qui le haïssait et le craignait peut-être autant que son frère; le duc, trop exalté par les ligueurs, dont on a vanté le génie militaire, quoique ses exploits se soient bornés à ce qu'il fit contre les Allemands, qu'il n'aurait jamais entamés ni même attaqués, si Henri III ne les avait pas empêchés

de passer la Loire, si le commandant du château d'Anneau ne les avait pas trahis, si les Suisses ne les avaient pas abandonnés, et s'il ne les avait pas attaqués dans leur retraite, contre la foi des traités; dont on a admiré la présence d'esprit dans les événemens subits, et qui en manqua dans l'instant le plus essentiel pour lui, lorsqu'il laissa échapper le roi après la journée des Barricades; sujet ambitieux qui ne dut sa grande réputation qu'aux circonstances et à la faiblesse du roi, si haut et si vain, qu'il était abhorré dans sa famille; souvent menteur et manquant à sa parole, avec une très-belle figure et des manières populaires, il s'était fait aimer de la populace jusqu'à l'adoration, et, sous prétexte de la religion, à la tête d'un tas de factieux ramassés dans la lie du peuple, et de quelques personnes un peu plus distinguées dont il servait les intérêts, il avait osé former le projet de monter sur le trône, après en avoir éloigné le roi de Navarre, et en avoir fait descendre Henri III.

(98) Page 414.

Tandis qu'Henri faisait tranquillement la clôture des états, Catherine de Médicis, qui avait fait tant de bruit jusqu'alors, mourut, presque sans qu'on y songeât, le 5 janvier 1589, tant chacun était occupé de ses propres affaires! Elle survécut à trois de ses fils, et vit le trône prêt à échapper des mains du quatrième. Catherine eut le sort de tous ceux qui veulent concilier des esprits échauffés par des opinions contraires; elle déplut aux uns et aux autres. Moins politique qu'intrigante, elle n'avait point de système de conduite fixe : de là, ses variations continuelles et son défaut très-essentiel de manquer de parole. On dit qu'en mourant, elle conseilla au roi d'aimer les princes de son sang, de les tenir auprès de lui, principalement le roi de Navarre, et de se souvenir que, pour jouir de la paix, si nécessaire à la France, il était essentiel d'accorder la liberté de conscience à ses sujets; conseil trop tardif, et qui, exécuté long-temps auparavant, aurait empêché tous les troubles dont la France fut si long-temps la victime.

(99) Page 414.

Les deux rois avaient formé le dessein d'attaquer Paris et ses murs, qui, mal défendus, n'auraient pu résister long-temps, s'ils n'avaient pas renfermé des prédicateurs enthousiastes, des directeurs insoucians; la mère et la veuve du duc de Guise, toujours en deuil et en larmes, pour émouvoir le peuple, et la duchesse de Montpensier, violente, emportée, et capable de tout sacrifier pour satisfaire sa vengeance.

Que, dans ces circonstances malheureuses, il se trouve un génie sombre et mélancolique, un de ces hommes inquiets qui prennent à cœur les affaires publiques, s'irritent de leurs mauvais succès, et se complaisent dans les résolutions extrêmes; bientôt, avec des louanges, des caresses et des encouragemens, prodigués par des gens dont on respecte le rang, et dont la familiarité honore, on poussera jusqu'aux plus grands crimes cet homme malheureusement né, et on sera tout à fait assuré de diriger ses actions, si une femme d'un grand nom, encore aimable, et peu scrupuleuse, veut se charger de satisfaire ses passions, et d'exalter son imagination.

Tel nous est peint Jacques Clément, et telles furent les ruses employées pour le porter au régicide qu'il commit. Il n'avait que vingt-deux ans; il était ignorant, grossier et libertin, toujours mêlé avec la plus vile canaille, faisant parade de son courage, et ne cessant de

répéter qu'il fallait faire la guerre aux hérétiques. Avec cette tournure, on peut imaginer quelle impression devait faire sur une pareille tête la détestable maxime, dont retentissaient les chaires, qu'*il est permis de tuer un tyran*. Clément s'était rempli de cette idée, et elle lui avait fait concevoir le dessein d'assassiner le roi ; il s'en ouvrit à son prieur et à un ancien religieux, qui l'applaudirent. Il fallut bien peu de temps pour que cet horrible dessein fût su par les ducs de Mayenne et d'Aumale, qui ne balancèrent pas. Mais, parvenu à la duchesse de Montpensier, elle veut voir le héros ; elle le fait souvent venir chez elle, l'excite, l'encourage, et, en lui accordant, dit-on, ses faveurs, elle lui fait jurer de réaliser son projet.

Ainsi, lorsqu'on se croit bien assuré de la fermeté et de la persévérance de Clément, on lui met entre les mains un passe-port extorqué au comte de Bienne, alors prisonnier au Louvre, et une lettre de créance du président Harlay, renfermé à la Bastille. Le jacobin sort de Paris le soir du 13 juillet 1589 ; il est arrêté aux gardes avancées, et relâché lorsqu'il dit qu'il avait des lettres pour le roi. Arrivé à Saint-Cloud, il est arrêté de nouveau, et conduit à M. de la Guesle, procureur général : celui-ci l'interroge sur ce qu'il avait à communiquer à sa majesté ; mais Clément, persistant à dire qu'il fallait qu'il parlât au roi lui-même, on le remit au lendemain matin. Retenu chez M. de la Guesle, le jacobin répondit en homme simple aux différentes questions qu'on lui fit, soupa très-bien, et s'endormit tranquillement.

Le lendemain, Henri, instruit à son lever qu'un religieux demandait à lui parler sur des objets intéressans, ordonne qu'on le fasse entrer, s'avance au-devant de lui, prend ses lettres, et, dans le temps qu'il les lisait

attentivement, en présence de MM. de la Guesle et de Clermont, qui étaient restés éloignés de quelques pas, Clément s'approche du roi, comme pour lui faire part de quelque particularité, et, tirant un grand couteau de sa manche, il le lui plonge dans le ventre. Henri, se sentant frappé, s'écrie : *Ah ! malheureux, tu m'as blessé !* Il retire le couteau, et frappe l'assassin au-dessus de l'œil. A ce cri, les gardes accourent ; on met en pièces le meurtrier, et on le jette par la fenêtre.

(100) Page 415.

La faiblesse de la France était si grande, que le duc de Savoie osa envahir sur les Français le marquisat de Saluces, seule porte qui leur restait pour rentrer en Italie : cette expédition fut exécutée en 1588, presque sans résistance. Il ne s'en tint pas là ; il porta ses armes en Dauphiné et en Provence : mais, battu par Lesdiguières, à Sparon, à Pont-Charra, devant Vinon, à Crésillane et à Salbertan, le duc de Savoie, quoique secondé des Espagnols, n'eut qu'à se repentir d'avoir eu l'imprudence de vouloir seconder les projets des ligueurs contre le roi et la tranquillité de la France.

(101) Même page.

Le roi, informé que Mayenne venait à lui à la tête de plus de trente mille hommes, tandis qu'il n'en avait que huit mille, jugea qu'il serait aussi dangereux de s'enfermer dans Dieppe que d'aller au-devant des ligueurs, pour les combattre en rase campagne avec des forces trop inégales ; il ne voulait pas cependant abandonner Dieppe : il se décida en conséquence à se porter à une lieue et demie de cette ville, à occuper une position avantageuse qu'il avait reconnue à côté des villages d'Arques et de Martin-Église, où il se fortifia.

Par cette position très-savante, Henri conservait ses communications avec Dieppe : sa gauche était en sûreté par le village d'Arques, son château, la rivière de Béthune, et un marais qui s'étendait en avant d'Arques, du côté de la maladrerie; sa droite était tout à fait couverte par la forêt d'Arques; la chaussée d'Arques, jointe à la forêt par un retranchement, assurait ses derrières, et son front, très-étroit, était défendu par un autre retranchement qui liait une maladrerie au château de la forêt d'Arques, et ne faisait qu'un très-petit espace jusqu'au ruisseau d'Eaune, qui se jette dans la rivière d'Arques, au-dessous des marais. Ce retranchement était défendu par de l'infanterie et quatre pièces de canon, qui battaient sur le débouché, du côté du village de Martin-Église, tandis que l'artillerie, placée sur le château d'Arques, battait toute la plaine, depuis la chaussée jusqu'au ruisseau d'Eaune, en y comprenant la partie non fortifiée, depuis la maladrerie jusqu'au ruisseau.

Après des précautions aussi sages, Henri revint à Dieppe pour s'y occuper de mettre en état de défense le faubourg du Polet que le duc de Mayenne avait projeté d'attaquer, et il en confia la défense au comte de Châtillon, fils de l'amiral Coligni.

Le 15 septembre 1589, le duc de Mayenne se mit en mouvement pour venir attaquer Dieppe, et, en passant par Martin-Église, il y laissa de l'infanterie et de la cavalerie. Il continuait sa marche, lorsque le maréchal de Biron, qui ne l'avait pas perdu de vue, jugea à propos de faire insulter les troupes laissées dans Martin-Église : pour cet effet, il sortit, avec le comte d'Auvergne, à la tête de deux escadrons et de deux cents hommes d'infanterie. Arrivé près du village, il fit avancer un sergent et trente fantassins, soutenus par un lieutenant et cinquante hommes; le reste de l'infanterie resta entre les escadrons, hors de la vue des ennemis. La première troupe eut à peine paru, qu'on forma le projet, parmi les ligueurs, de l'amuser par une escarmouche, tandis qu'on irait enlever la seconde troupe, à laquelle on croyait sans doute que se bornait cette attaque. Pour cet effet, on envoya trente arquebusiers contre les trente fantassins, et l'on fit marcher cent chevaux, avec quatre-vingts arquebusiers, pour enlever le lieutenant et sa troupe; mais les ligueurs étaient à peine à portée de l'infanterie, que le maréchal fait partir le comte d'Auvergue, qui enfonce les ligueurs, les rompt, entre avec eux dans le village, y attaque tout ce qu'il y rencontre, et se retire au signal convenu, après avoir tué trois cents soldats et dix-sept officiers.

Au moment où les ligueurs recevaient cet échec à Martin-Église, le comte de Châtillon, qui était parti de Dieppe, avait arrêté l'armée de Mayenne, et un parti de cavalerie royaliste en avait défait un de la Ligue, et lui avait tué plus de deux cents cavaliers.

Une résistance aussi opiniâtre fit changer d'idée au duc de Mayenne, et prendre le parti d'attaquer le camp d'Arques.

Ainsi, dès le mercredi 20, le roi, qui était revenu de Dieppe, apprit, par un prisonnier, que le duc de Mayenne devait attaquer le lendemain. Il donna ses ordres en conséquence, fit prendre poste à son infanterie dans les retranchemens, et le long des haies du grand chemin; à la moitié de sa cavalerie, qu'il devait commander, entre le bois et les haies, et au reste, par pelotons, du chemin au marais : il voulut ensuite passer la nuit debout, à la tête de ses premières gardes. Le matin, il donna à déjeûner à ses principaux officiers dans un fossé, à la tête du camp; et il était encore

occupé à manger, quand on vint l'avertir qu'il y avait déjà de l'infanterie qui sortait de Martin-Église. A cette nouvelle, il ordonna qu'on reconnût l'ennemi, en tâchant de faire quelques prisonniers. Peu de temps après, on lui ramena le comte de Belin; le roi alla à sa rencontre, et l'embrassa en souriant. Le comte, qui, depuis qu'il était dans le camp, cherchait à y trouver des troupes, ne put s'empêcher de témoigner sa surprise à Henri : *Vous n'appercevez pas toutes mes troupes*, lui dit le roi avec gaieté, *car vous ne comptez pas Dieu et le bon droit qui m'assistent.*

Cependant le maréchal de Biron avait fait prendre les armes à toutes les troupes; mais, avant le jour, il s'était élevé un brouillard si épais, qu'on pouvait à peine distinguer les objets de très-près. Cet événement, contraire aux royalistes, était très-favorable pour le duc de Mayenne, qui, à la faveur de ce brouillard, avait fait avancer son armée sans bruit, jusqu'auprès des retranchemens; toute son infanterie occupait la gauche, et longeait la forêt d'Arques, pour attaquer la maladrerie et le retranchement de la tête du camp, tandis que la cavalerie, occupant la droite, marchait le long du ruisseau d'Eaune, pour attaquer entre le ruisseau et la maladrerie, et gagner le flanc gauche du camp du roi : l'une et l'autre étaient dans un ordre très-profond par rapport au terrain, qui était très-étroit depuis Martin-Église jusqu'à la maladrerie.

Le combat commença à dix heures du matin, et, malgré l'inégalité du nombre, ce furent les troupes du roi qui donnèrent les premières, quarante maîtres se portant vigoureusement contre les Albanais, qui tenaient la tête de la colonne de la cavalerie légère : le commandant de cet escadron fut tué, et sa troupe dispersée. Le jeune comte d'Auvergne suivait les quarante

maîtres; ayant apperçu Sagone, qui marchait pour soutenir l'Albanais, il l'appela pour faire le coup de pistolet. *Du fouet, du fouet, petit garçon*, en fondant sur son adversaire, qui lui casse la cuisse droite, et le tue : la mort de cet officier occasionna la défaite de son escadron; on poursuivit les fuyards jusqu'à celui de Balagni, qui venait ensuite, et qui prit la fuite. Le comte d'Auvergne allait continuer; il fut arrêté par le duc de Nemours, à la tête de son escadron, avec un grand nombre de noblesse : obligé alors de se battre en retraite, il allait être taillé en pièces. Trois pelotons de cavalerie se présentent, dont un, prenant la troupe du duc de Nemours en flanc, la culbute sur celle du duc d'Aumale, qui la soutenait, et met l'un et l'autre en désordre. Le duc de Mayenne accourt; la partie devient alors trop inégale, et les royalistes se retirent jusqu'à la haie qui tenait à la maladrerie, où ils se rallient sous le feu de l'infanterie qui occupait ce poste.

Pendant que la cavalerie du roi maltraitait autant celle de la Ligue, l'infanterie n'était pas si heureuse : attaquée dans ses retranchemens, entre la maladrerie et la colline, elle s'y défendait courageusement, lorsque des lansquenets de la Ligue, faisant comme s'ils ne voulaient pas combattre contre leurs frères, crièrent *vive le roi !* en baissant leurs drapeaux et leurs piques. Les lansquenets royalistes, trompés par ces témoignages, les reçoivent en leur aidant à monter; mais à peine ces traîtres sont-ils dans les retranchemens, qu'ils attaquent ceux qui venaient de les recevoir, en tuent et prennent un assez grand nombre, s'emparent de leurs drapeaux, et les chassent de leur poste.

Le maréchal de Biron, instruit de cette trahison, accourt pour s'opposer à de plus grands malheurs. Il fait retirer l'artillerie qui devenait inutile, porte soixante

chevaux le long de la colline, pour empêcher les lansquenets de pénétrer dans le camp, et d'attaquer de revers les troupes qui défendaient la chaussée; fait recommander aux troupes de cavalerie, qui étaient en dehors du retranchement, d'empêcher que les ennemis n'envoyassent du secours à leurs lansquenets, et, par des attaques réitérées contre ces traîtres, il les empêche d'aller plus avant.

Mais ces précautions si sages ne pouvaient pas suffire. La cavalerie de la Ligue avait repris courage; elle était revenue au combat, et le comte d'Auvergne, repoussé jusqu'au-delà de la maladrerie, courait les risques de la vie : heureusement les Suisses de Galati, qui bordaient la haie, tinrent ferme, et firent feu si à propos, qu'ils obligèrent la cavalerie de la Ligue de reculer sans avoir pu entamer cette brave infanterie.

Malgré cet avantage, les troupes du roi commençaient à ne pouvoir plus résister à des attaques faites par des troupes fraîches qui se succédaient. Sully fut envoyé à Henri pour lui demander du secours : *Mon ami, je n'ai personne à vous envoyer; mais, pour cela, il ne faut pas perdre courage.* Il ordonna en même temps de ramasser tout ce qu'on trouverait de cavalerie du côté du bois.

Sully, pour ranimer les troupes, vint leur annoncer du secours; on retourne au combat. Un escadron, qui voulait prendre les Suisses en flanc, venait de s'enfoncer dans les marais; nouveau motif de reprendre courage : on s'attaque de toutes parts avec un nouvel acharnement. Henri est dans la mêlée; il est prêt à être investi; il s'écrie alors avec courage : *Hé quoi! n'y aurait-il pas dans l'armée cinquante gentilshommes qui aient assez de résolution pour mourir avec leur roi? — Courage, Sire*, lui dit Châtillon; *nous voici prêts à mourir avec*

vous! Ce brave officier, sur les nouvelles de l'attaque, était parti de Dieppe avec cinq cents arquebusiers; il attaque les ennemis, dégage le roi, rend le courage à toutes les troupes, et ramène la victoire.

Les ennemis, après avoir chassé la cavalerie du roi jusqu'aux haies, avaient donné du secours à leurs lansquenets, et venaient de s'emparer de la maladrerie au moment où le roi était dégagé par Châtillon. Henri profite de l'instant où les ennemis viennent d'être repoussés à leur tour; il va joindre Araquères, colonel du régiment de Soleure : *Mon père, je viens mourir ou acquérir de la gloire avec vous.* Aussitôt il se met à la tête des Suisses, marche à la maladrerie, que Châtillon attaquait d'un autre côté avec ses arquebusiers; il s'empare de ce poste; il fait couler de l'infanterie dans le retranchement, en chasse les lansquenets, fait ramener l'artillerie, et la fait tirer sur M. de Mayenne, pour lui apprendre qu'il n'était plus maître du retranchement.

Au même instant, il était près de midi, le brouillard tombe, et, laissant voir à l'armée de la Ligue la faiblesse d'Henri, Mayenne fait de nouvelles dispositions pour revenir à la charge. Mais le canon du château, qui avait été inutile jusqu'alors, par rapport à l'obscurité, commence à tirer avec un si grand succès, conjointement avec celui du retranchement, que l'armée de la Ligue, prise en flanc et en tête, est obligée de se replier en désordre du côté du vallon, où le duc de Mayenne juge convenable et sage de songer à sa retraite. D'abord très-près jusqu'au 24, pendant la nuit, en voulant tromper le roi, il affecta de décamper avec une précipitation apparente et très-considérable; mais Henri ne s'y méprit pas : il laissa du monde dans le château

d'Arques, occupa les villages jusqu'à Dieppe, pour assurer ses communications, et alla s'établir dans les faubourgs de cette ville.

De pareilles précautions rompirent entièrement les desseins du duc de Mayenne, qui, après une marche de sept lieues, ayant paru de nouveau à la vue de Dieppe, fut fort étonné d'y trouver le roi avec son armée. Il voulut se rabattre sur Arques, qu'il crut abandonné; mais l'officier chargé de la garde du château, secondé par les forces que venait de lui envoyer le roi, fit une sortie si vigoureuse, qu'il repoussa les ligueurs, après leur avoir tué plus de deux cents hommes.

Des échecs aussi réitérés n'étaient pas faits pour encourager le duc de Mayenne, et la nouvelle de l'arrivée prochaine des Anglais, des ducs de Longueville, de Soissons et d'Aumont, finirent par le décider à s'éloigner tout à fait, pour n'être pas exposé à être attaqué par le roi après la réunion de toutes ses forces.

On peut dire, à la louange du duc de Mayenne, qu'il mit dans sa conduite tout ce que la science militaire, au point où elle était alors, put imaginer d'expédiens, de précautions et de sagesse, dans des attaques et des marches dangereuses. Voyons un peu plus en détail la conduite du roi.

Il était très-intéressant pour Henri de conserver Dieppe, et cette ville était très-faible du côté du Polet: si Mayenne eût emporté ce faubourg, la ville aurait été prise; le roi restait sans ressource. C'est ce qu'il vit; c'est à quoi il pourvut d'une manière savante. Il ne se contenta pas de faire palissader et barricader le faubourg; il fortifia un moulin qui était en avant, et renferma, dans les retranchemens qu'il y fit, quelques chemins creux qui en étaient proche: par là, il s'assura

tous les moyens de tenir l'ennemi très-éloigné de la place, et d'y apporter tous les secours qui seraient nécessaires, ayant son armée à Arques, qui pouvait aisément communiquer à Dieppe, étant à couvert par la rivière de Béthune. Toutes ces précautions, très-savantes, permirent à M. de Châtillon de s'avancer au-devant du duc de Mayenne, en restant sous la protection de l'artillerie des ouvrages avancés. Cette manœuvre déconcerta le duc, et l'empêcha nécessairement de penser plus long-temps à emporter le faubourg d'emblée, comme il se l'était proposé, et comme il l'aurait pu avec une armée aussi forte que la sienne, sans la protection que donnait aux troupes de Châtillon le canon placé dans les retranchemens du moulin.

Mais ces dispositions furent bien plus étendues pour le camp d'Arques. S'il était essentiel à Henri de conserver Dieppe, il était dangereux d'y renfermer son armée, et même de l'en tenir trop près, de crainte que la prise de la ville n'occasionnât la défaite de son armée, ou qu'une victoire du duc sur celle-ci n'entraînât la prise de la ville: il fallait donc prendre une position. La nature en offre à chaque pas à l'homme de guerre intelligent; il fallait un homme de génie pour en trouver une qui pût en même temps mettre en sûreté une armée trois fois moins forte que celle de l'ennemi, permettre une communication assurée avec Dieppe, qu'il était essentiel de garder, et laisser cependant une apparence de faiblesse qui pût tenter l'ennemi, l'engager à attaquer, et assurer sa défaite. Henri sut trouver à Arques quelques-uns de ces avantages; il créa les autres. Sa manière de placer son camp et de se fortifier, dont on a déjà vu les détails, lui avait assuré sa communication avec Dieppe, en se retirant sur Arques et

marchant à Dieppe, laissant entre lui et les ennemis la rivière de Béthune; ses derrières, ses flancs et son front, très-bien fortifiés, le mettaient à même de se défendre contre l'ennemi, infiniment supérieur; enfin, en laissant sans fortification la partie depuis la maladrerie jusqu'au ruisseau d'Eaune, il semblait présenter à l'ennemi un côté faible, dont son génie devait tirer le plus grand parti, parce que l'on ne pouvait arriver à ce point que par un terrain très-étroit, qu'il fallait s'y présenter sur un très-petit front : ce qui rendait les attaques de la cavalarie ou inutiles, ou peu dangereuses, parce qu'elle était forcée de se battre sur une très-grande profondeur, manière peu avantageuse à cette arme, et que la déroute d'une première troupe devait entraîner celle de plusieurs autres. Le canon d'Arques, d'ailleurs, nettoyait cette espèce de trouée; et le retranchement du fort, la maladrerie, et les troupes postées le long des haies, prenaient en flanc tout ce qui s'y présentait.

Ainsi, dans le cas où le roi eût été forcé, par la supériorité du nombre, de faire sa retraite, il se retirait sur la chaussée d'Arques qu'il avait fortifiée, gagnait le village, et arrivait à Dieppe sans danger : s'il battait complètement le duc de Mayenne, il profitait de sa victoire pour joindre le duc de Longueville, le maréchal d'Aumont, et poursuivre ses ennemis; enfin, s'il forçait simplement l'armée de la Ligue à se retirer, ou il restait dans sa position, ou, sans l'abandonner, il revenait à Dieppe que le duc pouvait vouloir surprendre une seconde fois.

La trahison des lansquenets dérangea des dispositions aussi bien prises, et le roi craignit, pendant quelque temps, d'être forcé de faire sa retraite, tant les adversités ou les succès des plus grands hommes dépendent trop souvent du hasard !

La fermeté du maréchal de Biron, son attention d'empêcher les lansquenets d'être secondés par les leurs, la bravoure des Suisses, l'arrivée de Châtillon, Henri présent par-tout et chassant les lansquenets, l'artillerie toujours si bien placée par le roi, la valeur des soldats et de leurs officiers, telles furent les causes dont le concours assura la victoire au roi de Navarre.

(102) Page 416.

Henri, qui s'était décidé à faire le siége de Dreux, avait à peine pris ses quartiers autour de la ville, qu'il eut avis de la marche du duc de Mayenne, renforcé des Espagnols, pour secourir la place. A cette nouvelle, il prit le parti, le 13 mars 1590, de marcher au-devant du duc, et, dès le même jour, il alla loger à Nonencourt, où il assembla ses principaux officiers, auxquels il fit part de son plan de bataille. Ceux-ci l'ayant admiré et applaudi, on se forma, on marcha dans l'ordre où l'on devait combattre, et l'on arriva aux villages de Saint-André et de Foucrainville.

De son côté, le duc de Mayenne avait passé la rivière d'Eure à Ivry, dans la résolution de venir aussi occuper la position de Foucrainville; l'ayant trouvée prise par le roi, il en choisit une autre, et, dès cet instant, les deux armées se trouvèrent en présence, sans que rien les séparât. Le roi, voulant laisser reposer ses troupes, se borna, ce jour-là, à faire emporter un village qui se trouvait entre les deux armées, et dont les ligueurs s'étaient emparés.

Le lendemain 14 mars, le roi marcha à l'ennemi; arrivé à portée de l'armée de la Ligue, le duc de Mayenne

ne s'ébranla point, dans la crainte de perdre sa position : le roi profita de cette inaction pour faire un mouvement qui lui mit le vent et le soleil au dos.

Vers les onze heures, voyant le duc de Mayenne persister à ne faire aucun mouvement, Henri ordonna au grand maître de l'artillerie de la faire tirer : ce qui fut exécuté avec tant de promptitude et de justesse, et l'artillerie causa un tel désordre dans l'armée de la Ligue, que M. de Rosne, qui commandait l'aile droite des ligueurs, ne pouvant plus y résister, se décida à charger. Le maréchal d'Aumont, qui était à la gauche, voyant approcher M. de Rosne, après avoir laissé deux escadrons pour garder l'artillerie, marcha à lui, le rompit, le poursuivit jusqu'au bois de Mère, où il s'arrêta, rallia sa troupe, et vint reprendre son poste, où l'artillerie avait été attaquée faiblement d'abord par des reitres, plus vigoureusement par des lances vallonnes, qui l'auraient emportée, si elles avaient été mieux secondées par les reitres, et sans la bravoure du duc de Biron et du duc de Montpensier, qui parvinrent enfin à les repousser.

Du côté de l'aile gauche des ligueurs, le duc de Mayenne était venu fondre sur la droite du roi, où il commandait en personne. Les troupes qu'il avait sous ses ordres se servirent si à propos, avec tant de vigueur, de leurs pistolets et de leurs estocs, qu'elles soutinrent le choc sans s'ébranler, malgré l'infériorité du nombre. Soutenues ensuite très à propos par le maréchal de Biron, qui, avec sa réserve, vint attaquer en flanc et par derrière l'aile gauche des ligueurs, elle fut tellement dissipée et mise en désordre, que les chefs, après la fuite de leur troupe, ne purent pas en rassembler trente cavaliers.

Après ces différentes déroutes de la cavalerie des ligueurs, leur infanterie se trouvant entièrement à jour par la fuite des escadrons, entremêlés mal à propos avec les bataillons, ces derniers, se voyant sur le point d'être attaqués en flanc et en tête par la cavalerie royale victorieuse, s'abandonnèrent à la fuite la plus honteuse. Un gros corps de Suisses se retirait seul en bon ordre; le maréchal de Biron faisait amener du canon pour l'entamer, et le forcer de se rendre. Henri préféra leur offrir bon quartier; ils l'acceptèrent, et passèrent à son service.

Alors le roi, ne voyant plus d'ennemis sur le champ de bataille, fit trois corps de sa cavalerie, pour suivre les fuyards, en recommandant de sauver les Français, et de faire main-basse sur les étrangers. Arrivés à Ivry, ces corps, en ayant trouvé le pont rompu, allèrent passer la rivière à Anet, et poursuivirent l'ennemi jusqu'à Mantes.

Cette victoire, si essentielle pour le roi de Navarre, fut vraiment étonnante. Le canon, le bagage, les drapeaux de l'ennemi, tout tomba au pouvoir des vainqueurs; les trois quarts de l'armée de la Ligue furent tués ou faits prisonniers.

Si le duc de Mayenne n'avait pas fait rompre le pont d'Ivry, une grande partie de son armée aurait pu se sauver; peut-être même, s'il eût eu soin, au contraire, en conservant le pont, de recueillir les fuyards au-delà de l'Eure, il aurait pu en imposer au roi, et, en sauvant la plus grande partie de son armée, il serait venu très-aisément la rassurer au-delà de la Seine, qu'il aurait passée à Mantes. Une autre faute peut-être du duc, fut de n'avoir pas repassé la rivière d'Eure quand il sut le roi posté à Foucrainville et à Saint-André. En recevant

la bataille, où il le fit, il avait la rivière à dos, et, resserré par la forêt d'Ivry et celle de Mère, il fut obligé de se former en croissant, ordre très-désavantageux, en ce qu'en rétrécissant le front des ligueurs, et rendant inutile une très-grande partie de leurs forces, il procura à l'armée royale l'avantage d'avoir un front égal à celui de la Ligue, et, une fois celle-ci en déroute, elle fut plus exposée à être jetée dans la confusion, et à perdre une plus grande quantité de monde : d'ailleurs, le projet du duc de Mayenne de faire lever le siége de Dreux était rempli.

Henri se conduisit bien différemment. A peine a-t-il appris les desseins et la marche du duc, et déjà il l'a prévenu, déjà il s'est emparé d'une position avantageuse : décidé ensuite à attaquer le duc de Mayenne, il refuse son centre qu'il avait affaibli pour renforcer ses ailes, et il le soutient par une réserve. Il sentait tous les avantages de cette mesure, très-peu usitée jusqu'à lui. Une réserve en impose aux ennemis qui veulent trop entreprendre : placée au centre, elle peut empêcher les ailes d'être tournées; elle peut rétablir le combat dans les parties de la bataille où l'ennemi devient supérieur; elle ramasse les fuyards; elle donne de la confiance; enfin, dans une bataille perdue, elle assure la retraite. Celle confiée au maréchal de Biron, à Ivry, contribua beaucoup à la victoire.

Cependant, malgré tant de prévoyance, de bravoure et de si sages précautions de la part d'Henri, il aurait probablement perdu la bataille, si les lanciers vallons avaient été secondés. La charge de ce corps contre les troupes qui défendaient l'artillerie fut si vigoureuse, qu'elles n'auraient pas résisté, si les reitres les avaient soutenus avec le feu de leurs pistolets. Heureusement

pour le roi, ces reitres, qui étaient protestans, ne voulurent point combattre contre l'homme qui était à la tête de leurs frères; ils firent bride en mains au moment où, au nombre de douze cents, ils auraient pu facilement assurer la défaite de six cent cinquante chevaux-légers : d'où s'en seraient suivies la prise de l'artillerie et la déroute entière de l'aile gauche de l'armée royale.

(103) Page 416.

Dans cette même année 1590, le fameux prince de Parme vint donner en France de nouvelles preuves de sa grande capacité militaire. S'étant tenu pendant quelques jours dans un camp qu'il avait pris sur la hauteur, près de Chelles, et fortifié, à l'instar des Romains, par de bons retranchemens par-tout où la nature n'avait pu lui suffire; après s'être assuré qu'il pouvait se porter en peu d'heures sur Lagny, et que cette ville, importante par son passage, pouvait être emportée de vive force; le 5 septembre, il amusa Henri en lui montrant son avant-garde, développée en ordre de bataille, et ayant l'air de vouloir se porter au-delà des petits défilés de son front : pendant cette manœuvre, il faisait filer son corps de bataille et son arrière-garde sur Lagny, avec ordre d'occuper le faubourg qui se trouve à la tête du pont de cette ville, sur la Marne; de construire un pont avec ses pontons, et de fortifier la position qu'on voulait prendre vers Pompone, à un quart de lieue de Lagny.

En arrivant le lendemain 6, après avoir fait établir deux batteries, chacune de dix grosses pièces de canon, il fait passer un corps d'infanterie et quelque cavalerie sur le pont qu'il avait ordonné de construire, avec ordre

de monter à l'assaut dès que la brèche serait un peu praticable.

Le roi, abusé par les fausses apparences du duc de Parme, ayant négligé d'éclairer ses flancs, apprend très-tard sa marche sur Lagny, et perd dans un conseil de guerre un temps qui aurait dû être employé à passer la Marne, pour secourir la ville.

Ce dernier parti était difficile à exécuter, par la difficulté de rassembler des bateaux pour en former un pont, et par le danger bien plus grand de laisser le duc, maître du pays entre la Marne et la Seine, s'emparer des postes importans de Corbeil, de Charenton et de Saint-Maur.

Il parut donc qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que de marcher brusquement sur le duc de Parme, de l'inquiéter sur tout son front, de chercher à pénétrer par quelques endroits faibles de ses retranchemens, de s'emparer de son pont, ou de le détruire à coups de canon, et sur-tout d'envoyer du secours à la malheureuse garnison de Lagny.

Une manœuvre, qui partageait l'armée du duc de Parme en deux, n'aurait pas dû rester impunie vis-à-vis d'une armée française commandée par Henri.

Les belles marches que le duc de Parme avait faites pour venir au secours de Paris, en 1590, furent renouvelées en 1592, lorsqu'il revint pour faire lever le siége de Rouen.

Son infanterie marchait au milieu de son armée; sa cavalerie était partagée sur ses deux flancs. Cette méthode, inusitée jusqu'alors, paraît avoir donné les premiers exemples de l'ordre de bataille dont on s'est servi pendant plus d'un siècle, jusqu'au moment où des lumières plus étendues y ont fait de grands et utiles changemens.

Le duc de Parme, s'étant contenté de jeter du secours dans Rouen, et ayant pris des quartiers de rafraîchissement derrière la Somme, fut bientôt obligé de revenir au secours de Villars, prêt à se rendre.

Henri, ne voulant pas courir les risques d'une bataille, leva le siége, et enhardit, par cette démarche, les ligueurs à décider le duc de Parme au siége de Caudebec, et ensuite à celui d'Yvetot. Henri, profitant de cette faute, accourt du Pont-de-l'Arche dans le pays de Caux, tombe sur l'avant-garde de Farnèze, la bat, force ensuite un bois retranché, et allait pousser ses succès, quand le prince de Parme accourut, et, malgré un coup d'arquebuse au bras, dont il ne put jamais bien guérir, parvint à arrêter le roi. Alors Henri, maître des défilés entre Caudebec et Rouen, crut avoir si bien enfermé son ennemi, qu'il le laissa assez tranquillement changer de position, et en venir prendre une plus sûre sous Caudebec.

Il paraît qu'Henri aurait bien difficilement empêché le duc de Parme de parvenir jusqu'à Rouen, maître comme il l'était à peu près de la rive droite de la Seine, qui offre presque à chaque pas des positions. Il prit un parti différent, celui de traverser la Seine.

On croyait cette entreprise impossible; on négligea d'éclairer les démarches de l'armée espagnole. Le duc de Parme sut profiter de cette faute; il fit construire un pont, dont il appuya les deux têtes par de bons ouvrages, bien garnis de canons, fit passer sa cavalerie et son bagage, et était sur le point de faire défiler son infanterie, quand Henri, averti trop tard, arriva avec sa cavalerie, qui, contenue par le canon du fort de Caudebec, ne put empêcher au fils du duc de Parme de faire achever le passage, sans laisser un seul homme en arrière.

(104) Page 416.

Sixte-Quint, né en 1521, dans un village, passa par tous les états de la vie humaine; il garda les pourceaux ou les moutons, dans son bas âge. Reçu par charité dans l'ordre des Cordeliers, son application, son génie, le firent distinguer; il occupa successivement toutes les charges de son ordre. Le père Pereti fut fait évêque, en 1568, par Pie V, qui, bientôt après, le fit cardinal, sous le titre de Montalte; contrefaisant dès-lors une grande faiblesse dans sa santé, Grégoire XIII meurt, et les cardinaux, ne pouvant s'accorder, jettent les yeux sur le cardinal de Montalte, comme mourant. Jamais pape ne fut plus exact à remplir ses devoirs que Sixte-Quint; sa sévérité fit renaitre la sûreté et l'abondance dans l'État Ecclésiastique. Il fit relever l'obélisque de Sésostris; il fit élever une magnifique fontaine sur le Mont Quirinal; il fonda la bibliothèque du Vatican; il restaura le palais de Latran; on construisit, par ses ordres, la coupole de Saint-Pierre; il mourut, après cinq ans de règne, le 25 août 1590.

(105) Même page.

Le jésuite Jouvenci avoue, dans son Histoire, que le jésuite Vigni, supérieur des novices de Paris, rassembla tous les novices de cet ordre en France, et qu'il les conduisit jusqu'à Verdun, au-devant de l'armée du pape; qu'il les enrégimenta et les incorpora à cette armée, qui ne laissa en France que les traces des plus horribles dissolutions.

(106) Page 419.

Le traité de Vervins était des plus simples. La remise de toutes les places que l'Espagne possédait en France en faisait presque le seul article considérable; on n'y statua rien sur l'affaire du marquisat de Saluces; on en fit seulement un compromis entre les mains du pape.

(107) Page 419.

Philippe II, consumé par une complication de maux, et dévoré par les poux qui sortaient de tous ses pores, expira le 13 septembre 1598, à l'âge de soixante et onze ans.

Continuellement enfermé dans Madrid, il fit détester sa domination à tous ses autres sujets, auxquels il était inaccessible. Cinq millions d'or, employés en projets infructueux, prouvent qu'avec toutes les richesses de l'Amérique il ne fut ni un grand roi, ni un habile homme; son zèle affecté contre la religion réformée lui attira plus de haine que de gloire : il n'employa ses richesses qu'à faire des malheureux.

(108) Page 423.

En échange du marquisat de Saluces, auquel le roi de France renonçait, le duc de Savoie cédait à sa majesté les places de Sental, Monts et Roqueparvière, la Bresse en entier, les bords et environs du Rhône, de l'un et de l'autre côté, jusqu'à Lyon, excepté le pont de Grezin, et quelques passages nécessaires à son altesse pour entrer en Franche-Comté; et, pour ce droit de passage, le duc devait payer 100,000 écus au roi, rendre la citadelle de Bourg, le bailliage de Gex, Château-Dauphin et ses dépendances, avec tout ce qui peut être compris dans le Dauphiné, au-deçà des monts; renon-

cer à la propriété dans Chousis, Vulley, Pont-d'Arley, Seissel, Chana et Pierre-Chatel; enfin les fortifications de Bèches-Dauphin devaient être rasées, et le roi devait retirer l'artillerie et les munitions des places qu'il rendrait, et qui n'étaient point spécifiées dans le traité.

(109) Page 423.

Élisabeth fut d'abord mise en prison par sa sœur la reine Marie. Elle employa une prudence au-dessus de son âge et une flatterie qui n'était pas dans son caractère, pour conserver sa vie; elle mit à profit sa disgrace, pour cultiver son esprit; elle apprit les langues et les sciences : mais, de tous les arts où elle excella, celui de se ménager avec sa sœur, avec les catholiques et avec les protestans, de dissimuler et d'apprendre à régner, fut le plus grand.

Dès qu'Élisabeth fut sur le trône, elle songea à rendre le royaume protestant; elle se fit pourtant couronner par un évêque catholique. Immédiatement après, elle convoqua un parlement, qui établit la religion anglicane telle qu'elle est encore, donnant au souverain la suprématie, les décimes et les annates.

Personne ne fut persécuté pour être catholique. La république d'Hollande est pressée par les armes espagnoles; elle l'empêche de succomber : elle envoie des secours réitérés à Henri IV. Sa haine contre la religion catholique s'était encore accrue depuis qu'elle avait été excommuniée par Pie V et Sixte-Quint.

La justice, plus exactement rendue sous le règne d'Élisabeth, fut un des fermes appuis de son administration; les finances ne furent employées qu'à défendre l'état : on estima son règne, mais on détesta son caractère.

(110) Page 423.

Clément VIII avait voulu terminer les disputes sur la grace et le libre arbitre, qui causèrent dans la suite les troubles ecclésiastiques du jansénisme et du molinisme : ces disputes avaient été occasionnées par les opinions de Molina, jésuite espagnol, différentes de celles de saint Augustin et de saint Thomas. Clément VIII forma une congrégation, où ces questions, aussi frivoles qu'épineuses, furent discutées avec beaucoup de chaleur. Paul V reprit ces congrégations, dont le résultat fut de défendre aux dominicains et aux jésuites de se traiter mutuellement d'hérétiques.

(111) Même page.

Le soin principal de Paul V fut d'embellir Rome; il s'appliqua à rassembler les plus beaux ouvrages de peinture, de sculpture, d'architecture. Rome lui doit ses plus belles fontaines, sur-tout celle qui est au sommet du Janivella, à laquelle il fit conduire l'eau du *Lacus Sabbaticus* par un aqueduc de trente-cinq mille pas; il acheva le palais de *Monte Cavallo;* il perfectionna la superbe basilique de Saint-Pierre au Vatican, avec le secours de Michel-Ange, de Carlo Maderno, de Bramenté. Cet édifice fut terminé par le Florentin Bernini, sous Urbain VIII.

(112) Page 424.

Henri IV fut la victime de cette étrange théologie chrétienne qui prêchait l'assassinat des rois. Ravaillac avait été quelque temps feuillant, et son esprit était encore échauffé de tout ce qu'il avait entendu dans sa

jeunesse : ce malheureux crut précisément, comme Jean Chatel, qu'il appaiserait la justice divine en tuant Henri IV.

Henri IV protégeait la ligue protestante d'Allemagne; voilà la cause de son assassinat : on parlait, il est vrai, de sa mort prochaine dans les Pays-Bas. Il est possible que les partisans de la ligue catholique aient cherché quelque *Clément*, quelque *Gérard*, quelque *Chatel*, et que l'on se soit servi adroitement du fanatisme de Ravaillac, pour le déterminer, sans qu'il le soupçonnât, à satisfaire aux desirs de sa conscience, de faire un acte méritoire en assassinant un roi que l'on accusait d'être encore protestant.

Ce qu'il y a de plus vrai, c'est qu'Henri IV ne fut ni connu ni aimé pendant sa vie; il ne commença à devenir cher à la nation que quand il eut été assassiné. La régence de sa veuve augmenta encore les regrets de sa perte : les Mémoires du duc de Sully développèrent toutes ses vertus, et firent pardonner ses faiblesses.

(113) Page 431.

Chaque lance fournie, ou chaque homme d'armes, avait sept hommes sous ses ordres. A la vérité, ni le coustilier, ni moins encore les archers qui l'accompagnaient, ne pouvaient se présenter devant un lancier armé de toutes pièces; la faiblesse de l'armure tant offensive que défensive de ces suivans de gendarmes, l'infériorité de leurs chevaux, ne leur permettaient pas de former partie de la haie, ou plutôt du front, formé uniquement par les hommes d'armes : ce n'était que pour les escarmouches et la petite guerre qu'ils pouvaient être employés avec succès.

(114) Page 433.

En France, les Commines, les Dubellay, les Fleuranges, les Montluc, le grand Henri lui-même, les d'Aubigni, les Lanoue, les Lesdiguières; Pescaire, Spinola, Montfeld, Georges Basta, Wulhausen, Mello, le duc d'Albe, chez les étrangers, avaient laissé des preuves durables de leurs talens, pour développer aux militaires les secrets importans de leur art, et la manière de les appliquer avec succès.

Commines, homme de cour, guerrier, négociateur, accompagne ses récits de très-bonnes réflexions.

Dubellay et Fleuranges ont écrit des choses assez judicieuses sur l'ordre, l'ensemble et la discipline qui devaient régner dans une armée bien constituée.

Les Mémoires de Montluc contiennent beaucoup d'exemples et de réflexions propres à former un jeune officier à la petite guerre.

Le Journal Militaire du grand Henri prouve une grande capacité militaire.

Le duc d'Angoulême, Lesdiguières, nous ont donné des Mémoires instructifs; ceux de Lanoue sur-tout nous offrent des vues assez étendues et saines.

Pescaire mourut trop jeune, pour avoir laissé des Réflexions bien mûries par l'expérience; mais elles montrent un génie véritablement militaire.

Les autres paraissent avoir vu plus les détails que les grands résultats de leur art : ainsi s'en occupent Spinola, Mansfeldt, Georges Basta. Ce dernier a laissé un très-bon Traité sur la cavalerie. Spinola et Maurice ont plus dirigé leurs vues du côté des siéges.

Dans tous ces auteurs, on peut s'instruire suffisamment des moyens de dresser des embuscades, de passer des

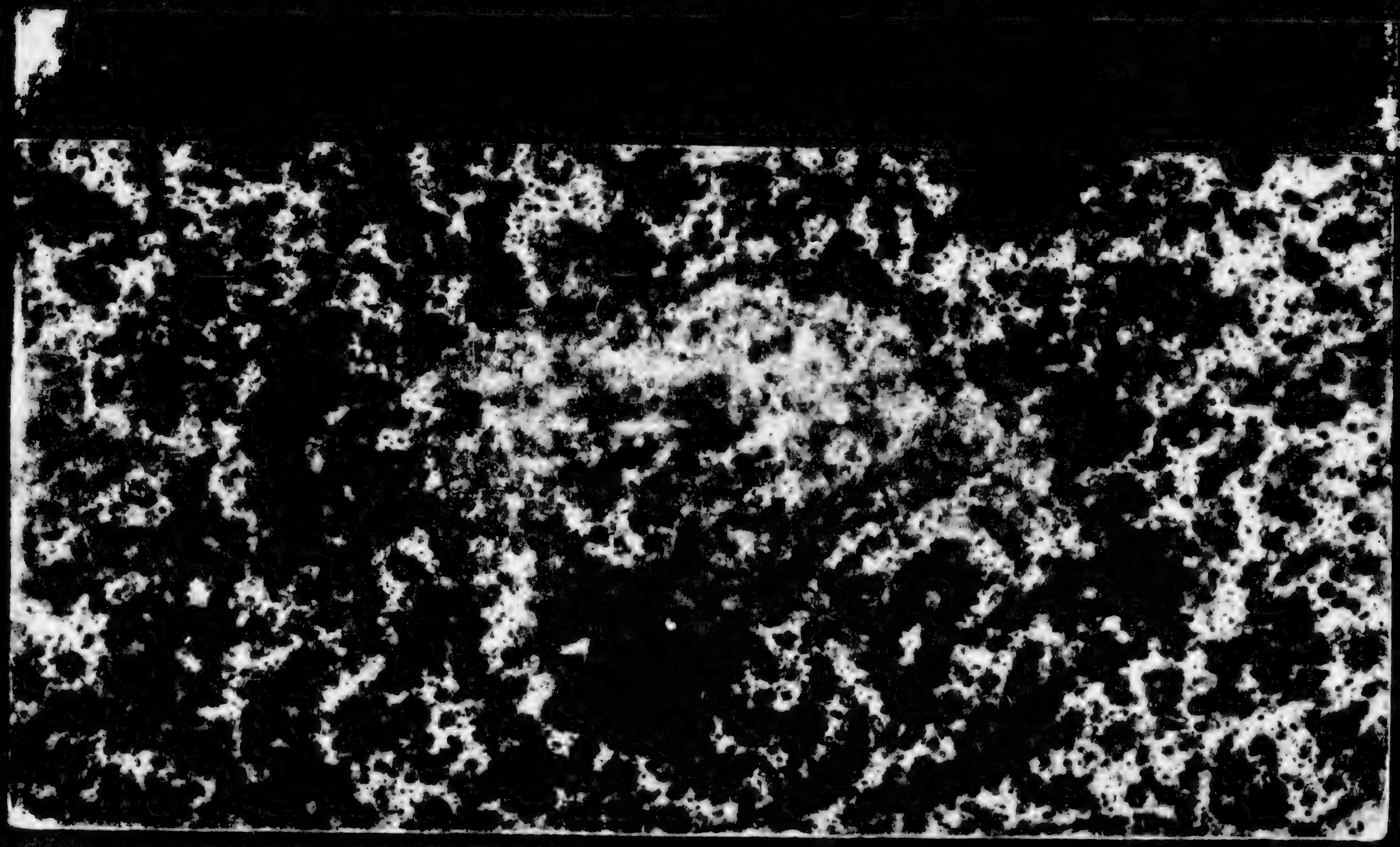
rivières, de faire des marches forcées, d'escalader des places garnies de simples murailles, de se fortifier dans un poste, de savoir en choisir : mais on n'y apprendrait pas le grand art de former un plan de campagne, soit offensif, soit défensif; de l'étendre ou de le resserrer, suivant les différentes circonstances; de l'exécuter avec vigueur et rapidité; de savoir ne se battre que lorsque les avantages du gain d'une affaire sont sans nulle proportion avec les risques de la perdre; de constituer, de former une armée docile, manœuvrière, dont on peut disposer avec sécurité, pour en porter avec promptitude des portions plus ou moins considérables dans les points jugés décisifs par le général en chef.

Cette importante science paraît n'avoir été un peu apperçue que par des généraux étrangers; excepté Biron, d'Aumont et Henri, les Français n'eurent que de bons officiers généraux.

FIN DES NOTES DU SECOND VOLUME.

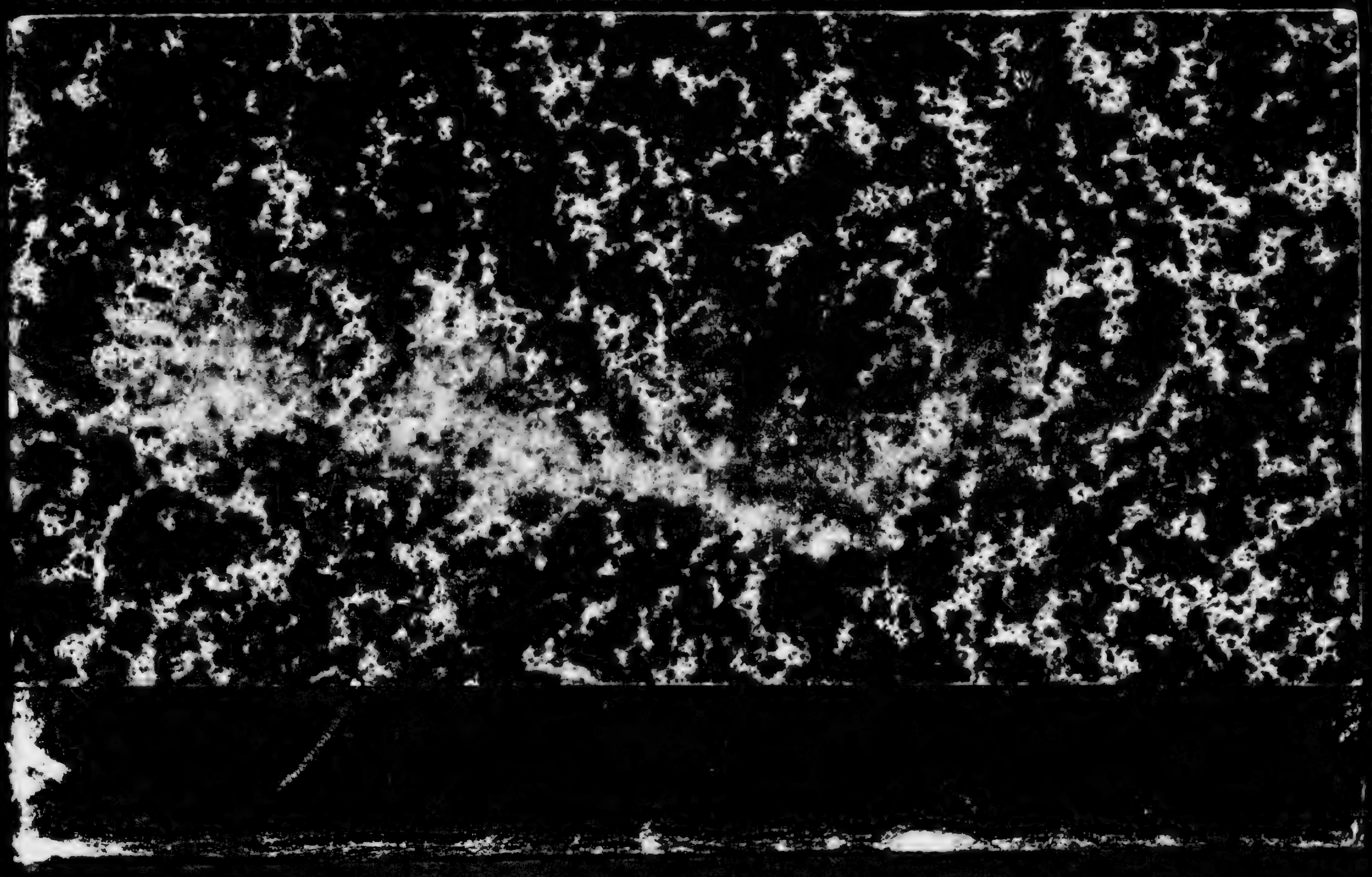
945 J87 2
Jubé
Hist. des guerres en Italie

COLUMBIA UNIVERSITY
0032190921



VOLUME 3

PART 1



945 J87 3'

Columbia University
in the City of New York
Library

Special Fund for History
1898
Given by
Seth Low

HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARY

HISTOIRE
DES
GUERRES
DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain.

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ancien Adjud. gén. Aug. JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Jos. SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME III. — Ière PARTIE.

A PARIS,
CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.
AN XIII — 1805.

COLUMBIA
UNIVERSITY
LIBRARY

GUERRES EN ITALIE.

950183

SOMMAIRE

DU LIVRE TREIZIÈME.

État du monde au commencement du dix-septième siècle. — Traité de Sainte-Menéhould. — Majorité de Louis XIII. — Traité de Loudun. — Luines gouverne le roi et l'état. — Richelieu réconcilie la reine et le roi. — Paix faite à Privas. — Richelieu entre dans le conseil. — Il affranchit la Valteline. — Lesdiguières entre en Italie. — Le duc de Savoie se retire en Piémont. — Les Espagnols reprennent les places prises par les Français. — — Paix de Mouçon. — Les Français veulent rentrer en Italie. — Le duc de Savoie s'y oppose. — L'armée française, ayant le roi et le cardinal de Richelieu à sa tête, force le Pas de Suze. — Les Espagnols lèvent le siége de Casal. — Suze reste aux Français. — Le roi revient en France. — Le duc de Savoie se réunit de nouveau aux Espagnols. — La Savoie est conquise. — Pignerol est pris. — Les Français marchent au secours de Casal. — Ils battent l'armée piémontaise à Veillane. — Ils sont repoussés par elle à Carignan. — Traité de Quiérasque. — Mort de Gustave-Adolphe. — La guerre recommence en Italie. — Le duc de Savoie fait échouer tous les projets militaires du maréchal de Créqui. — Campagnes du duc de Rohan dans la Valteline. — Victoire des Français sur les bords du Tesin. — Mort de Ferdinand II, — du duc de Savoie, — du maréchal de Créqui. — Expulsion du duc de Rohan de la Valteline. — Mort du duc de Weymar. — Le cardinal de la Valette remplace le maréchal de Créqui. — Trompé par les Piémontais, il laisse prendre Verceil. — Surprise de Turin par les princes de Savoie. — Trève. — Mort du cardinal de la Valette. — Le comte d'Harcourt le remplace. — Combat de la route de Quiers. — Les Espagnols, battus devant Casal, sont obligés d'en lever le siége. — Les Français prennent Turin et Tortone. — Mort du cardinal de Richelieu, — de la reine mère, — de Louis XIII.

HISTOIRE

DES GUERRES

DES

GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

Ire PARTIE.

LIVRE TREIZIÈME.

DEPUIS la mort d'Henri IV jusqu'à la mort de Louis XIII.

Du 14 mai 1610 au 3 juillet 1642.

NOUS avons vu, dans le seizième siècle, les événemens se presser et se multiplier, pour opérer et préparer de très-grands changemens dans le monde connu; nous allons voir, dans le dix-septième siècle, l'esprit humain sortir de

la longue enfance qui le captivait depuis la chûte de l'empire romain, et préparer, à travers de grands orages, les beaux jours de la civilisation.

AMÉRIQUE.

Cette partie du monde, à peine découverte, à peine fréquentée sur quelques points, n'était encore connue que par les tableaux qu'avait faits de ses malheurs l'éloquent Las-Casas.

ASIE.

GOUVERNEMENT.

On voit dans l'Inde les deux fils du grand mogol Jean-Guir lui faire la guerre l'un après l'autre. L'ordre de succession n'était point en Asie une loi, comme dans les nations de l'Europe : ces peuples avaient une source de malheurs de plus que nous. Il paraît que l'Inde était gouvernée, comme l'étaient les royaumes de l'Europe du temps des grands fiefs, comme un pays de conquête que se partagèrent trente tyrans qui reconnaissent un empereur, amolli, comme eux, dans les délices, et qui dévorent la substance du peuple. Aureng-Zeb, le plus scélérat des quatre fils de Scha-Jean, qui avait détrôné Jean-Guir, son père, régnait dans le

Mogol après avoir fait périr ses trois frères, et détrôné son père.

Cette même mollesse qui perdit l'Inde, fit à la Chine une révolution plus complète que celle de Gengis et de ses petits-fils. L'empire chinois était, au commencement du dix-septième siècle, l'empire le plus heureux ; l'esprit humain ne peut certainement imaginer un gouvernement meilleur que celui où tout se décide par de grands tribunaux, subordonnés les uns aux autres, dont les membres ne sont reçus qu'après plusieurs examens sévères. S'il y eut jamais un état dans lequel la vie, l'honneur et le bien des hommes, aient été protégés par les lois, c'est l'empire de la Chine. Le bonheur de cet empire fut suivi, en 1630, de la plus terrible catastrophe et de la désolation la plus générale ; il devint la proie et la conquête des Tartares.

Les eunuques gouvernaient, en Perse, le sérail et l'empire ; par-tout où le pouvoir de ces hommes dégradés a été excessif, la décadence et la ruine sont arrivées. Les Aguans, qui bouleversèrent la Perse dans ce siècle, étaient une ancienne colonie de Tartares habitant les montagnes de Candahar, entre l'Inde et la Perse : les Persans avaient reconquis Can-

dahar sur le Mogol, vers 1650, et ce fut pour leur malheur. Sous le ministère de Sha-Hussein, les Aguans, ayant été maltraités, se révoltèrent, et ces montagnards féroces vinrent dominer en Perse.

FINANCES.

Inde.—Dans tous les temps, les princes asiatiques ont accumulé des trésors; ils ont été riches de tout ce qu'ils amassaient : au lieu que, dans l'Europe, les princes sont riches de l'argent qui circule dans leurs états. Un seul des trônes d'Aureng-Zeb était estimé 160 millions, qui en font plus de 300 de ce temps-ci. Le jour le plus solennel de l'année était celui où l'on pesait l'empereur dans des balances d'or, en présence du peuple; et, ce jour-là, il recevait pour plus de 50 millions de présens.

En rétablissant l'empire de la Chine, en se faisant également obéir des Chinois et des Tartares, Cam-Hi avait adopté le mode de finance suivi avant la révolution. La culture des terres, poussée à un grand point de perfection, faisait que le peuple n'était pas accablé de ces impôts qui grèvent le cultivateur.

Les souverains continuaient de recevoir en Perse des présens et des taxes de leurs sujets.

MILICE.

Les Mogols pouvaient mettre sur pied des armées innombrables, ayant sous eux des vice-rois qui entretenaient chacun un grand nombre de troupes; mais ces hommes, qui n'étaient ni disciplinés, ni aguerris, ni exercés, ne pouvaient former des soldats.

La guerre que les Chinois soutinrent contre les Tartares se fit comme toutes celles des temps les plus reculés; les armes à feu étaient inconnues dans cette partie du monde; les anciennes armes, comme la flèche, la lance, la massue, le cimeterre, étaient en usage : on se servait peu de boucliers et de casques, encore moins de brassards et de bottines de métal. Les fortifications consistaient en un fossé, un mur, des tours; on sapait le mur, ou l'on montait à l'escalade : la seule force du corps devait donner la victoire.

Quant aux Tartares, ils étaient tous soldats et accoutumés à dormir en plein champ, et à mener une vie errante : ils devaient avoir de grands avantages pour faire la guerre.

Scha-Abas détruisit en Perse une milice telle, à peu près, que celle des janissaires et des gardes prétoriennes.

COMMERCE.

Au milieu des révolutions qui troublèrent l'Inde, la Chine et la Perse, les Européens étendaient leur commerce dans des contrées déchirées par des guerres intestines.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

Il n'y avait point en Asie de ces grands tribunaux permanens, dépositaires des lois qui protégent le faible contre le fort.

RELIGION.

Dans l'Inde, les superstitions sont les mêmes. Les bramines y enseignent la même religion; les femmes se jettent encore, dans des bûchers allumés, sur le corps de leurs maris.

En Perse, la religion eut part à ses désolations. Les Aguans tenaient pour Omar, comme les Persans pour Aly.

SCIENCES ET ARTS.

A la Chine, les missionnaires enseignèrent les arts les plus relevés. Cam-Hi y entretint la paix et l'abondance, encouragea tous les arts utiles, et sur-tout la culture des terres. De son

temps, les édifices publics, les grands chemins, les canaux qui joignent tous les fleuves de ce grand empire, furent entretenus avec une magnificence et une économie qui n'ont rien d'égal que chez les anciens Romains. Les Chinois n'ont perfectionné aucun des arts de l'esprit, excepté la morale.

Dans l'Inde, les arts ne sortent presque jamais des familles où ils sont cultivés : les filles des artisans ne prennent des maris que du métier de leur père; c'est une coutume très-ancienne en Asie, et qui avait passé autrefois en loi dans l'Égypte.

Dans la Perse, les Arabes avaient cultivé les arts cinq siècles entiers : ce furent ces Arabes qui bâtirent Ispahan, Chiros, Casbire, Casohan, et plusieurs autres grandes villes. Les Tartares n'abolirent point les arts dans la Perse : les ouvrages de la main y étaient très-bien travaillés; les sciences y avaient de grands encouragemens; point de villes où il n'y eût plusieurs colléges fondés, où l'on enseignait les belles-lettres. La langue persane fut féconde en poésies agréables : les anciens Grecs, qui furent les premiers précepteurs de l'Europe, furent aussi ceux des Persans. Ainsi leur philosophie était, au dix-septième siècle, à peu

près au même état que la nôtre. La coutume de marquer de blanc les jours heureux, et de noir les jours funestes, s'est conservée chez eux avec scrupule; elle était très-familière aux Romains, qui l'avaient prise des nations asiatiques. L'agriculture était alors un point de religion.

USAGES ET MŒURS.

Si jamais le climat a influé sur les hommes, c'est assurément dans l'Inde. Les empereurs y étalaient le même luxe, vivaient dans la même mollesse, que les rois indiens dont parle Quinte-Curce; et les vainqueurs tartares, prenant insensiblement ces mœurs, devinrent Indiens.

La loi de l'Asie et de l'Afrique, qui a toujours permis la pluralité des femmes, n'est pas une loi dont le peuple, toujours pauvre, puisse faire usage. Les riches ont toujours compté les femmes au nombre de leurs biens, et ils ont pris des eunuques pour les garder : c'est un usage immémorial établi dans l'Inde, comme dans toute l'Asie.

Il n'y avait point, à la Chine, de cité où les festins ne fussent accompagnés de spectacles; on n'allait point au théâtre, on faisait venir les théâtres dans ses maisons.

On s'était procuré en Perse, plus qu'en aucun pays de l'Orient, des ressources contre l'ennui, qui est par-tout le poison de la vie. On se rassemblait dans des salles immenses, qu'on appelait les maisons à café, où les uns prenaient de cette liqueur qui n'est en usage parmi nous que depuis la fin du dix-septième siècle; les autres jouaient, ou écoutaient des faiseurs de contes, tandis qu'à un bout de la salle un ecclésiastique prêchait pour quelque argent, et qu'à un autre bout ces espèces d'hommes, qui se sont fait un art de l'amusement des autres, déployaient tous leurs talens.

AFRIQUE.

En Afrique, les côtes de l'Océan et les pays qui les avoisinent avaient déjà été fréquentés par les Portugais, dans le quinzième siècle; elles le furent bien davantage dans le dix-septième, par toutes les nations qui avaient des vaisseaux. On voit des Français à l'île Saint-Louis, dans le Sénégal, dès 1626, et, bientôt après, les Portugais, les Anglais, les Hollandais et les Français, tenter la cupidité des roitelets qui se partagent l'Afrique depuis le cap Blanc jusqu'au golfe Persique, et les décider à faire des esclaves, pour les leur vendre. Soli-

man avait enlevé Tripoli aux chevaliers de Malte; Maroc n'offrait plus que des scènes atroces, jouées entre des tyrans obscurs, et n'avait plus de relations avec l'Europe que par les ravages des brigands qui sortaient de ses ports; Alger, Tripoli, Tunis, continuaient de présenter une république de pirates, protégée par les Turcs qu'ils payaient, plus honteusement par les chrétiens qu'ils enlevaient. La religion lia, pendant quelques instans, l'Abyssinie avec l'Occident : un de ses empereurs, au schisme des Grecs, embrassa publiquement la religion romaine, et reçut un patriarche des mains du pontife; mais, sous le règne suivant, le zèle inconsidéré des ecclésiastiques causa des troubles dans l'état, et le rite ancien fut repris avec solennité.

EUROPE.

GOUVERNEMENT.

TURQUIE.

Ce qui se passa avant, et sur-tout après la mort d'Achmet, prouve bien que le gouvernement turc n'était pas cette monarchie absolue que nos historiens nous ont représentée comme la loi du despotisme établie

sans contradiction. Ce pouvoir était entre les mains du sultan, comme un glaive à deux tranchans, qui blessait son maître quand il était manié d'une main faible. L'empire était souvent une démocratie militaire pire encore que le pouvoir arbitraire. L'ordre de succession n'était point établi : les janissaires et le divan choisissaient leurs maîtres.

RUSSIE.

La Russie, encore connue sous le nom de Moscovie, se gouvernait à peu près comme la Pologne. Les boyards comptaient, pour toute leur richesse, les habitans de leurs terres. Les cultivateurs étaient leurs esclaves. Le czar était quelquefois choisi par ces boyards; mais aussi ce czar nommait souvent son successeur, ce qui n'est jamais arrivé en Pologne. La Russie, jusqu'au czar Pierre, à la fin du dix-septième siècle, resta presque inconnue aux peuples méridionaux de l'Europe, ensevelie sous le despotisme malheureux du prince sur les boyards, et des boyards sur les cultivateurs.

DANEMARCK, SUÈDE, POLOGNE.

On ne voit point le Danemarck entrer dans le systême de l'Europe au seizième siècle. Le

gouvernement de ce royaume fut une aristocratie à laquelle présidait un roi électif. C'est l'ancien gouvernement de presque toute l'Europe; mais, dans l'année 1660, les états assemblés déférèrent au roi Frédéric III le droit héréditaire et la souveraîneté absolue. Le Danemarck dès-lors devint le seul royaume de la terre où les peuples eussent établi le pouvoir arbitraire par un acte solennel.

Les rois de Suède n'étaient pas alors plus despotiques que ceux du Danemarck. Les quatre états, composés de mille gentilshommes, de cent ecclésiastiques, de cent cinquante bourgeois, et d'environ deux cent cinquante paysans, faisaient les lois du royaume.

La Pologne était le seul pays qui, joignant le nom de république à celui de la monarchie, se donnât toujours un roi étranger, comme les Vénitiens choisissaient un général de terre: c'est encore le seul royaume qui n'ait point eu l'esprit de conquête.

HOLLANDE.

La Hollande est un état d'une espèce toute nouvelle, devenu puissant sans posséder du terrain, riche, n'ayant pas de son fonds de quoi nourrir la vingtième partie de ses habitans, considérable en Europe par ses travaux à l'extrémité de l'Asie.

La douceur de son gouvernement et la tolérance de toutes les manières d'adorer Dieu, dangereuse peut-être ailleurs, mais là nécessaire, peuplèrent la Hollande d'une foule d'étrangers, et sur-tout de Vallons que l'inquisition persécutait dans leur patrie, et qui d'esclaves devinrent citoyens.

La religion réformée, dominante dans la Hollande, servit encore à sa puissance. Ce pays, alors si pauvre, n'aurait pu ni suffire à la magnificence des prélats, ni nourrir des ordres religieux; et cette terre, où il fallait des hommes, ne pouvait admettre ceux qui s'engagent par serment à laisser périr, autant qu'il est en eux, l'espèce humaine.

La Gueldre, la Hollande, la Zélande, Utrecht, la Frise, Lover-Issel et Groningue, formaient moins une seule république, sous le nom de Provinces-Unies, qu'une association de plusieurs républiques, qui conservaient chacune leur souveraineté; chacune assemblait ses états particuliers, faisait ses lois, disposait de ses finances, était seule juge en matière de religion, et se gouvernait.

La même indépendance régnait entre toutes

les villes, qui avaient droit de députer aux états de leur province, et chacune se gouvernait par les lois qu'elle se faisait.

Les affaires générales, qui intéressaient toutes les provinces, étaient traitées et arrêtées dans les états généraux, qui étaient composés des députés des états particuliers. Ainsi les états généraux n'étaient pas souverains; ils n'étaient que le corps des députés de sept souverains confédérés.

Les députés ne pouvaient rien prendre sur eux; il fallait que chacun se renfermât dans les instructions qu'il avait reçues.

Le stathoudérat donnait de l'activité à ce corps composé d'autant de membres, et les faisait mouvoir de concert, malgré eux.

Le stathouder commandait toutes les forces de terre et de mer, disposait de tous les emplois militaires, présidait dans toutes les cours de justice; il était chargé de l'exécution des décrets que portaient les états provinciaux; enfin il était l'arbitre des différens qui survenaient entre les villes et les autres membres de l'état.

ITALIE.

L'industrieuse Italie, après de longs siècles

passés dans de sanglantes convulsions, jouissait depuis trente ans, dans le sein de la paix, de tous les avantages qu'elle devait à son heureuse situation physique. Cinq principales puissances dominaient dans la péninsule : les rois d'Espagne, les ducs de Savoie, les grands ducs de Toscane, les papes et la république de Venise. Il se trouvait encore en Italie quelques états moins considérables : la république de Gènes, sur laquelle l'Espagne avait une grande influence, et qui régnait sur la Corse; les duchés de Mantoue et de Modène, et les petites républiques de Lucques et de Saint-Marin : la Sardaigne était un fief dépendant du royaume d'Aragon.

Inutilement, à Rome, Paul V avait-il voulu renouveler l'ancienne querelle entre la puissance ecclésiastique et la puissance séculière; les papes ne s'appliquaient heureusement qu'à embellir Rome. Mais, si cette capitale étonnait les étrangers par sa magnificence, les provinces qui composaient le domaine ecclésiastique les frappaient encore davantage par leur extrême dépopulation et leur extrême dénuement.

La Toscane, au contraire, pouvait être considérée comme une des plus riches et des plus délicieuses contrées de l'univers.

Venise avait renoncé aux conquêtes; son gouvernement n'en était que plus solide.

La maison de Savoie possédait la Savoie, le Piémont et une partie du Mont-Ferrat. Dans le projet du démembrement de la France, formé par Philippe II pendant la Ligue, la cour de Madrid donnait libéralement à Charles-Emmanuel, duc de Savoie, la Provence et le Dauphiné; uni ensuite étroitement avec Henri IV, et renonçant à la couronne d'Arles, le duc voulait mettre sur sa tête celle de Lombardie.

La cour d'Espagne était bien éloignée de faire ce sacrifice. Cette puissance, qui possédait en Italie les îles de Sicile et de Sardaigne, le royaume de Naples, le duché de Milan, le pays appelé *lo Stato degli Presidi*, et qui pouvait considérer la république de Gènes comme une de ses provinces, se regardait, non sans raison, comme dominatrice souveraine de la péninsule. Pour s'ouvrir une communication entre le Tyrol et la Lombardie, le comte de Fuentes s'était rendu maître, en 1605, d'une partie de la Valteline, qui avait appartenu autrefois à la Lombardie : aussitôt après, il avait fortifié les bords de l'Adda, et avait assuré aux deux branches de la maison

d'Autriche de se prêter des secours mutuels.

ESPAGNE.

Cependant l'insensible décadence de la puissance de l'Espagne s'annonçait depuis la mort de Philippe II.

Philippe III, en paix avec la France et l'Angleterre, n'ayant la guerre qu'avec la république naissante des Provinces-Unies, fut obligé de conclure avec elle une trève de douze années, de lui laisser tout ce qui était en sa possession, de lui assurer la liberté du commerce dans les grandes Indes, et de rendre enfin à la maison de Nassau ses biens situés dans les terres de la monarchie.

L'expulsion des Maures fit encore de plus grands maux à l'Espagne. Philippe III, qui n'avait pu venir à bout d'un petit nombre de Hollandais, put malheureusement chasser six à sept cent mille Maures de ses états; ils proposèrent en vain d'acheter, de deux millions de ducats d'or, la permission de respirer l'air de l'Espagne : le conseil fut inflexible, et Philippe se priva mal-adroitement de ses sujets les plus laborieux.

Cette grande émigration, jointe à celle qui arriva sous Isabelle, et aux colonies que l'a-

varice transplantait dans le nouveau monde, épuisait insensiblement l'Espagne d'habitans, et bientôt la monarchie ne fut plus qu'un vaste corps sans substance.

Les Hollandais enlèvent à l'Espagne le Brésil et Maëstricht; l'Artois est envahi; la Catalogne se révolte, et se donne à la France; le Portugal secoue le joug, et met sur son trône le duc de Bragance.

Les îles Açores, Mozambique, Goa, Macao, furent animées du même esprit que Lisbonne.

ALLEMAGNE.

Si on regarde l'Allemagne comme le siége de l'empire, cet empire n'était qu'un vain nom. Les prétentions des empereurs sur Rome, celles des papes sur l'empire, tombèrent insensiblement dans l'oubli. L'Allemagne resta avec le titre d'empire, mais faible, parce qu'elle fut toujours divisée : ce fut une république de princes, à laquelle présidait l'empereur; et ces princes, ayant tous des prétentions les uns contre les autres, entretinrent presque toujours une guerre civile, tantôt sourde, tantôt éclatante, nourrie par leurs intérêts opposés et par les trois religions de l'Allemagne, plus opposées encore que les intérêts des princes.

Cet état, ainsi constitué, n'était point fort au dehors; mais il l'était au dedans, parce que la nation fut toujours laborieuse et belliqueuse.

ANGLETERRE.

Si l'Espagne s'affaiblit par Philippe II, si la France tomba dans le trouble par la mort d'Henri IV, l'Angleterre déchut long-temps depuis la mort d'Élisabeth.

Dès que Jacques Ier fut reconnu roi, il crut l'être de droit divin; il se fit traiter, par cette raison, de *sacrée majesté :* ce fut là le premier fondement du mécontentement de la nation, et des malheurs inouis de son fils et de sa postérité.

Les limites du pouvoir royal, des priviléges parlementaires et des libertés de la nation, étaient difficiles à discerner tant en Angleterre qu'en Écosse. Henri VIII avait renversé toutes les barrières, Élisabeth en releva quelques-unes. Jacques Ier disputa; il ne les abattit point, mais prétendit qu'il fallait toutes les abattre, et la nation se prépara à les défendre. Charles Ier voulut faire ce que son père avait proposé. Il lui fallait de l'argent pour envoyer des troupes dans le bas Palatinat; il en fallait

pour les autres pays : ce n'est qu'avec ce métal qu'on est puissant, depuis qu'il est devenu le signe représentatif de toutes choses. Le roi en demandait comme une dette; le parlement n'en voulait accorder que comme un don gratuit, et, avant de l'accorder, il voulait que le roi réformât des abus. Le roi emprunta quelques deniers, avec lesquels il eut une flotte et des soldats, qui revinrent sans avoir rien fait.

Il fallut assembler un parlement nouveau : même refus de subsides; continuation d'emprunts forcés; logement de gens de guerre chez les bourgeois qui ne voulurent pas prêter; aliénation de tous les cœurs. Un nouveau parlement est convoqué; mais c'était rassembler des citoyens irrités, qui ne s'occupèrent que de rétablir les droits de la nation et du parlement.

Bientôt le peuple n'a plus de confiance que dans ses députés; la guerre civile s'allume; le parlement, qui disposait de l'argent de la nation, lève une armée plus considérable que celle du roi : celui-ci marchait d'infortune en infortune. Les Écossais le livrent au commissaire du parlement anglais, et il ne tarde pas à être traîné sur l'échafaud par les indépendans et les presbytériens.

Ici commence la grande fortune de Cromwel. L'Angleterre est déclarée république; il en est le protecteur : l'Écosse est réunie à l'Angleterre, le parlement est dissous, et jamais l'Angleterre ne fut plus puissante.

Cromwel meurt; son fils, n'ayant ni son intrépidité ni son hypocrisie, ne sait ni se faire craindre de l'armée, ni en imposer aux partis et aux sectes qui divisaient l'Angleterre : il rétablit l'ancien parlement, qui était tout républicain, ainsi que l'armée.

Un officier général de l'armée de Cromwel, le célèbre Monck, ne se croyant pas assez puissant pour succéder aux deux protecteurs, forme le dessein de rétablir la famille royale. On assemble un nouveau parlement, et les deux chambres reconnurent Charles II pour roi.

Malgré tant de changemens dans les choses et dans les esprits, ni l'amour de la liberté et des factions ne changea dans le peuple, ni la passion du pouvoir absolu dans le roi.

FRANCE.

On vit, après la mort d'Henri IV, combien la puissance, la considération, les mœurs, l'esprit d'une nation, dépendent souvent d'un seul homme. Henri tenait, par une adminis-

tration douce et forte, tous les ordres de l'état réunis, toutes les factions assoupies, les deux religions dans la paix, les peuples dans l'abondance; la balance de l'Europe était dans sa main, par ses alliances, par ses trésors et par ses armes. Tous ces avantages furent perdus dès la première année de la régence de Marie de Médicis.

Cette reine régente, et non maîtresse du royaume, dépensa en profusion, pour s'acquérir des créatures, tout ce qu'Henri le Grand avait amassé pour rendre sa nation puissante. Les troupes, à la tête desquelles il allait combattre seul, pour la plupart furent licenciées; les princes, dont il était l'appui, furent abandonnés; ceux d'Allemagne, qu'Henri avait protégés, ne furent que faiblement secourus; l'état perdit toute sa considération au dehors; il fut troublé au dedans : on assembla enfin dans Paris les états généraux; on y parla de tous les abus, et on n'en réforma aucun.

FINANCES.

La Turquie, la Russie, continuaient d'exiger de leurs sujets esclaves les mêmes tributs.

Le Danemarck, la Suède, la Pologne, n'avaient vu apporter aucun changement dans la

manière de se procurer des ressources pour les dépenses du gouvernement : ces états accordaient, comme auparavant, à leurs souverains des subsides volontaires.

La Hollande et Genève réglaient, dans leurs assemblées nationales, la manière d'asseoir et de percevoir l'impôt, qui ne pouvait être qu'indirect chez un peuple sans territoire.

En Italie, en Espagne, en Portugal, la manière d'asseoir et de percevoir les taxes fut infiniment plus arbitraire, et l'impôt fut plutôt direct qu'indirect.

En Allemagne, les villes étaient ruinées de la Silésie jusqu'au Rhin; les campagnes en friche, les villages déserts, et, dans un pays aussi dévasté, les finances étaient dans un bien mauvais ordre.

En Angleterre, la chambre des communes commençait à s'occuper davantage des intérêts du peuple; elle réglait la quotité de l'impôt; le territorial était très-faible; celui sur l'industrie d'autant plus fort et d'autant plus productif, que le commerce commençait à devenir très-étendu dans la Grande-Bretagne.

La France, écrasée par les guerres civiles, ayant à peine vu fermer quelques-unes de ses plaies par Sully et Henri IV, était retombée,

sous la régence de Médicis, dans l'état le plus déplorable : depuis 1610 jusqu'en 1627, l'agriculture, les arts et le commerce, avaient dépéri, et rien ne pouvait procurer les moyens de subvenir aux prodigalités et aux dépenses nécessaires d'un gouvernement livré à une femme faible, et à des favoris déprédateurs et avides.

On mettait cependant des impôts, dont la levée tyrannique n'enrichissait que des traitans qui s'engraissaient du sang du peuple.

Toutes les pensions avaient été triplées; elles se montaient à quatre millions, somme exorbitante dans un moment où les revenus du roi n'en passaient pas vingt.

Trois guerres civiles, dans l'espace de sept ans, firent monter les dépenses de vingt millions à cinquante.

Tous les trafics en usage avant Sully recommencèrent. Le marquis d'Esfiat, chargé des finances, y remit un peu d'ordre avec des peines infinies; le roi ne retirait plus rien de ses domaines : de dix-neuf millions de tailles, six seulement arrivaient au trésor royal; la ferme des gabelles, qui était de sept millions, n'en remettait que deux; la perte était à peu près la même sur tous les autres revenus de l'état.

Le marquis d'Esfiat comparait les trésoriers à la sèche, qui trouble l'eau pour tromper les yeux des pêcheurs; ils avaient tout brouillé : les tailles passaient par les mains de vingt-deux mille collecteurs, d'où elles passaient à vingt-un receveurs généraux; tout se perdait en gages, taxations, droits, ports, voitures.

Quand le marquis d'Esfiat prit les finances, il trouva toute la recette faite et toute la dépense à faire.

Enfin, dans l'espace de trente ans, de 1609 à 1639, les impositions augmentent de cinquante-quatre millions, les charges de quarante, et la recette seulement de treize.

Le gouvernement empruntait à un très-haut prix; les moindres intérêts pour la constitution des rentes étaient de sept et demi pour cent.

MILICE.

La milice avait éprouvé en Europe quelques changemens avantageux sous Henri IV, en France. Les princes de Nassau, dans les Provinces-Unies; le duc de Parme, dans les Pays-Bas; le reste de l'Europe s'était peu ressenti de ces progrès, lorsque l'on vit paraître Gustave-Adolphe, le régénérateur de l'art de la guerre, et Valstein, qui sut lui résister quelque temps,

et qui seul eut l'honneur de l'arrêter au milieu de ses victoires. L'Allemagne vit encore Tilli, Maximilien, Lamboi, Merci, Weymar, Torsteinson et Banier. La France se glorifia d'Harcourt, de Créqui, des deux Choiseul, de Gassion; et déjà on voyait dans ses armées Condé et Turenne.

COMMERCE ET NAVIGATION.

Le goût de la navigation et du commerce, qu'Henri IV et son ministre avaient fait naître, se perdit sous la régence de Marie de Médicis. Luines, qui succéda au maréchal d'Ancre, peu capable de grandes vues, ne songea pas même à se servir de ce grand moyen : la seule ville de La Rochelle avait une marine supérieure à celle de toute la France. Ce fut sous Richelieu que la France fit l'acquisition de la Martinique et de la Guadeloupe.

L'Angleterre, dont la marine était si florissante sous Élisabeth, augmenta de quelques vaisseaux sous Jacques Ier, qui encouragea tous les arts relatifs à leur construction. Les colonies furent améliorées; la Virginie se peupla, et fut regardée comme une des meilleures possessions de la Grande-Bretagne; les Bermudes, habitées pour la première fois, formèrent un utile entrepôt pour les vaisseaux qui passaient d'un hémisphère à l'autre. Charles Ier augmenta encore l'état florissant de la navigation anglaise : les colonies se multiplièrent ou se fortifièrent; les voyages du Groënland commencèrent, et la pêche de la baleine devint un objet important; il s'établit une compagnie des Indes; l'île d'Ambouin, si fertile en épiceries, fournit aux Anglais un riche comptoir; les persécutions du roi contre les presbytériens en firent passer dans le nouveau monde plusieurs, qui firent bientôt prospérer la ville de Boston; le bouleversement général de l'Angleterre ayant renversé la fortune de plusieurs gentilshommes, ils se livrèrent au commerce, qui ne fut plus regardé comme avilissant pour la noblesse.

Le sang de Charles Ier fumait encore, quand le parlement fit, en 1650, le fameux acte de la navigation; mais la plus grande richesse de l'Angleterre vint de ses laines, de ses manufactures, et sur-tout de la perfection de son agriculture.

Dans le même temps, la Hollande portait le commerce et la navigation à un bien plus haut degré : elle s'emparait d'une partie de la Guinée, et du commerce de l'ivoire, de l'or

et des Nègres; elle s'établissait au Cap de Bonne-Espérance, prenait les îles Maurice et de Ceylan, chassait les Anglais d'Ambouin, usurpait une grande partie de l'île de Java, y bâtissait Batavia, se rendait maîtresse de tout le commerce des épiceries. Tournant ensuite vers le nord, elle cherchait, près de la zone glaciale, les précieuses pelleteries d'Yéso; elle se faisait recevoir seule au Japon, où elle s'assurait exclusivement des porcelaines, des soies, de l'or et des pierreries de ce puissant empire: elle se portait aussi sur les mers d'Occident, partageait les profits de la pêche dans le Groënland, se rendait seule maîtresse de celle du hareng, sur les côtes de l'Europe; s'emparait de la nouvelle Yorck, dans l'Amérique septentrionale et dans la méridionale; ravageait le Brésil, et pillait San-Salvador: elle découvrait un nouveau passage pour se transporter dans la mer du Sud, faisait des prises inestimables sur le vaste océan qui sépare les Philippines et le Pérou; enfin elle se chargeait des transports des différentes marchandises d'un port à un autre, et n'acquérait pas moins de richesses par ce négoce que par celui de sa compagnie des Indes. Toutes les villes anséatiques étaient abandonnées; et

Amsterdam, qui leur ravissait leur commerce, devenait la plus célèbre ville de la terre, et son port le rendez-vous de toutes les nations.

Pendant cette prospérité de la Hollande, les manufactures grossières de draps de Rouen et d'Elbeuf étaient les plus belles qu'on connût en France; point de tapisseries, point de cristaux, point de glaces; l'art de l'horlogerie consistait à mettre une corde à la fusée d'une montre; on n'avait point encore le pendule aux horloges. Le commerce maritime dans les échelles du Levant commençait à peine; celui de l'Amérique se bornait à quelques pelleteries du Canada; nul vaisseau n'allait aux Indes orientales.

En Espagne, le commerce intérieur était ruiné par les droits qu'on continuait de lever d'une province à une autre: on ne sut point faire de toutes ces parties du royaume, appartenant autrefois à de petits souverains, un tout régulier. Nulle industrie ne fécondait, dans ces climats heureux, les présens de la nature; ni les soies de Valence, ni les belles laines de l'Andalousie et de la Castille, n'étaient préparées par les mains espagnoles.

En Allemagne, le commerce d'Ausbourg et de Nuremberg était ruiné; il ne restait guère

de manufactures que celles de fer et d'acier : l'argent était d'une rareté extrême.

En Italie, le commerce avait rendu la Toscane si florissante, et ses souverains si riches, que le grand duc fut en état d'envoyer vingt mille hommes au secours du duc de Mantoue contre le duc de Savoie, en 1613, sans mettre aucun impôt sur ses sujets. Le commerce de Venise, quoique déchu, était encore considérable dans le Levant.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

Cette partie continuait d'être à peu près la même dans toute l'Europe. Mais, en France, la justice était devenue vénale dans presque tous les tribunaux des provinces. Les villes étaient sans justice, les chemins impraticables et infestés de brigands; la noblesse opprimait les cultivateurs.

RELIGION.

Des spéculations, aussi inutiles peut-être que sublimes, continuèrent de troubler la paix de l'église romaine. Le jésuite Molina s'était flatté de porter le jour dans les abymes du dogme de la prédestination, à la faveur d'un systême ingénieux. De nombreux ennemis,

armés contre cette doctrine, avaient élevé une querelle que la prudence des papes venait d'assoupir : Jansénius la fit revivre, et, par ses talens, lui donna une nouvelle force; il se flatta de réfuter Molina, en exposant les principes de l'évêque d'Hippone, qu'il regardait comme l'unique guide dans cette matière. Le prudent évêque d'Ypres ne produisit qu'avec beaucoup de précaution un systême qu'il prévoyait devoir causer de grands troubles. Plusieurs papes proscrivirent sa doctrine, et se flattèrent de l'étouffer par leur anathême; mais les disciples de Jansénius, sans braver la foudre, surent l'éluder, en prétendant que l'on avait mal saisi l'esprit de leur maître, et, par ce détour adroit, ils firent revivre plus que jamais une querelle qui a divisé l'église pendant plus d'un siècle.

L'anarchie dogmatique qui régnait en Angleterre, y fit éclore cent sectes bizarres; celle des quakers, qui allia la plus pure vertu à un fanatisme que l'on taxa de ridicule, mérite quelques égards. [1]

En France, en Allemagne, en Angleterre, les disputes de religion causèrent des guerres

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (1).

civiles; mais, dans les deux premiers états, la religion ne servit que de voile, et la politique y joua le principal rôle.

En Hollande, ce ne fut qu'une émotion passagère, causée d'abord par le fanatisme, soutenue dans la suite par l'ambition. Le farouche Gomar, aussi inhumain que ses dogmes, demandait avec fureur la proscription des arminiens, ses adversaires; l'état se partagea entre ces deux partis; le sang coula sur les échafauds.

Le fanatisme fit jouer en Angleterre une cruelle tragédie, et la guerre qu'occasionna la religion fut une des plus sanglantes de l'Europe. La philosophie, qui commença à se développer alors, et qui depuis n'a cessé de faire des progrès en Europe, a contribué à briser une partie des armes de la superstition, en s'efforçant de convaincre les hommes que Dieu ne peut approuver un zèle forcené qui fait le malheur de l'humanité.... Malheureusement on en est venu de nos jours jusqu'à persécuter injustement les prétendus ministres du Seigneur, qui ont saisi cette occasion pour calomnier la philosophie, et faire revivre la superstition de tout leur pouvoir.

SCIENCES ET ARTS.

Quelques esprits excellens avaient déjà dévoilé les traits les plus précieux de la morale; mais ils ne lui avaient pas prêté l'appui d'une solide métaphysique, qui doit être liée immédiatement avec la physique.... Une longue suite de siècles, des autorités vénérables, la voix même de la religion, s'intéressaient à une science absurde, toujours produite sous le nom d'Aristote. Il fallut trois génies créateurs pour oser arracher le bandeau; l'Angleterre, la France et l'Italie, fournirent chacune un de ces hommes à l'univers : François Bacon, en Angleterre; René Descartes, en France; Galilée, en Italie: mais celui-ci ne se livrait point, comme les autres, à de sublimes conjectures, ni à de brillantes hypothèses; il avançait d'observations en observations, multipliant continuellement les preuves, ne raisonnant jamais que d'après elles.... Le ciel, la terre, l'air, les mers, étaient les objets de ses expériences et de ses réflexions, et la physique expérimentale dut à ce grand homme sa renaissance.

En vain la tyrannie et la superstition voulurent-elles dérober les lumières qui se répan-

daient de toutes parts; les sciences prirent dès-lors un vol aussi hardi que sublime.

L'Écossais Neuper inventa les logarithmes; l'Italien Cavalieri imagina sa géométrie des indivisibles; Pascal composa sa machine arithmétique; Roberval expliqua les propriétés de la cicloïde; Fermat donna la théorie des tangentes; Ariol se rendit immortel par celle des équations; Descartes perfectionna l'application de l'analyse algébrique, et, ajoutant à ces découvertes une excellente théorie des courbes, il donna une autre forme à la géométrie, et prépara les progrès que l'on a faits depuis dans la doctrine des infinis.

Gassendi, malgré Aristote et Descartes, écartant l'odieux de la doctrine d'Épicure, prouva avec force les deux principes qui en étaient le fondement, et fit appercevoir deux vérités qui sont devenues les pivots de nos connaissances physiques.

Galilée ressuscitait l'astronome de Thorn, et lui fournissait des raisons plus pressantes et des preuves plus décisives; l'invention du télescope vint lui prêter un secours immense, et les idées de Copernic ne furent plus, aux yeux de l'infatigable observateur, qu'une incontestable vérité.

Tandis que le philosophe italien étendait la sphère du monde, Képler étudiait en Allemagne la marche des planètes, fixait la forme de leurs orbites; il devinait la rotation du soleil sur son axe; il soupçonnait son action sur les planètes, et celle des planètes sur lui; il entrevoyait l'influence que cet astre a sur le flux et le reflux de la mer.

Kircher appercevait ses taches, et Sheiner les faisait servir à fixer le temps de sa révolution sur lui-même.

En appliquant l'astronomie à la géographie, le globe fut mesuré avec plus de justesse; la méthode de Fernet fut remplacée par une meilleure; Melius imagina celle des triangles, qui, perfectionnée par Blaen, ne donna lieu qu'à des erreurs peu importantes.

La mécanique trouva aussi un restaurateur dans Galilée, et l'optique dans Képler.

Harvey, méditant profondément sur le corps humain, retira des ténèbres l'importante vérité de la circulation du sang, connue des anciens, devinée depuis par Servet, et qui périt dans les flammes avec lui.

En même temps, l'Italien Sanctorius enseignait la transpiration insensible, découverte qui eut de grandes influences sur l'art de guérir.

Au milieu de cette fermentation générale des esprits, Hobbes cherchait les lois de la société jusque dans leur origine. L'homme lui parut essentiellement méchant; dès-lors la liberté, même modérée, lui sembla devoir occasionner les plus grands désordres, et il regarda le despotisme et la crainte comme les uniques barrières contre les passions. Harington voulut au contraire établir une république parfaite, et cette chimère servit à faire éclore des principes bienfaisans.

Le Hollandais Grotius éclaircit le droit public.

L'histoire faisait aussi des progrès. Felden, Petau, Cosserius, Mariana, Mézerai, Clarendon, Warens, Strada, se distinguaient par leurs recherches et leurs écrits.

Ces sublimes connaissances commençaient à éclairer l'Europe, et les lettres continuaient de l'embellir; elles dégénéraient en Italie, malgré l'ingénieux badinage *du Sceau enlevé* de Tassoni.

La poésie, qui avait brillé avec tant d'éclat en Espagne, devint l'organe de sentimens hors de nature, affecta des images forcées, et rechercha des expressions singulières; le théâtre dégénéra subitement; la prose se sentit encore

plus de la décadence générale; l'esprit des romans s'empara de tout, et occasionna le seul ouvrage de goût digne de rester à la postérité, *Don Quichotte*, de Cervantes, satire originale, et la plus belle dont puissent se vanter les langues modernes.

La France et l'Angleterre recueillaient l'héritage que l'Italie et l'Espagne laissaient perdre. Waller, Coveley, Donn, Denham, Faisfax, Harington, Benjonhson et Milton, faisaient revivre en Angleterre les meilleurs auteurs de l'antiquité dans la poésie pindarique, satirique, théâtrale et épique..... En France, le cardinal de Richelieu instituait l'académie française; Balzac commençait à donner de la dignité et de l'harmonie à la prose; Voiture y ajoutait de la finesse et des graces; Saint-Évremont, une molle négligence et de la délicatesse; Pascal, la force et l'énergie; d'Ablancourt, d'excellentes traductions; Durfé, par ses fictions, de l'intérêt et du sentiment; Patru, un choix de termes et de la clarté dans la diction; Racan se faisait un nom par ses bergeries; Corneille ouvrait à Racine la carrière dramatique, ravissait Condé, triomphait de la jalousie de Richelieu, et fondait le premier théâtre du monde.

Les beaux-arts soutenaient en Italie la gloire

de Médicis; le Guide, le Dominicain, l'Albane, formaient des élèves dignes d'eux; André Sacchi présentait les graces de l'Albane avec des idées plus nobles et un meilleur dessin; Pierre de Cortone brillait par le choix de ses sujets; Salvator Rose rendait avec vérité les combats, les marines, et surpassait tous les peintres pour le feuillé des arbres; Lespagnolet était inimitable dans les sujets sombres et terribles.

L'école flamande était parvenue à son plus haut période; elle possédait à la fois Rubens, Vandik, Rembrant, Dow, Metzu, Bamboche, Braower, Heem, Teniers.

L'école française avait déjà Vouet, Mignard, Bourdon, Le Brun, Le Sueur, Le Poussin.

La gravure atteignait sa perfection dans ces différentes écoles. La France acquérait une supériorité dans la sculpture, qu'elle n'a point cessé de conserver; l'architecture y était moins florissante.

USAGES ET MŒURS.

Les mœurs des Turcs offraient un grand contraste. Ils étaient à la fois féroces et charitables, intéressés, et ne commettant presque jamais de larcin; leur oisiveté ne les portait

ni au jeu ni à l'intempérance; très-peu se servaient du privilége d'épouser plusieurs femmes, et de jouir de plusieurs esclaves; il n'y avait pas de grande ville en Europe où il y eût moins de femmes publiques qu'à Constantinople; ils haïssaient, ils méprisaient les chrétiens, et cependant ils les souffraient, ils les protégeaient, ils permettaient leurs processions dans le quartier qu'ils ont à Constantinople.

Les Turcs étaient fiers, et ne connaissaient point la noblesse; ils étaient braves, et n'avaient point l'usage du duel.

La Russie était à peu près inconnue aux peuples méridionaux de l'Europe; les abus dont se plaignent aujourd'hui les nations policées auraient été des lois divines pour les Russes : parmi eux, il était très-rare d'avoir un lit; on couchait sur des planches que les moins pauvres couvraient d'un gros drap acheté aux foires éloignées, ou d'une peau d'animal, soit domestique, soit sauvage.

La magnificence des grands seigneurs, en Espagne, consistait dans de grands amas de vaisselle d'argent, et dans un nombreux domestique; il régnait chez les grands une générosité d'ostentation qui en imposait aux étrangers; c'était de partager l'argent qu'on gagnait

au jeu avec tous les assistans, de quelque condition qu'ils fussent. Les fêtes des combats des taureaux étaient très-fréquentes; cependant rien de ce qui rend la vie commode n'était connu : la société n'était pas plus perfectionnée que les arts; les femmes étaient presque aussi renfermées qu'en Afrique; tout le monde pinçait de la guitare, et la tristesse n'en était pas moins répandue sur la face de l'Espagne; les pratiques de dévotion tenaient lieu d'occupation à des citoyens désœuvrés.

On disait alors que la fierté, la dévotion, l'amour et l'oisiveté, composaient le caractère de la nation ; mais il n'y eut aucune conspiration, aucune révolution, aucun châtiment cruel, et, sans les horreurs de l'inquisition, on n'aurait rien eu à reprocher alors à l'Espagne.

Tout était très-différent, dans la manière de vivre et de se vêtir en France, de tout ce qu'on voit aujourd'hui. Les petites bottines, le pourpoint, le manteau, le grand collet de point, les moustaches et une petite barbe en pointe, rendraient les Français du commencement du dix-septième siècle aussi méconnaissables pour nous que leurs passions pour les complots, leur fureur des duels, leurs festins au cabaret,

leur ignorance générale, malgré leur esprit naturel.

En France, Louis XIII entrait dans sa neuvième année, lorsqu'Henri IV fut tué le 14 mai 1610. Dans l'étonnement où ce meurtre jetait tous les esprits, le parlement, qui profitait de toutes les occasions d'augmenter sa puissance, disposa de la régence en faveur de la reine mère Marie de Médicis.

Dès-lors la crainte, sinon d'essuyer des persécutions, du moins de perdre la liberté de conscience, disposa les réformés à se tenir prêts à défendre leurs priviléges. Marie de Médicis confirma cependant l'édit de Nantes;[1] mais sa versatilité avertissait les protestans de peu compter sur ses promesses.

Au milieu de ces germes de division, il fallait des talens et de l'énergie pour gouverner la France ; Marie de Médicis n'avait ni de l'un ni de l'autre.

Le conseil de régence était composé des ministres d'Henri IV ; mais la reine, gouvernée par le maréchal d'Ancre et sa femme, avait

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

un conseil secret, composé de l'ambassadeur d'Espagne, de quelques Italiens et de quelques jésuites, qui décidaient de toutes les opérations de la régence.

Ainsi tous les projets d'Henri IV abandonnés, ses trésors entamés et dissipés, Sully renvoyé, le mariage du roi avec l'infante d'Espagne, et celui d'Élisabeth avec le prince des Asturies, arrêtés, alarmèrent et les protestans et les catholiques : on connaissait l'ambition et la politique de la cour de Madrid.

Les calvinistes remuèrent les premiers. Il était difficile qu'ils se fissent illusion sur les dangers dont les menaçait l'intime liaison des cours de Madrid et de Paris ; ils croyaient voir l'inquisition s'établir, et les bûchers qui avaient consumé leurs pères se rallumer ; ils se rassemblèrent à Saumur, et nommèrent les ducs de Bouillon et de Rohan pour leurs chefs.

D'un autre côté, les princes du sang quittèrent Paris, et se retirèrent à Mézières, où les plus grands seigneurs de la cour les suivirent.

Dès-lors la reine, qui craignait de remettre à son fils l'état déchiré par une guerre civile, usa de dissimulation, et signa, le 13 mai 1614, le traité de Sainte-Menéhould, dans lequel, après avoir promis d'assembler les états généraux, elle suspendit le mariage de ses deux enfans.

Louis XIII, déclaré majeur dans un lit de justice tenu le 2 octobre 1614, n'était qu'un enfant destiné à une éternelle minorité. Marie de Médicis quitta le titre de régente, et son pouvoir n'en fut que mieux affermi : les états généraux s'assemblèrent ; mais la mésintelligence, semée avec art par la cour entre les trois chambres, les empêcha de porter aucun remède aux maux de l'état.

La fermentation augmenta dans le royaume ; et, si, dans cette occurrence, les grands seigneurs avaient fait cause commune avec les magistrats, il est probable qu'ils se seraient emparés du pouvoir.

La crainte de cet événement engagea la reine à traiter en même temps avec les princes et avec les magistrats : on signa le traité de Loudun.[1]

Cependant à peine le prince de Condé est-il rentré dans Paris sur la foi du traité, et la reine le fait arrêter. C'est à cette époque où l'on voit l'évêque de Luçon, depuis cardinal de Richelieu, paraître pour la première fois dans les affaires publiques.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

Cette trahison décida les mécontens à se retirer et à faire les préparatifs de guerre.

Luines profita de cette circonstance pour persuader au roi, dont il était le favori, d'appaiser les mécontens par l'éloignement de la reine et du maréchal d'Ancre des affaires. Le maréchal est assassiné;[1] Marie est reléguée au château de Blois, et l'évêque de Luçon dans son diocèse. Luines gouverne le roi et l'état.

D'Épernon fait sortir la reine mère de Blois; le roi lève deux armées; elles sont battues; les calvinistes prennent les armes. Dans cet état d'anxiété, Luines s'adresse à l'évêque de Luçon, pour ménager un accommodement entre la mère et le fils; l'évêque y réussit : la reine et le roi, son fils, se voient à Brissac; Richelieu est fait cardinal; Luines meurt;[2] la reine mère rentre au conseil; la paix avec les protestans se fait à Privas, et le roi, après y avoir confirmé l'édit de Nantes, est reçu dans toutes les villes protestantes.

La cour, délivrée du fardeau d'une guerre civile ruineuse et infructueuse, fut en proie à de nouvelles intrigues; les ministres étaient

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

tous ennemis déclarés les uns des autres, et le roi se défiait d'eux.

Depuis la mort du connétable de Luines, la reine était à la tête du conseil : pour mieux y affermir son autorité, elle voulut y faire entrer le cardinal de Richelieu, son favori; elle comptait gouverner par lui; elle réussit enfin, malgré la répugnance du roi, dans ce projet, auquel elle attachait une si grande importance.

A peine Richelieu est dans le conseil, et déjà il y domine; déjà il a promis aux protestans d'Allemagne de les favoriser en secret, et il a formé le projet d'accabler ceux de France.

Avant son ministère, on négociait vainement avec tous les princes d'Italie, pour empêcher la maison d'Autriche, déjà si puissante, de demeurer maîtresse de la Valteline.

Cette petite province, alors catholique, appartenait aux Ligues Grises, qui sont réformées; les Espagnols voulaient joindre ces vallées au Milanais; le duc de Savoie et Venise, de concert avec la France, s'opposaient à tout agrandissement de la maison d'Autriche en Italie; le pape Urbain VIII avait enfin obtenu qu'on séquestrât cette province entre ses mains, et ne désespérait pas de la garder.

L'ambassadeur de France à Rome faisait

part à Richelieu, dans une dépêche, de toutes les difficultés de cette affaire. *Le roi a changé de conseil et le ministère de maximes*, répondit le cardinal : *on enverra une armée dans la Valteline, qui rendra le pape moins incertain, et les Espagnols plus traitables.*

Aussitôt le marquis de Cœuvres entre dans la Valteline avec une armée, en 1625; on ne respecte point les drapeaux du pape, et on affranchit ce pays de l'invasion autrichienne : ce fut là le premier événement qui rendit à la France sa considération chez les étrangers.

Dans le même temps, Lesdiguières et le duc de Savoie entraient en Italie pour attaquer les états de Gènes, et se porter sur Savone; mais le duc de Savoie, se souciant peu de voir les Français dominer dans la Ligurie, desirant au contraire posséder le Mont-Ferrat, voulut faire prendre la route d'Acqui. Lesdiguières, qui avait ordre de déférer aux desirs du duc, pour s'y conformer, donna le pillage de l'Opiata aux soldats, se présenta devant Acqui, qui lui ouvrit ses portes; força Capriata, fit capituler Ga, la première ville des états de Gènes, du côté du Mont-Ferrat; prit Novi en présence du duc de Féria, gouverneur du Milanais, qui était accouru avec une armée;

enfin investit la ville de Gavi, qui se rendit, avec son château, après que le comte d'Alais eut taillé en pièces mille hommes envoyés par les Génois au secours de la place, et le duc de Savoie six mille autres, qui avaient aussi l'ordre de se jeter dans Gavi.

Après ces succès, qui soumirent plus de cent soixante places sur la rivière de Gènes, le maréchal de Créqui avait assiégé Caire, dont la prise facilitait celle de Savone; mais, comme nous l'avons déjà dit, le duc de Savoie aimait mieux voir dans Gènes les Génois, ses ennemis, que les Français, ses alliés : il lui suffisait de les avoir affaiblis; il ne voulait pas les ruiner. Il profita donc d'une légère indisposition, comme d'un prétexte, et se retira dans le Piémont.

L'armée française, se trouvant alors seule, affaiblie d'ailleurs de plus d'un tiers par les maladies, ne dut pas attendre le duc de Féria, qui marchait à elle avec dix-huit mille hommes d'infanterie, quatre mille chevaux et quatorze pièces de canon. Le connétable se retira dans le Piémont; ce qui occasionna la perte de Gavi, de Novi, et de toutes les places que l'on avait prises aux Génois. Le duc de Féria, après ces conquêtes, entra dans le Piémont,

et se présenta devant Asti; mais le connétable et le prince Thomas, qui s'étaient jetés dans la place, firent sur les Espagnols une sortie tellement vigoureuse, qu'ils les obligèrent à abandonner un pont qu'ils avaient jeté sur la Verse, qui passe devant Asti, et à effectuer leur retraite. Cependant le duc de Féria, après plusieurs marches et contre-marches, était venu, au grand étonnement de tous les généraux, mettre le siége devant Vérue, petite ville peu importante, située à huit milles de Turin, sur une des collines qui bordent le Pô, vis-à-vis de Crescentia; les Espagnols eux-mêmes en faisaient si peu de cas, qu'ils l'appelaient, par dérision, le *colombier*. Le maréchal de Créqui augmenta sa réputation militaire par la manière dont il la défendit, et dont il obligea les Espagnols à en lever le siége, après avoir été continuellement battus dans les différentes sorties faites contre eux, et dans les différens combats qui leur furent livrés par le maréchal, quoiqu'il n'eût qu'une poignée de monde.

On devait présumer cependant que les Espagnols, ne se tenant pas pour entièrement battus, ne manqueraient pas d'augmenter leurs forces, et d'entrer en campagne de très-bonne

heure : il fallait donc songer à prendre des précautions pour n'être pas surpris. Le maréchal et le prince de Piémont prirent alors le parti de venir à Paris, pour faire sentir l'importance d'envoyer en Piémont des secours en hommes et en argent; mais le cardinal de Richelieu avait d'autres projets; il faisait négocier avec l'Espagne la paix qui fut signée à Mouçon, le 5 mai 1626, et ratifiée ensuite par le duc de Savoie, les Grisons et les Suisses.

Trois ministres, également puissans, faisaient alors presque tout le destin de l'Europe: Olivarès, en Espagne; Bukingham, en Angleterre; Richelieu, en France. Tous trois se haïssaient réciproquement, et tous trois négociaient toujours à la fois les uns contre les autres.

Le cardinal de Richelieu ne s'était empressé de faire la paix de Mouçon que pour désarmer et abattre les calvinistes; il réussit alors dans ses projets contre eux. On leur ôta leurs fortifications et tous les droits qui pouvaient être dangereux; on leur laissa la liberté de conscience, leurs temples, leurs lois municipales, et tout ce qui ne pouvait pas nuire. Ainsi le grand parti calviniste fut terrassé, au lieu d'établir une domination, et le cardinal put s'oc-

cuper à déployer toutes les forces de la France contre la maison d'Autriche, en Allemagne, en Italie, en Flandre, et vers l'Espagne; il importait de voir l'état uni et tranquille, pour troubler et diviser les autres états.

Déjà l'intérêt de donner à Mantoue un duc dépendant de la France appelait les armées françaises en Italie; Gustave-Adolphe voulait entrer en Allemagne, il fallait le seconder; enfin Richelieu songeait à ébranler l'Europe, pour arrêter la puissance de la maison d'Autriche.

L'empereur Ferdinand II, depuis la bataille de Prague, était despotique en Allemagne, et devenait alors puissant en Italie. Son autorité en Allemagne était beaucoup plus grande que celle exercée par Charles-Quint, dans le temps de sa prospérité; une armée de cinquante mille soldats, vivant à discrétion dans les différentes provinces de la Germanie, formait la base redoutable sur laquelle reposait l'autorité impériale.

Le roi d'Espagne, Philippe IV, n'abandonnait pas ses prétentions de régner despotiquement sur l'Italie; la succession au duché de Mantoue lui offrait un nouveau moyen d'agrandissement.

Le Mantouan et le Mont-Ferrat devaient appartenir à Charles de Gonzague, duc de Nevers : le duc de Savoie réclamait le Mont-Ferrat; le roi d'Espagne, maître du Milanais, se croyait en droit d'enlever la succession entière.

L'empereur, après avoir mis au ban de l'Empire le duc de Nevers, [1] pour avoir pris possession de Mantoue sans sa permission, avait envoyé le comte de Nassau, pour séquestrer le Mantouan et le Mont-Ferrat; il voulait enrichir la branche d'Autriche espagnole de ces deux duchés. Les Allemands avaient surpris et saccagé Mantoue; ils répandaient l'épouvante dans la faible Italie.

Ferdinand voulut aller plus loin, et il enjoignit, en infraction de la paix de Passau, à tous les princes allemands de restituer les évêchés et les autres biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés; mais cet usage immodéré de sa puissance ramena les Français en Italie, et, en réduisant les protestans au désespoir, il prépara lui-même les triomphes qu'obtint en Allemagne Gustave-Adolphe, aidé par le cardinal de Richelieu.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

Le marquis de Spinola occupait le Mont-Ferrat avec une armée espagnole. Richelieu desire la combattre; il se fait nommer généralissime de l'armée qui marche en Italie. Ce premier ministre négocie dans la route, mais en souverain ; il exige du duc de Savoie de venir le trouver à Lyon : ne pouvant l'obtenir, il se décide alors à marcher en avant.

Le roi, après avoir traversé la Champagne et la Bourgogne, était arrivé, vers le milieu de février 1629, à Grenoble, d'où il avait envoyé le commandeur de Valence à Turin, pour faire savoir au duc de Savoie qu'il marchait au secours de Casal, et qu'il lui demandait le passage par ses états, comme il s'y était engagé par ses derniers traités envers la couronne de France.

Le duc de Savoie, qui avait promis aux Espagnols de favoriser la prise de Casal, fit une réponse ambiguë ; le roi se décida à partir de Grenoble, malgré la neige et les brouillards, et dirigea sa marche vers le Pas de Suse : ce fut avec des peines infinies que l'armée se porta jusqu'au pied du Mont Genèvre, tandis que le cardinal de Richelieu, suivi des maréchaux de Créqui et de Bassompierre, avait poussé, avec l'avant-garde, jusqu'à Chaumont, bourg sur l'extrême frontière de France, afin de reconnaître les passages et les barricades qu'il fallait forcer pour arriver à Suse.

Effrayé de la rapidité de la marche des troupes françaises, le duc voulut tenter une négociation ; il envoya, pour cet effet, le comte de Vérue, qui offrit au cardinal la liberté du passage, sous la condition d'abandonner au duc la même partie du Mont-Ferrat que lui avait promise le roi d'Espagne.[1] Le premier ministre, indigné des propositions du duc et de sa résistance, renvoya le comte de Vérue, et, en faisant part au roi de ce qui s'était passé, le fit prier de marcher sans tarder, pour punir le duc de Savoie de ses prétentions et de son obstination.

Après avoir reçu les dépêches du cardinal, le roi partit donc à dix heures du soir, et arriva, à trois heures avant le jour, à Chaumont, où il trouva Richelieu occupé, avec les maréchaux de Créqui et de Bassompierre, à dresser l'ordre de l'attaque.

L'armée française était forte d'environ vingt-quatre mille hommes de pied et huit mille chevaux.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

A une demi-lieue environ de Chaumont, sur les terres du duc de Savoie et sur le chemin qui conduit à Suse, se trouve un rocher escarpé de tous les côtés, qui n'est abordable que par une seule pente étroite et bordée de précipices : les Français le nomment Gelasse, et les Piémontais Gravière. Là étaient placés le village et le fort de Gelasse, d'un côté de la pente, et, de l'autre, le fort de Jallon, qui commandait un autre fort sur le bord de la Doire. Les deux premiers défendaient le premier chemin. Près de là est une vallée entre deux montagnes fort hautes, dont l'une porte le nom de Crête de Montabou, et l'autre de Crête de Montmoron. Le duc avait fait fermer ce passage par deux fortes barricades, précédées d'une demi-lune et d'un fort retranchement; il avait aussi fait élever des redoutes sur la pente des deux crêtes. La vallée, qui, sur un quart de lieue de longueur, n'avait que dix-huit ou vingt pas de large, était encore embarrassée par de gros quartiers de roche. La demi-lune et le retranchement se trouvaient à peu près sur la limite des deux états; la première barricade, un quart de lieue plus bas, sous le fort de Jallon, mais bien fortifiée, et dans un passage très-étroit; la seconde, à cent pas de la première, était placée à la proximité du fort de Gelasse, sous le feu duquel il fallait passer pour y arriver.

Ces barricades avaient douze pieds d'épaisseur, et vingt pieds de hauteur; elles étaient défendues par deux mille sept cents hommes, et le duc de Savoie et son fils étaient venus à Suse pour presser les travaux et défendre le passage.

Du côté des Français, les régimens des gardes françaises et suisses étaient à la tête de l'attaque; le régiment de Navarre à l'aile droite, celui de Lisac à la gauche; deux cents mousquetaires devaient précéder chacune des ailes, gagner les éminences au dessus des barricades, et faire feu sur ceux qui les défendaient au moment où on les attaquerait de front. Le comte de Sault, fils du maréchal de Créqui, conduit par un guide, devait passer, avec son régiment, au dessous de Gelasse, par des chemins détournés, descendre vers Suse, et venir prendre les ennemis par derrière. Dauriac, avec un autre régiment, devait tourner le fort de Jallon, pour l'attaquer en même temps. Chaque corps destiné à la première attaque devait jeter en avant cinquante enfans perdus, suivis de cent autres, soutenus par

cinq cents hommes, à la tête desquels devaient se trouver les princes et seigneurs qui avaient accompagné le roi, et qui avaient desiré occuper les places les plus périlleuses.

Avant de donner les signaux de l'attaque, le roi envoya encore demander au duc de Savoie le passage et la liberté d'aller loger à Suse avec sa suite. Sur la réponse négative du duc, le maréchal de Bassompierre demanda au roi la permission de commencer l'attaque.... *Savez-vous,* lui dit sa majesté, *que nous n'avons pas cent livres de plomb dans le parc d'artillerie? — Il est bien temps de penser à cela; laissez-nous faire, Sire. — M'en répondez-vous? — Je vous réponds seulement que nous nous en tirerons avec honneur.*

Dès cet instant, le 6 mars 1629, les maréchaux de Bassompierre, de Créqui et de Schomberg, ayant mis pied à terre, donnèrent le signal du combat; on attaqua sur tous les points : les ennemis, fusillés par derrière, dans les retranchemens et les barricades, et pressés vivement par devant, ne purent résister nulle part. L'ardeur des Français était telle, que, sans Serbellon, officier espagnol, qui tint ferme près d'une chapelle, et arrêta Troisville, qui conduisait des enfans perdus, celui-ci aurait pris le duc de Savoie, qui eut le temps de se sauver.

Pendant que l'on attaquait les barricades, le comte de Sault, qui avait marché pour prendre les ennemis par derrière, trouva sur son chemin le colonel Marc-Antoine Belon posté, avec son régiment, pour lui défendre le passage; il n'hésita pas à l'attaquer, et tarda peu de faire vingt officiers prisonniers, après avoir pris plusieurs drapeaux, et taillé en pièces, ou fait prisonniers tous les soldats, à l'exception de quelques-uns qui se précipitèrent de la montagne en bas.

Après cette belle action, il fit rendre le chemin plus praticable, en faisant écarter la neige, il avait fondu tout à coup sur les ennemis par derrière, et était venu contribuer à accélérer leur défaite.

Suse aurait été forcée le jour même, si l'on n'eût voulu garantir la ville du pillage, afin d'y faire loger le roi. Le maréchal de Créqui, avec les gardes françaises, alla occuper des maisons à gauche, sur la descente; Bassompierre, Tavannes et Thoiras, se placèrent à droite, avec le régiment de Navarre, et le commandeur de Valence fut placé de l'autre

côté de la ville, avec les Suisses, pour empêcher que rien n'en sortît.

Le fort de Jallon s'était rendu en même temps que la ville, il ne restait plus que la citadelle à emporter; sa situation et ses fortifications en rendaient l'attaque difficile. On se décida cependant à l'entreprendre; mais, avant d'effectuer ce projet, le cardinal, voulant éviter les risques d'une expédition en Italie, et les frais énormes qu'elle occasionnerait, envoya, dès le jour même, proposer des négociations au duc de Savoie. Celui-ci, qui craignait de voir ravager ses états, accepta les propositions qui lui étaient faites : dès-lors, le maréchal de Créqui s'arrêta, avec l'avant-garde, à Bosselin; Gonzalve leva le siége de devant Casal; Thoiras, renommé par sa défense de l'île de Ré, en fut nommé commandant; les forts de Suse restèrent entre les mains des Français, et le roi revint en France.

Mais à peine le roi et le cardinal ont repassé les Alpes, et déjà le duc de Savoie a repris les armes, il fait cause commune avec les Autrichiens et les Espagnols, qui saccageaient le Mantouan. Cette conduite était autorisée par les principes de la politique. Ferdinand II, ayant rassemblé toutes ses forces, avait convoqué une diète à Ratisbonne, dans laquelle il se flattait de prendre les mesures les plus efficaces pour détruire la religion protestante en Allemagne, et rétablir la puissance impériale en Italie. La guerre entre les catholiques et les protestans s'était rallumée en France, et cet événement devait éloigner pour long-temps les Français de l'Italie. Louis XIII était tombé dangereusement malade à Lyon, et le cardinal de Richelieu ne pouvait pas tarder d'être disgracié.

Toute cette chaîne de probabilités se rompit à la fois. Ferdinand trouva très-peu de bonne volonté dans la diète de Ratisbonne; les électeurs de Saxe et de Brandebourg exposaient leurs griefs par des députés; l'électeur de Bavière déclarait qu'il n'existerait aucune liberté dans les diètes, tant que l'empereur aurait cent cinquante mille hommes sur pied; les états luthériens et calvinistes protestaient contre l'édit qui exigeait la restitution des biens ecclésiastiques; l'Allemagne retentissait des préparatifs de Gustave; Ferdinand était obligé de rappeler ses troupes d'Italie; Louis XIII avait recouvré sa santé, et Richelieu, après avoir vaincu les calvinistes, venait d'être chargé de la guerre d'Italie, en qualité de généralissime.

Le cardinal, secondé par les maréchaux de Créqui, Schomberg et la Force, séjourna quelques jours à Lyon, où il était arrivé en janvier 1630; il se rendit à Suse, d'où il envoya le maréchal de Créqui, pour négocier, avec le duc de Savoie, au sujet de la fourniture des vivres. Le duc avait eu l'air de tout accorder, et le soin de ne tenir aucune des paroles qu'il avoit données; il s'était proposé de laisser avancer l'armée française, dans l'espérance de lui couper ensuite facilement les vivres et le retour. Le cardinal ne put être plus long-temps sa dupe; il ordonna au maréchal de Créqui, qui, à la tête de l'avant-garde, était déjà entré dans le Mont-Ferrat, de revenir sur ses pas, et d'investir Pignerol; ce qu'il fit le 29 mars 1630. Cette ville se rendit le lendemain, et le château quelques jours après.

La prise de Pignerol décida le roi à venir continuer la guerre; il arriva le 2 mai à Lyon, où il trouva le cardinal, le maréchal de Créqui, et Jules Mazarin, qui venait faire des propositions de paix pour le duc de Savoie, de la part du pape. Le roi n'ayant point agréé les propositions du duc, on résolut, dans un grand conseil tenu à Grenoble, d'attaquer la

Savoie : en même temps, Chambéry fut investi par l'avant-garde aux ordres du maréchal de Créqui.... Chambéry, ainsi que son château, se rendirent très-promptement, et le roi y entra le lendemain. Le maréchal, peu de jours après, prit la tour Charbonnières et Montmélian : en même temps, on assiégeait et l'on prenait les différentes autres places qui pouvaient opposer quelque résistance dans la Savoie, la Tarentaise et la Maurienne, de manière qu'en moins de quinze jours ces trois provinces furent soumises au roi. De nouvelles ouvertures de paix avaient été faites; mais le marquis de Spinola, qui, dès le mois de mai, avait commencé le siége de Casal dans les formes, les rendait toutes infructueuses : il fallut donc se décider à envoyer des secours, pour sauver cette place importante. Le roi jeta les yeux sur le duc de Montmorenci, sous les ordres duquel on mit une partie de l'armée.

Averti que le duc de Savoie s'était saisi de Saint-Ambroise, et se portant de là à Veillane pour lui disputer le passage, le duc de Montmorenci se rendit de Suse à Jouère, avec le marquis d'Effiat : de là, il fit savoir au maréchal de la Force qu'il marcherait tel jour vers Saint-Ambroise; celui-ci, à la tête d'une

division de l'armée française, était parti de Pignerol, s'emparait de Javennes, pour se joindre à Montmorenci, et marcher avec lui au secours de Casal. Ce bourg, qui est à une lieue de Veillane, avait été fortifié, et était occupé par le duc de Savoie, à la tête de quinze mille hommes de pied et neuf mille chevaux.

Montmorenci et d'Effiat priaient en même temps le maréchal de venir les joindre le lendemain, afin de conférer ensemble sur les moyens d'opérer leur jonction à Javennes, qui se trouvait séparé de Saint-Ambroise par une lieue et demie de chemin très-difficile, montueux et escarpé.

Dès le jour même, l'armée du duc, forte de huit mille hommes de pied et de huit cents chevaux, se mit en marche. Le marquis d'Effiat, qui commandait l'avant-garde, s'avança au-delà de Saint-Ambroise, qu'il laissa libre pour le duc de Montmorenci et le reste de l'armée, après avoir posté des troupes pour surveiller le pont de Veillane; le maréchal de la Force arriva le même soir à Saint-Ambroise: on y tint sur-le-champ un conseil, où il fut décidé que, dès la même nuit, on ferait filer les bagages, afin d'assurer la liberté du chemin aux troupes qui partiraient à la pointe du jour.

Les choses ainsi convenues, les bagages partirent en effet; mais on les fit déboucher beaucoup trop lentement : à six heures du matin, il en restait encore à partir, et les troupes ne purent pas se mettre en marche avant huit.

L'armée se mit en bataille devant Veillane, sous les yeux des ennemis, qui la regardaient, du haut de leur fortification, comme un objet de curiosité, et sans faire aucun mouvement.

Quelque temps après, l'avant-garde se mit en route, s'empara sur son chemin d'une maison qui pouvait assurer la marche de l'armée; elle en confia ensuite la garde aux braves lansquenets, pour y rester jusqu'au moment où leur tour viendrait de marcher avec le corps de bataille. Il restait encore l'arrière-garde, qui allait se mettre en mouvement, quand les ennemis parurent : divisés en trois corps, le premier s'empara du pont de Veillane; le second marcha au corps de bataille, pour le prendre en flanc, après s'être emparé de la maison qui favorisait son passage; le troisième, composé de six cents chevaux et de huit mille fantassins, se mit à la suite de l'arrière-garde, et ne cessait de la harceler par des détachemens, qui se relevaient et se succédaient continuellement : ils étaient

composés de l'élite des vieilles bandes de l'empereur.

Dans cette position infiniment périlleuse, le duc de Montmorenci se met à la tête de quatre compagnies du régiment des gardes, et de plusieurs de celui de Picardie, avec lesquelles il regagne la maison qui venait d'être enlevée à l'arrière-garde; il court secourir ensuite la tête du régiment des gardes qui commençait à plier; enfin, s'appercevant de la détresse de l'arrière-garde, qui était sur le point d'être totalement défaite, convaincu des suites fâcheuses de cette défection, qui entraînerait celle de l'armée entière avant qu'elle eût pu arriver à Javennes, la retraite lui paraissant d'ailleurs très-périlleuse, et la fuite infiniment honteuse et très-hasardée, Montmorenci, malgré l'avis de quelques généraux, donne l'ordre au marquis d'Effiat de marcher à la cavalerie ennemie avec les chevaux-légers, se disposant en même temps à le suivre, et à le soutenir avec ce qu'il pourra rassembler de gendarmerie.

Pour exécuter cet ordre, il fallait franchir le front de l'infanterie ennemie, essuyer ses décharges de mousqueterie, et celles des carabiniers qui couvraient la cavalerie : rien n'arrête les deux généraux français et les braves

troupes qui les suivent. Malgré de si grands obstacles, on marche à l'escadron du prince Doria, qui commandait la cavalerie espagnole: en vain ce général tente de gagner le flanc de la cavalerie française, en faisant faire une caracole à sa troupe; le marquis d'Effiat tombe sur sa gauche, Montmorenci sur sa droite, et bientôt cet escadron est renversé, mis en désordre. A peine Doria en a rallié quatre cents, déjà il a été fait prisonnier lui-même, et toute sa troupe entièrement taillée en pièces.

Ce succès ne suffisait pas; il restait encore la plus grande partie de la cavalerie ennemie intacte, qui marchait pour remplacer et venger les escadrons détruits. D'Effiat et Montmorenci venaient de rallier leurs troupes et d'être renforcés par une compagnie de gendarmes de Monsieur. Le combat s'engage de nouveau; la cavalerie ennemie est mise en fuite, on la fait poursuivre par quelques détachemens, tandis que d'Effiat et Montmorenci, se donnant à peine le temps de changer de chevaux, se mettent à la tête de tout ce qu'ils peuvent rallier, pour venir prendre par derrière et en flanc l'infanterie ennemie, qui avait enveloppé celle des Français, et sur le point de l'écraser. Les vieilles bandes autri-

chiennes, attaquées alors de tous les côtés, sont remplies d'effroi : les uns jettent leurs piques, les autres leurs mousquets; tous fuient avec précipitation; plus de trois cents se jettent dans un grand fossé plein d'eau, où ils se noient, tout le reste des fuyards ne s'arrête que lorsqu'ils sont arrivés à leur réserve, qui les protége et les rallie. Plus de huit cents hommes des ennemis restent sur le champ de bataille; plus de deux cents sont faits prisonniers; on leur prend dix-neuf drapeaux : les Français perdent environ quatre cents hommes.

Après avoir lu les détails de ce combat, comment pourra-t-on croire que, pour détruire ou disperser ce corps de quatre mille fantassins et six cents cavaliers, Montmorenci n'ait combattu qu'avec quatre-vingts gendarmes, autant de chevaux légers, soixante carabiniers, et environ douze cents fantassins? Comment encore pourra-t-on comprendre que le prince de Piémont ait pu rester spectateur tranquille de ce combat derrière les retranchemens de Veillane, et qu'il n'ait songé ni à profiter de la position fâcheuse des Français, ni à secourir ses propres troupes, quand il les vit aussi vivement attaquées?

Craignit-il que Montmorenci eût voulu le

tromper et le faire tomber dans un piége, en ne lui montrant que son arrière-garde? Cela n'est pas probable. D'ailleurs, ce prince devait être instruit de la force de l'armée française, qui n'égalait pas la moitié de la sienne; il avait pour lui l'avantage de la position et du nombre. L'armée française se trouvait engagée dans un chemin si étroit, que les soldats ne pouvaient ni se défendre, ni être secourus par ceux qui les précédaient. Le maréchal de la Force était bien à Javennes; mais il ne pouvait que recevoir et rallier ceux qui échapperaient du combat. Le prince devait d'ailleurs empêcher une jonction, dont l'inexécution entraînait la perte de la campagne pour les Français, et lui assurait, au contraire, la prise de Casal et du Mont-Ferrat.

Les deux armées réunies s'emparèrent de la ville et du marquisat de Saluces. Charles Emmanuel s'avança alors jusqu'à Savillan; il était dans l'intention de combattre les Français, lorsqu'il mourut d'une attaque d'apoplexie, vers la fin de juillet 1630.

La ville de Revel fut la première place dont les Français s'emparèrent en Piémont, après la mort du duc. On reproche, peut-être avec raison, aux trois généraux français, de n'avoir

pas marché sur-le-champ à Villefranche, Pontcarlier et Carignan. Ces places, peu garnies de troupes, auraient fait une faible résistance, et, une fois au pouvoir des Français, ils auraient pu ravitailler Casal avec d'autant plus de facilité, que le général Colalto était encore retenu devant Mantoue, et le général Spinola malade devant Casal, avec une armée très-fatiguée et très-affaiblie.

On en vint cependant à ce projet, mais dans un moment où les choses étaient bien changées, et où l'on ne sait pour quelle raison l'ordre de la marche et des attaques arrêté dans le conseil ne fut pas exécuté.

Les généraux partirent plus tard qu'ils ne l'avaient ordonné : on resta un jour entier dans Villefranche, où l'on devait se montrer successivement : on perdit tout le lendemain dans Pontcarlier ; enfin, au lieu de marcher avec toute l'armée vers Carignan, on se borna à l'envoyer reconnaître par La Tremouille, avec quatre cents chevaux.

Celui-ci s'en était à peine emparé, déjà l'armée de Victor-Amédée, qui avait marché en toute diligence, était retranchée au-delà du Pô, et se trouvait à une demi-lieue de l'armée française ; mais le Pô les séparait, le pont de

Montcallier avait été rompu, un régiment allemand avait été chargé d'empêcher sa reconstruction, le pont devant Carignan était entre les mains du duc, et tous les gués très-difficiles et bien gardés.

Dans cette position très-embarrassante, on délibéra, dans l'armée française, si l'on marcherait en avant, ou si l'on retournerait à Saluces. Pendant ces incertitudes, Victor-Amédée s'était avancé au-delà du pont de Carignan, y avait fait tracer une grande demi-lune pour en couvrir la tête, et l'ouvrage avait été exécuté en deux fois vingt-quatre heures.

Ne dirait-on pas qu'il y a pour les généraux les plus expérimentés, des momens de vertige et d'oubli, pendant lesquels ils commettent des fautes qui seraient répréhensibles dans le dernier sous-officier ?

Nous avons vu à Veillane le prince de Piémont laisser écraser sous ses yeux une partie de son armée, sans sortir de ses retranchemens, soit pour battre les Français, soit pour secourir les siens, tandis que Montmorenci donne, dans cette journée, les plus fortes preuves de sagacité, de prudence, de bravoure et de jugement.

Ici, au contraire, le prince de Piémont, devenu duc de Savoie, profitant habilement des

irrésolutions des généraux français, conçoit le projet de fortifier la tête du pont de Carignan; il ose l'entreprendre à la vue de l'armée française, et il y met tant de monde et une si grande surveillance, que les ouvrages sont achevés en deux jours. Tandis que les généraux français, et Montmorenci sur-tout, qui jusqu'alors avait paru si actif et si entreprenant, ne s'opposent en aucune manière à des travaux qui allaient les mettre dans l'impossibilité de passer le Pô et de remplir l'objet pour lequel ils étaient en campagne, le ravitaillement de Casal.

Cependant le duc de Montmorenci, qui s'est apperçu trop tard de la faute que l'on vient de commettre, veut tenter de la réparer. Dès le 7 août 1630, il était entré dans sa semaine de commandement : il proposa d'attaquer les retranchemens des ennemis. Les deux autres généraux n'étaient pas de son avis. Montmorenci persiste : il donne ses ordres; une grande partie de l'infanterie de l'armée doit marcher dans le centre; une partie de la cavalerie sur les deux ailes; un escadron de cavalerie est porté à chacun des gués, pour les surveiller et empêcher les ennemis d'y passer; le reste de l'armée doit se tenir en bataille, comme une

réserve prête à porter du secours par-tout. En occupant un très-grand front, on laissait l'ennemi dans l'incertitude où on l'attaquerait, et on l'obligeait à être faible par-tout, en voulant se trouver en mesure de défense sur tous les points.

Les ennemis avaient un poste au-dehors de leur demi-lune, et cinq cents hommes retranchés sur chaque avenue, protégés par la demi-lune. Trois bataillons français sont commandés pour les attaquer : ils s'avancent à la faveur de la fumée du canon et de la mousqueterie; ils poussent, chassent, tuent ou blessent tout ce qui leur résiste; ils entrent dans les retranchemens avec les fuyards. Bientôt ceux-ci, toujours plus effrayés, se jettent du côté du pont. *Ils fuient*, s'écrie-t-on de toutes parts parmi les Français. A ce cri, les enfans perdus redoublent leurs efforts; tout plie devant eux. Un régiment castillan, qui marchait pour relever les postes, veut tenir ferme. D'Argencourt et Ibard encouragent les troupes qui s'étaient arrêtées un instant. Le colonel espagnol est tué; ses soldats prennent l'épouvante; les uns se précipitent dans la rivière, les autres sont tués ou faits prisonniers, et l'armée de Victor-Amédée courait les risques d'être entièrement défaite,

si le prince, voyant la consternation où la valeur des Français avait jeté ses troupes, n'avait promptement fait rompre le pont; si le pont, se trouvant plus large, on avait pu attaquer sur un plus grand front, et si le Pô, moins enflé, eût été guéable.

Les historiens font monter la perte des Français, dans cette journée, à environ trente soldats et trois officiers, et celle des Espagnols, outre deux régimens, à plusieurs officiers de marque, tués ou faits prisonniers.

Malheureusement cette action si brillante produisit la vaine gloire d'avoir forcé des retranchemens très-difficiles, sans pouvoir encore secourir Casal.

L'armée du duc venait d'être infiniment renforcée par les troupes qui revenaient du siége de Mantoue, que le général Colalto venait de surprendre.[1] L'armée française, au contraire, très-affaiblie, fut obligée de se retirer du côté de Pontcarlier et de Violle, où elle fut renforcée par deux mille hommes de pied et deux cents chevaux, que conduisit le maréchal de Schomberg, après avoir forcé les retranchemens, pris la ville et le château, s'être emparé de celui de Saint-Michel.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (8).

Cependant Spinola continuait d'attaquer Casal, Toiras de le défendre. L'Europe entière attendait avec impatience l'issue d'un siége soutenu par un des plus fameux capitaines du siècle;[1] mais Toiras manquait de vivres et d'hommes; il en demandait avec instance. L'armée française, qui s'affaiblissait tous les jours par les maladies et les désertions, était hors d'état de lui en procurer : on s'occupait sérieusement en France de cet objet. Le maréchal de Marillac était en marche pour se rendre à Lyon, avec huit mille hommes. Plus de mille gentilshommes dauphinois, qui avaient combattu sous Lesdiguières, étaient prêts à marcher sous le comte de Sault, son petit-fils, lorsque Richelieu crut à propos d'approuver une trève de trois mois, jusqu'au 15 octobre 1630, dont les généraux des différentes puissances étaient convenus, par l'entremise de Mazarin, au nom du pape.

Pendant l'entrevue, on avait ravitaillé Suse et Villefranche. Le maréchal de Marillac était arrivé de Lyon à l'armée, qui se trouva dès-lors forte de plus de vingt mille hommes d'infanterie, et trois mille chevaux.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

La trève expirée, il s'agissait encore de faire lever le siége de Casal, et de ravitailler la place. Les maréchaux de la Force, Marillac et Schomberg, avaient pris, pour remplir cet objet, les précautions les plus sages; ils s'étaient mis en marche, décidés à tout, pour forcer Spinola à se retirer de devant Casal; ils étaient arrivés en présence de l'ennemi, et prêts à combattre, lorsque Mazarin, qui avait obtenu la trève, fit consentir la paix aux deux partis.

Le traité entre Louis XIII et Gustave-Adolphe venait d'être conclu. Les princes de l'union évangélique avaient donné au roi de Suède le titre de protecteur de leur liberté; ils se rendaient en foule sous ses drapeaux. Déjà ce roi général s'était rendu maître de Francfort sur l'Oder; bientôt après il avait défait les Impériaux à la bataille de Leipsik. [1] Tilly, leur général, s'était enfui en Westphalie.

Ainsi, Gustave, trois mois après son traité, se trouvait maître de tout le pays, depuis l'Elbe jusqu'au Rhin, et Ferdinand II se trouvait sans ressource.

Pendant ces événemens, le cardinal, premier ministre, avait terminé la guerre d'Italie,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

par le traité de Quiérasque, du 6 avril 1631, [1] où l'on ratifia ce que l'on venait d'arrêter devant Casal.

Les Français se trouvaient alors maîtres du passage des Alpes par Briançon et la vallée d'Exil. On doit présumer que le cardinal de Richelieu songeait à profiter de cet avantage pour renouveler les prétentions de François Ier sur le Milanais et le royaume de Naples, puisqu'il négociait à la fois avec le pape Urbain VIII, le grand duc de Toscane, la république de Venise, le Corps helvétique, la cour de Turin, la république de Gènes, les ducs de Modène, de Parme et de Mantoue. On doit aussi croire en même temps que ces vues politiques furent l'origine des hostilités aussi compliquées qu'opiniâtres, qui ensanglantèrent le midi de l'Europe, pendant les dernières années de Louis XIII et la minorité de Louis XIV.

Depuis Clément VIII, la cour de Rome avait été constamment dévouée à la maison d'Autriche. Urbain VIII, choqué du ton impérieux, affecté par les Espagnols, desirait leur abaissement; il voulut aussi élever ses neveux au rang des souverains; il ne pouvait réussir

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).

dans ce dessein, qu'avec l'appui de la France. Richelieu, pour profiter de ces dispositions, avait envoyé à Rome le maréchal de Créqui, chargé de proposer à toutes les puissances de l'Italie de chasser les Espagnols de la péninsule.

En faisant ces propositions, le cardinal ministre se bornait à la seule gloire de rendre à l'Italie son ancienne indépendance ; mais le pape refusait de prendre une part active à cette guerre, à moins que la supériorité des armées françaises en Italie n'en assurât le succès. Le grand duc voulait voir, avant de se déclarer, les Français au milieu de la Lombardie ; les Vénitiens voulaient rester neutres ; les ducs de Mantoue, de Parme, de Modène, montraient beaucoup d'incertitude ; enfin toutes les puissances de l'Italie détestaient les Espagnols : mais elles les redoutaient encore davantage.

Le duc de Savoie était le prince de l'Italie dont l'alliance était la plus nécessaire. Le maréchal de Créqui avait ordre de lui proposer d'abandonner la Savoie à la France, pour le Milanais et le Mont-Ferrat, le duc de Mantoue devant alors prendre le Crémonois. Dans ce cas, le Milanais, le Piémont, le Mont-Ferrat et le comté de Nice, devaient être érigés en royaume de Lombardie.

Victor-Amédée, qui n'embrassait pas volontiers des chimères, calculant toutes les chances de cette guerre, aurait bien voulu rester neutre ; mais en vain.

Pendant ces pourparlers, le duc de Rohan, généralissime des calvinistes français, réfugié à Venise, cherchant une occasion de se réconcilier avec la cour de France, s'était rendu chez les Grisons, qui lui avaient permis de s'établir dans la Valteline avec un corps de huit mille Français qu'il commandait, dans la crainte où ils étaient que le gouverneur de Milan ne s'emparât de nouveau de ce pays, pour assurer la communication entre les Espagnols et les Allemands.

Dans ces circonstances, le roi de Suède, victorieux dans tous les combats, se voyait au moment de rétablir l'électeur palatin en Bohême, et de détrôner l'empereur, lorsqu'il fut tué, le 6 novembre 1632, à la bataille de Lutzen, gagnée par ses troupes. [1]

Malgré cette perte, les Suédois continuaient de presser les Impériaux ; mais ils s'affaiblissaient par leurs propres victoires, par l'immensité des pays qu'ils avaient à garder, et par

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

la bataille de Norlinguen, perdue, sous les ordres du duc de Weymar, en 1634.[1] Le chancelier Oxenstiern offrit à Louis XIII de lui remettre l'Alsace, à condition qu'une armée française passerait en Allemagne, au secours des protestans.[2]

Jusqu'alors la cour de France n'avait pris qu'une part indirecte aux troubles de l'Allemagne; le cardinal de Richelieu voulait attendre, pour déclarer la guerre aux deux branches de la maison d'Autriche, que leurs forces fussent épuisées : l'occasion était des plus favorables. L'Allemagne, également dévastée par les Suédois, les Impériaux, les protestans et les calvinistes, n'offrait plus de ressources; les champs restaient en friche; les villages étaient brûlés; le reste des habitans de ces campagnes désolées périssait de misère et de faim. La situation de l'Espagne n'était guère plus heureuse : cette riche et superbe contrée s'était changée en un désert aride; les fréquentes et nombreuses émigrations des Espagnols en Amérique avaient commencé cette fatale décadence; l'expulsion d'un million de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

Maures industrieux l'avait prodigieusement augmentée; les levées d'hommes que, depuis plus d'un demi-siècle, nécessitaient les guerres continuelles, l'avaient portée à son comble. Les provinces des deux Siciles n'étaient pas moins désertes : il devenait par conséquent à peu près impossible de recruter les régimens castillans en Italie ou en Espagne, où des soulèvemens dangereux se manifestaient dans plusieurs provinces.

Richelieu s'occupait, depuis quelques années, à augmenter par-tout les ennemis de la maison d'Autriche; il éclata enfin en 1635. L'électeur de Trèves s'était mis sous la protection de la France; l'empereur le fit enlever comme son vassal. On saisit ce prétexte pour déclarer la guerre à l'empereur. Cet électeur était prisonnier à Bruxelles, sous la garde du cardinal infant : ce fut le motif qu'on donna pour attaquer les Espagnols.

Duplessis, ambassadeur de France à Turin, avait déclaré à Victor-Amédée que Louis XIII le regarderait comme son ennemi, s'il ne devenait pas son allié contre la maison d'Autriche. Une armée française, campée à Pignerol, ne lui laissait pas la liberté du choix : il fut donc forcé d'entrer dans une ligue avec la

France, le duc de Mantoue et le duc de Ferrare; obligé de céder à la nécessité, et sans pouvoir, comme Rome, Florence et Venise, garder une neutralité après laquelle il soupirait.

Dans cette fâcheuse extrémité, le duc de Savoie, menacé par les Français, les Espagnols et les Allemands, se conduisit avec une politique qui mit en défaut celle du premier ministre de France. Ses deux frères, le cardinal Maurice et le prince Thomas, rompant brusquement avec lui, entrèrent, l'un au service de l'empereur, l'autre au service du roi d'Espagne; et le duc témoigna tant de courroux de cette conduite, que le cardinal de Richelieu le nomma généralissime des troupes de la ligue.

Non seulement alors le duc de Savoie témoigna indirectement aux cours de Vienne et de Madrid que ses armes étaient unies malgré lui à celles de la France, mais la confiance qu'il avait su inspirer au premier ministre de la cour de Paris, le mit en état de leur rendre directement les plus grands services.

Le maréchal de Créqui, nommé pour commander les troupes françaises en Italie, entre dans le Piémont avec huit mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, qui, joints

aux troupes du duc de Savoie et de Parme, composèrent une armée de vingt mille hommes d'infanterie et cinq mille chevaux.

Le duc de Parme opinait pour ouvrir la campagne par le siége de Valence; le duc de Savoie jugeait plus utile d'attaquer Novare, qui, étant sur la frontière de ses états, pouvait être plus facilement conservé, et ouvrir un chemin jusqu'à Milan. Néanmoins Valence, situé entre Casal et Tortone, pouvait empêcher les secours qui viendraient de Gènes à Milan, et, en passant par le Mont-Ferrat, on pouvait se porter plus facilement dans les états du duc de Parme.

Dès que le maréchal de Créqui en eut reçu l'ordre, il entra dans le Milanais, à la tête de huit mille hommes d'infanterie, et environ douze cents de cavalerie; il passa le Pô à Casal et Ponte-Sture, la Sechia à Lamothe, prit en trois jours le fort de Villette, poste célèbre dans les anciennes guerres d'Italie, très-favorable dans celle-ci : il repassa ensuite le Pô à Brême, le Tanaro, au gué, auprès d'Alexandrie, et joignit, au bourg de Salis, le duc de Parme, à la tête de quatre mille hommes d'infanterie, et de huit cents chevaux.

Après cette jonction, on investit Valence le

19 septembre 1635; le duc de Parme et le maréchal de Créqui prirent leurs quartiers au-delà du Pô, laissant la partie en-deçà au duc de Savoie, qui, quoiqu'il eût promis d'être rendu le premier devant la ville, ne s'y trouva pas, et envoya assez tard, à sa place, le marquis de Ville. Cette conduite avait permis aux ennemis de faire entrer dans la ville la quantité d'hommes nécessaire pour la défendre avant l'arrivée des troupes du duc; depuis son arrivée, il y était entré deux cents chevaux chargés de mèches, et deux mille cinq cents sacs de blé : aussi ne vit-on jamais faire d'aussi fortes et d'aussi fréquentes sorties dans une place assiégée. On eut à en repousser jusqu'à trois à la fois, de deux mille hommes d'infanterie et douze cents chevaux chacune.... Malgré cette supériorité de forces, les ennemis, continuellement battus dans leurs sorties, virent en assez peu de temps la garnison, qui équivalait à une armée, réduite à deux mille hommes.

Cependant le duc de Savoie arriva enfin devant Valence. Les assiégés avaient une communication avec la rive gauche du Pô, par le moyen d'un pont défendu par la place, et par un fort placé à son extrémité, où étaient

sept ou huit cents hommes; on y marcha dans le dessein de l'emporter, et l'on y réussit : en même temps, on mit le feu au pont; deux moulins abandonnés au courant de l'eau, et qui vinrent en heurter les piles, achevèrent de le détruire. On apprit alors que dom Carlos de Colonna avait rassemblé à la Piève dix mille hommes de pied et deux mille chevaux, et qu'il marchait à leur tête pour secourir la place; il faisait porter à la suite des bateaux, dans le dessein de dresser promptement un pont, et d'y faire passer le secours destiné aux assiégés : il était déjà à Frescarol, à deux milles de Valence, lorsqu'on se décida à marcher au devant de lui. Arrivés à portée de Frescarol, on trouva le général Colonna avantageusement retranché hors du village, en face d'un bois qui couvrait sa cavalerie; on commença à escarmoucher d'une manière peu favorable aux Espagnols. Plusieurs officiers, et le duc lui-même, étaient d'avis d'attaquer les retranchemens; le duc de Créqui, qui les avait reconnus, pensant qu'il y avait trop à hasarder, retourna devant Valence, pour y continuer le siége.

Peu de jours après, six cents hommes, chargés de poudre et de mèches, entrèrent, pendant

la nuit, dans la place, en traversant le quartier du duc, qui, sous prétexte que sa cavalerie ne pouvait plus subsister où elle était, voulut absolument passer en-deçà du Pô. A peine y fut-il arrivé avec une partie de ses troupes, que trois mille fantassins ennemis, soutenus de quelques escadrons, attaquèrent le fort, où tous les Français qui le défendaient furent tués ou pris. Rien alors ne pouvant empêcher les ennemis de ravitailler la place à leur fantaisie, on fut contraint de lever le siége le 29 octobre 1635, après sept semaines d'attaques.

Quelques auteurs ont voulu attribuer les mauvais succès de cette campagne à la mésintelligence qui régnait entre le duc de Savoie et le maréchal de Créqui; mais, en examinant les faits, on serait bien plus porté à en regarder le duc de Savoie comme la seule cause.

En effet, dès le moment où il fut question des opérations de la campagne, nous l'avons déjà vu jeter de l'incertitude sur le siége par où l'on devait commencer de préférence; il fut aussi question, dans le conseil, avant d'entrer dans le Milanais, de ne faire aucun siége, de ne s'attacher à aucune place forte, de se saisir seulement des postes les plus avantageux, de s'y fortifier, et de là de faire des incursions, afin

de forcer les principales villes à se soumettre sans les attaquer. Victor-Amédée s'opposa à des idées aussi sages; ce fut alors qu'il préféra de consentir au siége de Valence : avec le projet et la presque certitude de retenir long-temps les armées combinées devant la place, il donnait les moyens aux Espagnols de la secourir, après avoir mis leurs autres places en sûreté.

Cet événement fut d'autant plus malheureux, qu'il ne s'était jamais présenté une plus belle occasion de conquérir le Milanais. Le duc de Rohan venait, en s'immortalisant, de fermer aux Impériaux tous les passages importans de la Valteline, et de prouver en même temps combien il avait étudié et médité, avec succès, les écrits et les faits des anciens.

Au moment où l'on projeta d'envoyer des troupes dans la Valteline, afin d'empêcher les Impériaux de porter des forces dans le Milanais, on ne voit pas comment pourra faire le duc de Rohan pour remplir sa mission. Le duc de Lorraine gardait le passage du Rhin vers les quatre villes forestières qui sont à l'entrée de la forêt noire, en Suabe; et il était assez douteux si les Suisses laisseraient passer une armée chez eux, et lui fourniraient des subsistances. Le duc de Rohan surmonte tous ces

obstacles ; d'après ses ordres et ses précautions, déjà il était en Suisse, et l'on ne savait point encore s'il devait y passer. Le pain de munition se faisait à Berne, et l'on ne soupçonnait pas s'il devait y venir une armée. M. Dulaudé s'était emparé de Bornio, de la rive de Chiavène, et le duc était campé au milieu de la Valteline, avant que l'ambassadeur de l'empereur en Suisse en eût été instruit.

Cependant Rohan, arrivé sur le théâtre de la guerre, était peut-être plus embarrassé, après les précautions les plus sages et les dispositions les plus savantes pour une défensive très-difficile et très-étendue ; il ne trouvait plus sous ses ordres que trois mille hommes de pied et quatre cents chevaux, pour faire tête à près de six mille Espagnols du côté du Milanais, et à neuf ou dix mille Allemands du côté du Tirol ; mais, quoique cette position fût infiniment embarrassante du côté de la faiblesse des forces, et non moins par rapport à la difficulté de se procurer les subsistances nécessaires aux troupes, elle devint encore bien plus épineuse par l'inconduite réitérée de M. Dulaudé, qui, en jetant le général dans de grands embarras, le mit heureusement plus à portée de développer davantage tous ses talens militaires.

Au moyen de marches savamment combinées, les troupes françaises surprennent les Impériaux dans le val de Luvin, et, après les avoir battus, rentrent dans la Valteline. Cette victoire devait décider les Grisons en faveur des Français ; mais elle diminuait encore bien peu le danger de leur position et les difficultés sans nombre pour se procurer des subsistances, les Espagnols se préparant à entrer dans la Valteline, et les Impériaux, après avoir suivi l'armée du duc, se trouvant déjà très-près du Tiron, où ils s'étaient arrêtés. Mais suivez le général français dans une occasion aussi critique. Les Allemands vont passer l'Adda pour l'attaquer ; les Espagnols viennent d'entrer dans la Valteline par le fort de Fuentes ; il n'a point de subsistances, et, à en croire des avis dictés par la timidité ou par l'ignorance, la retraite est le seul parti qui lui reste à prendre. Cependant, pour se décider, Rohan prend conseil de lui seul ; au moment où tout paraît désespéré, au moment où l'avant-garde des Impériaux avait passé l'Adda, et où le reste de l'armée se préparait à la suivre, instruit du dessein des Espagnols de se porter sur Tiron dans deux jours, Rohan a bientôt pris son parti, voyant dans le mouvement des Impériaux une faute

dont il peut profiter. Il ordonne de marcher aux ennemis, et de les attaquer pendant le temps où ils sont encore occupés à passer la rivière. Ses ordres sont exécutés avec promptitude et valeur. Les Impériaux, malgré la manière avantageuse dont ils étaient déjà postés, sont culbutés; bientôt leur pont se rompt; un petit nombre peut le passer; le reste est tué ou pris; six cents Grisons, auxquels le duc avait donné l'ordre de marcher sur la rive droite de l'Adda, arrivant dans ce moment sur le flanc des Impériaux qui étaient restés de ce côté, jettent l'épouvante parmi eux, et les mettent en fuite.

Il serait devenu inutile au duc de Rohan d'avoir remporté sur les Allemands une victoire aussi complète, aussi glorieuse, s'il n'avait eu la presque certitude de repousser incontinent les Espagnols, qui auraient pu s'établir dans la Valteline, si on leur en avait donné le temps : aussi le duc n'hésite pas de marcher tout de suite contre Serbellon; après l'avoir forcé de se retirer dans le Milanais par la sagesse de ses dispositions, il revient sur Bornio, où il attaque encore les Impériaux, et les oblige de rentrer dans le Tirol.

Une campagne aussi glorieuse, aussi savamment conduite, ne fut pas suffisante pour

assurer au duc de Rohan la possession tranquille de la Valteline. Les ennemis étaient instruits des faibles secours qui lui avaient été envoyés : ils résolurent en conséquence d'augmenter leurs forces et leurs efforts, afin de pouvoir réussir plus sûrement à chasser les Français de la Valteline.

En effet, le 14 octobre 1635, les Impériaux rentrèrent par le val de Fréet; mais leur général avait en vain formé le projet de pénétrer plus avant. Le duc, qui avait calculé à l'avance tous les mouvemens de l'ennemi, et qui avait aussi arrêté ses dispositions, se décida à les attaquer dans le val même de Fréet. C'est là où on le vit combattre les Impériaux par des attaques si savamment disposées et si vigoureusement exécutées, que, si Dulaudé avait suivi ses ordres, les Allemands, qui se trouvèrent trop heureux de se retirer dans le Tirol, eussent été ce jour-là à la merci des Français.

Après cette importante victoire, Rohan, manquant de subsistances et de recrues, ayant le plus grand besoin de faire reposer ses troupes, avait repris le chemin de Tiron : ce fut là où il apprit la nouvelle de la levée du siége de Valence, la résolution des Espagnols de profiter de cet événement heureux pour venir

fondre dans la Valteline, et l'arrivée du général Serbellon à Morbeigne, où il attendait les canons du fort de Fuentes, pour venir attaquer les Français à Tiron. Il était du génie militaire du duc de Rohan de les prévenir, soit pour profiter de la bonne volonté de ses troupes, soit pour ne pas perdre les avantages de l'offensive, soit aussi pour conserver la Valteline. Pour parvenir à battre les Espagnols, il fallait, il est vrai, avec des troupes fatiguées, mal nourries, et très-inférieures en nombre, les forcer dans leurs retranchemens, et les défaire ensuite dans une place dont ils étaient les maîtres : tous ces prodiges, les Français les firent à Morbeigne. Ce furent aussi ces succès réitérés qui rendirent le duc de Rohan maître de la Valteline, et lui méritèrent à juste titre la réputation d'un des plus grands généraux connus. Depuis Sertorius, on n'avait pas vu un officier qui eût donné autant de preuves de cette sagesse, de cette prudence, de ce courage, de ces connaissances, si nécessaires dans la guerre des montagnes. Aussi, depuis lors, personne n'a surpassé, ni peut-être même égalé le duc de Rohan dans cette partie si difficile de la science militaire.

Après la levée du siége de Valence, les

troupes françaises et parmesanes entrèrent en quartiers de rafraîchissement dans le Mont-Ferrat, pendant un mois; après lequel temps, les trois armées, qui n'en faisaient qu'une très-faible, se mirent en campagne.

Le duc de Parme était allé à Paris pour y solliciter des secours dont il avait grand besoin. Le marquis de Leganès, nouvellement nommé gouverneur du Milanais, voulut profiter de l'absence du prince Farnèze, et, renforcé des troupes récemment arrivées d'Espagne et de Naples, il s'était jeté dans le Plaisantin, et s'y était rendu maître de quelques places; tout le duché se trouvait en danger d'être envahi, si le maréchal de Créqui n'eût fait une irruption dans le Milanais, entre Novare et Mortare : ce mouvement obligea Leganès à quitter le Plaisantin. Les deux armées se rencontrèrent près de Vespola, le 27 février; on en vint aux mains : mais le maréchal, ayant donné dans une embuscade, fut obligé de se retirer entre Sartirano et Brême. Après cet événement, les Espagnols étaient retournés dans le Plaisantin, et menaçaient de passer dans les états de Parme. Urbain ordonna aux Espagnols de sortir d'un état feudataire du saint siége; sa sainteté fut obéie. Leganès, se con-

tentant de laisser une garnison dans deux places du Plaisantin, sépara son armée en trois corps; le premier fut placé près de Novare, le second à Pavie, et le troisième à Alexandrie, Tortone et Vigevano.... Ces différens corps pouvaient aisément se réunir, avec le secours d'un pont jeté sur le Pô, à la Girola : par ce moyen, Leganès crut empêcher le duc de Savoie d'entrer dans les états du duc de Parme.

Dans le même temps, les armées combinées prirent Candie; on enleva quelques convois; on s'empara du château de Sartirano; on fortifia Brême, les troupes furent ensuite mises en quartiers d'hiver.

Au mois de mai, Canisi ayant amené de France un renfort de six mille hommes, le duc de Savoie et le maréchal allèrent camper à Annone, en-deçà du Tanaro, traversèrent ce fleuve sur un pont de bateaux, et, après avoir joint le duc de Parme, ils passent le Pô vers Brême, campent vis-à-vis de Valence, et marchent vers Novare.

Le comte de Sault, fils du maréchal de Créqui, à la tête d'un détachement de cavalerie, rencontre trois cents Allemands, les bat, les poursuit, l'épée aux reins, jusque dans la ville: en même temps, Victor-Amédée prend Romagnano, d'où son altesse envoya le maréchal de Thoiras se saisir du château de Fontanelle, pour assurer les vivres de l'armée. Cet excellent officier y reçut, le 14 juin, un coup de mousquet à la poitrine, dont il mourut.

De là, l'armée marche à Oleggio, dont s'empare le maréchal de Créqui, ainsi que de Confienza, de Palestro, de Robia et de Vespola, sur la rivière de Gagne : le maréchal s'avance ensuite sur les bords du Tesin, et s'empare d'un lieu où le Naville [1] se joint à cette rivière. Le chef d'un petit corps de troupes détaché en avant par le maréchal de Créqui ayant trouvé, à son arrivée sur le bord du Tesin, tous les bateaux sagement retirés de l'autre côté de la rivière, s'avisa de donner des écharpes rouges à quelques Montferreins qui marchaient à la tête : ceux-ci, se disant au service de l'Espagne, demandent qu'on leur envoie promptement des bateaux pour les tirer des mains des ennemis, qui les poursuivent. Les bateaux arrivent; les

[1] Ce Naville est un canal qui va de Bufalora à Milan. Les Français, lorsqu'ils étaient maîtres du Milanais, l'avaient fait pour faciliter les transports des vivres du Tesin dans Milan; il servait aussi à faire aller tous les moulins qui fournissent les farines qui se consomment dans cette ville.

Français s'en saisissent; douze barques, remplies de soldats envoyés par le duc de Savoie, viennent se joindre à huit cents hommes qui s'étaient jetés dans les bateaux saisis; tous passent la rivière, mettent en fuite quelques milices du Milanais accourues pour les repousser, et se retranchent si bien, qu'ils donnent le temps au maréchal de jeter son pont, et de passer le Tesin avec le reste de son armée. Ainsi le duc de Savoie marchait d'un côté de la rivière, et le maréchal de Créqui de l'autre.

Le 16 juin 1636, le duc de Savoie vint occuper, à côté de Novare, le poste abandonné par le maréchal, pour passer le Tesin, et se porter à la Case de la Caméra, située assez près du commencement du Naville. L'on croyait important d'occuper et de fortifier cette position; mais, y ayant trouvé de grands obstacles, l'endroit où il aurait fallu jeter le pont pour la communication des deux armées se trouvant dominé par une colline, le terrain, très-mouvant et très-graveleux, présentait de trop grandes difficultés pour se fortifier : on résolut de remonter la rivière jusqu'auprès du lac Majeur, comme plus assuré d'y trouver des positions plus avantageuses.

En conséquence, après avoir rompu le Naville en plusieurs endroits, de manière à le mettre à sec presque par-tout, et dans l'impossibilité de porter presque nulle part aucun bateau, dès le 20 juin, on décampa de part et d'autre, après avoir destiné les chevaux de l'artillerie à remonter les bateaux avec lesquels on se proposait de construire ailleurs le pont de communication. Le même jour, le maréchal, à la tête de l'avant-garde, composée de six mille fantassins et douze cents chevaux, alla camper à Somma, sur la rive gauche du Tesin, et le duc, à la tête du corps de bataille, composé de dix mille fantassins et quinze cents cavaliers, au Castelet, où on projetait de jeter le pont, d'après les connaissances qui avaient fait prendre cette détermination. On allait s'occuper de sa construction, au moment où le duc fut informé de la résolution du marquis de Leganès de profiter de la marche de l'armée française et de l'abandon de la tête du Naville, pour s'avancer avec quinze mille hommes d'infanterie, quatre à cinq mille chevaux et quatre pièces de canon, afin de s'en emparer et combattre plus avantageusement les armées combinées, qui se trouvaient alors séparées par le Tesin.

La perte du Naville avait réduit les Milanais au désespoir. Leganès, pour éviter une

sédition dans Milan, s'était engagé à reprendre ce poste, et à rendre à la ville les eaux du Tesin : pour cet effet, ayant rassemblé ses troupes à Biagrasso, il passa le Tesin à Vigevano, dans le dessein d'affamer les Français; mais ce projet entraînait des longueurs : les Milanais ne pouvaient pas endurer la faim plus longtemps. Leganès, dans cette position, fut forcé de hasarder un combat; il semblait courir bien peu de risque à le livrer : son armée était deux fois plus forte que celle du maréchal, il espérait pouvoir l'attaquer et le battre avant que le duc de Savoie eût pu jeter un pont sur le Tesin, pour venir à son secours.

Afin d'effectuer ce projet, Leganès, ayant repassé le Tesin, marcha, le 22 juin 1636, pour s'emparer de la tête du Naville, et combattre les Français, s'ils s'y opposaient.

Instruit de ses mouvemens, le duc de Savoie avait fait dire au maréchal de marcher vers Castel-Nova, où il projetait de jeter son pont, afin de se joindre à lui, et empêcher les ennemis de s'emparer du Naville; mais le maréchal, mieux informé de leur approche, et dans l'impossibilité d'arriver à temps à la défense du Naville, s'il se rendait à Castel-Nova pour y recevoir l'armée du duc, en lui faisant part

de sa position et de celle des ennemis, le fit prier de faire descendre ses bateaux jusqu'à l'endroit où le Tesin entre dans le Naville, afin d'y jeter son pont, tandis que lui marchait rapidement vers le même point, où il tâcherait d'arriver avant le marquis de Leganès.

En effet, le maréchal marcha avec une si grande rapidité, qu'il arriva à la cassine de Tornaventi, avec quatre cents chevaux, au moment où les ennemis s'y présentaient avec huit escadrons. Après quelques escarmouches, où cette cavalerie ennemie eut le dessous, elle s'apperçut qu'elle avait manqué son but, et se retira pour se poster à Casteno, où arriva bientôt après l'avant-garde ennemie, qui se campa à Vensequel, petit village situé dans une grande plaine, à un quart de lieue de la cassine de Tornaventi.

Cette cassine se trouve placée sur une espèce de colline, à mille pas environ de la rive gauche du Tesin, et commande, par ce moyen, le Naville et la rivière. Ainsi, par la position qu'occupait le maréchal, il avait à sa droite le Naville et la petite plaine qui se trouvait entre les bords de la rivière et la colline; la cassine à son centre et à sa gauche, un fossé

connu sous le nom de Pain Perdu,[1] qui régnait depuis Vensequel jusqu'au camp du maréchal; au-delà était une plaine rase, sans arbres ni haies.

Dans la crainte de laisser aux ennemis la facilité de faire marcher un corps de troupes dans la petite plaine qui se trouvait entre les bords du Tesin, la colline et le fossé, afin de venir attaquer le pont et le rompre, le maréchal y avait placé deux régimens d'infanterie, une compagnie de gendarmes, et deux escadrons de cavalerie, qui élevèrent à la hâte quelques retranchemens, comme le maréchal l'avait fait à la tête de son camp.

Heureusement pour les armées combinées, les Espagnols, arrivés trop tard le 22 juin, et prévenus par le maréchal, furent obligés de s'en tenir à quelques escarmouches, et de donner le temps au duc de Savoie de jeter son pont.

Le lendemain 23 juin 1636, l'infanterie des ennemis s'avança à la faveur du fossé de Pain

[1] Ce fossé avait pris ce nom des ouvrages que les Français y avaient souvent inutilement tentés dans les guerres précédentes. C'était à la cassine de Tornaventi que l'on avait détourné l'eau du Naville, de manière à ce qu'il n'en descendit plus à Milan.

Perdu, ayant dans la plaine, à sa droite et au-delà du fossé, sa cavalerie. Il était huit heures du matin lorsque l'artillerie des ennemis commença à tirer pour soutenir un régiment allemand et un régiment espagnol, qui faisaient la tête de l'attaque. Le maréchal de Créqui avait fait sortir de ses retranchemens le régiment de Lyonnais, pour repousser ces deux régimens : ébranlé d'abord par la mousqueterie, l'artillerie et le grand nombre des ennemis qu'il attaquait, le régiment de Lyonnais plia un instant; mais, arrêté par les officiers, il revient sur ses pas avec une telle résolution, qu'il oblige les ennemis de plier à leur tour, et de se jeter sur leur gauche, dans un endroit de la colline que l'on n'avait pu garnir, faute d'un assez grand nombre de troupes. N'ayant rencontré aucun obstacle, les deux régimens repoussés, suivis de plusieurs autres, franchissent la colline, et dirigent leur marche vers la petite plaine, pour venir attaquer la tête du pont; ils trouvent sur leur chemin trois escadrons, qui les arrêtent quelque temps, et qui étaient sur le point de plier, au moment où se présenta, pour les soutenir, le comte Duplessis-Praslin, à la tête d'un régiment d'infanterie, auquel le duc de Savoie venait de faire

passer la rivière, suivi de quatre autres régimens, pour les soutenir.

Cependant les ennemis, dont le nombre s'accroissait à chaque instant, après avoir renversé ces régimens, étaient descendus dans la plaine, où ils trouvèrent les deux régimens qui y avaient été placés par le maréchal, et qui s'y étaient retranchés : ceux-ci se trouvèrent encore trop faibles, ayant été tournés et enveloppés. La gendarmerie et la cavalerie, qui se trouvaient dans le même poste, se décidèrent néanmoins à attaquer les ennemis, malgré leur nombre et leurs succès; et elles le firent si vivement, soutenues par deux régimens d'infanterie qui arrivaient, qu'elles leur firent regagner la montagne. En même temps, les deux régimens mis en déroute se rallièrent; ils retournèrent à la charge, et, quoique les ennemis eussent déjà planté leurs drapeaux sur le retranchement, quoiqu'une partie de leur cavalerie fût venue les soutenir, tout fut renversé, repoussé jusque sur le haut de la colline, où plusieurs régimens français se logèrent.

Ainsi chassés de la colline, les ennemis font attaquer l'infanterie qui la défendait par sept cornettes allemandes, soutenues par tout le reste de leur cavalerie. L'infanterie française,

accablée par le nombre, plie sans prendre la fuite : arrive encore le comte Duplessis-Praslin, avec environ soixante maîtres de cavalerie ou de dragons qu'il avait ralliés; ils tombent sur les flancs et les derrières de cette cavalerie, en font un tel carnage, qu'elle prend la fuite, et n'ose plus reparaître. L'infanterie espagnole veut marcher pour réparer cet affront; elle est de même maltraitée, de manière à ne pas y revenir.

Les ennemis se renouvelant sans cesse pour attaquer les Français, auxquels le duc de Savoie avait la plus grande attention d'envoyer successivement des renforts, les troupes de l'un et de l'autre parti se trouvèrent aux mains quatorze fois. Au milieu de ces attaques si souvent réitérées, les Français eurent toujours l'avantage de repousser les Espagnols; de reprendre continuellement ou de garder leur terrain, depuis huit heures du matin jusqu'à deux heures après minuit, et de conserver le champ de bataille.

Les ennemis perdirent, dans cette journée, plus de trois mille fantassins, quatre cents cavaliers, plusieurs officiers de marque, parmi lesquels le général Gambacorta; une très-grande quantité de chevaux tués ou blessés,

trois cents hommes faits prisonniers, plus de quinze cents blessés.... Dix-sept cents fantassins et trois cents cavaliers perdirent la vie, du côté des Français.

Le général espagnol, après avoir fait cesser l'attaque, prit le parti de se retirer, marcha tout le reste de la nuit, dans la crainte d'être attaqué lui-même. Pour cacher sa marche, il fit planter cinq cents piques dans les corps-de-gardes avancés, et ranger autant de mèches allumées sur les retranchemens; il laissa en outre deux cents dragons, avec ordre de tirer de temps en temps, de manière à faire croire que l'armée était encore dans son camp. Cette ruse n'empêcha pas le maréchal de faire suivre les ennemis, de leur tuer ou prendre encore bien assez de monde, et de les effrayer, au point qu'ils laissèrent en chemin quantité de chariots, d'armes, de pics, de pelles et de munitions de guerre.

Avec une armée aussi faible que celle à ses ordres, le maréchal ne pouvait pas tirer un grand avantage de la victoire que l'on venait de remporter; il connaissait toute l'importance du poste qu'il occupait pour favoriser la conquête du Milanais : mais, privé de vivres et de fourrages, entouré d'un pays entièrement dévasté, son armée manquant de tout, il fut obligé de repasser la Sesia, et de rentrer dans le Piémont. Le reste de la campagne se passa en différens mouvemens ou insignifians, ou inutiles. Subordonné à Victor-Amédée, le maréchal ne pouvait pas se dissimuler les fautes de ce prince; mais il ne pouvait ni les empêcher, ni forcer le duc à prendre les partis qui auraient infailliblement réussi à remplir le but du cardinal de Richelieu, en portant la guerre en Italie.

Rien de mieux concerté que la dernière campagne. Le duc de Savoie et le maréchal de Créqui devaient pénétrer dans le Milanais par le Mont-Ferrat, et le duc de Rohan par la Valteline; les forces du duc et du maréchal réunies se montaient à vingt-cinq ou trente mille hommes : rien ne les empêchait d'effectuer ce projet si bien concerté, si ce n'est leur mésintelligence, et le peu d'envie du duc de concourir à assurer des succès aux Français.

Le duc de Rohan entra dans le Milanais deux fois, par deux différens endroits, avec beaucoup de bravoure et de succès : la première fois, par la montagne de Francesca, dont il força tous les passages, malgré l'opiniâtre résistance du colonel de Guasco; la seconde fois, après la bataille du Tesin, par une montagne

encore plus rude, et mieux retranchée que la Francesca. Dans l'intention de joindre les armées combinées, il passa, comme un torrent, sur le corps de tout ce qui se présenta, et pénétra jusque dans la ville de Lèque, d'où il fut obligé de revenir sur ses pas, ne voyant point paraître les armées aux ordres du duc de Savoie.

Ainsi les heureux succès du duc de Rohan devinrent infructueux; mais il n'en aurait pas été de même, si, après la prise d'Oleggio, le duc eût marché directement vers Arona, sur le lac Majeur. La possession du château lui eût ouvert l'entrée des vallées voisines, fertiles et abondantes, où il aurait pu prendre de bons quartiers d'hiver. Après le combat du Tesin, on se contenta d'y envoyer le comte Duplessis, avec un détachement; mais il était trop tard : le comte Borromée, seigneur du fief d'Arona, y avait jeté une forte garnison, et posté des troupes pour défendre l'entrée des vallées. D'ailleurs, ce n'était plus là qu'il fallait porter ses vues; c'était sur la ville de Lèque, où venait de se porter le duc de Rohan.

Mais, malgré l'arrivée du marquis de Ville avec les troupes qui étaient à ses ordres dans le Parmesan, le duc de Savoie se contenta de rester dans l'inaction, sur le pays ennemi, jusqu'à la fin d'octobre, où il prit des quartiers d'hiver.

Quant au maréchal, les désertions et les maladies avaient diminué de moitié l'armée française; les soldats qui lui restaient, nus ou déchirés, pâles et défaits, demandaient l'aumône publiquement dans les églises et dans les rues. En vain le maréchal avait pris tous les soins qui pouvaient dépendre de lui; en vain avait-il emprunté de toutes parts, et engagé sa fortune pour procurer quelques subsistances à ses troupes, le cardinal de Richelieu était trop embarrassé pour s'occuper de cette armée. La Picardie était sur le point d'être la proie des Espagnols; le comte de Galles et le duc de Lorraine, à la tête des Allemands, étaient déjà auprès de Dijon; de tous les côtés, les armes de la France étaient malheureuses; enfin le duc de Parme venait de s'accommoder avec les Espagnols.

Cependant le maréchal de Créqui ne pouvait pas rester plus long-temps dans l'incertitude sur le sort du peu de troupes françaises qui restaient à ses ordres, et sur les projets ultérieurs du cardinal, relativement à la guerre en Italie : si on voulait la continuer, il fallait une nouvelle armée et des fonds assurés pour la

soutenir. Il prit le parti de venir à la cour, afin de s'éclaircir par lui-même sur des objets qui auraient été traités trop imparfaitement par lettres, ou par des personnes envoyées de sa part.

Arrivé à Paris, le maréchal fut très-bien reçu par le roi et par le cardinal, qui lui témoignèrent, l'un et l'autre, combien ils étaient satisfaits de sa conduite, lui accordèrent tout ce qu'il demandait, et le renvoyèrent comblé de louanges, de promesses et d'espérances, avec ordre de se rendre à Turin, pour y concerter les plans de la campagne prochaine.

L'accueil fait au maréchal, à la cour de France, lui en procura un extrêmement obligeant dans celle de Piémont; mais on oublia bien vîte, à Paris, tout ce qu'on lui avait promis. Les nouvelles levées, destinées pour l'Italie, se firent très-lentement; elles se montèrent à peine à six mille hommes de pied et à deux mille chevaux, qui, manquant de solde et de subsistances, ne furent pas long-temps sans se dissiper. En vain le maréchal envoya-t-il son écuyer Dauby, pour se plaindre de la manière peu scrupuleuse dont on manquait aux paroles qu'on lui avait données, pour faire connaître le peu de bonne foi du duc, et pour faire accepter sa démission, on se contenta d'envoyer au maréchal quelques modiques sommes, dont il s'empressa de faire part aux soldats.

La mort de Ferdinand II, arrivée le 15 janvier 1637, n'avait pas changé les affaires de l'Europe : outre les ennemis du dehors, Richelieu s'était encore attiré la haine de Gaston et du comte de Soissons. Weymar commençait à peine à avoir quelques succès.

Un puissant renfort d'Allemands et d'Espagnols, la faiblesse de l'armée française, et les mauvaises dispositions pour elle du duc de Savoie, donnèrent à Leganès la hardiesse et les moyens de tout entreprendre. Après avoir forcé le duc de Parme à devenir neutre, il entra dans le Mont-Ferrat, où il se rendit maître de Nice de la Paille, par la trahison des habitans; il prit ensuite le château Doillan, et il pénétra dans le Piémont, avec le projet de surprendre Asti : mais le maréchal et le comte de Vérue ayant marché à propos au secours de cette place, le général espagnol se porta sur Verceil; en même temps, un gros détachement de son armée faisait des progrès dans les Langhes. Le comte de Vérue marcha pour délivrer ce pays important : quant au maréchal, qui s'était chargé de protéger le Vercellois, il passa le

Pô au pont de Sture, tombant inopinément sur dom Martin d'Aragon, aux environs de Verceil; il le battit complètement, et chassa entièrement les Espagnols du Vercellois.

Quelques jours après, le 7 octobre 1637, le duc de Savoie mourut à Verceil, âgé de cinquante ans.... Les hommes qui ne veulent jamais rien trouver de naturel dans la mort des princes, jugèrent celui-ci empoisonné; on poussa même la calomnie jusqu'à prétendre que le duc de Créqui n'était pas étranger à cette mort.

Devenu commandant en chef des armées combinées, le maréchal de Créqui rassembla les troupes dispersées dans le Mont-Ferrat, pour chasser les ennemis de Poma, et prendre des quartiers d'hiver dans le Milanais. Poma, qui se trouve placée entre Valence et Casal, incommodait ces deux villes par sa garnison; le maréchal y entra sans résistance. Au moment où il se disposait ensuite à entrer dans le Milanais, il reçut des ordres de la cour qui l'obligèrent de passer l'hiver dans le Piémont.

Dès le mois de mars 1638, Leganès entra en campagne avec le dessein d'attaquer le fort de Brême, sur le Pô, pour délivrer le Milanais des courses de la garnison de cette place:

craignant au contraire pour Casal, le maréchal de Créqui s'était approché de la frontière; par sa présence et ses soins, il l'avait mise en état de ne rien craindre. Néanmoins Leganès, parfaitement instruit de la position où se trouvait Brême, se détermina à l'investir, au moment où l'on s'y attendait le moins, le 11 mars 1638. Cette place n'avait pas la moitié de la garnison qui lui était nécessaire; une partie en était malade; ses remparts s'étaient éboulés en plusieurs endroits; les palissades étaient trop faibles, et Montgaillard, qui y commandait, était avare, cupide et peu vigilant. Le même jour de l'investissement, le général espagnol fit attaquer la demi-lune de la porte du Pô, et l'emporta: le siége alors fut formé, et la circonvallation achevée. Montgaillard voulut faire une sortie; il fut repoussé....

Le maréchal, averti de ces différens événemens, chargea sur des bateaux, dans la nuit du 14 mars, douze cents hommes, avec des munitions de bouche et de guerre pour la place, et se mit en marche après avoir fait partir les secours. Arrivé proche des ennemis, il veut les reconnaître; il vient jusque sur les bords du Pô, à la portée du canon; il s'appuie contre un arbre, pour se servir plus commodément

d'une lunette de longue vue : au moment où il y porte les yeux, un canonnier, qui avait pointé sur lui un canon de douze livres de balles, met le feu à sa pièce, une balle vient percer le bras qui soutenait la lunette, et pénètre ensuite dans l'estomac. La perte du maréchal fut suivie de celle de la place.

A peu près dans le même temps, le duc de Rohan, qui gardait la Valteline avec un corps de calvinistes français, mécontenta les habitans du pays, soit par la manière dont il procurait des vivres à son armée, soit par les insultes que se permettaient les soldats français envers les femmes du pays. Les Grisons sommèrent le duc de Rohan d'abandonner la Valteline; le cardinal de Richelieu, auquel il convenait, pour ses desseins, de conserver cette clef de l'Italie, imagina des prétextes pour éviter de s'en dessaisir.

Les Grisons s'impatientent; leur impatience dégénère en fureur : le duc de Rohan était malade; il se fait porter à Coire, pour tâcher de ramener les esprits; il éprouvait combien il est difficile de tromper un peuple qui connaît ses droits, et qui se croit méprisé. Les Grisons avaient signé à Inspruck un traité dans lequel les Espagnols promettaient de s'unir à eux pour

chasser les Français de la Valteline, à condition que le passage y serait toujours ouvert aux troupes espagnoles, et qu'il y aurait une alliance perpétuelle entre les trois Ligues et le pays de Milan.

Ce traité était à peine conclu, et déjà tous les Grisons prenaient les armes contre les Français. Le duc de Rohan eut à peine le temps, avec neuf mille hommes, de se jeter dans le fort du Rhin, où il fut investi et forcé de se rendre; d'où s'ensuivit l'évacuation de la Valteline par les Français.

Sorti de la Valteline, Rohan était allé joindre le duc de Weymar; il combattit sous lui à la bataille de Rhinfeld, où il fut blessé à mort, au moment où il enfonçait les ennemis, le 28 février 1638, après avoir contribué au gain de cette bataille, dans laquelle on fit prisonniers quatre généraux de l'empereur; ce qui commença à rétablir les affaires de la France.

Le cardinal de la Valette étant venu en Italie pour y prendre le commandement de l'armée, et y remplacer le maréchal de Créqui, en avril 1638, se porta d'abord à Ponte Sture et à Casal, pour reconnaître ces deux places et celles du Mont-Ferrat. Après avoir tout examiné, et fait un état circonstancié de tout ce

dont il pouvait avoir besoin pour mettre le Mont-Ferrat et ses places de guerre en état de défense, il dépêcha à la cour pour en rendre compte au cardinal, et revint ensuite à Turin, pour y concerter les opérations de la campagne prochaine.

D'après ses observations et la connaissance des forces de l'ennemi, le cardinal de la Valette prétendait que les Espagnols ouvriraient la campagne par le siége de Verceil; le conseil de madame la duchesse de Savoie soutenait le contraire. Selon les personnes qui le composaient, la place était trop forte et trop bien pourvue pour devoir craindre d'être assiégée par les Espagnols, qui devaient porter plus naturellement le fort de la guerre du côté de Casal.

Le cardinal, s'en rapportant un peu légèrement peut-être à ces assertions, revint à Casal pour surveiller les mouvemens des ennemis, y rassembler son armée, en reconnaître les troupes, et y recevoir les recrues qu'il attendait de France. Il était occupé de ces différens objets, quand, le 27 mai, le marquis de Leganès investit Verceil avec une très-forte armée.

A cette nouvelle, le cardinal de la Valette conféra avec le marquis de Ville, lieutenant

général de la cavalerie du duc de Savoie, officier consommé dans les guerres du Piémont, sur la manière dont on pourrait jeter promptement du secours dans Verceil. Après être convenu d'y envoyer d'abord de l'infanterie, on en confia un corps à Saint-André, Montbrun et au marquis de Ville, qui devait être le conseil et le guide du commandant français. On marcha toute la nuit, et, à la pointe du jour, au lieu de se trouver aux portes de Verceil, on en était beaucoup trop loin, selon le marquis de Ville, pour pouvoir y arriver à temps. Saint-André se soumet alors, avec bien du regret, à revenir sur ses pas : la mauvaise foi de son guide lui était trop bien démontrée; mais il avait ordre de suivre ses avis.

De son côté, le cardinal étant venu coucher à Turin le 5 juin 1638, où son armée avait eu des peines incroyables pour passer le Pô, il y avait été joint par deux mille chevaux et cinq mille hommes de pied, envoyés par la duchesse de Savoie, qui, le 6 juin, vint elle-même coucher à Cresantin, voir l'armée et s'y montrer.

Le 9, l'armée partit de Troncano, et arriva le soir, proche de Verceil, à la vue des retranchemens des ennemis.

Le cardinal ayant fait assembler un conseil de guerre, les principaux officiers, qui connaissaient le pays, furent d'avis de passer la rivière de la Sesia, et de secourir Verceil par le côté du Milanais qui n'était pas retranché, entre le bourg de Sandoval et la place.

Le 15 juin, après avoir surmonté un grand nombre d'obstacles, on jeta un pont sur la Sesia; l'armée y passa, on s'occupa à en fortifier les têtes.

Le 17, l'armée marcha aux retranchemens des Espagnols, qui se tinrent immobiles. Du côté de la ville, on garda aussi le plus profond silence.

Cette contenance de part et d'autre, décida le cardinal à faire halte, et à envoyer à la découverte : on reconnut alors les causes de l'immobilité apparente des Espagnols; ils avaient abandonné la Sesia et une île qui est entre la Sesia et la ville.

Après cette reconnaissance, le cardinal voulait attaquer les retranchemens; tout le monde fut d'un avis contraire. Le silence des assiégés faisait craindre, ou qu'ils eussent capitulé, ou qu'ils manquassent de munitions de guerre : d'ailleurs, la rivière de la Sesia pouvait fort bien n'être pas guéable. On s'en tint à loger

l'armée où elle se trouvait, proche de la cassine del Secco, la gauche appuyée au fort de Sandoval.

La nuit suivante, les assiégés ayant fait plusieurs décharges, on se décida à jeter, du 18 au 19 juin, deux mille hommes dans la place; mais on le fit de si mauvaise grace, avec tant de lenteur, que l'on fut contraint de ramener les troupes au camp, sans avoir rien osé tenter. On hasarda, avec plus de succès, la même entreprise la nuit suivante.

L'armée, manquant de vivres, partit le 28 juin, pour repasser la Sesia et rentrer dans le Piémont, où elle devait avoir plus facilement des subsistances. Pendant cette marche, le comte de Guiche enleva à Palestro deux compagnies de cavalerie, tout le pain de munition et les farines qu'elles escortaient, fit démolir tous les fours, emmena tous les vivandiers qui se trouvèrent sur son chemin.

Enfin, on faisait les dispositions nécessaires pour jeter de nouveaux secours dans la place, quand on apprit, le 5 juillet, sa reddition aux Espagnols.

On accusa alors, avec une grande probabilité, le marquis d'Ogliani, gouverneur de Verceil pour Madame, d'avoir rendu cette place à

Leganès, en lui demandant cependant de faire donner un assaut pour mettre son honneur à couvert. On l'accusa en même temps de la mort du brave Saint-André, qui, s'il eût vécu, n'eût jamais permis une pareille perfidie.

Après cette perte, l'armée du roi se retira à Constanzana, où elle fut séparée pour prendre des quartiers de rafraîchissement. Le cardinal envoya alors M. de Fabert à Paris, pour y solliciter des hommes et de l'argent, avec lesquels il offrait de reprendre Verceil. On lui promit douze mille hommes et 120,000 livres; mais, au commencement de septembre, on n'avait encore effectué aucune promesse.

Cependant dom Francisco de Mélas, qui commandait l'armée espagnole à la place de Leganès, tombé récemment malade, était entré dans le Mont-Ferrat, où il s'était emparé du château de Pomma. Le cardinal de la Valette s'empressa de marcher à lui, mais dom Francisco se hâta de passer le Pô. Dès-lors, on reprit Pomma; les Espagnols furent entièrement chassés du Mont-Ferrat, le cardinal entra dans le pays des Langhes, où il assiégea Refrancor, dans l'espérance d'y attirer les Espagnols et de les combattre. N'ayant pu réussir, il se jeta dans le pays ennemi, afin de le

ruiner. Les Espagnols ayant pris leurs quartiers d'hiver, le cardinal prit aussi les siens, le 18 octobre 1638, en répandant son infanterie dans le Mont-Ferrat, et en renvoyant la plus grande partie de sa cavalerie en France, d'après les ordres du roi.

Immédiatement après la prise de Verceil, Christine de France, régente de Savoie, avait été affligée de la mort de son fils aîné. A l'avénement au trône du duc Charles-Emmanuel, son puîné, le prince Thomas et le cardinal de Savoie, ses beaux-frères, lui disputèrent la régence; ils en furent nommés tuteurs, comme d'un fief de l'Empire. Quelque temps après, ces deux princes revinrent des Pays-Bas, pour s'aboucher avec le marquis de Leganès, concerter ensemble les moyens de chasser la régente et les Français du Piémont, de s'en rendre maîtres et de gouverner l'état pendant la minorité du jeune duc, au gré de l'empereur.

Ce projet une fois arrêté, les deux princes firent publier un manifeste, par lequel ils exhortaient tous les sujets du jeune duc de se joindre à eux pour délivrer leur souverain de la puissance des étrangers, et le remettre en liberté, en les chassant de ses états.

Cette déclaration fit une si grande impression sur l'esprit des Piémontais, mécontens de la duchesse, de ses favoris et des Français, que les princes réussirent, dès le mois de mars 1639, à se rendre maîtres, sans beaucoup de peine, de Chivas, de Crescentino, de Vérue, de Saluces, d'Ast, de Fossan et de Coni. En vain le cardinal de la Valette fit tous ses efforts pour s'opposer à ces défections; en vain il battit Leganès et les deux princes devant Chivas, dont il s'empara le 29; en vain reprit-il plusieurs autres places, on ne put empêcher les deux princes de surprendre Turin dans la nuit du 27 au 28 juillet 1639.

Dans une pareille conjoncture, il n'y avait pas à hésiter; il fallait courir au secours de la citadelle. Le cardinal de la Valette réunit toutes ses forces, et après avoir marché le 31 juillet, et être arrivé sous la citadelle de Turin, il fit tenter infructueusement, le 1er août, l'attaque de la ville vieille. On dut alors se résoudre à fortifier la citadelle, à la défendre, à attendre les secours qui pourraient arriver de France pour reprendre Turin.

On se trouvait dans cette position fâcheuse, lorsque des émissaires des princes et du marquis de Leganès vinrent parler de suspension

d'armes. Tout indique combien cette proposition dut être agréable au cardinal, qui en signa le traité le 15 août, pour avoir lieu jusqu'au 24 octobre 1639. Dans cet intervalle, le cardinal de la Valette tomba malade, et mourut le 28 septembre. Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, vint le remplacer dans le commandement des armées en Italie.

La trève à peine expirée, le comte d'Harcourt s'était mis en campagne; il avait passé le Pô à Carignan, avait taillé en pièces quatre cents chevaux qui sortaient de Quiers, (Chieri) s'était emparé de cette place, et avait ensuite marché vers Casal, où, malgré les ennemis, il avait jeté trois cents chevaux, neuf cents fantassins, et des vivres. Après ce début, le comte était venu reprendre son poste à Quiers, afin d'y méditer son plan de campagne et d'y rassembler tous les moyens de changer la défensive en offensive; mais il fallait, avant tout, assurer ses subsistances; pour remplir cet objet, il était nécessaire de se rendre à Carignan.

Cela devint bien plus urgent dès l'instant que le comte d'Harcourt fut instruit du projet du marquis de Leganès, de venir s'établir à Rive, ou de rentrer dans les retranchemens de Combian. Décidé à n'attendre ni l'une ni l'autre de

ces approches de l'ennemi, le comte arrêta son départ pour le 20 octobre.

Au moment où il allait se mettre en marche, il apprit le mouvement du marquis de Leganès, qui se portait d'Asti sur les hauteurs de Poivin, et celui du prince Thomas, qui était parti de Turin pour s'emparer du passage de la Sentena, dans l'intention de couper le chemin de Carignan à l'armée française, qui était obligée de prêter les flancs pour passer entre Poivin et la Sentena.

Le vicomte de Turenne, devenu depuis si fameux, qui se trouvait alors dans l'armée du comte d'Harcourt, informé des mouvemens des ennemis, vint lui offrir d'aller, avec deux mille hommes, se saisir du pont de la Sentena, près du village de Route. Cette offre, acceptée avec reconnaissance, le vicomte part, et il était maître du pont et de tous les postes voisins, au moment où le prince Thomas y arriva à la tête de trois mille fantassins et de quinze cents chevaux. Avec des forces aussi supérieures, le prince n'hésita pas de fondre sur le vicomte, qui, ayant soutenu le premier choc des ennemis sans s'ébranler, les chargea à son tour, les rompit et les poursuivit l'espace de plus d'un mille. Au milieu de cette déroute, le

prince Thomas fut renversé deux fois dans un fossé, et aurait été pris infailliblement, si l'obscurité de la nuit n'avait favorisé sa fuite.

Pendant que le vicomte battait le prince Thomas, le marquis de Leganès attaquait le comte d'Harcourt, qui, malgré ses avantages sur les Espagnols, n'osait avancer vers la rivière, dans l'incertitude où il était si le prince Thomas n'en était pas le maître; mais assuré par le vicomte, qui le rejoignit avec son détachement, de la défaite complète du prince, le comte d'Harcourt continua son chemin, après avoir confié l'arrière-garde à Turenne, qui fit défiler devant lui les troupes, le canon, le bagage, passa le pont le dernier, et aida lui-même à le rompre.

Telle fut l'issue du combat de la *route de Quiers*, au succès duquel contribua si puissamment le vicomte de Turenne, et qui procura au comte d'Harcourt les moyens d'arriver sans obstacle à Carignan, où il mit une partie de l'armée en quartier d'hiver, et le reste aux environs.

Des succès aussi inespérés en Italie semblèrent le présage de ceux qui illustrèrent les armées françaises pendant l'année 1640, et

qui affermirent toujours davantage la puissange du cardinal de Richelieu.

Les Espagnols, après s'être fortifiés dans la résolution de profiter de la division qui régnait entre la régente et ses deux beaux-frères, et de réparer les disgraces de la dernière campagne, entreprirent, en avril 1640, le siége de Casal. A cette nouvelle, toujours desireux de signaler son zèle et son courage, le comte d'Harcourt rassembla toutes les troupes du roi et celles de la duchesse de Savoie, qui, réunies à Poivin, rendez-vous général de l'armée, se montèrent à sept mille hommes de pied et trois mille chevaux. Le comte assembla alors un conseil de guerre, où il parla avec chaleur de l'importante nécessité de secourir la ville de Casal, à la conservation de laquelle tenait en partie le salut de l'Italie, prouva le danger de la moindre incertitude ou perte de temps; discuta les avantages attachés aux attaques des circonvallations; enfin, entraîna le conseil, et y fit arrêter l'attaque des retranchemens espagnols devant Casal.

De son côté, le marquis de Leganès, craignant d'être attaqué par le comte d'Harcourt, dont il avait appris à connaître l'activité et la valeur, voulut prendre l'avis de quelques officiers généraux, qui, la plupart, lui conseillèrent de sortir de ses lignes, et d'aller au-devant de l'ennemi; les autres préféraient de se retrancher dans un seul point de la circonvallation où l'on rassemblerait la cavalerie, le canon et le bagage. Leganès, au contraire, s'entêta à garder toutes ses lignes.

Après avoir laissé son canon sous une sûre escorte, le comte d'Harcourt, s'étant approché de Casal, alla reconnaître lui-même les retranchemens des Espagnols, leurs positions, leurs moyens de défense; il trouva par-tout de larges et profonds fossés, garnis de forts et de redoutes; mais il remarqua certaine hauteur où l'on avait élevé de petits forts sans prendre la précaution de renfermer la hauteur dans la circonvallation : on la croyait assez défendue par des eaux croupissantes et des boues qui l'environnaient. Le comte fit reconnaître ces obstacles; ils n'étaient pas insurmontables; il commanda des fascines, et se décida à emporter d'abord ces hauteurs, pour attaquer ensuite les lignes sur trois points. Le vicomte de Turenne et le comte Duplessis, à la tête d'un corps composé de vieilles troupes, devaient attaquer le penchant de la colline; un second corps, formé de nouvelles troupes, aux ordres de la Mothe

Houdancourt, devait gagner la hauteur; les troupes de Savoie, formant le troisième corps, sous les ordres des marquis de Ville et de Pianezze, était destiné à attaquer du côté de la plaine.

Le 29 avril, au signal convenu, la Mothe Houdancourt, après avoir passé la Gatola avec deux régimens d'infanterie, se rendit maître du haut de la colline; Turenne et Duplessis, à la tête d'abord de sept cents mousquetaires, repoussèrent les ennemis qui voulurent se montrer, et donnèrent le temps et les moyens au reste des troupes de passer et de se ranger en bataille. Dès cet instant, l'attaque commença sur tous les points. Le comte Duplessis, malgré la mousqueterie espagnole, après avoir comblé le fossé, avait mené trois fois l'infanterie à la charge; trois fois il avait été repoussé: il la rallie une quatrième, la remet en bataille à cinquante pas des lignes, se met à la tête, force enfin les retranchemens, bat complètement tout ce qui veut lui résister. Le comte d'Harcourt saute dans la ligne à cheval; le vicomte de Turenne le suit avec la cavalerie; le cheval du comte est tué; il prend le premier qui se présente: celui-ci s'embourbe; il s'en débarrasse, en laissant une de ses bottes dans la

boue: il monte un troisième cheval, sans bottes, sans chapeau, sans pistolet. Les Français, témoin d'une pareille bravoure, font des prodiges. L'infanterie du corps d'Houdancourt avait pénétré par un endroit moins difficile; la cavalerie l'avait suivi; Houdancourt renverse tout ce qu'il rencontre; tout cède; les marquis de Ville et de Pianezze, entrés par un endroit abandonné, mettent en fuite un corps de cavalerie prêt à envelopper le comte d'Harcourt. Cependant la victoire n'était pas entièrement assurée; un corps de quatre mille chevaux se préparait à revenir à la charge. Le vicomte, qui apperçut leur mouvement, rassemble promptement toute la cavalerie de l'armée, en forme une espèce de muraille, en empêchant les ennemis de juger du nombre; ils la croient soutenue, perdent courage, se rompent et prennent la fuite; les uns vers le pont de Sture, les autres vers le pont de Fraxinet: en vain Leganès court de tous les côtés pour ramener les fuyards ou pour rallier ses troupes; ses efforts sont inutiles; le désordre était trop grand, les Français, trop animés et trop braves; le vicomte poursuit les fuyards jusqu'à la nuit; leur prend douze pièces de canon, six mortiers, vingt-quatre drapeaux, toutes leurs mu-

nitions et la plus grande partie de leurs bagages ; trois mille Espagnols restèrent sur le champ de bataille ; dix-huit cents furent faits prisonniers ; un grand nombre se noya dans le Pô ; la nuit sauva le reste. Leganès, au désespoir, se retire à Brême.

Ainsi, pour avoir négligé les sages avis de ses officiers généraux, pour avoir commis la faute capitale d'attendre les Français dans ses lignes, pour avoir négligé de faire reconnaître les marais autour des hauteurs qui dominaient ses retranchemens, et les avoir crus impraticables, Leganès eut la honte de se voir chassé de devant Casal, par une armée très-inférieure à la sienne, d'être complètement battu, de perdre, dans un instant, tous les avantages qui auraient été les suites de la prise de cette ville, et les fruits d'une brillante campagne.

Le comte d'Harcourt croyant devoir profiter de l'ardeur des troupes françaises, encouragées par ce succès, assembla un conseil de guerre, où le vicomte de Turenne, contre l'avis des autres généraux, proposa le siége de Turin ; c'était peut-être une entreprise très-hardie d'assiéger avec dix mille hommes une garnison de douze mille, qui pouvait être secourue par une

armée d'environ quinze mille combattans ; mais si le prince Thomas se rendait maître de la citadelle de Turin, il ne fallait plus songer à rester dans le Piémont, et l'on ruinait entièrement les affaires de la duchesse régente. Ce siége, qui seul pouvait sauver la citadelle, était d'ailleurs une exécution des ordres de la cour, où l'on avait parfaitement senti son importance.

Le comte d'Harcourt, qui venait d'acquérir de la gloire, et qui songeait à l'augmenter, étant entièrement de cet avis, appuya les excellentes raisons du vicomte de Turenne : le siége fut résolu, et l'on marcha sur-le-champ vers Turin.

En y arrivant, on s'empara du pont qui est sur le Pô ; du couvent des Capucins, qui est sur la hauteur, à la droite de ce fleuve ; du Valentin, maison de plaisance des ducs de Savoie, qui est à la gauche du même fleuve, et de tous les postes avantageux qui sont aux environs. On fit des lignes de contrevallation, de circonvallation, et l'on serra la place de très-près, dans l'espérance de l'affamer en peu de temps.

Le général Leganès ayant grossi son armée de quelques troupes arrivées du Tirol, et des garnisons de quelques villes du Milanais, vint

avec dix-huit mille hommes, aux environs de la hauteur des Capucins, faire une reconnaissance, espérant bien se venger de l'affront reçu devant Casal, et à dessein prémédité de passer le Pô sur le pont de Turin. Le trouvant trop bien gardé, il se retira derrière les montagnes de Sanvito et de Canoretto, qui bordent le Pô; dès-lors il dut penser à aller passer ce fleuve à Montcallier. Le comte d'Harcourt le présumant ainsi, envoya le vicomte de Turenne pour s'opposer à ce passage : arrivé devant Montcallier, il trouva quatre à cinq mille hommes des ennemis sur l'autre rive du fleuve, qui commençaient à se retrancher dans des cassines. Le vicomte marche à eux sans hésiter; ses soldats font difficulté de passer un ruisseau débordé par les pluies; il s'y jette le premier; ses troupes le suivent : on attaque les cassines, on en chasse les ennemis, on les taille en pièces, on les pousse vers le Pô, où tous ceux qui échappent se noient; on brûle le pont, et l'on se retranche sur les bords du fleuve, vis-à-vis de l'ennemi.

Sous le prétexte d'aller chercher des renforts, Leganès se retira à Revigliasco, et laissa l'armée sous la conduite de Carlo Della Gatta, le plus brave et le plus habile de ses officiers :

toutes ses entreprises se bornèrent à s'emparer de quelques îles sur les bords du Pô, dont Turenne le délogea, en faisant tailler en pièces ou noyer tous ceux qui les défendaient. Malheureusement, dans une de ces actions, il reçut un coup de mousquet à l'épaule, et l'on fut obligé de le porter à Pignerol.

Instruit de cet événement, Leganès revint bientôt à Montcallier, où il passa le Pô, malgré la résistance des Français, et alla resserrer le comte d'Harcourt dans ses lignes.... L'histoire ne fournit jamais peut-être une pareille disposition d'assiégeans et d'assiégés. Le prince Thomas, qui bloquait le comte de Couvanges dans la citadelle, se voyait assiégé par le comte d'Harcourt, qui était lui-même enfermé dans ses lignes par le marquis de Leganès.

Dans cette situation, Leganès étant convenu d'insulter les lignes des Français, et le prince Thomas de faire une sortie, le comte d'Harcourt fut attaqué, le 2 juillet 1640, du côté de la ville et du côté de la plaine. Le prince Thomas se saisit du Valentin, et Carlo Della Gatta, ayant forcé les lignes au quartier de la Mothe-Houdancourt, entra dans Turin avec douze cents chevaux et mille fantassins. Le général Leganès s'étant ensuite rendu maître

de la rivière Dora, comme il l'était du Pô, arrêta tous les vivres qui pouvaient venir aux Français de Suse ou de Pignerol ; la disette, devenue extrême, faisait desirer à tous les officiers généraux de lever le siége, au moment où Turenne, rétabli de sa blessure, arriva de Pignerol avec un convoi de vivres escorté par des troupes levées en Guienne, en Languedoc, en Provence, en Dauphiné, en Franche-Comté. Leganès s'était vainement opposé à leur passage ; le vicomte avait surmonté tous les obstacles, et était arrivé le 12 juillet.

Dès-lors, le prince Thomas, se trouvant bientôt réduit à une grande pénurie de vivres, voulut charger Carlo Della Gatta de sortir à la tête de trois mille hommes, pour passer dans le camp de Leganès, et soulager la ville; mais cet officier général échoua dans cette entreprise, et fut contraint de rentrer. Les assiégés firent encore plusieurs sorties ; ils perdirent beaucoup de monde, dans le même temps où Leganès faisait d'inutiles tentatives pour forcer les lignes.

Ainsi le prince Thomas, se voyant poussé à la dernière extrémité, demanda enfin à capituler le 17 de septembre 1640. Le comte d'Harcourt, ne voulant pas céder à d'autres le

fruit de tant de travaux, convint alors avec lui, le 22 septembre, de recevoir Turin, de faire cesser toutes les hostilités, de rendre à Christine, duchesse de Savoie, la régence des états de son fils, et de laisser au prince la liberté de se retirer à Yvrée.

Après une campagne aussi brillante, et une entrée triomphante dans Turin, dont il confia le commandement au comte Duplessis, le comte d'Harcourt partit pour Paris ; l'armée demeura sous les ordres du vicomte de Turenne.

Celui-ci, après avoir laissé reposer les troupes, assiégea et prit Montcalvo, vers la fin de février 1641 ; il passa ensuite le Pô, et mit le siége devant Yvrée, où étaient les magasins du prince Thomas, qui ne manqua pas d'accourir au secours de la place : mais, ayant trouvé le vicomte trop bien retranché pour oser l'attaquer, le prince, dans l'espérance de faire une diversion, alla mettre le siége devant Chivas.

Sur la nouvelle de la prise de Montcalvo et du siége d'Yvrée, le comte d'Harcourt était parti pour le Piémont, où les murmures du peuple de Chivas le forcèrent bientôt de marcher à leur secours ; mais le prince Thomas, qui n'avait en vue que la levée du siége d'Y-

vrée, n'attendit pas le comte pour se retirer de devant Chivas, et passer le Pô. Le général français aurait pu revenir à Yvrée; mais, abandonnant tous les projets du vicomte de Turenne, il passa le Pô, et alla prendre les villes de Céva, de Mondovi et de Coni; ce qui le conduisit vers le 15 septembre 1641 : ayant marché pour sauver Montcalvo, et n'ayant pu réussir à forcer les Espagnols au combat, il vint à Turin, et mit ses troupes en quartiers d'hiver.

Le prince Thomas, gagné par le duc d'Olivarès, avait commis la faute, l'année précédente, de rompre le traité fait avec le comte d'Harcourt ; s'appercevant enfin combien il était dupe des fausses promesses des Espagnols, et combien il lui serait plus avantageux de se raccommoder avec la duchesse de Savoie, le prince travailla sérieusement à ce raccommodement, en offrant de se déclarer pour la France contre l'Espagne. D'après ces propositions, on fut bientôt d'accord, et les deux frères achevèrent de conclure leur traité à Turin, le 14 juin 1642, avec la duchesse Christine, et avec Aiguebonne, ambassadeur de France à la cour de Savoie, le 1er juillet.... Après quoi, le prince Thomas entra au service de la France, sans attendre une commission pour avoir un

commandement; et, pour engager ce prince à se déclarer avec plus d'éclat, les généraux français en Italie lui confièrent un corps de troupes, avec lequel il entreprit le siége de Crescentino. Cette ville se rendit dans le mois d'août, un peu avant la célébration du mariage du prince Maurice avec la princesse Louise, sa nièce.

Le duc de Longueville, qui vint prendre le commandement de l'armée à cette époque, se décida, en arrivant, à assiéger Nice de la Paille, dans le Mont-Ferrat. On s'en rendit maître le 2 septembre. Le duc investit ensuite Tortone; la tranchée y fut ouverte le 4 octobre. Les Espagnols abandonnèrent la ville, et se renfermèrent dans le château. Le 17 octobre, ils firent une sortie, où ils furent repoussés presque dans leur contrescarpe. Le gouverneur de Milan assembla alors une armée à peu près égale à celle des Français; il s'approcha de Tortone vers la fin d'octobre; mais, dans la crainte de hasarder une bataille dont la perte eût entraîné celle du Milanais, il se borna à tâcher d'intercepter quelques convois, et à jeter du secours dans la citadelle. Quatre cents hommes y entrèrent en effet le 15 novembre; mais une brèche très-large, faite au

corps de la place par l'effet d'un fourneau, obligea dom Emmanuel Sanche de Guevara, gouverneur, de capituler le 26 novembre 1642.

Dans le temps où les Espagnols étaient ainsi occupés à défendre le duché de Milan, le marquis de Pianezze emportait par escalade la ville de Vérue ; et le prince Thomas, après s'être emparé de Gabien, dans le Mont-Ferrat, vint joindre le duc de Longueville, qui mit ses troupes en quartier d'hiver.

Ainsi, après des marches, des contre-marches, des siéges entrepris et levés, plusieurs accords conclus et rompus presque aussitôt, on finit par se trouver, en Italie, au point d'où l'on était parti. Les deux frères se réconcilièrent avec leur belle-sœur ; les Français ne gardèrent que Pignerol, les Espagnols conservèrent le Milanais ; mais on sacrifia beaucoup d'hommes, beaucoup d'argent, la malheureuse humanité fut seule victime de l'ambition de quelques princes, de quelques ministres et de quelques généraux.

Dans le reste de l'Europe militante, la France avait eu d'assez grands succès pour se promettre une paix glorieuse ; le cardinal de Richelieu, qui s'était vu sur le point d'être perdu par cette guerre même qu'il avait suscitée pour

sa grandeur et pour celle de la France, se voyait enfin triomphant de ses ennemis.

Weymar, en gagnant la bataille de Rhinfeld, en s'établissant dans Fribourg et dans Brissac, avait ramené du côté des Français, en Allemagne, la victoire qui ne cessa plus de les favoriser.

Du côté de la branche d'Autriche espagnole, une conspiration heureuse lui avait enlevé le Portugal ; une révolte ouverte lui avait fait perdre la Catalogne. En Italie, les Napolitains et les Siciliens mécontens, étaient prêts à se révolter.

La maison d'Autriche, épuisée par tant de pertes, devait craindre d'en faire encore. A ces dispositions qui promettaient la paix, se joignaient les instances des alliés mêmes, et les desirs de toute l'Europe.

Mais la cour de France ne voulait pas s'arrêter au milieu de ses conquêtes. Le roi d'Espagne se flattait toujours de recouvrer au moins une partie de ce qu'il avait perdu. Le cardinal se croyait toujours plus nécessaire, si la guerre continuait : elle paraissait même lui promettre la régence du royaume ; Ferdinand jugeait aussi devoir suspendre les négociations, croyant voir, dans une minorité, des troubles dont ils pourraient profiter.

Cependant l'on était convenu de former un congrès; l'on avait signé en conséquence un traité préliminaire, le 25 décembre 1641 ; le congrès devait s'ouvrir le 25 mars 1642. L'empereur refusa de ratifier ce traité, et la paix dépendit alors du sort des armes. Pour hâter les négociations, il fallait être victorieux. La France, réunie à la Suède, remporta des victoires Torstenson, général suédois, signala sa première campagne par la conquête d'une partie de la Silésie et de la Moravie, par la prise de Leipsik, et par deux grandes victoires : il remporta la première auprès de Schweiduits, sur le duc de Lawembourg. Le théâtre de la seconde fut cette plaine de Leipsik, déjà célèbre par les exploits de Gustave. Les Impériaux y perdirent plus de dix mille hommes. D'un autre côté, le comte de Guebriant les battit à Kemptem, où il prit les généraux Lamboi, Merci et Landron, se rendit maître de tout le haut Rhin, et alla se joindre à Torstenson, pour hâter la prise de Leipsik. Du côté des Pyrénées, on remarque la conquête du Roussillon et la victoire de Lérida, remportée par le maréchal de la Mothe Houdancourt sur le marquis de Leganès.

Épuisés par de pareils revers, la maison d'Autriche aurait sans doute dû penser à la

paix, mais elle croyait prévoir une révolution en France.

Il fallait un favori à Louis XIII, et quelquefois une maîtresse. Richelieu lui donnait l'un et l'autre, et avait l'attention de les lui ôter dès l'instant où il les soupçonnait de lui être devenus contraires; car les intrigues de cour et les cabales continuaient toujours contre le premier ministre, qui faisait tête à tous les orages. Particulièrement destiné à dominer sur toute la famille d'Henri IV, il persécutait sa veuve dans les pays étrangers, maltraitait Gustave son fils, soulevait des partis contre la reine d'Angleterre, sa fille; avait voulu se rendre maître de la duchesse de Savoie, aussi fille d'Henri IV; humiliait Louis XIII, en le rendant puissant, et faisait trembler son épouse.

Ainsi, tout le temps de son ministère se passait à exciter la haine et à se venger : chaque année on vit des rebellions et des châtimens.

La révolte du duc de Soissons fut la plus dangereuse; elle était appuyée par les ducs de Bouillon et de Guise, par l'argent et les troupes du roi d'Espagne. La bataille de la Marsée, gagnée par le comte de Soissons, près de Sedan, devait encourager les conjurés; mais

la mort de ce prince, tué dans la bataille, tira encore le cardinal de ce nouveau danger.

Richelieu avait donné au roi le jeune Deffiat, Cinq-Mars, afin d'avoir sa propre créature auprès du monarque. En lui refusant l'entrée dans le conseil, le cardinal s'en fit un ennemi irréconciliable; il avait eu des liaisons avec le comte de Soissons; il les continua avec le duc de Bouillon et Monsieur, et fit un traité avec le duc d'Olivarès, pour introduire une armée espagnole en France. Le bonheur du cardinal voulut encore que le complot fût découvert : il en coûta la vie à Cinq-Mars; le duc de Bouillon sauva la sienne, en abandonnant sa principauté de Sedan. De Thou fut condamné à mort, pour n'avoir pas révélé la conspiration.

Après avoir fait périr Cinq-Mars à Lyon, le cardinal se fit porter à Paris, où il mourut le 4 décembre, âgé de cinquante-huit ans, laissant le roi satisfait de l'avoir perdu, et embarrassé d'être le maître.

Il légua au roi trois millions, monnaie d'aujourd'hui : il ne lui manquait que la couronne. La veuve d'Henri IV l'avait précédé de cinq mois; Louis XIII le suivit cinq mois après.

La reine mère, long-temps errante, mourut à Cologne dans la pauvreté.

Louis XIII, maître d'un grand royaume, ne goûta jamais ni les plaisirs de la grandeur, ni ceux de l'humanité. Le sort du moindre citoyen paisible fut préférable au sien.

Le cardinal de Richelieu fut peut-être le plus malheureux des trois, parce qu'il était le plus haï.

Cependant au milieu de la crise des affaires publiques et particulières, parmi les attentats contre sa personne, le cardinal ne cessa de protéger les lettres et de les cultiver; il érigea l'académie française, et fit jouer dans son palais des pièces auxquelles il travaillait quelquefois.

Nos guerres continuelles en Italie, nos habitudes, nos courses, nos voyages, nos séjours dans le pays des arts et des lettres, contribuaient insensiblement, depuis plus d'un siècle, à répandre parmi nous l'amour des sciences; il dut à François Ier protection et émulation; il ne fut pas entièrement étouffé pendant la ligue; et, malgré tant de conspirations, de supplices, d'afflictions et de guerres, il dut à Richelieu sa renaissance; et, sous son ministère, il annonça le siècle de la politesse, des sciences et des arts.

FIN DU LIVRE TREIZIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE QUATORZIÈME.

Anne d'Autriche, régente par la mort de Louis XIII, fait annuller ses volontés par un acte du parlement, et forme un conseil de régence; Mazarin y domine. — Tableau de l'Europe à cette époque. — Turenne est envoyé en Italie. — L'armée française y prend des quartiers d'hiver. — Bataille de Fribourg. — Léon X. — Bataille de Nordlinguen. — Prise de Vigevano et la Rocca. — Les Espagnols battus sur les bords de la Mora. — Le prince Thomas assiége Orbitello. — Il en lève le siége. — Combat de Bozzolo. — Révolte à Naples. — Les Napolitains appellent le duc de Guise. — Il tombe dans les mains des Espagnols. — Les Français les battent sous les murs de Crémone, prennent la ville. — Bataille de Lens. — Barricades dans Paris. — Charles Ier décapité. — Prise par les Espagnols de Piombino, Porto Longone, Casal. — La reine régente met les princes en liberté, exile Mazarin. — Louis XIV prend les rênes du gouvernement. — La guerre recommence en Italie. — Les Espagnols battus sur le Tanaro. — Les Français passent la Sesia, prennent Carpignano, entrent en quartiers d'hiver. — Mort d'Innocent X. — Alexandre VII. — Prise de Valence par les Français, qui ne peuvent s'emparer d'Alexandrie. — Ils obligent les Espagnols à lever le siége de Valence, prennent Mortare. — Mort de Cromwel. — Prise de la Lomeline. — Mort du duc de Savoie. — Les Français sauvent Bersello. — Paix des Pyrénées. — Mort de Mazarin, de Philippe IV, roi d'Espagne; d'Alexandre VII. — Clément IX. — Les puissances de l'Europe se réunissent contre la France. — Mort de Turenne. — Bataille de Senef. — Paix de Nimègue.

LIVRE QUATORZIÈME.

DEPUIS la mort de Louis XIII jusqu'à la paix de Nimègue.

Du 3 juillet 1642 au 10 août 1678.

LE cardinal de Richelieu et Louis XIII étaient morts; ils avaient laissé aux Français, encore très-inquiets, de l'aversion pour le nom seul de ministère, et peu de respect pour le trône.

Louis XIII, par son testament, avait établi un conseil de régence. La première démarche de sa veuve Anne d'Autriche, fut de faire annuller les volontés de son mari, par un arrêt du parlement de Paris, qui semblait lui assurer un droit incontestable.

Cette princesse, jalouse de l'autorité par amour-propre, était disposée, par faiblesse, à la remettre en d'autres mains. Son conseil était composé du duc d'Orléans, du prince de Condé et du cardinal de Mazarin. Ce dernier, profitant du peu d'application des deux princes aux affaires, en eut bientôt la principale direction.

Mazarin, sous les dehors trompeurs de la ti-

midité et de la circonspection, cachait une constance inébranlable, des vues assez étendues, et sur-tout la politique la plus raffinée et la plus tortueuse; il se rendit maître de l'esprit des deux princes, et sut si bien balancer leur pouvoir, que cet équilibre fit la sûreté du gouvernement.

Deux partis divisaient alors, et partagent encore aujourd'hui l'Europe chrétienne, et sur-tout l'Allemagne. Le premier est celui des catholiques, plus ou moins soumis au pape; le second, connu sous le nom général de protestans, est celui des ennemis de la domination spirituelle et temporelle des papes et des prélats catholiques.

Non seulement l'Allemagne, mais tous les pays chrétiens saignaient encore des plaies qu'ils avaient reçues de tant de guerres suscitées par le fanatisme.

Ferdinand III, qui hérita de la politique de son père, après avoir perdu le Portugal, le Roussillon et la Catalogne, avait besoin d'être uni avec l'Empire, pour mettre un poids redoutable dans la balance de l'Europe.

Le Portugal redevenait un royaume.

La Hollande, cet état d'une espèce si nouvelle, était, depuis sa fondation, attachée à la France.

L'Angleterre, beaucoup plus puissante, affectait la souveraineté des mers, et prétendait mettre une balance entre les puissances de l'Europe.

De cette ancienne puissance qui, six siècles auparavant, avait voulu soumettre l'Empire et l'Europe à la tiare, il restait à la cour de Rome quelques droits, beaucoup de prétentions, de la politique et une apparente résignation.

Les autres parties de l'Italie étaient soumises à des intérêts divers.

Venise n'était plus, comme autrefois, maîtresse du commerce du monde, excitant la jalousie de tant de rois; la sagesse de son gouvernement subsistait; elle était, par sa situation, incapable d'être domptée, et, par sa faiblesse, incapable de faire des conquêtes.

Florence jouissait de la tranquillité et de l'abondance.

La Savoie, déchirée par une guerre civile et par les troupes françaises et espagnoles, s'était enfin réunie toute entière en faveur de la France, et contribuait en Italie à l'affaiblissement de la puissance autrichienne.

Les Suisses conservaient leur liberté, sans chercher à opprimer personne; ils étaient pauvres, mais ils étaient sages et heureux.

Les nations du nord de l'Europe étaient, comme les autres puissances, toujours en défiance ou en guerre entre elles.

La France, alliée à la Suède, à la Hollande, à la Savoie, au Portugal, et ayant pour elle les vœux des peuples restés dans l'inaction, soutenait contre l'Empire et l'Espagne une guerre ruineuse aux deux partis, et funeste à la maison d'Autriche.

Cette guerre était semblable à toutes celles qui se font depuis tant de siècles entre les princes chrétiens; des milliers d'hommes sont sacrifiés, des provinces ravagées, pour obtenir quelques petites villes frontières.

Ainsi les Français avaient fait beaucoup de mal aux Espagnols et aux Allemands, et n'en avaient pas moins essuyé.

A la mort de Louis XIII, la France avait à peu près quatre-vingt mille hommes effectifs sur pied, et les revenus du roi se montaient à environ quatre-vingt millions de notre monnaie.

On se battait contre l'Espagne et l'Allemagne depuis 1635, pour empêcher la maison d'Autriche de s'emparer de l'Allemagne et de l'Italie.

Le fort de la guerre était alors du côté de la Flandre. Dom Francisco de Mélas, à la tête

de vingt-six mille hommes, ayant passé les frontières du Hainaut, s'était porté en Champagne, où il assiégeait Rocroy, dans l'espérance de se trouver bientôt aux portes de Paris. La faiblesse d'une minorité relevait les espérances des ennemis; elles se changèrent en sécurité, en voyant marcher contre eux un jeune homme de vingt-un ans, à la tête d'une armée inférieure en nombre.

Ce jeune homme, sans expérience, méprisé par les Espagnols, était le jeune duc d'Enguien, dont l'un des ancêtres les avait si bien battus à Cerisoles. Ce prince était né général, on l'ignorait, et, en lui donnant le maréchal de Lhôpital pour le conseiller, on lui défendit de livrer une bataille. Le prince ne crut ni le maréchal ni la cour; il confia ses desseins à Gassion, maréchal de camp, officier d'un grand mérite. L'un et l'autre forcèrent bientôt le maréchal à trouver la bataille nécessaire; le prince ne tarda pas à la livrer et à la gagner par lui-même, avec un coup d'œil pénétrant qui voyait à la fois le danger et la ressource, et une activité exempte de trouble, qui le portait à propos par-tout où sa présence pouvait être nécessaire. A peine victorieux, le duc d'Enguien arrêta le carnage; les officiers

espagnols se jetaient à ses genoux, pour trouver auprès de lui un asile contre la fureur du soldat vainqueur. Le duc d'Enguien eut autant de soin de les épargner, qu'il en avait pris pour les vaincre.

Le respect qu'on avait en Europe pour les armées espagnoles se tourna, dès cet instant, du côté des armées françaises. [1]

Après la bataille de Rocroy, le duc d'Enguien trompe la vigilance du général Beck, et prend Thionville et Cirq.

En même temps, la reine avait donné au vicomte de Turenne une marque de la plus haute estime. Elle venait d'envoyer au prince Thomas des lettres de général des armées du roi en Italie; elle voulait avoir auprès de ce prince un homme sûr; elle choisit Turenne.

Le prince Thomas, ayant senti la supériorité des connaissances de cet officier général dans le militaire, s'empressa de lui abandonner la conduite de l'armée.

Dès-lors, Turenne, pour obliger les Espagnols à sortir du Piémont, feignit de vouloir porter la guerre dans le Milanais, et marcha d'abord vers Alexandrie; il fit investir cette

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

place, en laissant des intervalles entre les quartiers de son armée, de manière à fournir aux ennemis les moyens de secourir la place. Les Espagnols donnèrent dans le piége, et tirèrent près de la moitié de la garnison de Trin, ville du Piémont, pour la jeter dans Alexandrie : alors le vicomte, qui avait feint d'assiéger cette dernière place, afin de faire dégarnir Trin, alla l'assiéger dans les formes, et la prit après six semaines. Au moment où il projetait de pousser plus loin ses conquêtes, il fut fait maréchal de France, à l'âge de trente-deux ans, avec ordre de repasser en France.

Après la prise de Trin, le prince Thomas prit la citadelle d'Ast; étant tombé malade, il laissa le commandement au comte Duplessis-Praslin, qui assiégea Ponte-Sture le 15 octobre 1643, et reçut la ville à capitulation le 28. On s'occupa ensuite à prendre des quartiers d'hiver.

En 1644, la campagne d'Italie se borna à la prise de Ponson, à celle de Saint-Ya, et à empêcher les Espagnols de prendre la ville d'Ast.

Il n'en fut pas de même des armées françaises en Allemagne. Le duc d'Enguien y força les Allemands de repasser le Rhin, et, l'ayant

passé après eux, il attaqua Merci dans son camp, retranché sur deux éminences, proche de Fribourg. Quatre jours après cette bataille très-meurtrière et fort peu décisive, Merci, en décampant, abandonna Philisbourg et Mayence, qui ouvrirent leurs portes au général français. [1]

On perdit cette année, en Italie, le pape Urbain VIII, qui fut remplacé par le cardinal Jean-Baptiste Pamphilio, élu le 15 septembre, sous le nom d'Innocent X. Ce pontife fut connu par sa bulle contre les cinq propositions de Jansénius.

L'année d'après, le duc d'Enguien attaqua, dans les plaines de Nordlingen, le général Merci, qui y perdit la vie et la bataille. [2]

En Piémont, le prince Thomas entra en campagne très-tard; il eut cependant encore des succès assez brillans, mais tous infructueux. Il prit d'abord Vigevano et la Rocca; il voulut ensuite joindre ses forces à celles qui arrivaient de la Catalogne, sous les ordres de Duplessis-Praslin : mais, ayant trouvé les Espa-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

gnols retranchés sur la rivière de Mora, le 19 octobre 1645, il fit passer la rivière à quelques détachemens en présence des ennemis. Cela occasionna d'abord quelques petits combats, qui dégénérèrent bientôt en affaire générale, où les Français attaquèrent les Espagnols avec une furie et un acharnement qui les obligèrent à abandonner d'abord la rivière, ensuite le champ de bataille, avec quatre mille hommes qui y furent tués, un grand nombre de prisonniers et de blessés. La mésintelligence qui vint se mettre entre le prince Thomas et le comte Duplessis, empêcha les généraux de profiter du gain de la bataille de Mora; et, au lieu de marcher à de nouvelles conquêtes, on permit tranquillement aux Espagnols de reprendre la Rocca, et l'on entra en quartiers d'hiver.

Cependant le cardinal de Mazarin, ayant à cœur le rétablissement des Barberins, forma le projet d'enlever aux Espagnols quelques places sur les côtes de Toscane, afin d'alarmer le saint père; le prince Thomas fut choisi pour commander l'armée de terre, le duc de Brézé l'armée navale.

On avait projeté le siége d'Orbitello; le prince Thomas fit débarquer ses troupes dans

passé après eux, il attaqua Merci dans son camp, retranché sur deux éminences, proche de Fribourg. Quatre jours après cette bataille très-meurtrière et fort peu décisive, Merci, en décampant, abandonna Philisbourg et Mayence, qui ouvrirent leurs portes au général français. [1]

On perdit cette année, en Italie, le pape Urbain VIII, qui fut remplacé par le cardinal Jean-Baptiste Pamphilio, élu le 15 septembre, sous le nom d'Innocent X. Ce pontife fut connu par sa bulle contre les cinq propositions de Jansénius.

L'année d'après, le duc d'Enguien attaqua, dans les plaines de Nordlingen, le général Merci, qui y perdit la vie et la bataille. [2]

En Piémont, le prince Thomas entra en campagne très-tard; il eut cependant encore des succès assez brillans, mais tous infructueux. Il prit d'abord Vigevano et la Rocca; il voulut ensuite joindre ses forces à celles qui arrivaient de la Catalogne, sous les ordres de Duplessis-Praslin : mais, ayant trouvé les Espa-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

gnols retranchés sur la rivière de Mora, le 19 octobre 1645, il fit passer la rivière à quelques détachemens en présence des ennemis. Cela occasionna d'abord quelques petits combats, qui dégénérèrent bientôt en affaire générale, où les Français attaquèrent les Espagnols avec une furie et un acharnement qui les obligèrent à abandonner d'abord la rivière, ensuite le champ de bataille, avec quatre mille hommes qui y furent tués, un grand nombre de prisonniers et de blessés. La mésintelligence qui vint se mettre entre le prince Thomas et le comte Duplessis, empêcha les généraux de profiter du gain de la bataille de Mora; et, au lieu de marcher à de nouvelles conquêtes, on permit tranquillement aux Espagnols de reprendre la Rocca, et l'on entra en quartiers d'hiver.

Cependant le cardinal de Mazarin, ayant à cœur le rétablissement des Barberins, forma le projet d'enlever aux Espagnols quelques places sur les côtes de Toscane, afin d'alarmer le saint père; le prince Thomas fut choisi pour commander l'armée de terre, le duc de Brézé l'armée navale.

On avait projeté le siége d'Orbitello; le prince Thomas fit débarquer ses troupes dans

l'île d'Elbe, pour le commencer, en investissant la ville du côté de la terre : on poussait les travaux avec une grande activité, la place était prête à être réduite, au moment où l'armée navale d'Espagne parut le 14 juillet 1646. Les deux flottes se battirent ; M. de Brézé fut tué d'un coup de canon, et, malgré sa mort, on aurait pu défaire entièrement les Espagnols : mais le vice-amiral Dognon préféra de ramener la flotte française à Toulon, et d'abandonner ainsi le prince Thomas, qui, bientôt après, fut obligé de lever le siége d'Orbitello.

Loin d'être découragé par ce revers, Mazarin fait équiper de nouveau la flotte ; elle part sous les ordres du duc de Melle, qui descendit dans l'île d'Elbe, attaqua Piombino, le prit en peu de jours, et assiégea ensuite Porto-Longone, qui se rendit le 29 septembre 1646. Après la prise de Porto-Longone, M. Destrades fut chargé de conduire au duc de Modène, qui venait de se déclarer pour la France, un corps d'infanterie et de cavalerie. A l'arrivée du général français, le duc de Modène trouvant qu'il était trop tard pour entrer en campagne, et ne pouvant pas donner des quartiers d'hiver aux troupes françaises dans ses états, Destrades resta à Casal-Major avec une partie des

troupes ; M. de Navailles, avec le reste, prit ses quartiers à Rivarol : pour les assurer, il s'empara d'un château, dans lequel il mit cinquante mousquetaires et autant de cavaliers, afin d'avoir des nouvelles des ennemis.

Destrades et lui ne tardèrent pas à être instruits des mouvemens et des desseins du connétable de Castille et du marquis de Serra, qui commandaient l'armée espagnole : ces généraux marchaient, avec neuf mille hommes, contre les Français, qui en avaient à peine cinq mille.

Après plusieurs délibérations, Destrades se décida à attendre les ennemis, et à les combattre. Le duc de Modène étant venu le joindre avec deux mille hommes, on se mit en bataille au-dessus de Rivarol, près de Bozzolo. M. Destrades se chargea de la droite, M. de Navailles de la gauche ; le duc de Modène se mit au corps de bataille.

On était à peine en présence, déjà l'artillerie et la mousqueterie de l'ennemi avaient fait plier six régimens d'infanterie de nouvelles levées, auxquels on avait ordonné d'essuyer le feu des ennemis sans tirer. Heureusement, la cavalerie, commandée par M. de Navailles, était composée d'excellentes troupes : cet offi-

cier la fit approcher pour rétablir le combat; deux fois il perdit son canon, deux fois il le regagna, et s'obstina à le conserver, secondé par cinq cents Suisses des troupes du duc de Modène, qui y périrent tous, à l'exception de cinquante soldats et un sergent, qui ne quittèrent jamais leur poste. M. Destrades n'ayant jamais pu joindre les ennemis, qui, en se jetant sur leur droite, avaient mis un défilé entre eux et lui, M. de Navailles soutint seul tout l'effort des troupes espagnoles; blessé, ayant eu deux chevaux tués sous lui, il rallia sa cavalerie, et, après l'avoir ramenée, pour la troisième fois, à la charge, ne pouvant plus la décider à revenir, il se mit à la tête de la compagnie des gendarmes du cardinal qui étaient accourus à son secours, et marcha, pour la quatrième fois, aux ennemis : mais, au milieu de ce mouvement, voyant un bataillon espagnol qui marchait à lui avec six escadrons allemands, et qui cherchaient à le prendre en flanc, il détacha, pour le charger, quelques gendarmes, qui, en l'arrêtant, firent faire halte un instant aux escadrons allemands. M. de Navailles, appercevant alors cent cinquante mousquetaires, leur fit border une petite hauteur qui appuyait sa cavalerie; en même temps,

celle qui s'était retirée était venue se mettre en bataille à deux cents pas derrière lui : cette réunion de forces, les précautions prises par cet officier, sa contenance, celle de ses troupes, en imposèrent aux ennemis; ils n'osèrent rien entreprendre. La nuit vint heureusement alors, pour les Français, faire cesser un combat qui durait depuis huit heures du matin, dans lequel M. de Navailles avait soutenu les efforts de neuf mille Espagnols avec deux mille hommes de cavalerie, et environ sept ou huit cents hommes d'infanterie.

Après cette action, M. de Navailles, renforcé de cinq cents hommes, rentre dans ses quartiers, où, au moyen de sages précautions, de positions bien choisies, de fortifications faites à propos, il obligea les ennemis à se retirer, bien convaincus de ne pouvoir ni le chasser, ni l'entamer.

Par cette retraite, les Français se trouvèrent maîtres, sur les bords du Pô, de trente lieues d'un excellent pays, où ils demeurèrent dans le repos et l'abondance, pendant six mois et demi; on pourrait même dire toute l'année 1647.

Mais si la guerre, qui ravageait alors le Piémont, le Milanais et la Romagne, avait res-

pecté les deux Siciles, et n'avait été marquée par aucune action mémorable pendant la campagne de 1647, dans l'Italie antérieure, il n'en fut pas de même dans le reste de l'Italie, où les états espagnols étaient exposés à toutes les calamités de la guerre : on y levait par-tout des soldats et des munitions. Dans le royaume des deux Siciles, sur-tout, la fleur de la jeunesse en sortait journellement pour périr sur les bords du Pô; et des impôts excessifs, levés sans ménagement, obligeaient les malheureux habitans d'émigrer en foule dans les îles de la Grèce.

Le mécontentement général fut augmenté en 1647, par la disette des grains en Sicile. Le peuple de Palerme courut assiéger la porte du prêteur, demandant du pain à grands cris. Le magistrat répondit avec la force armée; la foule augmenta; les soldats furent dissipés; on promit alors au peuple des provisions; on ne lui tint point parole; la sédition recommença; on brûla l'hôtel des douanes, on s'empara des armes des arsenaux; on voulait exterminer tous les Espagnols, qui étaient poursuivis avec le même acharnement par les Napolitains, pour une légère augmentation sur les droits perçus sur le poisson.

L'insurrection de la Sicile fut bientôt appaisée par la prudence du cardinal Théodore Trivulie; mais celle de Naples aurait changé le gouvernement du midi de l'Italie, si les efforts convulsifs du peuple eussent été accompagnés du concert nécessaire pour faire réussir une révolution.

Le peuple avait mis à sa tête un jeune pêcheur, Thomasso Aniello, le 6 juillet 1647; quatre jours après, toute l'autorité publique se trouva dans ses mains.

Thomasso Aniello est assassiné le dixième jour de sa magistrature; la sédition se renouvelle; le peuple reprend les armes, fond sur le palais; le duc Darcos fuit dans Castel Renovo; la forteresse est investie; dom Juan d'Autriche arrive avec une flotte; elle entre dans le port, jette sur les quais plusieurs bataillons; la foudre part en même temps de la flotte, des forts Saint-Elme et Castel Renovo; le feu, la terreur, la mort, se présentent de toutes parts; les pères, les époux réunis par le même danger, et aguerris par quelques mois de sédition, barricadent les rues, garnissent tous les postes; les femmes, changées en furie, jettent sur les Espagnols, du faîte des maisons, des briques et des matières enflammées : en vain demandent-ils

grace; tous sont massacrés sans miséricorde, et la flotte s'empresse de s'éloigner.

Les Napolitains avaient d'abord borné leurs vues à demander la suppression des impôts excessifs dont ils étaient chargés. Actuellement ils ont renversé par-tout les armes de Philippe IV; ils ont proclamé la liberté, et ils se proposent de s'ériger en République.

Genaro Anese, homme du peuple, est élevé à la dignité de consul napolitain.

Les Hollandais venaient de se placer au rang des peuples libres; leur exemple frappa les Napolitains; ils voulurent établir le même mode de gouvernement, et ils crurent trouver un Guillaume de Nassau dans Henri, duc de Guise, qui sollicitait alors à Rome la cassation de son mariage.

Le duc de Guise, célèbre par ses amours romanesques, ses duels, ses profusions et ses aventures, aurait bien pu être un des paladins de l'ancienne chevalerie; mais la patience dans l'adversité, la sévérité des mœurs, la sobriété de la table, la profonde connaissance des hommes, étaient des vertus inconnues au chevalier français.

Instruit du choix des Napolitains, sans s'assurer si la cour de France se déclarerait en sa

faveur, le duc de Guise se jette sur un petit bateau, dans le port d'Ostie, passe à travers la flotte espagnole, descend sur le port de Naples, au milieu des cris de joie, et reçoit le titre de doge.

Mais, à peine installé dans sa nouvelle dignité, le duc aspirait déjà ouvertement au pouvoir despotique, et servait les Espagnols par ses actions.

La cour de France, pour accélérer les négociations de paix qui se suivaient alors à Munster et à Osnabruck, avait envoyé une forte escadre sur les côtes de Naples.

Le duc de Guise, enivré de sa nouvelle dignité, prit des manières hautaines avec les principaux officiers de cette flotte, et les dégoûta bien vîte du desir de lui être utile. D'un autre côté, les incertitudes du peuple napolitain, qui paraissait avoir des craintes, et se plaignait hautement de la tyrannie de leur doge, vinrent contribuer à rendre inutile la flotte française, qui rentra dans les ports de Provence.

Le mécontentement contre le duc de Guise augmentait. Tout à coup, dans les premiers jours de l'année 1648, une escadre espagnole paraît subitement à la vue de Naples : le doge

est obligé de fuir avec quelques-uns de ses partisans; il tombe dans les mains des Espagnols, et il est jeté dans un cachot.

Les Espagnols sont reçus dans Naples; mais à peine leurs drapeaux flottaient sur les murs de la capitale, leurs pacifiques promesses étaient déjà oubliées, quatorze mille Napolitains étaient massacrés; et Genaro lui-même, qui avait fait la sottise de ramener la ville à son prétendu devoir, succombait sous l'accusation d'un crime supposé.

Leçon terrible pour les peuples qui, lassés du despotisme, ont eu le courage d'arborer l'étendard de la liberté! Les tyrans ne pardonnent jamais; bien mieux vaudrait combattre, vaincre, et maintenir sa liberté, ou s'ensevelir sous les ruines de sa patrie.

La destruction de Castro, ordonnée dans le même temps, et exécutée par les ordres du pape, prouve aussi combien la vengeance sacerdotale surpasse la cruauté des despotes.

Au printemps de la même année 1648, le marquis de Caraconne, qui était venu commander dans le Milanais, forma le projet de chasser les Français du pays qu'ils occupaient le long du Pô.

M. de Navailles, qui commandait seul alors les troupes françaises en Italie, les réunit toutes à Casal-Major, afin d'assurer leurs subsistances par le Modénois; il fit fortifier le camp dans lequel on les plaça; il se trouvait vis-à-vis deux îles dans le Pô, sur lesquelles on voyait paître les bœufs destinés aux subsistances de l'armée, et auxquelles il communiquait au moyen de deux chaloupes, qui servaient en même temps à retirer des vivres du Modénois. Les ennemis, après s'en être emparés, marchèrent du côté de Vigevano, pour couper les vivres aux Français dans cette partie.

M. de Navailles, ainsi resserré par une armée très-supérieure, se disposait cependant à attaquer les ennemis; mais, ayant reçu des dépêches du maréchal de Praslin, qui lui apprenait son arrivée sous douze jours, à la tête de six mille hommes, il prit la résolution de se hâter de faire venir des vivres de Vigevano, avant l'arrivée des Espagnols de ce côté. En conséquence, après avoir fait partir toutes les charrettes de l'armée, sous l'escorte de trois cents fantassins et de trois cents cavaliers, il se mit ensuite à la tête d'un fort détachement, avec lequel il alla harceler l'arrière-garde des Espagnols, retarda leur marche, et donna

est obligé de fuir avec quelques-uns de ses partisans; il tombe dans les mains des Espagnols, et il est jeté dans un cachot.

Les Espagnols sont reçus dans Naples; mais à peine leurs drapeaux flottaient sur les murs de la capitale, leurs pacifiques promesses étaient déjà oubliées, quatorze mille Napolitains étaient massacrés; et Genaro lui-même, qui avait fait la sottise de ramener la ville à son prétendu devoir, succombait sous l'accusation d'un crime supposé.

Leçon terrible pour les peuples qui, lassés du despotisme, ont eu le courage d'arborer l'étendard de la liberté! Les tyrans ne pardonnent jamais; bien mieux vaudrait combattre, vaincre, et maintenir sa liberté, ou s'ensevelir sous les ruines de sa patrie.

La destruction de Castro, ordonnée dans le même temps, et exécutée par les ordres du pape, prouve aussi combien la vengeance sacerdotale surpasse la cruauté des despotes.

Au printemps de la même année 1648, le marquis de Caraconne, qui était venu commander dans le Milanais, forma le projet de chasser les Français du pays qu'ils occupaient le long du Pô.

M. de Navailles, qui commandait seul alors les troupes françaises en Italie, les réunit toutes à Casal-Major, afin d'assurer leurs subsistances par le Modénois; il fit fortifier le camp dans lequel on les plaça; il se trouvait vis-à-vis deux îles dans le Pô, sur lesquelles on voyait paître les bœufs destinés aux subsistances de l'armée, et auxquelles il communiquait au moyen de deux chaloupes, qui servaient en même temps à retirer des vivres du Modénois. Les ennemis, après s'en être emparés, marchèrent du côté de Vigevano, pour couper les vivres aux Français dans cette partie.

M. de Navailles, ainsi resserré par une armée très-supérieure, se disposait cependant à attaquer les ennemis; mais, ayant reçu des dépêches du maréchal de Praslin, qui lui apprenait son arrivée sous douze jours, à la tête de six mille hommes, il prit la résolution de se hâter de faire venir des vivres de Vigevano, avant l'arrivée des Espagnols de ce côté. En conséquence, après avoir fait partir toutes les charrettes de l'armée, sous l'escorte de trois cents fantassins et de trois cents cavaliers, il se mit ensuite à la tête d'un fort détachement, avec lequel il alla harceler l'arrière-garde des Espagnols, retarda leur marche, et donna

le temps à son convoi de se rendre à Casal.

Quinze jours après, le maréchal Duplessis joignit M. de Navailles avec quatre mille hommes; dès-lors, les ennemis, croyant les Français trop forts, se retirèrent derrière des retranchemens qui allaient de l'Oglio au Pô, et couvraient Crémone et la rivière de l'Adda, qu'il fallait passer pour se rendre dans le duché de Milan. Les Italiens gardaient le côté de l'Oglio, les Espagnols le centre; les Suisses bordaient les retranchemens du côté du Pô.

Le maréchal, décidé d'attaquer les ennemis, se mit en marche le 27 mai, et arriva le 28, à trois lieues de leur camp : après avoir fait construire une grande quantité de fascines, il décampa le 29, et arriva, avant le jour, le 30, à la vue de leurs lignes.

Après avoir bien reconnu les retranchemens des ennemis et leur position, il forma trois attaques : la première confiée à M. de Boissac; la seconde à M. de Navailles; la troisième confiée aux troupes de Modène, sous les ordres de M. de Laleu, maréchal de camp de ces troupes.

M. de Navailles s'étant présenté devant les retranchemens, et les troupes qui arrivèrent les premières ayant été effrayées de la profondeur

du fossé, il mit pied à terre, travailla à combler les fossés avec des fascines. En attendant, il fit couler son infanterie le long du parapet, pour éloigner la cavalerie des ennemis. Le fossé comblé, M. de Navailles fit passer une compagnie de chevaux-légers, qui fit plier sur-le-champ un régiment allemand. M. de Navailles suivait, à la tête d'une compagnie de gens d'armes et de toutes les troupes qui étaient sous ses ordres; les ayant mises en bataille à mesure qu'elles entraient, il chargea sur-le-champ tout ce qu'il trouva d'ennemis devant lui, et les battit.

Les troupes des autres attaques avaient pénétré de leur côté; mais, au lieu de suivre le gros des ennemis, elles s'étaient amusées à poursuivre les fuyards du côté de l'Oglio, et n'avaient point soutenu M. de Navailles, qui se trouvait, à la tête de quatre escadrons, au quartier de M. de Caracenne, qui, avec quatorze autres, tenait ferme, pour donner le temps à son infanterie et à ses bagages de se retirer dans Crémone. M. de Navailles, entraîné par son courage, et sans calculer ses forces ni celles de l'ennemi, ose tomber brusquement sur la cavalerie de M. de Caracenne; il la renverse, fait prisonnier dom Galéas de

Strozzi, lieutenant général ; suit sa pointe, et bientôt, secondé par le maréchal Duplessis et M. de Laleu, qui arrivent avec quelques cavaliers, il oblige les ennemis, dans une déroute complète, de se sauver dans Crémone, en laissant sur le champ de bataille deux mille morts, mille prisonniers, tous leurs canons, une partie de leurs bagages, et quarante drapeaux.

Après cette victoire et quelque repos donné aux troupes, on entreprit le siége de Crémone, qui capitula le 17 juillet 1648.

Environ un mois après, le prince de Condé gagnait, dans les plaines de l'Artois, la fameuse bataille de Lens,[1] après laquelle l'archiduc resta sans armée.

Depuis la fondation de la monarchie, les Français n'avaient gagné de suite tant de batailles, d'une manière si glorieuse, par la conduite et par le courage.

En même temps les alliés de la France pressaient la puissance autrichienne au Midi et au Nord. Le duc d'Albukerque, à la tête des Portugais, avait battu les Espagnols à Badajos; Torstenson défit les Impériaux près de Tabor; le prince d'Orange pénétra dans le Brabant.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

A voir tant de malheurs qui fondaient sur la maison d'Autriche, tant de victoires accumulées par les Français, secondés des succès de leurs alliés, on croirait voir Vienne et Madrid attendre le moment d'ouvrir leurs portes, et l'empereur et le roi d'Espagne rester sans états. Cependant cinq années de gloire, à peine traversées par quelques revers, produisirent bien peu d'avantages réels, firent répandre beaucoup de sang, et n'occasionnèrent aucune révolution : s'il y en eut une à craindre, ce fut pour la France; elle touchait à sa ruine au milieu de ces prospérités apparentes.

A la mort du prince de Condé, en 1646, le duc d'Orléans, alors son rival, voulut jouir de toute l'autorité, en qualité de lieutenant général du royaume. De son côté, le cardinal de Mazarin, croyant son pouvoir très-affermi, ménageait moins un prince dont la faiblesse surpassait l'ambition.... Mais les esprits étaient révoltés contre le cardinal, qui venait de retrancher quelques quartiers aux rentiers, d'augmenter quelques droits d'entrée, de créer des charges de maîtres des requêtes, et de retenir des gages aux magistrats.

La magistrature se plaint et résiste ; la reine et le cardinal veulent faire enlever quelques

magistrats; le peuple s'irrite et s'ameute; on ferme les boutiques; on fait quelques barricades; on entend prononcer le mot *liberté*. Le lendemain, 26 aout 1648, deux cents barricades sont formées en un instant; on les pousse jusqu'à cent pas du Palais-Royal; on tue quelques soldats, qui reculent immobiles spectateurs; le parlement, en corps, vient demander ses membres emprisonnés; la reine est obligée de tout accorder.

Deux pouvoirs établis chez les hommes uniquement pour le maintien de la paix, M. de Retz, archevêque de Paris, et le parlement, ayant commencé les troubles, le peuple crut tous ses emportemens justifiés.

Le 6 janvier 1649, la reine s'enfuit de Paris avec ses enfans, son ministre, et alla à Saint-Germain, où presque toute la cour coucha sur la paille : on fut obligé de mettre en gages les pierreries de la couronne; le roi manqua souvent du nécessaire.

Un mois environ après le 9 février 1649, Charles Ier perdait à Londres la tête sur un échafaud. [1]

Ainsi les Anglais avaient mis dans leurs

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

troubles civils un acharnement mélancolique et une fureur raisonnée; les Français, au contraire, se précipitaient dans les séditions par caprice, et en riant : les femmes étaient à la tête des factions.

Tous les partis se choquaient, négociaient, se trahissaient tour à tour; chaque homme important, ou qui voulait l'être, prétendait établir sa fortune sur la ruine publique, et le bien public était dans la bouche de tout le monde.

Le cardinal fait arrêter les princes de Condé, de Conti et de Longueville, uniquement parce qu'il les craignait.

Le prince de Condé eût gouverné l'état, s'il eût voulu plaire; il se contentait d'être admiré.

Cette prison des trois princes, qui semblait devoir assoupir les factions, les releva. La mère du prince de Condé resta dans Paris malgré la cour, et porta sa requête au parlement; sa femme, après mille périls, se réfugia dans la ville de Bordeaux, où, aidée des ducs de Bouillon et de la Rochefoucault, elle souleva cette ville, et arma l'Espagne.

Cette puissance n'avait point voulu accéder à la paix de Westphalie, conclue à Munster

et à Osnabruck, le 24 octobre 1648,[1] et elle continuait de faire la guerre en Italie, où les avantages ne furent pas pour les Français, dans les campagnes de 1649, 1650, 1651 et 1652. Le marquis de Caracenne, après s'être emparé de Pomponasco, de Gualleri et de Castel-Novo, avait envoyé des partis dans le Modénois, dont les ravages avaient contraint le duc de Modène à s'accommoder avec les Espagnols.

En 1650, ils s'emparèrent de Piombino et de Porto-Longone, et, en 1652, de Casal, qui fut remis au duc de Mantoue.

En France, les mêmes frondeurs qui avaient rendu le grand Condé à la vengeance timide de Mazarin, forcèrent la reine à ouvrir sa prison, et à chasser du royaume le premier ministre.

Le royaume de France resta dans cette combustion encore quelques années. Le gouvernement, qui prenait trop souvent des partis faibles et incertains, semblait devoir succomber; mais les révoltés furent toujours désunis, ce qui sauva la cour.

Les désordres en tous genres continuèrent de-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

puis 1644 jusqu'en 1653, d'abord sans troubles; enfin, dans des séditions continuelles d'un bout du royaume à l'autre, il n'y avait pas même l'ombre de la justice; les duels étaient fréquens, les déprédations continuelles, les débauches poussées jusqu'à l'impudence publique; mais, au milieu de ces désordres, il régna toujours une gaieté qui les rendit moins funestes.

Cependant en 1653, Louis XIV, ou plutôt la reine mère, ôta tout prétexte de révolte, en renvoyant pour la seconde fois le cardinal de Mazarin; il fut à peine parti, que les citoyens de Paris députèrent au roi, pour le supplier de revenir dans sa capitale : il y rentra, et tout y fut paisible.

Ainsi, en 1653, Louis XIV se trouva maître absolu d'un royaume rempli de désordres en tout genre d'administration, mais plein de ressources, combattant encore contre l'Espagne, en Catalogne et en Italie, alliée au duc de Savoie, qui venait de joindre ses troupes à celles commandées par le comte de Quincé.

Ces armées réunies entrèrent dans le Milanais, pillèrent le bourg de Sesia, et commirent des hostilités, comme les Espagnols venaient d'en commettre à Cigliano. Le duc de Savoie, en jetant ensuite cinq cents hommes dans Vé-

rue, empêcha le marquis de Caracenne de s'en emparer.

Convaincu alors de la difficulté de rien faire par la force, le marquis de Caracenne tenta, par des négociations, de détacher le duc de Savoie du parti de la France; mais un corps de troupes, envoyé sous les ordres du marquis de Grancé, arriva fort à propos pour dissuader le duc de Savoie, et lui donner les moyens de combattre le général espagnol, au lieu de se réunir à lui.

L'occasion ne tarda pas à s'en présenter; le marquis de Caracenne avait fait construire, près du bourg de la Roquette, un pont sur le Tanaro, dans l'intention de passer cette rivière et de venir surprendre les troupes françaises et piémontaises. L'armée espagnole avait déjà passé la rivière; elle était occupée à fortifier la tête du pont. L'armée des alliés se mit en devoir de l'attaquer. Le marquis de Montpezat commandait l'aile droite; le marquis de Vardes, l'aile gauche; le comte de Quincé était au centre avec le maréchal de Grancé; les marquis de Ville et de Monti étaient chargés d'attaquer, avec les Piémontais, le flanc gauche des ennemis. Le combat fut très-opiniâtre, et dura plus de quatre heures. Les Suisses y firent

des merveilles; les Espagnols, repoussés et battus, y perdirent neuf cents hommes restés sur le champ de bataille; trois cents furent noyés, et beaucoup furent blessés ou faits prisonniers.

Après cette victoire, qui maintint le duc de Savoie dans l'alliance de la France, le maréchal passa la Sesia, s'avança dans le Milanais, y prit le château de Carpignano, qui assurait ses subsistances, sur-tout en fourrages; et, après divers mouvemens, tous relatifs aux vivres, les deux armées entrèrent en quartier d'hiver.

La campagne de 1654 se passa en Italie entièrement en défensive de la part du maréchal de Grancé, trop faible pour oser rien entreprendre; il eut cependant un léger avantage sur la Bormida, où il tua trois cents Espagnols, et leur fit un plus grand nombre de prisonniers.

Du côté de la partie méridionale de l'Italie, le duc de Guise parut sur les côtes de Naples le 12 novembre 1654; il y débarqua environ sept mille hommes auprès de Castellamare, et s'empara de cette place, après une faible résistance; mais personne n'osant se déclarer en faveur des Français, leur flotte et leur armée manquèrent de vivres; les espérances du duc, trop

légèrement conçues, s'évanouirent. Les généraux français se décidèrent alors à abandonner Castellamare, pour faire voile vers Toulon; les troupes rentrèrent dans les vaisseaux le 26 novembre, et la flotte s'éloigna des côtes de Naples le 10 décembre.

La campagne de 1655 se passa sans aucun avantage de part ni d'autre, la France ayant ramené le duc de Modène dans son parti. Le prince Thomas de Savoie, qui commandait les armées combinées, marcha vers Reggio, dont il fit lever le siége au marquis de Caracenne, qui, ayant entrepris alors le siége de Bersello, décida le prince Thomas à assiéger Pavie; ce qui obligea le marquis de Caracenne à abandonner Bersello, pour courir au secours d'une place de l'importance de Pavie; il la sauva en effet, et fut obligé de se borner à cette réussite, qui dut lui tenir lieu des succès dont il s'était flatté de se glorifier pendant cette campagne.

Le pape Innocent X était mort au commencement de cette année. Fabio-Chigi fut élu le 7 avril 1656, sous le nom d'Alexandre VII. Dès l'instant où il fut élu, il affecta de marcher sur les traces de ses plus vertueux prédécesseurs; mais sa conduite ne répondit pas à ces heureux commencemens, et bientôt on vit un homme

ambitieux et entêté dans un pape, dont on attendait une grande connaissance des hommes et des affaires.

La guerre continuait dans la Lombardie, et se réduisit, dans cette campagne, à la prise de Valence par les armées combinées de France, de Savoie et de Modène.

Dans la campagne de 1657, le comte de Fuensaldague, qui n'avait pu réussir à reprendre Valence, empêcha le prince de Conti et le duc de Modène de s'emparer d'Alexandrie; ils cherchèrent à s'en venger, en prenant le château de Varas, sur le Tanaro, et celui de Novi, place importante des frontières du Milanais.

La campagne de 1658 offrit un plus grand nombre d'événemens, et donna à M. de Navailles, qui était venu commander les troupes françaises en Italie, plusieurs occasions de développer de grands talens militaires. A son arrivée, il fit décider de secourir Valence, qui se trouvait investie par les Espagnols. L'importance de cette place exigeait de ne rien négliger pour la sauver, malgré l'éloignement de plus de trente lieues à parcourir dans le pays ennemi, et le passage de l'Adda devant une armée plus nombreuse.

légèrement conçues, s'évanouirent. Les généraux français se décidèrent alors à abandonner Castellamare, pour faire voile vers Toulon; les troupes rentrèrent dans les vaisseaux le 26 novembre, et la flotte s'éloigna des côtes de Naples le 10 décembre.

La campagne de 1655 se passa sans aucun avantage de part ni d'autre, la France ayant ramené le duc de Modène dans son parti. Le prince Thomas de Savoie, qui commandait les armées combinées, marcha vers Reggio, dont il fit lever le siége au marquis de Caracenne, qui, ayant entrepris alors le siége de Bersello, décida le prince Thomas à assiéger Pavie; ce qui obligea le marquis de Caracenne à abandonner Bersello, pour courir au secours d'une place de l'importance de Pavie; il la sauva en effet, et fut obligé de se borner à cette réussite, qui dut lui tenir lieu des succès dont il s'était flatté de se glorifier pendant cette campagne.

Le pape Innocent X était mort au commencement de cette année. Fabio-Chigi fut élu le 7 avril 1656, sous le nom d'Alexandre VII. Dès l'instant où il fut élu, il affecta de marcher sur les traces de ses plus vertueux prédécesseurs; mais sa conduite ne répondit pas à ces heureux commencemens, et bientôt on vit un homme

ambitieux et entêté dans un pape, dont on attendait une grande connaissance des hommes et des affaires.

La guerre continuait dans la Lombardie, et se réduisit, dans cette campagne, à la prise de Valence par les armées combinées de France, de Savoie et de Modène.

Dans la campagne de 1657, le comte de Fuensaldague, qui n'avait pu réussir à reprendre Valence, empêcha le prince de Conti et le duc de Modène de s'emparer d'Alexandrie; ils cherchèrent à s'en venger, en prenant le château de Varas, sur le Tanaro, et celui de Novi, place importante des frontières du Milanais.

La campagne de 1658 offrit un plus grand nombre d'événemens, et donna à M. de Navailles, qui était venu commander les troupes françaises en Italie, plusieurs occasions de développer de grands talens militaires. A son arrivée, il fit décider de secourir Valence, qui se trouvait investie par les Espagnols. L'importance de cette place exigeait de ne rien négliger pour la sauver, malgré l'éloignement de plus de trente lieues à parcourir dans le pays ennemi, et le passage de l'Adda devant une armée plus nombreuse.

On se mit en marche : le duc de Modène avait fait mettre sur la rivière du Serio, qui se jette dans l'Adda, cinquante bateaux armés; il voulait divertir l'attention des ennemis, et, au moment où il prenait des précautions pour s'opposer au passage des armées combinées sur ce point, elles étaient déjà au confluent de l'Adda et du Pô : elles y paraissaient occupées à s'y fortifier, au moment où M. de Navailles, qui avait détaché mille mousquetaires avec de petits bateaux, fut informé de leur heureux passage. Dès-lors, il se hâta de marcher avec un nouveau détachement, pour joindre et soutenir le premier; en même temps, il fit avertir le duc de Modène de ces différens mouvemens, en lui demandant de venir le joindre avec son pont de bateaux. Arrivé vers l'endroit où le premier détachement avait passé la rivière, il la passa lui-même, se saisit d'une église qui était sur le bord de l'eau, et la fortifia : le reste de l'armée étant arrivé bientôt après, on se hâta de jeter le pont; elle le passa le lendemain. Le jour d'après, on campa à Marignan, à quatre lieues de Milan; ce qui força M. de Fuensaldague, pour tranquilliser les Milanais, de venir se camper derrière cette ville, et de poster un détachement de cavalerie et d'infanterie sur le chemin de Marignan à Milan.

Ces précautions n'empêchèrent pas M. de Navailles, avec mille mousquetaires et quinze cents chevaux, d'attaquer ces troupes, d'emporter trois barricades, de mettre le feu à douze ou quinze maisons, de tuer quatre ou cinq cents hommes, de faire beaucoup de prisonniers, et de jeter l'épouvante dans Milan.

Après cette expédition, le duc de Duras alla piller Mons; le marquis de Ville passa le Tesin, s'empara de Trin, revint joindre l'armée à Marignan, et marcha avec elle sur Pavie. Le duc de Modène voulait donner le change aux ennemis, et les décider à dégarnir Mortare, pour jeter des forces dans Pavie : cette ruse lui réussit. Dès-lors, le marquis de Ville marcha d'un côté, avec les troupes de Savoie, et M. de Navailles d'un autre, avec mille chevaux, et ils investirent, le 5 août 1658, Mortare, qui capitula le 22 du même mois.

Le 13 septembre suivant, Cromwel mourut à Londres, à l'âge de cinquante-cinq ans.[1]

Après la prise de Mortare, le duc s'empara de tous les postes occupés par les Espagnols autour de Valence, délivra cette ville, et se

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

rendit maître de la Lomeline, la province la plus abondante de la Lombardie, afin d'y établir ses quartiers d'hiver, et avec le projet d'attaquer Milan la campagne suivante ; mais ce prince, déjà malade, ayant beaucoup souffert des fatigues de la guerre, obligé de se retirer à Saint-Ya pour y changer d'air, y mourut peu de jours après.

Cette mort renversa tous les projets de M. de Navailles. Les Espagnols, pour en tirer parti, se proposèrent d'assiéger Bersello, place du Modénois, sur le Pô. M. de Navailles, pour secourir cette place, aurait dû traverser tout l'état de Milan, ou passer par celui de Gènes avec des difficultés invincibles ; il marcha sur la rivière du Tanaro, comme s'il avait voulu la passer. Les ennemis s'étant empressés d'y marcher pour s'y opposer, M. de Navailles fit toutes les dispositions pour les persuader toujours davantage de son dessein de forcer le passage : il les tenait dans cette incertitude, pour donner le temps à plusieurs barques de farine, qui lui venaient de Casal, d'arriver. Ces bateaux arrivés, il les fait décharger, y jette huit cents hommes, qui partent la nuit, et arrivent à Bersello en vingt-quatre heures, malgré deux brigantins placés sur le Pô, au-

dessus de Pavie, pour empêcher les communications par ce fleuve : ce secours inespéré sauva la place, et, en étonnant les Espagnols, occasionna une grande joie au cardinal d'Est, qui était alors à Modène.

Privés de l'espoir de s'emparer de Bersello, les Espagnols n'en persistèrent pas moins dans le dessein d'hiverner dans le Modénois ; mais M. de Navailles, ayant marché vers Nice de la Paille pour s'approcher des états de Gènes, surprit hardiment un château qui lui ouvrit le passage de la Bormida, malgré les Espagnols qui s'étaient postés derrière cette rivière, s'avança du côté de Modène, y prit ses quartiers d'hiver, et empêcha les Espagnols de s'établir dans le Modénois.

Cependant, si les Espagnols se soutenaient sur les rives du Pô, les revers essuyés dans les Pays-Bas et dans les Pyrénées leur rendaient la paix nécessaire. La cour de Madrid demandait à celle de Vienne ou des secours contre la France, ou sa médiation pour terminer ses hostilités.

L'empereur Ferdinand III mourut sur ces entrefaites, et l'empire fut sur le point de sortir de la maison d'Autriche. Léopold, fils de Fer-

dinand, fut élu quinze mois après la mort de son père, sous la condition de ne se mêler en aucune manière de la guerre entre la France et l'Espagne : nouvelle raison pour la cour de Madrid de songer sérieusement à faire la paix; elle avait d'ailleurs quelques soupçons des négociations du cardinal de Mazarin avec les états de Venise, pour réunir leurs forces à celles de la Savoie, du duc de Modène et de la France, afin de chasser entièrement les Espagnols de la Lombardie. Le traité était à la veille d'être conclu : dès-lors, Louis de Haro se hâta de signer, le 7 novembre 1659, sur les frontières de la France et de l'Espagne, la paix des Pyrénées,[1] qui contribua à placer la postérité de Louis XIV sur les trônes d'Espagne et des deux Siciles.

Mazarin ne survécut pas long-temps à cette paix,[2] à laquelle il avait tant contribué; il mourut le 29 mars 1661, après avoir immortalisé son ministère par l'acquisition de l'Alsace.

Alors seulement Louis XIV commença à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).

régner. Colbert mit de l'ordre dans les finances, la discipline fut rétablie dans les troupes, tous les arts furent encouragés, la magnificence et la décence embellirent la cour.

Si Louis XIV eût été plus éclairé, il eût alors mis toute sa gloire à faire le bonheur de ses peuples, et il se fût servi de sa prépondérance pour maintenir la paix en Europe; mais ses courtisans l'entretenaient sans cesse de sa puissance, et, chaque instant, l'étalaient à ses yeux. Au milieu d'une de ses fêtes, en 1662, un légat vint s'humilier devant lui, pour faire satisfaction d'une insulte que les gardes du pape avaient faite à l'ambassadeur de France; la même année, le roi d'Espagne avait essuyé une humiliation à peu près semblable. Le baron de Vatteville, son ambassadeur à Londres, ayant insulté le comte d'Estrades, ambassadeur de France, sur lequel il voulait prendre le pas, Philippe IV fut obligé d'envoyer un ambassadeur extraordinaire, pour déclarer à Louis XIV, en présence de tous les ministres étrangers, qu'à l'avenir ses ambassadeurs céderaient par-tout la préséance aux ambassadeurs de France.... Comment, dans de pareilles circonstances, un roi, très-jeune encore, n'aurait-il pas été ébloui

d'une puissance exagérée par ses courtisans, qui portait la terreur dans une monarchie naguère redoutable à la France et à l'Europe? Il avait déjà oublié ces temps malheureux où il n'avait pas un page pour le servir.

Louvois ne cessait de l'entretenir dans de continuelles illusions. Six mille hommes avaient marché en Hongrie, sous les ordres du comte de Coligni, pour se joindre aux Impériaux contre les Turcs; on avait soutenu secrètement le Portugal contre l'Espagne; le maréchal de Schomberg, secondé par quatre mille Français, joints aux troupes portugaises, avait battu complètement les Espagnols à Villa-Viciosa; allié aux états généraux, on leur avait envoyé six mille Français, pour les défendre contre l'évêque de Munster.

Ainsi, après avoir aguerri les troupes françaises, et formé des officiers en Hongrie, en Portugal, en Hollande, Louvois persuadait aisément à Louis XIV l'étendue de ses forces, et combien il lui était facile d'être un grand conquérant. En effet, l'Angleterre ravagée par la peste, Londres réduite en cendres, Charles II toujours prodigue et indigent, mettaient la France en sûreté du côté des Anglais; l'empereur n'avait pas encore réparé les pertes occasionnées par la dernière guerre contre les Turcs; le roi d'Espagne, Philippe IV, était mourant, et sa monarchie très-affaiblie : c'en était trop pour trouver mille raisons de caresser l'impatience du roi de se signaler et de faire des conquêtes.

L'occasion s'en présenta bientôt; Philippe IV mourut, et Louvois ne manqua pas de présenter à Louis la Flandre comme un pays sur lequel il avait des droits par sa femme, et dont il devait se saisir par les armes.

La France et l'Espagne combattirent d'abord par des écrits; mais le roi, comptant encore plus sur ses forces que sur ses raisons, marcha en Flandre à des conquêtes assurées. En une seule campagne, quarante mille hommes, commandés par les plus habiles généraux, envahirent sous les yeux du roi, en 1667, toutes les villes de la Flandre.

Alexandre VII, qui mourut alors, fut remplacé par Clément IX, qui, deux ans après, le fut par Clément X.

Après la conquête aussi facile de la Flandre, le roi se hâta de venir jouir des acclamations d'un peuple imitateur des adorations de ses

maîtresses, des basses adulations de ses courtisans, et des fêtes données à sa cour.

On était uniquement occupé de plaisirs à Saint-Germain, et tout à coup, au cœur de l'hiver, au mois de janvier, il se fait des mouvemens de troupes; des trains d'artillerie, des chariots de munitions, sont sur les routes de la Champagne. Enfin, le 2 février, le roi part de Saint-Germain avec le jeune duc d'Enguien; il va à cheval, à grandes journées; il arrive à Dijon. Vingt mille hommes, en marche sur différentes routes, se trouvent le même jour à quelques lieues de Besançon; le grand Condé paraît à leur tête, accompagné de Montmorenci-Bouteville, devenu depuis très-fameux sous le nom de Luxembourg, et la Franche-Comté est soumise en moins de trois semaines.

Après ces premiers succès, obtenus sans obstacles, le roi s'imagina être un grand conquérant; il eut l'ambition de reculer ses frontières et de se rendre redoutable, sans considérer l'alarme qui se répandait chez ses voisins, et l'obligation où il les mettait de s'armer et de se réunir contre lui.

L'Empire commença à se remuer, et l'empereur à lever des troupes; les Suisses, voisins

des Francs-Comtois, tremblèrent pour leur liberté; les Hollandais, à qui il avait importé d'avoir les Français pour amis, frémissaient de les avoir pour voisins : l'Espagne eut recours à eux. Le traité entre la Hollande, l'Angleterre et la Suède, pour tenir la balance en Europe et réprimer l'ambition de Louis XIV, fut proposé et conclu en cinq jours. Le conseil de Léopold n'osa entrer dans cette intrigue; mais il encourageait secrètement l'union des trois puissances, sans prendre aucune mesure ouverte.

Louis XIV fut indigné du projet d'un petit état, comme la Hollande, d'arrêter ses conquêtes : cette entreprise lui fut un outrage sensible. Il médita dès-lors de s'en venger; mais, ses ministres ayant pris l'alarme, la triple alliance, qui pouvait tout au plus menacer, réussit à Aix-la-Chapelle à forcer la France et l'Espagne à la paix, et, dans la cour du plus vain des monarques, un simple bourgmestre hollandais, Wan-Benning, conclut avec autorité une paix qui obligea le roi à rendre la Franche-Comté.

Les ministres de Louis XIV ne manquèrent pas de lui faire regarder la paix d'Aix-la-

Chapelle comme assez glorieuse pour lui promettre de nouveaux succès, et, afin de flatter ses goûts et ses passions, après l'avoir décidé à envoyer sept mille hommes au secours de Candie, ils lui parlèrent de se venger de la Hollande, qui avait eu la plus grande part à la triple alliance. Pour y réussir, on songea à détacher l'Angleterre des Provinces-Unies.

La duchesse d'Orléans fut chargée de cette négociation auprès du roi Charles, son frère; elle trouva tous ses ministres dans le dessein de rendre le roi tout à fait indépendant du parlement. Une alliance avec la France, contre la Hollande, donnait des prétextes pour lever et entretenir un corps de troupes dans le royaume; on espérait en même temps obtenir quelques secours de Louis XIV, et on s'empressa, en 1670, de conclure cette alliance qui devait assurer l'asservissement du peuple anglais et la ruine de la Hollande.

Les bruits de cette entreprise prochaine commençaient à se répandre; mais l'Europe les écoutait en silence.

Les Provinces-Unies, dans la sécurité où les laissaient la paix avec l'Espagne et leur alliance avec la France, uniquement occupées du commerce, avaient licencié la plus grande partie de leurs troupes; elles avaient sur-tout congédié un grand nombre d'officiers expérimentés qui paraissaient trop attachés à la maison d'Orange.

Il suffit à Louis XIV de se montrer à la tête de soixante-dix-sept mille hommes, dans un pays si mal défendu, pour s'emparer, dans peu de mois, de plus de quarante villes fortifiées. Guillaume III, à la tête des troupes de la république, s'était retiré dans la province d'Hollande, espérant tout de la force naturelle du pays.

Cependant déjà Naerden, voisine d'Amsterdam, était prise; on s'était avancé aux portes de Muiden; on aurait pu entrer dans la ville; un instant de diligence eût mis Amsterdam dans les mains du roi. Cette capitale une fois prise, non seulement la république périssait, mais il n'y avait plus de nation hollandaise, et bientôt la terre même de ce pays allait disparaître; les plus riches familles se préparaient à fuir à Batavia, et à laisser à Louis XIV la gloire déplorable d'avoir détruit le plus singulier et le plus beau monument de l'industrie humaine.

Chapelle comme assez glorieuse pour lui promettre de nouveaux succès, et, afin de flatter ses goûts et ses passions, après l'avoir décidé à envoyer sept mille hommes au secours de Candie, ils lui parlèrent de se venger de la Hollande, qui avait eu la plus grande part à la triple alliance. Pour y réussir, on songea à détacher l'Angleterre des Provinces-Unies.

La duchesse d'Orléans fut chargée de cette négociation auprès du roi Charles, son frère; elle trouva tous ses ministres dans le dessein de rendre le roi tout à fait indépendant du parlement. Une alliance avec la France, contre la Hollande, donnait des prétextes pour lever et entretenir un corps de troupes dans le royaume; on espérait en même temps obtenir quelques secours de Louis XIV, et on s'empressa, en 1670, de conclure cette alliance qui devait assurer l'asservissement du peuple anglais et la ruine de la Hollande.

Les bruits de cette entreprise prochaine commençaient à se répandre; mais l'Europe les écoutait en silence.

Les Provinces-Unies, dans la sécurité où les laissaient la paix avec l'Espagne et leur alliance avec la France, uniquement occupées du commerce, avaient licencié la plus grande partie de leurs troupes; elles avaient sur-tout congédié un grand nombre d'officiers expérimentés qui paraissaient trop attachés à la maison d'Orange.

Il suffit à Louis XIV de se montrer à la tête de soixante-dix-sept mille hommes, dans un pays si mal défendu, pour s'emparer, dans peu de mois, de plus de quarante villes fortifiées. Guillaume III, à la tête des troupes de la république, s'était retiré dans la province d'Hollande, espérant tout de la force naturelle du pays.

Cependant déjà Naerden, voisine d'Amsterdam, était prise; on s'était avancé aux portes de Muiden; on aurait pu entrer dans la ville; un instant de diligence eût mis Amsterdam dans les mains du roi. Cette capitale une fois prise, non seulement la république périssait, mais il n'y avait plus de nation hollandaise, et bientôt la terre même de ce pays allait disparaître; les plus riches familles se préparaient à fuir à Batavia, et à laisser à Louis XIV la gloire déplorable d'avoir détruit le plus singulier et le plus beau monument de l'industrie humaine.

La désolation de l'état était augmentée par des divisions intestines; le pensionnaire de With voulait traiter avec le vainqueur; le prince d'Orange, qui briguait le stathoudérat, s'opposait à la paix avec la même ardeur.

Les états résolurent de demander la paix; mais les conditions imposées par Louis XIV tenaient trop de la servitude; elles parurent intolérables, et la fierté déplacée du vainqueur inspira un courage de désespoir aux vaincus : on résolut de périr les armes à la main. Toutes les espérances se tournèrent vers le prince d'Orange; le peuple massacra les deux frères de With; on fit percer les digues qui retiennent les eaux de la mer; Amsterdam devint comme une vaste forteresse, au milieu des eaux, entourée de vaisseaux de guerre qui vinrent se ranger autour de la ville; des négociations, promptes et secrètes, réveillèrent de leur assoupissement l'empereur, l'Empire, le conseil d'Espagne, le gouverneur de la Flandre, et disposèrent même l'Angleterre à la paix. Enfin le roi était entré, au mois de mai 1672, en Hollande; au mois de juillet, l'Europe commençait à être conjurée contre lui, et ce monarque, si bassement flagorné, perdit cette

gloire dont il était si jaloux, et dont il était incapable de s'assurer par un travail constant et infatigable. Satisfait d'avoir vu prendre tant de villes en deux mois, il revint à Saint-Germain, et il fit élever des monumens de sa conquête, au moment où les puissances de l'Europe travaillaient à la lui ravir.

Après le départ du roi, les affaires changèrent de face. Turenne fut obligé de marcher vers la Westphalie; le prince d'Orange fit tête aux Français jusqu'à l'hiver, pendant lequel Luxembourg fut sur le point de reprendre la Hollande, qui fut sauvée par un dégel.

Mais le génie de Vauban, la vigilance sévère de Louvois, l'expérience et le grand art de Turenne, l'active intrépidité du prince de Condé, tout cela ne put réparer la faute d'avoir gardé trop de places, affaibli l'armée, et manqué Amsterdam.

L'arc de triomphe de la porte Saint-Denis et les autres monumens de la conquête étaient à peine achevés, et la conquête était déjà abandonnée.

Le roi tint seul, à la vérité, contre tous ses ennemis. On fournit à la fois une armée de vingt-trois mille hommes à Turenne, une de

quarante mille à Condé : on avait un corps de troupes sur la frontière du Roussillon, et une flotte, chargée de soldats, alla porter la guerre aux Espagnols, presque dans Messine.

Cependant Condé reprenait quelques villes en Flandre, en 1673; le roi reprenait en six semaines la Franche-Comté, en 1674. Turenne, en défendant les frontières du côté du Rhin, déployait ce que l'art de la guerre peut avoir de plus savant; mais, après s'être immortalisé dans sa campagne de 1674, la France avait eu le malheur de le perdre le 27 juillet 1675. Les larmes des soldats et du peuple firent alors le plus bel éloge de ce grand homme.[1]

Condé vint remplacer Turenne; mais, après une campagne moins éclatante que celle de Senef,[2] et cependant plus estimée, il cessa de paraître à la guerre, sans avoir pu obtenir de se faire remplacer par son fils, d'après la résolution du roi de ne pas confier des commandemens à des jeunes gens, trop souvent, disait-il, très-présomptueux, et toujours sans expérience.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

Malgré la perte de ces deux grands généraux, les Français continuèrent de marcher de victoires en victoires, en Flandre, en Allemagne, en Espagne, en Sicile et sur la mer, où Duquesne battit trois fois les flottes réunies des Hollandais et des Espagnols. Ainsi Louis XIV accablait seul tous ses ennemis; et, malgré tant de succès, on ne cessait de négocier pour la paix, qui fut signée à Nimègue, le 10 août 1678.[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

FIN DU LIVRE QUATORZIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE QUINZIÈME.

Sobiesky et le duc de Lorraine chassent les Turcs de devant Vienne. — Louis XIV s'empare de quelques villes en Flandre. — Il fait bombarder Alger. — Le doge de Gènes vient à Versailles implorer la clémence de Louis XIV. — Révocation de l'édit de Nantes. — Ligue d'Ausbourg. — Le prince d'Orange s'empare de la couronne d'Angleterre. — Bataille de Fleurus. — Entrée de M. de Catinat en Italie. — Bataille de Staffarde. — Élection de Joseph, roi des Romains. — Mort d'Innocent XI. — Élection d'Alexandre VIII. — Bataille de Leuse. — M. de Catinat est obligé de se tenir sur la défensive dans les Alpes. — Le duc de Savoie pénètre jusqu'à Embrun. — Bataille de Stinkerque. — Mort d'Alexandre VIII. — Élection d'Innocent XII. — Bataille de Marsaille. — Mort du duc de Luxembourg. — Prise de Casal. — Traité avec le duc de Savoie. — Paix de Riswick. — Paix de Carlowits.

LIVRE QUINZIÈME.

Depuis la paix de Nimègue jusqu'à celles de Riswick et de Carlowits.

Du 10 août 1678 au 20 septembre 1697 et janvier 1699.

Après la paix de Nimègue, la grandeur de Louis XIV paraissait être à son plus haut période; il avait agrandi la France, et donné la loi à toutes les puissances confédérées : mais il fit trop peu d'attention à l'effet du traité de Nimègue sur l'Europe. Aucun des princes avec lesquels il fut contracté ne voulut s'unir avec la France, pas même ceux pour qui il en résultait quelque avantage; ils firent tous entre eux, au contraire, des alliances défensives; la Suède même, à qui on avait fait toutes les restitutions qu'elle pouvait prétendre, fut la première à former une association avec la Hollande, où entrèrent la plupart des princes de l'Empire : elle fut signée le 2 octobre de la même année.

En usant de ses avantages avec modération, le roi eût dissipé les alarmes qu'il avait données à l'Europe; il n'eût pas mis les différentes

puissances dans la nécessité de recourir à l'empereur : mais son ambition ne fut point retenue par cette paix générale. L'Empire, l'Espagne, la Hollande, licencièrent leurs troupes extraordinaires ; Louis XIV garda toutes les siennes. Les Français se croyaient un peuple conquérant, et demandaient à être conduits à de nouvelles victoires. Ses courtisans et ses succès exagéraient continuellement au roi sa puissance ; cependant il eût été effrayé, s'il eût mieux apprécié la fausse gloire dont il s'enivrait. Selon l'abbé de Saint-Pierre, le traité de Nimègue lui avait valu à peine vingt millions, une fois payés, et, dans le cours de six ans, la guerre lui avait coûté plus de quatre-vingt mille hommes et plus de trois cent cinquante millions ; mais le roi ne songeait pas à faire ces calculs, et Louvois, qui n'avait garde de les lui mettre sous les yeux, entretenait le prestige qui l'égarait.

Le roi aurait dû ne rien négliger pour dissiper les alarmes répandues dans l'Europe par le prince d'Orange ; Louvois les accrut au contraire, et leur donna des fondemens par les démarches dans lesquelles il engagea son maître.

On érigea deux chambres, l'une à Metz, l'autre à Brissac ; on cita devant ces tribunaux

plusieurs princes allemands, et, sur la décision de ses propres juges, le roi se saisit de tout ce qui était à sa bienséance.

Ce n'était pas assez d'avoir la préfecture des dix villes libres d'Alsace, on voulait avoir Strasbourg ; Louvois en corrompit les magistrats, et l'on s'en empara le 30 septembre 1681.

Le roi ne ménageait pas plus l'Espagne ; il demandait la ville d'Alost, oubliée, disait-il, dans les traités, et, sur le délai de l'Espagne, il fit investir Luxembourg.

En Italie, il achetait du duc de Modène la ville de Casal, capitale du Mont-Ferrat, et y faisait passer douze mille hommes, sous la conduite du maréchal de Catinat ; maître de cette place importante et de celle de Pignerol, il menaçait la Lombardie.

En voyant cette puissance qui s'étendait ainsi de tous côtés, les alarmes de l'Europe recommencèrent ; les puissances se réunirent ; le prince d'Orange remua par-tout, pour recommencer la guerre : mais aucun souverain n'osait alors porter les premiers coups.

D'un autre côté, Colbert portait la marine royale au-delà de l'espérance des Français et des craintes de l'Europe : le roi avait soixante mille matelots, et plus de cent vaisseaux de

puissances dans la nécessité de recourir à l'empereur : mais son ambition ne fut point retenue par cette paix générale. L'Empire, l'Espagne, la Hollande, licencièrent leurs troupes extraordinaires ; Louis XIV garda toutes les siennes. Les Français se croyaient un peuple conquérant, et demandaient à être conduits à de nouvelles victoires. Ses courtisans et ses succès exagéraient continuellement au roi sa puissance ; cependant il eût été effrayé, s'il eût mieux apprécié la fausse gloire dont il s'enivrait. Selon l'abbé de Saint-Pierre, le traité de Nimègue lui avait valu à peine vingt millions, une fois payés, et, dans le cours de six ans, la guerre lui avait coûté plus de quatre-vingt mille hommes et plus de trois cent cinquante millions ; mais le roi ne songeait pas à faire ces calculs, et Louvois, qui n'avait garde de les lui mettre sous les yeux, entretenait le prestige qui l'égarait.

Le roi aurait dû ne rien négliger pour dissiper les alarmes répandues dans l'Europe par le prince d'Orange ; Louvois les accrut au contraire, et leur donna des fondemens par les démarches dans lesquelles il engagea son maître.

On érigea deux chambres, l'une à Metz, l'autre à Brissac ; on cita devant ces tribunaux

plusieurs princes allemands, et, sur la décision de ses propres juges, le roi se saisit de tout ce qui était à sa bienséance.

Ce n'était pas assez d'avoir la préfecture des dix villes libres d'Alsace, on voulait avoir Strasbourg ; Louvois en corrompit les magistrats, et l'on s'en empara le 30 septembre 1681.

Le roi ne ménageait pas plus l'Espagne ; il demandait la ville d'Alost, oubliée, disait-il, dans les traités, et, sur le délai de l'Espagne, il fit investir Luxembourg.

En Italie, il achetait du duc de Modène la ville de Casal, capitale du Mont-Ferrat, et y faisait passer douze mille hommes, sous la conduite du maréchal de Catinat ; maître de cette place importante et de celle de Pignerol, il menaçait la Lombardie.

En voyant cette puissance qui s'étendait ainsi de tous côtés, les alarmes de l'Europe recommencèrent ; les puissances se réunirent ; le prince d'Orange remua par-tout, pour recommencer la guerre : mais aucun souverain n'osait alors porter les premiers coups.

D'un autre côté, Colbert portait la marine royale au-delà de l'espérance des Français et des craintes de l'Europe : le roi avait soixante mille matelots, et plus de cent vaisseaux de

ligne ; il venait de faire usage, devant Alger, de la découverte des galiotes à bombes. Louvois faisait, en même temps, fortifier plus de cent citadelles.

Le bonheur et la gloire apparente de Louis XIV étaient encore relevés par la faiblesse de la plupart des autres rois, et par le malheur de leurs peuples. L'empereur était menacé par les Hongrois et par les Turcs; l'ambassadeur de Louis avait pressé leur armement.

En 1682, trois cent mille combattans, joints aux troupes hongroises, pénétrèrent jusqu'aux portes de Vienne, après avoir renversé tous les obstacles.

A l'approche des Turcs, l'empereur s'était retiré à Lintz ; on attendait à tous les instans d'apprendre la nouvelle de la prise de Vienne : mais la présomption du grand visir, sa mollesse, son mépris brutal pour les chrétiens, son ignorance, sa lenteur, le perdirent. Il fallait l'excès de toutes ces fautes pour sauver Vienne. Le roi de Pologne, Jean Sobieski, eut le temps d'arriver, et, avec le secours du duc de Lorraine, il mit aisément en déroute la multitude ottomane.

En 1684, Louis XIV, n'ayant plus rien à ménager, fit bombarder Luxembourg, se saisit

de Courtray, de Dixneude, s'empara de Trèves, et tout cela, disait-on, pour remplir l'esprit du traité de Nimègue, qui fut changé dans une trève de vingt ans, par laquelle le roi garda Luxembourg et sa principauté.

Le roi était encore plus redouté sur les côtes d'Afrique, où les Français n'étaient pas connus avant lui, si ce n'est par quelques esclaves.

Alger, deux fois bombardée, envoya deux fois des députés lui demander pardon, et recevoir la paix : Tunis, Tripoli, firent les mêmes soumissions.

On accordait aux ambassadeurs du roi de nouveaux honneurs à la Porte.

Le doge de Gènes et quatre principaux sénateurs furent obligés, en 1685, de venir implorer la clémence de Louis, dans son palais de Versailles.

Il affectait beaucoup de hauteur avec la cour de Rome, et il y envoya l'ambassadeur Lavardin, pour y braver le pape.

Il est aisé de sentir combien des entreprises semblables contre différentes puissances firent naître de ressentimens et de haines ; la seule impuissance pouvait en arrêter les effets : mais le desir de la vengeance s'accroissait toujours,

et devenait d'autant plus violent, qu'il tardait davantage à se satisfaire.

Sans craindre d'augmenter le nombre des mécontens, les commandans et intendans des provinces reçurent des ordres, en 1685, d'employer les moyens de rigueur, s'ils étaient nécessaires, pour ramener les protestans à la religion catholique : leur fermeté obligea d'en venir aux exécutions militaires; elles donnèrent lieu à des abus inouis du pouvoir. Enfin la révocation de l'édit de Nantes, publiée au mois d'octobre, mit le comble à l'infortune de ces malheureux citoyens; les violences devinrent générales, et il en résulta des émigrations considérables. Ces fugitifs furent accueillis avec empressement dans tous les états voisins, et ne contribuèrent pas peu, par leurs plaintes et les tableaux touchans de leurs maux, à augmenter les préventions défavorables déjà répandues dans l'Europe contre le gouvernement de Louis XIV, qui fut accusé de vouloir employer la supériorité de ses forces pour rendre catholiques tous les états protestans.

Jacques II, qui avait succédé, en février 1685, à Charles II, son frère, connu par son ardeur pour la propagation de la foi, et son projet d'établir dans ses états la religion catholique, jetait tous les jours davantage, parmi les sujets de la Grande-Bretagne, des alarmes dont le prince d'Orange sut tirer les plus grands avantages pour arriver à l'objet de ses desirs, au trône d'Angleterre. Mais, quoique sûr d'un parti considérable parmi les Anglais, il lui était important de mettre Louis XIV hors d'état de s'opposer à ses desseins. En conséquence, profitant à propos de la haine extrême qui animait tous les souverains de l'Europe contre les vexations et les hauteurs de Louis XIV, il les amena à signer à Ausbourg, le 9 juillet 1686, une ligue entre l'empereur, l'Espagne, la Suède, l'électeur de Bavière, et tous les princes de la maison de Saxe : la plupart des autres princes d'Allemagne accédèrent ensuite au traité. Le prince d'Orange et même la Hollande n'y furent pas compris, dans la crainte de donner à connaître au roi une ligue aussi étendue, et de lui fournir le prétexte d'attaquer les confédérés avant qu'ils eussent pris des mesures pour lui résister.

La grandeur de ces préparatifs fut très-imparfaitement connue de la France, et l'aveuglement fut encore plus grand de la part du roi d'Angleterre, qui fut le dernier à soup-

çonner les vues ambitieuses de son gendre. La mort de Maximilien-Henri de Bavière, électeur de Cologne, arrivée le 1er juillet 1688, donna lieu à l'explosion subite de ce feu qui subsistait, caché sous le voile de la politique.

L'empereur et le roi avaient des vues différentes sur la succession de Maximilien : le roi portait, à l'exclusion de tout autre, le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, son dévoué; l'empereur avait jeté les yeux sur le prince Clément de Bavière, qui n'avait que dix-sept ans.

Le roi ouvrit enfin les yeux; il connut enfin la multitude de ses ennemis, et combien on était attentif à saisir toutes les occasions de lui nuire : mais il commit la grande faute de ne pas savoir tirer parti des circonstances. Le prince d'Orange ne se cachait plus de ses prétentions sur la couronne d'Angleterre. Pour les faire évanouir, il aurait peut-être suffi au roi de faire une invasion en Hollande : dès-lors, les états-généraux n'auraient pu lui fournir des secours d'aucune espèce; les chefs du parti d'Orange en Angleterre eussent porté leur tête sur l'échafaud, et le roi Jacques eût continué de régner. Louvois rejeta ce parti, et fit

décider le siége de Philisbourg : dès-lors, la Hollande, qui vit la guerre s'établir loin de ses frontières, prêta ses troupes, ses vaisseaux et son argent au prince d'Orange, qui prit terre à Torbay, le 5 décembre 1688, sans aucun obstacle, et qui eut le bonheur de voir quitter l'Angleterre, on ne sut pourquoi, au roi Jacques, sans avoir fait usage de son armée, ni de sa flotte.

Par cette révolution, la France vit augmenter le nombre de ses ennemis. Quelle différence, si, dès le commencement de son règne, le roi, consultant mieux ses intérêts, eût resté constamment allié aux Provinces-Unies! Les de With n'eussent point été déchirés par la populace; le prince d'Orange n'eût point détrôné son beau-père; la France n'aurait point vu sa population diminuer, ses finances s'épuiser, des guerres continuelles la désoler : elle aurait évité des malheurs sans nombre, présens et à venir. Jacques II eût conservé sa couronne; il n'en eût pas coûté à Louis XIV des humiliations dans sa vieillesse; le royaume n'eût pas été désolé par des guerres trop souvent malheureuses, des dettes immenses, des dépenses ruineuses, et une révolution sanglante qui a détrôné sa famille, enseveli une

partie de la nation, et qui a ébranlé l'Europe jusque dans ses fondemens.

On allait être obligé de faire la guerre, et on était bien éloigné d'avoir les ressources militaires nécessaires pour la commencer. Les troupes étaient en mauvais état, et affaiblies par la mortalité éprouvée aux travaux qui amenaient les eaux de la rivière d'Eure à Versailles; les dépenses immenses faites pour ce château avaient épuisé les finances. On créa 500,000 livres de rente sur la ville; on exigea des dons gratuits des pays d'états et du clergé; le roi envoya à la monnaie les meubles les plus précieux, d'argent massif, qui ornaient les appartemens de Versailles. Cette cruelle exécution, faite à la face de l'Europe, fut de peu d'utilité, et donna aux ennemis la plus mauvaise opinion des ressources de la France; ils se persuadèrent l'épuiser dans une campagne, et la forcer d'accepter la paix, quand et comment ils le jugeraient à propos : ils pouvaient s'en flatter avec les généraux qui devaient commander les armées françaises. Les Condé, les Turenne, les Créqui, n'étaient plus, et le maréchal de Luxembourg, tombé dans la disgrace de Louvois, ne devait pas être employé.

La diète de Ratisbonne déclara, le 24 janvier 1689, la France et le cardinal de Furstemberg ennemis de l'Empire.

Dans l'impuissance d'opposer par-tout des armées suffisantes, tout le Palatinat et une partie de l'électorat de Trèves furent mis en cendres, et les malheureux habitans, réduits à la misère, se répandirent dans l'Europe, où ils firent entendre leurs gémissemens, et augmentèrent la haine contre Louis XIV.

Pendant la campagne de 1689, les Français furent par-tout sur la défensive, et les efforts faits par le roi Jacques sur terre et sur mer furent en pure perte.

Malgré la haine de Louvois, il fallut recourir, en 1690, au maréchal de Luxembourg. Cet heureux changement valut, en Flandre, le gain de la bataille de Fleurus,[1] et tous les succès de cette campagne.

Au milieu de tous les différens événemens qui agitaient l'Europe, le duc de Savoie, qui paraissait agir de concert avec les généraux de l'armée du roi dans la guerre contre les Barbets, prenait des mesures avec la ligue d'Ausbourg : ses mauvaises intentions ayant

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

partie de la nation, et qui a ébranlé l'Europe jusque dans ses fondemens.

On allait être obligé de faire la guerre, et on était bien éloigné d'avoir les ressources militaires nécessaires pour la commencer. Les troupes étaient en mauvais état, et affaiblies par la mortalité éprouvée aux travaux qui amenaient les eaux de la rivière d'Eure à Versailles; les dépenses immenses faites pour ce château avaient épuisé les finances. On créa 500,000 livres de rente sur la ville; on exigea des dons gratuits des pays d'états et du clergé; le roi envoya à la monnaie les meubles les plus précieux, d'argent massif, qui ornaient les appartemens de Versailles. Cette cruelle exécution, faite à la face de l'Europe, fut de peu d'utilité, et donna aux ennemis la plus mauvaise opinion des ressources de la France; ils se persuadèrent l'épuiser dans une campagne, et la forcer d'accepter la paix, quand et comment ils le jugeraient à propos : ils pouvaient s'en flatter avec les généraux qui devaient commander les armées françaises. Les Condé, les Turenne, les Créqui, n'étaient plus, et le maréchal de Luxembourg, tombé dans la disgrace de Louvois, ne devait pas être employé.

La diète de Ratisbonne déclara, le 24 janvier 1689, la France et le cardinal de Furstemberg ennemis de l'Empire.

Dans l'impuissance d'opposer par-tout des armées suffisantes, tout le Palatinat et une partie de l'électorat de Trèves furent mis en cendres, et les malheureux habitans, réduits à la misère, se répandirent dans l'Europe, où ils firent entendre leurs gémissemens, et augmentèrent la haine contre Louis XIV.

Pendant la campagne de 1689, les Français furent par-tout sur la défensive, et les efforts faits par le roi Jacques sur terre et sur mer furent en pure perte.

Malgré la haine de Louvois, il fallut recourir, en 1690, au maréchal de Luxembourg. Cet heureux changement valut, en Flandre, le gain de la bataille de Fleurus,[1] et tous les succès de cette campagne.

Au milieu de tous les différens événemens qui agitaient l'Europe, le duc de Savoie, qui paraissait agir de concert avec les généraux de l'armée du roi dans la guerre contre les Barbets, prenait des mesures avec la ligue d'Ausbourg : ses mauvaises intentions ayant

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

été découvertes à l'instant où le duc paraissait le plus décidé à signer un traité d'alliance avec la France, on songea bien à les rendre inefficaces; mais on s'en occupa avec trop de timidité. Cependant, au moment où le duc prenait des mesures pour se joindre aux ennemis de la France, il n'était pas prêt à faire la guerre; les Espagnols n'osaient pas quitter le Milanais pour entrer en Piémont, en laissant derrière eux douze mille Français à Casal, et il fallait huit mois aux Allemands pour arriver à Turin.

Afin de porter la guerre dans le Piémont, une grande partie de l'infanterie qui devait composer l'armée de M. de Catinat, avait traversé les Alpes avec une partie de la cavalerie; le reste, avec l'artillerie et les vivres, était à portée de les passer.

Dans cette situation, si M. de Catinat, dont une partie de l'armée s'était affaiblie à Veillane, dans la vallée de Suse, avait marché vers la plaine de Mille-Fleurs, et y eût été joint par le reste de son armée qui était près de Pignerol, il eût été impossible au duc de Savoie, qui se trouvait alors dans Turin avec deux bataillons de ses gardes, de se faire joindre par les troupes dispersées dans la Savoie, le comté de Nice et le Piémont.

On aurait donc pu commencer la campagne par le siége de Turin, et peut-être forcer le duc de Savoie, par cette seule démarche, d'accepter les conditions de paix.

Au lieu de prendre ce parti, M. de Catinat, après avoir passé une nuit sur la plaine de Mille-Fleurs, vint joindre le reste de son armée auprès de Pignerol.

Par ce mouvement en arrière, le général français donna le temps au duc de Savoie de rassembler son infanterie, et aux troupes espagnoles, qui d'abord avaient craint pour le Milanais, d'en sortir.

Ainsi, au lieu de commencer la campagne par une offensive menaçante, M. de Catinat se tint dans des mesures de réserve qui auraient pu finir par être funestes aux Français, et les forcer à se retirer des plaines du Piémont à l'arrivée des troupes allemandes commandées par le prince Eugène, sans une faute capitale commise par le duc de Savoie.

Après trois mois d'une guerre de positions, qui supposait des forces égales de part et d'autre, M. de Catinat, campé à Brillaut, se trouvait dans l'impossibilité d'attaquer M. de Savoie, campé et retranché à Carignan, et d'empêcher les Allemands de l'y joindre.

Cependant, pour conserver au moins l'égalité avec l'armée ennemie ainsi renforcée, il fallait combattre et vaincre. M. de Catinat prit alors le parti de marcher du côté de Saluces : en exécutant cette marche, il prêtait le flanc à l'ennemi, et, pour arriver à Saluces, il fallait passer le Pô; ce qui devait lui faire espérer d'être suivi; avant l'arrivée des Allemands, par M. de Savoie, qui dès-lors perdrait l'avantage du nombre et de ses retranchemens, et qui, à cette faute, pourrait en joindre quelqu'autre, dont on profiterait pour l'attaquer et le battre.

En effet, M. de Savoie quitta son poste de Carignan, dans l'espérance, en marchant de front dans le flanc de l'armée du roi, de la combattre avec avantage, avant, ou pendant son passage du Pô, ou de battre son arrière-garde, ou, du moins, de se camper avantageusement entre l'armée du roi et Pignerol, qui fournissait du pain à celle-ci.

M. de Catinat, arrivé proche de Saluces, fit attaquer les hauteurs qui sont autour de cette ville, et tirer quelques volées de canon contre Saluces, afin d'engager M. de Savoie à marcher, pour tomber sur son arrière-garde.

Sur la fin du jour, on fut instruit de l'arrivée des ennemis, du côté de Staffarde; et, comme il était trop tard pour engager une affaire générale, M. de Catinat profita du reste du jour et de la nuit pour rappeler les troupes qui avaient été attaquer les hauteurs de Saluces, et faire des dispositions pour la bataille.

A la pointe du jour, il marcha à l'ennemi, le combattit, et remporta sur lui une victoire complète.

Ainsi, grace à la précipitation du duc de Savoie et à ses fautes trop nombreuses, M. de Catinat répara en partie celle de n'avoir pas agi assez offensivement dès le commencement de la campagne.

Les avantages de cette victoire, qui aurait dû peut-être engager M. de Catinat à plus de hardiesse, lui assurèrent au moins la jouissance paisible de la plaine du Piémont, au-delà du Pô, entre ce fleuve et le Tanaro, où l'armée du roi subsista jusqu'au moment où elle finit cette campagne par la prise de la ville et du château de Suse, tandis que M. de Saint-Ruth s'emparait de la Savoie.

M. de Louvigni, qui avait conduit à l'armée du duc les troupes espagnoles dispersées dans le Milanais, fit de vains efforts pour empêcher M. de Savoie de suivre les Français;...

mais la sortie de ses retranchemens, avant l'arrivée du prince Eugène, ne fut pas sa seule faute.

Dans la persuasion de l'impossibilité où était M. de Catinat de rappeler les troupes qui avaient marché pour attaquer les hauteurs de Saluces, et de se trouver en état de le combattre le lendemain, M. de Savoie, croyant d'ailleurs son champ de bataille avantageux, reçut la bataille, au lieu de la donner.

Mais M. de Catinat avait employé toute la nuit à se préparer au combat, et l'armée du duc n'ayant été postée ni assez avantageusement ni assez judicieusement, il sut en profiter.

La droite était appuyée et couverte par le ruisseau qui passe à l'abbaye de Staffarde, sur les bords duquel il y avait, d'espace en espace, d'assez grosses cassines, qui, garnies d'infanterie, auraient protégé les droites des deux lignes de l'armée ducale, si elles-mêmes avaient été appuyées aux cassines; mais, ayant commis la faute capitale, par l'éloignement où le duc tint ses lignes de ces points d'appui, de ne pas faire soutenir réciproquement les unes par les autres, les cassines furent emportées avant même d'attaquer le front de l'ennemi : ce qui fit déjà perdre bien assez d'infanterie au duc,

sans avoir encore combattu, mit en l'air les ailes droites de ses deux lignes, et les exposa au feu des soldats français qui venaient de s'emparer des cassines.

La gauche de l'armée du duc pouvait être couverte par une vieille digue du Pô, au-delà de laquelle le terrain était fort marécageux. Le duc négligea la digue et le recoude qu'elle faisait. Le terrain en dedans de ce recoude étant plus étendu que celui du dehors, par où il fallait aborder, le front ainsi appuyé, une partie de la cavalerie de la gauche du duc aurait débordé la cavalerie du roi dès l'instant où elle eût voulu s'étendre au-delà de ce recoude, dans la supposition où l'on eût pu déplacer l'infanterie ennemie.

Ainsi, les ailes de droite et de gauche de l'armée du duc se trouvaient en l'air, et M. de Catinat se hâta de tirer parti de ces fautes. Sur sa gauche, son infanterie s'empara des cassines; sur sa droite, son infanterie, s'étant alongée le long du coude de la digue, et ayant trouvé sous son feu l'aile gauche de la cavalerie de l'ennemi, la força bientôt de se retirer et d'être remplacée par la cavalerie de l'aile droite de l'armée du roi, qui marchait derrière cette infanterie, qui, alors devenue inutile dans cet

mais la sortie de ses retranchemens, avant l'arrivée du prince Eugène, ne fut pas sa seule faute.

Dans la persuasion de l'impossibilité où était M. de Catinat de rappeler les troupes qui avaient marché pour attaquer les hauteurs de Saluces, et de se trouver en état de le combattre le lendemain, M. de Savoie, croyant d'ailleurs son champ de bataille avantageux, reçut la bataille, au lieu de la donner.

Mais M. de Catinat avait employé toute la nuit à se préparer au combat, et l'armée du duc n'ayant été postée ni assez avantageusement ni assez judicieusement, il sut en profiter.

La droite était appuyée et couverte par le ruisseau qui passe à l'abbaye de Staffarde, sur les bords duquel il y avait, d'espace en espace, d'assez grosses cassines, qui, garnies d'infanterie, auraient protégé les droites des deux lignes de l'armée ducale, si elles-mêmes avaient été appuyées aux cassines; mais, ayant commis la faute capitale, par l'éloignement où le duc tint ses lignes de ces points d'appui, de ne pas faire soutenir réciproquement les unes par les autres, les cassines furent emportées avant même d'attaquer le front de l'ennemi : ce qui fit déjà perdre bien assez d'infanterie au duc,

sans avoir encore combattu, mit en l'air les ailes droites de ses deux lignes, et les exposa au feu des soldats français qui venaient de s'emparer des cassines.

La gauche de l'armée du duc pouvait être couverte par une vieille digue du Pô, au-delà de laquelle le terrain était fort marécageux. Le duc négligea la digue et le recoude qu'elle faisait. Le terrain en dedans de ce recoude étant plus étendu que celui du dehors, par où il fallait aborder, le front ainsi appuyé, une partie de la cavalerie de la gauche du duc aurait débordé la cavalerie du roi dès l'instant où elle eût voulu s'étendre au-delà de ce recoude, dans la supposition où l'on eût pu déplacer l'infanterie ennemie.

Ainsi, les ailes de droite et de gauche de l'armée du duc se trouvaient en l'air, et M. de Catinat se hâta de tirer parti de ces fautes. Sur sa gauche, son infanterie s'empara des cassines; sur sa droite, son infanterie, s'étant alongée le long du coude de la digue, et ayant trouvé sous son feu l'aile gauche de la cavalerie de l'ennemi, la força bientôt de se retirer et d'être remplacée par la cavalerie de l'aile droite de l'armée du roi, qui marchait derrière cette infanterie, qui, alors devenue inutile dans cet

endroit, alla rejoindre le corps de bataille, et marcha avec lui contre le front de l'infanterie ennemie, qui fut bientôt culbutée.

Cette défaite, due aux fautes du duc, fut d'autant plus heureuse, que M. de Quinson, qui commandait la gauche de la cavalerie de l'armée du roi, s'étant jeté sur la gauche, afin de laisser au centre et à la droite de l'armée l'espace nécessaire pour marcher de front, se trouva, sans s'en appercevoir, au-delà de la source du ruisseau de Staffarde, et ne put trouver d'endroit pour le passer. En vain en chercha-t-il tout le temps de la bataille, qui dura six heures; obligé de côtoyer le ruisseau, il trouva enfin un pont à l'abbaye de Staffarde, qui était derrière l'armée ennemie : mais la bataille était donnée, et elle avait été gagnée sans le secours ni même la présence de l'aile gauche.

A la fin de l'année 1690, M. de Feuquières enleva dans le château d'Orbassan, à la vue de Turin et de la cavalerie qui était dans cette ville et dans celle de Montcarlier, une compagnie du régiment des gardes du duc de Savoie.

L'empereur réussissait alors à faire élire son fils Joseph roi des Romains. Innocent XI venait de mourir; Ottobani lui succéda sous le nom d'Alexandre VIII.

En janvier 1691, M. de Feuquières enleva encore, dans la ville de Savillan, quatre compagnies de gendarmes du duc de Savoie.

De son côté, M. de Catinat prit Montalban, Villefranche, Nice et tout le comté de ce nom; Carmagnole, Veillane; et, en Savoie, Montmélian : mais Bulonde leva le siége de Coni, prêt à s'en rendre maître.

En Catalogne, le duc de Noailles prit Urgel.

En Flandre, le roi prit Mons, et M. de Luxembourg battit le comte de Waldeck à Leuse. [1]

On avait employé une partie de l'hiver à faire porter dans Pignerol les munitions de guerre et de bouche pour la campagne de 1692 : elle devait commencer par le siége de Turin. Ce projet fut changé, et M. de Catinat eut ordre de se borner à soutenir Pignerol, Suse, Nice et la Savoie.

Ce systême de défensive, qui ne convenait pas à la constitution du pays, fut cependant approuvé. M. de Catinat fut chargé de l'exécution de cette défense, pour laquelle on lui

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).

donna soixante-sept bataillons et trente-trois escadrons. Il plaça la cavalerie au camp du Sablon, proche du Rhône, afin d'assurer sa subsistance, et il sépara son infanterie en plusieurs corps, de manière à assurer sa défensive.

Cependant M. de Savoie, malgré cette disposition, ne laissa pas de pénétrer, par le Quiéras, jusqu'à Embrun, où il conduisit du canon, et prit la ville, le 17 août 1692, derrière M. de Catinat; il serait même descendu dans la plaine du Dauphiné, sans la petite vérole dont il fut surpris à Embrun.

M. de Catinat, sans équipages de vivres pour conduire du pain à l'armée, sans chevaux d'artillerie pour un équipage de campagne, fut forcé à une immobilité qui le mit sans doute hors d'état de s'opposer à la marche du duc de Savoie par le Quiéras. Avec des moyens de transport pour les munitions de guerre et de bouche, probablement M. de Catinat se fût toujours tenu à portée de pénétrer dans les plaines du Piémont, et il eût empêché, par là, M. de Savoie de s'éloigner de sa capitale; mais, quand le duc fut assuré de l'impossibilité où était l'armée du roi de se mouvoir, faute de moyens de s'assurer des subsistances, il se détermina à prendre l'offensive.

La première faute doit donc être attribuée entièrement au ministre de la guerre et à son imprévoyance.

Les autres fautes, selon M. de Feuquières, regardent M. de Catinat. Ce général aurait dû regarder la plaine du Piémont comme un centre qui portait également sur tous les points de la circonférence, depuis Nice jusqu'au lac de Genève : en conséquence, il ne devait point séparer son infanterie.

Peut-être craignit-il, en ne gardant pas tous les points, de voir pénétrer le duc de Savoie en Provence; mais cette crainte était-elle bien fondée ?

Si la cavalerie ennemie se fût hasardée à passer les Alpes, il aurait été bien facile de la détruire à son retour, en lui bouchant les cols où elle aurait voulu passer.

Dans ce cas-là, d'ailleurs, M. de Catinat aurait pu pénétrer dans la plaine du Piémont avec toutes ses forces, et marcher à M. de Savoie, qui aurait probablement été posté de manière à assurer le retour de sa cavalerie, et à le battre au moyen de la supériorité du roi en infanterie.

En divisant au contraire son infanterie, il donnait le moyen à M. de Savoie de se trouver

supérieur à chacun de ces corps en particulier, et de les mépriser ou de les battre.... Il avait aussi trop éloigné sa cavalerie, pour en tirer aucun parti.

Luxembourg livra en Flandre la bataille de Stinkerque.[1] Antoine Pignatelli, sous le nom d'Innocent XII, succéda à Alexandre VIII.

On avait formé le projet, pour la campagne de 1693, de se tenir sur la défensive en Allemagne et en Italie, et d'agir offensivement en Flandre. On fit en effet les préparatifs et les mouvemens en conséquence; mais, tout à coup, le projet d'offensive en Flandre fut changé en celui de défensive; et, en se décidant à l'offensive en Allemagne, on ôta à M. de Luxembourg les meilleures troupes de son armée pour en former celle du roi, qui marcha en Allemagne, sous le commandement de M. le dauphin. Cependant, malgré la diminution de son armée et la mauvaise qualité de ses troupes, M. de Luxembourg ne laissa pas d'agir offensivement, et de terminer sa campagne par la victoire remportée à Nerwinde.[2]

M. de Catinat, obligé par les dispositions du

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

cabinet de Versailles et les forces à ses ordres, de se tenir sur la défensive, s'étant mal trouvé de la manière dont il avait dirigé celle de l'année précédente, voulut y changer quelque chose, dans la persuasion de voir M. de Savoie ne pas agir offensivement, comme dans la dernière campagne.

M. de Catinat plaça donc dans Pignerol la plus grande partie de son infanterie, forma un camp sur la hauteur de Roche-Castel, et plaça quelques bataillons sur le Var et dans le Pragelas, pour garantir les passages du Dauphiné et ceux de la vallée de Barcelonette; sa cavalerie resta toujours au camp du Sablon.

Par ces dispositions, M. de Catinat espéra empêcher le duc de Savoie d'abandonner Turin et la plaine du Piémont pour oser assiéger Pignerol, Casal, Nice, ou tenter de pénétrer en France.[1]

Cependant les ennemis entreprirent le siége de Pignerol, et le maréchal demanda alors avec plus d'instance les secours qu'on lui promettait depuis si long-temps, s'engageant envers le roi, s'il recevait les renforts, à dégager Pignerol dans les derniers jours de septembre,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (31).

ou, au plus tard, dans les premiers jours d'octobre, ne doutant pas que Pignerol ne tînt jusqu'à cette époque, par le peu d'expérience des ennemis dans l'art des siéges. Il prévenait en même temps qu'il ne laisserait que quatre bataillons dans la vallée de Sézane, pour couvrir la communication avec Briançon, abandonnant totalement la vallée de Pragelas, convaincu que les ennemis, occupés de l'entrée de l'armée du roi dans la plaine, ne commettraient pas la faute de remonter cette vallée.

En réponse, le roi ordonna au maréchal de secourir Pignerol, à quelque prix que ce fût, et sans attendre les secours qu'on lui envoyait, si la place se trouvait trop pressée avant leur arrivée. Le maréchal se décida alors à pousser deux détachemens dans les vallées de Sture et de Maire.

Le 14 août, M. de Tessé, commandant à Pignerol, évacua le fort Sainte-Brigite après en avoir fait sauter une partie, que les ennemis travaillèrent à réparer dès qu'ils y furent entrés.

Après avoir alors laissé une quantité suffisante de troupes pour en continuer le blocus, le duc de Savoie marcha le 26 août, avec le reste de son armée, sur la Pérouse, où il campa

le 27, et la fit brûler, ainsi que tous les villages de cette vallée, dans l'intention sans doute d'ôter à M. de Catinat les moyens de marcher sur Pignerol.

Le duc tenta ensuite de déposter le maréchal de Fenestrelles, en marchant, avec un gros détachement, par la vallée de Saint-Martin, sur le Col de Pise, et il poussa en même temps une tête de troupes sur Fenestrelles, pour contenir M. de Catinat, qui, ne craignant rien pour son camp, marcha lui-même vers le Col de Pise, avec quatre mille hommes, aux Traverses, sur le débouché du Col; mais les ennemis se retirèrent, après avoir brûlé le village de Josan.

Les mouvemens des ennemis en avant de Pignerol, et les fourrages qu'ils rassemblaient à Rivoli, firent craindre au maréchal qu'en prenant le fort Sainte-Brigite, et tenant la vallée de la Pérouse, ils n'eussent le projet de resserrer Pignerol, qui souffrait déjà de la disette, et de réunir leurs forces pour se porter sur Veillane, et empêcher l'armée du roi de déboucher dans la plaine; mais M. de Catinat fut tiré de cette inquiétude par des avis qu'il reçut que les ennemis faisaient venir de Turin à Frotasse beaucoup d'artillerie et de munitions

de siége : ce qui indiquait le projet d'assiéger ou de bombarder Pignerol.

L'inquiétude du maréchal était d'autant mieux fondée, que, si M. de Savoie eût réellement pris le parti de se porter sur Veillane, l'armée du roi n'aurait pu pénétrer dans les plaines du Piémont, et Pignerol serait tombé de lui-même. Déjà M. de Catinat avait fait reconnaître la montagne de Saint-Michel, au-dessus de Saint-Ambroise, pour chercher les moyens de tourner ce défilé; il avait appris que, si les ennemis l'y prévenaient, il lui serait impossible de les y attaquer, ni de les tourner : il ne fût donc resté d'autre chemin, pour dégager Pignerol, que les vallées de Pragelas et de la Pérouse, brûlées et ravagées dans la dernière course des ennemis. Aussi, en supposant que l'armée du roi eût pénétré jusqu'à Pignerol, elle n'eût jamais pu y faire qu'un très-petit séjour, et eût été forcée de l'abandonner une seconde fois à ses propres forces.

Heureusement, le duc de Savoie ne fit aucune de ces réflexions, soit que les alliés fussent plus séduits par l'éclat d'une conquête comme celle de Pignerol, et par l'avantage d'ôter à l'armée du roi ce débouché dans le Piémont, que d'une combinaison dont les effets, quoique moralement sûrs, étaient cependant éloignés. Ils ne s'occupèrent donc que des préparatifs du siége ou du bombardement, dont ils espéraient d'autant plus, que tous les bâtimens de Pignerol étaient en bois, et qu'il y avait à peine assez de souterrains pour mettre les poudres à couvert.

Ces résolutions prises, les ennemis quittèrent la Pérouse le 4 septembre, et se retirèrent sur Pignerol, après avoir dégradé tous les chemins et achevé de brûler et de détruire les maisons et les fourrages qui restaient dans la vallée.

M. le duc de Savoie fit alors travailler avec beaucoup d'activité à la construction des batteries; et, sur l'avis que M. de Catinat rassemblait des troupes dans la vallée de Suse, il se contenta d'envoyer, pour l'observer, un gros détachement de cavalerie à Rivoli.

Pendant ces opérations des alliés, le maréchal commençait à recevoir les renforts qu'il attendait : dès qu'il les eut entièrement reçus, il rassembla ses troupes dans les vallées d'Oulx, de Sézanes, et dans le haut Pragelas, d'où elles pouvaient se porter également sur la Pérouse et sur Veillane.

Après ces premiers mouvemens, le 26 sep-

tembre, M. de Larray partit de Suse avec un gros détachement, pour s'emparer du défilé de Saint-Ambroise et de la montagne de Saint-Michel : ce qu'il exécuta sans obstacle le 28, à la pointe du jour.

Pour favoriser la marche de M. de Larray, M. de Catinat avait poussé, le 26, plusieurs têtes de troupes sur la Pérouse et sur les vallées de Saint-Martin. Le 27, l'armée se rassembla à Méane, près de Suse, au nombre de quarante-huit bataillons et de soixante-dix-sept escadrons; le 28, l'armée campa à Bussolin; le 29, à la Chiusa, près Saint-Ambroise; le 30, elle marcha à Veillane, où elle séjourna pour y attendre un convoi de pain.

Le duc de Savoie, qui faisait son objet principal de resserrer Pignerol du côté du Pragelas, et qui était résolu de combattre l'armée du roi, si elle marchait à lui par le côté du Piémont, laissa paisiblement déboucher M. de Catinat de la vallée de Suse.

Ainsi il laissait placer l'armée du roi entre la sienne et Turin; et, si M. de Catinat eût pu faire subsister quelque temps ses troupes dans cette position, le duc n'aurait pu rien tirer de Turin, ni du Piémont.

Mais il paraît que le duc de Savoie avait résolu de détruire entièrement l'armée du roi. Celle-ci, après le combat, ne pouvait avoir de retraite que Suse, et, coupée par l'infanterie piémontaise qui devait passer par Cumiane et Javen, ne pouvant plus se rassembler à Suse, eût été forcée de se sauver en Savoie, tandis que le duc prendrait Suse, et bientôt après Pignerol.

Sur le premier avis de la marche de M. de Catinat et des approches de l'armée du roi, M. de Savoie avait envoyé une partie de sa cavalerie et quelque infanterie à Orbassan, et, la nuit du 30 septembre au 1er octobre, ayant fait retirer toute son artillerie des tranchées, le 2, il avait marché au-devant du maréchal, et campé, le même jour, dans la plaine de la Marsaille, entre le Non et la Cizole. Le prince choisit ce champ de bataille, afin de pouvoir, s'il était battu, se retirer du côté de Villefranche ou de Saluces; si, au contraire, il battait l'armée du roi, pour faire passer son infanterie par Cumiane et Javen, où il espérait achever la défaite des Français dans leur retraite par la vallée de Suse. De cette manière, le duc abandonnait les hauteurs de Piosac, où

il aurait dû appuyer sa gauche, en portant sa droite vers la petite rivière de Sangon, et au village d'Orbassan.

M. de Catinat sut profiter de cette faute, en occupant les hauteurs de Piosac, où il appuya sa droite, qui déborda, par ce moyen, la gauche de l'ennemi, et il porta sa gauche vers le Sangon et le village d'Orbassan. Si, au contraire, il eût trouvé les hauteurs de Piosac occupées, il aurait eu beaucoup de difficulté à battre l'armée de Savoie, obligé, au préalable, de déloger les troupes qui auraient occupé les hauteurs; ce qui n'aurait pas été facile, par rapport à la nature du terrain, assez élevé; et, une fois sur la hauteur, il n'aurait pas pu déborder l'ennemi, s'il avait voulu s'y maintenir.

Maître, au contraire, des hauteurs de Piosac, débordant la gauche de l'ennemi, M. de Catinat profita de cet avantage pour l'attaquer dans cette partie et, faisant appuyer sur sa droite le centre et la gauche de l'armée du roi, il s'avança sur le terrain du champ de bataille des troupes du duc de Savoie, les en délogea, et remporta une victoire complète.

Pendant l'action, qui dura quatre heures, les ennemis perdirent huit mille hommes, tués

sur le champ de bataille; on leur fit deux mille prisonniers; ils eurent un grand nombre de blessés; on leur prit trente-quatre pièces de canon, et cent dix drapeaux ou étendards. Les Français eurent deux mille hommes tués ou blessés.

Quelques personnes reprochèrent alors à M. de Catinat de n'avoir pas assez profité d'une victoire aussi entière, en prenant Coni, et en faisant hiverner son armée dans les plaines du Piémont; mais des personnes mieux instruites attribuent sa conduite après la bataille à la disette où il se trouva de munitions de guerre et de bouche, qui le mit dans l'impossibilité de rien entreprendre.

Malgré la grande supériorité avec laquelle le roi combattait à la fois toutes les puissances de l'Europe, il était déjà las de la guerre, comme à son ordinaire, et il le fit trop connaître à ses ennemis, qui s'en prévalurent.

Après la bataille de la Marsaille, Louis XIV avait fait faire au duc de Savoie les propositions les plus avantageuses pour se séparer de la ligue; ses offres furent inutiles. Il en fut de même des ouvertures faites par le pape à l'empereur et au roi d'Espagne. On s'était apperçu

de l'aversion du roi pour ce qui pouvait lui faire éprouver des contrariétés. L'empire de ses maîtresses, de ses goûts, de ses passions, n'était ignoré de personne ; l'épuisement où la guerre mettait le trésor public l'empêchait de les satisfaire : aussi, après quelques campagnes, desirait-il la paix avec une ardeur toujours nuisible à la manière dont il la faisait. Bien mieux aurait valu ne pas courir continuellement après la gloire, toujours désastreuse, des armes, et lui préférer des idées pacifiques protectrices des arts, du commerce, de l'agriculture et du bonheur des humains.

Cependant, les propositions du roi n'ayant eu aucun effet, on fut obligé de faire de nouveaux efforts en 1694, pour contraindre les ennemis à les accepter.

En Flandre, M. de Luxembourg donna de nouvelles preuves de ses talens par une des marches les plus fameuses dans l'histoire militaire. [1]

La campagne en Allemagne ne fut pas heureuse.... Elle fut brillante en Catalogne.

En Piémont, le duc de Savoie, très-supé-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

rieur au maréchal de Catinat, ne tenta aucune opération ; il se borna à défendre l'entrée de son pays. On le soupçonna dès-lors d'avoir l'intention de faire la paix séparément avec la France, et l'on regarda M. de Catinat comme plus occupé de négociations que de combats.

Le 4 janvier 1695, la France eut à regretter le duc de Luxembourg, qui mourut trop tôt pour la gloire et le succès des armes du roi; sa mort changea absolument la face des affaires militaires.

Le maréchal de Villeroy laissa prendre en Flandre la ville de Namur.

En Allemagne, on se tint sur la défensive la plus rigide.

Le duc de Savoie se rendit enfin maître de Casal pendant cette campagne : la place se défendit faiblement, le maréchal de Catinat ne tenta pas de la secourir ; il avait ordre de ne rien entreprendre. Le duc tenait Casal bloqué depuis deux ans ; il ouvrit la tranchée le 27 juin 1695 ; la ville et la citadelle capitulèrent le 9 juillet. Par la capitulation, on convint de rendre la ville au duc de Mantoue ; ses fortifications et celles de la citadelle devaient être rasées, sans pouvoir désormais être rebâties.

Par cette capitulation, le roi, qui avait acheté Casal, en 1681, une somme considérable, qui en avait dépensé une beaucoup plus considérable encore pour en faire une ville de guerre très-forte, fut obligé, en en perdant la propriété, d'en démolir les fortifications.

En apprenant de pareilles conditions, on crut la paix entre le duc de Savoie et la France, sinon signée, au moins convenue. Mais quelle était donc la politique de ce monarque si impérieux et si vain, qui aboutissait à des pertes et à des humiliations?

Les ennemis avaient pris Namur; ils avaient détruit Casal; la France n'avait plus, à la tête de ses armées, des généraux qui pussent se faire redouter : ils espéraient pouvoir enfin obliger ce roi superbe à se soumettre à leurs desirs. La défection du duc de Savoie renversa toutes leurs espérances, et les força à devenir raisonnables.

Par sa date, le traité avec le duc de Savoie parut avoir été conclu le 4 juillet 1696.[1] Quand ce prince eût été victorieux, il n'eût pu en faire un plus glorieux pour lui. Ce traité avait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

été précédé d'une trève, pour donner le temps aux puissances alliées d'accorder une neutralité pour toute l'Italie, jusqu'à la paix générale. La trève étant expirée, les troupes de France et de Savoie se réunirent, et elles investirent Valence. L'empereur et le roi d'Espagne ayant accepté la neutralité, l'Italie fut évacuée.

Pendant ce temps, la guerre n'avait produit aucun événement intéressant en Flandre, sur le Rhin, ni en Catalogne. Les conférences pour la paix générale se tenaient à Stockolm. Le 8 septembre, le roi fit donner aux états généraux son consentement pur et simple de prendre pour base de la future négociation les traités de Westphalie et de Nimègue : les états généraux et les Anglais s'en contentèrent; les cours de Vienne et de Madrid s'y opposèrent de tout leur pouvoir.

Il fallut donc pousser plus vivement la guerre en Catalogne, pour obliger l'Espagne à la paix. M. de Vendôme fut chargé de faire le siége de Barcelone; et, après avoir battu entièrement le comte de Velasco qui venait au secours de la place, le général français accepta la capitulation le 10 août 1697, après cinquante-deux jours de tranchée ouverte.

En Flandre, M. de Vauban prit la ville d'Ath, en mettant en pratique, pour la première fois, son art admirable d'éteindre tous les feux par le moyen de ses batteries à ricochet, placées sur le prolongement des faces des ouvrages; moyen qui donna, dès cet instant, une grande supériorité à l'attaque sur la défense.

Enfin M. de Ponthis fit contre Carthagène une expédition qui occasionna une perte considérable au roi d'Espagne et à la nation espagnole.

Tant de conquêtes sur l'Espagne diminuèrent sa fierté : elles firent le même effet sur l'empereur. On ouvrit les conférences à Riswick, le 9 mai 1697, et la paix y fut signée du 20 septembre au 30 octobre de la même année. [1]

Deux ans après, en janvier 1699, la paix fut signée à Carlowits. [2]

Dès-lors, toute la terre jouit pendant deux années d'une profonde paix. Les beaux-arts étaient par-tout en honneur; le commerce fai-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).

sait circuler les jouissances d'un bout de l'Europe à l'autre; une correspondance mutuelle semblait devoir réunir les peuples qui, naguère, étaient armés les uns contre les autres : époque d'une trop courte durée! Le bonheur, le repos, la tranquillité, dont on parle tant, qui sont l'objet des desirs de tous les humains, ne seraient-ils donc que des chimères?

FIN DU LIVRE QUINZIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE SEIZIÈME.

Pierre Alexiowits. — Charles XII. — Charles II, roi d'Espagne; son testament. — Ligue contre la France entre les Anglais, les Hollandais et l'empereur. — La guerre recommence en Italie contre l'empereur. — Le prince Eugène dans la plaine de Vérone. — Il force le passage de l'Adige. — Mantoue est abandonnée à ses propres forces. — Rappel de M. de Catinat. — Le maréchal de Villeroy le remplace. — Il est battu à Chiari. — Il est pris dans Crémone, dont les Français chassent les Impériaux. — Le duc de Vendôme le remplace. — Il bat les ennemis à Vittoria. — Il les bat à Luzara. — Il les chasse entièrement du Mantouan. — Le duc de Savoie se joint à l'empereur. — Première bataille d'Hochstet gagnée par les Français. — Bataille de Casano, où le prince Eugène est blessé et battu. — Le prince Eugène repasse l'Adige. — Le duc de Vendôme quitte le commandement de l'armée d'Italie. — Le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin le remplacent. — Siége de Turin. — Le prince Eugène bat l'armée française, et la force à lever le siége. — Les Français battent les Impériaux à Castiglione. — Traité de suspension des hostilités en Italie. — M. de Villars vers les Alpes. — Journée d'Almanza, en Espagne. — Bataille de Puttava. — Bataille de Malplaquet. — Défense des Alpes par M. de Berwick. — Le duc de Vendôme gagne la bataille de Villa-Vitiosa. — Georges Ier sur le trône d'Angleterre. — Le prince Eugène est défait à Dénain. — La paix est signée à Utrecht. — Bientôt après à Rastadt. — Mort de Louis XIV.

LIVRE SEIZIÈME.

Depuis la paix de Riswick et de Carlowits jusqu'à la mort de Louis XIV.

Du 9 mai 1697 au 1er septembre 1715.

Deux années s'étaient à peine écoulées pendant lesquelles on avait joui de la paix, et les malheurs publics recommencèrent.

Le Nord fut troublé, dès 1700, par deux hommes bien singuliers : Pierre Alexiowits, empereur de Russie, et Charles XII, roi de Suède. Le premier fut le fondateur de son empire; le second, fait pour commander uniquement à des soldats, fut le premier héros de son temps. Le czar, les rois de Pologne et de Danemarck, voulurent ravager les états de Charles XII, qui, à l'âge de seize ans, les vainquit, et fut sur le point de bouleverser lui-même leurs différens états.

Les troubles du midi de l'Europe eurent une autre origine.

Charles II, qui régnait à Madrid, n'avait point eu d'enfans de ses deux femmes. Alors le plus proche parent de Charles était un enfant

de huit ans; Ferdinand-Joseph, prince électoral de Bavière. Ce prince étant mort le 6 février 1699, on proposa à Charles II de faire un testament. Après mille intrigues de la part de la plus grande partie des puissances de l'Europe, Charles II signa, le 2 septembre 1700, son dernier testament, dans lequel il déclare son héritier universel de toute la monarchie d'Espagne Philippe de France, duc d'Anjou, second fils du dauphin : à son défaut, le duc de Berri, aux mêmes conditions; au défaut de ces deux princes, l'archiduc Charles; et enfin le duc de Savoie, Victor-Amédée, si les deux princes français et l'archiduc venaient à manquer.

Un courrier extraordinaire porta à Versailles le testament, qui y fut accepté. [1]

Charles languit encore quelques mois après avoir signé ce testament, et mourut le 1er novembre 1700, à l'âge de trente-neuf ans. Innocent XII était mort au mois de septembre, et remplacé, le 23 novembre, par Antoine Albani, sous le nom de Clément XI.

Des discussions sans nombre sur le testament de Charles II amusaient les oisifs, et occupaient les cabinets des différentes cours de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).

l'Europe; le duc d'Anjou était proclamé roi dans toutes les parties de la monarchie espagnole; le duc de Savoie, le pape, le duc de Mantoue, les républiques de Venise et de Gènes, le reconnaissaient pour légitime héritier de Charles II.

En acceptant ce testament, la prudence aurait dû, ce semble, conseiller à Louis XIV, afin d'éviter la guerre avec les Anglais et les Hollandais, de les gagner par quelques sacrifices, ou de se mettre en mesure de ne pas les craindre. Il ne fit ni l'un ni l'autre, et occasionna, par cette négligence de ses intérêts et des grands principes politiques, la guerre la plus désastreuse, un épuisement excessif dans les finances, l'agrandissement du commerce des Hollandais, et celui bien plus étonnant des Anglais.

On se contentait, de la part de Louis XIV, d'un partage qui fît cesser les justes appréhensions des puissances de l'Europe; mais ce prince, toujours aveuglé par la prospérité de ses flatteurs, voulut s'en tenir au traité de Riswick, et mit en même temps garnison française dans les villes du Brabant espagnol, qui était regardé par les Hollandais comme leurs barrières.

Dès cet instant, on conclut à la Haye une ligue entre les Anglais, les Hollandais et l'empereur, non pas encore pour priver Philippe V de l'Espagne, mais pour s'emparer des Pays-Bas, et donner à l'empereur les états possédés par les Espagnols en Italie.

Ce n'était plus le temps où les Italiens, enflammés d'une ardeur guerrière, volaient au combat à la voix du pontife de Rome, et marchaient de révolutions en révolutions. Les Italiens, amollis par une longue paix au sein des richesses amoncelées autour d'eux, redoutaient les hasards d'une guerre qui pouvait resserrer encore les chaînes qui les enveloppaient.

Le seul duc de Savoie se déclarait formellement en faveur de la France et de l'Espagne; tous les autres états de l'Italie embrassaient la neutralité; ils se bornaient à desirer aux armes de l'empereur des succès qui pussent tenir les choses dans un juste équilibre.

L'empereur commença d'abord cette guerre en Italie dès le printemps de l'année 1702. Le prince Eugène, ayant rassemblé son armée entre Trente et Roveredo, marchait en Italie à la tête de trente mille hommes. Les Français, les Piémontais et les Espagnols réunis, formaient un corps de soixante mille combattans;

le duc Victor-Amédée, le prince de Vaudemont et le maréchal de Catinat, les commandaient : mais le duc de Savoie songeait probablement déjà à changer de parti....

On ne conçoit pas pourquoi le roi voulut se tenir sur la défensive en Italie, avec une armée aussi forte; on ne conçoit pas davantage pourquoi il ne força pas la république de Venise à se déclarer, d'après les avantages pour l'empereur de sa neutralité.

Ainsi, M. de Catinat, d'après ses instructions, fut empêché de marcher vers les endroits où l'armée de l'empereur devait déboucher du Trentin, et le prince Eugène put se porter sans obstacle dans la plaine de Vérone, au-delà de l'Adige. M. de Catinat avait reçu la défense formelle de s'opposer à la marche des Impériaux sur les terres des états de Venise, ni de se permettre les premiers actes d'hostilités; ce qui l'obligeait de se tenir en-deçà de l'Adige : on ne sait pas à quoi attribuer de pareils ordres. Cependant M. de Catinat entreprit de défendre le passage de l'Adige; il n'y réussit pas : rien n'est moins étonnant. Le cours de cette rivière, depuis le Trentin jusqu'à son embouchure dans la mer Adriatique, est très-étendu. M. de Catinat tenait plus de vingt-

cinq lieues de son cours. Le prince Eugène passa l'Adige au-dessus du poste de Carpi, où quinze mille Français, après s'être conduits avec beaucoup de valeur, se replièrent sur le quartier de Saint-Pierre de Legnago.

La position de l'Adige n'étant plus utile, l'armée se rassembla à Villa-Franca, où le duc de Savoie, qui vint la joindre, fut reçu en qualité de généralissime. Le prince Eugène, ayant trouvé l'armée des deux couronnes trop avantageusement postée, n'osa l'attaquer, et les armées restèrent ainsi en présence pendant plusieurs jours, après lesquels le duc de Savoie voulut passer le Mincio, et le mettre devant lui. Le prince Eugène suivit l'armée, et jeta des ponts sur le Mincio, auprès de Montzabano. Le duc de Savoie, instruit de ce mouvement, au lieu de marcher au prince Eugène pour s'opposer à son passage, abandonna Mantoue à ses propres forces, et passa l'Oglio le 7 août 1701 : cette retraite rendit l'ennemi maître de tout le pays entre l'Adige et l'Oglio.

Ainsi M. de Feuquières paraît avoir tort d'accuser M. de Catinat, qui fut obligé d'exécuter les ordres du duc de Savoie. Il n'existe d'ailleurs, dans l'art de la guerre, aucun moyen pour une armée égale, ou même supérieure,

d'entreprendre avec succès la défense du passage d'une rivière dans une aussi grande étendue.... M. de Feuquières reproche à M. de Catinat de n'avoir pas tenu plus de troupes dans les postes de sa droite; mais alors le prince Eugène eût attaqué ceux de la gauche, obligé de se tenir en-deçà de l'Adige. M. de Catinat rassembla son armée à Villa-Franca, et y prit une position respectable : c'était assurément agir avec art et prudence; et, si le duc de Savoie avait voulu conserver cette excellente position, le prince Eugène n'eût pas osé passer le Mincio. D'abord il n'eût pu laisser l'armée des deux couronnes derrière lui : en second lieu, Villa-Franca se trouvant à trois lieues de Peschiera, où le Mincio sort du lac de Garde, et à trois lieues du lac de Mantoue, en entreprenant de passer cette rivière au-dessus ou au-dessous de Villa-Franca, le prince Eugène aurait eu à craindre de voir M. de Catinat tomber sur la moitié de son armée, quand l'autre aurait été passée. La meilleure manière de défendre une rivière est de se tenir du même côté où l'ennemi veut la passer. M. de Catinat mérite donc des louanges pour s'être aussi bien tiré d'une défensive ordonnée si mal à propos et avec aussi peu de connaissances militaires :

si l'armée passa ensuite le Mincio, et fit plusieurs marches rétrogrades, ce fut d'après les ordres du duc de Savoie. Cependant la cour de France, très-mécontente de ces manœuvres, n'osant s'en prendre au duc, les imputa à M. de Catinat, qui avait contre lui la cabale des dévots. Ce général avait, de plus, osé faire part de ses soupçons contre le duc de Savoie : c'était offenser madame la duchesse de Bourgogne; et cette princesse, alors toute-puissante à la cour, en témoigna le plus vif mécontentement, et fit rappeler M. de Catinat, qui fut remplacé par M. de Villeroy.... Dès-lors, le sort de la France dépendit des courtisans les plus favorisés.

Le maréchal de Villeroy arriva à l'armée le 22 août 1701, avec des ordres particuliers du roi de marcher aux ennemis, et de les combattre. On résolut en conséquence de passer l'Oglio, et d'aller attaquer l'ennemi dans sa position; la gauche à Palaznolo, la droite à une Naville aboutissant à l'Oglio, qui se trouvait derrière l'armée, et la petite ville de Chiari, un peu en avant, à peu près au centre. Le prince Eugène fut parfaitement instruit de toutes ces dispositions, et M. de Villeroy continuellement trompé par de faux avis. Ce général, persuadé de trouver trois cents hommes au plus dans Chiari, se décida à attaquer ce poste sans l'avoir fait reconnaître : cependant Chiari contenait vingt-quatre bataillons, derrière de très-forts retranchemens garnis de cinquante pièces de canon. Le prince Eugène, prévenu de nos moindres projets, se tenait sur ses gardes; on se battit vingt-quatre heures. Les troupes françaises, sans être même soutenues par leur artillerie, qui arriva trop tard, se comportèrent avec la plus grande bravoure; on y perdit beaucoup de monde. Enfin, convaincu de l'impossibilité de réussir, on ordonna la retraite, qui s'exécuta dans le meilleur ordre, et sans être inquiété par l'ennemi. Le duc de Savoie se conduisit avec la plus grande valeur; il eût été à souhaiter, pour sa gloire et pour tous les malheureux qui périrent ou furent blessés dans cette journée, de le voir moins brave et plus fidèle.

Ce projet d'attaquer Chiari était d'autant plus ridicule, que sa réussite n'aurait produit aucun avantage à l'armée.... Dans la circonstance présente, la possession de ce poste ne pouvait conduire à rien, pas même à la possibilité de le garder après s'en être rendu maître, ce poste se trouvant trop près du front du

camp des ennemis, et ne pouvant servir ni à éloigner le prince Eugène du Milanais, ni à procurer aucune aisance à l'armée : aussi l'empressement du duc à adopter le projet du maréchal de Villeroy sur l'attaque de ce poste aurait-il dû lui donner des soupçons, M. de Catinat lui ayant communiqué ses justes sujets de défiance sur la probité de M. le duc de Savoie.

Après ce sanglant combat, qui se donna le 1er septembre 1701, les troupes des deux couronnes restèrent jusqu'au 6, à la vue de Chiari; elles se retirèrent ensuite à Rudiano, sur l'Oglio; elles y restèrent jusqu'au 12 novembre : elles passèrent alors cette rivière, pour aller prendre des quartiers de cantonnement dans le Crémonois, d'où les troupes de Savoie partirent, le 14 novembre, pour le Piémont, et le duc pour Turin. Pendant ces mouvemens, le prince Eugène resta immobile dans son camp, et, dès le 1er décembre, ayant mis son armée en mouvement, il enleva tous les postes du maréchal de Villeroy sur la rive gauche de l'Oglio, avec les garnisons destinées à les défendre. Ainsi, à la fin de décembre, il s'était emparé de tout le Mantouan, à l'exception de Mantoue et de Gaito.

Mais une perte plus considérable fut celle

de la Mirandole. La princesse, souveraine de ce petit état, y introduisit les Impériaux; ils y trouvèrent plus de trois cents tonnes de poudre, deux mille fusils et trente-trois pièces de canon.

Les mauvais succès de cette campagne décidèrent plusieurs princes à se déclarer pour l'empereur, et ces mauvais succès furent visiblement l'effet d'abord des ordres donnés au maréchal de Catinat, et des obstacles sans nombre dont on l'environna, mais bien plus encore du choix du général qui le remplaça, et de beaucoup d'autres officiers placés par le crédit, et venus à la suite du maréchal de Villeroy.

La renommée donnait, dans l'éloignement, aux succès du prince Eugène une très-grande importance. Le peuple de Naples s'était soulevé contre le parti attaché au nouveau roi d'Espagne; mais à peine le tumulte éclatait, et déjà la plus grande partie de la noblesse était venue se ranger auprès du vice-roi : l'on s'était emparé de plusieurs conjurés, et Carlo Sangro, leur chef, avait eu la tête tranchée.

Le prince Eugène continuait ses progrès en Italie; le duc de Modène lui avait livré la forteresse de Bersello : maître de cette place, il

avait pris ses quartiers d'hiver dans le Parmesan. La ville de Mantoue était bloquée depuis le 10 de janvier 1702; quatre mille hommes d'infanterie et six cents cavaliers avaient reçu l'ordre de resserrer la place : c'était une ruse. Le prince Eugène songeait à enlever Crémone par un coup de main. Cette ville, régulièrement fortifiée, renfermant une garnison très-nombreuse, était très-mal gardée : un curé, d'intelligence avec le prince Eugène, introduisit, par un aqueduc qui passait sous sa maison, six cents hommes, qui furent cachés dans ses caves et dans son église.

Le 1er février, ces troupes, introduites dans la ville, s'emparèrent dans la nuit, à une heure convenue, de la porte Sainte-Marguerite, qui avait été condamnée, la débouchèrent, et firent entrer par là l'infanterie et la cavalerie qui attendaient sur les glacis. Le prince Eugène s'empara successivement de tous les postes; le maréchal de Villeroy, l'intendant, plusieurs officiers généraux, furent faits prisonniers dès le premier instant : mais, les troupes allemandes n'ayant pu s'emparer de la porte du Pô, et le pont sur cette rivière ayant été rompu à propos, la cavalerie, conduite par M. de Vaudemont, ne put pénétrer dans

la ville; dès-lors la garnison redoubla de courage et de prudence. Le premier bataillon du régiment des Vaisseaux, qui s'était assemblé à la pointe du jour pour faire l'exercice, conduit par le chevalier d'Entragues, son colonel, marcha sur la grande place, y mit en désordre, par la vivacité de son feu, la cavalerie ennemie qui y était, s'y retrancha, et donna le temps à d'autres corps de venir le soutenir : de là, successivement, la garnison attaqua les différens postes dont s'étaient emparés les ennemis, les en chassa, et, par tant d'actions toutes très-vigoureuses, le prince Eugène fut réduit, à l'entrée de la nuit, à l'occupation de deux portes, où, ayant à craindre de se voir forcé, il se détermina à faire sa retraite. Il la commença à la nuit close, après avoir perdu plus de deux mille hommes tués, blessés ou prisonniers.

L'histoire ne fournit point de fait aussi mémorable, ni de valeur aussi brillante de la part d'une garnison. Une ville dont les trois quarts sont occupés par un ennemi très-supérieur ! cet ennemi est chassé de rue en rue, de poste en poste, par différens combats qui se succèdent toute la journée, et il est enfin réduit à abandonner son entreprise ! Les soldats

de la garnison de Crémone firent sur cet événement quelques chansons, dont le souvenir se conservera long-temps. [1]

M. de Villeroy fut heureusement remplacé dans le commandement de cette armée par le duc de Vendôme. Ce nouveau général, qui arriva en Italie le 1er mars 1702, s'empara successivement de tous les postes des Impériaux dans le Mantouan, et il en fit les garnisons prisonnières de guerre. Il força le prince Eugène à lever le blocus de la ville de Mantoue, auprès de laquelle il laissa le prince de Vaudemont, avec un gros corps de troupes, dans un camp retranché.

Le prince Eugène, spectateur tranquille de toutes ces opérations, se retrancha lui-même dans sa position près de Mantoue, pour se tenir à portée d'observer les mouvemens du général français, sans entreprendre de s'opposer à aucune de ses opérations.

---

1 *Air de :*

Palsambleu, l'aventure est bonne !
Notre bonheur est sans égal :
Nous avons conservé Crémone,
Et perdu notre général.

EN DEUX CHŒURS.

Premier Chœur.

Villeroy, Villeroy,
Tu as fort bien servi le roi.

Second Chœur.

Guillaume, Guillaume.

Après avoir dégagé la ville de Mantoue, et l'avoir pourvue de vivres, le duc de Vendôme marcha à Crémone, avec le reste de son armée, au-devant du roi d'Espagne, qui y arriva le 3 juillet. Le duc voulait enlever au prince Eugène tous les postes dans les duchés de Reggio, Guastalle et Modène, et lui faire perdre le fruit de toute sa campagne précédente. En conséquence, il se mit en mouvement le 14 de juillet, et se porta, avec le roi d'Espagne, sur la Lanza, à Castel-Novo. Le prince Eugène, qui était dans le Seraglio, avait détaché trois mille chevaux, sous les ordres du général Visconti, qui s'étaient avancés imprudemment sur le Crostolo, petite rivière dont les bords étaient escarpés et difficiles, où le général crut mal à propos pouvoir tenir contre l'armée des deux couronnes, qui marchait en avant.

Le duc de Vendôme, instruit de la position du général Visconti, après avoir fait visiter les bords du Crostolo, y trouva un endroit praticable, marcha rapidement aux ennemis, à la tête de seize escadrons et de vingt-quatre compagnies de grenadiers, et trouva leur droite appuyée à la Vittoria, sur le Crostolo, ayant sur leur derrière la petite rivière de Tesson, sur laquelle ils avaient jeté

deux ponts. Le duc forma sur-le-champ deux colonnes, composées chacune de cavalerie et d'infanterie, et se porta vivement sur les ennemis, pour leur ôter le temps de se former. Après avoir résisté un instant, ils furent renversés et précipités dans le Tesson, dont les bords étaient hauts et escarpés; les trois quarts furent tués, noyés, ou faits prisonniers.

Le lendemain, les deux armées vinrent camper à la Vittoria.

Ainsi, le duc de Vendôme, en profitant habilement et sans hésiter d'une occasion fournie par le hasard, donna la preuve des talens qui caractérisent le véritable général : celui-ci ne tâtonne jamais; l'homme à talens médiocres est toujours indécis; l'occasion lui échappe sans cesse; il ne trouve jamais le moment d'opérer : le premier, au contraire, toujours prêt, se confiant dans son talent, profite de toutes les circonstances, et réussit à exécuter de grandes choses.

La défaite de la Vittoria fut suivie de la prise de Reggio et de Modène.

Des avantages aussi soutenus obligèrent le prince Eugène de rassembler ses forces; il ordonna en conséquence d'abandonner son camp retranché près de Mantoue, et d'en replier les

troupes sur Borgo-Forte. Le projet du duc de Vendôme était de s'emparer de Luzara, afin d'y établir un pont sur le Pô, pour communiquer avec le prince de Vaudemont dans le Mantouan, et s'opposer à la communication des ennemis avec le Mirandolais et le Modénois. Le prince Eugène crut devoir s'opposer à ce projet, et se porta, le 15 août, vers Luzara, au-devant de l'armée des deux couronnes, qui y arrivait le même jour.

Par une habileté particulière dont nous verrons le prince Eugène faire souvent usage dans le cours de cette guerre, sa marche avait été dérobée à l'ennemi, on n'avait eu aucun avis des mouvemens de ce prince, et on le croyait encore dans le Seraglio. Cependant ce prince avait passé le Pô avec la plus grande partie de son armée, et il l'avait mise en bataille; l'infanterie, ventre à terre, derrière la digue du Zéro, de manière à ne pouvoir être apperçue.

M. de Vendôme avait envoyé un détachement de cavalerie pour éclairer sa marche et celle du prince Eugène; l'officier qui la commandait, arrivé proche de la digue, n'ayant rien apperçu, commit la faute impardonnable de ne pas faire monter sur la digue, pour reconnaître le pays qui était au-delà.

En cachant son armée derrière la digue du Zéro, le prince Eugène avait formé un grand projet. Instruit des desseins du duc de Vendôme de s'emparer de Luzara, il avait espéré, s'il n'était pas découvert, surprendre l'armée des deux couronnes, saisir ses armes aux faisceaux et ses chevaux au piquet, au moment où, après être arrivé sur son terrain, avoir posé les armes et dressé les tentes, les soldats seraient allés au fourrage, à la paille et à l'eau.

Ce projet, qui était basé sur l'improbabilité de la négligence ou de l'impéritie des officiers qui seraient chargés d'éclairer les démarches des Impériaux, fut sur le point de réussir; il fut renversé par la curiosité d'un aide-major. Cet officier était chargé de placer des gardes avancées; il fut obligé de les porter sur la digue du Zéro, qui, dans cet endroit, se trouvait très-rapproché de celui où était campé le régiment de cet aide-major. Avant de placer ses gardes, il voulut monter sur la digue, et voir ce qui pouvait se trouver de l'autre côté; il y découvrit alors toute l'infanterie ennemie sur le ventre, contre le revers de la digue, et la cavalerie en bataille derrière : il s'empressa d'en donner avis au duc de Vendôme. Celui-

ci se hâta de faire prendre les armes aux troupes, et de les former en bataille.

De son côté, le prince Eugène, se voyant découvert, se décida à franchir la digue, pour marcher en avant et attaquer l'armée combinée, dans l'espérance de la trouver encore assez en désordre pour la culbuter sur quelques points. Heureusement pour les Français et les Espagnols, il y avait entre les deux armées des haies qui empêchaient les troupes de s'aborder de front. Les Impériaux hasardèrent cependant, en plusieurs endroits, de marcher aux Français et aux Espagnols, mais toujours sans succès.... Malgré ces obstacles, on combattit avec un grand acharnement; et, en moins de trois heures, les ennemis avaient perdu cinq mille hommes, et les armées combinées trois mille.

La nuit ayant obligé les combattans de se séparer, le prince Eugène se retira derrière la digue du Zéro, et le duc de Vendôme se retrancha sur le champ de bataille. Les deux armées se trouvant ainsi à une demi-portée de canon, le lendemain on prit Luzara; on établit ensuite un pont sur le Pô, à la gauche de l'armée, et, le 6 septembre, on prit Guastalla : ce qui, en remplissant tous les projets du duc

de Vendôme, fut une preuve assez forte, malgré le *Te Deum* chanté à Vienne, des avantages de la journée de Luzara en faveur de l'armée des deux couronnes.

On voit ici, malgré les progrès faits dans l'art de la guerre, combien on tenait encore à l'ancienne méthode de s'attaquer par le front. Cependant le prince Eugène devait assez connaître les obstacles qui se rencontraient sur le terrain, entre la digue du Zéro et Luzara, pour en profiter, en formant une attaque sur le flanc droit des ennemis, sur-tout au moment où il dut être informé de la position de cette aile droite qui, au commencement du combat, n'était encore ici couverte ni soutenue par la cavalerie.

Quant à la position prise par le général des Impériaux derrière la digue du Zéro, dans l'espérance de surprendre les armées combinées, elle nous paraît peu digne des talens militaires du prince Eugène. Comment, en effet, baser tous les succès d'une journée, et même d'une campagne, sur l'espoir chimérique de n'être pas découvert derrière une digue contre laquelle, ou sur laquelle, les ennemis étaient obligés de poser des gardes avancées, dans le cas même très-improbable d'une négligence

excessive de la part des officiers chargés d'éclairer l'armée?

N'aurait-il pas été préférable pour le prince Eugène, maître de Luzara, de venir porter le centre de son armée derrière le château et la ville, la droite appuyée au Pô, protégée par quelques redoutes, dont l'une dans l'île d'Estrades, qui auraient lié Luzara au Pô, et la gauche renforcée par le nombre et par-tout aidé de la nature? Ainsi fortifié dans cette position, le prince Eugène eût rompu les projets du duc de Vendôme, l'eût empêché de jeter un pont sur le Pô, de prendre les villes de Luzara et de Guastalla, et il aurait conservé ses communications avec l'une et l'autre rive du Pô.

La saison étant trop avancée, et le prince Eugène n'étant plus en état de rien entreprendre de considérable, le roi d'Espagne partit pour Milan, le 2 octobre 1702. Quelque temps après, le comte de Tessé s'étant emparé de Borgoforte, les Impériaux furent entièrement chassés du Mantouan et de toutes les autres parties dont ils étaient les maîtres avant l'arrivée du duc de Vendôme, qui vit accroître sa gloire par cette campagne, l'une des plus belles de cette guerre.

de Vendôme, fut une preuve assez forte, malgré le *Te Deum* chanté à Vienne, des avantages de la journée de Luzara en faveur de l'armée des deux couronnes.

On voit ici, malgré les progrès faits dans l'art de la guerre, combien on tenait encore à l'ancienne méthode de s'attaquer par le front. Cependant le prince Eugène devait assez connaître les obstacles qui se rencontraient sur le terrain, entre la digue du Zéro et Luzara, pour en profiter, en formant une attaque sur le flanc droit des ennemis, sur-tout au moment où il dut être informé de la position de cette aile droite qui, au commencement du combat, n'était encore ici couverte ni soutenue par la cavalerie.

Quant à la position prise par le général des Impériaux derrière la digue du Zéro, dans l'espérance de surprendre les armées combinées, elle nous paraît peu digne des talens militaires du prince Eugène. Comment, en effet, baser tous les succès d'une journée, et même d'une campagne, sur l'espoir chimérique de n'être pas découvert derrière une digue contre laquelle, ou sur laquelle, les ennemis étaient obligés de poser des gardes avancées, dans le cas même très-improbable d'une négligence

excessive de la part des officiers chargés d'éclairer l'armée?

N'aurait-il pas été préférable pour le prince Eugène, maître de Luzara, de venir porter le centre de son armée derrière le château et la ville, la droite appuyée au Pô, protégée par quelques redoutes, dont l'une dans l'île d'Estrades, qui auraient lié Luzara au Pô, et la gauche renforcée par le nombre et par-tout aidé de la nature? Ainsi fortifié dans cette position, le prince Eugène eût rompu les projets du duc de Vendôme, l'eût empêché de jeter un pont sur le Pô, de prendre les villes de Luzara et de Guastalla, et il aurait conservé ses communications avec l'une et l'autre rive du Pô.

La saison étant trop avancée, et le prince Eugène n'étant plus en état de rien entreprendre de considérable, le roi d'Espagne partit pour Milan, le 2 octobre 1702. Quelque temps après, le comte de Tessé s'étant emparé de Borgoforte, les Impériaux furent entièrement chassés du Mantouan et de toutes les autres parties dont ils étaient les maîtres avant l'arrivée du duc de Vendôme, qui vit accroître sa gloire par cette campagne, l'une des plus belles de cette guerre.

Les événemens ne furent pas si heureux en Flandre ni en Allemagne. Le roi, dans la campagne de 1701, avait agi dans ces deux parties avec une timidité qui avait enhardi ses ennemis; et dans la campagne de 1702, le duc de Marleborough prit en Flandre, sur les généraux français, un ascendant qui fut toujours croissant pendant toute la guerre. A la vérité, M. de Villars battit le prince de Bade à Fridlenghen; cependant ce combat ne fut suivi d'aucun grand succès; il fit seulement connaître l'audace de M. de Villars, l'habileté et le talent militaire de M. de Maignac; mais le prince de Bade, ayant réparé ses pertes, rendit impossible la jonction des Français avec l'électeur de Bavière.

L'amirauté de Castille et quelques autres grands d'Espagne venaient de se déclarer contre Philippe V. La princesse Anne, qui venait de succéder au roi Guillaume, en montant sur le trône, avait pris les mesures les plus vigoureuses en faveur de la maison d'Autriche. La cour de Lisbonne avait abandonné l'alliance de Philippe; et tous ces ennemis, en forçant ce roi à revenir à Madrid, favorisèrent la défection du duc de Savoie, qui fut si funeste, et qui n'aurait pas eu lieu probablement, si le roi d'Espagne fut resté en Italie.

Le duc de Savoie avait signé son traité avec l'empereur, le 5 janvier 1703.[1] Louis XIV, instruit de cette infidélité, ordonna au duc de Vendôme de faire prisonniers les cinq mille Piémontais qui étaient à son armée, et de traiter le duc de Savoie en ennemi.

Pendant l'hiver, le duc de Vendôme s'était emparé de plusieurs postes qui avaient étendu ses quartiers et reculé de beaucoup ceux des ennemis. Il commença la campagne, le 20 mai, par le siége d'Astiglia, place importante sur la rive gauche du Pô. Le comte de Staremberg, qui était venu remplacer le prince Eugène, ne pouvant s'opposer à ce siége de vive force, avait fait manquer cette entreprise, en inondant tout le pays, au moyen d'une coupure dans une digue du Pô. Le duc de Vendôme avait fait ensuite différens mouvemens pour forcer le duc de Staremberg à abandonner l'Italie; il était sur le point de recueillir les fruits de ses savantes manœuvres; il reçut des ordres précis de marcher dans le Trentin, et il fallut abandonner toutes ses opérations. Le prince Ragotzi s'étant engagé à favoriser l'attaque de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

Vienne à la tête des Hongrois insurgés, on avait jugé nécessaire de faire renforcer l'armée chargée de cette expédition par la plus grande partie de celle d'Italie, où le duc de Savoie, avec le reste, devait contenir le comte de Staremberg. La défection de ce prince et sa résolution de joindre son armée à celle des Impériaux, vinrent changer toutes ces dispositions, et faire une nécessité bien plus grande au duc de Vendôme de hâter son retour. Il exécuta alors, le 29 septembre 1703, au camp de Sanbenedetto, les ordres de désarmer et de faire prisonnières de guerre les troupes du duc de Savoie, qui se trouvaient alors dans son armée; mais il ne répara pas le mal occasionné par sa course dans le Tirol. Si, comme il le voulait, on lui eût laissé employer le temps perdu dans cette expédition, si mal combinée, à poursuivre l'armée impériale, il l'eût poussé dans le Frioul; et le duc de Savoie, sans appui, n'eût jamais pu effectuer ses mauvais desseins.

La trahison du duc de Savoie ayant rompu toute intelligence, le duc de Vendôme marcha en Piémont avec vingt bataillons et trente escadrons; il avait laissé le reste de son armée sur la Sechia, aux ordres de M. de Bezons. Le duc passa le Tesin le 18 octobre; en même

temps le maréchal de Tessé s'empara de la Savoie.

De son côté, le comte de Staremberg fit tout son possible pour secourir le duc de Savoie; il détacha deux mille chevaux pour le joindre; mais ce corps fut défait près de San-Sebastiano. Cependant au moment où la saison ne permettait plus de tenir la campagne, le comte de Staremberg prépara son mouvement; il l'exécuta avec précision et prudence, et il réussit, à la tête de vingt mille hommes, à venir de la Sechia sur le Tanaro, où il joignit le duc de Savoie: il eut à la vérité plusieurs combats d'arrière-garde, dans lesquels il perdit environ quatre mille hommes; mais les dispositions de sa marche méritent toute sorte d'éloges, et le duc de Savoie lui dut son salut.

En Allemagne, le maréchal de Villars gagna la bataille d'Hochstet. En Flandre, le maréchal de Boufflers eut tout l'avantage d'un combat à Ekren, et le maréchal de Tallard gagna très-heureusement la bataille de Spire.... Cette action fut celle de toute la guerre où la baïonnette fit plus de carnage. Les Français, avec leur impétuosité, avaient un grand avantage à se servir de cette arme.

Ici commencent les malheurs inouis qui mi-

rent la France, pendant plusieurs années, à la merci de ses ennemis.

Marleborough bat les Français à Donavert, le 2 juillet 1704; bientôt après, le 13 août, il remporte une victoire encore plus complète à Hochstet. [1]

Après cette grande victoire, les ennemis ne tardent pas à paraître sur le Rhin, où ils prennent Landau; et Marleborough marche vers les Pays-Bas, avec le projet d'entrer en France l'année suivante.

Heureusement le duc de Vendôme commandait en Italie, où il continuait à avoir des succès; il s'empara du duché de la Mirandole. Le grand prieur, son frère, prit Revero, le 10 avril 1704. Le duc de la Feuillade, qui commandait en Savoie, avait pris Suze le 22, et ensuite Pignerol, le 20 juillet. Le duc de Vendôme prit dans Verceil trente bataillons et cinq cents hommes de cavalerie, le 28 septembre; il se rendit maître de la ville d'Ivrée et de sa citadelle. Bientôt après, malgré la mauvaise saison, il investit Verue, le 14 octobre.

Ainsi on pourrait regarder cette campagne,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

en Italie, comme une espèce de dédommagement de celle d'Allemagne. Les Impériaux furent chassés de la Lombardie; la plus grande partie du Piémont fut soumise à des contributions: on prit six villes de guerre, et on fit plus de trente bataillons prisonniers de guerre.

En Espagne, le duc de Berwick eut des succès.

Cent lieues de pays perdus de la part des Français, n'avaient pas encore permis aux ennemis de pénétrer en France. On rassembla les débris de l'armée, on épuisa les garnisons, on fit marcher des milices, on emprunta de l'argent de tous côtés, enfin on eut une armée, et on rappela du fond des Cévennes le maréchal de Villars, pour la commander.

Les alliés devaient prendre Thionville ou Sar-Louis, s'emparer de la Lorraine, entrer ensuite en Champagne, et pénétrer dans le cœur du royaume. Le duc de Marleborough avait annoncé par-tout l'exécution certaine de ces grands projets; un seul homme les fit évanouir.

Le maréchal de Villars avait reconnu et parfaitement jugé de la bonté d'un camp sur la Moselle, près le village de Circk; il s'y établit le 15 mai 1705; et le duc de Marleborough s'en étant approché à la tête de cent mille

hommes, après avoir resté quinze jours dans sa même position, fut obligé de se retirer le 17 juin 1705, et de revenir dans les Pays-Bas.

Nous ne saurions nous empêcher d'observer ici les grands effets du talent militaire. En 1703, au moyen d'une excellente position choisie sur le Danube, entre Dillingen et Lawingen, Villars arrêta le prince de Bade. En 1705, il arrêta le duc de Marleborough dans sa position de Circk; d'autres généraux, en 1704, avaient préféré la mauvaise position d'Hochstet à celle de Dillingen, et ils avaient été battus.

En Allemagne, M. de Villeroy se retira au camp de parc, après avoir été forcé dans ses lignes.

En Alsace, M. de Villars se borna à s'opposer à toutes les entreprises des ennemis, et y réussit.

Les forces, en Italie, étaient considérables; elles consistaient en cent dix-neuf bataillons et cent trois escadrons français, onze bataillons et quinze escadrons espagnols.

On agit d'abord en Lombardie contre le prince Eugène. Le grand prieur prit la Mirandole, et le prince Eugène fut obligé de se retirer dans le Bressan.

En Piémont, le duc de Vendôme attaqua Chivas, mais il abandonna la suite de ce siége au duc de la Feuillade, qui le continuait encore au moment où le duc de Savoie, profitant de la nuit du 29 juillet 1705, pour retirer la garnison de la ville, se réfugia sur les glacis de Turin. Après avoir poursuivi vivement le duc dans sa retraite, lui avoir tué cinq ou six cents hommes, et pris une partie de ses bagages, M. de la Feuillade se porta entre la Stura et la Doire, dans le dessein d'assiéger Turin; mais, effrayé de l'entreprise, il en renvoya l'exécution à l'année suivante, après avoir envoyé à la cour le marquis de Dreux, pour faire sentir la difficulté de l'entreprise et les moyens qui pouvaient en assurer le succès.

En abandonnant Turin, le duc de la Feuillade se porta sur Asti, où il fut battu par le comte de Starenberg, qui l'obligea de se retirer sous le canon de Casal.

M. de Vendôme avait été obligé de venir prendre le commandement de l'armée sur les bords de l'Oglio. Le prince Eugène, après avoir été repoussé à la cassine de Moscolini, du côté de Gavardo, dans le Bressan, avait dérobé une marche au grand prieur, et avait passé l'Oglio, à la faveur de son canon, après avoir

fait prisonnier M. de Toralba, qui occupait le poste de Palazuolo, pour éclairer la marche du prince Eugène.

Le grand prieur ne se trouvant pas en sûreté dans son camp de Soncino, avait jeté du monde dans le château, passé le canal Palavicino, et était venu se camper à Ombriano, poste inaccessible, mais qui ne couvrait pas le Crémonois.

Il était donc à craindre de voir bientôt le prince Eugène passer l'Adda, et venir se joindre au duc de Savoie dans la Lombardie, ou marcher vers les Crémonois. M. de Vendôme, instruit des démarches fausses et timides de son frère, se hâta de venir à l'armée qui était sous ses ordres, en se faisant suivre par M. Albergotti, à la tête de dix bataillons et dix escadrons.

Arrivé à Ombriano, le duc, pour redonner de la confiance aux troupes, et en imposer au prince Eugène, quitta le camp d'Ombriano, pour se rapprocher du prince, et se camper sa gauche, à Casal Morano, et sa droite à Sorezino. Les ennemis s'étaient déjà emparés du poste des quatorze Navilles. M. de Vendôme y marcha à la tête de tous les grenadiers et de plusieurs détachemens. On était occupé à forcer les points, les uns après les autres. Les soldats qui se trouvaient à la queue des attaques, s'ennuyant de n'avoir aucune part au combat, se jettent de droite et de gauche dans les Navilles; ils les traversent, ayant de l'eau jusqu'aux bras, et, prenant les ennemis en flanc et par derrière, ils les forcent bientôt à abandonner tous les postes.

Les armées étaient en présence, et l'on s'attendait à une action; le prince décampe à petit bruit, dérobe une marche au duc, et se porte, en deux journées, vers la source de l'Adda, dans le projet et l'espérance de passer cette rivière pour entrer dans le Milanais.

Le duc, trompé par les personnes chargées de surveiller les mouvemens du prince Eugène, instruit de son départ, se hâta de revenir au camp d'Ombriano : de là, il vint passer l'Adda à Cassano, sur un pont dont un ingénieur italien, nommé Massoni, avait fortifié la tête par un grand ouvrage.

Pour arriver plus vîte au secours du marquis de Broglio, qui se trouvait à Paradiso, vis-à-vis l'endroit où le prince Eugène se disposait à jeter un pont, le duc de Vendôme s'était mis à la tête d'un détachement de quinze bataillons et de quelque cavalerie, après avoir

demandé à son frère de le suivre pour être à portée de le soutenir.

Le détachement commandé par le duc avait secondé son impatience, et avait joint avant la fin du jour le corps commandé par M. de Broglio.

L'armée du prince Eugène était postée avantageusement sur la rive gauche de l'Adda, et fortifiée par la nature et par l'art, de la manière la plus formidable. A l'aide de ces moyens puissans, le prince avait jeté un pont, et projetait de s'en servir pour passer la rivière; c'eût été une imprudence de la part du duc de s'y opposer directement, et à la sortie du pont. Le terrain sur la rive droite du Pô, vers Paradiso, se trouvait couvert de haies, de taillis et d'arbres touffus. Le duc tira parti de ces avantages; il fit former des retranchemens en demi cercle, dont la rivière faisait la corde.

Cependant, malgré ces obstacles, peut-être le prince eût-il réussi, si, recevant ses pontons assez à temps, il eût pu tenter le passage avant de donner le temps au duc de Vendôme de se retrancher entièrement; mais, au moment où il voulut le hasarder, il fut obligé de se convaincre du danger imminent où il allait se jeter en s'engageant au milieu du feu de l'artillerie

et de la mousqueterie des ennemis, dont tous les coups portaient sur la tête du pont, et auraient écrasé les troupes qui auraient osé déboucher dans la plaine.

Désespéré d'être venu recevoir un affront là où il croyait réussir dans ses projets les plus chers, le prince pensa à se venger. Instruit des mouvemens du grand prieur, qui venait de se camper dans le bassin de Cassano, entre l'Adda et la Naville du Ritorto, il espéra, en décampant la nuit, tomber sur le grand prieur, avant qu'il pût être secouru par son frère, le battre et passer l'Adda sur le pont des Français, à Cassano.

Encore une marche dérobée au duc de Vendôme, qui le jette dans la plus grande incertitude. Il ne saurait cependant soupçonner le dessein du prince de se porter sur Cassano; il croit le voir marcher sur Rivolta, pour s'emparer de ce poste et s'assurer des communications avec Crémone et Mantoue. Un certain Colmenero, officier parvenu, s'étant acquis la confiance intime du duc, d'intelligence avec les ennemis, le confirmait dans ces idées; mais les desseins du prince Eugène étaient plus vastes; il voulait marcher à la conquête du Milanais, et arriver de là en Piémont; projet dont la réus-

demandé à son frère de le suivre pour être à portée de le soutenir.

Le détachement commandé par le duc avait secondé son impatience, et avait joint avant la fin du jour le corps commandé par M. de Broglio.

L'armée du prince Eugène était postée avantageusement sur la rive gauche de l'Adda, et fortifiée par la nature et par l'art, de la manière la plus formidable. A l'aide de ces moyens puissans, le prince avait jeté un pont, et projetait de s'en servir pour passer la rivière; c'eût été une imprudence de la part du duc de s'y opposer directement, et à la sortie du pont. Le terrain sur la rive droite du Pô, vers Paradiso, se trouvait couvert de haies, de taillis et d'arbres touffus. Le duc tira parti de ces avantages; il fit former des retranchemens en demi cercle, dont la rivière faisait la corde.

Cependant, malgré ces obstacles, peut-être le prince eût-il réussi, si, recevant ses pontons assez à temps, il eût pu tenter le passage avant de donner le temps au duc de Vendôme de se retrancher entièrement; mais, au moment où il voulut le hasarder, il fut obligé de se convaincre du danger imminent où il allait se jeter en s'engageant au milieu du feu de l'artillerie

et de la mousqueterie des ennemis, dont tous les coups portaient sur la tête du pont, et auraient écrasé les troupes qui auraient osé déboucher dans la plaine.

Désespéré d'être venu recevoir un affront là où il croyait réussir dans ses projets les plus chers, le prince pensa à se venger. Instruit des mouvemens du grand prieur, qui venait de se camper dans le bassin de Cassano, entre l'Adda et la Naville du Ritorto, il espéra, en décampant la nuit, tomber sur le grand prieur, avant qu'il pût être secouru par son frère, le battre et passer l'Adda sur le pont des Français, à Cassano.

Encore une marche dérobée au duc de Vendôme, qui le jette dans la plus grande incertitude. Il ne saurait cependant soupçonner le dessein du prince de se porter sur Cassano; il croit le voir marcher sur Rivolta, pour s'emparer de ce poste et s'assurer des communications avec Crémone et Mantoue. Un certain Colmenero, officier parvenu, s'étant acquis la confiance intime du duc, d'intelligence avec les ennemis, le confirmait dans ces idées; mais les desseins du prince Eugène étaient plus vastes; il voulait marcher à la conquête du Milanais, et arriver de là en Piémont; projet dont la réus-

site aurait entièrement changé la face des affaires des deux couronnes. Le prince venait de manquer son coup à Paradiso; mais, s'il pouvait surprendre les Français à Cassano, il passait l'Adda, et ses vastes desseins étaient remplis.

Dans l'incertitude des véritables projets du prince Eugène, le duc de Vendôme se détermina à se diriger, à marches forcées, sur Cassano, après avoir écrit à son frère de se porter sur Rivolta. Heureusement celui-ci, qui ne pensait pas comme le duc, s'étant mis en marche avec une grande lenteur, à onze heures du matin son arrière-garde n'était pas encore sortie du camp, et la tête de son corps d'armée, arrivait à peine à Rivolta.

Dès le matin du 16 août 1705, on parlait dans le camp du Ritorto, de la marche du prince Eugène, sur le pont de Cassano. A peine le savait-on peut-être à Paradiso. Sur ce bruit, M. Folard, qui remplissait les fonctions d'ingénieur dans cette armée, proposa de jeter un pont sur le petit Ritorto, afin d'assurer les communications et de faciliter les développemens en étendant l'armée sur la Pandine qui, formant un angle avec le Ritorto, donnerait les moyens, en l'abordant, de voir l'ennemi en

flanc et de revers. En même temps un pont de pierre qui se trouvait sur le Ritorto, très-près de l'endroit où il sort de l'Adda, était resté gardé par le colonel de la vieille marine, avec huit compagnies de grenadiers. Cet officier était occupé à le faire rompre avec une écluse qui était un peu au-dessus, afin de rendre le Ritorto impraticable. Le prince Eugène parut; M. le duc de Vendôme, qui arrivait de Paradiso avec quinze bataillons, passait le pont de Cassano, pour venir se ranger en bataille, sa gauche à l'écluse du Ritorto, et sa droite au petit Ritorto; au-delà, le long de la Pandine, se rangèrent l'arrière-garde du grand prieur, et quelques bataillons de son armée, qui, sur le bruit de l'artillerie et de la mousqueterie, revinrent sur leurs pas, au lieu de suivre le corps d'armée à Rivolta.

Les Impériaux occupaient toute la rive gauche du Ritorto, depuis l'Adda, où ils débordaient la droite du duc; mais ils avaient encore un avantage énorme par la nature du terrain des bords de la Naville, qui était très-haut de leur côté, et bordé de haies et d'arbres, de manière à n'être pas vus par les Français, et de plonger au contraire sur ceux-ci.

A la faveur d'un feu aussi dominant, et au-

quel on ne pouvait pas répondre, les ennemis se formèrent en colonnes, attaquèrent le pont de pierre sur le Ritorto, d'où ils chassèrent les huit compagnies de grenadiers qui le défendaient, vinrent se former dans la plaine, et marchaient vers le grand ouvrage qui couvrait le pont de Cassano : le reste des troupes qui venaient de Paradiso le passaient encore ; elles se joignirent aux huit compagnies de grenadiers, et chargeant avec une impétuosité inconcevable les Impériaux, les mirent dans un grand désordre, firent repasser le pont aux uns, poussèrent les autres dans la rivière, tuèrent tout ce qui se trouva en-deçà, et restèrent maîtresses de la plaine et du pont perdu.

Ainsi repoussé, le prince Eugène se décida à tenter deux attaques ; l'une au-dessus de l'écluse du Ritorto, proche l'Adda, où le duc de Vendôme n'avait pu mettre des troupes ; l'autre au-dessous du petit Ritorto, vers le pont de fascines et la Pandine, où les troupes étaient en moindre nombre ; pendant ces deux attaques, le prince résolut de se porter de nouveau contre le pont de pierre du Ritorto.

La lâcheté du régiment de dragons espagnols qui se trouvait à pied, du côté de l'écluse, et qui prit la fuite, donna un exemple pernicieux qui facilita au prince Eugène la réussite de son attaque du pont, sur lequel il passa rapidement lui-même, à la tête de son infanterie du centre. Du côté de la Pandine, les Prussiens, s'étant jetés inconsidérément dans le Naville, et ayant mouillé leur poudre, furent reçus chaudement, perdirent beaucoup de monde, et furent obligés de rester au-delà de la Pandine.

M. de Vendôme, dans un aussi grand péril, ne se déconcerta pas ; il fit exécuter un changement de position à la partie de son armée qui formait sa gauche et son centre ; il posta l'infanterie, la gauche appuyée au grand ouvrage qui couvrait le pont de Cassano, la droite au Ritorto ; la cavalerie en seconde ligne. De son côté, le prince Eugène se forma sa droite, appuyée à une cassine, sur la rive droite de l'Adda, un peu au-dessus du château de Cassano ; sa gauche au Ritorto, bien décidé à tout sacrifier pour enlever l'ouvrage de la tête du pont, et passer l'Adda. Heureusement pour le duc de Vendôme, son front, outre des arbres et des haies, se trouva embarrassé d'une assez grande quantité d'équipages, ou intacts ou brisés, qui n'avaient pu suivre l'armée

du grand prieur, et qui étaient entassés les uns sur les autres; heureusement encore, au milieu de la chaleur des attaques, le prince Eugène, ayant été blessé, fut obligé de se retirer.

Cependant les Impériaux, bien plus nombreux, faisaient des efforts incroyables. M. de Vendôme était par-tout pour encourager les troupes : son cheval expire sous lui; il est atteint de cinq coups de fusil; l'un lui coupe un de ses étriers, les autres le bord de son chapeau, sa cocarde, la rosette de sa botte gauche et le pli de celle de la droite; douze officiers généraux tombent à ses côtés; quelques régimens français commençaient à plier; la vieille marine est inébranlable; son exemple ramène les fuyards; ils reviennent, le carnage recommence vers le grand ouvrage.

Dans le même temps, les Allemands, afin de pouvoir passer la Pandine, avaient commencé un feu très-vif : deux régimens français, ennuyés de ces tiraillemens, se jettent dans le Naville, et tombent, avec la baïonnette, sur les troupes allemandes; ils les repoussent des bords de la Pandine.

Ainsi, l'on se soutenait par-tout, et on en rendait compte au duc de Vendôme, au moment où il apperçoit une assez grande quantité de soldats qui se jetaient, en fuyant, dans l'ouvrage à la tête du pont; il court à eux, ne leur fait aucun reproche, les entraîne lui-même vers le pont où ils se jetaient pour le passer, les rallie de l'autre côté, et les jette dans le château de Cassano, en leur ordonnant de faire des créneaux par-tout, et de s'en servir pour tirer sur l'ennemi : le château se trouvait précisément sur une petite hauteur, au bord de la rivière, d'où il dominait la rive gauche, et prenait en flanc la droite des Impériaux. En même temps, il fait placer sur la rive droite de la rivière tout ce qu'il peut trouver de son artillerie qui n'avait pu la passer, et fait commencer un feu terrible, contre lequel les ennemis ne pouvant plus tenir, leurs généraux jugèrent à propos de faire effectuer leur retraite, qui devenait toujours plus nécessaire, le grand prieur pouvant arriver à tous les instans, et envelopper ce qui restait de cette armée, déjà si maltraitée et si fatiguée, qui se serait trouvée hors d'état de pouvoir se défendre contre des troupes fraîches et nombreuses dans la position désavantageuse où elles étaient entre l'Adda et le Ritorto.

Cette affaire, qui dura depuis deux heures

jusqu'à cinq, coûta aux ennemis six mille cinq cents hommes tués, quatre mille trois cents blessés, deux mille prisonniers; l'armée des deux couronnes perdit deux mille sept cents hommes tués ou blessés, et deux cents prisonniers.

Le génie fécond du prince Eugène lui fournit encore plusieurs points d'attaque pour pénétrer dans le duché de Milan, et secourir le duc de Savoie; ils furent tous sans succès, le duc de Vendôme lui ayant opposé des obstacles insurmontables pendant tout le reste de la campagne: peut-être même ce général eût-il écrasé l'armée impériale sous les murs de Créma, au moment où elle voulait y passer le Serio, si l'officier général auquel il avait confié un gros détachement pour aller amuser les ennemis, afin de donner le temps au reste de l'armée d'arriver et d'attaquer, au lieu de marcher avec la rapidité nécessaire dans de pareilles circonstances, n'eût exécuté les ordres du duc avec une lenteur qui donna le temps aux Impériaux de se trouver au-delà du Serio quand le duc arriva avec son armée.

On peut reprocher peut-être des fautes capitales aux deux grands capitaines qui se trouvèrent en présence à Cassano; et il est du devoir

de l'historien de les mettre sous les yeux de ceux de ses lecteurs qui cherchent à s'instruire.

Dans l'espérance de pouvoir s'opposer partout au projet du prince Eugène de passer l'Adda, M. de Vendôme avait embrassé un terrain trop étendu, depuis Paradiso jusqu'à Rivolta. Après avoir pris les moyens de s'opposer au passage du prince à Paradiso, il aurait dû d'autant plus faire surveiller ses démarches, sur-tout après avoir été trompé, comme il l'avait été dans son camp de Seresino, et sachant combien il était exposé à voir le prince se porter à Cassano, Rivolta, ou Lodi. Instruit très-tard du départ du prince, le duc aurait dû encore mieux combiner ses projets; et, s'il le soupçonnait avec quelque fondement de marcher à Rivolta, en ordonnant au grand prieur de s'y porter, il aurait dû lui mander de rompre auparavant le pont de Ritorto et celui de Cassano: enfin, dans sa défense du Ritorto et du pont de Cassano, le duc de Vendôme aurait dû faire usage, dès le commencement du combat, de son artillerie, en la plaçant dans l'ouvrage à la tête du pont, et sur la rive droite de l'Adda; en se servant de même du château de Cassano, pour le garnir de fusiliers, comme il le fit avec tant de succès à la fin du

combat. Pourquoi aussi le duc oublia-t-il ou négligea-t-il d'envoyer les ordres au grand prieur de marcher rapidement pour attaquer l'aile gauche des Impériaux en flanc, ou leur arrière-garde, s'ils voulaient se retirer?

A l'égard du prince Eugène, dès l'instant où il fut convaincu de la témérité déplacée de traverser l'Adda à Paradiso; dès l'instant où il eut pris la résolution de dérober une marche au duc de Vendôme, et d'aller surprendre le pont de Cassano, quelques personnes ont cru qu'il aurait dû laisser son pont monté, avec une apparence de troupes, pour tromper le duc de Vendôme, et marcher rapidement vers Cassano, où il lui aurait été bien plus aisé de surprendre, de battre le grand prieur, et de passer l'Adda.

Après avoir agi et pensé différemment, pourquoi commit-il la faute, dès l'instant où il eut reconnu les forces et les dispositions du duc de Vendôme, de s'entêter à emporter le pont du Ritorto, au lieu de faire attaquer, par sa gauche, la droite du duc, qui se trouvait derrière la Pandine, séparée du centre et de la gauche par la Ritornella? Le seul pont qui y était ne pouvait suffire à assurer aux troupes qui auraient été battues de pouvoir venir

joindre le duc, et de se retirer du côté du pont de Cassano : cette droite, d'ailleurs peu nombreuse, aurait été aisément culbutée dans l'Adda; alors la gauche du prince Eugène, victorieuse, serait venue prendre en flanc le centre du duc de Vendôme, qui aurait été forcé de repasser l'Adda en présence des Impériaux. Son armée se serait trouvée alors séparée en deux, une partie à Cassano, l'autre, sous le grand prieur, à Rivolta, partie qui aurait pu être attaquée et battue quelques heures après par le prince Eugène, qui n'aurait pas manqué alors de passer l'Adda comme il l'aurait voulu.

Les difficultés de faire le siége de Turin firent entreprendre celui de Nice. Le duc de Berwick y ouvrit la tranchée la nuit du 17 au 18 novembre, et la capitulation fut signée le 5 janvier.

De cette manière, le duc de Savoie se trouva réduit, à la fin de cette campagne, à la seule ville de Turin.

Les affaires tournèrent mal en Espagne, où, après avoir perdu plusieurs villes, on perdit encore la Catalogne, avec les royaumes de Valence et d'Aragon.

La première infortune de la France, en 1706,

fut essuyée en Flandre, où M. de Villeroy perdit la bataille de Ramillies. [1]

En Allemagne, le maréchal de Villars chassa les Impériaux de toute la basse Alsace, et sut les contenir de l'autre côté du Rhin.

Les mauvais succès de la campagne dernière en Espagne ne furent pas réparés pendant une partie de celle-ci; mais ils le furent à la fin, par la sage conduite et les succès réitérés du maréchal de Berwick.

Les commencemens de la campagne d'Italie furent très-brillans.

A la fin de la campagne précédente, le prince Eugène avait cru pouvoir établir son armée entre les lacs de Guarda et d'Iseo : les principaux quartiers de la tête étaient, la droite à Carpendolo, la gauche à Montechiaro, le centre à Calcinato. Le comte de Rewentlau en commandait la tête.

M. de Vendôme, instruit de ces dispositions, conçut la possibilité de battre ces quartiers : pour y réussir, il disposa les siens de manière à pouvoir les rassembler rapidement à la fin de l'hiver, au moment où les recrues seraient arrivées de France.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (39).

Il confia ses desseins à M. de Médavi, à qui il laissait le commandement des quartiers de l'Oglio et de l'Adda, en lui ordonnant de prendre secrètement toutes les dispositions relatives à son plan.

A son retour de France, le duc trouva le comte de Rewentlau paisible dans ses quartiers. M. de Médavi avait exécuté ses ordres, et tout disposé pour une marche vive et secrète de trois cents hommes par bataillon, et de quatre à cinq mille chevaux, qui se trouvèrent dans la même nuit à Castiglione, à une lieue des trois quartiers qui faisaient la tête de ceux des ennemis.

Dès la pointe du jour, l'armée française était en bataille dans la plaine; mais la difficulté de la marche, qui se faisait en montant, donna aux ennemis le temps de se former sur les hauteurs qui régnaient de Carpendolo à Calcinato.

Dans cette disposition, M. de Rewentlau soutint quelque temps la première charge des Français; il eut même quelque avantage contre la cavalerie de leur gauche : mais leur droite pénétrait, pendant ce temps-là, entre Montechiaro et Calcinato, et ôtait les moyens aux troupes impériales qui se trouvaient dans ces

quartiers de rejoindre le comte de Rewentlau, qui, se voyant alors sur le point d'avoir sa retraite coupée sur Salo, se décida à se retirer; il le fit dans un tel désordre, que ni les débris du corps qui avait combattu, ni même les troupes des quartiers de Montechiaro qui n'avaient point donné, n'osèrent s'arrêter à Salo, et poussèrent jusqu'à Roveredo, où la tête des fuyards trouva le prince Eugène qui arrivait de Vienne, et qui s'arrêta là pour reformer son armée, y attendant les renforts qui lui venaient de l'Allemagne.

On a reproché, sans doute avec raison, au duc de Vendôme de n'avoir pas suivi avec plus de vivacité cette armée entièrement en désordre, en portant la sienne au débouché des Alpes, proche Roveredo; mouvement dans lequel il n'eût rencontré aucun obstacle, et qui lui donnait les moyens d'ôter aux ennemis tous ses établissemens en-deçà des Alpes, et de l'empêcher de rentrer facilement en Italie : ce qui eût assuré la prise de Turin, et fait éviter toutes les fautes d'où s'ensuivirent la perte d'une très-belle armée et l'expulsion des Français de la Lombardie, du Piémont et de l'Italie.

Le duc de Vendôme envisagea malheureusement les choses d'une manière très-différente;

il regarda comme plus important de marcher au quartier des ennemis, entre l'Adige et le Pô; mais ils étaient levés avant son arrivée.

Pendant ce temps, le prince Eugène renvoya à Salo les premiers hommes qui purent être mis ensemble, rassembla le reste à Roveredo, et fut bientôt en état, au moyen des secours de l'Allemagne, d'ouvrir la campagne avec une armée très-supérieure à celle des deux couronnes.

Après s'être apperçu des fautes qui eurent des suites si funestes, dont on fait des reproches au duc de Vendôme, peut-être ce général aurait-il dû encore songer, pour empêcher le prince Eugène de passer l'Adige, à aller l'attaquer au moment où son armée se formait : peut-être était-ce son projet. Quelques écrivains l'ont prétendu; il en avait même fait part à la cour, et lui en avait fait sentir l'importance : mais on y persista à une défensive rigide et ridicule, dans l'espérance sans doute de sauver le duc de Savoie, en donnant les moyens au prince Eugène de venir à son secours. Si ce fut là, comme il y a lieu de le croire, le projet de la duchesse de Bourgogne et de madame de Maintenon,[1] elles réussirent

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

parfaitement; mais la France, mais les peuples en furent les victimes : ce qui importait bien peu à la *vertueuse* madame de Maintenon, qui aurait bien dû sentir, si, à l'esprit qu'on lui prête, elle avait joint de la raison, combien il était déplacé à la veuve de Scarron de vouloir se mêler de conduire les affaires si épineuses et si difficiles de la France et de l'Europe.

Obligé de défendre l'Adige, le duc de Vendôme se vit dans la nécessité où s'était trouvé M. de Catinat, de faire des efforts inutiles et de voir passer cette rivière au prince Eugène, le 12 juillet 1706; chargé, en outre, de garder le haut Mincio qui couvrait le Milanais, menacé par un corps considérable resté sur l'Adige, aux ordres du Landgrave de Hesse, le duc de Vendôme se trouva encore dans l'impossibilité d'être suffisamment en force de l'autre côté du Pô, pour empêcher le prince Eugène de passer ce fleuve à Polessella, le 16 juillet.

Le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin arrivèrent dans ces circonstances, et M. de Vendôme quitta le commandement de l'armée d'Italie, pour la remettre au duc.

Malgré ses talens naturels, le duc d'Orléans n'avait aucune connaissance du pays; le maréchal de Marsin ne le connaissait pas davantage : cependant la plus petite erreur dans les combinaisons ne pouvait être réparée; il fallait empêcher l'ennemi de pénétrer dans le Mantouan, le Crémonois, le Milanais, etc.; il fallait s'opposer à la marche d'une grande partie de l'armée du prince Eugène, qui traversait le Parmesan, le Plaisantin, pour pénétrer en Piémont.

Le duc d'Orléans se détermina à gagner quelques marches sur l'armée impériale, et à réunir les troupes qui étaient dans le Milanais à celles qui faisaient le siége de Turin. Après cette réunion, il projetait de s'avancer sur le Pô, au-devant du prince Eugène, et de le combattre à son passage; mais, de tout ce plan, il effectua son arrivée devant Turin, le 28 août, quelques jours avant celle des Impériaux.

A leur arrivée, le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin visitèrent les tranchées, et furent surpris de les trouver si peu avancées. Le duc blâma aussi le choix du front de l'attaque; il fut d'avis, comme toutes les personnes instruites, de commencer par se rendre maître de la ville.

Après avoir tout visité, le duc d'Orléans assembla un conseil de guerre, dans lequel il

parfaitement; mais la France, mais les peuples en furent les victimes : ce qui importait bien peu à la *vertueuse* madame de Maintenon, qui aurait bien dû sentir, si, à l'esprit qu'on lui prête, elle avait joint de la raison, combien il était déplacé à la veuve de Scarron de vouloir se mêler de conduire les affaires si épineuses et si difficiles de la France et de l'Europe.

Obligé de défendre l'Adige, le duc de Vendôme se vit dans la nécessité où s'était trouvé M. de Catinat, de faire des efforts inutiles et de voir passer cette rivière au prince Eugène, le 12 juillet 1706; chargé, en outre, de garder le haut Mincio qui couvrait le Milanais, menacé par un corps considérable resté sur l'Adige, aux ordres du Landgrave de Hesse, le duc de Vendôme se trouva encore dans l'impossibilité d'être suffisamment en force de l'autre côté du Pô, pour empêcher le prince Eugène de passer ce fleuve à Polessella, le 16 juillet.

Le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin arrivèrent dans ces circonstances, et M. de Vendôme quitta le commandement de l'armée d'Italie, pour la remettre au duc.

Malgré ses talens naturels, le duc d'Orléans n'avait aucune connaissance du pays; le maréchal de Marsin ne le connaissait pas davantage : cependant la plus petite erreur dans les combinaisons ne pouvait être réparée; il fallait empêcher l'ennemi de pénétrer dans le Mantouan, le Crémonois, le Milanais, etc.; il fallait s'opposer à la marche d'une grande partie de l'armée du prince Eugène, qui traversait le Parmesan, le Plaisantin, pour pénétrer en Piémont.

Le duc d'Orléans se détermina à gagner quelques marches sur l'armée impériale, et à réunir les troupes qui étaient dans le Milanais à celles qui faisaient le siége de Turin. Après cette réunion, il projetait de s'avancer sur le Pô, au-devant du prince Eugène, et de le combattre à son passage; mais, de tout ce plan, il effectua son arrivée devant Turin, le 28 août, quelques jours avant celle des Impériaux.

A leur arrivée, le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin visitèrent les tranchées, et furent surpris de les trouver si peu avancées. Le duc blâma aussi le choix du front de l'attaque; il fut d'avis, comme toutes les personnes instruites, de commencer par se rendre maître de la ville.

Après avoir tout visité, le duc d'Orléans assembla un conseil de guerre, dans lequel il

fit connaître son sentiment de marcher au-devant des ennemis, après avoir laissé le monde suffisant pour la garde des tranchées, et pour contenir les milices de l'autre côté du Pô. L'avis du maréchal de Marsin, qui prévalut, fut, au contraire, pour rester dans les lignes.

Ce parti pris, il fallut pourvoir aux subsistances; l'armée manquait de farines; on devait les tirer de Suse : on avait ordonné à cet effet un grand convoi qui était attendu de jour en jour. Mais, depuis l'arrivée des ennemis, le 4 septembre, à Bienosco, sur le Sangon, il fallait songer à la sûreté de ce convoi, qui avait dix lieues de France à traverser, entre la Doire et la Stura; il paraissait donc d'une grande importance de faire marcher une division de l'armée pour le recevoir : ce mouvement eût opéré deux grands effets, de conserver le convoi, et d'empêcher l'ennemi de passer la Doire, ou de l'obliger à chercher un autre passage très-haut.

Si l'ennemi eût passé plus haut, il lui eût fallu deux jours de marche au lieu d'un, pour se mettre à portée d'attaquer les lignes : dans ce cas, elles eussent été plus perfectionnées, et l'ensemble de tous ces avantages eût pu faire changer totalement l'événement du combat.

On ne s'occupa d'aucune de ces précautions; le convoi fut attaqué le 5 septembre par un corps de l'armée ennemie, qui passa la Doire. Le commandant et les trois quarts de l'escorte furent pris; l'avant-garde arriva seule au camp, avec une vingtaine de mulets.

En se décidant à rester dans les lignes, il fallait les fortifier entre les deux rivières : on s'en occupa le soir seulement, veille de la bataille. Il serait inutile de s'appesantir sur la gravité de ces deux fautes, dans lesquelles la pratique la plus ordinaire de l'art de la guerre aurait dû empêcher de tomber.

Le 6 septembre, les ennemis, après avoir passé la Doire, appuyèrent leur droite à Pianeza, et leur gauche à la Vénerie, à une demi-lieue du camp français : dès-lors on dut présumer du point d'attaque entre les deux rivières, et n'avoir plus d'incertitude sur les précautions à prendre à cet égard.

Ce projet d'attaque, dans un espace aussi resserré, était infiniment avantageux pour les Français; il permettait de lui opposer des forces considérables, n'ayant plus rien à craindre pour les tranchées qui se trouvaient entre la Doire et le Pô, les ennemis ne pouvant plus repasser l'une ou l'autre de ces rivières, sans avoir été devancés.

Les lignes encore très-imparfaites, le peu de troupes qui paraissaient destinées à les défendre, donnèrent peut-être de l'espoir au prince Eugène d'attaquer ce point avec de plus grands avantages; mais dans deux jours entiers une armée a bientôt renforcé des fortifications de lignes aussi peu étendues. A l'égard de la quantité de troupes, elle peut changer d'un moment à l'autre. Le duc de Savoie et le prince Eugène firent donc choix du côté qui leur était le moins avantageux.

Leur armée passa le Pô le 4 septembre, et fut camper à Bienasco; ils avaient laissé un corps de huit ou neuf mille hommes de milice, avec deux régimens allemands, de l'autre côté de ce fleuve.

Le lendemain 5, ils auraient pu faire paraître une tête vis-à-vis de nos lignes, entre la Doire et la Stura, et marcher avec toutes leurs forces en descendant le Pô, menaçant également les retranchemens des assiégeans à la rive droite et à la rive gauche du Pô : dès-lors il aurait fallu plus de monde pour garder les tranchées qui se trouvaient à portée de cette dernière attaque. Ce parti avait deux avantages bien considérables, de secourir la place le 5 au lieu du 7, et de n'avoir rien à craindre pour la retraite, dans le

cas de mauvais succès. En remontant le Pô, on avait tout le haut Piémont très-libre : si, au contraire, on était battu entre les deux rivières, on se trouvait sans retraite. D'après ces considérations, on doit juger du mauvais parti pris par le duc de Savoie et le prince Eugène. L'événement ne le justifie pas aux yeux du militaire éclairé.

Si les généraux français eussent assuré l'arrivée du convoi, s'ils eussent fait travailler un grand nombre de troupes à perfectionner les lignes entre le Pô et la Doire, s'ils eussent fait à la hâte plusieurs ponts sur cette rivière, en tenant une forte réserve prête à la passer dans le besoin, le duc de Savoie et le prince Eugène se fussent mal trouvés de s'être hasardés dans un pareil entonnoir, où ils eussent été battus, sans espoir d'aucune retraite.

La défense des lignes entre la Doire et le Pô, mal préparée, n'en fut pas moins très-vigoureuse de la part des troupes françaises; elles y firent des prodiges. Huit ou dix mille hommes attaqués par trente-cinq ou quarante mille, n'auraient pas dû tenir bien long-temps. Les troupes n'étaient point en assez grand nombre pour garnir tout l'espace; la droite n'allait pas jusqu'à la rivière; les ennemis, repoussés de

tous côtés, appercevant cet intervalle, y portèrent une colonne d'infanterie, suivie de la plus grande partie de leur cavalerie, qui prit en flanc et à dos les brigades qui résistaient avec tant de succès à ceux qu'elles avaient en face ; il fallut céder. Le duc d'Orléans y reçut deux blessures ; le maréchal de Marsin y fut blessé à mort.

Cependant cette première défaite laissait encore de grandes ressources : on avait perdu à peine deux mille hommes; on pouvait tirer des lignes depuis le Pô à la Doire; des troupes pouvaient se porter sur cette rivière, partie pour la border, l'autre pour la passer. M. d'Albergotti, à la tête de vingt mille hommes, sur la hauteur des Capucins, pouvait faire un détachement pour border la Stura ; dès-lors l'armée victorieuse eût essuyé un feu terrible sur ses flancs, et dans la confusion où elle était, elle se fût trouvée chargée par des troupes fraîches. Se fût-elle jetée dans Turin, et eût-elle réussi à y entrer? La faim eut sous peu de jours réduit la ville et l'armée. Se serait-elle jetée dans les Alpes? comment y aurait-elle vécu? Les Français en occupaient toutes les places.

Malheureusement M. de la Feuillade, trop incapable d'une résolution grande et vigoureuse, fut effrayé de sa position, et chercha honteusement dans la fuite le salut d'une armée qui aurait dû battre les Impériaux et les chasser de l'Italie. M. de la Feuillade abandonna tout; cent quarante pièces de canon, soixante mortiers, trente-cinq mille boulets, cent soixante-douze mille cartouches, cinq mille bombes. Il marcha vers Pignerol, où il arriva le 8. M. le comte Albergotti y arriva à peu près en même temps, en très-bon ordre, après avoir passé le Pô, la Stura et la Doire.

En même temps, et le même jour 8, le comte de Médavi battait le prince de Hesse à Castiglione.

Le duc d'Orléans avait laissé M. de Médavi sur le Mincio, pour observer le corps aux ordres du prince de Hesse. Celui-ci, se sentant supérieur en force à M. de Médavi, crut pouvoir entreprendre le siége du château de Castiglione delle Stivare. La prise de ce château devant faciliter au Landgrave une marche sur Bergame ou Brescia, M. de Médavi se détermina à le combattre pour sauver Castiglione.

Cette ville se trouve située dans des monticules qui sont au pied des Alpes, et qui s'alongent jusqu'au Mincio, auprès de Monzabano. Le landgrave pouvait, en continuant

son siége, obliger M. de Médavi à venir à lui en défilant dans ces monticules : dès-lors l'affaire aurait été beaucoup plus difficile ; mais dès l'instant où le landgrave eut l'avis de la marche de M. de Médavi, il se hâta de descendre dans la plaine, où il se mit en bataille. M. de Médavi en fit autant de son côté.

L'infanterie de la gauche des ennemis fit d'abord plier les Espagnols qui étaient sur la droite de M. de Médavi ; mais celui-ci ayant fait marcher sa seconde ligne, et en ayant tiré quelques bataillons pour remplacer les Espagnols, eut bientôt changé la face des choses, avec d'autant plus de facilité, que dans le même instant la cavalerie de la gauche ayant emporté celle de l'ennemi, l'infanterie, par une demi-conversion, s'était jetée sur le flanc de celle des Impériaux, et après avoir répandu dans tout le front le plus grand désordre, avait conquis le champ de bataille, tué, blessé ou fait prisonniers près de huit mille hommes, et pris tout ce qui était destiné à continuer le siége.

Ainsi, sous deux jours de différence, les Français furent battus à Turin dans leurs lignes, et ils battirent à Castiglione le landgrave de Hesse, qui voulut quitter les siennes; ce qui semble laisser de l'indécision sur la manière dont doit se comporter un général qui assiége une ville au moment où les ennemis marchent à lui pour l'attaquer ou pour jeter des secours dans la place.

Cette nouvelle de la victoire de Castiglione vint faire renouveler les reproches à l'armée de Turin, de ne s'être pas retirée dans l'intérieur de l'Italie ; mais ces censeurs qui critiquent si aisément dans leur cabinet, ou dans la société, comment auraient-ils fait pour assurer du pain à cette armée, qui en avait à peine pour vingt-quatre heures, et qui certainement n'en aurait trouvé nulle part pendant la longue marche nécessaire pour se rendre sur le Mincio ? Ont-ils prévu comment ils auraient pu faire arriver dans le Milanais les recrues qui étaient nécessaires ?.... Malgré leur sagacité, ces messieurs, d'après leurs combinaisons, auraient laissé ruiner l'armée, et se seraient ensuite soumis à une capitulation honteuse, pour la retirer de l'Italie. Sa retraite dans les gorges du Piémont, dont toutes les places fortes étaient occupées par les Français, mettait au contraire cette armée dans le cas de rentrer plus puissante, si le roi l'avait jugé à propos ; mais, au lieu de prendre ce parti, on signa, le 13 mars, un traité de suspension

d'hostilités dans la Lombardie, dans lequel les troupes du comte de Médavi, se montant encore à vingt mille hommes, devaient évacuer toutes les places où elles se trouvaient, et rentrer en France.

D'après ce traité, les troupes évacuèrent Milan, Crémone, la Mirandole, et mirent l'empereur en possession d'une grande étendue de pays; il occasionna aussi la perte du royaume de Naples, et bientôt après le ravage du Dauphiné et de la Provence.

Le duc de Savoie et le prince Eugène entrèrent dans ces provinces au mois de juillet 1707, par le col de Tende. Ces frontières n'ont jamais été défendues comme le sont la Flandre et l'Alsace, par plusieurs lignes de places de guerre.

Le roi de France devait voir avec indignation ce duc de Savoie, un an auparavant réduit à sa capitale, être sur le point de prendre Toulon et Marseille, grace à toutes les inconséquences du roi et de son conseil.

Toulon était assiégé et pressé; une flotte anglaise était devant le port et le bombardait; un peu plus de diligence, de précautions et de concert, auraient fait prendre Toulon, et bientôt après Marseille, qui était sans défense: on eut le temps d'envoyer des secours. Le pays

où se trouvaient les ennemis est sec, stérile, hérissé de montagnes; les vivres y sont rares, la retraite difficile; les maladies devinrent fréquentes; elles désolèrent l'armée ennemie; le siége de Toulon fut levé; la Provence et le Dauphiné délivrés, tant le succès d'une invasion est rare quand on n'a pas de grandes intelligences dans le pays: mais pour chasser les ennemis hors du royaume, il fallut réunir beaucoup de troupes. Il en eût moins fallu pour rétablir nos affaires en Italie et les remettre sur le même pied où elles étaient dans la campagne précédente; mais l'esprit de suite et de conduite n'était pas la vertu du roi ni de ses ministres.

Louis XIV s'était donc déterminé à signer avec l'empereur un traité, dans lequel il s'engageait à retirer ses troupes et celles de son petit-fils de la Lombardie et du Piémont: mais dans l'intention où il paraissait être par là de ne plus vouloir faire la guerre en Italie, il aurait dû au moins obtenir des puissances contractantes, par réciprocité, de ne plus attaquer la France du côté des Alpes: cependant la légéreté imprévoyante de ses ministres ayant négligé ces conditions importantes, les Piémontais et les Autrichiens vinrent mettre, comme on vient de le dire, le siége devant Toulon; et,

après avoir échoué dans ce projet si important pour eux, ils reprirent en Piémont la ville de Suse, et achevèrent de conquérir le royaume de Naples.

En 1708, les alliés prirent, en Flandre, Lille, Gand et Bruges; en Allemagne, il ne se passa rien d'important; les ennemis se bornèrent à s'approcher des lignes de Wissembourg; en Dauphiné, M. de Villars fut occupé, pendant toute la campagne, à empêcher le duc de Savoie et les Autrichiens de pénétrer en France. Pour y réussir, il s'était placé au fort Barreaux. Bientôt après, le duc de Savoie ayant échoué dans son projet de surprendre Briançon, après avoir brûlé le mont Genève, s'était jeté du côté de Sézanne. Le maréchal de Villars ayant marché de ce côté, y arriva le 10 août, et attaqua et emporta les deux villes de Sézanne, à la vue d'une partie de l'armée du duc de Savoie, qui se retira alors du côté d'Exiles, qui fut pris bientôt après, au moment où le maréchal marchait à son secours. Fenestrelles ne tarda pas à subir le même sort, malgré tous les mouvemens de M. de Villars pour conserver cette place.

Après la prise de Fenestrelles, le maréchal s'était retiré sur le mont Genève; la difficulté

de s'y procurer des vivres l'obligea de se porter sur Briançon; il envoya de là des détachemens dans les vallées de Barcelonette et de Quiéras, aux environs d'Embrun et de Mont Dauphin, pour garantir ces différens points, et entra en quartier d'hiver.

Les événemens de la guerre, occasionnés par la succession d'Espagne, fatiguaient également tous les peuples du midi de l'Europe. Philippe V, à la veille d'être dépouillé, avait trouvé, chez les Espagnols, des ressources qui le rendirent victorieux des Anglais et des Autrichiens, à la journée d'Almanza, le 25 avril 1707; mais toute la contrée était également dévastée par les Français, par les Anglais, par les Hollandais, par les Allemands. Le commerce était anéanti; les campagnes restaient en friche; les grandes routes disparaissaient sous les ronces; les flottes des Indes, presque toujours interceptées, n'apportaient plus le tribut ordinaire de leurs richesses; une désolation générale annonçait la dissolution de cet empire ébranlé depuis long-temps.

L'Italie s'était vainement flattée de jouir des douceurs de la paix, lorsque les Français auraient repassé les Alpes; les Autrichiens, maîtres du Milanais et du royaume de Naples,

menaçaient d'asservir la péninsule entière; Clément XI et le grand duc de Toscane, Côme III, voyaient leurs états à la veille d'être envahis; les Impériaux s'étaient répandus dans le Boulonais, dans le Ferrarois, dans la Romagne; l'empereur Joseph avait confisqué le Mantouan à son profit, dépouillé le duc de la Mirandole, et fait présent de son état au duc de Modène.

Le duc de Parme, qui relevait du saint siége, fut sommé de faire hommage à l'empereur, et de lui payer un tribut; la cour de Vienne inquiétait le duc de Savoie au sujet des provinces qu'elle avait promis de lui céder en Lombardie; les fiefs des Langhes, situés entre les rivières d'Orba et de Tanaro, en faisaient partie. Joseph, pour les garder, s'était fait représenter par les états du pays, que ces fiefs relevant immédiatement de l'Empire, ne pouvaient être aliénés sans un rescript de la diète de Ratisbonne; Rome même était menacée, sous prétexte que le pape ayant reconnu Philippe V en qualité de roi d'Espagne, devenait, par ce procédé, ennemi de l'Empire. Clément XI, après de vaines remontrances, leva une petite armée, sous le commandement du comte de Marsigli, et menaça l'empereur de l'anathême.

Ce n'était plus le temps où les foudres ecclé-

siastiques ébranlaient l'Europe. Il circulait dans Rome un manifeste, dans lequel la puissance temporelle des papes était sapée par ses fondemens : on y posait en principe que les empereurs ne pouvaient aliéner aucun domaine impérial sans le consentement de l'Empire. En conséquence, toutes les donations faites à l'église romaine par les empereurs, s'arguaient de nullité. Ce manifeste était soutenu par un corps de troupes protestantes, commandées par le prince de Hesse-Cassel. L'armée du pape fut bientôt dispersée. Les soldats protestans, vivant à discrétion dans les environs de Rome, forcèrent le pontife de se soumettre, les armes à la main, aux conditions prescrites par Joseph. Le pape fut contraint de congédier son armée, de ne garder que cinq mille hommes dans tout l'état ecclésiastique, pour le maintien de la police; de nourrir les troupes impériales, d'abandonner Commachio aux Autrichiens, et de reconnaître l'archiduc en qualité de roi d'Espagne.

Joseph Ier, qui pressait l'Italie, était lui-même pressé sur les frontières orientales de l'Autriche. Les Hongrois ravageaient la Moravie; la cour ottomane, neutre en apparence, favorisait secrètement les Hongrois révoltés; ils s'étaient rendus maîtres de la ville de Gran,

et, dans une diète tenue en 1707, le trône avait été déclaré vacant. Les généraux allemands se trouvaient réduits à défendre les places fortes qui restaient encore dans la Hongrie; les Cercles de l'Empire murmuraient contre une guerre qui produisait un aussi mauvais effet.

La paix était sur-tout nécessaire à la France. Les Autrichiens avaient été chassés de la Provence; le maréchal de Villars couvrait l'Alsace et la Lorraine; Vendôme se soutenait dans les Pays-Bas : mais les finances étaient entièrement épuisées; il commençait à être très-difficile de recruter les armées.

L'Angleterre n'était guère plus heureuse. Les dissentions intérieures dévoraient cet empire; les Irlandais, affaiblis par leurs pertes, cachaient leur mécontentement : mais les Écossais ne craignaient pas de le faire paraître. Les divisions entre les deux nations parurent s'éteindre en 1706. Des commissaires respectifs signèrent, le 6 août, un traité qui réunissait l'Angleterre et l'Écosse, pour faire un seul royaume; mais cet acte n'avait pas l'approbation de tous les Écossais : ceux-là seuls gagnés par l'argent des Anglais en soutenaient l'avantage, tous les autres gémissaient d'un acte qui assujettissait l'Écosse à l'Angleterre.

Le cruel hiver de 1709 acheva de désoler l'Europe. Il n'y eut presque point d'espérance de récolte; la calamité était générale. Mais les Anglais et les Hollandais, maîtres de la mer, se procuraient des subsistances sur les côtes d'Afrique et en Égypte, tandis que les Français et les Espagnols, dont la marine était presque détruite, ne jouissaient pas de ce précieux avantage.

Charles XII venait d'être battu à Puttava, en juillet 1709; le maréchal de Villars venait de battre les alliés à Malplaquet; [1] M. de Berwick, chargé cette année de la défense des Alpes, avait pris un plan différent de celui de M. de Villars. Après avoir fortifié Briançon, il y avait fixé le centre de ses forces : pour assurer ses communications sur sa droite, du côté du Var, il avait placé un camp à Tournoux, dans la vallée de Barcelonette; pour sa gauche, il en avait placé un autre au fort Barreaux. Dans cet état, il se trouvait à portée de parcourir rapidement sa ligne de défense de Genève à Nice, et de porter des secours par-tout où il pouvait être attaqué, fort de ses trois camps principaux et de la distribution de ses différens postes.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).

Le comte de Thaun, qui commandait les Impériaux, s'étant convaincu de l'impossibilité de déposter le maréchal de Briançon, et de pénétrer dans la Maurienne, s'était décidé à se porter du côté de la Tarentaise; mais, les positions occupées par le maréchal ayant rendu trop dangereux pour le comte de Thaun des mouvemens hostiles, le général Rebinder ayant été battu auprès d'Exiles par M. Dillon, et le comte de Mercy à Rumersheim, dans la haute Alsace,[1] par le comte Dubourg, le général autrichien se détermina à retourner en Piémont, ne voyant plus d'apparence de réussir dans aucun de ses desseins.

Malgré ces avantages, Louis XIV avait envoyé des négociateurs à la Haye. Le monarque offrait d'abandonner Philippe V à sa fortune, et d'accorder aux Hollandais la barrière exigée par eux dans les Pays-Bas; les alliés demandaient à Louis XIV d'abandonner aux Hollandais toutes les places fortes qui couvraient les frontières de Picardie; aux Allemands l'Alsace, les trois Évêchés et la Franche-Comté : ils voulaient aussi joindre les troupes de la France aux leurs, pour détrôner Philippe V.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

Le congrès fut rompu, les Français succombaient sous le poids des impôts; mais l'indignation qu'inspirait le démembrement de la France, demandé par les alliés, suppléait aux ressources qui manquaient : tous les corps, tous les particuliers aisés, offraient celles dont ils pouvaient disposer. On retira d'Espagne les troupes françaises, les frontières furent protégées.

En 1710, les succès des alliés se bornèrent en France à la prise des villes de Béthune, Douay, Aire et Saint-Venant. La campagne n'eut rien de remarquable en Allemagne; M. de Berwick rendit inutiles, comme l'année précédente, toutes les tentatives du comte de Thaun. En Espagne, Philippe V se défendait avec beaucoup de difficultés, malgré les efforts des Castillans en sa faveur. Ce prince, attribuant ses pertes à l'inhabileté de ses généraux, avait demandé le duc de Vendôme à Louis XIV. Ce général gagna, le 10 décembre 1710, la bataille de Villa-Viciosa : les affaires de l'archiduc déclinèrent depuis lors en Espagne.

Pendant ces vicissitudes, l'empereur Joseph Ier était mort le 17 avril 1710, sans laisser de postérité mâle. L'archiduc Charles, son

frère, réunissait sur sa tête les états héréditaires de la maison d'Autriche. Cet événement rendit la paix au midi de l'Europe, en changeant les dispositions générales des esprits.

Le but des Anglais avait été d'empêcher Louis XIV de gouverner l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, et sur-tout de profiter de tout le commerce d'Amérique, sous le nom de son petit-fils; ils n'avaient garde de réunir tant d'états aux vastes héritages de la maison d'Autriche. La campagne de 1711 coûtait sept millions sterlings à la Grande-Bretagne : devait-elle continuer de se ruiner pour enrichir la Hollande et l'Autriche ? Un prince de la maison de Bourbon, assis sur le trône d'Espagne, privé des états espagnols dans les Pays-Bas et dans l'Italie, ne laissait rien à craindre. Il n'en était pas de même d'un héritier de la maison d'Autriche, réunissant à ses possessions d'Allemagne les états de Charles II. On donna donc l'Espagne et les Indes à Philippe V, et les autres possessions espagnoles à l'Autriche.

L'archiduc Charles, ayant fait son entrée dans Francfort le 18 décembre 1711, fut couronné deux jours après sous le nom de Charles VI.

La reine Anne mourut sans postérité, en

1714; l'électeur d'Hanovre fut reconnu roi de la Grande-Bretagne, sous le nom de Georges Ier.

A peine les premiers pas étaient faits pour une réconciliation entre la cour de Paris et celle de Londres, déjà le duc de Marleborough avait été privé de tous ses emplois, le duc d'Ormond était venu commander en Flandre l'armée anglaise, au moment où le congrès d'Utrecht ouvrait ses séances en 1712.

Le prince Eugène, chargé du commandement de l'armée combinée, voulut assiéger Cambrai; le duc d'Ormond refusa d'y participer.

Malgré cette défection, le prince Eugène fit le siége de Landrecies. Le maréchal de Villars voulait secourir cette place; mais, trouvant le prince Eugène trop bien retranché, il se détermina à forcer le poste de Dénain, qui favorisait les convois pour Landrecies. Les dispositions qui précédèrent cette journée firent autant d'honneur à ce général que la victoire même. Dénain fut forcé le 24 juillet 1712.[1]

Les conférences d'Utrecht se continuaient avec des vues différentes. Les plénipotentiaires

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

de France et d'Angleterre, décidés à la paix, appuyaient les conditions raisonnables faites aux alliés; ceux de l'empereur et des états-généraux cherchaient les moyens de continuer la guerre.

Malgré ces discordances apparentes, le traité d'Utrecht fut signé le 11 avril 1713. [1]

L'Angleterre et la Hollande avaient fait de vains efforts pour convaincre les Autrichiens de la nécessité de concourir à la paix générale. Non seulement Charles VI rejetait les conditions qui lui étaient offertes, mais son ministre sortit d'Utrecht, après avoir protesté contre les opérations du congrès. La France fut donc obligée de continuer la guerre contre l'Allemagne; mais la neutralité de toutes les puissances contractantes dans le traité d'Utrecht écarta de l'Italie toutes les opérations hostiles. Le maréchal de Villars, après avoir pris Spire, Worms et quelques autres villes du Palatinat, passe le Rhin, bat le général Vaubonne, le 16 novembre, dans ses retranchemens; se rend maître de Fribourg, et ravage le Brisgaw.

Ces événemens déterminèrent enfin l'empereur à faire la paix; elle fut conclue dans Ras-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

tadt par le prince Eugène et le duc de Villars, qui se conformèrent à ce qui avait été offert ou arrêté à Utrecht.

Ce fut dans ces intervalles que mourut Louis XIV, le 1er septembre 1715. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

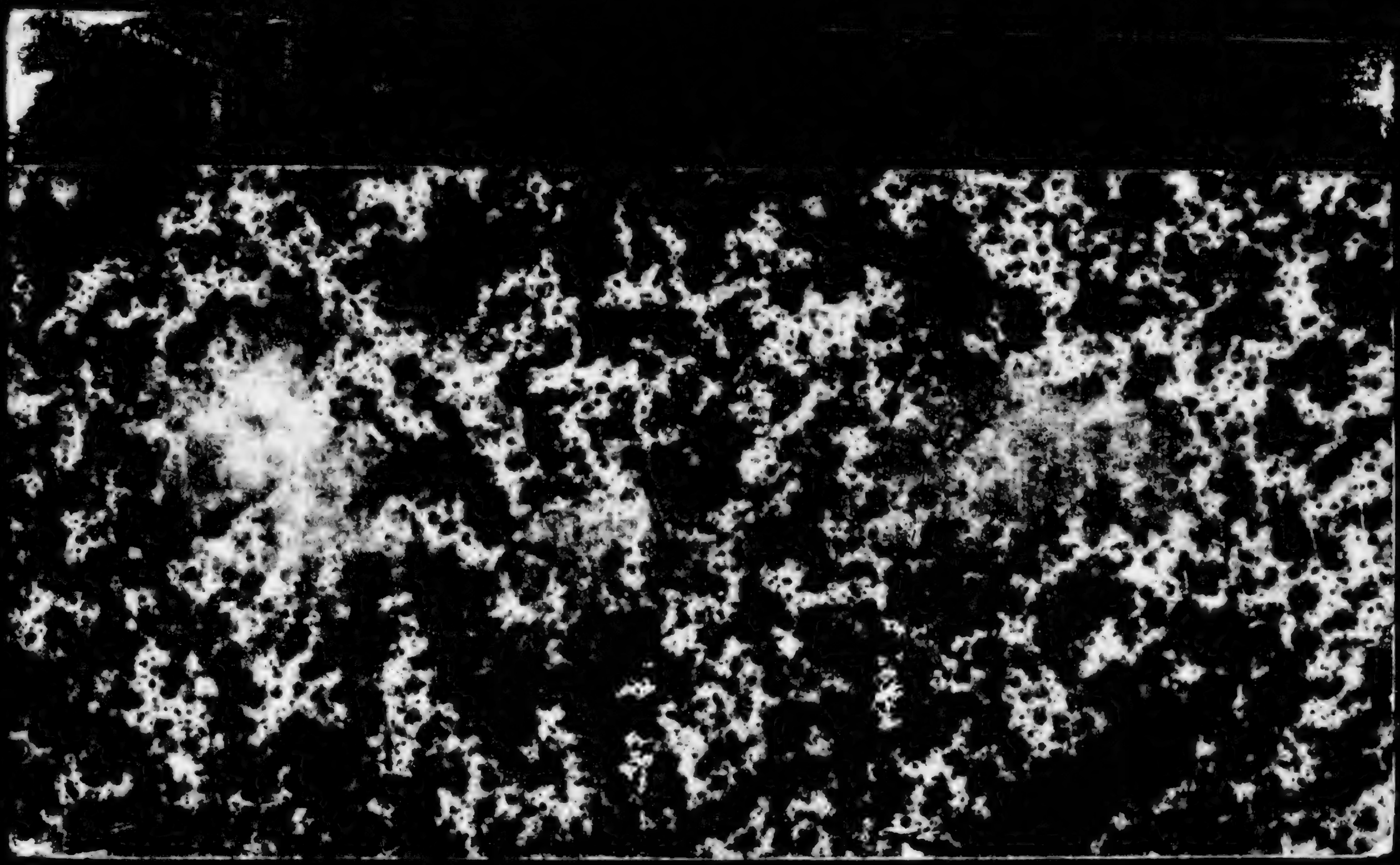
FIN DU LIVRE SEIZIÈME.

945 J87
Jubé 3'
Hist. des guerres en Italie

COLUMBIA UNIVERSITY
0032190930

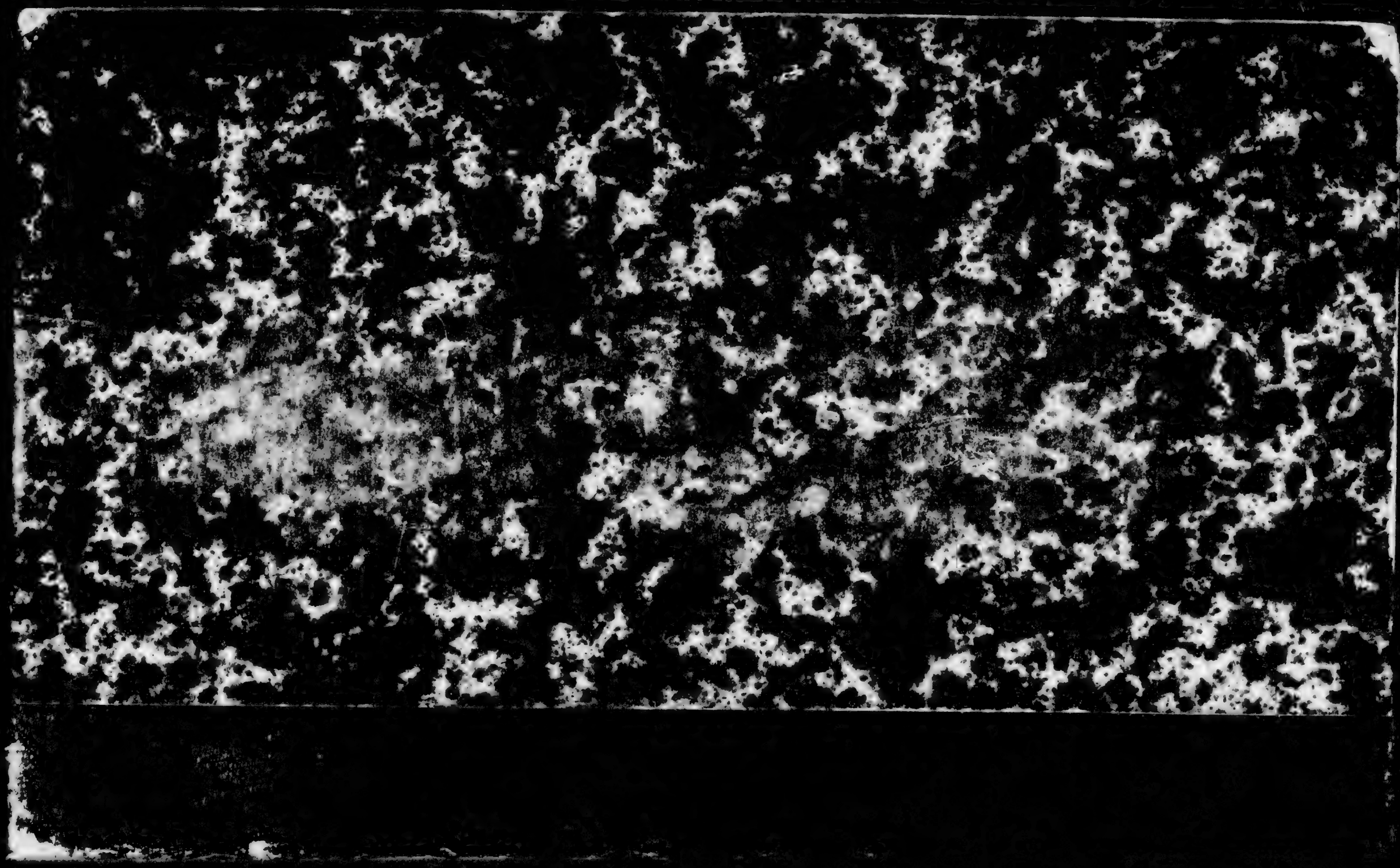
945 J87
Tubé 3'
Hist. des guerres en Italie

COLUMBIA UNIVERSITY
0032190930



VOLUME 3

PART 2



945 J87
32

Columbia University
in the City of New York
Library

Special Fund for History
1898
Given by
Seth Low

HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE,

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain;

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ex-Adjud. gén. Auguste JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Joseph SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME III. — IIe PARTIE.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

AN XIII — 1805.

COLUMBIA
UNIVERSITY
LIBRARY

GUERRES EN ITALIE.

350181

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Le duc d'Orléans régent du royaume. — Conspiration d'Alberoni. — Mort de Clément XI. — Élection d'Innocent XIII. — Benoît XII le remplace. — Mort du duc d'Orléans. — Élection de Clément XII. — Abdication de Victor-Amédée. — Le roi de Prusse fait emprisonner son fils. — Dom Carlos est investi des duchés de Parme et de Plaisance. — Recherches sur la Corse. — Le maréchal de Villars est nommé pour commander l'armée en Italie. — Ses idées sur cette campagne. — Réflexions. — Ghiera-d'Adda capitule. — Pizzigithone se rend, ainsi que Crémone. — Après la prise de plusieurs autres villes, l'armée entre dans ses quartiers. — Projets du maréchal de Villars. — Commencement de la nouvelle campagne. — Ils sont tous contrariés par le duc de Savoie. — Réflexions sur les opérations ultérieures du maréchal de Villars. — Il quitte l'armée d'Italie. — M. de Coigny le remplace. — Opérations militaires. — Bataille de l'armée gagnée par les Français. — Les Impériaux les surprennent sur la Sesia. — Les Français battent les Impériaux à Guastalla. — Ils continuent de se tenir sur la défensive, malgré leur supériorité en nombre et le gain de deux batailles. — M. de Maillebois est obligé de lever le siége de la Mirandole. — Réflexions sur les opérations militaires des Français après la levée de ce siége. — Le duc de Savoie continue de les contrarier. — M. de Coigny part pour Versailles. — M. de Noailles le remplace. — Nouveaux projets de campagne. — Réflexions. — Les troupes prennent des quartiers de rafraîchissement. — Discussions sur les opérations, en rentrant en campagne. — Mésintelligence entre les généraux des alliés. — Tout est terminé par la signature de la paix, le 18 novembre 1738. — Thamas-Kouli-Kan.

IIe PARTIE.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Depuis la mort de Louis XIV jusqu'à celle de Charles VI.

Du 10 septembre 1715 au 20 octobre 1740.

Au moment où Louis XIV terminait une longue carrière pendant laquelle il avait occasionné de si grands maux en Europe, et surtout en France, la puissance de la Russie, qui s'affermissait chaque jour davantage dans le Nord, était à peu près ignorée en France, en Italie et en Espagne.

La Suède, ancienne alliée de la France, et autrefois la terreur de la maison d'Autriche, ne pouvait plus se défendre contre les Russes.

Un simple électorat d'Allemagne commençait à devenir une nation prépondérante; le second roi de Prusse, avec de l'économie, une armée et de grands talens, jetait les fondemens d'une puissance absolument inconnue auparavant.

La Hollande jouissait encore d'une certaine considération.

L'Angleterre, agitée d'abord par quelques

troubles, conservait toute sa force et toute son influence.

Les états de la maison d'Autriche souffrirent sous Charles VI; la plupart des princes de l'Empire firent fleurir les leurs.

L'Espagne respirait sous Philippe V.

L'Italie jouissait d'une assez grande tranquillité.

La Turquie, qui aurait pu profiter de la guerre de 1701 pour attaquer l'empire d'Allemagne, avait attendu l'époque de la paix générale pour commencer des hostilités contre les chrétiens.

Louis XV était un enfant; le parlement donna la régence au duc d'Orléans. Il avait cassé le testament de Louis XIII; il cassa celui de Louis XIV, et donna à un petit-fils de France la puissance absolue : dès-lors la face des affaires changea entre les princes chrétiens.

La bonne intelligence de la France et de l'Espagne, si fort redoutée, fut rompue dès l'instant où Louis XIV eut les yeux fermés; le duc d'Orléans s'unit étroitement avec l'Angleterre, et rompit ouvertement avec la maison de Bourbon qui régnait à Madrid. Ainsi, après la mort de Louis XIV, toutes les vues, toutes les négociations, toute la politique,

changèrent dans sa famille et chez tous les princes.

Le cardinal Alberoni, premier ministre en Espagne, résolut de bouleverser l'Europe, et fut sur le point d'en venir à bout. Il voulait réunir à l'Espagne la Sardaigne, qui était alors à l'empereur, et la Sicile, dont les ducs de Savoie étaient en possession depuis la paix d'Utrecht; il voulut changer la constitution de l'Angleterre, pour l'empêcher de s'opposer à ses desseins; il était prêt, pour la même raison, d'exciter en France une guerre civile; il négociait, à la fois, à la Porte Ottomane, en Russie, avec Charles XII, qui, réuni au czar, devait mener le prétendant en Angleterre.

La fortune fit évanouir tous ces vastes projets; les conspirations d'Alberoni contre la France furent découvertes; Charles XII fut tué en Norwége. Les Turcs firent la paix avec Charles VI et l'empereur; la Hollande, le régent de France et le roi George se réunirent contre l'Espagne : dès-lors tous les projets du cardinal Alberoni furent déconcertés; ce ministre, regardé six mois auparavant comme un grand homme d'état, passa pour un téméraire ou un brouillon. Ainsi se succèdent, sur la surface de la terre, quelques hommes unique-

ment occupés à augmenter les maux de l'humanité ; et cependant on leur donne le nom de grands pour avoir fatigué leurs contemporains de leurs sottises ou de leur ambition. Si, dans le même temps, quelques ames sensibles veulent s'occuper du soulagement ou du bonheur de leurs semblables, on traite leurs desseins de folie, ces hommes vertueux sont obligés de se cacher pour faire le bien, trop heureux s'ils ne sont pas en butte aux persécutions : à peine la tardive postérité leur rend-elle justice.

Cependant il résulta de tous les grands desseins d'Alberoni, la cession de la Sicile à l'empereur Charles VI, et de la Sardaigne aux ducs de Savoie.

Le pape Clément XI mourut quelque temps après, le 19 mars 1721. Le principal événement de son pontificat fut la trop fameuse bulle *Unigenitus*, contre le livre des réflexions morales de Quesnel, qui donna naissance à tant de divisions en France. Ce pontife forma une congrégation des plus habiles astronomes d'Italie, pour soumettre à leur examen le calendrier grégorien. Malgré quelques défauts, les difficultés de le corriger le firent conserver. La conduite de Clément XI, pendant la guerre de la succession, fut faible et

timide ; il ne pouvait en tenir une différente, sans exposer ses états à être dévastés par les différens concurrens ; il reçut à Rome le prétendant au trône d'Angleterre ; le cardinal Michel-Ange Conti lui succéda, sous le nom d'Innocent XIII ; il fut remplacé, deux ans après, par le cardinal Vincent-Marie Arsini, sous le nom de Benoît XIII.

Le duc d'Orléans, régent de France, était mort le 2 décembre 1723. Philippe V avait abdiqué, et repris sa couronne ; mais ce qui étonna le plus toutes les cours de l'Europe, ce fut de voir quelque temps après, en 1724 et 1725, Philippe V et Charles VI, autrefois si acharnés l'un contre l'autre, alors étroitement unis, et les affaires sorties de leur route naturelle, au point de voir le ministère de Madrid gouverner la cour de Vienne ; et cette cour, qui avait toujours eu l'intention de fermer à la maison française d'Espagne tout accès dans l'Italie, se laisser entraîner loin de ses propres sentimens, et recevoir un fils de Philippe V et d'Élisabeth de Parme dans cette même Italie, dont elle voulait exclure tout Français et tout Espagnol.

Ainsi, pour faire investir dom Carlos de Parme, de Plaisance et du grand duché de Tos-

cane, il en coûta à l'Espagne deux cent mille pistoles données à Vienne.

Tout était étrange dans cet accord; deux maisons ennemies qui s'unissaient, sans se fier l'une à l'autre; les Anglais qui, ayant tout fait pour détrôner Philippe V, étaient les médiateurs de ce traité; le Hollandais Riperda qui le signait, et Charles VI, qui ne tarda pas à s'en repentir.

On s'était assemblé à Cambrai, on s'était assemblé à Soissons, on avait fait des traités de Vienne, d'Hanovre, de Séville, et on était bien éloigné de s'entendre; la paix n'était affermie nulle part.

Benoît XIII, dont la vie sur le trône pontifical avait été celle d'un moine fanatique, venait d'être remplacé par le cardinal Orsini, sous le nom de Clément XII.

Victor-Amédée avait abdiqué le 2 septembre 1730.

Frédéric-Guillaume faisait arrêter et emprisonner son fils, qui lui succéda dix ans après.

Le sultan Achmet III venait d'être dépossédé et enfermé au vieux sérail.

La mort du duc de Parme, Antoine Farnèze, arrivée le 10 février 1730, sans laisser de postérité, donnait ouverture au droit de succession éventuelle accordée à dom Carlos.

Le roi d'Espagne, fatigué de la marche tortueuse de l'empereur, le pressait de remplir ses engagemens.

La cour de Paris avait ordonné à son ambassadeur à la Haye, de concerter avec les états généraux et l'ambassadeur d'Angleterre, les mesures qui pouvaient arrêter la guerre d'Italie. Pendant qu'on négociait, la cour de Londres trancha le nœud de la difficulté, en s'adressant directement à l'empereur : elle offrit, de concert avec le gouvernement batave, de garantir la Pragmatique Sanction, à condition de supprimer la compagnie d'Ostende, et d'accorder sans restriction, à dom Carlos, l'investiture des duchés de la Toscane et de Parme.

A cette proposition tous les obstacles disparurent; le traité entre les cours de Vienne et de Madrid fut signé le 16 mars 1731. L'Europe fut alors délivrée de ces négociations inutiles dont elle était tourmentée depuis la conclusion du traité d'Utrecht; elles commençaient à former un chaos où les plus adroits diplomates n'auraient enfin rien compris.

En vain Clément XII protesta solennellement, dans le consistoire, contre tout ce qui

s'était fait à Madrid et à Vienne, relativement aux duchés de Parme et de Plaisance, qu'il prétendait dévolus au saint siége par l'extinction de la maison Farnèze, à laquelle Paul III avait inféodé ces états : en vain il fit signifier ses protestations aux habitans de Parme, avec défense, sous peine d'excommunication, de reconnaître d'autre souverain que celui qui leur serait donné par le saint siége. Ces bulles, qui auraient embrasé l'Europe trois siècles auparavant, ne faisaient alors aucune sensation.

Le roi d'Angleterre se hâta de communiquer à la cour de Madrid ses engagemens; Philippe V y souscrivit. Le grand duc de Toscane ayant protesté contre ces différens arrangemens, la duchesse douairière de Parme déclara sa grossesse imaginaire. Six mille Espagnols embarqués à Barcelone sur une escadre anglaise, prirent terre à Livourne, furent mis en possession de Parme et de Plaisance : on croyait toutes les contestations terminées; on se trompait.

L'empereur faisait une nouvelle difficulté d'accorder à dom Carlos la dispense nécessaire par les lois de l'Empire, pour en posséder les fiefs. Charles VI, qui avait consenti, malgré lui, à l'établissement du prince espagnol, y mettait un nouvel obstacle.

Cependant dom Carlos était venu gouverner ses nouveaux états; il fut reçu à Florence comme l'héritier du grand duché, et fixa sa résidence à Parme; mais la tergiversation de l'empereur forçait la cour de Madrid de rester armée. Le duc de Savoie entrait volontiers dans les intérêts de l'Espagne et de la France; les autres états d'Italie avaient gémi trop long-temps sous l'oppression des Allemands, pour ne pas desirer l'abaissement de la maison d'Autriche; mais leur état de faiblesse les forçait à la plus absolue neutralité.

Depuis plusieurs années, la cour de Vienne sollicitait la diète de Ratisbonne de donner à la Pragmatique Sanction l'autorité de loi de l'Empire. La diète conclut enfin, par un arrêté du 11 janvier 1732, la garantie de cet ordre.

On commençait à parler de l'insurrection des Corses contre les Génois, dont les suites opérèrent la réunion de cette île à la France.

Les Génois ayant commencé à s'établir dans l'île de Corse au douzième siècle, en étaient entièrement les maîtres au commencement du quatorzième.

Les Corses, qui portaient avec peine le joug de la république de Gènes, voulurent souvent

le secouer ; mais, toujours désunis et sans discipline, les insulaires fournirent aux Génois des occasions de cimenter leur puissance. Cependant la famille Dornano osa former le noble projet de rendre la liberté à sa patrie ; ses efforts généreux ne furent pas couronnés du succès ; les Génois les traitèrent de crime de haute trahison, et augmentèrent le poids des chaînes qui accablaient cette malheureuse nation. Une haine indestructible, une invincible antipathie s'établit alors entre eux et leurs tyrans ; ce fut une seconde nature. Félix Pinelli était commissaire général en Corse, au moment où le mécontentement des Corses, parvenu à son comble, produisit un soulèvement universel. On alluma des feux sur toutes les montagnes ; on sonna par-tout le tocsin ; les vallées retentirent du bruit des cornets des pâtres, qui furent, dans cette occasion, le signal de la discorde. Les agriculteurs et les bergers, rassemblés de toutes parts, enfoncent les dépôts des armes établis par la république ; ils choisissent un chef ; ils arborent l'étendard de la liberté, et marchent à Bastia, au nombre de quatre mille hommes. La ville est emportée ; on insulte le château. L'évêque d'Alleria harangue les rebelles ; les insurgés consentent à évacuer la ville ; l'évêque

s'engage à exiger du sénat de Gènes le redressement de leurs griefs.

Les Corses, instruits du refus du sénat de Gènes, de rendre la justice dont l'évêque d'Alleria s'était rendu garant, descendent de nouveau de leurs retraites, s'emparent de tous les postes, et publient un manifeste, dans lequel ils menacent de se porter aux dernières violences, si, dans le cours de six semaines, les Génois ne préviennent, par des satisfactions convenables, l'effet de leur ressentiment.

Une atrocité du président de Bastia fit échouer les espérances d'arrêter ces troubles naissans. Ce magistrat avait écrit à Pompiliani, qui était à la tête des Corses, de se rendre à Bastia, dont il était prêt de lui ouvrir les portes, et celles de la citadelle.

Pompiliani avait servi, avec distinction, dans les troupes étrangères ; son génie était plein de ressources ; ses soldats avaient en lui une entière confiance, et les Génois, qui redoutaient son habileté, desiraient ardemment de s'en défaire.

Des affaires pressantes empêchèrent heureusement Pompiliani de se rendre à Bastia ; il envoya Fabio Filingieri, un de ses lieutenans, avec quatre cents hommes. Au signal convenu,

les portes de la citadelle s'ouvrent, les Corses s'avancent avec sécurité; mais à peine ont-ils pénétré plus avant, ils sont investis et tous massacrés : on excepte Fabio; on le réservait pour une mort plus affreuse; on le prenait pour Pompiliani. Revenu de cette erreur, on le traîne devant un conseil à Bastia; il est condamné à mort; on le fusille; son cadavre est traîné dans les rues; on l'écartelle, et ses membres sont exposés aux portes des villes dont les Génois étaient les maîtres.

Mille voix apprennent cependant aux Corses le massacre de Bastia, et sollicitent la vengeance. Pompiliani fait mettre le feu à la maison du président de Bastia, située hors de la ville : les environs d'Ajaccio, de Calvi et de Bastia, sont dévastés; mais Pompiliani disparaît, et son successeur Alvarino, trop peu capable de le remplacer, tombe dans le mépris.

Cependant les Génois, ne se croyant pas en état de subjuguer les Corses, implorent le secours de l'empereur, qui, en s'engageant à favoriser les Génois, fermait cette porte de l'Italie aux Français et aux Espagnols.

Quatre mille hommes de troupes allemandes étaient arrivés, le 9 août 1731, dans le port de Bastia. Le colonel Vela, qui commandait huit

cents Génois dans la place, s'étant joint aux Impériaux, on força les Corses à lever le blocus. L'embrasement de plusieurs villages où les insulaires avaient rassemblé des magasins, fut le fruit de cette action.

Alvarino, regardé comme un homme sans talens, fut déposé du généralat. On lui donna pour successeur Philibert Evaristo Ciatten. Les insurgés, convaincus, par leurs défaites, de ne pouvoir tenir la plaine devant les troupes allemandes, se retranchèrent derrière les montagnes de Vescovato, et résolurent de sortir de là pour dresser des embûches à leurs ennemis, ou pour dévaster leurs terres.

Le général autrichien, convaincu de l'impossibilité de forcer les retranchemens des Corses avec le peu de troupes à ses ordres, sollicita et obtint deux mille Allemands et quelques compagnies suisses envoyées de Gènes : alors il osa attaquer les Corses, mais il fut repoussé dans les gorges des montagnes, avec plus de douze cents hommes, au passage du Golo.

Depuis cet échec, on se détermina à réduire les Corses, en ravageant leurs terres; une dévastation barbare fut le résultat de cette expédition, également funeste aux deux partis. Les pertes essuyées par les Allemands en plusieurs

rencontres, jointes aux maladies causées par le climat et la mauvaise nourriture, ayant diminué le nombre de leurs troupes, ils furent obligés d'abandonner la plupart de leurs postes.

Giafferi avait succédé à Evaristo Ciatten ; il employa la saison de l'hiver à exercer environ sept mille Corses, et, dès les premiers jours de printemps, il marcha vers Sartene, qui était restée fidelle aux Génois. Les habitans de la ville, sortis de leurs murailles, attendaient les insurgés en ordre de bataille. Le général allemand marchait à leur secours.

On s'attaqua de part et d'autre avec intrépidité. Le combat se soutient avec cet acharnement si commun dans les guerres civiles. Les Impériaux et les Génois arrivent au nombre de trois mille quatre cents hommes ; les insurgés continuent de se battre avec le sang froid des troupes les plus expérimentées. Le général allemand s'étonne du bon ordre des Corses et de leur courage ; les Allemands prodiguent leur feu ; les premiers rangs des Corses s'éclaircissent ; ceux qui survivent ne veulent pas reculer ; ils prennent alors la magnanime résolution de se jeter, le poignard à la main, dans les rangs des Allemands qui fuient épouvantés ; les insurgés les poursuivent plus d'une

lieue ; les Sarteniens, abandonnés de leurs alliés, ouvrent leurs portes à Giafferi ; et depuis, réunis sous les mêmes drapeaux, ils deviennent les ennemis les plus acharnés des hommes qui voulaient asservir leur patrie.

L'empereur, assuré de la paix par le traité de Vienne, fit passer en Corse de nouvelles troupes, sous les ordres du prince Wirtemberg. On proposa des arrangemens ; mais pendant leur discussion, dans un congrès ouvert à Corte, la mort du roi de Pologne, donnant un nouveau cours à la politique de l'Europe, força Charles VI à retirer ses troupes de la Corse : alors le parti des insurgés fut absolument dominant dans l'île ; les troupes génoises, battues dans toutes les rencontres, se renfermèrent dans les places maritimes.

Le roi Stanislas fut élu roi de Pologne pour la seconde fois ; mais, par les intrigues de Charles VI, l'électeur de Saxe, son neveu, l'emporta sur son concurrent. La politique exigeait alors une vengeance ; elle devait tomber sur l'empereur ; on l'exécuta efficacement en Allemagne et en Italie. La France s'unit avec l'Espagne et la Sardaigne : ces trois puissances avaient leurs intérêts divers, qui, tous, concouraient au même but d'affaiblir l'Autriche. On

rencontres, jointes aux maladies causées par le climat et la mauvaise nourriture, ayant diminué le nombre de leurs troupes, ils furent obligés d'abandonner la plupart de leurs postes.

Giafferi avait succédé à Evaristo Ciatten ; il employa la saison de l'hiver à exercer environ sept mille Corses, et, dès les premiers jours de printemps, il marcha vers Sartene, qui était restée fidelle aux Génois. Les habitans de la ville, sortis de leurs murailles, attendaient les insurgés en ordre de bataille. Le général allemand marchait à leur secours.

On s'attaqua de part et d'autre avec intrépidité. Le combat se soutient avec cet acharnement si commun dans les guerres civiles. Les Impériaux et les Génois arrivent au nombre de trois mille quatre cents hommes ; les insurgés continuent de se battre avec le sang froid des troupes les plus expérimentées. Le général allemand s'étonne du bon ordre des Corses et de leur courage ; les Allemands prodiguent leur feu ; les premiers rangs des Corses s'éclaircissent ; ceux qui survivent ne veulent pas reculer ; ils prennent alors la magnanime résolution de se jeter, le poignard à la main, dans les rangs des Allemands qui fuient épouvantés ; les insurgés les poursuivent plus d'une

lieue ; les Sarteniens, abandonnés de leurs alliés, ouvrent leurs portes à Giafferi ; et depuis, réunis sous les mêmes drapeaux, ils deviennent les ennemis les plus acharnés des hommes qui voulaient asservir leur patrie.

L'empereur, assuré de la paix par le traité de Vienne, fit passer en Corse de nouvelles troupes, sous les ordres du prince Wirtemberg. On proposa des arrangemens ; mais pendant leur discussion, dans un congrès ouvert à Corte, la mort du roi de Pologne, donnant un nouveau cours à la politique de l'Europe, força Charles VI à retirer ses troupes de la Corse : alors le parti des insurgés fut absolument dominant dans l'île ; les troupes génoises, battues dans toutes les rencontres, se renfermèrent dans les places maritimes.

Le roi Stanislas fut élu roi de Pologne pour la seconde fois ; mais, par les intrigues de Charles VI, l'électeur de Saxe, son neveu, l'emporta sur son concurrent. La politique exigeait alors une vengeance ; elle devait tomber sur l'empereur ; on l'exécuta efficacement en Allemagne et en Italie. La France s'unit avec l'Espagne et la Sardaigne : ces trois puissances avaient leurs intérêts divers, qui, tous, concouraient au même but d'affaiblir l'Autriche. On

promit le Milanais à Charles-Emmanuel ; le roi d'Espagne ne se bornait pas à Parme et Plaisance pour ses enfans ; le roi de France voulait l'abaissement de ses ennemis et le succès de ses alliés.

Mais le ministère français avait tellement convaincu toutes les puissances de l'Europe de sa modération et de son équité, qu'elles regardèrent tranquillement ses succès rapides.

Le maréchal de Berwick fut envoyé sur le Rhin, dont il fut bientôt le maître ; le maréchal de Villars, nommé général des armées françaises en Italie, travailla avec M. d'Angervilliers, pour former l'armée qui devait entrer en Piémont, composée de quarante-cinq bataillons et soixante escadrons, faisant quarante mille hommes au complet. Ce général avait beaucoup insisté au conseil, sur l'extrême conséquence de s'opposer, le plus tôt possible, aux secours qui seraient infailliblement envoyés par l'empereur en Italie. S'ils peuvent disputer la conquête du Milanais, disait-il, il faut craindre des changemens dans le roi de Sardaigne, auquel l'empereur offrira tout ce qui pourra le ramener à lui, afin de mettre les Français dans la dépendance d'un prince qui, maître des places et des communications, pouvait leur ôter tous moyens de subsistances et de retour ; dangers qui n'existeraient plus dès l'instant où l'armée française serait au-delà du Mincio.

Le maréchal discutait ainsi à Versailles les intérêts de l'Espagne et de la France, et le roi de Sardaigne avait assemblé à Turin, le 2 octobre 1734, un conseil de guerre composé de tous les officiers généraux français et piémontais, pour convenir des premières opérations de cette guerre. Comme l'objet principal, selon le roi, devait être la conquête du Milanais, il lui paraissait important, pour agir avec solidité, de se rendre maître des deux rives du Pô.

En conséquence, 1° les deux corps de troupes assemblés à Verceil et à Mortare, devaient se réunir le 30 octobre à Vigevano, et le 31 l'armée devait passer le Tesin, pour investir Pavie le premier novembre.

2° Le même jour où l'on investirait Pavie, quatre bataillons et sept escadrons iraient investir Tortone, pour couvrir la navigation du Pô jusqu'à l'embouchure du Tesin et la communication avec Gènes.

3° Le jour où le corps assemblé à Verceil passerait la Sesia, le 28 octobre, on en déta-

cherait quatre bataillons et six escadrons pour bloquer Novare.

4° La ville de Pavie prise, on y laisserait quelques troupes pour assiéger le château, et on marcherait avec le reste de l'armée à Milan, pour en attaquer le château ; pendant ces opérations, on porterait l'infanterie et la cavalerie dont on pourrait se passer sur l'Adda, où l'on s'emparerait de Lodi, pour y établir les magasins nécessaires aux troupes qui hiverneraient dans ces quartiers.

5° Les châteaux de Pavie et de Milan pris, on ferait le siége de Novare avec une partie de l'armée ; le reste passerait l'Adda pour bloquer Pizzigithone.

6° On devait jeter un pont sur le Pô, à Plaisance, pour avoir une communication avec le Parmesan et le Plaisantin.

7° Enfin, si les ennemis ne prévenaient pas l'armée des alliés sur l'Oglio, on pourrait s'y porter, y prendre des quartiers, et alonger la droite sur la Delmona, pour bloquer Crémone.

Ce projet d'opérations, qui malheureusement fut trop bien suivi, fit manquer, dès le commencement de cette guerre, la conquête totale des états de l'empereur en Lombardie. On ne consulta en rien l'expérience de la guerre

de 1700, ni les forces actuelles de l'ennemi en Italie, et on se conduisit comme si l'empereur avait eu une armée formidable et en mesure de troubler celle des alliés dans leurs premières opérations.

On peut attribuer les vues étroites de ce projet et la conduite peu militaire dans le début de cette guerre à l'empressement du roi de Sardaigne de jouir du Milanais, dont le traité de Turin lui promettait la possession et la moitié des revenus pendant la guerre. Ce monarque, selon la politique ordinaire des princes de sa maison, ne songea et ne voulut songer qu'à ce qui pouvait accélérer pour lui la jouissance du Milanais.

Si l'on eût voulu former un projet d'opérations d'après les circonstances dans lesquelles on se trouvait et la possibilité de l'exécution, on se fût convaincu de la possibilité de porter, dès le mois de novembre, la tête de nos troupes sur le Mincio, et même sur l'Adige.

L'empereur, au mois d'octobre 1733, avait tout au plus dix ou douze mille hommes en Italie, formant les garnisons de Pavie, Milan, Tortone, Pizzigithone, Crémone et Mantoue; la tête de celles qui pouvaient venir au secours de celle-ci ne pouvait pas être arrivée en Italie

avant le mois de janvier 1734. Ainsi l'armée des deux couronnes, qui était de cinquante mille hommes effectifs, avait trois mois d'avance, et pouvait occuper des positions infiniment avantageuses, soit pour empêcher les ennemis de déboucher du Tirol, soit pour leur ôter les moyens de secourir la Lombardie.

Sans doute il était nécessaire, avant tout, de prendre Pavie pour s'assurer les deux rives du Pô, dont la possession est indispensable, afin de faire la guerre avec succès en Lombardie. Mais, Pavie pris, il fallait masquer les châteaux de Milan, Pizzigithone et Tortone, passer ensuite l'Adda, marcher à Crémone, y former des magasins de subsistances faciles à transporter par le Pô, sur-tout étant maître de Plaisance. Pendant ces occupations, on aurait pu prendre Ghera-d'Adda, et bloquer Pizzigithone du côté du Crémonois.

L'établissement de nos subsistances à Crémone fini, et après avoir jeté un pont sur le Pô, près de cette ville, pour assurer la navigation de ce fleuve et pour éclairer le Parmesan, l'armée aurait pu passer l'Oglio à Mercaria et à Gazolo, marcher sur Mantoue, et assiéger cette place, dans laquelle il y avait à peine douze cents hommes de garnison, et

point d'approvisionnement pour soutenir un siége. L'artillerie qui servit aux places du Milanais eût été suffisante pour le siége de Mantoue : on devait d'ailleurs se rappeler la découverte faite le 25 juillet 1702, sur la possibilité de passer à gué le lac Pairolo.

Mantoue n'eût certainement pas tenu plus de vingt ou vingt-cinq jours de tranchée ouverte. Cette conquête faite, l'armée eût pu s'établir dans le Mantouan, le Guastallais, le Modénois, ou le Mirandolais ; des détachemens de l'armée eussent pu s'emparer des débouchés du Trentin, en Lombardie, par les deux rives du lac de Garde et de l'Adige.

Alors les ennemis eussent été obligés de déboucher par le Vicentin, ils se seraient trouvés au même point où se trouva le prince Eugène pour commencer les campagnes de 1701 et 1706.

Les objets essentiels de cette guerre étaient la conquête du Milanais, sa conservation, celle du Parmesan et du Plaisantin. Or, ces trois objets se fussent trouvés parfaitement remplis par la position de l'armée en avant ou derrière l'Adige, ou même derrière le Mincio, et, bien mieux encore, à la position de M. de Catinat à Villa-Franca.

Le roi de Sardaigne ayant joint l'armée des alliés, le 30 octobre, à Vigevano, on eut avis de l'évacuation de Pavie : sa garnison s'étant portée sur Crémone, M. de Coigny marcha alors sur Milan pour en investir le château, prit, en passant, Lodi, et rejoignit l'armée à Pizzigithone, qui avait été investi le 9 novembre.

Le maréchal de Villars arriva le même jour à l'armée pour en prendre le commandement, sous les ordres du roi de Sardaigne; il désapprouva le siége de Pizzigithone, et voulait se borner à prendre Ghiera-d'Adda, à masquer Pizzigithone, à envoyer la cavalerie cantonner sur l'Oglio, à se servir de l'infanterie pour prendre les places du Milanais. Ce plan était à peu près conforme au projet d'opérations arrêté à Turin, et ne valait guère mieux; encore trouva-t-il des oppositions de la part du roi de Sardaigne, qui prit de l'inquiétude de l'arrivée des Espagnols en Italie. En vain le duché du Milanais lui avait-il été promis par le traité de Turin; cet engagement lui parut un leurre dont se servaient les deux cours pour l'engager à concourir, avec ses troupes, à une conquête qui était destinée à dom Carlos.

Ces soupçons fermentèrent dans l'esprit de ce prince, au point que, pendant toute cette guerre, il ne voulut jamais se prêter aux vues offensives des généraux du roi, et il témoigna toujours une répugnance extrême à éloigner ses troupes du Milanais. Sa prévention lui fit voir, dans la résistance de M. de Villars pour le siége de Pizzigithone, un accord secret, entre les Espagnols et les Français, préjudiciable à ses intérêts : en conséquence, il s'opposa à la construction d'un pont sur le Pô, et s'obstina à vouloir faire le siége de Pizzigithone. M. de Villars, de son côté, ne voulut pas y consentir sans un ordre du roi.

La cour de France ne paraissait pas compter beaucoup sur la bonne foi du roi de Sardaigne, et l'on craignait de la part de ce prince une défection pareille à celle de 1703.

Les troupes espagnoles arrivèrent du 20 au 30 novembre à Parme; les ennemis évacuèrent Crémone; on l'occupa sur-le-champ, et plusieurs postes sur le bas Oglio, comme Sabioneta, Bozzolo, etc. pour empêcher les courses des ennemis dans cette partie, comme s'il y avait eu des ennemis à craindre. C'était bien loin de là où il aurait fallu aller prendre des précautions contre eux; mais le maréchal était

sans doute forcé de se soumettre aux volontés du roi de Sardaigne.

Ghiera-d'Adda capitula le 27 novembre; Pizzigithone se rendit par composition le 6 décembre. Le maréchal marcha alors avec la plus grande partie de la cavalerie et quelque infanterie sur l'Oglio et Crémone, dont le château se rendit au premier coup de canon. Le roi de Sardaigne marcha avec le reste de l'armée vers Milan, pour assiéger le château, devant lequel on ouvrit la tranchée du 15 au 16 décembre. Les ennemis ayant abandonné en même temps tous leurs postes sur l'Oglio, le maréchal cantonna ses troupes sur la droite de cette rivière.

Le château de Milan se rendit le 30 décembre; et, après la prise de Tortone, Seravalle, Arona et Mortare, l'armée entra dans ses quartiers.

Les troupes impériales étant arrivées dans le Mantouan à la fin de janvier 1734, le maréchal voulait passer l'Oglio, et porter la première ligne de l'armée sur le Mincio. Le roi de Sardaigne profita du mauvais temps et de la fatigue des troupes pour empêcher ce mouvement: le maréchal voulut aussi jeter un pont sur le Pô, à Crémone; mais le roi de Sardaigne, toujours en méfiance des Espagnols, fit naître

retard sur retard pour fournir les agrès et les matériaux nécessaires à cet établissement.

Le 12 février, les Espagnols s'étant dirigés sur le royaume de Naples, les troupes françaises les remplacèrent dans leurs différens postes en Lombardie.

Dans les premiers jours de mars, M. de Villars rassembla les troupes françaises. Son projet était de se porter sur le Mincio, de prendre Goito, ou de passer le Mincio à Borghetto; de se poster entre Mantoue et les Impériaux qui arrivaient d'Allemagne, même d'attaquer ceux qui étaient déjà arrivés, au nombre de vingt-cinq mille hommes, ou enfin de tomber sur quelques-uns des corps séparés qui descendaient du Trentin.

Ce projet, très-bien vu, et dont l'exécution eût mis toute l'offensive de la campagne du côté des alliés, fut encore contrarié par le roi de Sardaigne, qui fit envoyer des contre-ordres aux troupes qui, en revenant, furent réparties sur les rives droites de l'Oglio et du Pô, ou rentrèrent dans leurs premiers quartiers. Pour embarrasser encore davantage le maréchal, le roi de Sardaigne, qui devait fournir la grosse artillerie dont on avait besoin pour attaquer Goito et passer le Mincio, prétexta qu'il ne pou-

vait la fournir avant les derniers jours de mars. Enfin le roi parut vouloir se prêter à marcher sur le Mincio, du 20 au 25 mars, au moment où ce mouvement ne pouvait plus s'exécuter en présence de l'ennemi, qui s'était considérablement renforcé, et qui s'était cantonné le long du Mincio et du bas Pô, jusqu'à Lago-Oscaro.

En même temps, le général Mercy, qui commandait l'armée impériale, avait fait jeter deux ponts sur le Mincio, à la Virgiliana, et rassembler beaucoup de bateaux à Governolo; il faisait aussi plusieurs démonstrations sur différens points du bas Pô, pour tenir les alliés dans l'incertitude du point de son passage.

Le maréchal de Villars porta alors sur le bas Pô neuf bataillons et trente-cinq escadrons, cantonnés dans le Modénois, et il demanda au roi de Sardaigne de faire avancer les troupes piémontaises sur l'Oglio, pour y remplacer les troupes qui iraient renforcer la rive droite du Pô; objet devenu nécessaire, d'après le projet de l'empereur d'envoyer un gros détachement dans le royaume de Naples pour en empêcher la conquête, et inquiéter dom Carlos.

Mais le roi de Sardaigne, toujours occupé de la conservation de son Milanais, et peu

curieux de veiller aux intérêts de la cour de Madrid, dont il se méfiait, refusa de faire sortir ses troupes de leurs quartiers.

M. de Villars se trouva alors très-embarrassé; il ne pouvait se hasarder de dégarnir l'Oglio, l'ennemi pouvant se porter également de Mantoue sur le haut de cette rivière, ou tenter un passage sur le bas Pô. Le maréchal se décida alors à border le bas Oglio, entre Astiano et Tordoglio, le Pô, avec trente-trois bataillons et neuf escadrons, et à renforcer le bas Pô avec treize escadrons; il établit son quartier général à Colorno, et fit descendre le pont de Crémone à Sacca : la garde de l'Oglio, au-dessus d'Astiano, fut abandonnée aux Piémontais quand il plairait au roi de les tirer de leurs quartiers.

Dans le cas où les Impériaux marcheraient sur le haut Oglio, l'armée des deux couronnes devait chercher à les combattre, ou se poster, la droite à Soncino, la gauche au Serio, à la hauteur du village de Saint-Michel, et à un quart de lieue en arrière de Créma : la moitié de cette position était couverte par une Naville très-encaissée, et l'autre par plusieurs fossés parallèles. Ainsi postée, l'armée devait protéger Lodi, le Milanais, et inquiéter la commu-

nication des ennemis avec le Mantouan, s'ils voulaient marcher sur le haut Adda... Tel était le dispositif pour la rive gauche du Pô.

Quant à la rive droite, six bataillons et quatre régimens de dragons furent campés à Mirasole, vis-à-vis l'embouchure du Mincio, aux ordres de M. de Coigny, chargé de surveiller depuis l'embouchure de l'Oglio à celle de la Secchia. M. de Maillebois, placé à Revere avec un bataillon et vingt-trois escadrons, fut chargé de garder entre la Secchia et le Panaro.

Le maréchal crut ces dispositions très-suffisantes pour ôter aux ennemis toute envie de passer le Pô entre l'Oglio et le Panaro. Obligés, selon lui, de le passer plus bas, il leur fallait deux jours pour effectuer le passage en totalité, et deux autres jours pour arriver au Panaro : ce qui, selon lui, donnait le temps aux troupes postées sur l'Oglio d'arriver sur la Secchia, et même au-delà, au moment où les ennemis passeraient le Panaro.

Le maréchal s'était confirmé dans toutes ces idées, d'après les rapports de plusieurs officiers chargés de reconnaître la rive droite du Pô.

On se croit cependant autorisé à juger la disposition du maréchal vicieuse dans toutes ses parties.

Obligé, par les ordres du roi, de veiller sur le Milanais, le Parmesan et le royaume de Naples, le maréchal aurait dû prendre une position centrale, dont il pût se porter avec toute la célérité possible, sur les points menacés par l'ennemi, sur l'une ou l'autre rive du Pô; il était donc obligé de se mettre à cheval sur cette rivière; mais au lieu de placer son pont à Sacca, il aurait dû, ce semble, l'établir entre Dozzolo et Quastalla, et retrancher l'intervalle entre cette place et le Pô, comme en 1702. Par cette position, il raccourcissait beaucoup sa communication avec la rive droite du Pô, et il se serait trouvé en mesure de prévenir l'ennemi sur le haut Oglio et sur la Secchia.

D'un autre côté, sa position projetée entre Soncino et le Serio n'eût point empêché M. de Mercy de pénétrer dans le Milanais. M. le duc de Vendôme avait pris de même, en 1705, une position de flanc, sur la marche de M. le prince Eugène, pour se porter sur le haut Adda, et, sans son extrême activité, les ennemis eussent pénétré dans le Milanais. La position entre le Serio et Soncino est masquée par un pays très-couvert, qui aurait donné à M. de Mercy, comme au prince Eugène, la facilité de dérober ses mouvemens, et en jetant quelques ponts sur

nication des ennemis avec le Mantouan, s'ils voulaient marcher sur le haut Adda... Tel était le dispositif pour la rive gauche du Pô.

Quant à la rive droite, six bataillons et quatre régimens de dragons furent campés à Mirasole, vis-à-vis l'embouchure du Mincio, aux ordres de M. de Coigny, chargé de surveiller depuis l'embouchure de l'Oglio à celle de la Secchia. M. de Maillebois, placé à Revere avec un bataillon et vingt-trois escadrons, fut chargé de garder entre la Secchia et le Panaro.

Le maréchal crut ces dispositions très-suffisantes pour ôter aux ennemis toute envie de passer le Pô entre l'Oglio et le Panaro. Obligés, selon lui, de le passer plus bas, il leur fallait deux jours pour effectuer le passage en totalité, et deux autres jours pour arriver au Panaro : ce qui, selon lui, donnait le temps aux troupes postées sur l'Oglio d'arriver sur la Secchia, et même au-delà, au moment où les ennemis passeraient le Panaro.

Le maréchal s'était confirmé dans toutes ces idées, d'après les rapports de plusieurs officiers chargés de reconnaître la rive droite du Pô.

On se croit cependant autorisé à juger la disposition du maréchal vicieuse dans toutes ses parties.

Obligé, par les ordres du roi, de veiller sur le Milanais, le Parmesan et le royaume de Naples, le maréchal aurait dû prendre une position centrale, dont il pût se porter avec toute la célérité possible, sur les points menacés par l'ennemi, sur l'une ou l'autre rive du Pô; il était donc obligé de se mettre à cheval sur cette rivière; mais au lieu de placer son pont à Sacca, il aurait dû, ce semble, l'établir entre Dozzolo et Quastalla, et retrancher l'intervalle entre cette place et le Pô, comme en 1702. Par cette position, il raccourcissait beaucoup sa communication avec la rive droite du Pô, et il se serait trouvé en mesure de prévenir l'ennemi sur le haut Oglio et sur la Secchia.

D'un autre côté, sa position projetée entre Soncino et le Serio n'eût point empêché M. de Mercy de pénétrer dans le Milanais. M. le duc de Vendôme avait pris de même, en 1705, une position de flanc, sur la marche de M. le prince Eugène, pour se porter sur le haut Adda, et, sans son extrême activité, les ennemis eussent pénétré dans le Milanais. La position entre le Serio et Soncino est masquée par un pays très-couvert, qui aurait donné à M. de Mercy, comme au prince Eugène, la facilité de dérober ses mouvemens, et en jetant quelques ponts sur

le haut Serio, ou le passant à gué, d'arriver avant les alliés sur le haut Adda et dans le Milanais.

Pour la défense du haut Oglio, si on n'avait pas voulu prévenir l'ennemi sur la rive gauche, on pouvait se porter sur sa droite, à la hauteur de Ponte-Oglio, où l'on se trouvait en mesure de combattre l'ennemi, s'il eût passé l'Oglio entre Palazuolo et le lac Yseo, ou de l'observer assez près pour lui ôter l'envie d'oser prêter le flanc pour se porter sur l'Adda.

Quant à la rive droite du Pô, comment M. de Villars pouvait-il penser que M. de Mercy, qui tirait toutes ses subsistances de Mantoue, vînt passer ce fleuve à vingt ou vingt-cinq lieues de cette place, pour exposer sa communication à être interceptée par l'armée des alliés, qui, dans ce cas, pouvait envoyer de gros détachemens sur le haut et bas Mincio, bloquer Mantoue, et obliger le général allemand de se rapprocher de cette place, pour recouvrer ses subsistances? D'ailleurs, un gros corps de cavalerie ne pouvait pas suffire avec un peu d'infanterie, pour en imposer à M. de Mercy, et le forcer à passer le Pô, aussi fort au-dessous de l'extrémité de notre droite; la rive droite du Pô, depuis Guastalla jusqu'au

Panaro, est très-coupée et très-couverte, et assurait à M. de Mercy tous les moyens de passer ce fleuve où bon lui semblerait, à la faveur d'un gros corps d'infanterie, contre lequel la cavalerie n'aurait rien pu entreprendre dans un pays aussi coupé.

Enfin, M. de Villars était instruit du projet des ennemis de passer le Pô, et de porter le théâtre de la guerre dans le Parmesan, dont la conservation était expressément recommandée au maréchal; il aurait donc dû garnir la rive droite, au moins depuis Toricella jusqu'à Mirasolo, et vers la Secchia, du côté de Revere; sans doute il en sentit un moment l'importance, puisqu'il donna les ordres à quatre brigades d'infanterie de marcher vers Concordia, où elles eussent été en mesure de se porter sur tous les points du Pô, où l'ennemi eût voulu tenter le passage; mais on ne sait pas concevoir pourquoi le maréchal, par un contre ordre, les fit arrêter à Guastalla.

Du 1er au 2 mai, M. de Mercy passa le Pô vis-à-vis Portiolo, où les Français avaient un seul régiment de cavalerie, qui, n'étant soutenu d'aucune infanterie, fut obligé de se retirer sur Guastalla.

M. le comte de Coigny, campé à Mirasolo,

le haut Serio, ou le passant à gué, d'arriver avant les alliés sur le haut Adda et dans le Milanais.

Pour la défense du haut Oglio, si on n'avait pas voulu prévenir l'ennemi sur la rive gauche, on pouvait se porter sur sa droite, à la hauteur de Ponte-Oglio, où l'on se trouvait en mesure de combattre l'ennemi, s'il eût passé l'Oglio entre Palazuolo et le lac Yseo, ou de l'observer assez près pour lui ôter l'envie d'oser prêter le flanc pour se porter sur l'Adda.

Quant à la rive droite du Pô, comment M. de Villars pouvait-il penser que M. de Mercy, qui tirait toutes ses subsistances de Mantoue, vînt passer ce fleuve à vingt ou vingt-cinq lieues de cette place, pour exposer sa communication à être interceptée par l'armée des alliés, qui, dans ce cas, pouvait envoyer de gros détachemens sur le haut et bas Mincio, bloquer Mantoue, et obliger le général allemand de se rapprocher de cette place, pour recouvrer ses subsistances? D'ailleurs, un gros corps de cavalerie ne pouvait pas suffire avec un peu d'infanterie, pour en imposer à M. de Mercy, et le forcer à passer le Pô, aussi fort au-dessous de l'extrémité de notre droite; la rive droite du Pô, depuis Guastalla jusqu'au

Panaro, est très-coupée et très-couverte, et assurait à M. de Mercy tous les moyens de passer ce fleuve où bon lui semblerait, à la faveur d'un gros corps d'infanterie, contre lequel la cavalerie n'aurait rien pu entreprendre dans un pays aussi coupé.

Enfin, M. de Villars était instruit du projet des ennemis de passer le Pô, et de porter le théâtre de la guerre dans le Parmesan, dont la conservation était expressément recommandée au maréchal; il aurait donc dû garnir la rive droite, au moins depuis Toricella jusqu'à Mirasolo, et vers la Secchia, du côté de Revere; sans doute il en sentit un moment l'importance, puisqu'il donna les ordres à quatre brigades d'infanterie de marcher vers Concordia, où elles eussent été en mesure de se porter sur tous les points du Pô, où l'ennemi eût voulu tenter le passage; mais on ne sait pas concevoir pourquoi le maréchal, par un contre ordre, les fit arrêter à Guastalla.

Du 1er au 2 mai, M. de Mercy passa le Pô vis-à-vis Portiolo, où les Français avaient un seul régiment de cavalerie, qui, n'étant soutenu d'aucune infanterie, fut obligé de se retirer sur Guastalla.

M. le comte de Coigny, campé à Mirasolo,

à cinq quarts de lieue de Portiolo, apprit le 2, à sept heures du matin, les mouvemens de l'ennemi : en ayant fait reconnaître la position, et ayant trouvé plus de dix mille hommes de passés et avantageusement postés, il se hâta de se retirer par San-Benedetto à Guastalla, où il joignit les quatre brigades d'infanterie, et se campa entre le Crostollo et Guastalla.

Mais, par une inconséquence dont on ne sait pas concevoir la cause, le maréchal envoya ordre à M. de Coigny d'abandonner le Crostollo et la Lenza, pour se retirer derrière la Parma, et même pour repasser le Pô, s'il était suivi de trop près ; c'était abandonner le Modénois, et donner aux ennemis la facilité de se porter dans le Parmesan, et d'envoyer un détachement dans le royaume de Naples.

Cependant M. de Coigny ayant été joint par M. de Maillebois, se trouvait à la tête de vingt-deux bataillons, de quarante-huit escadrons, et de vingt pièces de canon. Sans doute il était assez fort pour donner le temps au reste de l'armée des alliés de se rendre sur le Crostollo. On aurait d'ailleurs prévenu tous ces inconvéniens, et même le passage des ennemis, si, comme nous l'avons dit, on eût placé ses ponts entre Dozzolo et Guastalla.

M. de Mercy ayant fait descendre ses ponts à San-Benedetto, et ayant campé en avant sur la rive droite du Pô, le maréchal, pour le rappeler sur la rive gauche, forma le projet d'intercepter sa communication avec Mantoue, et même d'attaquer la tête de ses ponts, s'il en trouvait la possibilité ; il comptait être joint dans sa marche par les Piémontais ; il se mit en mouvement sur trois colonnes. Celle de gauche se dirigea sur Curtalona ; celle du centre sur Montanara ; celle de droite, composée de toute la cavalerie, sur Borgoforte.

Après avoir passé la Fossa-Maestra, les deux colonnes de gauche et du centre se rabattirent sur Borgoforte, d'où le maréchal envoya reconnaître la tête des ponts ; il les croyait encore à Portiolo.

Pendant cette marche, quatre différens partis venant de Mantoue, tombés dans les avant-gardes des colonnes, avaient été complètement battus. Le maréchal, le roi de Sardaigne et les officiers généraux, ayant jugé à propos de laisser reposer quelque temps les troupes, on fit marcher en avant huit cents hommes d'infanterie, quatre cents de cavalerie, et les hussards sous les ordres de M. de Lisle, pour reconnaître Borgoforte, dont il s'empara, ainsi

que de sa tour, n'y ayant trouvé aucune résistance ; il en fit instruire le maréchal, qui remonta à cheval avec le roi, une heure avant le jour, pour suivre cette avant-garde.

Les ennemis, campés à San-Benedetto, avaient laissé cinq mille hommes sur la rive gauche du Pô, pour favoriser leur communication avec Mantoue. M. de Lisle, qui avait poussé au-delà de Borgoforte pour les reconnaître, les ayant rencontrés, voulaient les attaquer ; mais il craignit de le faire avant d'en avoir reçu les ordres du maréchal, dans l'incertitude surtout où il était si les colonnes n'étaient pas encore trop éloignées pour le soutenir. Afin d'agir avec plus de prudence, il envoya instruire le maréchal de sa position, et demander ses ordres. Ce fut encore ici l'occasion de tenir un conseil, où il fut décidé de se retirer, d'abandonner Borgoforte, et de repasser l'Oglio.

En réfléchissant sur cette expédition de Borgoforte, on voit combien elle aurait été avantageuse, si elle avait réussi ; les ennemis se seraient trouvés séparés de Mantoue, et placés entre les deux armées françaises et sardes, dans un pays où les subsistances étaient très-rares, peut-être eussent-ils été obligés de se jeter dans le Ferrarois.

Plusieurs causes concoururent à l'inexécution de ce projet.

La première, la chûte de M. de Broglio, dans une Naville, où il se blessa grièvement à la jambe. Le maréchal, en se voyant privé d'un officier général sur lequel il comptait particulièrement, n'osa plus se hasarder dans une affaire qui exigeait beaucoup d'ensemble et de conduite.

La seconde, l'éloignement où se trouvait M. de Lisle avec l'avant-garde du corps de bataille, qui n'aurait jamais pu arriver à temps pour le soutenir, et aurait laissé aux ennemis celui de faire passer le Pô à une partie de leurs troupes, et de se trouver très-supérieurs à celles des alliés, qui consistaient alors en vingt bataillons.

La troisième, l'inexactitude des Piémontais pour se rendre aux points indiqués, s'étant arrêtés mal-à-propos pour attendre un convoi de pain.

La quatrième, en obligeant les Impériaux à replier leurs ponts, ils auraient pu marcher droit à Parme, et M. de Coigny n'était pas en état de s'y opposer.

La cinquième, on ne trouvait aucun avantage à attaquer les ennemis ; si on les battait,

on ne pouvait pas s'établir dans le Seraglio, et s'ils battaient l'armée des alliés, leur retraite devenait très-difficile.

Après la retraite du Seraglio, il y eut de grands débats sur la position qui devait être préférée. Les officiers généraux français voulaient se porter sur le Crostollo, pour couvrir les états de Parme. Le roi de Sardaigne s'opposait au passage du Pô : on ne sait pas comprendre pourquoi M. de Villars abondait dans le sens du roi de Sardaigne, et avait l'air de regarder comme très-avantageux de border l'Oglio, depuis Soncino jusqu'à son embouchure dans le Pô.

D'après cette décision, les troupes furent réparties sur la rive gauche du Pô ; les Français, de Viadana à Ustiano ; les Piémontais, d'Ustiano à Soncino ; M. de Coigny derrière la Parma. On jeta un second pont à Sacca, un autre à Crémone, un quatrième à Plaisance ; le quartier général à Bozolo.

La réflexion fit bientôt changer d'avis au roi de Sardaigne, dans la crainte de voir les Français venir prendre des quartiers dans le Milanais, dès qu'ils auraient épuisé les bords de l'Oglio et le Crémonois ; ne voulant pas non plus être accusé par la cour de Madrid d'avoir

abandonné le Parmesan, il adopta l'idée de se porter en force sur le Crostollo, de jeter un pont à Dozzolo, et de se mettre à cheval sur le Pô, la droite à la Vittoria sur le Crostollo, la gauche à la Delmona : au reste, ce mouvement était une marche en avant qui n'engageait à rien l'ennemi, qui n'avait pas encore bougé de son camp de San-Benedetto.

Cette fluctuation dans les opinions occasionna de vives altercations entre le roi de Sardaigne et le maréchal, qui se décida alors à demander son rappel, et qui, en l'attendant, bien loin de porter la majeure partie de l'armée sur le Crostollo, fit repasser le corps de M. de Coigny sur la rive gauche du Pô. Les ennemis descendirent leurs ponts de San-Benedetto à Sabioncello. Dans la nuit du 17 au 18 mai, ils marchèrent sur Luzara et Guastalla : alors M. de Villars, ayant voulu porter des troupes sur la Parma, le roi prit son premier système et s'y opposa, dans la crainte d'une bataille. On abuserait ici de la patience du lecteur, si l'on répétait toutes les mauvaises raisons dont le roi et ses affidés appuyaient leur opinion.

Le maréchal ayant laissé, en partant le 26 mai, le commandement à M. de Coigny, ce-

lui-ci passa le reste du mois de mai en démarches infructueuses, pour engager le roi de Sardaigne à passer en force sur la rive droite du Pô.

Le 26 mai, les Impériaux, commandés par M. de Ligneville, avaient tenté d'attaquer le château de Collorno, et ils avaient été repoussés; le 1er juin, ils revinrent à la charge, et furent reçus avec la même vigueur par M. de Contades. Cependant M. de Maillebois, qui s'était avancé pour le soutenir, craignant de voir forcer le pont qui pouvait favoriser sa retraite, lui envoya l'ordre de se retirer : ce qui fut exécuté en très-bon ordre, et sans perdre un seul homme.

Le 2 juin, les Impériaux campèrent le long de la Parma, la droite à Collorno, la gauche à l'abbaye de Saint-Martin, sur le chemin de Parme. M. de Maillebois fit alors passer le Pô à sa cavalerie, et resta dans les retranchemens des ponts de Sacco.

La prise de Collorno par les ennemis ayant fait présumer leurs desseins sur Parme, le roi de Sardaigne, ne craignant plus pour l'Oglio, se décida à camper le 3 juin dans la plaine de Collorno, après avoir passé le Pô, le 2, à Casal-Major. Cependant, si les ennemis étaient

venus le 2 au soir, ou le 3 au matin, camper dans cette plaine, et masquer les retranchemens du pont des alliés, ils auraient pris Parme sans obstacle.

Le 4 juin, l'armée des alliés devait marcher sur la Parma, pour camper la gauche à l'Orno, la droite à San-Andrea, afin d'être en mesure de se porter sur Parme, si les ennemis y marchaient. Pour assurer ce mouvement, il fallait masquer Collorno, ou en chasser les ennemis, qui auraient pu déboucher par ce poste sur le flanc de la marche des alliés.

Le 4, M. de Maillebois, à la tête de vingt compagnies de grenadiers et de vingt piquets, attaqua la partie de Collorno qui est sur la rive gauche de la Parma; les troupes entourèrent le village par trois différens endroits, pénétrèrent de maison en maison, en chassèrent les ennemis, et s'étendirent, par la droite et par la gauche, le long de la chaussée, sur le bord de la rivière, afin de masquer le pont de Collorno, et d'occuper plus sûrement le pont de pierre qui est sur l'Orno, d'où l'on chassa les ennemis, qui furent obligés de repasser la Parma. Les alliés occupèrent alors Collorno; le reste de l'armée passa l'Orno, et vint camper, la gauche à cette petite rivière, et la droite à

San-Andrea, comme on l'avait d'abord projeté.

Le 5 juin, les ennemis se présentèrent vis-à-vis les deux ponts jetés sur l'Orno ; mais cette fausse attaque était imaginée pour couvrir leur retraite vers leur ancien camp de Sorbolo, du côté de l'embouchure de la Lenza. Les alliés avaient envoyé, le même jour, des détachemens pour réparer les gués de la Parma, au-dessous de Collorno, dans la vue de donner de l'inquiétude aux ennemis pour leur droite, et les obliger de quitter leur position : ce qui avait très-bien réussi.

Le 6, les alliés envoyèrent deux brigades d'infanterie sur la rive gauche de la Parma, au-dessous de sa jonction avec la Lenza, et on y jeta deux ponts sur la Parma.

Du 6 au 17, M. de Coigny proposa sans succès au roi de Sardaigne de passer la Parma, de marcher aux ennemis, qui, vu la supériorité des alliés, n'eussent pas osé les attendre ; de les pousser au-delà du Crostollo, et de faire descendre un des ponts de Sacco à la hauteur de l'armée....

On proposa encore de déboucher par la basse Parme, au-dessous de la Lenza ; de marcher à la partie des ennemis qui était à Bercello ; de

jeter en même temps un pont sur le Pô, entre Viadana et Bercello ; si les ennemis tardaient à se rapprocher du Crostollo, s'ils donnaient le temps aux alliés de se développer entre la Lenza et le Crostollo, ils couraient les risques de perdre leur communication avec Mantoue, et d'être obligés de se retirer sur le Boulonais, ou le bas Pô.

Le roi de Sardaigne, son conseil et M. de Broglie, s'opposèrent à tous ces projets, toujours dans la crainte d'exposer le Milanais, les ennemis pouvant jeter, disaient-ils, un pont à Dozzolo, et prévenir les alliés dans le Crémonois. Ainsi, bien loin de faire aucun mouvement offensif, il fallut rester dans l'inaction, et envoyer deux brigades d'infanterie à Viadana, sur la rive gauche du Pô, pour rassurer le roi de Sardaigne, dont les inquiétudes simulées pour le Crémonois augmentaient en raison du desir des officiers généraux français d'agir offensivement.

Le 13 juin, les ennemis quittèrent leur camp de Sorbolo, remontèrent la Lenza, et vinrent camper, la gauche à Montechiarugolo, la droite à San-Prospero.

Le 17, les alliés portèrent leur gauche à San-Andrea, et leur droite à la Baganza,

pour être plus à portée de Parme : on proposa encore alors dans le conseil de passer la Parma, en appuyant la droite à Parme, et la gauche du côté de Sorbolo, afin de resserrer les Impériaux, et les obliger de repasser la Lenza; nouveaux refus du roi de Sardaigne sur les plus faux prétextes.

Le 23, le roi de Sardaigne partit pour Turin.

Le 25, les Impériaux vinrent camper entre Murano et San-Lazaro. Messieurs de Coigny et de Broglie eurent envie d'y attaquer les ennemis; ils n'osèrent le faire sans la permission du roi, auquel ils envoyèrent très-inutilement un courrier.

Le 27, les ennemis passèrent la Parma à Proporano, et campèrent entre la Baganza et la Parma.

Le 28, ils passèrent la Baganza, et s'avancèrent sur une Naville formée par cette rivière et la Parma, où ils campèrent. Le même jour, messieurs de Coigny et de Broglie, après avoir reconnu les ennemis, résolurent de les attaquer le 30; ils renvoyèrent en conséquence les équipages sur la rive gauche du Pô, firent venir du pain, l'hôpital ambulant, toutes les munitions nécessaires, et donnèrent les ordres pour marcher droit à Parme le 29, et se poster

derrière le grand chemin qui va de Parme à Plaisance, la gauche à Parme, la droite aux cassines de Carnochio.

Le 29 juin, au matin, vers les dix heures, M. de la Tour, qui commandait l'avant-garde des Impériaux, voulut s'approcher du cabaret de la Croisette, qui se trouvait à peu près au centre de l'armée des alliés, et où l'on avait placé cinq compagnies de grenadiers; il en fut vivement repoussé. Bientôt l'affaire s'engagea de tous les côtés. M. de Mercy fut tué, le général la Tour grièvement blessé. Les brigades d'infanterie se succédaient et se battaient toutes avec une grande valeur; les ennemis n'en montraient pas moins.

Cependant M. de Wirtemberg, qui remplaçait M. de Mercy, dans l'ignorance où il était de ses projets, se détermina à tenir ferme, et à profiter de la nuit pour se retirer le plus tôt et le plus sûrement possible. En effet, il profita de la première obscurité pour faire filer l'armée sur Reggio, où était l'entrepôt des vivres; et il se contenta, pour assurer la retraite, de tenir, jusqu'à neuf heures et demie du soir, avec quelques troupes d'élite, dont il forma son arrière-garde : ayant ensuite évacué une partie des objets qui étaient à Reggio, il se

porta sur la Secchia, passa cette rivière le 5 et le 6 à la Concordia, fit rompre tous ses ponts, et se porta, le 9 juillet, entre la Mirandole et Sabioncello, où M. de Mercy avait fait descendre ceux qui étaient sur le Pô.

Les Impériaux perdirent à la bataille de Parme plus de dix mille hommes, et les alliés plus de quatre mille, dont mille officiers.

Les 1^er^, 2, 3 et 4 juillet, l'armée des alliés marcha pour se rendre en avant de Guastalla, qui fut investi par les grenadiers de l'armée, et se rendit le 5; ce jour ainsi que le suivant furent employés à arranger les subsistances et à attendre l'arrivée de huit pièces de gros canon qui devaient être fournies par le roi de Sardaigne pour faire le siége de la Mirandole, et à faire descendre le pont de Sacca à Dozzolo.

L'armée ennemie, en se retirant de Parme sur Reggio et Carpi, et de là sur Revere, avait fait un détour de dix lieues pour retirer les dépôts placés dans les deux premiers points. Rien n'aurait donc empêché les généraux français, s'ils s'étaient mis en mouvement dès le 30 juin, de laisser un détachement pour prendre Guastalla et établir le pont à Dozzolo, de marcher en droiture sur la Secchia; de passer

cette rivière à la Concordia, et de se porter entre Revere et la Mirandole, où ils seraient arrivés au moins quarante-huit heures avant les Impériaux; ceux-ci auraient été obligés de se retirer dans le Ferrarois, et peut-être dans le Boulonais, n'ayant pas de ponts préparés sur le Panaro.

Si cependant les ennemis eussent voulu prévenir les alliés à Revere, alors ils leur auraient abandonné Reggio et Carpi, où étaient leurs blessés et leurs subsistances.

En vain les généraux voulurent-ils s'excuser sur le temps nécessaire pour attendre les canons sous Guastalla, ils auraient bien pu les recevoir devant la Mirandole; quant aux subsistances, ils n'en auraient pas manqué : les lettres de l'intendant et des munitionnaires de l'armée le prouvent assez.

Ce qui paraît le plus sûr, c'est l'ignorance profonde où furent les généraux français des mouvemens de l'ennemi; elle les fit tâtonner dans leurs premières marches, leur fit perdre tous les avantages du gain de la bataille et des lenteurs de l'ennemi pour se rendre à Revere, obligé d'évacuer Reggio et Carpi.

Le 8 juillet, M. de Broglie, avec tous les grenadiers et une partie de la cavalerie, arriva

à Bondanella, sur la Secchia; le 9, il fit jeter deux ponts, l'un à Bondanella, l'autre à Guastalla.

Le 10, le reste de l'armée des alliés vint camper, la droite à Bondanella, la gauche à la Mirandole et au Pô.

Le 11, on battit la générale pour passer la Secchia; le roi de Sardaigne s'y opposa.

Le 14, les Impériaux vinrent camper, la droite à Quingentolo, et la gauche vis-à-vis Guistello.

Dans les quinze derniers jours de juillet, les alliés s'emparèrent de Carpi, Reggio, Rubiera et Modène; mais le défaut de fourrages obligea M. de Coigny de mettre sa cavalerie à Reggio, Rubiera, Modène, Corregio, etc. Les deux armées passèrent tout le mois d'août et partie de septembre dans ces positions, et les généraux français passèrent tout ce temps à faire une guerre d'écriture et de paroles avec le roi de Sardaigne, pour le décider à passer la Secchia, et à entreprendre le siége de la Mirandole.

Le refus constant du roi aurait tenu l'armée dans la même inaction tout le reste de la campagne, si les ennemis ne l'en eussent tirée.

Le comte de Konissegg, qui avait été nommé

pour prendre le commandement des Impériaux, après avoir rétabli l'ordre, la discipline, et assuré les subsistances dans l'armée, instruit par des espions envoyés dans leur camp de la position des alliés sur la rive gauche de la Secchia, résolut de les surprendre; et cette excellente idée n'était pas d'une exécution bien difficile. Il y avait à Bandinello quatre escadrons de cavalerie; tout le reste, comme on l'a déjà dit, était répandu sur des points très-éloignés : les bataillons, campés de loin en loin sur une seule ligne, occupaient près de quatre lieues de terrain, à cause des contours de la rivière et des troupes piémontaises qui étaient à San-Benedetto, où le roi avait pris son quartier.

Ainsi, la nuit du 14 au 15 septembre, les Impériaux se mirent en mouvement pour attaquer les alliés sur cinq points....

La première attaque sur la rive gauche du Pô fut dirigée vers Tordoglio, avec des pontons et des haquets, pour donner de l'inquiétude sur les derrières de l'armée des alliés.

La seconde, fausse, sur la basse Secchia, vis-à-vis San-Sillo.

L'attaque du centre, vraie, au pont de Guistello.

La quatrième, vraie, et la plus forte, vis-à-vis la cense de la Guidella, où était logé M. de Broglie.

La cinquième, fausse, vis-à-vis de Bondanella, pour contenir la droite des alliés.

A six heures du matin, la plus grande partie de l'armée des Impériaux passa au gué de la Guidella, sur cinquante hommes de front, sans rencontrer aucun obstacle ; une partie suivit la Secchia jusqu'à Guistello, où elle dégagea le pont, et fit passer le reste de l'armée ; un gros corps de sa cavalerie remonta la Secchia vers Bondinella, pour contenir la droite des alliés, qui, se trouvant coupée du centre et de la gauche, se porta sur Guastella.

En même temps les généraux des alliés rassemblèrent le centre et la gauche, et se retirèrent sur San-Benedetto, protégés et couverts par deux grandes Navilles, la Fossa Grande et la Fosseta ; ils se firent joindre le même jour par la cavalerie, qui était sur les derrières.

Les Impériaux se mirent alors en bataille, la droite au pont de Guistello, et la gauche vers la cense de San-Martino.

Pendant la nuit du 15 au 16 septembre, les généraux des alliés firent leurs dispositions pour attaquer les ennemis le 16, au matin.

Il y a peu d'exemples d'une négligence et d'une sécurité pareilles à celles qui attirèrent aux Français la déroute du 15. Toute l'armée connaissait plusieurs gués dans la Secchia, notamment celui de Guidella, par où on envoyait tous les jours des détachemens à la guerre sur la rive droite de la Secchia, et où l'eau allait à peine à la cheville du pied d'un fantassin. M. de Konissegg était venu reconnaître le gué de la Guidella, avec un corps de sept à huit mille hommes, le 21 août, le 1er et le 2 septembre. Le 14 du même mois, tous les déserteurs assuraient que les alliés seraient attaqués le lendemain : rien ne put tirer les généraux des alliés de leur sécurité léthargique.

Cette déroute ou surprise leur coûta les équipages de cinq brigades d'infanterie, et près de quatre mille hommes oubliés dans des postes coupés, ou traîneurs.

Le 16, à la pointe du jour, les généraux des alliés, étant allés reconnaître la position des ennemis pour les attaquer, virent l'armée ennemie marchant, par sa gauche, sur Gonzaga : ce qui, leur ayant fait craindre d'être prévenus sur Guastalla, les décida à marcher le même jour 16 sur Luzara.

Le 18, M. de Konissegg se détermina à marcher sur Luzara, en même temps que les alliés se campaient sous Guastalla, où ils n'espéraient pas pouvoir réparer aussitôt l'échec si récent de la Secchia. L'état où l'on croyait les forces de l'ennemi, depuis la perte de la bataille de Parme, ne devait pas préparer à l'événement du 19; mais M. de Konissegg, enivré des succès sur la Secchia, instruit de la perte de l'armée des alliés en bagages, fusils, soldats prisonniers ou égarés, ne douta pas de remporter une grande victoire en attaquant les alliés dans un moment où ils n'auraient pas eu encore le temps de réparer les pertes essuyées le 15.

Les généraux des alliés, instruits assez à temps des desseins de M. de Konissegg, firent leurs dispositions pour recevoir les Impériaux; dès la pointe du jour, le 19, l'armée était placée le long du chemin qui mène du village de la Piève à la chaussée de Luzara : la droite de l'infanterie appuyée à ce village, ayant quelque cavalerie derrière elle; la gauche appuyée au grand chemin de Luzara et au petit bras du Crostollo qui va se jeter dans le Pô, au-dessous du bois de la Scalopia : la plus grande partie de la cavalerie et des hussards

rangée dans une prairie, au-delà et en arrière, la droite à la gauche de l'infanterie, la gauche au Pô; les dragons en réserve.

Les Impériaux parurent vers les dix heures, et attaquèrent, en longeant le Pô, par le grand chemin de Luzara. M. de Coigny, voyant le gros de leur armée dirigé sur l'intervalle entre le chemin de Luzara et le Pô, porta sur cette partie les carabiniers, les cuirassiers et plusieurs autres régimens de cavalerie. Le combat commença par une charge très-vive de cavalerie : celle des Impériaux, après avoir été repoussée deux fois, alla se former en arrière, en colonnes, sur deux escadrons de front, ayant à sa droite une colonne d'infanterie qui longeait le Pô, à sa gauche une autre qui longeait la chaussée de Luzara. On contint cette colonne par de l'infanterie, qui fut alongée sur la chaussée de Luzara, on fit attaquer celle qui longeait le Pô par de l'infanterie, qui plia d'abord, mais qui, s'étant ralliée et ayant été renforcée, repoussa vigoureusement les Impériaux : leur cavalerie, se voyant alors entièrement découverte, se retira, en colonne renversée, dans des broussailles qui étaient derrière. Alors la colonne des Impériaux, qui avait voulu longer la chaussée de

Luzara, la traversa, et se développa en bataille sur le centre des alliés, qui la repoussa et la poursuivit plus de demi-lieue.

Ainsi repoussés de tous les côtés, convaincus de l'impossibilité de déposter l'armée des alliés, qui, depuis dix heures, n'avait pas perdu un pouce de terrain le long de la ligne, et en avait gagné le long du Pô, voyant leurs soldats rebutés, une très-grande partie de blessés, beaucoup de morts, les généraux autrichiens se décidèrent à se retirer vers les dix heures du soir, après plus de huit heures de combat, et avoir perdu plus de dix mille hommes tués ou blessés, cinq pièces de canon, trois étendards, et deux paires de timbales; ils formèrent leur arrière-garde avec leurs grenadiers. Des dragons et des carabiniers de l'armée des alliés les suivirent, l'épée dans les reins, jusqu'à Luzara, où la nuit les obligea de s'arrêter; les ennemis en profitèrent pour y rassembler ce qui restait de leur armée en état de marcher. Les alliés perdirent soixante-dix-sept officiers et treize cents soldats tués; quatre cent cinquante officiers et trois mille soldats blessés.

« Si nous avions souvent de pareilles victoires, écrivait M. de Montat au duc de Bourbon, après la bataille, l'armée serait bientôt

anéantie. » En effet, les troupes étaient excessivement fatiguées, et la surprise de la Secchia avait mis la moitié des officiers à pied, sans équipages, sans argent, et plus du tiers de l'infanterie sans tentes ni marmites.

Après la bataille, on trouva, dans un petit bras du Pô, plusieurs bateaux chargés de matières combustibles : ce qui fit croire au projet des ennemis de brûler le pont des alliés, et de les rejeter derrière le Crostollo.

En réfléchissant sur la bataille de Guastalla et sur les dispositions des Impériaux pour attaquer les alliés, on se croirait autorisé à penser que, dès l'instant où les généraux se furent convaincus du dessein des Impériaux de porter tous leurs efforts sur leur droite, sans doute dans l'intention de s'emparer des ponts des alliés, ou de les brûler, non seulement il fallait, comme on le fit, dégarnir la droite pour fortifier la gauche, mais il n'aurait pas été moins important d'abandonner le village de la Piève pour se porter sur le flanc de la gauche des Impériaux, qui se trouvait à la hauteur de la droite du centre des alliés. Ce mouvement aurait dû, ce semble, être décisif, et, en rapprochant davantage les alliés des ennemis, leur donner les moyens ou de les attaquer sur leur

flanc gauche et sur leurs derrières, ou au moins de les empêcher de se dégarnir pour porter des forces dans leurs attaques de la droite.

Les ennemis se retirèrent sur Montegiana, où ils se postèrent entre plusieurs digues qui rendaient leur position inexpugnable; ils firent remonter leurs ponts de Revere, et les jetèrent entre Montegiana et Borgo-Forte.

Le lendemain de la bataille, M. de Maillebois fut détaché pour marcher sur Borgo-Forte et la tête des ponts des ennemis. Cet officier général passait, le 21 septembre, l'Oglio au château d'Ifferati, quand il reçut l'ordre de s'arrêter sur cette rivière, et de s'y tenir sur ses gardes, sous le prétexte du projet des ennemis de jeter un pont sur le Pô, à Montegiana.

Le motif qui engagea les généraux des alliés à arrêter M. de Maillebois sur l'Oglio, aurait dû les engager au contraire à lui recommander la plus grande diligence : il serait alors arrivé à midi, le 22, à Borgo-Forte, assez à temps pour empêcher les ennemis d'achever leurs ponts; et, maître dès-lors de la rive gauche du Pô et du Seraglio, il leur eût ôté leur communication avec Mantoue, et la facilité de faire arriver leurs subsistances par le Pô. Dans cette position, M. de Konissegg était obligé de descendre par la rive droite du Pô, et de se jeter dans le Ferrarois, si l'armée des alliés et le corps de M. de Maillebois, occupant les deux rives du Pô, l'eussent empêché d'établir ses ponts au-dessus du Panaro.

Dans le cas même où les Impériaux eussent eu le temps d'établir leurs ponts à Revere, M. de Maillebois s'établissait derrière le Mincio, et, en descendant les ponts des alliés de Guastalla à Borgo-Forte, leur armée eût été en mesure de se porter en totalité sur le Mincio, au-delà duquel les ennemis se seraient trouvés rejetés : dès-lors les alliés eussent pu établir la tête de leurs quartiers sur cette rivière, et se disposer à ouvrir la campagne suivante par le siége de Mantoue.

Ce qui rend le contre-ordre envoyé le 21 à M. de Maillebois encore plus inexplicable, c'est le mouvement de l'armée des alliés, qui, en se portant sur Luzara, annonça le desir d'attaquer les ennemis : ce qui était une raison de plus pour faire accélérer la marche de M. de Maillebois sur Borgo-Forte.

L'armée des alliés retourna le 22 dans son camp de Guastalla : ayant jugé trop imprudemment d'attaquer les ennemis dans une position aussi forte, et l'indécision ordinaire ayant

repris parmi les chefs de l'armée, ils attendirent, pour se décider, de connaître les mouvemens des ennemis, au lieu de les prévenir.

Les ennemis passèrent le 25 sur la rive gauche du Pô, et campèrent la gauche à Borgo-Forte, la droite vers Montanara, leur infanterie bordant la Fossa-Maestra.

Les alliés passèrent le Pô le 27, et campèrent la droite à Dozzolo, la gauche vers Sabionetta. « Dans cette position, (écrivait un de leurs généraux) nous serons à portée de repasser le Pô, de nous porter sur l'Oglio, ou sur le canal de la Delmona, suivant les circonstances : l'ennemi ne peut nous attaquer dans ce dernier poste; et, s'il veut pénétrer du côté de la rivière d'Adda, il s'éloigne si fort de Mantoue, qu'il ne peut plus y avoir aucune communication, parce que nous serons à portée de les couper, soit en-deçà, soit en-delà de l'Oglio. »

Le raisonnement de ce général prouve à quel point l'esprit de défensive prévalait dans cette armée, malgré les ordres réitérés du cabinet de Versailles qui exigeaient l'offensive, malgré deux batailles gagnées, et malgré la supériorité d'un grand tiers de l'armée des alliés sur celle des ennemis.

Dans cette position de Dozzolo, dont on vantait les avantages, l'armée se trouvait sans contredit en toute sûreté; mais elle laissait en même temps toute liberté aux ennemis d'agir par leur droite ou par leur gauche. Par sa droite, M. de Konissegg pouvait se porter sur le haut Oglio, dans la Ghiera-d'Adda et le Milanais, en se ménageant des subsistances dans le Bressian et le Bergamase, pouvant se passer de sa communication avec Mantoue et le lac de Garde, comme le fit le prince Eugène en 1701 et 1705.... M. de Konissegg pouvait agir par sa gauche avec plus de facilité, en repassant sur la rive droite du Pô, et se portant sur Modène : ce qui eût rejeté la tête des quartiers des alliés derrière le Crostollo. Enfin l'armée des alliés, dans cette position, qui annonçait la défensive la plus coupable, consommait des fourrages qui auraient dû être conservés pour ses quartiers d'hiver.

Dans les derniers jours de septembre, M. de Maillebois fut détaché pour faire le siége de la Mirandole, qui fut investi le 4 octobre.

L'armée ennemie déboucha alors du Seraglio, sur deux colonnes, par Cortalone et Montanara, et campa à Castelluchio.... Pendant ce mouvement, fait uniquement pour attirer l'at-

tention des Français, M. de Konissegg détacha six mille hommes, qui passèrent le Pô à Sabioncello, et obligèrent, le 10 octobre, M. de Maillebois à lever le siége de la Mirandole, en abandonnant huit pièces de canon.

Le 11 octobre, les ennemis se replièrent sur la Madona del Gratie, et campèrent derrière Lozone, pour y recevoir le détachement qui avait fait lever le siége de la Mirandole, et qui les joignit le 14.

M. de Konissegg fit, pour dégager la Mirandole, ce que les généraux des alliés auraient dû faire pour en assurer la prise; ils auraient dû passer l'Oglio, et se porter sur les débouchés de la Fossa-Maestra : ce mouvement eût contenu les ennemis dans le Seraglio, et les eût empêchés de s'affaiblir. D'ailleurs, en finissant la campagne entre l'Oglio et le Mincio, on ménageait d'autant le Crémonois, et on ôtait à l'ennemi les moyens de se porter sur l'Oglio, en consommant tous les fourrages entre ces deux rivières et la Fossa-Maestra; ce qui eût assuré la tranquillité de nos quartiers d'hiver; et, ce qui prouve invinciblement combien cette partie était abondamment pourvue de fourrages, c'est le séjour des ennemis pendant les mois de novembre et de décembre, et l'établissement de la tête de leurs quartiers sur le bas Oglio.

Si les généraux des alliés craignaient de se compromettre en passant l'Oglio, ils pouvaient au moins envoyer un corps d'observation sur la Secchia, qui eût éclairé le débouché des ponts des ennemis, et les eût empêchés de faire lever le siége de la Mirandole; mais, non seulement ils ne pensèrent point à envoyer ce corps, ils refusèrent encore à M. de Maillebois, qui les demandait, quelques troupes de renfort qui lui étaient nécessaires : conduite bien singulière, et dont on ne saurait deviner les motifs.

Le 29, les Impériaux se portèrent en avant de Gazoldo et de la Feriola-Imbega, où ils campèrent.

Ce mouvement, joint au bruit de l'arrivée de seize bataillons qui venaient renforcer l'armée impériale, firent arrêter, 1° de rester dans la position entre le Pô, l'Oglio et la Delmone, si les ennemis restaient à Gazoldo; 2° de rappeler sur la rive gauche du Pô toutes les troupes qui étaient sur la rive droite, en laissant des garnisons dans Guastalla et la citadelle de Modène.

Si, au contraire, les ennemis se portaient

tention des Français, M. de Konissegg détacha six mille hommes, qui passèrent le Pô à Sabioncello, et obligèrent, le 10 octobre, M. de Maillebois à lever le siége de la Mirandole, en abandonnant huit pièces de canon.

Le 11 octobre, les ennemis se replièrent sur la Madona del Gratie, et campèrent derrière Lozone, pour y recevoir le détachement qui avait fait lever le siége de la Mirandole, et qui les joignit le 14.

M. de Konissegg fit, pour dégager la Mirandole, ce que les généraux des alliés auraient dû faire pour en assurer la prise; ils auraient dû passer l'Oglio, et se porter sur les débouchés de la Fossa-Maestra : ce mouvement eût contenu les ennemis dans le Seraglio, et les eût empêchés de s'affaiblir. D'ailleurs, en finissant la campagne entre l'Oglio et le Mincio, on ménageait d'autant le Crémonois, et on ôtait à l'ennemi les moyens de se porter sur l'Oglio, en consommant tous les fourrages entre ces deux rivières et la Fossa-Maestra; ce qui eût assuré la tranquillité de nos quartiers d'hiver; et, ce qui prouve invinciblement combien cette partie était abondamment pourvue de fourrages, c'est le séjour des ennemis pendant les mois de novembre et de décembre, et l'établissement de la tête de leurs quartiers sur le bas Oglio.

Si les généraux des alliés craignaient de se compromettre en passant l'Oglio, ils pouvaient au moins envoyer un corps d'observation sur la Secchia, qui eût éclairé le débouché des ponts des ennemis, et les eût empêchés de faire lever le siége de la Mirandole; mais, non seulement ils ne pensèrent point à envoyer ce corps, ils refusèrent encore à M. de Maillebois, qui les demandait, quelques troupes de renfort qui lui étaient nécessaires : conduite bien singulière, et dont on ne saurait deviner les motifs.

Le 29, les Impériaux se portèrent en avant de Gazoldo et de la Feriola-Imbega, où ils campèrent.

Ce mouvement, joint au bruit de l'arrivée de seize bataillons qui venaient renforcer l'armée impériale, firent arrêter, 1° de rester dans la position entre le Pô, l'Oglio et la Delmone, si les ennemis restaient à Gazoldo; 2° de rappeler sur la rive gauche du Pô toutes les troupes qui étaient sur la rive droite, en laissant des garnisons dans Guastalla et la citadelle de Modène.

Si, au contraire, les ennemis se portaient

sur le haut Bressan pour marcher sur le haut Adda, on passerait par Pizzigithone pour remonter cette rivière, et s'opposer au passage de l'ennemi.

Pour former un pareil projet d'opérations, on ne consulta certainement ni l'expérience de la campagne de 1705, ni la nature du pays. En vain les généraux des alliés fondaient-ils leur sécurité sur la mauvaise qualité du chemin dans l'arrière-saison et sur la difficulté pour l'ennemi de subsister, s'il abandonnait sa communication avec Mantoue; ces motifs, purement spécieux, n'eussent pas empêché M. de Konissegg de se porter sur le haut Adda, comme il aurait dû le faire, passant de Médoli à Palazuolo, par Montechiaro et Chiari; il eût trouvé une chaussée ferrée, bonne en tout temps, de Palazuolo à Cassano, en longeant la chûte des montagnes du Bergamase : le pays est assez ouvert, et les chemins praticables. Ainsi les Impériaux eussent pu se porter de Médoli à Cassano en six marches. L'armée des alliés, au contraire, obligée de traverser le Crémonois, le Crémase et le Lodezan, pays bas hérissés de défilés et de Navilles, eût trouvé des chemins affreux où elle eût pu faire au plus trois

lieues par jour, et serait arrivée conséquemment sur le haut Adda deux ou trois jours après l'ennemi.

L'objet des subsistances n'avait point arrêté le prince Eugène en 1705; le Bergamase seul le fit vivre pendant plus de trois semaines. Ce pays et le Crémase eussent procuré les mêmes ressources à M. de Konissegg, avec d'autant plus de facilité, que les habitans du Milanais y avaient transporté leurs grains et leurs fourrages.

Mais, en supposant l'armée des alliés arrivée assez tôt sur le haut Adda pour empêcher l'ennemi de le passer, M. de Konissegg pouvait suivre les traces du prince Eugène, marcher par sa gauche, se poster entre le Serio et Pizzigithone, masquer cette place : dès-lors il rejetait les alliés sur la rive droite de l'Adda, les séparait du Crémonois, et finissait sa campagne en avant de l'Oglio en éloignant les alliés de Guastalla, Modène et Parme, avec lesquels ils ne pouvaient plus communiquer sans des détours sujets à mille inconvéniens.

L'exécution des projets formés par les généraux des alliés eussent eu les suites les plus fâcheuses; M. de Vendôme les évita en 1701

par une diligence incroyable, et par la faute du prince Eugène de n'avoir pas passé le Serio à Montadine, et d'avoir perdu sur la rive droite de cette rivière deux jours, qui donnèrent le temps à M. de Vendôme de faire le tour par Pizzigithone, et de se porter sur le Serio, entre les ennemis et le Crémonois, qui fut couvert par cette manœuvre.

Dans la position où se trouvaient les alliés au mois d'octobre 1734, si les ennemis se fussent dirigés sur le haut Adda, il y avait deux partis à prendre, ou de remonter l'Oglio, pour empêcher l'ennemi de le passer, ou, dans le cas où l'ennemi en eût dérobé le passage, de prendre des positions de flanc sur sa marche, même de le suivre, pour éviter de perdre le Crémonois, en allant l'attendre sur la rive droite du haut Adda.

Le 7 novembre, les ennemis avancèrent un gros détachement à Mascaria, et se cantonnèrent depuis Volango jusqu'à Campitello et ses environs.

Les alliés, n'ayant plus de passage sur l'Oglio qu'au pont de Gazolo, se cantonnèrent depuis Guastallo jusqu'à Soncino et Fontanella.

Le 10, les ennemis, ayant resserré leurs

cantonnemens, occupèrent Astiano, Canetto et Marcaria.

Les mouvemens des ennemis, l'augmentation de leurs troupes et la disette de fourrages, firent insister le roi de Sardaigne sur la nécessité de porter l'armée des alliés derrière la Naville de Crémone, en appuyant sa droite à cette ville, et sa gauche vers Casal-Batano, pouvant se porter de là, par Lodi et Pizzigithone, sur la droite de l'Adda, avant les ennemis, et, s'ils passaient sur la rive droite du Pô, pouvant se porter, par le pont de Crémone, sur la Lenza et le Crostolo, pour empêcher le siége de Guastalla, ou l'établissement des ennemis dans le Modénois.

On retrouve encore ici, dans cette détermination, l'invariable projet du roi de Sardaigne de se rapprocher du Milanais. Pendant toute la campagne, les généraux français n'avaient cessé de solliciter ce prince de faire former de gros magasins de fourrages dans le Crémonois; l'état de Milan devait en fournir vingt mille rations par jour dans le Crémonois : mais le roi de Sardaigne avait, dès le mois d'octobre, songé à nous ôter les ressources qui étaient dans le pays, en faisant exciter sous main tous les

paysans du Crémonois à réfugier leurs blés et leurs fourrages dans les villes fermées. L'armée n'eût donc point été obligée d'abandonner l'Oglio, si son séjour sur cette rivière n'avait pas contrarié la politique du roi de Sardaigne.

Les alliés avaient à peine abandonné l'Oglio, déjà les ennemis avaient jeté deux ponts sur cette rivière, l'avaient passée, et, après s'être emparés de Sabionetta, s'étaient étendus jusqu'à Casal-Major.

Ce mouvement paraissant indiquer un projet de passer le Pô, les généraux des alliés envoyèrent un fort détachement sur la rive droite du Pô, et se cantonnèrent entre Crémone et Casal-Butano.

Le 7 décembre, les ennemis se portèrent à Luzara, d'où ils poussèrent un détachement à la Piève de Guastalla. M. de Broglie se porta alors dans le camp retranché de Guastalla. M. de Konissegg fit renforcer le corps de Luzara, s'y porta de sa personne, et fit remonter par le Pô l'artillerie qui pouvait lui être nécessaire pour faire le siége de Guastalla.

On pourrait reprocher à M. de Konissegg de n'avoir pas profité du temps où les alliés restaient immobiles entre Crémone et Casal-

Butano, du 18 au 25 novembre, et où il était maître de Casal-Major et de Viadana, pour faire passer un gros corps de troupes derrière le Crostollo, entre le Tassone et Guastalla, au moyen duquel il eût intercepté la communication des alliés avec Modène et Guastalla; ce qui lui eût donné le temps de faire arriver le reste de ses troupes, par son pont de Sacchetta, pour le siége de Guastalla; et, si les alliés se fussent portés en force pour secourir cette place, M. de Konissegg aurait eu sa retraite assurée sur la Secchia, où la disette de fourrages n'eût pas permis aux alliés de le suivre, et encore moins de faire aucun mouvement offensif sur la rive gauche du Pô.

Les Impériaux passèrent encore le Pô, le 10, à Viadana, et se renforcèrent à Bercello; mais ils le repassèrent à l'approche de M. de Broglie, qui marcha à eux le 11.

De son côté, M. de Konissegg passa aussi le Pô à Borgo-Forte, le 16, n'espérant plus pouvoir prendre Guastalla; il cantonna son infanterie sur la rive gauche du bas Oglio, conservant sur la rive droite Gozolo et Bozolo, après les avoir fait retrancher, et dans le Seraglio Borgo-Forte. Sa cavalerie fut cantonnée sur

les deux rives du Pô, depuis le Mincio jusqu'au Ferrarois ; il fit aussi occuper San-Benedetto. A la fin de décembre, il renforça le poste d'Astiano, fit jeter un pont sur l'Oglio, et occuper Gabioneda, sur la rive droite ; il partit ensuite pour Vienne, le 29. M. de Coigny partit pour la France le 1er janvier 1735, et M. de Broglie dans le courant de mars; M. de Noailles, qui devait le remplacer, était arrivé à Crémone le 27 mars 1735.

L'objet commun des cours de Versailles, Madrid et Turin, était d'expulser les Impériaux de toute la Lombardie, et de les rejeter dans le Trentin et dans le Tirol.

Pour remplir cet objet, le roi de Sardaigne et M. le maréchal de Noailles étaient convenus, pour première opération, de passer l'Oglio et de se porter sur le haut Mincio, pendant que M. Montemar agirait avec cinq mille Espagnols sur la rive droite du Pô, et s'emparerait de Revere et de la Mirandole.

L'armée des alliés se trouvant rassemblée, les généraux changèrent leur première opération, et se décidèrent à passer sur la rive droite du Pô. Les motifs de ce changement furent :

1° L'arrivée tardive des Espagnols, et la nécessité de les joindre ;

2° Afin d'expulser entièrement les ennemis de la rive droite du Pô ;

3° Avant de se porter sur le Mincio, pour connaître la conduite à tenir avec les Vénitiens, l'armée ne pouvant pas opérer sur le haut Mincio, sans vivre sur les terres de cette république ;

4° Pour ôter aux ennemis toutes les ressources de la rive droite du Pô, afin de pouvoir bloquer Mantoue, et resserrer les ennemis dans cette place ;

5° La prise de Goito exigeait des préparatifs qui n'étaient point encore faits ;

6° L'intempérie de l'air dans le voisinage du Pô pendant les chaleurs, et sa salubrité sur le haut Mincio pendant l'été ;

7° Enfin les secours d'Allemagne qui ne pouvaient arriver que vers le milieu de la campagne, et l'importance de se trouver alors à portée des débouchés par où ils devaient arriver.

Quel était donc l'objet essentiel des alliés de rejeter les ennemis dans le Trentin, et comment pouvoir y parvenir, si ce n'était en leur

ôtant l'avantage de la position centrale qui leur était procurée par la possession de Mantoue et des postes occupés dans le Seraglio?.... C'était donc par où il fallait commencer ses opérations.

Mais pour déposter les ennemis du Seraglio, ou les y resserrer, il fallait passer le Mincio, et se poster sur les communications de Mantoue avec l'Allemagne; ce mouvement eût nécessairement rappelé les ennemis sur la rive gauche du Pô, et procuré aux Espagnols la liberté de se porter sur le bas Pô, d'y jeter un pont, d'ôter aux ennemis les ressources de cette partie et du bas Adige.

Dans cette position, il restait deux partis à prendre à M. de Konissegg, celui de se renfermer dans le Seraglio, dans le cas où il eût pu y rassembler assez de vivres pour y subsister pendant toute la campagne, ou d'abandonner Mantoue à ses propres forces, et de se mettre à cheval sur l'Adige, à l'entrée des montagnes, pour être plus à portée de recevoir ses renforts d'Allemagne.

Si M. de Konissegg eût pris le premier parti, il abandonnait toute communication avec l'Allemagne, et il s'exposait à être attaqué par

toutes les forces des alliés, et de n'avoir d'autre retraite que dans Mantoue.

S'il eût pris le second parti, la grande supériorité de l'armée des alliés sur la sienne les mettait à même de passer l'Adige de force, au-dessus ou au-dessous de Vérone, de l'obliger à s'enfoncer dans les montagnes, et de lui fermer le chemin de la Lombardie.

Aucun motif, au contraire, n'indiquait de commencer les opérations par la rive droite du Pô.

1° Les Espagnols étant arrivés à Bologne du 14 au 16 mai, nulle nécessité de les joindre, l'armée des alliés, opérant sur le haut Mincio, et se dirigeant sur l'Adige, eût certainement attiré les Impériaux sur la rive gauche du Pô: d'ailleurs, on ne devait pas craindre de voir M. de Konissegg avec moins de trente mille hommes, aller chercher les Espagnols, pour laisser les Piémontais et les Français s'emparer du Seraglio, et lui ôter, non seulement toute communication avec Mantoue, mais encore lui disputer son retour sur la rive gauche du Pô.

2° Les Espagnols auraient très-bien suffi pour nettoyer la rive droite du Pô, aidés sur-

tout par les opérations des Piémontais et des Français sur la rive gauche.

3° On ne conçoit pas les scrupules des généraux des alliés sur la manière de se comporter avec les Vénitiens; il fallait suivre l'exemple des Impériaux, qui, depuis le commencement de la guerre, subsistaient sur le territoire de cette république.

4° Les Espagnols, agissant sur la rive droite du Pô, en auraient suffisamment ôté les ressources aux ennemis pour l'approvisionnement de Mantoue, qui en aurait trouvé de suffisantes sur la rive gauche.

5° Goito n'exigeait, en aucune manière, les préparatifs d'un siége en forme : d'ailleurs l'armée pouvait passer le Mincio au-dessus de Goito, et cette place tombait d'elle-même.

6° Si l'air est mal-sain pendant l'été sur les bords du Pô, l'expérience de la guerre de 1700 avait assez prouvé combien l'air de Mantoue et du Seraglio est pestiféré. En 1702, M. de Vendôme perdit dix mille hommes de maladie dans son camp de Rivolta; il était donc important de débuter par le Mincio, et de forcer les ennemis à prendre un parti décisif avant les chaleurs.

7° Enfin, s'il était important de se trouver au milieu de la campagne à portée des débouchés de l'Allemagne, pour s'opposer à l'entrée des secours pour les Impériaux, il fallait auparavant forcer M. de Konissegg à prendre un parti, et le voir renfermé dans le Seraglio; car s'il s'était rapproché de l'Adige et des montagnes, on n'aurait pu l'empêcher de recevoir ses secours : nouvelle raison pour commencer les opérations par le haut Mincio, dans le moment où les Impériaux étaient encore sur la rive droite du Pô.

M. de Konissegg, en voyant les alliés se jeter sur la rive droite du Pô, y passa aussi de son côté, et vint camper à San-Benedetto.

Le plan des généraux alliés était, après avoir forcé les Impériaux, de quitter San-Benedetto, de se porter (les Piémontais et les Français) sur la rive gauche de la Secchia, les Espagnols sur sa rive droite, d'y établir des ponts pour se communiquer, d'assiéger la Mirandole et Revere, et de rassembler sur le Panaro des bateaux pour jeter un pont sur le bas Pô.

Des pluies et des orages retardèrent les mouvemens des alliés, et firent manquer quelques-unes de leurs opérations.

Du 31 mai au 1er juin, M. de Konissegg renforça les postes d'Ostiglia et Revere, où il fit descendre ses ponts, après avoir passé dans le Seraglio.

L'armée des alliés marcha le 3 juin sur San-Benedetto, avec le projet d'y attendre la fin de l'expédition sur Revere; mais, sur l'avis de l'augmentation des forces de l'ennemi sur ce point, M. de Noailles marcha avec trente bataillons et vingt-neuf escadrons, pour joindre les Espagnols sur la rive droite de la Secchia.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, les Impériaux levèrent leurs deux ponts sur le Pô, après avoir évacué Revere à l'approche des troupes alliées, qui y entrèrent le 7 juin au matin.

Les généraux des alliés n'auraient pas dû, ce semble, porter au-delà de la Secchia un corps aussi considérable, sans être bien assurés si l'armée ennemie avait bien réellement descendu à Ostiglia et à Revere. Le retard occasionné par ce mouvement aux opérations projetées sur le haut Mincio, et les entreprises que l'ennemi pouvait faire sur la rive gauche du Pô, exigeaient des alliés de se tenir proche de Guastalla, toujours en mesure de repasser promptement le Pô.

M. de Konissegg, après avoir passé le Pô, le 1er juin, pouvait jeter dans Revere assez de troupes pour le mettre à l'abri d'un coup de main, et même obliger à l'ouverture d'une tranchée; et dès l'instant où il aurait été assuré de la jonction de M. de Noailles à l'armée des Espagnols, marcher par sa droite, passer l'Oglio entre Gozolo et Saint-Michel, et marcher sur le pont de Guastalla; et s'il eût réussi à en forcer les retranchemens, il restait le maître de la rive gauche du Pô et du Crémonois, rejetait les alliés en totalité sur la rive droite du Pô, et interrompait le transport de leurs subsistances par le Pô. Si, au contraire, il n'eût pu les forcer, il aurait pu rompre le pont à coups de canon, ou se porter avec son armée derrière une chaussée fort élevée, entre Dozzolo et le Pô, placée à huit cents toises du Pô. Les sinuosités de cette chaussée forment des flancs naturels, sous le feu desquels on eût été obligé de déboucher ou de repasser le Pô à Crémone.

M. de Noailles passa la Secchia le 5 et le 6 juin. Si M. de Konissegg se fût mis en mouvement le 5 au soir, il serait arrivé le 7 de bonne heure à Dozzolo; et, quelque diligence qu'eussent

faite les généraux des alliés, ils auraient eu bien de la peine à être arrivés à Guastalla avant le 8, et M. de Konissegg eût eu tout le temps de forcer le retranchement, de rompre le pont, ou de masquer le débouché; et on peut conjecturer dans quels embarras il eût jeté les généraux des alliés, et combien il eût retardé leurs opérations sur la rive gauche du Pô.

D'ailleurs, M. de Konissegg avait toujours sa retraite assurée sur le Seraglio; il pouvait craindre, à la vérité, l'établissement d'un pont sur le bas Pô par les alliés; mais avant d'avoir pu rassembler les bateaux et les agrès nécessaires pour jeter un pont sur ce fleuve, au-dessous d'Ostiglia, où il a plus de six cents toises de large, les Impériaux auraient consommé ou détruit les fourrages du bas Crémonois, et de l'entre-deux du bas Oglio et du Mincio.

Au lieu de toutes ces opérations très-possibles et très-avantageuses, M. de Konissegg préféra de passer sur la rive gauche du Pô, et bientôt après de se retirer à Marmirolo, après avoir évacué le Seraglio et Goito.

Les 13 et 14 juin, les Espagnols passèrent le Pô, et occupèrent Gozurnolo sur le Mincio.

Les Impériaux décampèrent le 17 de Marmirolo, et marchèrent à Villa-Franca.

Le 19, les alliés campèrent la droite à Marmirolo, et la gauche à Marengo. Le même jour, les ennemis quittèrent Villa-Franca, jetèrent des ponts sur l'Adige, et se retirèrent le 22 sur le Montebaldo.

On tint alors un grand conseil de guerre chez le roi de Sardaigne, dans lequel on convint de l'inutilité et de l'imprudence de suivre les ennemis au-delà de l'Adige.

On aurait cru cependant qu'en masquant la position des Impériaux sur le Montebaldo, passant l'Adige au-dessus de Vérone, et occupant le débouché des montagnes sur le Véronaise, on aurait trouvé les subsistances nécessaires dans le Véronaise et le Vicentin; et, bien loin de faire une démarche imprudente, on en aurait fait une dictée par la sagesse et l'expérience.

La guerre de 1700 en Italie avait assez prouvé qu'en laissant aux Impériaux la liberté de se porter sur l'Adige par le Véronaise et le Vicentin, il leur serait toujours possible de pénétrer en Lombardie, par l'une ou l'autre rive du Pô. Il fut donc reconnu alors, pour

empêcher les Impériaux de pénétrer en Italie, ou les en expulser, qu'il fallait masquer le débouché des montagnes, et porter le théâtre de la guerre au-delà de l'Adige.

Dans les premiers jours de juillet, les troupes entrèrent dans leurs quartiers de rafraîchissement.

Pendant ces deux mois de repos, on discuta les opérations ultérieures. La cour de France voulait marcher sur Trente pour rejeter les ennemis dans le Tirol, et leur ôter tout moyen d'entrer en Lombardie.

La cour de Madrid, à qui les duchés de Mantoue et de la Mirandole devaient rester, préférait le siége de Mantoue.

Le roi de Sardaigne, toujours en méfiance contre l'Espagne, qui n'avait pas encore accédé au traité de Turin, se souciait peu de contribuer à la prise de Mantoue, et voulait rejeter le théâtre de la guerre sur les terres des Vénitiens, pour l'éloigner du Milanais.

Par cette mésintelligence, M. de Noailles se vit dans l'impossibilité d'obéir aux ordres du roi; il envoya un mémoire le 7 juillet, où il combattait le projet de marcher sur Trente. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

La mésintelligence continuait; après quelques mouvemens insignifians, l'armée des alliés entra dans ses quartiers en-deçà de l'Adige, le 3 novembre 1735.

Le 12 novembre, les ennemis passèrent l'Adige au-dessous de Ravigo à Anguilara; M. de Noailles se disposait à marcher contre eux avec les Espagnols, lorsqu'il reçut, le 15, avis de la suspension d'armes entre le roi de France et l'empereur; à la fin de ce mois, les cours de Madrid et de Turin ayant accepté cette suspension, toute hostilité cessa en Italie.

Le roi de France et l'empereur, résolus de terminer la guerre, avaient renoué les négociations sans la médiation d'aucune puissance. Le plan de pacification proposé l'année précédente par les Anglais et les Hollandais, ne présentait aucune indemnité en faveur du roi Stanislas : on trouva l'expédient de faire céder les duchés de Lorraine et de Bar, en échange de la succession éventuelle du duché de Toscane.

Le duc de Lorraine ayant consenti, toutes les difficultés furent levées; les préliminaires de paix furent signés à Vienne, entre la France

et l'Autriche, le 3 octobre 1735, sans avoir consulté les cours de Madrid et de Turin.

Les rois d'Espagne et de Sardaigne, après s'être beaucoup plaints, acceptèrent les articles préliminaires; il fut alors question de régler les traités définitifs. Il s'agissait non seulement de terminer les difficultés d'une multitude de traités contradictoires faits entre les puissances de l'Europe, depuis la paix d'Utrecht, mais d'anéantir les sujets de contestations occasionnés par le commerce de Lassento, entre les Anglais et les Espagnols, et d'éteindre les sujets de discorde élevés entre les Ottomans, les Russes et les Autrichiens.

Dans cet intervalle, Jean Gaston de Médicis mourut à Florence le 9 juillet 1737, et François de Lorraine fut mis en possession de Schelestat : enfin la paix entre l'Italie et la France, l'Allemagne et l'Espagne, fut définitivement signée le 18 novembre 1738; la France garantit l'indivisibilité de la succession d'Autriche; chaque puissance se mit en possession de ses nouveaux états; le roi Stanislas fixa sa résidence en Lorraine; l'empereur envoya ses troupes dans les duchés de Milan, de Mantoue, de Parme et de Plaisance; le roi de Sardaigne eut

le Novarins, le Tortonais et les fiefs des Langhes.... On régla les contestations entre les Espagnols et les Anglais, entre les Impériaux et les Ottomans, en 1739, dans le moment où se passait, dans l'Indostan, l'étonnante révolution causée par Thamas Kouli-Kan.[1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

FIN DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-HUITIÈME.

La mort de l'empereur Charles VI rallume la guerre. — Benoît XIV. — Frédéric II. — Alliance de la France, de l'Espagne et de la Prusse, avec le duc de Bavière. — La reine de Hongrie alliée avec la Russie, la Hollande et l'Angleterre. — Le roi de Sardaigne se déclare pour la reine de Hongrie. — Le duc de Bavière élu empereur. — On porte de grandes forces en Italie. — Dom Philippe s'empare de la Savoie. — Combat de Campo-Santo. — Mort du cardinal de Fleury. — Nouvelle alliance de la France avec la Prusse. — Le prince de Conti va commander les troupes françaises destinées à entrer en Italie. On force les passages des Alpes. — On pénètre dans la vallée de Sture. — Siége de Coni. — Le roi de Sardaigne y attaque les Français. — Il est battu. — Surprise des Espagnols à Veletri. — Les Autrichiens y sont battus. — Campagne de Courtray. — Mort de Charles VII. — Bataille de Fontenoi. — M. de Maillebois remplace le prince de Conti. — Les troupes françaises, espagnoles, napolitaines, modénoises et génoises, sont réunies dans le camp de San-Juliano. — Les alliés s'emparent de Tortone. — Passage du Tanaro. — Siége et prise d'Alexandrie, — de Valence. — Le comte de Gages marche du côté de Milan. — Les Espagnols évacuent Alexandrie. — Les Français repassent le Tanaro. — Les Autrichiens s'emparent de Lodi. — Le roi de Sardaigne assiége Valence. — Les Espagnols battus sous Plaisance. — Plan de M. de Maillebois. — Passage savant du Pô. — Combat du Tidone. — Les Français, forcés d'évacuer l'Italie, repassent le Var. — Ils abandonnent les Génois. — Le roi de Sardaigne entre en Provence. — M. de Belle-Isle remplace M. de Maillebois. — Les ennemis assiégent Antibes. — Les Génois chassent les Autrichiens de leurs murs. — L'ennemi évacue Grasse. — Il repasse le Var. — La France envoie des secours aux Génois. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — La guerre recommence en Europe. — Paix signée en 1763. — Suite des affaires de la Corse. — Sa réunion à la France. — Mort de Louis XV. — Tableau du monde à la fin du dix-septième siècle.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Depuis la mort de Charles VI jusqu'à celle de Louis XV.

Du 20 octobre 1740 au 10 mars 1774.

A peine l'Europe venait-elle d'être pacifiée, et déjà la mort de l'empereur Charles VI, arrivée le 20 octobre 1740, avait rallumé le feu de la guerre. Le traité du Pardo, entre les Espagnols et les Anglais, ne l'avait pas éteint; les Anglais, abusant de la manière la plus étrange des avantages du traité de Lassiento, ruinaient entièrement le commerce espagnol en Amérique.

Ainsi, jamais rien ne fut sacré aux yeux de ce gouvernement [1] usurpateur et liberticide, pour étendre ou conserver son commerce, pour asservir le continent à son ambition maritime. L'Europe pourra-t-elle jamais oublier que le lord Clive fit périr de faim des

[1] *Voyez* l'excellent ouvrage du C. Viennot-Vaublanc sur la *rivalité de la France et de l'Angleterre, depuis Guillaume le Conquérant jusqu'à ce jour*, 1 vol. in-8°, chez *Bernard*.

millions d'Indiens, pour assouvir son insatiable cupidité et celle de la compagnie? n'a-t-elle pas été indignée des vexations exercées naguère contre des philantropes qui demandaient l'abolition de la traite des noirs? oubliera-t-elle l'Amérique obligée de s'insurger contre la tyrannie du cabinet britannique? L'histoire ne retracera-t-elle pas toujours avec des larmes de sang le meurtre de Jumonville, l'assassinat des souverains indiens, l'empoisonnement de l'ambassadeur de Perse, le trépas de Louis XVI, la vénalité de Roberspierre, la mort des émigrés de Quiberon, les dévastations de la Vendée, de Toulon, de Lyon, de Marseille; l'horrible attentat de Rastadt, la conspiration effroyable de 1804? Elle demande vengeance de ces conspirateurs éternels du globe qui égarent une nation estimable.

Ah! pourquoi la patrie de Newton est-elle l'ennemie de celle de Descartes? pourquoi le traité de Lassiento ne fut-il pas respecté par le cabinet britannique? Les torts de l'Angleterre étaient évidens; mais la faiblesse de la marine espagnole l'encourageait à les augmenter: vainement cet objet était-il mis en négociation, les Anglais, sentant leur force, se croyaient tout permis; leurs flottes commencèrent les

hostilités, la guerre éclata par la prise de Porto-Bello.

L'industrie des nations commerçantes avait fait ériger Ancône en port franc, et établir une foire franche à Sinigaglia. Le sénat de Venise, craignant pour les intérêts de la république, défendit à tous ses sujets de commercer dans le port d'Ancône, et d'aller à la foire de Sinigaglia; Clément XII interdit alors tout commerce des états de l'Église avec les Vénitiens. Cette affaire, qui pouvait occasionner une rupture, demeura suspendue par la mort de Clément XII. Le cardinal Prosper Lambertini, qui lui succéda sous le nom de Benoît XIV, était destiné à renouveler les temps où les papes méritaient la confiance des peuples par l'étendue de leurs lumières et la sagesse de leur caractère. Le sénat se hâta de faire disparaître tout sujet de contestation avec la cour de Rome.

La souche mâle des comtes de Habsbourg se trouvait éteinte par la mort de Charles VI, qui laissa deux filles; Marie-Louise, mariée au duc François de Lorraine, et Marie-Anne, qui épousa le prince Charles de Lorraine, le 7 décembre 1743. Les droits de la fille aînée étaient fondés non seulement sur l'équité naturelle, mais encore par la Pragmatique qui était

garantie par les principaux gouvernemens de l'Europe. L'électeur de Bavière avait chargé son ministre à Vienne de protester contre la prise de possession de l'archiduchesse Marie-Thérèse. Indépendamment des droits de sa femme, il prétendait en avoir par le testament de Ferdinand Ier, dont Albert II, duc de Bavière, avait épousé la fille aînée, laquelle, par ce testament, était substituée aux états autrichiens, au défaut d'hoirs mâles, et, selon le système de la cour de Vienne, au défaut d'héritiers légitimes.

Philippe II, en qualité de représentant de la branche aînée, réclamait la succession toute entière, dans l'espérance d'obtenir le grand duché de Toscane et les duchés de Parme et de Plaisance. Le roi de Prusse réclamait une partie de la Silésie, en vertu d'un pacte de succession fait en 1537 entre les anciens ducs de Silésie et la maison de Brandebourg. Le roi de Sardaigne avait des droits sur le Milanais; il les tenait de Catherine d'Autriche, fille aînée de Philippe II, dont il descendait.

Louis XV pouvait prétendre, à de plus justes titres, à la succession de Charles VI; mais on prévoyait une guerre prochaine avec l'Angleterre pour les limites de l'Acadie,

cédée à cette puissance par le traité d'Utrecht.

Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, était mort le 31 mai 1740, laissant à Frédéric II, son fils, un trésor de quatre-vingt millions et une armée de quatre-vingt mille hommes, accoutumés, par des exercices continuels, à des manœuvres savantes et à une discipline sévère qui les rendaient les meilleures troupes de l'Europe.

A peine Charles VI était dans la tombe, le roi de Prusse entrait en Silésie avec trente bataillons et trente escadrons. Il avait été reçu le 2 janvier dans Breslaw; à la fin du mois, il était maître de cette superbe province, de Crossen à Jablancka, à l'entrée de la Hongrie, et des montagnes aux frontières de la Pologne. Vainqueur sans combattre, il offrait à la cour de Vienne ses troupes, ses trésors et sa voix électorale, pour faire élire le grand duc de Toscane, roi des Romains; il demandait la cession de la Silésie; Marie-Thérèse l'avait refusée à Frédéric; elle eut bientôt d'autres ennemis à combattre.

Les cours de France et d'Espagne conclurent le 28 mai, avec l'électeur de Bavière, une alliance offensive et défensive à laquelle accé-

dèrent les rois de Prusse, de Pologne, des deux Siciles et de Sardaigne.

Un second traité fut conclu entre la France et la Prusse; Louis XV garantissait à Frédéric II la possession de la Silésie.

La reine de Hongrie était alliée à la Russie, à l'Angleterre et à la Hollande; ses ennemis étaient au cœur de ses états. Le roi de Prusse s'emparait de la Moravie et du comté de Glatz. L'électeur de Hanovre était contraint de signer un traité de neutralité dans lequel il abandonnait la reine de Hongrie, et promettait sa voix électorale au duc de Bavière : une armée de Français, de Bavarois et de Saxons, dominait en Bohême; une autre armée française observait les Anglais et les Hollandais, et couvrait Francfort, où l'on allait faire l'élection de l'empereur.

La Lombardie et la Toscane étaient dégarnies de troupes allemandes; quinze mille hommes, embarqués à Barcelone, avaient été transportés à Orbitello, sous l'escorte des escadres combinées de France et d'Espagne; le roi des deux Siciles rassemblait ses armées sur les frontières de l'Abruzze; le duc de Modène, le pape et la république de Gènes, se déclaraient neutres; de nouvelles troupes espagnoles

arrivaient en Italie par la voie de Gènes.

Le roi de Sardaigne, qui revendiquait le Milanais, s'était allié avec la France et l'Espagne; mais à peine les Espagnols s'approchaient-ils des rives du Pô, déjà ce prince avait reconnu ses erreurs en politique, et, craignant de se voir environné de toutes parts par la maison de Bourbon, il fermait aux Français les portes des Alpes, et concluait avec Marie-Thérèse un traité dans lequel, sans renoncer à ses droits sur la Lombardie, il lui promettait le secours de ses armes, moyennant un subside payé par les Anglais.

Pendant le temps où le roi de Sardaigne put espérer de recevoir la Lombardie des mains de la France, il fut constant dans son alliance, quoique, en réalité, il eût souvent mieux valu pour la France l'avoir pour ennemi.

Jusqu'à présent nous avons vu les ducs de Savoie, continuellement occupés de leurs intérêts, se permettre, quoique alliés, les infidélités les plus marquées, et, depuis François Ier, avoir toujours nui davantage aux affaires des Français en Italie dans les momens où ils combattaient avec eux, que dans ceux où l'on était obligé de les combattre. Les rois de France, depuis Charles VIII, n'entendirent jamais leurs

véritables intérêts envers les ducs de Savoie et le Piémont; il fallait ou en faire des rois de Lombardie, en assurant à la maison de Bourbon la Toscane et les duchés de Parme, de Plaisance, de Modène, de Reggio, de Mantoue, ou les regarder continuellement comme ennemis, et, dans ce cas, s'allier avec la république de Gènes, et, en les renversant, s'emparer, pour la France, de la Savoie, du Piémont, de la Sardaigne, et, pour la république de Gènes, d'une partie des possessions des ducs de Savoie qui l'auraient avoisinée. [1]

Les cours de France, d'Espagne et des deux Siciles, par leur mauvaise politique, se firent un ennemi d'un prince qui aurait dû être ou ménagé, ou entièrement détruit : non seulement il conserva le Milanais à la reine de Hongrie, mais il lui rendit le service inappréciable d'occuper au pied des Alpes quarante mille Français, et autant d'Espagnols, qui firent là de vains efforts qui leur auraient été infiniment plus utiles ailleurs. Marie-Thérèse, tranquille alors sur le sort de ses provinces d'Italie, porta en Allemagne des forces qui auraient été employées dans les duchés de Mi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

lan, Mantoue, Parme et Plaisance. Ce fut la première cause des mauvais succès des armes françaises en Italie, en 1744; la même qui avait eu des effets si funestes sous les prédécesseurs de Louis XV; cause qui a été si sagement détruite à la paix de Lunéville, en assurant la possession du Piémont à la France.

La reine de Hongrie cédait au roi de Sardaigne le district de Vigevano, la partie du comté de Pavie située entre le Pô et le Tesin, le canton du Milanais appelé pays d'Anghiera, et le marquisat de Final, appartenant à la république de Gènes.

Le duc de Bavière avait été élu empereur dans Francfort, sous le nom de Charles VII; ce fut le terme de ses prospérités. Le roi de Prusse, gagné par les insinuations de l'Angleterre, fit la paix avec Marie-Thérèse, qui lui céda la Silésie. L'électeur de Saxe fit aussi la sienne avec cette princesse, qui, n'ayant plus à combattre que les Espagnols et les Français, vit bientôt ces derniers obligés d'abandonner la Bohême, Charles VII perdre ses états héréditaires, et donner un exemple frappant des vicissitudes de la fortune.

La défection du roi de Prusse et de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, permit à Marie-

Thérèse de faire passer une armée nombreuse en Italie, sous le commandement du comte de Traun. Le roi de Sardaigne avait réuni ses forces à celles des Impériaux ; le duc de Montemar, à la tête des Espagnols, au lieu de conquérir le duché de Milan, comme il s'en était flatté, avait été contraint de se replier sur l'Ombrie, où le comte de Traun et le duc de Savoie l'avaient suivi. Ils étaient sur le point de l'envelopper, quand les Piémontais furent obligés de se séparer des Autrichiens pour se porter rapidement dans les Alpes.

Le roi d'Espagne avait envoyé en Italie son fils cadet, Philippe, auquel il destinait les états dont il projetait de faire la conquête dans la Péninsule. Philippe avait en vain tenté de pénétrer sur la rivière de Gènes ; l'amiral Matheus, commandant alors l'escadre anglaise sur la Méditerranée, s'était opposé avec succès à son débarquement ; mais il venait de pénétrer par terre dans la Savoie, et s'en était rendu maître; il obligeait Charles-Emmanuel de ramener son armée à Turin, pour défendre les passages des Alpes par Suse et par Coni.... L'armée du duc de Montemar, qui se retirait vers le royaume de Naples, aurait dû reprendre l'offensive contre les Impériaux, affaiblis par la

retraite des troupes sardes ; mais un événement auquel on ne devait pas s'attendre, la mit dans un plus grand danger.

Le 18 août 1742, parut à la vue de Naples une escadre anglaise commandée par l'amiral Martin ; et quoique la guerre ne fût pas déclarée entre la cour de Naples et celle de Londres, suivant l'usage anti-social du gouvernement anglais, le commodore Martin menaça le roi des deux Siciles de bombarder sa capitale, s'il n'abandonnait sur-le-champ les intérêts des rois de France et d'Espagne ; il donna au roi une heure pour se déterminer, c'est-à-dire pour obéir ; le port de Naples se trouvant alors dépourvu d'artillerie, aucune précaution n'ayant été prise contre une insulte à laquelle on ne s'attendait pas, le roi se soumit à la nécessité de rappeler ses troupes campées à Spolette avec celles du duc de Montemar.

La cour d'Espagne, faisant un crime au duc de Montemar, d'événemens qui étaient hors des probabilités ordinaires, lui donna pour successeur le comte de Gages, qui ne réussit pas mieux, faute de moyens suffisans. Cependant, profitant de l'absence du roi de Sardaigne, ce nouveau général imposa au duché de Toscane la loi de retirer ses troupes de l'armée

des alliés. Quant au roi de Sardaigne, il abandonna la Savoie aux Espagnols, et rentra en Piémont avec son armée.

Pendant l'hiver, les cours de Madrid et de Turin reprirent de nouvelles négociations; mais Charles-Emmanuel, qui proposait différens plans, avait pour but unique, de forcer la reine d'Hongrie à convertir en traité définitif la convention de l'année précédente, regardée encore comme provisionnelle. Dès l'instant où il eut rempli cet objet, (par le traité de Worms) il rompit de nouveau avec les Français et les Espagnols.

Le roi de Sardaigne avait infiniment à cœur d'acquérir le marquisat de Final, qui avait été vendu aux Génois par Charles VI. Le roi leur offrait le remboursement des sommes données à Charles VI, mais il voulait recevoir la ville de Final dans le même état où les Génois l'avaient reçue; condition impossible. Les Génois avaient rasé les fortifications de Final, et, pour les rétablir, il leur en aurait coûté une somme supérieure à celle offerte par la cour de Turin. Il en résulta une aigreur naturelle, dont les suites furent sur le point d'anéantir la république.

Six armées étaient assemblées en Italie, en

1743; une armée espagnole, commandée par l'infant dom Philippe, occupait la Savoie; le roi de Sardaigne tenait les défilés des Alpes, à la tête de quarante mille hommes; les Vénitiens avaient levé une armée pour faire respecter la neutralité de leur territoire; elle s'était assemblée sur l'Adige au nombre de quatre-vingt mille hommes; une armée autrichienne, postée le long de l'Adige, avait en tête une seconde armée espagnole, commandée par le comte de Gages; enfin la sixième armée était celle du roi de Naples. Ce prince ne se regardait pas lié par une neutralité forcée, et il se proposait de commander lui-même son armée, composée de vingt-six mille hommes; mais la contagion s'étant manifestée en Calabre, il fut obligé d'employer la moitié de son armée à former un cordon pour préserver les autres provinces de ses états de ce fléau; le reste de ses troupes attendait sur les frontières de l'Abruzze, de pouvoir se réunir à l'armée espagnole.

Les Génois, qui penchaient déjà pour la France, entrèrent ouvertement dans son alliance, en apprenant la cession du marquisat de Final, faite par la reine d'Hongrie au roi de Sardaigne.

Des forces aussi nombreuses produisirent

entre les Espagnols et les Autrichiens, le combat de Campo-Santo, [1] dont les deux partis s'attribuèrent l'avantage. Après cette bataille, le duc de Modène, dont le roi de Sardaigne avait envahi les états l'année précédente, se déclara en faveur des Espagnols, et réunit quelques régimens à leur armée.

En Allemagne, les Français, forcés d'évacuer successivement la Bohême, la Bavière et le haut Palatinat, se replièrent sur le Rhin.

En Flandre, le maréchal de Noailles perdit la bataille d'Étingue.

Charles VII, dépouillé de ses provinces héréditaires, obligé de demander à la France des secours alimentaires, négociait avec la reine d'Hongrie, qui convint de le regarder comme neutre : dès-lors la France, obligée de défendre ses frontières contre les Autrichiens, les Anglais et les Hollandais, retira ses troupes d'Allemagne.

La guerre, dès ce moment, changea d'objet : du nord au midi, l'orage grossissait contre la France; elle semblait devoir être bientôt le théâtre de la guerre; les alliés avaient déjà passé le Rhin à Mayence; mais ayant vainement tenté de percer les lignes de Lauterbourg, ils repassèrent le fleuve, et prirent leurs quartiers d'hiver dans le Brisgaw et dans la Bavière.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

Le cardinal de Fleury, premier ministre, était mort cette année; son successeur proposa de renouer des négociations avec le roi de Prusse, d'où il résulta une alliance offensive et défensive entre le roi de France, l'empereur, le roi de Prusse, l'électeur palatin et la régence de Hesse-Cassel, pour contraindre la reine d'Hongrie à reconnaître l'empereur en qualité de chef de l'Empire, à lui restituer ses états héréditaires, et à lui faire droit sur ses prétentions à la succession autrichienne.

Les Autrichiens et les Anglais, qui ignoraient ce traité, espéraient bien conquérir l'Alsace et la Lorraine dans la campagne de 1744.

L'armée autrichienne se rassemblait en Souabe; le prince Charles en prit le commandement : celle des Anglais, dans laquelle était un gros corps d'Autrichiens, n'était pas moins redoutable; elle était cantonnée dans la Flandre maritime. La France fit marcher contre elle cent mille combattans partagés en deux armées : la première devait être commandée par

entre les Espagnols et les Autrichiens, le combat de Campo-Santo, [1] dont les deux partis s'attribuèrent l'avantage. Après cette bataille, le duc de Modène, dont le roi de Sardaigne avait envahi les états l'année précédente, se déclara en faveur des Espagnols, et réunit quelques régimens à leur armée.

En Allemagne, les Français, forcés d'évacuer successivement la Bohême, la Bavière et le haut Palatinat, se replièrent sur le Rhin.

En Flandre, le maréchal de Noailles perdit la bataille d'Étingue.

Charles VII, dépouillé de ses provinces héréditaires, obligé de demander à la France des secours alimentaires, négociait avec la reine d'Hongrie, qui convint de le regarder comme neutre : dès-lors la France, obligée de défendre ses frontières contre les Autrichiens, les Anglais et les Hollandais, retira ses troupes d'Allemagne.

La guerre, dès ce moment, changea d'objet : du nord au midi, l'orage grossissait contre la France; elle semblait devoir être bientôt le théâtre de la guerre; les alliés avaient déjà passé le Rhin à Mayence; mais ayant vainement tenté de percer les lignes de Lauterbourg, ils repassèrent le fleuve, et prirent leurs quartiers d'hiver dans le Brisgaw et dans la Bavière.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

Le cardinal de Fleury, premier ministre, était mort cette année; son successeur proposa de renouer des négociations avec le roi de Prusse, d'où il résulta une alliance offensive et défensive entre le roi de France, l'empereur, le roi de Prusse, l'électeur palatin et la régence de Hesse-Cassel, pour contraindre la reine d'Hongrie à reconnaître l'empereur en qualité de chef de l'Empire, à lui restituer ses états héréditaires, et à lui faire droit sur ses prétentions à la succession autrichienne.

Les Autrichiens et les Anglais, qui ignoraient ce traité, espéraient bien conquérir l'Alsace et la Lorraine dans la campagne de 1744.

L'armée autrichienne se rassemblait en Souabe; le prince Charles en prit le commandement : celle des Anglais, dans laquelle était un gros corps d'Autrichiens, n'était pas moins redoutable; elle était cantonnée dans la Flandre maritime. La France fit marcher contre elle cent mille combattans partagés en deux armées : la première devait être commandée par

Louis XV; le maréchal de Saxe conduisait la seconde.

Ces deux armées faisaient des progrès qui commençaient à alarmer les Hollandais. Au moment où le prince Charles passa le Rhin et entra dans l'Alsace, ce passage du Rhin fut célébré comme une entreprise infiniment audacieuse.

La manière dont les armées françaises ont passé l'Adda, le Pô, le Mincio, l'Adige, et plusieurs fois le Rhin, pendant la guerre de la liberté, même en présence de l'ennemi fortifié sur les bords opposés, a prouvé leur bravoure et la possibilité d'effectuer ces actions militaires sans y attacher une aussi grande importance qu'on le fit sous Louis XIV et sous Louis XV.

D'ailleurs, ces sortes d'expéditions doivent réussir, lorsque l'armée qui veut passer est supérieure en forces à celle qui s'oppose au passage : la raison en est simple : l'armée qui veut défendre un passage, est obligée de s'étendre et de s'affaiblir pour veiller sur tous les points. L'armée qui veut passer, au contraire, peut porter la plus grande partie de ses forces dans un ou deux endroits où elle projette de passer, simuler de fausses attaques sur tous ceux où

les ennemis se sont mis sur la défensive, et dans la nuit leur dérober le passage, et être sur la même rive avant que les ennemis aient pu s'y opposer.... Cependant dans la guerre de 1700, M. de Catinat, en se postant à Villa-Franca, sur la rive droite du Mincio, empêcha le prince Eugène d'oser passer cette rivière ; ce devrait donc être un principe militaire pour s'opposer au passage d'une rivière, de se poster sur ses bords, du même côté où sont les ennemis ; par ce moyen, on connaît infiniment mieux leurs mouvemens, et l'on est plus à portée de les attaquer avec succès, au moment où ils ont commencé à passer. La crainte seule d'exposer alors leurs magasins à être enlevés, et de voir couper leur ligne d'opérations, [1] devrait suffire pour empêcher le général le plus téméraire de hasarder une entreprise qui pourrait avoir des suites aussi fâcheuses.

A la première nouvelle de l'irruption du prince Charles, le roi de Prusse marchait à Prague, à la tête de soixante-dix mille hommes, et envoyait une seconde armée en Moravie; le prince Charles se hâta alors de repasser le Rhin.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (50).

La guerre était déclarée depuis deux ans. Les Espagnols, après bien des fatigues, d'immenses richesses dissipées, quelques provinces dévastées, du sang répandu, n'avait encore rien fait en Italie. C'est à cette époque, 1743, que le roi de France accorda les premiers secours directs à l'armée espagnole. Le chevalier de Courten conduisit quatorze bataillons à l'armée de dom Philippe en Savoie; la saison était fort avancée à l'arrivée de ces troupes, et l'infant ne put commencer que fort tard les opérations de cette campagne.

Le 7 septembre, après un combat de sept heures, les Espagnols emportent le château de Pont; le prince voulait entrer en Piémont par le mont Viso. La proximité d'Embrun et de Barcelonette eût permis d'y former des magasins, et cette route méritait sans doute la préférence, si la saison moins avancée ne se fût pas opposée au succès de cette tentative.

On voulait, en prenant ce chemin, se porter sur Saluces et Cherasque; il fallait, avant d'y arriver, avoir pris Château-Dauphin. Des détachemens, maîtres de toutes les hauteurs voisines, flanquaient déjà de toutes parts ce poste important; on avait enlevé quelques redoutes, dont les grands ouvrages étaient couverts.

Ces premiers succès semblaient en assurer de plus grands pour le jour suivant; des neiges abondantes qui tombèrent le jour même, ne permirent plus de songer à l'entreprise d'aucun siége, et, dès le lendemain, les troupes de l'infant reprirent le chemin de la Savoie.

Pendant l'hiver de 1743, on vit de plus grandes forces se préparer à pénétrer en Italie. Le prince de Conti fut nommé pour commander les troupes, beaucoup plus nombreuses, dont sa majesté très-chrétienne renforçait l'armée de dom Philippe, son gendre, et il quitta la cour au mois de février 1744, pour se rendre à Aix, où l'attendait l'infant et le marquis de la Mina.

Les flottes françaises et espagnoles venaient de livrer aux Anglais, près de Toulon, un combat, après lequel les vice-amiraux des deux nations alliées se reprochaient mutuellement de n'avoir point profité de leurs avantages, et de s'être trop ménagés dans l'action. Les succès de la campagne sur terre dépendaient beaucoup de ce dernier combat, dont les suites incertaines occasionnaient de la mésintelligence entre les généraux sur le plan de la campagne, et sur-tout sur les moyens de pénétrer en Italie.

Pour arriver à ce but, il y avait trois che-

mins, tous longs et difficiles : le premier, par la Savoie ; le second, par le Piémont, et l'autre, par l'extrémité des Alpes, le long de la mer.

Le chemin par la Savoie exigeait la prise des forts de Bard, d'Ivrée, d'Exiles et de la Brunette; et, après tant de siéges et d'attaques, on se trouvait à l'entrée de la plaine du Piémont, où l'on aurait trouvé le roi de Sardaigne et plusieurs places dont il aurait fallu précédemment se rendre maître, pour assurer sa ligne d'opérations.

Le second chemin qui conduisait plus directement dans le Piémont, passait par les vallées de Château-Dauphin, de Mayne ou de Sture. Dans la première, la communication des cols ou chemins qui viennent de France à cette vallée, offrait, dans cent endroits, des places faciles à retrancher et difficiles à forcer ; celle du Mayne pouvait au plus servir à conduire, par des revers sur l'une ou l'autre des vallées qui sont à sa droite ou à sa gauche, par les difficultés d'y aborder avec des voitures ou des canons ; dans celle de Sture, on trouvait le passage des barricades plus terrible qu'aucune place de guerre ; quatre lieues plus loin on arrivait au château de Démont, très-régulièrement fortifié, et d'un abord très-difficile. La ville de

Coni, non moins forte, à l'entrée de la plaine, était un point qui ne pouvait être évité et où l'on devait s'attendre à rencontrer une armée piémontaise.

Le troisième chemin, le long de la mer, était défendu par le Var, dont le passage pouvait être difficile en face d'une armée, et une lieue plus loin, par le Paglion, torrent très-dangereux, au-delà duquel était un camp retranché, ayant le château de Montalban dans son centre; celui de Villefranche à sa droite, et Nice à sa gauche ; indépendamment des redoutes, flèches, redans, contre-gardes et batteries sans nombre, élevées pour fortifier différens points; en outre, Villefranche pouvait recevoir dans sa rade une flotte entière.

Les chemins étaient ensuite impraticables à une armée pour se rendre à Monaco, ainsi que pour passer à Oneille, Bordighera et San Remo. Cent hommes pouvaient en arrêter mille dans une infinité de postes qui bordaient le chemin, et l'armée avait trente lieues à faire dans un pareil pays, avant d'arriver à Gènes.... De Gènes on débouche dans le Milanais par des montagnes très-difficiles, même en suivant la route ordinaire d'Alexandrie, ville très-forte du roi de Sardaigne, et dont la possession ne suffisait

pas pour assurer sa ligne d'opérations. Plusieurs places de guerre se trouvant sur cette route, dont les garnisons pouvaient facilement couper la communication, il fallait ensuite passer les rivières du Pô et du Tesin, pour s'assurer des quartiers d'hiver. Il eût été plus raisonnable de se rendre maître du Piémont; mais on ne pouvait pas le conquérir dans une seule campagne.

Dans ce cas l'impossibilité d'établir une ligne d'opérations depuis la France, d'où il fallait tirer tous ses vivres, n'était pas un des moindres obstacles; on en trouvait de très-grands encore dans les marches longues et dangereuses, pendant lesquelles les convois auraient continuellement risqué d'être enlevés, et en très-grande partie consommés par ceux qui les auraient conduits, les animaux qui les auraient portés et les soldats qui les auraient escortés.

Les Espagnols voulaient absolument passer par le chemin dont le trajet serait le plus court; le prince de Conti voulait marcher avec sûreté, pour n'être pas obligé de retourner sur ses pas, et afin d'assurer sa ligne d'opérations. Il fallait, pour remplir cet objet, non seulement s'emparer des différens forts qui défendaient les passages, mais encore mettre le roi de Sardaigne

hors d'état ou de faire tête aux alliés au-delà des Alpes, ou de leur fermer toute communication avec la France, dès l'instant où ils auraient réussi à pénétrer dans le Piémont.

Si les flottes espagnoles et françaises eussent eu un succès décisif, et eussent assuré la libre communication par mer, dès-lors on n'aurait pas hésité de prendre le chemin qui mène à Gènes, en côtoyant la Méditerranée; mais l'amiral anglais était là, qui pouvait s'opposer à toute espèce de transport par mer, et oser même inquiéter la marche par terre. La prudence indiquait donc de tenter d'autres moyens. Cependant les Espagnols, qui regardaient ce chemin comme le plus court, s'obstinèrent à vouloir le prendre, et le prince de Conti fit des préparatifs en conséquence.

La nuit du 31 mars au 1er avril, l'armée des alliés passa le Var au gué de Saint-Laurent, à celui de Saint-Isidore, et aux autres points les plus favorables. Les corps ennemis, qui se trouvèrent sur l'autre rive, furent attaqués et renversés; la hauteur qui domine le Var fut abandonnée par les Piémontais, et, bientôt après, occupée par quinze bataillons de l'armée des alliés.

Dès le lendemain, Nice ouvrit ses portes,

l'on arrêta un autre plan d'attaque pour le 14 avril : le 12, au soir, les colonnes se mirent en marche, sans être arrêtées par la flotte anglaise qui croisait à la hauteur de Nice, et pouvait battre la côte; mais un orage affreux, ayant tout à coup enflé le Paglion, arrêta les colonnes sur l'un et l'autre bord de ce torrent.

Cet événement, qui aurait dû seul arrêter et empêcher toute tentative pour suivre le projet de côtoyer la Méditerranée, fut à peine un obstacle momentané. Le 19, six colonnes s'ébranlèrent de nouveau, et emportèrent tous les retranchemens qui étaient défendus par les Piémontais, après avoir fait à l'envi des actions d'un courage inconcevable et surnaturel... C'est là où le soldat vainqueur descendit en tremblant, après l'action finie, de ces escarpemens où il avait gravi, sans songer au danger, au milieu des balles, des boulets, des baïonnettes et de mille morts.

A la fin de la journée, les Piémontais se retirèrent à Villefranche, où ils s'embarquèrent pour Oneille.

La nuit du 20 au 21, le fort de Montalban ouvrit ses portes, et, le 25, Villefranche se rendit.

Tels furent les fruits de cette expédition sanglante qui ne put point remplir le but des généraux, qui furent obligés de chercher d'autres moyens de pénétrer d'abord dans les états du roi de Sardaigne, et ensuite en Lombardie.

Après une expérience aussi fâcheuse, le marquis de Lamina revint enfin de son entêtement funeste, quand la disette, soufferte par un corps poussé à Vintimille, lui eut fait sentir par lui-même les difficultés insurmontables pour les subsistances d'une armée entière par une route aussi difficile, si l'on n'était pas maître de la mer.

Pour assurer les quartiers, et en attendant les décisions ultérieures des cours de Versailles et de Madrid sur les chemins à prendre pour pénétrer en Piémont, le prince de Conti s'empara de Saorgio et de Breglio, à l'entrée du Col de Tende, et, bientôt après, du Col de Brons.

L'Espagne persistant à vouloir pénétrer en Lombardie par la côte de Gènes, le prince de Conti avait reçu l'ordre de donner à l'infant un corps de dix mille hommes seulement, dans le cas où il s'obstinerait à suivre un projet aussi déraisonnable, et de se borner à couvrir le Dauphiné et la Provence avec le reste de l'armée française.

Instruit des résolutions du conseil de Madrid, le marquis de Lamina, afin de les rendre durables, forma le projet d'attaquer le marquisat d'Oneille : en vain le prince de Conti représenta-t-il l'inutilité de cette expédition, si l'on venait à se décider à pénétrer en Piémont par les vallées; ce fut une raison de plus pour déterminer le général espagnol à profiter d'une absence du prince de Conti, et à partir le 2 juin, à la tête de seize bataillons, pour pénétrer, par deux colonnes, dans le marquisat d'Oneille.

Le roi de Sardaigne, qui desirait ardemment de voir les alliés prendre la route de Gènes, qui les éloignait de ses états, avait jeté quelques troupes dans Oneille, pour attirer l'attention des ennemis de ce côté; mais ces troupes avaient ordre de se replier sur leur droite dès l'instant où l'on marcherait à elles. En effet, à la première approche de la colonne conduite par le marquis de Lamina, elles se retirèrent avec assez de précipitation pour abandonner sept pièces de canon, leurs magasins et une partie de leurs équipages.

Ce léger succès ne manqua pas d'encourager le général espagnol à soutenir l'utilité de ses projets avec une nouvelle opiniâtreté.

Déjà il aurait voulu voir le gros de l'armée, parvenu à Vintimille, pousser une tête à la hauteur de Final; mais les troupes du roi de Sardaigne, rassemblées autour d'Exiles et à la tête de la vallée de Sture, démontraient assez la nécessité de couvrir le Dauphiné dans cette partie avec des forces suffisantes. En conséquence, le prince de Conti, abandonnant le marquis de Lamina à sa feinte sécurité, fit retrancher les Cols de Vans et de Fer, et occuper un camp sous Guillestre.

Philippe V, rassuré par la réunion des troupes de dom Carlos à l'armée du général Gages, s'était enfin déterminé à adopter le plan vraiment militaire de pénétrer dans le Piémont, en traversant les Alpes.

Cependant il ne suffisait pas de tenter le passage des Alpes; il fallait assurer la défense de la Savoie, du Dauphiné et des côtes de Provence, de Marseille à Antibes.

M. de Mirepoix sut réduire, par sa prudente activité, la croisière des Anglais dans ces parages à l'incendie de quelques felouques et de quelques misérables barques de pêcheurs.

Le roi de Sardaigne fut battu en Savoie; le Dauphiné fut couvert, et, le 6 juin, le prince de Conti alla camper à Sospello, Lescarenne et

Lentosca, d'où il pouvait se porter dans les vallées de Sture, de Belins et de Maire.

C'est ici où se déploya le génie militaire du comte de Maillebois, qui, par les fonctions de sa place de maréchal général des logis, était chargé de tout ce qui avait trait aux marches de l'armée.

Il fallait se porter sur un nouveau point de la frontière ennemie, en choisissant celui où l'on pouvait le moins puissamment prévenir les efforts des alliés.

Il fallait, dans les directions compliquées de cette marche, faire craindre à l'ennemi pour une grande quantité de points, en se ménageant les moyens d'opérer sûrement sur plusieurs à la fois.

Depuis le petit Saint-Bernard jusqu'à la frontière septentrionale du comté de Nice, on compte sept vallées principales, versant de la Savoie et du Dauphiné dans le Piémont.

Les seules vallées du Château-Dauphin et du Maire n'ont aucune place ni aucun fort qui les défendent; mais toutes deux sont fort étroites, et infiniment difficiles à pratiquer. Le seul avantage qui pût les faire préférer est leur rapprochement entre elles; on y arrive par plusieurs chemins, et plusieurs cols leur permettent de communiquer ensemble; enfin d'autres cols versent de la vallée de Maire dans celle de Sture, la plus spacieuse de toutes, et qui, à bien des égards, avait paru devoir mériter la préférence.

Les tentatives du marquis de Lamina n'avaient pas fait prendre le change au roi de Sardaigne. En conséquence, il avait fait fermer, par une ligne de retranchemens qui se prêtaient un appui réciproque, toute la largeur de la vallée du Château-Dauphin, prise vers les sources de la rivière de Vraita; ils appuyaient, d'un côté, au Mont Viso, et, de l'autre, à la montagne de la Bicoque, éloignée à peu près de cinq quarts de lieue de la première.

La vallée de Sture avait ensuite attiré son attention. Passant par le Col de l'Argentière, un peu au-dessus du village de Brézé, la rivière de Sture se resserre entre des rochers taillés à pic et d'une fort grande élévation; ce défilé ne laisse qu'un chemin très-étroit à la rive droite de la rivière, et ce petit espace était fermé par un retranchement et une batterie de quatre pièces de canon : au-dessus de ce rocher, vers le midi, est bâti à mi-côte le village de Murins, ou Pont-Bernard, sur une montagne, au

bas de laquelle passe un chemin qui mène à Sambuc. Les ennemis, pour rendre ce chemin impraticable, et empêcher de pouvoir s'en servir pour tourner les retranchemens, avaient placé des batteries et construit divers ouvrages sur le penchant de cette montagne. Ces ouvrages embrassaient un espace de huit cents toises, et au-delà il n'y avait plus de passage accessible. Des redans et des murs de pierre sèche fermaient le passage de la montagnette : ces premiers travaux étaient eux-mêmes soutenus par des redoutes élevées dans tous les points, qui auraient permis de gagner le sommet de la montagne. Dans la partie qui regarde le village de Pierre-Port se trouvaient encore d'autres retranchemens qui voyaient dans le vallon par lequel on eût pu venir de Saint-Étienne prendre les barricades à revers ; une suite de retranchemens fort étendus fermait ensuite les passages de Preil et de Gie-Pierre. Enfin les Piémontais avaient fortifié un poste sur les hauteurs du hameau de Lessetête, et ce poste défendait le vallon d'Oranaie, par lequel, du Col de l'Argentière, on peut venir tomber sur le flanc du village de Gie-Pierre, auquel on arrive de front par le Col d'Oneille, en partant de la vallée de Maire.

Tant de précautions semblaient rendre l'entrée de la vallée de Sture impraticable ; elles ne firent cependant point renoncer à l'espoir de surmonter tous ces obstacles. Une connaissance détaillée du pays et des réflexions profondes firent entrevoir la possibilité de tourner les Piémontais au poste des barricades ; mais il fallait, auparavant, faire prendre le change au roi de Sardaigne, en se portant sur un point de la frontière assez éloigné pour donner le temps de réussir à la véritable attaque avant que ce prince pût arriver pour la défendre, et susceptible en même temps d'assurer l'entrée en Piémont, si le roi négligeait de s'y porter. Exiles parut remplir tous ces objets.

L'armée des deux couronnes se mit donc en marche par le haut Dauphiné : au commencement de juillet, elle se trouva campée, la gauche à Briançon, menaçant la vallée de Château-Dauphin ; la droite vers Barcelonette, prête à marcher aux barricades, et le centre dans les environs de Mont-Dauphin.

Ces premiers mouvemens, sur différens points de la frontière ennemie, devaient empêcher le roi de Sardaigne de penser à rentrer dans le comté de Nice.

Le 6 juillet 1744, le bailli de Givri s'avança

à Bousson : le roi de Sardaigne crut alors au projet de pénétrer par le Col de Sestières, dans la vallée d'Oulx, pour assiéger Exiles. L'arrivée du prince de Conti à Briançon, dix-sept bataillons campés dans les environs de cette place, confirmaient encore les craintes du monarque piémontais; enfin quelques bataillons qui se montrèrent sur le Col de la Roue, et levèrent des contributions à Oulx et Salbertrand, ne lui permirent plus de douter du dessein des généraux des deux couronnes de l'attaquer dans cette partie.

On était prêt à jouir du fruit des combinaisons les plus sages; le roi de Sardaigne, trompé par leur complication savante, s'était hâté de retirer ses troupes des vallées de Maire, de Sture et de Château-Dauphin : il suffisait de marcher aux retranchemens, pour s'en rendre les maîtres. M. de Lamina fait perdre aux deux couronnes un avantage si habilement ménagé; il feint d'avoir des difficultés insurmontables dans les opérations arrêtées contre la vallée de Sture; il refuse d'y concourir.

M. de Maillebois est chargé de ramener le général espagnol, qui, vaincu par l'évidence de la démonstration, par la volonté de l'infant et par la détermination invariable du

prince de Conti, fut obligé de se rendre.

Depuis le 13 juillet, tout était préparé, tout était prévu pour agir contre les barricades : il fallait encore tromper le roi de Sardaigne; le bailli de Givri et le marquis de Campo-Santo marchent au Col du Longet, et menacent, par là, l'étendue des retranchemens du Château-Dauphin. A peine ces forces y sont-elles arrivées, déjà cinq bataillons occupent à Elve une position centrale qui intercepte toute communication de la droite à la gauche des ennemis.

Toutes les colonnes qui doivent opérer sur la vallée de Sture sont en mouvement le 17 juillet; toutes arrivent aux différens points qui leur sont indiqués, et le général piémontais qui commande dans la vallée de Sture, se voyant tourné, dominé et dépassé de toutes parts, se hâte d'abandonner le poste des barricades, dont il ne pouvait soutenir tous les points menacés, et où il n'avait aucun renfort à espérer.

Ainsi, le soir du 17, les Piémontais commencèrent à défiler du côté de Sambuc; et le 18, avant midi, l'armée des deux couronnes se trouva maîtresse de ces barricades redoutables jugées inaccessibles, et qui ne coûtèrent pas cent quarante hommes.

Maître des barricades, le prince de Conti se hâta d'en faire instruire le bailli de Givri, afin d'empêcher les troupes de la gauche de faire des efforts devenus inutiles; mais l'officier chargé de cet objet important tombe dans un précipice : celui qui le remplace, arrive trop tard, et après le moment où l'on s'était décidé à l'attaque de la redoute de Pierre-Longue, l'une des actions les plus meurtrières et les plus vigoureuses qui aient jamais illustré l'armée française.

Les Piémontais, instruits de la prise des barricades, se disposaient à abandonner les retranchemens de Château-Dauphin, dans lesquels ils pouvaient être tournés par les troupes postées à Elve.

Sur la démonstration de la retraite de ces troupes, le bailli de Givri, supposant aux Piémontais l'idée d'aller renforcer les barricades, en conclut la nécessité d'attaquer ce corps sans délai.

Pour arriver à ce retranchement formidable de Pierre-Longue, il fallait descendre par une pente extrêmement roide, dans un vallon fort creux, et de là gagner le sommet d'une montagne escarpée, sur le haut de laquelle la redoute était construite. Pendant toute la durée

d'un mouvement si pénible, il fallait essuyer le feu de l'artillerie et de la mousqueterie piémontaise, sans pouvoir y répondre.

A peine les soldats français sont-ils parvenus à une certaine hauteur, que les soldats piémontais font rouler sur eux d'énormes pierres qui fracassent et renversent les malheureux qui se rencontrent sur leur passage; la mousqueterie augmente les dangers, et c'est dans le fossé même de la redoute, où les Français épuisés peuvent enfin se mettre à l'abri de tant de dangers. Après de vaines tentatives pour les ranimer, inutilement fait-on battre la retraite : on avait les mêmes risques à courir pour regagner le camp. Après huit heures d'irrésolutions, ces mêmes troupes, tout à coup armées du courage du désespoir, préfèrent l'escalade à une retraite peut-être plus périlleuse. Aussitôt les soldats s'accrochent aux pierres des revêtemens portés sur les épaules de leurs camarades; ils pénètrent par les embrasures des canons et par-dessus un parapet hérissé de baïonnettes. Les ennemis étonnés reculent; le désordre est dans leurs rangs, et tout ce qui ne peut échapper par la fuite, est fait prisonnier de guerre, tant les événemens d'un combat sont incalculables, tant il entre du hasard

Maître des barricades, le prince de Conti se hâta d'en faire instruire le bailli de Givri, afin d'empêcher les troupes de la gauche de faire des efforts devenus inutiles; mais l'officier chargé de cet objet important tombe dans un précipice : celui qui le remplace, arrive trop tard, et après le moment où l'on s'était décidé à l'attaque de la redoute de Pierre-Longue, l'une des actions les plus meurtrières et les plus vigoureuses qui aient jamais illustré l'armée française.

Les Piémontais, instruits de la prise des barricades, se disposaient à abandonner les retranchemens de Château-Dauphin, dans lesquels ils pouvaient être tournés par les troupes postées à Elve.

Sur la démonstration de la retraite de ces troupes, le bailli de Givri, supposant aux Piémontais l'idée d'aller renforcer les barricades, en conclut la nécessité d'attaquer ce corps sans délai.

Pour arriver à ce retranchement formidable de Pierre-Longue, il fallait descendre par une pente extrêmement roide, dans un vallon fort creux, et de là gagner le sommet d'une montagne escarpée, sur le haut de laquelle la redoute était construite. Pendant toute la durée

d'un mouvement si pénible, il fallait essuyer le feu de l'artillerie et de la mousqueterie piémontaise, sans pouvoir y répondre.

A peine les soldats français sont-ils parvenus à une certaine hauteur, que les soldats piémontais font rouler sur eux d'énormes pierres qui fracassent et renversent les malheureux qui se rencontrent sur leur passage; la mousqueterie augmente les dangers, et c'est dans le fossé même de la redoute, où les Français épuisés peuvent enfin se mettre à l'abri de tant de dangers. Après de vaines tentatives pour les ranimer, inutilement fait-on battre la retraite : on avait les mêmes risques à courir pour regagner le camp. Après huit heures d'irrésolutions, ces mêmes troupes, tout à coup armées du courage du désespoir, préfèrent l'escalade à une retraite peut-être plus périlleuse. Aussitôt les soldats s'accrochent aux pierres des revêtemens portés sur les épaules de leurs camarades; ils pénètrent par les embrasures des canons et par-dessus un parapet hérissé de baïonnettes. Les ennemis étonnés reculent; le désordre est dans leurs rangs, et tout ce qui ne peut échapper par la fuite, est fait prisonnier de guerre, tant les événemens d'un combat sont incalculables, tant il entre du hasard

dans le succès des batailles, tant enfin il faut mettre une énorme différence entre les combinaisons d'un plan de campagne et les hasards heureux ou malheureux d'un jour d'action.

La retraite du roi de Sardaigne du poste des barricades avait laissé au prince de Conti la liberté d'assiéger Démont. Le 9 août, on avait ouvert la tranchée à deux cent cinquante toises du chemin couvert; le gouverneur était déterminé à soutenir deux assauts avant de se rendre. Une des batteries, tirant à boulet rouge, mit le feu à des fascines près de sa maison; elle s'embrase; l'incendie se communique à l'hôpital, au corps des casernes, à toutes les habitations du fort, et la garnison, effrayée de sa violence, force le commandant de faire battre la chamade et d'ouvrir les portes.

Maître de Démont, le général français se met en marche le 24 juillet, sur cinq colonnes, passe la Sture, campe à Cervasen, et le lendemain s'avance à Carail, à la gauche de Coni.

Le roi de Sardaigne, qui est à Busca, derrière la Mayve, avec vingt-huit bataillons et trente-huit escadrons, tient en avant de cette rivière un corps qui attend notre avant-garde, engage avec elle un combat, et se retire en désordre, après avoir été repoussé.

Peu de jours après, le roi de Sardaigne se replie sur Saluces, dans l'unique dessein d'engager les généraux des deux couronnes à le suivre, et de les éloigner de Coni; ce qui faisait perdre à l'armée le reste d'une saison précieuse, déjà très-avancée, et où les neiges abondantes pouvaient bientôt rendre les travaux d'un siége impossibles.

Au lieu de donner dans le piége comme le voulait M. de Lamina, on employa les derniers jours d'août à reconnaître les environs de Coni et la place; ces reconnaissances finies, l'armée passa la Grana, vis-à-vis Notre-Dame de Passau; la gauche appuyée à ce point, la droite au couvent de la Madone, del Olmo, au bord de la Sture, à peu près à mille pas en avant de Coni.

Le général français sentit également bientôt le danger d'assiéger une place qu'il n'était pas possible d'investir, et la nécessité de s'en rendre maître. Les préparatifs du siége furent donc faits avec toutes les précautions de l'art, toute la vigilance nécessaire et toutes les ressources qui étaient permises par la nature du terrain.

Pour hâter l'opération qui n'avançait pas, le prince de Conti voulut former une seconde attaque du côté du Gesso. M. de Lamina, qui,

par ses coupables obstinations, retarda de huit jours les mouvemens, rendit très-périlleuse une action qui aurait peut-être décidé du succès de la campagne, si elle avait été faite à temps. On était au 24 septembre, quand on put entamer la nouvelle attaque. Dès le 28, les neiges commencèrent à tomber en abondance, et les convois devinrent à peu près impossibles.

Dès-lors on fut contraint d'interrompre la nouvelle attaque formée vers le Gesso, et de se préparer à recevoir la bataille de la part du roi de Sardaigne, qui, dès le 29, s'étant porté à Murato, avait ensuite poussé des reconnaissances aux gardes avancées de l'armée des deux couronnes.

Sur les neuf heures du matin, le 30 septembre 1744, les Piémontais, qui étaient arrivés proche de la Madona del Olmo, s'emparèrent de six ou sept cassines, et y mirent le feu. Le roi de Sardaigne, ayant pénétré les intentions des généraux des deux couronnes de recevoir la bataille, profita habilement de cette inaction et des avantages du terrain, après avoir fait avancer son armée le long du chemin de Coni à Tarantasca; il couvrit toute la droite et le centre de son armée avec des chevaux de frise, dont ses soldats portaient

chacun quelques pièces. Cette fortification mobile embrassait en même temps le flanc droit de l'armée; l'artillerie était placée derrière les chevaux de frise, et quatre navilles, qui se trouvaient placées, les unes parallèlement, les autres perpendiculairement à son front, formaient des obstacles qui, avec quelques autres fossés secs, rendaient les abords de sa droite et de son centre infiniment difficiles; sa gauche était moins couverte, l'ayant destinée à attaquer la redoute de la Madona, en face et en flanc; il y avait placé sa meilleure infanterie.

L'armée des alliés était rangée sur deux lignes inégales, à cause du terrain, et avait un corps de réserve derrière le centre de la première ligne.

La première ligne, composée de dix-sept bataillons, appuyait sa droite à la Madona del Olmo, qui avait été garnie de deux batteries de trois pièces de canon chacune, et de vingt compagnies de grenadiers. La gauche de l'infanterie de cette ligne était appuyée à une cassine retranchée, où l'on avait placé la brigade de Lyonnais. Onze escadrons de dragons couvraient ce flanc, et remplissaient un espace entre la cassine fortifiée et un camp de six bataillons, défendu par de bons retranchemens,

se trouvant à peu près au centre de la première ligne, et, à la gauche, un peu en avant de la seconde; la cavalerie espagnole et française formait le reste de la première ligne, qui était appuyée à deux cassines où l'on avait placé quelques bataillons.

La seconde ligne, composée de seize bataillons, avait la gauche de son infanterie appuyée à des cassines, au-delà desquelles se trouvait le camp retranché, après lequel on avait placé des dragons français et espagnols qui fermaient la gauche de cette ligne.

Le reste des trente-huit bataillons de l'armée des deux couronnes avait été mis en réserve. L'infant, avec cent gardes du corps, un régiment de cavalerie et quatre compagnies de grenadiers, se plaça derrière le camp retranché.

On avait placé de l'artillerie sur tout le front de l'armée.

A midi, le roi de Sardaigne fit attaquer la redoute de la Madona par un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, soutenu par les grenadiers piémontais et environ trois mille Croates. Repoussés d'abord, des troupes fraîches les remplacèrent, qui furent repoussées elles-mêmes comme les autres. Le roi, s'appercevant alors de l'impossibilité d'emporter la redoute,

s'il ne délogeait pas les corps espagnols qui la protégeaient au dehors par leur feu de flanc et celui de leur artillerie, se décida à les attaquer; mais, ceux-ci étant restés inébranlables, de même que les régimens de Lyonnais et de Beauce, qui se trouvaient dans la cassine fortifiée, à la gauche de l'infanterie de la première ligne, le roi de Sardaigne se trouva obligé de reculer. Le comte de Beaupreau sollicita vainement alors le prince de Conti de lui permettre de sortir de la cassine pour attaquer les batteries ennemies, la baïonnette au bout du fusil; le prince, qui sans doute ignorait la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'aborder le centre et la droite des alliés, avait formé le projet de les attaquer. S'étant convaincu par lui-même du danger de continuer des tentatives inutiles et périlleuses, il plaça sa cavalerie sur le flanc droit des ennemis, et réussit, par ce moyen, à contenir toute cette partie pendant la bataille: tirant ensuite avantage de l'impossibilité où il se trouvait d'entamer les Piémontais sur leur droite, il se servit des troupes de sa gauche pour renforcer la brigade de Lyonnais, qui continuait de défendre la cassine, où une partie de l'action s'était concentrée. A l'arrivée de ce renfort, le

comte de Beaupreau exécuta son projet favori; il marcha aux ennemis, les renversa, s'empara de leurs batteries, en pointa les canons contre eux : mais bientôt il est obligé de céder au nombre, et de reculer. Renforcé lui-même, il attaque et repousse les ennemis : les dragons des alliés combattent à pied, à cheval; l'artillerie de la Madona continue son feu avec la même vivacité; l'infanterie espagnole, qui appuie à la redoute de la Madona, est inébranlable; le roi de Sardaigne fait de vains efforts : il se décide enfin à gagner la nuit, pour se retirer avec plus de sûreté. Il forme alors une partie de son infanterie en colonne; il menace les batteries de la brigade de Lyonnais : pendant ce temps, la nuit s'approche; le reste de son armée défile insensiblement, et la colonne elle-même, favorisée par l'obscurité, le feu de trois pièces de canon et celui de quelque infanterie, disparaît en formant l'arrière-garde.

Les patrouilles et les postes avancés s'aperçurent les premiers, assez tard, de cette retraite, et se mirent à suivre les ennemis : bientôt après on mit à leur suite six cents fantassins et mille cavaliers, qui firent plus de mille prisonniers, s'emparèrent des chariots chargés de

munitions, des blessés dont les chemins étaient embarrassés de tous les côtés, et trouvèrent des cassines en feu, dans lesquelles brûlaient une grande quantité de soldats ennemis morts depuis l'action, afin de cacher aux alliés la perte de l'armée piémontaise, qui se monta à environ cinq mille hommes.

On pourrait faire quelques questions au sujet de cette bataille malheureusement trop peu décisive, dont les suites ne furent pas heureuses pour l'armée des deux couronnes, et renversèrent tous les projets hostiles de ses généraux.

1° Le prince de Conti aurait-il dû recevoir la bataille sous les murs de Coni? n'aurait-il pas dû au contraire prévenir les ennemis, en prenant une position avantageuse qui le mît à même de les attaquer, sans leur donner le temps de faire des dispositions qui pussent leur être favorables, comme ils le firent sur le terrain où le prince reçut la bataille, où ils se servirent si avantageusement de l'art et de la nature?

2° Les princes avaient-ils choisi le meilleur champ de bataille? ou avaient-ils tiré le meilleur parti de celui où ils se placèrent?

Peut-être, comme nous l'avons déjà observé, eût-il été plus sage de marcher au-devant de

l'armée piémontaise, de manière à la forcer de recevoir ou de livrer la bataille sur un terrain qui ne lui fût pas favorable ; peut-être aussi, en restant avec la droite de l'armée appuyée à la Madona del Olmo, fallait-il mieux fortifier cette partie, et porter la première ligne de la gauche de l'armée le long de la route de Tarantasca, en se servant des nombreuses navilles qui se trouvaient sur ce terrain, pour fortifier le front et le flanc de l'armée depuis la Madona, soit naturellement, soit artificiellement, au moyen de quelques redoutes et de fossés qui auraient été facilement remplis d'eau : la seconde ligne, dans cette supposition, aurait appuyé sa gauche aux trois redoutes, qui, dans le temps de la bataille, furent d'abord occupées par les bataillons d'Anjou, de Quercy et de l'Isle-de-France. Peut-être alors aurait-il été très-difficile au roi de Sardaigne de se développer comme il le fit, et de placer ses chevaux de frise, sur-tout si l'on avait répandu des tirailleurs sur les bords de la Naville qui, après avoir traversé le camp des alliés et le chemin de Tarantasca, allait se jeter sur celui de Fossano, et si quelques pièces de canon, placées sur le chemin de Tarantasca, dans le prolongement de cette Naville, en eussent rendu l'abord et le passage très-périlleux.

3° Enfin, les princes connaissaient-ils le pays où ils recevaient la bataille et les dispositions du roi de Sardaigne ? Il paraît qu'ils l'ignoraient, puisque le marquis de Castelar vint, pendant la bataille, assurer le prince de Conti que le pays, entièrement coupé de fossés, de haies, de navilles et de jardins fermés, ne permettait pas à la cavalerie de pouvoir y manœuvrer, et, indépendamment de ces obstacles, que le roi de Sardaigne avait couvert le front et le flanc droit de ses troupes de chevaux de frise qui ôtaient tous les moyens de pouvoir les aborder.

Cette ignorance, au moins apparente, du prince de Conti n'est pas excusable, et on ne sait aussi comment la concevoir de la part du comte de Maillebois, maréchal général des logis de cette armée, qui avait dû ou reconnaître par lui-même tous ces terrains, ou en faire lever le plan, et se pénétrer de tous les avantages et de tous les obstacles qui pouvaient s'y rencontrer.

Les fautes du roi de Sardaigne ne furent pas moins capitales : 1° Dès l'instant où il eut pris le parti d'enfermer son centre et son aile gau-

che entre des navilles et derrière des chevaux de frise, il dut bien penser que toute cette partie de son armée allait lui devenir inutile contre l'ennemi, qui n'aurait plus à craindre de le voir marcher à lui, sans cependant oser, pour cela, la dégarnir, dans la crainte de donner les moyens aux alliés, en se portant en force sur le flanc droit, de le forcer et de culbuter tout ce qui s'y rencontrerait; 2° peut-être le roi de Sardaigne aurait-il dû préférer une fausse attaque vers la Madona del Olmo, étendre et fraiser son centre, afin de pouvoir déborder l'aile gauche de l'armée des deux couronnes, et se porter sur leur flanc; 3° dès l'instant où le roi se fut convaincu de l'inutilité de ses attaques, il ne devait pas s'obstiner à les réitérer.

Malgré sa défaite, le roi de Sardaigne resta à Murato, et y attendit une circonstance plus favorable pour secourir Coni; bientôt les élémens servirent ses projets : des pluies abondantes emportèrent tous les ponts de la Sture; les assiégeans furent séparés alors de l'armée qui venait de combattre.

Le Gesso, devenu un torrent, empêche de secourir un détachement placé dans le village de Boves.

Quatre mille Vaudois rétablissent le pont de communication de Coni avec le Mondovi. Le 6 octobre, le roi de Sardaigne jette quinze cents hommes d'élite dans Coni; le 7, il va camper à Fossan; le 11, l'infant assemble un conseil de guerre : l'examen réfléchi des difficultés existantes et des nouveaux inconvéniens à redouter, porte à se convaincre de la nécessité de ne pas s'opiniâtrer plus long-temps à exécuter un plan que tout s'accorde à traverser.

Après bien des débats, il fut enfin résolu de faire prendre à l'armée le chemin de Démont, pour rétablir ce fort, ou le détruire tout à fait.

Le 22 octobre, l'armée quitte les environs de Coni, et arrive sous Démont le 23.

Le 14 novembre, d'après des ordres venus de Versailles, on mit le feu aux mines préparées pour détruire le fort de Démont, et leur effet fut prodigieux; tout le jour fut ensuite employé à raser le fort. L'armée marcha le lendemain pour rentrer sur les frontières du Dauphiné, d'où les Espagnols se rendirent partie dans le comté de Nice, partie en Savoie; les Français dans leurs quartiers, le prince de Conti à Versailles, et l'infant à Nice.

Dans le même temps où les Espagnols et les

Français tentaient en vain de pénétrer dans le Piémont, les Espagnols et les Napolitains avaient été surpris dans leur camp de Veletri[1] par les Autrichiens, qui, après avoir été vigoureusement repoussés, avaient été poursuivis ensuite, et avaient dû leur salut à la rapidité de leur marche et aux défilés des montagnes de Gubio et de l'Apennin, qui leur aidèrent à gagner les bords de la mer Adriatique, et, de là, successivement la Romagne et la Lombardie, à leur choix.

En Flandre, le maréchal de Saxe, à la tête de quarante mille hommes, s'était opposé aux efforts de soixante-dix mille combattans, en mettant en œuvre ces ressources de l'art de la guerre auxquelles n'ont part ni la fortune ni même la valeur du soldat, et qui immortalisent un général.

Le roi de Prusse avait pris Prague et les quinze mille hommes qui le défendaient; une autre armée prussienne avait envahi la Moravie; l'armée impériale, aidée par les Français, était rentrée en Bavière; une armée française dominait dans la Souabe. Enfin le prince Charles, fortifié par l'électeur de Saxe, supérieur à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

l'armée prussienne, venait de la contraindre à évacuer Prague, lorsque Charles VII mourut à Munich le 10 janvier 1745, à l'âge de quarante-sept ans.

Cet événement devait éteindre l'incendie qui dévorait l'Europe. La reine de Hongrie aurait dû rechercher la paix, pour placer son époux sur le trône impérial; mais cette princesse, excitée par l'Angleterre, qui l'aidait de ses subsides et de ses troupes, espérant engager la cour de Pétersbourg à se joindre à elle, avec la Pologne et la Hollande, voulait la continuation de la guerre pour conquérir la Silésie, avec quelques provinces en France et en Italie.

Charles VII laissait un fils qui eut la sagesse, moyennant un subside payé par l'Angleterre, de renoncer à toutes ses prétentions, de s'engager à donner sa voix au grand duc, et à fournir un corps de troupes à la cour de Vienne.

Ainsi, la mort de l'empereur ne changea rien aux dispositions des rois de France, de Prusse, d'Espagne et des deux Siciles.

La campagne commença en Flandre par la bataille de Fontenoi.

En Italie, le comte de Gages, après avoir

fait reposer ses troupes quelques mois, les rassemble dans les premiers jours de mars, et paraît vouloir se porter en Toscane : bientôt il change sa marche, s'avance vers la Romagne, paraît sur les bords du Tanaro, passe à gué cette rivière en présence de l'ennemi, campe le lendemain à trois milles de Modène. Trouvant la position des Autrichiens inattaquable, il fait un mouvement par sa gauche, se porte en face de Buon-Porto, d'où il peut déboucher sur trois colonnes, et embrasser en même temps tout le front de l'ennemi.

Avant d'en venir à une action générale, une division est chargée de former une fausse attaque à la tête des ponts des ennemis; mais toutes ces marches savantes, ces combinaisons ingénieusement formées, ces dispositions heureuses, sont subitement arrêtées par des ordres positifs de tout abandonner pour se réunir, par l'état de Gènes, à l'armée française et espagnole aux ordres de l'infant.

D'un autre côté, le maréchal de Maillebois, ayant reçu ordre d'aller prendre le commandement de l'armée qui devait passer en Italie, s'était rendu à Aix en Provence, et, d'après la reconnaissance des Alpes maritimes du comte de Maillebois, son fils, il avait réglé avec l'infant le plan des opérations qui devaient ouvrir la Lombardie à ce prince.

Le traité d'alliance conclu avec les Génois à Aranjuès, le 1er mai 1745, était en quelque sorte une addition à celui conclu le 25 octobre 1744, entre les rois de Naples, d'Espagne et de France, par lequel l'infant dom Philippe devait être établi dans les états qui lui appartenaient en Italie du chef de la reine Élisabeth Farnèze, sa mère; mais le traité avec les Génois devenait la base de toutes les opérations nécessaires à l'exécution du premier. Les états de la république offraient alors un passage commode pour entrer en Lombardie, et il n'était plus permis de balancer sur le choix du chemin auquel on devait la préférence.

Malgré cette circonstance favorable, la nature du terrain réservait au maréchal de Maillebois d'assez grandes difficultés à combattre, auxquelles venaient se joindre celles qui étaient occasionnées par la désunion infaillible dans une armée composée de quatre nations différentes.

Le maréchal de Maillebois voulait, en entrant en Piémont, profiter promptement de sa supériorité pour combattre le roi de Sardaigne avec avantage, le contraindre à se retirer vers

Turin, et le forcer peut-être à abandonner son alliance avec la maison d'Autriche. D'après cette idée, le maréchal voulait faire, par des détachemens, le siége de toutes les places derrière lui qui se trouvaient sur la Bormida et dans la montagne, tandis qu'il attaquerait Tortone et Alexandrie, et s'ouvrirait les portes du Mont-Ferrat.

La communication du Var au Tanaro étant très-longue, le maréchal imagina de s'en assurer une plus courte par la vallée d'Oulx, en destinant à remplir cet objet les troupes espagnoles et françaises qui se trouvaient en Savoie et en Dauphiné. Cette expédition rendait nécessaire, à la vérité, le siége d'Exiles; mais le succès de cette opération assurait la communication, en la raccourcissant.

A la fin de mai, le maréchal avait tout disposé pour opérer sa jonction avec l'armée de M. le comte de Gages, jonction qui s'effectua vers la fin de juin, dans la plaine de Novi, d'après les savantes manœuvres de messieurs de Maillebois, après avoir eu à surmonter, de leur part et de celle de M. de Gages, tous les obstacles qui avaient pu être accumulés par la nature, les élémens et les hommes.

Pour couvrir l'armée des deux couronnes

dans sa marche sur les bords de la mer, il fallait masquer successivement tous les passages par où cette armée pouvait être inquiétée. Le comte de Maillebois créa alors la théorie du pendant des eaux, science ingénieuse et sublime qui subordonne toutes les opérations militaires dans les montagnes à quelques observations physiques. [1]

Le comte de Gages s'était soumis à peu près aux mêmes principes en partant de Sarsanne, et il avait dû à cette sage précaution d'arriver sans inquiétude à Ponte-Decimo, tandis que le maréchal de Maillebois arrivait à la hauteur de la Bormida, et débouchait dans les environs de Noli et de Loano, sans avoir essuyé un coup de fusil.

C'était déjà beaucoup, pour les deux armées, d'être arrivé dans les états de Gènes; mais il fallait en sortir pour pénétrer dans la Lombardie : afin d'y réussir, le comte de Gages avait à se porter sur Ollagio, à forcer le passage de la Boquette, et à gagner Gavi, pour se rendre ensuite à Novi.

De son côté, M. de Maillebois, au moment

[1] *Voyez*, dans le supplément à l'Encyclopédie Militaire, le mot *Pendant des eaux.*

où M. de Gages s'avançait sur Ollagio, portait sa droite à Carcare, vers les sources de la Bormida, et sa gauche sur les hauteurs de San-Jacomo et de Meronio : par cette manœuvre, il attirait l'armée piémontaise de son côté, l'empêchait de se réunir aux Autrichiens pour accabler le comte de Gages, et l'engageait peut-être à risquer, vers les frontières de l'Alexandrin, le sort d'une bataille dont l'issue pouvait lui être désavantageuse.

En effet, aux premières dispositions du maréchal, l'armée du roi de Sardaigne, rassemblée en avant d'Alexandrie, se retira sur la rive gauche du Tanaro.

Bientôt alors l'armée des deux couronnes est à Acqui, et le maréchal veut faire le siége de Ceva; mais, le comte de Gages ne voulant point y consentir, on décide celui de Tortone contre tous les principes de l'art de la guerre, qui indiquaient d'attaquer, avant tout, les places qui pouvaient assurer la communication avec Gènes et couvrir les états de cette république.

Le 5 août, les troupes françaises, espagnoles, napolitaines, modénoises et génoises, furent réunies dans le camp de San-Juliano.

Le duc de Modène et le comte de Gages, à

la tête d'un gros détachement, allèrent reconnaître les ennemis campés à Bassignana, à l'embouchure du Tanaro, dans le Pô.

Le maréchal de Maillebois et son fils s'avancèrent, dans le même dessein, sur les bords du Tanaro, du côté d'Alexandrie : ces différens mouvemens procurèrent la connaissance parfaite du camp des Piémontais et de tous les chemins par lesquels on pouvait y arriver.

Tout enfin permettait d'entamer les opérations du siége de Tortone. Pour en faciliter l'exécution, M. le comte de Gages se porte à Vignizzolo, le maréchal occupe le camp de San-Juliano : le premier suit les travaux du siége; le second observe le roi de Sardaigne, et empêche les travaux d'être troublés.

Le 8 août, la tranchée est ouverte devant Tortone, par les Espagnols. La plupart des ouvrages avancés, construits en fascines, sont bientôt ruinés par l'artillerie, ou réduits en cendres par les bombes; tout est prêt pour la descente du fossé, l'ordre est donné pour monter à l'assaut la nuit suivante. Le 3 septembre, le drapeau blanc est arboré; la capitulation est signée, la place est rendue le 4.

A peine fut-on maître de Tortone, que l'impatience ambitieuse d'Élisabeth Farnèze re-

commence à contrarier les opérations arrêtées pour le reste de la campagne; elle envoie ordre à dom Philippe de passer sur-le-champ dans le Parmesan et le Plaisantin, et à l'infant de suivre le comte de Gages avec l'armée combinée, après s'être emparé d'Alexandrie.

On ne pouvait consentir à un projet aussi contraire à toutes les règles de la guerre; l'armée ennemie était toujours campée derrière le Tanaro, et il n'était pas prudent de diviser ainsi, devant elle, les forces de la maison de Bourbon : d'ailleurs, le maréchal de Maillebois devait, avant tout, se rendre maître de Ceva, de Cherasque et de Saorgio, pour assurer sa communication avec la France.

Le 8 septembre, le maréchal proposa un plan fait pour concilier les desseins et les intérêts des différentes puissances.

Après avoir démontré combien il était essentiel de prendre des quartiers d'hiver dans les états du roi de Sardaigne, (les dégâts opérés à dessein par ce prince, dans l'Alexandrin et le Tortonèse, y rendaient un établissement impossible) il fut aisé de faire sentir l'importance de s'établir sur la rive gauche du Tanaro; mais, pour y réussir, il fallait prendre Alexandrie : pour faire le siége de cette place,

il fallait forcer l'ennemi de s'en éloigner. Pour remplir ce projet, il fallait donner de la jalousie sur plusieurs points à la fois, et deviner ceux dont la conservation importerait le plus aux Autrichiens et aux Piémontais, pour les obliger à se diviser, afin de marcher à leur sûreté respective.

Ainsi, en déterminant avec le comte de Gages de jeter des ponts sur le Pô, au-dessous de l'embouchure du Tesin, de pousser une tête vers Pavie, et de marcher en même temps sur Plaisance, on devait espérer voir M. de Schulembourg passer le Pô, peut-être le Tesin, pour marcher au secours des états de l'impératrice reine.

Cependant on devait empêcher M. de Schulembourg de faire ce mouvement en force; ce qui aurait obligé alors le maréchal de soutenir M. de Gages, et dérangé tous ses projets, le roi de Sardaigne devenant le maître, dans ce cas, de repasser le Tanaro, de se jeter sur Tortone, Novi, Serravalle, Acqui; de repousser le marquis de Mirepoix dans les Alpes, et de couper toute communication avec le comté de Nice et la France.

Il fallait donc donner, par de simples détachemens, de la jalousie aux Autrichiens du

côté de Milan, et s'emparer en même temps de Parme et de Plaisance par des corps détachés.

De cette manière, l'armée du maréchal et celle du comte de Gages devaient être également à portée de fondre sur le roi de Sardaigne, dès l'instant où le comte de Schulembourg l'aurait abandonné. Alors le roi de Sardaigne, obligé de s'étendre dans son camp pour se maintenir dans la même position, se trouvait faible par-tout; alors il y avait un grand avantage à lui présenter la bataille, et, si on la gagnait, on conciliait les vues de la France, de l'Espagne et de la république de Gènes, dont on couvrait le territoire.

Pour exécuter ce vaste projet, un corps de cinq mille hommes et douze pièces de canon entrent dans le Plaisantin; le corps de M. de Mirepoix agit sur le haut Tanaro, et le comte de Lautrec, avec les troupes qui sont en Dauphiné et en Savoie, est chargé d'opérer une diversion sur Exiles.

De ces mouvemens opposés résultait nécessairement un grand embarras pour les ennemis; il est encore augmenté par des démonstrations hostiles de la part du comte de Gages: elles deviennent même en apparence si pressantes, que le comte de Schulembourg se hâte

de faire passer dans le Milanais onze bataillons d'infanterie et deux régimens de troupes légères à cheval.

C'était déjà une réussite; mais elle était incomplète: cependant le roi de Sardaigne, craignant pour ses états, retenait le général autrichien, qui d'ailleurs croyait avoir envoyé des forces suffisantes dans le Milanais. En vain avait-on pris Parme, Plaisance et Bobio, tous ces succès demeuraient nuls encore; il fallut en venir à des démonstrations plus fortes sur la rive gauche du Pô.

Le maréchal campe à Castel-Novo di Scrivia; M. de Gages s'avance à Voghuera; le comte Pallavicini fortifie le pont de la Stradella; le marquis de Castelar s'approche du Milanais; le duc de la Vieuville marche sur Pavie, et s'empare de cette ville par un de ces événemens d'autant plus extraordinaires, qu'il n'était pas même desiré.

M. de Schulembourg n'est pas encore assez ébranlé; il faut mettre le comble à ses inquiétudes: un nouveau corps de troupes marche vers Pavie, et l'on annonce publiquement le jour où le comte de Gages va se diriger sur Milan.

Enfin le comte de Schulembourg est con-

vaincu ; les instances du roi de Sardaigne sont inutiles ; il quitte le camp de Bassignana, et s'avance par la Lomeline.

La grande diversion est donc opérée, et il reste à remporter une victoire pour s'assurer les fruits de tant de mouvemens et de combinaisons.

Les généraux français sont bientôt informés du départ de M. de Schulembourg. A peine son avant-garde a-t-elle passé le Tesin, déjà le comte de Gages revient sur ses pas ; il repasse la Scrivia, fait quinze milles dans la nuit, et le 27 septembre, à la pointe du jour, il se trouve sur les bords du Tanaro.

Le maréchal, campé à Castel-Novo, se trouve en même temps rendu au même point, et chacun occupe le poste qui lui était déjà désigné.

Les deux armées étaient divisées en six colonnes.

La première, sous les ordes du comte de Gages, longe la rive droite du Pô.

La seconde, commandée par M. de Pignatelli, se dirige sur Guazora, où elle doit renforcer la première.

La troisième, qui a le marquis d'Arambourou à sa tête, doit laisser Piovera à sa gauche, et passer le Tanaro un peu au-dessus de Rivarone.

Le comte de Montal conduit la quatrième, qui doit attaquer environ trente toises au-dessus de la troisième.

La cinquième a pour objet d'inquiéter les troupes qui gardent le pont de Monte-Castello ; elle doit aussi soutenir le comte de Montal : M. de Senneterre la dirige.

M. de Grammont commande la sixième, formant la gauche de l'armée combinée : cet officier doit s'approcher le plus près possible du Tanaro, afin de contraindre l'ennemi de se tenir en force sur sa droite, pour faciliter le succès de la véritable attaque qui doit avoir lieu du côté de Rivarone et de Bassignana.

Deux heures avant le jour, les colonnes s'ébranlent au signal convenu.

Les deux colonnes du centre se jettent dans les gués qui leur sont indiqués ; l'eau, qui dépasse leur ceinture, n'ôte rien à leur volonté ni à leur ordre. Arrivées sur la rive gauche du Tanaro, elles renversent cinq ou six mille Piémontais, qui sauvent à peine leurs drapeaux : elles gagnent ensuite le sommet d'une montagne qui se trouve devant elles. Là, le marquis d'Arambourou se jette sur sa droite, pour envelopper le village de Rivarone ; six bataillons piémontais se hâtent d'en sortir, y

abandonnent six pièces de canon, et vont, en désordre, se ranger derrière leur cavalerie, en bataille dans la plaine.

De son côté, le comte de Montal se porte vers une hauteur qui domine Monte-Castello, où M. de Chevert marche de front. Les troupes piémontaises, placées sur ce point, se rapprochent de San-Salvador, et se replient ensuite sur Valence, après avoir jeté sept bataillons dans Alexandrie.

Pendant ces opérations, la fausse attaque des divisions de la gauche tenait en échec treize bataillons et sept escadrons piémontais, qui devinrent entièrement inutiles au centre de leur armée. MM. de Gages et de Pignatelli passaient le Tanaro en face de Bassignano, s'emparaient d'un pont sur le Pô, chassaient de Borgo Forlanço deux bataillons autrichiens, chargés de soutenir cette communication, et terminaient ces mouvemens par l'attaque de la cavalerie piémontaise, qui, ne pouvant résister à l'impulsion des carabiniers royaux et des dragons d'Espagne, s'étaient bientôt rompus pour se réfugier sous les remparts de Valence, et abandonner entièrement le champ de bataille à l'armée des alliés.

Ainsi se termina, sans une grande effusion

de sang, le passage important du Tanaro, qui sera mis au rang d'une des plus savantes opérations exécutées à la guerre.

Après avoir laissé quelque infanterie sous le canon de Valence, le roi de Sardaigne se rendit à Casal, pour y rassembler le reste de son armée. M. de Schulembourg, furieux d'avoir été si fortement trompé, vint l'y rejoindre.

De son côté, l'armée des alliés ouvrit, le 7 octobre, la tranchée devant Alexandrie, qui se rendit le 12, et dont les alliés s'éloignèrent pour aller mettre le siége devant Valence, après avoir laissé quelques troupes au blocus de la citadelle d'Alexandrie.

Le 30 octobre, les Piémontais, mettant à profit l'obscurité de la nuit, évacuèrent la ville de Valence par la porte du Pô; le lendemain, la garnison du château se rendit prisonnière.

Aussitôt après la prise de Valence, les alliés marchèrent à Casal, qui ouvrit ses portes aux premières troupes qui se présentèrent. Le château capitula ensuite, le 29 novembre, après neuf heures de tranchée ouverte, pendant lesquelles le duc d'Agénois et M. de Chevert prenaient la ville et la citadelle d'Asti.

Ainsi, après vingt actions de vigueur, la prise de dix places de guerre et une victoire,

M. de Maillebois, qui avait forcé les succès de ces différens événemens par ses savantes combinaisons militaires, devait espérer que l'on suivrait encore son plan pour la distribution des quartiers d'hiver; il proposait, au lieu de porter l'armée d'Espagne dans le Milanais, de la faire hiverner sur le Tesin, dans le Novarais et la Lomeline : en même temps, il destinait un corps de troupes à garder le Parmesan, le Plaisantin, et à entretenir, par Modène, la communication avec le royaume de Naples.

En occupant ces positions, les Piémontais et les Autrichiens se trouvaient séparés une seconde fois, et la négociation entamée par la France avec la cour de Turin réussissait.

Mais l'ordre irrévocable de marcher sur Milan ayant prévalu sur toutes autres considérations, le 4 décembre, le comte de Gages se mit en marche avec une partie de l'armée espagnole; quatre jours après, il fut suivi par l'infant dom Philippe et par le reste des troupes de la même armée, opération qui devint la source de tous les malheurs de nos armes en Italie.

Après cette retraite, le maréchal, obligé de resserrer la position de ses quartiers entre le Pô et le Tanaro, réduisit sa défensive de l'hiver à deux objets essentiels; le blocus de la citadelle d'Alexandrie, et la communication avec Pavie et le Milanais, en-deçà et au-delà du Pô.

Sur ces entrefaites, les troupes de la reine de Hongrie ayant été battues par le roi de Prusse à Friedberg et Preudnits, ce prince étant sur le point de s'emparer de la Bohême et de l'électorat de Saxe, Marie-Thérèse se pressa de signer avec lui, à Dresde, la paix, le 23 octobre 1745.[1]

Cette paix mettait la reine de Hongrie en état d'envoyer en Italie une partie des nombreuses armées qui ne lui étaient plus nécessaires en Bohême. Alors on décida Louis XV à ramener le roi de Sardaigne à l'alliance de la France et de l'Espagne : on fit au monarque piémontais les offres les plus avantageuses; il eut l'air d'accéder à tout; les préliminaires furent signés à Paris, le 17 février 1746, par le fils du maréchal de Maillebois, revêtu de pleins pouvoirs, et un ministre de Sardaigne. Mais, au moment où le comte de Maillebois se rend à Turin pour tout terminer, il est arrêté à Rivoli par le ministre de la guerre du

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

roi de Sardaigne; on dispute sur des points contestés, et la conférence est rompue.

Les Autrichiens pressèrent alors les Piémontais d'agir; ceux-ci temporisaient, sous divers prétextes; enfin une entreprise fut concertée pour le 5 mars. La cour de France, en élevant des incidens, fournissait à celle de Turin des raisons de continuer les hostilités dans le moment où il eût été très-important de terminer les négociations; Charles-Emmanuel sut profiter alors des fautes des cours d'Espagne et de France.

Le maréchal de Maillebois, obligé de garder une étendue de pays trop vaste pour donner un prompt secours aux quartiers qui pouvaient être attaqués, ne se méfiait pas assez des Piémontais, quand il apprit que neuf bataillons français, attaqués dans Asti, venaient de se rendre prisonniers de guerre, quoiqu'il marchât à leur secours.

Cependant la prise d'Asti et celle de sa garnison étaient peu de chose en comparaison de l'influence de cet événement sur les résolutions des alliés. En effet, à cette nouvelle, le comte de Lascy, lieutenant général espagnol, qui commandait dans Alexandrie, sans attendre aucun ordre supérieur, rassemble les troupes

espagnoles qui sont en garnison à Alexandrie, ou cantonnées pour le blocus de la citadelle, et se retire à Tortone.

L'évacuation d'Alexandrie réduit le maréchal de Maillebois à la nécessité absolue de repasser le Tanaro, et d'abandonner à leurs propres forces toutes les places situées à la rive gauche de cette rivière.

Malgré des procédés aussi inconcevables de la part des Espagnols en Italie, la cour de Madrid les aggravait encore, en entamant à Vienne des négociations trop contrariées par les différens intérêts politiques, pour pouvoir jamais réussir; à peine même la cour de Vienne voulut-elle écouter les propositions de celle de Madrid.

Tandis qu'Élisabeth Farnèze commettait la faute de négocier avec l'Autriche, les renforts de cette nation arrivaient dans le Mantouan; bientôt après le général Berenclau passe l'Adda à Pizzigithone, prend Codogno, s'empare de Lodi, et bat par-tout les Espagnols dispersés dans cette partie, au moment où M. de Lichteinstein s'avançait par le Vigevanase.

D'après ces mouvemens des ennemis, le comte de Gages avait rassemblé son armée le 19, et était venu camper à la Chartreuse de Pavie,

d'où il pouvait faire face aux deux corps qui le menaçaient : l'obstination et l'insubordination du marquis de Castelar dérangea tous ses projets, et facilita les succès des Autrichiens.

Le maréchal de Maillebois, qui avait reçu l'ordre de sa cour d'obéir en tout à son altesse royale, et qui avait vainement sollicité une augmentation d'infanterie et de cavalerie, se vit forcé de rester dans les environs de Novi, et de laisser le roi de Sardaigne prendre Casal et Monte-Calvo ; mais il voulut au moins sauver Valence, la seule place qui pût ouvrir encore les états du roi de Sardaigne aux armées des Bourbons. Cependant, non seulement il ne réussit pas à obtenir, pour remplir cet objet, des secours de l'infant, mais il apprit le projet de ce prince d'évacuer Pavie, de faire transporter à Parme l'artillerie et les munitions destinées au siége du château de Milan.

Pénétré de la perte presque assurée des armées de France et d'Espagne, si une fois elles sont séparées par l'intervalle qui se trouve entre Novi et Parme, le maréchal envoie à l'infant un mémoire où il fait le tableau de ces dangers, peints avec de si vives couleurs, que le duc de Modène et le comte de Gages obtiennent de l'infant de ne pas aller au-delà de

Plaisance ; de garder, par de gros détachemens, la Stradella et les autres postes situés à la rive droite du Pô, jusqu'à Tortone ; de conserver Pavie, de couvrir la Lomeline, et de se tenir à portée de disputer aux Piémontais la reprise de Valence.

A peine ces dispositions sont-elles arrêtées, déjà elles sont détruites : on ne s'était occupé d'aucun magasin sur la rive droite du Pô ; cette négligence si coupable servit de prétexte pour reprendre le projet de marcher sur Parme avant la jonction du prince de Lichtenstein au comte de Braun.

La Trébie débordée retarda le mouvement des Espagnols, qui, en arrivant sur le Taro, y trouvèrent le prince de Lichtenstein. Tant de difficultés réunies forcèrent enfin de renoncer au projet de s'avancer jusqu'à Parme, et décidèrent l'infant d'envoyer l'ordre au marquis de Castelar d'évacuer cette ville et de joindre l'armée : le silence du marquis, en recevant son ordre, retint les Espagnols dans leur camp de Sanguinara, au lieu de se rapprocher de l'armée française.

Cependant le roi de Sardaigne profite de cette mésintelligence, et, le 18 avril, il ouvre la tranchée devant Valence. Le maréchal se

hâte d'en prévenir l'infant, afin d'en être renforcé : ce prince y consent d'abord ; mais la faction qui l'obsède le décide à remettre l'envoi de ce secours au temps où M. de Castelar sera en sûreté.

Cet officier, dont on ne saurait exprimer la licence, était enfin sorti de Parme sans en donner aucun avis à son altesse. Des espions, des déserteurs, avaient donné quelques nouvelles de sa marche ; mais il n'était pas arrivé à l'armée espagnole, et la cabale profitait de cette circonstance pour la retenir sur les bords du Taro.

Le maréchal de Maillebois, qui comptait les jours pour secourir Valence, trop instruit de la mauvaise volonté des Espagnols, s'était borné à demander d'être secondé par le gouverneur de Tortone : il l'avait obtenu ; mais ce gouverneur refusa d'obéir aux ordres de l'infant.

A cette époque, le Tanaro étant fort enflé, on était obligé de jeter un pont vers son embouchure ; mais on ne trouva dans les magasins espagnols ni les ancres ni les pontons nécessaires. Aussitôt le maréchal se décide de passer au-dessus d'Alexandrie, et obtient du gouverneur de Tortone de camper à Salo, pour

attirer de ce côté l'attention des ennemis. Dans le même temps, plusieurs officiers généraux français exécutaient heureusement différens mouvemens particuliers qui avaient des rapports avec le plan général, médité pour secourir Valence.

D'après d'heureuses nouvelles reçues de tous côtés, le maréchal se disposait à passer le Tanaro. Son avant-garde avait déjà joint le corps du prince de Beauveau au pont de Casal-Bayan ; déjà il s'était posté en avant pour le soutenir, quand il apprit que le gouverneur de Valence s'était rendu, trompé par des signaux mal exécutés de la part du gouverneur de Tortone, signaux qui lui avaient fait croire à l'impossibilité de rien tenter pour le secourir.

L'armée des Espagnols avait enfin quitté les bords du Taro, pour se rendre sous Plaisance. L'absolue nécessité de vivres ayant décidé l'attaque de Codogno, le marquis de Pignatelli, qui en avait été chargé, avait taillé en pièces ou fait prisonniers tous les Autrichiens qui défendaient ce poste : à peine trois ou quatre cents hommes, d'environ quatre mille, s'étaient échappés. Le marquis de Castelar avait rejoint l'armée le 15 mai : cependant M. de Lichtenstein n'en conçut pas moins le projet de la bloquer.

En conséquence, s'étant approché de Plaisance, il s'était campé à une petite portée de cette place; sa droite à San-Lazaro, et sa gauche soutenue par les postes de la haute Trébie, Orsolingo, Ripalla, Chiaro, etc. dont il s'était emparé, après avoir fait prisonniers tous les Espagnols qui s'y trouvaient.

L'infant, resserré tous les jours davantage dans son camp, ne tarda pas à sentir combien le secours des Français lui était de plus en plus indispensable, il se décida à demander dix bataillons au maréchal de Maillebois. Celui-ci représenta inutilement l'affaiblissement où ce détachement allait réduire l'armée française; on persista, en promettant de combattre les Autrichiens le lendemain de l'arrivée du secours demandé : le maréchal alors fut obligé de céder; les ordres du roi de France lui en faisaient un devoir.

Réduit alors à se priver de plus d'un tiers de ses troupes, le maréchal s'appliqua à compenser le défaut du nombre par une position bien choisie; il rassembla, pour cela, toutes ses troupes à Novi, et se plaça de manière à tirer parti de la cavalerie française et espagnole qui faisait sa plus grande force.

Cependant le marquis de Mirepoix était arrivé depuis plusieurs jours au camp des Espagnols avec les dix bataillons français, et l'on ne pensait pas à combattre les Autrichiens. Mais le roi de Sardaigne ne restait pas dans l'inaction : il avait jeté à la hâte des ponts sur le Tanaro et la Bormida; son armée s'était rassemblée à Alexandrie, et il cherchait à donner des inquiétudes au maréchal : vaines tentatives; le roi de Sardaigne ne réussit à rien.

De son côté, peu satisfait de la gloire de cette défensive, le général français projetait d'entreprendre lui-même sur l'ennemi, dès l'instant où les dix bataillons l'auraient rejoint; mais quelle fut sa surprise, lorsqu'il reçut un ordre positif de l'infant, de venir le joindre avec toute son armée!

Des mesures indispensables restaient à prendre au maréchal avant de se mettre en mesure d'obéir; ses soins et l'activité intelligente de son fils pourvoient à tout. Le 9 juin, l'armée française se met en marche; le 14, elle arrive à Rotto-Fredo. On avait promis au maréchal des détails sur la position des alliés; vainement il les attend, en arrivant à Plaisance, il trouve le conseil et les généraux de l'infant aussi ignorans sur leur propre po-

sition que sur celle du général autrichien.

Le maréchal veut réparer cette négligence; mais la proximité du roi de Sardaigne, qui suit l'armée française à deux jours d'intervalle, ne laisse rien voir de plus important que de livrer bataille avant l'arrivée des Piémontais.

En conséquence, il est résolu de donner au comte de Mailly un détachement pour former l'attaque d'Orsolingo, d'où il doit se porter, pendant la nuit du 15 au 16 juin 1746, sur les derrières de l'ennemi, pour couper sa retraite.

Le 15, les armées espagnole et française s'ébranlent, sur sept colonnes, à l'entrée de la nuit et pendant l'obscurité, replient les gardes et les petits corps postés en avant par les Autrichiens.

Le 16, à la pointe du jour, les trois colonnes françaises, occupant la droite, se trouvent sur les bords du Refudo, et se disposent à le passer; en même temps, les quatre colonnes espagnoles marchent pour tomber sur la droite de l'ennemi.

Le comte de l'Arnage, qui doit se porter sur le flanc gauche des ennemis dans le temps où messieurs de Chevert, de Mirepoix et d'Arambourou, les chargeront de front, est égaré

par ses guides, et tellement jeté sur sa gauche, que messieurs de Mirepoix et de Chevert ne trouvent plus de terrain pour se former. Le maréchal de Maillebois se disposait à réparer cette faute; l'impétuosité du marquis d'Arambourou et son attaque précipitée à la cassine de Sainte-Bonique rendent cette tentative impossible.

Bientôt la colonne de M. d'Arambourou est pliée; le feu de la cassine l'avait déjà ébranlée; quelques escadrons autrichiens viennent la charger, et achèvent sa déroute; les troupes françaises soutiennent mollement l'effort de l'ennemi; elles repassent le Refudo en désordre, et le général parvient avec peine à les rallier derrière le Rio commun.

Cependant les quatre colonnes de la droite, reformées derrière la Naville, s'apprêtaient à charger sous les ordres du maréchal, au moment où il reçut l'ordre de dom Philippe de se retirer.

A la gauche, M. de Gages s'était rendu maître de deux redoutes qui couvraient San-Lazaro; mais deux fois les gardes vallones en avaient été repoussées avec une perte immense.

On a donné plusieurs raisons de l'événement malheureux de cette journée.

L'attaque trop précipitée et mal combinée de M. d'Arambourou fut une des causes de la perte de la bataille de Plaisance.

M. de l'Arnage, qui, en s'égarant, ne put pas tourner l'ennemi comme on l'avait projeté, ne contribua pas moins à cette perte.

Si M. de l'Arnage eût pu exécuter les ordres qu'il avait reçus, les ennemis, pressés sur leurs flancs, eussent été contraints de combattre dans leurs retranchemens; M. d'Arambourou ne se serait plus trouvé hors de mesure; toute l'affaire se fût passée sur un terrain où l'infanterie seule pouvait agir, et l'on n'eût pas eu à reprocher au comte de Gages l'éloignement de sa cavalerie, celle des Autrichiens n'ayant pu agir alors elle-même.

Le peu de connaissance d'un local aussi intéressant, qui seule occasionna la fausse route que tint le comte de l'Arnage, est une faute dont on ne saurait justifier M. de Gages, et à laquelle on doit attribuer en grande partie tous les malheurs de cette journée.

Mais ces causes accidentelles avaient été précédées par des fautes bien plus graves, commises avant la bataille.

L'égoïsme révoltant, l'indiscipline scandaleuse, l'insubordination récompensée du marquis de Castelar, furent d'abord les causes réelles des premières fausses démarches des Espagnols, qui nécessitèrent de si longue main la bataille et la déroute.

C'est pour soutenir le marquis de Castelar que les Espagnols marchèrent de Pavie à Plaisance, et, rompant dès-lors tout accord entre les armées françaises et espagnoles, énervèrent l'une et l'autre en les divisant.

Arrivés sous Plaisance, les généraux de l'infant commirent d'autres fautes; la plus impardonnable fut celle d'avoir donné le temps aux Autrichiens de se retrancher. On ne saurait excuser davantage la lenteur de leurs délibérations, la timidité de leurs manœuvres; l'audace de l'ennemi en fut le fruit, le découragement des troupes en fut l'effet, et leur défaite un châtiment, malheureusement partagé par les troupes françaises.

La bataille de Plaisance coûta aux alliés dix-sept drapeaux, dix pièces de canon et six mille hommes; l'ennemi en perdit cinq mille, et conquit un champ de bataille sans acquérir aucune supériorité sur l'armée de l'infant, qui, sans le défaut de subsistances, aurait encore pu rester tranquille derrière ses retranchemens.

Le roi de Sardaigne était arrivé à la Stra-

della le jour même de la bataille, et les armées des alliés se trouvaient dès-lors entre celle des Autrichiens et des Piémontais. Cependant à peine restait-il dans Plaisance de quoi faire subsister quelques jours les troupes des Bourbons; pour pouvoir tirer des vivres de leurs magasins et rétablir leur ligne d'opérations, il fallait regagner Tortone, et passer sur le corps des Piémontais : mais comment oser ce mouvement rétrograde en présence des Autrichiens, qui n'auraient pas manqué d'attaquer l'arrière-garde au même instant où le roi de Sardaigne aurait combattu le reste de l'armée de front?

C'est au moment où le danger était devenu le plus éminent, que le génie de messieurs de Maillebois se développa avec plus d'étendue.

Ils proposèrent de passer le Pô, de se jeter dans le Milanais, de reprendre Pavie, et, couvert par le fleuve dont les ennemis occupaient la rive droite, de marcher à Tortone, et de regagner la communication avec les magasins.

Si l'ennemi pénètre ce projet, et se porte sur le Tanaro pour rendre cette manœuvre impraticable à la rive gauche du Pô, alors couverte par un grand fleuve, l'armée peut s'approcher des frontières de France par Verceil et Yvrée, y recevoir des renforts par le Briançonnais, et,

avec cette nouvelle supériorité de forces, marcher de nouveau contre les états du roi de Sardaigne.

Si le roi de Sardaigne veut secourir Pavie, alors séparé des Autrichiens, on peut le combattre avec avantage; craint-on au contraire de risquer une bataille, alors on repasse sur la rive droite du Pô, qui n'est plus défendue, et on regagne la Stradella, d'où l'on se rend à Tortone.

Des idées aussi claires, des combinaisons de cette évidence, des propositions aussi avantageuses, sont accueillies et exécutées d'abord, dès le 28 juin, avec enthousiasme; déjà le roi de Sardaigne avait donné dans le piége, et fait les dispositions pour passer le Pô et secourir Pavie. La cabale qui dirige les Espagnols a bientôt mis des entraves à tout, et la fausse nouvelle de l'approche du prince de Lichtenstein sur l'Adda fait tout abandonner; elle fait plus, elle décide l'infant à passer sur la rive gauche du Pô, où il se trouve resserré avec les Français, entre le Lambrio et l'Adda. Des subsistances tirées des environs de Milan par forme de contributions, ou achetées dans le Crémasque et le Bressan, alimentent l'armée des alliés; mais ces faibles ressources menacent d'être

bientôt épuisées, ou enlevées par l'ennemi.

Cependant les Autrichiens avaient déjà poussé quelques détachemens sur la rive droite de l'Adda, grace à la nonchalance des généraux espagnols, dont la timide opiniâtreté menaçait de rendre inutiles des renforts qui s'avançaient dans le Dauphiné.

Dans cette position, toujours plus alarmante, le comte de Maillebois proposa de nouveaux moyens, à raison des nouvelles difficultés.

Toutes les forces du roi de Sardaigne se trouvaient réunies sur le Pô : on pouvait donc, sans péril, tirer une partie des troupes qui se trouvaient en Provence et dans la rivière du Ponent, y joindre six ou sept bataillons génois, les renforts attendus d'Espagne, les recrues qui étaient en marche, les convalescens laissés à Saint-Pierre d'Arena, et une partie de la garnison de Tortone. Avec ces différentes troupes réunies, on pouvait former un corps capable d'opérer une diversion puissante; rappeler le roi de Sardaigne dans ses états, et rendre libre, par ce moyen, le chemin de Tortone et la communication avec les magasins.

Le marquis de Mirepoix est chargé de l'exécution de ce projet; mais à peine a-t-il rassemblé six bataillons, déjà la position des armées a changé. Le roi de Sardaigne, craignant de voir subsister les Français et les Espagnols sur l'Ambro tout le temps où ils garderont Lodi, avait marché sur le haut de cette rivière, pour couper à l'armée des alliés leur communication avec l'état de Venise; mais, afin de remplir plus sûrement ce projet, il avait d'abord fait passer le Pô à un corps de dix-sept à dix-huit mille hommes. Toutes les règles de la guerre prescrivaient de le charger, de le culbuter, et de s'emparer du nouveau pont du roi de Sardaigne. Le maréchal de Maillebois avait proposé cette attaque; le conseil de l'infant s'y était refusé. La mort de Philippe, roi d'Espagne, enlevé le 9 juillet 1746, par une attaque d'apoplexie, était encore venue ajouter à la lenteur des opérations des généraux espagnols. Leur nouveau roi venait de faire des propositions de paix au roi de Sardaigne, qui se trouvait alors dans une position trop avantageuse, pour y souscrire.

Cependant toutes les troupes piémontaises avaient passé le Pô, soutenues d'un corps de seize mille Autrichiens; elles s'étaient portées à Bissone et Sainte-Christine, la nuit du 25 au 26; elles avaient attaqué le château de Chignolo, où la vigoureuse résistance du comte

de Mailly les avait forcées de renoncer à cette attaque pour marcher du côté de Marignan.

Le dessein des Piémontais n'était donc plus équivoque, et les Espagnols se décidèrent enfin à abandonner l'Adda, pour se réunir aux Français : malgré cette réunion, le danger croissait sans cesse, la chaîne des fourrages se rétrécissait, les sources des subsistances étaient prêtes à tarir; la position des alliés se resserrait entre des rivières et des armées ; il n'y avait pas un moment à perdre; le grand objet, le but unique, devait être de repasser le Pô. Aussi tout est-il disposé pour opérer cette manœuvre décisive, toutes les marches des différens corps sont combinées, elles s'exécutent au moment prescrit.

Le mouvement rétrograde du 7 août et l'évacuation de Lodi sont des dispositions préalables ; les chemins sont libres sur la rive droite du Pô, depuis la Trébie jusqu'à la Scrivia ; l'instant est saisi : M. de la Chetardie se rend au confluent de l'Ambro avec un fort détachement; il y trouve des barques pontées qui portent ses troupes à la rive droite du Pô, où elles se mettent en bataille le long du Tidone, qui formait un retranchement naturel, derrière lequel les Français pouvaient se former, après

avoir passé le Pô. C'est donc à l'embouchure du Tidone que le maréchal fait jeter ses ponts; de là à Stradella il y avait une marche de distance.

Le 9, M. de la Chetardie marche à la Verate, dont le prince de Beauveau occupait le château; les trois ponts sont achevés à midi. M. de Castelar avait fait sortir, dans la nuit, quinze cents hommes de Plaisance, pour inquiéter les ennemis aux cassines de San-Lazaro : au bruit de leur mousqueterie, un officier, détaché à la Minudra, avait passé le Pô; il était venu donner une alerte aux Autrichiens dans cette partie.

Ces diversions opèrent tout l'effet desiré; M. de Castelar évacue Plaisance, brûle ses ponts derrière lui, et rejoint l'armée, dont tous les corps séparés se replient sans accident.

Le 9, M. de Monteynard se porte à Parpanèse, en chasse les ennemis, emporte la tête de leur pont, et en brûle une partie; un autre corps s'avance à San-Giovani, et fait évacuer ce poste aux troupes du roi de Sardaigne.

Le 10, à la pointe du jour, l'armée se met en marche pour s'approcher de Tortone. Il manquait au passage du Pô, si savamment combiné, la gloire d'une victoire; une faute

du marquis de Pignatelli fournit l'occasion de battre les ennemis. Cet officier avait reçu l'ordre positif de se porter à la droite des corps qui gardent le Tidone jusqu'à Verate ; il lui a été enjoint de s'étendre en retour sur la Strada-Romea ; il a négligé cette position, et a laissé un grand vide entre son flanc et cette chaussée. Le général autrichien, qui s'était porté pendant la nuit à Rotto-Fredo, en reconnaissant les troupes qui bordaient le Tidone, s'était aperçu de la faute de M. de Pignatelli, et avait espéré en profiter, en se rendant maître du grand chemin.

A huit heures du matin, le feu des ennemis commence : au premier bruit de leur mousqueterie, le maréchal, qui se trouve alors à Fermato, fait soutenir M. Pignatelli par M. de Chevert. La colonne autrichienne est arrêtée un moment par le feu des grenadiers français; la brigade de Lorraine, qui suivait la route de San-Giovani, se jette sur la chaussée de la Strada-Romea ; elle occupe les cassines sur sa droite et sa gauche ; la brigade d'Anjou, qui la suit, se place à sa gauche : la cavalerie espagnole vient seconder leurs efforts ; elle enveloppe le régiment de Savoie autrichien, le taille en pièces, jette le désordre dans les rangs

ennemis, et les force à repasser la rivière de Tidone. Le marquis de Pignatelli se hâte alors de porter quelques piquets et du canon sur la chaussée.

Les ennemis se sont renforcés ; ils font de nouveaux efforts contre la Strada-Romea. Après avoir passé la rivière au-dessus de Ponte Tidone, ils ont pour but de tourner les cassines occupées par les piquets de la brigade de Lorraine ; ils les attaquent en colonne, les chassent ; mais ceux-ci reviennent avec leur brigade, et reprennent les cassines, l'épée à la main : ils en sont encore repoussés au moment où les piquets des gardes espagnoles laissent à découvert le flanc des gardes lorraines, qui alors se retirent en bon ordre, favorisées par la brigade d'Anjou.

Cependant les Autrichiens commencent à marcher le long de la Strada-Romea ; déjà ils dépassent les corps qui la leur ont disputée : mais la brigade d'Anjou les prend en écharpe, et fond sur eux, la baïonnette au bout du fusil, au moment où trois escadrons espagnols les chargent et les repoussent jusqu'à leur cavalerie. Les gardes lorraines veulent profiter de ce désordre pour s'emparer de quatre pièces de canon ; mais la cavalerie espagnole, culbutée,

culbute à son tour les gardes lorraines et la brigade d'Anjou.

Bientôt cet échec est réparé par le courage des gardes espagnoles et de la cavalerie française ; ses charges vigoureuses repoussent l'ennemi, et lui font perdre un terrain considérable.

Le succès de l'action commence à se décider ; les gardes vallones et les grenadiers provinciaux arrivent, ces corps déterminent la déroute de l'ennemi. Le chevalier de Cornillon, qui s'était caché avec trois bataillons derrière une naville sur le flanc des Autrichiens, fait tirer sur eux au moment où ils s'y attendent le moins ; dès-lors, effrayés dès la première décharge, ils lâchent le pied tout à fait, après avoir eu six mille hommes blessés ou morts.

Le passage du Pô finissait de s'opérer pendant l'action.

Le 11, l'armée séjourna à la Stradella ; dans la nuit du 12 au 13, elle vint camper à Voghera ; elle y séjourna le 14, jour où le marquis de Lamina vint remplacer M. de Gages.

Sans entrer dans l'analyse des circonstances politiques qui dirigèrent alors le conseil de Madrid, on se bornera à dire que, dès l'instant

où le marquis de Lamina fut arrivé, les affaires empirèrent de jour en jour à l'armée des alliés.... Le nouveau général espagnol refusa d'abord de seconder le maréchal pour détruire un corps d'Autrichiens qui s'était avancé sur la Scrivia ; il précipita ensuite indécemment la retraite des troupes espagnoles, et, le 24 août, les troupes françaises et espagnoles eurent évacué le Piémont.

Cependant on était convenu de joindre les armes des Espagnols à celles des Français, pour secourir Gavi, dans le cas où les Autrichiens voudraient en faire le siége. Un événement imprévu déconcerta ce projet ; les Espagnols, chargés de garder le passage de la Bochette, l'abandonnèrent : vainement tenta-t-on de le reprendre. L'armée, trop resserrée alors dans sa position, fut contrainte à un mouvement rétrograde sur Cornigliano ; la supériorité des ennemis nécessita en même temps de transporter le dépôt des hôpitaux en Provence, où s'était déjà rendue la cavalerie française et espagnole, avec les gros équipages et l'artillerie de parc.

Cet appareil de retraite glaça les Génois d'une juste épouvante ; de vagues espérances ne pouvaient les rassurer contre un danger

certain, ni rendre leurs alarmes moins cruelles ni moins fondées.

Bientôt l'événement les confirma. Le roi de Sardaigne s'était porté, avec toutes ses forces et seize bataillons autrichiens, vers les sources de la Bormida; dès-lors l'infant avait donné l'ordre positif de la retraite. Le roi de Sardaigne, à la vérité, avait fait de vaines tentatives pour entamer l'armée des alliés; par-tout il avait été repoussé : mais par-tout, en même temps, le marquis de Lamina avait forcé des marches rétrogrades par l'opiniâtreté de ses refus à se prêter aux manœuvres qui pouvaient contenir l'ennemi, ou le repousser.

Le maréchal espérait au moins tenir dans le comté de Nice; mais le 16, dans un conseil de guerre tenu chez l'infant, à la sollicitation de M. de Maillebois, après avoir décidé de rentrer en France le lendemain 17, les troupes françaises et espagnoles repassèrent le Var, et abandonnèrent les Génois à la discrétion des Autrichiens.

Les frontières du royaume de Naples dégarnies de troupes, celles de la France défendues par une armée trop faible, semblaient déjà livrer au roi de Sardaigne et à Marie-Thérèse ces grands objets de leurs plus vastes desirs.

Heureusement, l'impératrice voulut marcher à Naples; le roi de Sardaigne voulut attaquer la Provence : leur mésintelligence diminua leur puissance, et Naples et la Provence furent sauvées.

Cependant le roi de Sardaigne marchait, à la tête de soixante mille hommes, à la conquête de la Provence; le maréchal de Maillebois, qui avait fait d'abord des dispositions pour l'arrêter sur les bords du Var, se trouvant réduit à onze mille hommes par le départ des Espagnols pour Naples et leurs quartiers d'hiver en Languedoc et en Savoie, avait été obligé de se retirer par Grasse, au camp de Tournon.

Cette position, naturellement forte, était encore retranchée dans tous les endroits où l'ennemi pouvait tenter le passage de la Ciagne, qui couvrait le camp : la droite de la position s'étendait vers le golfe de la Napoule; les approches de la gauche étaient fermées et couvertes par des montagnes énormes, à travers lesquelles le défaut de subsistances et les obstacles de la nature interdisaient à l'ennemi de pénétrer en forces : s'il divisait les siennes pour garder la côte, assiéger Antibes et percer par la montagne, le maréchal projetait de

tomber alors avec avantage sur l'un des corps séparés.

Mais, au moment où le maréchal de Maillebois luttait contre toutes ces circonstances, et était sur le point d'écarter les événemens funestes, à force de justes combinaisons et d'activité, l'intrigue le faisait rappeler le 10 novembre 1746, et remplacer par le maréchal de Belle-Isle.

A peine le maréchal de Maillebois avait quitté les bords du Var, que le comte de Braun avait passé cette rivière, et mis le siége devant Antibes. A son approche et à celle de la flotte anglaise, la terreur s'était répandue dans la Provence; l'alarme avait gagné jusqu'à Toulon, et l'éloignement n'en préservait ni Aix ni Marseille.

Dans le même temps, il se passait à Gènes des événemens qui prouvaient ce que peut un peuple qui défend ses foyers, sur-tout quand il est animé par l'amour de la liberté.

Le 5 décembre, les Autrichiens, malgré leurs conventions, veulent conduire à leur camp l'artillerie des remparts de Gènes; le peuple pleure en voyant enlever le canon qui aurait dû défendre ses murailles. Un des mortiers enfonce sous son poids le pavé de la rue;

les soldats autrichiens veulent contraindre le peuple aux travaux dont il doit être la victime; un jeune homme s'y refuse, un soldat le frappe; ce jeune homme lui lance une pierre, et crie vengeance; à ces cris, ce peuple ne pleure plus, il court aux armes; la révolution éclate, Gènes est délivrée.

De son côté, le maréchal de Belle-Isle, voulant se rapprocher des renforts qui lui étaient envoyés, après avoir regardé la conservation de Toulon et de Marseille comme l'objet principal et à peu près unique, s'était décidé à passer l'Argence, et à venir camper à Pujol, à quatre lieues de Toulon.

Le marquis de Lamina semblait vouloir se concerter avec le maréchal : en conséquence, ils convinrent ensemble de laisser aux Français le soin de couvrir Toulon, et d'abandonner aux Espagnols la sûreté de Marseille; on envoya en même temps neuf bataillons à Riez, pour fermer, du côté de la montagne, tous les passages par lesquels l'ennemi pouvait se porter sur la Durance, précaution essentielle pour assurer la jonction des quarante-sept bataillons attendus à l'armée. Les vingt premiers arrivèrent à Toulon et à Riez le 20 décembre 1746; les vingt-sept autres et le corps de vo-

lontaires royaux joignirent l'armée dans le courant de janvier 1747.

Après l'arrivée de ces renforts, il fut arrêté de mettre l'armée en marche, sur cinq colonnes, pour se porter en avant.

Déjà l'ennemi a évacué Grasse, levé le siége d'Antibes, et, bientôt après, repassé le Var la nuit du 2 au 3 février, afin de suivre ses équipages et sa cavalerie, qui l'ont précédé de quelques jours, pour rentrer en Piémont par le Col de Tende.

Cependant dix bataillons piémontais et quelques troupes autrichiennes restent dans le comté de Nice; mais les ennemis n'étaient plus en France, et l'armée combinée prit ses quartiers d'hiver dans ces mêmes pays où la guerre laissait des traces si funestes de sa barbarie, de ses dévastations et de sa cruauté.

Le général autrichien était inquiet des suites de la révolution de Gènes; la plupart des garnisons autrichiennes venaient d'être faites prisonnières par la populace victorieuse; les troupes qui occupaient Sestri et la rivière du Levant avaient été forcées de capituler dans Sarsanne et Sarsanello, où elles s'étaient retirées; le marquis de Botta avait échappé à peine à quatre mille paysans armés qui avaient marché au Col de la Bochette, pour lui couper sa retraite en Lombardie. Il était donc infiniment urgent pour les Autrichiens d'abandonner un pays où l'armée combinée venait de recevoir d'aussi puissans renforts, où les subsistances étaient aussi rares, et les maladies aussi communes; il n'était pas moins instant pour le général Braun de venir se joindre au marquis de Botta, qui, après avoir réuni toutes ses forces, et précédé de ses troupes légères, s'avança de nouveau vers Gènes, avec la prudence dictée par le malheur et le ressentiment inséparable de la vanité compromise : mais il trouva des citoyens instruits par l'expérience de leurs dangers et aguerris par le souvenir de leur victoire.

Sur ces entrefaites, le marquis de Botta est rappelé à sa cour, et le comte de Schulembourg, qui lui succède, met tout en usage pour s'approcher des murailles de Gènes à main armée. Les chefs de la république ont pris la sage résolution de s'en tenir à une défensive vigoureuse, concentrés dans leurs murs, où leurs milices nouvelles peuvent employer plus fructueusement leur courage.

Gènes était pourvue d'une assez grande quantité de vivres, mais on manquait de troupes ré-

gulières et d'argent pour les payer. Les puissances confédérées à Arranjuès s'occupèrent de secourir les Génois. La cour de France leur fit d'abord passer un million, qui échappa à la vigilance des croiseurs anglais. Les galères de Marseille et de Toulon, chargées d'environ six mille hommes, ne tardèrent pas à entrer aussi dans le port de Gènes; bientôt après, vers le trente avril, le duc de Bouflers vint commander les troupes qui défendaient la ville; et, dès le 21 mai, il attaqua les Autrichiens et les délogea d'une partie des postes dont ils s'étaient emparés. Le 27, il les battit une seconde fois, et les chassa de la côte.

Bouflers, victorieux des Autrichiens, eut encore à combattre la division qui régnait entre le sénat et le peuple, et il eut bien de la peine à rétablir l'harmonie entre les différens ordres de l'état. Cependant Gènes n'était plus si pressée, mais les Piémontais occupaient toujours l'enceinte de leurs montagnes; les Autrichiens ravageaient les environs de la ville, et la flotte anglaise dominait sur la côte. Le maréchal de Belle-Isle, pour opérer une diversion, passe le Var et s'établit dans le comté de Nice; dans cette position, l'armée des alliés tenait les Autrichiens et les Piémontais en alarme.

Cependant le blocus de Gènes continuait, les subsistances commençaient à manquer dans la ville; le maréchal de Belle-Isle prend le parti de faire des dispositions pour pénétrer dans le cœur du Piémont; ses démonstrations ont l'effet desiré. Le roi de Sardaigne, pour défendre ses états, rappelle ses troupes du blocus de Gènes; les Impériaux, affaiblis par cette retraite, sont forcés de se replier eux-mêmes. Gènes est délivrée dans les premiers jours de juillet 1747, et l'escadre anglaise, qui prend aussi le large, donne le temps à la république de respirer et de se préparer à de nouveaux combats.

M. de Bouflers n'eut pas la satisfaction d'être le témoin de cet heureux événement, auquel il avait contribué par sa sagesse, sa bravoure et ses connaissances militaires; la petite vérole l'avait enlevé pendant le siége. Le duc de Richelieu, qui lui succéda, s'appliqua d'abord à mettre les côtes en sûreté.

Afin d'empêcher les ennemis de revenir devant Gènes, et dans l'espérance de faire quelques conquêtes, les Français et les Espagnols voulaient pénétrer de nouveau en Italie; mais les généraux n'étaient pas d'accord sur les points par lesquels il fallait y pénétrer.

Le marquis de Lamina voulait pénétrer par la côte de Gènes, et après avoir mis garnison dans Final, Savone et Gavi, pénétrer de nouveau dans le Mont-Ferrat. Le maréchal de Belle-Isle, qui avait fait passer en Dauphiné cinquante bataillons, sous les ordres de son frère, soutenait qu'il fallait opérer une diversion par Embrun, Briançon et le Mont-Genèvre : d'ailleurs, ses ordres étaient déjà donnés pour cette opération ; il n'était plus temps de les révoquer, et on fut obligé d'en attendre les résultats, qui furent infiniment malheureux.

Le 18 juillet, les troupes du comte de Belle-Isle se trouvaient au pied des montagnes inaccessibles qui couvrent Exiles et Fenestrelles, et le 19, à la pointe du jour, elles avaient commencé cette attaque mémorable, sanglante et inutile, où tous les prodiges de la valeur française furent vains, où le nombre des officiers tués s'approcha de celui des soldats, et où le chef de l'entreprise paya de sa vie sa témérité et son ambition. [1]

Les troupes, repoussées à Lassiete, sont bientôt dispersées pour couvrir le Dauphiné; dix-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

neuf bataillons rentrent en Provence. Après ces dispositions nouvelles, on veut reprendre le plan du marquis de Lamina ; mais les mouvemens des ennemis déconcertaient ce projet ; les leurs le sont aussi à Barcelonette, au Mont-Genèvre, dans le comté de Nice et à Vintimille ; les manœuvres savantes des généraux français et espagnols, secondées par les combinaisons profondes de MM. de Bourcet, et par la rigueur de la saison, forcèrent le marquis Dormea de rentrer en Piémont, le roi de Sardaigne de retourner à Turin, et M. de Lautrun de se retirer devant les troupes de l'armée des deux couronnes ; ce qui laissa à leurs généraux la faculté de les faire entrer en quartier d'hiver.

Tandis que le duc de Richelieu s'occupait à éloigner de Gènes les ennemis, et à distraire les Génois des maux qu'ils avaient soufferts, par des fêtes, des plaisirs et des spectacles, l'ouverture d'une campagne décisive s'approchait, des forces imposantes menaçaient le duc, et son activité seule pouvait suffire aux soins exigés pour la conservation de Gènes et pour les distractions agréables dont il avait soin de les mêler.

Le comte de Braun faisait des dispositions

pour fondre sur Gènes, à la tête de quarante-huit bataillons et un corps de troupes légères, tandis que le roi de Sardaigne, avec trente bataillons piémontais, et dix autrichiens, devait défendre les retranchemens de la Roya.

Le principal but du duc de Richelieu devant être la conservation de Gènes, à peine pouvait-il espérer se permettre quelques efforts pour soutenir les places qui se trouvaient endeçà de la Magra.

De son côté le maréchal de Belle-Isle, effrayé de la longueur de la communication, si l'on pénétrait encore en Italie par le comté de Nice, proposait d'en forcer l'entrée par la vallée de Sture, dans l'espérance d'apporter par là un plus prompt et un plus puissant secours, qu'en marchant directement aux retranchemens de la Roya.

La cour de Madrid ayant refusé d'adopter ce projet, M. de Lamina présenta de nouveau le sien, pour pénétrer par les bords de la mer, malgré les difficultés bien reconnues, malgré les obstacles qu'opposaient les retranchemens de la Roya, qui étaient inattaquables de front et impossibles à tourner, si l'on attendait l'arrivée de toutes les troupes piémontaises. Obligé de suivre ce plan, on s'était déterminé à attaquer dans les premiers jours de février, lorsque tout à coup une chûte de neige abondante obligea de renoncer à ce projet.

L'inaction forcée où cet événement retint les troupes des deux couronnes, vint ajouter aux dangers qui menaçaient le duc de Richelieu; tout annonçait l'attaque de la rivière du Levant dans tous ses points, si quelque diversion puissante ne contraignait l'ennemi à partager ses efforts. Dans cette conjoncture, le duc de Richelieu se détermina à presser l'expédition de Savone, place bien plus importante que Gavi; il fit en conséquence toutes les dispositions et les préparatifs nécessaires; les instans étaient calculés; les mariniers se font attendre deux ou trois heures; le départ et le débarquement sont retardés; on arrive en plein jour; toutes les mesures sont déconcertées; l'expédition est manquée, et tout le fruit de ce mouvement est d'avoir jeté l'épouvante dans les quartiers de l'ennemi vers la Bormida, et dans la rivière du Ponent.

L'armée autrichienne est entrée en campagne; les précautions sont prises de part et d'autre pour l'attaque et la défense. Le mois de mai s'écoule cependant sans aucune tentative de la part des Autrichiens, malgré l'arri-

vée de leur artillerie, l'approvisionnement de leurs magasins et la construction d'un grand nombre de fours.

Le 2 et le 3 juin, le comte de Courcy avait réussi à piller les magasins des ennemis, et à détruire leurs fours.

Le 4 et jours suivans, le comte de Braun, après quelques opérations de détail, avait établi son camp à cheval sur la Varra, un peu en avant de Varèse.

Le 10, un courrier, dépêché par M. le marquis de Puisieux, apporte au duc de Richelieu l'accession de la reine de Hongrie aux articles préliminaires de la paix.

Depuis huit ans, la guerre désolait l'Europe; la moitié de l'Italie, de l'Allemagne et des Pays-Bas, était dévastée; la reine d'Hongrie avait placé son époux sur le trône; mais les riches provinces de la Belgique étaient sous les lois de la France, qui en retirait des contributions énormes. La France, victorieuse sur le Rhin, et sur-tout en Flandre, voyait sa marine anéantie, son commerce en souffrance, son industrie languissante, ses colonies menacées. Les armateurs anglais avaient fait des prises immenses, mais l'état succombait sous les frais des subsides accordés aux ennemis de la France; le

roi de Prusse desirait la paix pour consolider ses nouvelles acquisitions; l'Espagne en avait besoin, afin d'empêcher le démembrement de ses états d'Italie, et d'assurer à dom Philippe un établissement solide en Lombardie : enfin de toutes les régions de l'Europe, l'Italie était celle à qui la paix devenait le plus nécessaire; sa population avait sensiblement diminué; ses cultures étaient abandonnées, elle était menacée d'une subversion générale dans son organisation intérieure.

La paix générale signée à Aix-la-Chapelle le 16 octobre 1748, par tous les ministres des puissances belligérantes, vint, sinon finir, au moins suspendre, pour quelques années, toutes ces calamités. [1]

Depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, les grandes puissances de l'Europe étaient partagées en deux partis formidables qui se balançaient mutuellement; l'Angleterre, la cour de Vienne, la Russie, les Provinces-Unies, composaient une de ces associations; l'autre était formée par la France, l'Espagne, la Prusse, les deux Siciles et la Suède. Toutes ces puissances restaient armées au détriment des arts et de l'agriculture.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

On espéra un repos durable, par la crainte que les deux moitiés de l'Europe semblaient inspirer l'une à l'autre; mais on se flatta en vain : cette correspondance mutuelle qui semblait s'être établie entre les nations ne tarda pas à être troublée.

En vain la nature, par des secousses terribles et la destruction de plusieurs grandes villes, semblait-elle rappeler aux hommes qu'ils ne sont que des victimes de la mort qui doivent au moins se consoler les unes et les autres. Au milieu de ces catastrophes, on prenait dans les différens cabinets des puissances de l'Europe, des mesures pour ensanglanter de nouveau cette terre qui semblait vouloir engloutir ses habitans.

Le premier événement funeste se passa en Suède. Quelques seigneurs y ayant conspiré en juin 1756, contre le sénat, en faveur du monarque, ils furent punis de mort; dans une monarchie, ils auraient mérité des récompenses; dans un pays devenu libre, on dut les regarder comme des traîtres et des hommes infâmes.

Le roi de Prusse, d'un autre côté, préparait en silence une révolution qui pût lui être avantageuse; mais les premières étincelles du feu

qui embrasa bientôt toute l'Europe, vinrent de l'Amérique.

Une légère querelle entre la France et l'Angleterre, pour quelques terrains sauvages vers l'Acadie, inspira une nouvelle politique à tous les souverains de l'Europe.

Cette querelle était le fruit de la négligence des ministres qui travaillèrent au traité d'Utrecht. En cédant à l'Angleterre l'Acadie avec toutes ses anciennes limites, ils oublièrent de spécifier qu'elles étaient ces limites.

Cette omission, qui pouvait s'arranger dans quelques heures de conférence, si la bonne foi et la justice entraient dans les différends des hommes, accabla l'humanité, pendant huit ans, de tous les fléaux de la guerre.

Les Anglais voulaient détruire entièrement le commerce de la France dans l'Amérique septentrionale; ils leur étaient supérieurs par leurs colonies et par leurs flottes; ils se flattaient de ne trouver de résistance ni dans le nouveau monde, ni sur nos mers; ils commencèrent hardiment, dès 1755, à attaquer les Français en Canada, et à prendre plus de trois cents vaisseaux marchands, avant aucune déclaration de guerre.

Alors toute la politique de l'Europe fut chan-

gée; la France, la maison d'Autriche, l'Empire, la Russie et la Suède, s'allièrent pour combattre l'Angleterre et la Prusse, tandis que l'Espagne, l'Italie et les Provinces-Unies observaient la neutralité.

L'Angleterre n'avait pas prévu cette nouvelle combinaison; elle avait espéré de concentrer le foyer de la guerre en Amérique, où le gouvernement anglais se flattait de se rendre toujours le maître des forces nécessaires, et d'empêcher, avec le secours de ses flottes, toute communication entre la France, les Antilles et le Canada, dont il convoitait la possession.

Cependant quelques avantages que les hostilités pussent procurer aux Anglais, le roi de Prusse devait en être la victime; mais les basses intrigues dans la cour de Versailles s'opposèrent constamment à la réussite des efforts combinés contre le monarque du nord : d'ailleurs, la défiance qui subsistait depuis plusieurs siècles entre les gouvernemens français et autrichien, n'était pas éteinte, et Louis XV ne pouvait pas vouloir sincèrement la perte de la cour de Berlin.

Le roi de Prusse, Frédéric, indépendamment de ses vastes connaissances dans un art où son génie créa des combinaisons aussi heureuses qu'utiles, dut une grande partie de ses triomphes à l'avantage de sa situation.

Après avoir envahi la Saxe, Frédéric, maître du cours de l'Elbe et de l'Oder, couvrait le Brandebourg. Cette position centrale lui assurait les communications avec la Silésie, la Bohême et ses alliés, dont les armées étaient en Westphalie : ainsi ce monarque se voyait en état de se porter rapidement par-tout où le danger pressait, et de se défendre avec une seule armée contre plusieurs. [1]

Cependant l'Europe se dépeuplait, les campagnes étaient incultes, les manufactures détruites, le commerce languissant; les nations victorieuses étaient écrasées sous le poids des impôts levés pour faire la guerre; les nations vaincues étaient ruinées; les nations neutres étaient continuellement exposées à des insultes.

La France avait perdu sa plus florissante jeunesse, la moitié de son numéraire, sa marine, son commerce, son crédit, presque toutes ses possessions d'outre-mer : en vain le duc de Choiseul avait-il conclu un pacte de famille entre les différentes branches de la famille de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).

Bourbon ; cette alliance trop tardive exposait les Espagnols à de très-grandes pertes.

L'Allemagne était encore plus malheureuse ; le fer et la disette avaient dépeuplé ses provinces ; vainement s'était-il répandu dans cette contrée plus de quinze cents millions sortis de France, d'Angleterre, de Russie, de Hongrie ; la misère n'avait jamais été si générale dans l'Empire ; la guerre, ce fléau dévorant, ôte à l'argent le caractère particulier de répandre le bien-être parmi les hommes ; elle ruine le vainqueur et le vaincu, qui s'épuisent à peu près également, pour perdre ou conserver quelques portions de terres incultes ou inhabitées, dépeuplées ou détruites.

L'impossibilité de continuer la guerre ramena la paix ; elle fut signée le 10 janvier 1763. [1]

A cette époque, la cour de France s'engagea de faire passer des troupes en Corse, non pour agir hostilement, mais pour garder pendant quatre ans les places qui restaient encore aux Génois dans cette île.

La souveraineté de la Corse était devenue à charge au sénat, et déjà elle avait été sur le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).

point de la céder à la cour de Madrid ou à celle de Naples, lorsqu'on vit paraître dans l'île le baron de Neuhof, dont la royauté y causa la plus singulière révolution par ses circonstances romanesques. [1]

En 1745, la cour de France ayant été obligée de retirer de la Corse les troupes qu'elle y avait envoyées en 1738, un Génois, le comte Dominique Rivarola, soutenu ouvertement par les cours de Vienne, de Londres et de Turin, après avoir pris le titre de généralissime des Corses, assiégea Bastia par terre, tandis que l'escadre anglaise l'assiégeait par mer. Les Génois, obligés d'abandonner la ville, se retirèrent à Calvi et à Ajaccio, dont le nouveau généralissime se décida à faire le siége. Les préparatifs s'en faisaient avec vigueur, quand la flotte anglaise, battue par un coup de vent en 1746, fut obligée d'aller chercher des secours dans le port de Livourne. Alors Rivarola, qui avait perdu Bastia, au moment où il s'enfonçait dans l'intérieur de l'île, revint devant cette place, la reprit, et se flattait déjà de voir bientôt le château tomber en son pouvoir, au moment où une nouvelle révolution détruisit toutes ses espérances.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

Les Génois venaient de chasser les Autrichiens ; le duc de Richelieuenvoya des troupes françaises au secours de la citadelle de Bastia : dès-lors les assiégés ne tardèrent pas de mettre en fuite Rivarola, qui, supérieur aux disgraces de la fortune, revint encore devant Bastia, où la mort, qui le surprit, arrêta le cours de ses projets.

Parmi les actes présentés au congrès d'Aix-la-Chapelle, on avait distingué un Mémoire adressé par les Corses aux plénipotentiaires, pour les engager à prendre connaissance de leurs démêlés avec la république de Gènes : malgré l'intérêt qu'ils avaient inspiré, les plénipotentiaires laissèrent sans réponse les plaintes de cette nation. Mais Cursai, colonel du régiment de Tournaisis, et Chauvelin, ministre de France à Gènes, furent chargés par la cour de France de travailler de concert à rétablir la paix dans l'île.

Cursai ne tarda pas à acquérir sur les Corses, par les armes de la persuasion, une autorité presque sans bornes ; mais, traversé dans l'île par les intrigues des Génois, et à la cour de France par la jalousie de Chauvelin, non seulement il ne put réussir à ramener la tranquillité en Corse, mais ses sentimens furent

présentés à la cour sous un jour si défavorable, qu'il fut arrêté à Bastia le 9 décembre 1752, et conduit à la citadelle de Montpellier, d'où il sortit quelques mois après, quand le roi eut été mieux informé.

Les troupes françaises ayant évacué la Corse en 1753, Gafforio eut alors seul la principale autorité : cet homme, célèbre par son intrépide valeur, ayant été assassiné le 4 octobre, les Corses nommèrent Mario-Matta pour le remplacer. Mais, plus touché de son repos que de sa gloire, ce nouveau chef allait laisser retomber la Corse dans l'anarchie dont Gafforio l'avait tirée, lorsque le vieux Paoli, qui avait autrefois commandé dans l'île, et qui était retiré à Naples, envoya en Corse son fils Pascal Paoli, âgé de vingt-neuf ans, qui fut choisi unanimement, en 1755, pour un des magistrats annuels, et, bientôt après, pour commandant général avec Mario-Matta.

Ces deux chefs n'agirent pas long-temps de concert, et leur mésintelligence produisit la guerre civile. Paoli vaincu, après un combat opiniâtre, se réfugia dans un couvent, pour se procurer une capitulation. Pendant qu'on parlementait, Paoli étant parvenu à rendre son adversaire suspect à ses partisans, ceux-ci

l'abandonnèrent pour embrasser le parti de Paoli, qui, prompt à profiter du retour de la fortune, s'empressant d'attaquer de nouveau son adversaire, le battit et le força de sortir de l'île, pour se réfugier à Gènes. Mario-Matta vint encore se mesurer de nouveau avec Paoli; mais, ayant été tué dans une rencontre, il lui laissa, par sa mort, l'intégrité du généralat.

Dès cet instant, les Corses, sous la conduite de Paoli, tenaient les Génois bloqués dans leurs villes maritimes, lorsqu'ils apprirent l'arrivée de quatorze mille Français qui venaient d'être distribués dans Calvi, Ajaccio, San-Fiorenzo, Lissola, Russa et Alsi-Pratto.

A cette époque mourut Benoît XIV, qui eut pour successeur Clément XIII. [1]

Les Français ayant été rappelés en 1759, Paoli poursuivit alors les Génois avec la plus grande activité.

La même année, 1759, mourut au mois d'août Ferdinand VI, roi d'Espagne, auquel succéda le roi des deux Siciles, sous le nom de Charles III, qui, après avoir fait reconnaître pour son successeur son troisième fils, se rendit à Madrid avec le second, qu'il des-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

tinait à lui succéder sur le trône d'Espagne.

Cet événement pouvait encore troubler la tranquillité de l'Italie; heureusement, la fermeté du roi Charles assura le trône des deux Siciles à ses enfans.

Le roi d'Angleterre étant mort en 1760, on se flatta de voir revenir la paix; mais le lord Chatam fit continuer la guerre.

Pendant ce temps, Paoli affermissait sa puissance, et donnait des lois à la Corse. [1]

La république de Gènes, sentant alors l'inutilité de ses efforts pour subjuguer les Corses, effrayée des dépenses énormes auxquelles l'assujettissait la garde de ses places maritimes, eut recours de nouveau à la France, qui, venant de terminer la guerre la plus fâcheuse, s'engagea à faire passer des troupes en Corse, dans l'espoir de réunir un jour cette île à la France, en achetant les droits de la république de Gènes.

La conduite des Français en Corse obtint l'approbation des insulaires; leur séjour ne changeait rien à la constitution nationale. Cet événement, au contraire, sembla étouffer tous les restes des troubles passés.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

l'abandonnèrent pour embrasser le parti de Paoli, qui, prompt à profiter du retour de la fortune, s'empressant d'attaquer de nouveau son adversaire, le battit et le força de sortir de l'île, pour se réfugier à Gènes. Mario-Matta vint encore se mesurer de nouveau avec Paoli; mais, ayant été tué dans une rencontre, il lui laissa, par sa mort, l'intégrité du généralat.

Dès cet instant, les Corses, sous la conduite de Paoli, tenaient les Génois bloqués dans leurs villes maritimes, lorsqu'ils apprirent l'arrivée de quatorze mille Français qui venaient d'être distribués dans Calvi, Ajaccio, San-Fiorenzo, Lissola, Russa et Alsi-Pratto.

A cette époque mourut Benoît XIV, qui eut pour successeur Clément XIII. [1]

Les Français ayant été rappelés en 1759, Paoli poursuivit alors les Génois avec la plus grande activité.

La même année, 1759, mourut au mois d'août Ferdinand VI, roi d'Espagne, auquel succéda le roi des deux Siciles, sous le nom de Charles III, qui, après avoir fait reconnaître pour son successeur son troisième fils, se rendit à Madrid avec le second, qu'il des-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

tinait à lui succéder sur le trône d'Espagne.

Cet événement pouvait encore troubler la tranquillité de l'Italie; heureusement, la fermeté du roi Charles assura le trône des deux Siciles à ses enfans.

Le roi d'Angleterre étant mort en 1760, on se flatta de voir revenir la paix; mais le lord Chatam fit continuer la guerre.

Pendant ce temps, Paoli affermissait sa puissance, et donnait des lois à la Corse. [1]

La république de Gènes, sentant alors l'inutilité de ses efforts pour subjuguer les Corses, effrayée des dépenses énormes auxquelles l'assujettissait la garde de ses places maritimes, eut recours de nouveau à la France, qui, venant de terminer la guerre la plus fâcheuse, s'engagea à faire passer des troupes en Corse, dans l'espoir de réunir un jour cette île à la France, en achetant les droits de la république de Gènes.

La conduite des Français en Corse obtint l'approbation des insulaires; leur séjour ne changeait rien à la constitution nationale. Cet événement, au contraire, sembla étouffer tous les restes des troubles passés.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

Cependant les quatre années, pendant lesquelles les troupes françaises devaient rester dans l'île, allaient bientôt expirer. Les Génois, ne pouvant pas alors se dissimuler que le départ de ces troupes serait l'époque fatale de l'anéantissement de leur pouvoir en Corse, se décidèrent, en mai 1768, à transférer à la France la souveraineté de l'île de Corse.

Les insulaires, qui n'avaient pas attaqué les Français quand ils gardaient les villes génoises, changèrent de conduite dès qu'ils surent que Louis XV s'était fait déclarer roi de Corse; les hostilités commencèrent le 20 juillet 1768.

Malgré quelques premiers succès, la cour de France, s'étant bientôt apperçue qu'on n'avait pas assez calculé toutes les difficultés à vaincre, fit passer dans l'île environ vingt bataillons. Avec d'aussi grandes forces, M. de Chauvelin, qui les commandait, fut encore repoussé sur plusieurs points, et, bientôt après, rappelé pour être remplacé par M. de Marbœuf, qui eut ordre de garder la défensive en attendant des forces beaucoup plus considérables. Le général Devaux, chargé de les commander, débarqua à San-Fiorenzo le 2 avril 1769, ayant sous ses ordres deux lieutenans généraux, trois maréchaux de camp, quarante-

huit bataillons, des troupes légères à cheval et à pied, et une nombreuse artillerie.

Cet appareil de guerre aurait dû ôter à Paoli tout espoir d'une résistance utile; il refusa cependant de se soumettre, et, de toutes parts, les Corses entrèrent en campagne : mais bientôt la mésintelligence, la désunion, la crainte, l'ennui, les fatigues, diminuèrent la première énergie. En moins de deux mois, presque tous les postes occupés par les compagnons de Paoli furent emportés. Ce général, désespérant alors de la chose publique, se rendit à Porto-Vecchio avec son frère et quelques autres chefs, et s'y embarqua avec eux, le 13 juin 1769, sur un bâtiment anglais qui le conduisit à Livourne.

Un mois auparavant, on avait élevé sur le trône pontifical Laurent Ganganelli, sous le nom de Clément XIV.[1]

La désertion de Paoli ayant rompu tous les liens de l'administration des Corses, toutes les Pièves se soumirent; et le général Devaux, victorieux presque sans combattre, quitta la Corse, en y laissant le général Marbœuf pour y commander.

---

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

Depuis cet instant, la Corse fit et fait encore partie de l'empire français. Dans cette île, à Ajaccio, naquit, le 15 août 1769, le général Bonaparte, actuellement Premier Consul de la république française. [1]

TABLEAU

DE LA FIN DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

La scène du monde nous contraint de nous arrêter, afin de mieux observer les causes, les progrès, les effets et le fil des événemens individuels de chaque puissance, et leur influence sur les grands mouvemens de l'Italie.

Vers la fin du seizième siècle, des navigateurs, aussi heureux que hardis, découvrirent les routes qui pouvaient conduire par mer dans les deux Indes. L'une était absolument inconnue; l'autre était séparée de l'Europe par de vastes contrées, aussi longues que difficiles. Cette découverte importante, dont les effets se multiplièrent progressivement dans les deux derniers siècles, et dont on ne saurait prévoir toutes les suites, changea entièrement la face du monde : elle fut peut-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).

être la cause sensible des progrès de la civilisation, des sciences, de l'économie politique, des arts mécaniques, de l'agriculture et du commerce. Ce commerce, qui, d'après ses principes et ses besoins, devrait être la base d'un lien fraternel entre les peuples, est devenu le germe fécond de leurs divisions et de leurs malheurs. Le tableau de l'histoire n'est que le développement de cette vérité affligeante.

AMÉRIQUE.

Les Espagnols ne furent pas long-temps dans le nouveau monde sans émules et sans rivaux. Les Français, les Anglais, les Portugais, les Danois, les Hollandais, accoururent et formèrent à l'envi des établissemens sur cette terre vierge et condamnée au malheur. Chaque nation, en formant des établissemens, les soumit au système de finances, de milice, de justice, de police, de commerce, de religion, de sciences, d'arts, d'usages et de mœurs, qui étaient adoptés par leur métropole; mais l'éloignement ne tarda pas à occasionner de grands abus trop difficiles à corriger : ils devaient être la suite nécessaire du mauvais plan auquel on s'était arrêté. Comment, en effet, vouloir que des peuples qui habitaient sous un

climat, sur un sol si différent, obligés de prendre des habitudes inusitées, fussent régis par les lois d'un autre peuple qui se trouvait à plus de deux mille lieues!

ASIE.

Depuis Aurengzeb, comme avant lui, on ne vit dans l'Indoustan que des scènes affreuses se répéter. Des conspirations ou la mort, à l'avénement de chaque prince; des combats entre frères, des trahisons de visirs envers leurs maîtres, des famines, des révoltes toujours occasionnées par la tyrannie des monarques; révoltes quelquefois heureuses, quelquefois malheureuses.

INDOUSTAN.

A cette triste époque, ce pays était, pour ses voisins, ce que l'Italie fut, dans la décadence de l'empire romain, pour les Barbares du Nord, qui la ravagèrent avec tant de constance : la douceur de son climat, la bonté de son sol, la richesse de ses habitans, y attiraient depuis long-temps des Mogols, des Tartares et des Barbares, qui végétaient au-delà des hautes montagnes de l'Indoustan.

GOUVERNEMENT.

La langueur à laquelle le climat de l'Inde semble condamner ses habitans, et la crainte de perdre leur repos, leur font supporter le despotisme sans murmure.

Les armées composées de soldats de différentes nations, les emplois dans les différentes cours occupés par des étrangers qui suivent en général la religion de Mahomet, sont sans doute une des causes les plus actives du gouvernement despotique dans l'Inde. Le peu de prix qu'on met à la vie des hommes, dans l'Orient, doit les empêcher de sentir leur dignité, et de se prévaloir contre la tyrannie. La doctrine de la fatalité semble aussi devoir faire croire à l'impuissance des efforts contre un ordre de choses que l'on croit établi par la divinité.

MILICE.

Les différens établissemens des Anglais et des Français sur les côtes de Malabar, de Coromandel, et sur les bords du Gange, leurs guerres avec les Indiens, firent connaître dans ce pays la tactique, les armes, la discipline, l'instruction, la formation des troupes euro-

péennes, et décidèrent en même temps les Européens à former, à l'instar de leurs troupes, des régimens composés des indigènes, sous le nom de *cipayes*.

COMMERCE.

Les Portugais, en s'établissant sur les côtes de l'Inde, avaient déjà fait connaître à l'Europe les productions et les ouvrages de l'art de ce riche pays; mais les Français, et beaucoup plus les Anglais, multiplièrent ces exportations d'une manière si étendue, tellement divisées et subdivisées parmi les individus qui composent les différens gouvernemens de l'Europe, que l'usage d'abord, l'habitude ensuite, leur en ont fait un véritable besoin.

POLITIQUE.

Le principe du droit des gens est peu connu dans l'Orient, sur-tout dans l'Inde. La politique extérieure du prince indien consiste à faire le plus de conquêtes qu'il pourra; sa politique dans l'intérieur consiste à entasser de grands trésors.

LOIS, JUSTICE, POLICE, ADMINISTRATION.

Gengis-Kan proclama un code de lois qui a

été long-temps suivi dans l'Indoustan : on y connaît encore les instituts de Tamerlan; cependant les seules lois écrites et constamment suivies sont les préceptes de l'Alcoran, par les mahométans, et ceux des livres sacrés, par les Indiens. Dans chaque empire, la machine de l'état se meut par l'influence des deux religions. L'usage est presque toujours une loi parmi les Indiens, pour qui le passé est en quelque sorte un oracle.

L'administration publique est très-simple; la principale politique des gouvernemens indiens est d'augmenter ou de défendre leur territoire : ainsi, l'homme qui préside à la guerre, doit y avoir le premier rang; le général de l'armée est donc le personnage le plus important de l'administration. Après le général de l'armée vient celui qui veille à la sécurité du maître, ou le ministre de la police et de la justice criminelle; le second, celui qui fournit à ses besoins, ou le ministre des finances.

L'état civil des Indiens est assis sur des bases très-fixes; leurs lois, et sur-tout leurs coutumes, veillent sévèrement à l'honneur des personnes et au salut des propriétés.

Chaque culte a sa législation criminelle.

L'institution des castes prouve encore au dix-

neuvième siècle la sagesse de leur instituteur.

RELIGION.

On retrouve encore dans l'Inde les institutions religieuses dans leur état primitif : c'est encore Chiven qui est le dieu suprême des Indiens ; il est adoré comme le dieu destructeur ; Wisnou, comme le dieu conservateur. Brama, regardé comme le premier législateur, n'est adoré que par ses ministres ; telles sont chez les Indiens de tous les âges les idées religieuses de tous les temps. A mesure cependant que la religion se mêla aux idées grossières du peuple, elle eut besoin de se revêtir d'images, et de se présenter aux sens plutôt qu'à la raison. Ainsi, comme par-tout, chaque attribut fut personnifié et devint un dieu ou un saint, d'où s'ensuivirent, dans l'Inde comme dans tous les autres pays, des fêtes nombreuses et un très-grand nombre de cérémonies religieuses.

SCIENCES ET ARTS.

Toute la littérature connue dans une famille indienne, consiste dans quelques apologues que les pères transmettent à leurs enfans, et dans quelques contes orientaux que les faquirs débitent sur leur passage dans les maisons où ils reçoivent l'hospitalité.

Les Indiens ont poussé très-loin l'art de filer le coton, de le teindre et de le tisser, celui des filigranes, et en général des ouvrages d'or et d'argent ; mais, dans tous les autres arts, ils sont ordinairement inférieurs aux Européens.

USAGES ET MŒURS.

Les institutions dont on va chercher les traces dans les ruines d'Herculanum, dans la poussière de Palmyre, on les retrouve toutes vivantes à Benarès, à Dely, sur les côtes de Malabar et de Coromandel. Les Indiens, qui sont pour ainsi dire les aînés de la grande famille du genre humain, ont conservé les mœurs des premiers âges.

PERSE.

La Perse, après avoir été sous la domination des Afghans, avait passé sous celle de Nadir-Kuli, qui détruisit ces usurpateurs, en faisant périr Asharf, leur chef. Ce Nadir-Kuli devint le Thamas-Kouli-Kan qui s'empara du trône de la Perse, fit trembler l'Indoustan, et en sortit après l'avoir démembré et ravagé. Cet homme extraordinaire,[1] après avoir amené les gouverneurs de la Perse, les grands officiers et

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

généraux, à le prier d'accepter la couronne, satisfit à leurs desirs, sous trois conditions.

La première, de rendre la couronne héréditaire dans sa famille.

La seconde, de ne voir plus personne prendre parti en faveur de la maison royale.

La troisième, de n'entendre plus maudire *Omar*, *Osman* et *Abu-Beer*, ni se rassembler pour faire commémoration d'Hussein, fils d'Ali; ce qui établissait une espèce de tolérance de la secte des Samnites, odieuse aux Perses.

Le chef de la religion dominante hasarde des remontrances. « Vos prières, lui dit Thamas, « n'ont pas prévenu les malheurs de la nation; « elles ne sont pas agréables à Dieu : mes sol- « dats, qui y ont remédié, méritent seuls d'être « entretenus des revenus de l'église. » En conséquence, il fit étrangler l'homme aux remontrances, confisqua les biens de l'église, et réunit les Schütes aux Samnites. Il prit ensuite le nom de Shah-Nadir. Peu de temps après, il fut assassiné par les principaux Persans. Sa mort connue, les Tartares qui composaient la plus grande partie de son armée, coururent aux armes, et fondirent sur les Persans : ceux-ci perdirent cinq mille hommes; et, se débandant aussitôt, ils allèrent porter dans les provinces la

confusion, le désordre et l'anarchie, qui depuis a désolé ce beau royaume. Malgré les guerres civiles qui fatiguent la Perse, ce royaume est resté à peu près le même pour ce qui regarde le gouvernement, les finances, la milice, le commerce, les lois, la justice, la police, la religion, les sciences, les arts, les mœurs et les usages.

AUTRES PARTIES DE L'ASIE.

Les Portugais, les Français, les Anglais, furent bientôt suivis dans l'Inde par les Hollandais, les Espagnols, les Danois et les Suédois; mais ces différens peuples, qui voulurent tous avoir une compagnie des Indes, ne s'arrêtèrent pas à l'Indoustan, et, après avoir pénétré dans la partie orientale, ils voulurent connaître celle occidentale de l'Asie : ainsi le Pégu, Ava, Laos, Siam, Camboye, la Cochinchine, le Tunquin, la Chine, la Corée, la Tartarie, le Japon, la terre de Jesso, les Philippines, les îles Maldives, les îles Marianes, Ceilan, Malaca, les îles de France et de la Réunion, virent des conquérans ou des missionnaires européens, ainsi que des comptoirs, des forts ou des villes élevés par les uns ou par les autres.

Dans ces divers pays, les Européens trouvè-

rent par-tout le gouvernement despotique, un droit arbitraire et absolu du souverain sur la fortune de chaque individu; l'obligation du service militaire; assez peu de commerce intérieur, mais de grands moyens pour fournir à de grandes exportations; des lois, une justice, une police, assez généralement soumises au caprice du souverain régnant; de fréquentes révolutions; une religion tenant à une espèce de paganisme; peu ou point de sciences; les arts mécaniques, nécessaires aux premiers besoins, à l'exception de la Chine, où tous étaient à peu près connus, mais non perfectionnés; enfin des usages et des mœurs appropriés au gouvernement despotique, au climat et aux productions de chaque pays.

AFRIQUE.

L'AFRIQUE n'offrait aucun changement à l'époque dont nous nous occupons; son intérieur était encore à peu près aussi inconnu, quoique parcouru récemment par quelques voyageurs; ses côtes étaient également fréquentées pour obtenir quelques productions du pays, mais sur-tout pour se procurer des esclaves, que la cupidité, l'avarice, les mauvais traitemens, l'excès du travail, moissonnaient dans la traversée, ou après quelques années de séjour dans les Antilles.

EUROPE.

EMPIRE OTTOMAN.

L'EMPIRE ottoman n'avait éprouvé aucuns changemens dans son état civil, financier, militaire, commercial, religieux, etc.; il voyait seulement se succéder, avec assez de rapidité, ses empereurs détrônés successivement les uns et les autres, par des factieux qui, tous, avaient l'adresse de se servir du corps des janissaires pour arriver au trône. La Turquie était en guerre avec la Perse, la Russie, l'Allemagne, Venise; elle avait rarement des succès; la rareté des vivres, la cherté des denrées, l'interruption du commerce, les vexations des troupes, qui, en allant d'Europe en Perse, s'arrêtaient à Constantinople, comme dans un lieu de conquête : ces différens motifs aigrissaient les esprits. Telles furent les causes qui aidèrent Patrona à faire descendre du trône, en 1730, Achmet, et à y faire monter son frère Mahomet V, vingt-quatrième sultan.

Il est bien étonnant que, dans un empire où chaque souverain devait craindre de subir

le sort de ses prédécesseurs, il ne s'en soit pas encore trouvé un seul, même parmi ceux qui ont eu de grands caractères, de la valeur et de la capacité, qui ait songé à détruire les causes de séditions et de révolutions, en abattant le pouvoir des janissaires. Mais l'empire ottoman, soit qu'on le considère en Asie ou en Europe, n'est composé que de peuples asservis; trop peu d'entre eux s'intéressent à la conservation de son intégrité. Les grands qui commandent, sont trop incertains de rester en place; les ministres de la religion, égoïstes, sont assurés d'une assez grande masse de crédulité, pour n'avoir aucune inquiétude sur leur sort présent et à venir; il importe peu aux soldats qu'on paie, quel est l'homme qui leur fait donner la solde; mais, accoutumés à se plaindre de la discipline, de la subordination, avec des ames vénales et cupides, ils doivent se prêter avec plaisir à des séditions, presque toujours impunies, et dont ils espèrent retirer des avantages, soit pour les appaiser, soit pour les récompenser. Ainsi, dans un empire où le mot de patrie est inconnu, où les provinces sont indifférentes sur ce qui se passe dans la capitale, où il n'y a pas de corps de nation, où le commerce ne lie pas les individus, où il n'y a pas sûreté

absolue pour les personnes, les pensées et les propriétés, le souverain ne doit jamais avoir qu'un pouvoir et une existence très-précaire.

RUSSIE.

Théodore ou Fædor Alexiowits régnait sur la Russie, vers le milieu du dix-septième siècle. Ce prince, dont on cite les vertus, et qui s'occupa du bonheur de ses sujets, avait deux fils, Jean et Pierre. Jean, l'aîné, avait la vue courte, l'esprit peu ouvert, et tombait du mal caduc. Pierre, au contraire, paraissait avoir du goût pour les sciences, et propre à réaliser les projets utiles à la Russie, dont s'occupait Fædor. Ce fut pour cette raison qu'il nomma Pierre pour son successeur.

A la mort de Fædor, par les intrigues de la princesse Sophie, sœur de Jean et de Pierre, les Russes nommèrent, pour les commander, les deux frères et la sœur; mais l'ambition de celle-ci n'était pas satisfaite. En vain exerçait-elle une autorité plus absolue que ses deux frères : elle voulut se défaire de Pierre, qui, prévenu à temps, se sauva précipitamment de la capitale, y rentra bientôt après triomphant, (1696) fit arrêter sa sœur, et dispersa ou punit ses partisans.

L'empire de Russie était assujetti à d'anciens usages, la plupart grossiers et stupides, mais que l'habitude rendait chers à la nation ; obstination dans les préventions, ignorance rendue sacrée par la superstition, complaisance dans une vie oisive et crapuleuse, orgueil de préférer tout ce qu'on pratique à ce qu'observent les autres nations, aversion pour les modes et les maximes étrangères, voilà les préjugés que Pierre eut à combattre, l'hydre à cent têtes sans cesse renaissantes, qu'il fallait détruire. Pour réussir, Pierre ne trouva qu'un moyen ; l'exemple. Il parcourut les différentes cours de l'Europe; et par-tout s'y mêlant avec les artistes et les artisans, travailla avec eux, afin de se rendre familiers, par la pratique, des objets dont il voulait juger par lui-même, et sur lesquels il voulait pouvoir guider les personnes qu'il chargerait d'être les instituteurs de ses peuples. Sur ces entrefaites, il éclata à Moscou une révolte qui, probablement, fut excitée du fond de la retraite de la princesse Sophie. Pierre arrive : on livre un combat aux strélits qui, à l'instar des janissaires, s'étaient arrogés le droit de faire et de défaire les czars ; ils sont battus et détruits.

Dès-lors, Pierre donna une nouvelle face à

ses états ; ses troupes furent bientôt formées, instruites, disciplinées, exercées, armées, vêtues comme les meilleures de l'Europe. Le crédit du clergé fut abattu, en lui enlevant ses richesses; la dignité de patriarche fut supprimée; il régularisa la manière de percevoir les impôts et d'assurer ses finances; il s'occupa de la marine et du commerce; il changea insensiblement les coutumes russes ; les longues barbes disparurent ; il indiqua des assemblées des deux sexes, où il se rendit lui-même et où il encouragea l'émulation de la parure, de la danse, d'un jeu modéré et d'une familiarité décente.

Au milieu des embarras, des dépenses et des inquiétudes d'une guerre dont les commencemens ne furent pas heureux, et dans laquelle le czar apprit à battre Charles XII, il joignit la mer Caspienne à la Baltique et au Pont-Euxin, par la communication du Don et du Volga ; il couvrit ses campagnes de beaux troupeaux tirés de la Saxe avec leurs bergers ; il établit des manufactures de drap, de toiles, de papier; il appela et protégea des ouvriers en cuivre, des armuriers, des fondeurs, des artisans de toute espèce ; il établit des imprimeries, des écoles publiques, des hôpitaux; il ouvrit les mines de la Sibérie ; enfin il bâtit Pétersbourg.

Cependant Charles XII avait décidé la Porte Ottomane à déclarer la guerre à la Russie, et Pierre était sur le point de périr sur les bords du Pruth, après avoir commis la même faute que Charles XII à Pultava, lorsqu'une femme, alors sa maîtresse, le tira du mauvais pas où il se trouvait. Catherine obtient de lui une lettre pour le grand visir, sacrifie ses pierreries, afin d'y joindre de riches présens, va traiter elle-même, et délivre Pierre et son armée de l'extrémité la plus fâcheuse. Pierre récompensa le service de Catherine, en l'épousant et en posant sur sa tête la couronne impériale, qu'elle porta seule ensuite, à la mort de Pierre, en 1725. Bornons-nous à dire ici que, sous son administration, on ne s'apperçut pas que l'empire eût changé de chef, et qu'elle égala Pierre dans son zèle infatigable pour le bien de ses sujets et la civilisation de son peuple. Catherine s'honora encore par les soins qu'elle prit du petit-fils de Pierre, à qui elle laissa la couronne en 1727, avec un conseil de régence, à la tête duquel elle mit le prince Menzicof, exemple comme elle des caprices de la fortune. Quelque temps avant sa mort, Catherine avait ouvert l'académie de Pétersbourg, dont elle présida la première séance.

Après avoir vu sur le trône impérial Anne Iwanowa, fille de Jean, l'aîné de Pierre, Anne de Meklenbourg, fille de la sœur aînée d'Iwanowa, et enfin Élisabeth Petrowna, fille de Pierre et de Catherine, à qui l'on dut l'ascendant que le cabinet de Pétersbourg prit dans les affaires d'Asie et d'Europe. Les Russes virent sur le trône un Pierre de Holstein, neveu d'Elisabeth Petrowna, à qui cette princesse avait fait épouser Sophie, auguste princesse Danhalt-Zerbts, qui, à son initiation dans la religion grecque, et à son couronnement, prit le nom de Catherine, sous lequel elle a été connue, et a effacé l'éclat de tous ses prédécesseurs.

Son règne, commencé en 1762, fut des plus éclatans; rien ne fut capable de la détourner de desseins une fois conçus; aussi rien ne résistait à sa politique et à ses armes : par la première, elle s'acquit une grande influence en Europe; par ses victoires, elle s'est fait craindre des Chinois, respecter des Persans, rechercher par les Tartares : elle aima les talens, elle encouragea les arts, et laissa un grand nom à soutenir à Paul Ier, son successeur.

POLOGNE.

Vers l'an 1674, on avait vu élire pour ré-

gner en Pologne, Jean Sobieski, fameux déjà par ses victoires sur les Turcs, et qui ne voulut monter sur le trône que deux ans après son élection, au moment où il eut effacé la honte du dernier traité fait avec les Turcs, et assuré la tranquillité de la république.

Après Sobieski, on vit monter sur le trône Frédéric-Auguste de Saxe, qui fut préféré au prince de Conti.

Charles XII donna à Stanislas Leczinski la couronne de Frédéric-Auguste, en 1704, et celui-ci la reprit en 1709 : mort en 1733, Stanislas se remit sur les rangs; mais il se vit préférer le fils du défunt; et, après être échappé aux armées russes et saxonnes, il arriva en France, où Louis XV, qui avait épousé sa fille, lui donna la Lorraine : il y vécut tranquille au milieu des arts qu'il aimait, et avec tous les honneurs de la souveraineté, sans en avoir les charges.

A la mort d'Auguste III, l'impératrice des Russies porta sur le trône de Pologne, en 1764, Stanislas Poniatouski, qui avait été son amant, et à la perte duquel elle ne tarda pas à contribuer, en s'unissant à la Prusse et à l'empereur d'Allemagne. En 1772, au moment où l'on s'y attendait le moins, on vit ces trois puissances,

en pleine paix, introduire, chacune de leur côté, une armée en Pologne; et elles ne manquèrent pas, selon l'usage, de les faire accompagner d'un manifeste.

Après une peinture trop vraie des maux qui affligeaient la Pologne, les puissances limitrophes se plaignaient avec soin des fâcheux effets de ces désordres. Les dissentions de la Pologne pouvaient entraîner des changemens dans le systême politique de l'Europe : les trois cours déclaraient qu'elles se mettaient en possession d'un équivalent aux différentes provinces de la Pologne, sur lesquelles elles avaient des prétentions considérables; et, au moyen de cette compensation, les trois cours renonçaient à toute autre prétention. Tels furent les titres sur lesquels fut fondé l'envahissement de la Pologne, confirmé en 1773 dans une diète qui était environnée par les troupes des trois puissances. Tel fut enfin le sort d'un peuple qui avait constamment opposé une digue puissante aux invasions des Ottomans, triomphé des Russes, et porté ses drapeaux victorieux dans le centre de l'Allemagne, jusque sur les bords du Rhin.

gner en Pologne, Jean Sobieski, fameux déjà par ses victoires sur les Turcs, et qui ne voulut monter sur le trône que deux ans après son élection, au moment où il eut effacé la honte du dernier traité fait avec les Turcs, et assuré la tranquillité de la république.

Après Sobieski, on vit monter sur le trône Frédéric-Auguste de Saxe, qui fut préféré au prince de Conti.

Charles XII donna à Stanislas Leczinski la couronne de Frédéric-Auguste, en 1704, et celui-ci la reprit en 1709 : mort en 1733, Stanislas se remit sur les rangs; mais il se vit préférer le fils du défunt; et, après être échappé aux armées russes et saxonnes, il arriva en France, où Louis XV, qui avait épousé sa fille, lui donna la Lorraine : il y vécut tranquille au milieu des arts qu'il aimait, et avec tous les honneurs de la souveraineté, sans en avoir les charges.

A la mort d'Auguste III, l'impératrice des Russies porta sur le trône de Pologne, en 1764, Stanislas Poniatouski, qui avait été son amant, et à la perte duquel elle ne tarda pas à contribuer, en s'unissant à la Prusse et à l'empereur d'Allemagne. En 1772, au moment où l'on s'y attendait le moins, on vit ces trois puissances,

en pleine paix, introduire, chacune de leur côté, une armée en Pologne; et elles ne manquèrent pas, selon l'usage, de les faire accompagner d'un manifeste.

Après une peinture trop vraie des maux qui affligeaient la Pologne, les puissances limitrophes se plaignaient avec soin des fâcheux effets de ces désordres. Les dissentions de la Pologne pouvaient entraîner des changemens dans le systême politique de l'Europe : les trois cours déclaraient qu'elles se mettaient en possession d'un équivalent aux différentes provinces de la Pologne, sur lesquelles elles avaient des prétentions considérables; et, au moyen de cette compensation, les trois cours renonçaient à toute autre prétention. Tels furent les titres sur lesquels fut fondé l'envahissement de la Pologne, confirmé en 1773 dans une diète qui était environnée par les troupes des trois puissances. Tel fut enfin le sort d'un peuple qui avait constamment opposé une digue puissante aux invasions des Ottomans, triomphé des Russes, et porté ses drapeaux victorieux dans le centre de l'Allemagne, jusque sur les bords du Rhin.

SUÈDE.

Après avoir vu sur le trône Christine, fille du grand Gustave, la Suède l'avait vue abdiquer, à l'âge de vingt-huit ans, en faveur de son cousin Gustave, qui régna sous le nom de Charles X, et mourut d'une maladie épidémique, au moment où il se disposait à porter la guerre dans le centre des possessions de ses ennemis.

Charles XI, qui lui succéda, n'était encore qu'un enfant : il laissa quelque repos à la Suède, pendant sa minorité; mais, dès l'âge où il put porter les armes, il envahit le Brandebourg, et recommença avec le Danemarck une guerre ruineuse pour les deux états. Il publia, à la vérité, des lois de justice et de police, régla les finances, déclara la religion luthérienne dominante, mais augmenta les prérogatives royales, enleva au sénat celle d'être le médiateur entre le roi et le peuple; il se fit adjuger le droit de décider si une affaire devait être communiquée à la compagnie, et le pouvoir de faire des changemens à la constitution. Ainsi, sous ce prince, le gouvernement de la Suède devint absolu : aussi les historiens, trop souvent flatteurs du pouvoir,

ont-ils donné à Charles XI la réputation d'un prince très-habile; cependant ce prince avait fatigué ses états par des guerres continuelles et ruineuses, il avait ôté leurs droits aux défenseurs du peuple.

Ce que l'histoire rapporte des héros destructeurs qui ont inspiré aux hommes le fanatisme de la gloire militaire, précurseur de la barbarie et de la ruine des nations, est devenu croyable depuis que Charles XII a régné sur la Suède. Dès l'âge de quinze ans, il monta sur le trône, et prit les rênes de l'état. Sur l'espérance de son inexpérience, les rois de Pologne et de Danemarck se réunirent au czar pour attaquer la Suède. Charles, provoqué, tire l'épée pour ne plus la remettre dans son fourreau; il quitte sa capitale pour ne plus y revenir, s'embarque, arrive devant Copenhague, surprend les Danois, les force à demander la paix, et regagne ses parages, devenu, à dix-huit ans, la terreur et malheureusement l'admiration de l'Europe.

Dès ce moment, la nation entière, à l'exemple du jeune monarque, est saisie d'un enthousiasme qui ne permet pas de réfléchir : on court au-devant des impôts pour la guerre; les taxes paraissent un tribut d'honneur; chaque fa-

mille veut avoir un soldat; Charles exerce ses troupes à ne connaître ni saisons ni besoins; du pain, de l'eau et des armes, suffisent aux Suédois. Aussi Charles ne cesse de remporter des victoires jusqu'au moment où son armée, complètement battue à Pultava, y est faite prisonnière de guerre.

Charles, obligé de se réfugier à Bender, dans les états du grand seigneur, l'engage à déclarer à la Russie une guerre où, sans la perfidie du grand visir, le czar allait éprouver, sur les bords du Pruth, le sort de Charles XII à Pultava. Le grand visir, coupable, craignant les plaintes de Charles, persuade au grand seigneur de le faire sortir de ses états. Charles refuse d'obéir, on veut le forcer; il se défend dans une maison, où il fait des prodiges d'une valeur déplacée; il est pris, conduit à Andrinople, devant le grand seigneur; le système ottoman est changé par la déposition du visir, dont le successeur était peu favorable aux Russes. Cependant Charles, fatigué des vaines promesses des Ottomans, se décide à se rendre à Stratsund; il y était à peine arrivé, déjà tous les efforts de ses ennemis se dirigent contre cette forteresse, où Charles, après avoir fait des prodiges de valeur, quitte la ville au

moment où elle n'est plus qu'un monceau de cendres.

Dirigé alors par les conseils du baron de Gortz, il fait sa paix avec la Russie, forme le projet d'ôter à Georges la couronne d'Angleterre. Mais, pendant qu'on fait les préparatifs de cette grande entreprise, l'esprit actif de Charles veut arracher la Norwége au Danemarck, afin de se dédommager des provinces cédées au czar. Plein de cette idée, malgré l'aspérité des montagnes et de la saison, Charles, au mois d'octobre, pose le siége devant Frederichal, où une balle, qui lui perce la tête, le tue en 1719, à trente-six ans, âgé de quatre ans de plus qu'Alexandre, qu'il s'était proposé pour modèle.

Ulrique-Éléonore, sa sœur, mariée à Frédéric, prince de Hesse, prit le sceptre en 1720, comme héréditaire; mais le sénat profita de la circonstance pour se tirer de la sujettion où Charles XII et son père l'avaient rétenu; et Éléonore, en acceptant les conditions qui remettaient de l'équilibre dans le gouvernement, obtint de la nation l'association de son époux au trône. Tous les vieux soldats, la force des armées, tués ou pris, étaient disparus; il ne restait plus qu'une jeunesse sans expérience

pour porter les armes; le peuple gémissait sous le poids des taxes oppressives; il n'y avait plus ni argent ni crédit; le commerce était ruiné; l'industrie n'avait plus d'activité; la marine était détruite; des provinces entières étaient couvertes de ruines.

Ulrique et son époux s'occupèrent constamment, ainsi que leur fils Adolphe, qui leur succéda en 1751, à guérir les plaies de l'état; mais, outre les maux qu'il avait soufferts, il était agité par des factions, dont les fauteurs étaient connus sous le nom des *chapeaux* et des *bonnets*. Les *chapeaux* étaient attachés à la prérogative royale, et voulaient rétablir l'administration de Charles IX et de Gustave-Adolphe : le roi et son conseil les favorisaient; la noblesse et le clergé étaient entrés dans ce parti. Les *bonnets* étaient dans des sentimens absolument contraires; à eux se réunissaient la principale bourgeoisie et les plus distingués de l'ordre des paysans. Il y avait aussi les *bonnets chasseurs*, tirés de toutes les classes, qui, selon leur accession ou leur éloignement, donnaient ou ôtaient de la prépondérance à l'un ou à l'autre parti.

Sous Adolphe-Frédéric, le sénat s'était acquis un crédit qui rendait les *bonnets* dominans, et qui contribuait au bonheur du peuple; il avait obligé le monarque d'abandonner à la vengeance populaire des généraux et des ministres, dont le zèle pour l'autorité royale avait déplu. Des historiens adulateurs n'ont pas manqué de crier à l'attentat contre ces actes de justice; ils ont reproché à Frédéric et à la faction des *chapeaux* de n'avoir pas su profiter de l'ascendant que prit le monarque dans une diète qu'il avait convoquée, et où ils se trouvaient les plus forts.

Gustave III, qui remplaça Frédéric en 1769, s'appliqua, en montant sur le trône, à affecter des manières populaires, afin de cacher ses projets contre la constitution. On pouvait cependant avoir des soupçons de ses desseins, par le choix qu'avait fait le roi, de tous ses favoris dans la faction des *chapeaux* : aussi les *bonnets* travaillèrent-ils à se renforcer dans la diète qui s'ouvrit au commencement du règne, et ils réussirent à y devenir les maîtres; d'où s'ensuivit l'accusation, de la part des *chapeaux* contre les *bonnets*, de vouloir se perpétuer dans les places de sénateurs, et changer la monarchie en aristocratie pure. Convaincus qu'ils ne seraient pas appelés dans les places que les *bonnets* pourraient croire nécessaires

dans le plan de réforme qui serait proposé, les seigneurs pressèrent le monarque de se hâter de prendre des mesures pour arrêter la tyrannie qui le menaçait : pour y réussir, on crut qu'il fallait agiter le peuple, et l'occuper, en excitant des émeutes dans quelques provinces. On arrangea d'abord en conséquence une disette, dont on jeta la cause sur le sénat; et des émissaires apostés ne manquèrent pas alors de conseiller aux mécontens de s'adresser au roi, qui les soulagerait. Les sénateurs, instruits de ces différentes menées et du soin que prenaient les *chapeaux* d'irriter le peuple contre eux, s'étaient emparés des postes les plus forts de Stockolm, et y avaient nommé des commandans : en outre, les principaux officiers de l'armée étaient des *bonnets;* et, sous différens prétextes, on avait éloigné de leurs corps ceux qui étaient attachés au roi. Sous le prétexte de fermentation dans la capitale, Gustave se montre au peuple, à la tête de son escorte, sous les dehors les plus capables de séduire; le sénat, craignant les suites de cette séduction, mande des régimens, avec le projet de faire arrêter le roi, qui, informé de cette résolution, fait venir au palais tous les *chapeaux* qui lui étaient affidés, monte à cheval avec eux dès

le matin du 19 août 1772, passe en revue un régiment d'artillerie, en obtient le serment de fidélité, fait investir la salle où étaient assemblés les sénateurs, fermer les portes de la ville, et ordonner aux troupes qui s'en approchaient de rétrograder. Les chefs de ces troupes, croyant cet ordre véritablement émané du sénat, s'empressent d'y obéir; dès-lors le roi, maître de Stockolm, se rend au milieu des sénateurs, y lit une constitution que les *bonnets* sont obligés de signer, et que l'on fait bientôt après recevoir dans toutes les provinces.

Après un événement aussi inattendu, et qui avait si bien réussi à Gustave III, on ne manqua pas de vanter par-tout sa prudence et son intrépidité; le peuple, spectateur muet et docile, subit le despotisme monarchique.

DANEMARCK.

Vers le milieu du dix-septième siècle, Jean Suane, évêque de Copenhague, et Jean Nausen, chef de l'ordre de la bourgeoisie, frappés des vices du gouvernement du Danemarck, avaient cherché les moyens d'y remédier. La noblesse était onéreuse au peuple; après avoir pris à ferme les biens du clergé attachés au domaine royal, elle s'en était rendue insensi-

blement propriétaire; et, sous le prétexte de ses anciennes prérogatives, elle refusait de payer les impôts dont ces biens avaient été grevés. La difficulté consistait à forcer la noblesse à supporter proportionnellement les charges de l'état : pour y réussir, il fallait affaiblir le sénat; ce qui ne pouvait se faire, selon les réformateurs, qu'en étendant la prérogative royale. La circonstance était favorable; la diète se trouvait assemblée; le roi et la reine étaient adorés du peuple; il régnait une grande jalousie, et beaucoup de discorde entre la bourgeoisie et la noblesse. A la première séance des états, les confédérés remirent sur le bureau un mémoire sur les moyens de pourvoir aux besoins de l'état par une taxe générale, dont la noblesse prétendit être exempte, et présenta, de son côté, un mémoire plein de traits piquans et de plaintes contre la bourgeoisie; mais, pendant qu'elle perdait du temps à écrire, les deux autres ordres agissaient, et ils déclarèrent que non seulement la noblesse devrait consentir aux impôts sans restriction, mais qu'il fallait donner à ferme, aux plus offrans, les fiefs et domaines de la couronne, dont les nobles jouissaient depuis si long-temps, sous de modiques redevances. La noblesse se récria

vivement, mais en vain; tout était en fermentation; et, tandis que le roi seul paraissait tranquillement attendre dans son palais l'issue de la dispute, les deux ordres proposèrent de donner une puissance absolue au roi, et de déclarer la couronne héréditaire dans sa famille. Cette proposition adoptée à l'unanimité, les deux ordres se rendent dans la salle des séances de la noblesse. Nausen parle avec énergie des maux de l'état et des services importans qu'a rendus le roi, et finit par proposer aux nobles de signer l'arrêté que venaient de prendre les deux autres ordres.

Pendant que l'ordre équestre delibère, on vient l'avertir que les portes de Copenhague sont fermées; il députe sur-le-champ au roi, qui fait savoir à la noblesse que, sur la nouvelle de l'évasion de quelques-uns d'entre eux, et dans la crainte que d'autres, en les imitant, ne rompent l'assemblée, il avait cru important de prendre la sage précaution de les retenir, afin qu'ils continuassent leurs délibérations. Elles ne furent pas longues. Après une courte consultation, la noblesse accéda aux résolutions des deux autres ordres; on cassa les actes qui gênaient l'autorité royale; on prêta un nouveau serment de fidélité, et, du consente-

ment du tiers-état, chose jusqu'alors inouie, le roi, *de sa certaine science et pleine puissance*, régla, sans le concours d'aucun autre, toutes les parties du gouvernement.

Depuis 1660, époque de cet événement, la loi royale fut regardée en Danemarck comme la loi de la nation; et, jusqu'en 1766, où Christine monta sur le trône, il n'y avait eu aucun changement dans le gouvernement danois, ni même aucun événement remarquable dans le royaume, lorsque les amours de la jeune reine Caroline avec Struenzé, favori du roi, l'emprisonnement de la reine, l'arrestation de son amant le 17 février 1772, et enfin le supplice de ce favori et de Brandt, son ami, vinrent occuper l'Europe pendant quelques instans.

PRUSSE.

Frédéric III avait une autorité bien établie, de bonnes troupes, et des finances en très-bon ordre; il entreprit de surmonter le bonnet électoral d'une couronne, et y réussit : le titre de roi lui fut accordé par l'empereur Léopold, en 1701.

Son fils, Frédéric-Guillaume, monta sur le nouveau trône de la Prusse en 1703, à vingt-

cinq ans; il laissa en mourant, en 1740, une armée de soixante-six mille hommes, entretenue jusqu'alors par son économie, sans surcharger ses peuples, et un trésor assez considérable.

Frédéric, qui lui succéda à l'âge de vingt-huit ans, pour avoir voulu se soustraire à l'empire despotique de son père, avait couru le risque de perdre la vie. Après l'avoir laissé quelque temps en prison, ce père, barbarement absolu et inflexible, ne lui donna quelque liberté qu'au moment où il le maria contre son gré.

Dès cet instant, Frédéric vécut dans la retraite, où il augmenta ses connaissances, et médita profondément, pendant huit ans, sur toutes les parties du gouvernement, et principalement sur l'art de la guerre, qu'il regardait comme le plus essentiel pour agrandir et soutenir sa puissance.

Devenu roi, il étonna l'Europe par sa manière de préparer la guerre, de la faire, et peut-être encore davantage, par celle dont il sut gouverner. Poète, musicien, littérateur, historien, législateur, grand général, profond tacticien, Frédéric savait tout, voyait tout, faisait tout dans ses états, dont il augmenta

ment du tiers-état, chose jusqu'alors inouie, le roi, *de sa certaine science et pleine puissance*, régla, sans le concours d'aucun autre, toutes les parties du gouvernement.

Depuis 1660, époque de cet événement, la loi royale fut regardée en Danemarck comme la loi de la nation; et, jusqu'en 1766, où Christine monta sur le trône, il n'y avait eu aucun changement dans le gouvernement danois, ni même aucun événement remarquable dans le royaume, lorsque les amours de la jeune reine Caroline avec Struenzé, favori du roi, l'emprisonnement de la reine, l'arrestation de son amant le 17 février 1772, et enfin le supplice de ce favori et de Brandt, son ami, vinrent occuper l'Europe pendant quelques instans.

PRUSSE.

Frédéric III avait une autorité bien établie, de bonnes troupes, et des finances en très-bon ordre; il entreprit de surmonter le bonnet électoral d'une couronne, et y réussit : le titre de roi lui fut accordé par l'empereur Léopold, en 1701.

Son fils, Frédéric-Guillaume, monta sur le nouveau trône de la Prusse en 1703, à vingt-

cinq ans; il laissa en mourant, en 1740, une armée de soixante-six mille hommes, entretenue jusqu'alors par son économie, sans surcharger ses peuples, et un trésor assez considérable.

Frédéric, qui lui succéda à l'âge de vingt-huit ans, pour avoir voulu se soustraire à l'empire despotique de son père, avait couru le risque de perdre la vie. Après l'avoir laissé quelque temps en prison, ce père, barbarement absolu et inflexible, ne lui donna quelque liberté qu'au moment où il le maria contre son gré.

Dès cet instant, Frédéric vécut dans la retraite, où il augmenta ses connaissances, et médita profondément, pendant huit ans, sur toutes les parties du gouvernement, et principalement sur l'art de la guerre, qu'il regardait comme le plus essentiel pour agrandir et soutenir sa puissance.

Devenu roi, il étonna l'Europe par sa manière de préparer la guerre, de la faire, et peut-être encore davantage, par celle dont il sut gouverner. Poète, musicien, littérateur, historien, législateur, grand général, profond tacticien, Frédéric savait tout, voyait tout, faisait tout dans ses états, dont il augmenta

considérablement l'étendue, la population, le commerce, l'agriculture, l'industrie et les richesses : enfin le grand Frédéric, unique peut-être comme homme et comme roi, obtint, avec justice, l'admiration de l'Europe, dans le siècle des lumières.

ALLEMAGNE, SUISSE.

Dans le reste de l'Allemagne et de la Suisse, on n'éprouva aucuns changemens importans.

On ne doit pas cependant passer sous silence le courage de Marie-Thérèse à soutenir les droits que lui donnait la Pragmatique, et le bonheur qu'elle eut de mettre la couronne impériale sur la tête de son époux, François-Étienne, qui commença la maison d'Autriche-Lorraine.

Joseph II, leur fils, prince avide de toute sorte de gloire, mérite aussi d'être cité dans l'histoire : on le vit en France visiter, avec attention, les ports et les arsenaux, suivre les procédés des arts, et se livrer avec ardeur à acquérir toutes les connaissances dont il pouvait tirer quelque utilité dans le gouvernement de ses états. Revenu à Vienne, il entreprit de grandes réformes. Peut-être lui reprocha-t-on, avec justice, d'avoir mis une précipitation trop

générale dans ses réformes; il n'en mérita pas moins, aux yeux des hommes sages, d'être mis au rang du petit nombre des princes qui ont travaillé à diminuer les maux dont la multitude est accablée.

ANGLETERRE.

Ce fut sous Charles II que le parlement acheva le grand ouvrage de la constitution nationale. Ce prince, que les malheurs auraient dû instruire, ne prit des affaires que ce qui pouvait l'amuser, abandonna le reste à ses ministres, et se laissa aller nonchalamment aux circonstances. A l'occasion de ses dépenses domestiques, le parlement passa le bill de la *liste civile;* mais Charles, toujours prodigue et toujours indigent, n'en passa pas moins sa vie dans les plaisirs, la paresse et l'insouciance.

Jacques II, qui succéda à Charles, affectait un zèle tellement outré pour la religion catholique, que l'on proposa dans le parlement de l'exclure de la couronne, et que le bill ne fut rejeté qu'à une très-faible majorité. Malgré cet avertissement, Jacques se pressa, en montant sur le trône, de donner à la nation les témoignages les plus éclatans de son catholicisme. Cette affectation mécontenta infiniment la na-

tion et le parlement, que Jacques ne craignit pas de braver, et de pousser au point de faire desirer de voir à sa place Guillaume, son gendre, alors statouder, qui, instruit de la conduite impolitique de son beau-père, et des vœux de la nation, ne tarda pas à paraître sur les côtes de l'Angleterre avec une armée : elle se grossit à son débarquement ; il donna bientôt des lois à son beau-père, qui eut la lâcheté de lui abandonner la couronne, en se sauvant en France.

L'Écosse reconnut Guillaume ; l'Irlande resta attachée à Jacques, qui y passa, aidé par la France ; mais ce prince n'ayant montré ni capacité, ni énergie, tandis que Guillaume déployait ses talens politiques et militaires, celui-ci vit sa valeur et sa prudence couronnées par la fortune.

Jacques, obligé de rentrer en France en 1700, y fut suivi par quinze mille familles irlandaises, et finit ses jours dans le château de Saint-Germain, où Louis XIV l'avait logé. On a accusé ce prince d'avoir voulu faire assassiner son gendre, à qui sa conduite cauteleuse et ses tentatives d'usurper le pouvoir, firent d'ailleurs beaucoup d'ennemis en Angleterre, où il employa ouvertement tous les

moyens vénaux de s'assurer la majorité dans le parlement. Jamais roi ne fut moins populaire.

Mort sans enfans, Anne, sœur de Marie, sa femme, lui succéda. Son règne, glorieux à l'Angleterre, fut troublé par les Wigts et les Torys, dont les passions fermentèrent particulièrement à la cour et dans le parlement. On a remarqué que les haines, les animosités, les provocations ambitieuses des grands, étaient une espèce de sauve-garde pour le peuple, parce que, surveillés avec jalousie par la cabale opposée, ceux qui tiennent le timon des affaires hésitent à se permettre des actions qui donneraient lieu à des accusations souvent capitales. Mais ce qu'on n'a pas assez remarqué peut-être, c'est que la liberté politique de tous est assurée en Angleterre par le choix qu'est obligé de faire le roi, pour son premier ministre, d'un membre de la chambre des communes, qui y ait la majorité : ainsi le pouvoir exécutif se trouve lié au pouvoir législatif par un citoyen qui, chargé par le roi de la conduite des affaires publiques, est intéressé, pour rester en place, de mériter les suffrages de la majorité des représentans du peuple. On a cru qu'Anne avait eu le dessein de faire passer sa couronne

à son jeune frère, le prince de Galles, réfugié en France, et qu'elle était à la veille d'exécuter ce projet, quand elle mourut : elle fut la dernière reine d'Angleterre, descendant, par les mâles, de la famille des Stuart.

Guillaume ayant déféré la couronne à la ligne protestante, elle passa au fils d'Ernest Auguste, premier électeur d'Hanovre, fils d'une petite-fille de Jacques Ier, en 1714, sous le nom de George Ier. Le prince de Galles aurait pu peut-être prétendre à cette couronne, s'il avait moins affecté sa passion pour la religion catholique. Il avait un parti puissant, connu sous le nom de *jacobites*, qui l'appela en Angleterre; mais il se borna à s'y montrer, et en repartit après le premier échec, abandonnant ses partisans à la haine de la justice nationale.

Le fils de George Ier succéda à son père en 1727. Charles Édouard, fils du prétendant, fit, sous ce règne, une entreprise devenue infructueuse, par le défaut de moyens et de conduite.

George III monta sur le trône en 1750.

ESPAGNE.

Après les règnes de Philippe IV et Charles II, l'Espagne vit passer la couronne sur la

tête de Philippe V, fils de Louis XIV; mais ce changement ne se consolida qu'après une guerre longue et calamiteuse, dans laquelle les Espagnols prirent parti pour l'un ou l'autre des concurrens, suivant la persuasion où ils étaient de leur réussite, et les graces qu'ils espéraient en obtenir. Secondé par les talens du maréchal de Berwick et du duc de Vendôme, Philippe V réussit à repousser de l'Espagne Charles III, son compétiteur, et à s'affermir sur le trône d'Espagne. Le cardinal Albéroni aida le nouveau monarque espagnol à guérir les plaies qui affligeaient l'Espagne, et, en deux ans, ce ministre le rendit redoutable aux autres puissances de l'Europe.

Élisabeth, princesse de Parme, seconde femme de Philippe V, réussit ensuite à procurer à Charles, son fils aîné, le royaume de Naples, et outre Parme et Plaisance, d'autres apanages en Italie.

PORTUGAL.

Joseph, qui succéda à don Juan, eut la douleur de voir renverser sa capitale par un tremblement de terre en 1755, et bientôt après, il eut le bonheur d'échapper à des assassins. On crut, dans le temps, qu'il entrait dans ce com-

plot des motifs politiques, religieux et galans.

FRANCE.

Pendant la régence de Marie de Médicis, la France avait été livrée à son favori Concini. Louis XIII la laissa gouverner et opprimer par Luynes. Richelieu remplaça ce favori; mais il mérita d'être distingué de ses deux prédécesseurs, par ses talens supérieurs, sur-tout en politique. Il contribua à donner au gouvernement une forme différente, en diminuant le pouvoir des grands seigneurs, et en leur rendant nécessaire le séjour de la cour, afin de pouvoir obtenir plus facilement les faveurs du maître.

Le règne de Louis XIII fut agité par des guerres intestines et plusieurs conspirations. Richelieu sut soumettre les protestans et faire mourir ou disgracier les conspirateurs. Quant à l'extérieur, le cardinal suivit avec persévérance le systême d'Henri IV, qui attachait le bonheur et la tranquillité de l'Europe à l'abaissement de la maison d'Autriche.

La minorité de Louis XIV ne fut pas tranquille. Le cardinal de Mazarin excita les mécontentemens des princes, des grands seigneurs et du peuple. Louis XIV ne commença donc à

régner qu'à sa majorité, mais avec d'autant plus d'empire, que ses généraux remportaient de grandes victoires, et qu'accoutumé à vaincre, il s'irritait très-facilement des moindres résistances. Pour le malheur des Français, Louis avait mis Louvois à la tête du département de la guerre; celui-ci, en occupant son maître, se procurait les moyens de le dominer, ne cessait de lui trouver des occasions et des motifs de prendre les armes, pour troubler la tranquillité de l'Europe, tandis que Colbert mettait toute sa gloire à procurer, par toutes les voies possibles, de l'argent au monarque, pour lui assurer les moyens de satisfaire sa vanité, son ambition et son amour du luxe.... Ainsi le royaume marchait rapidement à sa perte, par des guerres continuelles, et un systême financier qui épuisait tous les moyens de productions, sans s'occuper des moyens de reproductions. Les victoires des Français, la hauteur, l'insatiable ambition du roi ne tardèrent pas à réunir contre lui toutes les puissances de l'Europe, et à faire fondre sur la France une masse de calamités, qui fut encore augmentée par la guerre qu'il fallut soutenir pour asseoir un Bourbon sur le trône d'Espagne, au lieu d'ac-

cepter un sage partage qui eût écarté de la France la dépopulation, la famine, les guerres civiles et extérieures, et tous les fléaux qui peuvent affliger l'humanité.

A l'avénement de Louis XV au trône, habitudes, opinions, relations, politique, tout fut changé sous les ordres du duc d'Orléans, alors régent du royaume, et jaloux de ne rien conserver de ce qu'avait fait le vieux monarque.

Louis XV, après sa maladie de Metz, vécut sur le trône en épicurien opulent. Tout ce qui ne lui était pas personnel lui fut étranger. Oubliant sa gloire et l'amour des peuples, il souilla les lauriers de Fontenoi dans le sein de la mollesse; et, creusant le précipice ouvert par le faste ruineux de Louis XIV, il préparait, par la dissolution des mœurs, la décadence de la plus belle monarchie du monde. Il fit assez avantageusement la guerre sur le continent, mais toujours d'une manière funeste sur la mer. Les Anglais prirent sur nous un ascendant que des traités arrachés à la lassitude et à l'insouciance du monarque français leur assurèrent. Il mourut de la petite vérole le 10 mai 1774, et fut suivi de très-près par Clément XIV, remplacé par Pie VI.

ITALIE.

En nous occupant des guerres des Français en Italie, nous sommes entrés dans des détails que nous croyons suffisans sur Rome, la Savoie, la Corse, Gènes, la Lombardie, la Toscane et le royaume de Naples.

FINANCES.

Si l'Europe vit la plus grande partie des états qui la composent exposés à des changemens dans le mode du gouvernement et parmi les maisons régnantes, il n'en fut pas de même pour les finances. On doit observer cependant que, dans le temps où l'Angleterre augmentait les impôts indirects, et où elle régularisait et portait peut-être au dernier point de perfection le système si précieux de l'amortissement et de la consolidation de la dette publique, on voyait paraître en France, on oserait dire la secte des économistes qui y firent de très-grands maux, en persuadant de faire porter sur la terre la majorité des impôts, dans un empire, sur-tout, où de légers droits perçus sur les consommations et le commerce, pouvaient si facilement fournir à la plus grande partie des besoins de l'état.

MILICE.

Vers la fin du règne de Louis XIII, et sous celui de Louis XIV, l'art militaire fit de grands progrès en Europe, sous les habiles généraux qui se trouvaient à la tête des armées.

On vit Turenne profiter des exemples d'ordre et de méthode qu'il avait vus chez les étrangers, pour disposer ses marches de manière à changer promptement l'*ordre de marche* en *ordre de bataille*, suivant le grand précepte de Montécuculli.

Sous Luxembourg, Puiségur parut avoir fait des changemens utiles, en faisant pratiquer l'excellent précepte de *marcher comme on est campé, ou comme on veut camper, ou comme on veut combattre.*

On régla les avant-gardes de manière à ne les faire précéder que de quelques heures le corps de bataille, mais on continua de choisir les quartiers d'hiver avec assez peu de méthode.

Montécuculli prescrivait la méthode d'avoir toujours du feu en l'air, c'est-à-dire de préférer le feu de billebaude, ou, à volonté, à celui de bataillons, demi-bataillons, pelotons, et même de rangs ou de files.

L'artillerie s'était perfectionnée sous les Saint-Hilaire, les Quincy, les Lafraizelières, et son feu commençait à devenir redoutable en campagne. A l'égard de l'artillerie de siége, elle avait acquis une justesse et une précision supérieures à celles des autres puissances de l'Europe.

Vauban avait porté la science des fortifications, et sur-tout celle de l'attaque des places, à un très-haut point. Cohorn, Pagan, le chevalier de Ville, avaient donné des preuves de leurs talens dans cette partie de l'art de la guerre.

La science du choix des camps et celle des positions était moins avancée : les batailles commençaient à devenir méthodiques et raisonnées.

Les projets de campagne étaient contrariés par les ministres de la guerre, qui voulaient circonscrire l'activité, le génie des généraux, et le talent de profiter des circonstances dans le cercle étroit des spéculations faites dans le cabinet.

Le besoin impérieux des subsistances avait fixé l'étendue des opérations à portée des magasins, et il n'était plus question, depuis Gustave et Turenne, de ces marches longues et

brillantes par lesquelles un corps de douze ou quinze mille hommes se portait à deux cents lieues de tous magasins, s'établissait au milieu du pays ennemi, y donnait la loi, et l'obligeait à faire la paix : ainsi, l'art militaire avait perdu quelque chose du côté de l'audace et de l'énergie ; il était bien loin, d'ailleurs, d'avoir autant acquis que les autres arts et les autres sciences, qui avançaient rapidement à leur perfection, tandis que l'art de la guerre paraissait encore dépendre davantage de la capacité des chefs, que des principes positifs et des maximes certaines dont l'exacte observation assurait au général qui les mettrait en pratique des avantages décisifs sur celui qui les négligerait.

Ce grand art, trop abandonné à la pratique et au hasard, était encore si peu approfondi, que, malgré les progrès faits dans plusieurs de ses parties, les mauvais ministres, les mauvais généraux avaient fait passer la supériorité du côté où étaient ceux qui étaient doués des plus grandes qualités militaires.

Montécuculli fut le premier qui sentit qu'il fallait d'abord s'occuper des bases, c'est-à-dire de la constitution, de la formation, de l'armement et des exercices de l'armée; mais cet officier général, estimable, fut trop peu écouté, et l'indécision sur ces objets causa plus d'un malheur public et particulier.

A la mort de Louis XIV, on créa un conseil de guerre composé des officiers les plus distingués. Il faut sans doute attribuer au peu d'ordre et à la confusion de leurs idées, le peu de choses qu'ils arrêtèrent pour l'avantage du militaire.

Ce fut à des réformes ou à des projets inexécutables ou mal conçus que se bornèrent les travaux de ce conseil qui, après trois ans d'existence, ne laissa aucune trace de sa faible et languissante administration.

Quelque temps après la suppression de ce conseil, ayant soumis la partie de l'artillerie à des calculs aussi rigoureux que précis, on la fit arriver à une grande perfection, en éclairant sa théorie par de frappantes épreuves.

Six années après, parurent les ordonnances sur les milices. Cette manière d'enrôler les hommes de force et de les obliger à s'exposer à des périls pour lesquels la nature a presque toujours donné un si grand éloignement, sans leur présenter aucun dédommagement de gloire ou d'utilité, est sans doute l'exercice le plus terrible de ce pouvoir trop étendu, abandonné

les bataillons, ainsi qu'entre les escadrons et les lignes; la manière de se développer par échelons sur le point jugé nécessaire, soit sur sa droite, soit sur sa gauche, et de porter plus ou moins de forces où l'on veut faire effort avec la plus grande célérité, tandis que le reste de l'armée, ralentissant son pas, et finissant quelquefois par s'arrêter, refuse ainsi de s'engager, et ne fait plus que couvrir et soutenir le flanc de l'attaque; le talent de porter ensemble une ligne de cavalerie deux mille pas au moins, au galop, sans déranger son alignement, soit avec des intervalles, soit en murailles; la possibilité de fournir un feu continu très-supérieur à celui de tout autre, par sa manière d'être armé, formé et exercé; le grand art de pouvoir cacher long-temps ses projets par des mouvemens simulés qui, semblant menacer tout le front de l'ennemi, l'obligent de se tenir également en garde sur tous les points, jusqu'au moment où ceux sur lesquels on s'est décidé à faire effort soient attaqués avec ordre et ensemble. Enfin cette science de faire manœuvrer toute une ligne, qui procure le grand avantage de pouvoir presque toujours attaquer, et d'avoir la facilité de renforcer si bien la partie attaquante, qu'après

avoir culbuté et renversé tout ce qu'elle trouve devant elle, elle se rabat alors sur les flancs de l'ennemi, et l'oblige à se retirer au plus vîte.

Tous ces différens objets d'où peuvent et doivent dépendre essentiellement le sort des batailles, Frédéric sut perfectionner les uns, créer les autres, y exercer ses troupes, et les mettre en pratique lui-même, d'abord avec quelque timidité dans la guerre de 1741, ensuite avec plus d'énergie et de génie dans celle de sept ans.

Tandis que, dans le Nord, on faisait des progrès rapides dans tout ce qui tient à l'art de la guerre, l'armée française, malgré les soins du maréchal de Saxe pour l'instruire et la rendre capable d'exécuter de grandes manœuvres, avait fait bien peu de progrès; depuis, on fit en France et dans le reste de l'Europe des efforts pour se mettre à la hauteur de l'armée prussienne. Mais, en France, on varia sur la manière d'y parvenir; chaque ministre de la guerre, chaque officier général, chaque écrivain militaire, furent d'avis différens: l'on ne sut jamais s'arrêter à des principes invariables, et, tout en parlant d'imiter le roi de Prusse, chacun voulut y mêler du sien; ce qui fit négliger la première cause des succès

les bataillons, ainsi qu'entre les escadrons et les lignes; la manière de se développer par échelons sur le point jugé nécessaire, soit sur sa droite, soit sur sa gauche, et de porter plus ou moins de forces où l'on veut faire effort avec la plus grande célérité, tandis que le reste de l'armée, ralentissant son pas, et finissant quelquefois par s'arrêter, refuse ainsi de s'engager, et ne fait plus que couvrir et soutenir le flanc de l'attaque; le talent de porter ensemble une ligne de cavalerie deux mille pas au moins, au galop, sans déranger son alignement, soit avec des intervalles, soit en murailles; la possibilité de fournir un feu continu très-supérieur à celui de tout autre, par sa manière d'être armé, formé et exercé; le grand art de pouvoir cacher long-temps ses projets par des mouvemens simulés qui, semblant menacer tout le front de l'ennemi, l'obligent de se tenir également en garde sur tous les points, jusqu'au moment où ceux sur lesquels on s'est décidé à faire effort soient attaqués avec ordre et ensemble. Enfin cette science de faire manœuvrer toute une ligne, qui procure le grand avantage de pouvoir presque toujours attaquer, et d'avoir la facilité de renforcer si bien la partie attaquante, qu'après

avoir culbuté et renversé tout ce qu'elle trouve devant elle, elle se rabat alors sur les flancs de l'ennemi, et l'oblige à se retirer au plus vîte.

Tous ces différens objets d'où peuvent et doivent dépendre essentiellement le sort des batailles, Frédéric sut perfectionner les uns, créer les autres, y exercer ses troupes, et les mettre en pratique lui-même, d'abord avec quelque timidité dans la guerre de 1741, ensuite avec plus d'énergie et de génie dans celle de sept ans.

Tandis que, dans le Nord, on faisait des progrès rapides dans tout ce qui tient à l'art de la guerre, l'armée française, malgré les soins du maréchal de Saxe pour l'instruire et la rendre capable d'exécuter de grandes manœuvres, avait fait bien peu de progrès; depuis, on fit en France et dans le reste de l'Europe des efforts pour se mettre à la hauteur de l'armée prussienne. Mais, en France, on varia sur la manière d'y parvenir; chaque ministre de la guerre, chaque officier général, chaque écrivain militaire, furent d'avis différens: l'on ne sut jamais s'arrêter à des principes invariables, et, tout en parlant d'imiter le roi de Prusse, chacun voulut y mêler du sien; ce qui fit négliger la première cause des succès

de Frédéric, sa constante ténacité, après avoir cru trouver les meilleurs principes théoriques, de les faire pratiquer et exécuter avec rigidité, et sans y permettre aucuns changemens, convaincu avec raison que, pour le soldat, qui doit exécuter machinalement, il faut que l'habitude continuelle lui rende ses mouvemens tellement familiers, qu'il les exécute comme malgré lui.

Pagan, en 1645; Blondel, en 1683; Cohorn, en 1690, et enfin le maréchal de Vauban, dont les travaux sont assez connus, se distinguèrent dans la carrière du génie militaire.

Depuis, et plus récemment, Cormontagne, Filet, Darçon, Montalembert et quelques autres, proposèrent des changemens aussi heureux qu'avantageux dans l'art de fortifier les places, de les attaquer, et sur-tout de les défendre.

L'artillerie vit s'opérer de grands changemens dans les pièces de canon, leurs affûts et tout ce qui tient à leur service; il y eut de grandes discussions à ce sujet parmi les officiers du corps. M. de Valière, officier de mérite, était à la tête de ceux qui voulaient conserver les pièces longues; M. de Griboval, à la

tête de ceux qui l'emportèrent sur l'esprit du ministre, voulait et obtint le raccourcissement et l'allégement des pièces, en même temps qu'une plus grande uniformité, régularité et précision, dans la partie des affûts, des caissons, des boulets, et dans la manière de servir les pièces. On perfectionna en même temps les fusils, les mousquetons, les pistolets, les sabres, etc.

COMMERCE ET NAVIGATION.

L'histoire du commerce est celle de la cupidité des individus et des nations; elle est aussi devenue l'histoire de la prospérité et de la décadence des empires. Malheureusement, le fléau de la guerre s'attacha à la découverte des Indes. De hardis navigateurs trouvèrent une route plus courte pour se rendre par mer aux Indes orientales. On abandonna les routes précédentes, peut-être pour les reprendre un jour, selon les changemens que peuvent apporter sur le globe les convulsions de la nature, les intérêts des princes, et d'autres événemens favorables ou contraires : elles étaient trop longues et trop dispendieuses.

Les Portugais, qui avaient paru les premiers dans les Indes orientales, y furent, bientôt après, suivis par les Espagnols, les Hollandais, les Français et les Anglais, qui s'occupèrent, comme de concert, à y diminuer les établissemens et l'influence des Portugais, afin de se les approprier; mais, parmi tous ces différens peuples, aucun ne réussit à y fonder, à y conserver une aussi grande puissance, à y posséder un aussi vaste territoire, un commerce aussi étendu et aussi lucratif, que les Anglais.

D'un autre côté, les Espagnols furent aussi suivis dans les Indes occidentales par les mêmes peuples qui avaient accouru sur les pas des Portugais dans les Indes orientales; mais ils ne furent pas dépossédés de leurs riches établissemens, dont cependant les Anglais commencent à tirer peut-être plus d'avantages, par leur commerce de contrebande, que les Espagnols eux-mêmes.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

La législation paraissait monstrueuse; on sentit le besoin d'adoucir les lois, comme on avait adouci les mœurs. Jusqu'aux beaux

jours de Louis XIV, il y avait eu autant de légéreté que de férocité dans les esprits..... La torture, qui est aussi condamnable que les délits qu'on croit prévenir, et qu'elle ne prévient pas, fut abolie en Angleterre, dans une partie de l'Allemagne, en Russie et en France. On sentit l'injustice de la confiscation, qui punissait les enfans des fautes de leurs pères. On rendit publique l'audition des témoins; on donna des défenseurs aux accusés. On s'éleva contre la main-morte. La France presque seule vit encore ses magistrats acheter leurs charges. Enfin, de toutes parts, on s'occupait à diminuer la barbarie des lois.

RELIGION.

L'intolérance religieuse subsistait encore, mais comme une invention de la prudence humaine, comme un hommage aux préjugés du peuple, ou une précaution contre son effervescence. Elle a perdu ses fureurs; les bûchers, rarement allumés, ont été remplacés par une oppression souvent plus arbitraire, mais moins barbare; et la pratique des gouvernemens à

suivi, mais lentement et comme à regret, la marche de l'opinion et de la raison.

SCIENCES ET ARTS.

Nous avons vu la raison soulever les chaînes du fanatisme et de la barbarie, en relâcher quelques-unes, et, acquérant sans cesse de nouvelles forces, préparer, accélérer même l'instant de sa liberté.

Après de longues erreurs, après s'être égaré dans des théories incomplètes ou vagues, les publicistes parvinrent à connaître les véritables droits de l'homme, à sentir que le maintien de ces droits était l'objet unique de la réunion des hommes en société politique, et que l'art social devait être de leur garantir la conservation de ces droits avec la plus entière égalité, comme dans la plus grande étendue. Ainsi l'on vit disparaître contre ces principes si simples les idées d'un contrat entre le peuple et ses magistrats, ne pouvant être annullé que par un consentement mutuel; ainsi l'on n'osa plus partager les hommes en deux races, dont l'une est destinée à gouverner, et l'autre à obéir.

Ces principes que Sydney paya de son sang, auxquels Locke attacha l'autorité de son nom, Rousseau les développa avec plus de précision et d'éloquence.

L'homme a des besoins, et des facultés pour y pourvoir; du produit de ces facultés résulte une masse de richesses destinées à subvenir aux besoins communs : mais quelles sont les lois suivant lesquelles ces richesses se forment ou se partagent, se conservent ou se consomment, s'accroissent ou se dissipent? quelles sont aussi les lois de cet équilibre qui tend sans cesse à s'établir entre les besoins et les ressources, et dont il résulte plus de facilité pour satisfaire les besoins ?. quelles sont les lois qui doivent veiller aux travaux, aux établissemens, aux institutions utiles à la société générale, et qui suppléent à ce que les volontés personnelles et le concours des intérêts individuels ne peuvent faire immédiatement pour les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, afin de prévenir, d'atténuer les maux inévitables de la nature, ou ceux que des accidens imprévus viennent y ajouter? Ces divers objets avaient été abandonnés au hasard. L'illustre et malheureux Jean de With

sentit que l'économie politique devait être soumise aux principes de la raison et à la précision du calcul. Après la paix d'Utrecht, les esprits se portèrent vers cette étude, jusqu'alors négligée ; et cette science fut portée, par Stewart, Schmith, Herrenshwand, et quelques économistes français, à un degré qu'on ne pouvait attendre si promptement, après une si longue indifférence.

Ces progrès, dans la politique et dans l'économie politique, avaient pour cause ceux de la philosophie générale, ou de la métaphysique. Locke saisit le fil qui devait guider la raison dans l'étude de cette science ; il montra qu'une analyse exacte, précise, des idées, était le seul moyen de ne pas se perdre dans ce chaos de notions incomplètes que le hasard nous a offertes sans ordre, et que nous avons reçues sans réflexion. Sa méthode devint en quelque sorte un instrument universel ; on apprit à l'employer pour perfectionner celle des sciences physiques ; on l'étendit à l'examen des faits, aux règles du goût.

Cependant un homme d'un génie vaste et profond jetait en Allemagne les fondemens d'une doctrine nouvelle. Léibnitz prêchait l'optimisme, une école entière de philosophes anglais embrassait avec enthousiasme et défendait avec éloquence cette doctrine ; mais, en voulant trop la particulariser, ils s'égaraient souvent dans des détails ou révoltans ou ridicules.

Déjà s'élevait en Europe une classe d'hommes moins occupés à créer qu'à répandre la lumière. En Angleterre, Collins et Bolinbroke ; en France, Bayle, Fontenelle, Voltaire, d'Alembert, Montesquieu, Helvétius, Condillac, Rousseau, combattirent les erreurs politiques et les abus de la religion, prenant pour cri de guerre : *Raison, tolérance, humanité.*

Telle fut cette philosophie, objet de la haine éternelle des hommes vendus à l'erreur, qu'on feint de confondre avec l'abus de la raison, comme des hommes injustes outragent la vraie religion, en la peignant faussement sous les traits du fanatisme.

Vainement l'intérêt et l'ignorance voulurent étouffer les vérités dont le génie avait enrichi la philosophie, la politique et l'économie politique ; les arts, l'imprimerie, signalaient à grands cris les ennemis de l'esprit humain ; la

lumière circulait par torrens ; les livres présentaient une instruction si facile, souvent même si agréable, qu'il n'y avait plus de classe, de profession, auxquelles on pût l'empêcher de parvenir.

Ainsi une connaissance générale des droits de l'homme et du citoyen, un vœu fortement prononcé pour la liberté de penser et d'écrire, pour celle du commerce et de l'industrie, pour le soulagement du peuple, pour la proscription de toute loi pénale contre les religions dissidentes, pour l'abolition de la torture et des supplices barbares ; le desir d'une législation criminelle plus douce, d'une jurisprudence qui donnât à l'innocence une entière sécurité, d'un code civil plus simple, plus conforme à la raison et à la nature ;.... la haine de l'hypocrisie et du fanatisme, le mépris des préjugés, le zèle pour la propagation des lumières : ces principes passaient peu à peu des ouvrages des grands écrivains dans toutes les classes de la société. Déjà même on respirait dans tous les écrits, dans tous les discours, cette compassion tendre, active, pour tous les maux qui affligent l'espèce humaine ; et déjà son heureuse influence s'était manifestée dans les lois, dans

les institutions publiques, même des peuples soumis au despotisme. Le respectable Howard dénonçait aux Français la barbare insouciance qui, dans leurs cachots et leurs hôpitaux, immolait tant de victimes humaines.

Le tableau du progrès des sciences mathématiques et physiques présentait un horizon immense. Non seulement l'application de l'algèbre à la géométrie était devenue une source féconde de découvertes dans ces sciences, mais on l'employait, avec un succès égal, à tous les objets dont les rapports étaient susceptibles d'être évalués avec précision.

On dut à Newton et à Léibnitz l'invention de ces calculs, dont les travaux des géomètres de la génération précédente avaient préparé la découverte ; et l'on sentit bientôt, avec eux, que la méthode algébrique n'était pas un instrument particulier à la science des quantités, mais qu'elle renfermait les principes d'un instrument universel, applicables à toutes les combinaisons d'idées.

La mécanique rationnelle devint bientôt une science vaste et profonde ; les véritables lois du choc des corps furent enfin connues.

Huygens découvrit enfin celle du mouve-

ment dans le cercle. Newton trouva la théorie du mouvement curviligne; il l'appliqua à ces lois suivant lesquelles Kepler découvrit que les planètes parcouraient leurs orbites elliptiques.

Une foule de problêmes de statistique, de dynamique, avaient été successivement proposés et résolus, lorsque d'Alembert découvrit un principe général qui suffit seul pour déterminer le mouvement d'un nombre quelconque de points, animés de forces quelconques, et liés entre eux par des conditions; et, d'après ces découvertes, la mécanique ne fut plus qu'une science de pur calcul.

Les instrumens d'optique, les machines destinées à mesurer le temps, se perfectionnent; les astronomes et les observatoires se multiplient; le ciel s'enrichit, pour l'homme, de nouveaux astres. La physique n'est plus que l'art d'interroger la nature par des expériences, pour chercher à en déduire ensuite, par le calcul, des faits plus généraux. La pesanteur de l'air est connue et mesurée; on découvre que la transmission de la lumière n'est pas instantanée; on en détermine la vîtesse. Le rayon solaire est décomposé en rayons plus

simples; l'arc-en-ciel est expliqué; l'électricité devient un des phénomènes généraux de l'univers. La cause de la foudre n'est plus un secret; des instrumens nouveaux sont employés à mesurer les variations du poids de l'atmosphère, celle de l'humidité de l'air, et les degrés de température des corps. Une science nouvelle, la météorologie, apprend à connaître, quelquefois à prévoir, les phénomènes de l'atmosphère, dont elle nous fera sans doute découvrir un jour les lois encore inconnues.

Quelques obstacles retardaient les progrès de la chimie : on voulait qu'elle donnât le secret de faire de l'or, et celui de rendre immortel; mais ces chimères cédèrent peu à peu, et firent place à une chimie vraiment expérimentale.

L'histoire naturelle vint présenter l'analyse des substances qu'offrent les trois grands règnes de la nature, la description de leur forme extérieure, l'exposition de leurs qualités physiques et de leurs propriétés usuelles, etc. L'homme physique devint l'objet d'une science à part. L'anatomie, qui, dans son acception générale, renferme la physiologie, c'est-à-dire, tout ce que l'œil de l'observateur, aidé du mi-

croscope, peut découvrir, est déjà dévoilée. La circulation du sang était déjà connue; mais la disposition des vaisseaux qui portent le chyle destiné à se mêler avec lui pour en réparer les pertes, mais l'existence du suc gastrique, mais les changemens qu'éprouvent les diverses parties, les divers organes, depuis la conception jusqu'à la naissance, et, depuis cette époque, dans les différens âges de la vie; mais la distinction des parties douces de sensibilité, ou de cette irritabilité, propriété découverte par Haller, voilà ce que la philosophie sut découvrir.

Au tableau des sciences s'unit celui des arts. Les progrès de la mécanique, ceux de l'astronomie, de l'optique et de l'art de mesurer le temps, exercèrent une grande influence sur l'art de construire, de mouvoir, de diriger les vaisseaux. L'accroissement du nombre des observateurs, l'habileté plus grande du navigateur, une exactitude plus rigoureuse dans les déterminations astronomiques des positions et dans les méthodes topographiques, firent connaître enfin le globe, dont le tiers était ignoré vers la fin du dix-septième siècle. Le perfectionnement de l'art de construire les instru-

mens, les machines, les métiers, contribua au perfectionnement des arts purement mécaniques, qui ne dûrent pas moins à la science d'employer les moteurs déjà connus avec moins de dépense ou de perte, ou à l'invention des nouveaux moteurs.

L'architecture puisa dans la science de l'équilibre et dans la théorie des fluides les moyens de donner aux voûtes des formes plus commodes et moins dispendieuses, d'opposer à l'effort des eaux une résistance plus sûrement calculée, d'en diriger le cours, de les employer en canaux avec plus d'habileté et de succès.

La chimie, la botanique, l'histoire naturelle, répandirent une lumière féconde sur les arts économiques, sur la culture des végétaux destinés à nos divers besoins; sur l'art de nourrir, de multiplier, de conserver les animaux domestiques, d'en perfectionner les races, d'en améliorer les produits; sur celui de préparer, de conserver les productions de la terre, ou les denrées que nous fournissent les animaux. La chirurgie et la pharmacie, guidées par l'anatomie et la chimie, devinrent des arts presque nouveaux. La médecine se délivra de ses fausses théories, de sa routine meurtrière, en ap-

prenant à ne plus croire que l'expérience. Aidé du calcul, on fait des recherches sur la durée de la vie des hommes, sur la mortalité qui résulte de diverses maladies, sur les changemens qu'éprouve la population ; alors naquirent les établissemens des rentes viagères, des tontines, des caisses d'accumulation et de secours, des chambres d'assurance de toute espèce. L'application du calcul vint encore aider cette partie de l'économie publique qu'embrasse la théorie des mesures, celle des monnaies, des banques, des opérations de finances; enfin celle des impositions, de leur répartition, de leur distribution réelle, qui s'en écarte si souvent, de leurs effets sur tout le système social. Ces questions importantes sont d'autant mieux résolues, à l'aide des connaissances acquises sur l'histoire naturelle, sur l'agriculture, sur la physique végétale, sur les arts mécaniques ou chimiques.

Le tableau des beaux-arts n'offre pas des résultats moins brillans. La musique est devenue en quelque sorte un art nouveau, en même temps que la science des combinaisons et l'application du calcul aux vibrations du corps sonore et des oscillations de l'ouïe, en ont éclairé la théorie. Les arts du dessin, qui déjà avaient passé d'Italie en Flandre, en Espagne, en France, s'élevèrent, dans ce dernier pays, au même degré où l'Italie les avait portés dans l'époque précédente, et ils s'y sont soutenus avec plus d'éclat qu'en Italie même. Cependant il s'est écoulé beaucoup de temps sans produire de génie qui puisse être comparé aux Raphaël, aux Carrache, aux Le Sueur, Le Brun, Le Poussin ; ce n'est pas que la nature nous ait refusé des organes aussi parfaits qu'aux Italiens du seizième siècle. On doit peut-être chercher la cause de cet événement dans le changement de la politique, des mœurs, et dans la différence des modèles.

Les lettres, cultivées en Italie avec moins de succès, ont fait, dans la langue française, des progrès qui lui ont mérité l'honneur de devenir en quelque sorte la langue universelle de l'Europe.

L'art tragique, entre les mains de Corneille, de Racine, de Voltaire, s'est élevé, par des progrès successifs, à une perfection jusqu'alors inconnue. L'art comique doit à Molière d'être parvenu à une hauteur qu'aucune nation n'a pu encore atteindre.

En Angleterre, en Allemagne, la langue s'est aussi perfectionnée; et la prose et la poésie y ont été soumises, mais avec moins de docilité qu'en France, à ces règles universelles de la raison et de la nature qui doivent les diriger.

USAGES, MŒURS, COUTUMES.

Le Nord vit s'opérer de grands changemens dans les mœurs, les usages et les coutumes, sur-tout en Russie, où Pierre le Grand chercha à détruire les préjugés nationaux, en s'occupant à habituer les Russes aux modes et aux usages des différens peuples de l'Europe chez lesquels il avait voyagé pour s'instruire.

Dans le reste de l'Europe, on avait d'abord abandonné les longues barbes pour se borner à une barbiche sur la lèvre inférieure et sur le menton; on en vint à se raser entièrement toute la barbe. Au lieu des cheveux courts, on avait vu les têtes couvertes de longues et immenses perruques; on quitta celles-ci pour livrer sa tête aux perruquiers, faire mettre ses cheveux du devant en boucles, en enfermer une partie dans une bourse, et en faire disparaître la couleur sous une grande quantité de poudre. Il y eut aussi des changemens dans

les habits, les souliers, les chapeaux, la manière de porter l'épée, celle de fermer ses cheveux par derrière. Cependant chaque classe semble conserver par-tout des différences caractéristiques. Ainsi, en France, par exemple, l'homme de cour fut frisé, et porta une longue bourse; le militaire porta la queue; l'homme de robe les cheveux longs; l'homme d'église des cheveux courts, frisés en rond; le financier, le médecin, le marchand, l'artisan, eurent chacun une perruque d'une forme et d'une frisure différentes; l'habitant des campagnes conserva, pour sa commodité, les cheveux courts et plats. On vit aussi des différences dans la richesse, la forme, la couleur des habillemens dans les différentes classes de la société. A l'égard des femmes, leurs modes varièrent avec les saisons, les grands événemens, l'idée ou le goût des femmes de qualité, ou des actrices. Les bourgeoises les imitèrent de loin; les femmes du peuple furent moins changeantes, sans doute parce qu'elles avaient moins les moyens et le temps de s'occuper d'objets qui sont une partie essentielle du bonheur, du goût, des occupations et de la conversation des femmes oisives.

Les usages pour la nourriture ne changèrent pas moins que ceux pour les vêtemens ; la manière de préparer les alimens devint un art. On vit aussi se perfectionner l'usage des fêtes, des spectacles, des bals, des assemblées nombreuses, des jeux. Les jouissances se multiplièrent avec le luxe, et l'esprit de société bannit l'enthousiasme et les mœurs de la nature.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

NOTES.

(1) Page 33.

Fox, artisan anglais, croit appercevoir le christianisme défiguré dans toutes les sectes ; il les parcourt, l'Évangile à la main, et il se persuade que par-tout l'avarice et l'orgueil dictent à la crédulité des dogmes imaginaires. La loi naturelle ne lui paraît pas moins outragée : un petit nombre possède tout, acquiert sans travail, jouit avec faste, commande avec inhumanité la multitude des hommes dans les travaux ; l'indigence et l'opprobre rampent aux pieds de ses tyrans, qu'elles flattent par des titres extravagans et des mensonges coupables ; la vanité, l'imposture, règnent sur la terre, et dictent des conventions barbares qui protégent les usurpations de quelques scélérats heureux. De là, des disputes, des querelles, des procès, des perfidies, des meurtres et des guerres où des milliers d'hommes s'égorgent de sang froid.

Fox, né avec un cœur sensible et une ardente imagination, est pénétré à la vue de tant de maux ; le vif desir de les soulager lui en fait chercher les moyens, et bientôt, se persuadant que le ciel l'a envoyé pour rendre au christianisme sa pureté, et à la nature ses droits, il tire de l'Évangile ses différens préceptes. Il établit d'abord une parfaite égalité parmi les hommes, dont aucun n'a besoin d'interprète pour porter ses prières à la divinité. Fox ne touche point aux formes de gouvernement établies dans l'univers ; mais tous ceux qui veulent suivre

Les usages pour la nourriture ne changèrent pas moins que ceux pour les vêtemens ; la manière de préparer les alimens devint un art. On vit aussi se perfectionner l'usage des fêtes, des spectacles, des bals, des assemblées nombreuses, des jeux. Les jouissances se multiplièrent avec le luxe, et l'esprit de société bannit l'enthousiasme et les mœurs de la nature.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

NOTES.

(1) Page 33.

Fox, artisan anglais, croit appercevoir le christianisme défiguré dans toutes les sectes ; il les parcourt, l'Évangile à la main, et il se persuade que par-tout l'avarice et l'orgueil dictent à la crédulité des dogmes imaginaires. La loi naturelle ne lui paraît pas moins outragée : un petit nombre possède tout, acquiert sans travail, jouit avec faste, commande avec inhumanité la multitude des hommes dans les travaux ; l'indigence et l'opprobre rampent aux pieds de ses tyrans, qu'elles flattent par des titres extravagans et des mensonges coupables ; la vanité, l'imposture, règnent sur la terre, et dictent des conventions barbares qui protégent les usurpations de quelques scélérats heureux. De là, des disputes, des querelles, des procès, des perfidies, des meurtres et des guerres où des milliers d'hommes s'égorgent de sang froid.

Fox, né avec un cœur sensible et une ardente imagination, est pénétré à la vue de tant de maux ; le vif desir de les soulager lui en fait chercher les moyens, et bientôt, se persuadant que le ciel l'a envoyé pour rendre au christianisme sa pureté, et à la nature ses droits, il tire de l'Évangile ses différens préceptes. Il établit d'abord une parfaite égalité parmi les hommes, dont aucun n'a besoin d'interprète pour porter ses prières à la divinité. Fox ne touche point aux formes de gouvernement établies dans l'univers ; mais tous ceux qui veulent suivre

la vertu, doivent fuir les dignités avec autant de soin que les ambitieux les recherchent. Les titres bizarres, dont les mortels s'enorgueillissent, indignent le réformateur; le faste des habits, la parure aussi incommode que brillante, il les juge coupables. Le oui, le non, sont les seules cautions permises à de véritables fidèles. Son ame bienfaisante ne permet à aucun de ses disciples de prendre ni de porter les armes, ni d'aller égorger méthodiquement leurs semblables. Il exige que la charité inépuisable de ses sectateurs répare la triste disparité des fortunes. Une secte si étrange trouva beaucoup de partisans. Les nouveaux prosélytes de Fox furent inébranlables, insensibles à l'humiliation, à l'exil, aux tourmens même.

Guillaume Penn, fils d'un amiral célèbre, embrassa publiquement cette secte, et lui donna le crédit de ses richesses et de son rang; il obtint un établissement dans l'Amérique septentrionale, où l'amour du travail et l'union créèrent en peu d'années la colonie la plus florissante de la nouvelle Angleterre.

(2) Page 43.

Outre les articles en faveur des protestans, contenus dans l'édit de pacification de 1577, celui de Nantes admettait les réformés aux charges de judicature et de finances.

(3) Page 45.

Par le traité conclu à Loudun, le prince de Condé fut fait chef du conseil; on lui donna 1,500,000 livres pour les frais de la guerre; on confirma tous les édits favorables aux protestans, et on accorda une amnistie générale.

(4) Page 46.

Le marquis de Vitry, capitaine des gardes; Duhallier, son frère; Persan et d'autres, assassinèrent le maréchal d'Ancre, à coups de pistolet, dans la cour même du Louvre : on cria *vive le roi !* comme si l'on avait gagné une bataille. Louis XIII se mit à la fenêtre, et dit : *Je suis maintenant roi.* Ce maréchal d'Ancre était ce même Concini, Florentin, venu en France, à la suite de la reine, sans aucun bien que la faveur de la princesse, que lui et sa femme gouvernèrent, ainsi que le royaume, pendant la régence; il vit bientôt toute la France soulevée contre lui, sans pouvoir le faire tomber. Le jeune de Luines, qui devait le gouvernement d'Amboise au maréchal d'Ancre, persuade au roi que sa mère et Concini le tiennent en tutelle, et sa mort est décidée..... Après qu'il eut été assassiné, le peuple alla chercher son corps inhumé à Saint-Germain-l'Auxerrois, le traîna dans les rues, lui arracha le cœur, le fit griller publiquement sur des charbons, et le mangea : on ne s'en tint pas là; on arrêta Éléonore Galigaï, épouse du maréchal; on nomma une commission pour juger le mari et la femme : en vain cinq conseillers du parlement refusent d'assister au jugement, en vain plusieurs juges ne veulent pas opiner à la mort, on condamna le mari et la femme comme convaincus de judaïsme, de sortilége et de malversations; Éléonore Galigaï fut exécutée, son corps brûlé; et Luines s'appropria tous leurs biens confisqués.

(5) Même page.

Charles-Albert de Luines, né dans le comtat d'Avignon, admis, avec ses deux frères, parmi les gentilshommes ordinaires du roi attachés à son éducation,

s'était introduit dans la familiarité du monarque, en dressant des pies-grièches à prendre des moineaux : on ne s'attendait pas que ces amusemens de l'enfance dussent finir par conduire de Luines au faîte des grandeurs et du pouvoir : maréchal de France, connétable, garde des sceaux, il fut premier ministre. Après avoir fait beaucoup de fautes, et en avoir beaucoup conseillé au faible Louis XIII, la fièvre le saisit devant la petite ville de Monheurt, où il mourut haï du peuple et de son maître.

(6) Page 53.

François de Gonzague, duc de Mantoue, mort à la fin de l'année 1612, laissa une fille, mariée au duc de Nevers, et deux frères, qui lui succédèrent l'un après l'autre, et moururent bientôt après, le dernier en 1627. Les maisons de Savoie et de Mantoue étaient en contestation au sujet du Mont-Ferrat. Charles-Quint avait adjugé ce fief à la maison de Gonzague, à condition de céder quelques terres, en dédommagement, aux ducs de Savoie, et de les satisfaire au sujet de la dot de Blanche de Gonzague, femme de Charles Ier, duc de Savoie. Charles-Emmanuel, en mariant sa fille Marguerite au dernier duc de Mantoue, lui avait cédé et à sa postérité ses droits sur le Mont-Ferrat; on était convenu en même temps de fixer, d'une manière précise, les limites des deux états. Cet article n'ayant pas été effectué, Charles-Emmanuel se crut affranchi de ses engagemens, par la mort de son gendre; mais Ferdinand prit la qualité de duc de Mantoue : alors le duc de Savoie, se croyant en droit de faire valoir ses prétentions sur le Mont-Ferrat, surprit Albe, Quiers, et envahit une partie du Mont-Ferrat. La cour de Madrid saisit ce prétexte pour se venger de Charles-Emmanuel; elle lui ordonna non seulement d'évacuer le Mont-Ferrat, mais de désarmer

sur-le-champ. Le duc de Savoie, contraint d'obéir, promit par le traité d'Asti, signé en 1615, de licencier dans un mois toutes les troupes qu'il avait levées, de ne point attaquer les états de Mantoue, et de remettre à l'empereur le paiement de ses prétentions sur le Mont-Ferrat. A ces conditions, les cours de France et de Venise prenaient le duc de Savoie sous leur protection.

(7) Page 55.

Le duc de Savoie venait de prendre le parti de la maison d'Autriche; il avait disposé du Mont-Ferrat par un traité de partage avec la cour de Madrid. Les Espagnols devaient avoir Casal, Ponte-Sture, Acqui et toute la partie maritime; Trino, Alba, San-Dominiano et les cantons contigus au Piémont, formaient la portion qui restait à la maison de Savoie.

(8) Page 74.

La nuit du 17 au 18 juillet 1630, cent vingt Impériaux passent, dans trois barques plates, auprès du pont de Mantoue; la garde, qui les apperçoit, veut crier à l'alarme : *Taisez-vous*, dit quelqu'un; *c'est le secours que la république vous envoie*. La ruse réussit. Les Allemands arrivent au bout du pont, tuent les soldats de la garde, entrent dans la ville, repoussent ceux qui veulent résister, pénètrent jusqu'à la place qui est devant le palais, et s'y mettent en bataille. La citadelle de Porto n'était pas en état de se défendre; on entre en négociation. Le duc obtient de se retirer, avec sa famille, dans l'État Ecclésiastique.

(9) Page 75.

Spinola s'était approché de Casal le 25 mai 1630, et en avait entrepris le siége avec une armée d'environ

vingt mille hommes; il s'était emparé d'abord d'un fort construit par Toiras au-delà du Pô, pour s'assurer le passage de ce fleuve..... Après avoir ensuite entrepris trois attaques, il se réduisit à celle de la citadelle; mais Toiras retardait considérablement les travaux des assiégeans par ses fréquentes sorties, toutes exécutées avec beaucoup de bravoure et de conduite, et dans lesquelles la garnison ne rentra jamais dans la place sans avoir comblé plus ou moins des travaux des ennemis, nettoyé les tranchées et encloué des canons. Continuant ainsi de fatiguer les ennemis, de retarder leurs travaux, ou de les détruire, Toiras défendait encore la ville de Casal, au moment où l'abbé Mazarin obtint, le 5 août 1630, une trève des puissances intéressées.

(10) Page 76.

Quand on lit avec attention les détails de la bataille de Leipsick, on est étonné de la manière savante dont Gustave y manœuvre : on est forcé, il est vrai, de convenir des grandes fautes commises par le général Tilly, avant et pendant la bataille; mais elles diminuent bien peu le mérite du roi de Suède dans cette action. Quelle science dans son dispositif ! et quelle sagacité à profiter de la moindre faute du général ennemi ! Ses moindres mouvemens renferment des instructions qui doivent soigneusement être méditées et imitées par les militaires. Les manœuvres de Gustave pour gagner les hauteurs sont très-savantes, et on doit admirer le mouvement du corps de cavalerie qui s'avança pour couvrir le flanc droit de l'infanterie suédoise, et chargea de front les Impériaux, au moment où le roi les prenait en flanc et à dos. Les troupes envoyées pour couvrir le général Horn, dont le flanc se trouvait exposé par la défaite des Saxons; enfin l'artillerie des Impériaux tournée contre eux-mêmes,

et le roi prenant leurs corps de bataille à dos, telles sont différentes manœuvres qui concoururent toutes à assurer la victoire au roi de Suède, et à lui mériter la réputation d'un des plus grands généraux connus.

(11) Page 77.

Comme il restait encore bien des difficultés à régler du traité de paix conclu devant Casal, il se fit à Quiérasque une asssemblée des plénipotentiaires, qui convinrent, le 19 juin, de donner, de la part de l'empereur, l'investiture du duché de Mantoue et du marquisat du Mont-Ferrat au duc de Nevers, qui entrerait dans Mantoue, sa capitale, au moment où Victor-Amédée rentrerait dans Pignerol. Pour assurance de ce dont on convenait, on devait déposer trois otages entre les mains du pape. L'empereur et le roi de France ratifièrent ce traité; le pape reçut les otages. Mais Mazarin, entièrement dévoué au cardinal de Richelieu, insinua en même temps au duc de Savoie combien il lui serait avantageux d'abandonner à la France quelque gage assuré de sa bonne volonté pour elle. Victor-Amédée y consentit, et il signa un traité secret, par lequel Pignerol devait rester au roi, et une partie du Mont-Ferrat, Trin et Albe, au duc de Savoie. Pour remplir les conditions de ce traité secret, il fallait tromper les Espagnols; on y réussit, en faisant cacher dans Pignerol, lors de son évacuation, des soldats français, qui s'emparèrent de la ville dès l'instant où Mantoue eut été remis au duc de Nevers.

(12) Page 79.

La bataille de Lutzen, où Gustave fut tué, ne mérite pas moins l'admiration de tous les militaires. Le duc de Weymar contribua à la victoire, et y participa; mais elle fut due principalement à la disposition des troupes

suédoises, qui était entièrement de l'invention du roi. Des pelotons d'infanterie mêlés parmi les escadrons de cavalerie, l'infanterie rangée partie en colonnes, avec les piquiers en tête, et les colonnes entremêlées de bataillons, voilà quelles furent les causes immédiates de la victoire. En effet, du côté de la cavalerie, celle des Suédois, quoique moins nombreuse, mit en déroute celle des Impériaux, qui fut rompue par le feu de l'infanterie qui soutenait les escadrons suédois, et qui se jeta au milieu de ceux des Impériaux : du côté de l'infanterie, les colonnes suédoises trouvèrent peu de résistance contre les piques dont elles étaient hérissées; et la seule colonne de la brigade jaune renversa une partie des masses formées par Walstein, avec son infanterie. Ce qui facilita encore la victoire, c'est l'ordonnance des troupes de Gustave, qui leur donnait une mobilité inconnue et impossible aux troupes impériales, et qui aida le duc de Weymar, d'abord à chasser les Croates qui étaient parvenus à tourner la gauche de l'armée suédoise; ensuite, au moment où la première ligne en était aux mains, de marcher avec une partie de la seconde contre la droite des Impériaux, et enfin de former une seule ligne avec les bataillons des deux; en mettant les colonnes en avant, lorsqu'il fallut soutenir un second combat contre les troupes amenées par Papenhein.

Peu de batailles, même celles données par les généraux de l'antiquité, offrent plus de précautions, plus de sagesse, plus de manœuvres savantes, une organisation plus susceptible de toutes les formes exigées par le terrain et les circonstances. Cependant, parmi les militaires qui se sont appliqués à connaître leur art, quelques-uns ont pensé que Gustave et Nassau, admirateurs trop outrés des anciens, en avaient appliqué trop servilement les principes au temps où ils vécurent et aux armes en

usage alors. Ils ont cru voir dans cette manière la cause du retardement des progrès de la science de la guerre, et l'obstination, d'après leur autorité, à soutenir trop long-temps les préjugés des piques et de l'ordre de profondeur. D'autres, non moins instruits peut-être, ont soutenu la manière dont ces grands capitaines avaient ordonné leur troupe, comme la mieux saisie et la seule admissible, regardant la profondeur et les piques comme d'une nécessité absolue pour assurer de la consistance aux troupes, avec les moyens de se mouvoir, de prendre les formes les plus convenables de la manière la plus sûre et la plus prompte. Ce qui ne peut être révoqué en doute, c'est la renaissance de l'art et de la science militaire sous le génie fécond de ces grands capitaines, et l'étonnement de l'Europe entière en voyant les troupes et les succès de Gustave.

(13) Page 80.

Les Suédois, quoique inférieurs en nombre, tentèrent de faire lever le siége de Nordlinguen, et furent entièrement défaits : malgré l'avis du maréchal de Horn, le duc de Weymar engagea le combat dans un lieu désavantageux. Des accidens imprévus contribuèrent encore à la défaite des Suédois, qui laissèrent plus de dix mille hommes sur le champ de bataille, et où le maréchal de Horn fut fait prisonnier.

(14) Même page.

Depuis la perte de la bataille de Nordlinguen, les principaux chefs de la ligue évangélique étaient sur le point de se désunir. Oxenstiern, grand chancelier de Suède, arrêta l'ambition des uns, suspendit la jalousie des autres, prouva à tous la nécessité de se réunir contre

la maison d'Autriche, et se transporta en France pour conférer avec le cardinal de Richelieu, qui conclut avec lui, à Compiègne, un traité d'alliance avec la Suède.

Ces deux grands ministres concertèrent alors ce qui fut exécuté treize ans après dans le traité de Munster. Avant eux, on connaissait à peine *l'équilibre des puissances*. Les princes se faisaient la guerre, sans prévoir si leurs victoires mêmes ne pourraient pas leur être funestes, ignorant le danger de trop affaiblir leur ennemi, comme de trop fortifier leurs alliés. Richelieu et Oxenstiern songèrent les premiers à peser la valeur des nations et leurs intérêts différens, à combiner leurs rapports mutuels, à calculer leurs forces, et à former une nouvelle espèce de politique inconnue aux siècles passés.... Ainsi, après avoir démêlé les avantages et les besoins de chaque cour de l'Europe, Richelieu s'assura des unes, et disposa les autres à demeurer neutres.

(15) Page 148.

Le duc d'Enguien avait été chargé de préserver la frontière de Champagne des insultes d'une armée principalement composée de ces Espagnols devenus si redoutables pour la France. La seule place de Rocroy défendait alors cette frontière; elle était assiégée par une armée de dix-huit mille hommes d'infanterie et huit mille de cavalerie, aux ordres de dom Francisco de Mélas. Le duc d'Enguien, à la tête de seize mille hommes d'infanterie et de sept mille de cavalerie, résolut de livrer une bataille pour sauver Rocroy. En arrivant du côté de Mézières, le duc d'Enguien, ayant trouvé les défilés libres, vint occuper la tête de la première hauteur qui se trouve au sortir des défilés. Mélas sortit alors de ses lignes, et vint occuper la hauteur vis-à-vis, en plaçant sa gauche un peu en arrière d'un petit bois, dans lequel il embusqua mille mousquetaires, pour tirer sur le flanc des Français.

Dès la pointe du jour, Gassion, avec la première ligne de l'aile droite, se prolongea par sa droite, afin de tourner le bois; en même temps, le duc, marchant à la tête de la seconde ligne, en faisait autant par la gauche. De cette manière, le bois étant entouré, les mousquetaires qui y étaient placés, ne pouvant plus être secourus, furent taillés en pièces. Après cette exécution, Gassion se porta rapidement sur le flanc de l'aile gauche des Espagnols : au moment où le duc d'Enguien l'attaquait de front, cette aile mise en déroute, Gassion se mit à la poursuivre, et le duc tomba sur le flanc de l'infanterie, dont il enfonça d'abord assez facilement des Wallons et des Allemands nouvellement levés; il aurait bientôt ébranlé le reste du corps de bataille, si l'on n'était venu lui apprendre la déroute de sa gauche de cavalerie et d'infanterie, qui tenait cependant encore ferme au-delà du vallon, et entretenait le combat à coups de mousquet. Dès-lors le duc d'Enguien, inspiré par son génie et guidé par son courage, fait rompre sa ligne victorieuse, la forme en colonne, et, longeant derrière les lignes de l'infanterie ennemie, il vint se reformer en bataille derrière l'aile droite victorieuse des Espagnols; il l'attaque, la renverse et la dissipe au milieu de la surprise et du désordre où se trouvait cette cavalerie d'une charge aussi inattendue.

Sur ces entrefaites arrive Gassion; le duc le charge d'achever la déroute de l'aile droite, et il fait donner des ordres à Despenant de marcher contre l'infanterie espagnole qui venait de se former en bataillon carré. Ces ordres donnés, le duc chargea, de son côté, cette masse d'infanterie qui, s'étant ouverte subitement, démasqua dix-huit pièces de canon, dont le feu eut bientôt fait

reculer la cavalerie et l'infanterie françaises; le vieux Fontaine, qui commandait cette infanterie, ayant commis alors la faute de rester immobile, au lieu de gagner les défilés du côté de Chimay, où il aurait été assuré. La réserve de l'armée française venait d'arriver : le duc s'avance alors, presque seul, pour offrir quartier aux Espagnols; mais ceux-ci, trop méfians, l'ayant reçu à coups de mousquet, les Français, furieux de ce procédé, s'élancent sur ce gros bataillon, l'ouvrent de toutes parts, et le massacre devient général.

Si les ennemis eussent eu une réserve, elle aurait pu arrêter les Français; mais cette faute de leur part prouve encore davantage combien ce jeune général avait su juger sainement de l'état des choses, et combien il possédait ce coup d'œil d'aigle qui, se retraçant dans un moment le grand ensemble d'une bataille, fait sur-le-champ prendre le parti le plus avantageux.

L'ordre de bataille de cette journée était d'abord parallèle; il aurait dû devenir oblique, si le maréchal de Lhôpital, à la tête de la gauche, se fût borné à contenir l'aile droite des Espagnols.

(16) Page 150.

Dans les combats si opiniâtres de Fribourg, Condé prouva combien il savait exécuter de grandes choses par lui-même; les différentes attaques contre Mercy furent combinées avec bien de la sagacité et de la justesse : sans la faute de Despenant, d'avoir fait attaquer les abattis avant d'en avoir reçu l'ordre, l'armée entière de l'ennemi aurait été perdue.

(17) Même page.

Le prince de Condé, envoyé au secours de l'armée de

Turenne, qui venait d'être battu, voulut absolument prendre sa revanche. Sa marche sur Nordlinguen, dont il voulait former le siége, le mit bientôt en présence du généralissime bavarois qui venait au secours de cette place.

Mercy prit alors une position très-avantageuse : ses deux ailes étaient sur deux monticules; le village d'Alter-Hein, qui se trouvait un peu en avant, et entre ces deux monticules, fut occupé par des mousquetaires; l'infanterie du corps de bataille, formée derrière, était à portée de les soutenir.

Ce village paraît avoir été uniquement attaqué en face; on ne songea jamais à faire insulter les flancs. D'après la seule méthode encore connue et usitée de l'ordre et de l'attaque parallèle, les anciens avaient cependant connu et pratiqué l'ordre oblique; mais on commençait à peine à les connaître et à les étudier.

L'aile droite de l'armée française fut défaite, et, en même temps, celle des ennemis fut mise dans une déroute complète.

(18) Page 164.

L'archiduc Léopold, frère de l'empereur Ferdinand III, assiégeait Lens en Artois; on venait de rappeler en Flandre le prince de Condé : arrivé à cette armée qui avait toujours vaincu sous lui, il la mena à l'archiduc. Ici, pour la troisième fois, il donnait bataille avec le désavantage du nombre.

Il dégagea lui-même le maréchal de Grammont, qui pliait avec l'aile gauche. Il prit le général Bek; l'archiduc se sauva à peine avec le comte de Fuensaldague : les Impériaux et les Espagnols, qui composaient cette armée, furent dissipés; ils perdirent plus de cent drapeaux et trente-huit pièces de canon; on leur fit cinq mille

prisonniers ; on leur tua trois mille hommes ; le reste déserta ; l'archiduc resta sans armée.

(19) Page 166.

De toutes les nations de l'Europe, la Grande-Bretagne était celle qui éprouvait les plus grandes convulsions. Charles Ier avait succédé à son père, en 1625. Les Anglais, résolus d'assurer leur liberté, prenaient la méthode de n'accorder aucun subside, sans obtenir quelque concession nouvelle en faveur des communes. On avait aussi rendu des lois très-sévères envers les catholiques ; on regardait tous ceux de cette religion comme fauteurs du pouvoir arbitraire des rois. On soupçonnait Charles Ier de professer secrètement le catholicisme. La nation paraissait remplie de défiance au moment où Charles assembla le parlement ; le roi fit l'ouverture de cette assemblée, en demandant des subsides pour pousser la guerre contre l'Espagne. L'assemblée, au lieu d'accéder à cette demande, voulut s'occuper de griefs importans ; il était question de dresser un acte, dans lequel le duc de Buckingham, premier ministre, était accusé de haute trahison, pour avoir dilapidé les finances. Pour arrêter les suites de cette affaire, le roi cassa le parlement. La cour en convoqua deux autres, qui furent encore cassés. Charles eut recours à des taxes déguisées sous le nom d'emprunt, en 1628 ; on refusa de les payer. L'embarras des finances augmentait. Les communes arrêtèrent de s'occuper auparavant de la réforme des abus. D'après la décision de la chambre, aucun Anglais ne pouvait être arrêté, sans qu'au préalable la cause ne lui eût été déclarée, et sans pouvoir jouir du privilége d'*habeas corpus*, c'est-à-dire de rester en liberté, en donnant caution. Tout Anglais ne devait être soumis à aucune taxe, sans l'autorité du parlement : cet arrêté porta le nom de *pétition des droits*.

La chambre accorda en même temps des subsides considérables, qui devaient être levés dès l'instant où la *pétition des droits* aurait acquis le caractère de loi publique par l'approbation de la chambre des lords et le consentement du roi. Les lords approuvèrent ce bill. Thomas Wentworth était le plus chaud défenseur de la liberté. La cour, pour le mettre dans son parti, le créa comte de Stafford, le fit pair et ministre ; il fit faire la paix avec la France et l'Espagne, et décida la cour à se contenter des revenus des domaines de la couronne. Ce régime réussit pendant environ cinq ans, époque où Charles se rendit en Écosse, pour y être couronné en 1633. Les Écossais venaient de prendre un arrêté par lequel le pur calvinisme devait être maintenu en Écosse, comme avant le règne de Jacques Ier : cet arrêté eut le nom de covenant. Le roi cassa cet acte ; les Écossais prirent les armes ; le parlement fut convoqué pour la quatrième fois. Le nouveau parlement, au lieu de s'occuper des demandes du roi, porta ses regards sur toutes les exactions commises par la cour depuis la dernière session de l'assemblée législative ; le roi se hâta de dissoudre ce parlement un mois après sa convocation. Charles, privé des subsides parlementaires, avait recours à des emprunts : ces ressources étaient insuffisantes. Les Écossais, au nombre de vingt-deux mille, s'avançaient sur les frontières d'Angleterre ; ils offraient de s'en remettre à la médiation du parlement britannique. Le roi fut contraint de convoquer cette assemblée ; sa première opération fut une association entre le parlement d'Angleterre et celui d'Écosse ; et il fut convenu de ne licencier l'armée écossaise qu'après le consentement du roi à tous les bills pour la réparation des griefs.

L'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, étaient partagées en factions violentes. Le parlement voulait ramener la

liberté dans la Grande-Bretagne ; les catholiques montraient une volonté déterminée d'assurer le pouvoir despotique des rois ; le projet des évêques était d'écraser les calvinistes puritains ; celui des calvinistes, d'humilier et peut-être d'anéantir les évêques. Bientôt ceux qu'on nomma indépendans suivirent avec beaucoup d'art le plan de profiter des fautes faites par tous les autres, pour devenir les maîtres de l'état.

Les catholiques romains, écrasés en Angleterre et en Écosse, dominaient en Irlande. On parlait d'une conspiration pour rétablir la religion catholique, dissoudre le parlement, et confier au roi l'autorité arbitraire : ces rumeurs faisaient à Londres la plus fâcheuse sensation, au moment où l'on y apprit la nouvelle des massacres d'Irlande. Cent cinquante mille protestans furent égorgés dans ce royaume, d'après les ordres du roi, si l'on devait en croire les Irlandais.

Le parlement britannique, frappé de l'idée d'une servitude prochaine, leva des troupes, les fit approcher de Londres, et établit des taxes pour les payer. Dans ces circonstances, le roi, dans l'espoir d'intimider le parlement par un coup d'autorité, se rend à la chambre des communes pour faire arrêter cinq députés accusés de haute trahison. Le lord-maire reçoit l'ordre de les chercher et de les mettre en prison ; il refuse d'obéir : en même temps, les deux chambres forment un bill qui donne au pouvoir législatif le droit de présenter au roi les officiers chargés de la conduite des troupes et de la garde des places fortes. Charles refuse de sanctionner une loi qui le dépossédait ; on lui signifie la résolution du parlement de se charger provisoirement de la puissance exécutrice : toutes voies de conciliation parurent alors fermées.

Charles se retire à Nothingan, les Irlandais catholiques se rendent en foule sous ses drapeaux ; les royalistes sont entièrement défaits à la journée de Nozeby, le 25 juin 1645. Charles, absolument abandonné, se rend aux Écossais ; ceux-ci le remettent aux commissaires anglais : il est conduit au château d'Hombly, le 27 février 1647.

Les indépendans et les puritains, unis jusque là dans le dessein de dépouiller le roi de sa puissance, étaient alors divisés sur la forme de gouvernement : les puritains voulaient un roi, en restreignant l'autorité royale ; les indépendans demandaient une pure démocratie. Les puritains avaient la supériorité dans le parlement ; les indépendans dominaient dans l'armée.

La guerre était finie ; le parlement vote le licenciement d'une partie de l'armée, et la marche du reste en Irlande. L'armée refuse de se séparer ; elle demande auparavant les récompenses qui lui sont dues. Il fallait examiner les comptes des différens régimens ; les soldats obtiennent de nommer deux députés dans chaque compagnie, sous le nom d'*agitateurs* : ils devaient faire parvenir les réclamations de leurs commettans à un conseil de guerre chargé de les transmettre au parlement.

Le conseil de guerre et les *agitateurs* forment bientôt une association politique, dont le pouvoir rivalise avec le parlement : on s'aigrit de part et d'autre ; quelques agitateurs se présentent au château d'Hombly, enlèvent le roi, et le conduisent à New-Market, où les troupes étaient campées. L'armée prend alors possession de Londres ; et, après avoir affermi son pouvoir dans la ville et dans le parlement, elle renferme le roi dans le château d'Haptoncourt, d'où, ayant trouvé le moyen de s'échapper, il se réfugia dans l'île de Wight, où il trouva une nouvelle prison.

L'armée demandait aux deux chambres de livrer le roi à la justice ; elles décidèrent, le 28 décembre 1648,

d'ériger une haute cour de justice, pour faire le procès à ce prince. En même temps, un comité de trente-huit personnes fut chargé de dresser l'acte d'accusation, qui, adopté par les communes, fut envoyé à la chambre haute; celle-ci s'ajourna à dix jours. Les communes se constituèrent alors représentans de la nation entière, et exclusivement investis du pouvoir législatif; la haute cour de justice se mit aussitôt en activité, le 20 janvier 1649. Charles récusa ce tribunal comme incompétent : le greffier lut alors, à haute voix, la sentence, qui, sur son refus de répondre aux accusations, le condamnait à mort. On mit trois jours d'intervalle entre le jugement et l'exécution. Il périt le 9 février 1649.

Quand la reine Christine de Suède apprit, par des lettres particulières, le genre de mort de Charles Ier, elle dit publiquement : *Les Anglais ont fait trancher la tête à leur roi qui n'en faisait rien, et ils ont bien fait.* Il est singulier de voir cette reine tenir ce propos dans un temps où elle négligeait toutes les affaires, où elle avait perdu l'amour de ses peuples par ses libéralités extravagantes, où les prêtres n'épargnaient, dans leurs sermons, ni son irréligion ni son caractère.

(20) Page 168.

Par le traité de paix conclu, le 24 octobre 1648, à Munster et à Osnabruck, l'indépendance des Provinces-Unies était reconnue; la Suède était maintenue dans ses conquêtes; un sage équilibre balançait les deux religions, dont l'incompatibilité faisait depuis trente ans le malheur de l'Allemagne; on réglait les droits de tous les princes germains; enfin l'Empire cédait à la France ses droits de suzeraineté sur les trois Évêchés, l'Alsace, et la suzeraineté de la ville de Pignerol, acquise par le traité de Quiérasque.

(21) Page 175.

Après la mort de Charles Ier, Cromwel était bientôt devenu le maître de l'Angleterre, sous le nom de *protecteur*. Mais la confusion ruina une révolution qui semblait devoir changer le gouvernement d'Angleterre. Sous le spécieux prétexte de ramener les hommes sous le niveau de l'égalité, tous les liens politiques furent détruits par les *niveleurs*, les *aplanisseurs*, les *lévellers*. Après avoir chassé du parlement les prêtres et les nobles, ils attaquèrent les fortunes particulières acquises par le travail et l'industrie.

Cromwel arrêta quelque temps les efforts dévastateurs de cette secte atroce et insatiable; mais les embarras sans cesse renaissans, donnés à cet homme extraordinaire par les chefs des factieux, hâtèrent sa mort : alors toute carrière fut ouverte à leurs brigandages.

(22) Page 178.

Les articles de la paix des Pyrénées, qui concernaient l'Italie, se bornaient à une amnistie générale en faveur de tous les individus qui s'étaient déclarés pour la France ou pour l'Espagne, et au rétablissement de toutes les liaisons commerciales. Le traité de Quiérasque était confirmé. L'Espagne rendait à la cour de Savoie Verceil et les autres places prises dans le Piémont. Les deux rois s'engageaient à solliciter le pape à rendre justice à la maison d'Est, au sujet des vallées de Commachio, et de fixer un terme convenable pour rendre Castro au duc de Parme. Le duc de Modène était aussi compris dans le traité; les Espagnols s'engageaient à retirer la garnison de Corregio. A l'égard des autres difficultés, il fut convenu de les terminer à l'amiable; de même, les

contestations qui pourraient subvenir avec les Grisons, au sujet de la Valteline.

(23) Page 178.

Le cardinal de Mazarin et dom Louis de Haro étaient morts l'un et l'autre en 1661.... Le caractère de Mazarin fut le mélange d'une avarice sordide, d'une basse flagornerie, d'une ambition démesurée et d'une souplesse astucieuse avec laquelle il maniait distinctement tous les moyens de parvenir à ses fins.... Mazarin avilit les Français, dont Richelieu avait enchainé le courage. Le ministère de Mazarin fut plus fatal à la France que celui de Richelieu, qui, dédaignant les moyens honteux de la lâcheté et de la perfidie, avait eu du moins le courage d'être un tyran audacieux.

A la mort de Louis de Haro, l'Espagne, malgré ses pertes, aurait pu se relever avec un gouvernement tolérable; mais Philippe IV, au lieu de profiter de la paix des Pyrénées pour renvoyer ses soldats dans les campagnes, les employa à la conquête du Portugal, où il perdit ses troupes.

(24) Page 188.

Il est très-rare, dans les gouvernemens monarchiques, où les hommes sont uniquement occupés de leur intérêt particulier, de voir regretter du public les hommes qui y meurent après avoir servi leur patrie. Turenne fut pleuré des soldats et des peuples; Louvois fut le seul qui ne le regretta pas : la voix publique l'accusa même, lui et son frère l'archevêque de Reims, de s'être réjouis indécemment de la perte de ce grand homme.

Turenne n'avait pas eu toujours des succès heureux à la guerre; il avait été battu à Mariendal, à Rethel, à Cambrai : aussi disait-il qu'il avait fait des fautes, et il

était assez grand pour l'avouer. Il fit toujours beaucoup avec peu, et il passa pour le plus habile capitaine de l'Europe dans un temps où l'art de la guerre était déjà très-approfondi; il conserva toujours la réputation d'un homme de bien, sage et modéré, parce que ses vertus et ses grands talens, qui étaient à lui seul, devaient faire oublier des faiblesses et des fautes qui lui étaient communes avec tant d'autres hommes. Si on pouvait le comparer à quelqu'un, ce serait à Gonzalve de Cordoue, qui lui était certainement très-inférieur.

(25) Page 188.

Le cardinal de Richelieu, qui se connaissait en hommes, dit un jour à M. de Chavigni : « Je viens d'avoir avec M. le duc d'Enguien une conversation de deux heures, sur la guerre, la religion et les intérêts des princes; *ce sera le plus grand capitaine de l'Europe, le premier homme de son siècle, peut-être des siècles à venir.* »

L'art de la guerre semble un instinct naturel chez le grand Condé. Ses victoires à Rocroy, à l'âge de vingt-deux ans, à Fribourg, à Nordlinguen, à Lens, à Senef; ses dernières campagnes en Allemagne après la mort de Turenne, en sont des preuves assez fortes.

Le génie de Condé pour les sciences, les beaux-arts et tout ce qui peut être l'objet des connaissances de l'homme, ne le cédait point, chez lui, à ce génie presque unique pour conduire et commander les armées; il donnait toujours par écrit ses ordres à ses lieutenans, et leur imposait la loi de les suivre.

Si j'avais à me changer, disait-il, *je voudrais me changer en Turenne : c'est le seul homme qui puisse me faire souhaiter ce changement.*

(26) Page 189.

Dans le traité de Nimègue, le roi favorisait le commerce des Hollandais; il leur rendait Maëstricht, et remettait aux Espagnols quelques villes qui devaient servir de barrière aux Provinces-Unies; Charleroi, Courtrai, Oudenarde, Ath, Gand, Limbourg : mais il réservait Bouchain, Condé, Ypres, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, Aire, Saint-Omer, Cassel, Charlemont, Popering, Bailleul, qui faisaient une bonne partie de la Flandre; il y ajoutait la Franche-Comté, conquise deux fois : ces deux provinces étaient un assez digne fruit de la guerre. Il demandait aussi Fribourg, ou Philisbourg, en Allemagne.

(27) Page 201.

M. de Luxembourg, ayant été informé de la marche des ennemis, qui s'avançaient de Trasignies dans les plaines de Fleurus, se décida à passer la Sambre, et à venir camper à Vélaine, à environ une demi-lieue des ennemis. Le lendemain, l'armée française marcha à eux sur cinq colonnes, et arriva en leur présence à huit heures du matin. M. de Luxembourg, ayant reconnu combien il serait dangereux d'attaquer de front l'armée du comte de Waldeck, qui se trouvait couverte par tant de villages, de haies et de ruisseaux peu accessibles, songea à l'attaquer par ses ailes. Ainsi, ayant préféré d'attaquer par sa droite, le maréchal lui fit passer le ruisseau de Saint-Amand, en la dirigeant sur Ligny, pour se porter, par le cabaret des trois Buvettes, à la cense de Cheffart, où il profita avec capacité du terrain, pour la mettre en bataille, appuyée à la cense, dans laquelle il mit deux bataillons et quatre pièces de canon.

Dans cette position, M. de Luxembourg se trouva établi sur le flanc gauche de l'ennemi, qui, dès l'instant où il s'en fut apperçu, chercha à remédier à ce grand inconvénient, en reculant sa gauche du côté du village de Marbais, et en formant une potence avec sa seconde ligne. La gauche de l'armée française ayant reçu l'ordre d'attaquer à une heure, M. de Gournai, qui la commandait, passa avec beaucoup de peine les ruisseaux qui le séparaient de la droite de l'ennemi. Ce passage ayant mis sa troupe en désordre, cette aile, se trouvant d'ailleurs sans appui sur son flanc droit, l'infanterie n'étant pas encore arrivée, ne put soutenir le choc de la cavalerie ennemie, soutenue du feu de son infanterie; elle fut repoussée, et vint se rallier à Fleurus.

Pendant ce mouvement, l'infanterie de la gauche et partie de celle du centre cherchaient à passer les ruisseaux, et, le faisant difficilement et lentement, elles ne se trouvaient nullement en mesure de seconder la cavalerie. C'était le moment dont M. de Waldeck aurait dû profiter pour suivre la cavalerie qui venait d'être culbutée, et tomber sur le flanc de cette infanterie passant avec peine les ruisseaux; ce qui non seulement lui aurait assuré la victoire, mais lui aurait encore donné les moyens de passer la Sambre, de s'emparer des bagages des Français, et de les gêner beaucoup dans leur retraite.

Dans le temps où le comte de Waldeck négligeait tous ces avantages, M. de Luxembourg battait son aile gauche; en la faisant poursuivre par Tilladel, il lui avait ordonné de venir prendre par derrière celle de la droite, qui, quoique victorieuse, fut tellement troublée par cette apparition inattendue, qu'elle prit la fuite comme l'autre, et laissa l'infanterie abandonnée au milieu de la plaine. Entourée et pressée par la cavalerie,

(26) Page 189.

Dans le traité de Nimègue, le roi favorisait le commerce des Hollandais; il leur rendait Maëstricht, et remettait aux Espagnols quelques villes qui devaient servir de barrière aux Provinces-Unies; Charleroi, Courtrai, Oudenarde, Ath, Gand, Limbourg : mais il réservait Bouchain, Condé, Ypres, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, Aire, Saint-Omer, Cassel, Charlemont, Popering, Bailleul, qui faisaient une bonne partie de la Flandre; il y ajoutait la Franche-Comté, conquise deux fois : ces deux provinces étaient un assez digne fruit de la guerre. Il demandait aussi Fribourg, ou Philisbourg, en Allemagne.

(27) Page 201.

M. de Luxembourg, ayant été informé de la marche des ennemis, qui s'avançaient de Trasigniées dans les plaines de Fleurus, se décida à passer la Sambre, et à venir camper à Vélaine, à environ une demi-lieue des ennemis. Le lendemain, l'armée française marcha à eux sur cinq colonnes, et arriva en leur présence à huit heures du matin. M. de Luxembourg, ayant reconnu combien il serait dangereux d'attaquer de front l'armée du comte de Waldeck, qui se trouvait couverte par tant de villages, de haies et de ruisseaux peu accessibles, songea à l'attaquer par ses ailes. Ainsi, ayant préféré d'attaquer par sa droite, le maréchal lui fit passer le ruisseau de Saint-Amand, en la dirigeant sur Ligny, pour se porter, par le cabaret des trois Buvettes, à la cense de Cheffart, où il profita avec capacité du terrain, pour la mettre en bataille, appuyée à la cense, dans laquelle il mit deux bataillons et quatre pièces de canon.

Dans cette position, M. de Luxembourg se trouva établi sur le flanc gauche de l'ennemi, qui, dès l'instant où il s'en fut apperçu, chercha à remédier à ce grand inconvénient, en reculant sa gauche du côté du village de Marbais, et en formant une potence avec sa seconde ligne. La gauche de l'armée française ayant reçu l'ordre d'attaquer à une heure, M. de Gournai, qui la commandait, passa avec beaucoup de peine les ruisseaux qui le séparaient de la droite de l'ennemi. Ce passage ayant mis sa troupe en désordre, cette aile, se trouvant d'ailleurs sans appui sur son flanc droit, l'infanterie n'étant pas encore arrivée, ne put soutenir le choc de la cavalerie ennemie, soutenue du feu de son infanterie; elle fut repoussée, et vint se rallier à Fleurus.

Pendant ce mouvement, l'infanterie de la gauche et partie de celle du centre cherchaient à passer les ruisseaux, et, le faisant difficilement et lentement, elles ne se trouvaient nullement en mesure de seconder la cavalerie. C'était le moment dont M. de Waldeck aurait dû profiter pour suivre la cavalerie qui venait d'être culbutée, et tomber sur le flanc de cette infanterie passant avec peine les ruisseaux; ce qui non seulement lui aurait assuré la victoire, mais lui aurait encore donné les moyens de passer la Sambre, de s'emparer des bagages des Français, et de les gêner beaucoup dans leur retraite.

Dans le temps où le comte de Waldeck négligeait tous ces avantages, M. de Luxembourg battait son aile gauche; en la faisant poursuivre par Tilladel, il lui avait ordonné de venir prendre par derrière celle de la droite, qui, quoique victorieuse, fut tellement troublée par cette apparition inattendue, qu'elle prit la fuite comme l'autre, et laissa l'infanterie abandonnée au milieu de la plaine. Entourée et pressée par la cavalerie,

essuyant le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, l'infanterie ennemie voulut se retirer en faisant des feux successifs, après s'être arrêtée pour faire front; mais, bientôt ces mouvemens ne se faisant plus avec justesse, la ligne fut désunie : quelques corps résistèrent quelque temps; ils furent bientôt obligés de céder comme les autres, et la perte des alliés fut extrême. Les ennemis eurent, le jour de la bataille, plus de six mille hommes de tués, sans compter les blessés; on leur fit huit mille prisonniers, parmi lesquels plus de sept cents officiers; on leur prit quarante-neuf pièces de canon de cinquante, deux cents chariots remplis de munitions de guerre, plus de deux cents drapeaux ou étendards, cinq pontons et plusieurs paires de timbales.

Quoique les mouvemens exécutés par la droite de M. de Luxembourg fussent couverts par des haies, des ruisseaux et des villages, il n'en commit pas moins la faute de s'être trop peu occupé de sa gauche; et, après s'être déterminé à attaquer par sa droite dès l'instant où il la vit en mesure d'avoir gagné le flanc gauche de l'ennemi, il aurait dû envoyer des ordres à M. de Gournai, pour ne point attaquer. On vient de voir tous les malheurs qui auraient pu arriver à cette gauche, si M. de Waldeck avait su profiter de son attaque imprudente et déplacée, sur-tout après l'avoir culbutée et l'avoir trouvée sans appui du côté de l'infanterie.

(28) Page 209.

Sur la fin de la campagne de 1691, le prince d'Orange était campé à Leuse. M. de Luxembourg était sous Tournay, où il paraissait attendre la séparation des ennemis pour faire aussitôt entrer l'armée du roi dans ses quartiers.

La distance de Tournay à Leuse étant assez considérable, le prince d'Orange, croyant n'avoir rien à craindre de la part de M. de Luxembourg, en décampa, et se borna à laisser un gros corps de cavalerie à la tête du camp, pour couvrir son passage du ruisseau de la Catoire, qui était derrière lui. M. de Luxembourg, dont le dessein était d'entreprendre sur son ennemi au moment où il décamperait, était attentif sur ce mouvement pour en profiter, s'il n'était pas fait avec prudence et précaution. Averti de la résolution du prince, de décamper le lendemain pour marcher en arrière, et dans l'espérance de quelque négligence de la part de M. de Waldeck, M. de Luxembourg partit de Tournay, pendant la nuit, avec un gros corps de cavalerie, et arriva à Leuse, à la pointe du jour, sans avoir été apperçu par les ennemis, l'officier général, qui commandait l'arrière-garde des alliés, ayant négligé de prendre des précautions pour savoir ce qui se passait autour de lui.

M. de Marcilly, qui marchait en avant avec quatre cents chevaux, ayant fait savoir au maréchal qu'il se trouvait très-près de plusieurs escadrons des ennemis qui étaient en bataille, le maréchal fit hâter le pas à la maison du roi, qui ne tarda pas à arriver, et qui fut mise sur-le-champ en bataille, ayant à sa droite deux régimens de dragons, et, sur sa gauche, trois escadrons du régiment de Mérinville. A son arrivée, la gendarmerie fut mise en seconde ligne avec la brigade de cavalerie de Coad. Les ennemis ne pouvaient pas soupçonner d'avoir affaire à M. de Luxembourg, quand ils apperçurent les Français qui se mettaient en bataille en aussi grand nombre. Cependant M. de Waldeck donna l'ordre à l'aile gauche de son armée, qui achevait à peine de passer le ruisseau de la Catoire, de le repasser, pour former, en arrivant, plusieurs lignes derrière son arrière-garde; et il envoya, derrière les haies et les marais

qui étaient sur sa gauche, cinq bataillons qui avaient été placés sur le ruisseau, pour protéger le passage de l'arrière-garde. Ces bataillons se trouvèrent opposés aux dragons placés sur la droite des troupes de M. de Luxembourg. Le nombre des ennemis s'augmentait à tous les instans : le maréchal ne voulut pas attendre son aile gauche qui arrivait, sous les ordres de M. de Rosen; il se décida à attaquer, et donna l'ordre à sa première ligne de marcher en avant : elle eut bientôt joint les ennemis, et bientôt aussi elle eut culbuté successivement les différentes lignes qui se trouvaient devant elle; mais M. de Luxembourg, s'appercevant combien les ennemis avaient encore de troupes en bataille, pour arriver au ruisseau de la Catoire, fit faire halte à la première ligne, pour se rallier, et fit passer légèrement la seconde par les intervalles de la première.

Les ennemis, épouvantés de l'attaque de ces nouvelles troupes, prirent la fuite après une seule décharge, et furent suivis, en bon ordre, par la seconde ligne; mais le maréchal, voyant de l'infanterie sur les hauteurs, qui se pressait de descendre, contint l'ardeur de ses troupes, en les faisant retirer au petit pas : ce qui intimida les ennemis, qui n'osèrent pas repasser le ruisseau de la Catoire, et abandonnèrent le champ de bataille aux Français. Pendant le combat, les deux régimens de dragons continrent, en escarmouchant, les cinq bataillons ennemis envoyés par M. de Waldeck, qui, sans cet obstacle, auraient pu marcher sur le flanc de la droite des Français, et l'incommoder infiniment par leur feu.

Ainsi vingt-huit escadrons français en battirent plus de soixante-douze des ennemis, et M. de Luxembourg donna une forte leçon à un général présomptueux, qui, après avoir commis la faute de s'être campé en avant d'un ruisseau, crut pouvoir décamper, pour marcher

en arrière, sans prendre toutes les précautions nécessaires pour la sûreté de son arrière-garde, qui devait être censée séparée, pendant assez long-temps, du corps de l'armée par un défilé quelconque.

(29) Page 212.

La ville de Namur avait été investie le 25 mai 1692, prise le 5 juin, et son château le 30. Pendant le siége, le roi Guillaume et l'électeur de Bavière s'étaient avancés sur la Mehaigue avec plus de soixante mille hommes.... L'armée du maréchal de Luxembourg, beaucoup plus faible, défendait cette petite rivière; et le roi d'Angleterre n'osa jamais attaquer le maréchal, tant il avait su se bien poster! Après la prise de la place, le roi retourna à Versailles; il détacha un corps considérable de son armée, pour renforcer celle d'Allemagne, et laissa le maréchal de Luxembourg chargé d'une défensive dont lui seul peut-être pouvait se retirer avec honneur, ayant aussi peu de forces : mais, au moyen du choix de positions savantes, il rendit inutiles tous les mouvemens et toutes les tentatives du roi Guillaume. Enfin, ce prince étant venu camper à Genap, le maréchal de Luxembourg vint à Enghien, où il mit son centre, après avoir placé sa gauche à Hérine, et sa droite à Steenkerque. Le lendemain, le roi d'Angleterre fut renforcé de huit mille Hanovriens; il cherchait à réparer la honte de n'avoir pu secourir Namur, et il en eût eu l'occasion la plus favorable, s'il avait mieux su en profiter. Il découvrit une correspondance secrète entre un de ses secrétaires et le maréchal; il imagina alors de lui faire écrire que, le lendemain, on devait faire un grand fourrage de l'autre côté du ruisseau de Steenkerque, vis-à-vis de sa droite : les troupes en mouvement devaient avoir pour objet de couvrir les fourrageurs.

qui étaient sur sa gauche, cinq bataillons qui avaient été placés sur le ruisseau, pour protéger le passage de l'arrière-garde. Ces bataillons se trouvèrent opposés aux dragons placés sur la droite des troupes de M. de Luxembourg. Le nombre des ennemis s'augmentait à tous les instans : le maréchal ne voulut pas attendre son aile gauche qui arrivait, sous les ordres de M. de Rosen; il se décida à attaquer, et donna l'ordre à sa première ligne de marcher en avant : elle eut bientôt joint les ennemis, et bientôt aussi elle eut culbuté successivement les différentes lignes qui se trouvaient devant elle; mais M. de Luxembourg, s'appercevant combien les ennemis avaient encore de troupes en bataille, pour arriver au ruisseau de la Catoire, fit faire halte à la première ligne, pour se rallier, et fit passer légèrement la seconde par les intervalles de la première.

Les ennemis, épouvantés de l'attaque de ces nouvelles troupes, prirent la fuite après une seule décharge, et furent suivis, en bon ordre, par la seconde ligne; mais le maréchal, voyant de l'infanterie sur les hauteurs, qui se pressait de descendre, contint l'ardeur de ses troupes, en les faisant retirer au petit pas : ce qui intimida les ennemis, qui n'osèrent pas repasser le ruisseau de la Catoire, et abandonnèrent le champ de bataille aux Français. Pendant le combat, les deux régimens de dragons continrent, en escarmouchant, les cinq bataillons ennemis envoyés par M. de Waldeck, qui, sans cet obstacle, auraient pu marcher sur le flanc de la droite des Français, et l'incommoder infiniment par leur feu.

Ainsi vingt-huit escadrons français en battirent plus de soixante-douze des ennemis, et M. de Luxembourg donna une forte leçon à un général présomptueux, qui, après avoir commis la faute de s'être campé en avant d'un ruisseau, crut pouvoir décamper, pour marcher

en arrière, sans prendre toutes les précautions nécessaires pour la sûreté de son arrière-garde, qui devait être censée séparée, pendant assez long-temps, du corps de l'armée par un défilé quelconque.

(29) Page 212.

La ville de Namur avait été investie le 25 mai 1692, prise le 5 juin, et son château le 30. Pendant le siége, le roi Guillaume et l'électeur de Bavière s'étaient avancés sur la Mehaigue avec plus de soixante mille hommes.... L'armée du maréchal de Luxembourg, beaucoup plus faible, défendait cette petite rivière; et le roi d'Angleterre n'osa jamais attaquer le maréchal, tant il avait su se bien poster! Après la prise de la place, le roi retourna à Versailles; il détacha un corps considérable de son armée, pour renforcer celle d'Allemagne, et laissa le maréchal de Luxembourg chargé d'une défensive dont lui seul peut-être pouvait se retirer avec honneur, ayant aussi peu de forces : mais, au moyen du choix de positions savantes, il rendit inutiles tous les mouvemens et toutes les tentatives du roi Guillaume. Enfin, ce prince étant venu camper à Genap, le maréchal de Luxembourg vint à Enghien, où il mit son centre, après avoir placé sa gauche à Hérine, et sa droite à Steenkerque. Le lendemain, le roi d'Angleterre fut renforcé de huit mille Hanovriens; il cherchait à réparer la honte de n'avoir pu secourir Namur, et il en eût eu l'occasion la plus favorable, s'il avait mieux su en profiter. Il découvrit une correspondance secrète entre un de ses secrétaires et le maréchal; il imagina alors de lui faire écrire que, le lendemain, on devait faire un grand fourrage de l'autre côté du ruisseau de Steenkerque, vis-à-vis de sa droite : les troupes en mouvement devaient avoir pour objet de couvrir les fourrageurs.

Dans cette persuasion, le maréchal crut ne devoir faire aucune attention aux premières nouvelles de l'approche des ennemis; mais, informé de l'attaque de la brigade de Bourbonnais, qui était campée en avant de sa droite, il eut bientôt pénétré les véritables desseins des ennemis. Alors, se servant de sa présence d'esprit et de toute son activité, il se hâta de mettre son armée en bataille à la tête de son camp, et porta un secours prompt et puissant à la brigade de Bourbonnais, qui ne tarda pas de reprendre son terrain, et de repousser les troupes nombreuses qui l'en avaient d'abord chassée.

Heureusement, la disposition du roi Guillaume n'était pas bonne; ses troupes n'étaient pas espacées les unes auprès des autres; de grands intervalles firent languir les attaques. Mais sa plus grande faute fut de faire former ses troupes en bataille à la sortie des débouchés, au lieu de les porter en avant, en colonnes, comme elles arrivaient : chaque tête de colonne eût enfoncé ce qui se serait trouvé devant elle. Les deux lignes du maréchal étaient séparées par le camp encore tendu de la première; si elles eussent été percées, jamais elles ne se seraient reformées, et l'armée française eût été totalement détruite. Mais les choses furent tout autrement disposées; et le maréchal, voyant l'immobilité des ennemis, les fit vigoureusement attaquer par sa première ligne, qui les força de perdre du terrain. Par ce mouvement en avant, la seconde ligne eut l'espace convenable pour se former derrière la première; alors on chargea l'ennemi de nouveau avec toutes les forces réunies, et rien ne put résister à la valeur des troupes françaises. L'armée fut rejetée dans les défilés dont elle était sortie; et, s'y portant avec la plus grande précipitation, elle abandonna son canon, le champ de bataille, et plus de douze mille morts ou blessés.

(30) Page 212.

En 1693, après avoir occupé l'abbaye du Parc, sous Louvain, le prince d'Orange fut contenu par la position prise par M. de Luxembourg à Meldest. Ce général avait son front couvert par des hauteurs et une vallée marécageuse; son flanc droit, hors de toute insulte, communiquait avec Tirlemont; sa gauche seule pouvait être susceptible d'être attaquée. Par cette position, M. de Luxembourg, se trouvant entre le camp de Parck et celui retranché de Liége, n'avait point à craindre la réunion des forces du roi d'Angleterre, sans lesquelles il ne lui était pas possible d'attaquer l'armée française. Mais aussi les subsistances devinrent de la plus grande difficulté. Il pouvait les tirer, à la vérité, de Mons et de Maubeuge; mais il en était fort éloigné, et la nombreuse garnison de Charleroi pouvait facilement enlever ses convois. Cependant, à la faveur des escortes tirées des garnisons de Mons et de Namur, et par les sages mesures qui furent prises, un principal convoi passa après un combat fort vif, où les ennemis furent battus; mais ce n'était point assez. Le prince d'Orange ne pouvait être forcé dans le camp de Parck; il fallait l'engager à en sortir. Pour cet effet, le maréchal détacha M. de Villeroy, qui alla assiéger Hui, et le prit en cinq jours; il fit venir sur Namur et sur Hui le marquis d'Harcourt, avec le corps de troupes qui était sous ses ordres sur la Moselle, et il se porta avec toute son armée à Vignamon.

Alors le roi d'Angleterre, croyant appercevoir dans les mouvemens du maréchal le dessein d'attaquer le camp retranché de Liége, quitta sa position de Parck, et vint se camper entre la petite Gette et le ruisseau de Lenden, ayant le village de Nerwinde devant le front

de son camp ; et il fit porter de là un gros détachement, passant par-delà la Meuse, pour aller se jeter dans le camp retranché de Liége. Content de cette opération, il pensa avoir paré à tout, et crut pouvoir se tenir dans sa nouvelle position sur la Gette, sans avoir rien à craindre du maréchal de Luxembourg, qui était éloigné de lui de sept lieues. Dans cette confiance, il détacha encore de son armée onze régimens d'infanterie et onze de cavalerie, aux ordres du duc de Wirtemberg, pour aller attaquer les lignes des Pierres, qui étaient sans défense.

Le maréchal de Luxembourg voulut profiter de ce nouvel affaiblissement, pour attaquer le prince d'Orange. Il feignit d'être très-inquiet de la marche du duc de Wirtemberg ; il fit marcher en conséquence toute sa seconde ligne, avec des ordres publics de faire la plus grande diligence pour aller défendre nos lignes, mais avec des ordres secrets de s'arrêter à une certaine distance, et de marcher à leur véritable destination. En effet, dès la nuit close, il mit toute son armée en mouvement, et se porta sur Nerwinde, où il arriva le 28 juillet, à trois heures après midi, avec seulement l'aile droite de sa cavalerie ; le reste de ses troupes arriva à minuit.

Le prince d'Orange, qui eût pu éviter le combat en repassant la Gette, employa au contraire toute la nuit à retrancher le village de Nerwinde, en avant du centre de sa ligne, et à couvrir de redans son front de bataille. Mais, avec la plus légère connaissance de la nature de ces sortes d'ouvrages, il est impossible de compter sur une ligne de redans élevés dans une nuit. Alors, au contraire, les retranchemens deviennent très-nuisibles ; le soldat y prend confiance ; et, si elle est trompée, si l'ennemi perce en quelque partie, il croit tout perdu,

il prend la fuite, et il est impossible de le retenir. Le village de Nerwinde fut aussi très-mal retranché. M. de Berwick dit, dans ses Mémoires : « Je poussai les ennemis et les chassai de haies en haies, jusque dans la « plaine, au bord de laquelle je me remis en bataille. » Par cette manière de s'exprimer, M. de Berwick, ne faisant aucune mention des retranchemens, prouve ou leur faiblesse, ou leur non existence ; ou ces prétendus retranchemens étaient de simples haies, comme il y en a souvent autour des jardins et des champs qui entourent certains villages. Enfin on a encore reproché au roi d'Angleterre le choix d'un camp trop peu profond.

L'armée du roi d'Angleterre se trouvait retranchée entre la Gette et le ruisseau de Landen, au-delà du village de Nerwinde, qui se trouvait en avant de son centre et d'une partie de sa droite, et les couvrait, et de celui de Romdorf, qui couvrait sa gauche. Le maréchal de Luxembourg s'étant avancé, en arrivant à Sainte-Gertrude, s'empressa de s'emparer du village de Landen, qui se trouvait vis-à-vis Romdorf, dans le dessein où il était d'y appuyer sa droite. Il porta en même temps seize escadrons de dragons au-delà de Landen ; et, le lendemain, ces dragons furent placés sur les bords du ruisseau de Landen, vis-à-vis l'aile gauche de la cavalerie des ennemis, soit pour la contenir, soit pour chercher les moyens d'attaquer en flanc la gauche de l'infanterie ennemie. Resserré par le terrain, il fut obligé, pendant la nuit, de former sur onze lignes l'infanterie et la cavalerie de son centre et de son aile gauche ; et, entre cinq et six heures du matin, par un mouvement en avant très-savant, il développa, sous le feu de l'artillerie de l'ennemi, ces onze lignes ou colonnes en moins d'un quart-d'heure, et se trouva en bataille ; l'infanterie des deux lignes de la gauche devant Ner-

winde, prête à l'attaquer, et la cavalerie de son aile gauche appuyée à la Gette, devant la droite des ennemis.

Obligé d'attaquer et d'emporter Nerwinde, pour pouvoir arriver à l'ennemi, le maréchal et les princes se mirent à la tête des différens corps destinés à se porter sur le village de Nerwinde.... Peut-être, sans leur présence, y eût-il eu moins d'ardeur; et elle était nécessaire dans cette circonstance, où les Français furent repoussés plusieurs fois, et dûrent la victoire à leur courageuse ténacité, qui leur fit faire plusieurs charges avec la plus grande valeur.

La résistance des ennemis, secondée par la nature du terrain et les travaux de l'art, avait même décidé le maréchal à prendre l'avis des principaux officiers; et il se serait décidé à se retirer, si M. le duc n'avait pas été d'avis de risquer une dernière attaque. Celle-ci se fit en embrassant en même temps le flanc et la tête du village, et elle fut secondée par la cavalerie, qui pénétra dans les retranchemens ennemis dès l'instant où les gardes françaises eurent abattu les parapets de terre élevés pendant la nuit : cette attaque eut le plus grand succès. Le prince d'Orange, ne pouvant alors manœuvrer aisément, à cause du rétrécissement du terrain, perdit beaucoup de monde avant de pouvoir passer la Gette et se retirer sur Saint-Tron, en même temps où l'électeur de Bavière se retirait, en assez mauvais ordre, sur Louvain. Dès-lors les ennemis abandonnèrent aux Français le champ de bataille avec soixante-seize pièces de canon, huit mortiers ou obus, neuf pontons, beaucoup de munitions de guerre, soixante étendards, vingt-deux drapeaux, douze paires de timbales; plus de seize mille morts, et quatre mille blessés ou prisonniers. Les Français eurent huit mille morts, blessés ou prisonniers.

On pourrait peut-être reprocher au maréchal de n'avoir pas assez cherché à attaquer le flanc droit, ou la la droite des ennemis, en même temps où l'on attaquait Nerwinde; d'avoir constamment attaqué de front ce village, au lieu de l'avoir embrassé; de n'avoir pas donné des ordres plus tôt aux troupes qui attaquaient de pratiquer, dans les haies ou dans les légers parapets élevés la nuit, des ouvertures, soit pour faciliter les mouvemens, soit pour augmenter les points d'attaque et le nombre des assaillans, soit pour faire pénétrer la cavalerie, comme on le fit si heureusement à la dernière attaque.

Enfin M. de Berwick, dans ses Mémoires, semble accuser avec quelque justice le maréchal de n'avoir pas su profiter d'une victoire aussi complète, pour se rendre maître de tous les Pays-Bas. On reproche au prince d'Orange de n'avoir pas passé la Gette pour éviter le combat; d'avoir choisi un camp trop resserré; de n'avoir pas soutenu le village de Landen, ce qui aurait fort embarrassé le maréchal; de n'avoir pas placé la cavalerie de son aile gauche, d'avoir été obligé de la porter le long du Landen, la gauche du côté de Loo, où elle fut absolument inutile pendant toute la bataille, et ne put même empêcher la cavalerie française de l'aile droite de se porter sur le flanc gauche de l'infanterie ennemie au moment où le prince d'Orange réitéra, pour la troisième fois, la faute de dégarnir cette gauche pour reprendre Nerwinde.

(31) Page 213.

Nous croyons devoir placer ici les observations de M. de Feuquières sur ce sujet important, avec quelques réflexions sur les jugemens que la passion lui inspirait trop souvent.

Il reproche au maréchal d'avoir quitté trop légèrement

le camp de Roche-Castel, et sur les simples démonstrations que M. de Savoie fit de couper les communications de l'armée française : mais, quoique M. de Feuquières ajoute que les mouvemens des ennemis sur le haut Pragelas n'eussent abouti qu'à brûler quelques villages, il n'en est pas moins certain qu'ils étaient les maîtres de marcher sur les Cols de Pise, de la Fenestre, du Sablon, de l'Ourcière, et de couper la communication avec Suse et Briançon, si M. de Catinat se fût obstiné à rester dans son camp de Roche-Castel. En supposant que, par sa proximité de Pignerol, M. de Catinat eût ôté aux ennemis l'envie d'assiéger cette place, il les eût laissés les maîtres d'attaquer Suse, sans avoir pu le secourir, puisqu'ils eussent occupé les Cols du Sablon et de la Fenestre, par lesquels seuls les troupes françaises eussent pu marcher au secours de Suse; et les ennemis une fois établis autour de cette place, M. de Catinat n'aurait jamais pu leur en faire lever le siége. Ce général dut donc préférer la conservation de Suse à celle de Pignerol : cette dernière place, exigeant un siége dans les formes, pouvait donner le temps à M. de Catinat de recevoir les renforts qu'il attendait, et le mettre à même de faire lever le siége; au lieu que Suse pouvait être pris en très-peu de temps, et donnait aux ennemis des débouchés commodes sur la Savoie et le Briançonnais, indépendamment des moyens de former un entrepôt entre Turin et leur armée.

Ce n'est pas plus à propos que M. de Feuquières accuse M. de Catinat de n'avoir pas lié le fort Sainte-Brigite à la citadelle de Pignerol, afin d'assurer la communication du fort à la ville : cette communication ne fut jamais interrompue; ce qui le prouve, c'est qu'après dix-sept jours de tranchée ouverte, le maréchal de Tessé retira de ce fort les troupes, l'artillerie et les munitions.

Voyons actuellement quelques combinaisons du maréchal, et ses apperçus sur la conduite que devaient ou pouvaient tenir les alliés.

« Les ennemis, écrit M. de Catinat au roi, ont trois partis à prendre pour s'opposer au secours de Pignerol. Le premier, d'attendre les Français au défilé de Saint-Ambroise, et de les obliger de marcher par les hauteurs et par un pays très-difficile; le second, d'attendre l'armée du roi sur la rive droite de la Cizole, en conservant pour eux la belle partie de la plaine et les hauteurs de Piosaque. Le troisième parti que les ennemis pourraient prendre serait d'attendre l'armée françaises dans leurs lignes, qui sont d'une très-petite étendue, et ont à leur tête un pays fourré difficile et très-entrecoupé; le front de l'attaque devrait être par la montagne qui regarde la plaine qui est devant la porte de Turin. Cette montagne forme deux parties, dont l'une s'étend à une demi-lieue sur la droite du fort Sainte-Brigite; et l'autre, que l'on nomme Côte-Grande, tombe sur la vallée de Saint-Pierre : ces parties de montagne sont très-difficiles à gravir; mais leur sommet ne laisse aux ennemis qu'un terrain désavantageux et étroit pour se mettre en bataille. Il faudrait monter ces montagnes de front, et autant en ordre que la nature bossillée du terrain le permettrait; on porterait sur cette partie tous ses efforts, en faisant plusieurs fausses attaques, pour partager l'attention des ennemis.

« Si, après la prise du fort Sainte-Brigite, les ennemis formaient une ligne de circonvallation, elle suivrait les crêtes des montagnes, par leur gauche, jusqu'à Côte-Grande, et, par leur droite, jusqu'à Belvédère, à moins qu'ils ne se contentent d'appuyer leur gauche au rolit de Belvédère, et leur droite au Cluzon, laissant la motte devant eux, et enveloppant les cassines de la Purpurata. Dans cette supposition, il faudrait faire toutes les fausses

le camp de Roche-Castel, et sur les simples démonstrations que M. de Savoie fit de couper les communications de l'armée française : mais, quoique M. de Feuquières ajoute que les mouvemens des ennemis sur le haut Pragelas n'eussent abouti qu'à brûler quelques villages, il n'en est pas moins certain qu'ils étaient les maîtres de marcher sur les Cols de Pise, de la Fenestre, du Sablon, de l'Ourcière, et de couper la communication avec Suse et Briançon, si M. de Catinat se fût obstiné à rester dans son camp de Roche-Castel. En supposant que, par sa proximité de Pignerol, M. de Catinat eût ôté aux ennemis l'envie d'assiéger cette place, il les eût laissés les maîtres d'attaquer Suse, sans avoir pu le secourir, puisqu'ils eussent occupé les Cols du Sablon et de la Fenestre, par lesquels seuls les troupes françaises eussent pu marcher au secours de Suse; et les ennemis une fois établis autour de cette place, M. de Catinat n'aurait jamais pu leur en faire lever le siége. Ce général dut donc préférer la conservation de Suse à celle de Pignerol : cette dernière place, exigeant un siége dans les formes, pouvait donner le temps à M. de Catinat de recevoir les renforts qu'il attendait, et le mettre à même de faire lever le siége; au lieu que Suse pouvait être pris en très-peu de temps, et donnait aux ennemis des débouchés commodes sur la Savoie et le Briançonnais, indépendamment des moyens de former un entrepôt entre Turin et leur armée.

Ce n'est pas plus à propos que M. de Feuquières accuse M. de Catinat de n'avoir pas lié le fort Sainte-Brigite à la citadelle de Pignerol, afin d'assurer la communication du fort à la ville : cette communication ne fut jamais interrompue; ce qui le prouve, c'est qu'après dix-sept jours de tranchée ouverte, le maréchal de Tessé retira de ce fort les troupes, l'artillerie et les munitions.

Voyons actuellement quelques combinaisons du maréchal, et ses apperçus sur la conduite que devaient ou pouvaient tenir les alliés.

« Les ennemis, écrit M. de Catinat au roi, ont trois partis à prendre pour s'opposer au secours de Pignerol. Le premier, d'attendre les Français au défilé de Saint-Ambroise, et de les obliger de marcher par les hauteurs et par un pays très-difficile; le second, d'attendre l'armée du roi sur la rive droite de la Cizole, en conservant pour eux la belle partie de la plaine et les hauteurs de Piosaque. Le troisième parti que les ennemis pourraient prendre serait d'attendre l'armée françaises dans leurs lignes, qui sont d'une très-petite étendue, et ont à leur tête un pays fourré difficile et très-entrecoupé; le front de l'attaque devrait être par la montagne qui regarde la plaine qui est devant la porte de Turin. Cette montagne forme deux parties, dont l'une s'étend à une demi-lieue sur la droite du fort Sainte-Brigite; et l'autre, que l'on nomme Côte-Grande, tombe sur la vallée de Saint-Pierre : ces parties de montagne sont très-difficiles à gravir; mais leur sommet ne laisse aux ennemis qu'un terrain désavantageux et étroit pour se mettre en bataille. Il faudrait monter ces montagnes de front, et autant en ordre que la nature bossillée du terrain le permettrait; on porterait sur cette partie tous ses efforts, en faisant plusieurs fausses attaques, pour partager l'attention des ennemis.

« Si, après la prise du fort Sainte-Brigite, les ennemis formaient une ligne de circonvallation, elle suivrait les crêtes des montagnes, par leur gauche, jusqu'à Côte-Grande, et, par leur droite, jusqu'à Belvédère, à moins qu'ils ne se contentent d'appuyer leur gauche au rolit de Belvédère, et leur droite au Cluzon, laissant la motte devant eux, et enveloppant les cassines de la Purpurata. Dans cette supposition, il faudrait faire toutes les fausses

attaques sur sa droite et sur son centre, et porter ses plus grands efforts entre le Cluzon et l'Emme. Enfin, si les ennemis n'attendaient pas les Français dans leurs lignes, ils viendraient derrière la Cizole, ou les ruisseaux de la Marsaille, dans lesquels il y a très-peu de gués, et dont les lits sont très-encaissés : auquel cas, on ne pourrait les déposter qu'en manœuvrant par les hauteurs.

(32) Page 222.

Dans la campagne de 1694, le prince d'Orange, ayant, comme dans la précédente, la Flandre à garantir, et la ville de Liége à conserver aux alliés, prit à peu près la même position. Le maréchal de Luxembourg, qui commandait en Flandre sous monseigneur le dauphin, fit marcher l'armée vers Tongres, pour faire craindre au roi d'Angleterre le siége de Liége, s'il tentait de s'approcher de la Flandre française. Ce prince en fut long-temps persuadé, et se tint à portée de combattre le maréchal de Luxembourg, s'il venait à former cette entreprise. Les deux armées furent ainsi en présence, celle des alliés au Mont-Saint-André, celle de France à Vignamont, séparées de moins de deux lieues; mais la position du maréchal était inattaquable. Cependant le prince d'Orange, ne voyant aucune disposition pour assiéger Liége, voulut, en passant l'Escaut, pénétrer dans la Flandre française. Il n'avait pas plus de vingt-deux lieues à faire du Mont-Saint-André au pont des Pierres, sur l'Escaut; il en partit subitement le 18 août, ayant choisi ce jour, sachant l'armée française occupée à un grand fourrage de l'autre côté de la Meuse. Mais le maréchal de Luxembourg, prévoyant depuis long-temps ce mouvement, avait ouvert des marches sur ses derrières, fait faire des ponts sur tous les ruisseaux, et préparer des subsistances sur les points où il devait passer pour se porter sur l'Escaut. Dès l'instant où il fut averti du départ des alliés, il fit tirer trois coups de canon, dont il était convenu, pour faire rentrer au camp toutes les troupes qui pouvaient en être dehors, et fit partir sur-le-champ la cavalerie de la première ligne. Il se mit en marche à quatre heures, avec le dauphin, à la tête de la cavalerie de la seconde; et le reste de l'armée partit le lendemain 19, à quatre heures du matin, avec le maréchal de Villeroy. Le prince d'Orange avait donc gagné vingt-quatre heures sur l'armée du roi, qui d'ailleurs avait quinze lieues de plus à faire, la Sambre à passer deux fois, et un grand détour par Maubeuge, Condé et Tournay. Cependant M. de Villeroy, avec un détachement de l'armée, ayant marché dix-sept heures sans s'arrêter, arriva au pont des Pierres, où il trouva le marquis de la Valette, qui y était campé avec quinze bataillons, neuf régimens de cavalerie, deux de dragons. Le prince de Wirtemberg, en arrivant le 24, au matin, avec l'avant-garde des alliés, ne fut pas peu étonné de voir de l'autre côté de l'Escaut un aussi grand nombre de cavalerie et d'infanterie en bataille; il se décida alors à aller passer l'Escaut à Oudenarde : ce qui fit perdre deux jours aux ennemis, et donna le temps à toute l'armée d'arriver.

Cette marche est remarquable dans l'histoire des guerres de ce règne : elle mérite en effet toute sorte d'éloges, non seulement par l'ardeur et la volonté qui doivent régner dans une armée capable d'exécuter de semblables mouvemens, mais encore par la magnifique ordonnance du général qui la projette. Quelle sagacité ne faut-il pas dans un chef, pour lire ainsi dans l'avenir, et pour prendre une telle position contre laquelle son ennemi ne pourra rien entreprendre, et qui l'obligera en outre à telle tentative, pour éviter la honte d'une campagne inutile!... Partir vingt-quatre heures plus tard, avoir fait

quarante lieues quand son ennemi en a fait vingt-deux ; ce sont des prodiges réservés à des têtes organisées en grand, dont le génie se développe d'autant plus, si les circonstances sont plus difficiles. Des villes conquises, des batailles gagnées, sont dues le plus souvent au hasard et à la supériorité des forces ; ici ce sont les parties les plus savantes de l'art qui sont continuellement employées à rompre toutes les mesures d'un ennemi supérieur, et, par une adresse au-dessus de ses forces, à lui opposer sans cesse des obstacles impossibles à surmonter. Tel était Luxembourg.

(33) Page 224.

Le roi très-chrétien reprenant ses sentimens de bonté pour son altesse royale, comme elle l'en avait fait supplier, sadite altesse royale renonçait à tous traités faits avec l'empereur et ses alliés, et se chargeait d'employer tous ses soins auprès d'eux, afin d'obtenir la neutralité pour l'Italie, en attendant la paix générale. Le roi remettait au duc Pignerol, le fort Sainte-Brigite, la Péruse et autres forts en dépendans, dont les fortifications seraient démolies, sans pouvoir être jamais rétablies. Il rendait Suse et toute la Savoie, avec Montmélian ; il restituait de même le comté de Nice, avec Villefranche, dans l'état où elle était alors ; enfin le mariage de la princesse Marie-Adélaïde avec le duc de Bourgogne devait être arrêté incessamment.

(34) Page 226.

Par le traité avec la Hollande, ceux de Munster et de Nimègue sont confirmés. Ils rendent Pondichéri à la France.

Le traité avec l'Angleterre portait que le roi s'engage à n'inquiéter en aucune façon le roi Guillaume dans la

possession des royaumes, des pays, dont il jouissait.

Celui avec l'Espagne contenait la restitution de Gironne, Rose, Belver, Barcelone, Mons, Charleroy, Luxembourg, Courtray, Ath, leurs dépendances, et tout ce qui avait été réuni par les chambres de Metz et de Brisack, et la ville de Dinant, rendue à l'évêque de Liége.

Enfin, par le dernier traité, le roi s'engage à rendre à l'empereur et à l'Empire le fort de Kell, Philisbourg, tous les lieux et endroits situés hors de l'Alsace, qu'il avait occupés, soit pendant la guerre et par voie de fait, soit par voie d'union et de réunion, cassant, à cet effet, tous les arrêts donnés par les chambres de Metz et de Brisack. Il lui cède également Brisack et Fribourg, avec tous les forts construits ou réparés dans la Forêt Noire, ou dans le reste du Brisgaw.... La ville de Strasbourg fut cédée à perpétuité à la France ; le cardinal de Furstemberg rétabli dans l'évêché de Strasbourg, et le duc de Lorraine dans ses états. Ainsi, après dix ans de victoires, le roi demandait la paix à ses ennemis, se soumettait à rendre ses conquêtes, et à restituer tout ce qu'il avait prétendu être en droit de réunir à sa couronne, enfin tout ce qu'il avait refusé de rendre en 1688. Que de sang épargné, que d'hommes et de richesses conservés, que de maux de moins pour l'humanité, si ce roi, vain et présomptueux, eût fait déclarer à cette époque, par ses ambassadeurs, à toutes les cours de l'Europe qu'il préférait leur tranquillité à celle de ses peuples, à tous les avantages qu'il pourrait acquérir en la troublant !

Les puissances de l'est et du nord de l'Europe traitaient en même temps de la paix dans Carlowits, petite ville de Hongrie, sur le Danube ; les conditions en furent arrêtées en janvier 1699. Temesvar devint la borne des possessions autrichiennes et des domaines ottomans ; Ka-

minieck fut rendu aux Polonais; Pierre Ier, czar de Russie, resta maitre d'Asoph, avec quelques forts construits dans les environs de cette place. Le traité avec les Vénitiens souffrait plus de difficultés : on convint cependant que les Vénitiens et les Ottomans conserveraient tout ce qu'ils occupaient au moment de la paix, mais en incidentant sur chacune des conditions particulières qui devaient être spécifiées, et sur les précautions à prendre pour les sûretés réciproques.

On attendait à Carlowits le retour du courrier de Venise, pour conclure la paix. L'adhésion du sénat aux articles proposés terminait toutes les difficultés ; quatre traités furent conclus par les Turcs : le premier avec l'empereur, le second avec le roi de Pologne, le troisième avec le czar de Russie, et le quatrième avec la république de Venise.

Ce dernier traité contenait les articles suivans : 1° Le Péloponèse, jusqu'à l'isthme de Corinthe, en comprenant l'île de Gènes, était cédé à la république ; les Vénitiens évacuaient Lépante, rasaient les châteaux de Romélie et de Previsa, et consentaient que la navigation du golfe de Lépante et de Gènes fût libre aux deux nations. 2° Les Turcs cédaient à la république l'île de Sainte-Maure ; on convenait que les îles de l'Archipel seraient exemptes de tribut, tant de la part des Vénitiens que de la part des Turcs. 3° La république conservait, dans la Dalmatie, Knin, Sing et Ciclut, avec leur territoire. 4° Les villes de Castel-Nuovo et de Risanno restaient aux Vénitiens, avec leurs dépendances. 5° Les Vénitiens conservaient à Candie les ports qui leur avaient été abandonnés dans la guerre précédente.

(35) Page 226.

On a généralement blâmé Louis XIV d'avoir accepté le testament de Charles II ; il devait, dit-on, s'en tenir au traité de partage, pour éviter une guerre ruineuse dans un temps où les plaies faites à la France par les anciennes hostilités, loin de se fermer, étaient aggravées par les dépenses incalculables qu'avait occasionnées la construction du château de Versailles, et par l'émigration des protestans.

Mal à propos a-t-on voulu excuser cette acceptation, en prétendant que Louis XIV était le seul dans l'Europe, parmi les ennemis qu'il pouvait se faire, qui fût prêt et en état de soutenir la guerre sur mer et sur terre. On se tromperait bien fort, si on jugeait de la force de la France à cette époque par les efforts qu'on lui avait vu faire. La puissance d'un empire est fondée sur sa population et sur ses richesses réelles : ainsi faire des levées de soldats au-dessus de ce à quoi peuvent fournir les finances et le superflu de la population, au lieu d'annoncer la puissance, c'est une preuve de l'abus qu'on a fait de tout ce qui peut contribuer à la force d'un état.

La France, à la vérité, avait entretenu quatre cent mille hommes ; mais il s'en fallait de beaucoup qu'elle eût été alors en état de les entretenir sans écraser les peuples d'impôts, et encore moins qu'elle le fût en aucune manière à l'époque de l'acceptation.

Malgré l'éclat apparent jeté par le gouvernement de Louis XIV, il est certain que les forces réelles de cet empire, loin d'augmenter sous ce règne, ne firent que diminuer. Les guerres continuelles avaient englouti l'or et les générations de la France ; les campagnes manquaient de cultivateurs : ce n'était donc pas le moment de s'exposer à une nouvelle guerre, dont on ne pouvait calculer ni l'étendue, ni la durée, ni les suites.

(36) Page 230.

En acceptant le testament de Charles II, c'étaient des sacrifices qu'il fallait faire, et non des préparatifs, pour se mettre en mesure de faire la guerre aux Anglais et aux Hollandais : ces deux peuples n'entraient dans la ligue contre la France que dans la crainte de lui voir agrandir sa puissance dans les deux Indes, dès l'instant où la maison de Bourbon serait seule maîtresse des vastes et riches possessions dont les Espagnols s'étaient emparés dans ces deux parties du monde.

C'était alors peut-être que le conseil de Louis XIV aurait dû examiner avec attention s'il n'était pas plus avantageux pour la France et pour l'Espagne même d'abandonner des possessions dans les deux Indes, que de s'exposer à soutenir la guerre, en acceptant sans restriction le testament de Charles II.

Le conseil du roi aurait dû en même temps, étendant ses vues sur l'avenir, prévoir que les Anglais et les Hollandais, encouragés et enorgueillis par leurs succès déjà très-grands dans l'art de la navigation et du commerce, et uniquement adonnés à ces deux objets, devraient naturellement ne rien négliger pour s'y assurer une supériorité qui pût les mettre hors de crainte de toute concurrence.

(37) Page 251.

Le duc de Savoie signa, le 5 janvier 1703, son traité avec l'empereur, qui lui céda le Mont-Ferrat, le Mantouan, quelques places dans le Milanais, l'Alexandrin, le Vigevanosque, le territoire de Valence, les terres situées entre le Pô et le Tanaro, la vallée de Sesia, et le droit de fief sur les Langhes.

(38) Page 254.

Le maréchal de Tallard, après s'être mis en marche le 28 juin, de la basse Alsace ne put passer à Strasbourg que le 1er juillet, tandis que le duc de Marleborough avait joint, près d'Ulm, le prince de Bade, le 22 juin. Le maréchal de Tallard ne put se réunir à l'armée de l'électeur que le 4 août.

Quels avantages ne seraient pas résultés de l'union de ces deux armées, dès le 18 mai, temps où le maréchal de Tallard y conduisit ses recrues ! Par leur jonction, ils eussent eu une supériorité qui leur eût permis de se porter dans la Franconie, et le combat sanglant du 3 juillet, à Donavert, n'eût point eu lieu ; mais, loin de réparer ces fautes, on les aggrava ; on quitta la position inattaquable sur le bord du Danube, entre Dillinguen et Lavinguen, pour aller se placer à Hochstet, où les deux généraux crurent pouvoir attendre et défier toutes les forces de l'Empire. A ce défaut de connaissance d'un local avantageux se joignirent la sécurité la plus grande et la disposition la plus vicieuse. Les armées, quoique réunies, faisaient toujours deux armées ; elles campaient ensemble dans le même ordre que si elles eussent été séparées : la cavalerie de droite et de gauche de chacune se touchait, et formait le centre de la ligne. Elles furent ainsi disposées le jour de cette malheureuse bataille..... Le duc de Marleborough et le prince Eugène étaient trop habiles pour ne pas profiter de cette faute, et disposer leur attaque de la manière la plus propre à en assurer le succès : ils formèrent devant notre cavalerie, occupant le centre de notre première ligne, deux lignes d'infanterie, soutenues par trois lignes de cavalerie ; le grand feu des unes et la pesanteur des trois lignes de cavalerie de l'autre eurent bientôt renversé nos escadrons, qui n'é-

taient protégés par aucun feu de canon ni de mousqueterie. Pour mettre le comble à tant de fautes, M. de Tallard ayant voulu voir ce qui se passait à la gauche, toute sa cavalerie fut renversée, et lui fait prisonnier; dès-lors cette armée resta sans recevoir aucun ordre de qui que ce soit. M. de Tallard avait mis presque toute son infanterie dans le village de Blenheim; elle y resta constamment, et n'en sortit que prisonnière de guerre. L'armée du maréchal de Marsin avait eu quelques succès à la gauche; et les ennemis, qui en avaient eu de si grands sur notre droite, étaient dans le plus grand désordre entre l'armée de Marsin et le village de Blenheim, où se trouvaient les vingt-huit bataillons de l'infanterie française et douze escadrons de dragons. Si le maréchal de Marsin eût pensé à faire charger par sa seconde ligne ces troupes ennemies qui se trouvaient si en avant, il les eût prises en flanc, eût donné le temps à la cavalerie de Tallard de férailler, et à son infanterie de sortir en colonne de Blenheim; alors le combat eût pu recommencer, comme cela arriva à Fontenoy, et nous aurions obtenu la victoire à la place d'une honteuse défaite.

(39) Page 272.

Le maréchal de Villeroy, embarrassé les années précédentes des moindres mouvemens de l'armée ennemie, s'étant tenu dans ses lignes avec toute la timidité de l'incapacité, se porta tout d'un coup en avant, sans aucun objet à remplir, sans s'être donné le temps de démêler le projet des alliés. Il n'avait point à conquérir, il avait tous ses soins à employer pour conserver les Pays-Bas espagnols : quinze bataillons et dix-sept escadrons revenaient d'Alsace pour le joindre; ne devait-il pas les attendre dans une position avantageuse? Pourquoi choisir celle de Ramillies? Ce n'était pas pour se ménager les

moyens d'aller facilement à l'ennemi qu'il se plaça dans un pays couvert, puisqu'il y resta immobile; il y attendit plus de six heures, dans l'inaction, que le duc de Marleborough eût fait ses dispositions. Cette conduite prouvait incontestablement que le maréchal voulait recevoir le combat; et cependant il ne chercha à tirer aucun avantage de la nature du terrain. Ce qui est encore bien plus étrange, c'est qu'il ne pouvait être attaqué que depuis la Méhaine, où il avait appuyé sa droite, jusqu'aux sources de la petite Gette, répondant à peu près à son centre; tout le reste de son armée était couvert des marais de la Gette. Cependant il se plaça sur deux lignes dans toute sa droite, depuis son centre, comme dans toute sa gauche, la seconde ligne fort éloignée de la première, et laissant des équipages entre deux. Décidé à attendre l'ennemi, il fallait donc être plus fort dans la seule partie où il pouvait se diriger. D'ailleurs, osons le dire avec les gens de l'art, ce champ de bataille, rendu si mauvais par les dispositions du maréchal, pouvait devenir excellent pour tout autre général, en retranchant les villages de Franquières, Ramillies et Ofys; en élevant quelques redoutes dans les intervalles, en plaçant de l'infanterie à portée de les soutenir : tenant ensuite l'armée, formée derrière, sur plusieurs lignes redoublées, on pouvait espérer de n'être pas attaqué impunément dans une pareille position. Mais le maréchal avait marché sur la Méhaine, sans être instruit seulement de la position des ennemis : en y arrivant, il apprit que l'on appercevait la tête de leurs colonnes; et il se mit en bataille, sans consulter la nature du terrain.

(40) Page 275.

Plus on approfondit la conduite de madame de Maintenon au moment où elle maîtrisait Louis XIV, et moins

il est permis de douter de tous les maux dont elle fut la cause. Elle dégrada et bouleversa la fin du règne de ce monarque : on lui dut la révocation de l'édit de Nantes; elle contribua à la persécution contre les jansénistes. Ce fut elle qui fit ôter à M. de Catinat le commandement de l'armée d'Italie ; l'on peut lui reprocher les succès du prince Eugène contre M. de Villeroy, et tous les malheurs qui s'ensuivirent. Le duc de Vendôme était parvenu à les réparer en partie; madame de Maintenon le fit aussi rappeler. Son fanatisme pour les jésuites fit expédier des lettres de cachet, pour satisfaire son ame vindicative. Enfin elle dicta les mesures pour faire échouer le duc d'Orléans devant Turin, et l'empêcher de prendre cette ville, d'où dépendait le sort des Français en Italie, d'où ils furent honteusement chassés, et où ils ne revinrent plus pendant ce règne : ce qui occasionna une paix honteuse avec le duc de Savoie, et la perte de possessions plus vastes qu'on aurait pu conserver en Italie à la maison de Bourbon.

(41) Page 293.

On a reproché au maréchal de Villars, au moment où il arriva, le 9 septembre au matin, en-deçà des bois de Sars et de Blangies, de n'avoir pas passé la trouée, et de ne s'être pas placé en avant, après avoir occupé les bois qui la forment; le prince Eugène alors se serait trouvé dans une situation fâcheuse : aussi s'empressa-t-il de se placer à la tête de deux ou trois ruisseaux qui sortent des bois de Sars et de Blangies, et fit-il avancer beaucoup de canons pour retenir l'armée française dans la position qu'elle avait prise en arrivant sur le terrain par une canonnade et une forte escarmouche qui durèrent toute la journée du 9.

On a prétendu que cette démonstration de vouloir combattre les Français à la sortie de la trouée devait être une raison pour le maréchal d'y entrer, en pénétrant les bois de la droite et de la gauche avec toute la partie de l'infanterie qui n'aurait pas tenu dans la trouée, et faisant soutenir son front d'infanterie par son artillerie et plusieurs lignes de cavalerie.

Dans ce combat, où le maréchal aurait pu donner avec une grande supériorité, il eût fait abandonner aux ennemis le débouché de la trouée, et il aurait trouvé son camp au-delà, à la tête des petits ruisseaux qui sortent de ces bois, et qui deviennent plus considérables à mesure qu'ils approchent de la Trouille. Par cet avantage aisé à se procurer dans ce moment, il aurait au moins mis, dès le premier jour, le prince Eugène dans l'impossibilité de rester entre la Trouille et l'armée française, qui aurait eu une grande facilité pour étendre son front, sans que le prince pût répondre à ces mouvemens avec la même facilité, par l'embarras des ruisseaux, toujours plus forts en approchant de la Trouille.

Peut-être aussi, a-t-on dit, en restant en-deçà de la trouée et des bois, le maréchal, voulant recevoir le combat et ne pas le donner, aurait-il dû former sa première ligne plus en-deçà de la trouée, afin de se procurer un front plus étendu que celui de l'ennemi, obligé alors de venir à lui en traversant la trouée; il aurait pu, en préférant cette position, recourber les deux ailes de sa cavalerie vers les bois, en les appuyant par des corps d'infanterie.

Dès l'instant où, par l'inspection de la position du maréchal, de ses mouvemens et de ses préparatifs de fortification, le prince Eugène se fut convaincu que l'on ne voulait pas aller le chercher pour le combattre, il jugea qu'il aurait le temps de se faire joindre par les troupes qu'il avait laissées sous Tournay; ce qui prouve

la faute du maréchal, de n'avoir pas passé sur-le-champ la trouée et les bois.

Indépendamment, il avait laissé, par là, occuper aux ennemis un front plus étendu que le sien, et leur avait procuré l'avantage de pouvoir le déborder.

L'ennemi aurait pu faire au-delà des bois tous ses mouvemens, sans être apperçu; le maréchal s'était même si mal placé à l'extrémité de la langue des bois, sur sa gauche, qu'il la tenait par le travers et par le flanc gauche, de manière que les abattis placés sur le bord du bois, du côté de la trouée, ne faisaient aucun obstacle à l'ennemi pour attaquer les Français par leur flanc gauche, et les tourner, en pénétrant le bois à la faveur de cette langue qui était au-delà de celle qu'ils avaient occupée, sans que ce mouvement pût être apperçu, le maréchal n'ayant pas porté son attention au-delà de ce point qui fermait la gauche de son armée.

Les bois de Sars offraient les mêmes avantages à l'ennemi pour tourner la droite, sans être apperçu.

Le front n'était pas mieux disposé : le maréchal avait laissé occuper aux ennemis une petite futaie, au milieu de la trouée, d'où ils voyaient toutes les dispositions des Français, sans que l'on pût voir les leurs; il y avait encore sur ce même front, et en approchant de la gauche, des chemins creux, par le moyen desquels les ennemis pouvaient arriver, sans être apperçus, et sur la gauche des Français, du côté du bois, et sur leur droite, dans le centre de la trouée.

Pendant la bataille, on reproche au maréchal, qui aurait dû juger promptement des projets de l'ennemi, de ne l'avoir pas prévenu, en s'appercevant qu'il dirigeait ses efforts contre la gauche : d'une part, en fortifiant cette partie; de l'autre, en se servant des bataillons devenus inutiles derrière les bois de la droite et de la gauche,

pour marcher au front de l'ennemi qui était très-dégarni, le battre, ou au moins obliger le prince Eugène de le renforcer, en rappelant les troupes destinées à attaquer la gauche; dès-lors toute la direction des choses aurait probablement changé, et toute l'affaire aurait pris une face différente qui aurait pu être très-désavantageuse au prince Eugène.

(42) Page 294.

Le comte de Thaun s'était approché du Rhône, dans le dessein de se mettre à portée de donner la main au baron de Mercy, qui était entré dans la haute Alsace avec un corps d'armée, et qui, s'il n'avait pas été battu, devait établir des communications entre les troupes impériales qui seraient en Franche-Comté et en Alsace, et celles qui se trouveraient en Savoie, de manière à ce que ces dernières pussent hiverner dans cette partie des états du roi de Sardaigne, et être en mesure, par ce moyen, d'entrer beaucoup plus tôt en campagne, et de pouvoir pousser plus facilement en avant.

(43) Page 297.

Landrecies ne pouvait pas tenir long-temps; l'alarme était générale : une faute du prince Eugène délivra le roi et la France de tant d'inquiétudes.

Ses lignes, dit-on, étaient trop étendues; le dépôt de ses magasins dans Marchiennes trop éloigné. Le général Albemarle, posté à Dénain, était hors de portée d'être secouru assez tôt, s'il était attaqué. Un curé et un conseiller de Douay, se promenant ensemble vers ces quartiers, furent les premiers, dit-on, qui s'apperçurent de la facilité qu'il y aurait à attaquer Dénain, et des avantages que l'on en retirerait..... Cette idée fut communiquée au maréchal de Montesquiou, qui en fit part à M. de

Villars ; celui-ci, l'ayant approuvé, l'exécuta en donnant le change au prince Eugène. On force les retranchemens du général Albemarle ; tout est tué ou pris, généraux, officiers, soldats.... Tous les postes vers Marchiennes, le long de la Scarpe, sont emportés, l'un après l'autre, avec rapidité. Après trois jours de siége, Marchiennes lui-même est pris, et les quatre mille hommes qui le défendaient sont faits prisonniers : on se rend maître de toutes les munitions de guerre et de bouche amassées par les ennemis pour la campagne.... L'ennemi, déconcerté, lève le siége de Landrecies, et voit reprendre Douay, le Quesnoy, Bouchain ; enfin les frontières sont en sûreté, et l'armée du prince Eugène se retire diminuée de cinquante bataillons.

(44) Page 298.

Le traité d'Utrecht fut signé entre les plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Portugal, de Prusse, de Savoie et des Provinces-Unies. En voici le précis : La France reconnaissait la succession de la maison d'Hanovre au trône britannique, et promettait d'abandonner les intérêts de la maison Stuart. Elle s'engageait à combler le port de Dunkerque, et d'en raser les fortifications. Elle cédait à la Grande-Bretagne l'île Saint-Christophe, la baie d'Hudson et la nouvelle Écosse, ou Acadie, avec ses anciennes limites, sans les déterminer ; omission qui fut l'origine ou le prétexte des guerres qui s'élevèrent en 1754 entre la France et l'Angleterre, et dont les événemens ont fait passer le Canada sous la domination britannique.

La France et l'Espagne ratifiaient le traité de Bavière conclu le 29 janvier, entre l'Angleterre et la Hollande, pour la sûreté de cette république. En conséquence, Louis XIV s'engageait de remettre aux Hollandais toutes

les places occupées par ses armes dans les Pays-Bas espagnols. Les deux puissances promettaient de rapporter une cession de l'électeur de Bavière, en faveur de la maison d'Autriche, de tous les droits qu'il avait sur les Pays-Bas, à condition que ce prince serait rétabli dans ses états d'Allemagne. En échange, on restituait à la France Lille, Aire, Béthune. L'électeur de Brandebourg était reconnu pour roi de Prusse, par la France et par l'Espagne ; il renonçait à ses droits sur la principauté d'Orange, et restituait la ville de Rhinberg à l'électeur de Cologne : il recevait en échange la Gueldre espagnole, excepté Ruremonde.

Le duc de Savoie était reconnu roi de Sicile, en conséquence de la cession qui lui avait été faite de cette île par la cour de Madrid. La cour de France lui abandonnait encore les forteresses d'Exiles et de Fenestrelles, avec les vallées d'Oulx et de Pragelas. La sommité du Mont-Genèvre devait servir désormais de limite entre la France et le Piémont. Par ces cessions, la France se fermait entièrement l'entrée de l'Italie. On assurait à la maison d'Autriche le royaume de Naples, *lo' Stato degli Presidi*, le Milanais et les Pays-Bas espagnols. L'empereur devait rendre aux Génois le marquisat de Final ; il le leur vendit pour la somme de six millions : mais il garda le Mantouan, qui devait appartenir à Vincent de Gonzague, duc de Guastalla.

L'Empire devait conserver la ville de Landau ; la France promettait de lui rendre Kell, Brissack, et de raser le fort Louis. Philippe V consentait que l'impératrice, qui résidait alors à Barcelone, et les troupes allemandes à ses ordres, eussent la liberté de se retirer, sans être troublées dans leur marche.

Par un acte particulier entre la France et l'Angleterre, Philippe V cédait aux Anglais la forteresse de Gibraltar

Villars ; celui-ci, l'ayant approuvé, l'exécuta en donnant le change au prince Eugène. On force les retranchemens du général Albemarle ; tout est tué ou pris, généraux, officiers, soldats.... Tous les postes vers Marchiennes, le long de la Scarpe, sont emportés, l'un après l'autre, avec rapidité. Après trois jours de siége, Marchiennes lui-même est pris, et les quatre mille hommes qui le défendaient sont faits prisonniers : on se rend maître de toutes les munitions de guerre et de bouche amassées par les ennemis pour la campagne.... L'ennemi, déconcerté, lève le siége de Landrecies, et voit reprendre Douay, le Quesnoy, Bouchain ; enfin les frontières sont en sûreté, et l'armée du prince Eugène se retire diminuée de cinquante bataillons.

(44) Page 298.

Le traité d'Utrecht fut signé entre les plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Portugal, de Prusse, de Savoie et des Provinces-Unies. En voici le précis : La France reconnaissait la succession de la maison d'Hanovre au trône britannique, et promettait d'abandonner les intérêts de la maison Stuart. Elle s'engageait à combler le port de Dunkerque, et d'en raser les fortifications. Elle cédait à la Grande-Bretagne l'île Saint-Christophe, la baie d'Hudson et la nouvelle Écosse, ou Acadie, avec ses anciennes limites, sans les déterminer ; omission qui fut l'origine ou le prétexte des guerres qui s'élevèrent en 1754 entre la France et l'Angleterre, et dont les événemens ont fait passer le Canada sous la domination britannique.

La France et l'Espagne ratifiaient le traité de Bavière conclu le 29 janvier, entre l'Angleterre et la Hollande, pour la sûreté de cette république. En conséquence, Louis XIV s'engageait de remettre aux Hollandais toutes

les places occupées par ses armes dans les Pays-Bas espagnols. Les deux puissances promettaient de rapporter une cession de l'électeur de Bavière, en faveur de la maison d'Autriche, de tous les droits qu'il avait sur les Pays-Bas, à condition que ce prince serait rétabli dans ses états d'Allemagne. En échange, on restituait à la France Lille, Aire, Béthune. L'électeur de Brandebourg était reconnu pour roi de Prusse, par la France et par l'Espagne ; il renonçait à ses droits sur la principauté d'Orange, et restituait la ville de Rhinberg à l'électeur de Cologne : il recevait en échange la Gueldre espagnole, excepté Ruremonde.

Le duc de Savoie était reconnu roi de Sicile, en conséquence de la cession qui lui avait été faite de cette île par la cour de Madrid. La cour de France lui abandonnait encore les forteresses d'Exiles et de Fenestrelles, avec les vallées d'Oulx et de Pragelas. La sommité du Mont-Genèvre devait servir désormais de limite entre la France et le Piémont. Par ces cessions, la France se fermait entièrement l'entrée de l'Italie. On assurait à la maison d'Autriche le royaume de Naples, *lo' Stato degli Presidi*, le Milanais et les Pays-Bas espagnols. L'empereur devait rendre aux Génois le marquisat de Final ; il le leur vendit pour la somme de six millions : mais il garda le Mantouan, qui devait appartenir à Vincent de Gonzague, duc de Guastalla.

L'Empire devait conserver la ville de Landau ; la France promettait de lui rendre Kell, Brissack, et de raser le fort Louis. Philippe V consentait que l'impératrice, qui résidait alors à Barcelone, et les troupes allemandes à ses ordres, eussent la liberté de se retirer, sans être troublées dans leur marche.

Par un acte particulier entre la France et l'Angleterre, Philippe V cédait aux Anglais la forteresse de Gibraltar

et l'île de Minorque; il leur abandonnait, pendant trente-deux ans, le commerce de Guinée. La cour de France avait obtenu de celle d'Espagne le privilége exclusif pour la compagnie française de Guinée de fournir aux Espagnols pendant dix ans, à compter du 1er mai 1702, quatre mille huit cents Nègres chaque année, à raison de trente-trois piastres par tête de Nègres remis dans les îles espagnoles. Cette convention fut remplie jusqu'en 1712, où la compagnie française, ne trouvant pas son avantage à continuer ce commerce, les Anglais offrirent de s'en charger, mais sous des conditions plus avantageuses: la compagnie anglaise qui traita pour cet objet, prit le nom de la compagnie de *Lassiento;* et elle obtint d'envoyer chaque année, pendant la durée de son bail, un vaisseau de cinq cents tonneaux négocier sur les côtes de l'Amérique espagnole, pour vendre les marchandises achetées par les Anglais dans les marchés de la nouvelle Espagne, sous la condition de remettre aux douanes espagnoles un quart du profit que ferait ce vaisseau, et à la couronne d'Espagne les cinq pour cent des trois autres portions du gain.

Ces arrangemens étaient exposés à de grandes contestations. Ce vaisseau de cinq cents tonneaux en fut bientôt un de mille. Une patache qui le suivait, sous prétexte de porter des vivres, allait et venait continuellement; elle se chargeait dans les colonies anglaises des effets qu'elle apportait à ce vaisseau, qui, par ce moyen, ne désemplissant jamais, tenait lieu d'une flotte entière. Ce commerce interlope ruina bientôt celui des Espagnols et des autres nations intéressées dans la navigation des ports d'Espagne au golfe du Mexique. Vainement les Espagnols portèrent-ils des plaintes. Fatiguée de ne recevoir aucune satifaction, la cour d'Espagne donna des ordres pour visiter tous les vaisseaux anglais qui approcheraient des côtes de l'Amérique espagnole: les deux nations s'aigrirent, et elles ne tardèrent pas à se faire la guerre.

(45) Page 299.

Nous ne concevons pas comment, en parlant des rois, on veut toujours pallier leurs fautes les plus graves, même celles qui ont le plus contribué aux malheurs des peuples, en exaltant quelques-unes de leurs qualités, en leur appliquant mal à propos les grandes choses qui se sont faites sous leur règne, auxquelles ils n'ont contribué en aucune manière.

Ainsi l'on a parlé avec beaucoup d'éloges d'Alexandre; mais, supprimez la construction de la ville d'Alexandrie et l'espèce de création qu'il fit du commerce par le moyen de cette ville, qui, la première, pût recevoir avec facilité les productions de l'Inde, et les transmettre à l'Europe, Alexandre ne fut qu'un perturbateur du repos des peuples, en Europe, en Afrique et en Asie. Ce fut un grand général, mais un grand général dont les talens, mis en activité, furent les plus grands fléaux de l'humanité.

Auguste, qui donna son nom au siècle où il parut, et qui fut loué par ses contemporains d'une manière si exagérée, s'était couvert des crimes des proscriptions; mais il était parvenu à régner assez paisiblement sur une grande partie du monde connu. L'Italie se trouvait alors posséder plusieurs hommes de génie; mais c'est la suite assez ordinaire des guerres civiles. Grands orateurs, bons historiens, excellens poètes, philosophes, littérateurs, artistes, généraux, politiques, savans, Rome les possédait en assez grand nombre; mais la plupart, se trouvant en général trop heureux de mériter le moindre souvenir ou le plus petit regard du maître, en lui consacrant leurs

et l'île de Minorque; il leur abandonnait, pendant trente-deux ans, le commerce de Guinée. La cour de France avait obtenu de celle d'Espagne le privilége exclusif pour la compagnie française de Guinée de fournir aux Espagnols pendant dix ans, à compter du 1^er^ mai 1702, quatre mille huit cents Nègres chaque année, à raison de trente-trois piastres par tête de Nègres remis dans les îles espagnoles. Cette convention fut remplie jusqu'en 1712, où la compagnie française, ne trouvant pas son avantage à continuer ce commerce, les Anglais offrirent de s'en charger, mais sous des conditions plus avantageuses: la compagnie anglaise qui traita pour cet objet, prit le nom de la compagnie de *Lassiento;* et elle obtint d'envoyer chaque année, pendant la durée de son bail, un vaisseau de cinq cents tonneaux négocier sur les côtes de l'Amérique espagnole, pour vendre les marchandises achetées par les Anglais dans les marchés de la nouvelle Espagne, sous la condition de remettre aux douanes espagnoles un quart du profit que ferait ce vaisseau, et à la couronne d'Espagne les cinq pour cent des trois autres portions du gain.

Ces arrangemens étaient exposés à de grandes contestations. Ce vaisseau de cinq cents tonneaux en fut bientôt un de mille. Une patache qui le suivait, sous prétexte de porter des vivres, allait et venait continuellement; elle se chargeait dans les colonies anglaises des effets qu'elle apportait à ce vaisseau, qui, par ce moyen, ne désemplissant jamais, tenait lieu d'une flotte entière. Ce commerce interlope ruina bientôt celui des Espagnols et des autres nations intéressées dans la navigation des ports d'Espagne au golfe du Mexique. Vainement les Espagnols portèrent-ils des plaintes. Fatiguée de ne recevoir aucune satisfaction, la cour d'Espagne donna des ordres pour visiter tous les vaisseaux anglais qui approcheraient des côtes de l'Amérique espagnole: les deux nations s'aigrirent, et elles ne tardèrent pas à se faire la guerre.

(45) Page 299.

Nous ne concevons pas comment, en parlant des rois, on veut toujours pallier leurs fautes les plus graves, même celles qui ont le plus contribué aux malheurs des peuples, en exaltant quelques-unes de leurs qualités, en leur appliquant mal à propos les grandes choses qui se sont faites sous leur règne, auxquelles ils n'ont contribué en aucune manière.

Ainsi l'on a parlé avec beaucoup d'éloges d'Alexandre; mais, supprimez la construction de la ville d'Alexandrie et l'espèce de création qu'il fit du commerce par le moyen de cette ville, qui, la première, pût recevoir avec facilité les productions de l'Inde, et les transmettre à l'Europe, Alexandre ne fut qu'un perturbateur du repos des peuples, en Europe, en Afrique et en Asie. Ce fut un grand général, mais un grand général dont les talens, mis en activité, furent les plus grands fléaux de l'humanité.

Auguste, qui donna son nom au siècle où il parut, et qui fut loué par ses contemporains d'une manière si exagérée, s'était couvert des crimes des proscriptions; mais il était parvenu à régner assez paisiblement sur une grande partie du monde connu. L'Italie se trouvait alors posséder plusieurs hommes de génie; mais c'est la suite assez ordinaire des guerres civiles. Grands orateurs, bons historiens, excellens poètes, philosophes, littérateurs, artistes, généraux, politiques, savans, Rome les possédait en assez grand nombre; mais la plupart, se trouvant en général trop heureux de mériter le moindre souvenir ou le plus petit regard du maître, en lui consacrant leurs

travaux, semblaient lui en avoir de grandes obligations; et la légère postérité, au lieu de rendre hommage à la vérité, consacra ces adulations, exalta le nom d'Auguste.

Ce Léon X si préconisé, ces Médicis qui donnèrent leur nom à leur siècle, parce qu'ils protégeaient les arts et les lettres, donnez-vous la peine de les suivre dans leur vie privée et publique, dans leurs intrigues, leurs passions, leurs crimes, leur despotisme; voyez-les sacrifiant tout à leurs plaisirs, à leurs goûts déréglés, conspirant continuellement contre la liberté, remuant l'Italie toute entière pour satisfaire leur ambition, entourés, à la vérité, d'une multitude de flatteurs qui avaient des talens, mais point de force d'ame, point de caractère, occupés uniquement à encenser leur idole, au lieu d'avoir le courage de lui dire des vérités utiles pour le bonheur du peuple, toujours trop oublié.

N'a-t-on pas aussi voulu faire un trop grand mérite à François Ier d'avoir protégé les lettres?

Jusqu'à quel point n'a-t-on pas préconisé la reine Élisabeth, parce que, sous son règne, l'Angleterre avait eu des grands hommes? Mais examinez cette princesse en particulier, ses caprices, ses singularités, son arrogance, ses cruautés, ses basses intrigues, vous jugerez ce que cette princesse eut de mérite vraiment personnel.

Combien, au contraire, n'a-t-on pas été modeste sur le compte d'Henri IV! combien l'on s'est appesanti sur quelques-uns de ses défauts, pour passer très-légèrement sur ses vertus, ses qualités, ses talens, l'excellence de son cœur!

Louis XIV est venu aussi faire porter son nom à son siècle, et l'on a voulu cacher les maux qu'on lui devait, derrière les grandes choses qui se sont faites de son temps. Ses cruautés envers les protestans, ses duretés envers les

jansénistes, ses hauteurs avec les étrangers, ses petitesses avec les femmes, ses sévérités excessives dans les choses personnelles, ses guerres continuelles et sans motif, l'embrasement du Palatinat, sa hauteur, sa ridicule vanité; la dépopulation de la France; le dérangement excessif dans les finances; une masse énorme de dettes, le commerce languissant, le crédit perdu, l'agriculture négligée: tous ces défauts, toutes ces fautes, tous ces maux, dont on se ressent encore, dûrent être oubliés, à en croire plusieurs écrivains, par la raison que, dans le temps où régnait Louis XIV, il se trouvait en France une réunion d'hommes extraordinaires dans tous les genres. Mais Louis XIV les créa-t-il? les protégea-t-il? les encouragea-t-il? Non: il en distingua quelques-uns assez faiblement, et en oublia la plus grande partie. La Fontaine fut négligé, Fénélon encourut sa disgrace.

On parla aussi beaucoup de Charles XII, qui n'aurait dû être connu que comme un des fléaux du genre humain.

Pierre Ier fut regardé comme le créateur de la société et de la puissance en Russie; mais il laissa les Russes sous le poids de l'esclavage.

Enfin Frédéric le Grand parut; mais il osa afficher de la raison, de la philosophie, du mépris pour les préjugés, de grandes vues, de grandes connaissances sur tous les objets, et on se borna à parler de lui comme général: cependant, à peine eut-il terminé la guerre de sept ans, il s'occupa constamment à faire fleurir en Prusse et dans ses autres états le commerce, l'agriculture, les arts, les manufactures, les sciences, les belles-lettres, la justice, tout ce qui pouvait augmenter la population et le bonheur de ses sujets. L'histoire ne s'occupera-t-elle jamais qu'à consacrer le nom des destructeurs de l'humanité, sans parler des vertus modestes des vrais amis de l'ordre

social? et ne verra-t-elle le mérite des grands hommes d'un siècle que dans un seul homme?

(46) Page 376.

Trente n'est pas la seule entrée de l'Italie pour l'empereur; il y a des chemins qui conduisent à Vicence et à Trévise, par lesquels on peut passer. Le Frioul, dont la plus grande partie appartient à l'empereur, et qui tient à ses pays héréditaires, peut encore lui fournir les moyens d'y rentrer. Ainsi il faut prendre une position qui assure également contre les différens partis que l'ennemi pourrait prendre; ce qui ne se peut qu'en s'emparant de certains postes et d'une place d'armes chez les Vénitiens, de laquelle on puisse porter la guerre en avant, y former des magasins et des entrepôts, et arrêter l'ennemi au débouché des montagnes, desquelles il sera toujours le maître, parce qu'elles lui appartiennent, qu'il y est établi, et que les peuples sont à lui.

Vérone est la seule place d'armes convenable; elle donne le passage de l'Adige, et en assure presque le cours: si l'on pouvait occuper Legnago, alors on se formerait une frontière, et comme une ligne qui assurerait contre tous les événemens.

Outre Vérone et le cours de l'Adige, il convient encore de s'emparer de Peschiera, pour assurer avec Goito le cours du Mincio, de Sermione et de Zenzano, sur le lac de Garde; on occuperait ensuite quelques autres postes sur les deux rives du lac, pour fermer les deux passages, l'un entre l'Adige et le lac, et l'autre qui conduit dans le Brescian.

Il faut avoir aussi des barques armées sur le lac, pour être maître de la navigation, l'ôter aux ennemis, aussi bien que pour faciliter les subsistances; il faut aussi former des magasins de fourrages, pour tenir l'armée ensemble, en tâchant de les faire en avant, pour les ôter aux ennemis en se les procurant.

Une fois dans cette position, on peut tenter le projet de marcher sur Trente, parce qu'on serait en état de se soutenir de proche en proche.

(47) Page 379.

Vers l'an 1688, il naquit à Culot, dans la province du Korasan, un homme qui, après avoir atteint l'âge d'environ trente ans, borné d'abord au commandement d'une compagnie de cavalerie, ayant été élevé, par sa bravoure et son habileté, à un grade supérieur qui lui donnait mille hommes à commander, commença à laisser transpirer son ambition en 1720. Après avoir battu, avec un corps de quatre mille cavaliers et de deux mille fantassins, les Tartares-Usbeks qui faisaient une irruption dans le Korasan, au nombre de quarante mille combattans; mal récompensé pour une aussi belle action, puni même cruellement pour s'être plaint, Nadir s'enfuit, se joignit à des voleurs de grand chemin, enrôla des bandits, se trouva bientôt à la tête de cinq cents hommes à cheval, et fit contribuer tous les pays où il se présenta.

Les Aghwans s'étaient rendus maîtres d'Ispahan; les Turcs et les Moscovites s'étaient jetés sur divers états de la Perse. *Scha Thamas* n'avait plus que deux ou trois provinces; il avait besoin de secours, et sur-tout d'un homme aussi brave et aussi entreprenant que Nadir, qui se trouvait alors à la tête d'un corps de trois à quatre mille hommes; il lui offrit, en 1727, le pardon de toutes ses fautes, et de le faire *min bachi*, s'il voulait venir le joindre. Nadir y consentit; et, ayant été nommé général en 1729, il déploya dès-lors toute l'étendue de ses talens. Dans le mois d'août de cette même année, Nadir

marcha contre Aschruff, successeur de Maghmud, et, après lui avoir tué douze mille hommes, l'obligea de se retirer vers Ispahan, avec le tiers de son armée. Alors Thamas fit à son général le plus grand honneur qu'un roi de Perse puisse faire; il lui ordonna de porter son nom, et le nomma *Thamas Kouli*, ou l'esclave de Thamas, en y ajoutant le mot *Kan*, qui signifie seigneur.

Bientôt après l'esclave, voulant devenir le maître, excita une révolte, fit enfermer *Thamas*, et plaça sur le trône un fils de ce prince. Cet enfant, qui était encore au berceau, ayant jeté quelques cris, *Kouli-Kan* prétendit que le jeune prince redemandait les provinces que les Turcs avaient envahies. Aussitôt il se fait nommer régent, et déclare la guerre aux Turcs; il les bat dans plusieurs batailles rangées, dont la plus mémorable fut celle d'Érivan, le 28 mai 1735, où les Turcs perdirent cinquante mille hommes et plusieurs provinces. Ces succès ayant fait élever *Kouli-Kan* sur le trône de Perse par tous les grands de l'empire, il ne tarda pas à prendre Candahar, après dix-huit mois de siége. Cabut, capitale de la province du même nom, et frontière de l'Indoustan, eut le même sort. Le nouveau roi de Perse ne s'en tint pas là; il écrivit à l'empereur du Mogol d'avoir à lui livrer cent millions et quatre provinces : en attendant la réponse, il pénètre dans l'Inde, s'empare de Peshor, et bientôt après de Lahor, d'où il marche à la rencontre du grand Mogol; et, après l'avoir battu complètement, s'être emparé de toute son artillerie, de ses trésors, de ses joyaux, de toutes ses armes et de toutes ses munitions, il le fait enfermer, et se fait proclamer empereur des Indes le 7 mars 1739.

Tout se passa d'abord avec beaucoup de tranquillité; mais une taxe sur le blé causa un grand tumulte, et Thamas, ayant voulu se retirer dans une mosquée, y fut

attaqué à coups de pierres; on tira même sur lui. Ce prince, se livrant alors à toute sa fureur, ordonna un massacre général, où il périt cent vingt mille habitans. On fait monter les dommages de cette irruption des Perses à 125 millions de livres sterlings.

Le monarque persan finit par demander à l'empereur du Mogol une de ses filles pour son fils, et toutes les provinces situées au-delà des rivières du Teke et de l'Indus, du côté de la Perse, où il rentra après avoir surmonté de grands obstacles, et où il fut massacré le 8 juin 1747.

Ses conquêtes ne furent marquées que par des ravages; il ne fut qu'un illustre scélérat. Pendant la guerre, il vivait comme un simple soldat; dans la paix, il n'était pas moins frugal : quant à sa religion, il n'en eut aucune.

(48) Page 388.

Quand on veut réfléchir attentivement sur les causes qui ont le plus souvent occasionné les malheurs des armées françaises en Italie, on les trouve en grande partie dans les alliances de la France avec la maison de Savoie, et dans la confiance trop aveugle dans les promesses et la mauvaise foi des princes de cette maison. Mal à propos crut-on important de les ménager, pour s'assurer un passage par les Alpes. Étaient-ils alliés, presque toujours d'accord avec les ennemis, ils contrariaient, ou ils faisaient échouer tous les plans de campagne et tous les projets hostiles des généraux français qui se trouvaient sous leurs ordres; étaient-ils ennemis, dès-lors on se croyait obligé d'attaquer la Savoie, et de sacrifier ensuite beaucoup de monde pour pénétrer dans le Piémont : tandis qu'on négligeait de tirer parti de tous les avantages que pouvait procurer une alliance avec les Génois, dont la position à l'entrée de l'Italie pouvait assurer les moyens

marcha contre Aschruff, successeur de Maghmud, et, après lui avoir tué douze mille hommes, l'obligea de se retirer vers Ispahan, avec le tiers de son armée. Alors Thamas fit à son général le plus grand honneur qu'un roi de Perse puisse faire; il lui ordonna de porter son nom, et le nomma *Thamas Kouli*, ou l'esclave de Thamas, en y ajoutant le mot *Kan*, qui signifie seigneur.

Bientôt après l'esclave, voulant devenir le maître, excita une révolte, fit enfermer *Thamas*, et plaça sur le trône un fils de ce prince. Cet enfant, qui était encore au berceau, ayant jeté quelques cris, *Kouli-Kan* prétendit que le jeune prince redemandait les provinces que les Turcs avaient envahies. Aussitôt il se fait nommer régent, et déclare la guerre aux Turcs; il les bat dans plusieurs batailles rangées, dont la plus mémorable fut celle d'Érivan, le 28 mai 1735, où les Turcs perdirent cinquante mille hommes et plusieurs provinces. Ces succès ayant fait élever *Kouli-Kan* sur le trône de Perse par tous les grands de l'empire, il ne tarda pas à prendre Candahar, après dix-huit mois de siége. Cabut, capitale de la province du même nom, et frontière de l'Indoustan, eut le même sort. Le nouveau roi de Perse ne s'en tint pas là; il écrivit à l'empereur du Mogol d'avoir à lui livrer cent millions et quatre provinces : en attendant la réponse, il pénètre dans l'Inde, s'empare de Peshor, et bientôt après de Lahor, d'où il marche à la rencontre du grand Mogol; et, après l'avoir battu complètement, s'être emparé de toute son artillerie, de ses trésors, de ses joyaux, de toutes ses armes et de toutes ses munitions, il le fait enfermer, et se fait proclamer empereur des Indes le 7 mars 1739.

Tout se passa d'abord avec beaucoup de tranquillité; mais une taxe sur le blé causa un grand tumulte, et Thamas, ayant voulu se retirer dans une mosquée, y fut attaqué à coups de pierres; on tira même sur lui. Ce prince, se livrant alors à toute sa fureur, ordonna un massacre général, où il périt cent vingt mille habitans. On fait monter les dommages de cette irruption des Perses à 125 millions de livres sterlings.

Le monarque persan finit par demander à l'empereur du Mogol une de ses filles pour son fils, et toutes les provinces situées au-delà des rivières du Teke et de l'Indus, du côté de la Perse, où il rentra après avoir surmonté de grands obstacles, et où il fut massacré le 8 juin 1747.

Ses conquêtes ne furent marquées que par des ravages; il ne fut qu'un illustre scélérat. Pendant la guerre, il vivait comme un simple soldat; dans la paix, il n'était pas moins frugal : quant à sa religion, il n'en eut aucune.

(48) Page 388.

Quand on veut réfléchir attentivement sur les causes qui ont le plus souvent occasionné les malheurs des armées françaises en Italie, on les trouve en grande partie dans les alliances de la France avec la maison de Savoie, et dans la confiance trop aveugle dans les promesses et la mauvaise foi des princes de cette maison. Mal à propos crut-on important de les ménager, pour s'assurer un passage par les Alpes. Étaient-ils alliés, presque toujours d'accord avec les ennemis, ils contrariaient, ou ils faisaient échouer tous les plans de campagne et tous les projets hostiles des généraux français qui se trouvaient sous leurs ordres; étaient-ils ennemis, dès-lors on se croyait obligé d'attaquer la Savoie, et de sacrifier ensuite beaucoup de monde pour pénétrer dans le Piémont : tandis qu'on négligeait de tirer parti de tous les avantages que pouvait procurer une alliance avec les Génois, dont la position à l'entrée de l'Italie pouvait assurer les moyens

marcha contre Aschruff, successeur de Maghmud, et, après lui avoir tué douze mille hommes, l'obligea de se retirer vers Ispahan, avec le tiers de son armée. Alors Thamas fit à son général le plus grand honneur qu'un roi de Perse puisse faire; il lui ordonna de porter son nom, et le nomma *Thamas Kouli*, ou l'esclave de Thamas, en y ajoutant le mot *Kan*, qui signifie seigneur.

Bientôt après l'esclave, voulant devenir le maître, excita une révolte, fit enfermer *Thamas*, et plaça sur le trône un fils de ce prince. Cet enfant, qui était encore au berceau, ayant jeté quelques cris, *Kouli-Kan* prétendit que le jeune prince redemandait les provinces que les Turcs avaient envahies. Aussitôt il se fait nommer régent, et déclare la guerre aux Turcs; il les bat dans plusieurs batailles rangées, dont la plus mémorable fut celle d'Érivan, le 28 mai 1735, où les Turcs perdirent cinquante mille hommes et plusieurs provinces. Ces succès ayant fait élever *Kouli-Kan* sur le trône de Perse par tous les grands de l'empire, il ne tarda pas à prendre Candahar, après dix-huit mois de siége. Cabut, capitale de la province du même nom, et frontière de l'Indoustan, eut le même sort. Le nouveau roi de Perse ne s'en tint pas là; il écrivit à l'empereur du Mogol d'avoir à lui livrer cent millions et quatre provinces : en attendant la réponse, il pénètre dans l'Inde, s'empare de Peshor, et bientôt après de Lahor, d'où il marche à la rencontre du grand Mogol; et, après l'avoir battu complètement, s'être emparé de toute son artillerie, de ses trésors, de ses joyaux, de toutes ses armes et de toutes ses munitions, il le fait enfermer, et se fait proclamer empereur des Indes le 7 mars 1739.

Tout se passa d'abord avec beaucoup de tranquillité; mais une taxe sur le blé causa un grand tumulte, et Thamas, ayant voulu se retirer dans une mosquée, y fut

attaqué à coups de pierres; on tira même sur lui. Ce prince, se livrant alors à toute sa fureur, ordonna un massacre général, où il périt cent vingt mille habitans. On fait monter les dommages de cette irruption des Perses à 125 millions de livres sterlings.

Le monarque persan finit par demander à l'empereur du Mogol une de ses filles pour son fils, et toutes les provinces situées au-delà des rivières du Teke et de l'Indus, du côté de la Perse, où il rentra après avoir surmonté de grands obstacles, et où il fut massacré le 8 juin 1747.

Ses conquêtes ne furent marquées que par des ravages; il ne fut qu'un illustre scélérat. Pendant la guerre, il vivait comme un simple soldat; dans la paix, il n'était pas moins frugal : quant à sa religion, il n'en eut aucune.

(48) Page 388.

Quand on veut réfléchir attentivement sur les causes qui ont le plus souvent occasionné les malheurs des armées françaises en Italie, on les trouve en grande partie dans les alliances de la France avec la maison de Savoie, et dans la confiance trop aveugle dans les promesses et la mauvaise foi des princes de cette maison. Mal à propos crut-on important de les ménager, pour s'assurer un passage par les Alpes. Étaient-ils alliés, presque toujours d'accord avec les ennemis, ils contrariaient, ou ils faisaient échouer tous les plans de campagne et tous les projets hostiles des généraux français qui se trouvaient sous leurs ordres; étaient-ils ennemis, dès-lors on se croyait obligé d'attaquer la Savoie, et de sacrifier ensuite beaucoup de monde pour pénétrer dans le Piémont : tandis qu'on négligeait de tirer parti de tous les avantages que pouvait procurer une alliance avec les Génois, dont la position à l'entrée de l'Italie pouvait assurer les moyens

d'y pénétrer beaucoup plus vite, par plusieurs points, sans avoir autant de risques à courir, ni autant d'obstacles à surmonter, soit pour assurer sa retraite, soit pour établir sa ligne d'opérations. Ainsi, par exemple, la première fois que François Ier voulut entrer en Italie, un hasard heureux lui en facilita le passage; encore aurait-il échoué, si les Suisses fussent arrivés plus tôt à Suse. Si, au contraire, il eût dirigé sa marche par les états de Gènes, comme le fit Émar de Prie, en simulant cependant le desir de traverser les Alpes du côté du Mont-Genèvre, il eût facilement ou débouché en Lombardie, après avoir traversé les Apennins, et s'être assuré, avant de passer le Pô, des places qui se trouvent en-deçà de ce fleuve, ou, laissant ce fleuve à sa gauche, dont il se serait couvert, et qui lui eût procuré les plus grandes facilités pour ses subsistances, sur-tout après s'être emparé de Valence, Pavie, Tortone et Alexandrie, les états de Gènes se trouvant à sa droite, il eût donné les plus grandes inquiétudes à Médicis et au vice-roi de Naples, non seulement sur leur derrière, qui pouvait à tout moment être attaqué par les débouchés des états de Gènes sur le Parmesan et le Modénois, mais par une véritable diversion dans la Toscane, qu'il eût été si facile d'exécuter. Pendant ces opérations, le roi aurait pu pousser bien plus vivement ses négociations avec les Suisses; et, s'il avait eu le bonheur de battre ou de faire fuir Médicis et le vice-roi, cela devait suffire pour déterminer les Suisses en sa faveur, et il se trouvait maître de l'Italie presque sans avoir tiré l'épée.

Ce que nous venons de dire de la première tentative de François 1er, on pourrait le dire de toutes les autres de ce prince, ainsi que de celles de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. Nous nous bornons à ce petit nombre d'idées sur cet objet important, sur lequel nous serions entrés dans de bien plus grands développemens, si, dans ce moment, la France, en s'étant sagement réservé le Piémont, ne s'était pas assuré toutes les Alpes, et les moyens d'entrer à sa volonté en Italie.

(49) Page 394.

Le 8 février 1743, à deux heures et demie, après une canonnade très-vive de part et d'autre, l'infanterie autrichienne, sur deux lignes, à huit hommes de profondeur chacune, entama l'action contre les gardes wallones. Dans le moment où l'infanterie s'ébranlait, les carabiniers d'Espagne fondirent, le sabre à la main, sur dix-huit escadrons qui se formaient devant eux. La vivacité de leur choc culbuta les Allemands; un grand nombre fut taillé en pièces, et le reste tellement dispersé, qu'on n'en vit reparaître aucun pendant toute l'action. La défection de cette cavalerie laissait à découvert un des flancs de l'armée autrichienne; le comte de Thaun le couvrit par un corps d'infanterie tiré de sa réserve, formée en colonne. Cependant les gardes wallones avaient enfoncé, la baïonnette au bout du fusil, les deux lignes de la gauche des Autrichiens; mais, l'armée espagnole ayant perdu du terrain sur sa gauche, le temps qu'on mit à réparer le désordre dans cette partie sauva l'armée autrichienne. La frayeur commençait à s'y répandre, et la nuit, qui survint, ravit aux Espagnols le fruit de leur victoire; ils n'osèrent s'abandonner à la poursuite de l'ennemi, dans un pays où ils n'avaient ni place ni point d'appui.

(50) Page 397.

Voyez, pour la ligne d'opérations, le supplément au Dictionnaire sur l'art militaire, dans l'*Encyclopédie méthodique*, mot : *Système de guerre moderne.*

(51) Page 428.

« Jai été surpris dans mon camp ; il a été forcé ; les « ennemis sont entrés jusque dans notre quartier général, « d'où ils ont ensuite été chassés avec perte. Vos armes « sont victorieuses, et le royaume de Naples est en sû- « reté ; mais ce succès appartient tout entier aux troupes « de votre majesté. Leur valeur a réparé mes fautes, que « l'événement ne justifie pas, et qui deviendraient impar- « donnables, si je cherchais à les diminuer. »

Nous n'avons pu nous refuser au plaisir de citer cette lettre, qui immortalise le comte de Gages : on ne saurait trop la faire connaître, quoiqu'elle soit citée dans plusieurs historiens.

(52) Page 445.

Le roi de Pologne, électeur de Saxe, abandonnait, par le traité de Dresde, à la couronne de Prusse ses droits sur la Silésie. Le conseil de Vienne lui garantissait cette même Silésie et le comté de Glatz. Frédéric, de son côté, garantissait à la reine d'Hongrie tous ses états d'Allemagne, et accédait à l'élection du grand duc à la dignité impériale. L'électeur palatin et le landgrave de Hesse étaient compris dans cet accommodement.

(53) Page 476.

Le frère du maréchal de Belle-Isle partagea son armée en trois colonnes. Une, sous les ordres du maréchal de camp Villemur, eut ordre de tourner les sinuosités de la montagne, du côté de Fenestrelles, par des sentiers impraticables, et d'attaquer l'assiette par le revers, pendant que l'attaque principale se dirigeait du côté de Briançon ; la seconde colonne était dirigée par le général ; la

troisième, qui formait l'arrière-garde, traînait l'artillerie. Si les trois corps eussent attaqué ensemble, les Piémontais se seraient retirés. Brigueras avait même reçu du général Saint-Sébastien l'ordre verbal d'évacuer le poste, et de se replier dans Exiles ; mais cet officier, se voyant attaqué par les Français sans attendre leur canon, et sans que la colonne de Villemur, égarée dans les montagnes, fût arrivée à sa destination, refusa de se retirer sans un ordre par écrit. En attendant, il se défendit ; l'action dura deux heures, c'est-à-dire que les Piémontais tuèrent deux heures de suite, sans aucun danger de leur part, tous les Français qu'ils choisirent : la perte tomba principalement sur les officiers ; presque tous ceux de Bourbonnais furent tués. Belle-Isle, désespéré du mauvais succès d'une attaque conduite contre l'avis des officiers les plus expérimentés, se fit tuer au pied des palissades : blessé aux deux mains, il tâchait d'arracher le bois avec les dents, lorsqu'il reçut le coup mortel. L'armée, sans chef, fit sa retraite sous Briançon ; mais cette retraite était difficile dans des défilés étroits, dominés par les montagnes, dont les Piémontais étaient maîtres. Les Piémontais ne perdirent pas cent hommes : on compta dans l'armée française près de quatre mille morts, et deux mille blessés.

(54) Page 481.

On prit pour base du traité d'Aix-la-Chapelle celui de Westphalie. Toutes les puissances garantissaient à l'impératrice reine les états héréditaires que la maison d'Autriche possédait en Allemagne et dans la Belgique, à l'exception de la Silésie et du comté de Glatz, assuré au roi de Prusse ; le duc de Modène était remis en possession de ses états, pour les posséder comme avant la guerre ; le roi de Sardaigne gardait le Vigevanosque, le comté de Denghierra, et la partie du Pavesan qui lui

avait été cédée par l'impératrice reine ; mais il renonçait au marquisat de Final, à Savone et aux autres conquêtes qu'il avait faites sur les Génois, pour ne conserver sur la côte du Ponent que le petit district d'Oneille, dont il avait depuis long-temps la souveraineté. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla, étaient cédés à l'infant duc Philippe, à condition que, s'il venait à mourir sans enfans, ou que, s'il montait sur le trône de Naples, les trois duchés reviendraient à ceux qui les possédaient pendant la guerre.

Ferdinand VI, roi d'Espagne, n'avait point de postérité, et sa mauvaise santé ne lui promettait pas une longue vie. Il était dans l'esprit du traité d'Aix-la-Chapelle que le roi des deux Siciles passerait en Espagne, avec sa famille, après la mort de son frère aîné ; que le duc Philippe monterait sur le trône de Naples, et que les duchés dont il était en possession reviendraient, celui de Plaisance au roi de Sardaigne, ceux de Parme et de Guastalla à la reine d'Hongrie.

La convention de Lassiento fut confirmée en faveur des Anglais pour quatre années, pendant lesquelles ils auraient la liberté d'envoyer un vaisseau chargé de marchandises dans l'Amérique espagnole.

Toutes les puissances reconnurent le grand duc de Toscane pour empereur ; les Anglais rendirent à la France le cap Breton ; toutes les conquêtes furent restituées de part et d'autre. On laissa indécis ce qui regardait les limites de l'Acadie, et le droit auquel prétendaient les Anglais de naviguer dans les mers de l'Amérique espagnole sans être sujets à la visite des gardes-côtes de cette nation.

(55) Page 485.

On a tant écrit sur les guerres en Allemagne et en Flandre, de 45 à 48, et sur celles de 55 à 63, que nous avons cru inutile de répéter dans cet ouvrage des choses qu'il est infiniment préférable de lire ou d'étudier dans les auteurs originaux.

(56) Page 486.

Par le traité signé en janvier 1763, entre les différentes puissances belligérantes, le roi de Prusse garda la Silésie. L'Angleterre enleva à la France le Canada entier, Louisbourg, l'île de Grenade, le Sénégal ; elle enleva à l'Espagne la Floride et Pensacola, et, pour dédommager la cour de Madrid de cette perte, le conseil de Paris lui abandonna la Louisiane, etc.

Ce fut alors que la France s'engagea de faire passer des troupes en Corse.

(57) Page 487.

M. de Neuhoff était un pauvre baron de Westphalie, frère d'une dame établie en France à la cour de la duchesse d'Orléans. Cet homme, destiné à parcourir tous les rangs, avait été page de la duchesse d'Orléans, qui lui procura une compagnie dans le régiment de la Marck. Il fut successivement colonel au service d'Espagne, et collaborateur de Jean Law, pendant le système : après la fuite de cet Irlandais, Neuhoff courut après la fortune dans différentes cours de l'Europe. Obligé de changer de séjour pour éviter ses créanciers, il vint à Gènes, où il fit connaissance avec un moine qui avait des correspondances en Corse : ce qu'il apprit de cette île, lui fit former le dessein de s'en faire roi. Neuhoff exagérait les moyens qu'avaient les Corses, et combien il leur serait facile de chasser les Génois de chez eux, s'ils avaient à leur tête un homme habile et accrédité : à l'entendre,

il avait une très-grande influence sur les cours de Vienne, de Londres et de Paris. On venait de mettre en liberté à Gènes quatre Corses, par la médiation de Louis XV; Neuhoff leur persuada qu'il était l'instrument de leur délivrance : ceux-ci, simples et enthousiastes, prièrent le baron d'être leur protecteur contre leurs tyrans. Bientôt après on lui proposa de venir gouverner le pays : avant d'accepter, Neuhoff fit sentir aux principaux Corses, qui lui faisaient ces offres, qu'il était essentiel qu'il allât négocier avec les principales puissances de l'Europe.

Le baron erra long-temps sans trouver personne qui voulût s'intéresser à ses vastes projets. Enfin il passe en Afrique, persuade au dey d'Alger qu'il lui assujettira la Corse; et il en obtient un vaisseau de dix canons, quatre mille fusils, mille sequins et quelques provisions. Neuhoff, arrivé à Livourne, vend le vaisseau, s'embarque sur un navire anglais, et arrive à la rade d'Aleria le 15 mars 1736, accompagné de cinq à six personnes. Les Corses, prévenus de son arrivée, vinrent le recevoir, et le conduisirent avec honneur au château de Compoloro, où il vécut en prince, recevant de temps en temps de Livourne des courriers apostés qui lui apportaient de prétendues dépêches des puissances de l'Europe et de l'Afrique. L'assemblée générale de la nation l'élut unanimement roi de Corse, sous le nom de Théodore Ier; après avoir fait divers réglemens en faveur de la liberté du peuple, il fut couronné dans l'église des Récollets de Tavagna. Il eut bientôt après une cour, des secrétaires d'état, des gardes, et tout l'appareil de la royauté; on frappa de la monnaie en son nom. Par un premier édit, il rendit aux Corses tous les droits que les Génois leur avaient enlevés; par un second, il ordonnait la confiscation des biens des Génois dans l'île. Il poussa avec vigueur la guerre contre les Génois; mais, à peine

sur le trône depuis six mois, il se vit réduit aux extrémités de l'indigence.

Le pays était ruiné par les guerres civiles; il assembla les chefs des cantons à Sartenne : après leur avoir communiqué son projet d'aller lui-même chercher les secours dont le royaume avait besoin, il créa un conseil de régence pour gouverner jusqu'à son retour. Il s'embarque à la rade d'Aleria, se rend successivement à Rome, à Amsterdam. Il voulait former dans cette dernière ville une compagnie de commerce; un de ses créanciers le fit conduire en prison; et c'était là où il était venu à bout de persuader à une compagnie de banquiers hollandais, non seulement de payer ses dettes, mais encore de lui prêter cinq millions, pour sûreté de laquelle somme il s'engagea de remettre à la compagnie San-Fiorenzo, ou Porto-Vecchio, pour être l'entrepôt du commerce de la Corse.

Théodore employa son argent à l'armement d'une frégate et de trois vaisseaux marchands, avec lesquels il aborda au port de Sorroco, en septembre 1738. Ses vaisseaux étaient chargés d'armes, de poudre et d'autres objets qui manquaient aux Corses. Toute l'île fut en rumeur à l'occasion de cette arrivée, il fut convenu qu'on attaquerait sur-le-champ Ajaccio par terre et par mer; mais la petite escadre, contrariée par les vents, ayant été jetée dans le golfe de Naples, le baron y fut arrêté par ordre du gouvernement. En échappant de cette dernière prison, il avait perdu son courage; et, sans essayer de rentrer dans son royaume, il se retira à Londres, où il mourut. On grava sur son tombeau : *Ci gît un homme à qui la fortune donna une couronne, et refusa du pain.*

(58) Page 490.

Le pape Benoît XIV était mort en 1758. Il eut pour

successeur le cardinal Charles Rezonico, qui prit le nom de Clément XIII. Ce pontife ne partageait ni les talens ni l'aménité de caractère qui inspiraient pour son prédécesseur la vénération de l'Europe. L'expulsion des jésuites fut l'événement le plus remarquable de son pontificat; mais cet événement, en versant dans son ame l'amertume du mécontentement, le conduisit à des démarches qui pouvaient avoir pour le siége de Rome les suites les plus funestes.

A l'exemple des principales puissances de l'Europe, la plupart des gouvernemens d'Italie cherchaient à diminuer l'influence que les papes avaient acquise dans les affaires civiles. Clément XIII, oubliant que les anciens procédés de la cour de Rome étaient hors de saison sous le dix-huitième siècle, résolut d'arrêter, par un coup d'éclat, ce qu'il appelait des principes intolérables contre son autorité spirituelle.

Ses premiers coups furent portés contre le duc de Parme, dans les états duquel les évêques de Rome se regardaient comme les dominateurs suprêmes. Le duc avait défendu, sous des peines graves, d'employer à des fondations pieuses des legs qui excédassent la vingtième partie des possessions du testateur. Il ordonna à tous ceux ou celles qui voulaient faire des vœux de renoncer à toute espèce de succession. Par une loi du 13 janvier 1765, tous les biens qui, des mains des laïcs, avaient passé en celles des ecclésiastiques, furent soumis aux mêmes impositions qu'ils payaient avant de passer en la possession de l'église; on donna à ces impositions un effet rétroactif jusqu'à l'année 1761. Enfin le duc de Parme publia un édit qui défendait de porter à des tribunaux étrangers, pas même à ceux de Rome, le jugement d'aucune affaire contentieuse; de s'adresser à des cours étrangères pour obtenir des graces ou des bénéfices dans l'étendue

des états du duc de Parme; de pouvoir posséder aucuns bénéfices dans les mêmes états, si l'on n'était titulaire naturalisé dans le pays; enfin tous les rescripts, décrets, venant de Rome, étaient déclarés nuls, s'ils n'étaient revêtus du *regium exequatur*, à la manière alors usitée en France. Le pape cassa cet édit par un bref du 30 août 1768. Ce bref, qui surprit tout le monde, fut condamné en France, le 25 février, comme attentatoire aux droits des états souverains; il fut supprimé le 26 mars, par ordre du duc de Parme; il fut condamné par un arrêt du conseil de Castille; quelque temps après, par un décret du roi de Portugal, qui défendait de le garder chez soi, sous peine de crime de lèse-majesté. Enfin cette suppression s'étendit dans les états de l'empereur, du roi des deux Siciles et du duc de Toscane. Heureusement, Clément XIII mourut le 2 février 1769, sans prévoir quelle serait l'issue des troubles qu'il venait d'élever dans l'église.

(59) Page 491.

Paoli fit des changemens dans la milice corse, qui la rendirent plus redoutable : jusqu'alors, chaque citoyen étant soldat, au premier son de cloche, au premier bruit des cornets militaires, une foule de gens armés se rangeait autour du chef, chaque combattant portant dans son bissac les provisions de guerre et de bouche qui lui étaient nécessaires; mais ces expéditions, fruit de l'enthousiasme, ne pouvaient durer long-temps. On leva en 1762 deux régimens, chacun de six compagnies de cent hommes, qui furent exercés au maniement des armes.

Au milieu des opérations militaires, Paoli s'occupait de la législation de sa patrie. Les districts de la Corse, appelés *pièves*, ne formaient qu'un seul état; chaque *piève* choisissait des représentans dans l'ordre de la noblesse et dans celui des simples citoyens; quelques-uns de ces re-

présentans formaient le conseil souverain de l'ile; tous ensemble, réunis une fois l'année en *consulta*, constituaient le pouvoir législatif. L'administration de la police était exercée dans chaque piève par un tribunal qui ressortissait du conseil suprême.

Les finances publiques consistaient dans la confiscation sur les biens des Génois et de ceux qui avaient pris leur parti, dans des droits de sortie sur les huiles, et dans une taxe par feu. En 1761, on établit le papier timbré, un droit sur les salines; le clergé fournissait des contributions volontaires.

(60) Page 493.

JAMAIS pontife n'avait été couronné dans des temps plus difficiles. Le Portugal, brouillé avec le saint siége, voulait se donner un patriarche; le procédé de Clément XIII envers le duc de Parme faisait appréhender les suites du mécontentement des rois de France, d'Espagne et des deux Siciles. Le sénat de Venise prétendait réformer les communautés religieuses dans les terres de la république, sans l'intervention du siége de Rome. Tous les réglemens qui avaient armé la papauté contre la cour de Parme, venaient d'être adoptés par les gouvernemens de Milan et de Modène. La Pologne cherchait à diminuer l'autorité papale dans les causes mixtes. Les Romains eux-mêmes murmuraient hautement, et voulaient changer la forme du gouvernement. Un esprit d'innovation, répandu de toutes parts, attaquait l'autorité temporelle et l'autorité spirituelle de l'évêque de Rome.

Pour remédier à tous ces maux, Clément XIV chercha d'abord à se concilier les souverains. Il donna à la cour de Lisbonne la satisfaction qu'elle desirait, supprima la lecture de la bulle *in cœnâ domini*, dans laquelle on frondait l'autorité de tous les rois; négocia avec la France

et avec l'Espagne. Enfin, après plusieurs années de discussion, il donna, le 21 juillet 1770, le bref qui éteignait à jamais la compagnie de Jésus.

Pendant que Clément XIV s'occupait de cette singulière affaire, il achevait le superbe monument qui décore le Capitole moderne.

Ganganelli savait que les papes ne pouvaient pas déployer au dix-huitième siècle l'autorité dont ils jouissaient dans des temps moins éclairés. Il porta dans le palais des souverains pontifes la simplicité des mœurs d'un humble cénobite.

(61) Page 494.

M. FEYDEL, dans son ouvrage sur les *Mœurs et les Coutumes des Corses*, dit que Bonaparte eut pour aïeul paternel un Toscan, et pour aïeul maternel un Suisse.

Le citoyen Houdouart, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en faisant des recherches dans les librairies et les bibliothèques de la Toscane, trouva plusieurs manuscrits qui, en indiquant l'origine de la famille Bonaparte, s'accordaient à la faire descendre des Bonaparte de Toscane, tous originaires de *San Miniato al Tedesco*, petite ville située à vingt-quatre milles italiens de Florence, à peu de distance de la route de Florence à Livourne, où il existait encore, en l'an 8, un oncle du Premier Consul, chanoine et chevalier de Saint-Étienne.

On trouve dans l'église de Saint-François, à *San Miniato*, l'épitaphe d'un Jean-Jacques Moceii de Bonaparte, mort en 1441.

A l'époque du sac de Rome, en 1527, un Jacob Bonaparte, témoin oculaire de ce grand événement, en décrivit les causes avec beaucoup de sagacité : cet ouvrage est un monument historique estimable et très-curieux.

(62) Page 540.

A LA VÉRITÉ, la milice anglaise ne se tire point devant un subdélégué, un sous-préfet ou quelque commissaire des guerres s'en reposant encore assez souvent sur de simples commis; mais, cette cérémonie s'exécutant en conséquence de la loi, ceux qui y sont assujettis tirent en règle sous les yeux de leurs magistrats ordinaires.

Aucun de ces miliciens ne peut être envoyé comme recrue dans les troupes de ligne, à moins qu'il n'en ait le desir prouvé par sa souscription à l'engagement le plus volontaire : son service est rarement très-pénible; et, lorsqu'il en a rempli le temps, il se retire tranquillement, sans qu'on puisse jamais le prolonger sous aucun prétexte. *Voyez*, dans le supplément au Dictionnaire de l'art militaire, Encyclopédie méthodique, le mot *Recrutement*.

(63) Même page.

ON faisait paraître en France les ouvrages du maréchal de Puiségur; bornons-nous à dire sur cet ouvrage que c'est en réfléchissant sur la beauté et l'utilité de ses réflexions sur la bataille de Nordlinguen, que Frédéric conçut cette ligne oblique dont Puiségur paraît avoir développé le premier tout le mérite, et fait sentir toute l'utilité.... A ce mérite, le maréchal de Puiségur a su ajouter celui de donner aux tacticiens la leçon utile de prendre pour base de leurs suppositions un terrain parfaitement connu.

Le chevalier Folard prônait son système sur la colonne, qui, quelques années après, fit fermenter à un si haut degré la plupart des têtes des officiers généraux et particuliers. On doit cependant à sa mémoire de faire observer qu'il fut un des premiers à s'appercevoir de l'extrême et inutile pesanteur qu'on donnait de son temps à l'artillerie, et à proposer les moyens d'y remédier.

M. de Saxe, dans ses *rêveries*, annonçait que le secret des manœuvres et des combats était dans les jambes; et, à l'exemple des anciens, il cherchait à établir ce pas cadencé, auquel il donna les moyens de réussir avec le secours de la mesure d'une musique militaire.

Ce maréchal paraît avoir eu des vues très-justes sur le genre de service de la cavalerie, qu'il ne regarde pour bonne que lorsqu'elle fait faire deux mille pas au galop, sans déranger sa ligne : à l'égard de la cavalerie légère, ses houlans en étaient un excellent modèle. Il combattait aussi, dans son ouvrage, le mélange des petites troupes d'infanterie avec la cavalerie.

Quelque temps après, on vit messieurs de Mezeroi, de Turpin, Menil-Durand, Guibert, Bohan, et quelques autres militaires, faire paraître successivement des ouvrages intéressans sur l'art de la guerre, dont quelques-uns embrassaient toutes les parties constitutives de la science militaire.

FIN DES NOTES DU TROISIÈME VOLUME.

(62) Page 540.

A LA VÉRITÉ, la milice anglaise ne se tire point devant un subdélégué, un sous-préfet ou quelque commissaire des guerres s'en reposant encore assez souvent sur de simples commis; mais, cette cérémonie s'exécutant en conséquence de la loi, ceux qui y sont assujettis tirent en règle sous les yeux de leurs magistrats ordinaires.

Aucun de ces miliciens ne peut être envoyé comme recrue dans les troupes de ligne, à moins qu'il n'en ait le desir prouvé par sa souscription à l'engagement le plus volontaire : son service est rarement très-pénible; et, lorsqu'il en a rempli le temps, il se retire tranquillement, sans qu'on puisse jamais le prolonger sous aucun prétexte. *Voyez*, dans le supplément au Dictionnaire de l'art militaire, Encyclopédie méthodique, le mot *Recrutement*.

(63) Même page.

ON faisait paraître en France les ouvrages du maréchal de Puiségur; bornons-nous à dire sur cet ouvrage que c'est en réfléchissant sur la beauté et l'utilité de ses réflexions sur la bataille de Nordlinguen, que Frédéric conçut cette ligne oblique dont Puiségur paraît avoir développé le premier tout le mérite, et fait sentir toute l'utilité.... A ce mérite, le maréchal de Puiségur a su ajouter celui de donner aux tacticiens la leçon utile de prendre pour base de leurs suppositions un terrain parfaitement connu.

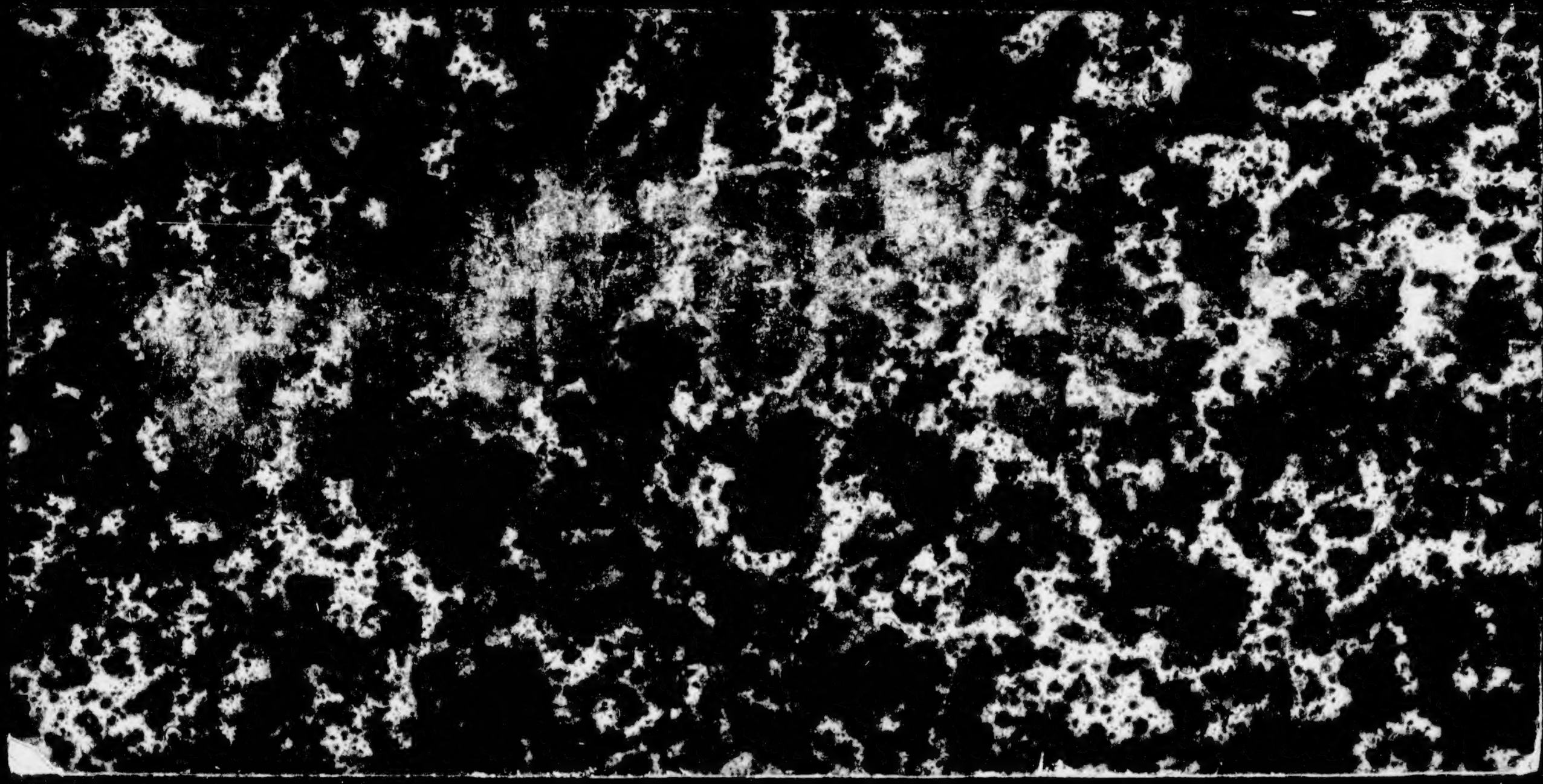
Le chevalier Folard prônait son système sur la colonne, qui, quelques années après, fit fermenter à un si haut degré la plupart des têtes des officiers généraux et particuliers. On doit cependant à sa mémoire de faire observer qu'il fut un des premiers à s'appercevoir de l'extrême et inutile pesanteur qu'on donnait de son temps à l'artillerie, et à proposer les moyens d'y remédier.

M. de Saxe, dans ses *rêveries*, annonçait que le secret des manœuvres et des combats était dans les jambes; et, à l'exemple des anciens, il cherchait à établir ce pas cadencé, auquel il donna les moyens de réussir avec le secours de la mesure d'une musique militaire.

Ce maréchal paraît avoir eu des vues très-justes sur le genre de service de la cavalerie, qu'il ne regarde pour bonne que lorsqu'elle fait faire deux mille pas au galop, sans déranger sa ligne : à l'égard de la cavalerie légère, ses houlans en étaient un excellent modèle. Il combattait aussi, dans son ouvrage, le mélange des petites troupes d'infanterie avec la cavalerie.

Quelque temps après, on vit messieurs de Mezeroi, de Turpin, Menil-Durand, Guibert, Bohan, et quelques autres militaires, faire paraître successivement des ouvrages intéressans sur l'art de la guerre, dont quelques-uns embrassaient toutes les parties constitutives de la science militaire.

FIN DES NOTES DU TROISIÈME VOLUME.

945 J87 32
Juboé
Hist. des guerres en Italie

COLUMBIA UNIVERSITY
0032190948